Causeries janvier 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 janvier 2009

Pas le temps de trop bavarder, Jayalakshmi a disparu depuis le 31 et ne reviendra que demain. J'ai plusieurs textes en préparation dont un contre le gouvernement, mais aucun ne me convient, pour tout vous dire, je vais essayer de m'en tenir aux faits en évitant la polémique, et ce n'est pas facile ! Je manque aussi cruellement de documentation et mon disque dur est devenu un bordel puisque je n'ai pas pris le temps de classer plus de 1.500 dépêches, plus les courriels, les photos et le reste. Ne pas remettre au lendemain.... je sais, c'est de ma faute, mais je n'ai que deux bras, je privilégie l'actualisation du site.

Mediapart (dissident du journal Le Monde) fait la pub de Bensaïd de la LCR, il aurait encore pondu quelque chose qui s'apparenterait au marxisme paraît-il. Ce serait formidable si un camarade pouvait m'en envoyer une copie pour en faire la critique, soit par Internet, soit par courrier à l'adresse figurant dans le site. Idem pour la préface du *Manifeste* de Marx écrite par Gluckstein. Cela pourrait faire un bon plat de résistance pour bien commencer l'année. Si j'avais reçu davantage d'argent pour financer le site, j'aurais commandé ces ouvrages et bien d'autres, mais bon.

Si cela intéresse des militants, j'ai dorénavant une adresse en France, à Aubagne à côté de Marseille. Magueswary mon épouse a obtenu un petit studio par la mairie ou par le biais d'une association, je n'ai pas très bien compris, vous pourrez lui envoyer des documents qu'elle me transmettra ensuite. Elle habite à deux pas de la clinique qui l'a opérée du coeur et lui a sauvé la vie, du coup ils sont devenus inséparables, ce que je comprends parfaitement, ici elle serait morte.

Elle envisage que je rentre en France en 2009. Pourquoi pas, mais il y a un problème de taille : je n'ai pas cotisé à la Sécu pendant près de 15 ans, j'ai 53 ans et au total je dois avoir cotisé 18 ou 19 annuités seulement, cela veut dire qu'il faudra que je bosse jusqu'à 75 ans minimum pour avoir une retraite misérable, alors que j'arrive encore à vivre modestement mais normalement en Inde. Si je ne suis pas mégalomane, je ne suis pas non plus sado-masochiste au point d'échanger ma situation actuelle contre la misère assurée en France, autant se flinguer tout de suite, car en plus je n'aurais plus assez de temps pour mon activité militante en étant constamment au prise avec des problèmes matériels à résoudre. Et puis, je suis déjà bien usé physiquement ! Je me passe très bien de la France, si je n'avais pas mon activité politique, je l'aurais oubliée sans regret. Il paraît que c'est normal au bout d'un certain nombre d'années. Je me méfie en général de ce qui passe pour normal pour la majorité.

Je suis tout sauf un aventurier et j'ai mûrement réfléchi avant de quitter la France. A mon âge, j'en ai marre des avions, des valises et des cartons. Si j'avais atteint un niveau politique qui me rende en quelque sorte indispensable, je rentrerais en France, mais c'est loin d'être le cas, je crois qu'il ne faut pas se raconter d'histoires, il faut être honnête jusqu'au bout. Les camarades qui pensent le contraire et qui me l'ont déjà dit se trompent, ils se font des illusions sur mon compte. S'ils savaient comme je galère pour essayer de trouver une réponse satisfaisante à toutes les questions qui surgissent tous les quatre matins, ils changeraient vite d'avis. La seule chose que je peux leur dire, c'est que je ne laisse jamais tomber, sauf indépendamment de ma volonté.

Je répondrai à Jean-Michel demain. Si je trouve le temps je ferai un bilan de l'activité du site.

J'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à réfléchir à une question qui m'est venue à l'esprit en lisant *Misère de la philosophie* de Marx (contre Proudhon). Je vous la soumets :

N'a-t-on pas confondu les conditions objectifs qui correspondent au développement des forces productives, qui sont mûres depuis un siècle, avec les conditions objectives nécessaires au déclenchement de la révolution, qui ne peuvent mûrir qu'au cours du développement du capitalisme pour éclore à l'occasion d'une crise du capitalisme ou d'une guerre si cette crise prend cette forme ? Quand j'écris on, cela s'adresse à nos dirigeants.

Concernant l'actualité, je me suis posé une question : pourquoi semble-t-il les syndicats et les partis ouvriers n'ont-ils pas encore pris les mesures indispensables pour préparer sérieusement la journée de grève générale et de manifestation du 29 janvier ? Qu'attendent-ils ? Un camarade de la CGT vient juste de me téléphoner à ce sujet. Il m'a expliqué que tous les militants ne parlaient que du 29 et de la situation en Palestine. On a eu un bref échange. Voici ce que je lui ai dit :

Est-ce qu'ils vont réunir les unions locales de tous les syndicats, avec les délégués syndicaux de toutes les boîtes sur la commune afin de préparer un appel commun, de le distribuer massivement à l'entrée de toutes les entreprises, sur les marchés, à l'entrée des supermarchés, dans les boîtes aux lettres des cités HLM, etc.? Est-ce qu'ils ont prévu une réunion avec les responsables de tous les partis ouvriers pour que tous les militants participent activement à la préparation de cette journée de mobilisation de la classe ? Il faudrait que tous les partis ouvriers sortent également un appel commun, qu'ils appellent la population à tout arrêter, les commerçants à laisser leurs rideaux de fer fermés, les professions intermédiaires à s'associer à la population pour dire : stop, on n'en peut plus de cette politique de régression sociale sans fin ! Ont-ils prévu des meetings unitaires syndicats-partis dans toutes les villes ?

Sur un autre sujet je me suis posé une question une nouvelle fois : pourquoi aucun syndicat, aucun parti ne se porte partie civile contre le gouvernement lorsqu'un professeur est injustement traité par la justice, idem pour cette infirmière qui dernièrement a été traitée comme une criminelle, alors qu'on vient d'apprendre que le produit qu'elle a administré au gosse qui est mort n'aurait jamais dû se trouver là où elle l'a trouvé ? Surcharge de travail, conditions de travail infernales, stress ou angoisses permanentes dûs au climat délétère instauré par le nazillon au pouvoir, etc. C'est le gouvernement qu'il faut juger pour ses actes destructeurs ou pour avoir pris la responsabilité de se satisfaire de la situation déplorable qu'il a trouvé à son arrivée.

Les nazillon Sarkozy, Fillon, Kouchner, Horteffeux, Boutin, Bachelot, Devedjian, Darcos, etc. peuvent ouvrir leur grande gueule, bafouer la présomption d'innocence et accuser nos profs et nos infirmières dans les médias, et aucun syndicat ou parti ne s'emmêle sur le même plan ? Quant aux associations de défense des droits de l'homme, leur silence en la matière en dit plus que de longs discours sur leur réelle vocation : assurer la survie du capitalisme.

Une autre réflexion à propos de la solidarité avec les Palestiniens. Le camarade que j'ai eu au bout du fil m'a expliqué qu'un intervenant catholique avait refusé de mettre sur le même pied les roquettes du Hamas et le déluge de feu de Tashal qui s'abat sur le peuple palestinien, qu'il avait eu une position correcte.

Rien d'étonnant certains diront. Et là je me suis dit, mais au fait qu'est-ce qu'ils foutent les militants ouvriers dans des organisations laïques au lieu d'aller à la rencontre des travailleurs organisés dans des associations religieuses comme le préconisait Lénine ? Au moins en adhérant à une organisation laïque, on est entre nous, à la limite on n'a besoin de convaincre personne puisque l'on partage les mêmes idées, le boulot est mâché en quelque sorte et l'on peut passer son temps à se masturber l'esprit à refaire le monde tranquillement, alors que s'ils adhéraient à une organisation religieuse, ce serait une autre paire de manches, ce serait sans doute beaucoup moins confortable comme situation, là ils auraient assurément du boulot à faire !

Quand je vous écris cela, je pense uniquement à la construction du parti et à la nécessité d'aller à la rencontre des travailleurs qu'ils soient croyants ou non pour les gagner à la révolution.

Encore un sujet de réflexion pour bien commencer l'année. A quoi vous fait penser la politique qui consiste (et a consisté) en permanence à faire appel à l'Etat, à la lecture des enseignements du marxisme contre le révisionisme, des positions de Marx et Engels contre Lassale, des positions de Rosa Luxemburg et Lénine contre Bernstein ? N'a-t-on (les dirigeants) pas confondu par hasard politique et économie ? Je suis sympa, je vous mets sur la piste.

Bonne semaine à tous.

Le 5 janvier 2009

Confronté à sa première expérience, le Parti de Gauche a trébuché et révélé sa véritable nature.

Dans son communiqué du 30 décembre on pouvait lire notamment : "*Les provocations condamnables du Hamas refusant la prolongation de la trêve et envoyant des roquettes touchant des populations civiles ne peuvent justifier une telle violence, mais elles ont servi de commode prétexte dont le gouvernement de l'Etat d'Israël*", en d'autres termes le peuple palestinien devrait accepter définitivement la spoliation de ses biens et de ses droits, le PG allant jusqu'à réclamer "*le retour à la trêve*" qui convenait parfaitement aux autorités israéliennes, alors qu'elle était synonyme de misère et d'humiliations incessantes de la part de l'Etat israélien et n'a servi à régler aucun problème en suspens depuis 1948.

Rappelons que le Hamas bénéficie du soutien de la majorité du peuple palestinien, il a repris le combat armé contre Israël pour exiger la fin du blocus qui étrangle la population de Gaza. Si en France il y avait autant de manifestants à l'appel d'un parti ouvrier qu'il y en a à Gaza à l'appel du Hamas, il y aurait plus d'un million de personnes dans les rues à chaque fois.

La légitimité de l'existence de l'Etat d'Israël, produit de l'impérialisme. Voici ce qui figurait plus loin dans ce communiqué : "*Au-delà, une paix durable passe par la mise en œuvre des résolutions de l'ONU permettant notamment la création d'un Etat palestinien et des garanties internationales pour la sécurité de tous les peuples et Etats de la région dont l'Etat d'Israël.*".

Tout y est inacceptable : l'appel en direction de l'ONU et des représentants du capitalisme dont les intérêts des Palestiniens dépendraient, il fallait oser l'écrire de la part d'un parti dit de gauche, la reconnaissance de l'Etat sioniste qui a volé les terres des Palestiniens.

En mettant sur le même pied le combat du peuple palestinien et les droits des usurpateurs sionistes, le parti de Mélenchon sert la soupe à la réaction. Il n'est évidemment pas le seul dans ce cas-là. Notons simplement qu'il manifeste place de la République plutôt qu'avenue Matignon.

De son côté, Sarkozy en recevant la chef de la diplomatie israélienne,Tzipi Livni, a clairement indiqué dans quel camp il se situait, contre le peuple palestinien.

Si une majorité d'Israéliens approuvent l'offensive militaire sur Gaza, selon un sondage publié jeudi par Haaretz, un cinquième seulement applaudiraient une incursion terrestre, d'une part parce qu'une partie des Israéliens sont pour la paix avec les Palestiniens, d'autre part parce qu'une partie craint d'en payer le prix.

Je me souviens du jour où l'on nous a annoncé que les Palestiniens allaient disposer de territoires sous la tutelle de l'Etat israélien, je me suis dit immédiatement qu'il allait se transformer en une gigantesque fosse commune, que c'était un piège pour éliminer définitivement le peuple palestinien de la surface de la terre, un génocide prémédité. Depuis les "accords" d'Oslo, le cauchemar annoncé est devenu réalité malheureusement.

Je vous conseille de lire l'article suivant (4 pages) :

- Nicolas Sarkozy, la France et Israël.

Autre chose.

Pour complétez les sujets de réflexion d'hier, on peut en ajouter un autre à l'adresse des dirigeants du mouvement ouvrier : Pourquoi ne sont-ils pas foutus de sortir un communiqué commun de soutien au peuple palestinien ? Pourquoi n'appellent-ils pas ensemble à une manifestation centrale à Paris ?

Un camarade a répondu à mon appel et va m'envoyer une copie de la préface de Bensaïd (LCR) à la correspondance de Marx et Engels pendant la Commune de Paris, je l'en remercie ici avant de lui répondre plus tard, par manque de temps comme toujours !

Dans un document qu'il m'a fait parvenir on pouvait lire une info intéressante : « *Les Français peuvent renverser le pays. Regardez ce qui se passe en Grèce* », aurait déclaré Sarkozy, mercredi 10 décembre, lors d'un déjeuner avec les députés UMP à l'Élysée, d'après *Le Figaro*. Il ne manque plus effectivement que l'étincelle pour allumer le pétard. Il y avait là de quoi faire un éditorial formidable, non ? Dans le journal d'un parti révolutionnaire peut-être, mais certainement pas dans celui d'un parti où ses dirigeants craignent la révolution.

Bonne journée à tous.

Le 6 janvier 2009

Compte tenu que je consacre le plus clair de mon temps à l'actualité, je ne fais plus rien d'autres, on ne peut pas être au four et au moulin.

Vous vous demandiez peut-être où était passé le PS pendant qu'un déluge de feu s'abattait sur Gaza, voici la réponse par une dépêche de presse de l'AFP d'hier :

"PS : Benoît Hamon approuve la tournée de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient.

Le porte-parole du PS Benoît Hamon a approuvé lundi la visite de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient car "*il faut absolument tout tenter*", face à l'intervention, selon lui "*disproportionnée*", d'Israël dans la bande de Gaza. (Comme si Sarkozy ne l'approuvait pas. S'il a reçu jeudi dernier la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, ce n'était certainement pas pour s'enquérir du sort des Palestiniens, mais lui témoigner son soutien. Lutte de classe.)

Olmert, Bush, Sarkozy même discours, même combat. (Lutte de classe.)

Dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères a fait savoir que "*la France condamne l'offensive terrestre israélienne contre Gaza comme elle condamne la poursuite des tirs de roquettes (palestiniennes sur le sud de l'Etat hébreu)*".

Lundi Sarkozy a estimé que le Hamas avait agi "*de manière irresponsable et impardonnable (...) en décidant de mettre fin à la trêve et en reprenant les tirs de roquettes sur des populations civiles d'Israël*".

De son côté, dans son allocution radiophonique hebdomadaire, Bush a décrit le Hamas comme "*l'instigateur (du) récent déchaînement de violences*", (alors que le peuple palestinien était étouffé par le blocus qui était en train de le faire crever à petit feu... Il arrive un moment où l'on n'a plus rien à perdre, par exemple lorsque la dignité a cédé la place à l'humiliation quotidienne, ou lorsque le mot avenir ou futur est banni du langage, alors la suprême mortification peut prendre la forme du sacrifice de sa vie. Cette attitude choquera peut-être un occidental qui finalement agit de la même manière dans des circonstances différentes, par exemple quand il sacrifie sa vie en toute inconscience pour une guerre qui n'est pas la sienne, mais celle de son ennemi de classe. Lutte de classe.)

"*Il faut absolument tout tenter parce que cette offensive israélienne, aérienne comme terrestre, est disproportionnée par rapport à ce qu'a été l'attaque du Hamas contre Israël*", a déclaré M. Hamon sur i-Télé.

Si le chef de l'Etat "*parvient à obtenir un cessez-le-feu nous le saluerons*", a-t-il ajouté. (Ben voyons ! Géniale la "gauche" du PS ! On aurait pu dire la même chose tout au long des dernières décennies, mais c'était interdit sous peine d'excommunication, alors qu'aujourd'hui on s'en tape, on ose dire tout haut ce que l'on pense, on respire enfin battant en brèche le dogmatisme des théoriciens de la soi-disant gauche du PS qui n'étaient en fait que de vulgaires manipulateurs, pour le compte de qui, devinez ? L'heure approche de solder les comptes avec le révisionnisme qui s'est emparé de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Lutte de classe.)

Selon M. Hamon, les tirs de roquette du mouvement islamiste palestinien contre Israël sont "*insupportables aussi, mais là, aujourd'hui, on se retrouve avec des centaines de morts, un brasier dans le Proche-Orient avec des conséquences*" qui peuvent "*être considérables*"."

Commentaire. La résistance héroïque du peuple palestinien contre le vol de ses terres et ses droits n'a rien d'"*insupportable*", elle est légitime, aucun peuple n'accepterait d'être exproprié de ses terres par la terreur et la guerre ou par un quelconque moyen sans réagir et se défendre, y compris les armes à la main, toute la question est là et nulle part ailleurs.

Le PS est à sa place au côté de Sarkozy, qu'il y reste. Les nostalgiques d'un hypothétique parti socialiste auront oublié son passé et celui de la SFIO qui furent peu glorieux pour ne pas dire bien pire jusqu'à la monstruosité, bombarder Bagdad par exemple. Quand on a adhéré pendant des années à un tel parti en parfaite connaissance de cause, après s'être fait le complice de tous ses crimes, on en porte forcément les stigmates à vie, rares sont ceux qui en réchappent complètement ou qui rejoignent le camp de la révolution.

Ce qui les inquiète, ce sont les conséquences politiques qui pourraient "*être considérables*". On les comprend.

La dernière dépêche de Reuters précise les enjeux du combat engagé contre Gaza : le désarmement et la liquidation physique de la résistance palestinienne, l'établissement d'un corridor de "sécurité" sous l'égide de l'ONU ou de l'UE entre la bande de Gaza et l'Egypte pour mettre fin aux inflitrations de marchandises et d'armes, afin d'étrangler complètement Gaza et soumettre les Palestiniens à la botte des dictateurs sionistes qui devraient abandonner leurs revendications qui datent de 1948, la restitution de leurs terres et le droit au retour.

L'Etat sioniste exige la capitulation totale du peuple palestinien et l'abandon de ses droits légitimes, au-delà il s'agit pour l'impérialisme d'infliger une nouvelle défaite au prolétariat mondial qui soutient le combat du peuple palestinien.

Le 7 janvier 2009

0h20 en Inde. J'ai reçu ce courriel il y a quelques minutes, j'ai dû refaire les paragraphes car le texte n'était pas mis en forme.

Communiqué du POI. Paris lundi 5 janvier 2008.

Les 4 secrétaires nationaux du POI se sont adressés ce lundi 5 janvier aux partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie pour leur proposer de se rencontrer en urgence dans les termes suivants :

"A l'heure où les bombardements contre Gaza se conjuguent à l'intervention militaire au sol, avec chars et bulldozers et où le bain de sang qui a déjà commencé menace de devenir un honteux bain de sang parmi la population civile.

A l'heure où l'Union européenne et le président Sarkozy parlant au nom de la France cherchent à occuper une place centrale sur la scène internationale, il revient au mouvement ouvrier français, conformément à toutes ses traditions de se dresser contre la barbarie et l'injustice.

Quelles que soient les positions des uns et des autres sur les racines de la situation actuelle et sur les solutions à apporter, le mouvement ouvrier se doit de dresser la mobilisation la plus massive, immédiate, sur le terrain de l'internationalisme pour exiger d'une seule voix : que cesse immédiatement et sans condition l'intervention militaire contre Gaza, que les troupes s'en retirent, que le blocus soit levé.

C'est au mouvement ouvrier de dresser en commun cette exigence et de prendre toutes ses responsabilités dans la mobilisation pour sauver le peuple palestinien d'un massacre déjà engagé.

Voilà pourquoi, et sans être en concurrence avec des initiatives déjà prises et auxquelles le Parti Ouvrier Indépendant a participé et participera, nous proposons d'urgence une rencontre des partis et organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie."

Ce communiqué est très bien, en apparence seulement. Il faut constater que n'y figure pas une seule fois les expressions Israël, Etat israélien, israélien ou sionisme, comme s'il ne fallait pas énoncer clairement le responsable de ce massacre, ce qui pourrait laisser croire que les responsabilités seraient partagées.

Ne pouvant pas dénoncer le Hamas comme responsable des hostilités, ils ont évité soigneusement de citer l'Etat israélien, c'est habile, mais fâcheux, alors que l'Etat est montré du doigt un peu partout dans le monde (Islande, Grèce, Italie, Etats-Unis, etc.) comme le responsable de la situation sociale insupportable que subit le prolétariat et sa jeunesse.

Par ailleurs, je ne comprends pas très bien la fin du premier paragraphe, je me demande sur qui pèse la menace de ce "honteux" bain de sang, pas sur l'Etat d'israël puisqu'il en est l'auteur et n'en a rien à foutre, c'est plutôt ambigüe comme formule et fort maladroit, d'autant plus que juste après il est précisé que c'est la "population civile" qui en serait la victime, pratiquant ainsi une séparation entre les combattants palestiniens et le reste de la population, à croire qu'elle ne serait pas partie prenante à ce combat contre l'occupant sioniste, une façon d'isoler le Hamas sans le nommer.

D'autre part, on ne voit pas très bien ce que viennent faire là les initiatives de l'UE ou de Sarkozy, à notre connaissance ce n'est pas leur pendule qui doit indiquer à quel moment le mouvement ouvrier doit se mobiliser contre l'injustice et la barbarie.

Quoi qu'il en soit, cette initiative à peine acceptable dans sa formulation est positive, c'est mieux que rien, donc on peut la soutenir.

Le 8 janvier 2009

Une info ou un rappel intéressant que j'ai trouvé sur Internet :

"Le poids des Etats-Unis dans la croissance mondiale est prédominant. Officiellement, ceux-ci ont eu environ 4% de croissance en 2004 et 2005. Mais 80 % de ce "brillant" résultat est dû à un procédé suicidaire qui, heureusement, n'existe pas en France :

le Mortgage Equity Withdrawal (MEW). Grâce au MEW, les ménages avaient la possibilité d'emprunter aux banques l'argent correspondant à l'augmentation de la valeur de leur maison. Cet argent emprunté a été consommé. En 2005, le MEW a alimenté la croissance US à hauteur de plus de 800 milliards $. Si l'on soustrait cette somme de la croissance américaine, celle-ci retombe sous les 1%, voire est négative certaines années. "

Le MEW correspond à un prêt hypothécaire, Sarkozy avait émis une idée assez proche en 2006 (je crois) pour relancer l'économie française !

Ce qui explique les difficultés de l'impérialisme américain à relancer son économie réside ici : les Américains qui étaient déjà endettés jusqu'aux dents ont pu continuer artificiellement de s'endetter pour consommer toujours plus, ils ont bouffé jusqu'à la baraque si l'on peur dire, ils ont déjà dépensé la somme colossale de 800 milliards de dollars au titre des prêts hypothécaires qui leur ont été grâcieusement accordés par les institutions financières, aujourd'hui, ils n'ont plus rien à hypothéquer ou vendre, il leur reste seulement une dette gigantesque à rembourser qui les étouffe et risque à terme de les jetter à la rue.

Si l'on ajoute la montée spectaculaire du chômage des quatres derniers mois et le recours au chômage partiel qui va grever davantage le budget des travailleurs endettés et rendre insolvables des familles qui ne l'étaient pas encore hier, la situation devrait encore s'aggraver sur le plan financier et économique, et devenir explosive sur le plan social.

Je n'ai pas de temps à consacrer à cette rubrique je dois cavaler pour trouver une bouteille de gaz, non je n'ai pas immigré en Europe, je suis toujours à Pondichéry en Inde ! Ici tout est très réglementé, bureaucratisé à l'extrême, corrompu aussi.

Il y a un mois environ j'avais entrepris des démarches pour que ma voisine puisse obtenir une bouteille de gaz. En attendant je lui avais prêté ma seconde bouteille, mais elle est vide depuis deux jours. C'est le gouvernement qui délivre les autorisations aux revendeurs, mais il y a des quotas annuels, une fois qu'il est atteint les nouveaux demandeurs doivent attendre l'année suivante pour se faire enregistrer (on a un carnet individuel sur lequel est consigné la date de livaison de chaque bouteille, etc.). Vous imaginez un jeune couple qui vient d'emménager et de quitter la maison de leurs parents, il doit attendre le bon vouloir du gouvernement pour obtenir le droit de s'approvisionner en gaz, pratique ! Il n'est pas possible non plus de s'adresser à n'importe quel revendeur de gaz, il faut impérativement passer par celui qui le livre dans votre secteur d'habitation. Le gouvernement va lui attribuer un certain quota de nouveaux clients pour l'année 2009...

Il existe bien un barême officiel pour se faire enregistrer et obtenir la première bouteille de gaz, mais le revendeur peut exiger un bakchich en plus, en tant qu'étrangers ils hésitent à nous racketter car ils craignent notre réaction. Mon revendeur m'avait assuré que Jayalakshmi pourrait obtenir le gaz en janvier, hier il m'a parlé de février ou mars, l'embrouille quoi, ou alors c'est le bordel au niveau du ministère ce qui est très possible aussi. Bref, je n'ai plus qu'à me démerder au plus vite pour trouver au noir une bouteille de gaz que je paierai six fois son prix environ, une bouteille vide qui plus est, en attendant je vais aller demander qu'on me remplace ma seconde bouteille qui est vide, il faut attendre 7 à 10 jours en moyenne, Jaya n'aura qu'à cuisiner au feu de bois en espérant qu'il ne pleuve pas, car pour tout arranger il a plu hier !

Quand je vous disais que la moindre petite chose se transforme en casse-tête dans ce pays, je n'exagérais rien, vous en avez là un exemple. C'est dingue le temps que l'on peut perdre. Un autre exemple tout frais aussi.

Depuis octobre 2004 où les poteaux électriques étaient partis dans la mer, je n'avais plus trois arrivées séparées de courant, mais une avec un shunt entre trois fils pour que j'aie suffisamment d'électricité, bref c'est compliqué comme tout ici. J'avais évidemment adressé un courrier au bureau d'électicité pour qu'ils rétablissent au plus vite les trois phases.

Avant hier 6 janvier 2009, ils sont venus plantés de nouveaux poteaux et reconnecter les trois phases séparées, je n'en croyais pas mes yeux, soit quatre ans et deux mois plus tard ! Le service public d'électicité s'il vous plaît, que je soutiens évidemment, j'ai raconté aux fonctionnaires les méfaits de la privatisation en France et aux Etats-Unis, des arguments qui pourront toujours leur servir.

Et vous ça gaze camarade ? Tous à Gaza... si l'on pouvait ! On enrage !

Juste un mot sur le dernier éditorial de D. Gluckstein. Je n'ai pas de critiques à formuler, en dehors d'une réserve sur la fin.

Il termine en citant une nouvelle fois Jaurès : "*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*", en ajoutant : "*disait naguère Jean Jaurès.*", si je ne me trompe pas c'était en 1895, lorsqu'il n'était encore que républicain, et non à la veille de la guerre de 1914, peu importe.

Par contre j'ai trouvé le passage d'un article de Jaurès publié par l'*Humanité* du 18 juillet 1914 : " *quoi qu'en disent nos adversaires, il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation* ". Homme de terroir, il n'avait pas réussi à résoudre le paradoxe : " *On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y*

ramène..." (P.RIOUX , *Jean Jaurès*, éditions Perrin, 2005, page 263 et 274) (site Internet http://www.collectif-smolny.org)

Mais en temps de guerre, beaucoup d'internationalisme teinté de nationalisme réduit l'internationalisme à l'impuissance, au néant !

Dans la même page de ce site on peut lire également : " *En 1899, lorsque Millerand (1859-1943) - chef du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés - devient ministre du Commerce dans le gouvernement où siège le général Galliffet, "le fusilleur" de la Commune, Jaurès consulté déclare :* « J'approuve Millerand d'avoir accepté ce poste (...) Que la République bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait. » (cité par Max Gallo, p. 459, *Les clés de l'histoire contemporaine*, livre de poche 2005)".

Un exemple à ne jamais suivre assurément.

Autre chose.

Suite à une distribution de tracts, un camarade m'a dit au téléphone que les gens s'en foutaient de la cause palestinienne. Mais camarade, les gens se foutent de tout tant que cela ne les concernent pas directement, je parle en règle générale, dans le cas contraire cela signifierait qu'ils auraient un niveau de conscience politique bien supérieur à celui qu'on leur prête ou dont ils font la preuve quotidiennement.

Il ne faut pas se formaliser et se décourager pour si peu. La preuve.

Un autre camarade vient de me faire savoir par courriel que son fils de 20 ans venait de se mettre à étudier les marxistes. Bravo, très bonne initiative même si elle n'est pas sans risque ! Comment cela ?

On a déjà abordé ce sujet à plusieurs reprises, mais on peut y revenir brièvement. Entre ce qu'un auteur a voulu dire et notre manière d'interpréter ces écrits, il y a souvent une marge d'erreur importante, des pièges dans lesquels il faut éviter de tomber.

C'est comme lorsqu'un prof de français étudie en classe un texte classique (ou autres), il doit impérativement situer l'oeuvre dans son contexte, sur le plan littéraire et historique, mais aussi l'auteur, sur lequel il doit pratiquement tout savoir, pour comprendre ce qui est explicite et ne pose normalement aucun problème, mais surtout pour interpréter correctement ce qui est implicite et nécessite des connaissances particulières qui ne figurent pas dans l'ouvrage, c'est uniquement l'ensemble qui permettra de rendre au plus près le contenu de l'oeuvre, sa substance.

Dans le cas de la lecture des oeuvres des marxistes, l'écueil principal réside dans le temps qui s'est écoulé depuis leur rédaction, tant de choses ayant changé à travers le monde depuis cette époque. La théorie pour aussi précieuse qu'elle soit n'est pas figée à tout jamais, elle demande à être vérifiée en permanence et au fil du temps il peut s'avérer nécessaire de l'actualiser, de la corriger, de la compléter. Dans le cas contraire, elle se transforme en dogme. Or le problème que nous avons rencontré dans le passé (et encore aujourd'hui), c'est que dès que quelqu'un s'avisait d'y toucher, on le taxait systématiquement de révisionniste.

C'est un constat très intéressant qui me fait dire après coup -car autrefois j'avais le triste privilège de faire partie des dogmatiques, vous me direz que c'est inévitable, surtout quand on est jeune, certes, mais cela n'excuse rien, que cette réaction de rejet était commandée par l'incapacité de contrer les véritables révionnistes du marxisme ou la crainte d'en être incapable, le refus d'analyser ses causes et d'en discuter librement, je veux dire par là que les révisionnistes pouvaient se tromper dans leurs conclusions, ce qui fut le cas le plus souvent pour ne pas dire à chaque fois parce qu'ils étaient animés par des intentions qui étaient étrangères aux intérêts de la classe ouvrière, mais que leurs analyses recélaient peut-être une part de vérité qui leur avait échappé et qui elle méritait qu'on s'y attarde.

Je n'ai pas d'exemple sous la main, cependant je pourrais tenter un parallèle. Je me souviens que nous rejetions systématiquement tout ce que disait le PCF, sans même nous donner la peine de vérifier le contenu de ses assertions. Cela m'a personnellement induit en erreur sur bien des questions. Celle qui me vient à l'esprit concerne la classe ouvrière dont le PCF disait qu'elle s'était embourgeoisée. Puisque le PCF le disait, il fallait traduire obligatoirement que la classe ouvrière ne s'était pas embourgeoisée, donc il était inutile d'en parler sous peine d'être traité de stalinien si on insistait.

Or, ce n'était ni totalement faux ni totalement vrai, j'étais bien placé pour le savoir puisque j'étais moi-même ouvrier et issu d'une famille ouvrière, et comme nous étions très pauvres, je ne voyais pas en quoi nous nous étions embourgeoisés, ni sur le plan matériel ni au niveau de notre état d'esprit, mes parents comme moi plus tard, nous étions beaucoup trop occupés à trouver les moyens de survivre au quotidien pour rêver de choses inutiles ou superflues.

Par contre, l'ensemble de la classe ouvrière n'était pas logé à la même enseigne, mais à l'époque on nous parlait de la classe ouvrière seulement comme un bloc homogène, ce qui empêchait d'aborder cette question et d'en discuter. Bref, c'était le meilleur moyen de ne pas comprendre grand chose, de s'interdire de faire preuve d'esprit critique sur un sujet pourtant fort

intéressant, pour finalement ne pas progresser sur le plan politique. C'est la raison principale pour laquelle je n'ai aucune nostalgie de mon passage à l'OCI, car finalement il ne m'a pas apporté grand chose en dehors de ma propre expérience.

Ce n'est que récemment que je me suis penché sur le rôle de l'aristocratie ouvrière, expression que vous ne trouverez jamais dans la littérature de certains partis encore aujourd'hui, que j'ai pris en compte la division du prolétariat réparti dans le secteur public et privé, le rôle contradictoire de la fonction publique dans la lutte des classes, les syndicats, etc.

Pour terminer sur ce sujet, les staliniens des années 70-80 partaient d'un constat qui était à la fois vrai et faux, au-delà, ils en tiraient des conclusions et justifiaient ainsi leur politique de soutien au régime, et là encore, il aurait fallu faire la distinction entre les deux, entre leurs conclusions et sa traduction politique, ce que j'étais évidemment incapable de faire à cette époque, quel dommage, je vous explique pourquoi.

Selon eux, en substance, puisque la classe ouvrière s'était embourgeoisée, il était impossible de remettre en cause le régime... Comme je viens de le dire, ils avaient à moitié tord et raison de penser que la classe ouvrière s'était embourgeoisé, par contre ils avaient raison de dire qu'il était impossible dans les conditions du moment de remettre en cause le régime, nous, nous traduisions cela comme un abandon ou une trahison et nous rejetions en bloc ce constat et cette conclusion. Passer de Giscard à Mitterrand ne remettait pas en cause le régime, mais à l'époque nos dirigeants prétendaient que la Ve République ne pourrait pas supporter Mitterrand, en vérité cette catin en verra d'autres dont la cohabitation à deux reprises, c'était encore s'illusionner et ne rien comprendre.

Réfléchissons un instant, pour pouvoir remettre en cause le régime, il faut impérativement que certaines conditions objectives soient réunies, sinon c'est totalement impossible, seuls des aventuriers ou des gauchistes soutiendront le contraire. Maintenant cela ne signifie pas qu'il faille s'adapter au régime comme l'on fait les staliniens, on peut très bien le combattre dans la perspective de le renverser lorsque les conditions objectives seront mûres, inscrire notre politique dans cette perspective, c'est aider le prolétariat à s'y préparer et construire le parti sur des bases saines...

Vous voyez jusqu'où peut nous mener une toute petite phrase entendu sur un marché un dimanche matin. Vous n'avez peut-être pas encore saisi toutes les implications qu'elle comportait. En creusant un peu, on se rend compte qu'elle remettait en cause la théorie de l'imminence de la révolution de Lambert, puisque finalement sur le plan objectif absolument rien ne permettait d'affirmer que les conditions existaient ou étaient en train de se réunir, c'était une vue de l'esprit, un leurre, une illusion, une erreur magistrale, une confusion terrible, elle remettait en cause le bien-fondé de l'appel à voter Mitterrand, etc. Bref, elle faisait voler en éclat la stratégie opportuniste adoptée par les dirigeants de l'OCI qui avait pour origine d'avoir négligé le facteur économique qui était déterminant. A moins qu'ils aient confondu les conditions objectives indispensables pour passer au socialisme avec les conditions objectives nécessaires au déclenchement d'une crise révolutionnaire.

Aujourd'hui encore ils ne l'ont toujours pas compris puisqu'ils gémissent comme de vieilles femmes superstitieuses, le dénommé Roger Sandri l'a prouvé pas plus tard qu'hier dans le dernier numéro de la page 2 d'*Informations ouvrières* en écrivant que "*l'année 2009 ne se présente pas sous les meilleurs auspices*" et plus loin il martèle "*nous ne sommes pas les seuls à envisager l'avenir avec pessimisme.*", pauvre chéri, quelle incurie politique ! alors qu'en réalité, c'est exactement le contraire qui est en train de se produire et qu'il faudrait dire : la crise actuelle avec ses conséquences catastrophiques pour le prolétariat correspond justement aux conditions objectives nécessaires au développement d'une profonde crise sociale et politique sans lesquelles il est impossible de poser directement la question du pouvoir, sans lesquelles elle n'est pas concrètement à l'ordre du jour, sans lesquelles le prolétariat ne se lancera jamais à l'assaut du pouvoir.

Contrairement à ce qu'affirme Sandri et le POI, la crise est une aubaine pour la classe ouvrière, son salut pour peu qu'elle débouche sur une crise révolutionnaire... Au lieu de gémir, il ferait mieux d'y préparer la classe ! A moins que ce soit justement cette situation que veuille à tous prix éviter Sandri et le POI, c'est personnellement ce que je pense, mais je peux encore me tromper, à vous d'en juger.

La révolution prolétarienne à venir accouchera dans le sang et les larmes et non dans un champ coton moilleux brodé de fines dentelles agréables au regard. C'est le prix à payer lors de chaque révolution, y compris les révolutions bourgeoises, alors que cherchent le POI, qui cherchent-ils à tromper ? Il préfèrerait plutôt une révolution de velours, des oeillets, des roses, ou à l'orange bien sucrée avec une paille, pas de révolution du tout comme le clame Schivardi par exemple ? Même cet enseignement élémentaire des révolutions du passé, ils n'ont pas été foutus de les retenir. Que cherchent-ils ?

Sur ma lancée, en relisant la fin du troisième paragraphe en partant du précédent, je pourrais encore ajouter un mot.

Oui le facteur économique est déterminant, c'est lui qui détermine le mûrissement du facteur subjectif, nous sommes bien d'accord. Partant de là, aussi longtemps que le premier n'est pas mûr, que le développement du capitalisme ne débouche pas sur une crise qui remet en cause ses fondements, qui frappe durement le prolétariat, le jette par millions à la rue, il ne faut se faire aucune illusion, le facteur subjectif n'est pas prêt de mûrir, ce qui explique que le temps passant, ce sont les partis du mouvement ouvrier qui sont voués à pourrir sur place, d'ailleurs Trotsky l'avait dit clairement pour ceux qui savent lire (Défense du marxisme), et force est de constater qu'il ne s'était pas trompé, malheureusement devrait-on ajouter. Trotsky avait aussi prédit

que si certaines conditions extrêmement défavorables au prolétariat se réalisaient, il lui faudrait au moins un siècle pour s'en remettre, si ces conditions ne se sont jamais réalisées exactement comme ils les avaient esquissées, nous nous en sommes dangereusement rapprochés. Dans cette perspective plutôt décourageante, pensez-vous que Trotsky aurait abandonné un seul instant le combat dans la perspective de la révolution socialiste ?

Vous voudriez peut-être nous faire croire qu'une révolution pourrait se produire avec une cuillière en argent dans la bouche ? Mais où avez-vous vu jouer cela ? Morales a été porté au pouvoir dans le pays le plus pauvre d'Amérique Latine, Lula et le Brésil, Chavez et le Venezuela, dans des pays qui comptent plus de 40% de miséreux officiellement.

La fameuse formule que nos révolutionnaires professionnels ânonnent comme des ânes bâtés : pour que la révolution se produise, il faut qu'en haut on ne puisse plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne puisse plus vivre comme avant, vous croyez franchement qu'ils l'ont comprises ? Excusez-moi, j'ai plutôt l'impression du contraire, pour ne pas dire que j'en ai acquis la conviction depuis un certain temps.

Je dis cela franchement sans aucune animosité contre quiconque, c'est ma façon de causer voilà tout. Je ne voulais pas polémiquer en ce début d'année, mais je suis excédé par les larmoiements pessimistes de Sandri. Sarkozy dramatise à souhait la situation pour effrayer le prolétariat, une façon de lui dire : attention ne bouge pas tu vas te faire encore plus mal, et l'autre qui embraie : mon pauvre, t'es mal barré tu sais, tu vas en prendre encore plus dans la gueule, la vie n'est pas marrante, c'était tellement mieux encore hier, stop, je ne peux pas supporter la suite.

Hier comme aujourd'hui ou demain, c'est du pareil au même pour nous ouvriers. Même dans une cage dorée on étouffe, on manque de liberté ! Quel que soit le métal dans lequel sont forgées nos chaînes, des chaînes demeurent des chaînes. Allez-y messieurs les capitalistes, serrez, serrez encore plus ne vous gênez pas, si vous nous faites crever vous crèverez avec nous, et comme nous sommes plus nombreux, vous crèverez avant nous. Ce sont des pensées qui n'ont assurément jamais pu traverser l'esprit d'un bureaucrate syndical, alors que les ouvriers qui voulaient faire sauter leur usine y ont forcément pensé.

En conclusion. On apprend plus des erreurs des autres que des nôtres que l'on ne voit pas forcément au premier coup d'oeil, sauf après avoir acquis une certaine expérience, ce n'est pas donné à tout le monde de se regarder dans un miroir et de ne pas se trouver très joli. Il faut donc se méfier de nos propres interprétations, de nos lectures hâtives. Si je peux me permettre un conseil, il est toujours utile de causer avec d'autres camarades des questions qu'on a dans la tête ou qu'on étudie, histoire de confronter nos points de vue, ils peuvent nous apporter plus qu'on ne l'imagine très souvent.

Donc c'est bien que le fils de ce camarade étudie les oeuvres des marxistes, qu'il en discute si possible avec son père et tout le monde s'en portera bien. Le marxisme ce n'est pas le catéchisme, mais une métode pour interpréter le monde et le changer.

Je suis bavard. Avez-vous lu la lettre de Trostsky à R. Klement ? Selon vous, comment s'est traduit ou devait se traduire la confusion entre le programme d'action de la IVe Internationale à l'époque de la seconde guerre mondiale et la partie théorique qui l'accompagnait et qui apparemment n'est pas parvenue jusqu'à nous ? En d'autres termes, à quoi conduit (inévitablement ?) la confusion entre la théorie et la pratique ? A vous de plancher.

Les infos en bref demain soir.

Salut.

Le 10 janvier 2009 J'ai corrigé quelques fautes dans l'éditorial, je ne l'ai pas relu entièrement, pas le temps... J'ai aussi corrigé plusieurs liens qui étaient incorrectes, avec mes excuses.

Quand nous disons que nous devons mener le combat classe contre classe, qu'est-ce que cela veut dire ? On pourrait une nouvelle fois aborder cette question, mais sous un angle différent.

Prenons deux exemples dans l'actualité. Roquettes palestiniennes = agression militaire israélienne (Bush, Kouchner, Sarkozy, etc.); amélioration, Sarkozy dit réforme du système de santé publique = investissement dans la santé (J-M Le Guen -PS).

Questions préliminaires : qui détient le pouvoir ? Qui est légitime pour mettre en avant des droits économiques, sociaux ou politiques ?

A Jérusalem ou à Gaza, ce n'est pas la classe ouvrière qui détient le pouvoir et en France non plus. Or c'est uniquement la classe qui détient le pouvoir qui est responsabilité de la situation.

En quoi un ouvrier israélien ou palestinien aurait-il intérêt à une guerre ? En rien puisque ni l'un ni l'autre ne détient le pouvoir et

qu'ils en seront finalement les principales victimes. Donc ils ont bien le même ennemi sous des masques différents.

En quoi un consommateur de biens ou de services aurait-il intérêt à s'en prendre à des travailleurs ? En rien puisque ni l'un ni l'autre ne détient le pouvoir en tant qu'exploité. Donc ils ont bien le même ennemi.

Quand le régime manifeste la volonté d'opposer l'ouvrier israélien à l'ouvrier palestinien ou d'opposer les consommateurs à une catégorie de travailleurs, il agit de la sorte pour les monter les uns contre les autres, pour les diviser et pour occulter le fait que seul celui qui détient le pouvoir est responsabilité de la situation.

Qui du plus fort ou du plus faible est capable de déterminer ce qui est bon pour la majorité de la population ? Qui de celui qui peut satisfaire ses besoins de par sa position sociale dans la société et celui qui n'en a pas les moyens parce qu'il appartient à une classe inférieure, est à même de définir quels sont les besoins collectifs que la société doit satisfaire ?

Qui doit décider s'il faut ouvrir ou fermer une école ou un hôpital public par exemple, celui qui a les moyens d'envoyer ses enfants dans une école privée ou de se faire soigner dans une clinique privée ou celui qui n'en a pas les moyens ?

Ceux qui détiennent le pouvoir économique pratiquent donc en permanence un abus de pouvoir, ils imposent leur dictature par le biais du pouvoir politique qu'ils détiennent également, mais il leur est totalement impossible de justifier le droit de vie ou de mort qu'ils s'arrogent sur la population. Ils ne peuvent justifier leur pouvoir exorbitant qu'en opposant le travailleur israélien et le travailleur palestinien, ou le consommateur avec le producteur, ils profitent de l'absence de conscience de classe des uns et des autres pour conserver le pouvoir.

Leur méthode consiste donc à mettre un signe égal entre des choses qui ne le sont pas ou à comparer des situations qui ne sont pas comparables de façon à embrouiller davantage les esprits des uns et des autres tandis qu'ils tirent les ficelles.

Revenons au triste sire Le Guen.

Il dit à Sarkozy qu'il n'est pas contre une réforme de l'hôpital à condition qu'il y mette les moyens, mais comme l'intention de Sarkozy est au contraire de réduire l'hôpital public à une peau de chagrin, c'est laisser croire que les moyens qu'il pourrait mettre en oeuvre pourraient servir à autre chose qu'à atteindre cet objectif, et comme il n'en a pas d'autre, cela revient à lui prêter des intentions qui ne sont pas les siennes et à tromper les travailleurs sur toute la ligne. Ainsi le PS soutien Sarkozy et partage ses funestes intentions mercantiles.

Il faudrait ajouter que la déclaration de Le Guen visait aussi à faire croire que le PS pourrait mieux faire que Sarkozy, alors qu'en réalité, en qualité de président suppléant du conseil d'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, il collabore à tous les coups portés par le gouvernement contre l'AP-HP. Quand on partage le pouvoir avec l'UMP au gouvernement ou au sein d'organismes ou d'institutions, on partage la responsabilité de sa politique réactionnaire.

S'agissant de la situation en Palestine ou dans les hôpitaux, on pouvait expliquer aussi que Le Guen comme Sarkozy confondaient volontairement les causes et les conséquences, mais la démonstration n'aurait pas permis de mettre en évidence avec autant de clareté la volonté délibérée de Sarkozy de s'en prendre au prolétariat israélien et palestinien ou à l'hôpital public, et celle de Le Guen de le soutenir, or ici c'est leur complicité manifeste qu'il nous intéressait de faire ressortir davantage que la situation que nous connaissons déjà.

Discourir à perte de temps sur les conséquences d'une situation relève davantage du dialogue philosophique et ne mène nulle part très souvent. Ce procédé sournois a pour vertu de nous détourner des causes matérielles qui sont à l'origine de cette situation, et d'éviter de nous pencher sérieusement sur les intérêts tout aussi matériels qui sont en jeu.

Un parti vraiment au service de la classe devrait s'employer à démonter jour après jour tous les mécanisme employés par l'UMP et le PS pour tromper les travailleurs, au lieu de se morfondre sur le sort du PS ou du PCF et tenter de les sauver. C'est un autre sujet.

Juste un mot, cela fait un moment que cela me trotte dans la tête, donc je vais le placer ici avant de l'oublier, on approfondira plus tard : définir la ligne politique et la stratégie du parti en fonction et en direction des militants des autres partis ouvriers est une aberration et n'a aucun équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier, en dehors des défaites cuisantes auxquelles elles l'ont conduit.

Le parti bolchevik et Lénine particulièrement menaient le combat contre le tsar et la bourgeoisie, mais aussi une lutte sans compromis contre toutes les formes d'opportunismes et de révionnismes. Il n'a jamais défini sa ligne politique ou stratégie en fonction des mencheviks ou des socialistes-révolitionnaires pour se construire, bien au contraire, Lénine n'a cessé de les pilonner tout en clarifiant un certain nombre de questions théoriques au fil du développement de la lutte des classes. Et si des dizaines de milliers de militants de ces partis se sont ralliés au parti bolchevik, ce n'était pas entre 1905 et 1916, mais bien entre juillet et octobre 1917, sans que Lénine ne modifie une virgule du programme du parti, sans qu'il fasse la moindre concession sur

les principes.

Vous connaissez son secret si je puis dire : fermeté et flexibilité à la fois, le centralisme démocratique en est issu, sans qu'il est été compris non plus, le premier terme ayant été privilégié sur le second qui demande d'autres qualités... Ce point précis mériterait aussi d'être étudié.

C'est finalement parce que les événements ont démontré la justesse de la politique conduite par le parti bolchevik que ces militants ont été convaincu que c'était le seul parti capable de vaincre et de porter le prolétariat au pouvoir. De février à octobre 17, Lénine a pilonné sans répit le gouvernement Kerensky auquel participait les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire, à aucun moment Lénine n'a manifesté la moindre faiblesse, on pourrait dire que c'est cette détermination qui a convaincu les indécis de rejoindre le parti bolchevik, y compris Trotsky en juillet 17, c'est sa détermination qui a porté et achevé de conquérir la direction du parti bolchevik hésitant encore la veille de la prise du pouvoir, et c'est cette détermination sans faille qui a emporté l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière russe dans le parti bolchevik et sans laquelle elle n'aurait pu vaincre.

On a fait de ce facteur déterminant une abstraction en le réduisant à la période correspondant à l'ouverture de la crise révolutionnaire, alors qu'en réalité elle habitait déjà Lénine au tournant du XXe siècle. On l'a réduite parfois à un trait de caractère parmi d'autres, sans comprendre forcément que cette oeuvre n'aurait jamais pu être menée à bien sans la présence permanente de cette force invincible qui la portait. Mais Lénine n'était pas un détraqué mental, il n'était pas plus névrosé que la moyenne contrairement à ce qu'ont affirmé ses détracteurs qui le traitaient de fou furieux, y compris à la direction de son parti, surtout à la direction de son parti, ce n'était pas en sa propre détermination ou ses propres qualités qu'il avait confiance, mais dans le processus menant à la conquête du pouvoir pour peu qu'on s'en donne les moyens, il avait une confiance inébranlable dans la classe ouvrière. Il ne faisait que marcher dans les pas de Marx et Engels, suivre la voie qu'ils avaient tracée avant lui... On a encensé Lénine l'un des maîtres du marxisme, de mon côté, je me pencherais volontiers davantage sur le disciple appliqué de Marx et Engels.

Ceux qui caricaturent, déforment ou ont abandonné les enseignements du bolchevisme ou du léninisme, prouvent au moins une chose : qu'ils ne possèdent pas cette confiance intacte dans les masses qui seule a guidé Lénine et devrait guider leur parti, à moins qu'ils privilégient d'autres facteurs, ce qui finalement revient au même.

Nous sommes samedi, en principe on se détend un peu après une semaine bien remplie. Ces causeries sont réalisées sans plan établi ou brouillon, elles sont improvisées à la manière d'une discussion à bâtons rompus donc incomplètes et imparfaites.

Bon week-end à tous et bonne manif.

Le 11 janvier 2009

Dire la vérité et être aussi impartial que possible est un devoir en toute circonstance pour un militant ouvrier. Ces dernières semaines sur la question palestinienne, pour ne prendre que les partis se réclamant de la classe ouvrière, force est de constater que le POI a été le seul parti à défendre une position correcte.

Que signifie exiger des sanctions contre Israël ? Que signifie exiger d'Israël l'application des résolutions de l'ONU ? Que signifie l'exigence du respect des exigences internationales ? Que signifie les appels pour la reconnaissance d'un Etat palestinien viable ?

La réponse est contenue dans la seconde question. Cela revient à demander à une officile de l'impérialisme d'appliquer des sanctions contre un Etat qu'elle a toujours soutenu, mieux, dont elle a reconnu l'existence et qu'elle a armé ! C'est lui demander d'appliquer des résolutions qu'elle a adoptées en sachant très bien qu'elles ne seraient jamais appliquées. C'est finalement lier le sort du peuple palestinien à ses bourreaux.

Voici quelques extraits de communiqués de différentes sources :

Communiqué du PCF du 28.12.08 - "*Cette crise grave doit être portée immédiatement devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. La France doit sortir de sa réserve inacceptable et exiger d' Israël*".

Communiqué de la LCR du 27.12.08 - "*Elle appelle toutes les forces progressistes françaises à organiser dans les plus brefs délais une démonstration unitaire de solidarité qui exigera l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable.*"

Appel de 15 organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme du 27.12.08 - Elles demandent que "*le conseil de sécurité des nations unies convoque une session extraordinaire et adopte des mesures concrètes, y compris des sanctions (...)*

les institutions de l'UE et les États membres à faire un usage efficace des directives de l'Union européenne sur la promotion du respect du droit humanitaire international".

Le Collectif National pour une Paix Juste entre Palestiniens et Israéliens (dont LCR et PCF) - Réclament "*Des sanctions contre Israël*".

La Ligue des droits de l'homme dans un article du *Monde* du 31.12.08 : "*Et l'Union européenne la première : qu'elle applique les accords passés, qu'elle change de politique et cesse de faire d'Israël son allié privilégié.*". "*Soit Israël admet enfin l'existence d'un Etat palestinien pleinement souverain*"

L'ONU et l'UE devraient être autres choses que ce qu'ils sont et ce pour quoi ils ont été créées, comme le capitalisme en somme qui devrait s'humaniser, se démocratiser pour que les hommes vivent enfin heureux et en paix sur terre, amen !

Depuis que les classes sociales et l'Etat existent, il n'y a jamais eu de paix sur terre, ce n'est quand même pas bien sorcier à vérifier, à comprendre et à enseigner. C'est d'ailleurs la première chose que les professeurs d'histoire devraient enseigner à leurs élèves à l'école au lieu de leur raconter des conneries.

Ce n'est pas une question théorique ou politique, encore moins idéologique, philosophique, métaphysique ou religieuse, c'est un fait historique, point barre.

Le petit bourgeois trouvera avantageux de considèrer que parce qu'il n'est pas directement confronté à la guerre, le pays dans lequel il vit, l'Etat et la classe dominante de son pays, ne sont nullement impliqués ou n'ont aucun intérêt dans les guerres qui se déroulent un peu partout dans le monde. Il y aurait ainsi des pays en guerre, tandis que les autres vivraient tranquillement en paix, pourquoi se casser la tête et se demander si ces guerres ne sont pas le prix à payer de la paix dont nous bénéficions. Son horizon étroit ne dépasse pas les limites des frontières de son pays où il vit paisiblement à l'abri du besoin. Que ses privilèges soient le produit de l'exploitation ne le gêne pas non plus outre mesure, il vous répondra qu'il n'exploite personne et qu'il a l'esprit tranquille, qu'il n'y est pour rien dans toutes ces guerres.

Depuis que l'homme produit au-delà de ses propres besoins, l'exploitation de l'homme par l'homme existe. Depuis qu'une classe sociale s'accapare le travail d'une autre classe sociale, la lutte des classes existent et l'Etat a pour fonction de maintenir la classe dominée en esclavage. Ce n'est pas particulièrement le capitalisme qui engendre la guerre, mais l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle son abolition figurait dans le *Manifeste du parti communiste* de K. Marx. Ajoutons que c'est la raison pour laquelle il doit figurer impérativement dans le programme du parti que nous devons construire.

Au cours du XXe siècle, Israël est le seul Etat au monde à s'être constitué sur la base d'une guerre de rapine en chassant tout un peuple de la terre qui l'avait vu naître et qui lui appartenait.

Quant à la signification de la guerre actuelle menée par l'Etat sioniste, je vous renvoie aux excellents articles des différents groupes (CCI-T, Bolchevik), dont je partage le contenu.

Tant qu'il y aura des classes, tant qu'il existera des Etats, tant que l'exploitation n'aura pas été abolie de la surface de la terre, il y aura des guerres et la lutte des classes continuera.

Causerie de ce matin.

La mobilisation internationale contre l'intervention militaire israélienne sur Gaza s'intensifie. Elle s'ajoute aux manifestations contre les conséquences de la crise du capitalisme qui ont lieu dans de nombreux pays en Europe.

Ces mobilisations favorisent le mûrissement de la conscience de classe du prolétariat et en sont l'expression à la fois, elles peuvent servir de creuset à la construction du parti, pour autant que la convergence de ces différents combats se fasse sur une ligne politique claire et cohérente : il faut en finir avec le capitalisme, il faut en finir avec les institutions politiques à son service dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Il faut rompre impérativement avec la collaboration de classe. Il est impensable de vouloir construire un parti ouvrier quelle que soit sa dénomination, sans que soit rempli impérativement cette condition qui n'est pas négociable.

Il n'est pas possible de défendre cette ligne politique en conservant des liens avec des partis qui se réclament de l'économie de marché ou du capitalisme, comme il est impossible de la défendre en maintenant des liens avec l'Union européenne ou l'ONU ou tout autre institution internationale créée ou liée au capital, il faut choisir son camp.

Il faut démasquer, dénoncer et combattre sans relache le double langage dans nos rangs, la position qui consiste à avoir un pied dans chaque camp, car à ce jeu-là, c'est le camp le plus puissant, celui qui détient le pouvoir, la classe dominante à qui il

profite finalement.

Oui Marx ne s'était pas trompé, oui Lénine ne s'était pas trompé, il nous faut construire un parti qui se distingue de tous les autres par son refus intransigeant et définitif de participer à toute collaboration de classe avec notre ennemi.

Seul un parti communisme peut remplir cette condition, dans la mesure où il intègre à la fois dans son programme et son combat quotidien, la compréhension des lois du fonctionnement du système capitalisme qui ne peut conduire l'humanité qu'au chaos et la barbarie, et la nécessité par conséquence que le prolétariat s'empare du pouvoir politique pour l'abolir...

Autre chose. En Inde.

En Inde il y a eu avant-hier une grève générale de 24h des fonctionnaires. Je m'en suis rendu compte en voulant poster une lettre, la poste était fermée. Ici quand les fonctionnaires sont appelés à faire grève, le ministère prend la décision de tout fermer, la grève est totale et fait l'unanimité des fonctionnaires.

Les transporteurs routiers étaient également en grève à l'échelle nationale. Ici le fret est assuré à plus de 90% par la route, puisque très peu de voies ferrées ont vu le jour depuis le départ des Anglais en 1947.

L'entrise Satyam (informatique) devrait annoncer 10.000 licenciements. Hier soir en zappant les chaînes de télé indiennes, j'ai constaté qu'elles relataient des manifs qui ont lieu un peu partout, je ne peux pas vous en dire plus, les chaînes de chaque Etat utilisent une langue différente, et quand elles sont en anglais, mon niveau dans cette langue ne me permet pas de tout saisir pour vous donner des infos suffisamment précises et fiables. Je vais me procurer la presse écrite en anglais la semaine prochaine pour essayer de vous donner des infos plus consistantes sur ce qui se passe en Inde.

Demain sans doute, je mettrais quelques lignes sur le développement de la crise du capitalisme, j'ai besoin d'y réfléchir plus longuement pour vous donner une analyse claire et exploitable.

J'ai pour l'instant l'impression qu'elle n'est pas prête de se terminer, je dirais même qu'elle a atteint un niveau quantitatif tel, qui pourrait nous réserver de bonnes surprises, dans le sens où je me demande, si contrairement à ce qu'on pensait jusqu'à présent, elle ne serait pas l'ultime crise du capitalisme dans la mesure où il est à l'heure actuelle impossible aux dirigeants du vieux monde d'envisager de mettre en oeuvre les solutions qu'ils avaient utilisées lors des précédentes crises pour permettre un nouveau développement du capitalisme, la guerre ou la liquidation de pans entiers de l'industrie et de l'économie qui débouche sur un affrontement direct avec la classe ouvrière.

On voit bien que tous les plans de sauvetage du capitalisme mis en oeuvre par les différents gouvernements à travers le monde et qui atteignent entre 5 et 10.000 milliards de dollars, sont restés sans effet sur cette crise.

Cette crise offre une extraordinaire opportunité au prolétariat pour liquider le capitalisme. Elle se déroule sous ses yeux quotidiennement, c'est un exercice pratique, une expérience formidable qui devrait accélérer sa prise de conscience ou conforter ses convictions qu'il faut changer les bases de la société.

Cett crise est bien davantage qu'une simple crise de confiance des investisseurs. Le capitalisme a bouffé la baraque, il ne s'est pas contenté de piller ce qu'il y avait à l'intérieur. Les richesses qu'il crée aujourd'hui ne sont plus exploitables, à travers le crédit elles ont déjà été consommées, il ne reste rien, le capitalisme est tout nu. Il ne leur reste que la fuite en avant, d'où le plan de 775 milliards de dollars d'Obama qui va s'ajouter au déficit budgétaire abyssal de 1200 milliards de dollars.

En principe, les richesses qui seront produites demain ne pourront pas servir de base à un nouveau développement du capitalisme puisqu'elles doivent servir à éponger la dette, mais comme les capitalistes détiennent en réalité le pouvoir et n'entendent pas se passer de leurs profits, ils seront tentés d'en faire un autre usage et refuseront de se sacrifier, dans ces conditions, il ne reste plus que l'Etat comme recours pour s'attaquer à cette dette.

Les Etats n'ont pas d'autre solution que de la faire payer à la population laborieuse en détruisant tous ses droits et en la réduisant en esclavage, ce qui au bout du compte ne règlera aucun problème. Les grands travaux annoncés par différents chef d'Etat ne règleront rien.

Ces Etats se comportent de la même manière qu'une entreprise capitaliste qui se développe par le crédit, dont l'endettement. C'est en fait tout le système capitaliste qui est paralysé et au bord de l'explosion. Il ne leur reste comme seule solution que de s'attaquer violemment aux avantages consentis à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, puisqu'ils ont déjà tiré sur la corde du côté de la classe ouvrière au point qu'elle peut se rompe à tout moment. Cela ne peut déboucher que sur une crise politique et la radicalisation des deux camps en présence. (A suivre)

Le 12 janvier 2009

J'ai complété la dernière info syndicale. Il peut y avoir un décalage dans l'affichage des photos (à droite de l'écran) de la page d'accueil selon que vous utilisez Explorer ou Mozilla. Je n'ai pas trouvé d'où cela provenait et je n'ai pas de temps à perdre, en attendant je me suis calé sur Mozilla. Faites-moi savoir si vous rencontriez un autre problème, merci d'avance.

Extraits de trois courriels reçus.

Extrait du premier courriel, un camarade ex-PCF écrit à son fils à propos du site : "*Je suis loin d'être toujours d'accord avec le camarade Jean-Claude qui le publie mais il apporte beaucoup de choses introuvables ailleurs sans qu'on soit obligé d'y passer énormément de temps.*

Et surtout il est animé d'un réel esprit révolutionnaire et marxiste : oui le camarade fait vraiment de la politique sur son site c'est à dire qu'il aide à comprendre la réalité et donc à pouvoir agir en connaissance de cause. Après, on est d'accord ou pas avec lui sur tel ou tel sujet mais la démarche est bonne."

On essaie de faire de la politique ! Qu'on ne soit pas d'accord sur tout n'est pas un problème, c'est l'inverse qui serait suspect ! Comme l'on dit j'essaie de déblayer le terrain, et je sais que les camarades bossent et n'ont pas de temps à perdre sur ne Net pour chercher des documents intéressants.

Le second courriel d'un camarade du POI :

"Vous écriviez hier, à propos de la manif de samedi à Paris : "A Paris, la manifestation était organisée à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, regroupant de nombreuses organisations, parmi lesquelles Agir contre la guerre (ACG), ATTAC, le MRAP et Droits devant...

Plusieurs partis politiques français avaient également appelé à défiler: Les Alternatifs, la LCR, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), le Parti communiste français, le PCOF (Parti communiste des ouvriers de France) et les Verts. La CGT, la FSU, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'UNEF figuraient aussi parmi les autres mouvements ou syndicats qui soutenaient la manifestation."

Je pense que vous avez copié-collé une dépêche d'agence. Ce n'est donc pas de votre faute si vos infos sont incomplètes. Aussi, je les complète : le POI était présent, avec un cortège d'environ 2 500 personnes, très combatif et très "fort en gueule", dans le bon sens du terme. Ceux qui ont vu la manif auront rectifié d'eux-mêmes.

Bien entendu, la presse n'en a rien dit, mais (même s'il ne s'agit pas d'une compétition) nous étions plus nombreux que LO ou la LCR – la LCR dont le cortège était d'autant plus réduit qu'elle avait placé tout son SO sous la grande banderole, là où il y avait les stars (Marie-George Buffet…) et... les caméras. Tant il est vrai que le pouvoir est au bout de l'objectif et du micro !

Mais peut-être avez-vous reçu depuis d'autres informations impartiales."

En effet j'avais fait un copier/coller du site Internet www.urgence-gaza.com, et si je ne me trompe pas j'avais indiqué ma source, par acquis de conscience et sachant que les médias ne sont pas les seuls à censurer le POI, j'avais pris quand même la précaution d'aller voir sur le site du POI s'il n'y avait pas une info sur sa participation à cette manifestion pour le rajouter, compte tenu qu'il n'y avait rien, je ne l'ai pas rajouté. Je me doutais bien qu'il y participerait, mais vous imaginez si je commence à vous communiquer des infos que j'ai imaginées où l'on va !

Je n'ai pas reçu d'autres informations, sauf concernant des manifs en province (et des photos).

Dans un autre courriel un camarade qui participe au NPA faisait exactement la même remarque que le camarade du POI en critiquant l'attitude de ses militants, je me demande à ce jeu-là qui y gagne au juste.

Un certain pouvoir "*est au bout de l'objectif et du micro*", c'est vrai mais je ne pense pas que cela soit celui qui nous intéresse en priorité, il doit être de l'ordre de *cause toujours il en restera quelque chose*, c'est somme toute très superficiel et illusoire, c'est un peu comme les masques qui finissent toujours un jour par tomber, j'aurais envie de dire que si la vérité est révolutionnaire, elle finit toujours par triompher, il faut s'armer de patience assurément et nous en manquons tous un peu parfois. Le vrai pouvoir il est là selon moi. Il tient à la place qu'occupe le prolétariat dans les rapports sociaux comme seule classe à prendre la relève de la bourgeoisie au pouvoir pour libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si on s'en tient aux fondements du marxisme, que valent à côté la censure, les pantomimes grotesques, les mensonges ou les calomnies des uns et des autres ?

Au mot d'ordre 100% à gauche qui ne veut rien dire, j'opposerais la confiance absolue dans la capacité du prolétariat à accomplir ses tâches historiques. On devrait se mettre au tir à l'arc, non pas pour tirer sur nos petits camarades des autres partis, mais pour s'habituer à se concentrer sur un seul et unique objectif. Cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Comme toute chose, la concentration s'acquière à force d'exercices et de persévérance.

Ce n'est pas parce que je vis en Inde qu'il faut me parler de la médiation, c'est une grosse connerie qui consiste à se vider le cerveau avant de l'avoir rempli ! Imaginez un peu le mec ou la nana dotée d'un esprit un peu faible, une fois le cerveau vide il sera possible de le remplir avec n'importe quoi. En fait la méditation consiste tout bonnement à essayer de penser et pas davantage. C'est comme le yoga (hatha) qui certes a des vertus, mais que l'on peut remplacer avantageusement par l'analyse de son comportement et un peu de marche à pied ou une balade en vélo.

En tant qu'autodidacte accompli, j'ai testé la plupart des formes de yoga et la méditation en partant d'ouvrages rédigés par des maîtres en la matière, il y a déjà de cela une vingtaine d'années. Ce serait mentir de dire que je n'ai rien appris puisque j'apprends toujours quelque chose de chaque expérience, c'est d'ailleurs mon seul but, mais il ne faut pas en faire un plat. Vous savez par quoi on commence la médiation, par se concentrer sur le point qu'on a entre les yeux au niveau du front sans penser à rien d'autre. Et après ? Après, je n'ai jamais été plus loin car cela ne m'apportait rien !

Par contre le yoga est excellent, surtout les exercices respiratoires et les pauses, ils aident à prendre confiance en soi et à affronter des situations difficiles, à conserver la maîtrise de soi. Je me souviens de l'avoir expérimenté en bagnole tandis que je me rendais à un entretien avant licenciement où j'avais vraiment envie de foutre mon point sur la gueule de mon patron. Je fus d'un calme glacial et mon patron n'en est pas revenu, il s'attendait à une réaction violente de ma part, du coup il est resté tout con ne sachant plus quoi penser à mon sujet, c'était le but aussi de la manoeuvre, l'empêcher de savourer sa victoire et le faire douter. En sortant de l'entretien (article L122-12 du Code du travail, c'est le seul que je connaisse !) je savais qu'il n'avait pas changé d'avis, mais au lieu de m'inquiéter parce que je devais me remettre immédiatement à chercher un boulot, j'étais soulagé et satisfait de ma performance au point que je m'en souviens encore parfaitement comme si cela s'était passé hier. Je conduisais une Super 5 blanche de fonction (j'étais technicien SAV copieur Canon), sur le quai de Seine entre le pont de Clichy et le pont de Neuilly un matin ensoleillé...

Pour finir, ma réponse au troisième courriel, en fait une causerie comme j'en adresse souvent aux camarades qui m'écrivent.

L'Etat théocratique d'Israël est une monstruosité, comme le Vatican qui a ouvert la voie, voir l'Iran théocratique des mollahs...

Quel monde de merde ! espérons seulement que l'ampleur de la crise du capitalisme va aider à faire mûrir la conscience des masses...

Avec le massacre des Palestiniens, les milliards versés aux banquiers, cela fait forcément réfléchir...

On ne peut pas comprendre ce qui se passe en Palestine si on n'aborde pas les non-dits, j'ai repensé à cela en écrivant ma causerie d'hier.

C'est correct de ne pas en appeler à l'ONU comme je l'ai indiqué hier, mais en même temps il faut tenir compte de la réalité, la très grande majorité de la population n'entend que le discours officiel à travers les médias. Donc au lieu de se contenter de donner notre position que les gens partageront ou non sans forcément comprendre grand chose, il faut absolument expliquer pourquoi on ne reprend pas ce mot d'ordre en direction de l'ONU, pour cela il faut évidemment se placer soi-même sur le terrain de la rupture avec le capital ou être indépendant de la bourgeoisie.

Si on se contente de dire : voilà ce qu'on pense, on ne fait pas avancer la conscience de classe des gens avec lesquels on discute. Qui m'aime me suive ! Quelle horreur ! C'est la méthode de nombreux partis qui évitent autant que faire se peut de citer les autres partis ou organisations, alors que ce n'est pas forcément nécessaire de les citer quand on expose leurs positions.

En intervenant ainsi dans une réunion ou un meeting, sans nécessairement polémiquer, on sera forcément plus écouté et plus crédible que tous les autres intervenants, notre but étant toujours de gagner la confiance d'un maximum de travailleurs, en agissant ainsi on fait un pas dans la bonne direction et on coupe l'herbe sous le pied à ceux qui soutiennent l'ONU, donc l'impérialisme et non le peuple palestinien arabe et juif.

Je pensais à cela et je me disais qu'il faudrait agir de la même manière dans le journal. On donne les différents points de vue en présence avec les arguments qui les accompagnent et si on a été assez clair, la position correcte emportera la majorité des lecteurs ou des auditeurs parce qu'ils ne sont pas plus cons que nous et capables de comprendre à partir du moment où l'on se donne la peine de leur expliquer les choses.

Je pense que sur le plan pédagogique (et psychologique) c'est très important de soigner notre façon d'intervenir.

Se contenter de donner sa position en l'étayant d'arguments ne suffit pas, les autres font de même, égalité un point partout, tout le monde a raison et/ou tort, on apparaît diviser en faisant partie du même camp, alors qu'en réalité ceux qui en appellent à l'ONU tirent une balle dans le pied du mouvement ouvrier, contre leur propre camp.

Il faut toujours inscrire son intervention dans une perspective.

Dans l'exemple que j'ai pris, il ne faut évidemment pas maltraiter ceux qui soutiennent l'ONU, il faut simplement lister les points de vue possibles et leurs significations politiques en disant pourquoi on en choisit un plutôt qu'un autre, ensuite en connaissance de cause chacun est libre d'adopter celui qu'il veut...

C'est comme lorsque nous sommes face à une situation ou un évènement, on peut l'interpréter de différentes manières évidemment, il faut étudier toutes les hypothèses vraisemblables, on se forge ensuite notre propre idée. Mais on a le défaut de ne donner que le résultat de notre réflexion, même notre analyse est incomplète, alors qu'il est préférable d'exposer les différentes hypothèses leurs tenants et leurs aboutissants, dire pourquoi on les a évacuées et on en a retenu une particulièrement. En général notre façon d'agir se réduit à cela : c'est à prendre ou à laisser, c'est insupportable et ne fait pas avancer les choses. On peut facilement passer pour des dogmatiques, des gens qui savent tout ou des donneurs de leçons et c'est normal.

En gros, notre propre réflexion pour peu qu'on ait creusé une question doit profiter aux autres. C'est notre méthode notre bien le plus précieux qu'il faut partager avec les travailleurs et les militants. Ce que ne font pas les dirigeants par crainte peut-être d'être dépassés ou de perdre le contrôle de leurs appareils et de leurs militants.

Aucun parti et journal ne reprend à son compte cette méthode, à se demander s'ils veulent vraiment construire un parti, la question est légitime me semble-t-il, mais c'est un autre sujet. Il vaudrait peut-être mieux dire qu'ils s'y prennent mal.

Les gens disposent aujourd'hui de nombreux réseaux d'informations, ils sont souvent au courant de choses que l'on ignore. Si l'on assène notre position comme on assène une vérité, on a tout faux, rien que la démarche est repoussante. Au contraire il faut montrer aux travailleurs que l'on ne craint pas de remettre en cause nos positions et d'expliquer sur quoi elles reposent.

C'est très insuffisant de vouloir démontrer le bien-fondé de notre position uniquement par son antithèse, de plus la plupart du temps en procédant ainsi on passe à côté de l'essentiel. J'ai un exemple sous la main, la rupture avec l'UE.

Le mot d'ordre est correct, la démonstration sur les méfaits de l'UE est correcte, mais elle souffre d'une insuffisance chronique parce que le POI ne dit pas toute la vérité sur cette institution. Et que ne dit-il pas ? Qu'en réalité l'UE est une institution qui fonctionne à deux niveaux dans un but bien précis. Tu me diras que c'est faux, le POI explique que la Commission a tous les pouvoirs et le parlement aucun. C'est vrai qu'ils le disent, mais l'essentiel ils ne le disent pas : d'une part, la Commission est composée de commissaires désignés par les chefs d'Etat, et le Conseil de l'Europe composé des chefs d'Etat a en réalité plus de pouvoir que le Commission, c'est lui qui dicte la politique (les objectifs) que la Commission sera ensuite chargée de mettre en musique.

D'autre part, certes il s'agit d'un parlement croupion, mais surtout il fonctionne comme un organisme de collaboration de classes, il a uniquement pour fonction de lier les peuples d'Europe au sort du capitalisme mondial dont le Conseil et la Commission sont les représentants, et si l'UE a bien une fonction dans la lutte des classes ou en est issue, elle n'a épousé les contours d'un organisme politique que bien longtemps APRES avoir été créé comme organisme économique pour favoriser le développement du capitalisme (acier et charbon en 1950). Sa raison d'être, c'est l'alliance capital-travail et rien d'autre, les contours politiques (le parlement) qui sont venus se greffer sur ce monstre sont totalement subordonnés à cet objectif corporatiste, ce qui fait de l'UE une institution corporatiste, une dictature bureaucratique à l'échelle de l'Europe.

On pourrait comparer avec les Etats et leurs institutions qui remplissent le même rôle, à ceci près que dès leur création ils étaient des institutions politiques, le produit de la lutte des classes, donc quelque part la lutte des classes y est reconnue, ce qui fait que le prolétariat à travers ses partis peut y participer pour y mener son combat contre la bourgeoisie, alors que l'UE est la négation de la lutte des classes dès sa fondation. Je ne sais pas si je me suis bien expliqué et si tu saisis la différence.

En résumé, l'Etat et les institutions sont le produit de la lutte des classes, alors que l'UE est uniquement le produit du capital.

Qu'à l'arrivée elles poursuivent le même objectif, c'est évident, mais leurs contenus et leurs fonctionnements ne sont pas identiques. Un député ouvrier peut être indépendant de la bourgeoisie, un député européen ne le peut pas ou servira uniquement de caution pour légitimer l'existence de l'UE et camoufler sa véritable nature.

Si tu me demandes quel est l'intérêt de participer aux élections européennes dans ces conditions-là, je te répondrais que le parti qui y participe en profite pour se faire connaître davantage, mais qu'il ne doit pas espérer plus, mieux, une fois élu il ne doit pas siéger à Strasbourg, bien que ce dernier point puisse se discuter.

Si maintenant tout le monde va à Strasbourg, que vont en déduire les travailleurs ? Que l'UE est légitime ! Que le parlement européen est fréquentable, cela l'induira fatalement en erreur sur la nature de l'UE. Alors c'est vrai qu'en partant de cette réflexion, on peut se poser la question de savoir s'il faut ou non participer aux élections européennes.

A mon avis, ce qui est déterminant et doit guider notre décision, c'est : quelle est la meilleure position à adopter dans la situation actuelle en relation avec notre argumentation sur la nécessité d'en finir non pas avec l'UE mais avec le capitalisme, et en quoi notre position aidera la conscience des travailleurs à progresser dans cette voie.

Favoriser la rupture des masses avec le capitalisme, voilà uniquement ce qui doit nous guider, car de là dépendent toutes les autres questions et la recherche d'une issue politique.

Tu vois que sur une question en apparence fort simple, on y va ou on n'y va pas, il y a matière à réfléchir, à argumenter, mais surtout à analyser en profondeur les conséquences de telle ou telle position. Fin.

Vous comprenez pourquoi je n'ai le temps à rien en rédigeant de telles réponses, j'y passe souvent plusieurs heures. Je devais bien cela à ce camarade qui m'a dirigé vers les textes que j'ai mis en ligne aujourd'hui sur Israël.

Je voulais ajouter un mot sur le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, mais je manque de temps. Je ne voulais pas critiquer le contenu d'un article en particulier, je me demandais simplement s'ils savaient vraiment où ils en étaient après avoir changer de présentation, la dernière est plus mauvaise que la précédente selon moi. Le problème des dirigeants du CCI-POI c'est qu'ils ne savent pas vraiment quel journal ils veulent, parce qu'ils ne savent pas non plus quel parti ils veulent construire. C'est mon impression.

Il faut reconnaître que résoudre la question du journal n'est pas une mince affaire parce que nous connaissons une situation inédite dans l'histoire, on manque forcément de points de repères, donc il faut inventer en grande partie. Il faut tenir compte de tous les facteurs, je ne le ferais pas ici car ce serait trop long, je pense au développement des médias, la télé omniprésente, Internet, le niveau d'instruction de la population, la multiplication des partis et organisations en tous genres qui traitent de l'actualité sociale et politique, sans oublier les blogs, les sources diverses de divertissements qui se sont aussi multipliés, le fait qu'on est désormais informé en temps réel sur tout ce qui se passe dans le monde, le fait que n'importe qui peut disposer des mêmes informations, etc.

Tout cela impose certaines contraintes ou oblige à repenser la forme et le contenu du journal. Reste à savoir à qui on veut s'adresser en priorité et quel type de parti on veut construire, je pense que les deux aspects sont liés. Il y a énormément de choses à dire sur ce sujet. Je parle du journal en général. (A suivre)

Assez bavarder, je dois encore faire des courses, cuisiner pour ce soir, envoyer un mail à ma fille pour son anniversaire, etc. ! Les infos en bref seront actualisées demain dans la journée.

Bonne semaine à tous.

Le 13 janvier 2009

Un extrait d'un autre courriel reçu d'un camarade ex-PCF :

"*Une petite info sur la manif parisienne (tjrs selon EF) : les cortèges NPA et LO se suivaient. A un tout autre endroit de la manif de >100 000 personnes, on trouvait les cortèges du PCF du PG puis du POI défilant en bloc (le "hasard" fait bien les choses) sans l'habituel "cordon sanitaire" de séparation musclée qui autrefois isolait l'OCI puis le MPPT puis le PT. Le PC avait sérieusement mobilisé ainsi bien sûr que le POI, quant au PG c'était environ 20 personnes dont 4 ou 5 élus.*"

Tant mieux si les relations sont meilleures entre militants des différents partis et qu'on ne se vomit plus dessus, la situation n'est plus la même il faut dire, cela aide. Plus aucun parti ouvrier ne domine les autres ou ne peut revendiquer la direction du mouvement ouvrier, donc la tentation de recourir à la force pour s'imposer à défaut de pouvoir imposer ses idées appartient au passé. Mais là comme sur toute autre question, il ne faut quand même pas être naïf et perdre la mémoire...

Ce constat m'a fait repenser à la question du parti. Qu'est-ce qui rapproche les partis ouvriers, les idéologies qu'ils véhiculent ou le développement du capitalisme et la lutte de classe qui le ponctue ?

On se rend compte ici que c'est le cours des choses qui est à l'origine du changement de comportement des militants qui peuvent à un moment donné changer de parti et non les idées. Nous savons tous par coeur que ce ne sont pas les idées qui guident

et changeront le monde (Engels - Anti-Dühring), mais je me demande si on l'a vraiment bien assimilé, j'aurais tendance à penser le contraire au regard des faits.

Ce fut une terrible et dramatique erreur de changer à la fois le modèle et le programme du parti, de l'édulcorer pour attirer des militants d'autres partis, 25 ans d'expérience le prouve suffisamment. D'autant plus que les militants qui quitteraient un jour leurs partis n'auraient pas grand chose à gagner à rejoindre un parti qui ressemblerait à ceux qui avaient déjà existés dans le passé et qui ont tous fait faillite. A ma connaissance un seul parti ouvrier dans l'histoire a pris un jour le pouvoir, mais qui s'en souvient encore aujourd'hui et en tire les conséquences qui s'imposent ? Ce n'est pas seulement le marxisme qu'il faut réhabiliter, mais aussi le parti bolchevik, c'est en tout cas ma conviction.

Comme l'on dit souvent, seule l'histoire dira qui avait raison ou tort, à ce stade, personnellement je préfère m'en tenir au modèle de parti à qui l'histoire a donné raison, quite à ajouter une dose de souplesse là où c'est nécessaire tout en restant ferme sur les principes et le programme, disons pour tenir compte à la fois des transformations intervenues dans la société et des fondements du capitalisme qui n'ont pas changé. Souplesse et fermeté, centralisme et démocratie, bref, un savant dosage qu'on n'a jamais réussi à mettre en oeuvre apparemment, et l'alchimie nous sera d'aucun recours. Pourquoi ? Ce serait trop long a développer ici et on a déjà abordé plusierus fois ce sujet, on aura bien l'occasion d'y revenir.

Ce camarade m'a demandé de modifier la signature d'un texte, car le militant qui l'a rédigé est menacé (de mort) sérieusement par des sionistes sur son lieu de travail, j'ai donc accédé à sa demande immédiatement.

Obama hyper menteur après Bush, quel exploit ! Il reporte la fermeture de Guantanamo, la guerre contre le terrorisme initiée par Bush continue avec le même personnel dont Robert Gates, c'était prévisible et transpirait dans ses discours lors de sa campagne électorale. Il n'y avait aucune raison de s'abstenir à tirer à boulets rouges sur Obama, sauf à céder des concessions inacceptables à certaines illusions...

Les infos en bref ne seront pas prêtes avant ce soir très tard.

Le 15 janvier 2009

Un mot sur le site.

J'ai allégé la page d'accueil, j'ai notamment retiré les symboles inutiles pour y gagner en sobriété. J'ai conçu volontairement la présentation du site sur le modèle de la presse écrite, comme un journal d'informations et d'analyses, et non comme un jeu vidéo avec des boutons qui clignotent partout, ce que je trouve fort laid et peu sérieux. J'essaie de limiter au maximum le nombre de couleurs employées sans pour autant en faire un lieu d'information triste et monotone.

J'ai créé trois nouvelles pages pour davantage rendre compte de l'actualité. Les dépêches qui ne sont pas téléchargeables au format pdf seront dorénavant disponibles pendant environ deux semaines avant de disparaître, voir plus si je m'aperçois que cela correspond réellement à une demande des lecteurs. N'hésitez pas à me faire part de vos remarques. Cela ne me demande pas beaucoup de travail supplémentaire.

Dans la mesure du possible, il faudrait s'intéresser davantage au fonctionnement de la justice dans la mesure où Sarkozy entend réprimer de plus en plus violemment les manifestations et les piquets de grève, tout en avançant ses pions pour museler la justice dans ce pays et la faire dépendre exclusivement de l'exécutif, donc de lui-même.

Je n'ai pas eu le temps d'intervenir sur l'actualité sociale et politique. J'ai simplement relevé que Fillon avait comparé sa fonction et celle de Sarkozy à un commandement militaire, ce qui justifie ce que j'ai écrit dans le paragraphe précédent. Il est vrai qu'au-delà des Fillon, Hortefeux, Daty, Devedjian, Boutin, Darcos, Bresson et autres nazillons du gouvernement, il n'y aurait que des militaires pour assurer la continuité du pouvoir.

Les Bourses sont toujours dans le rouge et l'on s'en félicite, pourvu que cela continue, s'accélère et s'amplifie.

J'ai noté que le 29 janvier sera une journée syndicale, excusez-moi, mais les partis ouvriers sont en dessous de tout encore une fois. Alors que le gouvernement est à l'origine de la politique que subit le prolétariat et sa jeunesse, aucun parti ne propose la moindre perspective politique, c'est criminel mais nullement surprenant, du brentanisme !

Le POI (édito IO n°29) propose que l'Etat distribue des centaines de milliards aux travailleurs, sans doute pour les aider à mieux supporter l'existence du régime capitaliste contre lequel ils auront forcément envie de se dresser une fois qu'ils auront obtenu satisfaction. Au fait, où en est Morales complètement empêtré dans ses contradictions ? Au même point qu'il y a deux ans et demi. S'ils savent faire le lien entre l'intervention militaire israélienne et la crise du capitalisme, par contre ils sont incapables de

faire le lien entre cette crise et les institutions de la Ve République alors qu'il s'impose pour aider la conscience politique de la classe à progresser. Mais ils assurent pour qui veut bien les croire que leur objectif est de les faire disparaître ! Comment ? Pas de réponse évidemment. A quoi bon perdre son temps à en parler, attendons que les évènements prennent une tournure similaire à mai 68, une fois qu'on en sera là, il suffira de dire que dans l'état actuel des choses on ne peut pas faire ou espérer plus, il sera évidemment trop tard, et ce sera reparti pour quelques décennies sous le règne du capitalisme.

"*La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'« Etat », chose digne des Louis Blanc ; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. Toute autre solution n'est que phrase et tromperie.*
" (La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre - Lénine - La « Pravda » n° 73 - juin 1917)

Lénine avait hérité de Marx et Engels cette obsession d'aider le prolétariat à se défaire de l'emprise de l'Etat, normal, c'est préférable quand on se donne pour objectif de le démolir. Que ce soit au tournant du XXe siècle, en juin 1917 ou en janvier 2008, la question de l'Etat et du pouvoir politique se trouve toujours posée, et ne pas la poser c'est faillir à un devoir élémentaire, simple constat. Surtout lorsque la situation place le rôle de l'Etat au premier plan comme c'est le cas aujourd'hui.

Gluckstein écrit : "*Mais dans les entreprises frappées par les plans, les travailleurs et les organisations unis exigent : aucune suppression, maintien de tous les emplois, de tous les sites. Dans les écoles et les hôpitaux, ils disent : rendez-nous les postes supprimés,*", Gluckstein se fait ainsi le porte-parole des travailleurs et des syndicats, au lieu de se comporter en dirigeant d'un parti politique. Qu'on ne se méprenne pas, il se fait l'écho de leurs illusions, pire, en ne leur proposant aucune issue politique, il se montre impuissant à faire autre chose que de les accompagner vers une impasse.

Il est vrai qu'en collant à la spontanéité des masses, à ne considérer que les objectifs qui sont à leurs portées, se sera (comme toujours) le meilleur moyen de ne tirer aucun profit de leur mobilisation en terme de construction du parti, objectif totalement occulté.

Un dirigeant d'un parti révolutionnaire se serait peut-être exprimé ainsi : ils nous ont supprimé des postes, ils veulent nous faire supporter le prix de la faillite du capitalisme, il faut les chasser pour récupérer ces postes et satisfaire toutes nos revendications,etc. Oui, mais si vous dites cela, vous n'obtiendrez rien forcément. C'est possible, et alors ? Vous êtes quoi au juste, de vulgaires trade-unionistes ou des combattants révolutionnaires qui n'avez qu'un seul objectif ? Aurions-nous par hasard quelque chose à perdre de plus précieux que nos chaînes ?

Gluckstein se met dans la peau du syndicaliste réformiste petit bourgeois qui entend obtenir des résultats immédiats car possibles ou palpables, moi je m'en tiens à celle du militant communiste révolutionnaire qui utilise le combat quotidien uniquement pour en finir avec le régime (ce qui ne peut se traduire dans l'immédiat que par la construction du parti, excusez du peu.). Lui il court sans cesse derrière les masses, moi je préfère les devancer. Lui il court après les miettes du capitalisme qui profitent en premier lieu à la petite bourgeoisie, moi la seule chose qui m'intéresse, c'est la construction du parti toujours sur le même axe politique défini par Marx.

Le petit bourgeois s'apitoie sur le sort de la classe ouvrière, à croire qu'il culpabilise et en porte inconsciemment la responsabilité, le révolutionnaire n'en porte aucune et ne craint pas la détérioration de sa situation, il ne la souhaite pas évidemment mais il sait fort bien qu'elle est inévitable et nécessaire pour avancer vers son objectif, alors au lieu de se morfondre sur le sort douloureux qui l'attend, il préfère s'en remettre à l'avenir, car il sait qu'il lui appartient et qu'il vaincra.

Deux manières inconciliables d'appréhender la réalité et la lutte des classes, deux idéologies et politiques contradictoires, deux états d'esprit opposés, finalement des objectifs différents les guident, Jean Jaurès n'était pas Karl Marx.

L'art qui consiste à vouloir concilier les contraire ou à les fuir, n'a jamais mené à autre chose qu'à une impasse politique et des défaites.

Si vous disposez d'un peu de temps, je vous conseille la lecture de trois lettres très courtes d'Engels à Marx et Kautsky du 7 octobre 1858, du 11 août 1881 et du 12 septembre 1882. J'ai passé une partie de la journée d'hier en bonne compagnie à lire un peu, et je dois avouer que cela m'a regonflé à bloc.

Ici c'est férié pour trois jours, la fête de la moisson du printemps, Pongal, la plus grande fête du Tamil Nadu. Pour moi c'est un jour comme les autres.

Le 17 janvier 2009

Peu de temps pour bavarder. J'ai préparé un article sur le communiqué du 14 janvier du POI qui a comme thème la "marche" sur Paris qu'il compte organiser seul si on compare son contenu avec son communiqué du 7 décembre, ce qui est son droit

évidemment. Pas un mot en revanche sur la préparation du 29 janvier, sans doute au nom de "l'indépendance" des syndicats par rapport au parti, principe unanimement condamné par Marx, Lénine et Trotsky. A ce propos, je vous conseille le dernier article mis en ligne aujourd'hui qui traite de ce sujet, je l'ai trouvé excellent.

Voici ce que j'ai répondu au camarade qui m'avait signalé cet article : "Je viens de lire rapidement le texte sur la Charte d'Amiens, il est très bien. Ceux qui critiquent cet article en prenant pour référence le comportement de nombreux militants de la LCR, il ne faut pas leur en vouloir, ils doivent être dans un parti qui leur va comme un gant, alors que je pense que c'est impossible pour des marxisants au sein de la LCR tant elle a parfois des positions épouvantables. Ils ne sont pas confrontés à la même situation et peuvent faire un amalgame entre tous les militants de la LCR, volontairement ou non, c'est une faiblesse ou un inconvénient qui posera des problèmes à bon nombre de militants. Je leur conseillerais de faire comme le CRI, d'avoir leur propre organisation à côté de leur tendance dans le NPA, afin d'être plus crédible auprès des militants des autres partis, car se trimbaler le passé de la LCR, c'est un boulet franchement ! Pour ma part, si le POI n'était pas aussi fermé, je préfèrerais y adhérer sans hésiter."

J'ai écrit ces lignes en deux minutes. J'imagine que les trotskistes qui étaient entrés à la SFIO en 1934 sur recommandation de Trotsky, ne devaient pas être plus à l'aise que bon nombre de militants qui se destinent à participer au NPA. Rejoindre un parti qui a appelé à voter Chirac ou un parti qui a capitulé devant sa bourgeoisie en 14 n'est pas forcément un problème, tout dépend sur quelle politique on entend mener le combat. Et puis je me dis qu'il vaut toujours mieux que les révolutionnaires soient organisés dans une structure politique plutôt que de rester isolés, rien de tel que l'exercice pratique dont malheureusement je suis privé. On ne fait pas souvent ce qu'on veut dans la vie.

Un camarade me reproche gentiment de traiter Sarkozy de nabot, mais c'est un des surnoms que donnait Marx à Thiers, je ne pensais pas à sa taille mais au chien ou au porc de Versaillais qui a écrasé la Commune dans un bain de sang, le chien et le porc sont aussi du camarade Marx. Quant au nazillon, c'est une tendance, une orientation qui se dégage de sa politique ultra réactionnaire, il pue le flic ou le dictateur à cent mètres je n'y peux rien. D'ailleurs je ne le traite pas de nazi, je dis que la tentation de la dictature transpire à travers ses interventions et sa politique, elle pourrait en être le prolongement dans une autre situation, histoire de mettre en garde les militants et de contrebalancer les "monsieur le président de la République" par ci, les "le président Nicolas Sarkozy" par là, pire, les "Sarko" ou les "Nicolas" qui relèvent de la plus pure crasse et dangereuse inconscience, à croire que la lutte des classes serait une balade tranquille. Et puis, entre nous on peut se laisser aller à exprimer notre haine du régime et ses représentants, je vous rappelle que personne d'autre que nous hormis nos ennemis ne fréquentent le site Lutte de classe, on a bien le droit à une petite récréation pour souffler un peu.

Il y aura aujourd'hui des manifestations dans tous le pays pour soutenir le peuple palestinien de Gaza. Sarkozy a donné des consignes pour encadrer davantage les manifs, alors faites attention à vous et aux provocations. A ce propos, le parquet va libérer la compagne du soi-disant dangereux terroriste Julien Coupat, du coup il reste le seul en prison, alors que le dossier de cette affaire montée de toutes pièces par le ministère de l'Intérieur est toujours aussi vide. Je n'ai pas spécialement de la sympathie pour lui ou sa mouvance politique évidemment, je me dis seulement que cette opération visait avant tout le mouvement ouvrier, donc il était de notre devoir de réagir et de dénoncer cette injustice, comme toutes les autres d'ailleurs.

Le chômage va atteindre 15,9% en Espagne en 2009 selon le gouvernement, excellent ! La classe va avoir tout le temps nécessaire pour comprendre et s'organiser, voilà la suite de la dépêche (AFP 16.01) : "*le pouvoir mise sur un taux de 15,7% en 2010, et de 14,9% en 2011*", c'est énorme, cela fait quatre ans en comptant 2008 pour se forger une idée sur ce qu'il faudrait faire pour en finir avec les vestiges du franquisme et la monarchie constitutionnelle avec lesquels le PSOE fait bon ménage...

Les infos en bref seront actualisés demain.

Bonne manif à tous.

Le 18 janvier 2009

J'ai réparé le lien permettant d'accéder au dernier texte que j'ai mis en ligne hier soir, j'avais oublié d'écrire *.pdf*, avec mes excuses. C'est le problème des copier/coller où parfois un morceau nous échappe.

Je vais finalement abandonner la rubrique des infos en bref telle qu'elle existe aujourd'hui parce qu'elle me prend trop de temps. Elle continuera d'exister sous forme de télex.

Vous avez vu que j'ai un peu modifié le contenu du site en mettant plus de dépêches complètes, celles qui me passent sous les yeux et qui me semblent présenter un intérêt pour comprendre la situation en dehors du battage médiatique.

Tiens un mot à propos de la machine de propagande de nos ennemis et Internet.

Il y a quelques semaines j'étais tombé sur une dépêche qui disait que 40% des Américains s'informaient de préférence sur Internet, la télévision demeurant le première source d'information dans ce pays. Et alors ? Que ce soit en économie ou en architecture par exemple, on a constaté que ce qui se passait aux Etats-Unis se produisait ensuite partout dans le monde avec un décalage de quelques décennies, voir davantage, quoi qu'il en soit cette orientation n'a cessé de se confirmer au XXe siècle, par exemple ils ont construit La Défense à l'image de Manhattan avec ses gratte-ciel ou le Coca Cola a remplacé la limonade.

Il y a donc fort à parier qu'en France, les gens vont se tourner de plus en plus vers Internet pour s'informer sur l'actualité, afin de contourner la toute puissance des médias classiques qui s'effrite et qu'ils jugent peu objectifs ou soupçonnent d'être manipulés par toutes sortes de lobbies, dont en premier lieu le gouvernement et les patrons des holdings de presse auxquels ils appartiennent.

Cette démarche exprime leur méfiance ou leur rejet croissant de l'emprise du pouvoir sur les moyens d'informations, elle témoigne également du besoin insatiable ancré au plus profond de chacun d'entre nous de savoir la vérité sur ce qui se passe réellement dans le pays et dans le monde.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est qu'ils ont compris qu'ils pouvaient s'emparer de ce nouveau moyen de communication pour accéder aux faits réels et se faire leur propre opinion, au lieu de se contenter des médias classiques qui leur servaient une information tronquée ou insuffisante et de s'en remettre à des commentateurs dont les analyses étaient forcément orientées en fonction des besoins du régime (ou des annonceurs publicitaires). Quelque part, on peut dire qu'en agissant de la sorte, ils tentent de briser le carcan de la pensée unique qui étouffe toute manifestation de la vérité.

Ce qui m'intéresse dans cette démarche, c'est la volonté affichée de la population de refuser d'être manipulée plus longtemps, de se saisir de cet outil, Internet, pour chercher à comprendre dans quel monde nous vivons réellement. Cela signifie bien que dans leur fort intérieur, les gens savent qu'on leur ment, que les médias aux ordres les trompent. Chaque individu tente ainsi de parfaire ses connaissances et d'élever son niveau de conscience, l'un pouvant entraîner l'autre dans certaines circonstances...

Quand je me moque des dirigeants des partis ouvriers, je ne le fais pas par méchanceté ou pour leur nuire, mais franchement, vous avouerez qu'ils nous donnent le bâton pour les battre, en l'occurence, ils ne cessent de parler de la "résistance" de la classe ouvrière et ils négligent ce moyen formidable d'information qu'est Internet, parce qu'ils ne comprennent pas qu'en s'en saisissant la population manifeste justement une forme de résistance à l'obscurantisme que distillent en permanence les médias classiques. Chacun a pu constater une multitude de fois et a parfaitement compris que la principale fonction des médias était de se faire l'écho des mensonges grossiers de Sarkozy et du gouvernement. Je ne sais pas s'ils refusent de prendre en compte l'évolution de l'état d'esprit des masses vis-à-vis du pouvoir ou s'ils n'en ont pas encore pris la mesure, de fait, on a l'impression qu'ils passent à côté comme si les masses restaient toujours pendues aux lèvres du journaliste qui présente le 20h. On peut avancer plusieurs explications à cela.

D'une part, les dirigeants ne sont pas de la génération Internet, car la grande majorité d'entre eux sont des vieux ou des vieillards (ce qui n'a rien de péjoratif), les plus paranoïaques d'entre eux y voient même un danger.

D'autre part, comme ils ne parviennent pas à construire leur parti et à vendre davantage leur journal, parce que notamment les masses se méfient de tous les partis en général, ils en concluent peut-être que finalement les travailleurs demeurent poings et pieds liés au régime et qu'ils ne sont pas habités par cette soif de connaissances dont j'ai parlé plus haut.

Ils peuvent aussi penser qu'Internet va détourner encore plus les travailleurs des partis ouvriers, qu'il leur fait concurrence et qu'au lieu d'être un moyen de s'informer librement, il serait plutôt une source supplémentaire de désinformation qui déservirait notre cause plutôt que le contraire, l'information reçue par Internet n'étant pas forcément liée à la nécessité d'agir, encore moins de s'organiser, elle ne servirait en fait à rien, alors qu'en réalité elle participe activement au mûrissement partiel de l'état d'esprit des masses, d'où le peu d'intérêt qu'ils y portent, c'est évidemment une très grave erreur.

On pourrait ajouter que pour eux l'évolution de l'état d'esprit des masses ne peut procéder qu'en empruntant les vieilles recettes de la lutte des classes, alors qu'aujourd'hui elle progresse en empruntant des moyens qui n'existaient pas hier. Ceci pourrait d'ailleurs expliquer en partie pourquoi les dirigeants sont de plus en plus souvent à la traîne des masses ou qu'ils sont incapables de saisir leur état d'esprit du moment. Et quand on dit que le sectarisme continue de dominer l'état d'esprit des dirigeants des partis ouvriers, il suffit d'oberver la liste des liens qui figurent dans leurs sites Internet pour en être convaincu au premier coup d'oeil, en dehors de leur chapelle, le monde n'existe pas ! Ne m'en voulez pas de ne pas avoir actualisé la page des liens qui figure dans le site *Lutte de classe*, je n'en ai jamais trouvé le temps, mais je vais le faire.

Les dirigeants pourront avancer qu'il est inutile de développer un site Internet, d'y consacrer du temps et de l'argent, car rien ne vaut le contact direct avec un militant du parti. Certes, mais quand un travailleur souscrit un abonnement au journal, je ne pense pas qu'il soit face à autre chose qu'un bout de papier.

Pour conclure cette causerie totalement improvisée comme la plupart du temps, parallèlement à cette liberté de s'informer qui offre la possibilité à chacun d'améliorer ses connaissances et d'élever son niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons (le parti demeure indispensable pour l'orienter dans la bonne direction et fournir les bases d'une conscience de classe), de dire merde à

la pensée unique, on se rend compte que les déclarations de Sarkozy et des membres du gouvernement sont de plus en plus coupées de la réalité, sauf quand elle les rattrape et inflige un cinglant démenti à leurs divagations.

Un mot sur Sarkonapoléon.

La mégalomanie frénétique qui dévore littéralement Sarkozy et qu'il n'hésite pas à afficher ouvertement en est un parfait exemple. Elle traduit à la fois son souci permanent de s'écarter de la réalité et son impuissance à adopter une autre posture face à la crise actuelle du capitalisme. Vous n'avez peut-être pas pris connaissance de sa dernière sortie devant les diplomates étrangers en poste à Paris, à croire qu'il profite du départ de Bush pour se poser en candidat à sa succession pour donner des ordres au monde entier.

C'est bien simple, la dépêche de l'Associated Press du 16 titrait : "*Nicolas Sarkozy invite les diplomates du monde à s'aligner sur son volontarisme*", rien de moins ! Il a consacré la totalité de son intervention à prodiguer des conseils aux chefs d'Etat de la planète, alors qu'il n'est même pas capable de s'exprimer correctement en français, son soi-disant langage populaire n'étant pas une posture comme certaine l'affirment, mais traduit plutôt ses lacunes dans notre langue, d'ailleurs il a manifestement terminé son discours en improvisant, en disant : "*C'est pas toutes les années où on peut se dire : 'cette année, vraiment, il y a des rendez-vous décisifs'.*", essayez de lire cette phrase à haute voix sans trébucher et vous vous rendrez compte de la médiocrité du parvenu. J'aurais dit : ce n'est pas tous les ans que l'on peut se dire : 'cette année, vraiment, il y aura des rendez-vous décisifs'. Que voulez-vous, il est excessif même dans la médiocrité !

Et pour passer vraiment pour un abruti aux yeux du monde, il a été jusqu'à se réjouir rapporte le journaliste de l'Associated Press, parce qu'au total, 2009 sera donc : "*passionnante*" ! Comme quoi il se tape complètement de ce qui se passe dans le monde, il croit qu'à lui tout seul, il va pouvoir le changer ! Pour nous, sans doute que la lutte des classes va être "passionnante", pour lui, il est permis d'en douter, et on va tout faire pour lui pourrir la vie !

Bon dimanche sans travail.

Le 19 janvier 2009

J'ai rajouté une rublique *Info politique* qui me permettra de commenter directement certaines dépêches. J'ai supprimé provisoirement les infos en bref, peut-être jusqu'à demain ! Je réfléchis, il faudrait donner des informations plus concises, mais c'est souvent impossible, il va falloir trouver un compromis, un casse-tête politique pour moi, je plaisante, après tout il fallait bien en passer par un compromis pour conclure la paix de Brest-Litovsk !

Au fait, j'allais oublier de vous dire qu'en jetant un oeil sur les statistiques de fréquentations du site, j'avais constaté qu'un curieux peu anodin s'était penché sur le site après les RG : US Military ! Si un jour je disparaissais sans laisser de trace, écrivez-moi à Guantanamo ! Comme je n'ai pas eu l'occasion de me détendre le week-end dernier parce que j'ai encore bossé comme un dingue, j'en profite un peu aujourd'hui pour décompresser, bien que la journée soit pratiquement terminée et que je ne l'ai pas vue passer.

Un camarade m'a fait savoir hier que la teneur de mes articles sur certains partis me vaudrait bien des problèmes si je vivais en France, que ma sécurité serait menacée... Peut-être, mais je ne ferais pas comme Jésus qui tendrait la joue gauche, je règlerais ce problème à ma façon et de toutes manières je serais armé, non pas parce que je suis paranoïaque ou que je serais particulièrement violent loin s'en faut, mais parce que je ne tolère pas qu'on fasse usage de la force pour imposer ses idées. Vivre aussi longtemps dans un pays comme l'Inde et ne pas se laisser emmerdé, m'a enseigné que la compassion n'était pas la bonne méthode pour répondre à la violence aveugle.

Il y en a qui se ramolissent en vieillissant, moi j'aurais plutôt tendance à m'endurcir. A chaque fois qu'un nouvel Indien me rend visite, la première question qu'il me pose, c'est si je n'ai jamais été attaqué ou cambriolé parce que ma maison est plutôt isolée au bout du village, et ce qui fait office de mur autour du terrain ne dépasse pas 1,50 mètres. En face la mer, derrière un immense terrain vague mi-cocoteraie mi-décharge et chiottes, et sur le côté nord quatre cent mètres de plage jusqu'au prochain village, et sur le côté sud, la première maison est vide, ensuite le village s'étend sur 300 mètres, mais les pécheurs se couchent tôt pour aller en mer au milieu de la nuit ou au petit matin. Yvan qui doit bien atteindre les 70 kilos monte la garde avec sa copine qui n'en pèse que la moitié, l'un est ce qu'ils appellent un great dan, un grand danois comparable en taille à un dogue allemand, l'autre un berger allemand croisé avec un chien de la rue sans doute, voilà pour ma protection rapprochée, surtout la nuit, car ils dorment toute la journée, ensuite avec la réputation que je me suis forgé, y compris en envoyant chier le chef du village, les politiciens véreux du coin et la police locale devant une ribambelle de journalistes lors des manifestations auxquelles j'ai participé, je suis pénard !

La paix a un prix assurément, avant d'y arriver on s'use les nerfs et on passe des nuits blanches. La dernière fois que l'on m'a menacé de mort, je suis sorti immédiatement sur la plage avec un couteau de boucher pendant que mon épouse appelait les flics. Et j'avais en face de moi un fou furieux qui était prêt à me faire la peau. Les flics ont voulu l'envoyer en tôle, je m'y suis opposé

en retirant ma plainte, depuis je suis tranquille. Je vous passe le reste, c'est pitoyable.

Je suis tellement blindé que lorsque j'aperçois un serpent, j'essaie de l'attraper, pourquoi j'irais tuer cette pauvre bête qui ne m'a rien fait finalement, j'ai bien sauvé une multitude de papillons que les lézards voulaient bouffer, alors ! L'autre soir, je n'étais pas fier, il faisait déjà nuit lorsqu'il y en a un qui s'est présenté à quelques mètres de la porte d'entrée de la maison, un serpent, pas un papillon, il a vu de la lumière, c'était l'heure de la soupe, il a voulu s'inviter, normal quoi, mais là je n'étais pas disposé à lui faire de cadeaux, car dans l'obscurité il présentait un réel danger mortel pour mes chiens, j'étais disposé à le tuer mais finalement il a réussi à s'enfuir le malin. Je sais qu'il y en a qui logent dans les cocotiers, j'ai encore repéré des traces dans le sable il y a quelques jours et j'ai ramassé des lambeaux de peau qu'un d'entre eux avait laissés après sa mue, car en plus ils me narguent.

J'aurais plein de petites histoires indiennes à vous raconter si j'avais le temps, je sais que des potes en rafollent. C'est dommage que l'on ne puisse pas faire de la politique en prenant un ton aussi léger. Mais c'est déjà tellement difficile de se faire comprendre en s'exprimant clairement, que pour le coup plus personne n'y comprendrait plus rien.

J'entame ma quinzième année en Inde au total, je ne suis pas plus intégré que le premier jour, pour s'intégrer, il faut commencer par se désintégrer et je ne pourrai jamais m'y résoudre, je n'ai pas la même faculté qu'un serpent à muer ! J'aurais plus à perdre qu'à y gagner, donc je vis exactement comme je vivais en France, la baguette, le saucisson et le pinard en moins ! C'est la seule chose qui me manque avec la liberté de pouvoir me balader tranquillement, dans un pays surpeuplé, le mot tranquillité est banni. Avant je faisais un peu de vélo, mais comme la circulation est devenue infernale, j'y ai renoncé aussi. Du coup je reste cloîtré chez moi.

Quand je croise des touristes qui semblent beaucoup apprécier le pays, qui s'émerveillent pour un rien, cela m'énerve, j'étais comme eux au début, ceci explique sans doute cela. En fait, je préfère la compagnie des Indiens, ils se méprennent sur mon compte, ce qui n'est pas mon cas, je le sais mais ils ne le savent pas, du coup, j'ai une longueur d'avance sur eux, c'est parfois utile. Les touristes ou les Blancs qui s'installent ici aussi, ils pensent que je suis venu en Inde pour la même raison qu'eux, alors qu'en réalité tout nous sépare. En dehors du fait que je ne bosse plus, j'ai exactement la même vie qu'un Indien, ce qui n'est pas contradictoire avec ce que j'ai dit plus haut, tout simplement parce que j'ai une vie tout à fait ordinaire, modeste, comme un prolo. Prolétaires de tous les pays unissez-vous, ce n'est un domaine réservé exclusivement à la politique.

En changeant de vie ou de pays, on passe forcément en revue tout son passé, petit à petit, par morceaux, la chose qui revient le plus souvent, c'est : qu'est-ce que j'ai pu être con, c'est pas possible de tenir une couche pareille ! La crédulité dont on peut faire preuve dans la vie est surprenante. De la même manière qu'on semble tenir à un tas de choses, dont on se passe très bien sans même sans rendre compte une fois placé dans une autre situation. Notre rapport au relatif et à l'absolu mériterait aussi qu'on y réfléchisse davantage, car il n'est pas sans présenter quelques entorses assez curieuses à la logique la plus élémentaire. C'est là qu'on se rencontre que l'homme est faible et imparfait. J'ai à peine besoin qu'on me critique, j'y consacre déjà une partie de mon temps.

Maintenant mon seul support, la seule chose qui me reste et ce qui m'est forcément le plus cher, c'est la conscience politique que j'essaie de me forger non sans peine et de partager avec vous, tout le reste me paraît désormais superflu ; je vous avais dit que j'irais peut-être goûter la mer le 31 décembre, finalement non, depuis plus de cinq mois au moins je n'ai pas pu me résoudre à franchir les 20 mètres qui m'en sépare, c'est sans doute un tort, une connerie de plus, davantage qu'une excentricité de ma part, je n'ai jamais eu la tête à ce genre de trucs. Je me contente du bruit des vagues qui se fracassent à proximité du rivage et que j'écoute en vous écrivant.

Assez bavardé pour aujourd'hui. Parfois la solitude me pèse, rien de tel que le boulot pour la faire passer. Marx l'écrivait parfois dans ses lettres à Kugelmann et pourtant il n'était pas souvent seul, moins que je ne peux l'être et il bossait encore plus dur que moi, il était surtout beaucoup plus rigoureux, moi je ne suis qu'un vulgaire dilettante à côté. En lisant cela il y a quelques jours, j'ai souri, je me suis senti moins seul et en excellente compagnie, au moins on ne risquait pas de s'engueuler.

Bonne semaine à tous.

Le 20 janvier 2009

Vous avez lu ce qu'a dit dimanche Gordon Brown : "*Ce que nous voulons faire maintenant, c'est relancer les prêts et vous verrez demain (aujourd'hui lundi, ndlr) que des mesures seront prises pour faire en sorte que les banques et les institutions non bancaires soient capables d'à nouveau prêter de l'argent, d'accroître le volume des prêts et, dans certains cas, de commencer à accorder des prêts*".

La crise tourne au cauchemar camarades, le "*dans certains cas*" est excellent, car si être capable de prêter de l'argent ce n'est pas pour accorder des prêts, qu'est-ce que c'est alors ? Vous allez voir qu'ils vont finir par nous faire marrer.

Ils sont dans une sacrée merde en vérité et ils ne sont pas prêts d'en sortir j'ai l'impression, en tout cas, c'est l'impression qu'ils donnent et je ne pense pas qu'ils aient eux vraiment envie de se marrer. Rira bien qui rira le dernier, vous vous souvenez, elle est d'Oulianov celle-ci et elle est bien envoyée.

Je vais vous faire une blague, un camarade m'a adressé l'adresse suivante, je suis sûr que cela va vous brancher si vous ne la connaissez pas déjà : http://www.etuc.org/fr

Encore un pavé dans la marre : dans mon avant-dernier article, à la fin j'ai posé une question aux militants : selon vous, la classe ouvrière n'a rien à perdre mais tout à gagner à la disparition du capitalisme, est-elle encore valable aujourd'hui, si oui, dans quelle mesure, si non pourquoi, bien que cette dernière hypothèse paraisse incongrue.

Autre chose.

Je voulais le dire depuis un moment et je n'en ai pas trouvé le temps ou je ne me suis pas donné l'occasion de le dire plutôt : je pense que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est une bonne chose pour le mouvement ouvrier, elle répond à un besoin, à côte de l'Internationale.

De la même manière que je conçois à côté du parti, une autre organisation qui regroupe des militants qui sont engagés dans le combat contre le capitalisme sans aller jusqu'à adopter le programme de la révolution socialiste internationale. Je suis favorable à ce genre de regroupement, le parti demeurant le bras politique armé du combat du prolétariat pour s'emparer du pouvoir, notre seul objectif, vaincre la classe dominante au pouvoir comme l'ont fait les bolcheviks en 1917.

Marchons sur les traces de Lénine pour effacer le mauvais tour que nous a joué l'histoire. L'oeuvre est inachevée, c'est à nous d'écrire la suite, de l'inventer et de la porter à son terme.

Au niveau du parti, le POI peut peut-être correspondre en partie au regroupement politique que j'ai évoqué, mais à côté il faut impérativement construire un parti communiste, en reprenant les conclusions du *Manifeste communiste* de Marx et en faire notre drapeau.

A travers la correspondance que j'entretiens avec des camarades d'horizons politique divers et de tous les syndicats ouvriers, je me rends bien compte qu'il y a des militants qui sont paumés, qui ne savent plus où militer, ils sont plus à gauche que tous les partis qui existent et la plupart ne sont pas jeunes, ce ne sont pas des exités mais des révolutionnaires, et s'ils ne trouvent pas où militer, à un moment ils décrochent et passent à autre chose. Donc un parti communiste correspond bien à un besoin et ce n'est pas moi qui m'en plaindrais ou le remettrais en cause, au contraire, cela apporte de l'eau à mon moulin. C'est un simple constat, je n'invente rien.

On dit toujours les faits, les faits, et bien en voilà un qui est bien concret. Et heureusement qu'il y a ce type de militants pour contribuer à élever ou maintenir le niveau théorique des militants en général, sans eux on ne pourrait pas construire le parti.

Je me dis que chacun d'entre nous est plus à l'aise sur un plan plutôt qu'un autre, qu'on donne le meilleur dans un domaine plus que dans un autre, si en prenant le meilleur de nous tous on n'arrivait pas à construire le parti, c'est que nous serions vraiment nuls ! D'ailleurs je ne pense pas que nous le sommes et que nous parviendrions à ce constat.

Que les camarades soient engagés dans différents partis c'est déjà bien, mais on a dépassé le stade de la saturation si l'on ajoute toutes les formations politiques qui existent. La notion de diversité conduit à l'éclatement et à l'affrontement entre les différentes variétés d'individus dans la société, alors que la notion d'ensemble repose sur la cohésion constituée par l'existence de l'ensemble des variétés d'individus. Notre bien commun, c'est la communauté humaine, c'est chacun d'entre nous, tout du moins c'est ce que cela devrait être si le capitalisme ne passait pas son temps à le disloquer pour que nous nous battions entre nous et que les peuples se fassent la guerre, au lieu de nous tourner tous ensemble contre lui.

La vraie richesse, c'est nous, tous les êtres humains qui peuplent notre planète, mais il y en a qui s'emploient à gaspiller cette richesse et à nous pourrir la vie. Nous avons juste ce petit problème à régler...

Il est 1h20 du matin, il est temps d'arrêter. C'est pénible d'être du soir, car le matin on se traîne. Mais bon, je me suis bien avancé. Comme j'ai beaucoup fumé, je vais encore avoir du mal à m'endormir, Marx était devenu insomniaque car en travaillant il fumait comme un pompier, en plus du cerveau qui avait atteint le point de fusion, il avait les poumons dans le fog londonien. Et déjà 7 minutes de passés. Salut.

Le 21 janvier 2009

J'ai suivi en direct la séance d'investiture d'Obama sur TV5 Monde Asie hier soir, et je dois dire que je ne le regrette pas, car voir la tête de six pieds de long qu'affichait Bush et qui ne l'a pratiquement pas quitté durant toute cette cérémonie valait vraiment le coup.

L'annonce de son entrée a été saluée par un silence glacial, alors qu'il y avait plus de deux millions de personnes rassemblées face au Capitole. Il a seulement échangé quelques mots et accolades furtives avec quelques personnalités avant de regagner sa solitude.

Quel plaisir aussi de voir arriver son père bien délabré, trainant la patte et se déplaçant péniblement avec une canne, ou encore Dick Cheney dans un fauteuil roulant après une chute qu'il aurait faite en rangeant ses cartons avant de céder la place à son successeur, mais cela ne signifie nullement pour autant qu'une nouvelle ère s'ouvrirait aux Etats-Unis.

Les journalistes n'ont pas manqué de rivaliser de médiocrer à cette occasion, à les croire le monde entier était suspendu aux lèvres d'Obama, oubliant pour un peu qu'il est le représentant de l'impérialisme américain qui sème la faim et la guerre sur tous les continents depuis plus d'un demi siècle.

Mimétisme ou pure coïncidence ?

Ils n'ont retenu du discours d'Obama que son appel en direction des Américains à faire preuve de "responsabilité" en leur rappelant qu'ils avaient des "devoirs" : "*Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est une nouvelle ère de responsabilité, une reconnaissance de la part des Américains, de chaque Américain, que nous avons des devoirs envers nous-mêmes, notre pays, et le monde, des devoirs que nous n'acceptons pas à contrecoeur mais plutôt avec joie*", a-t-il dit, les droits passant à la trappe au passage.

Pratiquement au même moment, Fillon appelait les constructeurs automobiles français à faire preuve "*d'une grande responsabilité*" en contrepartie de l'effort "*massif*" consenti par le gouvernement en leur faveur, une nouvelle enveloppe de 5 à 6 milliards d'euros qu'il leur a promis, tandis que les travailleurs de ce secteur comme beaucoup d'autres subissent des pertes de salaires importantes liées au chômage partiel et que les actionnaires s'apprêtaient à recevoir leurs dividendes.

Le même jour, les patrons des grandes banques se voyaient allouer par l'Etat un nouveau prêt de 10,5 milliards d'euros pour renforcer les fonds propres de leurs établissements. Dans un communiqué diffusé après cette réunion à l'Elysée, Sarkozy faisait savoir que "Les dirigeants des banques ont unanimement décidé de renoncer (...) à la part variable de leur rémunération au titre de 2008", sans doute pour montrer leur sens des "responsabilités", comme s'ils n'étaient pas déjà grâcement rémunérés et qu'ils ne disposaient pas déjà d'autres moyens occultes pour les augmenter encore.

L'espoir fait vivre... ou mourir.

Obama n'a pas manqué de signaler que son élection était synonyme d'"espoir" pour les Américains et que le retour à la confiance était nécessaire pour sortir de la crise.

Notons qu'en guise d'"espoir", la bourse de New York a terminé mardi en très forte baisse, l'indice Dow Jones a perdu 4,01% et le Nasdaq a chuté de 5,78%.

La veille, le président de la Banque centrale européenne a dit s'attendre à une année 2009 "*exceptionnellement difficile*", en tablant sur une reprise en 2010. Pour lui, la confiance est "*l'ingrédient qui manque le plus*" aux acteurs économiques en ce moment, mais il voit quatre facteurs qui incitent à la confiance : la réactivité des autorités publiques, le potentiel de croissance "considérable" des grands pays émergents, l'accélération des progrès techniques et la baisse récente des prix du brut.

La confiance serait le facteur le plus important mais sans l'être quoi ! On le sait depuis le début. Non, le facteur le plus important c'est celui sur lequel il a insisté le plus, "*le potentiel de croissance 'considérable' des grands pays émergents*", et c'est facile à comprendre. La question posée aujourd'hui au capitalisme, c'est : comment entrevoir un nouveau développement sans prendre le risque que tout le système économique s'effondre ? Comment étendre encore le marché, dans la mesure où il n'est plus possible de compter sur les économies des pays où le capitalisme est le plus développé, puisque la population (et les Etats) de ces pays est déjà surrendettée et qu'elle est en train de se paupériser à grande vitesse ? Où le capital accumulé ces dernières décennies pourrait trouver à s'employer et continuer à rapporter des profits ? Réponse : dans ce qu'ils appellent les pays émergents.

Dans les pays où le capitalisme est le plus développé, le taux d'endettement de la population a déjà atteint ou dépassé le seuil de saturation, ils ne peuvent donc pas compter sur elle pour consommer plus, tandis que le mode de production capitaliste est en situation de surproduction permanente à l'échelle mondiale. Mais dans les pays émergents, le développement économique a été réalisé les dernières années au détriment de l'immense majorité de la population, dont un tiers ou la moitié seulement selon les pays en a profité.

Même s'il y a eu une amélioration du niveau de vie de la population dans ces pays, que les salaires ont augmenté, il ne faut pas oublier que parallèlement les prix ont considérablement augmenté réduisant les augmentations de salaire à néant ou

presque, d'autre part, si la consommation de biens manufacturés a augmenté considérablement au cours des dernières années, c'est largement dû aux modifications des conditions d'accès au crédit qui a permis à une frange de plus en grande de la population à s'endetter sans que des précautions particulières n'aient été prise pour en fixer les limites.

Ici en Inde, je connais beaucoup d'Indiens qui sont endettés jusqu'au cou pour de nombreuses années et à qui ils ne restent comme revenus tout juste de quoi se nourir et régler leurs dépenses courantes, il leur est donc totalement impossible de recourir à un crédit supplémentaire avant longtemps. En Inde, la pratique des subprimes existe depuis toujours, les banques et les institutions financières accordent des prêts hypothécaires sur la base de la valeur de votre maison ou terrain déterminée par le marché. Ces prêts pour autant que je me souvienne en remontant jusqu'au milieu des années 90, sont consentis à des taux d'intérêts à deux chiffres, entre 12 et 16% l'an.

Les choses se passent très simplement et très rapidement : vous allez voir votre banquier, vous lui remettez votre titre de propriété, il se rend sur place puis il évalue la valeur de votre bien en fonction de son état et du prix du marché, quelques semaines après il vous propose de vous prêter la somme correspondant au prix qu'il a retenu, s'il a évalué votre maison à 600.000 roupies, il vous propose un prêt de 600.000 roupies. Si quelques temps plus tard vous ne pouvez plus rembourser votre dette, il saisit votre maison et vous vous retrouvez à la rue.

Il faut préciser que jusqu'à présent les banques ne se sont jamais lancées dans ce genre de prêts à grande échelle dont les risques sont énormes pour les empunteurs, elles se contentaient de prêts correspondant à une fraction de prix de votre maison, pour reprendre l'exemple que j'ai utilisé, elles accorderaient entre 100 et 200.000 roupies seulement, tout dépend de la solvabilité de l'emprunteur, de ses revenus réguliers.

Cela explique pourquoi beaucoup de gens ont recours aux prêts de gré à gré entre particuliers qui peuvent être ou non enregistrés officiellement, sans que l'Etat n'apporte de garanties à l'une ou l'autre partie, ce document étant uniquement valable devant les tribunaux en cas de litige. Dans ce genre de transactions, si l'emprunteur n'a pas rendu la totalité du capital à la date fixée, son créancier peut vendre son bien au prix qu'il veut et lui verser ce qu'il veut aussi, les taux étant généralement usuraires, bien des gens faibles et dans le besoin se font ainsi facilement dépouillés de leurs biens.

Maintenant ce qui s'est développé du côté des banques à une vitesse fulgurante et sur une vaste échelle, ce sont les prêts à la consommation qui n'existaient pratiquement pas il y a 15 ans, par exemple pour acheter un téléviseur ou une petite moto. C'est ce genre de prêts qui étranglent aujourd'hui une partie de la population. Explication.

La plupart des gens sont propriétaires de leurs maisons, les salaires ont augmenté et les prix aussi, ils consomment davantage mais sans pour autant changer leurs habitudes. Un Indien va s'acheter une télévision ou un réfrigérateur parce qu'il en ressent le besoin, par contre il continuera de manger du riz agrémenté d'une petite quantité de légumes ou de viande, il ne se mettra pas à consommer plus de viande ou de poisson parce qu'il a plus d'argent, idem pour les vêtements ou ce qu'il consomme au quotidien, mieux encore, il continuera d'économiser une partie de son salaire, généralement en la déposant à la banque ou en achetant de l'or, des bijoux en or, il n'y a vraiment que les très pauvres qui n'agissent pas ainsi comme j'ai eu l'occasion de le constater une multitude de fois.

En conclusion, ce n'est pas parce qu'ils ont un meilleur revenu qu'ils consomment forcément davantages en dehors des biens d'équipement qui sont nécessaires. Les Indiens sont habitués à procéder ainsi à thésauriser plutôt qu'à dépenser parce que pendant très longtemps les banques ne prêtaient pas d'argent, il fallait donc économiser la totalité de la somme correspondant au prix qu'une marchandise pour l'acquérir, il n'y avait pas d'autres solutions, ou passer par un prêteur sur gage qui n'attendait qu'une occasion pour vous dépouiller.

Maintenant l'endettement des Indiens s'explique par le fait que même si leurs revenus ont augmenté, le moindre bien de consommation représente encore une petite fortune par rapport à leurs salaires. Pour l'achat à crédit d'une malheureuse moto de 100cm3, je connais deux Indiens qui ont des mensualités qui représentent plus de la moitié de leurs salaires. Ce n'est pas incompatible avec leur mode de vie comme je l'ai expliqué plus haut, si sur un salaire de 2.500 roupies, ils ne leur restent que 1.000 roupies pour vivre, compte tenu de leurs habitudes et de leurs dépenses quotidiennes qui n'ont pas ou peu évolué, qu'ils ne paient pas de loyers, pas d'impôt sur le revenu, pas ou très peu d'impôts locaux, qu'ils consomment peu d'électricité, que l'eau est gratuite le plus souvent, avec 1.000 ils peuvent s'en sortir, par contre il ne faut pas leur demander de s'endetter davantage.

Donc monsieur Trichet a encore du souci à se faire.

Bien entendu, je ne prétends pas que les choses se passent exactement de la même manière en Chine ou au Brésil par exemple, mais je ne pense pas que la culture de l'endettement s'imposera avant longtemps dans bien des pays, au grand dam du capitalisme mondial qui compte justement sur les populations de ses pays pour sortir de cette crise. On pourrait imaginer qu'ils favorisent le développement des classes moyennes, la petite bourgeoisie, pour que quelques centaines de millions de nouveaux consommateurs viennent grossir le marché, mais pour cela faudrait-il encore que les profits des entreprises soient au rendez-vous, or on assiste plutôt au scénario inverse aujourd'hui. Et puis, il faudrait que ces profits ne partent pas uniquement ou en grande partie dans les poches des actionnaires et des patrons. Or les grandes entreprises sont dépendantes

d'institutions financières qui n'ont que le maximum de profits à court terme comme objectif.

Et puis, dernier élément qui pourrait conduire Trichet au désespoir, dans les pays comme l'Inde ou la Chine, le prolétariat est déjà exploité à la limite de ses forces, il n'est pas possible de le faire travailler davantage, plus de 6 jours par semaine et le plus souvent sans congés payés, augmenter la productivité est quasiment impossible, les usines sont déjà ultra moderne, diminuer le nombre de salariés dans des pays ou la main d'oeuvre est déjà en surpopulation dans des proportions inouïes où il y a des centaines de millions de chômeurs risqueraient de déboucher sur une situation sociale explosive et incontrôlable, les patrons ne peuvent pas rogner non plus les avantages sociaux, en dehors des grandes entreprises, ils n'existent pas... J'ai oublié un élément important, l'inflation qui dépasse 11% en Inde.

Bref, le capitalisme est bien face à des contradictions impossibles à contourner et il n'est pas prêt de se sortir de cette crise, apparemment, tout dépendra finalement de la lutte des classes.

A mon avis, je ne me suis pas encore livré à une réflexion globale et suffisamment précise de la situation économique mondiale, c'est en réalité très difficile ou impossible, disons que pour s'en sortir provisoirement, ils n'ont pas d'autres solutions que de prendre sur leurs profits pour développer les classes moyennes dans les pays émergents comme ils l'ont fait après la seconde guerre monde, le prolétariat en profitera indirectement sous formes de miettes, ce qui leur garantira du même coup une certaine stabilité politique pour affronter le prolétariat. (A suivre)

(source : AFP, Reuters et AP du 19 au 21 janvier)

Demain ou dans deux jours, je vous soumettrais une nouvelle question politiquement incorrecte sur la question palestinienne. Vous avez lu les textes que j'ai mis en ligne ces dernières semaines, je me demande juste si on ne nous a pas mené en bateau comme sur de nombreuses questions. On nous a raconté tellement de sornettes dans tous les domaines, qu'une nouvelle analyse vaudra toujours mieux que de répéter sans cesse les mêmes choses comme des perroquets, sans même se donner la peine d'en vérifier la validité.

On ne peut pas se contenter de la théorie ou de la norme pour régler des questions pratiques,il faut aussi tenir compte de la réalité, c'est même fortement recommandé en général. La théorie a ses vertus, mais coupée de la réalité, elle ne vaut rien. Vous n'aurez pas de mal à deviner de quoi il s'agit, puisqu'il ne peut exister qu'une seule alternative à la situation actuelle, un ou deux Etats.

Salut.

Le 22 janvier 2009

Je ne regrette pas d'avoir abandonné les infos en bref qui me prenaient trop de temps, par contre je peux agrémenter la causerie d'une rubrique politique quotidienne en me servant d'extraits de dépêches, je pense que vous n'y perdrez pas au change. Et puis les plus curieux qui ont le temps peuvent se procurer ses infos aussi bien que moi. Mon objectif est d'avoir fini d'actualiser le site avant 13h30 en commençant le matin sur les coups de 7h30 ou 8h, et de disposer ainsi du reste de la journée pour répondre aux courriels, écrire et lire, rechercher des infos sur le Net, etc., ou tout simplement m'occuper de ma propre vie que je délaisse complètement, trop d'ailleurs.

Un extrait d'un courriel que j'envoie à un camarade qui vient d'avoir un accident :

"Garde le moral, le mouvement ouvrier est un putain panier de crabes, mais bon, il arrivera bien un moment ou tout ce beau monde se rassemblera, les intéressés en seront les premiers surpris, tu verras.

Je ne sais pas comment va se dérouler le 29, je crois que cela va être très très chaud, je ne suis pas sur place pour mesurer la température, Sarkonapoléon a intérêt à se tenir à carreau et les flics aussi, car à la moindre bavure et c'est l'explosion, le PS s'y prépare... on ne sait jamais.

Plus le pouvoir est coupé des masses, plus son discours devient inaudible, moins les masses l'écoutent et plus elles n'en font qu'à leur tête, la situation se nourrit de la crise du capitalisme, c'est excellent, restons optimiste, on n'a pas le choix."

Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* ils pleurnichent encore sur les effets de cette crise qui semblent les déranger autant que le pouvoir en place. Ils critiquent à juste titre le plan de relance du PS, mais uniquement son versant destiné aux entreprises, sans parler du reste, donc je vais remédier à cette lacune.

Je reprends une dépêche de Reuters.

Il comprend "*le versement d'un chèque de 500 euros dès mars 2009 et une nouvelle fois en 2010*" à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux.

Il préconise également l'annulation de la loi Travail emploi pouvoir d'achat (Tepa), dit "paquet fiscal", votée à l'été 2007.

Interrogé sur Europe 1, l'ancien ministre de l'Economie socialiste Michel Sapin a déclaré que le paquet fiscal avait "*délabré les finances publiques*" en dépensant "*en vain*" 15 milliards d'euros. "*Je propose qu'on les récupère*", a-t-il dit.

L'ancien ministre de l'Economie a confirmé que le plan prévoyait une hausse "*modérée mais nécessaire*" du smic, de l'ordre de 3%.

"*Le coeur du débat que nous avons avec la droite, c'est : faut-il relancer la consommation, aider les Français à consommer plus ? La droite dit non parce que s'ils consomment plus, on va importer plus. Nous, nous disons 'oui' parce que le coeur de la crise d'aujourd'hui, c'est la crise du pouvoir d'achat.*"

Dans l'article signé Roger Sandri à la page 15 d'*Informations ouvrières* (n°30) ont peut lire ceci :

"*Dans ce conteste de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage.*". Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire pour empêcher que la machine capitaliste ne s'enraie et que les travailleurs descendent par millions dans la rue, n'est-ce pas ?

En tant que fils de menuisier en bâtiment, je suis sûr que si je demandais à ma mère encore en vie ce qu'elle entend par "*consommation populaire*" ou même par "*pouvoir d'achat*", elle me répondrait qu'elle ne comprend pas de quoi je lui cause, qu'elle ne se sent pas concernée. Normal, on a toujours eu seulement tout juste de quoi survivre à la maison, par exemple en guise de viande on avait le droit chacun à quatre tranches de cervelas ou une sardine (en boîte), le bouillon du pot au feu ou le lait froid en été était additionné de pain dur pour la rendre plus consistante à moindre frais et assouvir notre faim, on n'a jamais connu d'autres situations, alors le terme même de "*consommation*" lui semblerait à raison déplacé, à moins que pour Sandri le simple fait de survivre doivent s'assimiler à la notion de "*consommation populaire*". Décidément monsieur Sandri, nous n'avons jamais vécu dans le même monde. Il s'agit là d'un extrait du brouillon de la lecture critique de ce numéro d'IO que j'ai préparé ce matin.

Tout faire pour interdire à la classe ouvrière de se saisir de la crise actuelle du capitalisme pour se dresser contre la Ve République, ils sont tous sur la même ligne. Vous en doutez, vous pensez que j'exagère, que je ne suis qu'un horrible provocateur qui n'arrête pas de critiquer à tort vos chers chers dirigeants et leurs politiques. Je vous propose un autre petit extrait commenté qui n'est pas sans rapport avec l'extrait précédent et précisera utilement où voulait en venir Sandri. Il s'adresse aux militants du POI qui sont encore capables de réfléchir.

A la page 4, Schivardi a dit tout haut ce qui permet de comprendre la politique et la nature du POI : *"Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution. »*" Voilà l'objectif de la campagne engagée par le POI contre les licenciements et les renationalisations : faire en sorte d'éviter que la crise du capitalisme ne se transforme en crise révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, je ne fais que traduire ce qu'ils disent et font, pas davantage, je n'ai même pas besoin de caractériser cette politique contre-révolutionnaire pour que les militants le comprennent d'eux-mêmes.

Une dernière chose sans doute plus importante.

Hier soir au journal télévisé sur TV5 Monde Asie, un journaliste qui rendait compte de la dernière séance de la bourse de New York a relayé une info intéressante, comme quoi les créances pourries des grandes banques américaines qui ne sont pas encore arrivées à la surface avaient été estimées au bas mot à, tenez-vous bien, 3.600 milliards de dollars, il n'y a pas d'erreur, 3.600 milliards de dollars.

On s'en doutait, cela permet de comprendre pourquoi tous leurs plans de relance ne redonnent pas confiance aux investisseurs, ils savent pertinemment que le pire reste encore à venir, et cette somme n'est qu'une estimation, si on la compare avec les sommes pharaoniques avancés concernant les produits dérivés, on serait encore très loin du compte.

Vous ne trouvez pas cela un peu curieux que personne (à ma connaissance) ne se penche sérieusement sur cette question qui est finalement la clé de la situation, qui permet de la comprendre et d'envisager dans quelle direction elle va évoluer ?

Je corrige une faute dans un texte que j'ai mis en ligne avant-hier, il fallait lire La Palice et non Lapalisse le chef-lieu du canton de l'Allier, mais je ne suis pas un spécialiste en vérités naïves comme pouvaient en commettre le maréchal de France et seigneur Jacques II de Chabannes, seigneur de La Palice ! Et si je ne me trompe pas, dans *Informations ouvrières* ils ont

commis aussi une erreur en l'écrivant en un seul mot, ce qu'on supportera très bien pour ne pas être accusé d'intolérance, je plaisante, ainsi s'achève ma journée de boulot... dans la bonne humeur !

Le 23 janvier 2009

J'ai téléchargé la totalité des fichiers de l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky. Comme cet ouvrage se présente sur Internet sous la forme de chapitre peu volumineux, cela m'a donné l'idée de mettre en ligne un chapitre par semaine ou tous les 10 jours en le commentant si j'en trouve le temps bien sûr. Mon idée est de faire ressortir les enseignements que l'on peut en tirer encore aujourd'hui. Je commencerai leur parution demain.

J'en ai profité pour remplacer la version Word du *Programme de transition* par la version pdf.

La page d'accueil du site est de nouveau trop lourde et plus longue à ouvrir, je l'allègerais dans la journée.

Je vais préparer un éditorial pour le 29. Contrairement à d'autres, il me faut souvent beaucoup de temps pour écrire un article, surtout l'éditorial s'il doit être court. Je ne fais pas partie de la génération des phrases courtes séparées par des points.

Ce matin en lisant la préface de la révolution de février 17 qui figure au début de l'*Histoire de la révolution russe*, je l'ai lu attentivement et je me suis arrêté plusieurs fois pour réfléchir au sens de certains passages avant de continuer ma lecture. Chaque phrase ne mérite pas la même attention, mais certaines constituent un condensé ou le produit le plus achevé de la réflexion de l'auteur, le meilleur qu'il puisse nous transmettre, le fruit de toute son expérience traduit en quelques mots seulement, qui nous révèle au passage, soit la méthode qu'il a utilisée, soit quel facteur il avait privilégié pour réaliser son analyse.

Pour comprendre ce qu'il a voulu nous dire, il faut essayer à tout prix de se mettre dans sa peau, on doit intégrer tous les paramètres qu'il a utilisés mais pour cela il faut commencer par les identifier, les recenser, s'en imprégner pour les conserver à l'esprit au cours de notre lecture/étude, sinon on risque de comprendre les choses de travers, pire, de lui faire dire ensuite ce qu'il n'a jamais dit ou voulu dire.

Je pense que c'est ainsi qu'on forme un esprit libre et critique, car à travers cette expérience, on augmente la panoplie des facteurs que l'on prend en compte dans notre analyse, ce qui nous permet d'accéder à une vision (plus) global de la situation. C'est le contraire que d'analyser la situation sous un angle unique.

Une fois que l'on maîtrise ces facteurs, il est ensuite facile de procéder par abstraction pour étudier tel ou tel aspect particulier de la situation sans le confondre avec la situation générale, sans tomber dans le piège qui consiste à caractériser la situation à partir d'un seul élément, mais à partir des rapports qu'ils entretiennent pour essayer de déterminer quel élément de la situation l'emporte sur les autres et dans quelle direction elle peut évoluer sous certaines conditions.

Pour ma part, que je tombe sur un texte qui traite d'astrophysique ou d'anthropologie par exemple ou encore de politique, je procède toujours ainsi depuis près de 30 ans, j'essaie de m'imbiber de la substance de l'ouvrage que j'ai sous les yeux, pas pour l'apprendre par coeur parce que j'ai une petite tête, mais pour en retenir le meilleur, afin par la suite de pouvoir aborder n'importe quel domaine de connaissance sans me perdre. On part de zéro, on lit et on étudie, on se forge une méthode, on progresse plus ou moins lentement, cela dépend des facultés de chaque individu, mais au moins on va de l'avant, toujours de l'avant, car il y a toujours des champ de connaissance qui nous échappe, ainsi nous sommes des éternels élèves de la vie.

Je ne sais plus qui avait demandé un jour à Trotsky comment s'était formé Lénine, il avait répondu spontanément : mais la vie mon cher, rien que la vie, c'est la meilleure école qui soit, Vladimir Illitch c'est formé tout seul... Il y en a qui prennent exemple sur une personne qu'ils connaissent, un contemporain, un acteur de cinéma, un sportif, un homme politique plus rarement, etc., chacun est libre de prendre comme modèle ou support qui il veut, personnellement, mes modèles figurent parmi les hommes les plus talentueux, les plus géniaux dans leur domaine, que ce soit en politique ou en musique par exemple.

Le trait de génie se reconnaît aux valeurs universelles qui ont inspiré leur oeuvre et qui sont reconnues comme telles, et si par exemple les économistes bourgeois se voient contraints de faire référence à Marx, c'est parce qu'il n'a jamais été égalé jusqu'à présent (Je précise que Marx qui avait plusieurs cordes à son arc se définissait à l'occasion comme un économiste.). On pourrait citer Darwin, Freud, Beethoven, Rembrandt, Léonard de Vinci, Hegel, Rostropovich, Horowitz (le pianiste), et tant d'autres qui chacun dans leur domaine ont flirté avec les étoiles...

Souvent je me dis que nos querelles politiques sont d'un genre bien misérable à côté, et qu'il y en a qui excellent particulèrement pour nous rendre la vie impossible, alors qu'ils possèdent bien d'autres talents. C'est ce qui me lasse le plus. Les vérités qu'ils assènent d'un air entendu sont confondantes et ressemblent davantage à des plats préparés avariés qu'à la production créatrice sortie d'esprits libres en mouvement, d'ailleurs ils sont les seuls à pouvoir les digérer sans être pris de nausée. Quel gâchis !

J'arrête là mon bavardage, j'ai du boulot. Salut.

Le 27 janvier 2009

Je me suis levé aux premières lueurs du jour pour voir si le site fonctionnait ou pas, et bonne surprise il fonctionne. Vous avez l'explication plus loin. Heureusement que j'avais continué de travailler comme si de rien n'était les trois derniers jours pour ne pas être débordé au moment ou le site fonctionnerait à nouveau. J'ai réparé le lien vers les dépêches "social et politique" archivées des derniers jours.

Si vous avez des infos ou des documents dans la foulée du 29 n'hésitez pas à me les envoyer, je les mettrai en ligne le plus rapidement possible. En raison du décalage horaire, vos infos envoyés après 17 heures ne seront en ligne que le lendemain matin en France sur les coups de 3 ou 4 heures, en cas de situation exceptionnelle quelques heures plus tôt car je me lèverais à l'aube. Je vous dis cela car on ne sait jamais et il ne faut pas compter sur les autres sites Internet pour vous tenir informer rapidement ou informer tout court pour ceux qui ont en mémoire le mouvement du CPE que j'ai couvert heure par heure pratiquement.

Je n'ai pas commenté toutes les dépêches par manque de temps et j'ai dû laisser pas mal de fautes, car j'ai à peine relu ce que j'ai écrit

La causerie du 25.

Encore un problème avec le serveur qui héberge le site, il aurait été attaqué par un virus ... J'ai appris par le patron de la boîte qui s'occupe du site, qu'en fait le serveur se situait... aux Etats-Unis ! Je comprends mieux certaines choses. Pour remédier à la coupure du site, je vais reprendre contact avec le camarade qui m'avait proposé d'enregistrer le site en France, sauf qu'au lieu de faire héberger le site par un autre serveur, je vais en profiter pour créer un nouveau site qui sera amené à remplacer le site actuel, je réfléchis à cette question.

Je pourrais créer un site qui préfigurerait ce que serait un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), il en prendrait le nom même si le parti n'existe pas, ce qui ne voudrait pas dire que je serais ou que nous serions ce parti à une poignée, cette initiative s'inscrirait dans la perspective de sa construction, il aiderait à en définir les bases théoriques et programmatiques. Il serait possible de basculer la plupart des documents qui figurent dans le site actuel dans le nouveau, le site actuel n'existant plus qu'en cas de panne ou de censure.

Autre chose. J'ai créé une rubrique *Chronique du jour* que j'essaierais d'alimenter quotidiennement. En principe nous devrions être plusieurs à travailler pour le site, on devrait se partager le boulot, mais comme, soit les militants n'en ont pas la capacité, soit ils ne sont pas convaincus de la nécessité d'avoir un site le plus complet possible actualisé très régulièrement, c'est impossible, c'est encore une fois n'avoir rien compris à la situation. Effectivement, on peut admettre que certains sites se soient donnés les moyens de se faire connaître et de bénéficier de centaines de milliers de visites, mais nous on devrait se contenter de quelques dizaines de milliers par an. Pour bien faire on devrait avoir un site qui propose des articles sur tous les aspects du capitalisme et sa propagande.

Quand on dit qu'on passe souvent à côté des choses élémentaires, on en a encore ici l'exemple. En Belgique, c'est par Internet que s'est organisée la résistance contre la division du pays qui a permis de réunir des centaines de milliers de signature sur une pétition et qui a débouché sur plusieurs manifestations. Il y a un chanteur qui a réussi à récolter des dizaines de milliers d'euros pour sortir son premier disque, uniquement grâce à l'argent qu'il avait récolté sur Internet. On pourrait multiplier les exemple. Mon idée n'est évidemment pas de récolter du fric, mais de faire connaître nos positions et notre combat au plus grand nombre... Cela nécessiterait une présentation différente de nos idées, j'en ai parfaitement conscience, sans pour autant bouger d'un millimètre sur les principes, il était inutile de le préciser.

Prenez les médias. On devrait leur consacrer une rubrique spéciale qui serait alimenter de façon hebdomadaire. Personne aujourd'hui ne décrypte le contenu de leurs messages, ne décrit leur méthode, les moyens qu'ils utilisent pour tromper les masses. Les masses le savent, certes, mais elles ne se doutent pas de l'ampleur et de la profondeur de leur entreprise d'intoxication et de désinformation. C'est donc à partir d'exemples concrets pris dans la presse écrite, les programmes de télévision, etc., qu'il faut leur montrer comment ils s'y prennent pour soutenir le régime. Aider les masses à rompre avec le capitalisme, les aider à couper les liens avec les représentants des institutions, n'est-ce pas l'objectif de notre travail quotidien de militant, n'est-ce pas le meilleur moyen de combattre l'emprise des médias sur les masses ? Un ou deux camarades devraient se charger de ce boulot.

Je vais vous donner un exemple très simple, pas besoin d'écrire 30 lignes dessus. Sur TV5 Monde Asie, lors de la diffusion d'un documentaire réalisé en Birmanie, j'ai entendu la journaliste présenter ainsi une employée d'une petite entreprise : "*elle*

est indienne d'origine hindou". Il y a là un problème : comment peut-elle être hindou avant d'être indienne, depuis quand l'appartenance à une religion précèderait-elle notre naissance ? Elle était Indienne de par ses parents ou son lieu de naissance, ensuite seulement elle pouvait endosser ou non une religion, on naît forcément quelque part, mais on n'a pas besoin de la religion pour venir au monde, simle constat. De plus nos idées ou croyances n'appartiennent à personne d'autre. Voilà jusqu'où va se fourrer le diable ! La lutte contre l'obscurantisme fait évidemment partie de la lutte contre l'asservissement au capitalisme.

Pour terminer sur la question du site, mon idée était de tenir compte avant tout de la réalité. Je ne pourrais jamais mener à bien seul le projet que j'ai en tête. Mon idée était de disposer d'un site d'informations, d'analyses et de pédagogie basée sur le marxisme, de combat politique, l'ensemble devant constituer un outil pour aider à faire progresser la conscience des masses et pour constuire le parti. Un site qui ne s'adresse plus qu'aux seuls militants, mais à l'ensemble des exploités, donc un site qui comporte des articles accessibles aux masses, écrits très simplement et employant le moins possible la terminologie politique réservée aux militants aguerris, et à côté, des articles plus théoriques réservés aux militants.

Aucun parti n'est actuellement disposé selon ce schéma, soit ils prennent les travailleurs pour des abrutis, soit ils ne s'adressent qu'à une élite. Aucun n'explique sa politique aux travailleurs, tous assènent des vérités qui sont les leurs et dont apparemment tout le monde ou presque se fout éperdument depuis 60 ans. Mon objectif est d'inverser cette tendance qui n'a jamais mené à rien.

Je ne conçois pas le militantisme dans l'objectif de remplir les caisses d'un parti et permettre à son appareil de fonctionner, ni même de vendre son journal quand il est aussi mauvais que ceux que nous connaissons, mais uniquement pour aider la conscience des masses à progresser et construire le parti dans tous les couches exploitées. Quand on nous sert de soi-disant tribunes libres ou courriers des lecteurs qui finalement reprennent la ligne politique du journal, on se dit spontanément qu'ils nous prennent pour des cons, que voulez-vous qu'on se dise d'autres ?

C'est comme lorsqu'on nous vante un comité soi-disant ouvrier et à l'examen de sa composition, en dehors de fonctionnaires, d'intellectuels ou de syndicalistes de grandes entreprises (l'aristocratie ouvrière), on se rend compte qu'il ne comporte pas un seul ouvrier ou employé du secteur privé alors qu'ils constituent l'immense majorité des travailleurs, et qu'à chaque fois on nous sert le même scénario, on se dit trop, c'est trop, ces gens-là ne construisent pas un parti ouvrier mais autre chose. Les principes, le programme, le type de parti et sa composition, ses méthodes de fonctionnement et ses statuts, la forme et le contenu de son journal et de son site Internet, sa ligne politique et son intervention dans la lutte des classes, sa tactique et sa stratégie, tout se tient et n'a qu'une seule et même orientation, qu'une seule et même nature de classe.

Autre chose.

Le lien vers le document *Ce sont les peuples qui font l'histoire* (Démocratie révolutionnaire - LCR) (23.01)a été réparé avec mes excuses.

Je n'ai pas eu le temps de me consacrer aux trois sujets dont je vous ai entretenus récemment compte tenu de l'actualité sociale et je ne sais pas si j'aurais davantage de temps d'ici le 29 et les jours suivants.

J'ai constaté que le POI avait modifié la présentation et le contenu de son site Internet. Il est encore en voie de construction apparemment. Une seule remarque, il se devait inévitablement dans la forme de ressembler à tout ce qui existe, l'esprit inventif n'est décidément pas leur fort, or il est nécessaire aujourd'hui en politique. On pourrait en dire de même de leur journal.

Pour les militants que cela intéresse, j'ai reçu un courriel du CERMTRI annonçant une Conférence-débat sur Pierre Naville qui aura lieu dans son local à Paris, le samedi 7 février 2009 à 14 h 30.

J'ai passé la fin de journée d'hier à lire et comme je n'ai pas le temps de bavarder, pour terminer cette causerie je vous propose un petit extrait des Oeuvres de Trotsky d'avril 1939 :

"*Ce qui distingue Marx, c'est l'universalité de son génie, son aptitude à comprendre les phénomènes et les processus appartenant à des domaines différents et les connexions qui leur sont inhérentes. Sans être un spécialiste des sciences naturelles, il fut un des premiers à apprécier la signification des grandes découvertes dans ce domaine : du darwinisme, par exemple. Ce qui lui assurait une telle prééminence, ce n'était pas tant la puissance de son esprit que celle de sa méthode.*

La méthode, encore la méthode, toujours la méthode, l'essentiel quoi !

Croire qu'on la maîtrise parfaitement, c'est se leurrer soi-même et tromper les autres.

Le 28 janvier 2009

Complément - 2

L'inquiétude monte au fil des heures dans le camp de la réaction. Dans le *Monde*, des élus UMP expriment leur crainte d'une conjonction explosive des mécontentements :"*Je sens une violence en train de naître*", dit Philippe Cochet, député du Rhône. (Reuters 28.01)

La violence de l'Etat contre la population laborieuse s'exprime à travers la montée en flèche des inégalités et de l'injustice, du chômage, la généralisation de la précarité à laquelle la jeunesse serait vouée, l'existence de plus de 8 millions de travailleurs pauvres.

Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays, ils sont illégitimes, il apparaît de plus en plus clairement chaque jour qui passe qu'ils sont littéralement détestés par l'immense majorité de la population, alors le seul fait qu'ils demeurent au pouvoir constitue une violence insupportable, ils doivent partir ou nous les chasserons !

A la violence du capitalisme contre les travailleurs et les peuples dont il a toujours été impossible de justifier l'existence, ne peut répondre que le combat salutaire pour l'abolir, pour le socialisme.

Ces rats osent parler de la violence, lors de la réunion de la Banque mondiale qui s'est tenue hier à Madrid, les mêmes ont évoqué le milliard d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent de la faim ce 28 janvier 2009, pendant qu'une poignée d'aristocrates de la finance et de capitalistes baignent dans les millions ou les milliards de dollars. Serait-ce par hasard une violence injustifiée que de vouloir éradiquer cette vermine de la surface de la terre, de nous débarrasser définitivement de cette pourriture immonde ? (entendu aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir)

La violence, c'est l'Etat, c'est donc l'Etat qu'il faut abattre de fond en comble comme l'expliquait Marx et Engels.

Seule une révolution prolétarienne et socialiste en viendra à bout.

Damnés de la terre, debout, debout, faisons table rase du passé... prenons notre destin en mains avant qu'il nous engloutisse ! Nous sommes rien, demain nous serons tout... et eux plus rien du tout !

Complément - 1

Pour la présidente du Medef, L. Parisot sur France Inter : le capitalisme : il faut faire avec ! "*Je ne comprends pas l'esprit de la manifestation de demain. C'est comme si quand on traverse une tempête et quand on est marin, on se met à crier contre la tempête au lieu de bien tenir la barre*" (AP 28.01)

Non madame la représentante du capitalisme : le temps est largement venu de faire sans, que cela vous plaise ou non ! Du reste, on n'a pas du tout envie de tenir "*la barre*" du capitalisme qui conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, pour qui nous prenez-vous, nous ne serons pas les artisans de notre propre malheur, les complices de la tragédie humaine dont vous êtes l'une des plus cyniques responsables, vaut mieux que la "*tempête*" vous emporte vous et les vôtres, notre salut en dépend !

Quant à Fillon, il a déclaré mardi soir sur France 2 : "*Le rôle d'un gouvernement, c'est pas de faire des gestes, surtout dans une situation comme celle-là.*" (AFP 28.01). Pour ce qui nous concerne, demain un seul geste : tous en grève et dans la rue contre le gouvernement et les institutions de la Ve République qui nous pourrissent littéralement l'existence !

Le mot de ce matin.

Un mot très vite ce matin, le reste a été écrit hier après-midi. Je me suis quand même décidé à écrire un éditorial, la lecture du dernier paragraphe vous suffira (peut-être ?) à comprendre pourquoi je ne l'ai pas rédigé plutôt.

Et puis vous avez été tellement nombreux à vous manifester (quatre mails) pendant les trois jours où le site fut indisponible, que je pense franchement que vous n'en avez rien à foutre finalement et que nous n'avons pas grand chose en commun, en tout cas certainement pas ce que je considère être l'essentiel, sur ce, salut !

Je vous communique une adresse Internet que vous avez peut-être déjà sur le 29 janvier : http://www.29janvier2009.fr/.

J'ai lu les analyses de quelques économistes qui sont tous d'accord sur une chose : en principe la mise en circulation d'une gigantesque somme d'argent sur le marché devrait conduire automatiquement à l'hyper inflation, à une hausse considérable des prix. Or, on constate plutôt que les prix tendent toujours à baisser, par exemple, Air France a annoncé dernièrement une baisse des prix de ses billets d'avion, en un trimestre le cours mondial du maïs a chuté de plus de 30%, celui de l'aluminium a été divisé par 2 en un an si j'ai bonne mémoire, le cours du pétrole reste en dessous des 50 dollars le baril, etc. Il faut peut-

être attendre quelques mois avant que les milliers de milliards de dollars ou d'euros généreusement versés par les banques centrales aux institutions financières et aux entreprises produisent leus premiers effets. Si tel n'était pas le cas, il faudrait se poser une question : mais où est donc passé cette colossale somme d'argent si elle n'a aucune répercussion sur l'économie et les prix ? Cet argent a très pu servir uniquement à colmater les brèches du système pour éviter seulement qu'il n'éclate, à couvrir des créances pourries, à servir de caution sous forme de dépôts, à soulager l'endettement massif de certaines entreprises pour leur éviter la faillite. Cet argent ne se retrouverait pas dans le circuit de la monnaie à proprement parlé, il n'aurait aucune influence sur le marché des marchandises, il servirait à couvrir des opérations financières réalisées à découvert, comme si le vent qui figurait hier sur une ligne d'un livre comptable avait été comblé par une pluie de dollars. (A suivre)

Je m'étais demandé s'il leur serait possible de recourir à l'infini à la planche à billets sans y croire vraiment, mais à défaut de certitude et de réponse satisfaisante, il fallait bien se poser cette question, car selon la question qu'on y apporterait le socialisme conserverait ou non sa raison d'être, il s'agissait donc d'une question capitale. Si la théorie de la valeur est relativement facile à comprendre, celle de la monnaie est plus coriace et j'avoue avoir encore des lacunes en la matière. Voici ce que je crois avoir compris. Prenons le dollar comme référence pour notre démonstration.

Un dollar vaut une certaine quantité d'or. La non cenvertibilité du dollar en or à partir de 1974 ne signifiait évidemment pas qu'il n'était plus possible d'acheter de l'or avec des dollars, ce que je n'avais pas saisi au départ, il semble que ce soit uniquement les bons du trésor américain que les banques centrales étrangères ont acquis qui ne sont plus convertibles automatiquement en dollar, de la même manière que l'on peut échanger n'importe quel monnaie contre de l'or, sauf peut-être si cette somme est gigantesque.

Si l'émission de monnaie et la masse de monnaie en circulation n'a pas d'influence directe sur la valeur des marchandises, elle en a sur la valeur de la monnaie, valeur qu'elle ne renferme pas en propre, mais qui correspond à son équivalent en or qui lui a évidemment une certaine valeur. Théoriquement la valeur de la totalité de la monnaie en circulation correspond à la valeur totale des marchandises produites, dont l'or.

Si la valeur totale de la monnaie émise ou en circulation dépasse la valeur totale des marchandises produites, ce n'est pas la valeur des marchandises qui diminue mais celle contenue dans la monnaie, je vais dire n'importe quoi, notre dollar qui était équivalent à une once d'or, n'en renfermera plus que les trois quart, et si la même tendance se poursuivait, il en renfermerait toujours moins, mais il renfermerait toujours ne serait-ce qu'un centième ou un millième d'once d'or.

Ceci pour arriver à la conclusion que la monnaie est toujours dépendante de l'étalon or qui lui-même doit renfermer de la valeur pour être échangeable, une valeur commune à toutes les marchandises produites, la force de travail nécessaire à son extraction, etc. Aussi abstrait que cela puisse paraître, un billet de banque renferme une quote part de force de travail, parce que pour avoir de la valeur et être échangeable contre une marchandise, il doit posséder une qualité commune à toutes les marchandises, et cette qualité c'est la force de travail. Pour bien faire, il faudrait préciser que la monnaie papier renferme temporairement de la valeur ou qu'elle est amenée à changer de main perpétuellement. Par exemple un billet de 100 euros renferme le prix de la table que j'ai vue hier en magasin, si je l'échange contre cette table il va changer de main, celui qui le possède maintenant va l'échanger à son tour contre autre chose et ainsi de suite, en dehors de la fluctuation du cours de la monnaie, mon billet de 100 euros aura bien toujours la même valeur quel que soit son itinétaire ou celui qui le possède. Si maintenant je m'assoie dessus pendant quelques décennies, je risque de m'apercevoir un jour qu'il ne vaut plus grand chose. (A suivre)

La planche à billets ne produit pas que du papier imprimé, elle produit de la monnaie papier qui doit avoir son équivalent sous forme de capital quelque part, présent ou à venir. Si la monnaie n'est pas seulement un moyen de paiement, elle ne crée pas de valeur. Je me demande si le problème auquel ils sont confrontés aujourd'hui ne proviendrait pas du fait qu'ils ont spéculé sur des valeurs qui n'existent pas, qui ne correspondent à aucun capital existant, dans des proportions tellement colossales, qu'à défaut de le reconnaître et de les passer en perte, ils ne cherchent à faire durer le plaisir pour diminuer le montant de ces pertes en les tirant sur les profits à venir à court terme.

Le 30 janvier 2009

L'analyse de la journée de mobilisation d'hier et de la situation le lendemain sont facile à faire, j'y viendrai plus tard. Je ne connais pas suffisamment bien la situation sur place, il me semble que rien ne presse, sauf pour ceux qui se font des illusions.

Les dirigeants des organisations et des partis sans exception ont réussi à faire en sorte que cette mobilisation ne prenne pas un caractère politique, remercions-les au passage de la part de Sarkozy. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite qu'on leur tire dessus à boulets rouges et qu'on les caractérise comme il se doit.

Il y a deux façons de cultiver l'ignorance des masses. La première consiste à l'entretenir pour qu'elle se perpétue le plus longtemps possible, et la seconde qui consiste à la cultiver pour qu'elle finisse par se transformer en son contraire. Les dirigeants ont manifestement choisi la première méthode, simple constat. Demandez-vous pourquoi et à qui profite le crime. Je ne m'étendrai pas ici sur ce sujet, je risquerais de devenir violent et vulgaire.

A propos du site.

J'ai décidé de ne plus mettre de textes en ligne dans la page d'accueil, les nouveaux articles figureront désormais directement dans les dossiers qui leur sont réservés, cela m'évitera beaucoup de manipulations et me fera gagner du temps pour faire autre chose de plus productif. Il vous suffira d'un clic supplémentaire pour y accéder que compensera l'ouverture plus rapide de la page d'accueil devenue beaucoup moins volumineuse. La division du travail, quoi ! Vous pouvez aussi vous connecter directement à ces dossiers sans passer par la page d'accueil si vous avez enregistré leurs adresses.

Si maintenant je m'apercevais que les dépêches de presse (commentées ou non) ne vous intéressaient pas ou peu, je supprimerais tous ces fichiers.

Le site sera actualisé dans la journée.

Le 31 janvier 2009

Sur le droit de grève.

J'ai regardé avant-hier en différé sur TV5 Monde Asie l'émission *Mots croisés* diffusée le 26 janvier. En fait, je n'ai regardé qu'une partie, ensuite j'ai coupé, j'avais déjà lu tout ce qui se disait dans des dépêches de presse.

Ce qui m'a intéressé, c'est l'échange fort instructif sur les droits des grévistes et des non grévistes. Je me suis dit, tiens, c'est le moment de fournir des arguments aux jeunes camarades pour les aider à affronter ce genre de discussion.

Comment peut-on concevoir d'en arriver à une discussion entre des représentants du capital et des syndicalistes (de Sud-Rail en l'occurrence) sur un tel sujet ?

Remettons les choses à leur place.

1- le droit de grève l'emporte sur tous les autres, notamment le droit au travail ;

2- la conscience de classe l'emporte sur l'absence de conscience de classe ;

3- le droit de grève, qu'est-ce que c'est ? Pour répondre à cette question il faut revenir sur la définition de la grève. Précisons que c'est un acquis politique de la lutte de classe du prolétariat.

4- La grève a pour effet de remettre en cause le fonctionnement du capitalisme, la production s'arrête, le capitaliste ne peut plus réaliser son profit.

5- Remettre en cause le droit de grève revient à nous interdire de remettre en cause l'existence du capitalisme. Or c'est justement ce sur quoi fut fondé le mouvement ouvrier dès la fin du XIXe siècle, et l'objectif de son combat qui est de le liquider. C'est donc une tentative de museler la classe ouvrière qui devrait être taillable et corvéable à merci, livrée sans défense ni droit face aux patrons. La remise en cause du droit de grève va de paire avec l'instauration du corporatisme.

6- Finalement, remettre en cause le droit de grève revient à imposer le capitalisme comme modèle économique pour l'éternité, à interdire d'envisager l'organisation économique de la société sur la base de rapports sociaux différents de ceux qui existent aujourd'hui, la propriété privée des moyens de production.

Un syndicaliste ou un militant politique qui se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat ne devrait pas se retrouver mêlé à une discussion portant sur les conséquences de la grève, il devrait préciser d'emblée qu'il ne se situe pas sur le même plan que ses interlocuteurs qui défendent les intérêts du capital et que par conséquences il refuse toute discussion avec eux sur cette question précise puisqu'il n'a pas l'intention de les convaincre de quoi que ce soit étant donné qu'ils défendent des intérêts opposés et inconciliables.

Un syndicaliste ou un militant politique qui aurait rompu avec le capital et la bourgeoisie ne se retrouverait pas embringué dans ce genre de discussion.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries février 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2009

Ils bandent leurs forces au maximum pour soutenir Sarkozy et le régime.

Les travailleurs ne peuvent pas se satisfaire de demi-réponses à leurs questions et ils ont parfaitement raison. Remettre en cause la situation actuelle parce qu'elle est insupportable, d'accord, mais pour quoi faire, pour la remplacer par quoi ? Si on est incapable de répondre à cette question, ils ne suivent pas, normal.

Ce qui semble incompris, c'est que les travailleurs ont parfaitement conscience qu'en remettant en cause un élément déterminant de la situation, elle pourrait s'effondrer et leur avenir pourrait être pire encore, à l'instar de ce qui se passe dans de nombreux pays dans le monde par exemple, ils ont horreur de l'inconnu ou de ne pas savoir dans quelle galère on veut les embarquer. Ils ont conscience de leur propre malheur, jusque là pas de problèmes si l'on peut dire. Ils ne savent pas comment s'en sortir, c'est un fait, et il faut le concours de circonstances exceptionnelles pour qu'ils descendent en masse dans la rue.

Contrairement à ce qu'on entend, ils ne demandent pas qu'on leur explique quelle situation ils vivent quotidiennement, ils sont mieux placés que n'importe qui pour le savoir, ils ne demandent pas non plus qu'on s'apitoie sur leur triste sort, ils ont horreur qu'on les prenne pour des mendiants, ils demandent seulement qu'on leur explique comment il serait possible d'en finir avec cette situation qui devient chaque jour de plus en plus insupportable.

Quelque part, ils sentent bien que face à une accumulation de problèmes de toutes sortes, il apparaît de plus en plus invraisemblable de pouvoir les résoudre un par un, surtout que chaque jour, semaine ou mois qui passe, ils sont confrontés à de nouvelles difficultés, ils parviendraient à résoudre un problème qu'il en resterait des dizaines d'autres à résoudre, ils n'en verraient jamais le bout et leur condition de vie continuerait à se dégarder pendant ce temps-là.

Je ne suis pas sur place, donc j'ai du mal à saisir l'évolution de leur état d'esprit et leur degré de maturation politique, mais ce qui est sûr, c'est que si la crise actuelle se prolongeait et s'aggravait, il arrivera un moment où ils vont se dire que seule une réponse politique (globale) pourra résoudre leurs problèmes, cette question va s'imposer à eux, dans le cas contraire cela voudrait dire qu'ils acceptent la formidable régression sociale mise en oeuvre par le gouvernement.

Maintenant, il est certain qu'ils n'attendront pas d'avoir résolu cette question pour déferler par millions dans les rues. C'est d'ailleurs ce qui inquiète Sarkozy. Reste à savoir si l'on veut aider la conscience politique des masses à mûrir en l'orientant dans la bonne direction, ce qui nécessite de leur proposer une issue politique à la crise du capitaliste qui répond à la question du pouvoir, ou si au contraire, on se contente de les appeler à s'organiser et se mobiliser pour obtenir la satisfaction de revendications qui ne concernent pas forcément toutes les couches du prolétariat.

On pourrait comparer la politique du POI et du NPA à un grand voyage à l'autre bout du monde qu'ils nous proposeraient de faire

avec eux. Ils auraient réglé les questions matérielles pour atteindre une étape, mais la suite du voyage demeurerait incertaine, elle devrait être improvisée une fois sur place sans que l'on sache à l'avance si on aura les moyens de le continuer et d'atteindre un jour notre objectif. Vous m'excuserez, mais je n'ai pas l'âme d'un aventurier et je ne me lancerai pas dans un tel périple sans savoir où il me conduira véritablement, je ne tiens pas à rester coincé dans un trou et à vivre un cauchemar pire que celui que je vivais au quotidien avant de me lancer dans ce voyage.

En parlant de voyage, lorsque j'ai quitté la France en août 1996, c'était mon deuxième départ, j'avais déjà passé deux ans à Pondichéry en 1991 et 1992. La première fois je m'étais complètement planté, je m'étais fié à mes lectures et aux dires de mon épouse. Je peux vous dire que j'ai pris soin de régler tous les problèmes que j'avais rencontrés la première fois avant de repartir, car je ne me voyais pas repartir une nouvelle fois de zéro, à chaque fois j'étais parti définitivement pour m'installer en Inde en le laissant rien derrière moi en France, je n'avais pas envisagé un instant qu'un échec serait possible.

Si j'ai quitté la France, c'est parce que j'étais complètement grillé dans mon métier sur la région parisienne, j'avais fait trop de boîtes pour espérer retrouver un boulot dans ma branche, il aurait fallu que je retourne 15 ans en arrière avec un salaire et des conditions de travail de merde. J'ai envisagé le départ en Inde parce que je n'avais plus le choix, j'étais acculé, le dos au mur, soit je brisais cette spirale de malheur qui se serait forcément mal terminée un jour, j'aurais fini à la choche, soit je changeais complètement de vie avec tous les risques que cela comportait. Mais je n'ai envisagé cette solution que lorsque j'étais absolument certain d'avoir évalué tous les risques que comportaient une telle aventure, tout du moins je le croyais, jamais je ne serais parti sans avoir réglé au préalable chaque détail, je savais pertinemment que je n'avais pas le droit à l'erreur, j'imaginais trop bien ce qui arriverait si je me plantais. Les masses en général ont exactement le même état d'esprit, elles réagissent dans la vie de la manière que je viens de décrire.

Quand je dis que je suis toujours un ouvrier, ce n'est pas pour me donner un genre, c'est parce que j'en ai conservé la mentalité, c'est gravé dans mon code génétique. Et puis, mon expérience n'a rien à voir avec celle d'un petit bourgeois ou d'un fils à papa qui a du fric et qui peut partir à l'aventure les yeux fermés, il sait qu'il retombera toujours sur ses pattes, alors que moi je paie comptant chaque connerie et il n'y aura personne pour me relever si je me casse la gueule, je sais parfaitement à quoi m'en tenir.

Pour la petite histoire, quand je suis retourné en France en octobre 1992, je ne savais pas que j'aurais de la chance et qu'un jeune technicien que j'avais formé était devenu entre temps directeur technique chez un revendeur Canon. En téléphonant par hasard à sa boîte, il m'a embauché immédiatement. Bon, c'était un coup de cul comme l'on dit, mais on ne peut pas généraliser cette expérience ; des millions de travailleurs ne vont pas se lancer à l'aveuglette derrière un parti en se disant : on aura peut-être un coup de cul avec celui-là, il faut être sérieux camarades.

Pour revenir à notre sujet, les manifestations du 29 ont été proportionnellement plus importantes en province qu'à Paris. On s'attardera pas ici à en chercher les raisons.

Hier soir, sur TV5 Monde Asie, lors de l'émission Kiosque à laquelle participent des journalistes de la presse du monde entier, l'un d'entre eux a dit que la manifestation du 29 en France n'était qu'un début et qu'elle serait suivi de manifestations plus importantes encore dans un avenir proche, tous ses confrères ont acquiessé tant la situation sociale en France leur paraît tendue et s'orienter vers un affrontement direct avec le pouvoir.

Ils ont ensuite expliqué à la suite de la journaliste grecque qui venait de rappeler la situation toujours aussi explosive en Grèce, elle a précisé que c'était parti de la jeunesse mais que désormais toutes les couches sociales de la société sont partie prenante du combat contre le gouvernement, et de citer les médecins, les avocats, les journalistes, les artistes, etc. L'animateur de l'émission a montré la première page de journaux parus le lendemain du 29 où l'on voyait des photos en grand de la manif parisienne. Ensuite, les journalistes de plusieurs pays ont expliqué qu'ils avaient largement couvert l'événement avant d'ajouter que l'Europe était devenu une poudrillère, qu'une explosion sociale comme en Grèce peut se produire du jour au lendemain dans n'importe quel pays aujourd'hui. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, je me suis dit, je dois rapporter cela aux camarades, c'est bon pour leur moral.

Le journaliste chinois a dit qu'il y avait tous les jours de grosses manifestations en Chine, mais qu'elle ne prenait jamais une telle ampleur, normal dans un pays aussi vaste dont la population vit sous une dictature, c'est forcément très difficile, voir impossible de coordonner l'action de la population, je devrais le remercier il apporte de l'eau à mon moulin.

En France, la question n'est pas trop celle de la grève générale, encore faudrait-il qu'elle débouche sur une organisation permanente du prolétariat dans des organismes politiques indépendants. Une grève générale qui ne serait pas orientée vers la liquidation du régime ne servirait à rien d'autre qu'à assurer sa survie, c'est la position que défendent de nombreux militants, inconsciemment, ce ne sera jamais la mienne. On en a marre de survivre, de passer notre temps à compter, compter et encore compter chaque jour qui passe, de nous priver, de priver nos enfants, d'être obligé de quémander des aides, on voudrait bien vivre un jour autrement, ne plus se lever le matin en se disant : et merde, encore une journée à tirer !

Sur ce, je souhaite une bonne semaine à tous.

Le 3 février 2009

Si vous rencontrez des problèmes d'affichage de certains caractères, vous devez changer d'encodage. Cliquez sur affichage dans la barre du menu en haut de l'écran et allez à encodage des caractères, sélectionnez Occidental ou Europe occidentale [Western European en anglais](Windows-1252).

A propos des dépêches de presse que je mets en ligne, je les sélectionne en fonction de l'intérêt qu'elles représentent pour comprendre la situation et son évolution. Par exemple, la dernière sur le Japon peut sembler inintéressante au premier abord si on se base uniquement sur le titre, par contre quand on se donne la peine de la lire, on apprend des choses sur la manière dont les travailleurs japonais sont traités et l'on comprend mieux pourquoi le Japon est la deuxième puissance économique dans le monde, on gagne un argument contre ceux qui présentent le Japon comme un modèle de développement, alors qu'il confine à l'esclavage en réalité.

Grève chez Lufthansa et dans les chemins de fer en Allemagne, manifestations en Grande-Bretagne contre le recours par les patrons à de la main d'oeuvre étrangères sous-payée sans doute au nom de la "concurrence libre et non fausée" dans l'UE, manifestation des agriculteurs en Grèce, 26 millions d'ouvriers jetés à la rue en Chine, la lutte des classes embrasent toute l'Europe jusqu'en Russie où les manifestations se succèdent aussi.

La suite demain. On discutera du NPA et du parti bolchevik sur lequel j'ai appris des choses que j'ignorais en partie car j'avais été induit en erreur, vous devinerez par qui. La chronique sera actualisée notamment avec les dernières déclarations de Fillon qui sont claires, nettes et précises, il n'est pas question de changer de "cap", mais les bureaucrates syndicaux continuent d'expliquer qu'ils attendent une "ouverture" de la part de Sarkozy, on ne se refait pas.

En fin de compte, j'amorce la discussion sur le parti.

Dans un forum du NPA, j'ai lu des interventions d'un militant (inorganisé ?) qui en gros reprend la même méthode que moi, essayant de faire la part des choses, de se réapproprier la méthode de Marx, etc. Je me suis dit que nous ne devons pas être des cas isolés et que de nombreux militants révolutionnaires souhaitaient la création d'un autre parti, un parti construit sur les bases du marxisme et non un parti hétéroclite construit autour d'un axe réformiste bourgeois. J'ai relevé des extraits d'interventions très instructives que je commenterai plus tard.

Ce que je retiens, c'est que ceux qui justifient la création d'un parti de masse bafouant les principes du marxisme-léninisme s'appuient sur des arguments qui démontrent qu'ils méconnaissent totalement l'histoire du parti bolchevik qu'ils rejettent comme modèle de parti.

J'ai aussi des lacunes en la matière et il m'est arrivé d'écrire involontairement une contrevérité, quand j'affirmais que le parti bolchevik n'avait pas de tendances ou qu'il y en avait peut-être sans pouvoir en fournir de preuves, un militant a affirmé qu'il y avait en vérité une dizaine de tendances dans le parti bolchevik, ce qui finalement n'a rien d'étonnant pour un parti qui comptait des dizaines de milliers de militants, puis plusieurs centaines de milliers à partir de la moitié de l'année 1917.

Je m'étais fié aussi aux principaux ouvrages de Lénine qui n'en faisaient pas état, ce dont je comprends mieux maintenant, aux ouvrages des dirigeants de l'OCI-PCI-PT, notamment celui de Pierre Broué sur le parti bolchevik et la biographie de Lénine de Jean-Jacques Marie qui les avaient soigneusement passé sous silence ce qui ne m'étonne pas, et quand je militais à l'OCI le mot tendance était totalement prohibé, j'étais donc porté à penser que le parti bolchevik n'avaient pas eu réellement de tendances.

Je n'ai pas lu tout Lénine ni tous les ouvrages parus sur le parti bolchevik, mais au moins, lorsque l'on consacre un ouvrage entier à ce parti ou à Lénine, la moindre des choses était d'y faire référence, car cet élément était particulièrement important pour comprendre comment ce parti s'était construit, aussi bien que la personnalité exceptionnelle de Lénine. En repensant à des lectures récentes, à ce que dira Trotsky de Lénine, notamment que sans sa capacité à faire preuve de fermeté ou de souplesse selon les circonstances, il n'aurait jamais pu diriger la fraction bolchevik pour en faire un véritable parti communiste de masse, je me dis que la biographie de Lénine reste à écrire.

J'accuse ceux qui ont eu accès aux documents du parti bolchevik de l'époque, qui en ont traduit un certain nombre, ceux qui savaient parfaitement comment fonctionnait ce parti, de l'avoir sciemment cacher aux militants, d'être des manipulateurs indignes du mouvement ouvrier. Quel objectif poursuivaient-il vraiment ? Telle est la question que les militants de leur parti devraient leur poser s'il n'est pas trop tard.

Ce qui me gêne le plus dans cette histoire, c'est qu'on ne peut se fier à personne, c'est terrible d'en arriver là, du coup on est sans cesse obligé de réajuster notre propre analyse sur des questions importantes, l'histoire du parti bolchevik en est une au plus haut point puisque c'est le seul parti qui a porté le prolétariat au pouvoir. Le parti bolchevik était certes composé de militants professionnels, mais à plusieurs reprises au cours de son histoire il a été bien plus que cela, dès les années qui ont suivi

la révolution de 1905 par exemple, des dizaines de milliers de travailleurs l'avaient rejoint, ils n'avaient pas le profil de militants professionnels et ils n'étaient pas tous destinés à le devenir loin de là, cela signifie que dès cette époque, on devrait dire la fraction bolchevik au lieu de parler du parti bolchevik, d'une certaine manière, l'orientation de Lénine n'était plus de construire uniquement un parti de militants professionnels, mais bien un parti communiste de masse. Je l'avais compris à demi-mot jusqu'à présent, dorénavant j'en ai la preuve, ce qui permet de balayer les théories révionnistes des Lambert, Mandel, Krivine, Laguiller et cie. qui ne reposaient que sur une histoire tronquée, dénaturée ou falsifiée du parti bolchevik. Ce sont eux qui ont fait du parti bolchevik une secte (repoussante), ce qui pouvait se concevoir dans l'immédiat après-guerre pour survivre politiquement (voir Trotsky), qui ont contribué à ternir l'image que les militants pouvaient avoir du parti de Lénine et à les en éloigner.

En repensant à mon expérience au sein de l'OCI à la fin des années 70, je me suis fait les réflexions suivantes. Combien y avait-il réellement de militants sur la ligne du marxisme-léninisme sur 5 à 6.000 militants ? Sur Clichy (92), nous étions une quarantaine de militants, sur ces 40, il n'y en avait peut-être trois ou quatre qui étaient sur cette ligne, sans tenir compte du dogmatisme qui prédominait chez eux et qui était étranger au léninisme. Je ne me compte pas dans le lot, bien que j'ai été responsable de cellule, puis de rayon et passagèrement du secteur. Je me rends compte maintenant qu'en dehors des phrases et des slogans apprises par coeur, nous étions de bien piètres trotskistes, des moulins à paroles. Nous croyions que nous avions atteint un niveau théorique suffisant en lisant simplement la littérature de notre organisation, alors qu'en réalité les enseignements du marxisme qu'elle contenait étaient falsifiés et ne servait qu'à justifier le cours politique impulsé par sa direction, il serait donc incorrecte de parler à propos de cette période de la formation des militants au marxisme, on devrait dire plutôt qu'un semblant de formation politique avait commencé lors du GER d'intégration (cooptation) et qu'elle n'avait jamais été plus loin, ce qui doit traduire assez bien la réalité puisque parallèlement il était totalement impossible de discuter du programme, des statuts ou du fonctionnement de l'organisation sans être mis à l'index ou viré.

A aucun moment il nous a été donné d'acquérir un esprit critique en dehors du dogme qui nous était imposé, mais nous ne nous en rendions pas compte évidemment, ceux qui s'en apercevaient plus ou moins consciemment foutaient le camp ou étaient exclus. Donc finalement, rien n'a été fait pour que ces milliers de militants évoluent et deviennent les cadres d'une organisation qui aurait pu ensuite évoluer à son tour vers un parti communiste de masse. Cela pouvait servir d'argument pratique pour justifier la décision de liquider le PCI, sans que les militants ne comprennent que c'était les dirigeants qui étaient les seuls responsables des conditions qu'ils avaient créées eux-mêmes pour justifier sa liquidation. On a bien essayé de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, on n'y est pas arrivé ou ce type de parti ne correspond pas à la situation, aux besoins de notre époque, etc. donc on passe à autre chose, au MPPT, puis au PT. Vous connaissez peut-être leur formule mille fois répétée depuis des lustre : le parti n'est pas encore le parti que nous devons construire, etc. En fait, si les milliers de militants de l'OCI-PCI avaient été formés sérieusement pour devenir des cadres d'un futur parti communiste de masse à l'instar de ce que deviendra le parti bolchevik au cours des révolutions russes de 1905 et de 1917, ce n'est qu'une hypothèse, rien ne dit qu'aujourd'hui on ne disposerait pas des bases solides pour construire ce parti, au lieu du POI qui n'est qu'une réplique de la SFIO et du NPA qui semble vouloir le copier préparant ainsi le prolétariat aux pires défaites. Pour devancer le paragraphe suivant, pendant ces longues décennies, l'heure n'était pas au combat pour renverser le régime mais bien à construire patiemment le cadre du parti communiste qui permettrait demain d'avancer vers un parti communiste de masse quand la crise mondiale du capitalisme éclaterait. C'était cela le marxisme-léninisme que ni les uns ni les autres ne mettront en oeuvre, croyant que la révolution pourrait surgir du jour au lendemain sans tenir compte que les conditions économiques (objectives) n'étaient pas prêtes. Bref, en passant à côté de l'essentiel, ils ne pouvaient que se fourvoyer et leurs militants avec.

Je tire à chaud un enseignement de l'histoire du parti bolchevik. En fait il a connu deux axes de combat distincts qui ne correspondent pas à des périodes séparées mais imbriquées, l'un centré uniquement sur la construction du parti, sur la formation de cadres du parti lorsque les conditions objectives n'étaient pas mûres, et l'autre centré sur le combat pour la prise du pouvoir lorsque l'heure avait sonnée, mais à aucun moment le parti bolchevik n'a fait du combat pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence du prolétariat russe un axe de combat ou son principal objectif, je mettrai en ligne un passage de Lénine qui le prouve. Je pense que cela devrait intéresser les militants dont les partis réclament un plan de relance ou d'urgence en faveur des travailleurs sans avancer la moindre perspective politique, donc sans se donner les moyens de construire un parti révolutionnaire, ce qui est somme toute normal vous me direz, puisque ce n'est pas leur objectif, là encore tout se tient, ajoutons, malheureusement pour la classe ouvrière.

Pour finir, il est exact d'affirmer que jamais nous nous sommes donnés les moyens de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, ceux qui prétendent le contraire sont des ignorants ou de vulgaires manipulateurs. Donc les critiques adressées à ce que certains appellent les "lambertistes" ou les "pablistes" concernent uniquement un certain type de parti, mais ne concernent en rien le parti de type bolchevik que ni les uns ni les autres n'ont jamais entrepris sérieusement de construire. Pourquoi ? On peut émettre plusieurs hypothèses. Que leurs dirigeants se sont rapidement transformés en bureaucrates, qu'ils n'ont jamais réellement compris la nature et le fonctionnement du parti de Lénine, qu'ils n'avaient pas les qualités requises pour se hisser au niveau de la compréhension théorique nécessaire pour entreprendre un tel ouvrage, l'une ou l'autre de ces hypothèses ou toutes à la fois ce qui serait le plus probable, je vous laisse y réfléchir librement.

Si demain nous entreprenions de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik, on ne constuirait pas une secte, un parti de militants professionnels, ceux qui ont pris à la lettre *Que Faire ?* de Lénine n'ont rien compris, ils ont oublié les précisions que Lénine apporta plus tard, un parti qui serait bâti sur les bases du marxiste, un parti marxiste révolutionnaire, un parti qui selon la situation objective axerait son combat sur la nécessité de sa construction ou sur la nécessité de renverser le régime, un parti dont

le programme comporterait les conclusions du *Manifeste communiste* de Marx, la disparition des classes et de l'Etat, un parti qui concevrait le combat pour la prise du pouvoir du prolétariat sur la base de sa mobilisation révolutionnaire conduisant au renversement du régime par la révolution prolétarienne, un parti qui refuserait tout compromis avec l'ennemi de classe, avec l'Etat et ses représentants, avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, un parti qui lutterait pour la défense de tous les droits et acquis sociaux de la classe ouvrière dans la perspective d'en finir avec les institutions et le capitalisme et non pour mieux supporter au quotidien les conséquences de la survie du capitalisme, un parti qui interviendrait dans la lutte des classes et dans les syndicats, qui participerait à tous les combats des exploités avec ses propres mots d'ordre, son propre programme et son propre drapeau (celui du communisme).

Un parti qui serait ouvert à tous les travailleurs et jeunes, à tous les militants, sous six conditions : 1- reconnaître la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ; 2- s'appuyer résolument sur la capacité du prolétariat à réaliser sa révolution pour en finir avec le régime ; 3- faire de la construction du parti sa priorité compte tenu de sa place déterminante au cours de la révolution et après la prise du pouvoir ; 4- participer à une cellule ou section de base du parti ; 5- participer aux activités et à la construction du parti en fonction de ses possibilités ; 6- participer au financement des activités du parti.

Dans ce parti le droit de tendance serait reconnu et appliqué scrupuleusement, et il fonctionnerait selon le principe du centralisme démocratique, sachant que selon la situation, le centralisme ou la démocratie primera. Dès qu'une question intéressant tous les militants serait posée par un militant, elle serait portée à la connaissance et à la discussion dans tout le parti, y compris des questions qui ne sont pas strictement à caractère politique, afin qu'il y soit apporté une ou des réponses satisfaisantes, un peu comme j'essaie de le faire dans ce site. L'objectif est de construire un parti de militants conscients et non de bénis oui-oui ou de perroquets.

L'adhésion au parti se ferait sur les points que je viens de brosser rapidement de tête, la priorité serait donnée à la compréhension de la nécessité d'en finir avec le capitalisme par la voie de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, ce qui implique que la direction concourt en permanence à élever le niveau de cette compréhension qui ne peut être que médiocre chez chaque nouvel adhérent, déformée chez les militants qui viennent d'autres formations politiques, à peine meilleure chez la plupart des cadres, et tout juste passable ou satisfaisante chez les dirigeants, l'objectif du parti étant de parvenir à faire de chaque militant, des militants dotés d'un esprit critique aiguisé, capables de penser par eux-mêmes sans recourir systématiquement aux marxistes du passé pour étayer leurs arguments, des travailleurs qui militent pour le socialisme sur la base d'une conviction sans cesse vérifiée, enrichie par l'expérience du combat politique dans toutes les couches exploitées de la société. La révolution est permanente, la formation des militants doit l'être aussi.

L'enrichissement théorique ne doit pas servir uniquement à combattre des idées que l'on ne partage pas, mais en priorité pour contruire le parti, pour s'améliorer soi-même sans cesse en tant que militant, mais aussi en tant qu'homme ou femme. On peut vouloir rejoindre ce parti pour différents motifs, celui qui l'emportera sur tous les autres sera la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions politiques de l'Etat.

Pour la plupart des militants, la nécessité d'en finir avec le capitalisme est devenu un dogme ou demeure une théorie obscure, sans se l'avouer évidemment, un sur cent ou sur mille sans doute est capable d'expliquer les fondements du capitalisme et ses contradictions qui constituent la base du socialisme scientifique et de traduire de quelle manière ils déterminent ou influencent concrètement l'organisation de la société. Vous en voulez une preuve, c'est simple, comparez les programmes des partis, les déclarations de leurs dirigeants et l'application quotidienne de leur programme, c'est stupéfiant. Si vous demeurez aveugle malgré cela, souvenez-vous de l'attitude de la SFIO à la veille de la Première guerre mondiale au regard de son programme dans lequel était inscrit qu'il luttait pour l'abolition du capitalisme.

On n'est pas contre le capitalisme parce que l'on est pour le socialisme, parce qu'on ne supporte pas les conséquences de sa survie à titre individuel, parce qu'on a un compte à régler avec la société ou je ne sais quoi ou qui, parce qu'on se fait une autre idée de la société et de la vie en général, parce que la société nous a joué un mauvais tour, parce qu'on trouve dégueulasse la chasse à la baleine, non, on milite pour la disparition des rapports sociaux d'exploitation capitalistes sur la base de la compréhension de ces rapports qui conduisent inéluctablement l'humanité à la barbarie.

On milite pour le socialisme sur la base de la prise de conscience que le capitalisme est un système, et que, comme tout système il comporte des lois de fonctionnements qui lui sont propres, des contradictions qui lui sont inhérentes, des limites qu'il ne peut pas dépasser. Ce système est incompatible avec le développement harmonieux de l'humanité et la paix, il ne cesse d'en faire la démonstration depuis un siècle, donc partons de ce constat simple, matériel, vérifié et vérifiable quotidiennement, tout le reste n'est que du baratin. Une fois solidement acquise cette connaissance, compréhension ou conscience appelez cela comme vous voudrez, on peut seulement envisager sérieusement de construire un parti qui ne soit pas une passoire comme ce fut toujours le cas jusqu'à présent.

Ceux qui comme moi ont cessé un jour le combat s'en mordront les doigts, ils n'ont pas compris ce que vous venez de lire, sauf à adopter une attitude irrationnelle ou suicidaire. Je vous accorde volontiers que mon passé n'est pas vraiment un exemple à suivre. Un conseil d'ami, ne lisez pas cette causerie en cherchant systématiquement ce qui n'y figure pas, elle est forcément incomplète et par endroit imprécise, vous ne comprendriez rien, ce qui est le cas le plus souvent.

Le 5 février 2009

Très vite car je dois régler un problème urgent : je n'ai plus d'eau depuis trois jours et les deux réservoirs sont presque vides, je vais passer la journée à régler ce problème, vous m'en excuserez. Je me suis levé plus tôt ce matin pour mettre en ligne quelques documents et l'article suivant, je ne pourrai pas faire plus aujourd'hui.

Autre chose.

La semaine dernière j'écrivais sans avoir pris la peine de le vérifier mais il y avait peu de risques que je me trompe : un éditorial sur deux rédigé par Gluckstein est consacré au PS, il ne peut pas s'en passer, et après cela le POI prétend être un parti indépendant... Cette semaine il remet le couvert avec le même menu avarié.

A propos du PS.

"*Comment comprendre qu'ils se proposent d'aider Sarkozy à "peaufiner" son plan de relance, c'est-à-dire à distribuer les 428 milliards aux banquiers... en attendant de "gagner en 2012" ?*"

Comment comprendre que Gluckstein ne puisse pas aller faire pipi sans penser au PS, c'est quelque chose ! On a le même âge, ce n'est quand même pas la prostate qui le chatouille, bordel !

Question des plus déplacée s'il en est : le PS a le même programme que l'UMP, Aubry défend les mêmes intérêts que Sarkozy, comme Mitterrand a défendu scrupuleusement les mêmes intérêts que Giscard pendant 14 longues années, comme Jospin premier ministre a défendu à la lettre les mêmes intérêts que Chirac Président, faut-il continuer la liste, faut-il remonter à l'époque où les amis de Jaurès participait à un gouvernement bourgeois...

Mais je pense avoir compris où il veut en venir.

Il n'y a pas cinquante lignes politiques possibles, deux seulement.

Soit on est sur une ligne politique qui part des intérêts du prolétariat et l'on est en mesure de lui proposer une issue politique à la crise du capitalisme conforme à ses intérêts, soit on est sur une ligne politique qui part des intérêts de la petite bourgeoisie et l'on est incapable de proposer la moindre perspective politique au prolétariat.

Au détour d'une discussion avec une retraité française qui vit dans mon village, la vieille peau qui m'avait dit un jour que les ouvriers étaient des cons incurables et qu'elle les détestait, ce qui avait entraîné la rupture immédiate de mes relations avec cette personne, elle m'avait dit aussi une chose intéressante qui m'avait interpellé car je m'en souviens encore, que lorsque la petite bourgeoisie recevait encore des dividendes du développement du capitalisme, la classe ouvrière bénéficiait des retombées, des miettes, donc la condition ouvrière se maintenait ou progressait lentement, tout allait bien en quelque sorte, chacun était servi en fonction de sa place dans la société, alors que depuis un certain temps comme les gouvernements s'attaquent aussi à la petite bourgeoisie, il ne reste plus rien à gratter pour les ouvriers, leur situation ne cesse de se dégrader, le vocabulaire employé ici est en grande parti le mien et non le sien, cette dame était passée par la LCR autrefois m'a-t-elle dit.

Le PS est-il un parti destiné à la classe ouvrière ou un parti destiné à la petite bourgeoisie ?

Qui s'en est toujours mieux tiré dans la société, la classe ouvrière ou la petite bourgeoisie ? On aurait pu résumé ainsi cette question : le club Med et les stations de si, ils étaient réservés à qui, aux ouvriers ou à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes ?

Quelle classe sociale tous les gouvernements de la Ve République, tous les candidats à l'élection présidentielle les mieux placés pour figurer au second tour ont-ils choyée, ont-ils privilégiée dans leurs programmes ? Réponse : la petite bourgeoisie et les classes moyennes. Pendant que la classe ouvrière avait le droit aux promesses puis au bâton, la petite bourgeoisie tirait son épingle du jeu et pouvait encore maintenir tant bien que mal ses positions, ce qui est de moins en moins vrai aujourd'hui, d'où la réapparition du PS dans une manifestation principalement ouvrière le 29 janvier.

Quelle classe sociale les patrons ont toujours servi en premier, la classe ouvrière ou la petite bourgeoisie ?

Les appels du pied de Gluckstein au PS s'inscrit dans la continuité de la politique que son maître à penser Pierre Lambert s'est appliqué à mettre en oeuvre consciencieusement pendant des décennies : réaliser l'alliance ou l'unité de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie, sous la direction de celle-ci représentée par le PS, pour mettre en difficulté le gouvernement afin d'obtenir des concessions de sa part, sans le remettre en cause ou sans remettre le capitalisme en cause, l'opportunisme adaptant

sa tactique et sa stratégie en fonction des circonstances.

Comment comprendre que le PS patati patata, etc, comment comprendre que les députés PS-PCF patati patata, etc. c'était après le 10 mai 81, on retrouve exactement la même politique opportuniste dans la bouche de Gluckstein 28 ans plus tard.

En subordonnant la classe ouvrière à la petite bourgeoisie, il est normal que le POI ne puisse pas mettre en avant une politique qui rompe avec la bourgeoisie, ses représentants et ses institutions. En faisant largement dépendre le sort de la classe ouvrière de celui de la petite bourgeoisie qui ne peut être une classe indépendante, à défaut pour celle-ci de remettre en cause le capitalisme, de rompre avec lui, il est clair que le POI n'a d'indépendant que le nom par rapport au capitalisme.

Quelle perspective politique propose le POI aux travailleurs et jeunes, aucune, la preuve, voici comment il termine son éditorial : "*L'urgence est de bâtir l'unité pour bloquer cette politique et sauver le peuple travailleur de la catastrophe déjà en cours.*". L'unité pour l'unité, voilà ce que propose le POI en guise d'issue politique. Question en l'absence de toute perspective politique remettant en cause le régime, "*sauver le peuple travailleur*" revient à vouloir sauver le capitalisme.

Le 6 février 2009

Camarades, je vous engage à lire le etxte que j'ai mis en ligne hier, non pas parce qu'il serait particulièrement soigné ou parce que j'en suis l'auteur, on s'en fout, je parle du contenu uniquement. J'attends vos réactions qui j'espère seront nombreuses et bien sûres motivées.

J'ai reçu un bref courriel hier : "*J'aimerais connaitre le moyen de t'adresser une petite contribution financière, j'avoue avoir eu peur que tu mettes fin à ton site*

(depuis plusieurs jours je ne pouvais plus me connecter à celui-ci)

Bon courage."

Merci camarade, tu confirmes ce que me répète souvent un autre militant qui affirme que vous êtes plus nombreux que je ne le pense à vous connecter sur le site et à le trouver indispensable, je lui laisse cette dernière appréciation. Par contre, il est vrai que le site n'a jamais été autant visité, je mets cela sur le compte du congrès du NPA ou de l'actualité sociale.

Pour contribuer financièrement, tu peux m'envoyer un chèque à ta convenance à l'adresse qui figure en bas de l'écran et au nom qui y figure, le mien évidemment, je n'ai pas encore monté une cellule à Pondichéry ! Au fait, je n'ai toujours pas envoyé le chèque de Simon (du 5 décembre), je vais le faire prochainement en le joignant à la carte postale que j'enverrai à Magueswary, mon épouse, pour notre anniversaire de mariage, c'était le 24 février 1990 à Clichy. Comme quoi, je ne cavale pas après le fric, je dis cela pour ceux qui penseraient que je vais m'enrichir sur leurs dos. La pauvre femme devrait venir en Inde pour deux mois en mars prochain, si tout va bien.

Je n'ai pas le temps d'intervenir sur tous les sujets, je fais ce que je peux, beaucoup trop et je ne pourrai pas suivre le même rythme indéfiniment sans compromettre ma santé, vous devez bien vous en douter.

Pour se détendre un peu, le week-end approche pour vous, une petite devinette : de qui Sarkozy est-il le président ?

La réponse en page 16 du n°32 d'*Informations ouvrières*:

"*Notre président n'est donc pas au bout de ses peines.*" signé Stentor, ne rigolez pas, un trotskiste !

Quand Lénine fit une visite guidée de Londres à Trotsky, en 1903 si je ne me trompe pas, Trotsky se souviendra plus tard qu'il disait "*leur parlement*", "*leur musée*", car Lénine avait présent à l'esprit en permanence que rien n'appartenait à la classe ouvrière dans ce pays, qu'elle n'avait jamais eu une once de pouvoir, je ne pense pas qu'il employait cette tournure pour se donner un genre ou pour former l'esprit du jeune Trotsky au communisme, mais tout simplement pour respecter l'ordre des choses tel qu'il était dans leur société qui n'est pas la nôtre.

Ce qui est à eux n'est pas à nous et ne peut pas l'être, sauf à tout confondre, comme par exemple la république ou l'Etat sans tenir compte de leur nature de classe. C'est peut-être cela être imbibé du marxisme jusqu'à la moelle. On a envie de s'y plonger, non ?

Vous penserez peut-être que je suis un véritable emmerdeur, que je fais une montagne d'un détail, que je critique pour le plaisir de critiquer. La critique est aisée, l'art difficile, je crois que c'est de Descartes, vous croyez peut-être que je ne l'ai pas présent à

l'esprit en écrivant. Je ne suis pas d'accord, un infime détail relié à ce que vous pouvez appeler d'autres détails insignifiants révèlent un état d'esprit, et derrière, en profondeur, l'idéologie qui soustend ces idées, au-delà ils peuvent nous aider à comprendre les intentions réelles de son auteur, et s'il les ignore lui-même, un psychanaliste vous dirait que c'est l'inconscience qui guide ses idées et qui émergent à la surface que l'on met en lumière, ce qui ne manque pas d'intérêt quand on fait de la politique.

Pour interpréter correctement ce qu'on nous dit, parfois l'aborder uniquement sous l'angle politiques s'avère insuffisant. C'est comme pour aborder une toile d'un grand maître, si l'on n'est pas peintre soi-même, il faudra bien que nous recourrions à d'autres disciplines pour traduire ce qui s'en dégage, par exemple, la littérature pour la poésie, la psychologie pour la sensualité, les mathématiques pour la perspective ou les volumes, la musique si un rythme ou une mélodie semble accompagner la scène que l'on a sous les yeux, l'histoire pour la singularité des personnages, etc.

On doit avoir l'esprit ouvert, en éveil, le contraire de ces scientifiques ou intellectuels bornés qui en dehors du champ de connaissances dans lequel ils se sont spécialisés, sont nuls, ce qui explique qu'ils soient si nuls en politique et qu'ils fassent notre malheur au passage.

Un camarade m'avait adressé un reproche un jour. Pour lui j'avais sans cesse besoin de me renouveler pour que le site continue d'exister, sans le dire franchement, j'ai bien compris qu'il me reprochait de passer mon temps à me contredire, bref, que j'étais un pauvre type sans intérêt à ses yeux, en passant, encore un qui ne se prenait pas pour de la merde, alors qu'en réalité j'analyse rarement la même situation sous le même angle ou je pose rarement les mêmes questions dans les mêmes conditions, d'ailleurs la situation évolue sans cesse, mais peut-être n'avait-il pas compris que j'en faisais partie tout comme lui, sauf que moi je continuais de réfléchir, alors que lui il avait un jour arrêté de penser, dans ces conditions-là, pour nous comprendre il nous aurait plus de temps, et un peu de volonté aussi, surtout.

Je passe à autre chose. (je rajoute toujours les titres de chaque passage après les avoir écrits, car je sais rarement à l'avance de quoi nous allons causer.)

Personnellement, je ne suis qu'un modeste maxisant, mais il y a un truc qui me demande toujours un effort énorme, c'est quand on me demande : à qui cela appartient, par exemple la maison et le jardin où j'habite, je suis bien obligé de répondre gêné qu'ils m'apartiennent puisque j'en suis le propriétaire, je ne peux pas mentir, mais dire : c'est "ma" maison me cause un problème. Même pendant les 20 années au cours desquelles je n'ai pas milité, je n'ai jamais réussi à me résoudre à accepter l'idée que quelque chose pouvait m'appartenir, je n'ai pas du tout le sens de la propriété, cela me fait horreur, c'est tellement con, alors qu'on n'est que de passage sur terre, un bref passage qui peut s'interroge à chaque instant. Il y en a qui en tire une fierté, moi j'en ai honte.

Un autre exemple. Et votre fille, elle fait quoi ? Elle est instit. Ah, c'est bien ! Pourquoi vous me dites cela à moi, je n'y suis pour rien, tout le mérite lui revient, quelle connerie ! Vous me direz qu'il y a des gens qui tiennent le même discours que moi, ils doivent être rares à mon avis, mais qui se comportent totalement autrement dans la vie. Sans doute, mais on peut les démasquer facilement, le reste du temps ils se piègent eux-mêmes. On ne peut pas être communiste et être pingre à la fois, avoir un sens aigu de la propriété pour soi et baigner dans le luxe, revendiquer la propriété collective et passer son temps à dire : c'est à moi, c'est à moi, il faut choisir son camp comme aurait dit Lénine qui a sacrifié sa vie pour nous ou Marx qui n'a jamais rien possédé de sa vie.

On ne demandera jamais aux militants de se sacrifier, chacun vit comme il l'entend, on peut en discuter mais cela s'arrête là. Par contre, rien ne nous interdit d'analyser ce que nous voyons autour de nous, la façon d'agir des uns et des autres, de prodiguer des conseils ou de mettre le doigt sur certaines contradictions qui n'embellissent pas forcément notre vie et qu'on pourrait résoudre facilement, la vie serait plus facile, nous nous en porterions mieux. J'ai bien conscience que chacun fait ce qu'il peut dans la vie puisque nous ne sommes pas aux commandes de la société et que nous la subissons. Au lieu de se pencher sur le voisin pour ensuite critiquer son mode de vie, on ferait mieux de commencer par analyser soi-même notre propre comportement, tout le monde s'en porterait mieux. Et quand on se fait engueuler, c'est souvent justifieé, reste à l'admettre si on veut vraiment comprendre pourquoi et progresser.

Je vous souhaite un bon week-end.

Le 8 février 2009

Dans la dépêche où figuraient les prises de positions des dirigeants syndicaux, il manquait celle de Thibault pour la CGT, donc pour combler cette horrible lacune, voici ce que j'ai dégotté (avec un ou deux "t", c'est beau le français !) dans une dépêche de l'Associated Press d'avant-hier :

Il a déclaré hypocritement vendredi sur Europe-1 : "*Moi, je ne veux pas aujourd'hui laisser semer des illusions sur le simple fait que s'ouvrent ou vont s'ouvrir des discussions (...), comme étant automatiquement des résultats potentiels*", tu parles, ce sont

les travailleurs qui sont bourrés d'illusions envers Sarkozy c'est bien connu ! Et de poursuivre : "*Ce qui est clair pour moi c'est qu'il faut poursuivre la mobilisation.*", ce qui ne lui coûte rien de le dire.

Là où ils sont tous bien emmerdés, c'est qu'ils ne peuvent pas se contenter de faire en sorte que la mobilisation pourrisse sur place comme ils savent très bien le faire, la crise est si profonde cette fois et ses conséquences allant en s'amplifiant, ils sont obligés d'en tenir compte et de composer avec leur base qui relaie la colère grandissante du prolétariat. C'est la situation menaçant le régime qui leur interdit de se placer résolument au côté de Sarkozy et son gouvernement. S'ils doivent trahir les masses, le moment est mal choisi, plus tard si la mobilisation prenait une tournure politique, autrement ditsi les choses tournaient mal pour le gouvernement, là ils seraient obligés de mettre les pieds dans le plat et de découvrir tels qu'ils sont vraiment.

L'attitude de Thibault est calquée sur celle de Sarkozy qui n'en mène pas large en ce moment, on en a un aperçu en lisant la suite de cette dépêche : Concernant l'ouverture du dialogue, "on peut considérer qu'après une phase où le président de la République décidait systématiquement de tout de manière unilatérale, il y a une évolution", a ironisé Bernard Thibault. Quand on a à l'esprit que les dirigeants syndicaux participent étroitement à l'application du programme ultra réactionnaire de Sarkozy dans tous les domaines, l'hypocrisie dont il fait preuve encore ici ne sert qu'à couvrir leurs agissements à ses côtés, Thibault n'ose pas le revendiquer mais on le devine en filigrane, il y aurait quelque chose à attendre de Sarkozy à condition qu'il écoute les dirigeants syndicaux... qui sont sur la même ligne que lui !

Continuons cette savoureuse lecture : "Nous ne sommes pas en manque de rencontres avec le chef de l'Etat", a-t-il ajouté. En effet, ils ne se lâchent plus, c'est une véritable histoire d'amour ! Et de préciser : "Mais ce qui pose problème, et ce que portait cette très importante journée de mobilisation le 29 janvier, c'est que ce dialogue ne débouchait pas sur des réponses conformes aux attentes des salariés.", comme s'il pouvait en être autrement ! Son boulot est d'alimenter en permanence les travailleurs en illusions dans Sarkozy et le régime, en quelque sorte tout serait possible, et si cela ne l'est pas, c'est uniquement par manque de volonté de la part de l'exécutif, surtout ne remettons pas en cause le capitalisme.

A la limite, les dirigeants peuvent être amenés à s'en prendre violemment à Sarkozy et au gouvernement, en admettant même qu'il tombe un jour sous la pression de la mobilisation des masses, l'essentiel est ailleurs, jamais ils iront jusqu'à remettre en cause les fondements du capitalisme.

Il faut bien comprendre que de leur part, lâcher Sarkozy si la situation semblait désespérée ne serait pas totalement impossible, si c'était salutaire pour sauver l'essentiel : le capitalisme. Dans la lutte des classes, l'essentiel ce n'est pas la forme politique de domination de classe, ce n'est pas le gouvernement, mais les institutions qui légitiment les rapports sociaux qui en aucun cas ne doivent être remis en cause. La bourgeoisie peut très bien décider à un moment donné de sacrifier Sarkozy si les fondements du capitaliste étaient menacés.

Pour les adeptes du *Programme de transition*, souvenons-nous ce que disait Trotsky : les réformistes et les staliniens pourraient aller plus loin qu'ils ne le voulaient, mais en aucun cas ils n'avancerons sur la voie de la rupture avec le capitalisme, et s'il leur arrivait de l'envisager, ce serait hypocritement uniquement, en collaboration avec la bourgeoisie, qui, immédiatement liquiderait le front populaire et le rempacerait par une dictature fasciste, dont la première tâche serait de liquider dans un bain de sang la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en commençant par son avant-garde.

Les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier remplissent une double fonction : 1- protéger le gouvernement aussi longtemps que possible ; 2- lorsque ce stade est dépassé, se poser en défenseurs acharnés du capitalisme. On comprend qu'ils ne puissent pas envisager la troisième étape puisque si elle devait avoir lieu entre temps nous les aurions liquidés.

A l'origine de la bureaucratie parasitaire qui contrôle les syndicats on trouve leur subordination totale, leur adhésion inconditionnelle au capitalisme, et cela depuis le début du XXe siècle. Là encore, personne ne veut m'écouter, ce qui ne me perturbe pas le moins du monde d'ailleurs, ce n'est pas un hasard si dans les syndicats personne ne combat plus pour la liquidation du capitalisme, pour cette raison, excusez-moi, on a envie de dire qu'ils sont complètement pourris, qu'il n'y a absolument plus rien à récupérer dans les syndicats. J'en veux pour preuve que même nos révolutionnaires sont sur des positions opportunistes, ils ont beau nous faire miroiter leur syndicalisme de lutte de classe, excusez-moi, je n'en ai jamais vu la couleur. Pour eux, le syndicalisme de lutte de classe se réduit à combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, point, ils sont incapables d'aller plus loin, de poser la question de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, du coup, la liaison entre le combat syndical et politique est pratiquement impossible à réaliser, nombreux ont conscience du problème, mais apparemment personne n'en a compris l'origine, ne cherchez plus la réponse vous l'avez sous le nez.

Et sur quoi voulez-vous qu'elle se réalise l'unité si ce n'est sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme, puisque c'est la seule question touche tous les aspects du mode de vie de l'ensemble des exploités ?

A chaque instant il est possible de ramener chaque question posée par n'importe quel travailleur, quelle que soit sa place et son rôle dans la société, à l'existence du capitalisme, à sa survie et ses conséquences dramatiques. Cela concerne la totalité de la classe ouvrière et la petite bourgeoisie dans son ensemble.

Question : vous voulez oui ou non aider la conscience politique des masses à progresser ? Ou voulez-vous plutôt faire avancer vos idées qui ne tiennent pas la route, parce que vous avez incapable de mener à fond vos analyses ? Certains penseront que je ne manque pas d'air, je vous dis ce que je pense voilà tout. Vous imaginez peut-être qu'un troupeau d'ignares prendra le pouvoir un jour, malheureux, permettez-moi de vous dire que vous êtes passés à côté de l'essentiel des enseignements du marxisme.

On voit bien que chacun tourne autour du pot et ne veut pas aborder les questions déterminantes, tous se défendent de collaborer avec les appareils, mais comme ils ne remettent en cause le capitalisme que sur le papier, sur le plan théorique uniquement, ils ne servent pas utilement la cause pour laquelle ils se battent sincèrement, ils font le jeu du capitalisme malgré eux.

Autre chose.

Regardez le NPA, quand on les écoute, ils sont résolument contre toute collaboration avec le PS, les plus naïfs s'en contenteront pour en déduire hâtivement que le NPA n'a aucun rapport avec le réformisme bourgeois. Or, en rejetant majoritairement le terme "révolutionnaire" du nom de leur parti lors du congrès de fondation du NPA qui est en train de se tenir, c'est en réalité la tendance minoiritaire la plus droitière de la LCR (celle de Picquet) qui l'a emportée, ajoutons, avec la complicité de la direction de la LCR qui savait pertinemment ce qu'elle faisait.

Certains révolutionnaires qui ne manquent pas de répartie répliqueront que ce n'est pas bien grave. A ce compte là, dites-moi si dans la vie il y a vraiment des choses plus importantes que d'autres ? Quel opportunisme ! J'ai glissé des commentaires très brefs à la suite des dépêches sur le congrès du NPA, si cela vous intéresse. On y reviendra bien sûr. On se demandera encore, comment des militants bourrés d'illusions peuvent se faire une idée précise de l'état d'esprit des masses, j'avoue que cela me dépasse. Ils sont tellement aveuglés par leurs propres vérités qu'ils ne s'en rendent même pas compte. Ils vont rapidement déchanter, on en reparlera très rapidement.

Autre chose.

J'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie que Toyota avait réalisé un bénéfice net de 11 milliards de dollars en 2007 et enregistré une perte de 3 milliards de dollars en 2008. Quelle horreur ! Onze moins trois égal huit, non ? Certes, certes, mais la sacro-sainte loi de l'accumulation du capital suffit à justifier le chômage technique de dizaines de milliers d'ouvriers et le renvoie de dizaines de milliers d'intérimaires.

Le capitalisme est une spirale sans fin broyant les hommes et son environnement, et qui si on ne la brise pas, mènera l'humanité au chaos, à la déchéance, à la ruine totale de la civilisation humaine.

Une dernière chose pour se détendre, c'est dimanche !

Lors d'une émission télé diffusée en différée sur TV5 Monde Asie, Les stars du rire, j'ai entendu un sketch de l'humoriste Anne Romanof (?) dans lequel elle en mettait plein la tête à Sarkozy, elle a vraiment tiré à boulets rouges sur lui, la salle s'est levée et l'a applaudie longuement, une stand ovation, j'ai observé la scène et je me suis fait cette réflexion : et quand tu penses à ces dirigeants qui le ménagent, qui lui donnent du monsieur le Président par ci, du Président de la République Nicolas Sarkozy par là, je me me suis dit qu'il y avait bien des indices révélateurs qui ne trompaient pas.

Je n'ai pas noté ce qu'elle disait car j'étais en train de faire autre chose en même temps, j'ai vraiment été surpris par la violence de ses propos, alors que je ne suis pas le dernier à attaquer l'épileptique de l'Elysée.

Dernière chose.

Je mettrai en ligne d'autres dépêches demain et quelques articles du *Monde*, ainsi qu'un article que j'ai écrit sur les travailleurs des secteurs public et privé, il me reste à l'achever, il fait déjà 6 pages.

Bonne continuation à tous.

Le 10 février 2009

La chronique sera actualisée cet après-midi.

Un courriel reçu d'un camarade (fonctionnaire, je ne précise pas volontairement dans quelle branche car il pourrait être immédiatement repéré, les camarades le comprendront.).

"*Ex militant de l'OCI, PCI, MPPT , PT,CCI aujourd'hui cotisant au POI, délégué du personnel CGT*" qui m'explique que finalement son niveau politique ne s'est jamais améliorée "*considère ne pas avoir de « bagage » politique, je pense même être un peu paumé et toujours à la recherche d'un authentique parti ouvrier, pas besoin de rajouter révolutionnaire, pour moi cela va de soi*". Il confirme ma propre expérience. Que dire de dirigeants qui n'ont pas été foutus pendant 30 ans de permettre à leurs militants d'acquérir les fondements du marxisme, de leur permettre d'acquérir la méthode du marxisme pour être capable de penser par eux-mêmes et ne plus "être un peu paumé" au bout de tant d'années de militantisme ? Ils ont failli à leur principal devoir et ce camarade n'y est pour rien.

Je reviendrai sur les désaccords qu'il a avec la politique de son courant politique, celle du POI. Je mettrai ces lignes plus un complément sous la forme d'un fichier pdf.

"*J'avoue qu'à la lecture des articles de ton site, j'ai retrouvé un peu d'espoir, pas celui de voir un parti révolutionnaire se construire (mais je crois que ton site n'a pas cet objectif), mais celui de me dire que peut-être ce n'est pas moi qui comprends rien (comme ne l'ont faire remarquer, si souvent mes « camarades »)*". Ce militant n'est pas le seul dans ce cas, j'ai reçu plusieurs témoignages allant dans ce sens. C'est quand même dingue que c'est un site, comment dire, aussi basique, élémentaire, qui permet à des militants de garder un peu d'espoir.

"*Je me suis retrouvé sur ton analyse du CCI/POI sur l'Europe, sur la décision de faire le POI.*". Il n'a toujours pas digéré le coup Schivardi, il ne doit pas être le seul. On y reviendra.

"*J'apprécie l'accès aux nombreux textes que tu mets en ligne, je suis en train de lire les écrits de Marx sur la Commune de Paris.*" Excellente idée ! Si au moins le site donne aux camarades l'envie d'étudier le marxisme, je n'aurai pas perdu complètement mon temps.

"*Par ton site je découvre d'autres courants politiques.*". Mais il y a des militants formidables dans bien d'autres formations politiques, au-delà des critiques que je leur adresse parfois, je n'ai jamais pensé le contraire. Ce qui est inquiétant, c'est que ce camarade ne découvre leur existence qu'aujourd'hui, presque par hasard.

"*Bref, ton site ma poussé à continuer d'essayer de combattre ce monde d'exploitation.*" Donc si je comprends bien, les dirigeants du CCI peuvent me remercier de ne pas avoir perdu davantage de militants ! Au passage, le camarade (un dirigeant du CCI) qui m'avait accusé (en 2005) dans un courriel d'être un ennemi de son parti, pire du prolétariat, devra revoir son registre appris par coeur, je n'ose pas dire à quelle école, mais certainement pas à celle du trotskisme !

"*Pour conclure se courriel, je me dis, qu'elle dommage qu'après tant d'années de militantisme (depuis 1980), je m'aperçoive que sur ton site je découvre et apprends bien plus qu'après toutes ces années avec mes camarades. Il est vrai qu'être militants du CCI cela ne nous laisse que très peu de temps pour comprendre les choses, le gros des discussions c'est combien d'IO ? Combien de signatures ? combien d'argent ?*"

C'est la raison pour laquelle Trotsky condamnait l'activisme s'il s'opposait à la progression politique des militants et mettait en danger leur équilibre familiale ou leur développement personnel. Militer dans un parti ne doit pas être vécu comme une punition ou une contrainte, sinon il faut aller voir ailleurs, puisque j'imagine qu'aucune discussion n'est possible dans le parti.

Ce camarade n'est pas un cas isolé au POI, je peux en témoigner. Ce genre de déclaration simple et honnête me bouleverse à chaque fois. Je ne peux rien ajouter.

Je n'ai pas l'étoffe d'un dirigeant, j'ai beaucoup trop de lacunes incurables, mais si je militais dans un parti, cela m'intéresserait de m'occuper de la formation des militants, non pas pour leur bourrer le crâne mais pour qu'ils réussissent à penser par eux-mêmes, je pourrais aussi prendre en charge les rapports des militants avec le parti pour aider à régler les problèmes qu'ils rencontrent afin qu'ils s'y sentent bien, que chacun ait sa place et s'y trouve bien.

Rien n'est parfait dans ce bas monde, pas plus le parti, il ne faut pas se faire d'illusions, mais je pense qu'on pourrait éviter que des militants abandonnent le combat ou soient au bord du désespoir après tant d'années de militantisme. Que ce soit le cadet des soucis des dirigeants est inacceptable évidemment, peut-être aussi qu'ils cavalent dans tous les sens et qu'en faisant leur malheur ils font également ceux de leurs militants et de leur parti sans s'en rendre compte.

Dans ce cas-là, c'est leur conception du parti qui est en cause, leur conception du militantisme aussi, mieux, à l'origine leur analyse de la situation et du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, ils sont toujours à la recherche de résultats immédiats qui finalement n'aboutissent jamais à rien (je parle en terme de construction du parti), on est bien obligé de le constater à l'arrivée, les faits sont les faits comme ils disent, sauf que ce qu'ils préconisent pour les autres, ils sont incapables de s'y tenir eux-mêmes.

Cela me rappelle mon père qui me disait souvent : fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, autrement dit, lui il avait le

droit de faire ce qu'il voulait y compris n'importe avec moi, et moi de mon côté, je n'avais qu'à obéir sans poser de questions, surtout sur ce qu'il faisait et qui était discutable. Les militants se retrouvent souvent dans la même situation. Avec cette méthode, on ne peut pas construire un parti de militants conscients, ce camarade en témoigne, on ne peut pas former des hommes libres.

Ce camarade terminait en m'informant qu'il m'avait envoyé "*un chèque vendredi dernier*", je l'en remercie, il en sera fait bon usage.

Un mot pour finir.

Je n'ai pas le temps de commenter la plupart des dépêches, j'ai un boulot dingue. Un ex-camarade de la LCR m'a envoyé *Inventer l'inconnu* de D. Bensaïd (août 2008) pour en faire la critique, il s'agit d'une préface à la correspondance de Marx et Engels autour de la Commune de 1871.

Je n'ai lu que la page 31 en le feuilletant très tard avant-hier, et j'ai cru comprendre que Bensaïd était un antiléniniste forcené. Toute coïncidence avec le NPA ne pourrait être que fortuite !!! J'ai envie de dire qu'il est presque inutile de lire les 94 pages restantes puisque dans cette page il commet un faux, oui un grossier mensonge : Lénine aurait attendu le mois d'août 1917 (la rédaction de *L'Etat et la révolution*) pour se demander ce qu'il fallait faire des vieilles institutions héritées du tsarisme, soit deux mois à peine avant la révolution d'Octobre.

Bref, vous aurez compris où il voulait en venir, en réalité Lénine était un vulgaire opportuniste qui devait agir arbitrairement, sur des coups de tête, ce qui va dans le sens de ceux qui affirment qu'il était un dictateur. Il faudrait demander à Bensaïd dans quel camp il est au juste pour reprendre ainsi les arguments de la réaction ?

On y reviendra dans un fichier pdf, je scannerai la page en question. Avant cela je dois essayer de lire cette littérature indigeste, rédigée en grande partie dans un langage quasi incompréhensible, normal il est philosophe de son état ! En comparaison, je vous assure que c'est plus facile de lire n'importe quel ouvrage de Marx-Engels ou Lénine. A mon avis, ils doivent être un paquet de militants de l'ex-LCR à se trouver dans le même cas que notre camarade du CCI-POI.

Pour autant que je me souvienne, même la lecture d'Hegel à l'exception de la *Phénoménologie de l'esprit* qui est pratiquement hermétique, de Kant, de Spinoza ou de n'importe quel philosophe du passé, est plus accessible que le galimatias de Bensaïd. Imaginez un instant que vous vouliez expliquer à un apprenti mécanicien le fonctionnement d'un moteur à quatre temps en lui parlant de la conscience de soi ou de la nature naturante, de l'idée absolue ou de la raison pratique, ou encore de la volonté qui guide le va et vient du piston dans chaque chambre à combustion dans un mouvement harmonieux pareil à celui des astres dans l'univers, et l'on comprendra que notre pauvre garçon finisse par se rabattre sur la réparation des vélos, là au moins il n'y a pas de moteur ! On devrait interdire l'enseignement de la philosophie ! Je plaisante évidemment.

Le 11 février 2009

Encore une fois mon ordre du jour est chamboulé car j'ai dû répondre à un camarade qui m'avait écrit il y a un mois et dont je n'avais pas vu le courriel dans ma boîte aux lettres qui est un vrai bordel. Il était normal que je lui donne la priorité. Ma réponse est le dernier texte mis en ligne.

Autre chose très vite.

Un camarade m'a envoyé le communiqué du POI sur son meeting parisien du 8 février. Je ne l'ai pas mis en ligne car il ne présente selon moi aucun intérêt : ce meeting a réuni 4.000 participants, sachant qu'il y a entre 9 et 10.000 adhérents au POI dont au moins la moitié sont concentrés sur Paris et la région parisienne, cela signifie que ce meeting n'a été finalement qu'une réunion du POI et que c'est encore un nouvel échec pour ce parti. Passons.

Comme on a embrayé sur le POI continuons. Pendant des années ils ont martelé que le "trou" de la Sécu provenait des exonération patronales, alors qu'en réalité l'Etat reversait l'équivalent à la Sécu, j'en ai fourni les preuves à plusieurs reprises. Voilà qu'ils remettent cela avec les 360 milliards d'euros soi-disant verser aux banquiers et aux patrons. J'avoue que par fainéantise je leur avais emboîté le pas tout en sachant pertinemment que c'était faux, partiellement faux, puisque en réalité une partie des sommes (combien ?) qui leur ont été versées, l'ont été sous forme de prêts et non sous forme de dons.

Je n'ai pas encore eu le temps de faire la part entre les deux, tout ce que je sais c'est que les banques ont déjà versé 800 millions d'euros d'intérêts à l'Etat, sur de l'argent qui leur a été prêté à 8%. Au fur et à mesure que les choses se précisent on ne peut plus écrire n'importe quoi, cela est également valable pour moi évidemment. Vous voyez que cela est parfois très utile de lire les dépêches de presse qui sont reprises par l'ensemble des médias.

Un dernier sujet en coup de vent.

On entend dire que les prix ne baissent toujours pas, alors que les prix à la production ont baissé, notamment s'agissant des matières premières et alimentaires. Leurs cours mondiaux restent très bas. Qu'est-ce que cela signifie ? J'ai une piste de réflexion à vous proposer.

Ils veulent faire payer leur crise aux producteurs, ceux qui sont à l'origine de la plus-value, des profits, cela on s'en serait douté. Donc ce sont les patrons des industries de transformation, les intermédiaires, les grossistes, les distributeurs qui s'en mettent plein les poches sur le dos des consommateurs que nous somme tous.

Mais pas seulement, les Etats aussi à travers la TVA qu'ils empochent au passage. Eh oui, sur un produit à un euro taxé à 20% par exemple, l'Etat percevra vingt centimes d'euros, alors que s'il est vendu deux euros, il touchera le double, l'Etat n'a donc pas intérêt à ce que les prix de vente au détail baissent. Ce qui est valable pour le prix des carburants l'est aussi pour l'ensemble des marchandises.

Cet argument est à la portée de chaque travailleur qui en fait l'expérience qutotidiennement, il suffira à lui faire comprendre la nature de l'Etat, pas besoin de lui raconter des histoires sur les 360 milliards d'aides que l'Etat a consenties aux capitalistes. Pourquoi se compliquer la viue franchement, non ?

Ici en Inde, le prix de l'essence a diminué de plus 20%, de 50 roupies le litre il est descendu à 38 la semaine dernière. Je sens que je vais faire des envieux parmi vous camarades !

La chronique actualisée en fin de journée.

Quand même un dernier mot car cela vaut franchement la peine.

Patrick Devedjian (UMP), a jugé "*incompréhensible*" de recourir à des grèves "*au moment où la crise frappe si fort*".

"*Ça donne quels résultats ? (...) Ça ne va pas nous faire gagner beaucoup de points de croissance une grève générale, ça ne va pas fournir beaucoup de revenus aux salariés*", a-t-il déclaré sur LCI. (Reuters 10.02)

Provocateur, complètement inconscient ou une sacrée ordure qui ne manque pas de cynisme ? Les trois à la fois !

Mais il y a pire encore camarades, si, si je vous assure et toujours très sérieusement.

On a appris que (début de la dépêche) : l'entourage de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, insiste sur la résistance de la consommation des ménages, qui devrait être de l'ordre de zéro en France au quatrième trimestre alors qu'elle a baissé de 0,9% aux Etats-Unis.

La baisse de l'inflation, en cours depuis l'été, devrait en outre apporter du pouvoir d'achat aux ménages, ajoute-t-on.

"*Ce ne serait pas très pertinent de dépenser de l'argent public pour un poste qui reste soutenu de lui-même,*" fait-on valoir. "*Dans ce contexte-là, la priorité restera l'investissement et c'est ce qu'on fait, ce qui n'empêche pas un effort ciblé sur les populations les plus fragiles*".(Reuters 10.02)

Vous avez bien lu, le "*pouvoir d'achat aux ménages*" se "*soutient de lui-même*".

Traduisons : moins vous avez d'argent pour vivre, moins vous consommez, et comme moins vous consommez plus les prix ont tendance à baisser ou plutôt à se stabiliser pour rétablir la vérité, mieux vous vous portez... et l'Etat aussi qui n'a pas besoin de mettre la main à la poche. Il fallait y penser. C'est pour dire à quel point ils sont pourris et tordus à la fois.

Donc le nouveau mot d'ordre du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, c'est : privez-vous davantage, vous ferez baisser les prix sans pouvoir en profiter, car entre temps l'augmentation des prix de l'électricité, du gaz, des transports, etc. vous aura repris ce que vous auriez pu dépenser en nourriture. Ils veulent nous affamer ou quoi ?

Il faudrait dire à l'autre nazillon de Devedjian que ce n'est pas une grève générale qui se prépare, mais une révolution prolétarienne !

Le 12 février 2009

Aux infos de TV5 Monde Asie hier soir, j'ai entendu un responsable syndicale de la CGTU à la Guadeloupe expliquer que la revendication des 200 euros pour les bas salaires était une base de "*discussion, on verra jusqu'où on peut descendre*", il faudrait lui rappeler que le point de congélation est atteint à zéro degré !

Au Zimbabwe, Morgan Tsvangirai, un syndicaliste, est devenu Premier ministre du dictateur Robert Mugabe. On a envie de dire : voilà où mène le syndicalisme indépendant... du communisme !

En cas de crise politique ouverte en France, on devrait conseiller à Sarkozy de remplacer Fillon par un dirigeant syndical.

Deux mots à propos du congrès du NPA.

Dès le moins d'avril ou mai 2007 (chacun peut encore le vérifier dans le site), j'avais avancé que ni le PT ni la LCR ne permettraient à des formations politiques extérieures de participer à la constitution du POI et du NPA, je ne m'étais pas trompé. Leurs dirigeants tiennent plus à leurs appareils qu'à construire un parti destiné à combattre pour porter le prolétariat au pouvoir, des partis qui de toutes manières ne devaient surtout pas être des partis marxistes révolutionnaires.

Constatant que des camarades voulaient absolument essayer de s'intégrer dans le processus de construction du NPA, pour qu'on ne me prête pas des intentions (malveillantes) qui n'étaient pas les miennes, j'avais indiqué plus tard que les camarades avaient raison de tenter cette expérience et qu'elle leur servirait de leçon. Cela ne servait à rien de leur dire ce que je pensais réellement, aucun ne m'aurait écouté, toute discussion étant impossible.

Eh bien non ! Je m'étais trompé, malgré le refus catégorique de la direction de la LCR de se coltiner d'encombrants révolutionnaires, certains responsables de ces formations politiques sont satisfaits de leur résultat qu'il faut bien qualifier : nul ! Je les avais surestimés, je ne pensais pas qu'ils étaient aussi bornés, pire, ils viennent de démontrer qu'ils étaient incapables de tirer les leçons de leurs propres expériences, ce qui ne leur donne à mes yeux aucune légitimité pour porter un jugement sur celles des autres formations politiques.

J'ai suivi semaine après semaine le processus qui a précédé le congrès de fondation du NPA par le biais de courriels que m'adressaient des camarades qui y participaient. Je ne vous en ai parlé, parce que selon moi, cela ne présentait aucun intérêt ou presque, personnellement j'étais fixé depuis le premier jour. Aucun miracle ne s'est produit, pas plus au POI qu'au NPA, voilà tout. Les intéressés devraient se demander sur quoi au juste reposaient leurs illusions ?

Dorénavant pour affronter la crise du capitalisme, nous disposons de deux solides obstacles à la construction du parti, c'est l'enseignement que je tire de la constitution de ces deux partis.

Le POI s'est encore adressé par courrier au PS pour lui demander de se placer au côté des travailleurs, alors que sa place est au côté de Sarkozy et de l'UMP comme chacun peut le constater quotidiennement.

C'est le double langage habituel du POI qui prétend être "indépendant", mais qui n'a de cesse de s'allier ou de rechercher une alliance avec des partis pourris qui soutiennent le gouvernement et le capitalisme. Des partis qui ont un pied dans chaque camp pour mieux brouiller les pistes sur leurs réelles intentions pour finalement trahir les masses, répétons-le encore une fois, ils n'ont jamais fait autre chose que soutenir le régime. J'en donne plus loin un exemple cinglant et sans appel.

Vous savez comment le POI (et le NPA) s'y prend pour justifier cette tactique opportuniste ?

Pour eux, le fait que le PS se soit associé à certains combats sur des revendications partielles leur suffit, car finalement le POI ne vise pas autre chose, il n'a pas pour objectif d'en finir avec les institutions de la Ve République pas plus qu'avec le capitalisme, son objectif est uniquement de participer à l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du régime pour mieux le supporter, et il est vrai sur ce plan-là, qu'à certains moments sous la pression des évènements, le PS s'est senti obligé de se placer au côté des masses. D'une certaine manière, le POI dévoile ainsi sa nature de parti réformiste bourgeois.

L'ancien président de *Sauvons la recherche*, devenu secrétaire national du PS chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, vient de déclarer : "*Personne n'a intérêt à ce que l'on s'installe dans une crise qui dure*" cela pourrait déboucher sur une crise politique, tout mais pas cela par pitié ! Et de préciser pour les militants à l'esprit borné : "*Il s'agit d'un débat compliqué, et nous ne prônons pas un statu quo dont, d'ailleurs, personne ne veut*".

Comme cela ne suffira pas à les convaincre, rajoutons-en une grosse louche.

Extrait LeMonde.fr du 11 février : Dans un communiqué publié lundi 9 février, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, avait lui aussi souligné que "*ce n'est pas le principe d'une réforme qui est en cause, ni même l'idée de l'évaluation (...), mais les modalités prévues pour l'application de ces mesures.*". Le PS n'est pas contre la "réforme" que propose Sarkozy-Fillon-Pécresse, c'est écrit en toutes lettres. Mais savent-ils vraiment lire à la direction du POI ?

Continuons, dans la même dépêche : Mardi, les députés Marietta Karamanli (Sarthe) et Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) ont présenté un plan de "*sortie de crise*" visant, notamment, à constituer une mission parlementaire. Celle-ci permettrait "*d'ouvrir, enfin, une vraie négociation permettant de travailler avec les acteurs du terrain qui ont des propositions à faire*". Toute association avec le PS en dehors de toute issue politique à la crise du capitalisme, ne poursuit-elle pas le même but ? Négocier avec Sarkozy, alors qu'il n'y a rien à négocier ? Servir de rempart au régime ?

Et puis, mettez-vous bien cela dans le crâne : tout recul de Sarkozy, il le fera payer à d'autres catégories de travailleurs, et dites-vous bien que ceux qui sont mobilisés sur leurs propres revendications s'en tapent complètement puisque leur niveau de conscience ne va pas plus loin que la défense de leurs propres intérêts individuels, je pense qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont réellement. Cela ne vous cause aucun problème camarades ? Dans ce cas-là : de quelle espèce êtes-vous faits ? L'air de rien, cette question est déterminante, elle permet de distinguer le marxiste révolutionnaire du vulgaire réformiste bourgeois. Voilà finalement où mène la politique exécrable de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont rompu avec le marxisme. Ne pas lier chaque revendication à une perspective (collective) révolutionnaire ne peut aboutir qu'à favoriser l'individualisme et diviser, opposer les travailleurs entre eux. Seule une issue politique à la crise du capitalisme peut les unir (car il s'agit d'un objectif collectif), c'est la raison pour laquelle aucun parti n'en propose une.

Revenons à notre association capital-travail. On fait entrer le loup dans la bergerie (ou le mouton noir, le PS), c'est le bordel, on assiste à des discours contradictoires pour pourrir le mouvement en cours et le moral des troupes qui ne savent plus très bien sur quel pied danser : certains disent : il faut continuer et aller jusqu'au bout - c'est le mérite du POI, pendant que d'autres manoeuvres pour que le soufflé retombe et que le mouvement s'épuise, à l'arrivée le résultat sera maigre ou négatif, mais surtout ils auront évité que l'épidémie ne se répande, n'était-ce pas le but recherché par les uns et les autres, sinon comment comprendre qu'ils puissent être embarqués dans la même galère ?

Enfonçons le clou. Mais avant cela finissons-en avec le "plan" présenté par les deux députés du PS. Le journaliste du *Monde* fait preuve de lucidité quand il affirme que : "Cette proposition restera probablement sans lendemain, mais elle témoigne de la volonté du PS d'offrir un débouché politique au mouvement de protestation des enseignants-chercheurs.", la seule véritable préoccupation du PS : venir au secours de Sarkozy.

Le même journaliste relatant la position du secrétaire national à l'éducation, Bruno Julliard : "L'ancien président de l'UNEF (2005-2007) observe que ce sont souvent des coordinations qui se trouvent en première ligne d'un mouvement marqué '*par une nette gauchisation*'.".

D'après vous, quel est le rôle précis du PS dans ce contexte ? De contrebalancer la "*nette gauchisation*" du mouvement des étudiants et des enseignants-chercheurs, autrement dit leur détermination ou leur radicalisation qui pourrait présenter un réel danger pour le régime si ce mouvement s'étendait encore et se durcissait, il pourrait montrer la voie à d'autres travailleurs. Ainsi, il apparait clairement que le seul et unique rôle du PS est de parvenir à briser cette mobilisation pour le compte de Sarkozy.

Camarades, que ce soit à l'université ou dans n'importe quel secteur d'activité, le PS n'a pas d'autre fonction à remplir que de venir en aide au gouvernement, au régime, on en a la preuve sous les yeux tous les jours. Cela ne vous suffit-il pas ?

Le PS est un parti foncièrement contre-révolutionnaire, un parti réactionnaire qu'il faut combattre sans répit et avec lequel aucune alliance d'aucune sorte ne peut être envisagée, et surtout pas en cas de risque de guerre ! A moins de vouloir à tout prix se faire les complices de ses intentions criminelles.

Les dirigeants qui prétendent le contraire sont des renégats du marxime comme le furent Bernstein, Kautsky et bien d'autres. Question désabusée : Vous laisserez-vous manipuler ainsi éternellement ? Appelez cela comme vous voudrez, toute alliance avec le PS a un caractère de collaboration de classes.

Le 13 février 2009

J'ai rajouté quelques articles intéressants dans le dossier Vieux monde.

Autre chose. Histoire de fric : attention ça pue !

J'ai appris que les permanents du NPA conserveront leurs derniers salaires en tant que salariés, ainsi des permanents qui exercent les mêmes fonctions dans ce parti pourront toucher de 1200 à plus de 5 000 euros par exemple. Il paraît que cet amendement a été intégré sans aucune discussion en commission.

Pour des dirigeants qui se réclament de la Commune de Paris et prétendent oeuvrer pour une assemblée constituante où tous les élus percevraient théoriquement un salaire moyen d'ouvrier, ils repasseront ! Répugnant !

D'autres amendements qui en revanche présentaient un certain intérêt ont été rejetés.

Un amendement pour "un gouvernement des travailleurs" a été rejeté par les trois quart des délégués. Mais qui représentent-ils au juste à part eux-mêmes ?

L'amendement pour "une intervention prioritaire dans la classe ouvrière" a également été rejeté. Vous n'allez pas nous faire chier avec ces cons d'ouvriers quand même, merde alors !

Un amendement a substitué l'expression "certaines directions syndicales" à celle "les directions syndicales" collaborent avec le patronat et le gouvernement, il ne faut pas se fâcher avec les bureaucrates pourris des syndicats, on comprend, on comprend.

Pour le reste des manoeuvres en tout genre ont émaillé ce congrès pour interdire aux uns de s'exprimer, pour faire une place de choix à d'autres, bref un congrès à l'image détestable de la LCR et indigne du mouvement ouvrier, on ne se refait pas.

Je comprends mieux la relative discrétion de certains camarades qui ne m'ont adressé aucun courriel au cours des derniers mois sur leur engagement dans le processus de formation du NPA, un silence qui valait mieux que des longs discours. Ils voulaient peut-être éviter que je critique son déroulement, alors que cela n'aurait absolument rien changé. Ils ignoraient peut-être ce qu'était l'appareil d'un parti monolithique et bureaucratique, maintenant ils sont amplement servis, et pour ceux qui venaient du PT ou du PCF, ils ont pu constater qu'il n'y avait aucune différence.

Au fait, ils gagnent combien les permanents de ces partis ? Personne ne l'a jamais su, d'ailleurs leurs militants n'ont jamais su qui étaient permanents dans leurs partis et qui les désignaient, donc ils auraient eu du mal à leur demander, et je vous avoue que je ne pourrais pas vous en dire un mot non plus.

Vous trouvez cela normal dans un parti "ouvrier" toutes ces manoeuvres, tous ces secrets, tous ces mystères, tous ces non-dits dans le dos des militants dont on aurait bien du mal à établir une liste exhaustive ? Cela ne vous choque pas, vous trouvez cela sain ? Ah j'oubliais, du moment que c'est le parti qui le dit, il a forcément ses raisons, et tant pis si elles demeurent obscures et insondables, la meilleure méthode pour ne pas être frustré de ne pas avoir de réponse à des questions, c'est encore de ne pas s'en poser. C'est beau la démocratie tout de même ! Pour parodier mon père qui était une brute épaisse, la démocratie commence par moi et finit par moi, toi tu poses trop de questions, ferme-là !

Cela n'engage à rien de ma part direz-vous, mais je peux vous assurer que si j'étais à la direction d'un parti - forcément marxiste révolutionnaire, le nom, prénom, date de naissance, niveau d'études, profession, situation familiale, adresse, revenu net imposable, biens personnels au cas où, loyer ou crédit immobilier de chaque permanent ou dirigeant, absolument tout serait porté à la connaissance des militants, une copie des feuilles de paie serait affichée sur un panneau spécial (à côté du panneau syndical !), etc. Et concernant les comptes du parti, tout serait publié jusqu'au moindre détail, au moindre centime d'euro. Et le premier cadre qui répondrait à une question d'un militant : tu n'as donc pas confiance dans tes dirigeants, ou encore, il ne faut pas critiquer les dirigeants, il serait immédiatement sanctionné et suspendu de ses responsabilités dans le parti. Je peux vous garantir qu'on ne passerait absolument rien aux apprentis bureaucrates.

De la même manière, tous les mois seraient publiés le nombre de militants, par tendance ou courant, le nombre de militants recrutés (par catégorie professionnelle), le nombre de démissionnaires, d'exclus s'ils y en avaient, les comptes rendus de la commission de contrôle du parti, l'argent récolté par secteur, la vente de journaux, etc. tout y passerait, aucun militant ne pourrait dire après : je ne sais pas ce qui se passe dans mon propre parti. Terminée l'opacité, les exclusions pour garder le contrôle de je ne sais quelle instance, toutes les saloperies que nous avons tous vécues ou dont nous avons été les témoins impuissants. L'intégralité des discussions des congrès seraient rendues publiques, et le compte rendu des discussions des commissions portées à la connaissance de chaque militant.

Un soin tout particulier serait porté au respect des droits et des devoirs de chaque tendance ou courant. Tous les griefs contre la direction seraient analysés minutieusement et portés à la connaissance des militants, rien n'échapperait au contrôle du parti par les militants. Il y en a qui se marrent quand on leur parle du centralisme démocratique, normal ils ignorent totalement ce que cela veut dire, un militant sur mille y croit vraiment, ne dites pas le contraire vous mentiriez, et bien je peux vous assurer qu'il fonctionnerait comme une horloge dans ce putain de parti dont on a si besoin... pour vaincre nos ennemis évidemment pas pour former une secte.

Quant à la formation des militants, elle serait permanente, comme la révolution ! Un soin tout particulier lui serait porté aussi, on veillerait attentivement à ce que tous les militants qui sont aptes à progresser progressent, car il faut bien admettre que cela n'est pas donné à tout le monde aussi, je pense à notre pauvre Pierrot, l'éboueur que l'on avait recruté à Clichy, il aurait été stupide et indécent d'exiger de lui qu'il atteignit un jour le niveau théorique d'un professeur des écoles par exemple. La formation des militants ferait partie intégrante de leur activité au sein du parti.

Parallèlement, on veillerait à ce que chaque militant trouve sa place dans le parti, pas un ne devrait rester inactif, sinon la porte ! On serait attentif aux problèmes de chacun, le parti serait solidaire des camarades qui rencontrent des difficultés dans leur vie quotidienne, qu'elles soient d'ordre familial ou relationnel, psychologique ou matériel, le parti prendrait soin de chacun de ses militants, pas pour les materner, mais pour les soulager des souffrances inutiles qui leur pourrissent la vie et qui peuvent finir par les faire craquer. Un militant n'est pas un surhomme ou une machine. Le parti doit former des combattants révolutionnaires, chaque militant représente le parti, aussi il doit en être digne à partir du moment où le parti fait de son côté tout ce qu'il peut pour lui faciliter la vie, sans lui demander l'impossible évidemment, donc on ne forme pas seulement des militants qui doivent se comporter en communistes uniquement quand ils militent, mais dans la vie quotidienne et dans leurs rapports avec leurs semblables.

On ne peut parler de discipline ou de rigueur dans un parti, qu'à partir du moment où le parti montre l'exemple et démontre qu'il est réellement et non théoriquement à la hauteur de ses exigences, ce qui n'est le cas dans aucun parti à ma connaissance, et c'est tout à fait normal, puisque seul un parti marxiste révolutionnaire ne déviant pas de son objectif mettra nécessairement en oeuvre ce que je viens d'exposer très rapidement. Seul un parti dont les dirigeants ont la rage de vaincre ancrée en eux profondément sera suffisamment motivé, armé et déterminé à mettre en oeuvre ces principes.

Tous ces principes on les applique bien plus ou moins dans d'autres circonstances, de gré ou de force, là dans le parti, il ne s'agira jamais de forcer quelqu'un à faire quelque chose, car cela contredirait l'objectif que l'on s'est fixé, construire un parti de militants conscients, c'est la pierre angulaire sur laquelle doit reposer le parti. On fera la révolution avec des hommes tels qu'ils sont et l'on doit construire le parti avec des hommes tels qu'ils sont, maintenant nous savons que les uns et les autres doivent s'élever au-dessus de la condition d'ignorance dans laquelle ils ont été éduqués et maintenus pour vaincre.

Comme disait en substance Marx quelque part, il faut se fixer l'idéal le plus haut, même s'il nous semble très éloigné et impossible à atteindre, si l'on souhaite s'élever au-delà de la médiocrité du vieux monde, l'essentiel c'est d'aller de l'avant comme disait encore Lénine. Ils nous ont tracé le chemin, à nous de ne pas nous en écarter, et pour parodier Trotsky, nous vaincrons !

Le 14 février 2009

Hier le serveur ne fonctionnait pas, d'om l'impossibilité de se connecter sur le site.

Aux infos de TV5 Monde Asie avant-hier soir, on a appris que Total avait réalisé en 2008 un bénéfice de 13,9 milliards d'euros, en grande partie réalisé en nous rackettant, ajoutons avec la complicité du gouvernement.

Voilà encore un argument facile à employer pour montrer à la population que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est le gouvernement des capitalistes et que pour cette raison il ne peut pas être celui des travailleurs, par conséquence : il faut le chasser !

Il y a deux siècles, le 12 février 1809 naissait Charles Darwin, naturaliste et biologiste, le père de la théorie de l'évolution des espèces. Yves Coppens (paléontologue) a dit hier que ce qui n'était qu'une théorie autrefois est devenue un fait réel, incontestable, prouvé sur le plan moléculaire et génétique.

Rectifions, la théorie de Darwin reposait sur de multiples observations effectuées dans la nature qui confirmaient ses premières constatations. A partir du moment où le chercheur qu'il était a pu prouver que le même phénomène se reproduisait dans le monde animal et végétal, il ne s'agissait plus simplement d'une théorie à vérifier, mais de faits réels constatés et soigneusement enregistrés par ses soins.

A cette époque, Darwin disposait de moyens rudimentaires pour effectuer ses recherches, en l'occurence l'observation, la classification des espèces découvertes et l'étude comparative, il ne disposait pas des moyens sophistiqués dont les scientifiques disposent de nos jours pour confirmer les résultats de leurs travaux. Concernant l'évolution des espèces, il n'était pas possible de se livrer à des expériences sur des plantes ou des animaux, il fallait donc procéder à une évaluation et une vérification de chaque hypothèse, procéder par déduction et élimination pour ne conserver que les plus vraisemblables, et comparer ensuite ce qu'il y avait de commun entre deux oiseaux appartenant apparemment à la même espèce mais présentant des caractéristiques particulières. En partant de l'évolution de la forme de leur bec par exemple, pour ensuite en chercher l'origine, c'est là qu'il eut le génie de déterminer qu'elle provenait de la nécessité de cet oiseau à s'adapter à un milieu différent, ce qui se traduira au bout d'un certain nombre de générations par une transformation morphologique de son bec et sans doute de son régime alimentaire, puis de la taille de son corps, etc.

Et l'abruti de journaliste de conclure : c'est décidément difficile de réconcilier la science et la religion. Encore un qui n'a pas encore compris qu'il sera toujours impossible de concilier l'inconciliable, de concilier la science et la religion. Mais c'est à la mode,

vous avez remarqué ?

Un camarade m'a envoyé de nouveaux documents relatifs au NPA, ils m'ont franchement donné envie de prendre mes jambes à mon cou... Voilà ce qu'ils m'ont inspiré, sans modération.

Syndicats et gouvernement collaborent ouvertement, patrons et syndicats négocient au nom de l'intérêt général, des partis qui ne devraient rien à voir ensemble réalisent l'unité, des militants qui prétendent avoir des idées complètement contraires se retrouvent dans le même parti comme si de rien n'était, bref, tout ce qui était inacceptable, intolérable, impensable encore hier, sous la pression des idées dominantes de la bourgeoisie devient acceptable, tolérable, même souhaitable au point de ne plus rechercher que le compromis entre les contraires, au lieu que chacun demeure à sa place, au lieu d'un affrontement salutaire entre les classes et les idées, les charlatants professionnels qui prétendent parler en notre nom se vautrent ouvertement dans la fange et en sont fiers. Si on les écoutait, ils seraient l'avenir de l'humanité ! Les fossoyeurs du socialisme qui mènent à la victoire de la barbarie plus certainement.

Ils bradent les principes, la théorie, les enseignements du marxisme, le programme et même le drapeau dans un éclectisme infâme qui n'ose pas dire son nom, et pour se couvrir, ils accusent ceux qui refusent cette corruption de la connaissance d'être sclérosés... Mais renier à ce point le marxisme, n'est-ce pas témoigner une atrophie précoce du cerveau, une marque de sénilité avancée. La crasse ignorance sait se parer des atours de la folie pour inspirer confiance ou la compassion. Quoi de plus facile en sorte que de transposer sur les autres ses propres faiblesses, ses propres lacunes, sa propres misère intellectuelle, pour que l'on ne s'interroge pas sur vos propres facultés ou capacités, par crainte de découvrir tant de médiocrité ?

Il y a de quoi être écoeuré au dernier degré, découragé devant un spectacle aussi misérable. Ces gens-là sont prêts à baisser leur culotte même lorsqu'on ne leur demande rien, c'est pour dire jusqu'où ils sont prêts à aller. Vous savez pourquoi ? Parce qu'ils ont toujours raison, uniquement pour cela et rien d'autre.

Au début, inconsciemment, ils se bornaient à vouloir toujours avoir raison, à ce stade ils étaient encore récupérables, demandez à un psychiatre il vous le confirmera. Puis leur délire a franchi une nouvelle étape, ils sont dorénavant convaincus qu'ils ont toujours raison quoi qu'il puisse arriver, et quand il leur arrive de se contredire, ce n'est plus un problème puiqu'ils ne sont plus en état de s'en rendre compte, leurs propres contradictions sont devenues des vérités révélées. Une illusion ou un mirage, du moment qu'ils y croient à valeur d'argument, du coup toute discussion est rendue totalement impossible. Ils sont passés du stade de la réalité déformée à l'imaginaire, ils vivent dans un monde qu'ils se sont fabriqués, il est en quelque sorte à leur image, fantasmagorique et irréel, mais ils le perçoivent comme le monde réel.

On a dépassé le stade des illusions, on est entré dans le registre de la mégalomanie la plus accomplie, quand un individu croit dur comme fer aux histoires qu'il a inventées, qu'il ne peut plus en sortir et vivre sans, on atteint là le stade pathologique de la simple psychose ou de la schizophrénie je le crains.

A 21 ans j'avais entamé des études psychiatriques, avec le même acharnement que je mets à faire le site, c'est pour vous dire que j'ai étudié sérieusement ce domaine pendant environ deux ans, dont une année à temps plein du lever au coucher très tard dans la nuit. J'ai failli en faire ma profession. J'ai eu l'occasion à cette époque de rendre régulièrement visite à un copain qui s'était retrouvé en clinique psychiatrique après avoir été amputé d'une jambe, il était jeune et ne l'avait pas supporté, il s'était mis à débloquer du coup. J'allais le voir parfois tous les jours et je passais de longues heures avec lui, je l'étudiais attentivement pour essayer de comprendre où il en était et trouvé le moyen de l'aider à s'en sortir. Ils le bourraient de tranquillisants, c'était une horreur, et ce n'est pas sans peine que j'ai réussi au bout d'un moment à convaincre ses parents de le sortir de là, car il allait devenir complètement dingue. J'ai fait des expériences avec lui dans le dos de ses médecins que je considérais comme des bourreaux. J'ai réussi à le faire parler, à lui redonner espoir, il envisageait à nouveau son avenir, alors qu'il n'en avait plus au début de nos discussions, c'était déjà un progrès.

Vous ne le savez sans doute pas, mais quand l'on emploie le mot décomposition pour parler du mouvement ouvrier, la plupart d'entre nous en ignore la portée, je ne parle pas seulement sur le plan politique, mais sur le plan psychologique, W. Reich employa un synonyme, il parla de la désagrégation schizoïde de la personnalité, quand on perd tout repère avec la réalité justement.

C'est exactement ce qui est arrivé au mouvement ouvrier, donc il est normal que de nombreux militants, plus particulièrement des responsables ou dirigeants, à défaut de ne plus très bien savoir où ils en sont ou pour fuir la réalité et ses contradictions, soient tentés de les remplacer par leurs fantasmes. Au lieu de se contenter des rapports existant entre les classes, d'un côté le capital, de l'autre le travail, c'est beaucoup trop simple pour des intellectuels, alors ils cherchent autre chose, quoi, au départ ils n'en savent rien eux-mêmes, comme l'autre charlatan de Bensaïd, ils veulent *inventer l'inconnu* en faisant dire à Marx et Lénine le contraire de ce qu'ils ont dit, et puis le temps passant, voyant qu'ils n'arrivent à rien et que tout le monde ou presque s'accorde à dire qu'en réalité l'espace existant entre le travail et le capital tend à disparaître au point de devenir invisible, du coup ils en viennent à agir comme s'il n'existait plus tout simplement. Cela ne se traduit pas ouvertement dans tous leurs actes ou ils ne sont pas encore allés au bout de ce processus, mais ils y sont bien engagés comme l'a prouvé le congrès du NPA par exemple.

Vous savez, c'est comme lorsque vous êtes face à quelque chose de très simple à réaliser par des moyens rudimentaires et que

vous n'y parvenez pas. Vous en déduisez que la chose est plus compliquée que prévue et qu'il faut pas conséquence employer les grands moyens, alors qu'en réalité, si vous n'y parvenez pas, c'est peut-être tout simplement parce que vous êtes maladroit ! Vous n'êtes pas d'accord ?

(je rajoute le passage suivant en attendant que le serveur veuille bien fonctionner.)

On pourrait oser un parallèle (pas un amalgame) entre le comportement de ces responsables de formations politiques et les manipulations du gouvernement ou des médias.

Comment une illusion supplante le réel.

Voilà ce qu'écrit l'auteur de l'article intitulé *L'affaire de Tarnac : symptôme d'une société psychotique* que j'ai mis en ligne hier :

"*un individu est désigné comme terroriste, non pas parce qu'il a commis des actes déterminés, mais simplement parce qu'il est nommé comme tel.*".

De la même manière, la LCR qui hier ne présentait pas les conditions nécessaires pour y militer, sous le masque du NPA présenteraient par enchantement ces conditions, alors que l'ensemble des textes adoptés lors de son congrès, disons entre 95 et 98%, sont issus de la direction de la LCR et que les mêmes dirigeants contrôlent le NPA.

Il a suffit de se convaincre que le NPA n'était pas identique à la LCR, pour oublier tout le reste et décréter tout d'un coup le NPA fréquentable.

Cette méthode est proche du sylogisme dont une des composantes est fausse.

Tous les hommes sont mortels, je suis un homme, donc je suis mortel. Si le premier ou le deuxième postulat était faux, la démonstration ne tiendrait plus, mais à défaut de vérifier la véracité des deux premiers postulats, on la prendrait pour vrai.

Comme le dit l'auteur de cet article fort intéressant : "*Le pouvoir a la possibilité de créer un nouveau réel, une virtualité qui ne supprime pas, mais qui supplante les faits.*"

Faire illusion, créer de toutes pièces une vérité et l'imposer pour effacer une réalité qu'il ne faut pas voir ou trop encombrante, un mélange de méthode Coué et de démagogie, de purs mensonges tellement gros que personne n'osera les remettre en cause et le tour est joué.

On pourrait sans doute dire que c'est une des caractéristiques propre à l'homo sapien depuis la nuit des temps.

Quand j'écrivais récemment que nos intellectuels étaient misérables, je n'avais pas pris la peine de faire de distinction, je ne le regrette pas, cela ne s'imposait pas.

Vous m'excuserez de ne pas partager l'enthousiasme béat devant la montée de la protestation sociale en France, car sans perspective politique je vois mal comment on pourrait aller de l'avant, sinon pour obtenir encore des miettes, mieux, pour vaincre.

Le 15 février 2009

Pour les militants qui se poseraient des questions sur le contenu de l'éditorial que j'ai mis en ligne hier par rapport à ma position sur la question stratégique du combat pour la prise du pouvoir. Il faut bien tenir compte de la réalité. Vous ne vouliez tout de même pas que je commette la même erreur que Trotsky en titrant *C'est au tour de la France* alors qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire au moment où j'écris ces lignes.

Il n'y a pas l'ombre d'un début de compromis sur les principes dans mon éditorial, que les choses soient parfaitement claires. Au mieux, si la situation débouchait sur une crise révolutionnaire ouverte, on se retrouverait avec un gouvernement du type de celui de Kerenski, au pire avec un pure gouvernement de front populaire. La différence tient uniquement à la place du PS qui occuperait ou non une place dans ce gouvernement et l'importance qu'elle aurait. Bien entendu, ce n'est pas l'objectif recherché, ne me faites pas dire ce que je n'ai jamais dit, j'ai toujours été opposé à la constitution d'un tel gouvernement, encore plus au combat pour qu'il existe contrairement à Lambert et ses héritiers, c'est là toute la différence entre eux et moi, donc ne confondons pas s'il vous plaît.

Si j'ai pris la peine de préciser "*en l'absence d'un véritable parti communiste* ce n'est pas pour rien, c'est fondamental, c'est le parti

que nous devrions construire pendant cette période de transition, si on ne pouvait pas y échapper, le parti qui devrait s'emparer du pouvoir à la seconde étape de la révolution, si les choses se déroulaient ainsi. Vous devez bien comprendre qu'il y a des choses que l'on ne pourra pas improviser à la dernière minute. Soit le parti existera et sera ancré dans les masses et pourra prendre le pouvoir, soit ce sera impossible, voilà tout.

La mobilisation à la Guadeloupe et à la Martinique montre qu'il arrive forcément un moment où le prolétariat dit : stop, on arrête tout, ce n'est plus possible de continuer à vivre comme on nous l'impose. Reste à transformer cette crise sociale en crise politique, puis en crise révolutionnaire.

On ne peut pas analyser la situation et proposer une issue politique quand les événements se précipitent en partant de l'hypohèse que le parti existe, quand il n'existe pas. Ce serait une grave erreur de penser que la situation pourrait évoluer durablement de façon positive en l'absence du parti. Vous allez voir que les possibilités qu'offre la situation actuelle vont atteindre rapidement leurs limites en l'absence de perspective politique, c'est inévitable.

La question posée à la population de la Guadeloupe et la Martinique ne pourra être résolue qu'à partir du moment où elle se posera de la même manière en métrople, quand la classe ouvrière dira : stop, on arrête tout, le capitalisme est en train de tout détruire, jusqu'aux plus infimes liens socials.

Aux infos, j'ai encore vu un reportage en Grande-Bretagne consternant. 39.000 filles de moins de 18 ans sont mères, oin a vur un couple, lui 13 ans, elle 15, à la question du journaliste : et sur le plan financier comment vous allez vous en sortir, pas de réponse, voilà la déchéance du capitalisme dans toute sa splendeur.

A la Guadeloupe, ils ont établi une liste de 144 revendications à satisfaire, à ce niveau-là, cela montre que c'est l'ensemble de la société, les bases économiques sur lesquelles elle repose qu'il faut changer, quelques réformes ne pourraient permettre de répondre à l'ensemble de ces revendications, ni même à la moitié ou au quart, en conclusion, c'est bien le système capitalisme qui est remis en cause et qu'il faut balayer.

On peut observer jour après jour la crise enfler, c'est perceptible à l'oeil nu. Aux Etats-Unis un plan appelé de relance vient d'être adopté, à peine un peu moins de 800 milliards de dollars. Réponse de Wall Street : la bourse américaine finit la semaine dans le rouge.

Rien n'y fait. Des milliers de milliards de dollars ou d'euros injectés dans l'économie de part et d'autre de l'Atlantique et la crise continue de faire des ravages, et ce n'est qu'un début. Ils vont construire des écoles et des ponts, et lorsqu'ils seront construits, que deviendront ceux qui les ont construits ? Ils retourneront au chômage, à la case départ, le gouvernement américain se retrouvera dans la même situation qu'aujourd'hui, dans une situation encore plus difficile pour l'affronter.

Ils veulent que la population dépense plus. En gros, ils voudraient que la population dépense l'argent qu'elle a en dépôt dans des banques et qui sert à celles-ci de garantie pour attirer l'argent d'investisseurs. Mais imaginons que la population dépense cet argent et que chaque actionnaire vienne à exiger l'argent qui lui revient en échange de la vente de ses actions, argent que les banques et les entreprises n'auraient plus puisqu'elles l'aurait dépensé, la seule matérialisation qu'il resterait de cet argent serait les entreprises.

La situation prise sous n'importe quel angle s'oriente inexorablement vers la remise en cause du capitalisme. Il faut que ce processus de mûrissement de la prise de conscience des masses aille à son terme, car c'est seulement à partir de ce moment-la que l'on pourra envisager une victoire possible sur le capitalisme, la révolution et son triomphe.

La France est le pays de la révolution, c'est ce que je dis à beaucoup d'Indiens. Ici, quand tu parles de la richesse et de la pauvreté, tout le monde embraie sur ce sujet, tout le monde comprend au quart de tour de quoi tu parles, mieux, on t'écoute, alors que généralement tout le monde se tape de tout. Je ne suis pas organisé, mais je fais de la politique sur une plage sous les cocotiers !

On va se détendre un peu, cela faisait trop longtemps qu'on était sérieux. J'ai une petite histoire à vous raconter. Pas une histoire indienne malheureusement, mais bien française.

J'ai reçu un courriel d'un "docteur en sexologie humaine et en sexualité humaniste". Il a dû se tromper de site Internet ou être mal aiguillé par un moteur de recherche le malheureux. Il m'a trouvé dans un état "dépressif" !

On se marre bien quand même, tu parles d'une dépression, tous les dépressifs de la terre voudraient bien être à notre place !

Dépressif ? Pas vraiment, se lever avec le soleil qui pointe à l'horizon au-dessus du Golfe du Bengal sur la mer, il y a pire. Se coucher en observant la voie lactée de son lit, c'est vrai que cela a donner la migraine. L'horreur, c'est quand la lune s'invite, elle éclaire tout le premier étage et m'empêche de dormir, c'est à piquer une crise de nerf !

Dépressif ? Pas vraiment, se lever à l'heure qu'on veut, se coucher à l'heure qu'on veut, en voilà un casse-tête à vous rendre dingue !

Dépressif, déséquilibré ? Pas vraiment, sur le plan affectif ou sentimental, sur le plan intellectuel ou mental, sur le plan sexuel, sur le plan matériel ou financier, j'ai ce qu'il faut où il faut, merci. Et sur le plan politique, on fait ce qu'on peut.

J'aurais pu vivre avec une femme magnifique, j'aurais pu être très fortuné, j'aurais pu faire une brillante carrière professionnelle, j'aurais pu devenir un grand patron, un homme d'affaires, j'aurais pu vivre comme un bourgeois, je le serais même devenu, mais j'ai choisi autre chose, sciemment, consciemment. Je ne vis pas sur le dos des autres et surtout pas sur leurs malheurs, sauf sur ceux des riches. C'est ma carte de visite comme ils disent.

Etre dépressif, c'est ne plus pouvoir rien supporter, on ne voit plus comment on pourrait s'en sortir, il n'y a plus d'issue, plus rien pour compenser la dureté de la vie, on est au bord du désespoir, parfois du suicide.

Ce charlatant qui m'a diagnostiqué dépressif a bien vécu en racontant des balivernes à ces clients.

La plupart des gens qui vont se faire analyser ont un problème affectif, ils n'ont plus personnes à qui parler, ils ont l'impression que plus personne ne veut les écouter, que plus personne ne les aime, ils ont perdu confiance en eux, ce sont des gens qui se trouvent très seuls dans leur vie, alors qu'ils ne vivent pas sur une île déserte. La société fabrique du malheur à la pelle au quotidien, et il y en a qui s'en nourrissent, comme ce monsieur.

De là à ce que ce genre de problème se reporte sur la sexualité, il n'y a qu'un pas, c'est le cas le plus souvent.

J'ai un pote qui vivait en couple depuis pas mal d'années, il avait été un super dragueur, il pensait qu'il avait été doté d'un charme naturel et que pour cette raison sa compagne ne pouvait que le désirer. Sauf qu'au bout d'un moment, quand tu vois que ton compagnon n'est pas capable d'affronter les exigences de la vie quotidienne, tu finis par t'en détacher sur le plan affectif, et cela se ressent sur le plan sexuel évidemment. Il ne l'a pas supporté, il l'a soupçonnée de le tromper alors qu'il n'avait pas arrêter de la tromper pendant des années, il a piqué une crise de jalousie et il s'est tiré une balle dans la tête. Deux autres de mes potes ont fini de la même manière, dont un qui avait tout pour lui ; il vivait dans un manoire à Rueil Malmaison (92), il avait un magasin de sport et ses parents étaient bourrés de fric, il avait une compagne superbe à faire pâlir bien des mannequins.

La dépression n'est pas réservée qu'aux nantis, loin de là. Si les riches ont de nombreux paliatifs à leur disposition pour supporter la crise, les ouvriers n'ont que le pinard aurait dit Coluche et les jeunes le pétard !

C'est vrai que la politique peut rendre aigri, mais si l'on croit dans les idées qu'on défend, dans la véracité de nos arguments, il n'y a pas de raison de se battre pour autre chose, de manoeuvrer ou de dissimuler quelque chose, d'adopter un comportement paranoïaque ou agressif gratuitement. Je précise car j'adopte une certaine distance par rapport à ce que j'écris, un peu comme Marx ou Lénine qui exagérait certaines situations pour mieux attirer l'attention sur certains aspects capitaux qui pouvaient avoir valeur d'enseignement.

Il faut être ouvert à la discussion sur n'importe quel sujet, il ne doit pas y avoir de tabous entre nous. Comme cela aucun d'entre nous n'aura besoin d'aller chez un psy !

J'ai envie de terminer en vous disant : portez-vous bien camarades, on aura besoin de chacun d'entre vous pour vaincre.

J'allais oublier, notre psychothérapeute à la noix a dû vouloir parler de la crise du capitalisme en parlant de dépression, un cas classique de confusion entre l'objet et le sujet.

Bon dimanche.

Autre chose.

Entendu aux infos de TV5 Monde Asie hier soir. Une vendeuse d'une supérette en Guadeloupe montre sa feuille de paie : 425 euros par mois pour 25h de travail pas semaine. Elle a rajoint la grève car ce n'est plus possible de vivre avec des salaires aussi misérables.

Il y a quelques années mon ex-épouse et notre fille accompagné de son compagnon ont quitté la Réunion pour rejoindre la métropole. Mon ex-épouse avec 20 ans d'expérience comme secrétaire était payée au smic avec un loyer qui représentait la moitié de son salaire.

Le 16 février 2009

Un clin d'oeil à la causerie d'hier : s'il y avait quelque chose qui devait nous rendre dépressif, c'est bien le mouvement ouvrier ! Ah si le parti était à l'image de la tribune libre qui figure dans le site, il n'y aurait pas lieu de déprimer ! Qu'est-ce qu'on serait heureux ! On aurait fait un pas décisif en avant.

Confronter nos idées, polémiquer ou caractériser certaines positions ne devrait pas nous aveugler, au contraire on a la fâcheuse impression qu'on ne se bat pas dans la même direction, alors qu'en principe on est d'accord sur le fond. Mais le sommes-nous vraiment ? C'est ce qu'on s'efforce de déterminer, et la seule manière d'y arriver, c'est de tout revérifier régulièrement à la lumière du marxisme, dans la mesure du possible.

Tout converge pour mettre en accusation le capitalisme, tous les maux qui affectent la société viennent de lui. Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles où il est mis gravement en cause directement. Il faut donc que chaque travailleur finisse par savoir ce que signifie le capitalisme, c'est notre boulot de leur enseigner. A mon avis, c'est sur ce plan-là que la conscience des masses doit impérativement progresser pour entrevoir une issue politique.

Les institutions, ils savent plus ou moins à quoi elles servent, ils le sauraient mieux encore s'ils pouvaient faire le lien entre leur fonctionnement et les exigences du capitalisme, car les deux sont évidemment intimement liés, ils finiraient par comprendre qu'en brisant ce lien, il serait alors possible de remettre en cause les fondements du capitalisme et de régler immédiatement la majeure partie de nos problèmes, ils se rendraient compte enfin qu'il n'y a pas de fatalité, qu'ils ont le pouvoir de guider leur destin. Est-ce que vous sentez le développement dialectique qui soutend ce mouvement ? Il est pour ainsi dire palpable, matériel et bien réel. C'est parce que je le sens que j'estime être sur la bonne voie, même si parfois j'hésite ou je me plante.

On peut se retrouver avec une crise politique ou une crise révolutionnaire due à la mobilisation des masses, sans qu'elle ait de direction précise, ce serait dramatique et tragique. On se demande bien comment elle pourrait en avoir, alors que les masses n'ont personne pour les guider dans la bonne direction, leur indiquer les prochains objectifs à atteindre, je ne parle même pas de l'objectif final qui est la prise du pouvoir. Même si un parti adoptait une perspective révolutionnaire correcte, cela ne changerait rien dans l'immédiat, puisqu'il n'existe aucun parti ancré profondément dans les masses. Pour ainsi dire, il vaudrait mieux que la crise prenne son temps avant de se transformer en crise révolutionnaire...

En observant la situation à la Guadeloupe, on a confirmation de ce qu'on savait déjà mais qu'on avait semble-t-il oublié : la crise politique et le combat politique, la prise de conscience au niveau politique ne s'inscrivent pas dans la continuité ou le prolongement de la crise sociale, du combat pour les revendications démocratiques bourgeoises et de la prise de conscience au niveau économique, ils s'inscrivent en rupture avec les rapports sociaux existant et tendent à les remettre en cause.

Au bout de quatre semaines de grève générale à la Guadeloupe la situation est bloquée, elle serait même en train de pourrir qu'il n'y aurait rien d'étonnant à cela en dehors de toute issue politique. Ce mouvement n'est pas encore passé au plan politique, il n'a pas encore changé de nature.

Un mot sur ne NPA.

J'ai lu rapidement les documents qu'ils ont adoptés lors de leur congrès. On y trouve tout et son contraire comme il fallait s'y attendre. La SFIO ou le PS avait des relents marxistes dans leurs programmes, on y trouvait par exemple la nécessité d'abolir la propriété privée des moyens de production , ce qui n'a jamais fait d'eux des partis marxistes révolutionnaires.

Pour analyser la nature d'un parti, on ne peut donc pas se contenter de ce qu'en disent leurs fondateurs, leurs déclarations, leurs discours écrits qui correspondent en tout ou partie à leur programme, comme nous avait averti Marx. On ne peut pas se fier à ce qu'ils disent d'eux-mêmes, sauf à faire preuve d'une navrante crédulité disait-il en substance.

Donc pour définir la nature d'un parti et les intentions réelles de leur fondateur, on ne peut pas s'en remettre aux apparences. Il faut tout analyser en ayant à l'esprit que selon l'époque ou le contexte dans lesquels ils ont été constitués, certains facteurs n'auront pas forcément la même importance pour les caractériser avec précision.

Observons les différents moments de la fondation du POI et du NPA.

Le POI a été fondé dans la foulée des dernières élections alors que la crise actuelle n'était pas encore entrée dans sa phase critique. Leurs initiateurs ont cru qu'ils pourraient réaliser un "coup" en devançant tout le monde, la LCR et Mélenchon avec son PG, en réalité, il reposait sur une appréciation erronée de la situation qui n'avait pas encore suffisamment mûrie. Ils ont peut-être pensés qu'en devançant les autres, ils seraient les premiers à récolter les fruits de la crise en terme de recrutement, sauf que cela ne s'est pas réellement produit.

Le NPA a été fondé en pleine cris ouverte du capitalisme au moment ou des centaines de milliers de licenciements tombaient,

du coup, ses fondateurs n'avaient plus qu'à se baisser pour en récolter les fruits. On peut légitimement penser que leurs initiateurs n'y sont pas pour grand chose, eux qui n'ont jamais rien vu venir pendant des décennies, j'émets l'hypothèse qu'au départ ils ont voulu immiter le PT, ce que confirme le fait qu'ils ont lancé le projet de NPA au mois d'avril 2007, pratiquement au moment de la fondation du POI (en juin de la même année), et c'est uniquement par un concours de circonstances favorables qu'ils n'ont pas eu à chercher bien loin pour recruter 6.000 adhérents supplémentaires.

Maintenant, si l'on n'est pas trop exigeant ou qu'on n'y regarde pas de trop près, les programmes de ces deux partis peuvent sembler correctes, et sur ce plan le NPA a un net avantage sur le POI en mettant en avant la nécessité de passer par la voie révolutionnaire pour que le prolétariat accède au pouvoir, passons ici sur les contradictions qui figurent dans leur programme et admettons provisoirement qu'il pourrait nous convenir.

Dans les deux programmes on trouve également la nécessité de liquider la Ve République, de rompre avec l'Union européenne et toutes les institutions internationales du capital, etc. Donc en apparence tout cela semble correcte.

Autre point commun à ces deux partis qui là tranchent radicalement avec l'appréciation précédente. Au POI, certains de leurs dirigeants sont farouchement opposés à la voie révolutionnaire, Schivardi et Jeanneney pour n'en citer que deux qui se sont exprimés publiquement sur cette question. Au NPA, lors de son congrès fondateur, lorsque la question du nom du parti a été abordée et mise au vote des délégués, ils avaient le choix à l'arrivée entre deux noms, le NPA Nouveau parti anticapitalise ou PAR parti anticapitaliste révolutionnaire, or ce dernier a été rejeté, ce qui signifie qu'une majorité des adhérents de ce parti sont contre la voie révolutionnaire qui figure pourtant dans leur programme.

Cette question est déterminante, car l'on sait par expérience que sans passer par la voie révolutionnaire, jamais le prolétariat n'accèdera au pouvoir, jamais nous ne pourrons nous débarrasser du capitalisme. Il faut donc en déduire que ni le POI ni le NPA ne peut être le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour vaincre et que ce parti reste entièrement à construire.

Et quand on analyse la ligne politique de ces deux partis, on en est totalement convaincu au premier coup d'oeil, puisque ni l'un ni l'autre ne propose aujourd'hui la moindre issue politique aux masses, et encore, s'ils en proposaient une, il faudrait observer de quelle manière ils la mettent en pratique quotidiennement, car c'est facile pour des gens habitués à manier le marxisme de pondre instantanément quelque chose qui ressemble à une issue politique correcte, encore faut-il qu'ils se battent pour la faire pénétrer dans les masses pour qu'elles l'adoptent. Finalement, c'est donc en passant sur le terrain pratique que l'on se rend compte que ces partis ne sont pas ce qu'ils prétendent être.

On aurait pu aussi aborder la question de leur composition petite bourgeoise ou issue des classes supérieures du prolétariat, des couches protégées du prolétariat pour leur trouver un point commun. Tous deux ont recruté massivement, majoritairement, des travailleurs qui sont bourrés d'illusions dans le capitalisme et dont la plupart n'ont qu'une très vague idée de la différence entre syndicalisme et politique.

Autre point commun, citation commune il faut préciser, le mimétisme va loin entre le NPA et le POI, en chassant toute référence au marxisme comme s'il était pestiféré, pire, en lui préférant Jaurès qui n'aura de cesse de vouloir allier l'idéalisme et le matérialisme, ils ont indiqué clairement que leurs intentions n'étaient pas de rompre avec l'obscurantisme qui sert avant tout à assurer la pérennité du régime capitaliste.

Autre point commun que l'on pourrait qualifier de contre-révolutionnaires en prenant le risque d'être incompris, tous les deux se prononcent pour des réformes immédiates, sous le gouvernement actuel, par le gouvernement actuel, sachant qu'une infime minorité des travailleurs participent aux mobilisations, même quand elles atteignent un ou deux millions, au passage on se demandera si les militants savent encore compter, il est un fait que personne ne veut prendre en considération mais que j'estime capital, en admettant que Sarkozy soit obligé de reculer sur des revendications importantes, sachant que plus de 90% des travailleurs n'auront participé à aucune mobilisation, ils seront tentés en dehors de toute conscience politique d'en attribuer le mérite à Sarkozy, les médias se chargeront de les en convaincre en le martelant, c'est certain. Et après ? Rien évidemment, comme à chaque fois en pareille occasion.

Deux méthodes, d'un côté celle du réformisme bourgeois, de l'autre, celle du marxisme révolutionnaire.

Le POI et le NPA combattent pour des réformes pour qu'elles soient appliquées, pour gagner. C'est leur seul objectif. Ils n'ont pas d'autre perspective politique comme chacun peut le constater, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles.

A l'opposé, je dis qu'il faut combattre pour des réformes non pas pour qu'elles soient appliquées ou pour gagner, on s'en fout, mais pour faire tomber le gouvernement et le régime.

En aparté. Il y a des crétins qui vont encore penser : vous vous rendez compte de ce que vous dites, vous vous en foutez, c'est dégueulasse, mais mettez-vous à la place des travailleurs pauvres... Calomniateurs ou inconscients, je ne fais que cela imaginez-vous, je ne pense qu'à eux qu'est-ce que vous croyez, eux ils n'ont rien à perdre contrairement à beaucoup, votre

humaniste de pacotille ne peut conduire qu'à perpétuer l'ordre établi, et qu'est-ce que vous vous imaginez, que le combat de classe, la révolution, ne demandent pas de sacrifices de la part de la classe ouvrière, c'est triste ou malheureux tout ce que vous voudrez, mais mettez-vous dans le crâne que plus d'un d'entre nous devra être sacrifié ou sera sacrifié pour que la classe prenne le pouvoir. Pas vous apparemment, vous aurez décampé avant pour sauver votre misérable peau ! Vous connaissez des guerres qui ne font pas de victimes des deux côtés, moi je n'en connais pas. On est en guerre permanente contre le capital, une idée qui n'a pas encore dû vous effleurer l'esprit. Souvenez-vous des dizaines de milliers de morts de la Commune de Paris. Redescendez sur terre, après vous pourrez pleurnicher sur le sort de la classe ouvrière. Et ne me faites plus chier avec ce genre de conneries qui a le don de me mettre en furie, tant de crasse ignorance est insupportable... mais inévitable, vaut mieux en rire qu'en pleurer, finalement restons clame ! Au fait mon épouse vit en France avec 600 euros par mois et ma mère perçoit la retraite de mon père ouvrier en bâtiment qui ne doit pas être plus élevée, et personnellement j'ai 350 euros par mois pour vivre y compris pour faire fonctionner ce foutu site Internet qui sert à des prunes, chez nous on a été forgé à la hache, on a un peu de dignité, on n'a que cela et on y tient !

Le combat pour les réformes tel que je le conçois n'a pas pour objectif de subordonner davantage le prolétariat au capitalisme (et aux institutions), mais de l'aider à prendre conscience de la nature du régime, pour l'aider à rompre ses liens avec le capitalisme et les institutions, pour qu'à l'étape suivante il se soulève pour renverser le régime, afin ensuite de pouvoir mettre en oeuvre ces réformes indispensables et urgentes.

La signification et la portée politique de réformes ne sont pas les mêmes lorsqu'elles se situent ou non dans une perspective politique. Le POI et le NPA n'ont pas à proprement parlé de perspective politique. Or l'unité des exploités ne peut pas se réaliser et déboucher sur la remise en cause du régime sans perspective politique, ou dans le meilleur des cas elle serait vouée à une terrible défaite, la plupart du temps l'unité est même impossible à réaliser en dehors du combat politique contre le pouvoir en place vers lequel seul peut et doit converger toutes les revendications. Si vous ne déterminez pas quel est le point commun à toutes les revendications et vers quel objectif commun elles doivent converger, comment voulez-vous parler sérieusement d'unité ?

La recherche de résultats à tout prix, cette fixation quasi névrotique sur l'objectif d'obtenir satisfaction sur des revendications économiques ou sociales, revient finalement à favoriser le mouvement au détriment de l'objectif de notre combat politique qui est d'en finir avec le régime. C'est adopter la théorie du rénégat du marxisme Bernstein.

Comme je l'ai écrit ailleurs, en voulant créer des partis de masse avant même que la crise révolutionnaire soit ouverte, ils se sont trompés de timing, ils ont démontré que leurs dirigeants n'étaient pas capables d'analyser à fond la situation et qu'ils étaient incapables de s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du XXe siècle. Ils peuvent aussi estimer que les choses sont très bien comme elles sont, l'autosatisfaction qu'affichent leurs dirigeants porte à le penser.

Quand seul le mouvement compte et qu'on se moque bien de l'objectif, tout va pour le mieux en période de crise, c'est bien connu, on se laisse porter par la vague de contestation... Il y en a plus tard qui vont se réveiller avec la gueule de bois. Ils ne pourront pas dire qu'on ne les avait pas avertis.

Autre point.

On a appris la dissolution du groupe CRI dans le NPA. C'est marrant, j'ai comme l'impression qu'ils avaient décidé de s'intégrer au NPA avant même d'en connaître précisément la nature et le fonctionnement. Ils n'ont obtenu aucun élu à la direction du NPA, tous leurs textes ont été rejetés par plus de 95% des congressistes, mais bon, chacun voit midi à sa porte et l'on n'a pas de temps à perdre à en discuter. Tout cela était prévisible, je l'avais écrit souvenez-vous.

Ils pensent pouvoir ainsi influencer la politique opportuniste de la direction du NPA, on ne voit franchement pas comment ce serait possible, c'est encore se faire des illusions, mais le plus grave, c'est qu'ils vont devoir la défendre ! C'est comme tendre la joue gauche après avoir reçu une grosse claque sur la joue droite, il y en a qui affectionnent apparemment.

Le 17 février 2009

Sudhakar, le jeune que j'avais eu comme élève à l'Alliance française et qui habite à côté de chez moi, m'avait parlé d'un "banquier belge" à qui il avait loué la maison de son grand-père, sans que je le rencontre depuis un an. C'est fait depuis cet après-midi et je ne le regrette pas. Nous avons dû écourter notre conversation qui a duré une bonne quarantaine de minutes à cause de la tombée de la nuit.

Je n'ai pas demandé à ce sympathique monsieur quelle était sa fonction précise au sein de sa banque. On a abandonné rapidement la discussion sur les problèmes d'hygiènes que l'on rencontre dans le village dûs également à des Européens, pour la crise du capitaliste qui le passionne autant que moi. Je lui ai dit ce que je faisais avec le site, j'ai évoqué Marx et *Le Capital* qui pour lui reste "inclassable", il m'a répondu en substance qu'il était de "gauche" sans être communiste contrairement à moi, ce qui ne m'a

pas gêné, je lui ai d'ailleurs dit. Il a tellement été enthousiasmé par notre discussion, qu'il m'a avoué être heureusement surpris de faire une telle rencontre. Nous nous sommes quittés en nous invitant mutuellement.

Venons-en à notre discussion. Je lui ai fait part de mes idées sur la crise, de mes incertitudes aussi, et bien sûr des questions qui nous intéressent tous. Le meilleur moyen de vérifier ma théorie sur cette crise, notamment dans le domaine purement financier, était de la développer devant lui pour voir sa réaction, s'il confirmait mes dires ou me corrigeait en cas d'erreur ou de lacune. A ma grande surprise, il m'a dit "*vous avez tout compris, c'est bien ce qui s'est passé aussi incroyable que l'on puisse le penser*". Alors je lui ai fait part de mes doutes sur des sommes titanesques avancées par certains économistes à propos des produits dérivés, j'ai rappelé les chiffres qui sont supérieurs à un million de milliards de dollars, il a confirmé qu'ils étaient exacts et entièrement du domaine de l'économie fictive.

Il m'a dit que tout le monde de la finance, tous les banquiers étaient parfaitement au courant depuis le début. Il est remonté à 1974, pour lui cela a commencé quand Nixon a décidé de mettre un terme à la convertibilité du dollar en or. "Ils ont voulu inventer une nouvelle économie déconnectée de l'économie réelle, sauf que l'unique source du profit n'a jamais changé. Le décalage ou le fossé entre les deux n'a cessé de s'accroître depuis, au point que la catastrophe est devenue inévitable" m'a-t-il expliqué, confirmant ma propre analyse et mes propres conclusions.

Je lui ai parlé des "bad bank", des "banques poubelles" qui seraient chargées d'épurer le système financier en lui disant qu'au départ personne ne voulait entendre parler de la nécessité de liquider les créances pourries des institutions financières, mais que les choses évoluaient, et que pas plus tard qu'hier le directeur du FMI envisageait une telle solution. Il m'a répondu qu'ils pourraient effectivement y recourir mais que les conséquences seraient terribles. J'ai avancé que des centaines d'institutions financières et de banques seraient alors conduites à disparaître, il a confirmé en ajoutant qu'on ne peut pas aujourd'hui en mesurer réellement les conséquences, car c'est la totalité de l'économie mondiale, toutes les grandes entreprises qui seraient durement frappées et entraînées dans leurs sillages. Pour lui, la crise de 1929 n'était rien à côté de celle d'aujourd'hui.

Il n'imagine pas que le capitalisme puisse s'en sortir car la crise va avoir des conséquences sociales terribles. Quand j'ai avancé que ce serait une bonne occasion pour porter le coup de grâce au capitalisme, il m'a répondu que c'était sans doute la seule issue possible et souhaitable vue les ravages causés par le capitalisme à travers le monde.

J'ai aussi évoqué toutes les réunions internationales depuis celle du 15 novembre à Washington jusqu'à celle du G7 de vendredi et samedi dernier, selon lui aucun des acteurs présents ne peut prévoir comment la crise va évoluer tout en sachant qu'ils n'ont pas les moyens de la juguler. Selon lui dans les milieux dirigeants, ils n'ont pas pris encore conscience de l'ampleur de cette crise, ils refusent toujours d'en déterminer l'origine ou ils en sont incapables. Ils ne veulent pas croire les chiffres qu'ils ont sous les yeux. Il m'a répété à deux reprises que c'était extraordinaire de constater que ces gens refusaient de voir la réalité en face, qu'ils la niaient...

Il m'a rappelé que c'était en réalité à partir du début des années 90 que les choses s'étaient vraiment emballées, quand les institutions financières avaient mis au point des produits de plus en plus sophistiqués et incontrôlables, en répétant que tout le monde le savait, tous les administrateurs des banques le savaient, tous les ministres de l'économie ou des finances le savaient pertinemment, ils ont laissé faire en n'imaginant pas un seul instant qu'il viendrait un jour où il faudrait solder les comptes et qu'il serait impossible de recourir au même procédé indéfiniment pour y échapper. Ils ont oublié les bases de l'économie capitaliste tout simplement.

Voilà en gros notre discussion. Il m'a proposé de venir le voir quand je le souhaiterais si j'avais encore des questions à lui poser, en ajoutant qu'il n'était "plus très pointu" dans certains domaines et qu'il avait pris beaucoup de plaisir à notre échange. Il faut que je retrouve la causerie où j'avais posé un certain nombre de questions pour lesquelles je n'avais pas de réponses satisfaisantes à mon goût ou des doutes pour lui soumettre.

Vous voyez camarades, j'ai procédé avec lui en utilisant la méthode que j'emploierais face à un travailleur, sauf qu'ici les rôles étaient inversés. Au lieu d'employer la mauvaise méthode qui consiste à débiter son discours pour demander ensuite au travailleur ce qu'il en pense, néophyte en économie, j'ai exposé mon analyse de la crise du capitalisme devant un professionnel sans craindre le ridicule et sans complexe, pour qu'il me dise à son tour ce qu'il en pense franchement et pouvoir ensuite comparer nos deux points de vue, afin d'en tirer un enseignement.

Cela ne m'aurait servi à rien de l'écouter parler en premier, il connaît son affaire, alors que moi je dois vérifier en permanence si je ne me suis pas planté et éventuellement me corriger, j'ai un objectif, progresser, le reste ne m'intéresse pas. Si une discussion ne devait servir qu'à faire étalage de ses connaissances où chacun ânonne ses vérités, cela n'aurait vraiment aucun intérêt pour personne, ce serait stupide, ce serait une perte de temps et faire preuve de vanité.

Il faut de l'audace dans la vie, j'ai bien eu la trouille de dire des conneries, j'avais en face de moi un monsieur charmant mais très sérieux je vous assure, cependant le besoin de savoir si j'avais vraiment compris quelque chose l'a emporté sans présumer du résultat, je ne suis pas du genre à nier mes faiblesses ou mes lacunes. Pour se marrer, un psychologue ajouterait que c'est le meilleur moyen de les supporter ou de les assumer, le mieux, c'est que c'est vrai ! La suite lorsque j'aurais mis la main sur la causerie que j'ai évoquée plus haut et que j'aurai soumis mes questions à Charlie, je crois qu'il s'appelle ainsi notre banquier

belge. Je lui parlerais de Fortis et Dexia !

Je ne l'ai pas dit avant car cela ne m'était pas venu à l'esprit plutôt, si je m'étais comporté avec lui en dogmatique récitant mon catéchisme marxisant, cela l'aurait sans doute fait chier à mourir et la discussion aurait tourné court, entre nous, dans ce cas-là il aurait eu raison, j'aurais fait de même. Je n'ai pas perdu ma journée. J'espère ne pas vous avoir fait perdre votre temps si précieux camarades.

Un dernier mot : lisez les dépêches économiques, la dernières va peut-être vous faire sourire, mais elle est révélatrice de la profondeur de la crise (Plus d'1,5 millions de vaches laitières menacées de mort aux Etat-Unis (17.02)). On ne peut pas se forger sa propre analyse politique de la situation si l'on ne suit pas l'évolution de la crise, et comme tous les dirigeants la néglige systématiquement, sans doute parce qu'ils pensent que les militants et les travailleurs sont trop cons pour y comprendre quelque chose, si vous vous fiez à leurs syllogismes ou leurs sophismes vous ne serez pas tellement avancés, d'autant plus qu'il n'est pas du tout certain qu'ils se donnent autant de mal que moi pour essayer de comprendre ce qui se passe réellement, en tout cas on attend toujours qu'ils nous en fournissent la preuve. Salut !

Le 18 février 2009

Je regrette que peu d'entre vous aient lu le texte sur les fonctionnaires où je faisais le lien entre le combat contre l'Etat capitaliste et le combat contre le capitalisme dans le secteur privé, alors que j'y développais une analyse qui tranche avec tout ce qu'on a l'habitude de lire. Loin de moi l'idée de taper sur les fonctionnaires, bien au contraire, renouant avec le marxisme, j'ai essayé de montrer de quelle manière il fallait s'y prendre pour les aider à élever leur niveau de conscience politique en rupture totale avec le réformisme bourgeois qui a pourri le mouvement ouvrier, ses organisations et ses partis. Si cela ne vous intéresse pas, non, je préfère ne rien ajouter.

J'ai constaté aussi que les documents économiques ne vous intéressaient pas non plus, or celui qui ne suit pas le développement de la crise du capitalisme ne sera jamais en mesure d'analyser correctement la situation politique. Je pensais que c'était bien de donner les moyens à chaque militant de pouvoir se forger sa propre opinion, je me suis apparemment trompé, la majorité préfère toujours suivre aveuglément leurs dirigeants incultes en la matière. Je ne veux rien vous imposer, après tout chacun est libre de s'en remettre à dieu et ses disciples.

Et si c'est moi ou mes analyses que vous suivez de la même manière, vous allez vous faire engueuler grave ! Je plaisante, vous savez que j'ai un profond respect pour chaque militant, mais n'abusez pas quand même, je préfère de loin que vous ayez confiance en vous-même, et je ne tiens pas à ajouter ma contribution aux méfaits de la société qui pourrait favoriser en vous le développement du terrain propice à la paranoïa.

Hier les Bourses se sont encore effondrées, bonne nouvelle, immédiatement après l'adoption du nouveau plan de sauvetage du capitalisme de 787 milliards de dollars finalement adoptés aux Etats-Unis. Les dernières déclarations de Strauss-Kahn, qui dirige le FMI, sont très intéressantes, car il a de plus en plus de mal à cacher son angoisse grandissante au fur et à mesure qu'il découvre impuissant l'ampleur de la crise, ce qui confirme ma causerie d'hier.

Mon seul plaisir, vous voulez que je vous dise où je le trouve, certainement pas dans les courriels que vous ne m'envoyez pas, certainement pas dans les misérables politiques opportunistes mises en oeuvre par les différents partis, mais uniquement lorsque les faits me donnent raison. C'est bien triste et désolant d'en arriver là, mais je n'y suis pour rien.

Je ne vous cacherai pas qu'il y a encore quelques mois je ne comprenais pas moi-même grand chose à cette crise du capitalisme en dehors de ce que j'avais lu ici ou là et qui m'avait laissé perplexe. J'avais eu l'honnêteté de l'écrire dans le site. Avec acharnement je m'y suis mis bien que l'énonomie soit une matière ingrate à étudier par excellence, dorénavant je suis beaucoup mieux armé théoriquement pour arriver à comprendre l'essentiel, ce n'est cependant pas suffisant pour émettre un pronostic fiable à long terme. Vous allez comprendre pourquoi immédiatement.

Dire que la crise va durer, qu'elle est profonde, qu'elle est la pire de tous les temps, etc., ne nous apprend absolument rien. Ce qui nous gêne aujourd'hui, c'est que nous ne disposons pas de tous les éléments pour aller plus loin dans notre analyse, on est tributaire des informations qui tombent chaque jour des quatre coins du monde pour se faire une idée plus précise de son ampleur et en mesurer les conséquences prévisibles à court et moyen terme. On peut formuler des hypothèses comme je le fais, il faut ensuite y revenir régulièrement pour observer lesquelles se sont réalisées et lesquelles se sont révélées infondées ou ne se sont pas réalisées finalement, mais ce n'est pas tout, il faut encore creuser pour comprendre pourquoi certaines se sont vérifiées plutôt que d'autres, il faut en déterminer précisément les causes, et le problème c'est qu'on dispose le plus souvent d'informations incomplètes, on est donc obligé d'avancer à tâton, on doit faire preuve d'une extrême prudence avant d'en tirer de nouvelles conclusions, c'est un travail pénible et harassant.

Je vous explique tout cela pour que vous compreniez qu'il ne faut surtout pas se décourager, car au bout c'est payant, très souvent

en procédant par recoupement ou déduction on arrive à nos fins, mais presque toujours provisoirement. Il reste toujours des zones d'ombre plus ou moins importantes. Mais maintenant que j'ai un banquier sous la main, je devrais avancer encore plus vite et je m'en réjouis. Je ne plaisante pas, j'ai préparé quelques questions très ciblées à poser à Charlie s'il est là aujourd'hui.

Je suis obnubilé par la planche à billets que toutes les banques centrales mettent à contribution aujourd'hui. Je voudrais savoir aussi à quel moment précis la déflation peut céder la place à l'hyper inflation, le passage de la baisse continue des prix à leur envolée incontrôlable, quels sont précisément les facteurs qui le déterminent, quels facteurs il faut avoir à l'oeil quotidiennement pour ne pas manquer ce moment décisif où tout pourra s'emballer et conduira à une catastrophe mondiale similaire à celle de 1929, en plus gigantesque évidemment. Vous avouerez que ces questions sont déterminantes au plus haut point, elles conditionnent en grande partie l'avenir de l'humanité, je ne sais pas si nous sommes nombreux à en avoir réellement conscience. Cela ne veut pas dire que les choses vont obligatoirement se passer ainsi, mais si tel était le cas, je veux le savoir le plus tôt possible.

Il est évident que lorsqu'on se lance dans ce genre de réflexion, on ne doit avoir aucun a priori en tête, on doit se dire que tout est possible, ce n'est qu'ensuite que sur une échelle de vraisemblance on évalue au fur et à mesure de quelle manière et dans quelle direction la situation peut évoluer, à quel rythme aussi, car certains facteurs peuvent accélèrer l'ensemble du processus ou au contraire le freiner. Il faut débusquer en permanence l'arbre qui cache la forêt pour ainsi dire, on n'a pas le droit de se contenter d'à peu près pour se forger une opinion. On doit être tout sauf dogmatique si vous voulez.

Ce qui est très frustrant, c'est que parfois on semble enfin avoir compris quelque chose, et patatras, le lendemain une information tombe qui remet tout en cause. Cela force à rester modeste ou à le devenir par la force des choses. On est donc obligé d'avancer, tout en sachant qu'une partie de notre raisonnement est forcément faux, c'est génial, il faut l'admettre, cela choquera les esprits bornés et étroits formatés à l'école de la logique pure, les gens qui ont toujours raison et qui savent tout, on ne les compte plus dans nos rangs, c'est même l'exception qui tient lieu de règle. A tout bien considéré, il vaut mieux encore être autodidacte.

On se dira après cela que les scientifiques ou les chercheurs doivent avoir une vie formidable, mais malheureusement, dès qu'ils sortent de leurs champs de recherche, ils deviennent en règle générale aussi stupides et bornés que le plus inculte individu, si tel n'était pas le cas, ils seraient nombreux à avoir épousés le marxisme révolutionnaire, il en existe peut-être, disons sûrement pour être optimiste, personnellement je n'en connais pas, on attend toujours qu'ils se manifestent.

Une dernière chose très vite.

Je remercie Michel pour son chèque de 30 euros, je n'ai toujours pas envoyé celui de 40 euros de l'autre camarade qui a le même prénom.

En principe, je devrais avoir vendu ma maison d'ici fin mars, c'est en bonne voie. Je louerai ensuite quelque chose dans les terres où je serai plus en sécurité. Ce n'est pas encore fait, mais ce coup-ci c'est sérieux, il me reste à récupérer les documents qui me manquent pour finaliser cette vente, je dois trouver le temps d'aller au bureau qui se situe à 30 kms de chez moi, pas une fois ce serait trop beau, disons un certain nombre de fois ! Je n'ai jamais eu l'âme d'un propriétaire donc je m'en tape complètement, et si j'étais superstitieux, je dirais que la plupart des emmerdements que j'ai eu depuis que je vis en Inde viennent de là.

Et dire que je vais encore devoir redéménager, cela n'en finira donc jamais ? J'y suis condamné à vie, mais après tout c'est mieux que de s'encrouter quelque part. C'est comme le peu de meubles qui m'accompagnent, j'ai la manie de leur faire faire le tour de la maison, car au bout d'un moment je ressens le besoin irrésistible de tout changer de place ; en quelque sorte je ne supporte pas plus ce qui semble figé pour l'éternité que les vérités éternelles, c'est contre nature, antidialectique ! Au moins cela présente un avantage : celui de rester jeune dans sa tête.

Le 19 février 2009

Voici ce que l'on a appris par une dépêche de l'AFP du 18 février.

"*Un projet de loi a été adopté en conseil des ministres par le gouvernement de la chancelière conservatrice Angela Merkel, et doit être présenté rapidement aux députés du Bundestag. Il prévoit de pouvoir lancer une "procédure d'expropriation" des actionnaires des banques en échange d'indemnisations, une mesure qui court jusqu'au 30 juin 2009.*"

Honte à nos dirigeants ! Honte à ceux qui les soutiennent aveuglément !

Ce sont les gouvernements bourgeois qui vont devoir exproprier les actionnaires des grandes entreprises, non pas pour le compte du socialisme, mais pour permettre au capitalisme de survivre.

Alors que nos dirigeants n'osent même pas avancer le mot d'ordre d'expropriation des patrons et des actionnaires, sans leur verser un centime d'euros évidemment. Ils sont l'arrière-garde de la classe ouvrière !

Qu'attendent-ils pour appeler les travailleurs à chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République ?

Mobilisation générale de tous les exploités pour en finir avec le capitalisme qui nous pourrit la vie et nous promet un avenir encore plus insupportable.

Autre fait d'arme tout aussi glorieux.

Voici le commentaire que j'ai ajouté à la dépêche intitulé *L'extrême gauche défile pour la Guadeloupe «qui nous montre la voie»* du 17 février et qui se terminait pas ces mots ironiques : "*le grand soir s'est couché*"

"le grand soir s'est couché", c'est bien la lamentable démonstration qu'ont offert tous les organisateurs de cette manifestation, il fallait y ajouter le POI. On ne peut pas mieux dire : ils sont tout juste bons à "se coucher" devant le régime honni par les masses.

Il n'y en a même pas un qui ose dire tout fort ou écrire que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégimes, alors qu'on en a la démonstration sous les yeux tous les jours. Ils sont décidément en dessous de tout.

Comment dire, la palme de l'opportunisme revient à Besancenot et Autain qui ont avancé le facteur colonial qui est étranger à la mobilisation des travailleurs des DOM-TOM classe contre classe, afin de les diviser. Pour faire oublier qu'ils sont incapables de proposer la moindre issue à la crise du capitalisme, qui de toutes manières ne pourra pas être résolue dans les DOM-TOM avant d'avoir été résolue sur le plan politique en métropole.

La seule manière efficace de manifester sa solidarité avec les travailleurs des DOM-TOM en grève générale illimitée pour la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications, c'est d'appeler les travailleurs en métropole à se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, les institutions, et en finir avec le capitalisme, dont la survie pendant beaucoup trop longtemps est à l'origine de la situation sociale actuelle catastrophique. Dresser la classe contre l'Etat et ses représentants à la solde du capitalisme, voilà la seule réponse politique à la hauteur de la situation.

Face à l'intransigeance du gouvernement et du patronat, la solution à la situation ne peut être que de nature politique. Un véritable cauchemar pour nos dirigeants de l'arrière-garde !

La position des dirigeants des partis ouvriers fait fâcheusement penser au front unique anti-impérialiste qui n'était pas foutu de lutter contre son propre impérialisme...

Je n'ai pas évoqué la connerie en passe de devenir légendaire de Mélenchon pour la réserver pour la fin, il a dit : «*Les békés sont les mêmes là-bas et ici*».

Un internaute lui a répondu comme il fallait : " *Les propos de Mélénchon sur les Békés sont une honte pour la gauche. Les Békés sont les blancs créoles ; leur identité est donc leur couleur de peau et leur ascendance. ça n'a rien à voir avec leurs idées politiques ou leurs positions*".

Vous avez raison monsieur, Mélenchon a abandonné depuis longtemps la lutte des classes, pour lui la seule chose qui compte en dernier ressort : soutenir le régime en place. PS = PG !

Une dernière chose. Cette causerie a été écrite à chaud mercredi soir après avoir pris connaissance des dernières dépêches.

Un camarade m'a téléphoné, on a discuté de la situation. Il m'a dit qu'il allait allé à une réunion unitaire en solidarité avec les travailleurs des DOM-TOM en grève illimitée depuis 4 semaines. Il hésitait à y aller dégoûté par les positions de tous les partis ouvriers. J'espère l'avoir convaincu d'y aller et d'intervenir pour exprimer les intérêts politiques de la classe ouvrière sur une ligne correcte.

En substance. Madames et messieurs, chers camarades, on nous dit qu'il faut être solidaires de nos semblables qui se battent pour leurs droits légitimes à la Guadeloupe et dans l'ensemble des DOM-TOM. Force est de constater que leur mouvement ne pourra pas aller plus loin, qu'il risque de pourrir et de subir une terrible répression de la part de la police de Sarkozy.

Il ne pourra pas aller plus loin, parce que face à l'intransigeance de l'Etat et du patronat, la solution ne peut être que politique, et elle ne pourra intervenir en premier lieu qu'en métropole.

La question qui est dorénavant posée est la suivante : faut-il oui ou non chasser Sarkozy et son gouvernement pour oser entrevoir la satisfaction de nos revendications ?

Chasser le gouvernement pour le remplacer par son ombre ne règlerait aucun problème à l'heure où la plus gigantesque crise de son histoire frappe le capitalisme. Il faut en avoir parfaitement conscience pour comprendre la ligne politique que je défends.

Qui peut imaginer un seul instant qu'il serait encore possible de satisfaire nos revendication en conservant les mêmes bases économiques, celles qui justement nous ont précipité dans cette situation catastrophique dans tous les domaines ?

Qui peut imaginer un seul instant qu'il serait encore possible de satisfaire nos revendication en conservant en place les institutions qui sont précisément au service exclusif du capitalisme ?

Le seul moyen d'aider efficacement les travailleurs des DOM-TOM, c'est de s'organiser et d'engager le combat pour préparer les conditions qui permettront de renverser Sarkozy et la Ve République...

Il faut se préparer consciemment à l'affrontement inévitable qui va avoir lieu avec l'Etat. Chacun peut observer que si les travailleurs durcissent leur mobilisation, le gouvernement répond par l'emploi de la force et la répression, il faudrait être aveugle pour ne pas l'avoir remarqué.

De deux choses l'une, soit on prend peur et on va se coucher, soit on décide de résister parce que notre combat est légitime et l'on va jusqu'au bout, y compris l'affrontement direct avec les forces de répression de l'Etat pour prendre le pouvoir, car pour quoi pourrions-nous prendre le risque d'affronter l'Etat si ce n'est pour le liquider et bâtir notre propre Etat ouvrier, se donner les moyens politiques pour pouvoir satisfaire tous nos besoins ou aspirations ?

Madame Parisot pour le Medef et monsieur Lefèvre pour l'UMP, ont rappelé ces derniers jours que sur la totalité des profits réalisés par les entreprises, pas un centime d'euro ne devait revenir aux travailleurs. C'est à prendre ou à laisser. Que devons-nous décider ? Soit on relève le défit que constitue cette provocation, soit on va se coucher par crainte du coup de matraque.

Plus la crise du capitalisme s'approfondit plus l'alternative qui va être posée aux travailleurs sera celle-ci : soit on accepte d'être réduit en esclavage, soit on fait notre révolution et on se débarrasse du capitalisme. Verriez-vous par hasard une autre alternative à l'horizon ?

Voilà un certain nombre d'arguments qui peuvent être utilisés lors de réunions publiques, dont l'ensemble est cohérent et correspond à une ligne politique, selon moi correcte et fidèle au maxisme révolutionnaire. Elle tranche assurément avec la bouillie insipide des réformistes bourgeois qui sont incapables de se situer au-delà du cadre étroit des institutions et du capitalisme. C'est ce cadre qu'il faut briser. L'idéal est de terminer en proposant une forme d'organisation permanente à toutes les personnes qui ont participé à cette réunion.

En principe, ce devrait être au NPA ou au POI de prendre une telle initiative, armer politiquement les travailleurs et les organiser sur le plan politique. Si nous avions un embryon de parti communiste, on pourrait le construire rapidement, mais voilà on est tout nu ! On est bien alors obligé d'imaginer un autre scénario en tenant compte de ce qui existe et n'existe pas, on n'a malheureusement pas le choix ici.

En conclusion, je cite un appel du NPA d'une grande ville : "une réunion de soutien à la grève générale en cours en Guadeloupe, Martinique et Réunion" qui se situerait sur le terrain économique, autrement dit purement trade-unioniste, ne servirait pas davantage que la grève du 29 janvier dernier, sauf à vouloir se faire à tout prix des illusions.

Je ne sais pas si vous avez pris connaissance des derniers chiffres qui sont tombés concernant le déficit budgétaire de l'Etat qui devrait atteindre 5,4% du PIB en 2009, pour le moment, tandis que l'endettement devrait grimper de 67,1% du PIB en 2008 à 72,4% en 2009 puis à 76,0% en 2010 (reuters 16.02), chiffres qui semblent très optimistes ou carrément faux. A cela il faut ajouter la prévision de 220.000 chômeurs supplémentaires, là encore c'est une estimation provisoire, alors que la crise est très loin d'avoir dit son dernier mot.

C'est dans cette perspective que j'ai formulé mon orientation politique, en partant de la situation actuelle en sachant qu'elle va forcément s'aggraver. Chacun est libre d'en faire ce que bon lui semble.

Au fait, le ministre des Finances japonais a démissionné. La crise politique se précise dans de nombreux pays et pas des moindres. Donc refuser d'intervenir sur le plan politique revient à déposer les armes en rase campagne.

Pour finir l'extrait d'un courriel que je viens de recevoir.

"*Mon cher Jean Claude, vraiment ce que je cherche dans un parti et que je ne trouve pas, c'est dans dans tes positions sur tous les problèmes politiques que je le trouve, et comme je te l'ai dit récemment je ne suis pas le seul, ce qui voudrait dire que nous somme certainement plus nombreux que le (le nom d'un groupe) a être sur la même longueur d'onde et que nous pourrions former un parti.*"

Peut-être, franchement je n'en sais rien. Je me demande s'il ne faudrait pas au préalable convaincre un par un chaque militant de se défaire de ses a priori négatifs, de ses appréhensions, etc. ce qui ne pourrait être la tâche d'un seul homme et prendrait un temps infini. Je ne veux pas être pessimiste, puisque je ne le suis pas par ailleurs.

C'est vrai que je m'emploie à déblayer le terrain dans mes causeries, mais est-ce que cela serait suffisant ? Tu me forces à dire quelque chose que je préfère taire en général par crainte d'être incompris, mais j'ai parfaitement conscience que si cela devait se réaliser ou que je participe à la direction d'un parti, je serais obligé d'accepter que les militants me fassent confiance, alors que j'ai en horreur un tel procédé, je l'ai assez répété, mais face à une situation exceptionnelle, on ne peut pas s'en tenir à la norme comme disait Lénine, on est bien obligé d'accepter des choses qu'on n'accepterait pas dans des conditions normales. Cessons d'extrapoler, on perd son temps.

Je rajouterai un mot demain matin.

Le 21 février 2009

Je n'ai pas le temps de bavarder. Demain sans doute quelques extraits commentés de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels (1884) que j'ai feuilleté ce matin. On pourrait revenir sur la question de l'Etat, l'Etat capitaliste. On pourrait aussi revenir sur la question du mûrissement de la conscience politique de la classe ouvrière, pas seulement sur un plan théorique, mais telle qu'elle se présente aujourd'hui et pourrait se développer.

Je ne sais pas si vous avez eu le temps de lire ou relire *La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky* de Lénine que j'ai mis en ligne, je l'ai feuilleté aussi hier soir pour me détendre. Comme disait Lénine, à l'heure où de nouveaux combats décisifs se précisent, ne faisons pas comme le petit bourgeois Kautsky que la révolution effrayait, ne faisons pas une fixation sur le XVIIIe siècle, ne tirons pas les masses en arrière comme le font tous les partis aujourd'hui, projetons-nous plutôt vers l'avenir si nous voulons atteindre l'objectif politique que nous nous sommes fixés...

Rompre avec le réformisme bourgeois et le spontanéisme, l'ouvrièrisme ou l'humanisme, le tiers-mondisme à cent balles, rompre avec le centrisme et l'opportunisme qui se montrent incapables de proposer une issue politique révolutionnaire aux masses, rompre avec l'unité sans principe, voilà nos priorités.

Personnellement, je trouve misérable la lutte de classe telle qu'elle se présente, rien n'a changé sur ce plan-là depuis les années 30. Prépare-t-on ainsi les mêmes défaites ? C'est ce que je pense. Voudrait-on assurer la pérennité du capitalisme qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Dès lors, on ne peut compter que sur l'aggravation de la crise du capitalisme et la radicalisation des masses pour obliger les dirigeants à changer d'orientation politique ou enfin saisir qu'ils se sont trompés. Certains réussiront-ils un jour à tirer les leçons de toutes les erreurs accumulées au cours des sept décennies passées ? Toute la question est là selon moi. De la réponse à cette question dépendra l'issue politique de la crise actuelle du capitalisme, le sort du prolétariat et au-delà de l'humanité.

Il faut bien comprendre que face à la complexité de la situation, notamment sur le plan économique et face à la puissance qu'a acquis le capitalisme, ce serait se leurrer que de penser que la majorité de la population pourrait en prendre conscience à un niveau suffisant pour que l'on puisse changer les fondements économiques de la société sans le recours d'un parti qui serait, comme l'on dit, l'expression consciente du mouvement inconscient pour la guider ou lui ouvrir le chemin vers la victoire.

On peut imaginer vaincre sans que les masses aient pleinement conscience de la situation, on peut vaincre sans que tous les facteurs nous soient forcément favorables, la conscience des masses peut mûrir très rapidement et faire des bonds gigantesques, c'est certain, on peut aussi agir sur le cours des choses pour que la situation évolue en notre faveur, l'histoire est remplie d'exemples qui le prouvent, mais sans parti pour lui indiquer la bonne direction à prendre, jusqu'à preuve du contraire, il sera impossible de vaincre, et là aussi les enseignements de la lutte des classes ne manquent pas pour nous le rappeler, je voudrais bien croire le contraire ou tout ce qu'on veut, je ne demande qu'à être convaincu, mais tout ce qu'on nous propose en échange jusqu'à présent n'est qu'illusions ou des histoires à dormir debout.

Nous ne sommes plus en 1917, farouche partisan de la révolution socialiste, je ne me leurre pas pour autant, j'ai intégré les conseils de Trotsky, j'ai fait le tri, je n'ai pas tout conservé pour différentes raisons, mais quand lui qui s'est opposé à Lénine sur la question du parti jusqu'en juillet 1917, a expliqué qu'en dernière analyse cette question-là précisément serait déterminante pour les révolutions futures, je ne pense pas qu'il se soit trompé, car il a expliqué précisément pourquoi, en intégrant tous les facteurs qui existaient à la fin des années 30 et qui préfiguraient la société à venir que nous connaissons aujourd'hui.

Peu de temps avant d'être assassiné (par un agent de Staline), il a montré une dernière fois que dans son analyse de la place du parti, il avait tenu compte de l'évolution de la société, des tendances ou orientations qui s'en dégageaient, il ne s'est pas contenté comme un perroquet de parodier Lénine ou les bolcheviks, il a enrichi l'analyse de Lénine sur le parti. Et quand il rappelle que Lénine avait eu "*absolument*" raison, et que lui Trotsky le conciliateur (l'unité à tout prix avec les mencheviks) avait eu tort, il explique pourquoi, il ne s'est pas contenté là non plus d'affirmer des choses sans les étayer. Je pense que c'est tout cela qui mérite d'être étudier aujourd'hui, j'allais écrire, pas en dogmatique, mais un dogmatique n'étudie rien, c'est un âne !

Un dernier truc qui va en faire marrer certains, d'autres non. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, j'ai reçu un tract du NPA sur lequel figurait un mégaphone, le même qui figure sur les banderoles de ce parti. Etait-ce un montage, une blague de collégiens ? Est-ce leur nouveau drapeau ? Ou plutôt, ce parti n'aurait-il tout simplement pas de drapeau ? Ma question est sérieuse évidemment. Tandis que Barbie entonne des chansons à l'eau de rose du haut du balcon de l'Elysée, le NPA donne de la voix sur le pavé sur un air nostalgique des années 60, de quoi devenir dépressif pour de bon !

Pour finir, j'ai une question personnelle à vous poser, ce serait sympa de me répondre. Que pensez-vous de la susceptibilité en général ? Les gens le seraient-ils plus ou moins qu'autrefois ? Pourquoi ? Dans quel domaine en particulier cela se manifeste-t-il ? Où était-ce un état d'esprit qui touche tous les domaines ? J'ai bien une petite idée sur la question, mais j'aimerais bien avoir votre avis puisque je ne suis pas retourné en France depuis bientôt 7 ans. Je vous dirai plus tard pourquoi je vous ai posé cette question, c'est quelque chose qui me tient à coeur et je ne voudrais pas commettre d'erreur.

Bon week-end à tous.

Le 22 février 2009

A propos du site.

J'ai remplacé "actualité" par "dépêches" dans la barre des menus en haut de l'écran à gauche.

Je dois créer de nouveaux fichiers pour archiver les dépêches, elles seront regroupées dans des fichiers bimensuels. Pour accéder aux dépêches des mois précédents, il suffira d'aller à "archives 2009" et de sélectionner le mois et la rubrique qui vous intéresse.

Seuls les fichiers trop volumineux (syndicat, social et politique et international) feront l'objet de nouveaux fichiers, car il n'est pas nécessaire de créer des fichiers pour des pages qui ne contiennent que quelques liens, je ne veux pas vous faire perdre de temps à naviguer d'un fichier ou dossier à l'autre.

Je laisse des fautes à la pelle, je vous avouerais que je ne prends parfois même pas le temps de me relire ou très rapidement. Il m'arrive de corriger celles des dépêches de presse, mais il y en a tellement que j'y renonce très souvent.

On est dimanche, on a le droit de se détendre un peu, ici il fait 35°C et un temps radieux, on n'a pas eu une goutte de pluie depuis plus de deux mois.

Une petite histoire indienne.

Le jeune informaticien qui vit actuellement chez moi est à l'image de tous les gens que j'ai rencontrés ici depuis 15 ans. Ce matin il me demande s'il peut cueillir des noix de cocos. Pas de problème, il y en a bien une centaine à portée de la main dans le jardin. Il en cueille deux. Je le regarde faire, je me dis qu'il en a pris deux, une pour lui et une pour moi. Il boit le contenu de la première, je m'écarte un peu pour qu'il ne pense pas que j'attends mon tour, quelques minutes après il s'envoie la deuxième. Alors je lui dis : et moi, je n'y ai pas le droit ? Ah sorry ! No problem, et dans ma tête je me dis que j'ai l'habitude de ce comportement.

C'est une petite chose mais qui révèle la mentalité des gens en général. On pourrait trouver cela choquant, il a fait cela si naturellement avec le sourire que j'ai préféré qu'il constate par lui-même qu'il n'avait pas un comportement correct, si cela peut lui servir de leçon.

Un autre sujet qui me tient à coeur. Vous remarquerez que je ne laisse rien passer, que je suis attentif à tout ce qui bouge pour toujours apprendre, on appelle cela l'école de la vie paraît-il.

Une personne en France qui m'est très proche et très chère m'a reproché mes propos dans plusieurs courriels, parce qu'elle est très susceptible me dit-elle, elle ne supporte apparemment pas que je lui dise ce que je pense, sans doute préfèrerait-elle que je

sois hypocrite comme beaucoup de gens, que je lui mente, que je me comporte comme un pauvre type quoi. Qu'y puis-je ? En serais-je responsable ? Un comble !

Les gens qui ne supportent pas la confrontation des idées, dès que vous leur dites quelque chose qui est en contradiction avec leurs agissements ou leur manière de penser, ils s'insurgent et prétendent que vous voulez leur imposer vos idées ou que vous les jugez sans en avoir la légitimité, que vous les agressez, etc., alors qu'en réalité vous ne faites qu'exposer vos idées en les comparant à d'autres en toute simplicité et sans arrière-pensées, faut-il ajouter, sincèrement. En réalité, il est facile de comprendre que ces gens-là ne sont pas capables d'assumer leurs propres agissements ou idées, parce qu'ils ne se sont jamais donnés la peine de se pencher sur eux, d'en comprendre la signification, très souvent pour ne pas à en déterminer l'origine, par crainte de découvrir des choses qui pourraient remettre en cause l'équilibre auquel ils sont parvenus et qui leur convient très bien pour mener leur petite vie plutôt mesquine.

Donc, on ne devrait plus parler que de la pluie et du beau temps et taire tout ce qui peut fâcher ou prêter à discussion. Et dire que ce sont des gens qui prêchent la tolérance, qui prétendent avoir une certaine ouverture d'esprit sur le monde et j'en passe, mais je me dis que ces gens-là ne se sont jamais donnés la peine de se regarder agir, ils ne se sont jamais interrogés sur leur comportement, il faut dire que cela demande un certain effort de volonté, ils baignent dans l'inconscience ambiante, un individualisme convenu, pour finalement se conformer au mode de vie et de pensée le plus répandue qui correspond en fait à celui véhiculé par les classes dominantes, ils s'y trouvent bien, donc pourquoi se faire chier à réfléchir, comme si on ne pouvait retirer de cette expérience que des problèmes et aucune satisfaction. Drôle de conception de l'existence en vérité, que je ne partage pas évidemment. Limiter son champ de réflexion n'a jamais permis de progresser dans la vie.

J'ai parfaitement conscience que parmi ceux qui ont lu ces lignes neuf sur dix se comportent de la même manière que la personne que je viens de décrire, plus ou moins, en le sachant pertinemment ou non, je vous dirai que je m'en fous éperdument. Et si je ne cesse de répéter que je n'ai jamais eu l'intention d'imposer mes idées à quelqu'un, c'est parce que je sais à quoi m'en tenir.

Un dernier mot.

Dans une émission télé (On n'est pas couché), j'ai entendu le présentateur Laurent Ruquier répondre à Costa Gavras que tout était effectivement politique, chacun de nos gestes quotidiens. Je me suis dit : elle est bien bonne celle-là, c'est vrai ils ont raison, mais que ce soit ce type-là, Ruquier, qu'il le dise et non nos dirigeants, cela fait réflechir ! Spontanément je me suis dit : mais à quoi servent-ils au juste ? J'ai repensé au camarade qui m'avait écrit récemment que de l'OCI au CCI-POI, il avait l'impression de ne pas avoir progressé pour pouvoir comprendre par lui-même la situation, je n'invente rien. Il n'a qu'à regarder davantage la télévision avec un regard critique, il apprendra plus de choses qu'en lisant la littérature de ses dirigeants.

Costa Gavras a sorti une grosse connerie, c'était inévitable, il a dit qu'il avait plutôt de l'estime pour le roi d'Espagne, que c'était quelqu'un de bien. Il a conservé les institutions héritées du franquisme, apparemment cela ne choque pas Gavras, pas plus que la survie de la monarchie, bravo ua réaliseur de Z et de L'aveu ! Décidément les intellectuels sont impayables, même ceux qui semblent les plus plus proches de nous, vous ne trouvez pas ? Salut !

Le 23 février 2009

Je ne mets pas systématiquement en ligne tous les textes que l'on m'envoie. Selon les circonstances je procède à une sélection. J'ai réalisé la critique du texte intitulé *Principes fondateurs du Nouveau Parti Anticapitaliste adoptés par le congrès*, mais je me suis dit une fois ce travail achevé, que le porter à la connaissance des militants ne ferait que les embrouiller ou les laisseraient sceptique. Pourquoi ? Pour la bonne raison que produire cet espèce de manifeste programme est à la portée de n'importe quelle formation politique ayant une certaine expérience ou connaissance de la lutte des classes.

Je me suis dit que finalement il valait mieux le garder sous le coude et que ce serait plus productif de le comparer plus tard avec la politique mise en oeuvre par le NPA, pour démontrer faits à la clé que le meilleur du programme du NPA n'apparaissait pas dans son activité quotidienne. S'agiter dans tous les sens n'ayant jamais constitué une garantie d'intervenir sur une ligne politique correcte et d'être finalement utile à notre cause.

Je n'ai pas dû attendre longtemps pour voir ma curiosité satisfaite puisque simultanément ils ont sorti un texte sur l'Union européenne, c'est l'objet du dernier texte que j'ai mis en ligne hier. On comprend clairement à la lecture de ce document que j'ai reproduit, que le NPA n'a pas l'intention de rompre avec l'UE, ni avec les institutions de la Ve République, ni avec le capital.

Concernant le positionnement du groupe CRI.

Chacun est libre d'agir à sa guise. Voici un extrait d'un courriel que j'ai adressé hier après-midi à un camarade, après avoir parlé de mégalomanes envers eux, j'explique pourquoi.

Selon leurs propos, ils ont obtenu entre "*1,61 et 2,82% des voix*" sur leurs textes au congrès du NPA, et ils ont constitué cette tendance dont l'"*objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose*". Quelles illusions !

Sur 600 voix environ au congrès du NPA, ils ont recueilli 2% en moyenne sur leurs textes, cela fait 12 voix. Et ils pensent avec cela peser sur le court du NPA, ce n'est pas sérieux.

Ce sont des militants qui s'écoutent causer et pensent que tout le monde va se rallier à leurs positions.

Et quand ils disent que leur tendance "*est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale*", apparemment ils en ont rien à faire que Trotsky ait dit lui-même que ce n'était pas le programme de la IVe Internationale, mais une partie seulement, celle qui n'était valable que pour cette époque, pendant et juste après la guerre sous certaines conditions. C'est terrible d'être aussi borné ! Ils sont loin d'être les seuls.

Je n'ai mis en ligne qu'un de leurs textes que j'ai reçus, celui sur le congrès qui peut intéresser les militants, j'ai zappé les autres où ils ne proposaient aucune issue politique. Pourquoi adhérer au NPA et qui plus est, se constituer en tendance, pour faire la même chose que la direction LCR du NPA ? Je voudrais qu'on m'explique la finalité de cet engagement.

S'ils s'étaient alliés avec d'autres groupes, dans leur nouvelle structure ils pèseraient davantage, leurs idées seraient mieux représentées et considérées avec des moyens d'action mieux répartis sur tout le territoire, car le NPA n'est qu'une façade de l'ex-LCR, on ne voit que Besancenot à la télé par exemple. Ce serait assurément moins spectaculaire que de se réclamer du NPA, mais peut-être plus productif au bout du compte.

J'ai l'impression qu'ils privilégient la recherche du résultat immédiat, vous savez, cette tendance qui a fini par envahir et gangrener le mouvement ouvrier depuis bientôt un siècle, et qui explique pourquoi aucun parti ouvrier ne propose une issue politique à la crise du capitalisme ou ne se construit dans la perspective d'en finir avec le régime. Je peux me tromper, mais je me dis que les raisons qui les ont empêchées de s'allier à d'autres groupes plus modestes que le NPA n'ont pas disparu, et qu'ils y sont aussi pour quelque chose. Dans ces conditions-là, je ne vois pas quel avenir pourrait avoir leur tendance dans le NPA et leur groupe en tant que tel. Ce qu'ils pensaient pouvoir être un avantage, pourrait se transformer rapidement en handicap.

Je n'ai pas d'a priori et j'ai de la sympathie pour ces camarades qui se battent quotidiennement avec une détermination formidable, mon propos n'est donc pas de les assassiner, mais de dire simplement qu'à mon avis ils font fausse route et qu'ils gaspillent leur énergie et leur jeunesse pour pas grand chose. Ils ont évidemment le droit de ne pas partager mon point de vue, comme c'est le mien de dire ce que je pense.

Pour preuve que je ne suis pas animé de mauvaises intentions, je savais depuis longtemps que le CRI n'était qu'un petit groupe, je savais combien ils étaient de militants, je n'ai jamais employé le terme de groupuscule qui aurait pu leur faire du tort, comme je ne l'emploierai pas non plus envers d'autres formations que je respecte. Qu'on ne soit pas d'accord, c'est une chose, ce n'est pas une raison pour faire ou dire n'importe quoi.

Bonne semaine à tous.

Le 24 février 2009

J'ai corrigé un des liens vers les documents économiques qui était incorrecte, avec mes excuses, il fallait lire "doceco1.htm" et non "dececo1.htm".

J'ai reçu un courriel du responsable de l'ex-groupe CRI me demandant de remplacer le texte sur leur dissolution qui n'était, je cite, qu'un "*brouillon*", par sa version définitive, c'est fait. Sous Word vous pourrez comparer les deux versions, c'est instructif.

Le passage suivant a été supprimé et l'on comprendra immédiatement pourquoi : "L'existence d'un groupuscule ne peut avoir de justification historique que provisoire, sous peine de se condamner à la sclérose politique ou à la dégénérescence sectaire, comme le prouve l'état de la plupart des groupuscules qui existent depuis un trop grand nombre d'années.".

Il a été remplacé par le passage suivant nettement plus à leur avantage, la notion dépréciative de "groupuscule" a disparu, ainsi que celle à la "sclérose politique ou à la dégénérescence sectaire" qui aurait pu laisser penser qu'ils auraient pu aussi en être atteint, ce qui on le conçoit était du plus mauvais effet : "Depuis sa fondation, le Groupe CRI s'est efforcé, à sa petite échelle, de développer une orientation clairement communiste et révolutionnaire, alternative à celle des « grosses » organisations centristes. Il a produit des analyses et élaborations trotskystes et avancé des propositions politiques concrètes, centrées notamment sur

la perspective du gouvernement des travailleurs et sur le combat pour la grève générale, combinant la lutte pour l'auto-organisation et l'appel au front unique ouvrier."

Sans bien sûr sombrer dans le subjectivisme, vous voyez que c'est utile de lire attentivement et de faire preuve d'un peu de psychologie. Maintenant, comme disait Marx, ce que les dirigeants pensent de leurs formations politiques ne nous intéresse pas plus que cela, pour les caractériser seuls les faits comptent : le NPA ou la tendance Claire du NPA propose-t-il aux masses une issue politique au capitalisme en crise ? Réponse : non.

Changeons de sujet, mais toujours à propos du NPA.

Je n'ai jamais pu prendre la LCR au sérieux, je crois que cela va être encore plus difficile avec le NPA, mais compte tenu de la place qu'il occupe par rapport à la LCR, je vais devoir suivre son activité, cela va être pénible, une véritable punition en vérité.

Donc détendons-nous, relaxe, il y a à boire et à manger dans leur texte fondateur et leurs statuts, de quoi attraper une bonne indigestion ou une bonne crise de fou rire, tout dépendra de votre état de santé ou mental, de votre conception de la lutte des classes, du militantisme et du parti.

1- La parité homme/femme : Une insulte à l'intelligence humaine !

Relévé dans les premiers textes du NPA : chacun(e), acteur ou actrice, tous et de toutes, militant-e-s, militant-es, militant-e, présent-e-s, exploité-e-s, élu-e-s, celles et ceux, etc., etc. Un tel degré de crétinisme est à peine imaginable. Et dire qu'ils veulent changer le monde, nous faire régresser ou accompagner la régression actuelle oui !

Hier soir dans une émission sur TV5 Monde Asie (j'ai oublié son nom) relatant l'expérience de Français partis s'installer dans d'autres pays, une journaliste qui s'était rendue en Suède pour préparer ce numéro en a ramené une anecdote qui l'a frappée. Dans ce pays la parité homme/femme est codifiée dans la constitution depuis 1980, il existe même un ministère de la parité, c'est pour dire à quel point la chose a été prise au sérieux. 80% des femmes travailleraient en Suède, comme en France ou en Allemagne par exemple, rien d'extraordinaire.

Cette journaliste a été choquée, c'est le mot qui convient, de recevoir une porte en pleine figure en entrant dans un magasin, elle s'imaginait qu'à l'instar des Suédois soi-disant particulièrement bien élevés et respectueux des droits des femmes, le monsieur qui la précédait lui tiendrait la porte en entrant dans ce magasin. Pas de bol, la femme étant l'égal de l'homme, puisqu'aucune femme ne lui tiendrait la porte ouverte sous peine de développer un horrible complexe d'infériorité, ce monsieur n'avait aucune raison de le faire pour cette journaliste, chacun pour sa gueule !

Pratiquement, depuis que l'homme produit plus que ce qu'il ne consomme, cela remonte à la nuit des temps, le rôle de la femme a été déprécié. Avec l'industrialisation croissante au cours des millénaires et particulièrement des deux derniers siècles, le travail manuel, plus physique qu'autre chose, est revenu aux hommes n'ayant pas le handicap de maintenir leurs corps en état pour procréer et élever les enfants en bas âge, cette fonction incombant à la femme naturellement, désolé pour le NPA les implants mammaires des transexusels ne produisent pas encore de lait et autrefois c'était le seul moyen de nourrir les nourissons... Travail physique et souvent pénible revenant aux hommes que le machinisme n'a pas complètement supprimé et qu'il ne supprimera jamais. Et si aujourd'hui les travaux pénibles nécessitant une condition physique particulière échoient encore aux hommes, ce n'est certainement pas pour honorer ces capacités, mais bien parce que la plupart des femmes n'ont pas la constitution physique adéquate, dans le cas contraire, l'exception confirme la règle et cela dans tous les pays et sur tous les continents. Le droit au travail des femmes est une chose, qu'elles aient la capacité physique de rivaliser avec les hommes ou de les remplacer en est une autre. Et je n'ai pas abordé les différences biologiques et morphologiques qui distinguent un homme d'une femme. Encore moins les différences psychologiques qui en résultent et qu'on ne pourra jamais réduire par statuts ou par décrets.

2- Je cite leur texte fondateur : "*ouvrir la voie au socialisme.*"

"*Les partis de la gauche institutionnelle (PS, PC) et leurs alliés Verts ont abandonné depuis longtemps cette perspective.*" Le parti bourgeois des Verts "*ouvrir la voie au socialisme*", je n'invente rien, après cela on peut légitimement douter de leur conception du socialisme. Pas celui du XXIe siècle, on sait déjà à quoi s'en tenir en observant ce qui se passe au Venezuela et en Bolivie. Ceci explique cela. Tout est dans l'ordre des choses, c'est parfait.

3- Dans les status. Impuissant ou eunuque ?

(Le NPA) "Il peut procéder à une éventuelle radiation du parti, dans des cas exceptionnels à définir et à encadrer (violence, sexisme, racisme, LGBTI phobie...)". Une blague graveleuse comme en font souvent les ouvriers, et tu seras puni ou rappelé à l'ordre. J'ai une maîtresse, je suis polygame de fait, comme des centaines de millions d'hommes : c'est combien de points en moins sur la carte du NPA ?

Et si l'on se moque des Belges, une fois seulement, on risque quoi au juste ? Ecouter en boucle Arnaud (?) vomir des paroles inaudibles pendant une heure ? Quelle torture ! Je préfère d'avance oublier nos amis belges et écouter Brel tranquillement. Je me dis qu'avec toutes les histoires salasses que j'ai entendu dans les ateliers, les chantiers, les bureaux ou les bistrots, je me demande si au NPA il pourrait recruter un seul ouvrier convenable, pardon, j'avais oublié que ce n'était pas leur fond de commerce donc je retire ma question qui était stupide. On se croirait à la maternelle !

Il m'a draguée dit-elle en réunion, je voyais bien qu'il n'avait pas ses yeux dans sa poche le cochon. Pas du tout, j'ai tenté une approche tout ce qu'il y a de plus honnête. Peu importe, elle a été choquée, tu auras un blâme, si elle s'est plainte, c'est qu'elle avait ses raisons, on garde son instinct bestial et son matériel au vestiaire quand on participe à une réunion du NPA ! Je proteste, elle était énervée, elle avait peut-être ses "trucs". Quoi, tu en rajoutes, la prochaine fois t'es viré. Je crois que je vais aller faire un tour au zoo de Vincennes pour voir s'ils n'ont pas placé les éléphants en rut en quarantaine, pauvres bêtes ! J'en profite pour dire qu'il faudrait fermer les zoos et renvoyer ces pauvres animaux chez eux.

Et la loi honteuse qui accorde la garde des enfants aux mères dans 90% des cas en cas de divorce ? Normal ! Et les allumeuses, les nymphomanes, les grosses salopes ont en fait quoi ? On leur paie une sucette et on se quitte par une poignée de mains ? Je vous laisse imaginez la suite ! Non mais ils sont vraiment cinglés ces gens-là, non ?

On a déjà une vie de merde, on ne rigole déjà pas souvent, on se force parfois pour garder le moral, et voilà qu'il va falloir prendre des précautions extrêmes avant de prononcer une parole ? Cela ne me concerne pas, mais je me mets à la place des travailleurs et des militants qui ne réfléchissent pas toujours avant de parler ou d'agir. Et moi qui allait dire que le NPA était un vrai bordel, dans le sens de bordélique, j'ai été bien avisé de m'abstenir, on dirait plutôt une caserne aux compartiments étanches dont la direction détient les clés et tire les ficelles. Si je ne me trompe pas dans leur document il est question quelque part d'une commission ou d'un comité féministe dont les hommes seraient exclus, on est la dans la caricature de la défense des droits des femmes travailleuses, en plein délire.

Desproges avait eu le bon mot : on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui, cela me suffit. Les frustrés incurables, les apprentis procureurs généraux, les coincés à perpétuité, les mal baisées, les éternels jaloux, les complexés en tous genres et les puceaux, assumez vos fantasmes et arrêtez de nous emmerder, on a envie de leur dire ! Du puritanisme à la pudibonderie, ils veulent policer le comportement des militants alors qu'ils ne sont même pas foutus de leur enseigner le b.a. ba de la lutte des classes. Machiavélique ! C'est pour quand le délit de blasphèmes, c'est la même démarche, non ?

Enseigner une morale de classe au prolétariat est une chose, lui dicter sa manière de penser et d'agir en est une autre qui me répugne, car c'est forcément le culpabiliser en reportant sur son dos tous ces travers ou faiblesses dont il n'est pas directement responsable. J'irai même jusqu'à dire qu'enseigner une morale de classe au prolétariat ne sert pratiquement à rien puisqu'il ne pourra en avoir une indépendante que lorsqu'il sera maître de son destin et pas avant. Je conçois que l'on puisse être choqué par l'attitude de certains prolétaires, mais en réalité, c'est la morale dominante de la bourgeoisie qui guide leurs actes qui est seule condamnable à travers leurs actes débridés et non notre malheureux ouvrier, ce n'est pas être ouvriériste de le dire, c'est faire la part des choses tout simplement.

Question à cent balles : et si un militant critiquent publiquement ou en réunion les dirigeants du NPA, il risque quoi au juste ? Ce n'est pas écrit dans les status du NPA, une lacune insignifiante. Rien sans doute, parce que la vérité est révolutionnaire !

Lors de sa visite en Guadeloupe Besancenot avait déclaré vendredi dernier : "*il faut montrer que le peuple uni, soudé, ça fait que des mots tabous, grossiers presque pornographiques comme +augmenter les salaires+, ça devient discutable au bout d'un mois de grève générale*" (AFP 21.02). Ne cherchez pas le rapport, c'est le niveau théorique et intellectuel de Besancenot. Je me demande si au NPA, en plus de graves problèmes politiques non résolus, ils n'auraient jamais été capables de vivre pleinement leurs pulsions sexuelles et de les sublimer comme aurait dit Freud, non ?

Question : sérieusement, vous vous voyez camarades avec un tel parti devoir affronter directement l'appareil militaro-policier de l'Etat lors de la révolution ?

Le plus souvent quand on évoque la construction du parti, on pense à des questions théoriques, programmatiques, d'organisations, etc. mais on ne doit pas oublier avant de choisir le type de parti que l'on veut construire, à quelles situations il devra faire face, quelles tâches il devra accomplir avec les masses. C'est le genre de choses que l'on ne peut pas improviser au dernier moment, auquel on sera incapable de répondre sans y être préparé de longue date, c'est la vie des militants et des masses qui sera en jeu, que la plupart des militants n'y pensent pas, c'est un tort, que les dirigeants s'en foutent, c'est criminel.

Le 25 février 2009

Le ministre du Travail a annoncé la revalorisation de 54 euros à l'allocation adulte handicapé qui concerne près de

800.000 bénéficiaires (dont mon épouse Magueswary) et s'élève actuellement à 652,60 euros par mois. Je sens que l'on va enfin pouvoir s'enrichir !

Une petite histoire indienne qui me concerne.

En allant chercher un document qu'il me manquait pour vendre ma maison, bien qu'il soit inutile en fait, j'ai appris qu'il me sera difficile de l'obtenir parce que je n'aurais pas acheté il y a 9 ans un morceau de plage appartenant au village, mais en grande partie un morceau de terrain appartenant à l'Etat ! De par la loi en vigueur, ils ne peuvent plus me foutre dehors ou me piquer les trois quarts de mon terrain ou détruire ma maison puisque je peux prouver que j'y suis installé depuis plus de 5 ans. Par contre l'obtention de ce papier peut durer une éternité et mes acheteurs potentiels peuvent se désister, la mer peut aussi faire des siennes entre temps, bref, c'est l'Inde quoi !

On continue de se détendre avant de parler un peu politique. Un camarade m'a envoyé un courriel dont je lui laisse la responsabilité.

"Je me rappel quand j'étais au PCF d'une réunion du comité fédérale ou était "jugé le cas de deux camarades du parti (homme et femme) accusés d'être amants, je ne me souviens plus de la sanction qui leur avait été infligée, mais c'était carrément de l'intrusion dans leur vie privée, et cela avait foutu le bordel avec leur conjoint respectif. Un autre cas aussi, la femme du secrétaire de la section locale du PC qui était secrétaire administratif de l'union départemental de la CGT, avait mouchardé à son mari qu'elle avait surpris le secrétaire général de l'UD CGT en train d'embrasser un autre secrétaire de l'UD, dans les toilettes (les deux étant au PC) le premier étant célibataire le second mariée,cela avait fait l'objet d'un réunion du bureau fédéral, ou le secrétaire général CGT (membre du bureau du PCF)avait été sommé de s'expliquer, un vrai procès stalinien, c'était dans les années soixante, les mecs ont aujourd'hui dans les 75 ans, ça leur a collé au cul toute leur vie. Le NPA veut vraiment la place du PC. Fraternellement."

En lisant "LGBTI" dans les documents du NPA, je me suis dit que s'ils employaient cet acronyme et que je n'en connaissais pas la signification, c'est que quelque chose de très important m'avait échappé, que je devais faire partie des ignorants et que je devais combler au plus vite et discrètement si possible cette épouvantable lacune pour ne pas passer pour un ringard ou un réac. Quand j'ai enfin compris quels mots ils remplaçaient, ce qui m'a demandé un épouvantable effort de réflexion, j'ai poussé un profond ouf de soulagement, je craignais d'être passé à côté d'un facteur essentiel de la lutte des classes, mais il n'en est rien heureusement.

Vous aurez remarqué que j'avais envie de me payer le NPA pour célébrer son avènement. J'y suis un peu obligé maintenant, puisque je m'en étais pas tellement préoccupé les mois qui ont précédé sa fondation. Plus tôt les militants seront à quoi s'en tenir avec ce parti et mieux cela vaudra.

J'ai passé plus de deux heures hier à préparer un nouveau texte sur la base d'un article du NPA, à propos de leur réponse à la revue *Challenges* qui lui a consacré un dossier en février. Je dois vous avouer que leur démarche est tellement tordue, que je ne suis pas totalement satisfait de la manière dont j'aborde leur article et le NPA en général.

Il faut bien distinguer ce qu'ils prétendent vouloir faire de leurs intentions réelles qui sont cristalisées dans leur texte fondateur et qui a lui tout seul rassemble tous les programmes, donc en fait aucun, ce qui serait une erreur de le penser. Pour justement éviter de commettre cette erreur, la seule façon possible de procéder consiste à examiner comment ils s'y prennent quand ils passent à l'exercice pratique et de relever les contradictions avec les prétentions qu'ils affichent, qui relèvent elles de leur programme fourre-tout, pour enfin mettre à jour leur véritable programme. En attendant de passer aux choses sérieuses commençons par évacuer celles qui ne le sont pas.

Le culte de la personnalité, dis papa, c'est quoi ? Connecte-toi sur npa.org et dis-moi quel est le nom qui revient le plus souvent dans la seule colonne de droite, je te fais grâce du reste, j'ai pitié de toi. Et attention, si tu en oublies un, c'est un blâme :
1- Besancenot: intervention de Sarkozy motif de plus pour "continuer le combat"
- G20 : ils continuent comme avant !
2- Avec le NPA, Besancenot veut "changer le monde avant qu'il ne nous écrase"
3- Tchat avec Olivier Besancenot (Le Monde 27 octobre)
4- Olivier Besancenot sur BFMtv et RMC le 21 octobre
- Déclaration unitaire : devant les refus du gouvernement, développer la mobilisation !
- Sarko à la télé : fausses évidences et mensonges
5- Olivier Besancenot au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro le 8 février (2ème partie)
6- Déclaration d'Olivier Besancenot : Valérie Pécresse doit retirer le décret sur les enseignants-chercheurs.
7- Olivier Besancenot au congrès (la suite)....
8- Olivier Besancenot sur la 5 à Ripostes (1er février)
9- Olivier Besancenot aux "4 vérités" sur France 2 (3 février)
- «On assume une part d'utopie car la gauche ne nous fait plus rêver»(Libération 5 février)
10- Olivier Besancenot sur France Inter (5 février)
11- Olivier Besancenot au Grand Jury RTL
12- Besancenot "pas inquiet" sur une suite à la journée du 29 janvier

13- Olivier Besancenot prône un nouveau mai 68 adapté à la crise (Reuters)
14- Eventuelle alliance aux européennes: Besancenot pour "des débats de fond"
15- Interview d'Olivier Besancenot à Philosophie Magazine (février 2009)...
16- "Besancenot : le pari du grand parti" (Le Monde par Sylvia Zappi)

Alors ? J'en ai trouvé 16. Youpi ! le compte est bon, tu as le droit à une image, pardon, une photo de Besancenot, cela fera 17 !

A défaut de théorie (marxiste) sur laquelle s'appuyer pour proposer un projet sérieux aux travailleurs, le NPA ne peut se rabattre que sur l'utopie, vous l'aurez remarqué au passage. Les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, avaient défini leur théorie comme son nom l'indiquait, comme une science qui permettait de comprendre à la fois l'évolution des rapports sociaux depuis le néolithique et les transformations que la société devrait encore connaître avant de pouvoir s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme ou dans le cas contraire sombrer dans la barbarie et disparaître.

A une science, ils préfèrent une utopie, c'est leur droit, comme c'est le nôtre d'affirmer qu'il n'y a rien de très sérieux là-dedans (lire sur ce sujet les discussions de Trotsky avec des camarades américains en janvier 1940 - Défense du marxisme). Les masses n'ont peut-être pas les moyens actuellement de se hisser au niveau de la compréhension du socialisme scientifique, mais en tout cas une chose est certaine, c'est qu'elles savent distinguer d'instinct quand une proposition n'est pas sérieuse, sans forcément savoir pourquoi, ce qui ne manquera pas de laisser perplexe ceux qui s'imaginent que les masses auraient absolument besoin de se forger une opinion pour savoir quoi penser.

Je suppose qu'il nous arrive tous parfois de comprendre quelque chose sans pouvoir l'expliquer précisément, en tout cas je fais partie de ces gens-là. Sous prétexte qu'on ne peut pas expliquer quelque chose, on ne penserait pas, c'est évidemment faux.

La démarche qui consiste à dire n'importe quoi en pensant que cela n'a pas d'importance relève de cet a priori erroné, par exemple lorsque Besancenot fait un parallèle entre la lutte des classes et la pornographie, difficile de tomber plus bas. On voit parfaitement ici à quoi on arrive une fois qu'on a abandonné toute référence à une théorie.

La chronique du jour sera actualisée en fin de journée.

Au fait, qui a expliqué pendant des mois sans jamais être entendu qu'il fallait tout axer sur les salaires car cela allait devenir la revendication déterminante pour des millions de travailleurs du public et du privé ? Votre modeste serviteur qui a horreur d'être à la traîne des masses ou trop en avance sur elle.

Vous me direz que je n'ai eu aucun mérite en dehors d'avoir été absolument le seul à faire campagne sur ce thème, avant la LCR et les syndicats, puisque la paupérisation croissante en France conduisait inéluctablement à placer la question des salaires en tête des préoccupations des travailleurs. Quand on à l'esprit qu'il y a environ 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles en France, on se dit que la question des revenus est explosive.

Sur la question des salaires.

Extrait de l'édito du 16 mars 2007 : "(...) il faudrait donc procéder par ordre de priorité et commencer par mettre en avant la nécessité impérieuse d'augmenter les salaires à hauteur de 1 500 euros net mensuel tout de suite, c'est un minimum."

Sur la question du capitalisme.

Extrait de l'édito du 26 janvier 2006 : "Nous ne sommes pas face à une crise cyclique du système capitaliste comme il nous y a habitué depuis le milieu du XIXe siècle."

Par contre, je n'avais pas mesuré à sa juste valeur l'ampleur de la crise qui a éclaté en 2007 et les moyens dont ils disposaient pour y faire face, j'ai rectifié le tir depuis. Je pense que c'est normal de communiquer ses erreurs ou ses faiblesses, les corrections qu'on y a porté et les efforts qu'on a entrepris de faire pour les paliers si possible.

Très vite car j'ai du boulot. La question des salaires en soi n'est pas déterminante pour nous, théoriquement, tout dépend de la situation dans laquelle elle se trouve posée. Dans le cadre de la crise actuelle du capitalisme elle se présente sous un angle différent, elle acquière une importance particulière qu'elle n'a pas en temps normal, il est possible de la relier encore plus facilement à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, d'aider les masses à comprendre la relation qui existe entre leur situation dramatique et le développement du capitalisme qui ne peut conduire qu'à la paupérisation de masses toujours plus grande dans le monde...

C'est uniquement sous cet angle que j'aborde la question des salaires et non en curé du prolétariat comme le font tous les dirigeants.

Finalement j'ai trouvé le temps de mettre en ligne mon dernier article consacré au NPA.

J'ai reçu encore un courriel sans doute ordurier que j'ai jeté sans l'ouvrir. Ceux qui cherchent à me déstabiliser perdent leur temps.
Et je le répère personne n'est obligé de se connecter sur ce site, encore moins de partager mes idées.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries mars 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2009

Je vous incite à télécharger les derniers articles économiques, ils sont à court de superlatifs pour qualifier l'ampleur de la crise.
J'ai réparé le lien vers "société", avec mes excuses.

L'assureur américain AIG aurait enregistré une perte nette de 60 milliards de dollars rien qu'au quatrième trimestre (AFP 28.02). Selon des données Reuters, le Dow Jones a cédé 4% au cours de la semaine, le S&P 4,5% et le Nasdaq 4,6% (Reuters 27.02). L'indice FTSEurofirst 300 des principales valeurs européennes a plongé de 45% en 2008, a perdu 10% en février. (Reuters 27.02) La compagnie nationale Petroleos de Mexico (Pemex) a annoncé vendredi une perte de plus de 7 milliards de dollars en 2008.(AFP 28.02) Dexia annonce une perte nette de 3,326 milliards d'euros en 2008. (Reuters 26.02). Le groupe bancaire Natixis a annoncé jeudi une perte nette de près de 2,8 milliards d'euros pour l'exercice 2008. (AP 26.02). L'usine de l'équipementier automobile allemand Continental de Clairoix (Oise), qui emploie environ 1 100 personnes, pourrait fermer, selon la direction de l'usine, samedi 27 février.(LeMonde.fr 28.02) Etc., etc., etc...

Sur le plan politique cela nous sert à quoi de savoir tout cela ? A pouvoir relier plus facilement encore la situation du prolétariat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Il faut que le niveau de conscience politique du prolétariat progresse, pas seulement dans la compréhension du rôle des institutions au service du capital, mais aussi dans la compréhension qu'il faut réorganiser la société sur d'autres bases sociales que le profit qui mène l'humanité au chaos et la barbarie.

Le capitalisme n'a jamais été aussi fragilisé qu'aujourd'hui, jamais une crise n'avait mis à jour jusqu'à ses fondements sur une telle échelle, c'est un peu comme si s'était produite une terrible érosion du sol qui aurait fragilisé ses fondations au point de menacer tout l'édifice de s'écrouler. De s'écrouler seulement... pour se relever si le prolétariat mondial ne lui porte pas le coup fatal, ne l'achève pas.

Toute la question est là. Elle se présente avec une telle acuité, une telle force irrésistible que nos dirigeants en sont tétanisés, ils sont incapables de la moindre réaction, impuissants, ils regardent passer cette crise ou la commentent. Leurs mots d'ordre ne sont pas au niveau de la situation, ils ne proposent aucune issue politique.

Effectivement ce qui a été fait à la Guadeloupe pourrait nous inspirer, mais sans un parti pour proposer une analyse correcte de la situation et une issue politique, il semble impossible d'aller de l'avant.

Le LKP pourrait appeler à la constitution d'un organisme de délégués élus par les participants au mouvement de grève qui aurait pour vocation de prendre le pouvoir et de décréter l'expropriation sans indemnité des grands patrons, la rupture des liens avec la Constitution de la Ve République, et appeler le prolétariat de la métropole à chasser Sarkozy et son gouvernement, à se soulever pour abolir les institutions de la Ve République et constituer ses propres organes de pouvoir intégrant les partis et organisations...

C'est seulement dans cette perspective politique que le mouvement engagé en Guadeloupe peut constituer un exemple pour la classe ouvrière en métropole, et non la grève générale qui déboucherait sur un nouveau Matignon ou Grenelle a minima.

L'accord qu'a signé le LKP est misérable à tous points de vue. Je ne l'ai pas dit avant, car j'aurais été encore incompris, mais même la revendication de 200 euros nets était misérable alors que les prix sont environ 40% plus chers qu'en métropole. Quand Besancenot dit qu'il faut reprendre cette revendication en métropole, ce n'est plus le smic à 1.500 ou 1.600 euros net mais 200 ou 300 euros en dessous, ils baissent leur culotte face à l'Etat et le patronat, la crise oblige les dirigeants à se dévoiler tels qu'ils sont.

Si j'ai bien compris, le LKP est une sorte de collectif regroupant des partis politiques, des syndicats et des associations agissant sur le terrain social. De part sa composition, il n'a pas vocation à se transformer en organisation à caractère politique, à définir et accomplir des tâches politiques. En imaginant qu'une telle structure serait mise sur pied demain en France et qu'elle se donne un contenu politique, compte tenu de sa composition, on assisterait à la formation d'un nouveau front populaire qui ne remettrait pas en cause les fondements du capitalisme.

A la différence de 36, des années 47 à 58, de mai 68 ou même de mai 81, le capitalisme est entré dans une crise gigantesque qu'il est incapable de maîtriser et dont l'issue est incertaine. Comme le disait Sarkozy, le temps joue contre eux, il faut ajouter : quoi qu'ils fassent, donc cette crise va probablement durer pendant plusieurs années, la dernière crise au Japon avait duré 10 ans, cela donne un ordre de grandeur.

Un gouvernement de front populaire en 2009 ne pourrait pas satisfaire les revendications immédiates comme ce fut le cas dans le passé, à cause de cette crise précisément qui leur interdirait de fragiliser davantage le régime capitaliste. Le capitalisme français ne pourrait pas espérer se refaire une santé quelque part sur le marché mondial en grande partie dévasté par la crise, d'autre part, chaque capitalisme va défendre avec acharnement ses propres parts de marché, ceux des pays émergents sont mieux placés que ceux des pays avancés, ils disposent de marges de manoeuvre plus importantes, ils peuvent baisser les prix si nécessaire pour inonder le marché mondial ou dévaluer leurs monnaies, ils disposent d'un gigantesque marché intérieur qui leur permet d'écouler une grande partie de leur production et d'attendre des jours meilleurs... La concurrence mondiale n'a pas disparu, elle s'est accentuée avec l'arrivée de nouveaux prétendants au partage du gâteau.

Un gouvernement de front populaire n'aurait absolument aucune de ces marges de manoeuvre pour satisfaire les revendications du prolétariat. Sera-t-il tenté d'aller plus loin ? Le croire serait se faire une terrible et dramatique illusion. Non, indécis, compromis, tiraillé de toutes parts, divisé pendant que le pays s'enfoncerait un peu plus chaque jour dans le chaos et que la réaction s'emploierait à amplifier tout en s'organisant, il fraierait la voie à une dictature fasciste dirigée par Sarkozy et les nazillons qui forment déjà son gouvernement et son parti.

Le sort du prolétariat dépendrait de sa capacité à constituer ses propres organes de pouvoir politique au cours du processus révolutionnaire, et évidemment de sa capacité à se doter d'une direction révolutionnaire, le parti qui le moment venu appellerait à renverser le front populaire avant que la réaction ne le fasse pour son propre compte. Si on se retrouvait uniquement dans un scénario institutionnel, en présence d'un gouvernement de front populaire sans que le prolétariat n'ait formé ces propres organismes politiques indépendants, compte tenu que le gouvernement se montrerait incapable d'appliquer un programme ouvrier, la bataille devrait s'engager pour constituer ces organes de double pouvoir et construire le parti, rassembler tous les militants révolutionnaires.

Nous n'en sommes pas encore là, mais il faut bien avoir à l'esprit que nous assistons à un formidable épisode de la lutte des classes, qu'au-delà des intentions et des discours, c'est bien une guerre de classe impitoyable pour le pouvoir qui va s'engager, qui aurait déjà dû être engagée de notre côté, mais nos dirigeants sont toujours à la traîne des masses et des évènements. La solution à cette crise ne viendra pas de la volonté affichée de certains de régler les problèmes qui sont les conséquences des contradictions inhérentes aux rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, cela ne peut suffire, elle devra être uniquement politique.

Nous avons une opportunité extraordinaire de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir, jamais nous n'avons connu de situation aussi favorable, et en même temps, jamais nous n'avons été aussi faibles pour mener à bien cette tâche immense.

Ne sautons pas les étapes, commençons par relier toutes nos revendications à la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, d'abolir les institutions, dans la perspective d'exproprier les 1824 patrons et actionnaires des grandes entreprises...

Le 2 mars 2009

J'ai écrit les lignes ci-dessous avant de recevoir un mail d'un camarade m'indiquant qu'il était impossible d'ouvrir la page économique. Je vous avouerais que je ne me connecte jamais sur le site pour vérifier si les liens fonctionnent correctement, d'une part par manque de temps, d'autre part parce que ma connection est tellement lente que je passe déjà un temps infini à actualiser

le site pratiquement tous les jours, pour en plus me connecter sur le site.

J'ai modifié le code d'accès à la page économique "doceco1.htm" à la place de "doceco.html", le "l" de la fin a été retiré car inutile, seule la page d'accueil est en html. Avec toutes mes excuses, vous m'en voyez gêné. Lire les lignes suivantes en tenant compte de ce que vous venez de lire.

Quelle veine ou l'inverse vous avez de ne pas être avec moi en réunion de cellule ou section, car vous ne voulez pas vous coltinez l'économie qui est relativement facile à aborder une fois qu'on a compris les mécanismes élémentaires. Sur ce plan il y a aujourd'hui des arguments imparables, en béton, contre le régime que l'on peut utiliser dans nos discussions avec les travailleurs. On peut même aborder la discussion détendue sous un angle ironique, par exemple dans un article du *Monde* (Le G20, trop tôt, trop tard), ils disent qu'ils sont passés de la bulle spéculative financière à "*la bulle spéculative de l'espoir*", c'est extraordinaire comme argument camarades, voilà où en sont ceux qui gouvernent le monde, ils nous licencient, ils nous imposent une régression sociale sans précédent, et ils nous disent ouvertement qu'ils ne savent pas où ils vont, mais c'est notre destin avec lequel ils jouent, stop ! on arrête de jouer, notre sort dorénavant c'est à nous et personne d'autres d'en décider... L'espoir, l'espoir, ils se foutent de nous, ils ont pété un plomb, stop ! ils ne sont plus en état de gouverner le monde, il faut leur retirer le pouvoir des mains...

A propos du G20 : "Le ministre espagnol de l'économie, Pedro Solbes, évoque "*le risque que cela ne soit pas un succès et, si c'est le cas, nous connaîtrons un moment très difficile*". Le risque est moins d'échouer que de décevoir des attentes artificiellement créées et excessivement gonflées." Dans le langage courant on appelle cela tout simplement une manipulation des masses auxquelles on ment effrontément, non ? Ils sont gonflés assurèment !

Là la méthode Coué ne leur sera d'aucun secours.

"Le G20 de Londres n'y changera rien. L'histoire bégayant déjà assez, les chefs d'Etat feront sans doute leur possible pour que celui-ci ne ressemble pas à la conférence économique mondiale de juillet 1933. Celle-ci s'était terminée par un fiasco avec la mort du système monétaire international. Mauvais présage ? - elle s'était tenue dans la capitale britannique.

Tous essaieront de faire passer l'addition des politiques individuelles pour une coordination historique. Les Européens se garderont de faire publiquement le procès de la responsabilité des Américains dans la crise. Et ces derniers tairont leurs critiques sur l'indigence du plan de relance européen. Les apparences seront sauves."

Apparences sauves ou pas, cela ne changera absolument rien à la réalité !

Après l'auteur de cet article pète les plombs.

"Ce G20 arrive aussi trop tôt. Il ne se sera passé que sept mois depuis la faillite de Lehman. C'est peu pour reconstruire un système que les hommes ont mis plusieurs milliers d'années à édifier. Surtout, les vrais projets alternatifs manquent."

"Plusieurs milliers d'années", mais de quoi il cause, de l'exploitation de l'homme par l'homme qui remonte au néolithique ? Des classes et de l'Etat qui ne devraient plus avoir aucun raison d'être au XXIe siècle ? Il veut qu'on remette cela en repartant de la case départ, c'est-à-dire de l'esclavagisme, puis le servage, etc. ? Je ne le pense pas, il ne sait tout simplement plus de quoi il cause le malheureux rédacteur du *Monde*, il est aussi paumé que les représentants du capital. Et c'est normal puisque le seul véritable projet alternatif qui peut exister ne peut que lui échapper : le socialisme. Il ne croit pas qu'on pourrait refaire l'histoire, il le dit lui-même plus loin dans son article.

Il y a quand même une trace de lucidité dans son article, c'est la raison pour laquelle vous devriez le lire camarades. Sa conclusion désabusée est au contraire pour nous un signe encourageant.

"Faute de le refonder, le G20 se contentera de le réaménager. A la marge, très très mince. On y dira du mal des paradis fiscaux - sans les supprimer -, des agences de notation - sans remettre en cause leur existence -, on s'engagera à mieux superviser les hedge funds - sans les interdire - et à mieux réguler les activités des banques - sans les contrôler entièrement. Pas de quoi enthousiasmer les foules, donc."

Ce qui est intéressant ici, c'est que le ton change des discours politiques, on est un peu plus près du réel, on sent pour ainsi dire que le poul du capitalisme à du mal à battre régulièrement, qu'il doit faire des efforts formidables pour survivre, on peut pratiquement le toucher, vous êtes en direct avec la bête, sans l'écran, le filtre ou le prisme de la politique qui en donne une image déformée si souvent. Vous êtes dans la même situation qu'un apprenti boucher qui passerait de la projection d'un film sur la vie des animaux à la ferme, à la visite guidée d'un abattoir !

Je ne fais pas une fixation sur l'économie, je dis simplement que ce n'est pas inutile de comprendre un peu comment cela fonctionne. On travaille pour vivre en principe et non l'inverse.

C'est la même chose quand on passe à table, on se nourrit pour vivre et non l'inverse, alors il faut maîtriser un minimum de connaissances dans le domaine de l'alimentation et de la santé, donc en médecine, en biologie, en chimie, en agriculture, en géologie, etc.

On dit que jusqu'à présent la civilisation humaine s'est développée inconsciemment, cela ne concerne pas que l'histoire, les rapports sociaux, les forces productives, ses rapports avec la nature, etc., cela concerne absolument tous les domaines de l'existence jusqu'au trous noirs dans l'univers, tous nos rapports avec le monde extérieur. Notre curiosité et notre soif d'apprendre ne doivent connaître aucune limite.

Les connaissances sont enseignées de telle sorte que les différents aspects de l'existence apparaissent comme étrangers les uns aux autres ou sans rapports, alors que dans la réalité les choses se présentent autrement.

Un dernier mot. Je n'ai pas mis de dépêches sur la réunion de l'UE hier à Bruxelles : absolument aucun intérêt ou presque ! J'ajouterai un mot dans la chronique cet après-midi sous la forme d'un ou deux brefs extraits. Ils sont contents, tout va pour le mieux, que voulez-vous que je vous dise, ils passent leur temps à se répéter : le protectionnisme, nous sommes tous contre ; chacun pour soi : pas du tout voyons ; tous ensemble dans la même galère : bien sûr, etc., etc...

La palme revient évidemment à l'épileptique de l'Elysée, alors que la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne ont reconnu l'existence d'actifs toxiques dans leurs banques et ont pris l'engagement d'assainir leurs bilans en recourant éventuellement à des structures dites de défaisance ("bad banks"), le nabot a dit que ce ne serait pas nécessaire en France, les banques et les institutions financières sont saines comme chacun sait.

Chacun se souvient qu'il avait dit que le système bancaire en France était "solide" et "sain", et ne nécessiterait aucune aide de l'Etat, avant d'ouvrir les vannes en grand ! Quel cabotin ! C'est ce genre d'anecdotes qu'il faut mettre en avant pour ruiner sa popularité déjà au ras du caniveau, montrer que le pays est gouverné par un irresponsable, un minable... On a le droit de faire monter la sauce, c'est même notre devoir, tout est bon pour les discréditer, les laminer, les broyer, il faut les mettre à genoux, ce sera alors plus facile d'en finir avec eux, eh oui il faut penser à tout et être en permanence tendu vers notre objectif !

Vous voulez leur agenda : le 2 avril sommet du G-20 à Londres , les 3 et 4 avril à Strasbourg (France) et à Kehl (Allemagne) sommet pour le 60e anniversaire de l'OTAN, le 5 avril à Prague sommet USA/UE. On parlera de tout cela le moment venu.

Les choses sérieuses se passent ailleurs : Ford à son tour dans le rouge ; Le dividende trimestriel de General Electric baisse de 68%, etc.

A la Guadeloupe on attend les dernières infos, le gouvernement a appelé à la fin de la grève par la voix du préfet et de Michèle Alliot-Marie, la ministre du maintien de leur ordre social honni par les masses, une provocation de plus ? Les travailleurs guadeloupéens ont obtenu des miettes et encore 15 à 17.000 sur 85.000, mais le LKP pourrait appeler à la suspension de la grève. Ceux qui se faisaient des illusions sur ce genre de regroupement en seront encore pour leurs frais. Le parti, encore le parti rien que le parti camarades, il n'y a que cela de vrai !

Selon le président de l'Unedic Geoffroy Roux de Bézieux, il devrait y avoir "plus de 300.000 demandeurs d'emplois supplémentaires" en 2009. J'ai lu ailleurs qu'il pourrait y avoir un million de chômeurs en plus rien que pour 2009. Info ou intox ? Plus la crise va s'amplifier plus il va falloir être vigilant sur le contenu des dépêches.

Après la tentative de coup d'Etat militaire au Bangladesh, c'est au tour de la Guinée-Bissau, la routine quoi !

Un dernier mot.

Au mois de février vous avez pulvérisé le nombre de connections sur le site, plus de 3.500 visites, divisées par 2, 1.700 environ, en visites uniques on a dû dépasser les 1.000 militants en retirant les curieux. Pour un site aussi modeste, sans pub ni référencement, c'est inespéré et presque incroyable. Sans compter que le site n'a pas été accessible une journée et qu'il n'y avait que 28 jours en février. Bravo camarades !

De mon côté, je fais mon boulot comme je le sens et je me fous du reste, comme l'on dit ça passe ou ça casse, si c'est utile à de jeunes militants tant mieux, je serais tenté de penser que le site s'adresse à eux en priorité, la nouvelle génération de militants qui prendra la relève des "vieux bolcheviks" usés jusqu'à la corde, parfois avant l'âge et empêtrés à l'infini dans leurs contradictions. Vive la jeunesse révolutionnaire, notre avenir !

Sur ces bonnes nouvelles, bon courage et bonne semaine à tous.

Le 4 mars 2009

Lundi les Bourses ont plongé en moyenne de 4%. On a du mal à suivre pour savoir combien de centaines de milliards de dollars sont partis en fumée en une seule journée.

En janvier 2008 la captitalisation boursière mondiale était d'environ 50 000 milliards de dollars (comparés au 54 000 milliards de dollars du PIB) et en octobre 2008 il n'en restait déjà plus que la moitié, depuis ce serait pas loin de 10 000 milliards de dollars qui se seraient envolés, donc sur une base basse de 15 000 milliards de dollars, 4% représenteraient 600 milliards de dollars, 800 sur la base de 20 000 milliards, de quoi éradiquer la pauvreté sur terre en une seule journée ! Cela laisse forcément rêveur. La barbarie s'exprime aussi en chiffres, vertigineux.

Vous vous souvenez peut-être que je me posais des questions à propos des produits dérivés (plus d'un million de milliards de dollars) qui sont des produits financiers hautement spéculatifs (et toxiques !), et bien j'ai lu que les banques en raffolaient et qu'elles faisaient leus choux gras avec.

Voici ce que j'ai lu dans un site :

"Le marché des produits dérivés est très rémunérateur pour les banques. Il s'agit souvent d'opérations à forte valeur ajoutée générant les marges les plus importantes. Il est aussi très rémunérateur pour les entreprises de marché : plus d'un tiers du chiffre d'affaires d'Euronext ou de la Deutsche Börse provient de la négociation de produits dérivés.

Censés permettre une meilleure gestion des risques existants, les produits dérivés génèrent en fait de nouveaux risques. L'effet déstabilisant est en particulier lié au fait que les marchés dérivés encouragent les agents à choisir des stratégies plus risquées, et que l'utilisation de ces produits non seulement à titre spéculatif mais même à titre de couverture conduit à une augmentation de la volatilité.

Les produits dérivés ont été qualifiés par Warren Buffet d'« armes de destruction massive ». La crise financière issue de la crise des subprimes montre que les produits dérivés créent un risque systémique."

On a ici le lien qui permet de comprendre un peu mieux ce qui s'est passé dans la foulée de la crise des subprimes sur le plan financier.

Il y avait un truc qui ne collait pas dans leur histoire, on nous parlait de la crise des subprimes, de l'insolvabilité de quelques millions d'Américains, comme si à eux seuls ils avaient été à l'origine de l'effondrement des marchés financiers mondiaux qui s'est traduit par une perte de 50% de la capitalisation boursière mondiale. Quelques millions d'Américains ne peuvent plus rembourser leurs crédits immobiliers et c'est l'économie mondiale qui s'écroule, il ne fallait pas être très curieux pour se contenter de cette explication.

On voit là que les banques sont directement responsables de la situation actuelle.

Les travailleurs et les militants n'ont donc aucun complexe à avoir à revendiquer les leviers de commande de la société. On aura du mal à faire pire qu'eux, par contre ils peuvent encore faire pire, ils ont déjà fait pire puisque ce n'est pas terminé.

Ils parlent de la crise comme si c'était le produit d'une génération spontanée, alors qu'elle a été préparée de longue date justement par ceux qui viennent quémander des milliards aux gouvernements. Ils font les étonnés, ceux qui n'avaient rien vu venir, alors qu'ils fabriquaient eux-mêmes le pétard à retardement qui vient d'exploser, histoire de brouiller les pistes, pour qu'on ne les accuse pas de tous les maux et qu'on vienne à leur secours.

C'est ce que Fillon doit aussi appeler faire "acte de civisme", au lieu de se sentir des victimes innocentes du capitalisme, on devrait partager le fardeau des banquiers en plus des conséquences de la crise qu'ils nous font déjà durement subir, on devrait être au garde-à-vous devant le régime et ne pas le combattre pour l'abattre.

Les travailleurs doivent savoir que temps que les banquiers et les capitalistes auront ce pouvoir de nuisance, temps qu'ils auront le pouvoir en réalité, ils ne doivent pas espérer un avenir meilleur pour eux et les enfants, c'est terminé, c'est du passé et révolu définitivement s'ils ne prennent pas eux-mêmes les choses en mains, l'humanité est condamnée à la déchéance et à une régression sans fin, peut-être jusqu'à son extinction à défaut d'avoir réussi à réaliser son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne s'agit pas là de théorie ou d'idéologie, d'idées partisanes ou d'interprétations militantes, non puisque la situation qui vient d'être décrite correspond bien à la réalité et que les faits relatés se déroulent sous nos yeux en ce moment même, chacun peut

le vérifier quotidiennement, non, il s'agit tout simplement du constat lucide que le capitalisme a franchi une nouvelle étape au-delà de laquelle le civilisation humaine est vouée à la dégénérescence si on n'y met pas un terme rapidement.

L'actualité du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels nous signale au passage qu'il n'y a pas d'autre alternative que le socialisme pour changer le monde et peut-être le sauver.

Un dernier mot.

J'ai créé plusieurs nouvelles pages ces derniers jours, si vous rencontrez des problèmes pour en ouvrir certaines prévenez-moi plus rapidement que la dernière fois s'il vous plaît.

N'hésitez pas non plus à m'envoyer des documents qui pourraient intéresser d'autres militants. Salut !

Le 5 mars 2009

Le secteur privé aux Etats-Unis a détruit 697.000 emplois en février, indique une étude du cabinet de conseil en ressources humaines ADP publiée mercredi.

ADP a de surcroît révisé en hausse son estimation des pertes du mois précédent à 614.000 (au lieu des 522.000 annoncés initialement).(AFP 04.03)

Si mercredi Wall street a regagné 2%, les affaires sont les affaires, par contre le secteur financier a été orienté à la baisse JP Morgan Chase a chuté de 8,14%, Citigroup de 7,38%, Bank of America de 1,37%.

Je ne suis pas économiste, mais je pense que le jour où ses valeurs se mettront à monter de façon continue et importante, on pourra peut-être se dire qu'ils ont réussi à passer le cap de cette crise.

L'épileptique craque !

Selon *Le Canard Enchaîné*, paru mercredi, Sarkozy lui-même critique le projet de la ministre de l'Enseignement supérieur, et lui demande de "se coucher" pour en finir avec les manifestations.

"Je ne veux plus voir les enseignants, les chercheurs et les étudiants dans la rue ! Fini le projet de décret. Fini aussi la suppression des IUFM. Vous me réglez ça. Vous vous couchez () De toute façon, ce n'étaient que des projets de merde", aurait-il déclaré. (Reuters 04.03)

Projets de "merde", un argument à la portée de tous les travailleurs, non ? Simpliste, réducteur, sans doute, mais oh combien vrai ! On pourrait appliquer ce jugement au gouvernement et sa politique, au moins il ne risquerait pas d'être incompris par la majorité des travailleurs. Quoique ?

Nos dirigeants politiques n'ont pas arrêté de justifier leur politique de subordination au capitalisme et au régime en expliquant que le mouvement ouvrier était au ras des paquerettes depuis la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS, etc., que la conscience politique des travailleurs était en dessous de tout, là au moins ils ne pourront pas dire que cet argument est insaisissable par les masses.

Se concentrer sur les grands discours serait une erreur, à quoi cela peut-il bien servir, plus personne ne les écoute, et les analyses qui les accompagnent sont le plus souvent trop théoriques et déconnectées de la réalité pratique et quotidienne des masses.

Le "pauv'con" relayé en boucle dans tout le pays de bouche à oreille a davantage affaibli le régime que les contradictions par ailleurs criantes contenues dans les discours de Sarkozy, mais que les masses ne saisissent pas forcément. Si le monsieur qui est à la tête de l'Etat, le Président de la République, le chef de l'exécutif et des armées parle comme nous, cela ne veut pas forcément dire qu'il est comme nous où dans notre camp, par contre cela peut vouloir dire que quelqu'un qui cause ainsi peut détenir le pouvoir, peut décider du sort du pays, alors pourquoi pas moi, toi, nous, la classe quoi, bordel ! Réflexion élémentaire et à la portée de chacun.

La conjonction de la perte d'influence de Sarkozy et du régime sur les masses, avec la mobilisation croissante contre les conséquences de la crise du capitalisme, rend possible l'ouverture non seulement d'une crise politique, mais d'une crise révolutionnaire. C'est ce qu'a révélé en filigrane la situation à la Guadeloupe notamment.

Dans les politiques mises en oeuvre par les différents partis, dites-moi où cette situation se reflète ? Nulle part, ils ne font plus de politique !

Le régime est manifestement affaibli, il serait donc nécessaire de passer à la vitesse supérieure pour l'affaiblir davantage, de tirer les conclusions de ce qui s'est manifesté les semaines et les mois précédents, l'incapacité du gouvernement à maintenir ou améliorer nos conditions de vie et de travail, la volonté des travailleurs de refuser de vivre plus mal qu'avant. Toutes les revendications convergent vers un seul objectif politique, la remise en cause de Sarkozy et son gouvernement, des institutions qui sont au service des capitalistes.

Est-ce la raison pour laquelle aucun parti n'avance dans cette voie ? Pourquoi ? Au mieux, parce qu'ils pensent que par miracle le prolétariat pourrait accéder aux tâches historiques qu'il a à accomplir sans la moindre préparation, sans être familiarisé avec les objectifs qu'il devra se fixer, sans qu'il ait entendu parlé un jour des moyens qu'il devra mettre en oeuvre pour les atteindre, bref, tout semble fait pour que les combats décisifs qui s'annoncent se terminent par une terrible défaite.

Pour terminer un extrait de *La révolution russe* de Trotsky dont j'ai lu quelques pages hier.

"Les prémisses essentielles d'une révolution résident en ce que le régime social existant se trouve incapable de résoudre les problèmes fondamentaux du développement de la nation. La révolution ne devient cependant possible que dans le cas où, dans la composition de la société, il se trouve une nouvelle classe capable de prendre la tête de la nation pour résoudre les problèmes posés par l'histoire. Le processus de la préparation de la révolution consiste en ce que les tâches objectives, marquées dans les contradictions de l'économie et des classes, se fraient une voie dans la conscience des vivantes masses humaines, en modifient les aspects et créent de nouveaux rapports des forces politiques.

Les classes dirigeantes, en résultat de leur incapacité manifeste de sortir le pays de l'impasse, perdent foi en elles-mêmes, les vieux partis se décomposent, une lutte acharnée se livre entre les groupes et les cliques, les espoirs se reportent sur un miracle ou sur un thaumaturge. Tout cela constitue une des prémisses politiques de l'insurrection, extrêmement importante, quoique passive.

Une hostilité furieuse à l'égard de l'ordre établi et l'intention de risquer les efforts les plus héroïques, de laisser tomber des victimes, pour entraîner le pays dans une voie de relèvement telle est la nouvelle conscience politique de la classe révolutionnaire qui constitue la principale prémisse tactique de l'insurrection.

Les deux camps principaux - les gros propriétaires et le prolétariat - ne représentent pourtant pas, au total, toute la nation. Entre eux s'insèrent de larges couches de la petite bourgeoisie, jouant de toutes les couleurs du prisme économique et politique. Le mécontentement des couches intermédiaires, leurs désillusions en face de la politique de la classe dirigeante, leur impatience et leur révolte, leur disposition à soutenir l'initiative hardiment révolutionnaire du prolétariat constituent la troisième condition politique de l'insurrection, en partie passive dans la mesure où elle neutralise les sommets de la petite bourgeoisie, en partie active dans la mesure où elle en pousse les bases à lutter directement, coude à coude avec les ouvriers.

La réciprocité conditionnelle de ces prémisses est évidente : plus le prolétariat agit résolument et avec assurance, et plus il a la possibilité d'entraîner les couches intermédiaires, plus la classe dominante est isolée, plus la démoralisation s'accentue chez elle. Et, par contre, la désagrégation des dirigeants apporte de l'eau au moulin de la classe révolutionnaire.

Le prolétariat ne peut, pour l'insurrection, se pénétrer de l'assurance indispensable en ses propres forces qu'au cas où, devant lui, se découvre une claire perspective, que s'il a la possibilité de vérifier activement les rapports de forces qui changent à son profit, s'il sent au-dessus de lui une direction perspicace, ferme et audacieuse. Ceci nous amène à la condition, dernière dans le dénombrement mais non dans son importance, de la conquête du pouvoir : au parti révolutionnaire, en tant qu'avant-garde étroitement unie et trempée de la classe.

Grâce à une combinaison favorable des conditions historiques, tant intérieures qu'internationales, le prolétariat russe trouva à sa tête un parti exceptionnellement doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple : c'est cela seulement qui permit à une classe jeune et peu nombreuse d'accomplir une tâche historique d'une envergure inouïe."

Ces lignes sont pleines d'enseignements, non ? Ne cherchez pas le parti "doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple", il n'existe pas.

Le 6 mars 2009

Que des bonnes nouvelles pour finir la semaine.

L'indice Dow Jones a terminé la séance de jeudi à la bourse de New York en baisse 4,1%, le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a de son côté perdu 3,9%, la Bourse de Paris a perdu encore 3,96%, l'indice FTSEurofirst 300 des principales valeurs européennes a perdu 3,56%, il était remonté de 4% la veille dans l'espoir que les Chinois pondraient un second plan de relance et c'est raté ! (AFP et Reuters 05.03)

La BCE a abaissé son taux directeur d'un demi point à 1,5%, en vain !

La Réserve Fédérale a indiqué jeudi que les emprunts au jour le jour des banques à réseau se montaient à environ 66 milliards de dollars (52,5 milliards d'euros), sur la semaine terminée mercredi, un peu plus que la semaine précédente.

Les sociétés d'investissement ont emprunté dans le même temps 25,6 milliards de dollars (20,4 milliards d'euros). Ces emprunteurs paient un demi point d'intérêt à la Fed pour ces prêts d'urgence. (AP 06.03) Ils bouchent les trous commme ils peuvent !

Toujours aux Etats-Unis.

Selon l'Association des banquiers hypothécaires (MBA), 11,18% des emprunteurs avaient alors au moins un mois de retard de paiement, ou font déjà l'objet d'une procédure de saisie. C'est le plus haut niveau jamais constaté depuis le début de la publication de l'enquête trimestrielle de la MBA en 1972.

Selon la MBA, la part des emprunteurs en retard de paiement d'au moins un mois qui ne sont pas encore visés par une procédure d'éviction a atteint un record au quatrième trimestre, s'établissant à 7,88%, soit 0,89 point de plus que le record précédent. (La Tribune 05.03)

Au quatrième trimestre, la production des entreprises américaines a baissé de 8,7% en rythme annuel par rapport au trimestre précédent, soit finalement plus vite que le nombre d'heures travaillées (-8,3%).

Pour sa part, l'augmentation du coût du travail est passée de 3,5% au troisième trimestre à 5,7%, au quatrième, selon les nouveaux chiffres du ministère, qui font apparaître de fortes variations par rapport aux précédents.

Dans le seul secteur industriel, la productivité a reculé de 4% (chiffre revu en hausse de 1 point), après une baisse de 2,2% au troisième trimestre. La production y a chuté de 17,7% alors que les heures travaillées plongeaient de 14,2%.

Pour l'ensemble de 2008, la productivité des entreprises industrielles a augmenté de seulement 1,5% contre 3,4% en 2007. De leur côté, les commandes à l'industrie ont reculé de 1,9% en janvier), selon des chiffres publiés jeudi par le département du Commerce. Il s'agit cependant de la sixième baisse mensuelle consécutive, ce qui est une série inédite depuis la création de cet indicateur macro-économique en 1992 et une nouvelle illustration de la sévérité de la récession à l'oeuvre dans la première économie mondiale.

Les commandes à l'industrie de décembre ont été revues en baisse de -3,9% à -4,9%. Les commandes de biens durables ont finalement baissé de 4,5% en janvier. (même source)

L'équipementier automobile français Faurecia, filiale de PSA-Peugeot-Citroën, qui a essuyé une forte perte en 2008, a annoncé jeudi la fermeture d'ici fin 2010 de son site d'Auchel (Pas-de-Calais) et la suppression de 179 emplois sur 508.

Les salariés présents dans l'usine ont aussitôt cessé le travail et bloqué les deux accès au site, a constaté une correspondante de l'AFP.

Une assemblée générale des salariés a décidé dans l'après-midi, "à l'unanimité", la poursuite du blocage jusqu'à nouvel ordre, a déclaré à l'AFP Thérèse Lecocq, secrétaire CGT (majoritaire dans l'établissement).

"Tout est bloqué, on reste cette nuit, ce week-end. On est là, on reste", a ajouté Mme Lecocq.(AFP 05.03)

Expropriation sans indemnités !

Election d'un comité de grève, appel en direction des travailleurs des autres entreprises à les imiter, appel à débrayer dans tout le secteur de l'automobile... l'heure a sonné de changer les bases économiques de la société, il nous faut un gouvernement et des institutions qui représentent nos intérêts et non ceux des capitalistes, à nous de les créer, il n'y a pas d'autre voie... en avant vers le socialisme !

Tout va bien camarades, la crise continue.

Autre chose très vite.

Un camarade qui milite dans un parti politique quelque part en Europe m'a demandé si cela me dérangeait qu'il ait utilisé mes arguments dans le journal de son parti sans mentionner leur origine. Je lui ai répondu simplement que les arguments que j'utilisais n'étaient pas ma propriété, ils appartiennent à tous les militants qui les trouvent utiles dans leur combat politique quotidien.

C'est quand même un monde qu'il me questionne sur le NPA et le POI alors que je vis à 10.000 kms de Paris ! Il y a de quoi se poser de sérieuses questions sur l'état de santé du mouvement ouvrier organisé, je ne dis pas cela pour ce camarade qui a toute mon estime évidemment, mais pour les partis cités ici.

Parmi les questions que nous avons abordées, en voilà une qui ne devrait pas vous laisser indifférents.

Qu'est-ce qui prouve que l'heure d'un parti de masse n'a pas sonné ? C'est très simple : les faits, deux suffiront ici.

1- A l'élection présidentielle qui devait servir de rampe de lancement du POI et au NPA : Schivardi a recueilli 123.500 voix, Besancenot 1,498 million, soit dix fois plus que Schivardi, résultat : le POI entre 9 et 10.000 adhérents, le NPA un peu plus de 9.000 adhérents. Le ras de marée n'a pas eu lieu malgré la crise actuelle du capitalisme, ses conséquences sur les masses et les mobilisations qui se succèdent depuis des mois.

2- Le gouvernement et les médias ont hyper médiatisé le NPA, à l'opposé, ils ont censuré le POI, résultat : identique à l'arrivée ! Mieux que de longs discours, non ?

Conclusion. Décidément rien n'y fait, pas un seul argument ne permet de soutenir la thèse selon laquelle le moment était venu de construire un parti de masse.

Enterrer davantage l'idée de fonder un parti sur les bases du marxisme révolutionnaire, rejeter davantage l'héritage essentiel ou le principal enseignement de la révolution d'Octobre, le parti de Lénine, le bolchevisme, le léninisme dont Trotsky disait qu'il se résumait au parti tel que Lénine l'avait conçu pour vaincre, cela ne fait absolument aucun doute pour moi.

On pourrait dire aussi, dresser un nouveau barrage à la construction d'un parti bolchevik, assurément, et la bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée, car si le POI est censuré au niveau des médias nationaux, ce n'est pas le cas de la presse locale qui est tout aussi bourgeoise que la presse nationale, sauf à vouloir nous faire croire qu'il y aurait une différence fondamentale (de classe) entre un bourgeois parisien et un bourgeois de province, il y aurait des bons et des mauvais bourgeois, certains plus fréquentables que d'autres, on peut aller très loin comme cela, c'est la trajectoire de Lambert par exemple qui s'est inspiré d'A.Hébert, jusqu'à pourrir les meilleurs trotskistes et les faire adhérer à la franc-maçonnerie par exemple, jusqu'à la caricature...

Il vaudrait mieux aujourd'hui disposer d'un véritable parti marxiste révolutionnaire de 3 ou 4.000 combattants avec de véritables tendances, que deux partis fourre-tout de 10.000 adhérents qui sont incapables de proposer la moindre issue politique aux masses tellement ils sont empêtrés dans leurs propres contradictions, c'est mon analyse.

A courir plusieurs lièvres à la fois, on n'en attrape aucun à l'arrivée.

Bon Week-end à tous.

Le 7 mars 2009

Un extrait d'un mail d'un camarade reçu hier.

"Je suis d'accord à l'heure actuelle le parti de masse serait un troupeau d'aveugles. Comme disait Goethe we need mehr licht. Grâce au GER je sais que l'élite du prolétariat a lu moins de livres que moi et que la crise du prolétariat c'est la direction du prolétariat."

On ne s'en sort pas camarade, on en est encore au même point que lorsque Trotsky avait écrit ces lignes en 1938 dans le *Programme de transition*.

Rien n'est facile, personne ne dira le contraire, mais ce n'est pas une nouveauté non plus. Comme je ne savais pas quoi répondre à ce camarade, j'ai rédigé un nouveau texte sur le parti où je reviens sur certaines questions qui me semblent importantes et que j'avais déjà abordées ailleurs.

A force de me poser des questions et de lire ausssi, je suis arrivé à la relecture de la *Révolution russe* de Trotsky. Pourquoi, je vous avouerais que sur le coup, je ne me suis pas posé cette question, j'ai autre chose à faire que de me regarder dans une glace. C'est en repensant au contenu des quelques pages que j'ai lues hier, que je me suis dit qu'il ne s'agissait certainement pas d'un hasard. C'est le mûrissement de la situation qui m'y a poussé pratiquement inconsciemment, en cherchant des réponses ou des matériaux pour trouver des réponses à certaines questions nées de la situation actuelle.

Chacun peut constater que l'on assiste à une nouvelle période de la lutte des classes à l'échelle mondiale, mais dans des conditions particulières dont la gigantesque crise du capitalisme est l'élément moteur. Sans être précisément encore entrés dans une phase de crise révolutionnaire, on voit bien que les éléments d'une telle crise sont en train de se frayer un chemin, on en perçoit les prémices à travers la crise politique rampante au sommet de l'Etat, la mobilisation croissantes et persistante des masses, l'aggravation quotidienne de la crise du capitalisme qui jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, demain sans doute davantage, bref, les évènements se précisent, en haut ils ont de plus en plus de difficultés pour continuer de gouverner comme avant, plusieurs dirigeants syndicaux ont été obligés (momentanément) de claquer la porte du dialogue sociale, la colère gronde dans les profondeurs du prolétariat, le régime est ultra minoritaire, rejeté, illégitime, Sarkozy est l'object de sarcasmes de la part de certains médias qui sont traditionnellement du côté du pouvoir en place, sa cote de popularité réelle prouve que le régime est de plus en plus isolé et remis en cause, etc.

A partir de cette situation et en faisant avec ce que l'on a et n'a pas (le parti !), j'essaie de définir quelle est la meilleure ligne politique à adopter dans la perspective d'une explosion sociale qui pourrait se transformer rapidement en crise révolutionnaire et quelles sont les tâches que le parti devrait mettre en avant s'il existait pour l'alimenter, et indiquer aux masses dans quelle direction orienter son combat. Et là, rien de tels que les enseignements d'une révolution pour trouver des éléments de réponse à toutes ces questions. A suivre

Salut !

Le 8 mars 2009

Un camarade a écrit ceci dans un mail qu'il m'a adressé : "*juste un mot sur la Guadeloupe, cela fait deux jours que le préfet et les patrons sont scandalisés par Élie Domota qui a déclaré que les patrons qui ne voulaient pas signer l'accord sur les deux cent euros n'avaient qu'à quitter la Guadeloupe, il faudrait leur rappeler qu'ils ne sont pas scandalisés depuis des années pour délocaliser et mettre à la rue des milliers de travailleurs.* ".

Très juste, ils détiennent le pouvoir, donc ils ont tous les droits et nous n'en avons aucun, c'est ce qui caractérise la dictature du capital que nous devons renverser. Eli Domota a raison, sauf que ce n'est pas seulement les colons dénommés Békés qu'il faut cibler et exproprier même s'ils constituent 90% ou plus des grands patrons, mais l'ensemble des capitalistes les plus importants pour se situer sur un terrain politique correct.

En tant que militant révolutionnaire en ces temps de crise profonde du capitalisme on ne manque pas d'arguments pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme. C'est le seul objectif que l'on devrait fixer à notre activité militante pour recruter de nouveaux militants sur des bases politique correctes, si nous disposions d'un parti digne de ce nom.

La charge des intérêts de la dette de l'Etat capitaliste devrait représenter en 2009 43 milliards d'euros, ce qui en fait le troisième poste dans le budget, après l'Education nationale et la Défense. Mais "si la dette explose au-delà de 75% du PIB, les seuls intérêts de la dette pèseront pour 3,5% à 4% du PIB, gonflant la dette d'année en année", prévient Karine Berger, directrice des études chez Euler Hermes SFAC. (AFP 07.03)

A qui profite cette dette colossale ? Aux rentiers, aux banquiers et aux institutions financières qui prêtent de l'argent à l'Etat. Mais n'ont-ils pas reçu de l'argent de l'Etat ? Si justement, quand l'Etat prête de l'argent aux banques cela leur permet d'émettre des titres ou des lignes de crédit pour une valeur 8 ou 10 fois supérieure. Une fois écoulés ces titres sur le marché financier (spéculatif), les intérêts ou bénéfices qu'ils en retirent leur servent à rembourser leur emprunt auprès de l'Etat à moindre coût, une partie de ce qu'il leur reste va engraisser les actionnaires de la banque, l'autre partie elle peut le prêter à son tour à l'Etat sans que cela ne lui ait coûté un centime, seul le contribuable en est de sa poche et paie l'addition. Si je ne dis pas de bêtises c'est à peu près ainsi que les choses se passent.

Finalement tous les problèmes que nous rencontrons dans la vie quotidienne proviennent du fait que ce n'est pas seulement l'économie capitaliste qui survit à crédit, mais l'Etat capitaliste également. C'est donc l'ensemble du régime capitaliste sur le plan économique et politique qui est devenu synonyme de faillite, de chaos, de barbarie. D'où la nécessité de liquider conjointement les institutions politiques du capital, la Ve République, et les rapports sociaux d'exploitation qui sont les fondements du système économique capitaliste. Il faut bien faire table rase du passé, cette formule, loin d'être désuète, est bien d'une actualité brûlante à l'échelle mondiale.

La fin de cette dépêche ne laisse aucune chance de s'en sortir au capitalisme si le prolétariat se dote à temps d'une direction révolutionnaire.

Cela va demander des "effort colossaux" à l'Etat "en terme de maîtrise des dépenses et de prélèvement des recettes à moins d'augmenter la pression fiscale", ajoute Jean-Christophe Caffet, économiste chez Natixis. Et le service de la dette va devenir "un poste de plus en plus important dans le budget".

Comment Sarkozy et son gouvernement UMP-Nouveau Centre-PS pourraient-ils rogner davantage sur les dépenses de l'Etat sans devoir affronter directement le prolétariat ? Tâche impossible camarades, c'est bien la raison pour laquelle vous pouvez dire sans prendre de risques inconsidérés, que l'heure des affrontements décisifs entre le travail et le capital approche, qu'ils sont inéluctables à court terme maintenant.

Comment le gouvernement pourrait-il augmenter les impôts que paie la majorité de la population alors qu'elle est déjà de plus en plus étranglée ? Ils ne peuvent pas non plus augmenter les impôts sur les bénéfices des sociétés, ils se sont engagés à les baisser ! Ils pourraient diminuer le budget de la Défense, mais ils se mettraient une grande partie de l'armée et des élus à dos, de toute façon cela ne ferait pas le compte loin s'en faut.

Il arrive un moment dans toute crise où toute nouvelle décision à défaut de pouvoir l'endiguer, contribue à l'amplifier de manière incontrôlée, de telle sorte que les contradictions se tendent à l'extrême jusqu'au point de rupture justement, ce qui coïncide avec l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Les contradictions du capitalisme se referment comme un piège inévitable sur ses représentants qui n'auront pas d'autre solution pour tenter de s'en sortir que de s'attaquer directement à tous les droits sociaux de la population sans en avoir forcément les moyens politiques. Plus le temps passe et plus il semble évident qu'ils ne pourront pas échapper à une grave crise politique qu'ils auront provoquée eux-mêmes. Je précise qu'ils auront provoqué eux-mêmes cette crise politique, parce qu'aucune force politique organisée n'est en mesure aujourd'hui (ou demain) de s'opposer au gouvernement et de provoquer cette crise.

Cette crise politique ne pourra pas être résolue par les moyens classiques que nous connaissons, le passage de relais de l'UMP-Nouveau Centre à une coalition PS-PCF-MRC-Verts, parce que le capitalisme n'a plus aucune marge de manoeuvre pour se redresser et sortir de cette crise (à l'échelle mondiale), ce qui ne signifie pas qu'ils ne tenteront pas le coup évidemment, on n'y échappera pas encore une fois, sauf que ce nouveau front populaire sera comme mort né et condamné lui aussi à affronter les masses dans un délai très bref, souvenez-vous entre février et octobre 1917 il ne s'était passé que neuf mois, le temps d'enfanter l'Etat ouvrier !

Ce qui caractérisera cette crise politique c'est la nécessité de s'attaquer violemment aux droits sociaux du prolétariat, l'ampleur des attaques nécessaires, la nécessité d'organiser sur le champ une formidable régression sociale tout en rendant les conditions d'exploitation encore plus insupportables. Vous devinez spontanément la suite immédiate de cette crise politique, elle va déboucher sur une crise révolutionnaire d'une ampleur et d'une violence dont on n'a pas idée aujourd'hui, elle sera à la hauteur de la crise du capitalisme et ses conséquences pour la population, qui à un moment donné aura acquis la certitude qu'elle n'a plus rien à perdre ou que si elle n'entre pas en mouvement, elle risquera de perdre le peu qu'il lui restait, la situation se posera à elle sous la forme d'une alternative très simple : soit se lancer tête baissée dans la bataille, soit se résigner à vivre un cauchemar le restant de ses jours, y compris pour les générations à venir.

Plus le temps passe au regard des évènements et des faits qui s'accumulent, ce n'est qu'une hypothèse de réflexion pour le moment, mais je me demande si ce que nous considérions encore impossible hier n'est pas en train de se réaliser sous nos yeux, ce qu'aucun marxiste du XIXe ou du début du XXe siècle n'aurait pu prévoir ou imaginer compte tenu du développement du capitalisme à ces différentes époques, je veux parler de la véritable faillite du capitalisme, non plus dans le sens où il précipiterait une partie toujours plus importante de l'humanité dans la pauvreté, mais dans le sens où nous serions réellement face à une situation où le système économique actuel aurait épuisé tous les moyens qui lui permettrait d'assurer son futur (prochain) développement indispensable à sa propre survie. Une fois que le capitalisme aurait terminé de se développer à l'échelle mondiale, il aurait atteint l'ultime limite de sa survie en quelque sorte. Reste à savoir si cette ultime limite a déjà été atteinte ou s'il lui reste encore quelques réserves avant d'atteindre ce point critique qui lui sera fatal, car ils ne pourront jamais réduire l'humanité en esclavage.

A mon avis le capitalisme dispose encore de réserves, mais rien ne dit qu'il pourra les utiliser. Je dirais même que c'est l'object actuellement des marchandages entre les représentants politiques des différents pays. Certains pays sont priés de mettre la main au portefeuille, d'autres de consentir des sacrifices alors même qu'ils sont pris à la gorge, d'autres encore de se soumettre à l'intérêt général sans réclamer de contreparties, etc. Prenez la Chine dont l'excédent commercial est en train de fondre au soleil de la crise qui la frappe de plein fouet, Washington et Bruxelles ont pressé les autorités chinoises de mettre en oeuvre un plan de relance comme si cela pouvait suffire à enrayer la crise mondiale du capitalisme. Les Chinois ont dit d'accord, de toutes manières on n'a pas le choix, mais on va procéder autrement, on va commencer par penser à nous-mêmes, à nous développer pour atténuer les tensions sociales et pour vous rattraper par la même occasion, pour le reste, démerdez-vous de votre côté ! Résultat, le lendemain de l'annonce du plan de relance chinois de 500 milliards de dollars Wall street a plongé ! Normal.

C'est aussi en temps de crise que l'on s'aperçoit le mieux que la concurrence entre capitalistes n'a pas disparu, malgré toutes les institutions internationales auxquelles tous les pays participent. C'est dans ces moments-là aussi que ressort l'aspect purement réactionnaire de toutes ces institutions qui finalement n'ont qu'une vocation : combattre ensemble le prolétariat mondial.

Quel que soit le cours des évènements les prochains mois ou l'hypothèse qui se vérifiera, on perçoit clairement que c'est la lutte de classe du prolétariat qui sera l'élément décisif de la situation.

Plus j'y pense et plus je suis convaincu que le capitalisme va nous réserver une bonne surprise, qu'il n'est pas seulement condamné à disparaître théoriquement si le prolétariat lui portait un coup fatal, mais qu'il va créer les conditions objectives qui pratiquement forceront le prolétariat à passer à l'action, au chantage auquel il nous a habitué en temps de crise, succéderait un appel à la guerre pour le liquider qui viendrait du capitalisme lui-même, l'histoire nous a déjà réservé d'autres paradoxes dans le passé.

Jusqu'à présent on avait eu le droit à des crises cycliques tous les 10 ans, puis tous les 5 ans, aujourd'hui la situation est totalement différente, le développement du capitalisme est arrivé à un stade où cette crise de rampante est entrain de devenir quasi permanente au point de rendre invivable l'existence de la population, ce qui l'obligera à se pencher sur l'origine de cette situation et à chercher les moyens d'en sortir une fois pour toute, ce qui sera d'autant plus facile que la classe ouvrière subira cette crise quotidiennement sur une période étalée sur plusieurs années, elle en tirera forcément des enseignements, et c'est de là qu'émergera la nouvelle avant-garde qui aura pour tâche d'organiser le prolétariat dont le niveau de conscience politique aura considérablement progressé, que la révolution socialiste internationale passera à l'offensive sur tous les continents.

Les éléments que le capitalisme est en train de nous fournir aujourd'hui, sont peut-être ceux qui permettraient d'écrire la suite et la fin du *Capital* de Karl Marx. Le socialisme n'était qu'une possibilité jusqu'à présent pour ceux qui en était convaincus, une nécessité historique dont chacun n'avait pu saisir toute la portée temps que le capitalisme n'avait pas achevé son développement à l'échelle mondiale, ou temps qu'il n'avait pas atteint un certain degré d'achèvement à l'échelle mondiale, demain il va s'imposer comme la seule alternative au capitalisme, y compris à ceux qui ont toujours considéré le socialisme comme une utopie, quand ils seront bien obligés de faire le même constat que nous. Je ne pense pas prendre mes désirs pour la réalité en écrivant ces lignes ou extrapoler gratuitement.

La lutte des classes n'est pas terminée, elle est entrée dans sa phase finale en même temps que le capitalisme est en train d'écrire son dernier chapitre. Reste à savoir si ce chapitre sera bref ou plus long et douloureux que prévu pour tous les peuples. On ne peut pas se contenter de ces quelques réflexions pour le déterminer avec plus de précision et telle n'est pas ma prétention.

Pour que ce dernier chapitre de l'histoire du capitalisme soit plus longue, il faudrait que les capitalistes acceptent de rogner sur leurs profits dans des proportions gigantesques, or ils n'y sont pas disposés. Vous avez lu comme moi la dépêche dans laquelle on apprenait que les dirigeants des grandes banques américaines s'étaient encore versés des centaines de milliards de dollars de salaires ou de dividendes s'en foutant complètement de la crise, j'ai envie de dire : tant mieux ils alimentent ainsi la crise. J'arrêterai là pour aujourd'hui.

Je n'ai pas eu le temps de mettre des dépêches en ligne, demain. J'allais oublier, en me relisant rapidement, j'ai remarqué que je n'avais pas toujours corrigé les fautes, vous y êtes habitués ! Salut !

Le 9 mars 2009

Dimanche lors du meeting au Zénith organisé par le Parti de Gauche (PG) et le PCF, Mélenchon a déclaré : "Le Front de gauche veut devenir un front populaire majoritaire, à la base et au sommet" et d'ajouter : "Nous sommes la gauche stable et concrète, nous sommes la gauche qui s'intéresse au pays davantage qu'à elle-même."

Dénonçant la position de la direction du NPA, Christian Piquet, membre du courant minoritaire, a aussitôt annoncé qu'il rejoignait le Front de gauche pour "mener jusqu'au bout le combat de l'unité." (Reuters 09.03)

La gauche "stable" qui a offert la stabilité au régime capitaliste pendant plus d'un demi siècle !

Quant au "front populaire majoritaire, à la base et au sommet", c'est ni plus ni moins que la collaboration de classes de la base au sommet. Tout un programme !

Au NPA, à peine proclamé et c'est déjà la débandade dans tous les sens ! C'était écrit d'avance.

Autre chose.

La chronique sera actualisée demain et je mettrai en ligne deux nouveaux textes, l'un sur la politique du POI, l'autre sur le parti.

Le 11 mars 2009

la voix de Lorenzo Bini Smaghi, la BCE a indiqué qu'elle était "prête à encore baisser ses taux, également jusqu'à zéro" "si la situation devait se détériorer", "Cela vaut surtout si l'économie venait effectivement à être menacée par une déflation", à savoir une baisse généralisée et durable des prix. (AFP 10.03)

Voilà qui va en réjouir certains dont D. Gluckstein, vous vous souvenez tous qu'il n'y a pas si longtemps il réclamait la baisse des taux d'intérêt de la BCE qui étranglaient littéralement le bon "peuple de France". Ouf si cela peut sauver le capitalisme par la même occasion !

On pourrait se demander pourquoi baisser les taux d'intérêts qui en principe favoriserait la consommation, alors que la baisse des prix la favorise déjà théoriquement.

La baisse des prix concerne les produits de consommation courante alors que les taux d'intérêt concerne davantage l'achat de biens durables (voiture, immobilier). Les premiers concernent des achats pour des sommes modiques renouvelés quotidiennement ou périodiquement, les seconds des sommes importantes et une dépense fixe sur des périodes plus ou moins longues. Alors que la demande des premiers fluctue en permanence en fonction de la situation économique ou sociale au quotidien, on peut décider de se passer de tel ou tel produit du jour au lendemain, tandis que lorsqu'on a souscrit un crédit pour une voiture ou un logement, on ne peut plus faire marche arrière.

Leur crainte est que la baisse des prix entraîne la baisse des profits et menace le sytème économique tout entier, ils veulent donc que la population s'endette davantage afin de maintenir la demande et la consommation à un haut niveau pour éviter une chute brutale ou continue des prix et des profits.

Le pendant de l'accumulation du capital, c'est une production et une consommation continue à un haut niveau, à un niveau toujours plus élevé dans un système en proie à une capacité de surproduction permanente. On est bien dans le règne de la nécessité que rien ne doit contrarier sous peine de voir s'enrayer la machine capitaliste, la crise quoi.

Sur 70 des 79 universités de France métropolitaine pour lesquelles l'AFP a pu collecter des informations, 41 étaient mardi en grève totale ou partielle et/ou bloquées, alors que 29 connaissaient un fonctionnement normal. (AFP 11.03)

Le crise + un mégalo-épileptique maniaco-dépressif hyperactif à l'Elysée = un cocktail explosif !

Autre chose personnel cette fois.

Je rencontre un gros problème pour vendre ma maison, j'ai bien trouvé deux acheteurs mais ils me réclament un papier que je n'ai pas. Je l'ai demandé à l'adminstration indienne qui est une des plus corrompues du monde, donc cela ne va pas être simple. Quand j'ai acheté ce bout de terrain, il était sensé appartenir au village, or il se trouve que les deux tiers appartenaient à l'Etat et non au village. J'ai bien un titre de propriété officiel provenant d'un bureau de l'Etat, donc je peux vendre cette baraque, ce qui me manque c'est le relevé du cadastre qui correspond aux deux parties de mon terrain. Donc ce n'est pas un, mais deux papiers qu'il me manque.

Comme ici rien n'est simple, je vais devoir consacrer du temps à cette affaire, c'est de ma vie et de celle de mon épouse dont il s'agit. Comme si cela ne suffisait pas, le village me réclame l'équivalent de 25 000 euros pour pouvoir quitter le village, c'est du racket. Bref, je suis pour ainsi dire prisonnier d'un Etat corrompu et de voyous ! S'agissant du village, je sais quoi faire et je ne m'inquiète pas outre mesure, il est hors de question que je leur verse cette somme évidemment je leur ai déjà dit, par contre c'est pour ce papier que cela risque de prendre des mois ou davantage.

Je ne comptais pas quitter l'Inde à court terme si je vendais cette baraque, je pensais que l'argent de la vente me mettrait à l'abri du besoin et qu'il serait possible de faire venir mon épouse tous les six mois pendant trois mois, car le billet d'avion a considérablement augmenté, et ce n'est pas avec son allocation d'invalidité (654 euros) qu'elle va pouvoir économiser de quoi les payer, 1.000 euros par an. Je détestais déjà l'Inde, cela ne va pas s'arranger.

Le 13 mars 2009

On démarre cette causerie par l'économie. J'ai relevé un extrait d'un article dans le dernier numéro (37) d'*Informations ouvrières*, page 14, dans lequel Pierre Cise pose la question qu'il faut toujours avoir à l'esprit pour comprendre où en est la crise :

"*si l'on regarde les indices publiés par l'ISM (2), on peut voir que l'indice de la production industrielle a baissé, par exemple, de 2004 à fin 2007, de 17 %, et celui de l'emploi industriel de 14 %. Et sur la même période, le Dow Jones a progressé de 40 %. Ce décalage signifie que les spéculateurs ont parié sur des profits qui ne sont pas au rendez-vous. Et pour qu'ils soient au rendez-vous, il faut rétablir des conditions qui passent par une restructuration de la production passant par la destruction massive de forces productives. Y arriveront- ils ? Voilà la question qui taraude les marchés financiers.*"

A défaut de guerre mondiale, c'est la seule solution qu'il leur reste compte tenu que cette crise est mondiale et d'une ampleur exceptionnelle. Dans ce cadre, on n'en finit pas d'apprendre combien de milliers de milliards de dollars sont partis en fumée depuis un an et demi.

Extrait d'une dépêche Reuters du 12 mars.

"Les ménages américains ont vu leur patrimoine baisser de 9% au quatrième trimestre 2008, il a fondu de 5.100 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre et a été ramené à 51.500 milliards.

Sur l'année 2008, le patrimoine net a reculé de 11.200 milliards de dollars, ce qui reflète la dégringolade des marchés d'actions et de l'immobilier.

Depuis un pic atteint au deuxième trimestre 2007 à 64.400 milliards de dollars, le patrimoine des ménages américains a perdu environ 20% en valeur."

Ce capital parti en fumée, c'est de la force de travail qui a été détruite massivement. Opération couplée à la purge du système capitaliste devant aboutir à une nouvelle concentration du capital entre quelques mains, les entreprises les plus fragiles et les moins compétitives devant disparaître, tandis que les conditions de travail se détériorent et les acquis sociaux des travailleurs sont remis en cause pour permettre des gains de productivité et une augmentation des profits, la logique du système capitaliste est implacable.

Toutes ces mesures ne changent absolument rien à la situation économique mondiale et sont insuffisantes pour garantir des taux de profit élevés, on se demandera donc comment dans ces conditions le capitalisme va-t-il s'y prendre pour résoudre ce problème. Les Bourses ont remonté ces trois derniers jours (+ 10% à Wall street), mais rien ne dit que cela n'aura pas été un feu de paille suite aux propos de Citigroup disant qu'elle avait été bénéficiaire sur les deux premiers mois de 2009 (Reuters 10.03).

En s'en prenant aux salaires et aux acquis sociaux des travailleurs, les capitalistes fabriquent les armes qui causeront leur propre destruction, car ils ne pourront pas soumettre le prolétariat à une régression sans fin sans entrainer une réaction violente de sa part à un moment donné, c'est la situation à laquelle les autorités chinoises doivent faire face dorénavant quotidiennement par exemple. Et puis comment écouler toujours plus de marchandises en maintenant dans la pauvreté plus des deux tiers de l'humanité, c'est incompatible et intenable à brève échéance.

Finalement, on pourrait dire que s'ils passent cette crise, c'est uniquement parce que le mouvement ouvrier n'a pas été capable de se doter d'une direction révolutionnaire à l'échelle mondiale, une Internationale combattant pour en finir avec le capitalisme, pour le socialisme et la République sociale universelle. La responsabilité des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière est donc immense dans la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Qu'on nous épargne le faux argument qui consiste à reporter uniquement sur les appareils pourris des syndicats et des partis ouvriers passés de l'autre côté de la barricade, l'incapacité dans laquelle nous avons été de construire un véritable parti communiste avant qu'éclate la plus grande crise du capitalisme depuis celle des années 30. Qu'on nous épargne également le faux argument selon lequel le capitalisme recellerait des capacités insoupçonnées, la crise actuelle démontre justement le contraire.

Dans le texte que je mettrai en ligne dans la journée, je reviens notamment sur cette question. Ce qui est remarquable, c'est que nous avons eu 63 ans depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour nous préparer à la crise actuelle du capitalisme, et que nous en avons été incapables comme chacun peut le constater. L'inexistence d'un parti marxiste révolutionnaire suffit à le démontrer si nécessaire, c'est une preuve matériel irréfutable. Terrible constat. Pire encore, le mouvement ouvrier tel qu'il a commencé à se recomposer ces derniers temps avec la création du POI, du PG et du NPA, a montré qu'il avait été incapable de tirer le bilan et les leçons de cette faillite politique, alors que c'était indispensable pour repartir sur des bases saines, ce qui ne laisse guère d'espoir au prolétariat d'une issue au capitalisme à court terme et présage des jours encore plus sombres qu'aujourd'hui.

Issu du milieu ouvrier et d'une famille particulièrement pauvre, je ne peux pas m'empêcher de penser que l'on nous a

complètement abandonnés, que des pans entiers de la classe ouvrière pouvait bien crever et que tout le monde s'en foutait littéralement. Mes parents se sont privés toute leur vie, ils ont connu mille souffrances inutiles dues uniquement à leur situation économique et sociale. Les jeunes, les vieux et les pauvres sont logés à la même enseigne, ce que la société sécrète, les partis s'emploient à le reproduire, comme dans un couple où les idées dominantes dictent leurs lois à nos rapports pour notre plus grand malheur.

Les compromis passés par les dirigeants des organisations et des partis avec les représentants du capital n'ont jamais profité à toutes les couches du prolétariat. Par la négociation et la politique contractuelle, ils sont parvenus à briser l'unité de la classe ouvrière, à la disloquer, ils ont favorisé les travailleurs des secteurs les plus juteux en terme de profits, ceux qui étaient les mieux organisés, ce qui a servi à garantir la paix sociale durant ces longues années. Quand on voit la différence de traitement entre un ouvrier de l'aéronautique par exemple, et une employée du commerce, on en arrive à se demander si l'on fait bien encore partie de la même classe sociale, en tout cas ce qui est certain, c'est qu'on ne risque pas d'analyser la situation actuelle et d'envisager notre avenir de la même manière. Une de mes soeurs est caissière.

Ceux qui chantent les bienfaits des conventions collectives feraient bien d'y réfléchir, car finalement elles ont causé plus de dégâts qu'autres choses. Si les syndicats avaient été des syndicats de classe et non des institutions au service du capital, ils se seraient débrouillés pour instituer un partage entre l'ensemble du prolétariat, des concessions octroyées par les patrons des entreprises réalisant le plus de profits dont seulement une partie des travailleurs profitaient.

Après l'on s'étonne que la solidarité ouvrière ne soit plus qu'un souvenir lointain, à qui la faute ? Etait-ce inéluctable ? C'est ce qu'on s'efforce de nous faire croire en nous expliquant que ce serait la faute du capitalisme, comme toujours ils ont réponse à tout, pour finalement ne pas répondre à cette question comme à toutes les autres qu'on leur pose d'ailleurs, parce qu'elles mettent en relief le rôle cynique des dirigeants ou leur incurie politique.

Il aurait fallu que les syndicats soient de véritables organisations de combat contre le capitalisme, ce qu'ils ont cessé d'être dès le début du XXe siècle, la suite n'a été qu'une suite interminable de compromissions avec l'ennemi de classe, de trahison sans retour.

Le syndicalisme aurait dû servir à entrainer le prolétariat au combat contre le régime pour le préparer au combat politique pour l'abattre. Au lieu de cela, ils l'ont transformé en un outil de collaboration de classes liant le sort de la classe ouvrière à celui du capital.

Quand vous évoquez la nécessité de rompre avec ces pratiques criminelles, les dirigeants des partis ouvriers vous répondent qu'ils sont d'accords, mais dès que vous leur dites de rompre eux-mêmes avec ces pratiques à l'intérieur des syndicats, là ils s'y refusent avec la même hypocrisie à laquelle ils nous ont habitué depuis tant d'années. Ils ne sont évidemment pas d'accord pour rompre avec la politique contractuelle ou les négociations entre les syndicats, le gouvernement et/ou les patrons.

Un exemple d'hypocrisie. Ils dénoncent parfois les dirigeants pourris des syndicats qui veulent négocier un accord entreprise par entreprise, en expliquant que cet accord doit être négocié au niveau de la branche. Un accord qui ne profitera qu'à une seule branche et ne profitera jamais aux autres, mais ils s'en foutent éperdument, cette réflexion élémentaire les dépasse, ils ont un schéma dans la tête et ils s'y tiennent, point barre. Et s'ils prétendent le contraire, qu'un accord obtenu dans une branche profitera aux autres branches, c'est un grossier mensonge en dehors des exceptions qui confirment la règle ; allez donc comparer les conventions collectives de le métallurgie parisienne avec celle du commerce, vous verrez immédiatement qu'il n'y a pas photo. J'accuse les dirigeants syndicaux d'être les complices des inégalités sociales dont sont victimes aujourd'hui plus de 10 millions de travailleurs.

Les syndicats participent directement à la gestion du capitalisme. Toutes les lois adoptées pendant 60 ans qui devaient soi-disant aboutir à donner aux travailleurs un droit de regard sur la marche des entreprises, se sont soldées en vérité par une subordination croissante de la classe ouvrière au capital. Qui osera le nier ?

Difficile, voir impossible de remettre en cause le capitalisme dans ces conditions-là lorsqu'on a été habitué pendant tant d'années à associer la gestion de nos propres intérêts à ceux des capitalistes, sans conscience politique on finit forcément par confondre les deux et par faire dépendre notre propre sort du capitalisme, qu'on évitera donc de remettre en cause par crainte de remettre en cause nos propres intérêts, et la chaîne qui nous lie au capitalisme est solidement bouclée.

En passant en revue notre histoire, ce qui est frappant, c'est qu'on se rend compte que dès que l'on met le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes, on y passera tôt ou tard tout le reste, on est foutu politiquement, complètement foutu !

On nous dit la situation est difficile, en fait ce qui est difficile, c'est d'une part qu'elle est le produit de cette collaboration de classes incessante depuis plus de 60 ans, d'autre part que nos dirigeants sont incapables de rompre avec cette habitude infâme et que sans rompre avec elle, ils ne peuvent que reproduire les schémas du passé qui ont tous fait faillite.

Comment peut-on envisager sérieusement une recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, temps qu'on n'aura pas éliminer la gangrène qui le ronge depuis tant de décennies ? Je réponds : mission totalement impossible.

C'est plus facile de se mettre à fumer que d'arrêter après de longues années, c'est la même chose avec la collaboration de classes. Plus le temps passe, plus il est difficile de mettre fin à une mauvaise habitude de laquelle on tire un profit. Il faut une volonté extraordinaire pour briser cette machine infernale. Il faut forcément des qualités hors du commun pour partager avec les autres cette décision sans vouloir l'imposer, ce qui se solderait par un échec, je parle de la collaboration de classes évidemment.

Claquez la porte des appareils des syndicats qui ont fait preuve d'une si grande générosité à votre égard pendant si longtemps ou celui de votre parti, claquez la porte des organismes sociaux auxquels vous participez depuis tant d'années, claquez la porte des négociations avec le patronat, claquez la porte de l'Elysée, se placer résolument au côté du prolétariat, vous n'y pensez pas, cela demanderait un effort pratiquement surhumain à nos dirigeants qu'ils sont évidemment incapables d'accomplir.

Ce qui est à craindre maintenant, c'est que les nouvelles générations de militants se laissent à leur tour gangrener par ce que j'appellerai le réformisme bourgeois, la lutte de classe du prolétariat comprise uniquement dans le cadre du capitalisme, jamais au-delà, jamais dans une autre perspective.

Pourquoi selon vous des membres du gouvernement se permettent de traiter de "gauchiste" tout dirigeant qui ose dire qu'il faut remettre en cause le capitalisme ? S'ils y étaient habitués de longue date et que la remise en cause de l'existence du capitalisme faisait partie de l'éducation de la classe ouvrière, je ne pense pas qu'ils tiendraient ce discours qui ferait hausser les épaules des ouvriers et leur inspirerait que du mépris.

Vous allez me répondre que les dirigeants aujourd'hui n'hésitent pas à dire ce qu'ils pensent du capitalisme, ah pour cela ils sont particulièrement prolixes vous avez raison !, mais c'est l'arbre qui cache la forêt camarades, dès qu'il s'agit d'en tirer les conclusions sur le plan politique, là il n'y a plus personne bizarrement !

Pour terminer je vais vous avouer quelque chose. Lorsque je me suis remis à militer après une coupure de 20 ans, je me suis rapidement retrouvé face aux contradictions du PT, j'ai pensé naturellement qu'il serait possible de les aborder tranquillement, d'en discuter sereinement. Bien mal m'en a pris, j'avais tout simplement oublié qu'il fallait aussi se battre à l'intérieur de notre propre camp pour défendre nos idées, comme quoi j'avais de graves lacunes politiques. En réalité, si je n'y ai pas pensé c'est tout simplement parce que je venais de l'OCI qui était déjà une organisation monolithique où le combat des idées semblait absent pour le militant que j'avais été. Je ne m'imaginais pas à quelle violence et à quels mauvais coups je m'exposerais en osant critiquer la politique du PT. Je pensais qu'en soutenant ce parti loyalement dont je ne pouvais pas faire partie étant donné mon éloignement, il était possible malgré tout de tout se dire entre nous, d'autant plus que je n'étais animé que de bonnes intentions, ce que je m'étais suffisamment employé à prouver. Mes convictions sur le parti n'ayant jamais changé et ayant quitté l'OCI pour raison purement personnelle, sans être faché le moins du monde avec mes anciens camarades, sans le moindre désaccord politique à l'époque, j'en aurais été incapable sur le plan théorique, j'aurais jamais pu imaginer un seul instant qu'on me traiterait un jour en ennemi. Ici en Inde je suis un paria, mais c'est une autre histoire.

Je ne sais plus pourquoi ce souvenir m'est revenu à l'esprit à la fin du paragraphe précédent, la vieillesse ! Peut-être par crainte qu'il semble étrange à de nombreux militants que je ne partage pas leurs convictions et d'être incompris, je ne sais pas franchement, ma priorité consistant à faire avancer les choses et non à détruire quoi que ce soit, en dehors de cette terrible gangrène qui a fait tant de ravages dans nos rangs.

Un dernier mot. Je n'aurais peut-être pas le temps d'actualiser le site demain en raison des problèmes que je rencontre à nouveau avec les gens du village où j'habite. Je vous en causerai plus tard. Mon épouse que je n'ai pas vue depuis le 5 mars 2008 sera en Inde le 2 avril pour trois mois, donc je ralentirai un peu mon activité pour lui consacrer un peu de temps, ce n'est pas bien important, il y a déjà largement de quoi réfléchir dans le site pour qui veut s'en donner la peine.

Salut camarades et bonne continuation à tous.

Le 14 mars 2009

Ils craignent le pire et ils ont raison. C'est une question de vie ou de mort... pour le capitalisme, ils le disent eux-mêmes.

"Le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a estimé vendredi que 2009 sera "très dangereuse" pour l'économie mondiale.

Le ministre des Finances japonais Kaoru Yosano a pour sa part lancé dans le Financial Times : "Ce que nous voulons à ce stade, c'est sauver la vie de l'économie mondiale, et non discuter de l'état de sa barbe"." (AFP 13.03)

Je te tiens tu me tiens par la barbichette, non, ils n'ont pas le coeur à jouer, on les comprend.

La Bourse de New York a repris 9% en une semaine, grâce à Citigroup et les pharmaceuthiques qui ont annoncé des fusions-acquisitions de plusieurs dizaines de milliards de dollars, pour le reste, l'économie américaine demeure sinistrée. Sans une hausse de 6 et 3,5% en deux séances, Wall street n'aurait regagné que 0,5% des 25% perdus depuis le 1er janvier.

J'avais lu quelque part que l'économie mondiale repartirait lorsque la valeur des actions en bourse serait retombée au niveau de la valeur réelle des entreprises (et des profits qu'on est en droit d'en attendre), la différence représentant les forces productives détruites ou parties en fumée, le prix à payer pour sortir de cette crise. C'est un indicateur. Les milliers de milliards de dollars ainsi évaporés ne règlent en soi aucun problème, l'appareil de production mondial est toujours en situation de surproduction par rapport à la quantité de marchandises que le marché peut absorber, l'endettement massif des populations et la paupérisation croissante à l'échelle mondiale n'ont pas disparu par enchantement, pire elles se sont encore accélérés au cours de l'année écoulée, et ce n'est pas la mise au chômage de dizaine de millions de travailleurs qui va arranger les choses, au contraire.

Le refus des gouvernements et des patrons d'augmenter les salaires des travailleurs ne fait qu'alimenter cette crise qui logiquement se transforme en crise sociale puis politique. La poignée de capitalistes qui détiennent les moyens de production n'entendent pas réduire leurs profits, car c'est la garantie de leurs profits futurs qui est en jeu, l'accumulation du capital ne doit pas souffrir d'interruption sous peine de menacer l'existence du système capitaliste tout entier. Dans un monde où fait rage l'anarchie de la production et la concurrence, ils n'ont pas le choix, la concentration du capital et la socialisation de la production à un niveau toujours plus élevé est un impératif pour pouvoir augmenter la productivité et garantir, voir augmenter leurs profits. C'est dans ce cadre-là que toute répartition des richesses s'avère impossible, car elle est incompatible avec l'accumulation du capital entre les mains d'une poignée d'exploiteurs.

Autre chose toujours dans le même registre.

Il y en a qui parlent de la nationalisation de telle ou telle branche d'industrie, des banques, comme si une telle mesure serait possible en conservant le système capitaliste, ces nationalisations interviendraient dans l'intérêt des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé. Il y en a encore qui expliquent que les travailleurs devraient prendre le contrôle des entreprises, une par une...

Avez-vous observé ce qui c'est passé à la Guadeloupe ? Quand il s'est agi d'imposer l'accord signé entre le LKP et plusieurs organisations patronales et l'Etat, entreprise par entreprise aux entreprises dont les organisations syndicales ne l'avaient pas signé, cela s'est avéré immédiatement totalement impossible. Alors qu'il ne s'agissait que de leur imposer des augmentations salaires et non de les exproprier sans indemnité.

La remise en cause du capitalisme ne peut concerner uniquement certains secteurs d'activité ou certaines entreprises, elle doit couvrir l'ensemble de l'économie, même si seulement l'expropriation des 1824 grandes entreprises suffiraient à porter un coup fatal aux rapports sociaux d'exploitation capitalistes.

Dès lors qui pourrait prendre une telle mesure révolutionnaire, socialiste ? Des partis, des organisations, des associations qui sont opposées à la remise en cause des fondements du capitalisme ? Un front unique composé de ces formations qui serait incapable d'exprimer consciemment les objectifs du combat du mouvement ouvrier pour son émancipation du capital donc de le guider vers cet objectif ? C'est se faire des illusions de le croire.

Seul un véritable parti communiste ayant conscience que c'est l'existence des rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine du capitalisme et qu'il faut abolir pour satisfaire les besoins et les aspirations de l'immense majorité de la population, pourrait prendre une telle mesure, dans la mesure où il n'a jamais cessé de combattre pour cet objectif et qu'il serait le seul à pouvoir guider et organiser les masses dans cette voie. Le travail de ses militants serait d'aider les masses à prendre conscience de cet objectif, afin que leur rupture avec le capitalisme se matérialise sur le plan politique.

S'il n'est pas possible d'imposer un simple accord salarial entreprise par entreprise, il en serait de même pour l'expropriation des patrons, il faudra donc qu'une mesure soit prise au niveau politique pour qu'elle soit appliquée réellement.

Mais comment une telle mesure politique pourrait-elle voir le jour temps qu'existent les institutions de la Ve République, le vieil Etat bourgeois ? Impossible évidemment contrairement aux balivernes que certains racontent.

A partir de la crise du capitalisme qui alimente la mobilisation des masses contre le capitalisme et le gouvernement, il faut expliquer aux travailleurs la marche à suivre pour pouvoir aller de l'avant et vaincre. Il faut leur expliquer que la remise en cause du capitalisme sera impossible, temps qu'on n'aura pas remis en cause les institutions politiques qui permettent au capitalisme de fonctionner, c'est le b.a. ba. Par conséquence, la remise en cause du capitalisme à travers nos revendications doit converger contre Sarkozy, son gouvernement et les institutions.

Quand un patron se sent menacé ou qu'il ne tolère pas la présence d'un piquet de grève ou le blocage de son entreprise, à qui fait-il appel pour le sortir de cette situation ? A l'Etat, à son appareil policier qui protègera ses intérêts contre les travailleurs. Et à quoi

l'Etat fera-t-il appel pour justifier son intervention ? A la Constitution qui se porte garante de la pérénité de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, elle a été conçue pour cela uniquement.

Pas besoin d'avoir fait de hautes études ou d'être marxiste pour comprendre cela en deux minutes, une démonstration aussi simple que celle que je viens de développer suffira, dans la mesure où elle est à la portée de n'importe quel travailleur.

Beaucoup trop simple pour qu'un parti s'en saisisse apparemment, à vous d'en tirer les conclusions que vous voudrez.

Si les travailleurs se mobilisent à la base sur des questions économiques ou sociales, il est clair aujourd'hui que si leur mobilisation n'acquière pas un contenu politique, elle est vouée à l'échec ou à une victoire partielle qui ne résoud aucun des problèmes fondamentaux auxquels ils sont confrontés quotidiennement.

Une des erreurs devenues légendaires consiste à faire croire que les travailleurs pourraient prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme avant d'en finir avec l'Etat bourgeois et ses institutions. Vous pouvez prendre tous les mouvements sociaux du XXe siècle, vous ne trouverez pas un seul exemple pour démontrer le contraire.

En 36, après-guerre ou en 68 en France, à aucun moment la conscience de classe du prolétariat ne s'est élevée au niveau de la nécessité d'abolir le capitalisme, pas plus que les institutions en place d'ailleurs, ceci expliquant très bien cela.

En Russie entre février et octobre 17, les masses ont commencé par chasser le tsar, ne voyant rien venir, elles n'ont pas exproprié les capitalistes et les grands propriétaires terriens, en octobre elles ont pris le pouvoir pour liquider ce qui restait de l'ancien régime en décomposition, puis sur le plan économique les soviets votèrent un programme économique favorable à l'immense majorité de la population intégrant l'expropriation des capitalistes les plus importants...

C'est très difficile, voir impossible d'un seul coup pour les masses de parvenir à saisir pleinement le fonctionnement du régime capitaliste, que ce soit au début du XXe siècle ou du XXe, c'est exactement la même chose. On n'a pas besoin d'une théorie pour comprendre cela, il suffit d'observer les choses telles qu'elles sont et d'en tirer les enseignements et les conclusions pratiques. En fait, on voudrait nous faire croire que les masses seraient capables de se hisser au niveau des tâches du programme du parti communiste et d'embrasser la totalité du développement de la situation au cours d'un processus révolutionnaire avant, pendant et après la prise du pouvoir, c'est insensé et ne repose sur aucune expérience passée. Nous n'en sommes même pas capables nous-mêmes, c'est pour dire l'absurdité d'une telle prétention.

Procédons par ordre.

Le mouvement des masses démarre sur le plan économique, rapidement il se trouve confronté à un obstacle, cet obstacle se situe sur le terrain politique, dès lors il faut faire sauter cet obstacle politique, pour ensuite revenir à l'origine (économique) du mouvement et prendre les mesures qui permettent de lui donner satisfaction une fois l'obstacle politique liquidé et remplacé par les organismes politiques indépendants du prolétariat, son propre gouvernement ouvrier révolutionnaire, et c'est à ce dernier que revient la tâche de promulguer les premières lois révolutionnaires remettant en cause les fondements du capitalisme en s'appuyant sur ces organismes politiques, la mobilisation révolutionnaire des masses...

Quand Lénine expliquait que le combat pour le socialisme ne s'inscrivait pas automatiquement dans le prolongement du combat économique ou que l'un n'était pas issu de l'autre, il ne voulait pas dire qu'il aurait existé une coupure entre les deux, il ne voulait pas dire non plus que la mobilisation des masses devait obligatoirement passer par différentes étapes qui auraient été séparées les unes des autres, il voulait tout simplement dire que le combat pour abattre les institutions politiques en place se situait sur un autre terrain, un terrain extérieur à celui de l'entreprise où se mène le combat économique, autrement dit que le lien entre le combat se situant sur le plan économique et celui se situant sur le terrain politique ne pouvait trouver son expression pratique et consciente que sur le terrain politique qui concentre à lui seul l'ensemble des tâches et des objectifs que le prolétariat doit accomplir pour pouvoir régler les questions économiques et sociales...

C'est cet enseignement directement tiré de l'expérience de la lutte de classe du prolétariat international au XIXe et XXe siècle que nos dirigeants n'ont pas assimilé ou dont ils se sont écartés, pour finalement s'aligner sur les thèses des renégats du marxisme de la fin du XIXe et du début du XXe siècle.

A la Guadeloupe, sur quoi à buter la grève générale au bout de six semaines pour pouvoir aller plus loin ? Sur les rapports sociaux d'exploitation capitalistes qui n'ont pas été remis en cause. Et pourquoi n'ont-ils pas été remis en cause ? Parce que pour y parvenir, il aurait fallu commencer par liquider les institutions de la Ve Républque qui protègent la propriété privée des moyens de production, tâche impossible à réaliser à la Guadeloupe avant la métropole où se situe le siège de ces institutions, et l'envoie de renforts de CRS n'avait pas d'autre signification. Cette expérience confirme si besoin était, les enseignements tirés de celle de 36, de 47 et de mai 68 en France.

Aider les travailleurs à prendre conscience de l'ensemble de ce processus conduisant à poser directement la question du

pouvoir politique devrait être notre priorité.

Vous m'excuserez de ne pas partager l'engouement général pour le LKP qui ne peut déboucher sur aucune issue politique pour la classe ouvrière. Tout simplement parce que ce cadre ne le permet pas. Il peut favoriser la mobilisation du prolétariat, mais sa tâche s'arrête là. C'est ensuite au parti de prendre le relais.

Derniers points.

Les bonnes consciences se demandent comment une chose pareille a-t-elle bien pu se produire, la crise de folie de ce jeune qui a tué 14 élèves et enseignants en Allemagne. C'est pour dire à quel niveau de médiocrité sont tombés les médias, alors que le père de ce garçon possédait son propre stand de tir dans sa maison et pas moins de 18 armes à feu, ils se posent ce genre de questions.

Au lieu d'attaquer Sarkozy sur sa légitimité et le fait qu'il est honni des masses, ils préfèrent monter une affaire médiocre sur son voyage au Mexique. Par contre, les 3 millions d'euros par jour ponctionnés directement dans les poches des contribuables équivalent aux frais des 17 Airbus qui avaient débarqué à la Guadeloupe depuis début janvier avec près de 4000 militaires, gendarmes et CRS, plus du matériel, n'avaient pas suscité un tel engouement des médias. Normal, là il s'agissait de défendre la propriété privée, le patronat ne pouvait pas attaquer Sarkozy sur ce point précis. Par contre, dès qu'ils en ont l'occasion sur un plan plus personnel pour l'affaiblir, ils se lachent, le Medef n'a pas digéré l'affaire de l'UIMM ni que l'Etat se mêle de ses affaires à la Guadeloupe. La crise du régime comme ils diraient au POI.

La chronique du jour sera actualisée demain. Bon week-end à tous.

Le 15 mars 2009

J'avais évité jusqu'à présent d'employer certains mots qui auraient pu me faire passer pour un illuminé ou un farfelu compte tenu que j'habite en Inde, j'en laisse la primeur à Besancenot :

"*Le LKP est un exemple à suivre et à méditer*", déclare-t-il dans un entretien au *Journal du dimanche*. (Reuters 15.03)

Il y a pas besoin de "*méditer*" bien longtemps pour comprendre que le LKP a démontré les limites de ce qu'on pouvait attendre d'un tel regroupement aligné forcément sur le plus petit dénominateur commun aux formations qui le compose. Les faits sont têtus que voulez-vous, et en période de crise, les illusions éclatent au grand jour et se paient comptant.

Eli Domota l'a dit lui-même lors d'une interview diffusée sur France Inter le 24 février 2009

Question F.I. : Après la grève, il faudra que la transition politique soit assurée. Pensez-vous en être l'acteur principal ?

Réponse E.D. : Non. La transition politique ne m'intéresse pas. Je laisse la place à ceux qui la veulent. La seule chose qui me préoccupe, c'est d'améliorer la vie des Guadeloupéens.

C'est le seul objectif que pouvait se donner d'atteindre le LKP.

Normal étant donnée sa composition, Eli Domota ne voit pas comment le LKP pourrait être « *récupéré puisqu'il y a toutes les représentations politiques en son sein* ». (Liberation.fr 04.03)

Au chevet de l'économie capitaliste mondiale.

Selon le ministre des Finances britannique Alistair Darling, les dirigeants des banques et les ministres de l'Economie du G20 réunis à Londres hier sont parvenus à "*un grand consensus à la fois sur l'urgence des problèmes et sur ce que nous devrions faire pour y remédier*". Pas bien difficile de faire l'inventaire des problèmes auxquels le capitalisme mondial est confronté aujourd'hui, et l'emploi du conditionnel dès qu'il s'agit d'évoquer les moyens pour réduire cette crise témoigne à lui seul que l'incertitude plane sur les résultats qu'ils en attendent.

Quand il dit que le G20 ne s'engage qu'à "*fournir un effort de l'ampleur nécessaire pour rétablir la croissance*", cette formule restrictive s'adresse au prolétariat mondial et indique qu'ils n'ont pas l'intention de le soulager des conséquences de cette crise, bien au contraire, il faut lire dans leur intention de "*rétablir la croissance*", leur volonté d'intensifier la remise en cause des droits et des acquis sociaux des travailleurs pour rétablir les profits des capitalistes.

S'agissant de la réforme impossible du capitalisme, ils s'en sont tenus à la promesse "*d'affronter les problèmes du système financier là où cela s'avère nécessaire*". (AFP 15.03)

Traduisons : laissons s'épurer l'industrie financière en faveur des banques et des institutions financières qui concentrent la majorité du capital, si nécessaire nous les soutiendrons, quant aux établissement moins importants, qu'ils les rachètent ou qu'ils disparaissent.

A défaut de solutions communes... des résolutions !

La Tribune d'écrire : "*Les vingt financiers les plus puissants de la planète ont aplanies leurs différences ce samedi*" (...) "*tous ont tenu à afficher que leurs résolutions allaient dans le même sens.*" (La Tribune 14.03) Si fondamentalement ils ont bien tous les mêmes intérêts, il semblerait qu'ils ne sont pas tous exactement dans la même situation et que certains ne sont pas disposés à payer la note pour les autres. C'est ce qu'ont fait savoir les Chinois au reste du monde, ou les Européens aux Américains et l'inverse.

En trouveront-ils le 2 avril prochain ? Chacun à sa façon a déjà répondu : non !

Extrait de la dépêche : " « *Le 2 avril n'est pas le bout du chemin, avertit Christine Lagarde. Ce n'est qu'une étape.* » Une façon de dire que le « *new deal global* » appelé de ses v½ux par Gordon Brown, le premier ministre britannique, a peu de chances de voir le jour au début du mois prochain...". Le crépuscule des dieux !

Que leur reste-t-il ? Un accord sur les "*principes*" !

Peer Steinbrück, le ministre allemand des Finances, estime que les avancées, bien que ne portant que sur les principes, sont gigantesques. (AFP 15.03)

Ils peuvent user de tous les superlatifs qui leur viennent à l'esprit, ils ne peuvent masquer qu'il n'existe aucune solution miracle à cette crise en dehors de la destruction massive de forces productives et la régression sociale qu'ils veulent imposer au prolétariat mondial.

J'ai lu dans une dépêche, par exemple qu'en Chine certains patrons avaient déjà commencé à liquider les maigres avantages sociaux qu'ils avaient consentis à contrecoeur à leurs ouvriers, l'hébergement et les repas qui étaient gratuits, mais qui en fait faisaient bien partie de leurs revenus, accentuant encore l'exploitation, il n'y a pas de petits profits.

Hier un de mes anciens élèves m'a rendu visite, il travaille dans une entreprise spécialisée dans la publication sur Internet pour des éditeurs et des institutions du monde entier. Il y travaille depuis plusieurs années, il est responsable du département francophone. Quand je lui ai demandé s'il était satisfait de son boulot, il m'a répondu qu'il bossait parfois 16 heures par jour, le dimanche, la nuit, il a ajouté "*nous sommes de véritables esclaves, c'est de l'esclavage, c'est de l'esclavage*" et je vous garantis que je ne lui avais pas soufflé le mot, cela m'a bouleversé ou plutôt mis en colère, je ne décolère pas contre le capitalisme. Il a une vie infernale le pauvre Augustin. On ne s'était pas vu depuis trois ans, pas le temps m'a-t-il dit en s'excusant de ne pas m'avoir rendu visite plus tôt, je lui ai répondu qu'il était fou et que je comprenais parfaitement sa situation.

Hypocrisie et mensonge de Sarkozy et des médias.

A les entendre, les patrons du groupe allemand Continental seraient des salauds ou presque, et le gouvernement soutiendrait les 1.120 salariés de l'usine de Clairoix menacés de licenciements. Regardons-y de plus près.

Qu'a dit en la matière Sarkozy à l'occasion du onzième conseil des ministres franco-allemand à Berlin : "*J'ai dit à la chancelière combien nous serons vigilants, un, au respect des procédures, deux, au respect de la parole donnée*" (AFP 14.03), les "*procédures*" en question n'étant rien d'autre que celles qui accompagneront le licenciement de ces 1.120 salariés.

Parole de putes !

Pour ce qui est de "*la parole donnée*", Caroline Cayeux, maire UMP de Beauvais, a dit avoir reçu jeudi l'assurance de l'Elysée et du gouvernement que la chancelière allemande Angela Merkel s'était engagée à intervenir directement auprès de la direction de Continental et qu'elle allait s'assurer "*qu'il n'y a pas eu des promesses qui n'auraient pas été tenues*".

La preuve, le vice-président de Continental Bernhard Trilken s'est empressé de répondre non sans cynisme que la direction avait "*apprécié*" l'effort consenti par les ouvriers de Clairoix en 2007 (ils étaient repassés à 40h !), tout en affirmant qu'aucune promesse ne leur avait été faite à l'époque. "*Continental ne s'engage jamais sur les emplois*" car le groupe ne dispose d'aucune "*visibilité économique*" pour le faire.

Que faire ?

Si notre sort et notre avenir est entre les mains des capitalistes et qu'ils sont incapables de l'assumer, c'est à nous de prendre notre destin entre nos mains, il faut les chasser, il n'existe pas d'autres solutions.

Quant à la ministre de l'Economie, elle a affirmé qu'elle avait "*alerté*" le groupe sur "*la nécessité de prendre des mesures d'accompagnement*" des licenciements qu'il n'était évidemment pas question de remettre en cause puisque l'Etat est au service de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production. C'est le même discours que celui des dirigeants syndicaux, non ?

Et le 19 mars ?

Le 19 mars est dans quatre jours, puisque je ne dispose pas de suffisamment de données sur la préparation de cette journée d'action pour en parler, je n'en dirai rien pour le moment.

L'idée qu'il faut s'y mettre tous ensemble et qu'une journée isolée ne servira à rien a-t-elle mûri chez les masses, je n'en rien. C'était à vous qui vous connectez sur le site de me fournir des éléments concrets de réponse à cette question, je ne peux pas les deviner.

J'ai encore réfléchi à la proposition du POI. Ils devraient associer à l'interdiction des licenciements, le smic à 1600 euros nets par mois ou une augmentation de salaire ou de la retraite de 500 euros minimum, afin de toucher l'ensemble des travailleurs. Ce n'est pas incompatible comme l'a démontré le LKP avec sa liste d'environ 145 revendications, même si le cadre est différent.

Ces deux mesures dans la situation actuelle remettent en question la survie du capitalisme, donc même sur leur portée elles se rejoignent. La formulation est importante aussi. Il ne s'agit pas d'exiger quoi que ce soit de Sarkozy et son gouvernement, il faudrait dire : marche unie sur Paris pour IMPOSER l'interdiction des licenciements, etc, de façon à ne laisser aucune illusion aux travailleurs et aux militants sur l'issue de cette action : c'est nous seuls en nous mobilisant qui obtiendront la satisfaction de nos revendications, nous devons prendre notre destin en mains, ce qui permet de faire le lien entre cette action et la suite pour continuer la discussion... sur le plan politique, à défaut de l'avoir fait avant comme je le préconise.

La formule la mieux adaptée à la situation pourrait être : Marche unie sur Paris pour se donner les moyens d'interdire les licenciements, etc., sous-entendant que ces moyens devront être politiques, chasser Sarkozy et son gouvernement et constituer nos propres organes de pouvoir politique qui prendront cette mesure... Ce qui n'interdirait pas de le préciser dans des tracts et des articles, lors de réunions. Ce serait plus complet et plus précis, cela aurait au moins l'avantage d'ouvrir une perspective politique au prolétariat.

Si un parti engageait le combat sur cet axe, il n'y aurait plus aucune raison de ne pas y participer quel que soit la formation politique dans laquelle on milite, chacun restant libre d'adhérer ou non au sous-entendu que j'ai évoqué ou de lui donner un autre contenu. On peut réaliser le front unique sur une question particulière, pas sur un programme politique.

Une expérience dont il faut tirer la leçon.

Une question au POI. A la Guadeloupe pendant plus de 6 semaines, le PS est resté en dehors du LKP (voir liste des formations participant au LKP : http://www.lkp-gwa.org/qui.htm), il n'a pas voulu non plus s'associer officiellement aux manifestations (à la Guadeloupe) que le LKP avaient organisées (c'est ce que j'ai lu dans une dépêche où il était précisé que le conseiller général PS Victorin Lurel tiendrait un rôle de médiateur entre le LKP d'un côté, le gouvernement et le patronat de l'autre, on ne peut pas être à la fois juge et partie - AFP et Lepoint.fr 07.02), tout en regrettant que cette grève ait eu lieu, Victorin Lurel n'a cessé de le répéter pour que l'on sache bien dans quel camp se situait le PS, au côté de Sarkozy et des patrons. Alors pourquoi s'obstiner à vouloir associer le PS à votre proposition de "marche sur Paris" ? Pourquoi tenez-vous systématiquement à faire entrer le loup dans la bergerie ? A la Guadeloupe, ils n'ont pas eu besoin du PS pour que 23% de la population descendent dans la rue, oui ou non ?

La preuve est ainsi faite que la classe ouvrière peut se mobiliser massivement contre le régime sans le soutien de ce parti pourri qui est directement responsable de la situation actuelle de la classe ouvrière à la Guadeloupe, il ne faut pas l'oublier. Quand en tirerez-vous les leçons qui s'imposent ? En serez-vous seulement capables un jour ? Ce sont des questions qu'on est en droit de se poser. Quand on est incapable de tirer les leçons d'une expérience, comment peut-on prétendre analyser correctement la situation, comment peut-on prétendre définir une ligne politique correcte ? Cela semble impossible, non ?

L'attitude à avoir face au PS et plus précisément sa caractérisation politique, constitue un des éléments fondamental qui divise les militants. Après cette expérience, plus aucun militant ne pourra se retrancher derrière je ne sais quelle théorie pour considérer encore le PS comme un parti ouvrier affublé ou non d'une étiquette bourgeoise. Les faits, rien que les faits dites-vous, et bien commencez par les respecter et changez de registre si vous ne voulez pas vous discréditez davantage aux yeux des militants qui eux ne sont pas aveugles, à défaut parfois de ne pas avoir une très bonne mémoire ou la faculté de faire toujours la part des choses dès qu'on aborde les enseignements du passé.

Par acquis de conscience, je suis allé vérifier sur le site du LKP la liste des organisations qui le composait : ADIM, AFOC, AGPIHM, AKIYO, AN BOUT AY, ANG, ANKA, ASSE, Ass. ANBT, Ass. Liberté Egalité Justice, CFTC, CGTG, CNL, Combat Ouvrier, Comité de l'Eau, Convention pour une Guadeloupe Nouvelle, COPAGUA, CSFG, CTU, Espérance Environnement, FAEN SNCL, FO, FSU, GIE SBT, KAMODJAKA, KAP GWADLOUP, LES VERTS, MADICE, Mas Ka Klé, Mouvman, NONM, PCG, SGEP/SNEC, SOS B/Terre ENVIRONNEMENT, SPEG, SUD PTT GWA, SUNICAG, SYMPA, CFDT, Travayè é Péyizan, UDCLCV, UIR CFTDT, UNSA, UGTG, UPG, UPLG, UMPG, Voukoum, SNUIPP, ADEIC.

Qu'il y ait des militants de tous les partis à l'intérieur du LKP est autre chose, Domota a même précisé qu'il y en avait qui étaient adhérents de l'UMP ! Victorin Lurel est un élu du PS or ce parti ne figure pas dans cette liste.

Question : fallait-il ou non participer au LKP ? Dans la mesure où les revendications étaient clairement exposées et que le moyen mis en oeuvre pour qu'elles soient satisfaites était correcte, la grève générale illimitée, je ne vois pas pourquoi il n'aurait pas fallu y participer, en conservant la liberté de défendre tout notre programme politique.

Le 16 mars 2009

J'ai corrigé les liens vers les trois premières dépêches sur l'économie, avec mes excuses. Sans doute un éditorial demain.

PS. Ils ne savent plus quoi inventer pour exister.

En 1966 le général-président de Gaulle décidait que la France devait quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN. A l'époque, les "socialistes" et les chrétiens-démocrates (ancêtres du Modem) avaient déposé une motion de censure contre ce fait du prince gaullien. Et voilà qu'en 2009 ils se réclament sans crainte du ridicule de « l'héritage gaulliste » pour défendre « l'exception française ».

Hypocrisie, car, la France n'a jamais cessé de faire partie de l'Alliance Atlantique, ni du système de défense allié en Europe, contrairement à la rhétorique officielle. En réalité, pour qu'elle soit pleinement intégrée dans la structure, il faut juste qu'elle participe au Comité des plans de défense, le principal des comités militaires. C'est d'ailleurs celui-là qu'il s'agit de réintégrer, rien de plus, rien de moins, afin de donner à la France les postes de commandement qui lui reviennent compte tenu de l'importance de son effort de défense. En fait, aujourd'hui, la non-participation complète de la France la prive simplement des leviers de commande et donc d'influence au sein de l'Alliance. (http://bruxelles.blogs.liberation.fr)

A travers la réintégration de la France dans le Comité des plans de défense, ils entendent ainsi mieux défendre les intérêts de l'impérialisme français en échange de leur alignement sur la politique impérialiste américaine, ni plus ni moins.

19 mars. Canaliser la résistance des masses pour mieux la briser. Mode d'emploi.

Dans une dépêche du 16 mars de Reuters : "François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée."

Selon ce syndicaliste jaune, ce qui s'est pas chez Sony et Continental "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques".

Disperser, éparpiller, contraindre les travailleurs à accepter l'inacceptable...

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué, une mobilisation le 28 mars à Londres, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai.

Bref tout faire pour éviter qu'une situation semblable à celle de la Guadeloupe voit le jour : la grève générale illimitée qui au bout de quelques jours se transformerait en affrontement et en crise politique entraînant la chute du gouvernement si elle devait durer plusieurs semaines...

Les uns et les autres ont salué les qualités de Domota dont son charisme et sa détermination. Parmi les nombreux commentaires que j'ai lus hier sur un blog consacré au mouvement social de la Guadeloupe, j'ai noté que nombreux étaient ceux qui vilipendaient violemment nos dirigeants syndicaux, les uns les désignant comme des traitres ou des collabos, les autres de jaunes ou d'incurables incapables, en se demandant pourquoi nous n'avions pas un Domota en métropole. Excellente question.

Domota a été reconnu comme leur dirigeant par les travailleurs guadeloupéens pendant six semaines, ils se sont soudés en

quelque sorte derrière lui. Trotsky dira que sans Lénine la révolution n'aurait pas triomphé en octobre 17. C'est un fait incontournable que les masses ont beoin de se reconnaître dans une personnalité, car inconsciemment elles ont besoin d'un guide en qui elles peuvent avoir confiance. Il en a toujours été ainsi dans le passé dans tous les pays du monde, donc il n'y a pas de raison que cela change aujourd'hui ou demain. Certains penseront que c'est anti-marxiste, ils peuvent penser ce qu'ils veulent, ce qui nous intéresse uniquement c'est comment les masses réagissent. D'ailleurs, ce n'est pas anti-marxiste, c'est dialectique.

Parmi les masses les plus arriérées (politiquement), certains ont fait confiance à Pétain pendant un moment parce qu'il avait l'allure d'un bon vieux grand-père qui prend soin de ses enfants. Obama inspire confiance parce qu'il est noir et encore assez jeune, alors on lui prête des intentions bienveillantes qu'il n'a jamais eu. Le Pen a plu parce qu'il se posait en éternelle victime de l'establishment en maniant la gouaille avec une certaine adresse. De Gaulle s'était posé en sauveur de la France en 45 mais aussi en 58, une bonne légende greffée là-dessus et le tour était joué. Selon les circonstances, une personnalité d'une sérénité en apparence imperturbable ou prompte à s'emporter pour enflammer les foules, un personnage hors du commun ou atypique fera l'affaire.

Point besoin de programme, point de conscience politique là dedans, les apparences souvent trompeuses suffisent à rallier les foules. Choquant ? Non, normal en dehors de toute conscience politique, on s'en remet à celui qui présente le mieux, qui parle le mieux, qui sait s'adresser aux foules, on s'en remet à celui parle le plus fort ou qui parle en dernier, à défaut de pouvoir se faire sa propre opinion, la transformation de la quantité en qualité emprunte parfois des chemins imprévisibles avant de trouver la bonne issue.

Celui qui sait ce que les masses veulent entendre et ne pas entendre, et qui excelle dans ce domaine, rafle la mise. Ce n'est pas naturel, c'est tout juste humain jusqu'à preuve du contraire. Les masses ont besoin de s'identifier dans un chef, alors quand elles tombent bien comme avec Domota, les choses se passent à merveille, mais lorsque c'est l'inverse, la chute sera plus rude, je pense évidemment à l'épileptique de l'Elysée.

Dans le cas de la grève à la Guadeloupe, sans doute que sans Domota les choses se seraient passées autrement. On devrait passer une annonce sur le webb : cherche dirigeant politique révolutionnaire et charismatique, possédant les qualités requises pour parler aux masses et les organiser afin de mener le combat pour abattre les institutions.

Sans Hegel, Marx n'aurait peut-être pas été le Marx que nous connaissons, sans lui et son ami Engels, peut-être que n'aurions jamais entendu parler de V. Oulianov, pas davantage de L. Bronstein, d'autres Marx, Lénine ou Trotsky auraient surgi de la lutte des classes... Cette suite de personnages exceptionnels qui ont vu le jour au XIXe siècle et lors de la première moitié du XXe, sont des produits de l'histoire qui s'inscrivent dans un processus dialectique auquel ils ont participé eux-mêmes et non le produit du hasard.

Dans un monde dominé par l'ignorance et l'inconscience politique, il est extrêmement rare qu'un homme incarne consciemment les intérêts de la majorité et qu'il possède en même temps les qualités requises pour en prendre la direction.

Les conséquences annoncés de la crise aux Etats-Unis.

Selon le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke "*nous devrions probablement assister à la fin de la récession cette année*" mais "*nous ne reviendrons pas au plein emploi*", a-t-il poursuivi lors de l'émission "60 minutes" diffusée par CBS dimanche soir. (Reuters 16.03) Si tel était le cas, cela favoriserait l'organisation du prolétariat américain pour se doter d'un parti qui représente ses intérêts.

Le 17 mars 2009

Sans que j'aie été informé, la société auprès de laquelle le site a été enregistré a bloqué l'accès au site par les internautes, c'est un camarade qui m'en a informé dans un courriel.

On apprend dans une dépêche AP du 16 mars, que Mailly a répondu à Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors que Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soi-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera. Et ce n'est certainement pas le POI dont on connaît depuis belles lurettes les liens étroits avec la direction corrompue de FO qui prendra une telle initiative. Je ne soutiens pas particulièrement le NPA, mais c'est son droit d'appeler à faire grève et à manifester le 19 mars et au-delà de cette date si au soir du 19 le gouvernement n'a pas satisfait les revendications.

Monsieur Mailly montre ici qu'il est opposé à la grève générale, qui ne le savait pas, qui ne sait pas non plus que tous les dirigeants syndicaux sont inféodés au capitalisme et soutiennent finalement le gouvernement ? En attendant, on en connaît un qui doit être rassuré d'avoir de tels alliés : Sarkozy !

Un autre sujet.

Le Dow Jones est repartie à la baisse hier -0,10%, le Nasdaq a perdu 1,92%, tandis qu'à Paris le CAC 40 a gagné 3,18%, reste à savoir comment. Comme les jours précédents qui avaient vu flamber les cours des valeurs des banques aux Etats-Unis, j'avais osé écrire que cela risquait de n'être qu'un feu de paille et je ne m'étais pas trompé, hier à Paris ce sont également les banques qui ont dominé le marché, normal avec l'attention que leur porte le gouvernement, Barclays a bondi de 22,67% HSBC a terminé en hausse de 7,35%n BNP Paribas a remonté de 9,33%, la Société Générale de 10,59% et Banco Santander 4,06%.

Extrait d'une dépêche Reuters d'hier : "Le marché monte parce qu'au fond, les gens commencent à envisager une reprise économique et un retour des bénéfices et une croissance des bénéfices par opposition à une contraction des bénéfices", explique Darren Winder, stratège à Cazenove. "Mais, il y a de la nervosité sur la question de savoir si cela peut durer."

On croit rêver en lisant cela, alors que les banques n'ont pas encore épuré leurs comptes des actifs "toxiques". Quant à envisager "une croissance des bénéfices", c'est du délire ou de l'intox ! A suivre.

Le 18 mars 2009

Retour de la France au sein du commandement intégré de l'Otan.

Il paraîtrait que dans l'enceinte de l'Assemblée nationale des députés étaient contre. Contre quoi au juste et pour quoi ?

Un extrait d'une dépêche AFP d'hier :

"De son côté, la gauche a vigoureusement manifesté sa désapprobation. Faisant référence elle aussi à de Gaulle, l'ex-Premier ministre Laurent Fabius a vu dans le rapprochement avec l'Otan la reconstitution de "la logique des blocs", selon lui "complètement à contre-courant" du "monde multipolaire" d'aujourd'hui.

"Vous nous dites que cela va encourager la défense européenne vous risquez au contraire de la tuer", a-t-il accusé."

On se disait aussi ! Otan ou "*défense européenne*", qu'est-ce que cela change au fait que leur armée a pour mission de maintenir l'ordre impérialiste mondial ? Rien !

Ils ne perdent pas une occasion pour soutenir l'impérialisme francais.

Alors pour ou contre le retour de l'armée impérialiste française à la direction de l'Otan ? En quoi le prolétariat serait-il intéressé par une stratégie plus qu'une autre de l'armée française, dont toutes les missions consistent à faire la guerre aux peuples sur tous les continents ? Serait-ce qu'il aurait son mot à dire par hasard, serait-ce qu'il aurait quelque chose à attendre de cette armée au service de l'Etat capitaliste français ? Bref, serait-ce NOTRE armée ? La réponse est non à ces quatres questions évidemment.

Pas si évident que cela apparemment pour certains partis parlant au nom de la classe ouvrière, puisqu'ils ont cru bon de choisir une stratégie de l'impérialisme français plus qu'une autre en faisant savoir qu'ils étaient contre le retour de la France à la tête de l'Otan. Opportunisme, nationalisme, quand tu nous tiens... tu ne nous lâches plus ! Mais c'est que les républicains et les démocrates, ils l'aiment l'armée française ! Leur armée, leur République, leur nation, leur Etat ne sont pas les nôtres ! Pas davantage que leur version du "socialisme" !

Je pensais jusqu'à présent que ce n'était pas nos affaires et que la seule position correcte demeurait la dissolution de l'armée des Versaillais et l'armement du peuple, je dois être un furieux sectaire il faut croire ! Nous ne sommes plus en 1870, certains l'ont oublié apparemment.

Et le 19 mars ?

Dans un article du journal *Le Monde*, une analyse intéressante.

Tout d'abord "*le gouvernement exclut tout nouveau geste*", donc les choses sont claires, Sarkozy n'entend rien lacher sur l'essentiel, la hausse des salaires et la remise en cause des licenciements.

"*Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ?*". En fait, opposer ou séparer les deux revendications revient à diviser le prolétariat, tâche dans laquelle les bureaucrates syndicaux excellent, ils ne sont pas les seuls d'ailleurs.

Ce qui devient compliqué pour les appareils, c'est la situation elle-même, conséquence de la crise du capitalisme, qui entraîne la mobilisation de la classe. Ils sont obligés de se positionner au côté des travailleurs mais sans rompre avec Sarkozy, un exercice qu'ils ont l'habitude de pratiquer, mais dans des conditions plus favorables pour le régime.

"*Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas lasser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité.*" A force de balader les travailleurs, ils pourraient chercher à contourner l'obstacle des appareils, pire, ils pourraient perdre patience et obliger les dirigeants traitres à prendre davantage leur distance avec Sarkozy qui a absolument besoin d'eux pour tenir.

Mais ils n'ont pas le choix et doivent tenter le tout pour le tout pour que le régime tienne : "*Ils appellent dores et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.*". Rien au-delà du 19, aucune mobilisation massive avant au moins 40 jours en espérant que les travailleurs seront suffisamment dégoûtés pour ne plus se mobiliser et accepter leur sort dramatique. A moins que...

Trompée et impuissante : la classe ouvrière.

"*Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux.*". Le mot est laché, tout comme le front populaire et le fascisme, les appareils sont l'ultime rempart qui protège le pouvoir en place en période de crise économique profonde.

Les médias le savent, Sarkozy et les classes dominantes le savent, il n'y a que la classe ouvrière qui le sait quelque part mais sans en avoir tiré les leçons jusqu'à présent, la faute à qui, à ceux qui soutiennent les appareils, vous connaissez la réponse : aux dirigeants des partis politiques qui collaborent avec cette infâme pourriture.

"*Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise.*".

Le journal *Le Monde* au chevet de la Ve République, sa raison d'être. Mais comme nous l'avons déjà dit, les appareils ne sont pas maîtres des évènements, ils ne sont pas maîtres des réactions violentes de la classe ouvrière qui refuse de se soumettre au dikat du capital, et si le dialogue social peut servir à faire passer le programme ultra réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, il n'est pas sûr qu'il suffise pour briser la détermination des travailleurs à rejeter le sort que leur réserve les capitalistes et à les empêcher de se mobiliser massivement contre le gouvernement et le patronat, à chercher une issue politique.

Continental. Profession : Briseur de grève.

Le délégué CGT, Xavier Mathieu, a déclaré devant les salariés : "*Il faut que la reprise se fasse, mais pas dans n'importe quelle condition*", alors que le plan de licenciement n'a pas été annulé, au lieu d'occuper les deux usines du groupe, cela revient à capituler et trahir les ouvriers.

Au début du mouvement, les salariés avaient obtenu de la direction la garantie d'être payés, même s'ils ne travaillaient pas, jusqu'à ce mardi à 06H00.

Cette position a été approuvée par l'ensemble des salariés présents, selon cette dépêche de l'AFP du 17 mars. "*On va reprendre le travail, mais la lutte continue, elle sera même plus facile, parce qu'on n'aura plus le souci de ne pas être payé*", a ajouté Xavier Mathieu.

Quant au secrétaire CFTC du CE, et signataire fin 2007 d'un accord sur le retour aux 40 heures de travail hebdomadaires dans l'usine, Antonio Da Costa, il a enfoncé le clou : "*C'est clair qu'il faut reprendre*", "*Vos familles ont besoin de cet argent*", a-t-il poursuivi, plus cynique et plus pourri tu meurs !

Je ne croyais pas si bien dire quand j'écrivais plus haut que ne pas lier la question des salaires à l'interdiction des licenciements, revenait à affaiblir et diviser le prolétariat, on en a ici un exemple éclatant. En réalité, cet accord passé entre les délégués syndicaux et la direction de Continental avait valeur de trahison, mais les travailleurs ne pouvaient pas le comprendre de la manière dont les choses leur ont été présentées, c'est-à-dire, sans aucun espoir de garder leurs emplois, sans qu'on leur propose une issue politique...

Bourse de Paris : un "***rebond technique***", quel soulagement !

Suivre le développement de la crise sur tous les fronts est indispensable pour ajuster sa tactique et sa stratégie. Un extrait d'une dépêche LeMonde.fr d'hier.

"Pour Christian Parisot, responsable de l'analyse actions dans la société de Bourse Aurel Leven, les récents rebonds boursiers ne signifient pas que la crise est terminée.

Lundi 16 mars, le CAC 40 a clôturé en hausse de 3,18 %. La place parisienne enregistre en une semaine un rebond de 14 % tandis que les marchés européens ont regagné, en moyenne, près de 10 %. Est-ce que cela veut dire que le pire est passé ?

Pour l'instant, c'est surtout un rebond technique. Les indices réagissent de manière favorable aux déclarations du secteur bancaire. Ce n'est pas pour rien si ces rebonds se produisent après les déclarations de banques comme Citygroup ou JP Morgan, qui annoncent un retour à la profitabilité sur les deux premiers mois de l'année. Mais il faudra confirmer : on était dans une zone de survente, les indices avaient beaucoup baissé, ça laisse à penser qu'il s'agit plutôt d'un rebond technique que d'un véritable signe de reprise."

Camarades, je ne suis sans doute qu'un pauvre type isolé à l'autre bout du monde, mais au moins sur le plan social et politique (augmentation de salaire et emploi sont liés) et sur le plan économique (voir ma causerie d'hier), je suis plus en phase (ou en avance) avec la réalité que nos chers dirigeants qui sont, soit à la traîne, soit à côté de la plaque. Il n'y a que sur l'état d'esprit précis des masses à l'heure actuelle que j'ai un problème dû à mon éloignement, j'ai parfois du mal à saisir à quel degré de compréhension de la situation ils en sont vraiment.

Sony, Continental, UNM à Marseilles, la patience des travailleurs à ses limites. On peut ajouter aussi les tirs avec des armes à feu sur la police ou les CRS dans les banlieues. Je me dis au regard de ces exemples que la classe se radicalise, mais faut-il déjà généraliser cette analyse qui servirait d'axe pour des mots d'ordre davantage centrés contre le régime, je n'en sais rien. Difficile de prendre la température (sociale) chez vous en France, ici il fait plus de 35°C !

Le chiffre du jour : 9.500 milliards d'euros.

Selon une étude publiée mardi par l'Insee et intitulée "le patrimoine économique national de 1978 à 2007", fin 2007, les ménages détenaient un patrimoine net de l'ordre de 9.500 milliards d'euros, constitué pour deux tiers d'actifs non financiers, essentiellement des biens immobiliers, indique cette étude sur "le patrimoine économique national de 1978 à 2007". (AFP 17.03)

No comment !

Le 19 mars 2009

Une dépêche AP du 18.03.

"Près de neuf Français sur dix sont favorables à des mesures en matière de blocage des prix, plus de huit sur dix pour revaloriser les bas salaires et plus de sept sur dix pour interdire aux entreprises bénéficiaires de licencier, selon un sondage CSA pour "L'Humanité Dimanche" paraissant jeudi.

Ainsi, 89% des personnes interrogées se déclarent en faveur d'un blocage des prix des produits de première nécessité, une proportion qui atteint 95% dans la classe d'âge des 30 à 49 ans et parmi les professions intermédiaires.

Par ailleurs, 82% des sondés sont favorables à une augmentation de 200 euros net sur les bas salaires. Ils sont 90% parmi les sympathisants de gauche et 68% des sympathisants de droite.

En ce qui concerne les licenciements, 75% des personnes interrogées se déclarent en faveur de leur interdiction pour les entreprises qui réalisent des bénéfices, et 73% chez les sympathisants de l'UMP. Les sondés sont 72% à approuver l'idée

d'un moratoire sur les licenciements pour les entreprises qui bénéficient de subventions publiques.

Quant au gel des loyers, c'est une proposition qui séduit 79% des personnes interrogées, dont 87% des étudiants.

- sondage réalisé par téléphone les 11 et 12 mars auprès d'un échantillon de 1.002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas."

Je ne suis pas sur place, mais au regard de ces chiffres qui expriment les conditions objectives quotidiennes que vit la majorité de la population, on est en droit de penser que la situation est mûre pour une gigantesque mobilisation du prolétariat contre le gouvernement, si ce n'est pour l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Pas un jour sans l'annonce d'une fermeture d'usine.

Le tribunal de commerce de Lyon a autorisé la liquidation judiciaire du groupe Rencast spécialisé dans la fonderie de pièces d'aluminium pour l'industrie automobile, qui emploie 850 personnes.

En attendant, les sites de Thonon, Brive, Châteauroux et Dell font l'objet de blocus de la part du personnel. "Les portails sont soudés", résume le syndicaliste CFDT.(Reuters 18.03)

Assez de discours, il faut passer à l'action, à l'organisation de piquets de grève, à l'occupation des usines, à l'expropriation des patrons et des actionnaires, il faut appeler la population à s'organiser et se soulever contre la dictature du capital, pour chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République, pour la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire des partis engagés dans le combat pour le socialisme.

Dans l'appel que j'ai mis en ligne hier et signé par les formations suivantes Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PCOF, le PG, le PS, le MRC La Fédération, la CNCU, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire, "*souhaitent contribuer, dans la diversité de leurs positions, à amplifier dans ces mouvements, le débat et l'action sur les nouveaux choix politiques alternatifs aux logiques actuelles nécessaires et utiles pour répondre aux mobilisations sociales*", elles préconisent : "*la réorientation des richesses du pays vers le développement de productions et de services susceptibles d'engager notre pays dans un tout autre mode de développement fondé sur la satisfaction des besoins sociaux*".

Dans le cadre des institutions de la Ve République, dans le cadre de l'Union européenne, dans le cadre du régime capitaliste, on est en droit de le penser puisque nulle part n'est spécifié le contraire.

Tout ce qu'elles ont retenu de la grève générale de 6 semaines à la Guadeloupe est résumé ici : "*l'exigence d'un changement de cap, notamment sur les questions des salaires, de l'emploi et des services publics.*, changement de cap que mettrait en oeuvre le représentant du capitalisme Sarkozy. Autant dire qu'elles ont atteint le point zéro sur le plan politique.

Tous les syndicats soutiennent le régime. Sud, CGT, FO. Mode d'emploi.

Dans l'édition du journal *Le Monde* du 14 mars on pouvait lire "*Aucun syndicat, pas même les SUD, n'envisage de transposer à la métropole une situation à la guadeloupéenne* ", autrement dit s'orienter vers un appel à la grève générale illimitée, vous n'y pensez pas au NPA.

Dans le blog du *Monde* (Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales (19.03)) on pouvait lire à des questions posées par des internautes, les réponses de Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT. En voici un bref extrait.

Entreprise par entreprise, maintenir isolés tous les mouvements sociaux en cours, briser la détermination des travailleurs et leur interdire toute issue politique.

Question : Les salariés sont conscients qu'une de grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures...

Réponse de Michel Doneddu : Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Question : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens (...) mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Réponse de Michel Doneddu :(...) le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Question : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP?

Réponse de Michel Doneddu : L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. (...) C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus.

Question : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Réponse de Michel Doneddu : Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences.

Inutile de commenter les propos de ce réactionnaire.

J'ai rédigé un nouveau texte dont voici le début, il sera en ligne demain.

J'ai reçu par Internet le 11 mars dernier, *La Lettre de FO* hebdomadaire signé Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière. Voici comment elle commençait :

"*Jusqu'au 1er janvier 2009, les chômeurs dits seniors ayant moins de 60 ans mais ayant déjà acquis leurs 160 trimestres de cotisation pouvaient vivre dignement en attendant de pouvoir liquider leur retraite dès leur 60e anniversaire.*

Lorsqu'ils avaient épuisé leurs droits à l'assurance-chômage, ils bénéficiaient d'une allocation payée par l'État (l'allocation équivalent retraite, AER) leur garantissant jusqu'à 60 ans un revenu décent, environ 1 000 euros par mois."

Environ 1.000 euros par mois un "*revenu décent*", en réalité moins pour certains retraités, vous avez bien lu, ce n'est pas un canular. Dégueulasse, infâme, tout ce que vous voudrez. On comprend mieux pourquoi ils sont contre le Smic à 1.500 euros nets par mois. Imaginez un instant, 50% au-dessus d'un "*revenu décent*" vous n'y pensez pas, il faut être un gauchiste ou un sacré farfelu pour avancer une telle revendication, même le Medef la condamne, c'est pour dire !

Aider la classe à se mobiliser, l'aider à briser le carcan des appareils qui voudraient la livrer au diktat du capital. Comment peut-on prétendre l'aider à comprendre (à se saisir de) la situation sans lui proposer une issue politique à la crise du capitalisme ? Impossible.

Le POI n'est pas en reste.

Dans son éditorial d'hier (IO n°38 page 2), D. Gluckstein écrit : " *La classe capitaliste voudrait-elle que les syndicats aident les patrons à mieux faire passer la pilule en convainquant les ouvriers — décidément obtus — que les licenciements sont bons pour eux ?*" Que font-ils d'autres en vérité ? Voilà comment on couvre les dirigeants pourris des syndicats.

La crise actuelle ne mettrait-elle pas à nu les fondements du capitalisme qu'il faut liquider ? Le refus des travailleurs de subir les conséquences de cette crise ne porte-t-il pas en germe la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, le socialisme ? Réponse non.

"*C'est vrai : un gouffre sépare licencieurs et licenciés, patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités. Ce n'est pas le gouffre de l'incompréhension, c'est le fossé de la lutte de classe qu'élargit chaque jour un peu plus la déferlante des plans destructeurs des emplois !*"

Vous comprenez pourquoi Marx (et Lénine) expliquait pourquoi cela ne coûtait finalement rien de reconnaître la lutte des classes à partir du moment où on ne la situait pas dans une perspective révolutionnaire.

C'est bien plus que "*le fossé de la lutte de classe*" qui s'exprime ici, c'est la confrontation entre deux classes aux intérêts antagoniques et inconciliables dont le sort dépend de la réponse que chacune d'entre elle apporte à la question du pouvoir politique. Ne pas poser cette question, c'est laisser les mains libres à la classe qui détient le pouvoir. C'est laisser désarmé politiquement la classe ouvrière. Ne pas y répondre, c'est criminel ! En toute indépendance bien sûr.

Par rapport à qui, Roger Sandri (ex-n°2 de FO du temps de Bergeron) répond page 10 : "*L'Etat a soutenu les banques. Il a soutenu le secteur automobile en injectant des milliards d'euros. Les travailleurs sont en droit d'exiger une part du soutien de l'Etat.*", les travailleurs soutenus par l'Etat des capitalistes qu'ils pourront remercier ensuite pour sa générosité, vous ne rêvez pas malheureusement. Le POI n'a pas d'autre orientation politique, Sandri le confirme : " *Nous revivrons certainement le temps des révoltes et des révolutions qui en sont le prolongement.*", dans un futur indéterminé alors qu'elle est d'actualité avec cette crise du capitalisme, un jour peut-être qui sait... Si l'heure de la révolution ne sonne pas au moment où éclate une crise mondiale du capitalisme, alors quand pourrait-elle sonner ? Jamais, c'était juste histoire de causer et de noircir du papier pour ce bureaucrate qui s'en fout complètement. J'exagère, vérifions-le immédiatement.

Dans le même article à propos de l'Allemagne voici ce qu'il écrit : "*La question centrale passe par le relèvement du pouvoir d'achat des revenus salariaux et assimilés, seul moyen de replacer la consommation des ménages au centre de l'activité économique.*", qu'est-ce qu'on en a à foutre de "*l'activité économique*", il est patron Sandri ou quoi ? Relancer "*l'activité économique*", il exprime ici la même préoccupation que les patrons en se servant des revendications des travailleurs comme couverture, pratique. Scandaleux, oui ! Ne vous inquiétez pas monsieur Sandri, ils s'activent pour relancer "*l'activité économique*" le plus vite possible, ne leur en voulez pas s'ils rencontrent quelques difficultés imprévues...

En couverture ils écrivent : "*Licenciements les ouvriers disent : stop !*, et en page 10 ils écrivent qu'ils ont hâte que "*l'activité économique*" soit relancée, cherchez l'erreur.

Bonne manif à tous !

Le 20 mars 2009

Sur la journée d'action d'hier voir l'édito du jour.

Autre bonne nouvelle, hier les valeurs américaines ont terminé en baisse face à un horizon économique toujours très incertain. L'indice Dow Jones a cédé 1,15% et le Nasdaq 0,52%, tandis que le Standard & Poor's 500, référence des gérants de fonds, reculait de 1,3%.

Mieux que de longs discours la suite de cette dépêche Reuters nous éclaire sur la situation.

"Outre l'incertitude économique, les investisseurs ne savent non plus pas très bien évaluer les conséquences de la dernière décision de la banque centrale américaine pour relancer la croissance économique.

La Réserve fédérale a annoncé qu'elle injecterait plus de 1.000 milliards de dollars dans l'économie, notamment en achetant des obligations du Trésor, ce qu'elle n'avait plus fait depuis les années 60.

Succédant à l'enthousiasme initial, les intervenants s'interrogent maintenant sur les risques inflationnistes des mesures de la banque centrale.

"Ce n'est pas seulement qu'on se demande ce qui peut encore être fait; c'est surtout qu'on s'interroge sur les conséquences involontaires de ce qui est déjà fait", explique Alan Lancz (Alan B. Lancz & Associates).

"Ça baisse aujourd'hui en partie parce que les problèmes qui étaient là hier, avant l'annonce de la Fed, sont encore là", commente Bucky Hellwig, chez Morgan Asset Management.

"C'est un recentrage, oui, c'est positif, cela aide, mais cela prendra un certain temps pour que les effets s'en fassent sentir", ajoute-t-il.

Bien que Citigroup ait annoncé jeudi qu'elle pourrait procéder à un regroupement de titres dans le cadre de la conversion prévue d'une partie de ses titres susceptible de porter la participation de l'Etat américain à 36%, finalement l'information n'a finalement pas convaincu les investisseurs. L'action Citigroup a chuté de 15,5%."

Comme quoi l'annonce de la Réserve fédérale américaine qu'elle allait racheter des emprunts d'Etat sur les marchés à hauteur de 1.000 milliards de dollars destiné à soutenir l'économie, n'a eu strictement aucun effet.

Ce qui inquiète sérieusement certains économistes, c'est ce qu'ils appellent modestement les conséquences "imprévisibles" de toutes les mesures qui ont été prises à travers le monde en inondant le marché de milliers de milliards de dollars (d'euros, de livres et de yen), ils craignent maintenant que cela débouche sur une hyperinflation incontrôlable, une situation similaire à celle des années 30 en Allemagne, mais à l'échelle mondiale cette fois. Ce serait le chaos générale, prélude aux guerres et aux révolutions...

Le 21 mars 2009

Le Congrès américain prévoit un déficit budgétaire de 1.845 milliards de dollars, soit l'équivalent de 13,1% du produit intérieur brut (PIB). Si un tel trou était atteint, il représenterait un quadruplement de celui de l'exercice précédent, qui avait été de 459 milliards de dollars, soit 3,2% du PIB. (AFP 20.03)

L'indice Dow Jones a terminé la semaine sur une baisse de 1,65%, le Nasdaq Composite a reculé de 1,77% et le S&P-500 a perdu 1,98%.

Sur la semaine, le Dow a gagné 0,75%, le S&P 500 a progressé de 1,58% et le Nasdaq Composite a avancé de 1,80%. Pas de quoi fouetter un chat !

Nous voilà rassurés. Mais ce n'est pas fini, en France, les députés ont adopté dans la nuit de jeudi à vendredi le nouveau -le deuxième depuis le début de l'année - projet de loi de finances rectificative pour 2009, le "collectif budgétaire". (Reuters 20.03)

Vous allez voir comment ils vont le réduire en esclavage le capitalisme financier.

Un amendement prévoit que les conventions entre les banques et l'Etat devront comporter un volet relatif aux conditions dans lesquelles les établissements de crédit exercent des activités dans les paradis fiscaux.

Tiens donc, l'Etat serait impliqué dans les paradis fiscaux via des établissements de crédit ? Qui l'aurait cru ?

Tiens donc, quatre dirigeants de la Société générale viennent de s'attribuer entre 50.000 et 150.000 titres en guise de stock-options ? (Reuters 20.03) C'est sans doute ce qu'ils appellent la "justice sociale", le capitalisme "responsable" et j'en passe et des meilleurs.

Pendant ce temps-là pour donner un peu de répit au gouvernement et au Medef, les dirigeants syndicaux pourris ont fixé la prochaine mobilisation... le 1er mai ! Je vous passe leurs commentaires d'un cynisme insupportable, sauf une, Solidaires réclame "*une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps*", selon Annick Coupé. (Le Monde 20.03)

Je propose un dimanche pour ne pas gêner les patrons ! Tous pourris ces bureaucrates ? Qui ose encore en douter ?

Bon week-end quand même, heureusement que la crise continue. Salut !

Le 22 mars 2009

J'ai rajouté dans *Les enseignements du marixsme* qui figurent dans cette page, un extrait des oeuvres de Trotsky d'avril 1919, cela devrait vous intéressez.

Le nombre de militants connectés au site a encore augmenté, de 30 à 40% en un an. J'en suis sûr cette fois après la visite que vient de me rendre le patron de l'entreprise qui s'est occupé de l'hébergement du site et des statistiques.

La chronique du jour sera actualisée demain ou mardi. J'ai aussi plusieurs textes en cours de rédaction. Il m'arrive souvent d'écrire des articles et de ne pas les publier parce que j'en suis pas satisfait. C'est comme mon éditorial du 19 mars, j'aurais mieux fait de m'abstenir, le dernier est nettement mieux.

Cela me fait penser à ce que j'ai lu hier après-midi, la *Discussion sur l'histoire* de Trotsky avec C.L.R. James en avril 1939, il disait : "*mais moi-même, nous tous, à différentes reprises, nous avons écrit des absurdités* ", des grosses conneries quoi, il a eu raison de le dire Léon, malheureusement ses disciples n'ont pas suivi son exemple, eux ils étaient parfaits et ce n'était pas la modestie qui risquerait un jour de les étouffer !

Récemment le Cermtri avait organisé une conférence sur Naville, j'ai trouvé par hasard dans les Oeuvres de Trotsky d'avril 39, le passage suivant, *Discussion sur la IV° Internationale* :

"*Il y a en France des camarades comme Naville et d'autres qui sont venus à nous, il y a quinze, seize ans, alors qu'ils étaient encore de tout jeunes gens ; ce sont maintenant des hommes mûrs, et, pendant toute leur vie consciente, ils n'ont reçu que des coups, subi que des défaites, de terribles défaites, et ils en ont l'habitude. Ils apprécient hautement la justesse de leurs conceptions, ils sont capables de bonnes analyses, mais ils n'ont jamais été capables de pénétrer dans les masses, d'y travailler, ils n'ont jamais pu apprendre à le faire. Or il est terriblement nécessaire de regarder ce qui se passe dans les masses. Mais nous avons en France des camarades qui sont ainsi.* "

J'ajouterai cette précision, que depuis la question n'est plus trop de savoir si les partis ouvriers *regardent ce qui se passe dans les masses*, que la manière dont ils les regardent, l'absence de confiance dans les masses qui caractérise principalement la politique de tous les partis ouvriers, sur ce plan-là précisément, absolument rien n'a changé depuis avril 39.

Vous voulez une preuve ? Rien de plus simple, en permanence on peut constater non seulement que ces partis sont à la traine des masses, mais qu'ils les tirent en arrière en reprenant à leur compte l'état d'esprit des masses les plus arriérées au lieu de partir de celui des éléments les plus avancés, soit pour les recruter et construire un parti révolutionnaire, ce qui n'est pas l'objectif du POI, du NPA ou de LO, soit pour aider le reste de la classe à rompre avec le capitalisme et le régime, ce qui n'est pas non plus leur objectif puisqu'ils ne leur proposent aucune issue politique.

Les partis ouvriers devraient se saisir du rejet de la politique du gouvernement exprimé par des millions de travailleurs et jeunes pour les aider à se dresser contre le régime et entraîner le reste du prolétariat, comment le pourraient-ils, alors qu'ils n'osent même pas dire ou écrire que Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays et illégitimes, et que c'est contre eux que doit converger la mobilisation pour les renverser...

A la double nature des partis traditionnels du mouvement ouvrier a succédé la double nature des partis ouvriers qui ont pris leurs places et qui dorénavant jouent d'une certaines manières le même rôle auprès de la bourgeoisie. T'as pas cent balles, c'est à peu près le niveau théorique de la politique de ces partis, qu'ils prêtent évidemment aux masses, comme si elles étaient homogènes et forcément au ras des paquerettes, ce qui n'est évidemment pas le cas. Au lieu d'élever les masses à la hauteur du programme du socialisme à partir de l'état d'esprit de ses éléments les plus avancés, ils ratissent le fond des caniveaux dans lesquelles se vautrent ses éléments les moins avancés, pour dire ensuite : voilà d'où il faut partir, avec pour résultat de ne jamais en sortir, ce qui finit franchement par nous donner la nausée. Il n'y a pas que Kautsky qui passe son temps à lorgner sur le XVIIIe siècle !

Les dirigeants syndicaux au chevet du capitalisme.

Thibault n'en loupe pas une, Sarkozy "*On aura peut-être l'occasion de le rencontrer avant cette échéance, puisqu'il avait envisagé nous recevoir avant le G20 (du 2 avril prochain - NDLR) pour avoir une concertation sur ce que la France pourrait apporter*", a-t-il poursuivi. (Reuters 21.03)

Les syndicats ne sont pas seulement intégrés aux institutions de la Ve République en participant à une multitude d'organismes dépendant de l'Etat aux côtés du gouvernement et du patronat, ils sont intégrés au capitalisme à l'échelle mondiale par leur adhésion à la CES, à la CSI, à l'OIT, etc., donc il est normal qu'ils soient consultés par le chef de l'Etat à chaque fois que doit se tenir une réunion importante des représentants du capitalisme à l'échelle mondiale.

A part cela, les dirigeants syndicaux ne font pas de politique, pensez-vous, ils sont "indépendants" !

Un luxe inabordable.

Jean-François Copé (UMP) estime que le pouvoir ne peut pas "s'offrir le luxe d'annoncer de nouvelles négociations sociales au rythme des appels à manifester" et en appelle à "la responsabilité" des syndicats, dans un entretien au *Monde* daté de dimanche. (AFP 21.03)

Par contre, il peut verser des milliards d'euros aux capitalistes quand ils le réclament, normal, c'est un gouvernement des capitalistes.

Faut-il lier la question des salaires à celle du combat contre les licenciements ?

Voici un exemple de plus qui prouve la nécessité de lier les deux combats.

Une prime en échange de l'acceptation des licenciements, la dernière trouvaille scélérates de dirigeants syndicaux, cela se passe dans le Pas-de-Calais.

"L'équipementier automobile Faurecia annonce l'octroi d'une prime de 800 euros aux salariés qui accepteraient de reprendre lundi le travail dans son usine d'Auchel, dont la fermeture est prévue en 2010.

Si les salariés acceptent cette offre, elle propose de renouer ensuite le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux pour organiser le reclassement prévu de 329 salariés sur les sites de Marles-les-Mines et de Henin-Beaumont, pour déterminer des solutions pour les 179 autres salariés et rechercher des projets de réindustrialisation du site d'Auchel.

La grève à Auchel a commencé le 6 mars, au lendemain de l'annonce de la fermeture du site l'an prochain.

Faurecia, frappé par la chute du marché automobile, avait expliqué le 5 mars qu'il s'agissait de "redimensionner le dispositif industriel de FII dans le bassin du Nord pour remédier aux surcapacités structurelles".

Faurecia est contrôlé à 71% par PSA Peugeot Citroën." (Reuters 22.03)

L'expropriation des actionnaires et des patrons des 1824 grandes entreprises du pays dont fait partie PSA Peugeot Citroën, règlerait le problème des salariés de Faurecia qui seraient intégrés au groupe PSA.

Dans cette dépêche on apprend que ce sont les syndicats qui ont proposé cet infâme marchandage au bout duquel 179 ouvriers se retrouveront au chômage :

"Les syndicats réclamaient une prime de 2.000 euros par salarié pour lever le blocage du site et une prime de 5.000 euros pour cesser immédiatement le mouvement de grève.

La direction avait proposé le paiement d'une indemnité de 500 euros par gréviste en échange de la reprise du travail.

"Suite à l'échec de la médiation d'hier (...) avec les deux syndicats qui bloquent le site, la direction de Faurecia Interieur Industrie a pris en compte les demandes formulées par la CFDT et la CFE-CGC, les deux organisations syndicales qui se sont déjà prononcées en faveur de la reprise du travail sur le site d'Auchel", peut-on lire dans un communiqué de Faurecia."

Les 329 salariés pour lesquels des solutions de reclassement ont déjà été trouvées sur les sites de Marles-les-Mines et de Henin-Beaumont seront tentés d'accepter cette offre de 800 euros de la direction, pendant que les 179 ouvriers restant peuvent dors et déjà se considérer comme chômeurs. Cela leur donnera forcément envie de se syndiquer dans l'avenir !

Ne pas lier la question des salaires à celle du chômage et des licenciements, c'est diviser la classe ouvrière, c'est faire le jeu du patronat, l'air de rien évidemment.

Augmentation générale des salaires de 500 euros, le smic à 1.600 euros nets, et pas un seul licenciement ou chômeur supplémentaire !

Pourquoi lier licenciement et chômage, parce que des centaines de milliers de jeunes passent par la case chômage avant même d'avoir trouvé un emploi ou d'avoir été licenciés. Pour mobiliser l'ensemble de la classe. Et pour éviter que les délégués syndicaux pourris notamment profitent de l'hétérogénéité de la situation des travailleurs pour les monter les uns contre les autres. Leur couper l'herbe sous le pied en quelque sorte. C'est marrant que les adeptes de l'unité à tout prix n'y aient pas encore pensé, vous ne trouvez pas ?

Ils craignent le pire à tout moment désormais, à en faire des cauchemars.

Selon Brice Hortefeux, "Nicolas Sarkozy pense que les jeunes, c'est extraordinairement sensible, il suffit d'une étincelle pour que tout s'embrase". (Le Monde 21.03)

On n'a pour ainsi dire même pas besoin d'en rajouter une grosse louche pour leur pourrir la vie, la crise s'en charge elle-même, dommage qu'elle ne soit relayée par aucun parti ouvrier sur le plan politique.

Répétons-le encore une fois : Sarkozy et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégimes. Leur politique est rejetée par les trois quarts de la population représentant toutes les couches exploitées de la société, ils sont les représentants de l'infime minorité de capitalistes qui s'enrichissent sur notre dos et nous pourrissent la vie, à partir de là on a le choix : soit on continue de les laisser agir et d'en subir les conséquences, tout en sachant que notre situation ira en empirant dans l'avenir, soit on les chasse une bonne fois pour toute du pouvoir pour réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, afin de pouvoir satisfaire nos besoins et nos aspirations.

C'est uniquement par sa mobilisation révolutionnaire que le prolétariat prendra le pouvoir politique et pourra ensuite satisfaire ses revendications économiques et sociales. Mais il doit se doter impérativement d'un parti ouvrier révolutionnaire pour pouvoir se guider et atteindre consciemment cet objectif, pour briser tous les obstacles qui l'empêcheront d'avancer vers la prise du

pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

Chut, ils lavent plus blanc que blanc... grâce à soupline !

Extrait d'un article du *Monde* du 21.03 :

"Les Vingt-Sept se veulent exemplaires en matière de lutte contre les paradis fiscaux. Le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique ont obtenu, comme le voisin suisse, de ne pas figurer sur la liste noire que le G20 prépare, après avoir annoncé leur intention d'assouplir les modalités de leur secret bancaire.

M. Sarkozy a lancé un avertissement au Royaume-Uni, au sujet de certains de ses territoires d'outre-mer, comme les îles Caïman ou Shetland. "La crédibilité de ce que nous ferons dépend de notre capacité à refuser toute exception", a insisté le chef de l'Etat. "Si on ne fait pas le ménage en Europe, comment voulez-vous que les autres aient envie de le faire chez eux ?" a-t-il lancé, en visant Hong-Kong, Singapour, et Macao."

Sarkonapoléon a oublié Monaco et Andorre, non ? Leur "crédibilité", mais de quoi il cause, c'est du passé, terminé, chacun peut constater quotidiennement que le capitalisme est synonyme de faillite à l'échelle mondiale, qu'il doit céder la place au socialisme.

Salut !

Le 24 mars 2009

Cadeau... empoisonné ?

Vous voulez acheter un blouson qui valait théoriquement 400 euros hier mais qui n'en vaut plus que 100, vous n'en payez que 5 et vous repartez avec. Excellente affaire n'est-ce pas ? Les 95 euros restant vous les paierez à crédit. Si par malheur il présentait un défaut caché ne vous inquiétez pas, c'est le vendeur qui paierait la note pour vous. Avec un peu de chance, si sa valeur remontait à 150, 250 euros ou plus, vous pourrez alors le revendre ce prix-là et empocher la différence, génial non ? Si par contre sa valeur tombait sous la barre des 100 euros, don't worry vous pourrez toujours le revendre 100 euros le vendeur s'est engagé à payer de sa poche la différence. Elle n'est pas belle la vie ?

De sa poche, la vôtre en vérité, celle des contribuables, des travailleurs qui casqueront pour vous éviter les petits tracas d'une faillite, car l'argent de l'Etat ne vient pas d'ailleurs ! Vous allez voir ci-dessous, que lorsqu'ils disent que c'est l'Etat qui prend tous les risques, ils veulent dire l'ensemble des travailleurs aux Etats-Unis et dans le monde qui paieront finalement la note, comment pourrait-il en être autrement en régime capitaliste ?

Extrait d'une dépêche AP du 23.03 : "Dans une transaction type du Programme d'investissement public-privé, pour 100 dollars (73,4 euros) de crédits hypothécaires douteux rachetés aux banques, le secteur privé verserait sept dollars (environ 5 euros) et le gouvernement sept aussi. Les 86 dollars (63 euros) restants seraient couverts par un prêt de l'Etat apporté la plupart du temps par la FDIC.

L'Etat assume ainsi la majeure partie du risque, mais pour Timothy Geithner, il n'avait pas vraiment le choix, les seules alternatives étant soit de ne rien faire et risquer une récession prolongée, soit d'assumer la totalité du risque. "Il ne fait pas de doute que le gouvernement prend des risques", a-t-il reconnu devant la presse. "On ne peut pas résoudre une crise financière sans que le gouvernement prenne des risques."

Les responsables de l'administration affirment néanmoins avoir trouvé le juste équilibre pour attirer les investisseurs privés et absorber une partie des avoirs toxiques, qui selon certaines estimations pourraient dépasser plus de 2.000 milliards de dollars (1.469 milliards d'euros)."

Ce qui est complètement dingue dans cette histoire, c'est qu'ils semblent ne pas savoir exactement à quel montant se chiffrent ces actifs pourris, 500, 1.000, 2.000 milliards de dollars en 48h on aura tout entendu, sauf peut-être la vérité qui pourrait s'avérer encore pire... pour eux bien sûr.

Ils ont raison de s'inquiéter.

Tandis que lundi l'OMC prédisait que le commerce mondial allait reculer de 9% (3% selon le FMI) en 2009, enregistrant ainsi la chute la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale,le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn a mis en garde lundi à Genève : la situation pourrait non seulement conduire à des troubles sociaux mais aussi alimenter des guerres :

"ceci peut constituer la racine d'agitation sociale, menacer la démocratie et peut-être même, dans certains cas, se terminer en guerre", a-t-il avancé. (AFP 23.03)

Le Parti socialiste au chevet du capitalisme mondial, vous en doutiez ?

Pascal Lamy (PS) exhorte les gouvernements à ne pas aggraver la situation en soutenant des entreprises nationales défaillantes aux dépens de leurs concurrents étrangers. Le recours à des mesures protectionnistes "est en augmentation", a-t-il déclaré. Or, ce type de mesure risque "d'étouffer le commerce comme moteur de la reprise", estime-t-il. (AP 23.03)

Pour que l'économie capitaliste redémarre, il faut d'une part qu'ils aient détruit suffisamment de forces productives, d'autre part, qu'ils aient rétabli les conditions leur permettant d'empocher un taux de profit satisfaisant, et pour finir que l'épuration du capitalisme se traduise par une nouvelle concentration du capital et de la production à l'échelle mondiale. Ce qui ne peut se réaliser et se traduire que par la remise en cause des droits ou acquis sociaux des travailleurs, l'augmentation de la productivité et de l'exploitation, la montée en flèche du chômage, la dégradation des conditions d'existence de la majorité de la population, l'aggravation des inégalités et des injustices... Voilà de quoi alimenter la lutte de classe du prolétariat pour un bon moment.

Il en faut du "***courage***" pour soutenir le régime.

Le "printemps des libertés", un meeting organisé par le PS au Zénith de Paris qui devait marquer l'apogée de la campagne de ce parti soi-disant contre la politique sécuritaire de Sarkozy, a été un bide.

Cela n'a pas empêché M. Aubry de dire : "On nous dit qu'on n'est pas trop nombreux, on me dit 1.500 ou un peu plus. Je trouve que ce n'est pas si mal pour un parti qui a le courage de parler des libertés avant qu'il ne soit trop tard". (Reuters 23.03)

Pour un parti qui revendique plus de 200.000 adhérents, le nombre de ses adhérents fluctuent sans cesse au gré de l'humeur du moment du petit et grand bourgeois, c'est plutôt un échec cinglant dont on se réjouit.

Après on nous expliquera que le PS est un parti de masse, un parti populaire, un parti de gauche (ne riez pas !) qu'il faut faire avec et j'en passe et des meilleurs. A la Guadeloupe, les travailleurs s'en sont passés pendant 6 semaines, donc on peut très bien se passer de ce parti réactionnaire. Au lieu de vouloir faire l'unité avec ce parti pourri, il faudrait le chasser des manifestations !

Le pouvoir de Sarkozy contesté par la majorité de la population, qui en doute encore ? Nos dirigeants pardi, ils sont bien les seuls !

1000 policiers et CRS, mesures de sécurité drastiques, militants UMP en renfort... L'Elysée sort l'artillerie lourde avant la visite du Président dans l'Aisne, à Saint-Quentin, ce mardi. (LePost 24.03)

En réalité, il ne peut plus se déplacer sans craindre d'être conspué vertement par la population.

Ils fêtent 60 ans de guerres ininterrompus à travers le monde.

A Strasbourg transformé en bunker avant le sommet de l'OTAN, les habitants sont obligés de porter des badges pour franchir les barrages de sécurité et rentrer chez eux. Mieux encore, la police a illégalement intimé l'ordre aux habitants de retirer des fenêtres les drapeaux anti-OTAN.(AFP 24.03) Un système policier, une dictature larvée, tel est le régime de Sarkozy.

Dis-moi qui tu fréquentes : trois ans de prison !

Au Chili sous Pinochet, en Argentine sous Vidéla, non, en France sous Sarkozy.

Dernière trouvaille du flic-président : la création du délit d' « *appartenance à un groupement* ».

L'idée semble avoir germé dans les esprits fertiles des conseillers élyséens : un nouveau délit, puni de trois ans de prison, qui permettrait de poursuivre les membres d'un groupe même informel ou temporaire avant même qu'ils n'aient commis la moindre infraction.

Pour la porte-parole du Procureur de la République de Paris, Isabelle Montagne, l'annonce présidentielle va permettre de résoudre un dilemme juridique :

« *Notre difficulté est de traiter les faits juridiquement. En clair, il faut deux choses : identifier les auteurs et leur accrocher une infraction individuellement. Dans les rixes entre bandes, la police arrive après les faits. Il y a un problème d'imputabilité des faits.*

Avec ce nouveau délit, le simple fait de participer à une bande permettrait de les incriminer. »

Vous êtes jeunes, vous fréquentez les mêmes potes tous les jours, vous formez une bande selon le flic Sarkozy. Si vos potes font des conneries et que vous continuez à les fréquenter malgré tout, tant pis pour vous, vous risquez d'aller en tôle même si vous n'avez jamais fait la moindre connerie. C'est comme cela, c'est la dictature.

Est-il en train de créer un délit préventif s'interroge le journaliste de Rue89 ?

Marwan Mohammed, sociologue, n'est pas loin de le penser, comme il l'a longuement expliqué dans un entretien au *Monde* :

« *C'est la création d'un délit de mauvaise fréquentation sur le modèle de la législation antiterroriste. C'est une logique hypersécuritaire, que je n'ai vue pour l'instant que dans les pays avec des groupes hyperviolents comme en Amérique centrale.* » (Rue89 20.03)

Quand je lis cela, vous avez à quoi je pense, au jour où le prolétariat affrontera directement la bourgeoisie. Je me dis qu'il faut être un furieux opportuniste ou habité par une crasse ignorance indécrotable pour imaginer un seul instant que l'on pourra prendre le pouvoir en faisant l'économie d'une guerre civile, par la voie démocratique, en douceur tranquillement.

Vous me direz que nous n'en sommes pas encore là et que nous verrons bien à ce moment-là comment les choses se passeront, etc. Tiens donc, quelle ignorance, grave erreur, fatale erreur faudrait-il dire, car à ce moment-là il sera trop tard évidemment.

Dans *Inventer l'inconnu* Bensaïd (NPA) fait l'apologie de la démocratie en général en l'opposant à la dictature du prolétariat, il va même jusqu'à prétendre que La Commune de Paris en 1871 aurait "*expérimenté en pratique une forme inédite de démocratie permettant d'entrevoir le dépassement de la scission entre l'homme et le citoyen, le producteur et le consommateur, le gréviste et l'usager.*" (page 8), bref à réconcilier l'inconciliable en niant la lutte des classes, au point d'en crever au bout de 72 jours ! L'homme, les citoyens, le consommateur, l'usager ne définissent pas une classe en particulier, mais bien toutes les classes y compris la bourgeoisie qui auraient toutes trouvé leur compte dans La Commune. A l'opposé, la dictature du prolétariat que Bensaïd et le NPA rejette n'est rien d'autre que tout le pouvoir aux travailleurs et aucun pouvoir aux exploiteurs.

Bensaïd a procédé par abstraction, il a isolé un moment de La Commune où se côtoyaient des éléments aux intérêts divergents de la suite de l'histoire pour pouvoir faire l'apologie de la démocratie en général chère au renégat du marxisme Kautsky, car s'il l'avait relié au massacre des Communards qui s'en suivit, sa théorie s'écroulait en laissant apparaître la contradiction que j'ai soulevée. Souvenez-vous de la réaction de Marx : il fallait pourchasser la réaction jusqu'à Versailles, il fallait les réprimer avant qu'ils ne répriment dans un bain de sang La Commune,etc., mais comment La Commune aurait-elle pu prendre une telle décision en l'absence d'un parti communiste, en présence d'éléments majoritairement étrangers à la classe ouvrière, des petits-bourgeois et des intellectuels républicains ou anarchistes... Bref, Bensaïd ne mène pas le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, il mène un combat contre le marxisme et plus précisément contre le léninisme.

Alors quel est le rapport avec la situation présente et le parti que l'on doit construire. Il est simple à comprendre, soit l'on tient compte des enseignements de la lutte des classes du passé et on en tire la conclusion qu'il faudra un parti de militants capables d'affronter une situation comparable à celle de toutes les révolutions prolétariennes pour vaincre nos ennemis, ce qui signifie qu'il s'y sera préparé, qu'il aura été construit en prévison de cette situation, qu'il aura à l'esprit les terribles épreuves qui l'attendent pour définir une stratégie permettant de les passer avec succès, quels moyens il faudra employer pour conserver le pouvoir, la répression de la réaction, soit l'on n'en tient pas compte, et dans ce cas-là on peut construire n'importe type de parti avec n'importe qui, on peut absolument tout dire et son contraire pour finalement mener les militants et le prolétariat dans une impasse, à l'abattoir et à la défaite.

A défaut de construire un parti en tenant compte des différents obstacles qu'il rencontrera forcément sur son chemin et qu'il devra impérativement abattre pour parvenir au pouvoir, un parti conçu uniquement pour atteindre cet objectif (à l'échelle mondiale), ils veulent construire un parti pour nous soulager des maux quotidiens, un parti qui en fait est incapable de se projeter dans l'avenir et de l'entrevoir, normal sans théorie, lorsque l'on nie les enseignements de la lutte des classes, on est forcément incapable de s'orienter correctement vers le futur, on tatonne, on invente une politique au jour le jour sans savoir au juste vers où l'on va, c'est le quotidien du NPA mais aussi du POI. Quand on n'a pas de passé, on n'a pas d'avenir, n'est-ce pas ?

Ce qui détermine le type de parti que l'on doit construire, c'est l'objectif qu'on se fixe d'atteindre. L'objectif de tous les membres de La Commune n'était pas d'en finir avec le capitalisme et la bourgeoisie, qui plus est ils ne savaient pas comment s'y prendre pour atteindre cet objectif. Seul le résultat compte. Lénine a construit un parti à partir de l'objectif qu'il s'était fixé consciemment, il a essuyé de terribles épreuves, clandestinité, emprisonnement, exil, assassinats, bref, la répression en tous genres, il a tenu bon jusqu'au bout et il a vaincu, point barre. C'est l'un des aspects que je développe dans mon dernier texte.

Imaginez deux égyptologues qui ont pour mission d'explorer un nouveau site. Le premier va s'inspirer de ses prédécesseurs et s'entourer d'une équipe de techniciens et de scientifiques, géologue, architecte, anthropologue, ethnologue, linguiste, photographe, etc., tandis que l'autre décide d'emmener avec lui un cuisinier parce qu'il faut bien manger tous les jours, un

chauffeur parce qu'il faut bien se déplacer, un mécanicien car la voiture pourrait tomber en panne, un médecin s'il tombait malade, sans oublier un astronome pour lui donner l'heure si sa montre avait le malheur de s'arrêter. D'après vous, lequel des deux aura le plus de chance d'atteindre son objectif ? La question du parti est aussi simple que cela.

Prise de conscience.

Un parti ouvrier qui voudrait se construire pourrait utiliser l'argument suivant : ils sont 277.000 adhérents à l'UMP (La Tribune 22.03) à soutenir la politique de régression sociale que nous impose le gouvernement, et nous, combien sommes-nous d'adhérents pour soutenir les partis ouvriers qui défendent une politique sociale conforme à nos intérêts ? Non mais là c'est beaucoup trop compliqué comme argumentation.

Le 25 mars 2009

A propos du site.

J'ai décidé de supprimer le chronique qui fait double emploi avec les infos que je communique et commente quotidiennement dans la causerie. En fait c'est plus facile et plus rapide de réagir à chaud. La lecture des causeries de la semaine écoulée remplira le même office pour les militants qui se connectent sur le site. Pour remplacer la chronique les causeries comporteront davantage d'informations selon l'actualité.

Je me donne un mal de chien pour actualiser le site tous les jours à cause des problèmes rencontrés avec l'opérateur téléphonique, c'est de pire en pire. Certains jours je renonce dégoûté. La connection est de plus en plus lente quand elle n'est pas tout simplement bloquée pendant plusieurs heures par jour, même mon téléphone est coupé.

C'est scandaleux, mais que ce soit Tata Indicom, Airtel, Reliance ou BSNL, le problème est le même. Il n'existe aucun recours, il faut casquer, le mois dernier, 40% en plus ! En réalité les serveurs des opérateurs téléphoniques sont saturés parce que leur capacité est trop faible par rapport à la demande, et pour augmenter leur capacité il faut investir ! En attendant c'est mieux que ce soit les consommateurs pris en otage qui casquent, c'est la mentalité des patrons indiens (pas seulement). Si j'ai un conseil à vous donner, n'achetez rien qui vient d'Inde, c'est forcément de la merde, y compris, surtout la Nano de Tata.

USA. Ils craignent de se couper des masses.

Le porte-parole de la Maison blanche Robert Gibbs a dit : "*Le président juge qu'un dialogue continu avec le peuple américain sur ce que nous avons fait et la direction que nous prenons est nécessaire, surtout dans une période comme celle-ci*". (Reuters 24.03)

Gesticulation pour distraire la galerie sur fond de protectionnisme.

"*Je ne verrai que des avantages à une taxe carbone qui permettra de faire participer les importations au financement de notre protection sociale*", a déclaré Sarkozy hier lors d'une réunion publique à Saint-Quentin (Aisne). (AFP 24.03)

Pourquoi la protection sociale ? Parce que c'est l'Etat qui paie à la Sécu l'équivalent des exonérations de cotisations sociales (salaire différé) qu'il octroie aux patrons, 30 milliards d'euros l'an dernier.

Moralisation du capitalisme, nouvel épisode.

L'ancien PDG de Valeo Thierry Morin devrait percevoir un parachute doré de 3,2 millions d'euros, selon *Libération*, alors que l'équipementier automobile bénéficie de capitaux publics, enregistre des pertes et supprime 1 600 emplois. (AFP 24.03)

Si les travailleurs ne finissent pas par haïr le capitalisme et les patrons, c'est à ne plus rien y comprendre, heureusement qu'ils font tous pour aboutir à ce résultat. Reste à donner un contenu politique à cette haine, à la faire converger contre le régime.

Le risque de créer des "***injustices***"... envers les malheureux patrons !

Dans un entretien publié dans *Le Parisien-Aujourd'hui* de lundi, Parisot a annoncé qu'elle allait rappeler aux dirigeants d'entreprise "*les valeurs de responsabilité et de solidarité*" mais, dit-elle, en allant plus loin dans l'action, on risquerait de buter "*sur des difficultés pratiques, voire des risques d'incohérences ou d'injustices*". (Reuters 23.03)

Le capitalisme ne reposerait-il pas sur une injustice ? C'est plus qu'une injustice, un vol tout simplement, légal s'il vous plaît !

Du côté de l'Elysée, Claude Guéant a précisé "*On ne veut pas réglementer, écrêter, plafonner les rémunérations dans l'ensemble de l'économie*" (LeMonde.fr 24.03), sauf en bas, vers le bas, toujours plus bas !

Ils savent sur qui compter pour y parvenir et "***préserver l'ordre social***". Devinez ?

Alain Minc reflète bien l'état d'esprit qui règne à l'Elyséedans une '*lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante*' publiée lundi dans le Figaro. Il y fustige l''*autisme*' des dirigeants, alors que les syndicats '*essaient de canaliser tant bien que mal le mécontentement et donc de préserver l'ordre social*'. (LeMonde.fr 24.03)

Je trouve extraordinaire qu'un conseiller de Sarkozy dise tout haut ce que nos dirigeants ne sont pas capables de dire autrement que tout bas, et encore à demi mots en se brûlant la langue.

Extrait du discours de Sarkozy hier à Saint-Quentin.

Le réprésentant du capital fait tout son possible pour tenter de sauver la mise du capitalisme français et de freiner les conséquences de la crise, car il sait que le temps joue contre eux, et aux masses laborieuses ils conseillent la patience en guise de réponse à leurs revendications et leur colère grandissante.

"la sagesse, le bons sens, le sang froid commandent d'attendre que tout ce qui a été décidé soit mis en oeuvre, qu'on laisse le temps à toutes ces mesures de produire leurs effets".

Alors que sa cote de popularité ne dépasse pas la hauteur des caniveaux, il demande aux travailleurs d'avoir "*confiance*" : "*Le chemin que nous avons pris nous permettra de nous en sortir. J'ai confiance, je vous demande d'avoir confiance*", inutile de préciser qu'il s'adressait à un parterre d'adhérents de l'UMP et de chefs d'entreprise en disant qu'ils s'en sortiront.

Quant à la population au bord du désespoir à laquelle il s'est adressée également lors de ce discours, il l'appelle à la collaboration de classes :

"*Je veux leur dire que ce sera dur mais qu'on va s'en sortir, qu'il faut rester uni et qu'il faut comprendre que (...) les souffrances qu'engendrent cette crise nous concernent tous, je dis bien tous. Nul ne peut espérer s'en sortir seul*".

Comme si chacun vivait la crise de la même manière.

"*Quelle que soit la place qu'on occupe dans la société, chacun a une responsabilité morale (...) chacun donc doit s'interroger sur les conséquences de ce qu'il dit et de ce qu'il fait*" (AFP et Reuters 25.03)

D'où la nécessité d'expliquer aux travailleurs sur la base de quelles rapports sociaux reposent le capitalisme et les différentes classes en présence, afin de démonter cette mystification qui consiste à faire croire aux masses que les classes sociales auraient les mêmes responsabilités ou les mêmes droits, et qu'en réalité c'est bien la dictature du capitalisme qui s'applique au quotidien, dictature qu'il faut renverser en commençant par renverser les institutions et Sarkozy.

Briseur de grève. Mode d'emploi -1-.

Les salariés de l'équipementier automobile Faurecia à Auchel, en grève depuis le 5 mars après l'annonce de sa fermeture d'ici fin 2010, ont repris le travail mardi après un accord qui prévoit notamment une prime de 3.000 euros par salarié. En réalité 2.000 puisque 1.000 euros seront versés sous forme d'une avance sur l'intéressement a précisé la direction.

La direction et les syndicats signataires, la CGT et FO (la CGC et la CFDT, également représentées à Faurecia Auchel, n'étaient pas partie prenante dans le conflit) ont confirmé le déblocage de l'usine et la reprise du travail dans l'après-midi. (AFP 24.03)

Les travailleurs de Faurecia, ils vont tirer quoi comme leçon de leur grève ? Que l'on peut obtenir des miettes avant de se faire virer, et qu'en aucun cas on ne peut remettre en cause le sacro-saint capitalisme puisqu'aucun syndicat n'est sur cette ligne politique. Des syndicats indépendants ? Une mauvaise plaisanterie !

Que l'on se comprenne bien, ce qui est inacceptable ici, ce ne sont pas les 2.000 euros, c'est le fait qu'à aucun moment les syndicats ne posent la question de l'expropriation des capitalistes et qu'ils ne font rien pour avancer dans cette voie.

Briseur de grève. Mode d'emploi -2-.

Ils négocient les licenciements, à vomir.

Contre un projet de 110 emplois sur 235, les travailleurs de l'usine de la multinationale 3M Santé de Pithiviers (Loiret) retiennent leur directeur depuis mardi après-midi, a-t-on appris. (AP 25.03)

Jean-François Caparros, délégué FO du site a déclaré à l'Associated Press "*S'ils veulent réorganiser leur site de production, ils doivent assumer leurs responsabilités et payer plutôt que de les faire supporter à la collectivité*". Ce jaune a précisé "*Nous voulons renégocier les indemnités de départ, nous demandons un congé de mobilité d'une durée de 24 mois, une prime de transfert et des garanties pour les salariés restants*".

Pire : "*L'entreprise fait des bénéfices*", a pourtant assuré M. Caparros, ajoutant : "*Nous sommes déterminés car nous n'avons plus rien à perdre*". Ordure ! Cela m'étonne toujours qu'il n'y ait pas des ouvriers pour leur faire bouffer leur mandat à ces salopards. Imaginez des ouvriers qui ont plus de 40 ans et qui se retrouvent au chômage dans une région déjà dévastée, ils vont devenir quoi dans 24 mois ?

Va te faire foutre avec tes indemnités, nous ce qu'on veut c'est garder notre emploi, 3M est une multinationale alors c'est possible, ce n'est pas négociable ! Ne relachez pas le directeur de l'usine, élisez un comité de grève et continuez d'occuper l'usine. Appelez tous les travailleurs de 3M à vous rejoindre et à débrayer, tous les travailleurs de Pithiviers, de la région, de la France entière. Adressez-vous à toutes les organisations et tous les partis ouvriers pour qu'ils vous soutiennent, convoquez une conférence de presse, appelez toute la population à vous soutenir : pas un seul licenciement chez 3M ou ailleurs, assez !

Camarades surveillez attentivement l'attitude des différents partis ouvriers, leurs mots d'ordre, pour s'assurer qu'ils lient bien la question des salaires à celle du combat contre les licenciements. Je sais pertinemment qu'ils ne le font pas.

Qui ose encore soutenir la direction de Force Ouvrière qui désigne ces délégués syndicaux pourris jusqu'à l'os ou qui n'ont pas la moindre notion de la lutte des classes ?

Oui ce délégué syndical est indépendant, indépendant de la classe ouvrière et ses intérêts, il est inféodé au capitalisme en négociant les licenciements.

Ces ont eux les véritables fossoyeurs des syndicats, les liquidateurs du mouvement ouvrier pour le compte du capitalisme.

Autres dépêches.

Leur société infâme.

Depuis le début de l'année, vingt-huit personnes se sont suicidées dans les prisons françaises, selon les chiffres de l'Observatoire international des prisons (OIP). A ce rythme, le chiffre de 115 suicides recensés en 2008 devrait largement être atteint, soit un mort tous les trois jours.

La moitié des personnes qui mettent fin à leurs jours n'ont pas encore été jugées, et ce alors qu'elles ne représentent que 28 % de la population carcérale. (LeMonde.fr 18.03)

Grande-Bretagne. Vaut mieux tard que jamais.

Le groupe Daily Mail and General Trust a annoncé lundi qu'il allait supprimer un millier d'emplois dans son unité Northcliffe Media qui produit plus de 110 journaux locaux.

Rendez-vous compte, au cours du premier trimestre 2009, les recettes publicitaires devraient chuter de 37% dans l'unité Northcliffe Media, contre 24% dans l'ensemble du groupe, explique DMGT. (AP 23.03)

USA. La FirstCity Bank de Stockbridge (en Géorgie) qui comportait 252 établissements bancaires, est devenue la 18e banque des Etats-Unis à faire faillite cette année. (Reuters 21.03)

Argentine. La présidente argentine Cristina Kirchner a annoncé le 17 mars un projet de nationalisation de l'ancienne usine militaire d'avions de Cordoba pour un coût de 64 millions de dollars, dans le centre du pays, détenue par le groupe aéronautique américain Lockheed Martin. (AFP 17.03)

Venezuela. Le gouvernement vénézuélien a pris le contrôle des ports et des aéroports d'au moins quatre Etats samedi dernier.

Le contrôle des sites-clefs du transport a été décidé le week-end dernier par le président lui-même et approuvé par les parlementaires. L'objectif est de tous les placer sous autorité fédérale cette année. Tout gouverneur qui s'y opposerait terminerait en prison.

Ces mesures privent désormais les Etats et les municipalités de leur principale source de financement, à savoir la collecte des droits de douane, des péages et des rentrées liées aux transports en commun. Cela les empêche également de lancer localement des projets qui pourraient rivaliser avec l'Etat fédéral. (AP 22.03)

Foire d'empoigne en perspective le 2 avril au G20.

Dans une tribune publiée lundi soirm le gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhou Xiaochuan, écrit "*La crise souligne une nouvelle fois la nécessité d'une réforme créative du système monétaire international existant vers une monnaie de réserve internationale*".

Pékin souhaite introduire une réforme de l'actuel système financier mondial dominé par le dollar américain et les gouvernements occidentaux et profiter du prochain sommet du G-20 pour plaider cette cause. La Chine veut ainsi inciter les pays en voie de développement à faire entendre leur voix dans le domaine des finances mondiales à l'occcasion de ce sommet prévu le 2 avril à Londres.

Dans sa tribune, M. Zhou souligne que la nouvelle monnaie de réserve mondiale qu'il appelle de ses voeux devra non seulement servir de devise de réserve mais aussi servir au commerce international, aux investissements, à la fixation du prix des marchandises et à la comptabilité des entreprises. (AP 24.03)

Les Bourses

Après que Dow Jones a remonté de 6,84% lundi, il est reparti à la baisse le lendemain - 1,49%, idem pour le Nasdaq -2,41% et le S&P-500 -2,02%.

Le 26 mars 2009

Voilà que je reçois aussi la lettre électronique du PS ! En tout cas je pense être débarrassé de la Libre Pensée qui ne m'a pas envoyé sa revue depuis deux mois.

Par contre un camarade m'a envoyé des documents de différentes sections CGT et je ne sais pas quoi en faire, s'il me lit qu'il me dise si éventuellement en fonction de leur intérêt je peux ou non les mettre en ligne, je n'ai pas le temps de lui envoyer un mail.

J'ai lu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°39). Je pense que tous les militants peuvent participer à la campagne engagées par le POI, à condition de la recadrer politiquement, il faudrait dire à condition d'y intervenir pour faire de la politique !

Le POI a réussi le tour de force de rendre compte des manifestations du 19 mars en évacuant tous les mots d'ordre à caractère politique contre Sarkozy et le gouvernement. Leur manière d'élever le niveau de conscience politique des masses consiste à demeurer sur le plan des revendications alimentaires dans le cadre des institutions de la Ve République, dont ils disent ailleurs (une seule fois dans ce numéro que j'ai parcouru rapidement) qu'il faudra les abolir.

Autre tour de force qui n'est pas sans rapport avec le premier, vous ne trouverez pas la moindre critique envers la décision des bureaucrates syndicaux de reporter à une date indéterminée un appel à une nouvelle mobilisation nationale.

Dans sa note du 20 mars, le CN du POI écrit que pour eux il s'agit "*d'aller arracher les revendications*", démarche qui ne s'inscrit dans aucune perspective politique.

Plus loin ils écrivaient :

"*Il n'est pas question d'opposer le front unique à la base au front unique au sommet. Cela n'a jamais fait partie de notre arsenal politique.*

Il ne peut donc être question de s'inscrire dans un appel à une quelconque "généralisation" par en bas. En même temps, aider la classe à réaliser dans une série de combats localisés un solide front unique des organisations sur la base d'une plate-forme précise, s'inscrit dans la préparation des conditions du mouvement d'ensemble auquel la classe aspire et dont nous ne pouvons deviner, à ce stade, dans quelles combinaisons il surgira."

En réalité ici, c'est le POI qui oppose le bas et le sommet du front unique en favorisant ce dernier comme toujours. Qu'est-ce que serait un "*un appel à une quelconque " généralisation" par en bas*" ? Un appel politique en direction de l'ensemble des travailleurs pour qu'ils se mobilisent contre le régime par tous les moyens à leur disposition, en les créant si nécessaire, en quoi serait-ce un crime ? Parce qu'un tel appel viendrait contrecarrer les intentions des bureaucrates pourris des syndicats qui entendent contrôler le mouvement des masses ? Il faudrait absolument passer par la case des appareils ?

Quant aux "*conditions du mouvement d'ensemble auquel la classe aspire*", il n'y a que les dirigeants du POI qui ne peuvent pas "*deviner*" quel en sera le contenu et "*dans quelles combinaisons il surgira*", son contenu sera axé contre Sarkozy et son gouvernement, il prendra la forme d'une remise en cause du régime en submergeant tous les obstacles dressés par les appareils, et son issu dépendra de la capacité des masses à se doter d'organismes politiques indépendants de double pouvoir pour décider des mesures à prendre pour satisfaire les revendications, ce qui posera inéluctablement la question du renversement de Sarkozy et des institutions de la Ve République.

"*Là où il y a suppressions d'emplois, la question de l'unité d'action des syndicats est immédiatement posée. Grève, manifestations à l'appel des syndicats, que des élus, des partis peuvent localement appuyer et auxquels ils peuvent appeler, appel qui est concentré sur l'annulation des suppressions d'emplois dans l'entreprise.*"

Surtout ne nous aventurons pas au-delà, restons sur un plan strictement économique et syndical !

"*Même si ce cas de figure s'inscrit dans un cadre plus général où la question politique de "l'interdiction des licenciements" se pose, nous ne confondons pas les deux.*

Les comités politiques pour la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements que nous cherchons à mettre sur pied, partout, le plus vite possible, agissent politiquement, peuvent sortir des communiqués de soutien aux actions engagées localement sur le plan de l'unité d'action syndicale, mais se gardent d'interférer — ce qui les engagerait sur le terrain de la confusion syndicalo-politico-sociétale dans laquelle les appareils et les partis politiques tentent de diluer le mouvement de classe."

Surtout ne mettons pas des bâtons dans les roues des dirigeants syndicaux, toujours au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au parti. Même "*l'interdiction des licenciements*", c'est finalement trop politique, c'est pour dire, cela pourrait donner d'affreuses idées aux travailleurs !

Bref, cette note interne du POI tout comme son journal, ne dépassent pas le niveau de la littérature syndicale.

Cela n'empêche qu'ils ont décidé d' "*avancer significativement sur la ligne des 10 000 cartes pour le 15 juin*", l'arlésienne, tandis que les abonnements à leur journal ont encore diminué. Plus le POI mobilise, moins il a d'adhérents et moins il vend de journaux, ne cherchez pas à comprendre vous perdriez votre temps.

S'agissant des élections européennes, quand le PT y a participé, c'était évidemment justifié, quand le POI n'y participe pas, ils le justifient avec les mêmes arguments en imaginant que leurs militants n'y verront que du feu, alors que les institutions de l'UE n'ont absolument pas changé depuis les précédentes élections européennes. Ils s'en prennent à Xavier Bertrand (UMP) pour qui "*Il s'agit là de convaincre les millions qui s'apprêtent à s'abstenir d'aller voter*", ce que faisait le PT quand il présentait des candidats à ces élections. Ne dites surtout pas que le POI pratique le double langage, vous serez traité de calomniateur, les faits camarades, rien que les faits.

Les jaunes.

Vous avez lu dans la causerie d'hier que le délégué syndical FO, M. Caparros, avait dit : "*Nous sommes déterminés car nous n'avons plus rien à perdre*", après avoir accepté le principe des licenciements en échange de meilleures conditions de départ. Depuis les choses se sont gâtés pour lui et ses collègues jaunes.

Voici un article intégral de LibéOrléans du 25 mars 2009 :

3M Pithiviers: libération du directeur sous les huées.

Luc Rousselet, le directeur industriel du groupe 3M santé séquestré par les salariés du site de Pithiviers, dans le Loiret, a été libéré ce mercredi tard dans la nuit. Direction et syndicats, placés sous la médiation du directeur départemental du travail, lui-même désigné par le sous-préfet de Pithiviers, sont arrivés à un «protocole d'accord préalable à la sortie de crise».

Les négociations doivent donc reprendre dès jeudi matin dans les locaux de la sous-préfecture. La libération du cadre industriel s'est faite sous les huées des grévistes qui semblaient accueillir cette nouvelle comme un recul, voire une trahison.

«Dans ce protocole, la direction de 3M s'engage à ce que les moyens soient significativement majorés afin de prendre en compte toutes les conséquences sociales du projet de restructuration et à permettre aux salariés concernés de se reclasser», ont déclaré les syndicats.

«Ça fait combien ça?», ont questionné des grévistes. «Nous avons l'accord de 3M d'apporter des moyens financiers pour répondre aux revendications», leur ont répondu les délégués syndicaux (CGC et FO). Aussitôt et après avoir compris que l'accord entraînait la libération du directeur, les salariés grévistes ont fait part de leur colère. « Mais ils sont où maintenant les moyens de pression?! ».

Dans les faits, les syndicats ont obtenu un accord de principe de leur direction permettant le déblocage du conflit et la libération du directeur. Les négociations vont donc reprendre. Pour aboutir à quel résultat pour les 110 salariés licenciés ? Le nouveau rapport de force le dira. «Il faut savoir reprendre des négociations», a commenté un délégué syndical, conscient que ses collègues mettront du temps à digérer cette déception d'étape."

Il faut savoir terminer une grève disait le traitre Maurice Thorez, c'est la seule chose que ces délégués jaunes ont retenu semble-t-il. Les salariés ont vécu l'attitude de leurs délégués syndicaux comme une "*trahison*", ils ont parfaitement raison, c'est une trahison !

Quand des syndicalistes ont été habitués à se soumettre au capitalisme, comment voulez-vous que du jour au lendemain ils comprennent qu'ils auraient dû mener leur combat pour en finir avec le capitalisme ? Ils démontrent ici que c'est impossible, nous sommes bien d'accord. Et le POI ou le NPA voudrait nous faire croire que demain lors de la révolution leur parti pourrait permettre au prolétariat de vaincre la bourgeoisie alors qu'ils sont composés en grande partie composé de tels syndicalistes réformistes ? Vous y avez cru ? Pas moi, pas un instant, les faits sont implacables décidément.

Pas un licenciement, point barre, ce n'est pas négociable !

Leur justice.

On a appris que depuis 2005 la police du ministre de l'Intérieur devenu président entre temps, s'acharne pour trouver un élément de preuve contre Julien Coupat qui croupit en prison depuis la mi-novembre, en vain, l'enquête de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière a été finalement classée sans suite. (LeMonde.fr 25.03)

Les prochaines charrettes annoncées.

France. La direction de la banque française Natixis projette de supprimer 166 postes supplémentaires en France, en plus des 1.250 suppressions déjà annoncées en 2008, et va consulter à partir de vendredi les syndicats à ce sujet, a indiqué mercredi à l'AFP une porte-parole de la banque. (AFP 25.03)

Canada. Le PDG de la Société Radio-Canada, Hubert T. Lacroix, a annoncé à ses employés l'élimination d'environ 800 postes à temps plein, soit 400 au réseau anglais, 335 au réseau français et 70 dans diverses autres composantes de la société. (AP 25.03)

USA. Le groupe informatique américain IBM est sur le point de supprimer dans le domaine des services quelque 5.000 emplois aux Etats-Unis sur 180.000 employés dans le monde dans ce secteur d'activité, dont beaucoup seront transférés en Inde, a affirmé mercredi le Wall Street Journal, citant des sources proches du dossier.

Le PDG d'IBM, Samuel Palmisano, avait indiqué début mars que le groupe, qui a dégagé en 2008 un bénéfice net en hausse de 18,4% à 12,3 milliards de dollars malgré des conditions de marché difficiles, allait se montrer "offensif" pour sortir de la crise. (AFP 26.03)

Crise. Quel soulagement !

Goldman Sachs évalue les pertes potentielles des banques de la zone euro à 922 milliards d'euros représentant 10,1% du PIB de la zone euro.

Sur ce total, 346 milliards ont déjà été reconnus, soit 3,8% du PIB. "Il ne faut pas sous-estimer les nouvelles à venir," a commenté Natacha Valla, économiste Europe chez Goldman Sachs. "Il y a encore une inconnue qui pèse sur l'ensemble des banques, c'est de mettre un prix sur les actifs toxiques. Tant qu'on n'aura pas de prix, on aura du mal à tracer une ligne finale." (La Tribune 25.03) A vos calculettes !

Quand le capitalisme se "***moralise***", suite.

Cheuvreux, filiale de courtage du Crédit agricole, s'apprête à distribuer 51 millions d'euros de bonus à ses dirigeants après avoir lancé un plan de restructuration prévoyant de supprimer 75 emplois afin d'économiser 32 millions d'euros en 2009, écrit mercredi Libération. (Reuters 25.03)

Ben oui, l'argent ne tombe pas du ciel et il ne pousse pas encore ! Prendre dans la poche des uns pour le mettre dans la sienne, normal, on n'est jamais mieux servi que par soi-même, c'est cela le capitalisme !

Allez, faites sauter la banque !

Salut !

Le 27 mars 2009

Vous êtes très nombreux à télécharger les textes des différentes tendances ou courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui peuvent s'exprimer à travers la tribune libre du site, c'est une bonne chose.

Dommage que tous ces camarades ne se regroupent pas pour mener le combat ensemble pour la construction du parti. C'est une question lancinante à laquelle il faudrait essayer de trouver une réponse. Tous nos efforts devraient oeuvrer pour y parvenir rapidement, personnellement je ne comprends pas pourquoi il existe un tel éparpillement de nos forces, de nos meilleurs militants. Avec toutes les questions que j'ai abordées dans le site depuis plusieurs années, je pensais que cela permettrait de déboucher sur quelque chose de concret, en vain. Cette situation intolérable perdure au grand dam de centaines de militants, peut-être beaucoup plus.

Si des désaccords importants existaient sur l'analyse de la situation, la crise du capitalisme devrait permettre de les réduire les choses s'éclaircissant.

Quant à l'obstacle que constituent les différentes caractérisations du PS, malgré tous les arguments et faits avancés qui indiquaient clairement que ce parti était étranger à la classe ouvrière, nous en sommes toujours au même point. On pourrait ajouter que par sa composition, le PS ne peut pas être une des composantes du mouvement ouvrier, il est lié à la petite et la grande bourgeoisie jusque dans la composition de ses adhérents et de sa direction, d'une certaine manière il occupe aujourd'hui la place qu'occupait autrefois le Parti radical que certains à l'époque voulaient faire passer pour un parti potentiellement allié du prolétariat. Trotsky leur répondra simplement qu'il est le représentant du capital, et qu'à partir de là il se situe de l'autre côté de la barricade. Et quand dans ses déclarations Sarkozy s'émeut de la situation de la classe ouvrière, il ne fait rien d'autre que M. Aubry ou un autre dirigeant du PS tout aussi hypocritement. Faut-il en déduire que l'UMP serait un parti ouvrier bourgeois ?

Toute adresse nationale à l'unité en direction du PS porte en germe une trahison. Ce qui m'étonne, c'est que les militants qui manient avec dextérité la dialectique ne l'emploient pas lorsqu'il s'agit du PS. Parce que ce parti continue d'attirer à lui une frange de la petite bourgeoisie et des intellectuels, comme le faisait à son époque le Parti radical, sous prétexte que la classe ouvrière aura besoin du soutien d'une partie de la petite-bourgeoisie et des intellectuels pour prendre le pouvoir, il faudrait se déterminer par rapport à ce parti, ce qui ne peut conduire qu'à la division de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Demandez-vous un instant à qui cela profite-t-il ? A la classe ouvrière ? Certainement pas. Aux militants qui entendent se regrouper pour construire un parti révolutionnaire ? Certainement pas. Le seul qui profite de cette situation, c'est notre ennemi de classe. Peut-être en est-il ainsi parce que la plupart des militants de ces formations politiques ne sont pas issus proprement dit de la classe ouvrière, la plupart sont des intellectuels ou n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ce qui expliquerait pourquoi ils sont incapables de rompre avec le PS, bien qu'ils prétendent le contraire.

Quelle est la base de toute théorie ? On ne peut pas définir le PS ou tout autre parti à partir d'exceptions, de déclarations, de militants égarés, de faits isolés, mais à partir de la politique qu'il a toujours conduite depuis le congrès d'Epinay en soutenant l'Etat bourgeois, et qui suffit à caractériser sa nature sociale de classe, en tout cas c'est ce que j'ai retenu du marxisme.

Que des adhérents du PS participent à titre individuel à des fronts uniques, personne n'y sera opposé évidemment, il ne faut pas être borné ou sectaire, cela n'est pas contradictoire avec notre caractérisation du PS, ce n'est pas non plus un compromis ou une entaille dans nos principes, c'est simplement tenir compte de la réalité de la lutte des classes telle qu'elle se déroule en majeure partie inconsciemment, sans orientation ou objectif précis. Sinon, il faudrait refuser à tous les travailleurs qui ne partagent pas notre programme de mener le combat avec nous, cette attitude serait condamnable évidemment.

Par contre nous sommes tous d'accord pour avancer sur le plan politique contrairement au POI et au NPA, pour poser la questio du pouvoir politique et de l'Etat, pour lier la question de la satisfaction des besoins et des aspirations des exploités à la nécessité de virer Sarkozy et son gouvernement, de liquider les institutions de la Ve République, pour former ensuite un gouvernement

ouvrier révolutionnaire composé des formations politiques et courants qui combattent pour le socialisme, en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses et les organismes politiques indépendants qu'elles auront créés. Cela pourrait constituer une base solide pour aller de l'avant selon moi. Qu'en pensez-vous ?

Il suffirait que les choses avancent concrètement et sérieusement pour qu'une dynamique s'enclenche. Il ne manque que le déclic !

Tous ces camarades (la liste figure dans le texte *Adresse à l'avant-garde* de février 2009.)sont demeurés apparemment sur des bases marxistes, donc il n'y a aucune raison à ce qu'on ne finisse pas par s'entendre, personnellement avec mes faibles moyens, j'y suis prêt immédiatement.

Economie

Une occasion qui pourrait durer deux ou trois ans. Bonne nouvelle, non ?

M. Strauss-Kahn (PS) prévoit un retour à la croissance mondiale à partir "*du 1er semestre 2010*", à condition de mettre en place "*les bonnes politiques*" et notamment d'assainir le système bancaire.

Mais "*si la sortie de crise, c'est rattraper ce qu'on est en train de perdre alors ce sera plutôt deux ou trois ans*", a-t-il averti. (AFP 26.03)

Et si ce que vous étiez en train de perdre (de détruire) ne suffisait pas ? La crise s'installerait durablement, elle deviendrait permanente (ouverte au lieu d'être rampante). Jusqu'où et quand ? C'est la classe ouvrière qui détient la réponse.

Le PS au chevet du capitalisme.

Lors de l'émission "A Vous de juger" sur France 2, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, s'est posé jeudi soir en pédagogue de la crise, et a prôné les valeurs socialistes, estimant que c'est "*une victoire idéologique de la social-démocratie qui est en train de se passer aujourd'hui*", idéologie qui a pour objectif d'assurer la pérennité du capitalisme depuis un siècle.

PS et UMP : du même côté de la barricade.

Devant une question insistante sur l'opportunité du bouclier fiscal en France, M. Strauss-Kahn réplique : "*Vous avez raison d'essayer, vous n'y arriverez pas!*", à lui faire dire qu'il serait contre puisqu'il soutient cette mesure prise par Sarkozy.

Quelle crise du capitalisme ?

En revanche, le patron du FMI a revendiqué son identité socialiste "*évidemment, comme avant*". Et d'ailleurs, selon lui, "*c'est une crise des valeurs dans laquelle on est*", "*une crise de l'avidité*", "*une crise de la dérégulation*", mais surtout pas une crise du capitalisme.

La seule raison d'être du PS : un combat idéologique permanent contre le socialisme scientifique de Marx et Engels, au nom du socialisme bien sûr.

Les "***valeurs de solidarité***" du capitalisme.

Il faut "*retrouver des valeurs de solidarité, des valeurs social-démocrates, des valeurs socialistes. C'est une victoire idéologique de la social démocratie qui est en train de se passer aujourd'hui*", a-t-il commenté.

51 millions de chômeurs de plus dans le monde, 45% des travailleurs dans le monde vivent en dessous du seuil de pauvreté, sans doute la base de son "*modèle de développement différent*" !

"*On ne sortira pas de la crise pour revenir à ce qu'il y avait avant*". "*Il y a tout un modèle de développement différent qui est en train d'émerger, plus environnemental, plus soucieux du cadre de vie, plus moral, refusant tout ce qui tourne autour de l'argent-roi*". "*Dans une certaine mesure, c'est pourquoi je lutte depuis 40 ans*", a-t-il martelé. (AFP 26.03)

Plus moral, les stock-options par exemple "*quand tout va mal, ça ne peut pas aller mal seulement pour les uns et pas aller mal pour les autres*", donc quand tout va bien les rémunérations mirobolantes des patrons sont normales, CQFD.

Il est vrai que la situation des malheureux patrons et actionnaires qui ont perçu des millions d'euros depuis des années, doit être mise sur le même plan que celle des travailleurs qui se retrouvent à la rue après avoir perçu un salaire de misère pendant la même période. C'est cela le "*socialisme*" version PS, leurs "*valeurs de solidarité*".

Le PIB des Etats-Unis s'est contracté de 6,3%.

Le Produit intérieur brut aux Etats-Unis s'est contracté de 6,3% en rythme annuel au dernier trimestre 2008, selon la dernière estimation communiquée jeudi par le Département américain au Commerce. Il s'agit du plus mauvais résultat en un quart de siècle. (AP 26.03)

Politique.

Déclaration du Comité exécutif du NPA du 23 mars, extraits.

"*François Fillon a affiché la détermination du pouvoir en place de ne pas modifier sa politique économique.*

C'est une insulte à celles et ceux qui sont descendus dans la rue, une provocation vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses qui subissent le coût des licenciements et de la vie chère. La rue, tant méprisée par le pouvoir, doit relever le défi posé par Sarkozy, le défi de l'épreuve de force.

(...) Ensemble nous pouvons obtenir 300 euros nets pour tous, l'interdiction des licenciements et l'arrêt de la suppression des postes dans la fonction publique, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité."

Il fallait préciser que Fillon était parfaitement dans son rôle puisqu'il est le représentant du capital, ne pas le dire cela revient à laisser penser qu'il pourrait être autre chose, par exemple, aussi celui du travail comme ne cesse de le répéter Sarkozy. Au lieu de couper court à toute illusion dans le pouvoir en place et de l'isoler davantage de la population.

Dire qu'il a "*insulté*" les travailleurs, c'est aussi laisser penser que le reste du temps ils les respecteraient, alors que les intérêts antagoniques qui existent entre les classes sont permanents.

Comment pourrait-on poser autrement la question de l'interdiction des licenciements ?

Quant à l'interdiction des licenciements, sans renverser au préalable le régime, c'est impossible, ne pas le dire encore une fois, ne peut qu'alimenter des illusions dans ce régime. Donc finalement, on aboutit à un objectif inverse de celui que l'on s'était fixé.

Quand Fillon explique que les licenciements sont structurellement nécessaires aux entreprises dans certains cas, il est parfaitement dans son rôle de représentant du capitalisme, pas de quoi s'en émouvoir.

Par contre, que vaut vraiment l'argument selon lequel il faudrait interdire les licenciements ? Intention généreuse, mais regardons-y une nouvelle fois de plus près.

Tout d'abord, tous les travailleurs ne sont pas logés à la même enseigne face à la menace de licenciement. Dans certaines boîtes, les patrons peuvent licencier une partie du personnel sans pour autant envisager une cessation de leurs activités.

Ensuite, imaginez un travailleur face à un militant du PS-UMP-Nouveau Centre-Modem, qui soutient qu'il faut interdire les licenciements. Son interlocuteur aura le beau rôle en lui demandant s'il faut les interdire lorsque la survie de l'entreprise dépend de l'allègement de sa masse salariale, car ce cas de figure existe aussi, le nier serait stupide, sans pour autant accepter cet argument évidemment, je vais y venir.

Les travailleurs qui ne sont pas directement concernés croisent les doigts pour ne pas connaître cette situation. Quant à leurs collègues qui ont eu moins de chance qu'eux, ils y pensent, mais sans pour autant se mobiliser pour les soutenir, ils sont plus d'un à se dire à voix basse qu'il valait mieux encore que cela arrivent aux autres qu'à eux, là encore, le nier ce serait se faire des illusions sur l'état d'esprit des masses.

Pour les travailleurs dont les secteurs d'activité ont été moins affectés par la crise (ce qui touche aux produits de consommation courante pratiquement indispensables) que d'autres ainsi que les fonctionnaires, ils abordent cette question avec une certaine distance, de l'extérieur, ils ne se sentent pas vraiment concernés, le nier reviendrait à leur prêter une conscience de classe qu'ils n'ont pas.

Bref, l'interdiction des licenciements peut facilement passer pour une revendication farfelue qui ne concerne pas l'ensemble des travailleurs. Pourquoi ? Parce que personne ne voit comment cette mesure pourrait s'appliquer et qui pourrait la mettre en oeuvre. Par contre, si on allait au bout de l'analyse qui conduit à la remise en cause du capitalisme, les choses se présenteraient sous un jour nettement plus avantageux, autrement dit, si on y ajoutait son volet politique indispensable pour éviter que cette proposition puisse être contestée au sein même de la classe ouvrière. Laissons de côté ici le fait qu'il faut lui adjoindre

la question des salaires.

En proposant d'interdire les licenciements, c'est le système capitaliste tout entier que nous remettons en cause. Personne n'a jamais obligé quiconque à devenir patron d'une entreprise, qu'elle comporte 3 ou 3000 salariés ne change rien, par contre nous sommes bien obligés de travailler pour survivre. Donc la seule responsabilité pèse sur les épaules de celui qui a décidé de devenir patron, en aucun cas la responsabilité d'un travailleur ne pourrait être engagée dans cette affaire, à chacun ses responsabilités.

Mais qu'est-ce qu'un licenciement ? C'est le droit que s'arroge tout à fait légalement les patrons de vous priver de votre travail du jour au lendemain qui constitue votre seul gagne-pain pour vivre et faire vivre votre famille. Donc la Constitution de la Ve République autorise la création d'entreprises privées, l'embauche par des patrons de travailleurs qui seront exploités temps que les affaires iront bien, et lorsque les affaires iront mal ou sous n'importe quel prétexte ou presque, ils pourront les jeter à la rue sans se préoccuper de ce qu'ils deviendront.

Question : Comment peut-on accepter de vivre plus longtemps dans une telle société aussi injuste où les uns, les patrons, ont littéralement un droit de vie ou de mort sur leurs salariés, alors que ceux-ci n'en ont aucun, en dehors d'aller pointer au chômage ? L'origine des actes de violence qui remplissent les colonnes des faits divers dans les journaux n'est pas à chercher ailleurs.

Le capitalisme et les patrons poursuivent un seul objectif : faire du profit et s'enrichir dans n'importe quelle condition. Leurs intérêts sont étrangers à la satisfaction des besoins de la population. Leurs profits ne sont rien d'autre qu'une partie de notre force de travail qu'ils nous volent le plus légalement du monde. Maintenant, pour résoudre l'ensemble des problèmes que nous rencontrons au quotidien, c'est cette situation qu'il faut changer, il faut changer les bases économiques de la société et produire uniquement en fonction des besoins de la population et non plus en fonction de la soif d'enrichissement d'une infime minorité d'exploiteurs. En planifiant la production en fonction des besoins de la population, on mettra fin à l'anarchie qui règne dans la production, on évitera l'énorme gaspillage auquel on assiste quotidiennement, on tiendra compte des impératifs que nous impose la nature, et finalement on pourra entrevoir la fin des rapports sociaux basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité... C'est cela le socialisme.

En plus bref, avant d'en arriver là, il faut procéder par ordre : il faut interdire les licenciements, mais pour interdire les licenciements, il faut qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire détienne le pouvoir, car seul ce gouvernement mettra en oeuvre une telle mesure, constatant qu'il y a au pouvoir un président, un gouvernement et des institutions qui sont contre une telle mesure, il faut s'organiser dans la perspective de les renverser, il faut construire le parti qui une fois au pouvoir appliquera immédiatement cette mesure et avancera sur la voie du socialisme...

Ainsi on relie la question de l'interdiction des licenciements, du combat contre le capitalisme, à la question politique du pouvoir, des institutions, sans abandonner en cours de route notre priorité du moment : construire le parti. Qui plus est, on construit le parti sur un axe politique correct en commençant à préciser son rôle avant, pendant et après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui présente l'avantage de répondre à la quasi totalité des questions que peuvent se poser travailleurs et militants. Vous avez mieux à proposer camarades ? On attend avec impatience vos suggestions.

L'ordre républicain qui se confond avec la dictature du capital doit être respecté.

Fillon a reçu jeudi à Matignon cinquante policiers et gendarmes récemment intervenus dans des violences urbaines en banlieue, en Martinique et en Guadeloupe assurant que partout la sécurité doit s'appliquer "*sans exceptions et sans concessions*". (AFP 26.03)

La sécurité appliquée à la défense de la propriété privée des moyens de production, au respect des lois favorables au règne du capitalisme imposé par la république démocratique bourgeoise.

Interrogé par la presse sur la concomitance entre la crise économique et le retour du thème de l'insécurité, le chef du gouvernement a répondu sur un ton très agacé que "*le fait même que vous posiez la question de cette façon montre qu'il y a un problème culturel dans ce pays*".

Non, ce n'est pas un problème culturel, c'est la lutte des classes, à la violence de l'Etat répond la violence des exploités sous des formes diverses.

Mais dans son discours le chef du gouvernement avait différemment argumenté: "*l'Histoire le démontre, toute période de crise économique (...) génère dans les sociétés des tensions et des crispations*" et "*certains sont parfois même tentés d'alimenter la haine et la division nationale*".

Il a raison, la crise du capitalisme alimente la haine (légitime) des exploités envers les exploiteurs et leurs représentants, et elle rappelle ou enseigne à chacun que la société est bien divisée en classes sociales aux intérêts irrémédiablement inconciliables.

La crise nourrit la conscience de classe du prolétariat et l'on s'en réjouit. Mais la classe ouvrière ne peut pas trouver seule une issue politique à cette crise, il lui faut un parti qui exprime consciemment l'origine et le déroulement de cette crise pour lui ouvrir la voie, et ce parti n'existe pas encore actuellement.

Les nouvelles charrettes annoncées.

Heidelberg Druck, spécialisé dans la construction de machines à imprimer, annonce son intention de supprimer 3.500 emplois cette année. (Reuters 26.03)

Le moteur de recherches Internet Google a annoncé jeudi qu'il supprimerait 200 emplois cette année, en raison de la récession économique mondiale, sur 20.200 employés. (AP 26.03)

Le New York Times et le Washington Post ont annoncé jeudi de nouvelles suppressions de postes, diminutions de salaires ou plans de départ volontaires destinés à réduire leurs coûts. Les postes supprimés représentent 5% des 2.000 employés du New York Times, qui doit faire à une baisse de ses recettes publicitaires. (AP 26.03)

Salut !

Le 28 mars 2009

C'est le week-end, alors on se détend un peu.

A partir de la semaine prochaine l'activité du site sera réduite, je ne sais pas encore dans quelle proportion. Mon épouse Magueswary que je n'ai pas vue depuis plus d'un an arrivera mercredi matin en Inde. Nous devrons entreprendre immédiatement des démarches auprès de l'administration indienne (une des plus corrompues du monde, cela promet !) afin d'obtenir le document que nous réclame la personne qui veut acheter notre maison.

Quand nous avons acheté ce petit terrain sur lequel il y avait une maison à moitié en ruine, le village nous a dit que ce terrain lui appartenait, alors qu'en réalité les trois quarts appartenaient à l'Etat. Nous avons bien fait enregistrer officiellement la vente en 2004 donc nous pouvons revendre la maison, le problème n'est pas là, mais sans ce foutu papier supplémentaire, un relevé du cadastre en fait, notre acheteur hésite à l'acheter. J'ai découvert ce problème il y a moins de deux mois.

Nous devons faire face à un autre problème, le village nous réclame 1,5 million de roupies si l'on vend notre maison, c'est du racket ni plus ni moins. Comme nous n'avons pas l'intention de leur verser une seule roupie, nous allons déposer plainte contre le panchayat du village. Je vis cette situation depuis plus d'un mois, je vous passe les menaces, etc., j'ai déjà averti les autorités pour me couvrir.

J'ai évidemment rompu toutes relations avec ces voyoux, nous ignorions que c'était un des villages de pécheurs les plus pourris de toute la côte, ils ont été jusqu'à construire un mur dans le prolongement de la digue sud pour ne plus avoir de relations avec le village mitoyen, le seul exemple de ce genre à ma connaissance.

Nous ignorions que ce village situé à 4 kms de Pondichéry avait une triste réputation : trafic de drogue, prostitution d'adultes (hommes et femmes) - je ne l'ai appris que la semaine dernière, vol en tous genres, agressions (et meurtres) sur des étrangers ou entre eux, pédophilie, etc., bref la totale ! Heureusement qu'ils ne sont pas trop nombreux et divisés. Ils ne bossent pour ainsi dire plus jamais depuis le tsunami qui leur a permis de s'enrichir. Ils ont désormais deux maisons dont une qu'ils louent à des Indiens ou des étrangers, ils ont revendu les 18 bateaux (avec les moteurs) qu'ils avaient reçus après le tsunami, ce qui leur a permis d'acheter moto, téléphone portable, etc. Ils ont loué cher leurs anciennes maisons pourries, les étrangers les ont remises à neuf, ils ont installé l'eau et un réservoir, ils ont contruit salle de bain et WC, avant d'être emmerdés ou menacés à leur tour au bout d'un an environ pour qu'ils dégagent.

Rien qu'avec les loyers qu'ils touchent, ils gagnent plus que lorsqu'ils péchaient, alors gagner par la fièvre de la consommation, il leur faut trouver d'autres moyens pour se faire encore plus de fric, c'est la raison de leur racket. Ils sont très très mal tombés avec moi et ils ont eu le temps de me connaître en 9 ans, cela ne les empêche pas de tenter le coup.

Pour dire à quel point ces ordures ne reculent devant rien, il y a deux ans environ, ils ont accusé un vieil Allemand homosexuel d'être pédophile alors que c'était totalement faux, il a été expulsé d'Inde, et quand il a demandé un nouveau visa les autorités indiennes lui ont refusé, du coup il s'est suicidé. La personne qui l'a dénoncé au bureau de l'immigration n'était personne d'autre que l'Indien qui lui avait loué sa maison, l'Allemand l'avait remise à neuf, en plus il avait versé une caution correspondant à un an de loyer, la maison était pleine d'antiquités, ce salopard à tout conservé et rien envoyé à sa famille

en Allemagne, et il loue dorénavant sa maison meublée deux fois plus cher au banquier belge. Ce salopard je le connais très bien, c'est mon ancien élève (28 ans) de l'Alliance française qui m'avait présenté le premier le terrain que j'ai acheté ! Il fait partie du groupe qui me rackette aujourd'hui, alors que je lui ai donné deux heures de cours de français gratuits par semaine pendant plus de trois ans avant qu'il ne décroche son premier boulot. Je ne m'attendais pas à mieux de sa part, je n'avais aucune illusion, pas plus qu'en politique.

Ce qui les emmerde, c'est qu'ils n'ont aucune emprise sur moi, on ne peut absolument rien me reprocher et les autorités me connaissent bien. Ils craignent par dessus tout les autorités et la prison de Cuddalore, où 10 d'entre eux avaient été incarcérés pendant trois semaines en 2006 pour avoir incendié une cabane dans le village voisin, d'où le mur entre les deux villages, on avait même eu le droit à l'armée dans le village pendant une semaine le temps que la tension redescende, c'est pour dire que je ne vous raconte pas de blagues.

Comme dirait l'autre, il faut affronter la réalité telle qu'elle est et se défendre avec les moyens légaux qui existent, ce n'est pas moi qui vais changer ces gens-là, j'ai toujours été très correct avec eux tout en sachant à qui j'avais à faire, je compte bien faire respecter mes droits comme n'importe quel citoyen ni plus ni moins.

Ce que je crains le plus, c'est que cette situation n'agisse sur l'état de santé de mon épouse toujours un peu faible. Soyons optimiste et espérons que nous pourrons quitter ce village le plus tôt possible. Pour la suite, nous n'avons rien de prévu, nous allons louer une maison sur le territoire de Pondichéry, l'Etat du Tamil Nadu c'est terminé pour nous. Mon épouse ne reste que trois mois. Mon plan est de verser sur un compte rémunéré l'argent de la vente de la maison pour pouvoir vivre sur les intérêts que cela nous rapportera une fois déduit le prix de ses deux billets d'avion annuels, car ce n'est pas avec les 656 euros qu'elle perçoit en France en tant qu'handicapée qu'elle pourra économiser le prix des billets d'avion, on devra tout compter et recompter pour continuer à vivre à peu près normalement, en attendant qu'un jour je puisse retourner en France, lorsque mes animaux seront morts par exemple. J'ai passé ma vie à déménager et à changer de boulot, à 54 ans cela continue !

Cette expérience n'aura pas été inutile, désormais lorsque je regarde un reportage ou un documentaire à la télé sur un pays en particulier, j'écoute et je regarde attentivement chaque image pour découvrir les contrevérités qu'il contient ou ce qu'ils ont omis de dire, c'est stupéfiant à quel point ils peuvent présenter les choses d'une manière déformée, ce qui est normal puisque les différents intervenants ne sont pas capables d'interpréter le monde autrement qu'à travers l'idéologie bourgeoise. On interprète le plus souvent les choses telles qu'on voudrait qu'elles soient à notre insu, y être attentif en permanence est un excellent exercice pour apprendre à mieux connaître le monde dans lequel nous vivons, et pour apprendre à mieux se connaître aussi et nous corriger si nécessaire.

Bon week-end à tous.

Les infos du jour.

La coordination nationale des universités ainsi qu'une intersyndicale (FSU, CGT, Solidaires, FO, Sauvons l'université, Sauvons la recherche et l'Unef) appellent à une nouvelle journée de manifestations jeudi 2 avril.

Une punition adoucit par une prime ?

On a appris que les profs affectés dans l'un des 19 collèges concernés (Pierrefitte, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse) à la rentrée prochaine percevront donc une aide au logement de 6000 euros sur trois ans. A deux conditions : habiter sur place et s'engager à rester dans l'établissement au moins trois ans.

«L'idée est de limiter le turn over des équipes enseignantes, de l'ordre de 40% chaque année. Cette aide a été pensée dans ce sens, c'est un pari que nous faisons», explique le rectorat de Créteil. (Libération.fr 27.03)

Il faut dire qu'il faut avoir les nerfs particulièrement solides pour tenir le coup dans ces établissements où les profs sont confrontés à des problèmes graves de disciplines et de violences tout au long de l'année scolaire. Les représentants du capitalisme estiment que tout peut se monnayer, alors que ce n'est pas le cas.

Quant aux professeurs qui s'installent ou déménagent, 50.000 en moyenne sont concernées par les mutations et les arrivées dans le métier chaque année, ils pourront dès septembre bénéficier d'un prêt à taux zéro, a indiqué vendredi le ministère de l'Éducation dans un communiqué, confirmant une information d'Aujourd'hui en France/Le Parisien. (LePoint.fr 27.03)

Economie.

A quoi sert l'Etat aujourd'hui ?

Pardi, à favoriser et aider le capitalisme à se restructurer en vue de son prochain développement, développement qui ne rime

pas forcément avec progrès, ne pas confondre les deux.

Un extrait d'une dépêche Reuters d'hier précise que :

"Dans l'ensemble, les fusions et acquisitions réalisées avec le soutien de l'Etat (aux USA) ont plus que triplé au premier trimestre pour atteindre 130 milliards de dollars, en raison notamment des sauvetages de banques.

Selon les données collectées par Reuters, les opérations réalisées par le gouvernement ou par des entreprises soutenues par l'Etat ont dopé un marché des M&A (transactions de fusions-acquisitions) déprimé et représenté 30% de l'activité du secteur."

Crise : visibilité toujours réduite.

"Selon des banquiers, l'environnement devrait rester difficile jusqu'à ce que le marché du crédit se détende, que les bourses se stabilisent et que les perspectives s'améliorent, permettant aux acquéreurs d'avoir une meilleure visibilité sur les résultats." (Reuters 27.03)

Le PIB se contracte.

En France, le PIB s'est contracté de 1,1% au quatrième trimestre 2008, selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'Insee.

Pour le premier trimestre en cours, l'Insee prévoit une baisse encore plus forte, de 1,5%, du PIB, avant une nouvelle décroissance de 0,6% attendue au deuxième trimestre.

La croissance de l'ensemble de 2008 est confirmée à +0,7%, après +2,1% en 2007. (Reuters 27.03)

En Grande-Bretagne, la contraction du PIB ressort à 1,6%, son rythme le plus élevé depuis 1980.

En rythme annuel, la richesse produite a diminué de 2%, du jamais vu depuis 1991.

Sur l'ensemble de 2008, le PIB britannique a augmenté de 0,7% seulement, contre une hausse de 3% en 2007. (Reuters 27.03)

La dernière charrette annoncée.

Le groupe Rossignol, qui emploie 1.500 personnes dans le monde, a annoncé vendredi la réduction de ses effectifs « de l'ordre de 30% » entraînant « environ 450 » suppressions d'emploi, dont 275 en France. (Libération.fr 27.03)

Politique.

Obama sur les traces de Bush.

Pour justifier l'envoie de 4.000 soldats supplémentaires en Afghanistan, Obama a dit hier que les services de renseignement américains "préviennent qu'Al Qaïda prépare activement des attaques en territoire américain de son sanctuaire pakistanais", avec l'aide de la CIA et du Pentagone sans doute...

Les combattants djihadistes des zones tribales frontalières de l'Afghanistan sont un cancer "qui risque de tuer le Pakistan de l'intérieur", "Pour le peuple américain, cette frontière est devenue le lieu le plus dangereux au monde", a affirmé Obama. (Reuters 28.03)

Nous, nous ne reconnaissons qu'un seul cas de "cancer" dans le monde : le capitalisme qui est responsable de toutes les guerres et souffrances des peuples.

Armées impérialistes d'occupation : dehors !

Environnement.

Les eaux de la Red River atteignaient vendredi 12,3 mètres de haut, soit plus de 7 mètres au-dessus de la cote d'alerte et un mètre de plus que le précédent record, vieux de 112 ans.

Cette rivière, dont le lit mesure d'habitude 30 mètres, débordait vendredi sur plus de 900 mètres et de nouvelles précipitations sont attendues ce week-end.

La plaine du Dakota du Nord s'est transformée en un gigantesque "étang à poissons et ne peut plus absorber ni pluie, ni neige", a estimé Patrick Slattery du Centre national de la météorologie. (AFP 28.03)

Le 29 mars 2009

J'archive le plus vite possible les causeries précédentes pour alléger la page d'accueil. Au mois de mars ces causeries ont été quasi quotidienne.

Economie.

Grande-Bretagne.

Le gouvernement britannique a annoncé samedi qu'une nouvelle institution financière écossaise, la société de crédit immobilier Dunfermline Building Society (DBS), était sur le point de s'effondrer, mais a exclu de la racheter.

La Dunfermline Building Society affirme être la première société de crédit immobilier d'Ecosse. Elle emploie 500 personnes dans 34 branches. La société de crédit immobilier devrait donc être démantelée et vendue. (AP 29.03)

Relancer "***la pompe***" à consommer américaine.

Le vice-président américain Joe Biden samedi lors du sommet de chefs d'Etats et de gouvernements "progressistes" au Chili : les Etats-Unis représentant 25 % du PIB mondial, "*si nous ne relançons pas la pompe, on aura tous des problèmes*", a-t-il dit. (AFP 28.03)

Vous percevez là le moindre changement de perspective politique de la part de l'impérialisme américain par rapport à avant 2007 ?

Comme des camarades l'avaient très bien expliqué dans un texte, ce n'est pas trop la consommation leur problème que de pouvoir garantir aux investisseurs qu'ils empocheront à nouveau suffisamment de profits, pour y parvenir ils devront affronter la classe ouvrière.

La Bourse ou la vie, une semaine à Wall Street.

Lundi, l'indice Dow Jones +6,84% et le Nasdaq +6,76%.

Mardi, l'indice Dow Jones a cédé 1,49% et le Nasdaq a reculé de son côté de 2,41%.

Mercredi, l'indice Dow Jones a gagné 1,17% et le Nasdaq a avancé de son côté de 0,82%.

Jeudi, l'indice Dow Jones a gagné 2,25% et le Nasdaq a bondi de 3,8%.

Vendredi, le Dow Jones a clôturé en baisse de 1,87% et le Nasdaq a reculé de 2,63%.

Au final, les indices américains enregistrent tout de même un rebond de plus de 6% cette semaine. Pourquoi et comment ? Un morceau de réponse.

Johnson Controls va ainsi notamment supprimer des emplois (sans donner de chiffres) et fermer une dizaine d'usines.

Amazon.com va fermer trois centres de distribution dans trois états américains. 210 employés vont ainsi subir ces fermetures.

Estee Lauder (produits de soins et beauté) avait annoncé le mois dernier son intention de licencier 2.000 de ses employés, soit 6% de ses effectifs.

Tyson Foods (groupe alimentaire, producteur de viandes) annonce son intention de fermer son site de Ponca City dans l'Oklahoma. 580 postes sont ainsi concernés par cette fermeture.

Le Wall Street Journal explique que General Motor, qui a annoncé hier un accord prévoyant 7.600 départs volontaires, tenterait d'atteindre les 10.000 suppressions d'emplois d'ici octobre. (bourse.com 27.03)

Politique.

Hongrie.

Après avoir démissionné de son poste de Premier ministre hongrois la semaine dernière, Ferenc Gyurcsany a annoncé samedi qu'il quittait ses fonctions de président du Parti socialiste au pouvoir, plongeant un peu plus son pays dans la crise politique. (AFP 28.03)

Pourquoi si peu de manifestants contre le G20 ?

La marche organisée samedi à Londres avant le sommet du G20 jeudi a attiré 35.000 personnes, selon Scotland Yard, "entre 12.000 et 15.000 personnes" selon la police.

En Allemagne, les rassemblements à Berlin et Francfort ont attiré environ 25.000 personnes, selon la police, 55.000 selon les organisateurs. A Vienne, au moins 6.500 protestataires, selon la police, ont défilé à l'appel d'altermondialistes et de syndicats.

Environ 6.000 personnes ont manifesté à Rome, selon les syndicats organisateurs, contre la réunion des ministres du Travail du G8, qui aura lieu à partir de dimanche dans la capitale italienne.

Dans le centre de Paris, plusieurs centaines de personnes, 400 selon la police et 700 selon les organisateurs, ont participé à un défilé et un rassemblement. (AFP 28.03)

La manifestation parisienne qui est une fois de plus la plus lamentable en Europe après celles toute aussi misérables contre la guerre en Irak ou Afghanistan, était organisée par les altermondialistes et quelques associations.

En France, les associations manifestent d'un côté, les syndicats du leur, et les partis politiques dans leur coin. On constera une nouvelle fois que les actes ne correspondent pas aux paroles, et que la volonté affichée des dirigeants de mobiliser et de réaliser l'unité correspond davantage à des intérêts d'appareil plutôt qu'à un objectif politique.

Rien n'interdisait aux syndicats et aux partis de participer à la manifestation parisienne comme cela a été le cas en Grande-Bretagne par exemple, sur leurs propres mots d'ordre évidemment. Entretenir ainsi le cloisonnement du mouvement ouvrier est sans aucun doute encore le meilleur moyen de soutenir le capitalisme.

Après l'évacuation violente du rectorat d'Orléans.

Réactions de plusieurs internautes.

Un d'entre eux condamne la violence policière "et pourtant je ne suis pas qql'un de gauche. Et ce n'est pas fini!!"

"L'expérience d'autres mouvements et manifs du passé m'ont laissé développer une certaine confiance (toute relative quand même !) dans les forces de l'ordre orléanaises.... Quelle naiveté ! Quelle erreur ! Mais je pense aussi que ce n'est qu'un début. On sait bien que quand qn (y compris un état) manque d'arguments, il cogne pour se montrer le plus fort."

"après les évacuations du CNRS à Paris, de la Sorbonne, de la fac de Strasbourg, puis le rectorat d'Orléans, on ne peu que comprendre le message du gouvernement : cassez vous pauv'con !"

"L'état jouerait-il le pourrissement doublé d'une radicalisation, excuse indispensable à une bonne vielle répression ?" (http://www.libeorleans.fr/libe/2009/03/universit-lvacu.html)

L'Etat n'est qu'un appareil répressif au service du capitalisme, la population est en train d'en prendre conscience.

Une question les hante désormais.

La Tribune évoquait cette semaine le risque de "jacqueries" du nom de ces émeutes populaires qui avait secoué le Moyen-Âge. Et de poser une question à ses lecteurs qui appartiennent aux classes dominantes : "Estimez-vous que les tensions sociales actuelles peuvent éclater en révolte ?" (La Tribune 27.03)

Sans doute mon seigneur, une révolution prolétarienne et socialiste !

Sommet de l'Otan des 3 et 4 avril à Strasbourg. Leur ordre : la barbarie.

Au total 63 unités mobiles (compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile), soit 4.400 hommes, seront chargées du maintien de l'ordre pour ce sommet où 26 chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus, ainsi que 30.000 à 60.000 manifestants réunis pour un contre-sommet. (AFP 28.03)

A trop tirer sur la corde, elle finit par céder.

Si le pouvoir en avait les moyens il décrèterait la grève illégale, comme peuvent l'être les occupations d'entreprises publiques ou privées ou d'universités.

Sur quoi repose cette notion de légalité ? Sur un rapport de force entre les classes. Face à la lutte de classe du prolétariat qui a imposé la légalisation des syndicats et des partis, la bourgeoisie a dû reconnaître le droit de grève, mais elle n'a jamais pu aller au-delà, car aller au-delà aurait signifié reconnaître la possibilité pour la classe ouvrière de remettre en cause le sacro-saint capitalisme, ce qui était évidemment impensable. Or l'occupation d'une usine ne remet pas seulement en cause la production et le profit du capitaliste, elle remet en cause le droit et le pouvoir de son propriétaire d'en faire ce qu'il veut, de licencier qui il veut quand il veut. L'occupation porte en germe la remise en cause des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, dans la mesure où ce n'est plus le patron qui est le maître des lieux mais les travailleurs. Quelque part, l'occupation est donc une mesure révolutionnaire, inacceptable pour tous les gouvernements bourgeois.

L'occupation d'entreprises est illégale à partir du moment où l'on part du principe que l'exploitation est légale, que la propriété privée est légale, que le fait que certains possèdent les moyens de production et que la multitude ne possède que ses bras ou sa tête à vendre pour survivre est légal.

Mais dès que l'on remet en cause le système capitalisme qui repose sur cette injustice, cette inégalité, ce vol de notre force de travail, l'occupation devient un droit qui s'inscrit dans la perspective du combat politique pour notre émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En temps normal, ce qui est définit comme légal et que la minorité impose à la majorité, n'est pas contesté par les masses, par contre, en période de crise du capitalisme, lorsqu'un nouveau développement de la lutte des classes se met en marche, les masses sont portées à remettre en cause ce qu'on leur imposait hier au titre de la légalité. Il faut donc les aider à prendre conscience de ce processus qui se déroule en grande partie inconsciemment.

Les masses découvrent soudain que leurs droits sont en réalité réduits à rien ou presque, que la démocratie dont on leur chante les louanges à longueur de temps n'était réservée qu'aux riches, que ce qu'elles considéraient hier comme légal ne l'était pas en fait, et que pour aller de l'avant dans leur mobilisation contre le régime, il va leur falloir enfreindre la légalité, avant de pouvoir la briser en prenant le pouvoir. Elles ne peuvent pas aller plus loin sans comprendre dans quel processus elles se sont engagés, et les questions politiques qu'il soustend et auxquelles elles doivent répondre.

Dès lors les choses se présentent très simplement : qui décide dans ce pays ce qui est légal ou non ? Qui a le pouvoir de briser les piquets de grève et de faire évacuer par la force les usines ou les universités occupées ? Qui défend les privilèges des patrons, la propriété privée des moyens de production ? La constitution et les institutions de la Ve République.

D'autres questions se posent aux masses, par exemple le rapport entre légalité et légitimité.

Nos revendications sont légitimes, mais les moyens auxquels nous avons recours pour les faire aboutir ne sont pas forcément légaux et devront l'être de moins en moins au fur et à mesure que la mobilisation des masses remettra en cause le régime. Selon le niveau de conscience politique des masses, elles renonceront à employer des moyens illégaux ou elles décideront de passer outre, ce qui revient dans ce dernier cas à remettre en cause au passage le capitalisme, mais aussi la constitution qui délimite précisément les droits de chaque classe sociale. Donc, dès lors que l'on s'oppose à la légalité d'une mesure, aux rapports entre les classes en vigueur, ce n'est pas seulement aux patrons que l'on s'en prend, mais à l'Etat à qui l'on conteste le droit de décider ce qui est légal ou non à notre place. Finalement, en étant parti d'une simple revendication économique ou social, on a aboutit sur le terrain politique, d'où la nécessité de lier le combat des syndicats et des partis qui devrait être orienté dans la même direction.

Ce que craignent par dessus tout le Medef et le gouvernement, c'est qu'à force de remettre en cause la légalité du capitalisme à travers les occupations d'entreprises, la séquestration de patrons, etc., la classe ouvrière fasse le lien avec le régime et qu'elle soit tentée de le renverser.

Faire l'inventaire de ce qui est légal ou non sur le plan de la lutte des classes, expliquer aux travailleurs sur quoi repose cette légalité, quelle en est l'origine, pour les aider à se faire à l'idée qu'il faudra bien à un moment ou un autre briser ce carcan, devrait être une des priorités des militants selon moi, pour favoriser le mûrissement de leur conscience politique, pour les aider à rompre avec le capitalisme et le régime.

Pour ne pas se faire piéger dans une discussion, il faut résolument se placer en marxiste sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat, il faut préciser d'emblée qu'on ne se situe pas sur le terrain des intérêts du capitalisme, que l'on s'autorise le droit d'en contester la légalité. Une fois cela posé, on peut développer sa politique, sans hésiter à briser le carcan du capitalisme et des institutions dans lequel on cherche à nous enfermer.

En regardant hier soir en différé sur TV5 Monde Asie l'émission *On n'est pas couché*, j'ai écouté la nouvelle égérie de Lutte ouvrière, Mlle. Artaud, le chroniqueur du *Figaro* Eric Zémour n'a pas eu de mal à la ridiculiser alors que sa prestation n'avait pas été particulièrement mauvaise, parce qu'elle n'a rien trouver de mieux à dire et répéter qu'il fallait en finir avec le capitalisme sans proposer une issue politique pour y parvenir.

Quand dans une démonstration on saute des étapes ou il manque des maillons, ce seront autant de faiblesses, de failles ou de brèches dans lesquelles votre interlocuteur se fera un malin plaisir de s'engouffrer, pour finalement affirmer que vous n'êtes pas très sérieux, c'est exactement ce qui est arrivé à Artaud qui a récité par coeur son catéchisme. Le clone de Laguiller que je voyais et entendais pour la première fois semble encore plus sclérosé que l'original, dorénavant il ne faudra plus dire à LO : travailleurs, travailleuses, mais l'inverse, quelle connerie ! Grandeur et misère des courtisanes !

Le 30 mars 2009

Ils sont tous suspendus à l'annonce cette semaine de nouveaux chiffres et indices économiques qui risquent d'être encore plus mauvais que les précédents.

La plupart des économistes et des investisseurs estiment que la réunion du G20 le 2 avril à Londres ne règlera aucune question en suspens, cette impuissance aura un effet négatif supplémentaire immédiat sur l'économie mondiale.

La crise actuelle est une crise classique du capitalisme qui regorge d'argent incapable de s'investir dans le cycle de reproduction du capital du fait de la pauvreté de plus de la moitié de la population mondiale, tandis que le reste est endetté jusqu'au coup sur une période qui n'a cessé de s'accroître ces dernières années.

Dans les années 60-70, un particulier ne pouvait pas s'endetter au-delà de 15 ans pour acquérir un bien immobilier, et encore il fallait qu'il dispose d'un apport substantiel, car le crédit ne couvrait pas la totalité du prix du logement ou de la maison qu'il souhaitait acheter. Depuis les années 90 ce seuil n'a cessé d'être revu à la hausse, au point qu'hier encore on pouvait obtenir un prêt immobilier remboursable sur 25 ou 30 ans sans le moindre apport personnel.

A cela est venu s'ajouter toute une panoplie d'offres de prêts à la consommation qui ont conduit de nombreuses familles à cumuler des dettes à des taux usuraires entre 16 et 20% d'intérêts par an, alors que leurs revenus allaient stagner ou baisser et que les prix allaient flamber, ou encore ils allaient devoir faire face à de nouvelles dépenses liées aux privatisations des services publiques ou à leur dégradation.

C'est la conjonction de ces conditions qui aboutit à la quasi paralysie actuelle de l'économie capitaliste.

Le capitalisme s'est toujours développé après chaque crise sur le dos de la population la plus exploitée et la plus pauvre, que ce soit en France ou dans le monde, dans l'indifférence générale il faut préciser. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, le véritable internationalisme ouvrier aurait dû consister à dénoncer cette situation et à la combattre notamment en s'adressant à ces couches du prolétariat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, mais nos dirigeants avaient semble-t-il mieux à faire, le résultat 60 ans plus tard est sans appel.

C'est plus facile de dénoncer l'exploitation des colonies ou des autres peuples, que de combattre le capitalisme dans son propre pays, comme il est plus facile de dénoncer la politique de telle ou telle institution européenne ou internationale, que de combattre les institutions de la Ve République, ce sont les deux faces de la même politique opportuniste. A titre individuel, on retrouve le même travers qui consiste à venir en aide à un malheureux du bout du monde, alors que le gosse ou le petit vieux qui habite juste en dessous de chez vous ne mange pas tous les jours à sa faim.

Les concessions octroyées au prolétariat français après-guerre ont été le produit de la lutte des classes et à la fois de la nécessité pour le capitalisme de bénéficier d'une stabilité sociale et d'infrastructures lui permettant de reconstruire rapidement sa capacité de production au prix de la surexploitation des masses en France et dans le monde.

Ceux qui se font aujourd'hui les chantres de ce qu'ils appellent les acquis de la Libération ou qui nous vantent les mérites de la IVe République, ses partisans du relatif progrès social qui a marqué ce qu'ils ont appellé les Trentes glorieuses, de 1945 à 1975, passent volontairement sous silence dans quelles conditions ce progrès s'est réalité et à quel résultat il a abouti, au détriment de qui et de quoi aussi. Ce silence à valeur de preuve de leur complicité avec le régime (par le biais de leur soumission aux appareils), sinon pourquoi ne pas dire les choses telles qu'elles se sont réellement produites.

Guerres incessantes à travers le monde (Corée, Viet Nam, Algérie, Palestine, Inde, notamment), apartheid, dictatures militaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, surexploitation de la main d'oeuvre et pillage des matières premières sur tous les continents, division du prolétariat et accentuation des inégalités au sein même de la classe ouvrière orchestrées par les syndicats...

A aucun moment le capitalisme n'a été capable de résoudre ses contradictions, d'où le recours à ces méthodes barbares pour assurer sa survie, ce qui signifie qu'à aucun moment la guerre de classe pour en finir avec le capitalisme n'aurait dû connaître de répit. Or, la politique contractuelle, la politique qui consistait à négocier avec l'Etat ou les patrons en dehors de la mobilisation de la classe ouvrière, constituera la négation de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation et contribuera à resserrer les chaînes qui le liaient au capitalisme et à l'Etat, dont dorénavant il sera en droit de tout attendre sans même avoir besoin de se mobiliser.

Aujourd'hui, les syndicats ne sont plus que des rouages du capitalisme dans la mesure où leur seule fonction consiste à combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du capitalisme, au lieu de mener ce combat dans la perspective de son abolition.

C'est l'une des vertus de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis qui a permis d'aboutir à cette situation, car l'abolition du capitalisme qui est commun au syndicalisme de lutte de classe et au communisme, ne peut se concevoir uniquement sur le plan politique, il faut impérativement que l'état d'esprit en soit imprégné, que les masses s'y soient préparées de longue date à travers leur lutte quotidienne contre le capitalisme dans les entreprises sans attendre une nouvelle crise du capitalisme.

Les syndicats et ceux qui ont refusé de mener le combat dans les syndicats dans la perspective de l'abolition du capitalisme, ont participé activement à forger des générations de travailleurs soumis au capitalisme à travers notamment le réformisme, le stalinisme aboutissant au même résultat. C'est ce boulet qui tire aujourd'hui le mouvement ouvrier en arrière. Et ce serait se leurrer de penser qu'il suffirait qu'un parti appelle à exproprier les patrons pour que la classe ouvrière s'engage dans cette voie du jour au lendemain, si elle n'y a pas été préparée par des années de propagande, si elle n'est pas convaincue des bienfaits qu'elle peut attendre de la collectivisation des moyens de production.

Bien des militants qui ont connu cette période n'en ont toujours pas pris conscience malheureusement, j'en veux pour preuve ce camarade (ex-OCI) qui me vantera en 2008 le travail qu'il avait effectué dans l'Unef dans les années 70, sans se poser la seule question qui méritait réellement d'être posée : dans quelle perspective politique.

Qu'au bout de plus de deux siècles de capitalisme et de lutte de classe les masses n'aient encore aucune idée précise des rapports sociaux d'exploitation qui existent dans la société, justifie si nécessaire qu'il faille rompre avec le capitalisme et ses représentants, qu'il faille rompre avec les appareils traîtres des syndicats, qu'il faille rompre avec toutes les institutions forgées par le capital, qu'il est impossible d'avoir un pied de chaque côté de la barricade et prétendre tenir un discours crédible devant les masses et les aider à progresser.

On ne combat pas les illusions des masses en se plaçant sur leur propre terrain quand on est incapable de leur proposer une perspective politique révolutionnaire, quand on ne relie pas chaque revendication à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions, quand on ne pose pas la question du pouvoir et du parti qui concentre l'ensemble des questions que le prolétariat doit et aura à résoudre pour aller de l'avant, vers le socialisme.

Le mouvement ouvrier a juste besoin de se libérer du réformisme qui le gangrène depuis plus d'un demi siècle, de renouer avec le marxisme, le socialisme, pour envisager l'avenir avec optimisme.

Social.

Ils négocient des mois, voir un an à l'avance l'éventuelle fermeture d'une usine !

Chez FCI Microconnections (ex-Areva, rachetée en 2005 par le fonds américain de capital investissement Bain Capital), à Mantes-la-Jolie (Yvelines), usine occupée, jour et nuit, depuis le 24 février, par la moitié de ses 400 salariés, le délégué syndical CGT, Eric Scheltienne : "*Nous voulons négocier, dès aujourd'hui, des indemnités élevées, à verser en cas de futur plan social. Car demain, quand Singapour aura la maîtrise de tout le processus, nous ne serons plus en position de force pour le faire.*"

Le 26 mars, pourtant, la direction a indiqué, dans une note d'information, qu'il n'y a "*aucune délocalisation*" et qu'elle "*s'est engagée*

à ce qu'il n'y ait aucun plan social en 2009 ou en 2010". (Le Monde 28.03)

No comment, je serais vulgaire !

Pourquoi ne pas prendre tout de suite le contrôle de l'usine ?

Economie.

La Bourse de Paris.

L'indice CAC 40 a gagné 1,77% sur la semaine écoulée pour terminer à 2.840,62 points. Depuis le début de l'année, il a perdu 11,73%. Pourvu que cela dure !

Le Medef et l'UMP, entre hypocrisie, partage des rôles, tension et coup de "***chapeau***" !

Le Medef ne signera pas l'accord interprofessionnel sur les salaires conclu en Guadeloupe le 26 février, a déclaré dimanche sa présidente, Laurence Parisot.

"*Nous ne signerons pas l'accord (...) Nous ne pouvons accepter qu'un accord qui laisse entendre que l'économie guadeloupéenne est encore une économie d'esclavage puisse être ainsi cautionné, y compris cautionné par l'Etat*", a-t-elle déclaré lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro. (Reuters 30.03)

Lors de la même émission elle a dit : "*J'ai beaucoup d'admiration pour le président de la République*" et d'en rajouter une louche "*Je trouve que c'est quelqu'un qui a une énergie exceptionnelle, une capacité remarquable, assez extraordinaire, à rentrer dans les dossiers, à maîtriser les dossiers. Chapeau !*". (AFP 29.03)

Dommage que la talonnette soit déjà casée, ils auraient formé un couple d'enfer... à faire tout péter !

Espagne.

Les autorités espagnoles ont annoncé dimanche qu'elles allaient injecter des fonds dans la caisse d'épargne régionale Caja Castilla la Mancha (CCM), ce qui constitue le premier sauvetage d'un établissement financier par Madrid depuis le début de la crise.

Lors d'une conférence de presse, le ministre des Finances Pedro Solbes a dit que le système bancaire espagnol était solide et que les difficultés de CCM étaient liées à une absence temporaire de liquidités.

C'est la première fois que la Banque d'Espagne prend le contrôle d'une banque depuis la mise sous tutelle publique de Banesto en 1993. (Reuters 29.03)

Bonne semaine à tous.

Le 31 mars 2009

Un jour peut-être... ou demain !

Les dirigeants des syndicats se sont réunis hier au siège de la CFDT. Et qu'ont-ils décidé comme suite à donner à la mobilisation nationale du 19 mars contre la politique du gouvernement ? Se "*rencontrer à nouveau le 27 avril*" ! Qui ne fait rien consent, autrement dit soutenir coûte que coûte le régime.

Extrait de la dépêche de l'agence Reuters.

"Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"*Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat*", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "*appellent leurs organisations locales à rechercher*

les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales", ajoute ce texte.

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "*un mois de mobilisations*" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "*Il faut se défoncer au mois d'avril*", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"*En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)*", ajoute le communiqué."

Parce qu'on ne connaîtrait pas déjà les réponses de Sarkozy et du Medef !

C'est marrant, j'ai l'impression que les ouvriers de Continental les connaissent aussi et qu'ils ne les apprécient pas vraiment !

Qui a dit que le stalinisme était mort ?

Des camarades m'ont adressé plusieurs documents émanant du Collectif pour un Front Syndical de Classe, dont plusieurs résolutions d'unions locales CGT. J'ai essayé de prendre contact avec ce collectif, j'attends leur réponse. (tous-ensemble@cgt-chateau-thierry.fr)

La *Déclaration de la Région Métallurgie CGT Nord/Pas de Calais* m'a semblé si importante que j'ai décidé de la porter à la connaissance des militants. Je n'ai pas d'autres moyens à ma disposition pour soutenir ces camarades. Je vous invite à télécharger leur déclaration et à la faire connaître autour de vous.

Les syndicats sont aussi pourris que le régime, pire encore que tout ce qu'on peut imaginer à la lecture de ce document-témoignage. Partant de là, on devrait se borner à se syndiquer et à militer dans son entreprise quand cela est possible, sans se mêler de ce qui se passe dans les instances supérieures pourries des syndicats, parce qu'il n'y a rien à en attendre, sauf à chercher à s'en accommoder et finir par leur ressembler et finalement leur faire la courte échelle en échange de compensations qui achèteront votre silence et vous achèveront politiquement.

Vouloir rivaliser avec les directions des syndicats, c'est comme demander à un ouvrier de rivaliser avec son patron, alors que ce dernier détient le pouvoir et que notre ouvrier n'a pas la possibilité de lui ravir, c'est une prétention qui ne tient pas compte de la réalité des rapports existant entre les deux (classes) et qu'il sera impossible de changer sans une révolution socialiste. C'est sur notre propre terrain que nous les battront et non sur leur terrain.

On nous rétorquera qu'avoir une autre attitude reviendrait à laisser les mains libres aux dirigeants, parce qu'ils ne les auraient pas par hasard, c'est vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes ou péter plus haut que son cul, on sait comment cela finit généralement, on baisse sa culotte devant les dirigeants à huis clos, et devant les militants on assure qu'on leur a tenu tête et qu'on y a même gagné au change.

Nos dirigeants qui prétendent par ailleurs qu'on ne peut pas réformer un système mafieux gangrené par la corruption, feraient bien d'en tirer les mêmes conclusions avec les syndicats et envisager la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier sur les bases d'un syndicalisme de classe.

Qu'ils cessent de nous raconter des balivernes, leur stratégie dans les syndicats depuis 60 ans est un échec total. Qu'ils cessent de favoriser leurs intérêts d'appareil au détriment du développement du syndicalisme et de la construction du parti dont le prolétariat a besoin pour vaincre la bourgeoisie.

L'indépendance des syndicats par rapport aux partis tombe à point pour couvrir d'un épais silence les agissements de type mafieux dont les directions des syndicats se rendent coupables et dont les dirigeants des partis ouvriers sont parfaitement au courant, mais qu'ils s'emploient à taire soigneusement. Sinon, comment voulez-vous monter dans la hiérarchie d'un syndicat, d'un parti ? On pourrait ajouter dans la hiérarchie d'une entreprise, car pour qu'un ouvrier ou un employé passe cadre, il faut forcément qu'il se range quelque part du côté de la direction, qu'il soit prêt à collaborer à des décisions inacceptables, j'en parle en connaissance de cause puisque j'ai été viré en 1990 pour avoir refusé de jouer ce rôle infâme et de signer les licenciements de techniciens sous ma responsabilité.

Croire un instant qu'on pourrait espérer davantage dans un syndicat que ce que nous rapporte le combat quotidien sur notre lieu de travail, c'est plus qu'une illusion, c'est un réflexe d'appareil, car qu'y a-t-il à l'échelon (immédiatement) supérieur de la section d'entreprise : la bureaucratie syndicale pourrie, l'appareil.

Je vais voir pour mettre d'autres documents en ligne de la CGT, les travailleurs et les militants ont le droit de savoir.

Economie.

G20 : l'impuissance !

Il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme.

Le journal *Le Monde* a interviewé un ancien économiste à la division new-yorkaise de la Réserve fédérale américaine (Fed), Adam Posen, spécialiste des questions monétaires, est directeur adjoint du Peterson Institute for International Economics, à Washington.

Le Monde : Beaucoup d'économistes américains jugent qu'un "Bretton Woods-III", une refonte du système monétaire international, est devenu une urgence. Or ce sujet est exclu de l'ordre du jour du G20. Pourquoi ?

Adam Posen : Avec tout le respect que j'ai pour Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'économie, partisan d'une refonte du système monétaire), ni lui ni personne ne présente une alternative claire au système actuel. Pour débattre, il faudrait un projet réaliste. Il y a une autre raison, plus prosaïque : ni les Américains ni les Européens ne sont disposés à abandonner une part quelconque du contrôle qu'ils ont sur les institutions financières internationales. (Le Monde 30.03)

Contraction attendue du PIB de 4,3% dans les pays de l'OCDE en 2009.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) prévoit une contraction de 4,3% du produit intérieur brut (PIB) de ses 30 pays membres cette année et une quasi-stagnation l'an prochain, déclare son secrétaire général, Angel Gurria.

Les nouvelles prévisions économiques que l'OCDE doit dévoiler mardi seront "un peu plus pessimistes que nous le pensions il y a seulement quelques semaines", a-t-il dit, précisant que le chômage dans les principaux pays de l'organisation pourrait approcher 10% avant la fin de l'année. (Reuters 30.03)

Russie.

Vladimir Poutine a annoncé lundi que le principal constructeur automobile du pays, AvtoVAZ (130.000 salariés), allait recevoir pour 33 milliards de roubles (plus de 700 millions d'euros) de prêts gouvernementaux.

Les banques d'Etat vont aussi lui accorder un prêt-relais de huit milliards de roubles (180 millions d'euros). (AP 30.03)

France.

Ils peuvent bien attendre 2011 !

Fillon, a dévoilé lundi un décret interdisant les stock-options et actions gratuites jusqu'à fin 2010 pour les patrons des entreprises qui bénéficient d'un soutien de l'Etat.

Seules sont concernées six grandes banques françaises recapitalisées par la Société de prise de participations de l'Etat (SPPE) - Société générale, BNP Paribas, Crédit agricole, Banques populaires, Caisses d'Epargne, Crédit Mutuel - et les deux groupes automobiles Renault et PSA.

Les entreprises bénéficiant du soutien du Fonds stratégique d'investissement (FSI) ne sont pas concernées par le décret. (Reuters 30.03)

Comme se sont les conseils d'administration qui nomment les présidents des grandes entreprises et qui fixent leurs rémunérations, ils n'auront qu'à reporter en 2011 ce qu'ils ne se seront pas versés en 2009 et 2010 et gageons qu'ils ne subiront pas trop de frustrations entre temps les malheureux.

La Bourse ou la vie.

A Paris, l'indice CAC 40 a clôturé en baisse de 4,27%. L'indice EuroStoxx 50 a plongé de 5,1%.

A Wall Street le Dow Jones a perdu 3,27% et le Nasdaq 2,81%.

C'est la réponse au nouveau plan Obama pour sauver GM et Chrysler.

Et que les têtes tombent !

Christian Streiff à la tête de PSA Peugeot Citroën.

Hartmut Mehdorn, le patron de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande.

Richard Wagoner, le PDG de General Motors.

Politique.

Sarkozy soigne son électorat. Chacun son tour

Sarkozy a promis lundi 170 millions d'euros aux céréaliers français, qui protestent contre la réorientation des aides agricoles européennes décidée par le ministre de l'Agriculture Michel Barnier.

Le 23 février, Michel Barnier avait annoncé la réorientation en 2010, en faveur des élevages ovin, caprin et à l'herbe et des agricultures de montagne et biologique, de près de 18% des aides agricoles versées à la France par l'Union européenne.

Les céréaliers, jusqu'ici principaux bénéficiaires de la politique agricole commune européenne, s'estiment lésés par une mesure qui les privera d'une partie de ces aides. Ils étaient 4.000 à 8.000 le 25 mars à manifester à Paris. (Reuters 31.03)

Un dernier mot pour se détendre un peu.

Sarkonapoléon serait décidé à abdiquer.

Si j'en crois l'info diffusée lors du journal télévisé de 20h30 sur TV5 Monde Asie, il y a deux jours, Sarkonapoléon serait sur le point d'abdiquer, ce n'est pas un canular pour le 1er avril, il est réellement coprince d'Andorre et il a fait savoir qu'il ne pourrait pas rester le prince d'un paradis fiscal.

Vous aviez cru qu'il allait abdiquer de son trône élyséen, c'est raté, pour le moment. Voilà encore un argument qui pourrait être exploité, non ?

Réplique d'un fin connoisseur les yeux rivés vers le XVIIIe siècle : Mais non camarade, c'est beaucoup trop politique ton truc, les masses n'en sont pas encore là, il faut qu'elles mûrissent, en attendant les couches les plus mûres seront devenues complètement blettes.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries avril 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2009

Le taux de fréquentation le plus important depuis la création du site en 2004, 4033 visites au total, disons la moitié une fois retiré le rebut, à peine trois fois moins que le site du POI qui apparaît en première page des moteurs de recherche. Je vous remercie de votre fidélité, il paraît que cela se fait de le dire.

J'ai relu distraitement mes dernières causeries où j'ai laissé plein de fautes, je modifie souvent des phrases écrites rapidement sans prendre le temps de vérifier que tous les mots sont bien accordés sur le plan grammatical ou que la concordance des temps est correcte, avec mes excuses. J'ai quand même quatre dictionnaires sur ma table de travail, deux électroniques, un Lexis Larousse des noms communs qui date de 1975 rescapé du tsunami et en piteux état, le petit Larousse pour les noms propres de 1988, plus le Grevisse du français correct, la grammaire du français contemporain de Larousse qui constitue la référence en la matière, plus d'autres manuels que j'utilise rarement.

Vous allez dire après cela que je n'ai aucune excuse, si vous voulez ; hier j'ai trouvé deux fautes à l'écran, le temps que j'ouvre le fichier source (html) pour les corriger et je ne savais plus dans quels paragraphes elles étaient, il m'a fallu relire plusieurs fois plusieurs paragraphes pour les retrouver car j'étais encore passé devant sans les voir. Si je travaillais pour une boîte, je serais obligé de faire preuve de plus de rigueur, alors que là je me concentre davantage sur le contenu que sur la forme, l'essentiel étant qu'on se comprenne, ce qui ne veut pas dire être forcément d'accord. Je ne suis pas un intellectuel et je ne cherche pas à le devenir, cela se voit et je ne m'en cache pas, je suis comme je suis comme disait Prévert et c'est très bien ainsi. La parole aux ouvriers !

Demain sur les coups de 3h du matin mon épouse Magueswary arrivera à la maison après 13 mois d'absence, donc le site ne sera pas actualisé ou très succintement.

Un peu de politique pour commencer.

Le monde entier va avoir les yeux braqués sur le G20 de Londres, alors que l'on sait d'avance qu'il n'en sortira rien. Les Bourses se sont montrées optimistes hier à l'opposé des récents rapports de la Banque mondiale, de l'OCDE et du FMI qui envisagent un effondrement de l'économie mondiale pour les mois à venir et en 2010.

La crise actuelle a le mérite de remettre les pendules à l'heure en remettant en cause l'existence du capitalisme, elle alimente la réflexion des peuples qui en tireront la conclusion que loin d'être éternel, il faudrait peut-être envisager de le remplacer par autre chose puisqu'il est impossible de le réformer, de l'humaniser, de le démocratiser, par quoi sinon le socialisme.

C'est bien la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour du combat du prolétariat mondial.

Cette crise sonne aussi le glas de l'idéologie réformiste que les uns et les autres ont troqué contre le marxisme. Elle démontre qu'au stade pourrissant le capitalisme n'est plus synonyme que d'injustices et d'inégalités croissantes, de régression sans fin, de chômage, de précarité et de pauvreté.

Les travailleurs commencent timidement à s'attaquer aux patrons en les malmenant ou en les séquestrant. Il y a fort à parier que si leur état d'esprit avait été formé dans la perspective d'exproprier les capitalistes, la situation leur dicterait plus clairement les tâches qu'ils ont à accomplir et en quelques semaines ils pourraient effectuer des pas de géants dans la bonne voie, mais malheureusement, tout a été fait pour qu'ils en soient incapables.

Nos misérables dirigeants qui s'emploient à répéter que l'état d'esprit des masses n'est pas mûr porte une lourde responsabilité dans cette situation. Ce sont plutôt eux qui ne sont pas prêts à remettre en cause le régime, qui se trainent constamment à la queue des masses au lieu de leur indiquer la voie à suivre pour se dresser contre les institutions.

Personne ne peut pour le moment prédire quand et comment cette crise va se terminer, cependant tout le monde a bien compris que ce redémarrage de l'économie mondiale ne se fera qu'au prix d'une formidable régression sociale généralisée dangereuse pour tous les régimes en place, il suffirait qu'elle s'accompagne d'une forte demande soudaine à l'échelle mondiale pour que les prix s'enflamment compte tenu de la faiblesse de l'offre (et des stocks), de la production tombée au plus bas, ce qui rendrait la situation des couches les plus pauvres encore plus explosives.

G20 : quitte ou double.

"*Il y a un moment où, s'il faut se contenter d'un communiqué de trois pages de déclarations généreuses mais non suivies d'effet, on risque une déception regrettable qui serait bien pire que celle de l'échec*", dit-on de source proche de l'Elysée. (Reuters 31.03)

La talonnette donne de la voix de crainte de passer inaperçue.

Sarkozy est "*déterminé*" à "*quitter*" le sommet du G20 jeudi à Londres s'il n'est pas satisfait des résultats, a affirmé mardi la ministre française de l'Economie Christine Lagarde sur la BBC. (AFP 31.03)

Les dirigeants pourris des syndicats au G20... par la voix de Sarkozy !

Lundi en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste.

Pour M. Thibault, "*le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale*".

Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin. (Le Monde 31.03)

Question : quelle crédibilité peut-on avoir dans des dirigeants et des formations politiques qui expliquent depuis plus d'un demi siècle que les dirigeants des syndicats doivent rompre avec le régime ? Ne devriez-vous pas changer de stratégie ? A quoi a conduit cette stratégie ? Etes-vous encore au moins capable d'y réfléchir ? Personnellement j'en doute fortement.

Je vais répondre à la question précédente : A maintenir la paix sociale et assurer la survie du capitalisme. Auriez-vous une autre réponse à nous fournir par hasard ? Ah les miettes qui ont permis à certains de vivre mieux que d'autres, sur leur dos il faut préciser ! Au nom de la solidarité ouvrière j'espère bien !

L'estomac dans les talons.

Près de six Français sur dix désapprouvent l'action de Nicolas Sarkozy face à la crise économique, selon un sondage TNS Sofres pour la radio Europe 1.

Une majorité de personnes (55%) ayant voté pour Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle en 2007 estiment aujourd'hui que son action "*va plutôt dans la mauvaise direction*".

Les Français reconnaissent toutefois que le président de la République s'est montré "déterminé" (77%), "courageux" (63%) et "rapide" (62%) face à la crise.

Traduisons : il a gardé le cap de sa politique antisociale (déterminé), il ne peut plus sortir sans une armada de flics et CRS (courageux), il est toujours aussi hystérique (rapide).

Les sondés sont 64% à penser qu'il ne s'est pas ou peu montré à l'écoute des gens et 67% l'ont trouvé pas ou peu rassurant. (Reuters 31.03)

Bref, Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires, illégitimes, leur politique antisociale est massivement rejetée, ils sont de plus en plus isolés, qu'attendent nos dirigeants pour le clamer haut et fort afin de favoriser la mobilisation du prolétariat contre le gouvernement ? Devinez ? Que les Thibault, Mailly, Chérèque et cie. sifflent le coup d'envoie de la prochaine journée d'action !

L'Etat a le beau rôle. Jeu de dupes.

Le ministère public a demandé mardi au tribunal des référés de Sarreguemines (Moselle) d'enjoindre la société Continental de suspendre la procédure de fermeture de son site de Clairoix.

"*Je rejoins l'analyse qui nous a été présentée en demande. Il me paraît logique que le Comité d'entreprise européen soit saisi le plus tôt possible*", a déclaré Christophe Mira, substitut général à la cour d'appel de Metz.

La chambre des référés rendra sa décision le 21 avril. (Reuters 31.03)

Traduisons. Si j'ai bien compris, il vaut mieux que la décision de la fermeture de l'usine de Clairoix vienne d'Allemagne, les ouvriers n'iront pas manifesté à Hambourg. Bien joué avec la complicité des délégués syndicaux.

De quelle trahison il parle le traître ?

Nicolas Sarkozy s'était rendu le 4 février 2008 dans l'usine, dont 575 emplois sur 1.100 étaient condamnés, et avait pris l'engagement d'en pérenniser l'activité par des investissements, "*avec ou sans Mittal*".

"*Ce n'est pas une journée de deuil, c'est une journée marquée par l'imposture et la trahison de deux hommes, (le président d'Arcelor) Lakshmi Mittal et Nicolas Sarkozy*", a déclaré Jacky Mascelli (CGT), secrétaire du syndicat dans l'entreprise. (Reuters 31.03)

Qu'y avait-il à attendre d'autres de Mittal et Sarkozy ? Rien !

Plus de 50 fois le smic par mois en guise de retraite.

Priée de réagir aux informations de L'Express qui estimait lundi à un million d'euros la retraite de son président, une porte-parole de la Société générale a précisé que Daniel Bouton toucherait pour sa retraite 730.000 euros par an, soit "*58% de son dernier salaire de dirigeant exécutif*". Une telle diminution de revenu est indécente !(lutte de classe)

Selon *L'Express*, la banque française a provisionné près de 33 millions d'euros pour les retraites de six mandataires sociaux dont le directeur général Frédéric Oudéa et ses deux adjoints, Séverin Cabannes et Didier Alix. (Reuters 31.03)

Vous ne vouliez pas attiser la haine de la classe ouvrière envers le capitalisme, vous me traitiez de "gauchiste" ou de farfelu, vous préfériez les discours convenus ou tordus de vos dirigeants, les faits vous donnent tort encore une fois, désolé.

Allemagne.

Le chômage en Allemagne (+69.000 en mars) a enregistré en mars sa plus forte augmentation depuis le début de la crise et le marché du travail affiche désormais cinq mois consécutifs de dégradation, montrent les statistiques officielles publiées mardi. (Reuters 31.03)

Le 2 avril 2009

On attendra d'en savoir davantage sur le déroulement du G20 pour en parler. Gordon Brown n'a pas pris au sérieux la menace de Sarkozy de quitter la réunion du G20. Tout le monde s'accorde à dire que cette réunion qui devait être "décisive" selon les dirigeants du vieux monde, accouchera finalement d'une souris. S'agissant des désaccords entre les différents participants, ce sommet se déroulant dans la journée, attendons la fin pour les évoquer.

Les prochaines charrettes annoncées.

Le constructeur de bateaux de plaisance Bénéteau pourrait supprimer de 700 à 800 emplois dans le cadre d'un plan social lié à la chute des commandes, écrit Le Figaro dans son édition de jeudi. (Reuters 01.04)

Le groupe 3M annonce la suppression de 1.200 emplois (AP 01.04)

Le groupe britannique BP a annoncé la suppression de 620 emplois dans ses activités d'énergie solaire ainsi que la fermeture d'une partie de ses installations dans ce domaine en Espagne et aux Etats-Unis, afin de réduire ses coûts dans ce domaine. (Reuters 01.04)

Chômage.

Zone euro.

Le taux de chômage dans la zone euro a encore augmenté en février pour atteindre 8,5%, avec 319.000 chômeurs supplémentaires en un mois, a indiqué mercredi l'office européen des statistiques Eurostat.

Au total 13,486 millions de personnes étaient au chômage en février dans la zone euro, précise l'office. Le taux de chômage le plus élevé est en Espagne à 15,5%. (AFP 01.04)

Etats-Unis.

Le secteur privé a détruit 742.000 emplois en mars, selon les chiffres publiés ce mercredi par le cabinet de conseil en ressources humaines ADP. Le chiffre de février a été revu à la hausse, passant de 697.000 à 706.000.

Le secteur des services, qui assure près de 85% de l'emploi non agricole aux Etats-Unis, a perdu 415.000 postes en mars, après 368.000 en février. L'industrie a encore détruit 327.000 emplois, après 338.000 le mois précédent.

Par ailleurs, l'activité industrielle américaine s'est contractée en mars pour le quatorzième mois consécutif. (La Tribune 01.04)

Economie.

Etats-Unis.

Chute de 39% des ventes Chrysler aux Etats-Unis en mars, de 41% pour Ford, de 45% pour GM, de 31,4% pour Volvo, de 36,6% pour Toyota, de 33,7% pour Honda, de 35,2% pour Nissan.

Politique.

France.

Ils se prennent pour les maîtres du monde.

A propos de l'Afghanistan, "*il n'y aura pas de renforts militaires*", a déclaré Sarkozy sur Europe 1, précisant qu'il partageait "*de A à Z*" la stratégie définie la semaine dernière par Obama.

Kouchner, a déclaré mardi que Sarkozy devrait annoncer lors du sommet de l'Otan, cette semaine, l'envoi de 150 gendarmes français en Afghanistan dans le cadre de la Force de gendarmerie européenne, or les gendarmes sont des militaires ! (Reuters 01.04)

Les raisons de l'occupation militaire de l'Afghanistan version Sarkozy : "*En même temps, nous ne sommes pas une force d'occupation de l'Afghanistan. Il faut donc 'afghaniser'*" les Afghans... en guise d'auto-détermination !

Assis ou debout la talonnette n'est pas à la hauteur.

Sarkozy s'est présenté mercredi au G20 comme un "*ami indépendant*" des Etats-Unis, en ajoutant "*Je suis un ami des Etats-Unis, mais un ami debout*". (AP 01.04)

Frustré de ne pouvoir être teigneux, la talonnette est hargneuse.

Quatre reporters ont été auditionnés par la police judiciaire dans une enquête visant la diffusion d'images de Sarkozy hors

antenne, remontant au mois de juin 2008.

Après avoir salué un technicien de plateau qui ne l'avait pas entendu et ne lui avait pas répondu, Sarkozy avait laché : "*On n'est pas dans le service public, on est chez les manifestants, ça va changer, là*". (Reuters 01.04)

Syndicalisme.

L'Etat des capitalistes... leur sauveur suprême. L'intersyndicale FO-CFDT-CGT-CFTC de Caterpillar France (engins de chantier) a lancé mercredi un appel à Nicolas Sarkozy et aux parlementaires européens pour qu'ils débloquent des fonds européens afin de soutenir l'entreprise visée par 733 suppressions d'emplois.

"*Nous demandons qu'en cette situation exceptionnelle de crise, une réponse politique forte et adéquate soit apportée pour trouver rapidement une issue à la crise*", a dit M. Benoît (CGT).

Sarkozy a répondu "*Je vais sauver le site, je recevrai cette intersyndicale puisqu'ils m'ont appelé au secours d'après ce que je comprends, et on ne les laissera pas tomber*", comme il l'a fait avec l'usine ArcelorMittal de Gandrange "*La production d'acier mondiale a été divisée par deux. C'est quand même pas de ma faute s'il y a moins de croissance, moins de consommation !*", a-t-il lancé, assurant :"*les promesses que j'avais prises ont été scrupuleusement tenues*".(AFP 01.04)

Qui a semé des illusions dans Sarkozy ?

Au côté de la dictature du capital.

La secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas dit comprendre "*l'exaspération*" des salariés, interrogée sur les séquestrations de patrons.

"*Cependant, nous les alertons sur l'impasse que représentent des formes d'action qui ne permettent pas un rapport de force démocratique*", a-t-elle dit à Reuters. (Reuters 01.04)

Traduisons : le "*rapport de force démocratique*" version Dumas, c'est la capitulation, la seule voie et le seul objectif possibles.

Maryse Dumas se place du côté de la démocratie bourgeoise qui sert à masquer la dictature du capital, du côté de la légalité des institutions de la Ve République qu'elle soutient, nous, nous disposons au côté des travailleurs et de la démocratie ouvrière qui inclut la remise en cause de la légalité des institutions et des rapports sociaux d'exploitation, la révolution socialiste pour les liquider.

Un mot sur l'édiorial de Gluckstein du dernier numéro d'***Informations ouvrières*** (40).

Ne comprend pas celui qui ne veut pas comprendre.

Il écrit : "*Même Guaino, conseiller de Sarkozy, a déclaré la semaine dernière sur France info :* " L'interdiction des licenciements ? Bien sûr que l'Etat peut le faire, l'Etat peut tout ", *ajoutant* " mais ce n'est pas une solution, car si on interdit les licenciements, les entreprises fermeront ". *Comprenne qui pourra...*"

Guaino a parfaitement raison de son point de vue, celui des patrons et de l'Etat au service du capitalisme. Devrait-il, pourrait-il en avoir un autre ? Facile à comprendre non ? Gluckstein insinuerait-il que l'Etat capitaliste pourrait avoir une autre politique ? En quoi cela serait-il un objectif pour un parti ouvrier qu'il en adopte une autre ? Toujours nostalgique de la IVe République ? Le discours de Guaino est parfaitement compréhensible, non ?

Guaino a doublement raison, la plupart des entreprises qui licencient ne peuvent pas faire autrement. A partir de cette situation, la seule façon de remettre en cause ces licenciements c'est de remettre en cause l'Etat, c'est-à-dire les institutions qui les autorisent, or Gluckstein est incapable d'aller aussi loin, il faudrait qu'il se place résolument sur le terrain politique et il n'y tient pas.

La seule façon de s'opposer aux licenciements dans une entreprise ne consisterait-il pas à remettre en cause le pouvoir du patron (et des actionnaires), à décider la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de licenciement avec occupation de l'entreprise, l'élection d'un comité de grève intégrant si possible les organisations et les partis ouvriers, et au-delà envisager l'expropriation sans indemnité du patron et la prise de contrôle de l'entreprise par les travailleurs, en appelant tous les travailleurs du pays à les soutenir et à les imiter... Ne me répondez pas qu'avec une telle politique on ne pourrait pas empêcher les licenciements, toutes les entreprises qui ont mis en oeuvre des plans de licenciements ou de fermetures définitives sont parvenues à leur fin depuis plus de 50 ans.

Pourquoi ne pas le dire ? La campagne engagée par le POI sur le thème de l'interdiction des licenciements serait-elle incompatible avec le combat révolutionnaire sur le terrain politique pour empêcher les licenciements d'avoir lieu ?

Pourquoi ne relate-t-il pas la manière traître des dirigeants syndicaux et leurs valets de régler cette question au profit des patrons ?

En quoi cette attitude du POI sert-elle vraiment à lutter contre les licenciements ou tout du moins à aider les travailleurs à s'organiser pour les combattre et à prendre conscience des tâches politiques qu'ils devront forcément accomplir afin d'obtenir leur interdiction ?

Chacun sait aujourd'hui qu'il suffirait d'une étincelle pour déclencher une explosion sociale qui remettrait le régime en cause. Chacun sait que chaque expérience nourrit la mobilisation de la classe ouvrière. Dans ce contexte de plus en plus tendu, c'est plutôt la politique du POI qui est sujet à caution ou à questionnement, que celle du gouvernement qui correspond naturellement aux intérêts de ses commanditaires.

Une réponse page 16 sous la plume de Stentor :

"*On peut toujours disserter sur l'opportunité de favoriser soit le pouvoir d'achat, soit les investissements, il s'avère qu'entre les déclarations faites par Sarkozy-Fillon et, dans l'autre camp, celles de Delors-Strauss-Kahn, il n'existe pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes.*"

Tiens donc, Delors et Strauss-Kahn figureraient dans "*l'autre camp*" ? Le même que le vôtre monsieur Stentor et celui du POI ? On comprend mieux maintenant la politique du POI, un aveu qui a le mérite d'être clair.

Qui ne dit rien consent.

"*On sait que le chantage au salaire au profit de l'emploi n'a jamais rien réglé, bien au contraire.*". Puisque vous en êtes conscient apparemment, pourquoi ne pas lier les deux questions ?

Au-delà des désaccords et de la polémique.

Cela dit, le succès relatif des meetings du POI est à saluer et doit être partagé par tous les militants. J'avais appelé récemment tous les militants à participer aux comités mis en place par le POI, à condition bien sûr d'y faire de la politique.

Le 3 avril 2009

Je n'ai pas le temps d'actualiser cette rubrique et de discuter, demain. Vous pouvez lire l'éditorial de ce jour, je l'ai réalisé avec les quelques infos disponibles sur le Net, à chaud.

Je viens à peine de terminer l'éditorial que je me rends compte qu'il aurait fallu ajouter ce qui vient de se passer entre les dirigeants du vieux monde et le président Hamid Karzaï, pour préciser de quelle manière ils entendaient résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, ils ont expliqué que deux jours après la conférence au cours de laquelle tous les chefs d'Etat ont apporté leur soutien à Karzaï, celui-ci s'apprêtait à donner satisfaction aux talibans et aux factions religieuses les plus rétrogrades du pays en proposant de revenir sur tous les droits des femmes, ce qui reviendrait de fait à rétablir le régime des talibans. Par exemple serait considéré comme un crime le refus d'une femme d'honorer son mari, le viol par son mari serait légalisé.

J'en déduis que pour arriver à ses fins, l'impérialisme est prêt à aller plus loin encore en avant dans la barbarie. N'était-ce pas le même signal qui a été envoyé lors du G20 ?

Le 4 avril 2009

Un petit mot personnel pour commencer. Mon épouse Magueswary s'est faite subtiliser deux camemberts à la douane de l'aéroport de Marseille au moment d'embarquer. Motif, il pourrait y avoir eu quelque chose de cacher dedans ! Idem pour un tube de dentifrice. Ils sont devenus complètement paranos, cinglés quoi.

Heureusement qu'elle ne m'avait pas écouté et qu'elle avait mis tous ses médicaments dans sa valise qui allait dans la soute de l'avion, car ils sont interdits dans le sac qu'on emporte avec soi dans le compartiment passagers. Je pensais que c'était une précaution d'avoir ses médicaments avec elle, car au cas où la valise serait perdue, elle se serait retrouvée dans une situation très grave et pour ainsi dire en situation d'urgence et contrainte de trouver en quelques heures sur place des médicaments de substitution. Son état de santé est à ce point fragile je n'exagère rien malheureusement.

D'ailleurs j'en ai eu un aperçu le jour même de son arrivée. Le soir après un dîner très modeste, elle a été prise d'un excès de fatigue surprenant, sur le coup alarmant, je croyais qu'elle était en train de partir, assise les yeux fixes grands ouverts qui lui donnaient l'air d'une folle, la tête prise de convulsions, impossible de parler, de se lever, de lever un bras, je lui demande ce qui se passe, elle ne me répond pas, j'ai l'impression qu'elle ne m'entend pas, je la soulève, elle ne tient pas debout, j'essaie de lui faire faire quelques pas pour la forcer à respirer et reprendre ses esprits, une quinzaine de minutes passent, elle se sent mieux et peut enfin parler, elle me dit de ne pas me tracasser et que cela lui arrive après chaque repas, surtout le soir, parce qu'elle est trop faible selon les médecins.

Le deuxième jour s'est un peu mieux passé, ce malaise n'a duré que quelques minutes, mais ce n'est pas très rassurant, je ne lui ai pas dit mais je m'attends à la voir mourir du jour au lendemain. Elle a un traitement à vie assez lourd, elle a donc emmené des médicaments pour les trois mois de son séjour en Inde, sans ces médicaments c'est la mort assurée dans les 24h qui suivent.

J'espère que l'on va récupérer rapidement le papier qu'il nous manque pour pouvoir vendre cette foutue baraque, après je verrai s'il est possible que je retourne en France car elle ne peut pas continuer à vivre toute seule. On se démerdera pour vivre avec l'équivalent du Smic ou à peine davantage. A suivre.

Je me suis fendu hier d'un édito à chaud sur le G20 sans attendre la réaction des uns et des autres que je n'ai pas encore lues. Les dépêches qui sont tombées depuis me font dire que j'ai dû viser juste.

Bon week-end à tous.

Sommet de l'Otan.

Sarkopillère 1er au garde-à-vous.

Obama envisage d'ajouter 21.000 soldats aux 38.000 déjà engagés en Afghanistan, et Sarkopillère déclare que la France "*soutient complètement la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan*". (AP 04.04)

Syndicalisme.

Faire des efforts... pour être licencié : un honneur !

Les salariés de l'usine 3M de Pithiviers ont recommencé de travailler vendredi matin, après treize jours de grève. Pour Patrice Pailloux, délégué syndical CFT-CGC, "*c'est un soulagement. Tout le monde a fait des efforts. Nous sortons honorablement de cette crise*". (AFP 03.04)

Les délégués syndicaux scélérats négocient le paiement des jours de grève en échange du déblocage de deux usines chez Caterpillar.

Les négociations entre représentants du personnel et direction de Caterpillar France se sont poursuivies jeudi après-midi à la Direction départementale du travail et de l'emploi à Grenoble autour du plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit le licenciement de 733 salariés dans les deux usines françaises du groupe situées à Grenoble et Echirolles (Isère), a-t-on appris auprès des deux parties.

"*La direction a répondu favorablement à notre demande, à savoir le paiement des trois jours de grève quelque soit la décision des salariés à poursuivre la grève*", a annoncé Pierre Piccarreta, le délégué CGT, lors d'une assemblée générale jeudi à l'usine de Grenoble. En contrepartie, les salariés grévistes se sont engagés à ne pas bloquer les accès aux deux sites de production. (AP 02.04)

Produire, revendiquer ensuite, un vieux mot d'ordre employé par les staliniens après-guerre. Le stalinisme serait mort ? Qui a sorti cette grosse connerie ? Pourquoi ?

Le spectre de la révolution socialiste hante l'Elysée.

Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, estime qu'il faut faire "*très attention*".

"*Nous sommes dans une crise très profonde, très grave qui, fatalement, va nourrir des pulsions violentes, des révoltes, des rancoeurs, parce qu'il y a beaucoup de souffrance dans tout cela*", a-t-il expliqué sur France 24. "*On a le souvenir de grandes crises économiques et sociales dans l'histoire qui ont eu des conséquences politiques extrêmement graves.*"

Prié de dire si la situation inquiétait l'Elysée, il a répondu : "*Le mot n'est pas l'inquiétude, mais cela préoccupe.*"

"*Tous les hommes politiques, tous les dirigeants doivent avoir ce problème en tête (...) parce que, précisément, tout peut déraper, le risque politique est très fort, le risque de violence, de révolte est très grand et il peut dégénérer.*" (Reuters 03.04)

Qui d'autres que les travailleurs vont payer la facture ? La "***pire des choses***", on ne leur fait pas dire.

Il a affirmé vendredi au lendemain du sommet du G20 de Londres qu'il faudra un jour "payer la facture".

"*Il va y avoir des pertes de richesses, des pertes de patrimoine, des pertes de revenus, des pertes d'emplois, il n'est pas pensable, ce serait démagogique de dire que personne au monde ne va payer tout ou partie de cette facture*", a-t-il admis.

"*Il y a plusieurs possibilités*" mais "*la pire des choses,* a reconnu Henri Guaino, *serait de faire payer les contribuables parce que ça nous enfoncerait dans la crise si on le faisait maintenant et ça casserait la reprise si on le faisait au moment de la sortie de crise*". (LePoint.fr 03.04)

Le G20 vu par quelques médias dans le monde. Plutôt sceptiques pour ne pas dire davantage.

La Libre Belgique, ce sommet n'est qu'un "*premier pas*" dans la résolution de la crise. "*Il convient maintenant de transformer l'essai et de convertir ces promesses et engagements – pris la main sur le cœur hier à Londres – en actes*".

Le Guardian fait preuve de la même réserve : il rappelle le premier ministre Gordon Brown à la réalité, c'est-à-dire aux problèmes économiques quotidiens des Britanniques pris dans la crise. Or les engagements, pris le 2 avril à Londres, sont compliqués et, selon le journaliste du Guardian, "*Brown a dû se battre pour expliquer ce [que les engagements] changeront pour des Britanniques inquiets pour leur emploi et leur maison.*"

"*La leçon à retenir des récentes crises financières est qu'une réaction gouvernementale rapide et claire (...) permet un retour plus rapide à l'équilibre budgétaire et des dégâts moins importants pour les finances publiques*", fait remarquer The Economist.

Le Washington Post dans la "une" de son site Internet est revenue à une actualité économique moins optimiste : l'augmentation du nombre de chômeurs aux Etats-Unis, qui touche 663 000 personnes en mars.

Le Financial Times. "*Les banques sont toujours gravement blessées*", remarque son éditorialiste, et la crise financière qui a "*allumé la mèche de la récession (…) pourrait prolonger l'incendie. C'est de ce côté que les dirigeants doivent désormais tourner le regard.*" (LeMonde.fr 03.04)

Pouquoi la Fed promet-elle de tout faire pour stabiliser les marchés, les décisions du G20 n'y suffirait-il pas par hasard ?

"*Les conditions ne sont pas favorables à un rebond économique important et durable et la Fed restera attentive à la manière dont la politique monétaire peut contribuer à la reprise économique*", a déclaré le vice-président de la banque centrale, Donald Kohn, lors d'une intervention publique dans l'Ohio. (Reuters 03.04)

Le risque d'hyperinflation les préoccupe.

La politique offensive de la Fed face à la crise a gonflé son bilan, qui avoisine aujourd'hui 2.000 milliards de dollars, et certains observateurs estiment que cette évolution pourrait nourrir l'inflation une fois la reprise engagée, si la banque centrale est incapable de résorber rapidement l'excès de masse monétaire qu'elle a injectée dans l'économie.

"*Nous avons un certain nombre d'outils que nous pouvons utiliser pour réduire les réserves des banques ou relever les taux d'intérêt à court terme lorsque cela deviendra nécessaire*", a-t-il dit.

Son discours n'a toutefois pas suffi à rassurer certains investisseurs.

"*Nous avons besoin de règles. Nous avons besoin d'un plan. Nous avons besoin de repères. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire un faux pas parce que si nous en faisons un et que nous ratons la restriction du crédit, cela provoquera une hausse des taux d'intérêt à court terme*", a ainsi déclaré Howard Simons, stratège de Bianco Research, à Reuters Financial Television. (Reuters 03.04)

J'ai lu hier matin une dépêche que je ne retrouve pas relatant les propos d'A.Merkel qui n'y allait pas par quatre chemins, affirmant que le plus gros risque qui pèserait demain sur l'économie mondiale serait une hyperinflation incontrôlable.

Russie.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Russie a chuté de 7% au premier trimestre 2009, a annoncé ce vendredi la ministre russe du Développement économique, Elvira Nabioullina.

L'an passé, la croissance avait atteint 5,6%, après 8,1% en 2007 et 7,7% en 2006. (La Tribune 03.04)

Un nouveau cadeau pour les riches.

Afin de soutenir les entreprises, le plafond des sommes donnant droit à une réduction d'ISF, en cas d'investissement dans une PME, devrait être relevé de 50.000 à 100.000 euros. « *Depuis longtemps réclamée, cette mesure a enfin été acceptée sur le principe par le chef de l'État* », affirme le député UMP Jean-Michel Fourgous.

En 2008, cette mesure, dont ont bénéficié 73.000 foyers, leur faisant économiser 9.010 euros en moyenne, a drainé 1,1 milliard d'euros vers les PME. Pour l'État, le manque à gagner fiscal s'est élevé à 660 millions d'euros. (La Tribune 03.04)

La Bourse ou la vie.

Les mauvais chiffres (le chômage et l'indice ISM d'activité du secteur des services) n'ont pas pesé lourd face à la vague d'achats sur les valeurs technologiques après les résultats de Research In Motion (RIM), ce dernier ayant bondi de 20,78% au lendemain de ses résultats, nettement supérieurs aux attentes.

"*Le chiffre de l'emploi, quelle que soit l'angle sous lequel on l'examine, n'est pas bon mais c'est le Nasdaq qui a soutenu la tendance aujourd'hui*", a déclaré Joe Saluzzi, de Themis Trading. "*S'il n'y avait pas eu les annonces de RIM hier soir, la journée d'aujourd'hui aurait été une mauvaise journée.*"

Le S&P, principale référence pour de nombreux gérants et analystes, affiche désormais un rebond de plus de 26% par rapport à son point bas de plus de 12 ans touché le 6 mars.

Mais "*ce rally est exagéré et je ne pense pas qu'il dure*", estime Saluzzi.

L'indice S&P des financières a parallèlement poursuivi sa remontée, en gagnant 4,22%. Il a notamment bénéficié des déclarations de Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, assurant que cette dernière utiliserait "*tous les outils*" dont elle dispose pour stabiliser les marchés et ouvrir la voie à la reprise économique. (Reuters 03.04)

La Bourse remonte puisque les pertes ne sont plus prises en charge par les entreprises mais par l'Etat qui se charge de les faire payer aux contribuables. L'Etat renforce ainsi son rôle de fer de lance du combat contre la classe ouvrière pour le compte du capitalisme avec lequel il s'identifie, ce qui n'est pas sans importance pour nous, cela signifie qu'il faut (recentrer) axer nos mots d'ordre contre l'Etat et ses institutions si l'on veut vraiment se positionner en avant-garde du mouvement ouvrier... ou à sa traine !

Le 5 avril 2009

Samedi à Rome dans l'immense manifestation contre la politique de Berlusconi, une banderole proclamait : "*Assez! Il est temps que l'Italie congédie Berlusconi*". (Reuters 04.04)

Le même mot d'ordre contre le sommet de l'Etat ne devrait-il pas être avancé en France et dans tous les pays par les partis ouvriers ? Vous ne le trouverez pas dans le communiqué publié par le collectif *Nous ne paierons pas leurs crises* au lendemain du G20, pas plus qu'au POI.

C'est à mon avis une erreur de dire que le G20 n'a servi à rien, il a servi à resserrer les rangs des dirigeants capitalistes et il a

montré qu'ils étaient en ordre de bataille pour affronter ensemble, pas seulement la crise de leur système économique, mais surtout le prolétariat mondial qui supporte de plus en plus mal les conséquences de cette crise.

Face à l'internationale du capital, le prolétariat ne dispose pas d'internationale ouvrière, il est désarmé et apparaît divisé politiquement. Que ce soit sur le plan national ou international, aucune issue politique n'est proposée à la classe ouvrière. C'est évidemment le meilleur moyen de la pousser à s'accommoder du capitalisme.

Vous aurez remarqué aussi qu'il est plus facile de dénoncer le rôle d'institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE ou l'UE, que d'engager le combat contre les institutions nationales dans chaque pays. Staliniens, néo staliniens, réformistes bourgeois, sociaux-libéraux, centristes et renégats du marxisme en tous genres soutiennent tous à leur façon le pouvoir en place.

Tunisie.

Quand Ben Ali dicte aux journalistes les "*valeurs*" qui selon lui correspondent au principe de la liberté de la presse.

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a affirmé samedi que la mission des médias devait se situer dans le cadre "*des valeurs de la loyauté, de la sincérité et de la franchise*" et ne pas porter "*atteinte à l'honneur des gens*".

Fin mars il avait pointé du doigt ceux qui s'emploient à "*ne rechercher volontairement qu'à mettre en exergue le sensationnel, à semer le doute et à nuire*", estimant que ces "*pratiques ne sont pas dignes de notre société et n'ont rien à voir avec la liberté et la démocratie*".

Il s'était dit pour "*une critique objective, qui unit au lieu de désunir, construit au lieu de démolir et corrige au lieu de détériorer*". (AP 05.04)

La talonnette vue de haut par Obama ou Sarkozy la risée du G20.

En dépit d'un assaut d'amabilités, Barack Obama n'a pu s'empêcher de lancer quelques piques à son « ami » français, coupable de manifestations d'amitiés trop voyantes à l'égard de George W. Bush, de son soutien à la guerre en Irak, guerre à laquelle le président américain était farouchement opposé, et, surtout, de mensonge. Washington ne digère en effet toujours pas que Nicolas Sarkozy ait raconté qu'au moment de la guerre en Géorgie, en août dernier, le président américain a tenté de le dissuader de se rendre à Moscou pour négocier un cessez-le-feu alors que le procès-verbal de l'appel téléphonique montre que c'est exactement le contraire qui s'est passé.

Obama a décidé de lui faire payer l'addition. Il a déjà refusé de lui faire l'honneur d'être le premier chef d'État étranger à être reçu à Washington (c'est le Premier ministre britannique, Gordon Brown qui y a eu droit) en dépit de ses demandes insistantes. Ensuite, Obama a adressé une lettre à Jacques Chirac, début mars, dans laquelle il déclare qu'il est prêt à travailler avec lui « pour la paix », hommage indirect à son opposition à la guerre en Irak... Last but not least, il a décliné l'invitation de l'Élysée de se rendre avant le sommet de l'OTAN sur les plages du débarquement (il ne viendra que le 6 juin prochain pour fêter le soixante-cinquième anniversaire de cette bataille décisive).

S'il a fini par accorder à son homologue l'entretien bilatéral qu'il espérait tant, en ouverture du sommet de l'OTAN, vendredi à Strasbourg, il n'a pu s'empêcher d'être vachard. Rendant hommage à Sarkozy qui « *une fois de plus a joué un rôle de leadership extraordinaire dans l'OTAN* », Obama a lâché qu'il « *est présent sur tellement de fronts qu'on a du mal à suivre* ». Sympa.

Aujourd'hui, lors de sa conférence de presse finale, il a de nouveau chambré son homologue. Après avoir donné longuement la parole aux journalistes américains accrédités à la Maison Blanche, il a accepté « *deux questions de journalistes non américains* ». Devant la satisfaction des médias continentaux, il a éclaté de rire : « *j'espère que Nicolas Sarkozy a traité de la même façon les journalistes américains. Je suis très sensible à l'égalité...* ». (Blog.liberation.fr 05.04)

Crise. Le bout du tunnel : pas pour demain ! Ouf !

"*Il ne faut pas s'attendre à un miracle du sommet mais je pense que nous avons pris les bonnes décisions et je pense que nous devrions nous concentrer sur la mise en oeuvre et la coordination des mesures. Alors nous pourrons voir la lumière au bout du tunnel*", déclare José Manuel Barroso. (Reuters 04.04)

Le G20 aurait-il dû avoir une autre fonction que de manifester la solidarité de ses dirigeants au chevet du capitalisme ?

Le PS (et ses semblables), plus qu'une "*roue de secours*", revendique son rôle de premier plan dans la survie du capitalisme.

Pour François Hollande, les convergences apparues, jeudi, à Londres composent "*un accord a minima, mais important*". "*Il s'agit d'une étape, pas d'une complète remise en ordre*", souligne-t-il. Quel dommage, on l'aime tant le capitalisme !

"*Socialistes et sociaux-démocrates devraient revendiquer davantage la pertinence des critiques qu'ils ont formulées à l'égard des dérives libérales encouragées ces dernières années par la plupart des gouvernements conservateurs, mais aussi des organisations internationales*", fait valoir François Hollande. "*La social-démocratie, assure le député de Corrèze, ne doit pas être une roue de secours ; aujourd'hui, elle représente la meilleure approche pour sortir de la crise et assurer un développement durable et solidaire.*". (Le Monde 04.04)

Le 6 avril 2009

La France du flic-président.

La République tchèque vient, à distance, de donner une bonne leçon de démocratie à la France. Alors que Barack Obama s'est déplacé durant deux jours dans une ville fantôme quadrillée par 10.000 policiers et vidée de ses habitants, il a pu se faire sans problème acclamer par 30.000 personnes à Prague, ce matin (chiffre donné par une dépêche AFP). Les Tchèques ont fait la tranquille démonstration que l'on peut assurer la sécurité d'un président américain sans décréter l'état de siège, comme les autorités françaises l'ont fait à Strasbourg pendant le sommet de l'OTAN.

La sécurité des vingt-huit chefs d'État et de gouvernement n'explique pas l'hystérie policière de Strasbourg, comme viennent de le montrer les Tchèques : les personnes admises au château de Prague pour écouter le président américain ont dû passer sous des portiques de sécurité et le tour était joué. Certes, il y a eu des manifestations violentes à Strasbourg – quelques centaines d'agités —, mais elles n'ont jamais menacé les chefs. Bruxelles, qui accueille au minimum quatre sommets européens par an, n'est jamais bloqué de cette façon. Seules quelques rues sont barrées et lesforces de l'ordre savent se faire très discrètes.

D'autant que les mesures adoptées étaient kafkaïennes : les points de passage étaient à sens unique (on sort de la zone rouge ou orange par un endroit, mais on ne peut rentrer que par un autre endroit situé à quelques centaines de mètres), leur disposition était incompréhensible et variable, on passait parfois par des portiques de sécurité, parfois pas (avec Arnaud Leparmentier du Monde, nous sommes entrés samedi dans le centre de presse sans être contrôlés puis de là, nous avons pu nous rendre aux conférences de presse, toujours sans être fouillés puisque nous étions censés l'avoir été au point d'arrivée…), etc. (blog liberation.fr 05.04)

Vous êtes trop bon avec la plèbe mon seigneur.

Baisse prochaine du taux du Livret A.

"*Le problème se posera à nouveau, comme il s'est posé voici déjà quelques semaines puisque le taux du Livret A évolue en fonction, d'une part de l'inflation, d'autre part des taux d'intérêt qui sont pratiqués sur le marché*", a précisé le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, ce dimanche sur Europe 1.

"*Il se trouve qu'il n'y a plus d'inflation actuellement, donc le problème se pose (...) La question se posera au mois de juin prochain. En tous cas, ce que je peux dire avec une certitude totale, c'est que le Livret A restera rémunérateur par rapport à l'inflation*", a-t-il ajouté. Il a expliqué que la décision de fixer le taux à 2,5% était déjà un choix favorable aux épargnants puisqu'il aurait pu être amené au chiffre de 2%, si les règles de calcul réglementaires avaient été suivies. Un taux élevé n'est pas forcément favorable à tout le monde puisqu'il détermine aussi le coût du logement social, a-t-il estimé. (La Tribune 05.04)

Les taux d'intérêt qui concernent les emprunteurs sont forcément élevés pour que les banques s'enrichissent, ce ne sont pas ceux-là dont parle Guéan, mais les taux de banque à banque qui sont 10 points plus bas. On ne peut pas être le gouvernement des banques et des travailleurs à la fois !

En comparaison, les bénéficiaires du paquet fiscal, les 834 contribuables les plus riches (patrimoine de plus de 15,5 millions d'euros) ont touché chacun un chèque moyen de 368 261 euros du fisc, "soit l'équivalent de trente années de smic".

Que voulez-vous, on ne peut pas plaire à tout le monde, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est au service des plus riches, donc finalement tout est dans l'ordre des choses. Il faudrait s'en émouvoir ?

Le grand nettoyage n'a pas encore commencé.

Pour le directeur général du FMI, "*ce serait exagéré de dire que le G-20 va à lui seul faire revenir la confiance*", le plus important est que la plupart des chefs d'État et de gouvernement aient "*compris que le nettoyage du système financier était un préalable indispensable à une relance et une régulation efficace*". "*Il faut donc le faire maintenant et il faut le faire vite". "Le FMI qui a traité 122 crises bancaires dans son histoire, depuis l'après guerre, a noté une constante: le retour à la croissance ne se fait pas tant que l'assainissement du système bancaire n'a pas été opéré*", souligne-t-il. (AP 05.04)

Les ministres des Finances européens réunis samedi à Prague, ont réclamé un assouplissement très rapide des normes comptables appliquées à leurs entreprises, les banques en particulier, afin qu'elles ne soient pas désavantagées par rapport à leurs concurrentes américaines. Une réaction à la décision de l'association qui fixe les normes comptables aux Etats-Unis, le FASB, qui a assoupli jeudi de manière unilatérale les règles d'évaluation des actifs.(La Tribune 05.04)

Vous avez dit futile ?

Le président de la BCE Jean-Claude Trichet a mis l'accent sur le fait que le nouveau comité de surveillance des risques impliquerait "*toutes les banques centrales, y compris celles qui ne sont pas membres de la zone euro*". Et plaidé pour qu'il dispose d'un véritable pouvoir. Il est "*très important que ce ne soit pas quelque chose de futile, qui produise un rapport sans conséquence de temps à autre*", a souligné Jean-Claude Trichet."*Nous devons rendre cet instrument d'avertissement aussi efficace que possible*", a souligné de son côté le commissaire européen aux Affaires économiques, Joaquin Almunia.
La Commission européenne doit maintenant faire des propositions de réformes sur le sujet en mai, parmi d'autres initiatives attendues ce printemps: régulation plus stricte des fonds spéculatifs ("hedge funds"), encadrement des rémunérations des dirigeants et des traders.

Le 7 avril 2009

Je n'ai pas actualisé les dépêches, rien ne presse on verra demain, à dire vrai je n'en ai pas envie. J'ai préféré faire autre chose pour nous changer les idées. Comme ils ne veulent pas faire de politique au POI et au NPA, on va relever le défi et montrer que c'est encore possible. Vous me direz qu'en partant du niveau zéro, je ne prends pas un grand risque !

Puisque je ne sais pas ce que vous lisez/étudiez, on reprend l'un de nos classiques en essayant d'en tirer la substance, l'esprit, les enseignements qui peuvent nous être utiles sur le plan pratique.

Dans *Que faire ?* Lénine évoquant le groupe des social-démocrates de Pétersbourg qui fonda "*l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*" et rédigea dès la fin de 1895, le premier numéro d'un journal intitulé *Rabotchéïé Diélo* :

"Ainsi donc, il y avait à la fois éveil spontané des masses ouvrières, éveil à la vie consciente et à la lutte consciente, et une jeunesse révolutionnaire qui, armée de la théorie social-démocrate brûlait de se rapprocher des ouvriers. A ce propos, il importe particulièrement d'établir ce fait souvent oublié (et relativement peu connu), que les premiers social-démocrates de cette période, qui se livraient avec ardeur à l'agitation économique (en tenant strictement compte, à cet égard, des indications vraiment utiles de la brochure De l'agitation, encore manuscrite en ce temps-là), loin de considérer cette agitation comme leur tâche unique, assignaient dès le début à la social-démocratie russe les plus grandes tâches historiques en général et la tâche du renversement de l'autocratie, en particulier."

Vous avez bien relevé la date, 1895, 22 ans avant la révolution d'Octobre, alors que le pouvoir du tsarisme semblait éternel et le prolétariat peu développé, les social-démocrates révolutionnaires proposaient déjà une issue politique aux masses : le renversement du régime. Quelle audace, n'est pas ?

Quand je m'épuise à répéter que rien ne justifie la politique trade-unioniste du POI et du NPA, leur politique de conciliation en direction d'éléments étrangers au mouvement ouvrier ou ayant conservé des liens avec la bourgeoisie, je passe pour un pauvre type qui ne sait pas de quoi il cause, le monde à l'envers quoi.

Suit un peu plus loin une note intéressante de Lénine :

"Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIX° siècle, l'Iskra ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications". Ainsi parlent les économistes dans leur Lettre aux organes social-démocrates russes (Iskra, n°12).

Mais les faits cités dans le texte prouvent que cette affirmation sur "l'absence de conditions" est diamétralement opposée à la vérité. Non seulement vers 1900, mais aussi vers 1895, toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les "économistes" veulent rejeter toute la

faute sur l'"absence de conditions", sur l'influence du milieu matériel déterminant la voie dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts ?"

Ne dites jamais que les dirigeants seraient responsables de la situation actuelle du mouvement ouvrier, vous seriez traité d'ennemi de la classe ouvrière. Et pourtant c'est la stricte et triste vérité.

Quand aujourd'hui des dirigeants expliquent que la situation est "difficile", que les "conditions ne sont pas réunies" et j'en passe, et que l'on compare ces propos avec la politique de leurs partis, on comprend au premier coup d'oeil qu'ils ne font par là que justifier leur "*soumission servile au spontané*", leur "*admiration (...) pour leurs propres défauts*", on devrait dire, ceux de leurs maîtres qui les ont cultivés pendant un demi-siècle et qu'ils s'emploient à copier tout aussi servilement.

Nous pouvons constater quotidiennement qu'aucun parti ne veut relier le combat contre les conséquences de la crise du capitalisme que subit durement le prolétariat à la question du renversement du régime, or c'est le seul moyen d'aider les masses à se hisser au niveau des tâches politiques qu'elles ont et auront à accomplir, c'est aussi le seul moyen de les organiser sur une base politique correcte, de construire un véritable parti communiste de combattants révolutionnaires. Mais nos spontéistes entendent obtenir des résultats immédiats, ils se gargarisent de la moindre miette obtenue, de la moindre mobilisation sans l'analyser à fond, le mouvement est tout, le but n'est rien, toujours la même histoire.

A propos du 29 janvier et du 19 mars, vous vous demandiez peut-être pourquoi il n'y avait pas eu de suite, question presque stupide à la suite des analyses que les opportunistes nous ont servies, demandez-vous plutôt qui au juste a manifesté et pour quoi, pas forcément les éléments les plus avancés de la classe ouvrière sur le plan politique, pas forcément non plus les plus mal lotis dans leur grande majorité, et si les éléments les plus enclins à remettre en cause le régime ont participé à ces manifestations, ils étaient une minorité à qui personne n'a proposé une issue politique et qu'il est pour cette raison difficile ou impossible d'organiser, car les organiser sur la base des mots d'ordre avancés par les organisateurs de ces manifestations comme le fait le POI ou le NPA ne pourrait répondre à leurs attentes, mais au contraire les tirer en arrière.

En ce qui concerne le POI, après avoir remplacé le combat en direction de la classe ouvrière par celui en direction de l'aristocratie ouvrière gangrené par le réformisme, puis en direction des élus de tous bords politiques, les voilà maintenant à traiter d'appareil à appareil adressant lettre sur lettre aux dirigeants pourris du PS, du MRC, du PCF, des Verts, ce qui serait totalement impossible si leur politique était axée sur "*les plus grandes tâches historiques en général*" que le prolétariat doit accomplir, ce qu'André Gérin, membre de la direction nationale du PCF a très bien dit en parlant de "*rassembler, un front populaire du XXIe siècle !* " (IO n°40 page 4), tout un programme ! Cela vous tente ?

Ils sont vraiment en dessous de tout, la preuve en est qu'après avoir avancé la nécessité d'un plan de relance en faveur des travailleurs, comme si ceux-là n'avaient pas spontanément conscience de la nécessité d'améliorer et défendre la condition ouvrière attaquée de toute part, les voilà qui avancent la nécessité d'interdire les licenciements comme si par hasard il y aurait eu un seul travailleur qui y aurait été favorable dans ce pays, à croire que pour respirer ils auraient besoin du POI, admettons qu'il faut bien partir d'un bout, ce qui m'a amené à soutenir l'initiative du POI, par contre, sur les conditions politiques (la liquidation des institutions) à réunir pour que nos revendication soient satisfaites et que les licenciements soient interdits, pas un mot, le silence total.

Ils sont en réalité sur la même ligne que les staliniens, les réformistes pourris à la Mailly et le NPA, qui expliquent qu'il faut "*créer un rapport de force*", organiser les travailleurs, etc., pour faire reculer ou imposer une défaite au gouvernement, etc. Or, si cette mobilisation des travailleurs ne s'accompagne pas de l'élévation de leur niveau de conscience politique qui ne peut pas être spontanée, elle conduira infailliblement à une impasse ou un échec, comme chaque fois.

Voici comment Kautsky posait la question de l'élévation de la conscience politique des masses en 1902, avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, il évoquait le projet du nouveau programme du parti social-démocrate autrichien, cette citation avait été reprise par Lénine dans *Que faire ?* :

"(...) la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique.

(...)

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement : de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience

émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée..."

Et Lénine de poursuivre :

"Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n a pas élaboré une "troisième" idéologie ; et puis d ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, Il s'effectue justement selon le programme du Credo, car mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la Nur-Gewerkschaftlerei; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire."

On pourrait ajouter à propos des syndicats, que c'est bien parce qu'il ne "*saurait être question d'une idéologie indépendante élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement*", que le refus de combattre pour le socialisme dans les syndicats ne peut conduire qu'à laisser libre cours à l'idéologie bourgeoise au sein des syndicats et à subordonner la classe ouvrière au capitalisme au lieu de l'aider à s'en détacher.

Les appels à des plans de relance en faveur des travailleurs (ou l'interdiction des licenciements, etc.) sans poser la question de la remise en cause du régime, correspond bien à la "*tendance spontanée du trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie*".

Effectivement, aucun parti ne pourra "*élaborer une "troisième" idéologie*", avis en passant aux adeptes du "*socialisme du XXIe siècle*" si cher au colonel Chavez et Evo Morales. La faillite politique de tous les partis se réclamant du trotskisme au cours du XXe siècle qui en sont arrivés à mettre en oeuvre un "*rapetissement de l'idéologie socialiste*" pour contruire autre chose qu'un parti communiste, en est la preuve manifeste. Ils en arrivent logiquement aujourd'hui à écrire, dire et répéter que finalement rien ne serait plus un prélable à l'unité, ils ont touché le fond.

Le 8 avril 2009

Vous trouverez ci-dessous la causerie d'hier, je me suis demandé à quoi bon la mettre en ligne.

Les Bourses dans le rouge, les uns et les autres tiennent le même discours qu'avant le G20 qui vient d'avoir lieu, ce qui prouve à lui seul qu'ils n'ont absolument rien réglé, l'OCDE au bout de 48h retire les quatre pays qu'elle avait placés sur sa liste noire des paradis fiscaux, les licenciements et fermetures d'usines continuent à travers le monde, ils parlent maintenant de diminuer ou bloquer les salaires de ceux qui ont encore un emploi, etc... Bref la crise continue de s'approfondir.

La majorité des travailleurs ne sont pas défavorables aux séquestrations de patrons, autant dire qu'il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'ils comprennent que sans la remise en cause des fondements du capitalisme rien ne changera fondamentalement. Sarkozy, Fillon, Bertrand et l'UMP montent au créneau pour dénoncer des "opérations illégales" qui remettent en cause l'Etat de droit, la démocratie.

Et dans tout cela, que disent nos dirigeants ? Vont-ils continuer à défendre cette démocratie (bourgeoise), cet Etat de droit qui a pour nom dictature du capital ou vont-ils s'adresser à la population pour qu'elle se prépare à se soulever pour en finir avec le gouvernement et les institutions au service du capital, avec le capitalisme ?

Nous allons lire attentivement les déclarations des dirigeants du POI et du NPA et nous en rediscuterons ensuite. Besancenot s'est déjà exprimé sur les séquestrations de patrons, le problème, c'est qu'il ne va pas au bout de l'analyse de la situation : séquestrer un patron n'est pas suffisant, il faut l'exproprier, le jeter dehors de l'entreprise qui appartient aux seuls travailleurs. L'argument était facile : les patrons veulent nous jeter dehors, nous refusons, donc c'est lui que nous devons jeter dehors ; qui produit les richesses, les travailleurs ou les patrons, les rentiers, les banquiers ? Il y a deux camps, il n'y a que deux côtés à une barricade, chacun dans son camp et que le plus nombreux qui a la légitimité avec lui l'emporte ! Il faut déclarer que le capitalisme, l'exploitation est illégale, les privilèges des exploiteurs sont illégaux, le reste ne sera plus ensuite qu'une simple formalité...

Que vous inspire le titre de la dépêche : François Fillon s'en prend à l'extrême gauche "*qui souffle sur les braises de*

l'affrontement social" ?

Vous voyez camarades, le problème de nos dirigeants c'est qu'ils ont oublié que le combat que nous devions mener devait se dérouler strictement classe contre classe, ils pratiquent en permanence un double langage, ils bouffent aux râteliers des appareils pourris et des institutions de la Ve République, alors comment voulez-vous qu'ils répondent à Fillon : allez vous faire pendre avec vos menaces, vous défendez le camp des exploiteurs, nous défendons celui des exploités, on n'a pas d'ordres ou de conseils à recevoir de votre part, on n'a rien à vous dire, on ne veut avoir aucun rapport avec vous, c'est clair, net et précis, notre seul objectif est de renverser le pouvoir que vous représentez, l'Etat, les institutions de la Ve République, y compris par la force le moment venu, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui vous chasseront, c'est le capitalisme qui par l'injustice et le vol sur laquelle il repose porte en lui la révolte sociale depuis sa naissance, il a produit les armes qui le détruiront, la classe ouvrière. Le capitalisme représente une provocation permanente aux yeux de tous les exploités, c'est encore le capitalisme qui bafoue les principes élémentaires de la dignité humaine en soumettant les travailleurs au joug de la servitude de l'exploitation et de l'oppression de la naissance à la mort. Vous combattez pour assurer la survie d'un système économique dont la faillite s'étale quotidiennement devant le monde entier. Vous êtes parfaitement à votre place et dans votre rôle au sein de la république démocratique française, on ne cherchera pas à jouer votre rôle à votre place, nous combattons pour une autre République, une République sociale, pour une autre démocratie, une démocratie conforme aux intérêts de la majorité de la population, pour une autre société bâtie sur la propriété collective des moyens de production où personne ne pourra plus s'approprier le travail d'autrui, afin de satisfaire les besoins et les aspirations de la majorité de la population, une société plus juste débarrassée de ces inégalités insupportables, de ces injustices intolérables, une société qui se donnera pour objectif d'en finir avec l'existence des classes sociales et l'Etat, une société où règnera le bien-être pour tous, où chacun pourra se développer harmonieusement, où la paix règnera à l'échelle de l'humanité...

Fillon part du principe que le capitalisme est légal, que l'exploitation est justifiable. Nous nous partons du principe inverse, nous déclarons le capitalisme illégal et nous affirmons qu'aucun argument ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est uniquement l'ignorance des rapports sociaux d'exploitation capitalistes par les millions de travailleurs qui permet à ce système inique de se maintenir en place. Qu'ils en prennent conscience, qu'ils prennent conscience de la gigantesque force qu'ils représentent face à l'infime minorité d'exploiteurs qui les maintiennent en esclavage, et il ne tiendrait pas une minute de plus en place, c'est une certitude absolue.

La crise actuelle du capitalisme, qui par son ampleur dépasse toutes celles que le capitalisme a connues depuis sa naissance, permet aujourd'hui à des millions de travailleurs à commencer à prendre conscience de l'origine de tous les maux qui les accablent, notamment quand ils s'en prennent directement aux patrons qui les ont exploités pendant tant d'années et qui les jettent du jour au lendemain à la rue. Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire qui sont les représentants du capital volent naturellement au secours des capitalistes. Notre devoir est de nous placer résolument en toutes circonstances au côté du prolétariat luttant pour son émancipation par tous les moyens à sa disposition ou qu'il inventera, et ce ne sont pas des menaces qui nous intimideront ou nous feront capituler, vos appels à l'union des Français, gardez-les pour vos valets, les Thibault, Chérèque, Mailly, Aubry et consorts, nous savons ce que nous avons à faire et personne ne nous fera dévier de l'objectif que nous nous sommes fixés.

La bourgeoisie a pris le pouvoir par une révolution violente puisque l'Ancien régime n'était pas disposé à lui céder la place par une autre voie, le prolétariat n'aura pas d'autre choix que de faire sa propre révolution en employant les mêmes moyens pour remplacer la classe sociale faillie qui est actuellement au pouvoir et dont vous représentez les intérêts...

Les infos en bref.

France.

Qui peut le plus peut le moins, surtout quand il s'agit de favoriser le patronat.

Le gouvernement a renoncé à faire paraître les décrets d'application de la loi prévoyant des pénalités en 2010 pour les entreprises qui ne mettent pas en place un plan en faveur de l'emploi des seniors, rapportent Les Echos.

"*La mesure paraît aujourd'hui peu opportune avec la hausse du chômage,*" explique le journal. "*L'exécutif estime difficile de contraindre les entreprises à embaucher des salariés âgés quand nombre d'entre elles sont en train de réduire leurs effectifs.*"

Faute de décret paru à temps, les entreprises ne pourront pas négocier avec les syndicats d'ici au 31 décembre, ce qui rend les sanctions inapplicables, ajoute-t-il. (Reuters 06.04)

Mais quand il s'agit de virer des centaines de milliers de travailleurs, de promouvoir à grande échelle le chômage partiel, là le gouvernement sait aller très vite, normal, il est là pour cela.

Plus dure sera la chute.

Le chiffre d'affaires de l'industrie française a diminué de 4,7% en janvier par rapport à décembre, tandis que celui de la construction a reculé de 3,6%, annonce lundi l'INSEE.

Le chiffre d'affaires en valeur des entreprises de l'industrie manufacturière diminue notamment nettement (-5,3%), après une baisse de 0,8% en décembre, précise dans un communiqué l'Institut national de la statistique.

Les ventes des industries agricoles et alimentaires ont également baissé en janvier de 6,8%, tout comme celles des équipements électriques et électroniques (-3,1%), et de matériel de transport (-3,8%).

Dans la construction, les ventes ont diminué de 3,6% en janvier, et le chiffre d'affaires des trois derniers mois a reculé de 1,1% par rapport aux trois mois précédents. (AP 06.04)

Entre 2008 et 2009, on peut estimer que 20 % des 34 000 agences immobilières auront disparu.

Sur l'ensemble de la profession, ce sont entre 15 000 et 20 000 emplois, sur 150 000, qui sont menacés. (LeMonde.fr 07.04)

Polémique autour des violents incidents survenus en marge du sommet de l'Otan à Strasbourg.

Le secrétaire général de l'Unsa Police a déploré lundi, sur France Info, des "*lacunes dans la chaîne de commandement*".

"*On ne peut pas laisser un quartier sans défense pendant une heure et demie*", a dit Henri Martini, qui réclame une enquête administrative.

Pour Olivier Besancenot, les autorités ont "*tout fait*" pour que la manifestation dégénère en modifiant le tracé initialement prévu et en conduisant les manifestants "*dans une vraie souricière*".

"*Des milliers de manifestants ont été amenés dans une rue avec les deux issues complètement bloquées, et on s'est fait canarder de gaz lacrymogènes, sans interlocuteur à ce moment-là, avec des tirs tendus, avec des tirs de flashballs. On a frôlé le drame*", a déclaré le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste sur France Inter.

"*Une manifestation où il y a du monde, où il y a des interlocuteurs, où il y a un parcours de manifestation (et) des forces de l'ordre visibles, ça ne dérape pas. Quand il y a tout le contraire, ça dérape et c'est exactement ce qui s'est passé*", a-t-il ajouté.

"*On a fait en sorte que cette manifestation parte en 'schweppes' comme on dit dans mon quartier.*"

Réagissant aux propos du porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre, qui a accusé le NPA d'être "*la vitrine légale des casseurs*", Olivier Besancenot a démenti faire partie du Black Block", une mouvance anticapitaliste européenne souvent violente.

Michèle Alliot-Marie a jugé "scandaleux" les propos du leader d'extrême gauche.

"*M. Besancenot doit savoir que les violences ne font pas partie du dialogue démocratique, il faut un jour ou l'autre savoir si on se place du côté de la démocratie, de l'expression de ses idées (....) mais on n'a pas le droit de s'exprimer par la violence*", a-t-elle dit.

La ministre de l'Intérieur a jugé que l'émergence de groupuscules violents "*qui refusent de s'inscrire dans la démocratie*" s'expliquait en partie par "*l'affaiblissement considérable des partis extrêmes, notamment du Parti communiste*".(Reuters 06.04)

Le chômage, la précarité et la pauvreté, sont des actes de violence insupportables que l'Etat capitaliste exerce et justifie au nom de la démocratie contre des millions de travailleurs et leurs familles au quotidien. Comme cette violence est légalisée par cette démocratie qui ne profite qu'à une minorité d'exploiteurs, nous n'aurons pas d'autre alternative que d'abattre cette démocratie des capitalistes pour imposer la démocratie de la majorité de la population et avancer sur la voie du socialisme.

A bas le dialogue démocratique, à bas le dialogue social qui sont synonymes de collaboration de classes et de trahisons des intérêts de la classe ouvrière !

Face à la violence organisée par l'Etat bourgeois pour assurer la survie du capitalisme, c'est seulement par la révolution socialiste que la classe ouvrière parviendra à renverser les institutions en place et à prendre le pouvoir.

L'UMP et les institutions de la Ve République sont les "*vitrines légales*" de la dictature du capital dont il faut nous débarrasser au plus vite.

Les Verts n'aiment pas les pauvres.

Le député des Verts Yves Cochet a profité, samedi, d'un colloque de la revue de la décroissance Entropia, à Paris, pour apporter une solution surprenante à l'actuelle crise économique et écologique.

Selon lui, un enfant européen ayant «un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York», il faudrait faire voter une directive baptisée «grève du troisième ventre» qui inverserait l'échelle des prestations familiales.

En d'autres termes, dissuader financièrement les familles qui envisageraient de concevoir un trop-plein d'enfants. « *Aujourd'hui, plus on a d'enfants, plus on touche. Je propose qu'une famille continue de percevoir des aides pour les deux premiers enfants, mais que ces aides diminuent sensiblement à partir du troisième* », a déclaré le député devant les 150 participants des milieux écologistes et altermondialistes. (Libération.fr 06.04)

Personnellement je trouve complètement dingue de faire des gosses dans un monde aussi pourri, de plus en plus pourri. Cependant, ce n'est pas en s'en prenant aux plus pauvres qu'on règlera le problème de la surpopulation, ce que propose Cochet est particulièrement scélérat. Pourquoi ne propose-t-il pas de supprimer les allocations familiales, toute aide de l'Etat aux familles les plus riches qui pourront toujours élever 4 ou 5 gosses ou plus ?

Italie.

Le "***diable***" : la liberté de la presse !

La presse italienne a fait ses choux gras de la remarque agacée faite par la reine Elizabeth II à l'encontre du dirigeant italien lors de la "photo de famille" du G20, mercredi, à Londres.

Selon des agences de presse italiennes, la souveraine n'a pas apprécié le tapage du Cavaliere qui, placé au dernier rang du groupe, tentait d'attirer l'attention de Barack Obama.

"*Ce qui m'agace vraiment, c'est que la presse italienne me boycotte. On a envie de dire 'allez au diable!'*", a déclaré Silvio Berlusconi est furieux contre les journalistes italiens à des journalistes dans la capitale tchèque.

Dénonçant la "*calomnie*" et la "*désinformation*", il a ajouté qu'il était tenté de répondre à de tels agissements par des mesures "*fermes et directes*". (Reuters 05.04)

Grande-Bretagne.

Quand les investisseurs "boudent".

La banque britannique Royal Bank of Scotland annonce que la participation de l'Etat dans son capital montera à 70,3%, contre 58% jusqu'à présent, les investisseurs ayant massivement boudé son projet d'émission d'actions ordinaires.

Les investisseurs privés n'ont souscrit qu'à hauteur de 0,7% du volume de titres créé, a précisé le groupe, obligeant l'Etat à acquérir le reste. (Reuters 07.06)

Tout fout le camp.

Les immatriculations de voitures neuves ont chuté en mars de 30,5% en rythme annualisé en Grande-Bretagne, annonce une fédération de l'industrie automobile.

Lors des trois premiers mois de l'année, les immatriculations ont plongé de 29,7% par rapport à 2008, soit 200.000 véhicules vendus en moins, précise la Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT).

"*La chute du marché montre que le gouvernement doit faire davantage pour doper la confiance.*" (Reuters 06.04)

Irlande.

Une société de défaisance pour racheter les actifs toxiques.

C'est ce qu'a annoncé ce mardi Brian Lenihan, ministre des finances irlandais, lors de la présentation au parlement de son

collectif budgétaire d'urgence. Cette "*Agence nationale de gestion de fonds*" sera dotée d'un budget de 90 milliards d'euros. Une manne qui sera utilisée pour "*nettoyer le système bancaire*" et "*assurer le flux continu de crédit*", a précisé le ministre.

Le ministre des finances irlandais a prévu un recul du PIB de 8% pour 2009.

Dans ce contexte, le gouvernement irlandais a annoncé une série de mesures d'austérité pour limiter la hausse des déficits publics. Le ministre des Finances Brian Lenihan a ainsi dévoilé plusieurs hausses d'impôt et de nombreuses coupes budgétaires, alors que les recettes fiscales ont chuté de 23% au premier trimestre. Du coup, le déficit a été multiplié par 10, à 3,72 milliards d'euros, contre 354 millions l'an passé. (La Tribune 07.04)

FMI

Le capitalisme est "***toxique***", alors éliminons-le !

Le Fonds monétaire international devrait annoncer que les actifs toxiques des banques pourraient atteindre à terme 4.000 milliards de dollars, selon le "*Times*". (La Tribune 07.04)

Un jour c'est 500 milliards de dollars, un autre ils évoquent 1.000 milliards, encore un petit effort et ils avancent 2.000 milliards, et voilà qu'ils doublent la mise, et la prochaine fois ?

Zone euro.

Les ventes de commerce de détail dans la zone euro ont baissé de 0,6% en février comparé au mois précédent, où elles avaient progressé de 0,1%, a indiqué ce lundi l'office européen des statistiques Eurostat. Sur un an, les ventes accusent un recul de 4%.

Dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'UE (Union européenne), les ventes de détail ont reculé de 3,4% sur un an.

De leur côté, les prix à la production industrielle ont baissé en février dans la zone euro pour le septième mois consécutif, de 0,5% comparé à janvier, selon Eurostat. Sur un an, les prix ont reculé en février de 1,8%. (La Tribune 06.04)

Le produit intérieur brut (PIB) des 15 pays qui formaient la zone euro l'an dernier a reculé de 1,6% au quatrième trimestre par rapport au troisième.

"*La base de départ est plus faible et cela souligne que la croissance moyenne sur 2009 sera très négative, nous prévoyons une contraction de 4,3%*", a commenté Jürgen Michels, économiste de Citigroup.

"*Ce qui est préoccupant, c'est qu'il est loin d'être improbable que la contraction du PIB de la zone euro ait été encore forte au premier trimestre 2009, au vu des statistiques et des études très sombres disponibles*", souligne Howard Archer, économiste d'IHS Global Insight.

"Cela devrait heureusement marquer le point bas de la crise, même si la reprise semble pour l'instant encore lointaine."

En rythme annuel, le recul du PIB des Quinze au quatrième trimestre ressort à 1,5%.

Au final, l'économie de la zone euro affiche une croissance de 0,8% sur l'ensemble de l'année 2008, moins d'un tiers des 2,6% en 2007 et moins que celle de 1,1% enregistrée aux Etats-Unis même si elle dépasse celle de 0,6% du Japon.

Pour l'ensemble de l'Union européenne à 27, la croissance du PIB a été de 0,9% en 2008 après 2,9% en 2007. (Reuters 07.04)

Etats-Unis. La seule catégorie de la population américaine qui travaille davantage est celle des plus de 55 ans - tant chez les hommes que chez les femmes - forcés qu'ils sont de travailler depuis que leurs économies ont été sensiblement écornées.

En 2000, les plus de 55 ans étaient déjà 18 millions à travailler. Ils sont aujourd'hui 27 millions. (LeMonde.fr 06.04)

Russie.

2009 : une année "***très difficile***".

Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a défendu lundi devant le parlement sa gestion de la crise économique en Russie, assurant qu'un plan de relance de 3.000 milliards de roubles (66 milliards d'euros) permettrait au pays de survivre à une année 2009 "*très difficile*".

Plus d'un million de Russes ont perdu leur emploi depuis décembre, le rouble a perdu près d'un tiers de sa valeur contre le dollar, mais Vladimir Poutine a d'abord voulu rassurer la population et démontrer, en alignant des dizaines de statistiques, que le pire de la crise était passé. (Reuters 06.04)

Les Bourses ou la vie.

Lundi 6.

CAC40 +1,05%

L'indice Dow Jones -0,52% et le Nasdaq -0,93%

Mardi 7.

CAC -0,94%

L'indice Dow Jones -2,34% et le Nasdaq -2,81%.

Le 9 avril 2009

Mon isolement est d'autant plus insupportable que la situation se tend. Je fais ce que je peux pour ne pas être coupé des masses, je m'en remets à mes principes : je pars des derniers développements de la situation en tenant compte de l'état d'esprit des couches les plus déterminées de la classe ouvrière à refuser la formidable régression sociale que veulent leur imposer le gouvernement et les capitalistes, tout en gardant à l'esprit notre objectif et notre priorité : la construction du parti. L'ensemble de ces facteurs doit nous permettre d'intervenir dans la lutte des classes et de proposer une issue politique aux masses à la crise du capitalisme.

D'un côté le NPA tient un discours (inégal) sur la crise relativement correcte, LO aussi, d'un autre côté le POI a proposé une initiative intéressante permettant de regrouper les travailleurs qui entendent s'opposer à la politique du gouvernement, mais force est de constater qu'aucun des trois partis n'entend proposer la moindre issue politique aux masses, aucun ne remet directement en cause le régime en place et les institutions, comme si la question qui était posée aujourd'hui n'était pas celle du pouvoir politique, qui doit décider qui doit avoir un travail ou être au chômage, qui doit vivre dans la misère ou vivre comme un prince, etc., le gouvernement étant minoritaire et illégitime. Ne le serait-elle pas que ce serait un devoir pour les militants révolutionnaires de la poser, car on ne peut pas sérieusement construire un parti sur une autre perspective politique (Lénine 1895).

J'en déduis que les dirigeants de ces partis sont incapables d'assumer leur responsabilité en ne répondant pas à Sarkozy, Fillon et d'autres membres du gouvernement, qui en condamnant les séquestrations de patrons justifient en fait l'existence du capitalisme avec son lot d'inégalités et d'injustices insupportables contre lesquelles les masses se dressent, ils sont incapables de leur répondre que leurs partis ne se situent pas forcément sur le terrain de la légalité, qu'ils combattent pour en finir avec le capitalisme et que pour cette raison, ils rejettent tous les arguments condamnant la remise en cause de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production telle qu'elle a commencé à s'exprimer à travers les occupations d'usines, ils témoignent qu'ils n'ont pas l'intention de combattre pour l'objectif qu'ils prétendent s'être fixés, le refus d'avancer le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité des capitalistes quand la situation s'y prête le prouve amplement.

Qu'attendent-ils pour avancer dans cette voie ? Qu'attendent-ils pour proposer une issue politique aux masses ? Que cette crise soit passée pour expliquer ensuite que les choses sont comme elles sont et que personne n'y peut rien ? Peut-être espèrent-ils que la crise dure assez longtemps pour leur donner raison. Sur quoi au juste ? On ne voit pas comment les faits pourraient leur donner raison, on a plutôt envie de dire que chaque jour qui passe prouve exactement le contraire, qu'espèrent-ils, qu'en organisant des travailleurs sans leur proposer d'issue politique, sans les aider à faire le lien entre la crise du capitalisme et les institutions, les travailleurs finiront bien un jour par faire eux-mêmes ce lien, c'est un leurre camarades, pour ne pas dire une tromperie criminelle, relisez les enseignements du marxisme, vous ne trouverez pas un seul argument en faveur de cette théorie sortie tout droit de la tête de bureaucrates, de "déracinés sociaux".

Pour tirer la majorité des masses en avant, ne faudrait-il pas s'appuyer sur ses éléments les plus déterminés qui tentent de remettre en cause le capitalisme ? Ne sont-ils pas l'exemple à suivre ? Non répondent nos dirigeants en les isolant, ce qui fait l'affaire du gouvernement. Pourquoi ne pas dire que les travailleurs ont parfaitement raison de s'attaquer aux patrons, que leurs actions

sont légitimes et qu'elles s'inscrivent dans la voie que l'ensemble de la classe ouvrière devra emprunter pour réorganiser la société sur la base de nouveaux rapports sociaux une fois débarrassé des institutions qui sont au service du capitalisme, une fois qu'ils se seront dôtés de leurs propres organismes politiques de pouvoir...?

Ils veulent interdire les licenciements et quand des travailleurs occupent des usines et s'en prennent à leurs patrons parce qu'ils les menacent de licenciements, nos dirigeants sont incapables de faire autre chose que d'étaler au grand jour leur impuissance. Qu'à travers leurs actions les travailleurs expriment encore inconsciemment le processus conduisant à remettre en cause les fondements du capitalisme, personne ne le niera, mais c'est notre devoir en tant que militant révolutionnaire d'en donner la traduction consciente, dans le cas contraire c'est volontairement les empêcher de progresser sur le plan politique, c'est capituler.

Les dépêches du jour.

Une perte historique.

La Caisse des Dépôts a subi en 2008 une perte de près de 1,5 milliard d'euros, la première perte depuis sa création en 1816, rapporte le quotidien Les Echos à paraître jeudi.

"*La solidité financière de la Caisse n'est cependant pas remise en cause, celle-ci pouvant afficher près de 18 milliards d'euros de fonds propres*", ajoute le quotidien. (Reuters 08.04)

La descente aux enfers continue.

L'économie américaine a continué de se détériorer et les risques que la situation empire encore sont élevés, lit-on dans le compte rendu de la réunion de comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (FOMC) des 17 et 18 mars. (Reuters 08.04)

Rompre les relations avec le régime, une nécessité pour mener le combat classe contre classe.

"*On ne va pas aller le voir, en tenant compte que de toute façon la messe est dite*", a déclaré Michel Laboisseret de la CGT sur France Info. "*Ca va avancer à quoi d'aller voir Sarko en tenant compte qu'il va nous traiter de voyous. Je crois que le refus de l'intersyndicale d'y aller et de l'ensemble du personnel est la meilleure des choses*"

Michel Laboisseret a estimé que le président de la République faisait montre d'un "*manque de cohérence*". "*D'un coup, il s'intéresse à nous parce qu'on médiatise le conflit et après, il nous critique derrière*", a-t-il estimé. (AP 09.04)

Nouveau coup de force de travailleurs.

Une vingtaine de salariés de Preciturn (ex-Dapta Technologies 106 licenciements programmés) situé à Thiers ont occupé mercredi matin, dès 9 heures, à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme, les locaux de la permanence du ministre du Travail, Brice Hortefeux, également conseiller régional d'Auvergne. Ils ont finalement évacué les lieux peu avant midi, sans qu'il ait été fait usage de la force, après avoir obtenu un rendez-vous avec le ministre.(Lepoint.fr 08.04)

Une grève qui ne passera pas "***inaperçue***".

La Tour Eiffel restait fermée au public mercredi après-midi en raison d'un mouvement de grève d'une partie du personnel, a-t-on appris auprès de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) qui emploi 500 salariés. (AP 08.04)

Faites confiance aux patrons... qui vous foutent à la porte !

Quatre cadres du fabricant britannique d'adhésifs industriels Scapa ont été retenus dans l'usine de Bellegarde-sur-Valserine (Ain).

Ces cadres, qui travaillent à Valence, où se trouve le principal site du groupe en France (le siège est à Manchester, en Grande-Bretagne), ont été séquestrés à l'issue d'une séance de négociations avec les salariés sur les indemnités de licenciement.

La direction de Scapa prévoit en effet de fermer l'usine de Bellegarde-sur-Valserine, spécialisée dans les adhésifs pour l'automobile, qui emploie une soixantaine de personnes, "*en raison de la chute de 50 % de ce marché en 2008*", a indiqué la direction.

"*On a décidé ensemble de relâcher les dirigeants pour qu'ils puissent négocier là-haut en Angleterre. On va leur faire confiance*", a expliqué Christophe Bougret, syndicaliste CGT de l'usine. (Lepoint.fr et AFP 08.04)

18% de perte de salaire, qu'est-ce que c'est... à coté des neuf milliards de bénéfices réalisés par le

groupe ArcelorMittal l'année dernière ?

La décision de la direction d'ArcelorMittal de réduire sa production d'acier va entraîner le chômage partiel d'un millier de sidérurgistes sur 2.600 à Florange (Moselle) d'avril à septembre, a-t-on appris mercredi de source syndicale.

Les salariés seront rémunérés à 82%, a souligné Jean-Marc Vécrin, délégué central de la CFDT pour les sites Atlantique-Lorraine. "*On est fortement déçu, mais cela aurait pu être pire, c'est temporaire. En effet, la cokerie continue à fonctionner*", a-t-il expliqué. (AP 09.04)

Tout juste bon à être balancé dans un haut-fourneau !

Toujours les mêmes arguments.

Dassault Aviation (8.000 salariés en France) a publié un chiffre d'affaires en baisse de près de 30% au titre du premier trimestre 2009 et annoncé que des mesures de chômage partiel au sein de ses usines françaises étaient en préparation.

"*Pour faire face aux conséquences de la crise actuelle, le groupe a décidé d'adapter sa capacité de production. Un comité central d'entreprise extraordinaire s'est réuni ce jour au cours duquel la situation industrielle a été exposée. Des mesures d'adaptation de la capacité de production ont été présentées, comprenant notamment le gel des embauches en production, l'arrêt de l'intérim, l'accélération de la prise de congés et un projet de chômage partiel à partir de septembre*", poursuit la société. (Reuters 08.04)

Le cas échéant par recours à l'expropriation, à la révolution!

"*Quelle que soit la gravité des situations rencontrées, il ne peut pas être accepté que l'on déroge à la loi*", écrivent dans un communiqué commun la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) et l'UPA (Union professionnelle artisanale).

"*Cela vaut pour toutes les infractions à la loi, qu'il s'agisse de menaces physiques, de séquestrations ou d'atteintes à la sécurité des personnes et des biens*", poursuivent les trois organisations patronales.

Selon elles, "*les réponses à apporter à des conflits sociaux doivent se trouver par la négociation libre et consentie entre les parties, par l'intervention des pouvoirs publics dans le cadre de leurs prérogatives, le cas échéant par recours à la justice*". (AP 08.04)

Un mot sur l'éditorial du dernier numéro d'***Informations ouvrières***.

Le professeur Gluckstein n'est jamais aussi mauvais que dans son rôle de donneur de leçons.

A propos du G20 de Londres : "*Mais comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que des Lula, Zapatero et autre Gordon Brown, présentés comme des hommes de gauche, participent de cette union sacrée autour du régime capitaliste failli ?*

Comment peuvent-ils comprendre les réactions de Ségolène Royal..."

Sur quel terrain se situe donc Gluckstein ? De quelle réalité part-il ? De quels travailleurs parlent-ils ? A qui s'adressent-ils ?

Quels travailleurs se posent-ils ces questions ? Lesquels ont-ils besoin de savoir ce que pensent cette "*racaille*" (Marx) se réclamant du mouvement ouvrier ? Les couches de la population auxquelles s'adressent le POI en priorité ? La "*minorité*" de la classe ouvrière comme disait Marx gangrené par le réformisme bourgeois, ceux que le capitalisme s'est employé à corrompre avec l'appui des dirigeants syndicaux pourris, alors que parmi la majorité restante une partie d'entre elle est dors et déjà prête à en découdre contre les institutions et le capitalisme qui n'intéresse aucun parti ouvrier ?

Gluckstein voudrait faire croire aux travailleurs que les Lula, Zapatero, Brown et Royal pourraient tenir un autre langage et faire une autre politique qu'il ne s'y prendrait pas autrement. A qui profite le crime ?

Gluckstein qui ne comprendra décidément jamais rien à l'état d'esprit des masses, ne peut pas comprendre que les travailleurs savent pertinemment que les Lula, Zapatero, Brown et Royal sont aussi pourris que les Obama, Sarkozy, etc. A moins qu'ils ne veuillent pas le comprendre, ce qui cadrerait avec la perspective d'une Assemblée constituante qui ne serait finalement qu'une réplique de l'Assemblée nationale, un front populaire qui ne veut pas dire son nom et dont on a déjà un aperçu en Bolivien, avec ou sans parti bourgeois au pouvoir puisque ce n'est pas nécessaire (voir les Leçons d'Espagne de Trotsky).

Gluckstein n'est pas non plus à une contradiction près.

Les travailleurs ne comprendraient pas le rôle traitre joué par les Lula, Zapatero, Brown et Royal, mais s'agissant des décisions prises par le G20, il écrit "*tous les travailleurs comprennent ce que cela veut dire.*".

Mais si les travailleurs sont de farouches anticapitalistes au point de comprendre les décisions prises à Londres par les dirigeants du vieux monde comme il l'affirme, alors cela signifie que le seul obstacle qui se dresse encore sur leur chemin pour l'abattre ne peut résider que dans les institutions qui fonctionnent au service du capitalisme. Mais Gluckstein ne tient pas à s'aventurer sur ce terrain-là, toute la stratégie du POI s'écroulerait comme un château de cartes, du coup il dévie sciemment l'attention des travailleurs et des militants vers les partis pourris du mouvement ouvrier qui devraient forcément jouer demain un rôle dans la remise en cause du régime, dans la formation d'un gouvernement ouvrier ou au sein d'une Assemblée constituante fonctionnant pour le compte du capitalisme... comme en Bolivie.

Si les travailleurs ne se tournent pas vers le POI, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas encore pris conscience des rapports sociaux qui existent dans la société et la place qu'ils occupent au sein de ces rapports si on suit le raisonnement Gluckstein, mais parce qu'ils font toujours confiance au PS et qu'en dehors du PS point de salut, alors que chacun sait que cet argument ne correspond à aucune réalité depuis l'après-guerre et qu'il a été fabriqué de toutes pièces par le dénommé Lambert, son maître à penser, pour justifier sa politique de collaboration de classe avec les appareils, notamment celui de FO.

Comment peut-on affirmer encore une telle contrevérité en 2009 ? Les travailleurs auraient des illusions dans le PS au point de les rendre aveugles, quel est le crétin fini qui croira de telles balivernes ?

Gluckstein confirme ici que les masses comprennent mieux que lui la situation ou qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde : Gluckstein pense et agit en tant que membre d'un appareil face à des appareils, tandis que les masses confrontées aux difficultés de la vie quotidienne qui s'amoncellent et deviennent insupportables, en arrivent non pas à se tourner vers le PS, mais à remettre en cause le capitalisme en occupant les usines ou les entreprises, à séquestrer leurs patrons qu'ils haïssent par dessus tout.

Et que propose-il aux travailleurs ?

"*Ces décisions (du G20 - Lutte de classe) conformes aux intérêts des exploiteurs doivent être combattues. Cela passe par l'action unie pour l'interdiction des licenciements.*"

Sachant que l'interdiction des licenciements est un leurre, une illusion sans abattre au préalable les institutions, cela revient à les conduire dans une impasse et pas autre chose. Pourquoi ne pas leur expliquer les conditions politiques qu'il faudra réunir impérativement pour envisager sérieusement l'interdiction des licenciements ? Pourquoi ne pas leur expliquer que vous construisez un parti dans cette perspective au lieu de leur raconter n'importe quoi ? Il arrive un moment où il faut remettre les chose à leur place, assez : même Morales n'a pas le pouvoir d'interdire les licenciements, pas plus que son Assemblée constituante, alors qu'on arrête de nous raconter des conneries, à quel jeu joue Gluckstein et le POI ?

En conclusion, les masses n'ont pas plus confiance dans le PS que dans le POI ou un autre parti, et elles ont parfaitement raison, puisque le POI s'acharne à prendre les problèmes à l'envers : les masses ont toujours des illusions dans le capitalisme, elles en ont beaucoup moins dans les institutions, et plus du tout dans les partis traditionnels du mouvement ouvrier, et elles peinent à avoir confiance dans le POI parce que ses dirigeants se fourvoient toujours dans une interprétation littérale et erronée de la situation depuis l'après-guerre, on n'ose plus dire dans une interprétation à la lettre du *Programme de transition*.

Le POI n'est pas en mesure de conquérir autre chose que l'avant-garde qui se détache de la classe ouvrière, mais ce n'est pas à elle que le POI s'adresse, du coup il passe à côté de l'essentiel... Dommage !

J'ai téléchargé quelques articles du NPA et de LO, je n'ai pas eu le temps de les lire, je verrai ensuite s'il est nécessaire d'en parler.

Le 10 avril 2009

Les Bourses ont terminé en forte hausse hier. Et alors ? Et alors ce sont les banques et les institutions financière qui flambent après l'annonce d'une succession de mesures en leur faveur et les milliards de dollars ou d'euros que les gouvernements leur ont versés généreusement, notamment les arrangements comptables qu'ils les ont autorisés à pratiquer au lendemain du G20 consistant à évaluer à leur convenance leurs actifs toxiques, les revendre et les racheter si nécessaire entre eux à la valeur qu'ils auront fixée eux-mêmes afin de les sortir en douceur (en douce !) de leurs bilans sans payer un dollar d'impôt en plus.

Assurés du soutien indéfectible des dirigeants du vieux monde, la raison d'être du dernier G20, le malheur des uns fait le bonheur

des autres, la spéculation n'a pas cessé pour autant, elle serait même encore plus frénétique qu'il y a un an quand on voit des titres chuter de 20 à 40% en une seule séance à la Bourse et remonter d'autant quelques jours ou semaines après, avec la bénédiction des Obama, Sarkozy, Brown et Cie.

Licenciements massifs, chômage partiel généralisé à des pans entiers de l'économie, blocage ou réduction des salaires dans certains pays, liquidation de droits ou acquis sociaux (prime, 13e mois, etc.), ils se tournent vers les marchés asiatiques et d'Amérique latine pour réaliser de juteuses affaires et profiter de la convergence sur ces continents des besoins énormes de la population et du développement du capitalisme à moindre frais qui permet de garantir des profits inimaginables sur le continent nord-américain ou européen.

Face à l'endettement de la population et à la chute de la consommation aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, il leur faut bien trouver le moyen de développer le capitalisme à moindre coût sur d'autres continents pour sortir de cette crise, afin d'écouler leurs marchandises sur le marché mondial et réaliser de nouveaux profits.

La décision d'Obama de consacrer à la guerre en Irak et en Afghanistan 84 milliards de dollars supplémentaires n'est pas contradictoire avec l'effondrement du capitalisme qui n'a pas pour origine un manque de capital, mais un excès d'accumulation de capital.

Ce qui doit être difficile à comprendre pour les travailleurs, et parfois à expliquer par les militants, c'est que la faillite du capitalisme n'est pas comparable à celle d'une entreprise qui n'aurait plus d'argent en caisse pour régler ses factures et ses charges et qui serait donc contrainte de déposer le bilan et de licencier son personnel.

Pour expliquer le plus simplement possible la faillite du capitalisme, il faut partir de ses fondements, des contradictions sur lequel il repose à l'origine et qui ne peuvent que s'accroître au fil du développement de ce système à l'échelle mondiale. Le système économique capitaliste fonctionne selon certaines lois, certains rapports entre différents facteurs, comme tout système, il ne peut fonctionner ou se développer que dans les limites de ces rapports.

On pourrait le comparer au moteur à explosion qui a besoin en permanence d'un mélange d'air et de matière inflammable dans un certain rapport pour fonctionner, qu'on retire un de ces deux éléments ou qu'on ne respecte pas le rapport dans lequel ils doivent être présent dans la chambre à combustion pour que l'explosion ait lieu, et le moteur ne peut plus fonctionner.

Le capitalisme repose sur la nécessité d'accumuler du capital. Le capitalisme n'est pas une abstraction. Le capitalisme se développe dans le cadre d'une situation économique, sociale et politique qui lui est imposée. Chaque capitaliste évolue dans un système où il se retrouve en concurrence avec d'autres capitalistes dans une situation donnée.

Le capitaliste qui cesse d'accumuler du capital ne peut pas continuer de développer son entreprise pour faire face à la concurrence, il est donc condamné à disparaître.

La principale loi de fonctionnement du capitalisme, sa raison d'être disait Marx, est de concentrer entre les mains d'une infime minorité de propriétaires des moyens de production, l'essentiel des richesses produites au détiment fatalement de ses véritables producteurs qui constituent l'immense majorité de la population, la classe ouvrière. C'est ainsi que les richesses se retrouvent concentrées entre les mains de quelques millions d'individus qui détiennent réellement le pouvoir à un pôle, tandis que la majorité de la population tend inexorablement vers la paupérisation sans détenir le moindre pouvoir à l'autre pôle.

Le capitalisme repose sur le vol légal d'une partie de la force de travail mise en oeuvre au cours du procès de production, du temps de travail fourni par les ouvriers aux capitalistes qu'ils ne leur paient pas, pour être bref.

Rien évidemment ni personne ne peut justifier ce vol. Que serait un patron avec de belles machines hyper performantes sans les ouvriers pour les faire fonctionner ? Rien ! Il n'aurait plus qu'à aller gratter pour survivre comme le font tous les travailleurs.

Qui n'avance pas piétine puis recule et enfin disparaît, c'est ce qui arrive aux vieux travailleurs que les capitalistes ont exploité jusqu'à la corde et qu'ils balancent ensuite comme des outils devenus inutilisables, pas suffisamment rentables.

On pourrait prendre une autre métaphore pour expliquer le capitalisme.

La société actuelle est à l'image du capitalisme, il faut faire toujours plus en moins de temps possible pour rester compétitif, un diplôme ne suffit plus pour trouver un boulot, il faut parler plusieurs langues, avoir un certain niveau en informatique, posséder des connaissances dans différents domaines, être disponible 24h/24, si possible sacrifier sa vie privée, sa famille et ses enfants, consacrer sa vie entière à son travail pour finalement se faire virer comme un chien. La société est lancée dans une course effrénée vers l'abîme, elle ne peut pas ralentir ou revenir en arrière, c'est comme un train fou lancé à toute allure que rien ne peut arrêter et qui fonce droit dans le mur... à moins qu'on mette fin à temps au capitalisme.

Le capitalisme ne peut survivre qu'à partir de principes admis par la population reposant sur un postulat faux ou fabriqué.

Un ouvrier ou un intellectuel ne peut pas devenir un capitaliste par son travail. On dit qu'on ne s'enrichit pas en travaillant. Alors d'où viennent les millions, les milliards dont disposent les capitalistes sinon de la force de travail (les profits) qu'ils ont volée et accumulée sur le dos des exploités, eux ou leurs prédécesseurs ?

Pas plus que l'on ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, on ne peut justifier l'existence des riches et des pauvres. Il faut répondre au gouvernement qui s'émeut des séquestrations de patrons, que le capitalisme est illégal, que l'on ne reconnaît aucune légitimité aux patrons et aux institutions politiques qui représentent leurs intérêts.

Le système capitaliste n'est plus un facteur de progrès social depuis déjà plus d'un siècle, puisque pour assurer sa survie il n'a rien trouvé de mieux que de détruire massivement ce qu'il avait lui-même produit. Il doit donc céder la place au socialisme.

Son véritable visage de nos jours, la barbarie qui lui sert de poumon pour continuer à respirer, ne peut que s'étendre avec le développement de la population mondiale. Y mettre un terme le plus tôt possible est devenu une question de vie ou de mort pour l'humanité entière.

Que les travailleurs prennent le pouvoir politique et contrôlent la production, l'ensemble de l'économie, que l'on produise enfin en fonction des besoins et des aspirations de la majorité de la population, et le bien-être, l'harmonie et la paix entre tous les peuples règneront.

Déclarer légale la remise en cause du capitalisme et ses institutions et déclarer illégal le capitalisme et ses institutions, pose en soi toutes les questions contenues dans la situation actuelle et son développement vers la révolution socialiste.

Goebbels disait que plus un mensonge est gros et plus la population sera portée à le gober. L'existence du capitalisme repose bien sur un énorme mensonge, une gigantesque cabale, c'est à cela qu'il faut s'attaquer résolument si l'on veut qu'un jour les travailleurs prennent conscience des tâches politiques qu'ils ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation...

France.

Ils se rapprochent "***du fond***".

Le commerce extérieur de la France s'est dégradé en février, sans toutefois retrouver les niveaux de déficit de la fin 2008, mais avec une détérioration inquiétante des échanges avec les Etats-Unis. Sur les 12 mois écoulés, le déficit se monte à 56,337 milliards d'euros.

"*Si la balance s'est un peu améliorée depuis l'automne dernier, c'est parce que les cours des matières premières ont baissé et que la France importe moins, tout simplement,*" indique Alexander Law, économiste chez Xerfi. "*Et si elle importe moins, c'est parce que les ménages font attention à la dépense et que les entreprises ont gelé leurs investissements et les achats de machine qui vont avec.*"

Il relève cependant que le rythme de baisse des exportations a commencé à s'atténuer, signe que "*l'on s'approche du fond et qu'un rebond technique sera envisageable d'ici à quelques mois.*"

Le déficit commercial avec les Etats-Unis a atteint un niveau historique d'un milliard d'euros.

L'Amérique absorbe le quart des exportations françaises.

L'économiste de Xerfi note aussi que le solde bilatéral avec l'Espagne est devenu négatif, à -2 millions contre +155 millions en janvier, "*signe que la crise de l'autre côté des Pyrénées est d'une extrême violence.*"

La stabilisation des flux en France, comme en Allemagne, témoigne de la contraction des échanges mondiaux qui est une des conséquences fortes de la récession en cours.

Dans ses perspectives mondiales publiées le 31 mars, l'OCDE anticipe une chute sans précédent de 13,2% du commerce mondial cette année, après une hausse modeste de 2,5% en 2008. (Reuters 08.04)

Le Parlement a adopté définitivement le nouveau projet de loi de finances rectificative pour 2009.

Le déficit budgétaire pour 2009 est porté à 104 milliards d'euros, le déficit public à 5,6% du PIB, la dette publique à 73,9% du PIB à

la fin de l'année, et ce sur la base d'un taux de croissance de l'économie française de -1,5%. (Reuters 09.04)

De quelle démocratie vous parlez ?

Le Parlement a rejeté à la surprise générale le projet de loi de lutte contre le piratage sur internet, en raison de la présence d'un nombre insuffisant de députés de la majorité UMP.

Les élus de gauche - socialistes, communistes et Verts - étaient plus nombreux en séance au moment du vote et l'unique député du Nouveau Centre (NC) présent, Jean Dionis du Séjour, porte-parole dans ce débat, a voté lui aussi contre.

De sources parlementaires, on souligne que c'est la première fois qu'un texte de CMP est rejeté par l'une des deux assemblées.

Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, a indiqué que le gouvernement, comme il en a le pouvoir, redéposerait le texte à la rentrée des vacances parlementaires de Pâques, qui commencent ce vendredi soir pour s'achever le 27 avril.

Son adoption sera "*retardée seulement de quelques semaines*", a-t-il dit. (Reuters 09.04)

Les patrons ont besoins des délégués syndicaux pour licencier, dixit Michel Chopin, délégué CGT chez Bénéteau.

La direction de Bénéteau a annoncé jeudi en Comité central d'entreprise un "*sureffectif de 1.590 postes*" au sein du groupe, numéro un mondial de la plaisance, et la mobilisation de l'entreprise "*pour préserver l'équivalent de 1.000 emplois*", selon un communiqué. Près de 600 emplois sont donc menacés. Le groupe emploie quelque 4.000 personnes en France et 6.000 dans le monde.

"*Nous, on n'est pas pour licencier 1.500 personnes ou 600 personnes*", a déclaré Michel Chopin, délégué CGT chez Bénéteau. "*Il faut travailler sur un moyen pour limiter tout cela*". "*On ne peut pas s'opposer aux départs volontaires, à ceux qui veulent quitter l'entreprise*", a expliqué le délégué CGT. "*Mais pour le reste nous avons notre mot à dire, il y a certaines choses qu'ils ne peuvent pas mettre en place sans les syndicats*". (AP 09.04)

Heureusement que vous êtes là bande de salopards pour aider les patrons à licencier.

Etats-Unis.

Chômage en hausse.

Le nombre d'Américains percevant des indemnités chômage a atteint la semaine dernière 5,84 millions, soit le niveau le plus élevé jamais recensé depuis que ces statistiques ont commencé à être compilées en 1967, montrent les chiffres publiés jeudi par le département américain du Travail.

Selon les derniers chiffres officiels, le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint 8,5% en mars, soit son plus haut niveau depuis novembre 1983. (AP et La Tribune 09.04)

Qui n'avance pas recule.

Le déficit commercial des Etats-Unis a chuté en février, son septième mois de recul consécutif, pour tomber à son plus bas niveau depuis novembre 1999, selon les données publiées ce jeudi par le département du Commerce.

Pendant ces sept mois, les Etats-Unis ont réduit leur déficit commercial de plus de moitié (-58,5% par rapport à juillet), sur fond de crise économique mondiale. La surprise est venue en février du rebond des exportations, qui avaient auparavant connu six mois de baisse. Elles ont augmenté de 1,6% à 126,8 milliards de dollars.

En revanche, les importations continuent leur décrue, pour le septième mois consécutif, baissant de 5,1% à 152,7 milliards. Au total, le volume des échanges des Etats-Unis avec le reste du monde poursuit son recul, entamé en août, en diminuant de 2,2% par rapport à janvier.

La baisse des prix de l'ensemble des produits importés a atteint 14,9% sur un an en mars, du jamais vu depuis le début de la publication de cet indice en mars 1982. (La Tribune 09.04)

Allemagne.

La production industrielle dans un "état peu reluisant".

La production industrielle allemande a chuté de près de 23,2% sur un an en février, son recul le plus marqué depuis la réunification de l'Allemagne en 1990, selon les données du ministère de l'Economie.

La baisse annuelle du mois de février fait suite à celle de 21,4% de janvier, preuve supplémentaire d'un début d'année difficile pour l'économie allemande, qui a subi une baisse de 2,1% de son PIB au quatrième trimestre 2008, là aussi la plus mauvaise performance depuis la réunification.

Sur un mois, le recul de la production industrielle est de 2,9% et, au vu du recul des commandes à l'industrie en février dont les chiffres ont été publiés mercredi, la faiblesse de la production allemande devrait se poursuivre dans les mois qui viennent, a indiqué le ministère.

"*La chute de la production industrielle confirme que le secteur est toujours dans un état peu reluisant et laisse augurer un recul du PIB au T1 encore plus marqué qu'au T4*", a déclaré Jennifer McKeown, économiste chez Capital Economics.

Dans le détail, il apparaît que la production manufacturière a baissé de 3,3% en février, les biens d'équipement ont reculé de 4,5% et la production dans le secteur de l'énergie de 2,6%. Le domaine de la construction est l'un des rares à afficher une hausse, de 1,9%.

Premier exportateur mondial de biens, l'Allemagne pâtit lourdement de la baisse de la demande provoquée par la récession mondiale. (Reuters 09.04) >Comment ils vont s'en sortir provisoirement : pillage, surexploitation, super profit, suivez le guide.

L'indice MSCI des marchés actions émergents a globalement rebondi depuis novembre 2008. Depuis le 1er janvier, il gagne même 10% alors que l'indice MSCI mondial recule de près de 7%.

Les émergents restent tributaires de la crise mondiale et ils n'ont pas encore forcément atteint leur point le plus bas.

"*Il est trop tôt pour parler de rebond durable des marchés émergents car il faudrait pouvoir pour cela anticiper la sortie de la récession mondiale*", estime Jean-Louis Scandella, gérant spécialiste des marchés émergents chez Comgest.

"*La consommation américaine arrête de s'effondrer, l'activité reprend dans les ports chinois mais on est passé simplement de nouvelles catastrophiques à d'autres un peu moins mauvaises*", ajoute-t-il. "*Et tant qu'on n'aura pas nettoyé le bilan des banques de leurs mauvaises créances massives, le financement de l'économie restera toujours problématique.*"

En attendant, les gérants misent prudemment sur les actifs et les zones qui ont le plus souffert.

"*La décision d'étendre la capacité de prêt du Fonds monétaire international va profiter en particulier aux pays émergents qui n'ont pas de gros problèmes structurels mais qui pâtissent de la crise mondiale*", estime Patrice Lemonnier, responsable de la gestion actions émergentes chez Crédit agricole Asset Management. "*Dans cette optique, nous nous renforçons sur des pays comme la Pologne, la République tchèque ou le Mexique*".

"*Il y a ensuite les investissements qui constituent des barrages contre l'inflation, dont certains opérateurs anticipent déjà le retour à terme, alors que les banques centrales font marcher la planche à billets pour financer des économies mal en point*", fait valoir Jean-Louis Scandella, chez Comgest. "*Les matières premières comme les métaux ont d'ailleurs déjà beaucoup monté dans cette optique*".

Le gérant privilégie enfin les futurs consolidateurs qui ont peu de dette et un cash flow positif et peuvent résister à la crise, pour ensuite réaliser des acquisitions à bas prix. (Reuters 09.04)

Canada.

Chômage en hausse.

Selon l'office canadien de la statistique, Statistique Canada, 357.000 emplois ont été perdus depuis octobre, soit 2,1% de sa population active. Il s'agit de la plus grave baisse sur cinq mois depuis 1982.

Le Canada a perdu 61.300 emplois au mois de mars, et le taux de chômage a augmenté de 0,3 point pour s'établir à 8% de la population active, son niveau le plus élevé depuis sept ans. (AP 09.04)

Bolivie. Morales : un aveu d'impuissance.

Le président bolivien Evo Morales a annoncé jeudi qu'il entamait une grève de la faim pour contraindre le Congrès à fixer une date pour les prochaines élections législatives et présidentielle prévues par la nouvelle Constitution du pays.

Evo Morales, premier président indigène de Bolivie, a déclaré jeudi à des journalistes qu'il entamait cette grève "*pour défendre le vote du peuple*". Il sera accompagné dans cette action par 14 dirigeants syndicaux et mouvements sociaux.

La nouvelle Constitution, proposée par Morales et approuvée par référendum en janvier, prévoit l'organisation d'élections législatives et présidentielle en décembre. En vertu de ce texte, la date aurait dû être officiellement entérinée jeudi par le Congrès.

Evo Morales, présenté comme favori du scrutin présidentiel face à une opposition fragmentée, accuse l'opposition, qui contrôle le Sénat, de manoeuvrer pour empêcher les élections. (AP 09.04)

Les partisans d'une Assemblée constituante en France sans avoir liquidé au préalable les institutions de l'Etat bourgeois, ont encore le temps d'en prendre de la graine pour changer de stratégie, à moins qu'ils préfèrent engraisser en vue d'une grève de la faim, ils excuseront par avance la classe ouvrière de ne pas y participer, il nous resterait plus que la peau sur les os !

Bon week-end à tous.

Le 11 avril 2009

Qu'ils s'estiment heureux qu'il ne soit pas déjà chargé !

Interrogé à la sortie de la réunion de l'Elysée, le président de la CGPME, Jean-François Roubaud a invité les patrons à ne pas négocier sous la menace.

"*J'en profite pour demander à tous les chefs d'entreprise qui m'entendent de ne pas céder à ces séquestrations, ou tout du moins à ne pas commencer une négociation avec le pistolet sur la tempe*", a-t-il dit à la presse. "*Pas de négociations si vous êtes séquestrés !*"

Dans un communiqué, la CGPME a ensuite appelé "*les personnes concernées à déposer plainte en justice*". (Reuters 10.04)

Les patrons et le gouvernement déclarent que les licenciements sont légaux et légitime, nous, au nom des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, nous déclarons que les licenciements sont illégaux, mieux que le capitalisme repose sur un vol et qu'il est illégal, que pour cette raison il doit disparaître. Quant au gouvernement et aux institutions de la Ve République, ils sont minoritaires et illégitimes, rejetés par la majorité de la population, il faut donc les renverser, place au pouvoir des travailleurs !

Quel parti ouvrier osera le dire haut et fort ? Aucun !

Qu'y a-t-il à ajouter ? Rien.

Salut !

France.

Combattre pour pas un seul licenciement, non pas vraiment !

L'équipementier automobile Trèves supprimerait 700 emplois sur 2.000 en France et préparerait l'arrêt définitif de trois usines, dans la Marne, l'Aisne et le Morbihan.

Cet annonce a été faite sur Europe 1 et les délégués syndicaux ne seraient pas au courant.

"*Mais il y aura des suppressions, c'est sûr, et sans doute, au moins une fermeture de site. Maintenant, il faut savoir quelle ampleur auront ces mesures*", a déclaré Joël Bouquin (CGT) (Lepoint.fr 10.04) Pour les accompagner, on a bien compris.

Qui vous a trompé sciemment en vous faisant croire que l'avant-garde de la classe ouvrière se trouvait dans les syndicats depuis l'après-guerre pour justifier la collaboration des appareils des partis ouvriers avec ceux des syndicats ?

Il n'y a pas de petits profits.

Le taux du Livret A sera ramené à 1,75% le 1er mai, contre 2,5% actuellement, a annoncé vendredi la ministre de l'Economie Christine Lagarde. (Reuters 10.04) Pourquoi les 47 millions de détenteurs de Livret A s'enrichiraient franchement, l'épargne populaire doit disparaître, CQFD. (Reuters 10.04)

Il faudra remettre cela.

Le gouvernement a publié au *Journal officiel* vendredi un arrêté étendant à toutes les entreprises l'accord sur les salaires en Guadeloupe, signé le 26 février.

En revanche, l'article 5 de l'accord n'est pas étendu. Cet article prévoyait une augmentation générale des salaires au terme des trois ans de l'accord. "*Les signataires en ont décidé librement pour eux-mêmes*". (AP 10.04)

Le PS tel qu'il est.

Manuel Valls, député-maire socialiste d'Evry (Essonne), estime dans un entretien à paraître ce samedi dans le quotidien Le Monde daté de dimanche 12-lundi 13 avril que l'antisarkozysme forcené de la gauche provoque un double effet pervers.

D'après lui, "*en 2012, la gauche ne pourra pas se contenter de dire: 'on refait Jospin, moins les 35 heures'. Il faudra tenir un discours courageux, annoncer les réformes et dire clairement que pour réduire les inégalités on ne pourra pas faire autrement qu'augmenter certains prélèvements obligatoires*", avertit le maire d'Evry. (AP 11.04) Par exemple la CSG créée par le PS (Rocard) ! (voir le texte mis en ligne aujourd'hui)

Ce qui est extraordinaire c'est que même lorsque ce parti propose ouvertement un programme antisocial, il y en a toujours pour le défendre, pour le présenter comme un parti ouvrier, c'est scandaleux. En fait ici Valls explique que Sarkozy ne va pas assez loin dans sa politique anti-ouvrière, qu'il manque de courage pour appliquer ses contre-réformes, alors que le PS au pouvoir ferait mieux et irait jusqu'au bout.

Mitterrand n'a-t-il pas pavé la voie à Chirac puis Sarkozy, la Ve République ne serait-elle pas le produit de la IVe République ? Mitterrand et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale n'ont-il pas permis au capitalisme français de passer sans encombre la crise qui avait surgit dès le milieu des années 70 ? Le PS aurait-il par hasard une autre raison d'être que d'assurer la survie du capitalisme hier comme aujourd'hui ou demain ?

Etats-Unis. Le Département américain du Trésor a annoncé vendredi un déficit mensuel record de 192,3 milliards de dollars en mars, le déficit global pour la moitié de l'année budgétaire en cours approchant déjà les mille milliards de dollars. (AP 10.04)

Chine.

L'excédent commercial de la Chine a bondi de 41,2% sur un an en mars, à 18,56 milliards de dollars, du fait du ralentissement de la chute des exportations, a annoncé ce vendredi l'agence Chine Nouvelle.

Même si les exportations enregistrent leur cinquième mois de baisse, elles ont en effet contenu leur chute en mars, baissant de 17,1% en glissement annuel, tandis que les importations baissaient de 25,1%.En février, les exportations avaient plongé de 25,7% sur un an, et les importations de 24,1%, entraînant sur le mois de février un exédent commercial de 4,84 milliards de dollars. (La Tribune 10.04)

Russie.

La société publique russe d'armements Rosoboronexport a porté en 2008 le montant de ses livraisons d'armes aux pays étrangers à 6,725 milliards de dollars, tandis que son volume de commandes d'exportation a atteint un niveau de 27 milliards de dollars, annonce le directeur général de la société, Anatole Issaikine, dans une interview publiée, vendredi 10 avril, dans le quotidien gouvernemental russe *Rossiskaïa Gazeta*.

Selon lui, '*la Russie s'est solidement installée en seconde position dans le classement des exportateurs mondiaux les plus importants d'armements et d'équipements militaires*' derrière les Etats-unis. (LeMonde.fr 10.04)

Bolivie.

Le Congrès de Bolivie a adopté "dans sa globalité" une loi électorale, quelques heures après l'annonce par le président Evo Morales qu'il entamait une grève de la faim pour protester contre les manoeuvres d'obstruction de l'opposition contre ce texte.

Les alliés de Morales contrôlent la chambre basse de Bolivie, mais l'opposition est majoritaire au Sénat, ce qui permet à ses opposants politiques de faire obstacle au projet de réforme électorale.

La nouvelle Constitution prévoit que le Congrès approuve une loi électorale ratifiant la date du 6 décembre pour les prochaines législatives.

Or, l'opposition était hostile à texte de loi parce qu'il prévoit d'accorder 14 sièges à des groupes indigènes minoritaires, ce qui, dit-elle, revient à les accorder à Morales lui-même, étant donné que celui-ci s'est fait le champion des droits des Indiens. (Reuters 10.04)

Brésil.

Lula l'impérialiste.

"*Comment comprendre*" que Lula soit un farouche partisan du capitalisme, pardon de l'impérialisme ? Voici la réponse à la question stupide posée par D.Gluckstein dans son dernier éditorial :

"*Le FMI a invité le Brésil à devenir un de ses pays contributeurs et j'ai accepté l'invitation*" a expliqué le ministre des finances brésilien Guido Mantega. "*Cela montre que nous sommes perçus comme un pays à économie forte*", s'est-il réjouit. Après que le Brésil a remboursé rubis sur l'ongle en décembre 2005 une dette de 15,5 milliards de dollars. (AP 10.04)

Traduisons : le Brésil de Lula postule à son tour au rôle de pilleur des autres peuples au côté de l'impérialisme américain, japonais, chinois, britannique, français, etc.

Pour passer un bon week-end, deux extraits du ***Programme de transitions*** qui me semblent d'actualité.

Le comité d'usine.

"Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ce caractère du mouvement. Rejetant la routine comme la peste, la direction doit prêter attentivement l'oreille à l'initiative des masses elles-mêmes. (désolé, nos dirigeants sont sourds - Lutte de classe)

Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative, sortent des limites du régime capitaliste "normal". Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitalisme ou les ouvriers. (quelle audace ! - Lutte de classe)

Si la grève avec occupation soulève cette question épisodiquement, le COMITÉ D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Élu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le Comité d'usine crée d'un coup un contrepoids à la volonté de l'administration.

A la critique que les réformistes font des patrons de l'ancien type, ceux qu'on appelle les "patrons de droit divin", du genre de Ford, en face des "bons" exploiteurs "démocratiques", nous opposons le mot d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates des syndicats s'opposeront, en règle générale, à la création de comités d'usine, de même qu'ils s'opposeront à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où les ouvriers de l'entreprise, dans les périodes "calmes", appartiennent déjà tous aux syndicats (closed shop), le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est, en général, pas capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

Dès que le comité fait son apparition, il s'établit en fait une DUALITÉ DE POUVOIR dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période pré-révolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement

les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste." (tu n'y penses pas Léon, gauchiste va ! - Lutte de classe)

Les piquets de grève, les détachements de combats, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

"Les grèves avec occupation des usines sont un très sérieux avertissement de la part des masses à l'adresse, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des organisations ouvrières, y compris la IV° Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens s'emparèrent, de leur propre initiative, des entreprises, signalant ainsi à leurs propres " chefs " l'arrivée de la révolution sociale. Les "chefs" ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne; mais elles constituent un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exaspérer au plus haut point le rythme de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup.

En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation des usines en est précisément une. La tâche des sections de la IV° Internationale est d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat. (Ce sont nos dirigeants qui manquent de résolution - Lutte de classe)

L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement, en réaction, d'énergiques mesures de la part de la bourgeoisie. Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste !" (Tu ne pensais pas si bien dire, malheureusement - Lutte de classe)

Ce qui peut nous sauver, c'est que la crise du capitalisme frappe violemment toutes les couches de la population, la classe ouvrière en priorité bien sûr, mais aussi la petite bourgeoisie et les classes moyennes qui peuvent basculer du côté du prolétariat, pour peu que le prolétariat fasse preuve de détermination à combattre le capitalisme et qu'il se mobilise massivement. Je ne suis pas sur place pour en juger avec suffisamment de précision, mais j'ai l'impression qu'on est à mi-chemin d'une telle situation.

Cependant, si l'objectif de mobiliser les masses peut être avancé par un parti dans la perpective d'une issue politique, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'aura pas les moyens de l'atteindre compte tenu de la faiblesse de ses effectifs, cet objectif peut seulement contribuer comme élément de propagande à recruter et construire le parti, espérer davantage serait se leurrer sur ses propres capacités et se détourner de l'objectif que l'on s'est fixé, car tant que le parti ne sera pas construit, il sera impossible au prolétariat de prendre le pouvoir et de le conserver.

Tout objectif transitoire n'a de réel intérêt que dans la mesure où il est relié à notre objectif final, c'est seulement dans cette perspective que des pans entiers des masses peuvent en prendre conscience au fil de la lutte de classe et que leur conscience politique peut progresser. Un objectif transitoire proposé aux masses qui ne se situerait pas dans une perspective politique révolutionnaire ne pourrait pas les aider à prendre conscience des tâches qu'il leur reste à accomplir pour renverser le régime, pire, elles pourraient avoir l'illusion que cet objectif pourrait être atteint dans le cadre du régime actuel, comme c'est impossible, elles seraient renvoyées en arrière au lieu d'aller de l'avant...

La question n'est pas d'avancer un objectif que les masses peuvent réaliser ou qui serait à leur portée, mais d'avancer un mot d'ordre en rapport avec le mûrissement des conditions objectives pour qu'elles s'en saisissent consciemment et en arrivent à poser la question politique du pouvoir, pour peu évidemment qu'on les aide à avancer dans cette voie.

Le combat pour l'interdiction des licenciements part de la situation objective, mais il manque son objectif dans la mesure où il n'est pas relié à la nécessité politique de chasser Sarlozy, d'abattre les institutions, pour être crédible aux yeux des travailleurs les plus déterminés, on ne s'adresse pas aux couches les plus arriérées du prolétariat. Si les travailleurs et les militants regardaient de plus près ce qui se passent en Bolivie, ils comprendraient les erreurs qu'il ne faut pas commettre, c'est à nous de leur ouvrir les yeux. On ne peut pas d'un côté garder intactes les vieilles institutions modelées pour servir les intérêts des capitalistes, et prétendre d'un autre côté appliquer un programme politique conforme aux intérêts des exploités, l'expérience bolivienne prouve qu'à ce jeu-là, ce sont les capitalistes qui conservent le pouvoir. Morales n'a pas appris grand chose de La Commune de Paris ou de la révolution d'Octobre, on n'est pas forcé de l'imiter par solidarité ! Nous sommes l'expression consciente du mouvement inconscient ou nous nous bornons à accompagner ce mouvement inconscient... dans une impasse, toute la question est là. (A suivre)

Le 13 avril 2009

A quoi bon s'épuiser en longs discours puisque cela ne sert à rien. Quand j'écris que je soutiens l'initiative du POI, c'est vraiment à défaut de mieux, mais sans aucune illusion, un peu comme lorsque Trotsky disait à F. Zeller qu'il fallait bien faire avec ce qu'on avait sous la main, sans plus. Vous avez moins de temps que moi à consacrer à la lecture donc vous n'aurez peut-être pas fait le même constat, le plus frappant c'est quand vous passer de la lecture des marxistes à la littérature des partis d'aujourd'hui, vous en arrivez à vous demander s'il existe vraiment encore un rapport entre les deux.

Prenez n'importe quel ouvrage de Marx ou Engels du milieu du XIXe siècle, comparez-le avec un article écrit par Trotsky un siècle plus tard, vous trouverez la même verve, le même ton polémique, le même acharnement à combattre l'opportunisme, la même détermination à faire émerger la vérité parmi un monceau de mensonges, la même rigueur à situer les deux côtés de la baricade. Comparez-les maintenant avec vos hebdomadaires favoris et vous tomberez de sommeil ou vous resterez sur votre faim, pire vous ne saurez plus très bien pour quel objectif ces partis combattent réellement. Je n'ose pas en dire davantage pour ne pas effaroucher les âmes sensibles, mais je n'en pense pas moins.

Question : ce qu'il était encore possible de dire un siècle après Marx et Engels, il ne serait plus possible de le dire un peu plus d'un demi-siècle après Trotsky ? Etrange, non ? L'Etat, les classes, la société, ne fonctionneraient-ils plus selon les mêmes lois ? J'avais cru pourtant comprendre le contraire au regard de la crise actuelle du capitalisme et de la paupérisation croissante de la population, les mêmes causes procurent exactement les mêmes effets, non ?

Il y a un demi-siècle, un siècle, un siècle et demi, les masses étaient soumises à l'obscurantisme et aux superstitions, incultes et très souvent illettrées, profondément ignorantes avant même de pouvoir évoquer un quelconque niveau de conscience, leur destin était suspendu au bon vouloir d'un despote qui régnait en maître, au mieux d'une république bourgeoise qui avait pour mission de les maintenir en esclavage au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité... entre les classes, le salariat ayant remplacé le servage, désormais asservi à une machine jusqu'à l'épuisement totale ou la mort, la condition de l'exploité n'avait rien à envier à celle de son prédécesseur, et pourtant, malgré tout il a trouvé la force et la volonté de se lever, il s'est organisé, il a combattu contre l'exploitation effrénée que lui faisait subir le capitalisme, il s'est révolté, il a cherché à de multiples reprises la voie de son émancipation sans jamais la trouver, finalement toujours trahi par ceux qui parlaient en son nom, ses défaites seront dues essentiellement à son manque de maturité politique, à l'incapacité de son avant-garde de rompre avec ses ennemis sur le plan idéologique et politique, dont l'amalgame entre la république (bourgeoise) et le socialisme le mènera à l'abattoir puis constituera son tombeau.

Un siècle après la débâcle (la faillite politique) de la SFIO, Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI a osé écrire page 10 du n°41 d'*Informations ouvrières* : "*En France, cette société devra, pour le POI, être nécessairement basée sur les valeurs de la république française conquises par nos ancêtres : liberté, égalité et fraternité, être bâtie sur les principes du socialisme...*", ils revendiquent donc ces valeurs telles qu'elles existent ("nécessairement"), on est bien d'accord, or ces valeurs telles qu'elles existent sont incompatibles avec le socialisme, désolé.

Pour que ces valeurs soient compatibles avec les principes du socialisme il faudrait au prélable que la classe ouvrière soit devenue la classe dominante, qu'elle détienne tout le pouvoir, or il ne le dit pas. En fait de socialiste, on a à faire à un démocrate républicain, qui, effrayé par une révolution, préfèrerait que les classes s'entendent entre elles pour se partager le pouvoir, ou pourquoi pas que les classes dominantes acceptent pacifiquement de céder leur pouvoir au prolétariat, crasse ignorance ou utopie criminelle. C'est la voie démocratique du réformisme bourgeois pour accéder au socialisme qu'il nous propose.

Non, la société que nous devrons construire ne sera pas bâtie à la fois sur les principes du socialisme et sur les valeurs de la république française telles qu'elles existent. Ces valeurs ont un contenu de classe précis, pour que leur contenu change, il faut que le pouvoir passe d'abord des mains des capitalistes à ceux du prolétariat. De la même manière qu'on ne peut pas évoquer même du bout des lèvres la construction du socialisme, sans préciser qu'il faudra avoir abattu l'Etat bourgeois avant de commencer à entrevoir les prémices de la construction du socialisme. En Bolivie, allez donc chercher les prémices du socialisme, vous n'en trouverez pas trace, et pour cause les vieilles institutions sont toujours en place, idem au Venezuela.

On aurait pu dire aussi qu'à l'heure où les injustices et les inégalités n'ont jamais été aussi profondes dans ce pays, et la dictature du capital fait rage, revendiquer "les valeurs de la république française" comme si elles ne s'inscrivaient pas en totale contradiction avec ce que subissent quotidiennement les masses, ce n'est pas se placer au côté des masses, mais contre les masses.

Certains parleraient à juste titre d'une infâme opération de dépolitisation de la classe ouvrière, combinant non-dit et manipulations reposant sur le refus de caractériser le contenu social de ces valeurs, de l'Etat. A l'heure où dans cette république bananière la liberté coïncide avec le droit des capitalistes de jeter dehors du jour au lendemain des centaines de milliers de travailleurs sans le moindre recours possible, où l'égalité ne se conçoit que dans le cadre du dialogue social sur la base acceptée par les dirigeants syndicaux de la défense des intérêts des capitalistes, que la fraternité consiste à répondre positivement aux appels de Sarkozy et Fillon à l'union nationale pour sauver le capitalisme, revendiquer aujourd'hui ses valeurs comme le fait Jeannneney, c'est soutenir le régime en place.

Vous vous souvenez sans doute de quelle manière il avait complètement défiguré les enseignements de La Commune, il n'a fait que récidivé ici. J'ai pitié de vous et je ne commenterai pas l'article de Roger Sandri (page 2) pour qui "*Les confédérations syndicales françaises (...)prennent les initiatives qu'impose la situation.*". A part cela le POI ne soutient pas les appareils !

Hier je n'ai pas eu le courage d'actualiser cette rubrique, j'avais fait des lectures nauséabondes, puis je me suis repris comme d'habitude grâce aux marxistes. Le socialisme est-il d'actualité, serait-il possible ou inéluctable, faut-il "exproprier les expropriateurs" ? Un extrait pour garder le moral.

Le Marxisme et notre époque - Trotsky - 18 avril 1939

Dans son message au Congrès du début de 1939, le président Roosevelt exprima son désir d'élever le revenu national à 90 ou 100 milliards de dollars, sans pourtant indiquer comment il y parviendrait. En lui-même, ce programme est extrêmement modeste.

En 1929, lorsqu'il y avait environ 2 millions de chômeurs, le revenu national atteignait 81 milliards de dollars. La mise en action des forces productives actuelles suffirait, non seulement pour réaliser le programme de Roosevelt, mais même pour le dépasser considérablement. Machines, matières premières, main-d'oeuvre, rien ne manque – pas même les besoins de la population. Si, malgré tout cela, le plan est irréalisable – et il l'est – la seule raison est l'antagonisme insupportable qui s'est développé entre la propriété capitaliste et le besoin social d'une production croissante.

(...)

Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels, et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté", "crise", "exploitation", disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité.

L'inéluctabilité du Socialisme

"Parallèlement à la diminution constante du nombre des magnats du capital, dit Marx, grandit le poids de misère, d'oppression, d'esclavage, de dégradation, d'exploitation ; mais en même temps grandit aussi la révolte de la classe ouvrière, classe toujours croissante en nombre, disciplinée, unifiée, organisée par le mécanisme même du processus de la production capitaliste... La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent enfin un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée sonne, les expropriateurs sont expropriés".

C'est la révolution socialiste. Pour Marx, le problème de la reconstruction de la société ne se posait pas en raison de ses préférences personnelles ; il surgissait, comme une nécessité historique inexorable, d'une part de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part de l'impossibilité de développer davantage ces forces productives sous l'empire de la loi de la valeur.

Les élucubrations de certains intellectuels, selon lesquelles, en dépit de l'enseignement de Marx, le socialisme ne serait pas inéluctable, mais seulement possible, sont absolument vides de sens. Il est évident que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliserait sans l'intervention de la volonté et de l'action de l'homme ; une telle idée est simplement absurde.

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme – et cette catastrophe est devant nos yeux -, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent.

(...)

Tous les sauveurs du capitalisme, ceux de l'espèce démocratique aussi bien que ceux de l'espèce fasciste, s'efforcent de limiter ou, tout au moins, de camoufler la puissance des magnats du capital, afin de prévenir l'expropriation des expropriateurs. Ils reconnaissent tous, et certains d'entre eux l'admettent même ouvertement, que l'échec de leurs tentatives de réformes doit inévitablement conduire à la révolution socialiste. Ils ont tous réussi à démontrer que leurs méthodes pour sauver le capitalisme ne sont que charlatanisme réactionnaire et impuissant. L'inéluctabilité du socialisme, prédite par Marx, est ainsi confirmée par l'absurde.

La révolution socialiste est indispensable

La propagande de la "technocratie", qui a fleuri pendant la période de la grande crise de 1929-1932, était fondée sur cette prémisse correcte que l'économie ne peut être rationalisée que par l'union de la technique élevée à la hauteur de la science et du gouvernement mis au service de la société. Une telle union n'est possible que si la technique et le gouvernement sont libérés de l'esclavage de la propriété privée.

C'est là que commence la grande tâche révolutionnaire. Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et mettre le gouvernement au service de la société, il faut "exproprier les expropriateurs". Seule une classe puissante, intéressée à sa propre libération, et opposée aux expropriateurs capitalistes, est capable d'accomplir cette tâche. Ce n'est qu'alliée à un gouvernement prolétarien qu'une équipe de techniciens qualifiés peut construire une économie réellement scientifique et réellement rationnelle, c'est-à-dire socialiste.

Le mieux serait évidemment d'atteindre ce but d'une manière pacifique, graduelle, démocratique. Mais un ordre social qui s'est survécu à lui-même ne cède jamais la place à son successeur sans résistance. Si la jeune et puissante démocratie s'est révélée en son temps incapable d'empêcher l'accaparement de la richesse et du pouvoir par la ploutocratie, est-il possible d'attendre d'une démocratie sénile et ravagée qu'elle se révèle capable de transformer un ordre social basé sur la domination illimitée des 60 familles ? La théorie et l'histoire enseignent que la substitution d'un régime social à un autre suppose la forme la plus élevée de la lutte de classe, c'est-à-dire la révolution. Même l'esclavage n'a pu être aboli aux Etats-Unis sans une guerre civile.

"La force est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une nouvelle." Personne n'a encore été capable de réfuter ce principe fondamental, énoncé par Marx, de la sociologie des sociétés de classes. Seule, une révolution socialiste peut ouvrir la voie au socialisme.

Quelques news.

Etats-Unis. La New Frontier Bank de Greeley, dans le Colorado, qui avait deux milliards de dollars d'actifs, a été fermée par les autorités fédérales, devenant la 23e banque des Etats-Unis à faire faillite cette année.

Une autre banque régionale a fait faillite vendredi, la Cape Fear Bank de Wilmington, en Caroline du Nord, qui disposait de 492 millions de dollars d'actifs et avait 403 millions en dépôts au 31 mars. (Reuters 12.04)

Le 14 avril 2009

Le site n'a pas été accessible pendant quelques heures hier indépendamment de ma volonté, je l'ai découvert par hasard avant qu'il ne fonctionne à nouveau normalement.

On pourrait faire un peu de politique si ce n'est pas tabou.

Manifestations et émeutes en Moldavie, en Thaïlande, en Georgie, on pourrait dire à juste titre que ces actions sont orchestrées par des partis bourgeois qui manipulent une partie de la classe ouvrière prête à en découdre avec le régime en place parce que ses conditions d'existence sont insupportables (Moldavie, Georgie) ou de la paysannerie pauvre pour ce qui concerne la Thaïlande.

Certes, les organisateurs n'ont évidemment pas l'intention de remettre en cause le capitalisme, d'ailleurs ils ne parviennent qu'à entrainer une infime partie des classes exploitées, cependant ce qui est intéressant c'est qu'à chaque fois c'est au plus haut niveau que se situent leurs actions en posant la question de qui dirige le pays et pour quelle politique, les mêmes questions qui se posent en France face à la politique antisociale du gouvernement. C'est le témoignage dans ces pays d'une grave crise du régime, d'une crise politique ouverte.

Sans pour autant soutenir ces mouvements en Moldavie, en Georgie ou en Thaïlande, on peut s'en servir pour indiquer à la classe que c'est bien à ce niveau-là (dans cette direction) que se situe la solution au chômage, à la précarité et à la pauvreté, au niveau de l'Etat, que l'issue politique de la crise du capitalisme passe par le renversement du gouvernement et la liquidation des institutions de la Ve République.

Les manifestants veulent la peau du Président ou du Premier ministre en place, ne faudrait-il pas dès maintenant chasser Sarkozy et son gouvernement ?

Je n'ai pas évoqué les manifestations (d'un autre genre) qui ont eu lieu récemment en Italie, au Portugal, en Grèce, en Russie, etc., les travailleurs poseraient-ils une autre question politique plus ou moins consciemment ?

A propos des élections européennes.

Vous avez peut-être lu l'article relatant le faible taux de participation prévisible aux prochaines élections européennes dans les 27 pays de l'UE.

Comment interpréter cette information qui reflète partiellement l'état d'esprit des masses dans l'UE ? On pourrait se borner à affirmer que les masses rejettent massivement l'UE ce qui est à la fois exact et insuffisant. Les masses comprennent bien que temps qu'il existera des institutions souveraines dans chacun de leur pays, la solution politique à leurs problèmes devra passer par une solution au niveau national, et ce malgré la mondialisation de l'économie dont on leur rabat les oreilles quotidiennement pour les détourner de l'objectif politique pour lequel elles doivent combattre.

Elles ont pu constater que l'UE s'était montrée incapable d'empêcher les conséquences de la crise du capitalisme d'aggraver leurs conditions d'existences et de travail, en réalité l'UE les a encouragées ou orchestrées, peu importe ici que les masses en aient plus ou moins conscience, elles sont pragmatiques et jugent uniquement les résultats.

Donc finalement, compte tenu de la nature sociale et de la fonction de l'UE au service de l'impérialisme, se placer résolument au côté de la classe ouvrière en tenant compte de son état d'esprit et de ses intérêts fondamentaux ne peut nous conduire qu'à appeler à boycotter ces élections, position qui selon moi aurait dû être adoptée par les partis ouvriers dés les premières élections au Parlement européen.

Boycotter des élections ou ne pas y participer n'est pas la même chose, attention au double langage de certains sous couvert d'argumentation politique tardif à géométrie variable...

Légal ou illégal ?

Les flics qui caillassent des manifestants à Strasbourg, des flics qui jettent violemment au sol un passant ce qui entrainera sa mort (à Londres), des flics qui tabassent des jeunes à la fin d'une manifestation ou qui délogent des étudiants à coup de pompes, des flics qui fichent des terroristes virtuels de 13 ans, des juges qui envoient des innocents par centaines en prison sans la moindre preuve, des capitalistes qui empochent des millions d'euros pendant des années et qui du jour au lendemain nous disent que les caisses sont vides pour jeter des centaines de milliers de travailleurs à la rue, des jeunes qui cherchent désespérément du travail et qui n'en trouvent pas, des familles, des jeunes travailleurs, des retraités qui doivent survivre avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté pendant que des patrons, des acteurs, des sportifs perçoivent des centaines de milliers ou millions d'euros, etc, tout cela serait légal, légitime, normal quoi.

Remettre en cause l'existence du capitalisme, les institutions, le gouvernement, serait illégal ?

Vous n'y pensez pas, le parvenu Sarkozy vient justement de récompenser ceux qui ont eu le mérite d'engraisser grâce au capitalisme pour le meilleur et le pire, le meilleur pour eux, le pire pour la plèbe ignorante et victime innocente, la dépêche suivante de l'AFP du 12 avril va vous donner la nausée.

"De grands noms des affaires, Claude Bébéar et Vincent Bolloré, du cinéma (Agnès Varda), de la mode (Agnès b., Mme Carven) et de l'édition (Antoine Gallimard) figurent dans la promotion de l'Ordre national de la Légion d'honneur publiée dimanche au Journal officiel.

Le skieur Jean-Baptiste Grange, vainqueur de la Coupe du monde de slalom 2008/2009, est élevé "à titre exceptionnel" au grade de chevalier, tandis qu'Aïssa Dermouche, premier préfet issu de l'immigration, est élevé à celui d'officier à l'occasion de la promotion de Pâques. Claude Bébéar, ancien patron et fondateur du groupe d'assurances AXA, et l'écrivain Andrée Chedid sont élevés à la dignité de grand officier, ainsi que l'écrivain, résistant et déporté, Pierre Daix, et la résistante Jeanne de Clarens, qui fut déportée à Ravensbrück.

Sont promus commandeurs l'homme d'affaires Vincent Bolloré, l'historien Max Gallo, membre de l'Académie française, Mme Carven, créatrice de la maison de mode éponyme, la réalisatrice Agnès Varda, deux membres de l'Académie des sciences, Philippe Kourilsky, professeur au Collège de France et le glaciologue Claude (Joseph) Lorius, la sinologue et historienne Monique Canto-Sperber ainsi que le président de la Fondation de France Yves Sabouret, ancien patron de la Cinq et des NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne).

Des figures de la mode distinguées

Le grand rabbin de France Gilles Bernheim est promu chevalier, ainsi que l'ancienne championne olympique de ski, Christine Goitschel, l'industriel François Michelin, l'astronome Audouin Dollfus (auteur du premier vol stratosphérique en France) et deux magistrats, Xavière Siméoni, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, et Jacques Dallest, procureur de la République au tribunal de grande instance de Marseille.

Outre Mme Carven, plusieurs figures de la mode, comme la créatrice Agnès b. et le chausseur de Romans (Drôme) Robert Clergerie, sont élevées au grade d'officier, ainsi que Nelly Rodi, directrice de l'une des plus grandes agences de style et de tendance.

Dans le domaine culturel, les éditeurs Antoine Gallimard et Alain Gründ (beaux-arts et jeunesse), le comédien Gérard Desarthe et la réalisatrice et scénariste Danièle Thompson, fille de Gérard Oury, sont élevés au grade d'officier, de même que l'écrivain Noëlle Châtelet, le réalisateur et producteur Dominique Faruggia, le président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) Emmanuel Hogg et le créateur du Festival de photojournalisme de Perpignan "Visa pour l'Image", Jean-François Leroy.

Deux anciens ministres, Renaud Donnedieu de Vabres et Edwige Avice, sont également élevés au grade d'officier."

Peu de dépêches intéressantes.

Les Bourses ou la vie.

La semaine précédente avait terminé en hausse.

Lundi 13.

L'indice Nikkei -0,44%.

Le Dow Jones -0,32%, le S&P 500 +0,25% et le Nasdaq +0,05%.

Ils attendent cette semaine les résultats et les prévisions des plus grandes banques américaines, plus quelques grandes entreprises, ils parlent d'une semaine "décisive". (A suivre)

Grande Bretagne.

Selon le *Sunday Telegraph* de dimanche, le groupe de téléphonie britannique BT pourrait encore supprimer 10.000 postes.(La Tribune 13.04)

France.

Les intentions d'embauche des employeurs en France plongent de 23,8% en 2009, selon l'enquête annuelle de Pôle emploi sur les "*Besoins en main-d'œuvre*". (La Tribune 13.04)

Etats-Unis.

Selon le *New York Times*, le Trésor aurait demandé au premier constructeur automobile américain de procéder à des préparatifs susceptibles de déboucher sur un dépôt de bilan d'ici au 1er juin, date limite fixée au groupe par l'administration américaine pour présenter un nouveau plan de restructuration. GM va notamment devoir trouver un accord avec ses porteurs d'obligations pour restructurer sa dette et avec le syndicat UAW (United Auto Workers) afin d'obtenir des concessions lui permettant de rivaliser avec ses concurrents étrangers. (La Tribune 13.04)

"*Le marché continue d'apprécier, non que les banques soient en voie de guérison, mais surtout qu'elles ne soient pas en train de mourir*", souligne Lee Satlow de Cabot Money Management.

"*Ces banques remontent la pente alors qu'elles étaient au bord du gouffre, à mon avis, une phase cruciale de cette crise économique est derrière nous.*"

Si les difficultés du secteur financier semblent en mesure de se régler peu à peu, celles de l'économie réelle restent particulièrement vivaces et des poids lourds de l'industrie américaine sont encore dans l'oeil du cyclone. (Reuters 13.04)

On pourrait peut-être traduire ainsi la dernière info : depuis que l'aristocratie financière est assurée de pouvoir continuer à s'en mettre plein les poches après le dernier G20, elle est rassurer et commence à remettre son magot sur les marchés spéculatifs. Par contre, le prolétariat n'ayant pas encore subit de graves défaites, l'économie réelle peine à dégager des profits substantiels (voir l'info sur GM)...

Le 15 avril 2009

Trois Français sur cinq (60%) estiment que la politique économique du gouvernement est mauvaise tandis que moins d'un tiers (32%) la juge bonne, selon un sondage BVA pour *Les Echos* et France-Info.

Plus de la moitié des personnes interrogées (55%) trouve justifiées les actions sociales radicales telles que les blocages d'usines et les séquestrations de patrons, contre 39% qui sont d'un avis contraire.

Près de deux sondés sur trois (64%) considèrent même que ces actions ne doivent pas être sanctionnées par la justice car elles sont souvent le seul moyen dont disposaient les salariés pour se faire entendre. (AP 15.04)

Après cela nos dirigeants diront qu'il n'est pas possible d'avancer une issue politique parce que la majorité des masses ne comprendraient rien à la situation, qu'elles seraient suspendues aux basques du pouvoir, qu'elles seraient plongées dans une terrible crise de conscience existentialiste, bref, pour un peu qu'elles soutiendraient Sarkozy et son gouvernement, s'ils ne le disent pas ouvertement avec ces mots, c'est ce que traduit leur politique. Au lieu de prendre comme point d'appui l'état d'esprit majoritaire des masses pour appeler à généraliser les occupations d'usines et la formation de comités de grève pour briser le carcan des appareils, ils préfèrent lancer des mots d'ordre dont les masses ne peuvent se saisir ou s'adresser aux appareils pourris des partis se réclamant du mouvement ouvrier pour réaliser une unité aux relents de front populaire.

Parmi les 55% qui estiment justifiés les occupations d'usines, combien de centaines de milliers de travailleurs, peut-être plusieurs millions, attendent-ils qu'un parti leur propose une véritable issue politique ?

Après on nous expliquera qu'il n'est pas possible de construire un parti révolutionnaire dans ce pays, qu'il n'est pas possible de défendre le programme de la révolution socialiste, il faut dire les choses telles qu'elles sont aux militants, tenir ce genre de discours, c'est capitulé en rase campagne, c'est faire volontairement barrage à la construction du parti dont le prolétariat a absolument besoin pour prendre le pouvoir, c'est le tirer en arrière ou n'avoir rien compris.

On se rend compte que c'est le développement de la situation qui pose directement la question de la nécessité de construire un véritable parti communiste. L'absence d'un tel parti coïncide avec l'incapacité du prolétariat à définir les tâches qu'il doit se donner d'accomplir dans cette situation et les objectifs qu'il doit atteindre à chaque étape de sa mobilisation pour pouvoir poser consciemment la question du pouvoir et chercher la voie la plus économique pour la résoudre par ses propres moyens.

La grève et l'occupation d'usine ne peuvent suffire à elles-seules pour résoudre la question du chômage. Elles ne peuvent être que des étapes dans la perspective de la mobilisation générale de la classe ouvrière posant la question de la remise en cause des fondements du capitalisme. Maintenant pour que cette question puisse se traduire sur le plan pratique et être saisie par l'avant-garde de la classe ouvrière et que l'ensemble des combats engagés convergent vers le même objectif, il faut lui donner un contenu politique qui ne peut être que le renversement du gouvernement et la formation d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

J'allais aborder une nouvelle fois la question de la tactique du front unique (sur le plan politique), mais après réflexion, je me suis dit qu'il vallait mieux ne rien en dire ou presque et donner aux militants un lien vers un article de Trotsky daté du 02 mars 1922 et publié dans *Le Bulletin Communiste* du 30 mars 1922 et du 6 avril 1922, intitulé *Le Front unique et le communisme en France.*

- Pour télécharger cet article.

Vous lirez dans cet article que "*la question du front unique se pose par cela même, que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent.*". Question : est-ce vraiment le cas en 2009 sur le plan politique (ou hier) ?

Quand il écrira : "*Dans les cas ou le Parti Communiste (le remplacer par le POI ou le NPA - Lutte de classe) ne représente encore qu'une minorité numériquement insignifiante, la question de son attitude à l'égard du front de la lutte de classe n'a pas une importance décisive.*" Que voulait dire Trotsky par là ? Par rapport à quoi ? Qu'il avait mieux à faire, qu'il devait s'y prendre autrement pour construire le parti ?

Les dépêches du jour.

On guette avec avidité jour après jour le moindre soupçon de reprise économique, la moindre "*lueur d'espoir*" (Obama) qui permettrait d'affirmer que la survie du capitalisme est enfin assurée, la barbarie en prime.

Les affaires continuent pendant la crise ne soyons pas naïf ou aveugle, cependant en recoupant toutes les données en notre possession et en tenant compte des perspectives de développement du capitalisme à partir de la situation économique actuelle, j'aurais tendance à confirmer ce que j'ai dit il y a quelque temps déjà, à savoir que le capitalisme de pourrissant était

entré dans une phase terminale, non pas qu'il crèverait d'une mort naturelle, mais qu'il ne pourra survivre dorénavant qu'en maintenant ses contradictions à un niveau de tension extrême marqué par un chômage de masse notamment dans les pays où le capitalisme a été le plus développé, une paupérisation énorme, stable ou croissante de la population alimentant la lutte des classes sur tous les continents, ouvrant une nouvelle période de guerres et de révolutions posant avec une acuité renouvelée l'alternative socialisme ou barbarie.

Il faudra observer particulièrement quelles couches de la population, quels peuples, feront les frais de cette "reprise" et quels seront ceux qui en profiteront, car à la fois pour écouler leurs marchandises et pour garder le pouvoir, les capitalistes devront s'appuyer sur une partie de la population.

En France, si je ne me trompe pas, 45% des Français ne partiront pas en vacances en 2009, 42% ne sont pas propriétaires de leur logement, cela doit être les mêmes, les couches inférieures du prolétariat, celles trop misérables qui n'intéressent pas les partis ouvriers, les 55 ou 58% restants sont mieux lotis et ne seront pas forcément portées à remettre en cause le capitalisme, ils constituent la base du régime quel que soit le gouvernement en place.

L'hétérogénéité de la classe ouvrière interdit toute généralisation, cependant contrairement aux idées reçues, je ne pense pas que les travailleurs les plus enclins à se mobiliser soient ceux qui n'ont rien à perdre, ce ne sont pas forcément non plus les plus réactionnaires loin de là, et parmi ceux qui se mobilisent, en dehors de toute perspective révolutionnaire, ils sont plus enclins à soutenir le capitalisme, gangrenés par des décennies de réformisme et de corporatisme, d'individualisme.

Briser l'alliance criminelle du capitalisme financier et de l'aristocratie ouvrière que dénonçaient Lénine et Trotsky sera l'une de nos priorités, au même titre que le combat inlassable contre l'opportunisme et le centrisme.

De quel meilleur outil disposons-nous pour éduquer politiquement les masses que le marxisme-révolutionnaire ?

Etats-Unis.

Après une séquence de rebond favorable avec les autres grandes places financières de la planète, les marchés d'Asie ont accusé le coup ce mercredi matin dans le sillage de la rechute de Wall Street. Les ventes de détail US qui ont reculé sur un rythme de 1,1% en mars 2009 ont fait désordre à New-York et ont plombé l'ambiance, après deux mois de reprise qui avaient alimenté les espoirs de fin de crise, ou au moins de stabilisation économique...

Les ventes de détail ont reculé de 9,4% par rapport à mars 2008, à 344,4 Mds$. Hors automobile, les ventes de détail ont décliné de 0,9% en comparaison du mois antérieur, et de 6% en glissement annuel. (boursier.com 15.04)

Des propos "***positifs***" qui se révèleraient "***creux***" ? S'ils le disent eux-mêmes...

Les banques européennes auront sans doute bien résisté à la conjoncture au premier trimestre mais quant à savoir si cela annonce le début d'un redressement, c'est la question que se posent les investisseurs.

"*De la même manière que les marchés des capitaux ont souffert avant l'économie réelle, ainsi ils pourraient se redresser avant elle, c'est que l'on espère*", dit un analyste bancaire. "*Ce qu'on craint c'est que tous ces propos positifs ne se révèlent quelque peu ponctuels et creux*". (Reuters 14.04)

Je mettrai quatre dépêches en ligne demain, il est trop tard aujourd'hui.

Le 16 avril 2009

Vous trouverez plus loin la causerie d'hier que je n'ai pas pu mettre en ligne à cause d'un problème de connection.

Dans son éditorial d'hier (IO 42) D.Gluckstein pose une question intéressante : "*D'où viendra l'issue ?*". On a envie de lui répondre par une série de questions : quelle issue ? Sur quel terrain ? Politique ? Pas vraiment : "*il s'agit de l'emporter sur les revendications et de faire reculer les plans meurtriers du gouvernement*".

La démarche est correcte à la base, mais erronée à l'arrivée. Le POI est-il un parti politique ou s'emploie-t-il à remplacer un véritable syndicat ouvrier ? Par ailleurs on peut parfaitement concevoir qu'un parti ouvrier s'adresse aux syndicalistes, qu'ils en recrutent, encore faudrait-il que ce soit sur une base politique, en leur proposant une issue politique, or ce n'est pas le cas du POI, simple constat.

Un véritable parti ouvrier indépendant pour reprendre la formule du POI, se devrait de combattre sur la base de son propre programme politique, d'avancer auprès des travailleurs les solutions qu'il préconise pour en finir avec le régime et le capitalisme, pour se construire à défaut d'avoir les moyens de les mobiliser massivement pour atteindre ces objectifs à court terme, dans cette perspective il pourrait très bien à partir de la situation sociale et politique organiser le combat sur des objectifs transitoires et associer des travailleurs d'horizons divers.

Le POI a substitué à cette méthode la tactique du front unique sur un objectif qui serait susceptible de convenir aux appareils pourris du PS et du PCF, c'est en tout cas ce qu'ils font croire à leurs militants, ces partis prétendant évidemment combattre les licenciements depuis la nuit des temps, d'où les lettres adressées par la direction du POI à celles du PS et du PCF notamment. Plus grave encore, en portant à la connaissance des travailleurs cette initiative, le POI s'emploie donc à alimenter leurs illusions dans ces partis pour peu qu'ils en aient encore, ce qui reste à démontrer...

En poussant à fond cette démarche, vous aurez compris que les travailleurs devraient en déduire que sans la bonne volonté des appareils du PS et du PCF, point de salut pour la classe ouvrière, point d'issue politique à la crise du capitalisme, son destin demeurerait ainsi éternellement suspendu au bon vouloir de ces partis pourris. Dès lors, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants du POI, les travailleurs sachant pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre du PS et du PCF, ils n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience et à continuer à survivre comme ils le peuvent puisque finalement il n'existe pas d'issue politique, à quoi bon se mobiliser, à quoi bon s'organiser pour un objectif qu'ils ne pourront jamais atteindre du fait que le PS et le PCF y sont farouchement opposés.

Il est clair que les militants du PS ou du PCF qui s'engagent au côté du POI cultivent inconsciemment ces illusions dans leurs partis, il faudrait plutôt dire que cette démarche contribue à les renforcer ou à les faire renaître, alors qu'une simple discussion suffirait souvent à faire voler en éclat les dernières illusions qu'ils avaient dans leurs partis.

On pourra objecter que s'ils ont adhéré à ces partis c'est bien parce qu'ils avaient à la base des illusions dans ces partis, certes, la question n'est pas de le nier, faut-il encore se poser la question de savoir à quel degré elles se situaient, quel en était le contenu exact, et finalement, s'ils sont gangrenés par le réformisme comme on est en droit de le penser raisonnablement, le contenu de leur combat politique consistera à faire revenir leurs dirigeants sur le droit chemin du réformisme qu'ils ont abandonné, et non à combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions, on se demandera alors quel intérêt y a-t-il à s'associer ces militants sur une orientation politique aussi détestable. Ceci expliquerait cela, que le POI se refuse à avancer une issue politique en rupture avec les institutions pour ne pas effaroucher ces militants.

Poser la question de "*l'emporter sur les revendications*" et faire "*reculer*" le gouvernement par le biais du front unique PS-PCF associé à des partis comme le POI, le NPA, etc., une perspective au demeurant hypothétique, n'est pas suffisant, il faudrait se demander si le prolétariat en tirerait véritablement un avantage politique, lequel, ou si au contraire cela contribuerait à renforcer ses illusions dans le capitalisme davantage que dans le gouvernement ou les institutions, Gluckstein pourrait-il nous répondre.

Un parti ouvrier qui n'a pas les moyens de mobiliser les masses, n'aurait-il pas mieux à faire pour se construire ? Le POI à la suite du PT est le produit de l'impasse à laquelle cette tactique mise en oeuvre sans cesse par ses dirigeants depuis de nombreuses décennies a conduit. La suite dans la causerie d'hier.

Les extraits de dépêches.

Etats-Unis. Les conditions économiques aux Etats-Unis se sont encore détériorées en mars et au début du mois d'avril mais le rythme de la baisse est moins soutenu et certains signes laissent entrevoir une fin de récession, note la Réserve fédérale dans son rapport sur l'économie publié ce mercredi.

Selon le "Livre beige", compilé à partir des 12 "régions", quadrillant le pays, dotées de réserves fédérales "locales" et publié ce mercredi "*Cinq des 12 régions sont caractérisées par une décélération du rythme de contraction et plusieurs sont marquées par des signes que l'activité dans certains secteurs se stabilisait à un niveau bas*" (Reuters 15.04)

Les prix de détail ont baissé en mars aux Etats-Unis, affichant leur premier recul annuel depuis près de 54 ans, tandis que la production industrielle continue de fléchir, au vu des statistiques publiées, qui soulignent l'intensité de la récession.

"*Les chiffres évoquent une économie en récession profonde mais on n'en est plus à ces chiffres ahurissants qui évoquaient un grave glissement en termes d'activité macroéconomique, s'accompagnant d'une menace inflationniste*", dit Peter Kenny (Knight Equity Markets).

"*Cela laisse penser que la déflation n'est pas un souci pour l'économie américaine en dépit de la pire récession qu'elle connaisse depuis des décennies*", commente Harm Bandholz (Unicredit Markets & Investment Banking). (Reuters 15.04)

Les charrettes annoncées.

UBS,la première banque helvétique va supprimer 8.700 emplois d'ici la fin de l'année. UBS estime que le nombre de collaborateurs dans le monde passera de 76.200 à 67.500 d'ici 2010. La banque entend réaliser des économies de 3,5 à 4 milliards de francs suisses (de 2,31 à à 2,65 milliards d'euros) d'ici la fin 2010. (AP 15.04)

Le groupe Air France va supprimer 2.500 à 3.000 postes au cours des deux prochains exercices (2009-2010 puis 2010-2011), sans licenciement, a déclaré mercredi un porte-parole de la compagnie aérienne. (AP 14.04)

Mais à quoi sert donc le Parlement européen ?

Un projet d'accord a été trouvé au sein de l'Union européenne sur la supervision et l'enregistrement des agences de notation, apprend-on de plusieurs sources parlementaires.

Cet accord, négocié entre les eurodéputés et les Etats membres de l'UE, qui co-décident sur ce dossier, doit encore être endossé par le Parlement européen en session plénière la semaine prochaine, puis par les Vingt-Sept. (Reuters 15.04)

Le 17 avril 2009

En actualisant le site ce matin et en relisant le bandeau défilant, je me suis dit que j'avais devancé les sondages, que sans être sur place, j'étais en phase avec l'état d'esprit des masses, les couches les plus déterminées entraînant déjà derrière elles la majorité de la classe ouvrière contre le régime. Quel parti ouvrier peut-il en dire autant ? Aucun hélas ! Lequel en tient compte ? Aucun hélas !

Cela ne vous pose pas de problèmes ? Vous n'enragez pas en constatant une telle situation ? Si c'est le cas, c'est que vous êtes trop bien loti et que vous avez encore quelque chose à perdre, ce qui n'est plus le cas de millions de travailleurs et leurs familles, excusez moi.

Je ne passe pas mon temps à taper sur les différents partis, j'analyse leur politique, je reprends la méthode (polémique) des marxistes et je me contrefous que cela ne plaise pas à ceux que la médiocrité subjugue.

Vous en voulez un exemple ? On n'a que l'embarras du choix.

Mieux qu'une tentative.

Page 6 du IO 42, un article intitulé *A propos du "Fonds d'investissement social"*, commentant un article des *Echos*, on peut lire : "*Il y voit une tentative du gouvernement d'« associer les syndicats à la gestion de la crise ».*".

Qu'est-ce que cela signifie, que ce ne serait qu'une "*tentative*", que les dirigeants syndicaux ne gèreraient pas quotidiennement la crise avec le gouvernement et les patrons ? Ils seraient donc décidément très bien ces dirigeants !

Epouvantable d'écrire un truc pareil, non ? Si c'était écrit dans l'*Humanité*, ils hurleraient au mensonge, à la manipulation, à la trahison, mais quand ce sont les "héritiers" de la révolution d'Octobre qui écrivent ce genre de saloperies, interdit de critiquer, c'est forcément correcte et que tu es trop con pour comprendre la finesse de leurs intentions ! C'est là que l'on s'aperçoit de la vraie nature de ce parti, c'est triste à admettre, mais bon je n'invente rien malheureusement.

Les syndicats gèrent en vérité des pans entiers de la société pour le compte du capitalisme depuis 1945, voilà ce que les travailleurs et les militants ne doivent surtout pas remettre en cause, voilà ce sur quoi ils ne doivent surtout pas se poser de questions. Que les dirigeants du POI (ceux de l'OCI avant eux), du NPA (ceux de la LCR avant eux), de LO, du PCF collaborent à cette entreprise criminelle, voilà qui devrait interpeller tout militant ouvrier honnête, non ?

Les idées de la classe dominante étant les idées dominantes dans la société, elles sont devenues depuis longtemps les idées dominantes dans les partis ouvriers, en particulier chez leurs dirigeants. Ne parlons pas des syndicats qui sont complètement pourris par le réformiste, la version ouvrièriste de l'iédologie bourgeoise.

On devrait s'interdire de penser et d'agir en marxiste parce qu'il faudrait combattre pas seulement le gouvernement et les institutions de la Ve République, mais aussi l'opportunisme qui s'est glissé jusque dans les moindres recoins des partis ouvriers. Quelque part on devrait accepter que les rôles soient inversés, ce seraient ceux qui dénoncent et combattent l'opportunisme et le réformisme sur le terrain de la lutte des classes qui apporteraient de l'eau au moulin du régime, sous prétexte que ceux que nous dénonçons se pencheraient sur le sort de la classe ouvrière et tenteraient de l'organiser, ils auraient

forcément raison, comme si une intention ou une action aussi généreuse soit-elle suffirait à elle-seule à prouver la justesse de son contenu et de son orientation politique, elle ne devrait souffrir aucune critique... Tous les moyens seraient bons pour faire pression sur les militants et briser leur résistance face au réformisme, et malheur à celui qui ne s'y plierait pas car il serait excommunié et traité en ennemi.

Tous ces arguments je les connais très bien, ils ne me feront jamais changer de position : la rupture totale, inconditionnelle et immédiate avec le gouvernement, les institutions et le régime, avec les appareils traitres, le capitalisme et ses organisations nationales ou internationales, n'est pas négociable.

On peut facilement se faire avoir par les apparences.

Un exemple très simple. Aujourd'hui avec la crise les positions de la classe ouvrière se radicalisent. Ce qui paraissait impensable hier encore est devenu aujourd'hui une réalité, les travailleurs sont prêts à user de la violence contre les patrons pour faire valoir leurs droits, demain contre l'Etat. Justement puisqu'ils sont en train de franchir la première étape, plus ou moins consciemment il faut préciser, pourquoi ne pas les aider à passer à l'étape suivante : remettre en cause l'Etat, les institutions, le gouvernement, Sarkozy ? C'est à partir du moment où ils feront le lien entre les deux que leur niveau de conscience progressera considérablement, sinon rien ne sera possible.

Licenciement et chômage, salaire de merde et pauvreté, précarité et angoisse permanente, rien de tout cela ne peut être justifié du point de vue des intérêts de la classe ouvrière ou tout simplement sur le plan humain pour ceux que le langage politique ou les partis rebutent, pourtant cela existe bel et bien, pourtant nous sommes des millions et des millions à le subir quotidiennement, comment cela est-ce possible, comment une existence aussi épouvantable peut-elle nous être imposée plus longtemps ?

Comment, pourquoi, parce qu'il y a des institutions, une constitution dans ce pays qui ont décidé à votre place que tout cela était légal, légitime, normal quoi, et que vous devriez subir ce triste sort jusqu'à votre dernier souffle, mieux encore, que vos enfants ne connaitraient pas d'autre destin. Mais alors, si c'est bien cela, il faut se mobiliser pour abattre ces institutions, pour abolir cette horrible constitution d'esclavagiste, parfaitement, c'est la première chose à faire, mais comme la politique a horreur du vide, vous chassez un voleur par la porte, il revient par la fenêtre, il faudra donc que nous nous dotions de nouvelles institutions politiques, d'une nouvelle constitution qui nous donnera le pouvoir de décider de notre propre sort et de satisfaire tous nos besoins...

Maintenant, comme aucun parti politique ne veut mener le combat dans cette perspective, il faut sans délai construire le parti qui mettra en oeuvre cette politique immédiatement après que nous aurons chassé Sarkozy et son gouvernement, en attendant que le peuple puisse exercer directement le pouvoir (démocratiquement) pour le compte de la majorité de la population...

Pour terminer cette causerie politique, dans le IO n°42 page 14 figure un excellent argumentaire contre l'Union européenne qui démontre que le Parlement européen n'a de pouvoir que celui que la Commission européenne veut bien lui accorder. L'article de D. Shapira précise :

"*On est là au coeur du problème. Le Parlement européen ne peut voter des résolutions qu'à la condition expresse qu'elles s'inscrivent dans le cadre des traités de l'Union européenne. On peut ainsi résumer le problème : on peut voter pour, on peut voter contre, on peut amender les résolutions proposées au Parlement européen, mais nul ne peut contourner cette évidence : le travail « législatif » du Parlement européen s'inscrit obligatoirement dans le cadre des traités.*".

Dommage qu'il ne va pas jusqu'au bout de son analyse en précisant que le lien qui existe entre l'Union européenne et l'Etat français qui permet l'application des traités et la transcription des directives de l'Union européenne dans le droit français, est matérialisé par les article 5, 52 et suivant de la Constitution de la Ve République (disponible dans la page d'accueil du site), remettant en cause directement le chef de l'Etat, le sommet de la Ve République. Si le POI allait au bout de cette analyse, ce n'est pas la rupture avec l'Union européenne qu'il devrait avancer comme mot d'ordre, mais la rupture avec Sarkozy, son gouvernement et les institutions de la Ve République.

Quelques dépêches.

Comment dans les pays où le capitalisme est le plus développé vont-ils se sortir de cette crise ? Mode d'emploi.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez s'est félicité jeudi de l'accord signé entre l'Etat et l'Unedic, permettant de rémunérer les salariés mis au chômage partiel à 75% de leur salaire brut. (AP 16.04)

Wauquiez sur i>télé hier a qualifié cet accord "d'historique", et il a raison.

Le chômage partiel : le pendant du contrat de travail.

Le principe de la durée du travail journalier, hebdomadaire, mensuel, a pour ainsi dire été liquidé ou amendé de telle sorte que les patrons peuvent moduler les journées, les semaines et les mois de travail à leur convenance.

Comme cela ne leur suffisait pas, avec la facilité qui leur est accordée de pouvoir recourir au chômage partiel, les patrons peuvent dorénavant adapter en permanence leur masse salariale en fonction de leurs carnets de commandes, des prévisions du marché, de leurs stocks, de la période de l'année, etc.

Les patrons et le gouvernement ont ainsi contourné l'obstacle que constituait l'impossibilité de liquider purement et simplement le contrat de travail, notamment celui à durée indéterminé, en inventant la flexibilité totale du temps de travail en fonction des besoins de l'entreprise.

De leur côté, les travailleurs seront amenés à travailler uniquement quand les patrons auront besoin d'eux, le reste du temps ils pourront les renvoyer chez eux en les plaçant sous le régime du chômage partiel, l'assurance chômage se chargeant de leur verser une allocation qui comblera partiellement leur perte de salaire, 25% restant au compte des travailleurs.

En résumé, un ouvrier continuera de faire demain le même boulot qu'hier avec en prime une réduction de 25% de son salaire.

De son côté, le patron n'aura plus à débourser que les heures effectivement travaillées plus une partie correspondant à la prise en charge du chômage partiel en partenariat avec l'assurance chômage, c'est une façon comme une autre d'augmenter la productivité des entreprises et les profits des capitalistes.

On peut donc parler d'une part d'une baisse insupportable des salaires de 25% pour les travailleurs directement concernés, ce qui représente une économie énorme pour les patrons, d'autre part, la prise en charge du chômage partiel par l'Unedic revient à faire payer à l'ensemble des travailleurs du pays qui cotisent à l'assurance chômage, ce nouveau cadeau aux patrons.

On comprend dès lors comment le gouvernement et ses partenaires sociaux ont pu élever la rémunération du chômage partiel à hauteur de 75% : en finançant cette mesure, en la répartissant, en la faisant supporter à l'ensemble des travailleurs.

L'expression taillable et corvéable à merci correspond bien à la situation actuelle de la classe ouvrière, à la dictature de plus en plus féroce que lui impose le capital.

Rien ne va plus, faites vos jeux.

Les hôtels et les casinos de Monaco tournaient au ralenti jeudi selon les syndicats en raison d'une grève contre la baisse générale du nombre d'emplois à Monaco qui a diminué de plus de 11% en dix ans.

Prédisant une forte mobilisation, l'Union des syndicats de Monaco (USM) a dit espérer dans un communiqué "*que les employés des banques, des usines, des hôpitaux, des supermarchés, des hôtels, des casinos et même des membres de l'Orchestre philarmonique de Monaco n'iront pas travailler*". Un représentant des salariés de la Société des Bains de Mer, qui possède notamment le Casino de Monte Carlo et plusieurs hôtels prestigieux de Monaco, a estimé que "*la grève a été fortement suivie*". (AP 16.04)

Même dans le temple du capitalisme les travailleurs se mobilisent, cela pour dire que c'est une lame de fond qui mûrite t se prépare à surgir contre le régime. Le savoir et le dire, c'est bien, y préparer les travailleurs en leur indiquant les tâches politiques qu'ils auront à accomplir, les objectifs qu'ils devront se fixer, les obstacles qu'ils rencontreront sur leur chemin, etc., c'est mieux. Au fait, quel parti les aide à avancer dans cette voie ?

Une précision sur l'économie américaine.

Il s'agit d'un extrait d'un article du *Monde* du 16 avril : (...) l'inflation représentera une menace une fois que l'économie se sera stabilisée. Le déclin de l'indice des prix à la production enregistré en mars était dû à la baisse des cours des énergies, qui ont, depuis, légèrement rebondi. De leur côté, les prix à la production de base continuent de progresser à un rythme constant. Ainsi, le risque de déflation n'a pas été simplement retardé, mais pour ainsi dire écarté, car en même temps que l'économie "touchera le fond" avant de rebondir, la hausse des prix s'accélérera très certainement.

Secundo, le déficit du budget fédéral devrait atteindre, en 2009, 1 800 milliards de dollars, soit 12 % du PIB, le double de celui, record, de la balance des paiements. Voilà un autre déséquilibre à corriger. Etant donné son ampleur, sa réduction imposera des choix d'austérité économique très douloureux et qui entraveront la reprise.

Nous sommes peut-être en passe de toucher le fond de cette récession, mais il n'y aura pas de véritable reprise sans l'éradication

de ces nouveaux risques économiques, plus profonds et plus dangereux que ne l'étaient les précédents.

Commentaire :

1- la crainte de l'inflation les taraudent et l'on comprend immédiatement pourquoi : étant donné la pauvreté qui frappe déjà une grande partie du prolétariat, une envolée des prix à la consommation serait l'étincelle qui précipiterait une crise politique et une explosion sociale incontrôlable ;

2- la baisse des prix à la production est restée modeste, pour qu'elle fut plus importante, il aurait fallu qu'ils puissent imposer une défaite ou une régression sociale encore plus importante au prolétariat, or ils n'en ont pas les moyens ;

3- si la récession ne s'est pas transformée en déflation, c'est peut-être parce que les capitalistes ont préféré continuer de produire quitte à rogner sur leurs profits pour éviter d'en arriver à une situation sociale sur le plan de l'emploi qui aurait été encore pire et dangereuse, on peut aussi émettre l'idée qu'ils ont dû se résoudre partiellement et temporairement à rééquilibrer la répartition de leurs profits en faveur des entreprises qui produisent de la plus-value au détriment du marché financier.

Il faut tempérer cette analyse qui n'est peut-être valable que pour les Etats-Unis ainsi que l'optimisme de ce chroniqueur économique, après l'annonce du recul en février de 18,4% de la production industrielle dans la zone euro, tandis que l'inflation a poursuivi en mars son ralentissement, mettant en exergue la sévérité de la récession. (Reuters 16.04)

Je ne suis pas en France, mon épouse qui vient d'arriver m'a expliqué que la plupart des marchandises au détail étaient proposées à la vente avec des réductions de 20, 50% ou plus, ce que j'ignorais, ce qui laisse à penser qu'en amont les patrons sont obligés de réduire drastiquement leurs profits pour continuer de produire et tenter d'écouler leurs marchandises. On pourrait ajouter que la réduction de leurs profits de ce côté-là leur sera compensée en partie grâce au recours au chômage partiel... Le fait d'ignorer cet élément a pu m'induire en erreur, ce qui est étrange c'est que je n'en ai pas pris connaissance dans des dépêches ou Magueswary me raconte n'importe quoi !

C'est quoi au juste le capitalisme ?

Prenez une entreprise comme Harley-Davidson, au premier trimestre 2008 elle avait engrangé 187,6 millions de dollars (142,2 millions d'euros) de bénéfices, au premier trimestre 2009 elle n'a engrangé que 117,3 millions de dollars (88,9 millions d'euros) de bénéfices, conséquence : 1.400 à 1.500 licenciements ! (AP 16.04)

Mais ces centaines de millions de dollars, ils sont passés où ? Pardi, dans la poche des capitalistes propriétaires de cette entreprise. Et ceux qui ont travaillé et produit ces centaines de millions de dollars : qu'ils aillent se faire pendre ailleurs, dégagés, virés comme des chiens, circulez il n'y a rien à voir, c'est la dictature du capital, point barre.

Tout cela se fait dans la plus grande légalité qui soit, conformément à la loi, à la constitution. Alors c'est tout cela qu'il faut abolir ? Pardi !

Obama blanchit Bush, la CIA et leurs méthodes barbares.

Obama a déclaré, jeudi, que les agents de la CIA ayant eu recours à des techniques d'interrogatoires musclées autorisées par le gouvernement Bush ne seraient pas poursuivis en justice.

Il a souligné dans un communiqué et une lettre adressée séparément aux employés de l'agence de renseignement, "*nous ne gagnerons rien à perdre du temps et de l'énergie à reprocher*" des actions passées.

Le ministre de la Justice Eric Holder a de son côté noté qu'il serait "*injuste de poursuivre des hommes et des femmes travaillant à protéger l'Amérique pour des comportements qui avaient été autorisés par le ministère*" sous la précédente administration. (AP 17.04)

Un dernier mot.

Magueswary (mon épouse) n'a pas vraiment de conscience politique. Je la questionne, on discute, elle me dit : "*tu ne trouveras pas une personne qui dit Sarkozy il est bien, les gens disent qu'ils voudraient le tuer*", elle dit cela avec son langage limité en français. Elle me dit que les gens pensent que la politique c'est de la merde et "*ils restent à côté*". Je lui réponds que c'est justement l'erreur à ne pas commettre, tout est fait pour qu'ils ne se mêlent pas de politique, mais si l'on ne se mêle pas de politique, cela revient à laisser Sarkozy faire ce qu'il veut et les choses ne pourront aller que de mal en pis, elle a compris mon argumentation très simple. Elle discute avec les gens de la mairie et elle leur dit qu'il faut faire la révolution, alors je lui ai recommandé de ne pas tenir ce genre de propos devant n'importe qui dans sa situation.

Je ne vous ai pas parlé des élections législatives en Inde : sans intérêt tellement le pays est corrompu. Si je vous disais que le Modem ou le Nouveau Centre associé au PS organisent des manifestations contre la hausse des prix et le gouvernement où l'UMP est associé au PCF, vous allez dire que c'est n'importe quoi et vous aurez raison, c'est exactement la situation qui règne en Inde, et je suis sans doute encore en dessous de la réalité.

Hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, ils ont montré un bref documentaire sur la dirigeante du BSP (Barath Samaj Party) qui pourrait devenir la première intouchable Premier ministre (j'ai son nom en tête mais pas l'orthographe), en précisant qu'elle avait été à la tête de l'Etat d'Uthar Pradesh (dans le nord de l'Inde) pendant deux ans seulement, et qu'à l'issue de son mandat elle était devenue la première contribuable femme du pays (la plus riche du pays), tellement elle s'était enrichie par la corruption, j'ajoute sur le dos des Dhalit, les hors castes (ils sont 160 millions en Inde). Vous en voulez encore ? Ce sera peut-être pour une autre fois, mais franchement c'est perdre son temps.

Le 18 avril 2009

Hier entre 1.500 et 3.000 travailleurs ont manifesté contre la dégradation de la situation sociale à Monaco sur 40.000 travailleurs que compte ce paradis fiscal. (Reuters 17.04)

Ramené aux 30 millions de salariés en France, cela représente l'équivalent de plus d'un million de manifestants, le niveau des deux dernières journées de mobilisation nationale en France, ce qui prouve que les travailleurs sont prêts par millions à déferler dans les rues de la capitale contre le régime...

La crise actuelle du capitalisme est une leçon de chose formidable pour le prolétariat, voilà une expérience à ne pas laisser passer si l'on veut vraiment combattre pour le socialisme. Ne pas saisir cette opportunité serait criminel. A chacun ses responsabilités.

Extraits de dépêches.

A court terme "tout peut arriver".

"*Si nous n'avons pas la moindre idée de l'évolution de l'économie sur les deux ou trois prochaines années, nous estimons néanmoins que le risque est désormais très faible*, déclare François Badelon, président de la société Amiral Gestion. *A court terme, tout peut arriver, mais sur le long terme, la situation actuelle ressemble fort à un pari gagnant.*" (Le Monde 17.04)

Ils ne sont même pas sûr de gagner sur le long terme, cette appréciation rejoint ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, qu'en dehors de se mordre la queue le capitalisme serait au bout du rouleau.

Ils peuvent compter sur le développement de pays comme la Chine ou l'Inde, mais la population est tellement pauvre dans son immense majorité, qu'ils risquent d'attendre longtemps avant d'en retirer des profits au niveau qu'ils espèrent. Ce n'est pas demain la veille que ces pays remplaceront les Etats-Unis et l'Europe comme volant d'entrainement de l'économie mondiale. Y tiennent-ils vraiment, pas sûr du tout, mais ont-ils encore le choix ?

Le droit à la santé pour tous gravement menacé.

Loi Bachelot, le député UMP de Paris Bernard Debré, professeur de médecine, a réaffirmé jeudi sur France Info : "*Nous pensons que cette loi est une mauvaise loi*".

Il a précisé ne pas avoir signé "l'appel des 25" au motif qu'on ne le lui avait pas demandé.

"*Nous sommes en révolte parce que nous croyons que le pouvoir qu'ont les médecins de proposer un projet médical pour l'hôpital ne leur appartiendra pas. Ce sera le directeur (qui l'aura) avec une vision uniquement comptable*", a-t-il expliqué. (Reuters 16.04)

Levée immédiate des sanctions contre les 20 salariés de Caterpillar !

Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné vendredi à 200 euros par infraction constatée 20 salariés de Caterpillar France qui campent depuis deux jours sur le site d'Echirolles (Isère). (Reuuters 17.04)

C'est le capitalisme qui jettent à la rue des centaines de milliers de travailleurs, qui maintient au chômage des millions de travailleurs qui est illégal et illégitime et non les travailleurs qui combattent pour conserver leur travail et leur dignité.

A bas le capitalisme, expropriation sans indemnité des patrons des 1824 grandes entreprises que compte le pays ! En avant vers le socialisme !

Peugeot fait partie des 1824 grandes entreprises : Expropriation des patrons et des actionnaires !

L'équipementier automobile Sudrad Roues France (SRF), implanté à Soultzmatt (Haut-Rhin), va déposer le bilan dans les prochains jours, ce qui pourrait entraîner la perte de 150 emplois, a dit la direction.

Selon des syndicalistes cités par le quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, "*la perte de la production de roues pour Peugeot au profit d'un groupe dont Peugeot est actionnaire*" est l'un des facteurs du dépôt de bilan de SRF. "*Ce n'est pas la cause principale de la situation actuelle, qui résulte d'un problème de rentabilité*", a estimé Dominique Bleesz. (Reuters 17.04)

Espagne.

La justice à la mode Zapatero. Un allié d'Obama.

Le ministère public espagnol a recommandé vendredi de ne pas ouvrir une enquête sur l'utilisation de la torture à Guantanamo visant six responsables l'administration de George W. Bush, dont l'ancien ministre de la Justice Alberto Gonzalez. (AP 17.04)

Chine.

La Chine a déposé vendredi la première plainte à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre l'administration Obama, contestant l'embargo américain sur la volaille chinoise. (AP 17.04)

Bon week-end à tous les camarades.

Le 19 avril 2009

Info tendances.

J'ai mis en ligne deux textes du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire que j'ai trouvés sur leur site, ils pourront intéresser les camarades.

A la suite du POI et du NPA, Lutte ouvrière a changé la présentation de son site Internet.

Un peu de politique, car informer c'est bien, faire des déclarations, c'est bien, faire ce que j'appelle des analyses à sens unique, c'est bien, proposer un certain nombre d'actions, c'est bien, réfléchir et expliquer les choses pour que chacun se fasse sa propre opinion, c'est bien aussi.

Que vaut "*la perspective d'un front uni des syndicats et partis, constitué pour faire aboutir ces revendications et donc pour balayer Sarkozy et son gouvernement.*" ? vQuelle crédibilité peut avoir une telle perspective, est-elle souhaitable, souhaitée par qui et pour quoi faire ?

Les travailleurs se reconnaissent-ils dans les syndicats et les partis (ceux qu'ils connaissent, le PS et le PCF principalement) ? Qu'en pensent-ils vraiment ? Leur font-ils confiance ? Ne disent-ils pas qu'ils sont aussi pourris que l'UMP, le Nouveau Centre et le MoDem ? N'ont-ils jamais entendu parler de leurs multiples trahisons ? Pourquoi ne se syndiquent-ils pas, n'adhèrent-ils pas à ces partis ?

Questions plus précises encore : en quoi la participation à un front uni avec les syndicats pourrait-elle résoudre une question politique ? Mystère ! L'alliance dans un front uni des syndicats et des partis ne se ferait-elle pas au détriment de toute issue politique ? On a envie de dire que c'est mathématiquement prouvé depuis longtemps. En quoi un front unique constitué des partis pourris PS-PCF devrait-il constituer une perspective politique pour les masses ? Faudrait-il revendiquer l'avènement d'un nouveau front populaire ? Cela y ressemble fort. Qui y aurait intérêt ? Certainement pas la classe ouvrière. Qui le souhaite vraiment ? Qui le réclame ? Des ignorants, des travailleurs arriérés sur le plan politique, des amnésiques qui auraient oublié les longues années pendant lesquels ces partis ont gouverné le pays pour le compte du capitalisme ?

L'avant-garde doit-elle se caler sur les éléments les plus avancés du prolétariat ou les plus retardataires ? L'avant-garde doit-elle devancer les masses ou se tenir à la traine ? L'avant-garde doit-elle tenir compte des enseignements du passé ou les ignorer ?

On nous dit encore qu'"*un tel front uni poserait la question d'un réel gouvernement ouvrier*", sans qu'il soit possible d'y donner suite en l'absence d'un véritable parti communiste. De plus, en l'absence de ce parti pour exprimer consciemment le processus en cours il demeurerait inconscient donc il aurait aucune chance d'aboutir.

Les travailleurs ont-ils besoin de l'existence d'un tel front uni pour ce poser cette question ? Bien sûr que non. La question du pouvoir ne se poserait-elle pas en toute circonstance, y compris en période de reflux du mouvement ouvrier ou de réaction ? Lénine la posait en 1895, il devait être farfelu ou utopiste, un vulgaire gauchiste, la maladie infantile du communisme ! Pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir confiance dans des formations politiques qui les poussent finalement dans les bras des appareils ? Ces formations politiques, leurs dirigeants, ont-ils réellement rompu leurs liens avec les appareils ?

Sur quelle analyse des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, plus particulièrement de la classe ouvrière, repose cette perspective ? Sur quels faits, quels expériences, quels enseignements, repose-t-elle ? On pourrait ajouter sur quelle théorie et quelles illusions.

Un gouvernement des syndicats et des partis : quelle est la population qui compose le gros des troupes des syndicats et des partis ? Seraient-ce les couches les plus exploitées, les plus frappées par la crise du capitalisme ? Seraient-ce les couches les plus déterminées du prolétariat à combattre le capitalisme ou les plus portées à s'y adapter ? Seraient-ce les couches qui formeront demain les bataillons de la révolution prolétarienne ou celles qui traineront les pieds pour la faire échouer ? Les plus révolutionnaires aujourd'hui seraient-ce ceux qui revendiquent l'amélioration de leur sort sans qu'ils soient les plus mal lotis, autrement dit ceux qui cessent le combat dès qu'ils ont obtenu satisfaction, ou ceux qui disent comme cette femme de ménage qu'elle a une vie de "*merde*" et qu'elle n'a rien à attendre de cette société "*pourrie*", qu'il faut "*tout foutre en l'air*" (je cite textuellement, entendu dans un documentaire diffusé sur TV5 Monde Asie avant-hier où cinq femmes de ménage avaient été filmées dans leur vie quotidienne.)? Est-ce très sérieux de proposer aux travailleurs un gouvernement des syndicats et des partis faillis ? Cette perspective ne reflète-t-elle pas finalement l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier ? Ne concentre-t-elle pas les questions déterminantes auxquelles l'avant-garde doit répondre impérativement avant de pouvoir enfin aller de l'avant ?

Le jour où nos intellectuels daigneront un instant se mettre dans la peau d'un ouvrier, peut-être qu'on sortira de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Vous savez pourquoi ? Parce que la classe ouvrière est la seule classe indépendante de la bourgeoisie et la seule classe révolutionnaire. On ne demandera pas aux intellectuels de jouer à l'ouvrier car ce serait grotesque, on leur demande seulement d'admettre que seule la classe ouvrière peut les guider et les maintenir dans la bonne voie. (A suivre)

C'est l'alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie prolétarisée qui aura raison du régime. La petite bourgeoisie sait-elle ce qu'est le socialisme, ce que ferait un gouvernement ouvrier révolutionnaire de transition ? A mon avis, elle n'en a pas la moindre idée ou des idées fausses uniquement.

Prenez un patron-pécheur.

La pêche intensive doit être interdite, donc il y aura moins de pécheurs, moins de poissons péchés, moins de revenus de la pêche. Cependant il n'est pas question d'en finir avec la pêche, elle doit être organisée de façon à permettre à chaque pécheur de vivre décemment. Le personnel concerné décide démocratiquement le nombre de bateaux qui devront être conservés, le tonnage de poissons qui devra être péchés en fonction des besoins alimentaires de la population, le partage du travail et des revenus de la pêche... Si cela ne suffit pas pour assurer des salaires équivalents au minimum à 1.600 euros net par mois à chaque pécheur et patron-pécheur, il se pourra très semblablement que la plupart des pécheurs n'auront pas suffisamment de travail pour parvenir à ce salaire, dans ce cas-là deux solutions possibles : soit l'Etat ouvrier leur versera la différence en échange d'un emploi de fonctionnaire à mi-temps ou quart-temps, soit ils consacreront leur temps libre à travailler dans une entreprise, l'Etat ouvrier leur garantissant toujours le salaire minimum, la même chose est proposée aux patrons-pécheurs. Evidemment l'interdiction de la pêche intensive sera étendue à toutes les embarcations des autres pays présentes sur les eaux territoriales françaises.

Prenez un artisan menuisier qui emploie cinq salariés.

Il doit payer ses ouvriers au salaire minimum (ou davantage). S'il ne le peut pas une fois répartis les bénéfices de son entreprise (une fois défalqués ses frais de fonctionnement, d'achat de matières prrmières, etc.), c'est l'Etat ouvrier qui prendra en charge la différence pour que chaque ouvrier ait un salaire décent, y compris le patron s'il ne peut pas se payer lui-même. Au niveau du corps de métier, on pourrait imaginer que l'ensemble des patrons menuisiers et des délégués ouvriers se réuniraient pour définir de quelle manière ils pourraient répartir leur charge totale de travail en fonction des compétences particulières des uns et des autres, de l'espace et des machines dont ils disposent, etc., tout en conservant leur indépendance, l'objectif étant de satisfaire les besoins de la population en évitant le gâchis tout en permettant à chacun d'exercer son métier. Comme dans le cas de la pêche, s'il y avait trop de menuisiers par rapport aux besoins, l'Etat ouvrier proposerait aux ouvriers concernés de changer de branche d'activité et de suivre une formation rémunérée toujours sur la même base.

L'objectif de l'Etat ouvrier ne serait pas de liquider les petits patrons, mais de permettre de satisfaire les besoins de la population en garantissant de bonnes conditions de travail et un salaire décent à chacun. On conserve les meilleurs artisants et l'on permet à chaque activité de continuer à exister. C'est cela le socialisme.

Prenez un intermittent du spectacle.

Cela ne concerne pas seulement les comédiens ou les acteurs, mais aussi tout le personnel technique indispensable dans un théâtre ou à la réalisation d'un film. Quand ils ont un contrat, ils doivent pouvoir vivre de leur travail, le salaire minimum de 1.600 euros net s'applique, et en période creuse, soit ils trouvent un emploi qui leur permet de percevoir l'équivalent de ce salaire, soit l'Etat les emploie comme fonctionnaires temporaires en garantissant leur salaire. Cela peut-être un emploi ou une formation, avec les mêmes conditions salariales minimums.

Prenez un commerçant de proximité.

Soit il peut vivre décemment de son travail et payer normalement ses salariés s'il en a, soit l'Etat prend en charge la différence. Et s'il bosse 50 ou 60 heures par semaine, l'Etat ouvrier lui propose de ne travailler que 30 heures et d'embaucher un salarié supplémentaire pris en charge sur ses bénéfices s'il en fait suffisamment, sinon c'est l'Etat qui règle son salaire.

Prenez les cadres, techniciens, ingénieurs.

Ils bossent le plus souvent comme des ânes, il est stipulé dans leur contrat de travail qu'ils n'ont pas d'horaires, ils peuvent bosser 50 ou 60 heures par semaines. Là aussi, la nouvelle législation leur offrira le choix de s'arrêter au bout de 30 heures par semaine sans diminution de salaire évidemment. Si la TPE ou la PME ne peut pas supporter le coup de cette mesure, c'est l'Etat ouvrier qui prendra en charge la différence, à moins qu'il soit possible de la financer sur le bénéfice de l'entreprise.

Il ne s'agira pas de mettre un couteau sur la gorge des patrons des 3 millions de TME-PME, un programme national de rationalisation de la production permettra de déterminer de quelle manière on pourra produire les marchandises ou les services nécessaires en économisant temps, énergie, matière première, tout en garantissant les meilleures conditions de travail et la meilleure qualité possibles, en laissant le choix à chacun de s'inscrire dans cette démarche ou non, sachant que la législation du travail sera la même pour tous.

En conclusion, que l'on soit artisan, commerçant, petit-patron, patron de TME ou PME, artiste ou intellectuel, technicien, cadre ou ingénieur, ils ont tout à gagner au socialisme.

Passons aux extraits de dépêches.

J'ai lu dans une interview de Cohn-Bendit du *Monde* du 18 avril que "*près de 70 % des Français disent que les élections européennes ne les intéressent pas*".

Le boycott des élections européennes n'a donc rien de farfelu.

Cohn-Bendit = Sarkozy ? Parole de son fils.

Qui est Cohn-Bendit, il suffit de le demander à son fils, selon Cohn-Bendit dans le même interview, il lui aurait dit : "*Arrête d'attaquer Sarko, il est comme toi !*" : un fieffé réactionnaire !

Conclusion de l'intéressé. Quel est le camp des Verts ?

"*il ne faut pas chercher à faire campagne contre Sarko*", ceci explique cela.

Le combat classe contre classe est incompatible avec le dialogue social.

"*Je voudrais redire l'inquiétude qui est la mienne devant certaines manifestations de violence qui n'ont rien à voir avec le dialogue social*", a déclaré Fillon dans la salle du conseil de l'hôtel de ville de Chaumont (Haute-Marne).

Des millions de travailleurs au chômage, pauvres, en précarité permanente : "*une grande exigence éthique*" selon lui.

"*Une crise grave appelle une capacité à dégager des compromis sociaux. Elle réclame de la part des acteurs économiques une grande exigence éthique et de la part des acteurs syndicaux une haute responsabilité*", a-t-il poursuivi. (Reuters 17.04)

Ils sabotent nos vies, mais c'est parfaitement légal, ce n'est pas une "***faute pénale***".

"*C'est du sabotage. Ce n'est pas la grève. Ce n'est pas de l'action sociale*", a-t-il affirmé, rappelant que si la grève était "*inscrite dans la constitution*", le sabotage constituait "*une faute pénale*".

Il voudrait nous priver de la seule occasion que nous ayons de remettre en cause le capitalisme, il n'est pas le seul !

"*Il ne faut pas laisser la crise devenir un prétexte d'affrontement quand l'ampleur de ses enjeux exige au contraire du civisme et du sang-froid*", a ajouté Fillon.

Les droits des jeunes seraient respectés ?

Selon Jean-Baptiste Prévost, président de l'UNEF : "*Nicolas Sarkozy et Martin Hirsch doivent faire extrêmement attention à ne pas remettre en cause les droits des jeunes quand ils entrent sur le marché du travail*". (AP 18.04)

Deux nouvelles banques font faillite aux Etats-Unis.

Les autorités fédérales américaines ont fermé vendredi l'American Sterling Bank et la Great Basin Bank, basée dans le Nevada, portant à 25 le nombre de banques des Etats-Unis à avoir fait faillite cette année (contre trois seulement en 2007). (Reuters 18.04)

Le règne de l'obscurantisme et de la terreur au secours du capitalisme ou l'alliance de la Bourse et du goupillon contre les peuples. Leur nouvel ordre mondial.

En Afghanistan, Karzaï rétablit partiellement la charia, au Pakistan, Zardari a signé lundi une ordonnance imposant la loi islamique dans la vallée de Swat, en Somalie, le Parlement a adopté à l'unanimité un projet de loi sur l'application de la charia, hier Ahmadinejad a estimé qu'un Iran militairement fort constituait une garantie de stabilité pour le Proche-Orient. (Reuters 18.04)

Le 20 avril 2009

Complément.

Je ne pensais pas actualiser le site aujourd'hui, mais comme je me suis levé très tôt en prévision de la journée difficile qui m'attend après le décès de mon beau-frère Saktivel, je me suis mis au boulot à l'aube.

J'ai pensé à ce pauvre garçon et la nuit aura été très courte. On faisait encore des plans hier matin pour le faire partir en France avec Magueswary qui a besoin d'une personne en permence à ses côtés selon les médecins de la Cotorep et de la Sécu, c'était pratiquement acquis, mais le destin en a décidé autrement malheureusement.

Toute la famille était effondrée la nuit dernière. Cela nous rappelle que la vie ne tient qu'à un fil, raison de plus pour ne pas se laisser emmerder par ceux qui se font un malin plaisir à nous la pourrir.

Tous les jours on risque sa peau en sortant de chez soi ici, la route est hyper dangereuse au point que l'on compte des morts dans pratiquement toutes les familles, cette fois-ci c'était notre tour voilà tout.

Deux infos seront traitées uniquement, plus un courriel reçu la nuit dernière émanant d'une lectrice d'Informations ouvrières.

Les enjeux scélérats de "Durban II".

La conférence des Nations unies sur le racisme qui s'ouvre lundi à Genève, "Durban II", a donné lieu à une cacophonie savemment orchestrée, plusieurs pays annonçant qu'ils la boycotteront, Etats-Unis, Australie, Canada, Italie, tandis que Benoît XVI a dit espérer que les délégués à la conférence travaillent "avec un esprit de dialogue et d'acceptation réciproque, pour mettre fin à toutes les formes de racisme, de discrimination et d'intolérance", on va tout de suite comprendre pourquoi le pape a jugé "important" cette conférence .(AP 19.04 et Reuters 20.04)

Quel est l'enjeu de cette conférence ?

Il est double : tout d'abord apporter son soutien à Israël en faisant disparaître de sa déclaration finale toute référence au comportement de l'Etat sioniste envers les Palestiniens que certains assimilent à juste titre à du racisme, ensuite conforter la place de la religion dans la société en introduisant le délit de blasphème pour des propos qui pourraient être arbitrairement catalogués comme une "*incitation à la haine religieuse*" ou le "*dénigrement de la religion*", ce qui reviendrait de fait à interdire toute critique virulente des religions.

Craindraient-ils une révolution prolétarienne en France ?

Invité dimanche du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France, Dominique de Villepin a dit "*Il y a un risque révolutionnaire en France*" en évoquant "*des comportements collectifs que nous ne parviendrions pas à maîtriser*", une "*réaction de la société qui n'est pas prévue*".

"*Si nous ne voulons pas connaître cela demain, il est urgent de passer à la vitesse supérieure, urgent de prendre des mesures (...) exceptionnelles*", a-t-il ajouté. (Reuters 19.04)

Question : Pourquoi les dirigeants du POI et du NPA n'expliquent-ils pas aux travailleurs que c'est la seule voie possible pour en finir avec le gouvernement Sarkozy honni des masses, avec les institutions et le capitalisme pour pouvoir enfin satisfaire l'ensemble de leurs besoins et aspirations ? Craindraient-ils eux aussi une révolution ? On est en droit de leur poser la question, non ?

La causerie de la nuit dernière.

En raison de la mort de mon beau-frère Sarkivel (31 ans) tué en moto sur la route hier soir à un kilomètre de chez moi, je n'actualiserai pas le site demain, il est déjà demain à l'heure où j'écris ces lignes.

Il a dû se faire foutre en l'air par un chauffard. J'ai appris la nouvelle vers 21h30 et nous sommes allés immédiatement à la morgue de l'hôpital général de Pondichéry où se trouvaient déjà ses frères et ses nombreux copains, il était encore célibataire et il avait 90% chance sur 100 de repartir en juin en France avec mon épouse.

Il était carrossier, c'était un garçon très gentil, courageux, honnête et réfléchi, ce qui est rare par les temps qui courent, alors nous sommes très tristes. C'était aussi le seul de mes beaux-frères qui ne m'avait jamais volé, donc je l'estimais particulièrement.

Ces derniers jours depuis que sa soeur était revenue de France, il passait presque tous les jours à la maison. La société est pourrie, la vie est con et le destin imprévisible. Adieu mon frère Sakti !

Le 21 avril 2009

J'ai passé une mauvaise journée hier avec la cérémonie funébre en hommage à mon beau-frère Sakti décédé d'un accident de la route avant-hier. Je suis rentré le soir après la crémation dans un cimetière entouré de rizières avec un magnifice couché de soleil en toile de fond qui remplissait de ses rayons un horizon de désespoir, la mort subite d'un jeune est toujours terrible à vivre. En guise de consolation, j'ai dis à mon épouse qu'il avait vécu la meilleure partie de la vie et qu'il avait échappé au reste qui est souvent une sacrée tranche de merde, et qu'à défaut de pouvoir changer le destin, il fallait l'accepter tel qu'il est.

Saktivel était d'autant plus proche de Magueswary qu'il y avait 19 ans d'écart entre eux, en réalité, c'est elle qui l'avait élevé plus que sa mère, d'ailleurs il l'appelait "maman" quand elle l'appelait de France. Mon épouse est complètement retournée la pauvre femme et je crains pour sa propre santé, car elle ne s'est pas reposée un instant depuis l'annonce de son accident. Cependant, hier soir les yeux en larmes elle m'a dit qu'il fallait "être fort", que cette expérience devait nous servir à "affronter l'existence avec plus de courage encore", ce qui m'a complètement bouleversé, elle avait trouvé les seuls mots que l'on pouvait prononcer en pareille circonstance. Je ne savais pas quoi lui répondre, dans ces moments-là on ne trouve pas forcément les mots qui conviennent, au bout d'un bref instant, je lui ai dit que c'était pourquoi je me battais contre toutes les inégalités et les injustices, contre ce monde pourri, contre tous ceux qui nous pourrissent la vie ou qui font en sorte que rien ne change dans le monde, car ne pas mener ce combat reviendrait à accepter le monde tel qu'il est, c'est en fait la seule liberté qui nous est encore accordée (pas partout dans le monde), on n'a donc pas le droit de ne pas l'utiliser pour mener ce combat qui est juste et légitime, elle a compris et m'a adressé un sourire toujours aussi rempli de larmes, car quoi qu'on sache et quoi qu'on dise, rien ne pourra jamais nous consoler de la disparition d'un être cher.

On a vécu des moments particulièrement pénibles, par exemple au moment où il fallu le transporter sur le chariot fleuri avant de le conduire au lieu de la crémation. Il y avait au moins une cinquantaine de jeunes qui étaient là, la jeunesse de l'Inde, ses potes, ils se sont laissé aller à un torrent de larmes et de sanglots, ce fut vraiment très éprouvant, l'air était rempli d'une tristesse infinie que rien n'aurait pu atténuer. J'ai pris sa vielle mère dans mes bras, je l'ai embrassée tendrement en caressant ses cheveux blancs pendant un long moment, avant de la laisser là avec sa fille et toutes les femmes, car les femmes n'ont pas le droit d'assister

à la crémation dans le rite hindou. En revenant, Magueswary m'a demandé s'il avait bien "brûlé, j'ai répondu oui sans rien ajouter, elle a eu l'air soulagé. Voilà.

Faisons un peu de politique, pas trop pour ne pas se casser un bras !

La nature sociale de deux méthodes inconciliables.

Les bonnes nouvelles ne viennent pas des partis ouvriers faillis, mais de la crise du capitalisme. Heureusement qu'elle est enfin là et qu'elle est appelée à durer !

C'est Marx qui s'en serait roulé la moustache, lui qui voyait dans chaque mauvais coup de Bismarck une aubaine, une nouvelle occasion pour la classe ouvrière de prendre conscience des rapports sociaux existants pour se mobiliser et construire le parti. A l'opposé nos dirigeants passent leur temps à se lamenter sur les conséquences de cette crise.

La différence de méthode saute aux yeux.

Alors que Marx se saisissait des conséquences de la crise pour s'attaquer à son origine, nos dirigeants se contentent de vouloir traiter ses conséquences par un "*plan de relance en faveur des travailleurs*" sans remettre en cause les institutions de la Ve République, pas même le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner pourtant honni des masses.

Au passage cela donne déjà un début de réponse à notre question : dès lors que des millions de travailleurs haissent littéralement Sarkozy, les partis ouvriers qui ne le disent pas ou ne s'appuient pas sur eux pour proposer une issue politique à la classe ouvrière, c'est qu'ils représentent et défendent d'autres intérêts, les intérêts d'une autre classe, la petite-bourgeoisie par exemple.

Selon vous, quelle est la meilleure méthode ?

Ceux qui se lamentent sur les conséquences de cette crise dévoilent au passage la véritable nature de leur politique et de leur parti : petit-bourgeois. Pourquoi ? C'est très simple, ils montent au créneau pour dénoncer les conséquences de cette crise parce qu'elles prennent une tournure massive, vous lirez plus loin que le chômage devrait atteindre ou dépasser officiellement les 10% en 2010 en France, par ailleurs selon un sondage 70% des cadres seraient prêts à accepter un CDD, parce que ces conséquences ne frappent pas uniquement certaines couches de la classe ouvrière, mais également l'aristocratie ouvrière, les classes moyennes et la petite-bourgeoisie, or, à ma connaissance, depuis l'après-guerre, des millions de travailleurs et leurs familles ont subit très violemment et quotidiennement durant toute leur existence les conséquences de la survie du capitalisme, or, pendant toutes ces très longues années, on ne les a jamais entendu parler de la nécessité d'un "*plan de relance en faveur des travailleurs*", pincez-moi si je me trompe. On a même lu juste avant le début de cette crise si ma mémoire est bonne, des études qui montraient que la pauvreté n'avait pas augmenté en France depuis le début des années 50. Tout le monde s'en fout évidemment !

Une retraitée issue de la petite-bourgeoisie que j'ai rencontrée récemment confirmait à sa manière cette analyse, quand elle me disait que le problème à l'heure actuelle était qu'il n'y avait plus rien à gratter en faveur de la petite-bourgeoisie, alors qu'autrefois quand il y avait du *grain à moudre* pour cette classe, il y avait toujours des retombées (des miettes) pour la classe ouvrière, ce qui permettait d'améliorer substantiellement sa condition, ce qui n'est évidemment plus le cas aujourd'hui, la petite bourgeoisie étant frappée à son tour par les mesures prises ces dernières années par les différents gouvernements.

Réclamer 200 ou 300 euros d'augmentation s'inscrit ouvertement dans cette logique (le mouvement spontané des masses), quand on s'emploie à la situer en dehors de toute issue politique. Elle revient à flatter l'ignorance des masses, à les abuser, à les manipuler, au lieu d'aider leur conscience de classe à progresser. A qui profite le crime ? D'après vous ?

200 balles de plus pour consommer plus, pour continuer à vivre comme avant dans la même ignorance, pour continuer à produire... et la machine capitaliste aura encore de beaux jours devant elle. Voilà l'avenir glorieux auquel vous prépare les dirigeants du mouvement ouvrier, on a envie de dire aux travailleurs.

Pourquoi 200 ou 300 balles, parce que le smic à plus de 1.500 euros net par mois serait incompatible avec la survie du capitalisme, alors que 200 balles, les capitalistes pourront toujours se démerder pour les financer, à la limite avec l'aide de l'Etat, des conseils généraux comme en Guadeloupe ? Quand est-ce qu'ils cesseront de nous prendre pour des mendiants ou des abrutis ?

On pourrait conclure ainsi : un parti ouvrier, oui, par et pour les ouvriers, un parti composé en grande partie d'ouvriers (et d'employés), dirigé par des ouvriers, un parti encore en devenir mille fois hélas !

Les extraits de dépêches.

Depuis 1930, "***on n'a jamais vu ça***".

"*On va vivre une année 2009 cataclysmique en termes d'évolution du chômage*", explique Xavier Timbeau, directeur du département analyses et prévisions à l'OFCE, joint au téléphone par l'Associated Press.

En France, le taux de chômage devrait s'élever à 9,7% de la population active fin 2009 et devrait continuer d'augmenter au cours des douze mois suivants, pour atteindre 10,5% fin 2010. "*C'est énorme, ce sont 800.000 chômeurs de plus entre la fin 2008 et la fin 2010*", souligne Xavier Timbeau. "*Depuis les années 1930, on n'a jamais vu ça. On est dans des ordres de grandeur deux à trois fois plus importants que lors des crises précédentes*". (AP 20.04)

Qui a dit que la situation n'était pas favorable à la construction d'un parti révolutionnaire, un parti communiste et non à un fourre-tout indigeste ?

Retrait sans condition de la loi Bachelot !

Éric Taillandier, porte-parole régional du mouvement Ensemble pour une santé solidaire. «*Roselyne Bachelot est plus préoccupée par la santé des actionnaires que par celle des Français*», affirme ce militant anti-franchises médicales interviewé par *Libération*.

«*L'inquiétude et la colère des professionnels de la santé qui essaient de résister à la politique comptable du gouvernement est légitime*», insiste Éric Taillandier. Au niveau national, le Collectif malades solidaires appelle au «*retrait total de cette loi inique*» (Liberaion.fr 20.04)

Profession : collaborateur de classes.

Hier, Nicolas Benoît, délégué CGT siégeant au comité d'entreprise déclarait sur France-Info : "*Les organisations syndicales et la direction se sont mis d'accord sur un protocole de fin de conflit qui sera soumis au vote des salariés dès la semaine prochaine*". (AP 20.04)

Réponse quelques heures plus tard : 200 à 250 participants à l'assemblée générale se sont déclarés farouchement opposés au protocole de sortie de conflit et très déterminés ils se sont rendus dans l'après-midi à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) pour manifester bruyamment à l'occasion d'un nouveau comité d'entreprise consacré au plan de sauvegarde de l'emploi.(AP 20.04) (Lire dans le site la dépêche complète)

Un des enjeux de Durban-II : conforter l'alliance du sabre et du goupillon contre les peuples. La méthode : un amalgame.

Bernard Kouchner a confirmé lundi que la France participera à la conférence Durban-II des Nations unies sur le racisme à Genève. (Ap 20.04)

"*L'Union européenne devait être très fermes sur les lignes rouges*" après que "*la première conférence avait dérapé dans un antisémitisme, des critiques de la religion*", a-t-il rappelé.

Personne ne peut tolérer l'antisémitisme, le racisme ou la xénophobie qui ne sont que des produits politique du capital. Par contre, chacun à le droit de critiquer les religions et les religieux qui servent d'idéologie et de bras armés aux classes dominantes contre le combat du prolétariat pour son émancipation à la fois de l'exploitation et de l'obscurantisme, de la servitude humaine sur terre et dans le ciel.

Sarkozy, qui en connait un rayon en matière de lois liberticides, a cru bon de déclarer dans un communiqué, que le président iranien "bafoue les idéaux et les valeurs inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme", principes taillés sur mesure par et pour l'impérialisme afin d'assurer sa suprématie à l'échelle mondiale sur tous les peuples. (Reuters 21.04)

La Déclaration universelle des droits de l'Homme, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 placée sous la houlette du "très haut" (dieu)(préambule de cette déclaration) n'ont qu'une seule et unique fonction : justifier l'existence de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, garantir l'existence du capitalisme pour l'éternité... avec la bénédiction de dieu ! S'en réclamer, c'est se placer dans le camps des ennemis de la classe ouvrière. Avis aux libres-penseurs !

Sidérurgie : la purge continue.

Le conglomérat industriel et sidérurgique allemand ThyssenKrupp a l'intention de supprimer 4.000 emplois et de simplifier sa structure d'encadrement, rapporte le journal Welt am Sonntag.

Le plan dévoilé fin mars envisageait le regroupement des cinq segments - acier, acier inoxydable, technologies, ascenseurs et services - dans deux divisions pour réaliser jusqu'à 500 millions d'euros de réductions annuelles de coûts. (Reuters 19.04)

Les Etats-Unis une démocratie ? Laquelle et pour qui ?

Les interrogateurs de la CIA ont eu recours au "waterboarding", une technique consistant à infliger un simulacre de noyade, à 183 reprises sur Khalid Sheik Mohamed, le cerveau des attentats du 11 septembre 2001, rapporte le *New York Times*.

Lors de l'interrogatoire musclé du prisonnier Abou Zubaydah, dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande, en août 2002, le détenu aurait subi la torture par simulacre de noyade 83 fois, d'après des documents de l'agence de renseignement. (AP et Reuters 20.04)

Les défenseurs de la démocratie, ceux qui défendent la démocratie sans préciser sa nature de classe, couvrent ces actes, dans quel camp faut-il les cataloguer d'après vous ?

Le 22 avril 2009

Je n'ai rien à vous vendre et aucun appareil à défendre donc je peux d'autant plus parler librement du site. Je me disais que rien qu'en consultant les titres des dépêches qui figurent dans la page d'accueil, on pouvait se faire rapidement une idée assez précise de la situation en France et dans le monde. Et puis je ne sais pas s'il existe beaucoup de sites Internet qui proposent autant de données accessibles à toutes les catégories de travailleurs. En consultant la tribune libre, personne n'osera me reprocher d'être sectaire.

Il semblerait que peu de militants soient en mesure de faire la part des choses, si j'en juge par le nombre important de militants qui connaissent le site et le peu qui s'y connectent. C'est symptomatique à mes yeux du délabrement actuel du mouvement ouvrier et de l'état d'esprit lamentable de nombreux militants. Les extraits de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine doivent en incommoder plus d'un, certains passages sont d'une actualité brûlante. Selon Lénine ils constituent "*le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.*". Et à l'adresse des militants il précisait qu'"*il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement*" aux "*déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels*" sur les dirigeants du mouvement ouvrier, il est vrai qu'on les croirait écrite pour notre époque !

Le second extrait pose une question que j'ai abordée à plusieurs reprises : "*(...) et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ?*". Il s'agit de la minorité du prolétariat qui est organisé sur la base de l'idéologie réformiste et dont Marx et Engels conspuaient la fâcheuse tendance à la conciliation avec le capitalisme, ce que je m'applique aussi à dénoncer mais avec modération, sachant très bien que je ne bénéficie pas de leur autorité pour dire ouvertement tout ce que je pense.

Je me suis aperçu hier soir en me relisant avec quelques jours de retard, que j'avais encore manqué de rigueur dans mes dernières causeries certaines propositions étant chaotiques dans la forme ! C'est parce que je procède par copier/coller de morceaux de phrases que j'oublie parfois de corriger ensuite. J'en suis désolé, j'essaie de réduire au maximum le temps que je passe quotidiennement devant l'écran.

On va commencer notre causerie du jour par tirer à boulets rouges sur Sarkozy. Vous allez voir qu'on a le droit de l'appeler le flic-président, et pour cause il le revendique lui-même !

En déplacement à Nice, la talonnette a choisi l'ironie pour répondre à ceux qui lui reprochent de remettre l'insécurité, un des thèmes phares de sa campagne présidentielle de 2007, sur le devant de la scène à l'approche des élections européennes.

Evoquant ainsi les commentaires sur le "*retour de la sécurité*", il a déclaré : "*Mon Dieu, il faudra bien m'expliquer quand j'en étais parti !*". (Reuters 21.04)

Elections européennes : le boycott c'est mieux que l'abstention.

Il paraîtrait que le comportement de l'UMP et du PS favoriseraient l'abstention lors des prochaines élections européennes, afin que les électeurs ne s'emparent pas de ces élections comme ils l'avaient fait en 2005 pour sanctionner au passage les deux principaux partis politique en France qui gèrent ensemble la crise actuelle du capitalisme.

Si je comprends bien, pour l'UMP et le PS, tout le monde se foutant du taux d'abstention qui n'a cessé de croître aux élections européennes dans les pays de l'UE, passant de 39,2% en 1979 à 43,2% en 1984, 53,2% en 1999 et 54,5% en 2004 (Reuters 21.04), en cas de fort taux d'abstention en juin prochain, tous les autres partis seraient marginalisés et réduits à un rôle de figurants, ce qui arrangerait les affaires de l'UMP et du PS et leur permettrait par un tour de passe-passe de revendiquer une légitimité qu'en réalité ils n'ont pas dans le pays, au moment où la situation économique et sociale continue de se dégrader et présente des signes inquiétants pour la survie du régime.

Maintenant quelle est la différence entre l'abstention et le boycott ?

Dans le premier cas on s'abstient par ignorance ou par indifférence sans donner un contenu politique à son refus de participer à cette mascarade, dans le second, on décide de donner un sens politique au rejet des institutions européennes, en refusant de leur reconnaître la moindre légitimité, ce n'est donc pas du tout la même chose. S'abstenir demeure un acte politique passif et indéterminé, boycotter est un acte politique déterminé et davantage conscient.

Collaboration de classes, la méthode : Diagnostics communs, négociations, consensus.

"*Il est temps d'ouvrir une deuxième grande vague de discussions et d'accords sociaux*", a déclaré Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle.

"*J'ai bon espoir que nous puissions entamer celles-ci très rapidement, peut-être même avant le 1er mai*", a-t-elle ajouté.

Au programme des partenaires sociaux, "*il peut y avoir des groupes des travail pour établir des diagnostics, des groupes un peu plus élaborés pour ouvrir des vraies délibérations sociales, voire, si on considère que c'est possible, engager sur certains sujets des négociations*", a précisé la présidente du Medef.

La priorité "*c'est vraiment l'emploi, l'emploi, l'emploi*", a-t-elle ajouté. "*C'est pour nous la priorité, c'est pour tout le monde la priorité (...) et je suis persuadée qu'il a des lieux de consensus possibles sur ce sujet.*" (Reuters 21.04)

Ce n'est pas nous qui la contrediront au regard des expériences récentes et passées, elle sait très bien de quoi elle cause la présidente du Medef.

J'ai lu quelque part que certains s'interrogeaient sur la nature et le contenu de l'unité réalisée par les dirigeants syndicaux. Cette unité a été réalisée pour cadenasser le mouvement ouvrier, pour faire barrage à une véritable mobilisation des masses contre le gouvernement et les capitalistes, confirmant l'interprétation que j'ai donné dernièrement des journées de mobilisation du 29 janvier et du 19 mars, lorsque j'avais avancé qu'en réalité les masses n'étaient pas encore entrées en action.

Jusqu'à présent on nous expliquait que Sarkozy avait besoin impérativement du soutien des dirigeants syndicaux pour appliquer sa politique antisociale et que lorsqu'il n'en bénéficiait pas les masses s'engouffraient dans cette brèche en imposant l'unité.

Selon cette théorie, les appareils seraient débordés et se retrouveraient dans l'obligation de soutenir les revendications des travailleurs en se plaçant à leur côté. Si l'on s'en tient à cette version littérale des faits sans se poser davantage de questions, elle semble refléter effectivement la réalité, mais dès qu'on réfléchit un peu au-delà des apparences et qu'on se donne la peine de se demander sur quelle base les dirigeants ont réalisé l'unité, on s'aperçoit qu'à aucun moment ils ne se sont placés réellement au côté des travailleurs, ce n'est qu'une illusion trompeuse que personne ne veut dénoncer car cela reviendrait à mettre au grand jour le contenu réel du front unique que finalement les dirigeants syndicaux réalisent et contrôlent pour le compte de Sarkozy. La pire illusion consisterait à croire que parce que le front unique existe les dirigeants syndicaux ne seraient plus maîtres du mouvement ouvrier. L'unité qui existe aujourd'hui a le mérite de montrer clairement aux militants exactement le contraire. Et j'ajouterais, les limites du front unique comme je ne cesse de le marteler, en vain jusqu'à présent.

A l'unité réalisée en réplique à la mobilisation des syndiqués et à la pression croissante des travailleurs sur le patronat, les dirigeants syndiquaux ont estimé plus avantageux de prendre les devants, ce qui leur évitera au passage d'être accusés de diviseurs et leur permettra d'affirmer devant les militants qu'ils font tout pour défendre les revendications et favoriser la mobilisation de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils font exactement l'inverse.

Cette unité est un rempart pour protéger le gouvernement et le régime, c'est sa raison d'être. Que les masses prennent appui sur cette unité pour se mobiliser, c'est une chose, mais de là à penser qu'elles pourraient lui donner un autre contenu, on peut effectivement l'admettre, sauf qu'en dehors de toute issue politique, il semble improbable que les dirigeants syndicaux perdent le contrôle d'une mobilisation qu'ils auraient programmée sous la contrainte.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise du capitalisme et qui n'ont rien à perdre se mobilisent par millions pour briser le carcan de l'unité des dirigeants syndicaux avec l'aristocratie ouvrière, le patronat et le gouvernement des banques. Ce sont seulement lorsque ces couches de la classe ouvrière sur lesquelles

les bureaucrates syndicaux pourris n'ont aucune emprise et qui formeront les bataillons les plus déterminés de la révolution se seront mises en mouvement, qu'il sera possible d'entrevoir sur le terrain pratique un renversement du rapport de force entre les appareils et les masses. Le problème, c'est justement l'analyse erronée que font les syndicats et les partis ouvriers de ces couches du prolétariat qu'ils considèrent impossible à organiser et comme arriérées.

Le front unique réalisé par les appareils n'a pas seulement pour objectif de contenir les masses, il a un contenu réactionnaire.

Sur le plan politique, les partis du mouvement ouvrier en avançant unis ou divisés font guère mieux que les bureaucrates syndicaux, ils ont en commun de refuser obstinément d'organiser la classe dans une perspective révolutionnaire, entrainer les travailleurs et les militants dans une impasse politique demeure finalement le meilleur moyen de soutenir (indirectement) le gouvernement.

La séquestration de patrons n'est pas une action minoritaire.

Les deux dirigeants de la société Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) séquestrés depuis lundi ont été libérés dans la soirée de mardi, apprend-on de source syndicale.

La séquestration des deux dirigeants, le co-gérant de l'entreprise, Marcus Kerriou, et sa Directrice des Ressources Humaines, Coline Colboc, avait débuté lundi et avait été décidée par près de 200 des 283 employés de Molex France.

Ils négocient les licenciements au lieu d'appeler à l'expropriation sans indemnité des patrons.

"*Les deux dirigeants sont libres, ils sont avec nous en voiture et nous nous rendons tous à la préfecture à Toulouse pour négocier*", a déclaré Denis Parize, délégué central de la CGT.

C'est en octobre 2008 que le groupe américain avait annoncé la fermeture définitive de son site français en juin 2009. (Reuters 21.04)

Grève à EDF et GDF.

Selon la direction d'ERDF, 11,99% des salariés des réseaux de distribution d'Electricité de France et de Gaz de France étaient à nouveau en grève mardi à l'appel de cinq de leurs fédérations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC). (AP 21.04)

Leur République, leur démocratie, leur liberté, égalité, fraternité.

L'âge moyen de décès des personnes vivant dans la rue est très nettement inférieur à celui de la population générale: 56 ans pour les hommes... et 41 ans pour les femmes, plus vulnérables. La moyenne descend à 37 ans pour les personnes présentant des problèmes de santé mentale. Contre 77 ans pour un homme et 84 pour les femmes chez l'ensemble des Français.

Ces données sont l'un des enseignements d'une étude (à télécharger ici en pdf) réalisée à Marseille conjointement par Médecins du Monde, l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (AP-HM) et des associations. (Libération.fr 21.04)

C'est ce qu'ils appellent la nouvelle "***gouvernance***" du capitalisme.

Le rapport annuel 2008 de Dexia, rendu public lundi, révèle que l'ancien patron de Dexia a touché 1,678 million d'euros au titre de l'exercice 2008, intégrant une indemnité de départ de 825.000 euros et un salaire de 636.500 euros.

Le "parachute doré", correspondant à un an de salaire fixe, a été approuvé par le conseil d'administration alors que la banque a été sauvée de la faillite en septembre 2008 et recapitalisée en urgence par les Etats français, belge et luxembourgeois à hauteur de 6,4 milliards d'euros. (Reuters 21.04)

Capitalisme, c'est quoi ? Mode d'emploi.

Le groupe Yahoo a annoncé mardi la suppression de 600 à 700 emplois, soit environ 5% de ses effectifs.

Lors de l'annonce de ses résultats, le groupe a déclaré avoir gagné 118 millions de dollars, durant les trois premiers mois de l'année 2009. Cela représente une chute de 78% par rapport au bénéfice net de 537 millions de dollars l'année dernière à la même époque. (AP 21.04)

Durban II ou quand le vernis démocratique de l'impérialisme se fisssure.

Selon les premières données fournies par les médias, la déclaration finale adoptée en catimini a été partiellement vidée de

son contenu initial, il n'y figurerait plus la référence à la diffamation des religions. Cela reste à confirmer, j'ai cherché sur Internet la déclaration finale intégrale qu'ils ont adoptée pour la télécharger, en vain.

Kouchner a affirmé qu'"*aucun compromis n'est possible*" face aux déclarations anti-israéliennes du président iranien. Ce dernier a critiqué la création d'Israël après 1945, l'assimilant à un "*gouvernement raciste*", lors de son discours lundi devant les participants à la Conférence de l'ONU sur le racisme à Genève. (Reuters 21.04)

La déclaration finale de la conférence de l'ONU contre le racisme a été adoptée par consensus mardi à Genève. Le texte appelle le monde à combattre l'intolérance. (AP 21.04)

Intolérance savemment orchestrée, entretenue et attisée par les dirigeants du vieux monde qui en portent seule la responsabilité.

Quelle était la teneur des propos tenus par le président iranien ?

"*Après la fin de la Seconde guerre mondiale, ils (les Alliés, ndlr) ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive, a déclaré M. Ahmadinejad. Ils ont envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée*". (id)

Le président iranien a également affirmé que le sionisme était une "*personnification du racisme*", et a profité de la tribune qui lui était offerte pour vilipender l'"*arrogance américaine*", dans laquelle il voit le terreau de l'invasion en Afghanistan.

Le 24 avril 2009

Un nouvel éditorial demain. Mon éloignement ne me permet pas de disposer de toutes les informations nécessaires pour pouvoir traiter correctement certaines questions. Je pourrais bien sûr me contenter de commenter l'actualité comme le font généralement la plupart des partis en donnant l'impression d'être utile à quelque chose, dans ce cas-là je préfèrerais encore ne rien écrire.

Donc je fais avec le matériel dont je dispose avec toutes les imperfections et les erreurs qui en sont les conséquences involontaires. Je tenais à le préciser car par exemple il m'était pratiquement impossible d'intervenir sur le déroulement de la situation chez Caterpillar étant donné que j'en ignorais les différentes étapes au cours des derniers jours, je ne dispose pas des mêmes moyens d'information que les partis, je pense que les camarades en ont conscience et en tiendront compte.

A ceux qui nous disent que la situation est "*difficile*", nous répondons que ce sont eux qui s'acharnent minutieusement et patiemment à la rendre difficile.

Pourquoi laisser dire au gouvernement que ce ne sont qu'une bande d'agités minoritaires qui décident les séquestrations de dirigeants et les occupations d'usine ? Pour mieux isoler le combat des ouvriers de Continental, de Caterpillar, etc. qui expriment les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et posent encore inconsciemment les véritables questions qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière, les tâches qu'elle a à accomplir pour avancer sur la voie de son émancipation du capital ?

Oui ils sont l'exemple à suivre, oui ils devraient servir de modèle à tous les travailleurs menacés de licenciement, oui l'ensemble des syndicats et des partis ouvriers devraient les soutenir inconditionnellement. Une minorité a toujours été à l'origine d'un mouvement révolutionnaire. Que les représentants des classes dirigeantes déclarent qu'il est illégitime et illégal a toujours été et n'a jamais empêché la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire d'engager le combat pour renverser l'ordre établi. Tous les discours sur la démocratie volent en éclat à cette occasion, car par le seul fait de se situer dans une perspective révolutionnaire, cette minorité par son courage et sa détermination incarne au plus haut degré les intérêts et les aspirations de l'ensemble de la classe, cela suffit à lui donner une légitimité, un contenu démocratique incomparablement supérieur à celui de la démocratie bourgeoise qui ne profite finalement qu'à une minorité d'exploiteurs. La révolution prolétarienne commence par briser le carcan de la démocratie bourgeoise, c'est l'acte le plus démocratique qui puisse être, nous le revendiquons...

Syndiquez-vous !

J'ai conseillé à un camarade de la CGT qui est secrétaire de section, de prendre contact avec un des regroupements de militants de la CGT de son choix, qui combattent contre la politique impulsée par Thibault. Pourquoi quitter actuellement la CGT, pour aller militer où ? A Sud ? Ce camarade m'a dit qu'il avait reçu leur bulletin ou tract dans le cadre de la préparation du 1er mai en précisant que son contenu était de la même veine que la littérature insipide de la direction de la CGT, alors pourquoi changer de syndicat dans ce cas-là ?

On croit rêver.

Dans le numéro 43 d'*Informations ouvrières*, outre l'éditorial dans lequel Gluckstein s'adresse une nouvelle fois aux dirigeants du PS et du PCF en tentant de nous faire croire qu'ils pourraient jouer un autre rôle que celui de traitre des intérêts de la classe ouvrière, Laurence Fayard à la page suivante remet cela "*Alors, nous posons la question : les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie vont-ils rester longtemps encore sourds et aveugles à l'exigence qui monte de tout le pays : interdiction des licenciements ?*", comme s'ils n'étaient pas destinés à rester "*sourds et aveugles*" aussi longtemps que le capitalisme existera, avant qu'on apprenne page 4 que le POI a adressé une troisième lettre aux dirigeants du PS et du PCF notamment, afin qu'ils s'engagent dans le combat pour l'interdiction des licenciements, on croit rêver !

On a là la signification réelle de la tactique du front unique mise en oeuvre par le POI à la suite des trotskistes depuis 1945, que je dénonce et combats, car elle ne débouchera jamais sur la remise en cause du régime en l'absence d'un parti communiste suffisamment puissant et implanté dans la classe ouvrière pour en garantir une orientation correcte, au mieux cette tactique permettra d'assurer la survie des partis traitres de la classe ouvrière comme ce fut le cas lors de chaque mouvement révolutionnaire au cours du XXe siècle.

Le front unique avec le PS et le PCF, qui plus est sous leur direction, ne peut prendre comme tournure politique que celle d'un front populaire qui prépare les pires défaites du prolétariat, ce ne sont pas les exemples qui manquent dans notre histoire. Le jour où le POI aura rompu le cordon ombilical avec ces partis, peut-être pourra-t-il prétendre être indépendant.

Le front unique tel que le conçoit le POI est d'autant plus inapproprié qu'il concerne ici un objectif général ou stratégique et non un objectif partiel ou tactique, car interdire les licenciements sous-entend ou suppose (théoriquement) la remise en cause du pouvoir du maître des lieux au sein de l'entreprise, or jamais le PS et le PCF ne consentiront à aller aussi loin, à rompre avec le capitalisme, je ne fais que reprendre ici avec d'autres mots ce que Trotsky a écrit dans le *Programme de transition*.

Comme l'ont expliqué dans l'éditorial du dernier numéro de CPS les camarades du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, il est impossible de poser la question de l'interdiction des licenciements sans préciser les conditions politiques nécessaires pour que cette interdiction voit le jour, sans avoir au préalable liquider les institutions de la Ve République... Ce mot d'ordre est un couteau sans lame ni manche, c'est une pure abstraction sortie de la tête d'intellectuels digne des sophistes, qui n'a aucun rapport avec le développement de la situation et les tâches qui en découlent pour la classe ouvrière pour avancer sur la voie de son émancipation.

L'intention qui anime le POI a le mérite d'être généreuse et louable et séduira sans doute de nombreux travailleurs, mais sans être reliée à une perspective politique, elle ne les aidera pas à comprendre la nature du régime, or à cette étape, c'est le seul objectif qu'un parti est en droit d'attendre (pour se construire), sauf bien sûr à se prendre pour ce que l'on n'est pas.

La politique du POI repose sur une analyse erronée de la situation et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, notamment au sein de la classe ouvrière, donc nous ne pouvons pas nous entendre puisque nous ne parlons pas le même langage et que nous ne partons pas de la même analyse de la situation.

En résumé, on pourrait dire que les dirigeants du POI font tout pour ne pas construire le parti qu'ils prétendent vouloir construire, aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est la même histoire qui dure depuis plus de 60 ans. Au lieu de se battre sur la base du programme de la révolution socialiste pour construire le parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour prendre le pouvoir (et le conserver), ils préfèrent se battre sur un programme qui permettrait d'associer ponctuellement (front unique) ou durablement (en les intégrant dans leur parti) des éléments extérieurs au prolétariat dans un tout autre objectif que celui du socialisme.

L'éclectisme, la logique non dialectique de même que l'empirisme mécanique, sont antinomiques avec la méthode du marxisme qui s'appuie non pas sur les appareils ou des relations d'appareil, mais sur le développement des conditions objectives qui doivent conduire un jour ou l'autre la classe ouvrière à prendre conscience de la nécessité de se mobiliser et de s'organiser pour en finir avec le pouvoir politique en place et le capitalisme. C'est en partant de cette situation et en la situant dans cette perspective que l'on peut contruire un parti révolutionnaire, mais certainement pas en remettant le destin de la classe ouvrière entre les mains de partis pourris, en agissant de la sorte, le POI n'a aucune crédibilité.

Si je sors dans la rue et que je distribue de l'argent ou des vêtements à mes voisins, ils vont penser que je suis un chic type, alors qu'en réalité je les déteste, ce qu'ils ne sont pas sensés savoir, ils l'apprendront à leurs dépens une autre fois. Ce n'est qu'un exemple. En voulant faire jouer un autre rôle que le leur aux PS et au PCF, le POI n'agit-il pas de la même manière, ne se fait-il pas le complice de partis qui ne sont pas vraiment animés des meilleures intentions envers la classe ouvrière ?

A ceux qui pensent que les incantations stériles du POI (du PT en 2003 et 2004 notamment) en direction des dirigeants syndicaux, que les lettres adressées aux dirigeants de partis dont certains sont étrangers à la classe ouvrière (PS, PRC, on est en droit de s'interroger sur la nature sociale du PG), sont l'expression et le produit des difficultés que rencontre le mouvement ouvrier, je leur répondrai que ce sont davantage des manifestations de l'impuissance et de l'incapacité des dirigeants de ce parti

à construire un parti ouvrier digne de ce nom.

Une note de lecture très brève.

Dans la préface à la révolution de février 1917 en Russie, Trotsky écrivait : "La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

(...) Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de " démagogues "."

Il y a encore un an, il est fort peu probable que 45% des personnes interrogées lors d'un sondage auraient approuvé des séquestrations de patrons ou des occupations d'usines, nous assistons donc aujourd'hui à une "*rapide, intensive et passionnée conversion psychologique*" des masses. Pourquoi ? Parce qu'entre temps la crise du capitalisme n'a cessé de s'amplifier, ce qui a eu pour conséquence un changement de leur état d'esprit face au capitalisme. Et les "*cerveaux de policiers*" de Sarkozy, Fillon, Lagarde, Woerth et Alliot-Marie, ne peuvent que chercher à diaboliser les "*soubresauts de passions*" qui animent les ouvriers de Continental, Caterpillar, etc. Sans passions, pas de révolution !

Avec 3h30 d'avance sur vous à cause du décalage horaire, il est déjà 11h du matin ici, je vous souhaite un bon week-end. Mon travail est un peu perturbé car j'ai des démarches administratives à effectuer avec mon épouse après la mort de son frère.

Extraits de dépêches.

Licenciement des travailleurs ou expropriation des capitalistes ?

Après l'annonce par le groupe américain de semi-conducteurs Freescale de la fermeture d'ici fin 2011 de son site français de Toulouse, qui emploie 1.700 personnes, Serge Ramos, délégué central FO a dit jeudi

" *Notre site est viable, quoi qu'en disent nos dirigeants américains*",qui accuse les dirigeants de l'entreprise américaine de "*profiter de la crise économique mondiale dans le secteur automobile pour rapatrier leurs activités chez eux*". (Reuters 23.04)

Si l'usine est viable, il n'y a aucune raison qu'elle ferme et que les 1.700 travailleurs de Freescale soient livrés au chômage : occupation de l'usine avec comité de grève pour décider et organiser l'expropriation sans indemnité des patrons.

Face à la déclaration de guerre de la direction Freescale, les syndicats s'apprêtent à capituler en rase campagne.

Au lieu de proposer la prise de contrôle de l'usine par ses salariés et d'en appeler aux travailleurs de tout le pays pour les imiter, le délégué FO a expliqué : "*Nous ne sommes pas des va-t-en guerre. Il n'y avait donc pas de raison que nous partions en guerre dès jeudi contre notre direction, quelques heures après cette annonce*", prends tout ton temps philistin ! Qui le paie celui-là ?

"*Mais il est vrai que nous sommes sous le choc émotionnel et que notre colère est grande. Il faudra pourtant passer outre et garder son calme pour laisser le temps de la négociation s'installer sereinement. Après, on verra*", a-t-il ajouté.

On verra quoi ? 1.700 travailleurs supplémentaire à la rue, c'est écrit d'avance ! Inutile d'avancer le mot d'ordre pas un licenciement, il n'a jamais empêché dans le passé la moindre fermeture d'usine.

A une semaine du 1er mai, sur France 2, le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly a dit qu'en l'absence de réponse du gouvernement, "*nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays*". (lire la dépêche intégrale dans le site)

Une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités de grève élus dans toutes les grandes villes du pays et centralisés au niveau national pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

On feindra de s'étonner qu'il n'y ait pas (davantage ?) de déclarations des dirigeants syndicaux et des partis ouvriers pour condamner les menaces proférées par différents membres du gouvernement à l'encontre des travailleurs qui ont séquestré des dirigeants d'entreprise ou qui s'en sont pris à l'Etat. Cela doit faire partie de leur tactique, freiner des deux pieds afin d'éviter que ces actions ne se généralisent dans tout le pays, alors que c'est une des voies possibles pour que l'ensemble de la classe

se soulève contre le régime pour l'abattre.

Le gouvernement et les capitalistes disent en coeur : Pas touche à la propriété privée des moyens de production. Nous leur répondons : pas touche à la classe ouvrière, gare à vous si vous osez condamner l'un d'entre nous !

"***un bel avenir***" pour les actionnaires... nauséabond !

Chris Viehbacher, directeur général de Sanofi-Aventis depuis trois mois, a promis aux actionnaires du groupe pharmaceutique "*un bel avenir*", pendant que des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles en Afrique notamment n'ont pas accès aux médicaments dont ils ont impérativement besoin pour se soigner (sida, paludisme, etc.). Le capitalisme à visage humain, tel qu'il est véritablement traînant derrière lui depuis deux siècles une odeur pestilentielle insupportable de souffrances et de morts innocents.

Plus cynique tu meurs !

En 2009 Chris Viehbacher (directeur général) percevra un salaire fixe de 1,2 million d'euros en plus une rémunération variable pouvant atteindre 200%, ainsi que 50.000 euros de stocks-options d'autant qu'il a bénéficié en entrant chez Sanofi d'une indemnité de 200.000 euros en contrepartie des avantages auquel il a renoncés en quittant GlaxoSmithKline.

Le salaire fixe de Jean-François Dehecq a été maintenu à 1,3 million d'euros cette année assortie d'une rémunération variable établie à proportion de 25% en fonction des critères quantitatifs (performance du bénéfice par action) et de 75% en critères qualitatifs (soutien à l'action du directeur général).

Gérard Le Fur, le directeur général sortant après l'échec de l'Acomplia, traitement de l'obésité dont il a été le maître d'oeuvre, a touché l'an dernier 1,9 million d'euros dont 680.000 euros "*en considération de l'atteinte de critères quantitatifs*". (Reuters 17.04)

Ces millions d'euros proviennent des profits réalisés sur le dos des malades qu'ils rackettent dans le monde entier. Le droit à la santé ne se marchande pas, il n'est pas négociable, et parce que ce devrait être un bien collectif à la portée de tous, l'industrie pharmaceuthique doit être expropriée sans indemnité, une priorité universelle.

Obama blanchit l'adminstration Bush.

La Maison Blanche a affirmé jeudi ne pas soutenir la création d'une commission d'enquête indépendante pour enquêter sur les techniques d'interrogatoires des terroristes présumés durant le mandat de George W. Bush. (AP 24.04)

La chute de General Motors continue.

Le constructeur automobile américain General Motors a annoncé jeudi la fermeture temporaire de 13 de ses usines aux Etats-Unis et au Mexique, pour tenter de réduire les stocks de véhicules accumulés en raison de la chute des ventes.

General Motors a précisé dans un communiqué que les fermetures débuteront en mai. Leur durée sera variable selon les usines mais certaines garderont portes closes pendant plus de deux mois, neuf à dix semaines. L'entreprise, qui dispose de 22 usines d'assemblage en Amérique du Nord, va diminuer de 190.000 véhicules sa production. (AP 23.04)

Un Etat policier ?

J'ai lu dans un blog que le flic-président Sarkozy avait "*dégainé treize lois liées à la sécurité depuis 2002*". Pourvu que ce chiffre lui porte malheur !

Le 25 avril 2009

(je n'ai pris le temps de relire cette longue causerie.)

Retenez bien la méthode, c'est la même que mettent en oeuvre les opportunistes de tous horizons.

1- Ils dénoncent la politique du gouvernement. 2- Ils expliquent qu'il faudrait une autre politique.

3- Ils se situent sur le même terrain que le gouvernement et les patrons.

4- Ils ne fixent aucune tâche (ou objectif) politique aux travailleurs qui romprait avec la légalité de l'Etat bourgeois.

5- Ils ne proposent aucune issue politique.

Suivez bien le mécanisme, c'est tordu mais compréhensible.

Par exemple ils dénoncent les milliards d'euros versés aux banquiers, le chômage partiel, les licenciements, etc. Selon eux, ce n'est pas normal.

Or, c'est tout à fait normal que l'Etat bourgeois, qu'un gouvernement bourgeois ne se préoccupe que des intérêts des capitalistes, c'est l'inverse qui serait plutôt curieux et nous compliquerait la tâche. Sarkozy fait son boulot correctement en versant des centaines de milliards aux banques et en matraquant parallèlement les travailleurs ? Vous voudriez qu'il fasse quoi au juste ? Fallait-il attendre autre chose de lui ?

En adoptant ce comportement, ils légitiment le gouvernement et le capitalisme, car les travailleurs pourraient croire que l'Etat bourgeois et le gouvernement des capitalistes pourraient être ou devraient être à leur service, qu'ils sont en droit d'en attendre quelque chose, alors qu'au contraire ils devraient leur expliquer qu'il n'y a rien à en attendre et qu'il faut les chasser. Cela dit, il est parfaitement clair que cela revient à soutenir l'Etat, le gouvernement et les patrons contre la classe ouvrière qui se voit interdire toute issue politique, son destin étant suspendu aux lèvres des représentants de l'Etat et des capitalistes avec lesquels il faut bien faire avec, au lieu de rompre avec eux pour les combattre.

Et quand ils expliquent qu'il faudrait une autre politique, regardons-y de plus près :

1- on les a entendu expliquer que le gouvernement nationalisait les profits et laissait les dettes à la population à propos des milliards d'euros versés aux banquiers et aux patrons, mais à aucun moment on ne les a pas entendu exiger l'annulation de la dette des travailleurs et leurs familles ;

2- on les a entendu dénoncer la généralisation du chômage partiel, mais à aucun moment ils n'ont avancé le mot d'ordre du paiement intégral des salaires ;

3- on les entend aujourd'hui dénoncer les plans de licenciements, mais à aucun moment on les a entendu dire qu'il fallait exproprier sans indemnité les capitalistes et les actionnaires ;

4- quand les travailleurs ont commencé à occuper des usines et séquestrer des dirigeants d'entreprise, on ne les a pas entendu dire qu'il fallait généraliser ce genre d'actions qui pourrait à très court terme constituer le point de départ de la grève générale ;

5- on les a entendu dénoncer la hausse des prix insupportables pour des millions de travailleurs et leurs familles, mais on les a vu les uns après les autres laisser tomber la revendication du smic et de la retraite minimum à 1500 ou 1600 euros net par mois, ils se sont empressés de la remplacer par une augmentation de salaire de 200 ou 300 euros acceptable pour les patrons et l'Etat en prenant exemple sur la Guadeloupe ;

5- etc., etc.,

Continuons notre analyse.

Ils se placent sur le même terrain que le gouvernement et le patronat dans la mesure où à aucun moment les dirigeants ne disent que le gouvernement est minoritaire et illégitime, haï littéralement par l'immense majorité de la classe ouvrière, ensuite, à aucun moment face au patronat et au gouvernement qui clament en coeur que le capitalisme et les licenciements sont tout ce qu'il y a de plus respectable et de légal, pas un n'ose les contredire, autrement dit au lieu de se placer au côté des travailleurs, ils se placent au côté du gouvernement et des patrons, en y mettant les formes cela va de soi.

Et pour conclure, évidemment ils ne proposent aucune issue politique au combat de la classe ouvrière engagé contre le gouvernement et les capitalistes, ce qui contribue à maintenir isoler les mouvement sociaux engagés dans tout le pays.

Au lieu de lui montrer la voie à prendre, les différents objectifs politiques que la classe ouvrière doit se fixer à chaque étape de sa mobilisation, les tâches qu'elle doit se fixer et accomplir pour avancer sur cette voie, au lieu d'exprimer consciemment le contenu politique de sa mobilisation en cours pour qu'elle en prenne conscience à son tour, afin qu'elle puisse orienter son combat dans la bonne direction pour réaliser un pas décisif en avant pour vaincre le régime, ils se taisent, ils ne lui proposent rien, ce qui signifie une fois encore qu'il existerait aucune issue politique en dehors ou au-delà de le la Ve République et du capitalisme. Or la seule voie politique se situe précisément au-delà du carcan de la Ve République, et cette voie s'appelle le socialisme, un mot

qui doit tous leur brûler la langue aujourd'hui puisque pas un n'ose non plus le prononcer.

Bref, dès que la situation se tend, nos dirigeants hésitent, reculent ou étalent au grand jour leur impuissance et leur incapacité à comprendre la situation, pire, ils sont incapables de se placer au côté de l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière qui commence à prendre les choses en mains et à déterminer dans quelle direction devront avoir lieu les combats politiques de demain : contre l'Etat et contre les fondements du régime capitaliste.

Maintenant que vaut l'appel lancé le 23 avril par Besancenot au nom du NPA à "*une marche nationale sur Paris, en mai, de tous les salariés licenciés*" ? Pas davantage que l'appel du POI "*pour une marche uni sur Paris pour interdire les licenciements*", si cet appel ne s'adresse pas à l'ensemble de la classe ouvrière et n'a pas clairement pour objectif la grève générale afin d'en finir avec Sarkozy et les institutions de la Ve République...

Dans une dépêche de l'AFP du 22 avril on a une précision, Besancenot "*Nous avons proposé un rassemblement unitaire des forces syndicales et politiques, au lieu de défiler les uns après les autres*". Quelles "*forces syndicales et politiques*" ? Dans quel objectif ?

Ces appels ont le mérite d'exister et les travailleurs se chargeront en fonction de leur niveau de conscience d'y donner un contenu politique, faudrait-il encore que le NPA, le POI et l'ensemble des militants ouvriers incluant les syndicalistes préparent sérieusement cette marche contre le pouvoir en place.

Questions : le NPA et le POI avec leurs maigres moyens ont-ils les moyens d'impulser cette marche au niveau national ? Auront-ils réellement la volonté de préparer cette marche en organisant dans des comité de préparation à cette marche des centaines de milliers de travailleurs ? Si cet appel n'était pas relayé au niveau syndical afin que les dirigeants syndicaux soient obligés d'appeler à une grève générale ce jour-là, cette marche mobilisera-t-elle des millions de travailleurs en milieu de semaine ?

Quoi qu'il en soit, on peut regretter que Besancenot ait lancé seul cet appel sans avoir pris la peine de répondre aux trois lettres du POI qui concernaient le même sujet : les licenciements. Il est vrai que l'appel du POI était plus précis et comportait un objectif clair : l'interdiction des licenciements, objectif que l'on partagera ou non compte tenu de l'absence politique dans laquelle il se situait, peu importe ici, alors que l'appel du NPA se situe pour le moment en dehors de tout objectif, il faut donc attendre d'en savoir plus, y compris la réaction du POI et éventuellement de militants d'autres formations politiques.

Je rajoute un mot très bref, je ne sais plus dans quelle usine ce serait des militants de LO qui auraient participé aux séquestrations de dirigeants, mais eux n'ont non plus qui se présentent comme les purs et durs héritiers d'Octobre n'ont avancé le mot d'ordre d'expropriation, simple constat. Sans doute attendent-ils les uns et les autres que ce soit les ouvriers qui prennent eux-mêmes cette initiative, pourquoi pas non plus attendre qu'ils adhèrent spontanément au programme de la révolution socialiste !

J'ai passé une partie de l'après-midi d'hier à relire le déroulement des 5 journées qui ont précédé la chute du tsar le 28 février 1917 extrait de l'*Histoire de la révolution russe* de Trotsky, ainsi que les pages précédentes qui permettaient de situer précisément la situation des différentes classes en présences à la veille de la révolution.

Je sais pertinemment que la situation en France aujourd'hui n'a qu'un rapport fort éloigné avec la situation en Russie en février 17, cependant j'ai voulu voir une nouvelle fois s'il ne serait pas possible d'en tirer des enseignements qui pourraient nous être utiles sachant que la situation d'extrêmes tensions sociales en France et dans bien d'autres pays en Europe peut basculer du jour au lendemain en situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

Revenant sur la situation en Russie un an avant la révolution de 1905, Trotsky rappelera que l'année 1904 avait été marqué par une accélération prodigieuse du nombre de grèves, plus 115%, et de poursuivre :

"Ce bond prodigieux suggère déjà que le prolétariat, forcé par la marche des événements d'improviser cette activité révolutionnaire inouïe, devait à tout prix tirer de son propre fonds une organisation qui correspondît à l'ampleur de la lutte et à l'immensité des tâches envisagées : ainsi naquirent les soviets (conseils) de la première révolution, qui devinrent les organes de la grève générale et de la lutte pour la conquête du pouvoir.".

Je retiendrai trois éléments de ce passage : la grève générale, les soviets et la lutte pour le pouvoir politique, les trois étant intimement liés.

Un peu plus loin il écrivait :

"En 1915-1916 "Les industriels se refusaient de plus en plus à faire des concessions aux ouvriers et le gouvernement continuait à répondre à chaque grève par une rigoureuse répression. Tout cela portait la pensée ouvrière du particulier au général, de l'économique à la politique : " Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps. " Ainsi renaît l'idée d'une grève générale. "

"*Il faut qu'on déclare la grève tous en même temps.*", cette idée a germé dans la tête des ouvriers plusieurs années avant qu'elle ne soit effective, la propagande bolchevik ayant fait le reste entre temps. On se demandera pourquoi cette idée a tellement tardé à germer dans la tête de nos dirigeants.

En octobre 1916 :

"Dans les usines déferlent les meetings. Sujets traités : les approvisionnements, la vie chère, la guerre, le gouvernement. Les tracts des bolchéviks sont diffusés. Des grèves politiques se déclarent."

Les grèves sont directement politiques car il est impensable que satisfaction soit donnée aux revendications en conservant le régime tel qu'il est, nous sommes exactement dans la même situation, peu importe ici depuis quand, nous polémiquerons plus tard si nécessaire. Les bolcheviks étaient donc partis de la situation telle qu'elle était pour orienter le combat de la classe ouvrière contre le pouvoir en place pour l'abattre. Comme leur avait enseigné Lénine, à aucun moment les bolcheviks n'ont oublié de poser la question politique du pouvoir, avis à ceux qui se prétendent leurs héritiers.

Pour les bolcheviks, ce n'était pas à Nicolas II de répondre positivement aux revendications des masses, mais c'était aux masses de s'emparer du pouvoir pour les satisfaire eux-mêmes. Vous remarquerez au passage que cette méthode conforme au marxisme s'inscrit en totale contradiction avec celle du POI et du NPA notamment.

Nous arrivons au premier jour de la révolution de février 17.

"Le 23 février, c'était la " Journée internationale des Femmes ". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette " Journée des Femmes " pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses d'après le témoignage de Kaïourov, un des chefs ouvriers du rayon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en collision ouverte."

Plus loin :

"En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres – les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats."

Ce sont donc bien les couches les plus exploitées et les plus déterminées du prolétariat qui sont les premières à engager le combat contre le régime. C'est la raison pour laquelle je ne cesse d'expliquer que je ne comprends pas pourquoi tous les partis s'en détournent.

Il continue ainsi :

"Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestaient que les travailleurs exigeaient du pain, mais ne voulaient plus de l'autocratie ni de la guerre."

Immédiatement aux revendications économiques se joignent les revendications politique dont celle d'en finir avec le régime politique. On peut affirmer que les bolcheviks ont parfaitement joué leur rôle en liant en permanence les revendications économiques et politiques, depuis 1895 à aucun moment Lénine ne changera d'attitude sur ce point précis, car il ne visait pas uniquement l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière qui étaient autrement plus misérables que celles de la classe ouvrière en France en 2009, mais la chute du régime et la prise du pouvoir.

"Le lendemain, le mouvement, loin de s'apaiser, est doublement en recrudescence : environ la moitié des ouvriers industriels de Pétrograd font grève le 24 février. Les travailleurs se présentent dés le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. Le mot d'ordre " Du pain " est écarté ou couvert par d'autres formules : " A bas l'autocratie ! " et " A bas la guerre ! "

Ce serait trop long de recopier ici tout ce que la lecture de ce passage m'a inspiré hier et que j'ai noté, notamment à propos des relations de la classe ouvrière avec la police et l'armée en France en 2009, sur la place de la police et de l'armée dans la société. Cependant ce qui est intéressant ici, c'est le déroulement de cette journée de grève du 24 février. Les ouvriers se rendent en cortége dans le centre ville à la rencontre des autres travailleurs et de la population, c'est l'ensemble des exploités qui est entraîné dans ce mouvement révolutionnaire. Quelle leçons camarades, quelle leçon pour demain !

Le lendemain la fusion avec les autres couches exploitées et une partie de la petite bourgeoisie se réalise.

"Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240.000 ouvriers. Des éléments arriérés s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées."

Je passe la suite pour arriver à la conclusion :

"Ces foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de ce qu'elles veulent, mais elles sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus. Elles laissent derrière elles un irréparable effondrement historique. Point de retour possible."

Je vais mettre dans le site le récit de ces cinq journées extraordinaires, car il peut nous donner des indications préciseuses sur la manières dont les choses pourraient se passer demain en France ou dans d'autres pays.

On continuera cette causerie dans les jours qui viennent.

Quelques extraits de dépêches.

Il faut exproprier sans indemnité les actionnaires.

Jeudi les salariés de Clairoix sont venus dire aux actionnaires de Continental réunis en assemblée générale à Hanovre. Lorsqu'une personne tirée à quatre épingles sort de ce bâtiment gris et trapu, les noms d'oiseaux fusent : "*Actionnaires voyous !*" (Le Monde 24.04)

Un ouvrier dit : " *ils ne reviendront pas sur leur décision*" et pour cause dit un autre "*La justice leur a donné le droit de tout faire*" et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner des capitalistes.

Dès lors la seule question qui se pose : doit-on accepter de se faire jeter à la rue par cette bande de voyous ou faut-il prendre le contrôle des usines et exproprier sans indemnité les actionnaires en appelant tous les travailleurs du pays à faire de même ?

Grève à la SNCM.

Toutes les rotations de la SNCM prévues vendredi et samedi entre Marseille, la Corse et l'Afrique du Nord ont été annulées en raison d'une grève des personnels de bord, indique-t-on de source syndicale. (AP 24.04)

Le bâtonnier de Paris dénonce l'insalubrité du dépôt du palais de justice.

Le bâtonnier de Paris, Christian Charrière-Bournazel, appelle les avocats à plaider la nullité des procédures en raison de l'état de l'insalubrité du dépôt du palais de justice. '*Nul ne devrait juger ni condamner une personne qui a passé jusqu'à vingt-trois heures (...) dans une cellule de 3m2, avec deux autres personnes, sur un banc, qui n'a disposé ni d'eau courante, ni de W.C. isolé, qui a été soumise à des fouilles à répétition, le tout dans un local dont la saleté et la puanteur sont repoussantes*', écrit-il dans le bulletin du barreau de l'Ordre du 24 avril. (LeMonde.fr 24.04)

Zapatero et Sarkozy, pourquoi ne s'entendraient-ils pas ?

José Luis Zapatero affirme ne pas être offensé par la polémique liée aux propos peu amènes le concernant prêtés à Nicolas Sarkozy.

Dans un entretien au Monde daté du 25 avril, interrogé sur ses relations avec le nabot, il a répondu "*J'ai une très bonne relation avec Nicolas Sarkozy* ", normal ils font la même politique antisociale. (Lepoint.fr 24.04)

Allemagne.

Une faillite aux conséquences encore "***plus graves***" que celle de Lehmann Brothers.

L'Allemagne s'apprête à renflouer la banque d'investissement Hypo Real Estate par une aide publique pouvant atteindre 5,6 milliards d'euros, annonce le fonds de relance allemand. L'Etat détiendra ainsi 90% de son capital.

Les analystes estiment qu'une faillite de cette banque aurait des conséquences plus graves encore que celle de Lehmann Brothers. (Reuters 24.04)

Canada.

Qui doit payer la faillite du capitalisme ?

Le constructeur automobile américain Chrysler a trouvé un accord vendredi soir avec le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), qui permet des économies d'échelles de 240 millions de dollars (181 millions d'euros) par an.

L'accord table sur une réduction de certaines compensations, une diminution des obligations contractuelles et une augmentation de la productivité et de l'efficacité mais il ne touche pas aux salaires de base ni aux caisses de retraite.

Le ministre canadien de l'Industrie Tony Clement a fait savoir dans la soirée que le gouvernement prenait acte de cette entente de principe : "*C'est une étape importante dans le cadre des efforts visant à restructurer l'entreprise et à la rendre viable mais il reste encore du travail à faire* , a-t-il déclaré dans un communiqué. (AP 25.04)

Pakistan, les talibans à moins de 100kms de la capitale Islamabad.

Le chef d'état-major de l'armée américaine, l'amiral Mike Mullen, s'est dit vendredi "*extrêmement préoccupé*" par la situation au Pakistan et les éléments indiquant que les talibans se rapprochent d'Islamabad.

"*Nous nous rapprochons certainement du point de basculement*", où les extrémistes musulmans pourraient s'emparer du pouvoir, a-t-il estimé lors d'un entretien sur la chaîne américaine NBC depuis l'Afghanistan. L'amiral Mullen a noté que les choses "*continuent d'aller dans la mauvaise direction*" en Afghanistan comme au Pakistan. (AP 24.04)

Comment Durban II légitime l'existence de l'Etat sioniste.

Le texte de 16 pages qui constitue la déclaration finale en 143 points de la deuxième conférence des Nations unies sur le racisme qui s'est achevée vendredi, comprend un passage "affirmant le droit de l'Etat hébreu à la sécurité". (AP 24.04)

Sans masque.

Selon FMI et la Banque mondiale, les dégâts de la récession mondiale qui, selon leurs calculs, feront basculer dans l'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour de revenus) entre 55 et 90 millions de personnes. (LeMonde.fr 24.04)

Je rajoute une brève causerie sur le NPA.

Pêle-mêle, j'extraits quelques passages d'articles du NPA figurant dans son site Internet que je commente rapidement.

"*Face aux menaces du patronat et du pouvoir, il est plus que jamais nécessaire que soit apporté un soutien unitaire, le plus large possible, à ces luttes, d'aider à leur convergence et à ce qu'elles puissent déboucher sur une grève générale.*" Sauf que la grève générale pour la grève générale n'a jamais rien réglé !

"*« Entrave à la liberté de travailler », voilà le chef d'accusation sous le coup duquel se retrouvent dix-neuf travailleurs de Caterpillar. Mais qui empêche qui de travailler ? Ceux qui licencient ou ceux qui se battent pour garder leur emploi ? Les saboteurs sont ceux qui ferment les usines, licencient, démantèlent les services publics pour pouvoir sauvegarder les profits des financiers et des patrons.*"

Si l'on s'en tient littéralement à ce qui est écrit ici, le NPA réclame uniquement que les travailleurs puissent continuer à vendre leur force de travail, à être exploités et rien d'autre. Est-ce vraiment l'objectif du combat du mouvement ouvrier défini notamment par K. Marx et F. Engels ? En quoi ce combat permettrait-il de faire un pas en avant sur la voie de l'émancipation de la classe ouvrière ? En aucun cas.

"*le NPA apporte tout son soutien aux salariés de Continental qui vont manifester à Hanovre devant l'assemblée générale des actionnaires.*", alors que l'on sait très bien que cette manifestation ne servira strictement à rien.

Si lors d'une crise du capitalisme, lorsque les ouvriers commencent à remettre en cause la propriété privée des moyens de production en occupant les usines et en séquestrant leurs dirigeants, certes encore inconsciemment, un parti ouvrier n'avance pas le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité des patrons et des actionnaires, quand et dans quelle situation l'avancera-t-il ? Réponse : jamais !

Un mot pour finir.

Je suis à la bourre aujourd'hui parce que je me suis rendu chez ma belle-mère où vivait également mon beau-frère décédé dimanche dernier. Tous les deux jours pendant 13 jours se tient une petite cérémonie en hommage au défun à laquelle mon épouse participe et à laquelle je ne peux évidemment pas échapper. Ensuite on mange un morceau ensemble, pour ma part un thé au lait est suffisant. Après je rentre vers les 10h30 du matin et je me mets au boulot, il est 16h05.

Salut et bonne continuation à tous, l'avenir nous appartient, on les aura !

Le 26 avril 2009

Un camarade dont les parents étaient autrefois militants à l'OCI et qui doivent être aujourd'hui adhérents au POI si j'ai bien compris, m'a envoyé un chèque de 50 euros de soutien, en précisant que ce n'était "*pas cher pour un bon GER*" (groupe d'études révolutionnaires). Les GER étaient une sorte de stage de formation que devait suivre chaque militant nouvellement recruté à l'OCI avant d'être intégré par cooptation dans l'organisation.

Je ne sais pas si mes analyses et mes causeries valent un bon GER, je fais les choses à ma manière en fonction de l'actualité et des questions qui me passent par la tête, un peu comme j'aurais voulu que l'on procède avec moi quand j'étais un jeune militant révolutionnaire.

Une formation académique et rigide n'a d'intérêt qu'à partir du moment où le formateur est capable de faire ressortir l'essentiel de son contenu qui servira ensuite au militant de point de repères, de sujet de réflexion et d'approfondissement pour perfectionner sa formation tout au long de sa vie militante.

L'accent doit être mis en permanence sur la méthode qui permet d'interpréter le déroulement des faits dans tous les domaines et sur l'évolution du rôle et de la place des différents facteurs étudiés, les rapports qu'ils entretiennent, etc.

Le problème posée par une formation théorique, c'est qu'elle sera inévitablement orientée en fonction des convictions politiques du formateur et de la politique du parti dans lequel il milite.

Si l'on peut comparer le parti à un être vivant, il faut admettre qu'il réagisse à la fois avec rigidité et souplesse en fonction des circonstances, de la même manière que la situation et les tâches du parti détermineront qui du centralisme ou de la démocratie dominera dans le parti, le centralisme démocratique n'étant pas un principe figé, pas plus que la théorie. C'est marrant, je viens de me rendre compte en écrivant ces lignes, que je viens de mettre en relief l'une des principales qualités que Trotsky avait reconnue chez Lénine, la fermeté et la souplesse pour construire le parti, ce n'est sans doute pas un hasard car Lénine plus qu'aucun autre dirigeant n'avait réfléchit aux principes qui devaient permettre la construction de l'outil dont le prolétariat aura besoin pour prendre le pouvoir.

Ceci pour dire qu'il faut aborder la théorie avec un certain recul, ce qui ne veut pas dire avec suspicion, car cela demande du temps et beaucoup d'efforts pour comprendre réellement quels sont les liens et les rapports qui ont permis d'aboutir à une situation plutôt qu'une autre. Comme je l'ai dit souvent dans le site, il nous faut être modeste par dessus tout, c'est impératif pour progresser.

Reconnaître notre ignorance ou faire comme si nous étudiions pour la première fois un chapitre de notre histoire sur lequel tout semblait avoir été dit et compris, permet de découvrir des choses que nous ignorions ou que nous avions oubliées et par conséquent nos propres faiblesses.

Quand avant le stunami j'avais une bonne partie de ma bibliothèque à portée de la main, tous les jours je me replongeais quelques minutes dans un ouvrage que j'avais déjà lu plusieurs fois à des époques différentes de ma vie, c'était très rarement un ouvrage qui traitait de politique, c'était à la fois un besoin et un réel plaisir, très souvent le soir avant de m'endormir, car je savais que ces dernières réflexions de la journée allaient se mêler pendant mon sommeil avec toutes les idées qui m'étaient passées par la tête durant la journée écoulée, mais pas seulement, chaque fois j'en tirais matière à de nouvelles questions ou réflexions qui le lendemain matin m'apparaîtraient plus clairement ou plus riches.

Depuis j'ai remplacé cette activité intellectuelle nocturne par un point sur la journée écoulée et le travail qui m'attend le lendemain, un peu comme cela se fait dans toutes les rédactions de presse ou tous les partis, je me fais ma petite réunion.

Nous nous sommes écarté de notre sujet encore une fois ! Je n'ai pas fait de faute d'orthographe au participe passé *écarté* dans la proposition précédente, en disant nous, je parle de moi, d'une seule personne, donc singulier. Vous remarquerez au passage que je maîtrise quand même la syntaxe un peu plus que j'en ai l'air. Je dis cela car je suis sûr que la plupart des militants sont encore plus mauvais que moi en orthographe et trouvent des fautes là où il n'y en a pas ; si je vous disais que parfois je laisse

volontairement des fautes parce que pour la plupart ce n'en est pas, vous n'allez pas me croire, eh bien pourtant c'est la stricte vérité ! Par contre, il est vrai que je laisse passer un nombre considérable de faute, j'écris très vite pour ne pas perdre le fil de mes idées, donc n'importe comment, parfois même en phonétique car il y a moins de lettre à écrire. Et puis il m'arrive de mélanger le français et l'anglais et de ne plus savoir écrire !

Pour conclure ce passage. Les deux reproches que l'on pourrait faire au GER, c'est d'avoir été (et d'être) conçu comme un cursus universitaire où les différentes matières sont étudiées séparément sans que soit mis suffisamment en relief les liens qui existent entre elles, et surtout qu'il soit coupé de la réalité que vive les militants. Là où l'on se rend compte que notre formateur maitrise bien son sujet, c'est lorsqu'il est capable de faire passer la théorie du livre à la réalité, donc d'en vérifier la validité en permanence, ce qui ne peut être donné qu'à une infime minorité de cadres du parti. On commet tous des erreurs et on a tous nos faiblesses, ils nous arrivent tous de ne pas pouvoir répondre de façon satisfaisante à une question ou de sécher carrément, il ne faut pas se formaliser pour si peu. La tolérance entre militants doit aussi être appliquée aux cadres et aux dirigeants, l'essentiel sera comme toujours d'essayer de faire la part des choses, de se corriger et de progresser, de conserver son libre esprit critique et de vérifier si on l'utilise toujours à bon escient.

Pour continuer sur un autre sujet avant d'aborder l'actualité, ce camarade m'a écrit qu'il appréciait que je mêle dans le site "vie privée et vie publique". J'y suis obligé puisque les militants ne peuvent pas me connaître autrement et qu'on ne peut pas se rencontrer. C'est une question élémentaire de respect et d'honnêteté me semble-t-il, et non pour m'épancher sur ma propre vie qui n'en vaut franchement pas la peine.

Je me mets à la place des militants qui se connectent sur le site et qui doivent se demander : mais qui est ce type-là, d'où sort-il, etc. ? Quand on s'exprime dans un domaine qui finalement englobe toutes les expériences humaines, je conçois qu'il ne soit pas toujours facile pour un auditoire hétérogène de comprendre du premier coup de quoi on lui cause. Je me suis dit qu'en me connaissant mieux il comprendrait plus facilement comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion, en se souvenant d'où ma réflexion était partie et en suivant son cheminement et sa progression par exemple.

C'est un peu comme pour un parti, pour pouvoir caractériser précisément sa nature politique ou déterminer la nature de sa politique, à qui elle s'adresse véritablement ou sur quelle classe il s'appuie, pour connaître les intentions de ses dirigeants, il est intéressant d'en connaître la composition sociale.

En me connaissant suffisamment, j'évite que les militants se torturent la tête en se posant des questions inutiles auxquelles ils ne pourraient pas répondre si je n'y avais pas répondu moi-même. Je pense donc je suis disait Descartes, mais penser sans douter est pratiquement impensable, or le doute entretenu à l'infini ne mène nulle part. C'est pour éviter cette situation absurde que je ne cache rien (ou presque) aux militants. En dévoilant ma personnalité avec ce qu'elle a d'agréable et de désagréable, je combats également à ma manière le culte de la personnalité.

Passons à la politique, pas trop c'est dimanche, on pourrait se casser l'autre bras. (pour ceux qui ont suivi)

On pourrait se demander pourquoi la Bourse de New York repart à la hausse, on a un début de réponse dans la dépêche Reuters du 25 intitulée *La crise du crédit rend la cotation à New York plus attractive*. Les Bourses remontent aussi en Europe sur fond de brigandage généralisé à l'image du capitalisme. Le vie continue comme dirait l'autre, rien de plus à ajouter pour le moment.

Comment ne pas comprendre désormais que le monde est entre les mains d'une bande voyous et que tous les partis qui inscrivent leur politique dans le carcan des institutions existantes sont les complices de ces gangsters qui maintiennent le prolétariat dans la servitude, leur démocratie étant de plus en plus au service d'Etats policiers.

A ce propos, cela se passe dans la France du flic-président, on vient d'apprendre que Verlaine Pinot, une mère d'une famille aisée du Pecq (Yvelines) et conseillère principale d'éducation, donc une dame tout à fait respectable qui n'a pas vraiment le profil d'une délinquante comme disent les représentants du vieux monde, vient d'être victime de la dictature policière.

Les faits.(Libération.fr 25.04)

Le 31 mars, 19 h 30, plus de pain. Verlaine Pinot saute en voiture avec sa fille de 18 ans pour aller en acheter à Saint-Germain-en Laye et oublie son sac avec permis et assurance. La place Royale : ses pavés, ses embouteillages, sa police… Le contrôle tombe, l'automobiliste propose d'envoyer sa fille chercher les documents. Sans répondre, le policier s'absente une trentaine de minutes.

A son retour, la note est salée : deux contraventions. Pour n'avoir pas présenté les papiers et pour avoir refusé la priorité à un piéton. Verlaine Pinot décide de contester ce dernier point. Dialogue de sourds, elle demande à s'adresser au commissaire. «Outrage», s'écrie alors le jeune policier à un collègue qui, selon Verlaine Pinot, lui répond : «On tient la garde à vue et le casier judiciaire.» Elle est immobilisée sur la voiture de police par une clé de bras énergique. Elle aurait traité un agent de «connard», ce qu'elle nie :«J'ai eu une démarche d'explication pédagogique qui a peut-être déplu. Mais je n'emploie jamais ce mot.»

Menottée, Verlaine Pinot est embarquée au commissariat. Elle apprend qu'on l'accuse aussi de rébellion. Elle proteste. Selon elle, l'un des agents s'est approché à 10 cm de son visage : «Je suis pas de la municipale, je suis de la police nationale, je fais ce que je veux.» Sa tension chute, elle se réveille aux urgences de Poissy. Le médecin constate les blessures et prescrit dix jours d'incapacité temporaire totale (ITT).

Retour en cellule, fouille. Verlaine Pinot attend une douzaine d'heures avant d'avoir accès aux toilettes. Elle n'a pas dormi. Un officier de police judiciaire (OPJ) prend sa déposition et l'invite à reconnaître les faits. Elle refuse. «Le régime de faveur est terminé», rétorque l'OPJ. Retour à la case geôle. Sa fille est convoquée pour témoigner, l'accusation de rébellion est abandonnée. Vers 17 heures, retour auprès de l'OPJ qui s'excuse de «sa mauvaise humeur» du matin. Verlaine Pinot rentre chez elle avec une convocation au tribunal de Versailles, et un œdème au bras droit. Contacté, le commissariat de Saint-Germain n'a pas souhaité répondre, arguant de la procédure en cours.

Abus. Le lendemain, Verlaine Pinot porte plainte auprès de l'Inspection générale des services (la «police des polices») pour abus de pouvoir et violences volontaires. Ce jour-là, Amnesty International publiait un rapport soulignant l'impunité dont bénéficient certains policiers mis en cause lors de violences.

Ce témoignage à charge est incontestable vue le profil de la victime de la dictature policière. Et ce serait une grosse connerie de dire : on s'en fout c'est une bourge. Au contraire, c'est bien parce que c'est une dame bien comme il faut que son témoignage est instructif et constitue une preuve irréfutable et accablante que la police se croit investit de tous les pouvoirs et qu'elle peut agir à sa guise en toute impunité dans la plupart des cas.

Parmi les notes que j'ai prises avant-hier en relisant le déroulement de la révolution de février 17 en Russie par Trotsky (voir la causerie d'hier), figuraient ces quelques lignes :

Si l'on comparait la place et le rôle assigné à la police et à l'armée en Russie en 1917 et en France en 2009, en lisant la suite passionnante de ce récit on s'apercevrait qu'ils sont inversés.

A cette époque la police en Russie ne remplissait qu'une fonction répressive, alors qu'en France elle remplit d'autres fonctions et se trouvent plus proches de la population. Tandis que les Cosaques servaient de bouche trou au tsar et qu'ils en avaient "marre" note Trotsky, l'armée de métier de Sarkozy est coupée des masses et intervient essentiellement dans d'autres pays. Il faut cependant noter qu'elle ne remplit pas forcément une fonction militaire et qu'il lui arrive souvent d'être proche des masses laborieuses auxquelles elle rend de multiples services. Ceci pour dire qu'en cas de révolution en France, rien ne dit que la police et l'armée se rangeront comme un seul homme derrière le bonaparte qui leur ordonnera de tirer sur la foule.

Cette appréciation sur le rôle de la police en France en 2009 et ses rapports avec la population doit être nuancée ou même rectifiée compte tenu de son comportement dans certaines circonstances. Cela dit il est évident que la partie de la population qui n'est pas directement exposée à l'arbitraire et à la violence verbale ou physique de la police, les personnes physiquement les plus vulnérables, les vieux en particulier qui sont de plus en plus nombreux en France, les bourgeois et les petits bourgeois qui voudraient profiter en toute tranquillité du bien-être que leur procure leur chère république bonapartiste, ne portera pas le même jugement sur la police et demandera au flic-président toujours plus de flics pour assurer leur protection ainsi que celle de leurs biens.

S'agissant de la population laborieuse et plus particulièrement de la jeunesse du prolétariat, elles sont directement visées, menacées par la répression policière et elles en sont évidemment les premières victimes, les plus nombreuses aussi. Aussi la haine légitime de la police ne peut que grandir au sein de la classe ouvrière au fur et à mesure que la crise du capitalisme fait des ravages, d'autant plus qu'elle apparaît de plus en plus comme le seul rempart pour protéger l'Etat et la propriété privée des moyens de production qui sont et seront de plus en plus souvent remis en cause lors de conflits sociaux...

Jour après jour la France de Sarkozy ressemble à un Etat policier, une dictature bonapartiste, sa police au serviced'un despote disposant du droit de vie ou de mort sur tous ses sujets, d'embastiller qui bon lui semble sans avoir à se justifier devant le peuple. Le temps approche où la classe ouvrière jugera à sa manière ceux qui lui ont pourri la vie si longtemps et ses bourreaux. Faisons table rase du passé, tout est dit ici.

"*On criait " A bas la police ! "*" le 24 février 1917 dans les rues de St-Pétersbourg, le deuxième jour de la révolution russe. Demain on criera dans les rues de France : " A bas la police !" des capitalistes, vive la révolution socialiste !

Extraits de dépêches.

La barbarie un peu moins barbare : l'horizon indépassable du PS.

Lors du lancement de la campagne des élections européennes du Parti socialiste à Toulouse hier, le discours de la

première secrétaire du PS a parfois pris des accents altermondialistes. "Une autre Europe est possible", a lancé Mme Aubry, qui a pris soin de se placer d'emblée sous les auspices de Jean Jaurès, citant le dernier article du tribun socialiste réclamant, dès 1914, dans La Dépêche, "une Europe un peu moins sauvage".

Martin Schulz du SPD a fait référence au "discours à la jeunesse" de Jaurès. (Le Monde 25.04)

Pas touche aux ouvriers de Caterpillar ! Le PS : le parti des patrons.

Les quatre cadres de Caterpillar de Grenoble retenus dans leurs bureaux le 31 mars par des salariés ont déposé plainte contre X pour "séquestration", a-t-on appris auprès de la direction.

Ils y ont été encouragés par le gouvernement, mais pas seulement...

Martine Aubrya déploré cette démarche en déclarant sur RMC : "*Je crois qu'aujourd'hui, je n'aurais pas déposé plainte pour une raison extrêmement simple, parce que je pense qu'il faut calmer le jeu*". (Reuters 25.04)

Donc en d'autres circonstances, le PS aurait soutenu cette démarche, ce qui coïncide parfaitement avec la nature de classe bourgeoise de ce parti.

Vous voulez faire l'unité avec ce parti pourri qui n'hésite pas à dire qu'ils enverraient devant un tribunal des ouvriers pour séquestration de dirigeants d'entreprise dans d'autres circonstances ? C'est que vous êtes son complice, désolé, il faut choisir son camp une fois pour toute !

Par cette déclaration Aubry ne tient pas un autre langage que Sarkozy sur le fond. Royal aurait été à la place de Sarkozy, elle n'aurait guère fait autre chose.

C'est sûr !

Dans *Aujourd'hui en France* du 18 Avril, Yvon Gattaz, président de l'association Jeunesse et entreprises et ex-président du Medef :

Question : Vous redoutez une explosion de la jeunesse ? Réponse : Pire, j'en suis persuadé.

Il lance un appel national aux chefs d'entreprise, grandes et moyennes, pour qu'ils embauchent dès maintenant des jeunes sans expérience pendant une période d'au moins six moins, en prévision de la sortie de crise.

Commentaire : ils pourront les jeter après si nécessaire !

Une masse salariale taillable et corvéable à merci à la disposition des patrons.

On a là en filigrame le contenu des dernières mesures de Sarkozy pour l'emploi des jeunes prévoyant notamment l'octroi de 1,3 milliard d'euros pour des formations en alternance dans les entreprises et des emplois aidés.

Contrat de travail précaire, apprentissage, mais pas un vrai travail avec un vrai salaire, et pour finir retour à la case chômage !

Par contre quelle aubaine pour les patrons esclavagistes : ils pourront recruter des apprentis avant le 30 juin 2010 et ne paieront pas de charges sociales, quelles que soient leur taille. Une prime de 1 800 euros sera en outre accordée à celles qui emploient moins de 50 salariés. Quant aux entreprises qui dans le cadre de contrats de professionnalisations embaucheront un jeune de moins de 26 ans, elles bénéficieront d'une aide de 1 000 euros, portée à 2 000 euros si le jeune n'a pas le niveau bac. Pour finir, l'Etat offira une aide exceptionnelle de 3 000 euros aux entreprises qui embaucheront avant la fin septembre 2009 les jeunes en stage avant le 24 avril 2009.(Le Monde 24.04)

Que faudrait-il attendre (de mieux) d'un gouvernement au service des capitalistes, des patrons ? Rien, absolument rien quand on appartient à la classe des exploités !

A bas le gouvernement capitaliste Sarkozy-Fillon-Kouchner : Dehors !

Les réactions du patronat qui jubile à l'annonce de ces mesures.

- Le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) approuve "sans réserve le plan, une "excellente nouvelle pour la génération de jeunes Français qui aujourd'hui aspire à découvrir le monde de l'entreprise". En "privilégiant l'alternance, ce plan fait clairement

le choix de l'entreprise pour donner les moyens à chacun de participer activement à l'économie de notre pays".

- La GCPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) se "réjouit de voir ériger la professionnalisation en priorité gouvernementale. Avoir un pied dans l'entreprise est le meilleur moyen de se faire embaucher". L'exonération de charges pour l'embauche d'un apprenti "est notamment une mesure simple et efficace. De même, la prime pour les contrats de professionnalisation, dont la Confédération est à l'origine, incitera les PME à souscrire des contrats de ce type".

- L'UPA (Union professionnelle artisanale) a dit accueillir "avec beaucoup d'intérêt" les mesures qui "contribueront sans aucun doute à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi" et apporteront "aussi une réponse aux entreprises artisanales qui ne parviennent pas à trouver la main d'oeuvre qualifiée nécessaire à leur développement". (AP 25.04)

A bas l'exploitation, vive la révolution !

Le 27 avril 2009

On commence très fort ce lundi en faisant de la politique, après les deux bras, essayons de ne pas nous casser une jambe ! Bonne semaine à tous les camarades.

L'Etat de droit au service des capitalistes.

Entretien de Raffarin au Monde le 25.04.

Question : Comment réagissez-vous aux séquestrations de patrons par des salariés en colère ?

Réponse : J'appelle à la fermeté pour que ces séquestrations cessent. Il ne s'agit pas de défendre une partie prenante dans un conflit, mais le droit. La France ne peut pas donner le sentiment de ne pas être un Etat de droit, en matière sociale.

En autorisant les licenciements le gouvernement est "partie prenante", il se place au côté des patrons dont il défend les intérêts, l'Etat étant bien au service d'une classe sociale et non de l'ensemble des classes en présence ou de la société tout entière.

Quant à ce qu'il appelle l'Etat de droit, il s'appuie sur les rapports sociaux d'exploitation capitalistes que le gouvernement n'a évidemment pas l'intention de remettre en cause, puisque sa mission et celle des institutions est justement d'en assurer la survie pour le compte des classes dominantes.

L'Etat de droit, finalement c'est l'Etat bourgeois plus la collaboration de classe avec les organisations et les partis ouvriers.

Les travailleurs auraient-il par hasard un autre droit que celui d'accepter sans broncher d'être jetés à la rue lorsque les patrons le décident ?

Ils ont tous les droits, nous n'en avons aucun, voilà la vérité qu'il faut dire aux travailleurs.

Voilà ce qu'il faut conquérir et que seule la révolution et la conquête du pouvoir politique nous permettra d'acquérir.

Manifester ensemble, mais pas avec un parti qui participe au gouvernement des capitalistes.

On a appris que vendredi le PS défilera aux côtés des syndicats à l'occasion du 1er mai lors d'une manifestation d'une rare unité entre politiques et organisations syndicales. (Reuters 26.04)

En principe les organisations syndicales et les partis ouvriers devraient manifester ensemble lorsque la situation l'impose. Le POI, le NPA, LO, le PCF défileront-ils sous leurs bannières le 1er mai où laisseront-ils le champ libre au PS pour pouvoir ensuite le qualifier de parti ouvrier agrémenté accessoirement du qualificatif bourgeois ?

La place du PS est au côté de l'UMP dans le gouvernement Sarkozy : qu'il y reste !

Ils ne désarmeront pas temps que nous ne les aurons pas chasser du pouvoir.

Le Parlement sera saisi d'une nouvelle proposition de loi sur le travail dominical en juillet, a déclaré dimanche le ministre du

Travail, annonçant le dépôt du texte pour "les toutes prochaines semaines". (Reuters 26.04)

Hortefeux a annoncé "je consulterai les partenaires sociaux - j'ai déjà commencé", alors qu'il n'y a rien ici comme ailleurs à négocier en la matière.

Rupture des relations de l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier avec le gouvernement et le patronat, avec l'ensemble des institutions de la Ve République. Voilà du point de vue de la classe ouvrière la seule exigeance correspondant à ses intérêts de classe. Non négociable !

Sarkozy-Fillon soutienne le despote Ben-Ali... comme Chirac hier.

Fillon avait estimé vendredi qu'"on en demande plus à la Tunisie qu'à d'autres pays de la région" s'agissant des problèmes des droits de l'Homme qui "se posent à peu près dans tous les pays du monde". (AP 24.04)

Il avait ajouté que la France était "très attentive à la question du respect des droits de l'Homme". Pas de bol, le lendemain la police a empêché un rassemblement que projetait d'organiser le Parti démocratique progressiste (PDP), une formation de l'opposition légale en Tunisie, pour réclamer le droit à l'accès aux espaces publics. (AP 25.04)

Selon la secrétaire générale du PDP, Maya Jribi, le parti se trouve de ce fait dans l'impossibilité de tenir les assises de son conseil national pour préparer les élections présidentielle et législatives prévues en octobre prochain en Tunisie.

Avocats, journalistes, militants ouvriers, membre de la Ligue des droits de l'homme , opposants en tous genres au régime roués de coups, subissant coupure du téléphone, suppression de la bourse d'études pour les enfants ou du carnet de santé, mutation à l'autre bout du pays, procès monté de toutes pièces, tentatives de meutres et assassinats déguisés en accidents, arrestations arbitraires, assignations à résidence, le tout sans procès ou accès à la défense, etc. (Le Monde 02.12.2005)

Puisque tous ces actes auraient lieu "à peu près dans tous les pays du monde" selon Fillon, la Tunisie de Ben Ali est un modèle de démocratie que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner soutient.

En passant, camarades, l'air de rien, si on prend au mot les propos de Fillon, cela veut dire que le remise en cause des libertés individuelles, de la liberté d'expresion en France demain n'aura absolument rien de particulièrement choquant, puisque c'est déjà "la règle à peu près dans tous les pays du monde". Voilà le contenu de leur démocratie qu'il faut renverser.

Allemagne.

La calotte n'a pas la cote.

Une campagne soutenue par les églises allemandes et la chancelière Angela Merkel pour autoriser les collégiens de Berlin à suivre des classes de religion au lieu des cours d'éthique obligatoires, a échoué.

Le référendum n'a pas rassemblé le quart des voix des électeurs inscrits, ni la moitié des suffrages exprimés. Environ 29,2% des électeurs berlinois se sont déplacés, et 51,3% ont rejeté la proposition des églises. (AP 27.04)

Espagne.

Iveco compte supprimer un millier d'emplois en Espagne (sur 2.800), a annoncé dimanche un porte-parole de la division utilitaires de Fiat.

Les pertes d'emplois toucheront une usine de Madrid, l'une des trois de Fiat en Espagne, a-t-il ajouté.

Le personnel restant sera ponctuellement mis en chômage technique tout au long de l'année pour réduire encore les charges d'exploitation, a dit le directeur de l'usine Piero Bordesan. (Reuters 26.04)

Le chômage en Espagne dépasse déjà 19% de la population active.

Afrique du Sud

L'ANC vainqueur officiel des législatives en Afrique du Sud.

La victoire du parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid est écrasante, avec près de 66% des suffrages aux législatives, mais en

deçà de la majorité des deux tiers des sièges au Parlement. L'Alliance démocratique, principale formation d'opposition, prend le contrôle de la province du Cap-Occidental.

Le Congrès national africain (ANC) a largement remporté les élections législatives de mercredi dernier en Afrique du Sud mais échoue dans sa tentative de conserver une majorité des deux tiers au Parlement, selon les résultats définitifs diffusés samedi. (lexpress.fr 25.04)

Equateur.

Les Equatoriens ont confirmé aux commandes Rafael Correa, président de gauche très populaire désormais doté de pouvoirs amplifiés, une victoire apparemment aisée.

Trois sondages sorties des urnes pour la télévision publique et deux stations indépendantes lui attribuent au moins 54% des voix, parmi huit candidats en lice. (AP 27.04)

Le 30 avril 2009

Cette causerie en deux parties. La première avec les dernières dépêches d'hier et d'avant-hier, la seconde a été rédigée hier en fin de journée.

Je vous invite à lire le texte qu'un camarade m'a envoyé sur le NPA *Une nouvelle « déclaration unitaire »... La lettre d'un militant NPA à son comité (30.04)*, car il aborde des questions qui concernent tous les militants au-delà du NPA. Je ne l'avais pas lu avant d'écrire hier ma causerie, j'en partage le contenu et l'orientation.

Décryptage d'un sondage. (LeMonde.fr 29.04)

"*Selon une enquête TNS-Sofres pour Europe 1, rendue publique, mardi 28 avril, moins d'un Français sur cinq se dit favorable à la séquestration d'un responsable comme mode de revendication sociale.*"

Sachant que les travailleurs directement concernées représentent seulement trois actifs sur quatre, que parmi l'ensemble des personnes interrogées les exploités représentent moins des deux tiers de l'ensemble de la population adulte, que parmi les travailleurs interrogés plus de la moitié travaillent dans des TPE ou des PME et seraient donc dans l'incapacité de séquestrer leurs patrons, ce n'est pas un Français sur cinq ou 17 % des sondés qui seraient prêts à procéder à ce type d'action, mais beaucoup plus, la vérité serait plus proche de 2 sur 3 ou 3 sur 5 ce qui est considérable.

Ce sondage a pour seule raison d'être de masquer cette réalité en tentant d'isoler ou marginer les travailleurs qui recourent à cette forme d'action, mais aussi pour décourager ceux qui auraient été tentés d'y recourir dans le futur. A qui profite le crime ? Au patronat et au gouvernement évidemment qui sont les commanditaires de ce sondage.

Cette dépêche se poursuit ainsi :

"*Plusieurs réponses étant possibles, ils sont en revanche 71 % à citer la manifestation, 70 % la grève et 70 % également la négociation sociale. Cette dernière méthode est celle jugée la plus efficace, à 77 %, pour obtenir satisfaction. La grève semble être le meilleur moyen pour 68 % des sondés et la manifestation pour 62 %. Enfin, 62 % des Français estiment qu'il vaut mieux demander l'aide d'un syndicat pour obtenir gain de cause que tenter d'agir seul.*"

Bizarrement "*la négociation sociale*" arrive en tête des méthodes pour obtenir satisfaction. Mais au fait, où ont-ils vu que les négociations permettaient d'obtenir satisfaction ? C'est uniquement grâce à ce tour de passe-passe qu'ils sont arrivés à ce résultat.

Cependant ils n'ont pas pu faire disparaître l'écrasante majorité des travailleurs favorables à la grève et à la manifestation, c'est la seule chose qui nous intéresse puisque notre orientation politique prend appui sur les couches les plus déterminés de la classe ouvrière et non ces couches retardataires.

Il est évident que l'on ne peut pas demander au journal *Le Monde* d'interpréter correctement ce genre de sondage, et en commençant par écrire que "*La grande majorité des Français ne serait pas prête à séquestrer un dirigeant d'entreprise pour obtenir satisfaction*", il ne fait qu'exprimer l'inquiétude qui gagne les sommets de l'Etat et du patronat face à la détermination croissante des travailleurs de refuser d'être plus longtemps victimes de la survie du capitalisme.

Qu'ils en arrivent à ce genre de manoeuvres grossières révèlent l'impuissance à laquelle se trouvent réduits le gouvernement et

le patronat face à la crise actuelle du capitalisme et à la montée de la lutte de classe du prolétariat.

Un moins pour un plus.

"*Une grève générale, cela ne résout rien, cela ne crée pas un emploi. Face à la crise, ça ne serait pas un plus, ça serait un moins*", a répété le ministre du Travail, Brice Hortefeux. (Reuters 29.04)

Hortefeux a raison, une grève générale comme celles que nous avons connues dans le passé ne créerait aucun emploi, à ceci près que s'il s'agissait d'une grève générale insurrectionnelle, ce serait aux patrons qui auraient été expropriés de chercher du boulot, tandis que le gouvernement ouvrier révolutionnaire mettrait un terme au chômage qui touche des millions de travailleurs et jeunes !

Un aveu : le Parlement européen n'a aucun pouvoir.

L'eurodéputé espagnol socialiste Alejandro Cercas a dit mardi suite à l'échec des discussions au sein de l'UE pour trouver un accord sur la durée minimale du temps de travail hebdomadaire : "*j'espère que les travailleurs vont comprendre qu'il faut donner du pouvoir au Parlement*". (La Tribune 28.04) Il n'a pas pu dire *plus* de pouvoir... étant donné qu'il n'en a pas, CQFD.

On ne voit pas comment l'élection de députés européens pourrait modifier le rôle qu'occupe le Parlement européen au sein de l'UE, sachant que celui-ci a été défini et dépend de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe, des chefs d'Etat des 27 pays.

Etats-Unis.

2009-2010 : l'abîme !

La Chambre des Représentants et le Sénat américains ont approuvé mercredi le projet de budget de 3.400 milliards de dollars (2.550 milliards d'euros) pour l'année 2009-2010 présenté par l'administration Obama.

Le déficit budgétaire doit atteindre 1.700 milliards de dollars (1.281,5 milliards d'euros) en 2009 et 1.200 milliards de dollars (904,5 milliards d'euros) en 2010.

Si les prévisions se réalisent, le déficit représentera 12,3% du Produit intérieur brut (PIB) américain et atteindra un niveau jamais vu depuis 1945: le trou dans les caisses de l'Etat, au sortir de la deuxième guerre mondiale, représentait alors 21,5% du PIB. (AP 30.04)

Plus le chômage est en hausse, plus ils sont optimistes !

A l'issue de sa réunion de comité politique monétaire (FOMC) qui s'est étalée sur deux jours, la banque centrale américaine (Fed) a déclaré que "*Les données recueillies depuis la réunion du FOMC du mois de mars montrent que l'économie a continué à se contracter, même si le rythme de la baisse s'est un peu décéléré*", déclare la Fed, et elle a ajouté qu'elle avait décelé une légère amélioration des perspectives économiques.

En guise d'illustration de la situation de l'économie américaine, le département du Commerce a fait état plus tôt dans la journée d'un recul, plus marqué que prévu, de 6,1% du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre en rythme annualisé, un recul qui fait suite à une baisse de 6,3% au quatrième trimestre 2008.

La récession en cours s'est déjà traduite par la perte de 5,1 millions d'emplois, ce qui a fait monter le chômage au plus haut depuis 25 ans, avec un taux à 8,5% en mars. Les économistes anticipent que ce taux devrait continuer à augmenter. (Reuters 29.04)

La seconde partie de la causerie.

J'ai corrigé le lien figurant dans la page *marxime* renvoyant vers l'extrait n°6 des enseignements du marxisme, avec mes excuses.

J'ai remplacé l'extrait de la rubrique *quelques enseignements du marxisme* qui figure dans la page d'accueil.

Réformisme et collaboration de classes. Mode d'emploi.

Dans la *Déclaration unitaire : pour un grand 1er mai de convergence des luttes !* signée par les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PS, La Gauche Unitaire, Le PG, Le MRC, Le PCOF, La Fédération, ADS, Alter-Ekolos-Ecologie Solidaire, La CNCU, on peut lire : "

Bien que les choix politiques du gouvernement soient de plus en plus largement mis en cause, celui-ci refuse d'entendre les exigences sociales ".

Question : à qui s'adressent-il ? Au gouvernement qui selon eux devrait les entendre. Mais s'il devrait les entendre, c'est bien qu'il demande à l'Etat bourgeois de prendre en compte les intérêts des travailleurs, donc si un gouvernement des capitalistes pourrait satisfaire leurs besoins, à quoi bon le combattre pour le renverser, à quoi bon combattre pour un gouvernement ouvrier s'il suffisait de faire pression sur le gouvernement en place pour qu'il applique un programme conforme à nos aspirations ?

Les camarades comprendront que je ne prétends pas qu'il pourrait être possible de renverser le gouvernement demain, quoique, mais que l'orientation de cette déclaration ne s'inscrit pas dans cette perspective, que ce n'est pas cet objectif qui guide ses signataires.

S'il s'agit de faire entendre quelque chose à ce gouvernement, cela signifie qu'il est légitime, or il m'avait semblé comprendre que la majorité du prolétariat n'était pas vraiment de cet avis, je me trompe ? En réalité, c'est de cette coalition de type front populaire que Sarkozy tient uniquement sa légitimité, aidé en cela par les bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats.

Ils ne peuvent pas être sur une ligne politique classe contre classe en présence des partis bourgeois PS, MRC et PG notamment.

Plus loin, ils continuent dans le même registre : "*Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Nicolas Sarkozy et du Medef et contribuer à faire grandir l'exigence d'autres choix de justice et de solidarité.*", sans qu'il soit question de chasser Sarkozy, à quoi cela servirait-il puisqu'il ne s'agit pas d'en finir avec le capitalisme, c'est écrit en filigrame quand ils parlent "*d'autres choix de justice et de solidarité*", la justice comme la solidarité ne pouvant exister qu'à partir du moment ou deux parties au moins sont en présence sans partager les mêmes intérêts, et s'agissant particulièrement de la solidarité, l'Etat capitaliste devrait faire preuve de plus de générosité envers les travailleurs, les mauvais patrons devraient faire amende honorable et se transformer en exploiteurs modèles, donc pas question de s'en passer, il faut faire avec, on le conserve, c'est ce que j'ai indiqué au paragraphe précédent, j'avais donc bien lu.

Ils sont tous sur la même ligne.

A la page 8 du n°44 d'*Informations ouvrières*, on peut lire que Guy Besse, un des responsables du NPA qui a rejoint le comité de la Vienne mis en place par le POI, propose "*une cotisation spéciale acquittée par l'ensemble des actionnaires*" pour venir en aide aux entreprises en difficulté, en clair, pas question d'en finir avec la Bourse et l'artistocratie financière, tout un programme. De son côté, Andréa Thimonier, conseillère municipale de Saint-Benoît, apparentée PCF, "*propose un plan ORSEC pour l'économie française*". Qu'est-ce que c'est qu'un plan Orsec ? Il a été créé en 1952 pour faire face à des situations exceptionnelles. Le plan ORSEC est du ressort de l'Etat, du chef de l'Etat et son gouvernement, sa mise en oeuvre en est confiée aux préfets. Comme il n'est nulle part question de chasser Sarkozy, ce serait donc à lui de prendre cette initiative, le sulfureux plan de relance en faveur des travailleurs. Quant à Thierry Mirebeau, coordinateur départemental du Parti de gauche dans la Vienne, il "*propose d'interdire les licenciements des entreprises qui font des profits, et pour tous les travailleurs : sécuriser l'emploi et la formation.*", reprenant le discours de Chérèque, Thibault et Parisot !

Revenons à la déclaration unitaire.

Ils nous déballent ensuite leur salade habituelle sur le thème d'une autre *réorientation des richesses*, mais sans remettre en cause les institutions de la Ve République, donc sans remettre en cause les fondements du capitalisme, leur *réorientation des richesses* pourrait profiter à toutes les classes et particulièrement à la petite bourgoisie et à l'aristocratie ouvrière dont ce collectif représente les intérêts, mais certainement pas à la classe ouvrière qui n'a aucun intérêt à la survie du capitalisme.

J'ai une question à leur poser : remettre en cause les institutions pour pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme afin d'aboutir à une meilleure répartition des richesses et une plus grande justice sociale, ou une meilleure répartition des richesses en conservant intact l'Etat bourgeois et les institutions pour assurer la survie du capitalisme tout en maintenant à sa disposition une armée de réserve à sa disposition ?

Socialisme ou réformisme synonyme de survie du capitalisme, de chômage, précarité et pauvreté, de barbarie ?

Et quel est pour eux le but du 1er mai : "*amplifier la mobilisation populaire afin d'obtenir les changements de cap politiques nécessaires*", Sarkozy peut dormir tranquillement sur ces deux oreilles avec de tels "révolutionnaires" !

Dans son éditorial (IO n°44) paru hier D. Gluckstein titre : "*Des perspectives politiques : lesquelles ?*". Voilà un titre prometteur, accrocheur, voyons de quoi il en retourne.

On s'attend à ce qu'il nous propose enfin une issue politique à la crise du capitalisme, puisque la proposition du POI d'*une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements* n'en constituait pas vraiment une, pas plus que la rupture avec l'Union européenne ou

la défense de la démocratie qui ont fait long feu. Et bien c'est raté ! Ensuite ? Ensuite quoi, rien !

La "*responsabilité politique prise par tous les partis*" se réduirait selon lui à adopter ce mot d'ordre du POI, car cette perspective que l'on ne peut pas qualifier de politique devrait "*servir de point d'appui à la lutte de classe*". Pour quoi faire au juste, dans quel objectif... politique ?

Vous avez dit politique ? Politique, moi j'ai dit politique, politique, en voilà une drôle d'idée.

Des sornettes en guise d'orientation politique, des illusions : "*Une telle responsabilité politique prise par tous les partis se réclamant de la classe ouvrière serait de nature à donner confiance à chaque délégué qui, dans son usine, combat pied à pied contre les plans de restructuration.*".

Quels délégués ? Les délégués syndicaux qui pour la plupart n'ont qu'une hâte, négocier des accords compensatoires avec les patrons pour accompagner les licenciements comme on ne cesse de le voir jour après jour ? A l'entendre on croirait que les délégués syndicaux montent spontanément en première ligne, alors que c'est l'inverse en réalité, ce sont les ouvriers qui refusent d'être sacrifiés sur l'autel du capitalisme qui les obligent à monter en première ligne et à changer de discours, on n'est pas né de la dernière pluie D. Gluckstein. Pour un peu, par miracle les syndicats ne seraient plus gangrenés par le réformisme.

Il poursuit : "*Elle serait de nature à donner confiance à chaque assemblée générale de salariés qui vote son refus des licenciements, et qui, mesurant qu'elle n'est pas isolée, puiserait dans cet engagement l'encouragement nécessaire à aller jusqu'au bout de la lutte de classe.*".

Mais que signifie donc "*aller jusqu'au bout de la lutte de classe.*" ? Mystère camarades, mystère ! C'est dans ce mystère qu'il faut chercher la perspective politique du POI !

Eclaircissons ce mystère à sa place : *jusqu'au bout de la lutte de classe* ne peut signifier que s'organiser sur la base des revendications pour chasser Sarkozy et son gouvernement honnis des masses, liquider les institutions de la Ve République, prendre le pouvoir pour ensuite exproprier les capitalistes afin de mettre un terme au chômage, à la précarité et à la pauvreté. En avant vers le socialisme !

Reposons cette éternelle question : Pourquoi aucun parti ne veut engager le combat sur cette orientation po-li-ti-que ? Par crainte de se couper des masses ? Parce qu'elle ne correspondrait pas à la situation, à l'état d'esprit des masses ? Parce que l'on serait encore trop éloigné du moment où les masses poseront directement la question du pouvoir (notre rôle ne serait-il pas de les y aider ?), elles ne pourraient pas s'en saisir ?

Cette question s'adresse aussi bien au POI qu'au NPA, mais dites nous donc sur quelles bases vous construisez votre parti et dans quel objectif, quelles sont vos réelles intentions pour rejeter cette orientation politique.

Socialisme ou réformisme bourgeois ? Réforme sociale ou révolution ? L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ou devrait-elle venir d'ailleurs ? Coller au mouvement spontané des masses ou les aider à se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste ? L'unité, sur quelles bases ? Avez-vous véritablement confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir ses tâches historiques? J'aurais tendance à répondre non à cette question au regard de tous les éléments qui prouvent le contraire, hélas !

Ceci dit, comme je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprise, rien n'empêche les militants de participer sur une ligne politique révolutionnaire aux combats engagés par le POI et le NPA, au coté de leurs militants qui réalisent un formidable travail, mon propos n'étant pas de taper sur des militants mais de défendre loyalement une orientation politique que j'estime correcte.

Après tout, la confrontation des idées à l'intérieur de ces comités permettra peut-être aux militants d'y voir plus clair dans les différentes analyses que les partis leur proposent, personne ne détenant la vérité, que la meilleure l'emporte. Comme dirait l'autre, il y a un temps pour la discussion et un temps pour l'action : *Aux masses* !

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries mai 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

A cause d'un problème d'encombrement et de lenteur du serveur de Tata (qu'il est inutile de présenter), je n'ai pas pu actualiser le site hier, j'étais furieux. Je me suis donc lever deux heures plus tôt ce matin pour faire le boulot.

Pas le temps d'écrire un article à l'occasion du 1er mai. Pour combler cette lacune une dépêche qui confirme le changement d'état d'esprit des masses et qui devrait donner du courage à tous les militants : on vaincra !

Sondage: 72% des Français soutiennent la mobilisation intersyndicale du 1er Mai (AP 30.04)

Plus de sept Français sur dix (72%) soutiennent ou ont de la sympathie pour la journée de mobilisation intersyndicale du 1er Mai, contre 9% qui y sont "opposés" ou "hostiles", selon un sondage CSA publié jeudi dans "L'Humanité". Lire la suite l'article

Le soutien des Français a progressé par rapport aux deux dernières grandes journées de mobilisation du 19 mars (62% de personnes favorables) et 29 janvier (69%). Dans ce dernier sondage, ils sont 48% à soutenir cette journée et 24% ont de la sympathie. Dix-sept pour cent y sont indifférents.

Quant aux revendications des syndicats, 90% approuvent le fait de "n'accorder les aides publiques aux entreprises que si elles s'engagent à maintenir l'emploi" et 89% soutiennent le "développement du logement social".

Parmi les personnes interrogées, 85% sont favorables au fait de diminuer la distribution des dividendes aux actionnaires et augmenter en contrepartie les salaires et les investissements. Elles sont 77% à souhaiter qu'on réglemente la sphère financière internationale (lutte contre les paradis fiscaux, encadrement des mouvements de capitaux).

Par contre, seuls 53% des sondés souhaitent "revenir sur les 30.000 suppressions d'emplois dans la fonction publique en 2009".

Bonne manif à tous avec le regret de ne pas être parmi vous.

Aujourd'hui c'est le 13e jour qui marque la fin du deuil de mon beau-frère, je participerai donc à la réunion familiale qui devrait durer une grande partie de la journée. A plus.

Le 2 mai

Qui a dit :

"*Notre problème, ce n'est pas de manifester contre la crise, c'est de prévoir l'avenir*"

"*Le plan jeunes fait une première partie du chemin (...) mais il faut aller plus loin*". (AP 30.04)

Ils l'ont leur unité des bureaucrates pourris des syndicats...

"*Ce qui est fantastique aujourd'hui, c'est que tout en assumant (nos) différences, on est toujours unis*", s'est-il félicité. "*Je peux vous faire le pari qu'on restera unis dans les mois qui viennent*", pour la bonne cause évidemment !

Réponse : Le jaune Chérèque !

Un flic-président au pouvoir jusqu'en... 2022 !

Jeudi la talonnette s'est donnée dix ans pour construire le "Grand Paris" (Reuters 29.04). Autrement dit, il se voit déjà encore au pouvoir dans dix ans. Dix ans plus deux égal douze, divisé par cinq, cela fait deux quinquennats et deux ans, soit trois quinquennats.

Bref l'épileptique de l'Elysée continuerait son oeuvre de destruction sociale jusqu'en... 2022 !

Dans son discours à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, le furieux mégalomane qu'il est c'est littéralement laché, jugez plutôt : selon lui, le Grand Paris devrait permettre de créer un million d'emplois supplémentaires dans la région en 20 ans, pas un de moins. Ce projet est tellement délirant que l'architecte Jean Nouvel a déclaré à la presse : "*S'il arrive à initier cela, c'est une chose incroyable. On n'a jamais vu une métropole de cette échelle évoluer dans un tel timing*".

Pour réaliser ce projet, il n'hésite pas à annoncer la fin du "*respect passif d'une règlementation de plus en plus pesante*", le remodelage des régles d'urbanisme existantes en fonction des intérêts des promoteurs immobiliers et de ses amis milliardaires patrons du bâtiment, et de préciser : "*Il faut libérer l'offre, déréglementer, élever les coefficients d'occupation des sols, permettre à chaque propriétaire d'une maison individuelle de s'agrandir, rendre constructibles les zones inondables avec des habitations adaptées*", bref, faire tout et n'importe quoi pourvu que cela rapporte un maximum de fric à court terme à ses amis.

Quant au nouveau métro automatique, il devra être "*la vitrine mondiale de notre savoir-faire en matière de transports qui permettra de faire que se déplacer redevienne un plaisir*", rien que cela, même d'une autre planète il ne manquera pas d'attirer le regard ! Pour ce qui est du "*plaisir*" de se déplacer, il sera réservé aux nantis qui ont la possibilité de goûter ce genre de"*plaisirs*", cela ne nous concerne pas vraiment.

Plus délirant encore, le Havre deviendrait le port de Paris, ce n'est pas un canular : "*Le Havre c'est le port du Grand Paris, la Seine, l'axe nourricier*", a-t-il dit, au moment où la crise du capitalisme réduit des millions de travailleurs et leurs familles à se serrer de plus en plus la ceinture.

Et pour un peu Paris deviendrait la capitale du monde, il a lancé l'idée d'organiser à Paris et pas ailleurs tous les quatre ans un "*forum mondial des villes*" consacré à l'urbanisme.

Le capitalisme est responsable de la grippe porcine ou virus A/H1N1.

La grippe porcine rebaptisée virus A/H1N1, s'est déclarée dans le plus grand élevage de porcs du monde, à 200 kms de Mexico.

On a pu voir aux infos à la télé des entrepôts dans lesquels pourrissaient à l'air libre des centaines de carcasses de porcs en décomposition dégageant une odeur pestilentielle selon les habitants de la ville voisine de 3.000 habitants dont certains seraient atteints par ce virus.

C'est la recherche du maximum de profit par tous les moyens qui est responsable de cette situation. L'agriculture, l'élevage ou la pêche intensive sont une menace pour l'humanité et non une solution pour résoudre les besoins alimentaires de la population mondiale.

Oui le capitalisme représente dorénavant une menace pour l'humanité.

Le 3 mai

Les travailleurs ne savent toujours pas ce qu'est le capitalisme après plus de deux siècles d'existence.

Comment expliquez-vous cette situation ?

Ecartons d'emblée l'hypothèse selon laquelle ils ne seraient pas capables de comprendre ce qu'on leur explique dès lors qu'on se met à leur portée, qu'ils seraient des abrutis, ce que sous-tend cette hypothèse.

Comment expliquez-vous qu'un délégué syndical ne soit pas capable de poser la question de l'expropriation des patrons et qu'il se cantonne à la négociation pour obtenir de meilleures indemnités de licenciement ?

Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de syndicats et de formations politiques parlant au nom de la classe ouvrière et du socialisme et que le prolétariat ignore tout ou presque du capitalisme ?

Comment expliquez-vous qu'il y ait autant de militants de formations politiques qui ne soient pas capables d'expliquer simplement et clairement sur quoi repose le capitalisme ?

Comment expliquez-vous qu'il n'y ait aucune formation politique qui ne soit capable de s'adresser directement à la classe ouvrière dans son propre langage et de lui dire les choses en face ?

Comment expliquez-vous que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire la quasi totalité ou presque estiment que les formations politiques qui parlent en leur nom n'ont aucune crédibilité (pour gouverner) ?

D'après vous, ces questions ne seraient-elles pas liées ?

On pourrait les compléter par d'autres questions que j'ai évidemment à l'esprit, mais je pense qu'elles ne serviraient qu'à éviter d'y répondre. C'est tellement facile de reporter ses propres responsabilités sur les autres, vous ne trouvez pas ?

Une brève réponse pour alimenter la discussion ou plutôt la réflexion, puisque personne en dehors de quelques militants ne tient à avoir une véritable discussion sur ces questions.

Les travailleurs sont subordonnées au capitalisme avec lequel ils estiment que leurs intérêts se confondent en l'absence de leur prise de conscience de la lutte des classes, pour eux, ils doivent l'amélioration de leurs conditions d'existence au capitalisme, par conséquent, il serait normal qu'ils estiment que le pouvoir en place et les institutions représentant les intérêts du capitalisme défendent aussi les leurs, ce qui est le cas de bon nombre de travailleurs. Inutile d'aller plus loin pour le moment et arrêtons-nous à ce constat.

Qu'est-ce que l'on constate ? Au point de départ, car c'est de là qu'il faut partir, c'est bien leur incompréhension des rapports sociaux dans laquelle ils sont maintenus qui est à l'origine de leur subordination au capitalisme, et non l'existence de tel ou tel gouvernement ou telle ou telle institution qui ont pour seule fonction d'en assurer la pérenité. Passons ici sur leurs valets qui agissent en aval.

Donc au point de départ, le militantisme devrait être orienté pour favoriser cette prise de conscience des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, dans les syndicats et au niveau bien sûr des partis ouvriers.

Ensuite, une fois que l'on a déterminé avec précisions les intérêts distincts et inconciliables de chaque classe sociale, il est relativement facile de comprendre pour quelle classe en particulier le gouvernement agit et les institutions fonctionnent, la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique, celle des capitalistes. Dès lors, le gouvernement et les institutions ne peuvent pas être ceux des travailleurs...

Habituellement on explique que les revendications des travailleurs sont légitimes, ce ne sont pas les arguments qui manquent, cependant sans pour autant remonter à leur origine. Ces revendications ne sont pas seulement le produit d'une situation à un moment donné, mais le produit de rapports sociaux ayant une existence permanente, depuis que le capitalisme et la classe ouvrière existent.

On désigne les patrons, le gouvernement et/ou les institutions comme responsables de notre situation, ce qui n'est pas faux, mais demeure insuffisant pour comprendre une fois pour toute l'origine de nos conditions d'existence, or temps qu'on n'est pas remonté à la source ou la cause d'une situation, on ne peut pas agir ou trouver les moyens d'agir pour la transformer radicalement.

Nos revendications sont les conséquences d'une situation qui existe en amont et qu'il faut traiter. Par analogie, en dehors des cas viraux, la médecine allopathique s'attaque seulement aux conséquences de déséquilibres somatiques mais sans traiter leurs causes, le terrain qui a favorisé l'apparition de ces dysfonctionnements, par exemple une carence en vitamines, en minéraux, en acides aminés ou en oligo-éléments, ou au contraire leur accumulation excessive dans certains organes.

Pour les travailleurs, leurs revendications sont les conséquences d'une situation dont il ignore l'origine, par conséquent cette situation ne peut que se reproduire au fil du temps ou perdurer indéfiniment, il leur faudra sans cesse combattre pour les mêmes revendications sans qu'ils aient compris au juste pourquoi, sans que leur niveau de conscience n'ait progressé d'un millimètre.

De la même manière que l'on commence par apprendre l'alphabet pour pouvoir passer ensuite à la lecture et l'écriture avant d'aborder la syntaxe et la structure du langage, si l'on n'apprend pas aux travailleurs quelle est à l'origine la cause de leur situation, nous serons condamnés à vivre sous le régime capitaliste.

Maintenant, il est vrai que les travailleurs pourraient être amenés à rompre avec le capitalisme parce qu'ils ne supporteraient plus les conséquences de la crise du capitalisme, encore faudrait-il que ces conséquences s'abattent violemment sur l'immense majorité de la classe ouvrière et non sur certaines couches seulement, au point de ne plus leur laisser d'autre choix que de se soulever contre le régime. Or tout est fait pour qu'une telle situation ne se développe pas jusqu'à son terme.

Un camarade m'a écrit qu'il suffirait que les masses refusent la remise en cause de leurs conditions d'existence actuelles pour se soulever. J'en doute fortement, l'homme présente à la fois l'avantage et l'inconvénient de pouvoir s'adapter à des conditions d'existence extrêmes. Pire encore, une fois qu'il s'y est adapté, il ne souhaite pas en changer !

C'est en cela que la situation actuelle n'est pas comparable à l'époque de la révolution russe de 1917, car jamais le prolétariat ne sera plongé dans une situation aussi misérable que celle qu'a connu la classe ouvrière russe et qui favorisa sa mobilisation révolutionnaire.

Et je rejoins ici Trotsky qui avait lourdement insisté sur la nécessité impérieuse d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière à un niveau incomparablement plus élevé que toutes les classes qui avaient pris le pouvoir dans le passé, y compris la classe ouvrière russe, compte tenu des formidables moyens dont disposait dorénavant la classe dominante pour conserver le pouvoir. Que dirait-il aujourd'hui au regard de la puissance des médias ?

On pourrait ajouter aujourd'hui, d'autant plus que l'économie capitaliste a continué de se développer à l'échelle mondiale, posant du même coup pratiquement simultanément la tâche gigantesque d'en finir avec le capitalisme sur tous les continents, la révolution et le socialisme dans un seul pays étant encore moins envisageable qu'en 1923.

Ce que j'ai voulu expliquer en gros, c'est que la théorie ne devait pas être réservée qu'aux militants ou à une élite, mais qu'associée à la pratique il fallait impérativement la mettre à la portée de la classe ouvrière, de toutes les exploités.

Je me suis toujours dit que si le pauvre type que j'étais à 21 ans avait réussi à comprendre quelque chose à la société dans laquelle nous vivons, alors que je n'étais pas du tout prédestiné à sortir un jour de la crasse ignorance qui me caractérisait à cette époque là, il n'y a aucune raison pour que des millions de travailleurs n'y parviennent pas.

(A suivre)

La place du PS est au côté de l'UMP et de Sarkozy : qu'il y reste !

Selon un sondage Ifop, pour 76% le PS serait sans réponse à la crise et 69% doutent qu'il fasse mieux que la droite. (Reuters 02.05) Ils ont parfaitement raison de le penser.

Un retour dont on se serait bien passé.

On peut lire dans cette dépêche que "*les socialistes ont également réussi leur retour dans les manifestations, en soutien au mouvement social*".

Qu'est-ce qui a permis ce "*retour*" sinon l'absence d'issue politique proposée par le POI et le NPA notamment, on peut y ajouter LO et le PCF, l'absence de remise en cause du capitalisme qui ne peut que rassurer le PS.

Le PS : entre mystification et escroquerie permanente.

C'est le directeur d'études de l'Ifop qui vend la mèche (pour les attardés seulement !) à propos du retour éventuel dans la course à l'Elysée de Strauss-Kahn : "*Quand on connaît la culture et les traditions de gauche dans ce pays, quelqu'un qui reviendrait avec*

pour attribut principal d'avoir dirigé le FMI, je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur ticket gagnant pour la gauche", dit-il.

Il est vrai que pour camoufler la véritable nature sociale du PS, ils peuvent mieux faire, ils ont acquis une solide expérience en la matière !

Le 4 mai

Si cela fait un moment que l'on n'a pas évoqué les bourses, j'ai continué de relever quotidiennement la progression ou la chute des indices des principales places boursières. Elles ont regagné en moyenne pour la plupart entre 1/4 et 1/6e de ce qu'elles ont perdu en 2008.

Si la hausse enregistrée par les bourses des dernières semaines a quelque chose à voir avec la crise, il suffit de constater que le nombre de chômeurs n'a pas cessé d'augmenter dans le monde pendant la même période pour en comprendre à la fois l'origine et la signification.

Un élément rassure les capitalistes, c'est l'incapacité de la classe ouvrière à résister à la remise en cause de ses acquis contrairement à ce que les philistins qui contrôlent les partis ouvriers affirment. A les entendre la classe ouvrière n'aurait pas subit de défaite majeure depuis la fin des années 30, elle n'aurait pas été défaite, un euphémiste qui permet de camoufler les ravages causés par le stalinisme et le réformisme, alors qu'à elle seule la décomposition du mouvement ouvrier qui se poursuit dément cette affirmation.

Si pour eux des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en France en moins d'un an témoigne de la résistance de la classe ouvrière, on pourrait prendre le cas de l'Espagne qui est encore pire et on arriverait au même constat, c'est vraiment raconter n'importe quoi et se foutre ouvertement des travailleurs et des militants, en réalité, on s'aperçoit qu'aujourd'hui que la classe ouvrière est dans incapable de s'opposer à la politique du gouvernement dictée par les intérêts des capitalistes, enfonçons le clou en disant que tout est fait pour qu'il en soit ainsi, puisque aucun parti ouvrier ne propose d'issue politique à la crise du capitaliste.

Les accords signés récemment entre la direction et le principal syndicat chez Chrysler au Canada, ou encore chez GM aux Etats-Unis, remettent en cause des avantages acquis ou plutôt des droits qui avaient été concédés à la classe ouvrière. Dans certains pays d'Europe centrale ou du Nord, ils ont été jusqu'à baisser les salaires des fonctionnaires de 15 à 20%.

Parallèlement, on assiste à des fusions-acquisitions au profit de multinationales (pharmaceutique) ou d'institutions financières (Citygroup) qui hier encore prétendaient connaître des difficultés et avaient reçu à ce titre des milliards de dollars des gouvernements, c'est principalement le cas aux Etats-Unis. Le cas de Fiat que l'on disait au bord du gouffre il n'y a pas si longtemps et dont ils envisageaient le rachat possible par un autre constructeur est exemplaire, étrangement la crise étant passée par là, voilà que les principaux actionnaires de Fiat ont trouvé l'argent nécessaire pour se payer Chrysler et ils convoitent désormais Opel et Saab.

On a pu constater que pour éviter la faillite de certains Etats et prévenir temporairement une explosion sociale dans certains pays, les capitalistes ont serré les rangs malgré leurs divergences, leurs intérêts communs l'emportant sur toutes autres considérations, ce qui n'est manifestement pas le cas des dirigeants des partis ouvriers...

Le dernier témoignage en date provient de treize pays d'Asie du Sud et de l'Est qui ont entériné l'avènement d'un fonds d'urgence doté de 120 milliards de dollars, destiné à fournir des liquidités à celui d'entre eux qui en aurait besoin pour surmonter les écueils de la crise économique. (Reuters 03.05)

L'internationale des capitalistes existe et fonctionne, on ne risque pas d'en dire autant puisque l'Internationale ouvrière n'existe pas !

C'est pour facilité la restructuration du capitalisme et l'épurer de ses membres les plus faibles et les moins rentables que les différents gouvernements ont versé des milliards de dollars ou d'euros aux banques et aux entreprises, et pas seulement pour éviter un effondrement du système bancaire et rétablir la fluidité du marché des crédits.

Merkel l'a confirmé en faisant savoir que son gouvernement pourrait aider un éventuel investisseur intéressé par la reprise d'Opel par le biais de prêts garantis. (AP 03.05) Gageons que parallèlement à cette aide publique providentielle (sic!), l'éventuel repreneur se livrera à un chantage auprès des syndicats pour obtenir la révision à la baisse des avantages sociaux ou des niveaux de rémunérations des ouvriers avant de s'engager définitivement dans cette opération. Les mêmes méthodes sont finalement appliquées par les capitalistes et leurs représentants partout dans le monde.

Bref, les capitalistes sont rassurés provisoirement : la colère des masses est contenue, les appareils du mouvement ouvrier sont

à leurs côtés et font du bon boulot, ils remplissent pleinement leur rôle de chien de garde du capitalisme, ils se disposent donc en prévision de jours meilleurs en faisant de bonnes affaires un peu partout dans le monde, la reprise économique se fera sur fond d'affaiblissement de la classe ouvrière, franchement ils ne pouvaient rien espérer de mieux.

Mais comme disait Lénine, n'en ayant pas fini pour autant avec les contradictions du capitalisme qui sont à l'origine de cette crise : rira bien qui rira le dernier !

Les capitalistes (et leurs représentants) ont conscience que pour défendre leurs intérêts particuliers, ils doivent défendre leurs intérêts collectifs, puisque leur propre survie en dépend.

Ils sont bien les seuls dans ce cas-là !

Le 5 mai

Explosif ?

Le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker s'est dit lundi très préoccupé par la montée du chômage lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro.

"*Nous sommes au milieu d'une crise économique et financière, nous allons vers une crise sociale*", a-t-il estimé, appelant les employeurs à ne pas procéder à des licenciements massifs.

"*Je suis très inquiet de la montée du chômage (...) Il ne faut pas sous-estimer le caractère explosif que peut revêtir cette recrudescence du chômage*", a-t-il ajouté.

La Commission anticipe une forte hausse du taux de chômage cette année et l'année prochaine, avec des prévisions de 9,9% de la population active dans la zone euro et 9,4% dans l'Union européenne en 2009 puis de 11,5% et 10,9% en 2010. (Reuters 04.05)

Ils ont d'autant plus raison de s'inquiéter que l'aristocratie financière s'en tape complètement, la remontée des Bourses en témoigne. A Wall Street l'indice des bancaires KBW a bondit lundi de 14,7% et affiche une hausse de 88% depuis le début mars.(Reuters 04.05)

Ils doivent se dire que jusqu'à présent les différents gouvernements en Europe ont démontré leur capacité à contenir la colère grandissante des masses, donc il n'y a pas de raison que cela change demain, surtout en l'absence de partis révolutionnaires et d'issue politique.

C'est un mauvais calcul à terme car le développement de la crise sociale favorisera le regroupement de l'avant-garde de la classe ouvrière et la construction du parti révolutionnaire qui lui fait tant défaut aujourd'hui... Avant même d'en arriver là, si des explosions sociales se produisaient dans plusieurs pays, elles auraient forcément des répercussions économiques qui viendraient s'ajouter à la crise actuelle du capitalisme ce qui compliquerait davantage la tâche politique de ceux qui gouvernent, il ne leur resterait qu'à lacher un peu de mou sur le plan social tout en recourant à la répression pour maintenir l'ordre.

Ce qui caractérise la situation dorénavant, c'est le fossé qui est en train de se creuser entre ceux qui sont violemment frappés par la crise et qui sont de plus en plus nombreux à refuser d'en subir les conséquences, et ceux sur lesquels elle n'a aucun effet ou qui en profitent. Ce fossé va se traduire par une radicalisation des positions de chaque classe au profit du combat politique classe contre classe.

D'un côté, les capitalistes et leur gouvernement de plus en plus isolé mais bénéficiant du soutien de tous les partis institutionnels et du front unique des dirigeants syndicaux, de l'autre la classe ouvrière et ses partis défendant une ligne réformiste, donc incapables de lui proposer une issue politique conforme à ses intérêts.

On a appris lundi soir que les dirigeants des huit grandes organisations syndicales avaient appelé à des nouvelles mobilisations interprofessionnelles unitaires les 26 mai et 13 juin sans aucun mot d'ordre de grève interprofessionnelle. (AP 04.05)

Les dirigeants du POI et du NPA s'en remettent ouvertement aux appareils des partis pourris PS, MRC, PCF ou des syndicats pour mobiliser la classe contre les licenciements, sachant pertinemment qu'ils ne romperont jamais avec le capitalisme, alors que toute la situation conduit le prolétariat à poser directement la question de la liquidation du capitalisme, tâche en premier lieu politique car il s'agit dans un premier temps de mobiliser la classe pour chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République. Ne pas poser clairement la question du pouvoir revient à soutenir le gouvernement en laissant les masses désemparées.

Seule l'irruption des masses sur la scène politique déjouant tous les obstacles dressés par les appareils et les pronostics véreux des partis qui prétendent les représenter en imposant la grève générale, pourrait permettre d'avancer vers une issue politique conforme à leurs intérêts, encore faudrait-il qu'elles prennent la direction de leur mobilisation et qu'elles désignent dans ses partis politiques ses représentants les mieux à même de définir une orientation politique qui lui permette d'avancer vers le renversement du régime et des institutions...

Dans la situation actuelle, une grève générale qui serait le produit du front unique des dirigeants pourris des syndicats et des partis faillis se revendiquant de la classe ouvrière, ne pourrait aboutir qu'à son contrôle par ces bureaucrates et à une cruelle trahison et défaite comme ce fut toujours le cas dans le passé, sans exception.

La question qui se pose au mouvement ouvrier est de savoir si le degré atteint par le développement de la crise du capitalisme est suffisant pour favoriser le mûrissement de la conscience des masses au point de réussir à s'organiser indépendamment des appareils des syndicats et des partis, en s'appuyant sur son expérience de la lutte de classe et les militants les plus résolus à abattre le régime, en brisant le carcan des appareils qui les étouffe au profit du maintien du régime actuelle. C'est l'exploit qu'avait réussi le prolétariat russe en 1905 et en février 1917 en dehors de tout appel à la grève générale.

Pendant plus de deux décennies Lénine et les bolcheviks s'étaient employés inlassablement à lier le combat pour chaque revendication à l'objectif de renverser le régime autocratique du tsar. Ils avaient inculqué inlassablement aux masses les bases du socialisme avant que celle-ci prennent l'initiative de se soulever, quelque part l'objectif de leur combat s'était incrusté profondément et inconsciemment dans leur esprit comme l'expliquera Trotsky dans l'*Histoire de la révolution russe*, et si ce n'est que par bribes qu'elles en prendront réellement conscience au cours du processus révolutionnaire, il leur apparaîtra de plus en plus clairement au fil de leurs expériences au contact des bolcheviks...

Lénine s'employait à expliquer aux militants que le parti sans les masses n'était rien, que les masses étaient le facteur primordial qui décidait du cours de la révolution, que le processus révolutionnaire ne pourrait pas aller de l'avant et qu'il courrait à sa perte si le niveau de la conscience des masses ne continuait pas à s'élever au cours de ce processus, et que par conséquent la tâche la plus importante du parti était de favoriser par tous le moyens cette élévation de sa conscience politique des masses afin qu'elles se fixent de plus en plus clairement les objectifs qu'elles devraient impérativement atteindre pour enfin prendre le pouvoir...

Aujourd'hui quel parti ose relier la lutte contre les licenciements et le chômage à la nécessité de renverser Sarkozy et les institutions ? Quel parti ose relier le combat contre les licenciements à la nécessité de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul pourra les interdire ? Quel parti ose expliquer aux travailleurs que sans leur mobilisation révolutionnaire aucun changement de politique ne pourra jamais avoir lieu demain ou dans un futur indéterminé ? Bref, quel parti les prépare aux tâches politiques qu'ils devront accomplir afin de pouvoir satisfaire leurs besoins et aspirations ? Réponse : aucun !

Le 6 mai

Comment ils s'en sortent :

Mode d'emploi - 1 : surexploitation, surendettement et paupérisation croissantes.

1- Environ 7,9 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France en 2006, soit 13,2% de la population, selon une étude de l'INSEE parue mercredi. (AP 06.05)

2- Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Banque de France a atteint 21.747 en mars, selon le baromètre du surendettement publié ce lundi par l'établissement, ce qui constitue un nouveau record. (La Tribune 04.05)

Mode d'emploi - 2 : soigner particulièrement la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière.

La prime à la casse a permis aux immatriculations de voitures neuves en Allemagne de bondir de 19,4% au mois d'avril pour atteindre près de 300.000 unités, selon les chiffres de l'association des importateurs, la VDIK.

Cela porte les ventes de voitures neuves pour la période janvier-avril à son meilleur niveau depuis l'année record de 1999. (Reuters 05.05)

Mode d'emploi - 3 : licenciements massifs.

Fiat prévoit de fermer dix usines et de supprimer 18.000 emplois dans le cadre de son projet de rachat d'Opel, la filiale européenne

de General Motors, rapporte mardi le Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), citant des documents internes datant du 3 avril.

Le journal allemand précise que les sites seront fermés entre 2011 et 2016. (Reuters 05.05)

Mode d'emploi - 4 : la collaboration de classes.

1- Mardi sur LCI, le ministre du Travail et des Relations sociales a souligné : "Nous sommes partisans du dialogue, la porte est toujours ouverte. Je souhaite que nous nous engagions dans un dialogue social durable, constant, permanent".

"Nous n'avons aucune posture idéologique, nous n'avons aucun a priori", a dit le ministre.

"On est à l'écoute, on est attentifs, on veut du concret, on veut de la justice", a-t-il insisté, confirmant que les syndicats seraient reçus par le président de la République "à l'été, fin juin". (Reuters 05.05) Encore !

2- Les représentants syndicaux et la direction de l'usine Molex Automotive de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) ont signé mardi matin à Toulouse un accord de fin de crise. (AP 05.05)

Le délégué CGT, Guy Pavant, a déclaré : "Cela nous laisse quatre mois de plus pour trouver un éventuel repreneur, mieux négocier les indemnités et travailler sur des projets de diversification pour le site".

Le contenu de cet accord pourri : les 283 salariés de Molex ne seront pas jetés à la rue le 30 juin mais le 31 octobre !

Mode d'emploi - 5 : le casino de la bourse et la spéculation continuent.

1- Dans un entretien au Monde, un économique explique ainsi la remontée des bourses : "il n'y a pas de marché alternatif".

Il poursuit : "Le marché est encore bas, cela reste les soldes. On peut s'attendre à de nombreuses fusions-acquisitions, donc une forte activité." (LeMonde.fr 05.05)

2- "Le système bancaire peut traiter énormément de pertes et s'en trouver bien", a affirmé le patron de la banque JPMorgan Chase & Co Jamie Dimon lors d'une téléconférence. Il s'est dit d'accord avec le milliardaire Warren Buffett qui estime que de nombreuses banques gagnent suffisamment d'argent pour compenser de futures pertes. (Reuters 05.05)

Des gens infréquentables.

Entretien hier à Paris Kouchner Le Pen, pardon, Kouchner Avigdor Lieberman le dirigeant d'extrême droite et ministre des Affaires étrangères israéliennes, Israel Beitenou. (AP 05.05)

Autre chose.

J'ai préparé un article sur différentes déclarations du NPA et un autre est en préparation en réponse aux courriels de différents camarades. Ils seront en ligne demain si tout va bien, car il y a encore des coupures de courant et il fait 40°C.

Le 7 mai

Les camarades ont peut-être déjà eu connaissance des deux documents de syndicalistes de la CGT que je mets en ligne seulement aujourd'hui pour en avoir pris connaissance qu'hier.

On peut saluer au passage le travail que font tous ces camarades dans la CGT, il faut les encourager. Des camarades me demandent ce qu'ils peuvent faire sur le plan syndical, ils n'ont qu'à rejoindre ces regroupements de militants pour mener le combat ensemble contre l'appareil de la CGT et le capitalisme. Le même combat doit être mené dans tous les syndicats.

Ce qui laisse perplexe jusqu'aux militants les plus déterminés, parmi eux j'en connais qui sont à la CGT depuis plusieurs décennies, c'est l'incapacité de ces regroupements de militants à fusionner pour mener le combat tous ensemble dans le même sens contre la politique liquidatrice de Thibault.

Un dernier mot.

Je n'ai pas eu le temps de finir mes deux articles que j'en ai commencé un autre plus important, où je reformule mon analyse de la situation, ce n'est encore qu'un brouillon qui comporte une nouvelle piste de réflexion plus précise que les précédentes. On croit toujours être arrivé au bout de ses peines, et voilà que le cours des choses vous force à revoir votre copie, c'est un exercice que je ne crains pas, même si cela doit aboutir à réviser ou infirmer certaines de mes conclusions précédentes.

Que les camarades qui partagent en grande partie mes analyses ne se tracassent pas, je ne me suis pas complètement fourvoyé, au contraire, je pense qu'à l'arrivée mes dernières réflexions qui reposent sur le développement de la crise du capitalisme et sur la paupérisation croissante dans le monde confirment mes analyses, il ne me reste plus qu'un détail à vérifier avant de vous livrer cet article rapidement, à moins que de nouvelles questions ne surgissent entre temps.

Quelques dépêches.

Les dirigants syndicaux plus responsables que de Villepin, dixit Fillon.

Fillon et une grande partie de ses ministres ont marqué mercredi soir le deuxième anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy en vantant "l'audace" et "le sang-froid" du chef de l'Etat et en assurant que "l'élan réformiste " se poursuivrait jusqu'en 2012.

Il a fustigé sous les applaudissements les propos récents de de Villepin : "*Je n'hésite pas à dire que les syndicats sont parfois plus responsables que certains de ces hommes politiques qui parlent de notre pays comme s'il était en situation 'pré-révolutionnaire*". (Reuters 07.05)

Il sait de quoi il cause, n'est-ce pas ?

La conséquence la plus tragique et la plus infâme de la survie du capitalisme.

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde risque bientôt d'atteindre le chiffre record d'un milliard, a déclaré mercredi à Paris le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf.

Le nombre de personnes souffrant de la faim, c'est à dire recevant moins de 1.800 calories par jour, devrait augmenter de 104 millions en 2009, a-t-il expliqué devant la presse. (AP 07.05)

Ils ne tiennent pas compte de la composition de ces 1.800 calories par jour. Il m'est arrivé de comparer mon alimentation à celle de la plupart des Indiens, y compris mon épouse qui au bout de 20 ans de vie commune n'a pour ainsi dire pas changé de comportement alimentaire.

Dans mon assiette, un tiers de riz, un tiers de légumes et un tiers de viande ou poisson ou de lentilles. Dans l'assiette d'un Indien, huit dixième de riz, un dixième de légume ou de viande (ou lentilles), le dernier dixième peut être du yaourt, un fruit ou quelques cacahuètes. Souvent une cuillère à soupe de pickle, une sorte de confiture de citrons ou de mangues par exemple, salée sucrée épicée relevée ou non de piments, fait office de légumes et de viande.

Le riz cale l'estomac et revient moins cher que les légumes et la viande, voilà tout.

Le riz blanc a été raffiné, il a été amputé de sa partie nutritif, le germe qui contient la vitamine B, les minéraux et les oligo-éléments, ce n'est plus qu'un hydrate de carbone mêlé à de l'amidon, en diététique il est classé parmi les aliments pauvres ou morts. L'hydrate de carbone se transforme en sucre ce qui explique qu'un très grand nombre d'Indiens sont atteints de diabète.

Continuons la lecture de cette dépêche.

Selon Jacques Diouf, "il faudra doubler la production alimentaire d'ici 2050 pour faire face à la croissance de la population." Cela paraît impensable à réaliser, surtout qu'il faudra compter avec le changement climatique en cours qui n'arrangera rien : sécheresse, inondation, cyclone...

"Quant aux prix alimentaires, malgré une baisse globale de 30% depuis juin 2008, ils dépassent en moyenne les niveaux de 2006. Les prix dans les pays en voie de développement n'ont chuté que de 12 à 14% depuis juin 2008. Et ceux des aliments de première nécessité n'ont pratiquement pas baissé dans nombre de pays pauvres, d'après M. Diouf."

Ce constat est valable pour l'Inde, à ceci près que bon nombre de produits de première nécessité n'ont cessé d'augmenter, par exemple le riz, le lait, le pain, la viande, le poisson, les oeufs, l'huile, le thé, le café ... En fait en dehors du prix de l'essence qui a baissé de 20% (de plus de 48 à 38 roupies le litre) et des légumes qui fluctuent en fonction des saisons et des récoltes, tout a continué d'augmenter, hier les cigarettes ont augmenté de 9%.

Quand l'Etat nous rackette pour remplir les caisses des banquiers.

Le rapporteur spécial du budget des Transports à l'Assemblé nationale, Hervé Mariton prévoit que les radars routiers rapporteront 550 millions d'euros en 2009. (La Tribune 06.05)

Quand une multinationale nous rackette à hauteur de 2,1 milliards d'euros... et licencie.

Le groupe pétrolier Total enregistre à fin mars un bénéfice net ajusté en retrait de 35% à 2,1 milliards d'euros, quand même, ajoutés aux dizaines des milliards empochés pendant des décennies. (La Tribune 06.05)

Quand jeunesse rime avec pauvreté.

Les jeunes ménages sont les moins bien lotis dans le nouveau rapport de l'Insee, «Revenus et patrimoine des ménages» publié aujourd'hui. Ils cumulent faible niveau de vie, et taux de pauvreté le plus élevé. À titre d'exemple, 21% des 18-24 ans vivaient avec moins de 880 euros par mois en 2006.

Le niveau de vie évolue cependant avec l'âge. Jusqu'à 59 ans, il est en perpétuelle progression.

Si l'on considère les 13,2% de la population vivant en France métropolitaine, soit près de 7,9 millions de personnes, qui se situe sous le seuil de «pauvreté monétaire», «Parmi elles, la moitié a un niveau de vie inférieur à 720 euros par mois». (Liberation.fr 06.05)

Comment ils comptent s'en sortir, suite.

Coté cour : Le secteur privé américain a supprimé 491.000 emplois en avril. (Reuters 06.05)

Coté jardin :

Les autorités américaines estimeraient les besoins en capitaux supplémentaires de Bank of America à 34 milliards de dollars (après avoir déjà reçu 45 milliards de dollars d'argent public depuis le début de la crise). (La Tribune 06.05)

Keith Horowitz, analyste spécialisé de Citigroup, estime dans une étude publiée mercredi que les 19 banques "testées" pourraient devoir lever au total 75 milliards de dollars de capitaux, dont 22 milliards pour le seul groupe Wells Fargo. (Reuters 06.05)

Le 8 mai

J'ai corrigé le lien vers le document *Synthèse de la Région CGT métallurgie du Nord/Pas-de-Calais*, avec mes excuses.

Un camarade a répondu à ma causerie d'hier : "*Tu as peur que nous soyons tracassés par tes recadrages d'analyse, mais ils sont la preuve que tu nous soumets une pensée non-figée, et le plus important est que tu nous aides à nous poser des questions, même si les réponses que tu proposes ne sont pas inintéressantes.*".

Disons que je sais que beaucoup de camarades sont à cran ou au bord du désespoir, donc je ne voulais pas les inquiéter inutilement.

Maintenant je ne peux pas passer des heures à causer et rédiger le texte annoncé.

J'avais indiqué il y a quelques mois déjà que s'ils parvenaient à passer cette crise, à en atténuer les conséquences pour qu'elle ne se transforme pas en crise révolutionnaire, il faudrait à nouveau s'interroger sur notre stratégie compte tenu qu'elle est le principal facteur objectif avec la guerre susceptible de conduire à une mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Force est de constater pour le moment que cette crise pour gigantesque qu'elle soit n'a pas conduit à cette mobilisation, dans aucun pays.

Etant donné que dans mes analyses précédentes et dans la stratégie que javais élaborée j'avais déjà largement anticipé la tournure actuelle de la situation, j'avais pris soin notamment de rappeler aux camarades les conditions objectives qui étaient indispensables au déclenchement d'une crise révolutionnaire sans lesquelles il faudrait verser dans le gauchisme pour prétendre qu'une révolution pourrait avoir lieu et qu'en aucun cas elle ne pourrait vaincre, la principale modification concernera la tactique à adopter.

En réalité j'avais déjà déblayé le terrain en formulant plusieurs hypothèses, dont la plus vraisemblable incluait les modifications que

la société avait connues depuis la révolution russe et s'inspirait du Manifeste de Marx-Engels et plus précisément des réflexions de Trotsky dans les années 30.

Si vous avez lu les dernières dépêches, vous avez pu observer que la paupérisation croissante, le pendant de l'accumulation du capital entre quelques mains, concernait davantage les pays dits en voie de développement ou émergents que les pays où le capitalisme était le plus développé, et que même si le chômage frappe effectivement des millions de travailleurs supplémentaires dans les pays les plus industrialisés, il est loin encore d'atteindre le niveau qui pourrait constituer un péril mortel pour le capitalisme, dans la mesure où il se traduirait par l'organisation et la mobilisation de la majorité de la classe ouvrière posant directement la question du pouvoir. Nulle part nous n'avons constaté le développement d'une telle situation.

Jusqu'à présent, les représentants du capitalisme mondial se sont employés à éviter que la crise actuelle prenne cette tournure quelque part dans le monde. Aussi divisés qu'ils soient, les dirigeants du vieux monde ont soutenu les économies les plus vulnérables à la crise en versant des dizaines de milliards de dollars aux gouvernements qui en avaient le plus besoin, via les banques centrales et le FMI. Même les pays les plus touchés tiennent relativement le coup, par exemple l'Islande en quasi-faillite ou l'Espagne avec un taux de chômage dépassant 17%. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer pourquoi la situation n'a pas basculé dans ces pays.

A propos du chômage.

Il arrive parfois qu'il touche les deux membres d'une famille qui travaillaient dans la même entreprise ou par un mauvais coup du sort qui travaillaient dans des entreprises différentes qui ont licencié pratiquement au même moment, mais dans la plupart des cas, un seul des deux membres d'une même famille se retrouve au chômage, donc un revenu demeure pour faire face tant bien que mal à la situation qui n'est pas désespérée à ce stade, sauf en cas de surrendettement évidemment.

Avec deux salaires même modestes, à condition de gérer son budget familial avec discernement et prévoyance par les temps qui courent, il est possible d'économiser, donc de pouvoir voir venir pendant un moment en cas de coup dur. Pour peu qu'on ne paie plus de loyer et qu'on ait fini de payer les traites de son habitation, les charges fixes demeureront supportables.

Il n'y a que dans le cas d'un revenu unique que la situation devient rapidement dramatique.

A propos de la pauvreté.

Elle n'est pas née avec la crise, elle existe de tout temps sans qu'on s'en préoccupe outre mesure bien qu'elle frappe des millions de travailleurs et leurs familles.

Il existe un certain nombre de mécanismes qui permettent de la maintenir à un niveau, comment dire, soutenable mais sans espoir d'en sortir, je pense aux différentes allocations versées par les organismes sociaux ou l'Etat (gouvernement, commune, conseil général), les aides ou les dons divers distribués par des associations. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas 100.000 clochards en France, mais plusieurs millions, situation qui serait intenable et incontrolable pour le régime en place.

On peut ajouter comme éléments soulageant la pauvreté, les magasins hyper discount et la baisse des prix, bien que je ne sache pas au juste dans quelle proportion elle a eu lieu ni dans quel domaine précisément.

Quand mon père était seul à travailler pour nous nourrir avec mes deux soeurs, il arrivait souvent que son salaire de menuisier ne suffise pas, c'était alors ma grand-mère qui faisaient les courses, une de mes tantes prêtait quelques dizaines de francs à ma mère pour finir les fins de mois, mais on ne peut pas généraliser la solidarité à l'intérieur des familles qui ne peut être que ponctuelle.

Tout cela pour dire qu'on est loin d'une situation où il y aurait des millions et des millions de travailleurs jetés à la rue, dépourvus de tout revenu et plongés dans une misère noire, de telle sorte qu'ils ne pourraient plus vivre comme avant pour reprendre la formule consacrée.

Temps qu'une telle situation ne verra pas le jour, les travailleurs n'auront pas le réflexe de se dire qu'ils n'ont finalement plus rien à perdre, pour ensuite déferler dans les rues et remettre en cause le régime. C'est un constat, rien de plus.

Partant de ce constat, il faut donc palier l'absence de cette condition objective par une élévation du niveau de conscience politique des masses pour qu'elles parviennent à la compréhension de la nécessité de remettre en cause le capitalisme, qu'elles en ont la capacité, à partir du moment où elles auront clairement conscience qu'il existe bien une alternative au capitalisme, le socialisme. Comme le disait Marx dans le Manifeste, ce "développement intellectuel" ne pourra être à la fois que le produit de la lutte des classes et des discussions que l'avant-garde aura eu avec les travailleurs pour les gagner au socialisme. Après 70 ans de stalinisme et un siècle de réformisme, le mouvement ouvrier doit se réapproprier le socialisme ni plus ni moins.

Et il n'y aura pas de recettes miracles ou de raccourcis pour y parvenir.

Lorsque le prolétariat aura les moyens de chasser le gouvernement et de remettre en cause les institutions, il sera confronté à la même situation que tous les prolétariats lors de toutes les révolutions prolétariennes précédentes, il devra faire face à l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat qui n'a cessé de se perfectionner, il aura contre lui la formidable machine de propagande des médias au service de l'ordre établi, il aura contre lui l'ensemble des partis institutionnels du FN au PCF en passant par l'UMP et le PS, etc., il ne pourra donc compter que sur ses propres forces et son parti révolutionnaire, d'où la justification de la construction d'un parti sur le modèle du parti de Lénine pour ce qui est des principes, du programme et l'objectif à atteindre, reste à définir comment associer des milliers de travailleurs qui ne seraient pas prêts à adopter l'intégralité du programme de la révolution socialiste, soit dans le parti en leur réservant un statut particulier, soit en dehors du parti par le biais d'une structure plus souple.

Les réflexions que je viens de vous livrer ne sont pas finalisées, elles reposent sur une analyse de la situation et des rapports entre les classes. Elles peuvent évidemment encore évoluer en fonction du développement de la situation mondiale.

C'est seulement à ce niveau que l'on peut comprendre la situation et définir les tâches que nous auront à accomplir, que la classe ouvrière aura à accomplir.

Marx et Engels ne s'étaient pas trompés lorsqu'ils expliquaient que le développement du capitalisme et l'accumulation du capital coïncidait avec la paupérisation croissante, précisons, à l'échelle mondiale. De nos jours, le centre de gravité de la paupérisation s'est déplacé en même temps que la production et le développement du capitalisme principalement en Asie et en Amérique du Sud.

Depuis les révolutions de 1848 nous savons qu'une classe ne peut pas en chasser une autre et s'emparer du pouvoir par l'intermédiaire d'un mouvement révolutionnaire qui ne mobiliserait qu'une minorité de cette classe. Nous savons également que jamais le prolétariat ne prendra le pouvoir par les urnes, en Bolivie Morales gouverne pour le compte de la bourgeoisie bolivienne. Nous savons également que sans détruire de fond en comble l'Etat bourgeois, sans liquider la totalité de ses institutions, la classe ouvrière ne deviendra jamais la classe dominante, là encore il suffit d'observer la situation en Bolivie pour en avoir une preuve incontestable. Nous savons aussi qu'aucun gouvernement dirigé par des partis qui n'ont pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, ne rompra jamais avec le capitalisme. Nous savons que le capitalisme est incapable de résoudre durablement ses contradictions et qu'une nouvelle crise surgira forcément à nouveau, il vient d'en donner la preuve. Nous savons que la lutte de classe du prolétariat est finalement le seul obstacle qui s'oppose à la survie du capitalisme, et qu'elle est le seul moyen pour lui permettre de s'émanciper de l'exploitation. Nous savons que ce qui détermine le type de parti à construire dépend de l'objectif final qu'il s'est fixé. Nous savons que le socialisme ne peut pas vaincre et se construire dans un seul pays et qu'il doit vaincre à l'échelle mondiale.

Bref, nous ne partons pas de zéro comme certains voudraient nous le faire croire, en nous proposant de revenir plus de deux siècles en arrière sur un air nationaliste vantant les valeurs de la République, de la nation et de la démocratie qui riment avec le pouvoir de la bourgeoisie.

J'arrêterai là pour le moment. Pour ainsi dire, je viens d'écrire à main levée la trame du texte que je me destinais de rédiger. N'hésitez pas à le compléter, à le critiquer ou à me donner votre avis tout simplement.

Je mettrai les dépêches en ligne plus tard. Sachez seulement qu'on vient d'apprendre la fermeture du site de Johnson Controls à Sarreguemines : 300 licenciements.

Le 9 mai

Pour poursuivre brièvement la causerie d'hier, je n'ai évidemment pas voulu dire que la révolution socialiste serait remise en cause contrairement aux épigones du marxisme, elle demeure bien la seule voie pour éliminer le capitalisme. J'ai seulement voulu souligner qu'il fallait ou faudrait prendre en compte l'absence partielle (temporaire ?) de l'une des principales conditions objectives nécessaire à la mobilisation révolutionnaire des masses, sans affirmer pour autant que cette mobilisation ne se produirait pas, pire, qu'il faudrait abandonner notre objectif pour se ranger sous les oripeaux du réformisme.

Le réformisme qui ne se situe pas dans une perspective révolutionnaire ne peut que continuer à pourrir le mouvement ouvrier et il n'aide en rien le prolétariat à comprendre l'origine et le fonctionnement du capitalisme, en cela il est contre-révolutionnaire. Comme disait Rosa Luxemburg, nous sommes tous des réformistes, à ceci près que certains situent le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du capitalisme et du régime en place, ce qui ne peut que contribuer à subordonner la classe ouvrière au capitalisme et aux institutions, alors que les communistes situent ce combat dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'abolition du capitalisme pour l'aider à rompre avec le capitalisme et lui ouvrir une issue politique.

(A suivre)

Bon week-end à tous.

Quelques dépêches.

Comment ils manipulent les travailleurs.

Ouverture hier soir du journal télévisée de TV5 Monde Asie : Très mauvaise nouvelle : Toyota confronté à la pire perte de son histoire. Mon dieu, on n'en croit pas ses oreilles, le constructeur japonais numéro 1 mondial du secteur a perdu 4,4 milliards de dollars sur l'année fiscale close fin mars.

D'un seul coup on sent le monde s'écrouler autour de nous, on se demande ce qu'on va devenir, serait-ce la fin du monde annoncée ?

Il me faudra lire la dépêche AP du 8 mai pour m'en remettre, en effet, elle me rappellera que Toyota avait enregistré l'année précédente un bénéfice record d'un peu plus de 17 milliards de dollars. Ouf, quel soulagement, je me ressents revivre !

Plus sérieusement, c'est ainsi qu'ils s'y prennent pour tromper les travailleurs et faire en sorte qu'ils s'apitoient jusqu'au larmes sur le triste sort du capitalisme : après moi le déluge !

Mais au fait, où sont donc passées les dizaines et dizaines de millards de dollars engrangés lors des décennies précédentes ? Pour leur majeure partie, dans la poche des actionnaires qui ne sont pas des philanthropes. Qu'est-ce que vous croyez, la prise de risque en dormant mérite une valeur ajoutée bien plus grande que votre malheureuse sueur dépensée au cours du procès de production rémunérée à sa juste valeur, vous ne voudriez quand même pas vous enrichir sur notre dos, bande d'esclaves ignares !

Les travailleurs se laisseront embobiner par ce genre discours ou ne seront pas capables de faire la part des choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que le capitalisme repose sur le vol de leur force de travail et celle des générations passées.

Le doute n'est pas permis.

Le principal organisme américain de refinancement hypothécaire Fannie Mae, placé sous tutelle en septembre dernier, a annoncé vendredi qu'il avait demandé 19 milliards de dollars supplémentaires au Trésor à la suite d'une perte trimestrielle de 23,2 milliards, imputable à une augmentation de ses provisions pour créances douteuses.

La perte de 23,2 milliards subie sur la période de janvier à mars est à comparer avec une perte de 2,2 milliards un an plus tôt. Mais la perte atteignait 25,2 milliards au quatrième trimestre 2008.

Fannie Mae n'a pas exclu d'avoir encore besoin de recourir à nouveau à l'avenir à la facilité mise en place par le Trésor américain pour rester à flot. (Reuters 08.05)

Et vogue la galère... vers l'abîme !

Le déficit commercial de la France s'est creusé en mars à 4,884 milliards d'euros, après 4,124 milliards en février, selon les Douanes.

Sur les douze derniers mois, le déficit cumulé s'établit à 56,819 milliards d'euros, précise Bercy sur son site Internet. (07.05 La Tribune)

Patrons voyous récidivistes. Verdict : expropriation sans indemnité !

Carrefour risque 220.000 euros d'amendes après des infractions relevées dans six magasins, affirme vendredi *Le Parisien/ Aujourd'hui en France*.

Le journal cite par exemple des problèmes de manque de traçabilité de la viande, de dates limites de consommation dépassées ou de produits surgelés à température ambiante. L'inspection du travail et la répression des fraudes auraient relevé plus de 2.500 entorses à la loi, d'après le journal. (Lepoint.fr 08.05)

La CES en première ligne du combat contre la classe ouvrière.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient refusé de siéger au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement au sommet européen pour l'emploi organisé jeudi 7 mai à Prague, pour ne pas susciter d'attentes inutiles dans la lutte contre la montée du chômage. (Quelle généreuse et cynique attention ! - Lutte de classe)

La rencontre réunissait les syndicats, le patronat, la Commission européenne, les présidences tournantes tchèque, suédoise et espagnole.

Elle devait permettre un large accord sur une déclaration finale où sont listées dix 'actions concrètes'. Comme : 'encourager l'esprit d'entreprise et la création d'emplois', 'accroître de manière significative le nombre d'apprentissages et de formations de haute qualité' ou 'aider les chômeurs et les jeunes à créer leur entreprise'. (Tout un programme, dont celui de Sarkozy ! - Lutte de classe)

Le texte suggère aussi 'd'ajuster temporairement le temps de travail' pour faire face à la récession. (la généralisation du chômage partiel - lutte de classe) Mais, au contraire du patronat, la Confédération européenne des syndicats (CES) n'a pas souscrit à la déclaration, en dénonçant un catalogue 'très général' et 'insuffisant'. (LeMonde.fr 08.05) (Les patrons sont servis, merci pour eux, mais la CES en redemande : corporatiste et réactionnaire - Lutte de classe)

Le 10 mai

Un mot personnel.

Deux de mes petites nièces sont en vacances chez nous depuis une semaine, c'est les vacances scolaires ici, le mois le plus chaud de l'année, du coup je ne peux plus travailler normalement, car en raison de l'humidité la télé est placée dans la même pièce que l'ordinateur à deux mètres de ma table de travail, ce qui m'empêche de me concentrer, le reste du temps toutes les cinq minutes elles m'interrompent, pire, à 15h tapante et jusqu'à 17h je dois les accompagner à la baignade (la mer est à moins de 40 mètres) et les surveiller. Mon boulot est haché, c'est le bordel indien !

Je devrais peut-être en profiter pour me reposer un peu mais ce n'est pas dans mes habitudes. Déja que je ne suis pas un intellectuel, quand je suis crevé j'ai encore plus de mal à rassembler mes idées ou à les creuser, et c'est le cas en ce moment. On fait ce qu'on peut et je n'ai jamais prétendu faire autre chose. Les articles annoncés ne seront prêts que dans quelques jours.

J'ai oublié de vous dire que depuis le 29 avril j'étais grand-père d'une charmante petite-fille nommée Cassie, sans doute un prénom réunionnais.

Faisons un peu de politique.

J'ai relevé cette citation dans le dernier numéro de Révolution socialiste du Groupe bolchevik :

"De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'État ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. (Trotsky, « Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir », 1935, Le Mouvement communiste en France, Minuit, p. 487)"

Dans les années 70-80, l'OCI-PCI et la LCR n'avaient pas de programmes (minimum) réprenant les revendications démocratiques bourgeoises de la classe ouvrière. En 2009, le POI et le NPA interviennent de fait dans la lutte de classes sans "*une orientation générale*", sans qu'apparaisse l'objectif d'en finir avec le capitalisme, encore moins l'objectif politique qu'il faudra impérativement atteindre au préalable, la liquidation des institutions de la Ve République.

Je me suis demandé pourquoi aucun parti n'avançait la nécessité de renverser Sarkozy et d'abattre les institutions, pourquoi systématiquement ils évacuent tout mot d'ordre politique, toute orientation politique, et qu'ils fuient comme la peste toute référence au marxisme et au socialisme.

Qu'est-ce que s'imaginent leurs dirigeants, que le mouvement ouvrier pourrait accomplir un jour ses tâches politiques sans renouer avec le socialisme et le marxisme ? Un leurre, une illusion, une mystification, au choix.

Qu'ils le veuillent ou non, les quatre Internationales dont s'était dotée la classe ouvrière entre 1864 et 1940 étaient basées sur le socialisme et le marxisme, et si Bakounine a été éjecté par Marx et Engels de l'Association internationale des travailleurs, c'était avant tout parce les anarchistes étaient farouchement opposés à la conception socialiste du combat contre l'Etat bourgeois pour un Etat ouvrier et la nécessité d'organiser la classe ouvrière dans un parti afin qu'elle puisse vaincre la bourgeoisie.

En 1887 Engels pouvait écrire que le mouvement ouvrier avait été conquis par le socialisme et qu'il lui servait de guide pour se contruire. Depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, le réformisme s'est emparé de la direction du mouvement ouvrier pour le conduire à l'abattoir de la Première guerre mondiale, puis le stalinisme a rempli le même rôle cynique en le conduisant à la boucherie de la Seconde guerre mondiale. Ensemble ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde, qui sous le poids des défaites à répétition finira par dégénérer au point d'abandonner à son tour le marxisme et le socialisme.

C'est l'ensemble de la conception du combat contre la bourgeoisie qui a ainsi dégénéré au fur et à mesure que s'éloignait l'objectif de la révolution prolétarienne jusqu'au point d'abandonner ce moyen (cette voie) pour s'emparer du pouvoir.

Le combat classe contre classe du début du XXe a cédé la place dans les états-majors des syndicats à la colloration de classes systématique sous couvert de négociations avec le patronat et l'Etat bourgeois, tandis que la participation des syndicats à des organismes tripartites achevait de subordonner la classe ouvrière au capitalisme en se servant de l'aspiration légitime du prolétariat à bénéficier d'une protection sociale à la fois contre les alléas de le vie et contre les méfaits du capitalisme.

Les uns et les autres justifièrent leur soumission au stalinisme (Mandel) ou au réformisme (Lambert) en les camouflant sous des relents de trotskisme coupés de la réalité des masses.

On retrouve le même mécanisme à travers le POI et le NPA, mais inversé : ce n'est plus le trotskisme qui est mis en avant pour camoufler leur capitulation devant le stalinisme ou le réformisme, à la faveur de la décomposition du PCF et du PS, ils avancent ouvertement sur le terrain du réformisme ni l'un ni l'autre ne proposant à la classe ouvrière la moindre issue politique.

En février 1917, la classe ouvrière russe s'était mobilisée sur des mots d'ordre simple : la paix, le pain, à bas l'autocratie, à bas le tsar !

En liant le combat pour la paix au renversement du régime autocratique, il était parfaitement clair que ni les bolcheviks ni la classe ouvrière ni la paysannerie pauvre (sous l'uniforme) ne réclamaient de Nicolas II qu'il réalise la paix, mais au contraire qu'il fallait le renverser pour que la paix soit enfin signée. Le gouvernement de front populaire de février 17 en étant incapable, les classes exploitées le renverseront à son tour et porteront au pouvoir le parti bolchevik qui signera cette paix.

Pourquoi ne pas lier l'interdiction des licenciements au renversement de Sarkozy et des institutions ? Il est parfaitement clair que Sarkozy n'interdira jamais les licenciements, et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire prendra cette mesure.

La proposition de marche unie sur Paris ne pourrait avoir une valeur éducative pour la classe ouvrière et un contenu révolutionnaire qu'à partir du moment où elle aurait une orientation politique, où elle serait liée à la nécessité de renverser Sarkozy et les institutions.

Dans le cas contraire, on ne peut pas imaginer qu'une simple manifestation serait suffisante ni pour chasser Sarkozy - encore moins pour porter un coup décisive aux institutions, compte tenu du rapport actuel entre les masses et le POI et le NPA.

Les camarades de la tendance Claire du NPA pensent qu'elle pourrait constituer une étape vers la grève générale. Pourquoi pas, mais lorsqu'on examine le contenu qu'elle devrait avoir selon eux, on s'aperçoit qu'il n'y figure aucune orientation politique, la grève générale devrait servir uniquement à satisfaire des revendications d'ordre alimentaire, ils sont donc alignés sur la direction du NPA.

C'est apparemment en pure perte que l'on dit et répéte que la grève générale ne se décrète pas. Ils veulent généraliser les luttes, c'est déjà plus sérieux, encore faut-il leur donner un contenu correct... et politique ! Généraliser les luttes sur quelle base, dans quelle perspective, quel objectif, par quels moyens ? Quel est l'état d'esprit des masses ? Quel est leur niveau de conscience politique ?

Si les masses sont encore incapables de relier leurs revendications à l'objectif de renverser Sarkozy, il faut commencer par mener le combat en direction de la classe ouvrière pour que son état d'esprit progresse dans cette perspective. Il faut impérativement qu'elle ait conscience qu'elle n'a rien à attendre de Sarkozy et son gouvernement, c'est le niveau élémentaire indispensable pour entrevoir sérieusement une mobilisation de masse de la classe ouvrière, pour qu'une fois acquis ce niveau de conscience politique elle réussisse à se saisir de cet objectif et qu'elle se mobilise pour lui donner une expression concrète. C'est seulement à partir de ce moment-là, lorsque la classe aura effectué elle-même les trois quart du chemin la conduisant à poser la question du pouvoir (plus ou moins consciemment), que le mot d'ordre de grève générale prendra tout son sens, pas avant, car elle serait alors dans l'impossibilité d'en saisir la portée, de se constituer en organismes politiques indépendants et de ce fait d'en prendre le contrôle, d'en faire un des maillons de son combat sur la voie de la prise du pouvoir et de la formation de son propre gouvernement, la grève générale se terminerait par des accords avec le gouvernement comme en 36 ou 68, ce qui n'est pas notre objectif.

Je ne suis pas sur le terrain pour évaluer avec précision la situation et de plus je suis relativement isolé. Je me demande sur les 1824 grandes entreprises qui existent en France, dans combien d'entre elles y a-t-il aujourd'hui des conflits sociaux, des grèves,

idem dans les moyennes entreprises ? Quel est le contenu précis des revendications avancées par les travailleurs ? On ne peut pas parler sérieusement de grève générale si on est incapable de répondre à ces questions.

La révolution ou la grève générale ne sont que des voeux pieux en l'absence de la mobilisation des masses et de l'élévation de son niveau de conscience politique, les deux étant inséparables.

(A suivre)

Formation.

Le Groupe bolchevik organise des journées d'études à Paris les 4 & 5 juillet prochain sur deux thèmes : la crise capitaliste et Marx ou Keynes ?. Pour en savoir plus : groupe.bolchevik@free.fr.

Quelques dépêches.

Quatre millions de chômeurs, huit millions de pauvres : la "fierté" de Sarkozy !

La talonnette a déclaré dans un entretien au journal dominical allemand *Bild am Sonntag* : "*pour l'instant, je suis plutôt fier de tout ce que nous avons réussi à accomplir*". (AP 09.05)

Un mammouth de 72 ans en quête de ministère.

Cette fois, c'est officiel: l'ancien ministre socialiste Claude Allègre (il n'es plus au PS depuis janvier 2008) s'est déclaré prêt à devenir ministre de Nicolas Sarkozy mais "*dans un domaine précis*", soulignant son intérêt pour un "*ministère du Commerce international et de l'Industrie*", dans un entretien publié samedi dans *Le Journal du Dimanche*. (Libération.fr et AFP 09.05)

Le 12 mai

La fréquentation du site a fortement diminué depuis le début du mois pour revenir à son niveau de croisière. Les hausses correspondent à l'actualité sociale, aux journées d'action, aux élections, comme si quelque chose de particulier pouvait se passer à ces occasions.

J'ai l'impression que la plupart des militants qui se connectent sur le site sont des déçus du POI, NPA ou LO qui sont impatients d'en découdre, alors qu'il leur faudra encore patienter quelque temps encore, dans son hypothèse la plus pessimiste Trotsky nous invitait à patienter pendant... un siècle ou plus, je ne déconne pas, c'était entre 1938 et 1940 (Défense du marxisme).

Le site Lutte de classe n'a rien à voir avec le gauchisme, cette *maladie du communisme* mal compris. On prône la révolution socialiste pour changer le monde, mais pas dans n'importe quelles conditions. Que tous les partis démontrent quotidiennement qu'ils ont abandonné cette voie, c'est une chose, maintenant que l'on soit à cran et qu'on supporte de plus en plus mal la survie du capitalisme et le retard de la révolution mondiale ne doit pas nous aveugler et nous faire dire ou nous faire faire n'importe quoi.

Je ne veux donner de leçons à personne, ce n'est pas mon genre, je reprends la méthode des marxistes qui s'adressaient à l'intelligence des militants, partant du principe que chacun est capable de comprendre l'évolution des différents facteurs et rapports qui constituent la situation.

De la même manière, je n'ai jamais voulu entretenir chez les militants la moindre illusion dans l'issue de la crise du capitalisme.

Dans *Où va la France ?* en 36, Trotsky écrivait :

"*Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.*".

Selon l'analyse des facteurs objectifs et subjectifs, nous sommes dans une de ces situations "transitoires" "entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire". La question est donc de savoir quel facteur fait défaut ou n'est pas

encore mûr pour passer de l'une à l'autre. Il ne suffit pas d'écrire dans un journal (IO) que la situation serait pré-révolutionnaire pour que les militants partagent aveuglément cette analyse, surtout quand on ne leur précise pas sur le développement de quels facteurs repose une situation pré-révolutionnaire, il faut le prouver à l'aide de faits concrets et vérifiables. C'est terminé le temps où les dirigeants pouvaient raconter n'importe quoi aux militants, par le biais d'Internet chaque militant peut s'exprimer et contredire les analyses arbitraires et foireuses des dirigeants quand c'est nécessaire.

Dans *La Révolution française a commencé*, Trotsky écrira le 9 juin 1936 :

"*Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.*"

En comparant la situation décrite par Trotsky dans la première partie de ce passage avec la situation que nous connaissons, on aurait envie de dire que si nous ne sommes pas encore entrés dans une situation révolutionnaire, on serait au moins dans une situation pré-révolutionnaire, où tous les ingrédients d'une crise révolutionnaire seraient en train de se mettre en place, on pourrait l'admettre hormis la crise politique puisque Sarkozy dispose d'une majorité absolue au Parlement et qu'on ne voit pas très bien actuellement ce qui pourrait le conduire à dissoudre l'Assemblée nationale. Alors que les autres facteurs objectifs cités sont bien présents aujourd'hui. Quant au changement subjectif dont parlait Lénine, on en est encore très éloigné semble-t-il, et si aucun changement n'intervenait sur ce plan, effectivement Sarkozy pourrait être réélu, c'est ce qu'indiquait d'ailleurs un récent sondage. Il manquait dans la démonstration de Trotsky le facteur décisif dans cette période déterminée : le niveau de dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière qui la pousse à passer à l'action, on y viendra plus loin.

Je comprends que les militants se sentent désarmés face à la situation, puisque personne ne veut se donner la peine de l'analyser avec suffisamment de précision pour qu'ils puissent la saisir dans sa totalité. J'ai retardé la publication de mon dernier article car j'essaie de rassembler les éléments les plus importants qui devraient combler cette lacune.

Vous me forcez à en dire encore deux mots. Vous avez lu comme moi qu'il y avait plus de 8 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles. Un travailleur est pauvre avec un salaire net de 880 euros, en couple avec 1760 euros, sa situation n'est déjà plus tout à fait la même. Un travailleur seul qui paie 400 euros de loyer et perçoit un salaire de 880 euros, ne va pas s'en sortir, il percevra peut-être des allocations logements. Un couple avec 1760 euros et le même loyer pourra prendre son mal en patience et se faire une raison. Il faut regarder la réalité en face au lieu de lui faire dire ce que l'on voudrait pour justifier nos positions politiques.

Mes parents étaient pauvres, ils se sont privés toute leur vie, et s'ils s'en sont toujours sortis c'était uniquement parce que nous étions logés gratuitement par un de mes oncles. Mon épouse Magueswary perçoit une allocation d'handicapé de 656 euros, c'est misérable n'est-ce pas, mais la mairie lui a mis à disposition un logement social (un petit studio) pour 40 euros par mois seulement, elle est habituée à dépenser peu, la mairie lui a versé 600 euros pour se meubler, une association lui a fourni une télévision, etc., du coup, en moins d'un an, elle a réussi à économiser le prix de son billet d'avion, 720 euros, elle est arrivée à Pondichéry avec 1500 euros qu'elles avaient trouvé le moyen d'économiser, plus sa valise remplie de bouffe et de cadeaux, j'en étais médusé. Demandez-lui ce qu'elle pense de sa vie en France : elle ne vous dira pas qu'elle a une vie de merde, mais "elle n'est pas belle la vie", normal pour quelqu'un qui survit avec deux prothèses cardiaques, cependant quand on pense qu'elle est classée parmi les 8 millions de pauvres en France, cela donne forcément à réfléchir. Si je prenais au premier degré les données qu'on nous fournit sans me donner la peine de réfléchir, mon analyse de la situation serait différente et erronée.

Quand j'étais allé à Toulouse en 2002, mon ex-épouse m'avait expliqué qu'on vivait mieux avec un salaire de 1.000 euros par mois qu'avec 1.500 ou 1.700, pour la bonne raison qu'on recevait des aides de partout. Sur le coup, je me suis dit qu'elle était devenue folle, bien qu'elle était dans ce cas-là, maintenant je comprends mieux ce qu'elle voulait dire par là. On est pauvre, mais temps qu'on peut s'en sortir, on se fout finalement par quel moyen, on ne se pose même plus la question de savoir si on le sera toujours, c'est notre sort, point barre. Combien de travailleurs vivent et pensent de la sorte ?

Un autre facteur objectif doit nous faire réfléchir : on nous dit que la crise du capitalisme est la plus gigantesque depuis 1930, bon, mais contrairement à cette époque, ils se sont serrés les coudes au niveau mondial pour éviter qu'une situation révolutionnaire surgisse quelque part dans le monde, ils ont aligné au total pas loin de 10.000 milliards de dollars pour sauver leur système économique, ils ont doté le FMI d'un fond de 750 milliards de dollars pour venir en aide aux économies les plus fragile (Islande, Mexique, Ukraine, etc.), dernièrement ce sont treize pays d'Asie du Sud et de l'Est qui se sont dotés d'un fonds d'urgence de 120 milliards de dollars avec le même objectif, résultat : aucune explosion sociale ne s'est produite à ce jour depuis un an, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en aura pas, mais ils auront mis le paquet pour éviter qu'une telle situation se produise

et ne montre l'exemple à suivre au prolétariat des autres pays. Ils ont réussi à faire en sorte qu'une situation non-révolutionnaire qui pouvait se transformer à tout moment en situation pré-révolutionnaire ne voit le jour. Ils ont certes bénéficier de la complicité des appareils pourris du mouvement ouvrier, mais ils sont parvenus à leur fin, c'est la seule chose que je retiens.

Un autre facteur déterminant mérite notre attention : parmi les régimes déjà fragilisés par la crise rampante du capitalisme, combien ont-ils dû affronter une grave crise politique du fait de la crise actuelle ? Dans combien de pays les partis au pouvoir se sont-ils déchirés au point d'entraîner la chute du gouvernement, combien de présidents ont-ils dû démissionner, combien de parlements ont-ils été dissouts ? A part l'Islande (300.000 habitants) et la Thaïlande, je ne vois pas. Un pays a-t-il claqué la porte de l'Union européenne ? Aucun, au contraire, ils se sont précipités au portillon pour y adhérer ! (Islande, Georgie, Ukraine, Suède, etc.).

Prenons un dernier facteur : A quel moment un mouvement social aurait-il pu inquiéter le pouvoir en place ? Où la mobilisation pour les revendications a-t-elle été associée à la nécessité de renverser le régime et les institutions en place ? Nulle part ! Quel parti propose une issue politique aux masses ? Aucun. Dans quel pays le chômage de masse a-t-il pris une telle proportion qu'il pourrait constituer une réelle menance pour le régime en place ? Aucun. Face au G20, à l'internationale des capitalistes, vous avez entendu parler de l'existence d'une Internationale ouvrière ? A aucun moment. Alors arrêtons de nous raconter des histoires.

On voudrait nous tenir en haleine avec la perspective de la grève générale. Bien, mais en tenant compte de tout ce qui vient d'être dit, s'il vous plaît. Voilà de quelle manière Trotsky posait cette question dans *Où va la France ?* (1936) :

"*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.*"

"*Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels tels que l'abolition des décrets-lois bonapartistes et du service militaire de deux ans trouveront, assurément, dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont absolument insuffisants. Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir.*"

Vous constaterez qu'à chaque étape de la mobilisation des masses, Trotsky considérait qu'il était impératif de poser la question du pouvoir, ce que ne fait aujourd'hui aucun parti ouvrier.

"*La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti.*"

"*Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, a leur autonomie.*"

Dans *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)* (1920), Lénine écrira :

"*La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut: premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.*"

Je ne crois pas plus aux miracles qu'aux recettes toutes prêtes pour mobiliser les masses ou encore qu'il existerait un raccourci

pour contruire le parti, préparer les masses aux tâches qu'elles devront accomplir.

L'idéologie bourgeoise a façonné l'état d'esprit des masses au cours du XIXe et XXe siècle, il faudra donc davantage que des mots d'ordre partiel pour qu'elles rompent avec le capitalisme et les institutions politiques à son service... (A suivre)

Quelques dépêches.

Elections européennes.

Depuis la première élection en 1979 au suffrage universel direct du Parlement européen, l'abstention n'a fait que croître inexorablement : 37 % en 1979, 39 % en 1984, 41,5 % en 1989, 43,2 % en 1994, 50,6 % en 1999 et 54,3 % en 2004.

Explication d'Alain Lamassoure, député européen sortant UMP : il est difficile de se mobiliser pour une élection « qui n'aura que peu d'influence sur le gouvernement de l'Union qu'est la Commission ». Donc l'essentiel, le pouvoir est ailleurs.

Lu dans un blog.libération.fr pro-union européenne qui apporte de l'eau à notre moulin :

"En effet, on sait déjà que Barroso, l'actuel président de la Commission européenne, sera reconduit dans ses fonctions. Car le choix du président de la Commission revient, en réalité, au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui doit simplement tenir « compte du résultat des élections », en clair choisir une personnalité issue du principal groupe politique. Or, les Vingt-sept chefs d'Etat soutiennent Barroso, y compris les Etats gouvernés par des socialistes et, selon toute vraisemblance, le PPE (parti populaire européen, conservateur) devrait rester le premier groupe de l'Assemblée. Et celui-ci soutient aussi la reconduction de Barroso… La messe est donc dite, à tel point que les socialistes européens ont renoncé à lui opposer un candidat. De même, on sait que les vingt-six autres commissaires seront discrétionnairement choisis par chaque gouvernement, sans tenir aucun compte du résultat des élections européennes : chacun enverra à Bruxelles un homme ou une femme de sa couleur politique, point.

On peut dès lors se demander s'il était bien nécessaire de faire élire au suffrage universel direct le Parlement européen : en déséquilibrant une construction qui a été pensée dès l'origine comme une union d'États et dont la légitimité démocratique s'exerçait uniquement au second degré, cette innovation a sans doute concouru à renforcer le sentiment que l'Union souffrait d'un grave déficit démocratique."

Deux remarques :

1- c'est bien le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui détient le pouvoir au sein de l'UE, pouvoir qui leur est accordé de par leur constitution respective ;

2- l'UE fonctionne depuis sa création comme un conseil d'administration mis en place par un cartel de banquiers et de capitalistes pour leurs intérêts propres, elle ne peut donc pas être légitime.

Lang au secours de Sarkozy.

Jack Lang a estimé que le gouvernement "a été un fauteur de troubles par une succession de maladresses, de paroles blessantes, par un comportement permanent qui était le contraire de la concertation et du respect". "La communauté des professeurs, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, a le sentiment d'être abandonnée", a-t-il souligné.

Dans ce contexte, "un changement d'équipe ministérielle peut contribuer parfois (...) à calmer, instaurer un climat de sérénité et de dialogue", a poursuivi Jack Lang.

Pour Lang, ce n'est pas la politique réactionnaire de Sarkozy qui est à l'origine de la mobilisation dans l'ensemble de l'Education nationale contre le gouvernement, mais des "maladresses", le manque de "concertation", de "dialogue", de collaboration de classes quoi.

Il a manifesté la même inquiétude que Sarkozy lors de l'émission "Dimanche soir politique" France-Inter/Le Monde/i>Télé : "On n'a jamais vu un conflit aussi long, aussi profond, aussi durable, associant toutes les catégories de professeurs de toutes origines, de droite, de gauche, du centre".

Etre au côté ou contre Sarkozy, c'est "secondaire" ou quand l'argent n'a pas d'odeur.

Par ailleurs, il a réaffirmé son intention de voter mardi pour la loi Création et Internet : "Cette loi n'est pas parfaite", mais elle contient un "engagement de la Nation et de l'Etat de protéger les droits des artistes" qui "ne vivent pas seulement d'amour et

d'eau fraîche". Selon lui, "que ce soit présenté par Sarkozy, Du machin ou Du schnock, c'est secondaire". (AP 10.05)

Une façon comme une autre de nier la lutte des classes... au profit de la classe dominante tout de même !

Kouchner en famille.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a finalement annoncé qu'il soutiendrait l'UMP aux élections européennes du 7 juin, après avoir expliqué qu'il attendrait de voir les programmes pour se prononcer.

"Je sers la politique étrangère du président de la République, que j'estime nécessaire pour la France. (...) C'est la conception de l'Europe que j'ai toujours défendue et dont j'espère toujours qu'elle dépassera les clivages nationaux et les logiques partisanes", écrit-il.

"C'est la conception du gouvernement auquel j'appartiens, celle dont s'inspire le programme présenté par Michel Barnier aux Français. C'est naturellement celle que je soutiens aujourd'hui et que je soutiendrai le 7 juin", dit-il. (Reuters 11.05)

Fillon, en déplacement en Slovénie, s'est empressé de manifester sa satisfaction en disant qu'il était "très heureux" du choix de la vermine Kouchner. La tête de liste UMP Barnier a précisé qu'il retrouverait "beaucoup d'idées qui sont les siennes" dans le programme électoral de l'UMP, on n'en a jamais douté. Pour Juppé "il me semble que ça va de soi", une simple histoire de vases communiquants.(Reuters 11.05)

La décadence d'un système économique basé sur le profit.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde annonce dans "Le Monde" daté de mardi que "34.000 postes seront supprimés dans la Fonction publique" en 2010, par non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite. (AP 11.05)

Caterpillar : voilà à quoi aboutit la collaboration de classes.

La direction de Caterpillar a décidé de maintenir à 733 le nombre de licenciements de son plan social concernant les sites isérois de Grenoble et Echirolles faute d'accord sur l'aménagement du temps de travail.

La direction de l'entreprise déplore "l'attitude d'obstruction et de blocage" des membres du CE qui ont refusé de se prononcer sur le plan social d'entreprise ainsi que sur la mise au vote de la proposition de la direction de prolonger la période de volontariat et d'en faire profiter les salariés ayant des dossiers recevables en cours".

Les syndicats paraissaient quant à eux désarmés face à cette annonce de leur direction.

"On va voir comment on peut réagir sur le plan juridique", a dit à Reuters Nicolas Benoit, délégué CGT, qui craint que "pour la direction, cette décision soit ferme et définitive".

"La direction sera la seule responsable de ce plan de licenciement de 733 personnes. En trois mois elle n'a pas avancé d'un seul pas , il n'y a eu aucune avancées", a-t-il regretté. (Reuters 11.05)

Les syndicats "désarmés" ? Ne faudrait-il pas convoquer l'ensemble des travailleurs de Caterpillar et leur proposer la grève illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève jusqu'au retrait des 733 licenciements ? Ne faudrait-il pas appeler l'ensemble des travailleurs dans le pays confrontés à la même situation à les imiter ?

PIB en France : peut encore faire pire.

La production industrielle de la France a rechuté en mars avec un repli de 1,4% qui porte sa baisse à 6,9% sur l'ensemble du premier trimestre, selon les données CVS-CJO publiées par l'Insee.

Sur la période janvier-mars, la production industrielle dans son ensemble chute de 15,5% par rapport aux trois mêmes mois de 2008. Pour l'industrie manufacturière, ces chiffres sont de -8,3% et -17,8% respectivement, laissant présager une forte contraction du produit intérieur brut dont les chiffres seront présentés vendredi.

Au quatrième trimestre 2008, la production manufacturière avait chuté de 7,6% par rapport aux trois mois précédents. (Reuters 11.05)

Du noir au rose, une illusion d'optique à court terme ?

"Il ne faut pas se tromper, on a bien une amélioration du climat des affaires comme le montrent toutes les enquêtes mais l'activité continuera de se contracter au deuxième trimestre. Il faut se remettre face à une réalité qui est quand même moins rose que ce que les marchés ont intégré un peu rapidement", dit Olivier Gasnier, de la Société générale, en faisant allusion au rebond des Bourses ces dernières semaines.

Les enquêtes réalisées auprès des industriels par l'Insee, la Banque de France et l'institut privé Markit (indices PMI) ont montré une amélioration des perspectives de production ces prochains mois, ne serait-ce parce que le brutal mouvement de déstockage entrepris à l'automne touche à sa fin.

"Les chiffres de la production ne pourront que s'améliorer dans le temps, même s'ils restent en contraction," veut croire Joost Beaumont, économiste chez Fortis.(Reuters 11.05)

PIB en Italie : peut encore faire pire.

La production industrielle italienne a baissé beaucoup plus que prévu en mars, qui marque le onzième recul consécutif de cet indicateur, selon des données communiquées par Istat

En données corrigées des variations saisonnières, la production industrielle reculé de 4,6% en mars par rapport au mois précédent alors que la baisse du mois de février a été révisée à -4,6%.

En rythme annuel, le glissement de la production industrielle ajusté aux variations saisonnières ressort à -23,8%, soit la baisse la plus marquée depuis le lancement de cette série statistique en 1990. (Reuters 11.05

Déficit budgétaire de l'Allemagne : peut encore faire pire.

Le déficit budgétaire de l'Allemagne atteindra environ 6% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, ce qui pourrait conduire la Commission européenne à déclencher une procédure disciplinaire, déclare la Bundesbank.

La banque centrale allemande ajoute que le ratio dette publique/PIB du pays pourrait atteindre 80% d'ici deux ans en raison de la baisse des recettes fiscales et de la hausse des dépenses provoquée par la lutte contre la récession.

Selon les prévisions de la Commission, quatre pays seulement sur les 27 membres de l'Union devraient contenir leur déficit budgétaire sous la barre des 3% en 2010.

La Buba appelle le gouvernement à prendre des mesures pour contenir le déficit dès que le pire de la crise économique sera passé. Elle estime que de nouvelles dépenses n'auraient pour effet que de faire augmenter le taux d'épargne des ménages.

Celui-ci a atteint l'an dernier son plus haut niveau depuis 15 ans à 11,5% du revenu disponible, alors que la moyenne de la zone euro est légèrement inférieure à 9%, selon les statistiques de la Buba. (Reuters 11.05)

Etats-Unis.

Comment la crise va enrichir les banquiers.

Le déficit pourrait atteindre 1.840 milliards de dollars (1.354 milliards d'euros) d'ici à la fin de l'année fiscale en cours, en septembre, en hausse de 89 milliards de dollars (65,5 milliards d'euros). Le gouvernement emprunterait 46% des sommes dont il a besoin pour mener à bien le projet de budget du président.

Pour 2010, le déficit budgétaire est désormais attendu à 1.260 milliards de dollars, soit 87 milliards supplémentaires.

Le déficit cumulé 2010-2014 devrait représenter 3.790 milliards de dollars, soit 4,8% du PIB, a aussi indiqué la Maison blanche. (Reuters 11 et AP 12.05)

Le 13 mai

C'est jour férié aujourd'hui pour cause d'élections législatives au Tamil Nadu (60 millions d'habitants). Depuis trois jours déjà tous les débits d'alcool sont fermés, et les restaurants et les hôtels ont interdiction de vendre de l'alccol, cette mesure s'étendra aux trois jours qui suivront les élections. Pourquoi ? Pour éviter les violences dues à la consommation d'alcool.

Je ne vous ai pas parlé de ces élections car à mon avis elles ne présentent aucun intérêt. Le 1er mai je suis sorti, j'ai pu observer dans les rues des groupes munis de drapeaux, parmi eux notamment, le Parti du Congrès et le BJP, tous les deux des partis bourgeois associés aux syndicats ouvriers... Voilà pour le niveau de la lutte des classes en Inde. J'ai franchement mieux à faire.

Vous trouverez plus loin la suite des causeries des jours derniers sur la situation en France, la question de la grève générale et du pouvoir. Je crois qu'en dehors d'un point ou deux, ces causeries constituent les différentes parties de l'article que j'avais envisagé d'écrire. Il faudrait y ajouter la question des syndicats et du syndicalisme, la question du parti, l'intervention dans la lutte de classe.

Juste un mot sur la crise du capitalisme, un complèment qui m'est venu à l'esprit hier peu de temps après avoir actualiser le site.

Ils ont réparti les conséquences de la crise sur le prolétariat mondial contrairement aux années 30, d'où les effets moindres pour le moment dans les pays où le capitalisme est le plus développé. J'ai lu que dans les pays qui avaient connu des émeutes de la faim il y a un an environ, les prix des aliments de base (principalement les céréales) n'avaient pratiquement pas baissé, alors que les cours mondiaux avaient chuté de 20 à 40%.

Le prix du baril de pétrole est repassé au-dessus des 60 dollars, s'il continuait à monter il pourrait alimenter l'inflation et entraîner une hausse générale des prix qui serait catastrophique pour les millions de travailleurs déjà durement frappés par la crise. L'inflation serait certes une mauvaise nouvelle pour la classe ouvrière, d'un autre côté, elle se traduirait pas une agravation de la situation économique du fait de l'incapacité des travailleurs à débourser plus alors qu'ils se serrent déjà la ceinture, cela pourrait favoriser la radicalisation des masses. On est à l'affût de tout indice qui pourrait nourrir la colère des masses et conduire leur état d'esprit à basculer.

Un jour on nous dit que la récession régresse, un jour on nous explique le contraire, donc difficile d'y voir clair. La production et la consommation repartent dans certains pays nous dit-on, en même temps on nous dit que bon nombre d'entreprises sont sur le point d'avoir liquider leurs stocks, donc il faut produire à nouveau, rien de neuf sous le soleil. (A suivre)

La propriété, un droit : pour qui ?

L'Assemblée a adopté mardi en nouvelle lecture, par 296 voix contre 233, le projet de loi protection des droits sur internet, qui prévoit de sanctionner le téléchargement illégal par une coupure de l'accès internet en cas de récidive. Le texte doit être définitivement adopté mercredi par le Parlement lors d'une vote ultime au Sénat.

"Quand bien même l'accès à internet serait un droit fondamental, il devra toujours se concilier avec d'autres droits fondamentaux et le respect de la propriété en fait partie", a déclaré l'UMP Philippe Gosselin pour défendre le vote en faveur du texte de la ministre de la Culture Christine Albanel. (Lepoint.fr 12.05)

Qu'en régime capitaliste les artistes ne puissent vivre que de la vente de leur production comme tout travailleur qui ne vit que de la vente de sa force de travail, est un fait. Que les droits d'auteur des artistes soient protégés par le législateur en est la conséquence logique pour leur permettre de vivre de leur travail.

S'agissant de la propriété prise au sens général qui s'assimile ici à la propriété privée des moyens de production, elle est l'antithèse de la propriété collective, et elle n'est un "droit fondamental" que pour la classe des exploiteurs.

A travers ce projet de loi répressif et réactionnaire, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois à la jeunesse principalement. Qui plus est ce projet de loi est stupide.

Quand les magnétophones ont été commercialisés, ils ont expliqué que c'était la mort annoncée du disque, puis le disque survécu. Quand les magnétoscopes ont été commercialisés, ils ont expliqué que c'était la mort assurée des salles de cinéma, puis les salles de cinéma survécurent. Ils nous avaient déjà fait le coup quelques décennies plus tôt lors de la commercialisation à grande échelle de la télévision. Quand internet s'est développé à grande échelle, ils ont expliqué que cela en était fini de la presse écrite et la presse écrite survécue.

Bref, cette nouvelle loi scélérate anti-jeune ne va servir qu'à remplir les caisses de l'Etat.

Trois extraits de dépêches dont on peut relier les contenus parce qu'elles montrent la même orientation du gouvernement.

1- Entre 700 manifestants selon la police et un millier selon les organisateurs ont commencé à défiler mardi vers 11H00 dans les rues de Nancy, pour protester contre la réforme hospitalière alors que le président Nicolas Sarkozy tenait une réunion dans la ville. Les manifestants, qui s'étaient rassemblés à lappel de la CGT, devaient rejoindre un autre cortège de personnels soignants venus

de l'hôpital. Beaucoup d'entre eux critiquaient l'important quadrillage policier mis en place pour protéger la venue du président, le jugeant honteux, aberrant, inadmissible.

Deux lieux avaient été entièrement bloqués, l'hôpital au centre-ville, entouré d'une zone sécurisée de 300 à 400 mètres, et le gymnase où s'achèvera la visite présidentielle avec une conférence de presse. Tout ça pour un seul homme, je ne sais pas de quoi il a peur, a observé Pascal Debay, responsable fédéral et départemental CGT Santé en Meurthe-et-Moselle.Dans le cortège étaient hissés de nombreux drapeaux Sud solidaire, Sud PTT, NPA, Unef, ainsi que des drapeaux appelant à la démission de Nicolas Sarkozy... (Libération.fr et AFP 12.05)

2- Seize associations de défense des droits de l'homme ou caritatives dénoncent le "*mode de relation agressif*" du ministre de l'Immigration, Eric Besson, engagé dans de vives controverses sur le "*délit de solidarité.*"

Ces organisations, dont Emmaüs-France, le Secours catholique ou la Ligue des droits de l'homme, ont envoyé une lettre au ministre après ses échanges lundi avec la Cimade au sujet de l'aide aux étrangers placés dans les centres de rétention.

"*Le mode relation agressif que vous semblez vouloir instaurer avec les associations qui interviennent sur les questions de précarité nous paraît préoccupant*", écrivent-elles. (Reuters 12.05)

3- La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a ordonné mardi le maintien en détention de Julien Coupat, présenté comme le chef de la cellule soupçonnée de sabotages de caténaires SNCF, a-t-on appris de source judiciaire. (AP 12.05)

"*Six mois de détention - je ne comprends pas. C'est disproportionné, pour quelqu'un qui n'a aucun antécédent et pour des faits qui n'ont pas fait de blessés ni mis quiconque en danger...*" selon maître Eolas avocat au barreau de Paris. (lexpress.fr 12.05)

Le régime se crispe de plus en plus, il est de plus en plus isolé, fragilisé par la crise actuelle, il se réfugie dans le mépris ou la répression, sa marge de manoeuvre diminue au fil des mois comme une peau de chagrin, il perd les uns après les autres tous ses soutiens traditionnels, y compris ceux qui vivent à ses crochets, ce qui témoigne de l'ampleur du malaise qui agite les sommets de l'Etat.

Il n'est pas pour autant au bout du rouleau loin s'en faut, il lui reste encore notamment les dirigeants réactionnaires des syndicats comme soutien indéfectible.

L'impasse et la barbarie auxquelles le capitalisme a conduit l'humanité après avoir procédé à son développement, va faire réfléchir des gens qui n'étaient pas portés, encore moins habitués jusqu'à présent, à remettre en cause l'ordre existant. Maintenant, sachant que le socialisme est la seule alternative au capitalisme, il faudrait s'appliquer à expliquer à chacune de ces couches de la population qu'elles n'ont rien à perdre avec le socialisme mais tout à y gagner, afin qu'elles se rallient au combat de la classe ouvrière.

Ce n'est certainement pas en les flattant ou en leur faisant croire qu'elles pourraient s'en sortir individuellement sous le régime capitaliste pourrissant, qu'on les gagnera à notre combat. Ce n'est certainement pas en leur faisant croire que des réformes progressistes profitant à l'ensemble de la population pourraient encore voir le jour, qu'on les aidera à rompre avec le capitalisme.

Ceux, qui pour ne pas effrayer la petite bourgeoisie et les classes moyennes, ont bradé le programme de la révolution socialiste au profit de la défense de la démocratie, de la République, de la nation, ou d'une hypothétique meilleure répartition des richesses, en refusant de lier chaque revendication à la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, devraient se rendre compte qu'en agissant de la sorte, ils ont rendu un immense service au régime au lieu de le combattre et de l'affaiblir, ce que la simple observation des résultats auxquels ils sont parvenus démontre quotidiennement.

Ils se sont compromis honteusement pour rien, leur conciliation avec des valeurs qui ne sont pas les nôtres, les a empêchés finalement de pouvoir proposer une issue politique aux masses, et il ne pouvait pas en être autrement.

Pour qu'il y ait une révolution, nous ne dirons pas qu'il faut absolument que les masses soient gagnées au socialisme, mais il faut au moins qu'elles aient une petite idée de ce qui pourrait remplacer le capitalisme, c'est semble-t-il la moindre des choses. Il faut donc qu'elles aient commencé à rompre avec le capitalisme, qu'elles n'aient plus la moindre illusion dans le régime, dans le cas contraire il sera impossible de le renverser et de prendre le pouvoir.

Des pans entiers de la petite bourgeoisie et des classes moyennes peuvent être gagnées au socialisme, mais on ne peut pas les gagner au socialisme en défendant les valeurs de l'Etat bourgeois.

C'est ainsi que les épigones du marxisme ont remplacé Marx par Jaurès dans leur programme, envoyant un signe clair à la bourgeoisie qu'ils avaient cessé de combattre pour le socialisme.

"*Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme pour Jaurès démocrate était le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.*

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique." (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

On croirait ces lignes écrites pour le POI ! Au lieu de partir de "*la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique*" pour éduquer les masses et contruire le parti, il cherche à concilier les deux, comme Jaurès. Au lieu de conserver Marx et de faire venir la petite-bourgeoisie à Marx, le POI s'est placé sur le terrain de la petite-bourgeoisie en lui empruntant Jaurès, sans doute pour l'aider à s'en séparer !

Il n'y a pas cinquante manières de combattre pour la démocratie : dans la perspective d'un Etat ouvrier ou non. Dans le premier cas, on inscrit ce combat dans une perspective révolutionnaire en rupture avec les institutions en place, dans le second, on fait acte de soumission à ces institutions, à l'Etat bourgeois.

Ils feraient mieux de s'inspirer de Trotsky (Où va la France ?) :

"*Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place!*"

Tous les partis font exactement l'inverse, la preuve : ils ne leur proposent aucune issue politique, ils sont tétanisés à l'idée de devoir poser la question du pouvoir, excusez-moi de me répéter, il faut le marteler.

"*L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace*"

Trotsky faisait référence au front unique des partis ouvriers avec un parti bourgeois, le Parti radical, avec lequel il fallait rompre. En associant au front unique, le PS, le MRC, le PG, le PRG, les Verts qui sont des partis bourgeois, que fait d'autre le POI ? Les dirigeants du POI préfèrent s'encanailler avec des élus de ces partis que de se rallier des groupes de militants trotskistes et des centaines de militants inorganisés se réclamant du trotskisme, c'est parfaitement leur droit.

"*Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.*"

Quel gauchiste ce Trotsky !

L'heure est à la construction d'un parti communiste sur cette orientation politique.

Les uns et les autres passent leur temps à cultiver (ou faire naître) des illusions qu'ils voudraient inculquer aux masses, pire ils prétendent que ce sont les masses qui sont habitées par ces illusions, les masses arriérées politiquement assurément, nous, nous parlons de l'avant-garde de la classe ouvrière qui se dressent contre le régime. Ils entendent limiter leur combat à des revendications économiques ou sociales, par exemple le combat contre les licenciements, pour ne pas diviser la classe ouvrière ou l'effrayer ils se refusent à avancer le mot d'ordre d'expropriation des capitalistes, de la même manière qu'ils se refusent à leur proposer une issue politique, à leur expliquer qu'il faut chasser Sarkozy et liquider les institutions et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourra interdire les licenciements.

Vous vous dites qu'ils ont raison et que cela a permis d'obtenir des résultats, lesquels ? En vérité, aucun, absolument aucun : 1- ils n'ont pas davantage pu éviter les licenciements : 2- ils n'ont pas permis à la conscience des masses de progresser d'un millimètre , 3- en l'absence d'une issue politique ils n'ont pas pu recruter à leur parti sur une base correcte. Trotsky leur aurait infligé une correction (id) :

""*Dans la période présente -remarque inopinément la résolution- (du PC - Lutte de classe), la lutte économique nécessite de la*

part des ouvriers de lourds sacrifices." Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus.

Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire."

Je propose une réponse à la question posée par Trotsky : "*Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?*" Pardi Léon, en ne proposant aucune issue politique à la classe ouvrière !

"*L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :*

"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice -les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons nous, est claire. D'un côté le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme."

Les partisans d'un plan de relance en faveur des travailleurs sans au préalable chasser Sarkozy et liquider la Ve république, comment faudrait-il les caractériser à votre avis ?

Cruelle vérité, il paraît qu'elle est révolutionnaire !

Le 14 mai

Il ne fait pas bon être jeune en 2009 en France.

Une majorité de Français (51 %) a une image négative des jeunes, révèle un sondage réalisé fin avril sur Internet par Audirep, auprès d'un panel représentatif de 1 000 personnes, pour l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV), qui organise, en avril et mai, la Fête des solidarités locales dans 40 villes.

Selon cette étude, sept personnes sur dix estiment que les jeunes sont individualistes, qu'ils ne sont ni solidaires (51 %), ni tolérants (59 %), ni prêts à s'engager pour des causes utiles à la société (52 %). (LeMonde.fr 13.05)

Les individualistes ont dû se reconnaître ! Ne rigolez pas, dans nos rangs, c'est le réformisme qui fait office d'individualisme où chacun défend son bout de gras en s'en foutant des autres, l'antithèse du communisme et d'un état d'esprit collectif.

Un coup de pub pour l'Union européenne... qui protège vos intérêts !

La Commission européenne a infligé une amende record de 1,06 milliard d'euros au fabricant américain de microprocesseurs Intel, reconnu coupable d'abus de position dominante.

Cette amende est de loin la plus importante imposée par Bruxelles pour abus de position dominante, alors que Microsoft s'était vu infliger une amende de 497 millions d'euros en mars 2004.

Le précédent record toutes infractions confondues, était détenu par Saint-Gobain, condamné en 2008 à verser 896 millions d'euros pour entente sur les prix. (Reuters 13.05)

Aux infos sur TV5 Monde Asie hier soir, ils ont dit que Microsoft n'avait pas encore versé un seul euro sur cette amende.

Une chute record.

La production industrielle de la zone euro a chuté de plus de 20% sur un an en mars, montrent les statistiques publiées par Eurostat, une chute record qui préfigure une forte contraction de l'activité économique au premier trimestre.

Le recul de la production industrielle en mars a été le résultat d'une contraction de 27% sur un an de la production de biens intermédiaires et d'une chute de plus de 23% de la production de biens de consommation durable.

Les économistes jugent en outre que, tôt ou tard, les industriels devraient bénéficier de la reconstitution progressive des stocks des entreprises, fortement réduits ces derniers mois.

Le calendrier de cette remontée des stocks reste cependant incertain. Dans la dernière enquête de la CE en la matière, les sociétés interrogées jugeaient encore leurs stocks trop élevés. (Reuters 13.05)

Comme quoi on ne comprend pas toujours tout, j'ai du mal à comprendre comment des entreprises réputées pour fonctionner en flux tendus, avec des stocks minimums, continuent de destocker plus d'un an et demi après le début de la crise, sans doute leurs dirigeants s'étaient-ils montrées trop optimistes sur la durée et l'ampleur de cette crise, je ne vois pas d'autres explications.

Les dernières nouvelles de la crise.

La question du rythme et de la longévité de la croissance à venir reste posée.

"*Nous nous interrogeons sur la vitesse à laquelle l'économie peut progresser alors que les conditions d'accès au crédit restent étroites, que l'évolution des salaires du secteur privé demeure négative et que, malgré le récent rally des marchés d'actions, la richesse nette des ménages a fondu de milliers de milliards de dollars depuis un an*", dit Joseph LaVorgna, chef économiste chez Deutsche Bank. (Reuters 13.05)

Les anciens et les nouveaux négriers : à la mer !

Le parlement français a adopté définitivement le projet de loi pour "le développement économique des outre-mer". Le texte, composé d'une trentaine d'articles, prévoit notamment la création de zones franches d'activité (ZFA), pour une durée de dix ans, dans les quatre départements d'outre-mer (DOM) - Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion - à destination des petites et moyennes entreprises (PME).

Les groupes UMP et du Nouveau Centre (NC) ont voté pour. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) se sont abstenus sur ce texte présenté par Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, et Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

Seules trois députées radicales de gauche, les deux élues de la Guyane et une élue de la Guadeloupe, ont voté contre. (Reuters 13.05)

Berluscolini sur les traces de Benito.

La Chambre basse du Parlement italien a adopté mercredi une loi très controversée que transforme en crime le fait d'entrer ou de séjourner illégalement en Italie alors que les conservateurs du président du Conseil Silvio Berlusconi continuent de sévir contre les clandestins.

Cette loi doit à présent être votée par le Sénat. Si elle est définitivement adoptée, tout entrée ou séjour illégal en Italie sera jugé comme un crime punissable d'une amende de 5 à 10.000 euros. Toutefois, cette lourde amende ne serait pas nécessairement assortie à une peine d'emprisonnement. Par ailleurs, cette loi prévoit une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans à quiconque loue un appartement à des clandestins. (AP 13.05)

Pour être sûr que les clandestins s'acquitteront de cette amende infâme et faramineuse, Berluscolini devrait leur imposer le travail obligatoire dans des camps pour remplir les caisses de l'Etat. En France, Sarkonapoléon rackette les automobilistes, les jeunes pour trois grammes de chit ou une insulte envers un flic, les malades avec les franchises, etc.

Le capitalisme : à la casse !

Longtemps réticent, le gouvernement espagnol s'est résolu à instaurer "une prime à la casse", sur le modèle allemand et français, afin de soutenir un marché de l'automobile qui s'écroule mois après mois. En avril, les immatriculations ont encore diminué de 45,6 % en Espagne.

Le chef de l'exécutif, José Luis Rodriguez Zapatero, en a fait l'annonce, mardi 12 mai, au cours du "débat sur l'état de la nation" organisé au Congrès des députés. Effective à partir du 1er juin, cette "aide directe à l'achat de voitures" sera de 2 000 euros, la moitié à la charge des pouvoirs publics (Etat et communautés autonomes), le reste étant financé par les constructeurs. Une enveloppe de 100 millions d'euros y sera consacrée sur un an.(Le Monde 13.05)

Qui va changer de bagnole d'après vous avec la crise qui sévit ? L'ouvrier ou l'employé ? On est en droit d'en douter.

Allemagne. The capitalism is toxic and bad.

Le gouvernement allemand a adopté un projet de loi permettant de créer une "bad bank" pour soulager les établissements bancaires de leurs actifs toxiques et relancer la confiance dans le système financier, a-t-on indiqué de source gouvernementale.

Les banques allemandes sont grevées par des milliards d'euros d'actifs toxiques, une situation qui les dissuade de prêter de l'argent et aggrave en retour la crise économique.

Peer Steinbrück (le ministre des Finances) a précisé que le projet de "bad bank" coûterait un peu moins de 200 millions d'euros et ne nécessiterait donc pas de fonds supplémentaires. Le plan de sauvetage des banques, de 500 millions d'euros, suffit à couvrir les besoins du nouveau dispositif et sur les 400 millions d'euros disponibles comme garanties, seulement 140 millions ont déjà été utilisés, a-t-il ajouté. (Reuters 13.05)

Cherchez l'erreur.

En comparant le contenu des deux derniers paragraphes, on se demande qui nous raconte des histoires : les banquiers qui parlent de milliards d'euros ou le ministre des Finances qui évoqent la somme de 200 millions d'euros ?

Maroc : près de 150 000 emplois supprimés dans le textile.

Selon les chiffres avancés par les autorités du royaume chérifien, jusqu'à ce jour, 150 000 emplois ont été détruits dans le secteur du textile, les recettes touristiques on baissé de 25%, de même que les transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger. (Afrik.com 14.05)

Le 15 mai

Je ne peux évidemment pas lire les milliers de dépêches qui sont publiées chaque jour, par contre je m'étonne ce matin de ne pas trouver deux infos intéressantes entendues hier soir sur TV5 Monde Asie.

1- 66%, ce serait le taux d'abstention attendu aux élections européennes. Si tel était le cas, ce serait une cinglante défaite pour l'UE

et tous les partis qui ont appelé à participer à cette élection.

2- 5%, c'est la réduction de salaire que la direction de la société américaine Hertz voudrait imposer à ses salariés. Il paraîtrait que la majorité des cadres y serait favorable. Ils vont leur faire le même coup qu'à Continent ou Caterpillar : vous faites des sacrifices et vous gardez votre emploi, et quelque temps plus tard ils vous virent comme des chiens !

Chez Caterpillar justement, la CFDT, la CFTC et FO se sont rapprochés des propositions de la direction pour tenter de ramener de 733 à 600 le nombre de licenciés, tandis que la CGT restait opposée au protocole d'accord présenté par le constructeur.

La tension est montée jeudi matin entre les deux groupes de syndicalistes qui en sont venus aux mains.

Alors que la direction avait décidé lundi suspendre les négociations et de procéder au licenciement de 733 salariés en raison du blocage, les trois syndicats majoritaires sont prêts à négocier de nouveau pour limiter les dégâts. (Reuters 14.05)

Quand j'étais délégué syndical (FO), j'avais averti les salariés d'U-Bix (Konica copieur) : j'ai ma propre conception du syndicalisme, je suis là pour défendre vos intérêts pas pour passer des compromis avec la direction, c'est à prendre ou à laisser. On prend ce qu'elle est prête à nous donner, mais on ne lui lache rien, si elle veut nous prendre quelque chose, qu'elle le fasse ce sera sans moi, je ne collaborerai pas à la remise en cause de nos acquis. Si vous voulez vous entendre avec la direction sur ce qu'elle peut ou pas vous donner, c'est votre droit, mais dans ce cas-là vous n'avez pas besoin de moi, ce n'est pas mon rôle, adressez-vous à un autre délégué syndical. Si vous voulez défendre vos acquis ou en obtenir d'autres et affronter la direction pour y parvenir, de mon côté je suis prêt à aller jusqu'au bout.

Chez Caterpillar la situation est simple, il faut défendre : pas un seul licenciement et proposer la grève illimitée avec occupation, assemblée générale et élection d'un comité de grève. Il faut aussi avancer l'expropriation des patrons et des actionnaires.

Les syndicats ne sont pas là pour accompagner les licenciements ou négocier les primes de départ, et peu importe que des travailleurs ne le comprennent pas. On en est arrivé à une situation où ce serait les travailleurs dépourvus de conscience politique qui dicteraient leur conduite aux délégués syndicaux et ceux qui refuseraient de les écouter qui seraient de mauvais délégués, en cela aidés par les syndicalistes jaunes, où l'on va ! Ou plutôt où en sommes-nous arrivé. Merci au passage aux renégats du marxisme qui ont privilégié leurs rapports avec les appareils qui ont troqué la négociation et la politique contractuelle au détriment de la mobilisation de la classe ouvrière pour obtenir une amélioration de la condition ouvrière.

Quand je bossais chez U-Bix, la direction nous proposait une augmentation de salaire de 3%, moi j'estimais qu'elle devait être de 8% (la hausse des prix). Si les salariés acceptaient 3%, c'était leur affaire pas la mienne, d'ailleurs il était hors de question que je signe le moindre accord que ce soit à 3 ou 8%, on prend ce que la direction nous donne, si les salariés estiment que c'est suffisant on s'en tient là, si maintenant ils estiment que c'est insuffisant et qu'ils veulent se battre pour obtenir plus, c'est une autre affaire, c'est à moi de voir si l'on peut organiser une grève ou pas. Mon mandat je le tiens des travailleurs pas de la direction, si je dois négocier, c'est avec les travailleurs pas avec la direction, c'est aux travailleurs que j'ai des comptes à rendre pas à la direction, c'est cela le combat classe contre classe.

Je n'ai peut-être pas construit de section syndicale pendant les trois ans où je suis resté chez U-Bix, ce qui est un tort, notre grève a été un succès total, et surtout, à aucun moment je n'ai subordonné les travailleurs de cette entreprise au capitalisme, à aucun moment je me suis rabaissé à quémander quoi que ce soit à la direction, c'est aussi une question de dignité, on n'est pas des mendiants, les capitalistes nous doivent tout il ne faut jamais l'oublier.

L'attitude des délégués syndicaux qui négocient la hauteur des primes de licenciements, me fait penser à celles des cadres à qui on demande de signer des licenciements dans leur service et qui se plient à cet exercice car cela ferait partie de leur rôle dans l'entreprise. Plusieurs années plus tard je me suis retrouvé dans cette situation en temps que responsable technique, j'ai refusé, j'ai été viré, mais au moins j'avais les mains propres.

Du fric en échange d'un licenciement, cela me fait penser aussi à la prime à la casse, je vais négocier avec mon bourreau à quel prix il estime ma tête, ensuite il pourra exécuter tranquillement sa sale besogne, je n'aurai même pas un râle de douleur à lui opposer, ne suis-je pas déjà mort ?

L'air de rien ces délégués syndicaux trainent les travailleurs dans la boue, ils les ravalent plus bas que terre.

On pourrait adapter l'affirmation de Lénine dans *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme* qui disait que " *si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère*", en disant que la *lutte contre le capitalisme est une phrase creuse et mensongère* si elle n'est pas *indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme* dans toutes ses plus infimes manifestations.

Cette semaine le POI nous bassine avec "*la responsabilité du mouvement ouvrier*" faisant la leçon à tous les partis et les militants

qui ne partagent pas leur mot d'ordre opportuniste d'interdition des licenciements coupé de toute perspective politique. Gluckstein va jusqu'à titrer son éditorial "*Qui est responsable, et de quoi ?*"

Les champions de la lutte des classes qui ont liquidé au milieu des années 80 l'embryon du seul parti révolutionnaire plus ou moins digne de ce nom, le PCI fort alors de 6.000 militants environ, au profit d'un regroupement politique sans principe ayant troqué Marx pour Jaurès, le programme de la révolution socialiste pour une politique de plus en plus droitière d'adaptation au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

Si la méthode qui consiste à associer au même combat des militants d'horizons divers est la bonne a priori, s'en tenir à ce constat serait insuffisant, ce qui nous intéressera en premier c'est le contenu de ce combat et la perspective dans laquelle il se situe, et là on ne peut pas être d'accord avec le POI. Une rapide lecture commentée du dernier numéro d'*Informations ouvrières* permettra de comprendre facilement pourquoi.

Page 2

L'impasse.

"*L'Union européenne a conduit au plus fort taux de chômage dans la zone euro depuis 1945.*".

Faux, la crise actuelle et ses conséquences dramatiques pour les travailleurs sont le produit des contradictions du capitalisme mondial, c'est le capitalisme qui est en cause, l'Union européenne ne joue qu'un rôle intermédiaire d'exécutant. C'est à la racine qu'il faut s'attaquer, à la racine économique, les rapports sociaux d'exploitation, à la racine politique, la constitution et les institutions de la Ve République. Rompre avec l'UE en conservant le capitaliste et la Ve République ne nous intéresse pas. C'est d'ailleurs symptomatique qu'ils écrivent page 16 que le POI "*se prononce pour l'abrogation des institutions de la Ve République*" sans jamais que son combat soit dirigé contre ces institutions, que nulle part le combat du POI pour les revendications ne soit relié à la nécessité de renverser la Ve République.

Le POI au secours de Thibault, Mailly, Chérèque, etc.

"*Mais, aujourd'hui, les syndicats peuvent-ils agir autrement qu'ils ne le font quand, comme le constate fort justement Jacques Julliard, les partis dits de gauche ont eux-mêmes déserté leur rôle de défense des intérêts de la classe ouvrière ?*

N'y a-t-il pas là une explication des hésitations des appareils confédéraux et du sentiment d'abandon qui frappe les salariés et les conduit à des actions isolées et désespérées ?"

Les dirigeants des syndicats voudraient bien défendre les intérêts des travailleurs, s'ils ne le font pas ce n'est pas parce qu'ils sont inféodés au régime, pensez-vous, les pauvres, ce sont des gens bien le POI tente de vous en convaincre.

Quant aux "*actions isolées et désespérées*" des salariés, ils montrent la voie à suivre par l'ensemble de la classe ouvrière pour remettre en cause le capitalisme, ce que ne peut pas dire le POI et pour cause : il y est opposé. La lutte de classe ne devrait se dérouler que dans le cadre légal du capitalisme, les travailleurs et les militants ne devraient pas s'exposer à la répression du régime, bref, le POI prône le changement dans la continuité, une force tranquille quoi !

Entre mystification et trou de mémoire.

Vous vous souvenez sans doute de la campagne du PT avant le référendum du 29 mai 2005, il prétendait qu'en votant non il serait possible de stopper l'oeuvre destructrice de l'UE, en réalité quatre ans plus tard, nous savons tous que le non n'a rien stoppé du tout, sinon qu'il a freiné la construction politique de l'UE. Ils remettent cela page 5 "*Il y a urgence à ce que tous ensemble, dans l'unité, nous oeuvrions à stopper l'offensive destructrice de Sarkozy*", attendez, avec le PS, le MRC, le PG et les Verts qui ne sont pas dans notre camps.

Entre manipulation et trou de mémoire.

Le pire, c'est qu'ils reproduisent des propos mensongers de militants de ces partis sans la moindre réserve, par exemple : "*Une militante du PS : « Ce sont les ouvriers eux-mêmes qu'il faut organiser. On l'avait fait pour la sidérurgie et on avait bloqué la Lorraine. »*", tu parles cela n'a pas empêché les maîtres des forges de mettre à exécution leurs plans de liquidation, et pas seulement dans la sidérurgie, il faut ajouter les mines, le textile, etc. Je mets au défi quiconque de nous prouver qu'une seule entreprise qui était destinée à fermer existe encore aujourd'hui.

S'agissant du Fonds d'investissement social (FISO) cogéré par les syndicats, page 6, ils écrivent : "*L'Etat ne s'est pas embarrassé de principes pour trouver de l'argent. Il l'a pris aux salariés !*" Faux, il lui a été offert par les dirigeants syndicaux ! Voilà comment ils

les épargnent, une preuve de plus. Si j'ai cessé de commenter chaque semaine les articles de ce journal, c'est parce qu'il est littéralement truffé de ce genre de détails qui témoignent de la collusion du POI avec les appareils et le régime.

Page 8 et 9, "*non*", mais pas d'appel au boycott des élections européennes de juin prochain, aucune consigne donnée aux travailleurs et militants, étrange, non ?

Un camarade dont le père est au POI m'a écrit que la direction du POI était favorable à la participation du POI à ces élections, alors que la "*base*" y serait opposée, et qu'à travers la lecture des différents articles présents dans IO sur ce sujet, on pouvait se rendre compte que la direction du POI essayait de passer en force et n'était finalement pas opposé à ce que les travailleurs aillent voter ce jour-là, les critiques des positions du PS, du PG et du NPA ne s'accompagnant pas d'un appel à ne pas aller voter. A vous d'en juger. Pour des gens qui invitent les autres à prendre leurs "*responsabilités*", ils feraient bien par commencer par prendre les leurs, un peu de courage est nécessaire.

Page 15, on ignorait qu'il eut existé une "*commission économique*" au POI, comme au PT ou au PCI autrefois. Ils nous invitent à "*lire ou relire Michel Dauberny*".

"*Le domaine de prédilection de Michel Dauberny était les questions économiques, sur lesquelles il avait un immense savoir qu'il n'a eu de cesse de faire partager à tous ses camarades. La compréhension de ces questions, des causes profondes des crises capitalistes, des contradictions fondamentales de ce système n'était pas pour lui une question académique, mais avant tout un guide pour l'action, un point d'appui pour le combat émancipateur de la classe ouvrière.*"

On s'étonnera quand même que les lumières de Michel Dauberny n'aient pas éclairé dans les années 70 et 80 les dirigeants de l'OCI puis du PCI sur l'évolution du capitalisme, qu'ils aient défendu une analyse erronée de la situation économique et de l'évolution du capitalisme mondial en prétendant que cette période se caractérisait par *l'imminence de la révolution*, alors que les conditions objectives n'étaient manifestement pas réunies pour qu'une situation révolutionnaire voit le jour. Si chacun a pu le constater depuis, très peu en ont manifestement tiré les leçons qui s'imposaient, que ces dirigeants avaient plutôt fait preuve d'irresponsabilité en liquidant le PCI pour uniquement couvrir leurs erreurs ou leur incapacité à analyser correctement la situation...

Pierre Cise réitère les mêmes erreurs qu'il revendique apparemment, en prétendant que la survie du capitalisme ne serait due qu'au parasitisme et à la destruction de forces productives associés aux obstacles pour construire le parti, il ne veut pas voir que le capitalisme aussi pourrissant soit-il dispose encore de moyens à travers le monde pour s'en sortir. Franchement, on nous a dit et répété que le marché mondial n'était pas extensible à volonté, qu'il était limité, bref que le capitalisme était au bout du rouleau, puis de nouveaux marchés se sont développés, principalement en Asie, mais pas seulement, on nous a expliqué que les forces productives avaient cessé de croître, alors que dans l'absolu c'est faux, etc. Il y a de cela plus de 30 ans ! Ils en sont restés à l'époque du capitalisme de la IIIe République en politique, d'où la défense de l'Etat-nation, de la république, etc, idem en économie, au lieu de considérer l'évolution des rapports entre les deux termes d'une contradiction, ils se bornent à n'en retenir qu'un seul pour aboutir à une analyse forcément fausse, le PT puis le POI en sont l'illustration.

Pour finir cette lecture dans la bonne humeur, page 16 : "*Retrouver à cette date (le 17 mai - Lutte de classe) un nombre de cartes du POI correspondant à celui de l'année 2008, c'est permettre une nouvelle progression du POI.*" Plus une, ce serait déjà un formidable pas en avant... vers le socialisme !

Les dépêches.

Un marché qui se porte bien.

Le ministre de la Défense Hervé Morin a annoncé jeudi que le montant des exportations françaises d'armement se montait à 6,3 milliards d'euros pour l'année 2008, contre 5,6 milliards en 2007. (AP 14.05)

La bourse ou la vie ? Trop tard !

Les autorités marocaines ferment 267 agences bancaires dans le pays parce qu'elles ne sont pas assez sûres pour empêcher des hold-up, ont annoncé jeudi des journaux marocains. (AP 14.05)

La bagnole n'a plus la cote : tant mieux !

Les ventes de voitures neuves en Europe ont reculé en avril de 12,3% sur un an. Sur les quatre premiers mois de l'année, les ventes ont chuté de 15,9%. (La Tribune 14.05)

Etats-Unis.

Chômage en hausse.

Nouvelle hausse des inscriptions au chômage aux Etats-Unis à 637.000 lors de la semaine au 9 mai.

L'augmentation du chômage a des effets ricochet sur de nombreux compartiments de l'économie car elle grève les revenus, dissuade de consommer et entrave la reprise de l'économie.

Selon le département du Travail, le nombre de personnes percevant régulièrement des indemnités s'est élevé à un nouveau record de 6,560 millions lors de la semaine au 2 mai (dernière semaine pour laquelle ces chiffres sont disponibles).

Le département du Travail a en outre publié les chiffres des prix à la production pour le mois d'avril. Ces derniers ont augmenté de 0,3%, davantage que prévu, au mois d'avril en raison notamment d'une montée des coûts dans l'alimentation.

En rythme annuel le recul des prix à la production atteint cependant 3,7%, un niveau sans précédent depuis janvier 1950. (Reuters 14.05)

Nike a annoncé jeudi qu'il allait supprimer quelque 1.750 emplois dans le monde, soit 5% de ses effectifs.

Quand Obama marche sur les traces de Bush.

Barack Obama va rétablir les tribunaux militaires à Guantanamo, un dispositif qu'il avait critiqué à l'époque de son prédécesseur George W. Bush. (AP 15.05)

Barack Obama invoque la crainte d'une nouvelle flambée d'anti-américanisme dans le monde pour bloquer la publication de photos des sévices commis sur des prisonniers en Irak et en Afghanistan. (AP 14.05)

La Chambre des représentants a approuvé jeudi à Washington le déblocage de 97 milliards de dollars (71 milliards d'euros) pour financer les efforts diplomatiques et les opérations militaires en Irak et en Afghanistan.(AP 15.05)

Inde.

"*Devenir Premier ministre d'un gouvernement dirigé par le Congrès, pour (le Premier ministre sortant) Manmohan Singh ou toute autre personne qui le souhaiterait, sera impossible sans le soutien de la gauche*", a souligné Mahesh Rangarajan, politologue, à la chaîne de télévision Times Now TV.

"*Cela ne se fera pas non plus sans le soutien d'autres partis, qui ont quitté la coalition ou qui n'en ont jamais fait partie*", a-t-il ajouté. (Reuters 14.05)

Le 16 mai

Se situer sur le terrain individuel ou sur le terrain politique ? Bien des camarades ont tendance à confondre les deux. Le meilleur moyen d'y remédier est bien sûr de militer !

La situation se tend, le chômage grimpe inexorablement dans tous les pays, les gouvernement se crispent de plus en plus et menacent de généraliser la répression contre la classe ouvrière et la jeunesse, une partie du prolétariat est à cran et prêt à en découdre, et toujours aucune issue politique en vue du côté des partis se réclamant de la classe ouvrière. N'est-elle justement pas là leur responsabilité ?

Ce n'est pas seulement les licenciements qu'il faut déclarer illégaux, mais le capitalisme lui-même, les institutions à son service, le gouvernement minoritaire et illégitime.

Si l'issue à la crise du capitalisme ne peut se situer que sur le plan politique, c'est aussi uniquement sur le plan politique qu'il sera possible d'unir la classe ouvrière, parce que l'ensemble des revendications convergent contre l'Etat, le gouvernement et les institutions.

Autre chose.

Suite à une agression au couteau d'une enseignante par un élève de 13 ans au Collège de Fenouillet près de Toulouse, j'ai relevé quelques réflexions d'internautes dans l'édition de Libération Toulouse d'hier. Avant d'y venir je vous livre mes propres réflexions à chaud.

Le capitalisme pourrissant, décomposé, décadent, entraîne dans son sillage toute la société vers l'abîme et la barbarie, que dire d'autres face à ce genre de drame qui nous frappe tous ?

Quand donc nos intellectuels comprendront-ils qu'il faut en finir avec le capitalisme, quand donc auront-ils le courage intellectuel de se pencher sérieusement sur l'évolution du capitalisme depuis deux siècles pour finalement arriver à la conclusion que sa survie mène l'humanité au chaos ? On en a la preuve tous les jours à travers le monde, cela ne leur suffit pas, mais qu'ont-ils donc dans la tête ?

Oui, dans l'ordre des responsabilités la leur est supérieure à celle des ouvriers et des employés qui n'ont pas forcément acquis les outils intellectuels pour comprendre dans quel monde pourri nous vivons. Mais les intellectuels sont des travailleurs comme les autres avec leurs faiblesses, les accabler ne ferait pas avancer notre cause commune, là n'est pas mon propos évidemment.

La situation actuelle est le produit de l'incompréhension que les intérêts des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes sont intimement liés, que la dégradation des conditions de travail ou d'existence d'une ou plusieurs couches de la population se répercutera forcément un moment donné sur l'ensemble des classes exploitées.

Non, le malheur des uns ne fera jamais le bonheur des autres, c'est une illusion de croire que l'on pourrait s'en sortir individuellement dans cette société. La plupart des gens ont tendance à se pencher uniquement sur les problèmes auxquels ils sont confrontés quand ils surviennent, temps qu'ils ne sont pas directement concernés, ils se réfugient dans l'indifférence ou le mépris.

Ceux qui s'en sortent mieux que les autres dans la société ne se rendent pas compte que c'est toujours au détriment d'une autre partie de la population, que le régime a acheté leur neutralité ou passivité pour se maintenir en place.

On pourrait pousser cette réflexion à l'échelle mondiale, laissons le passé de côté, dites-vous bien qu'aujourd'hui si vos conditions de vie ne se détériorent pas davantage en France, c'est uniquement parce qu'elles se dégradent en ce moment ailleurs dans le monde dans des pays où le capitalisme fait encore plus de ravages.

Seul le socialisme permettra de régler collectivement (la classe ouvrière et la petite bourgeoisie) l'ensemble des problèmes auxquels l'immense masse de la population est confronté.

Si chacun a bien une part de responsabilité à assumer dans la société, ce qu'il ne faut pas nier sous peine de tomber dans le travers de l'ouvriérisme qui fait la part belle à l'individualisme et tous ses travers, ni les travailleurs ni les jeunes ne sont responsables de la situation économique et sociale actuelle, seuls les rapports sociaux d'exploitation capitaliste et leurs représentants en sont responsables, en premier lieu l'Etat et les institutions au service du capitalisme qu'il faut liquider et le plus tôt sera le mieux.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut mener une guerre sans merci contre toute forme de conciliation avec Sarkozy, son gouvernement, le patronat, les institutions de la Ve République, mais aussi les dirigeants traitres des syndicats.

On ne peut pas combattre le capitalisme et les institutions en ayant un pied dans chaque camp, ainsi c'est seulement sur la base de la rupture avec le gouvernement, les institutions et le patronat que se réalisera l'unité indispensable de tous les exploités pour vaincre notre ennemi commun, afin de bâtir une société plus juste où la satisfaction des besoins individuels sera garantie par la satisfaction des besoins collectifs de l'immense majorité de la population.

Venons-en aux réflexions des internautes que j'ai sélectionnées.

"*Lorsque ces élèves sont élevés de façon respectueuse ils respectent leur professeur. Cette valeur n'est pas transmise par l'école mais par les parents. Tout le problème du système actuel est la défaillance et l'abandon des parents de leur rôle éducatif.*"

Ce devrait être à l'Etat de promouvoir et de respecter cette valeur, or actuellement l'Etat et le gouvernement les foulent aux pieds tous les jours en agravant considérablement les inégalités et les injustices au profit des nantis.

Quand les deux parents travaillent ou qu'il n'y a qu'un seul parent à la maison et qu'il travaille, ils ne peuvent pas s'occuper comme il faudrait de leurs enfants. Les parents ne sont pas davantage responsable que les profs de cette situation, pas plus que les gosses qui sont livrés à eux-mêmes et qui se font matraquer ensuite sans pouvoir comprendre pourquoi.

"*J'aimerais que l'on me cite les possibilités pour un prof de se faire comme on dit "respecter" ? Hausser la voix ? Gronder ? Cela*

ne suffit pas, une heure de colle? La fonction est dépourvue de moyens dissuasifs... peut être la dernière possibilité de se faire respecter est de sortir un couteau ? pas très académique mais apparemment tendance."

On en arrive en effet à une situation où il n'existe plus d'autre solution que de refonder la société sur de nouvelles bases pour régler un certain nombre de problèmes insupportables.

"*il n'y a plus de respect envers les enseignants !*"

Un constat qui m'amène à me poser une question : comment se fait-il alors qu'il y a toujours foule pour passer le CAPES ? Quelle est la réelle motivation des postulants au métier d'enseignant ? Je préfère vous laisser répondre à cette question dans les circonstances présentes, car ma réponse risquerait d'être incomprise.

"*Il faudra que la collègue porte plainte contre l'Etat.*"

Voilà une excellente idée !

"*Tant que les parents taperont à bras raccourcis sur les enseignants qui ont le culot de vouloir se faire respecter, on devra faire face à ce type de situation. Merci aux laxistes soixant'huitards de tous poils d'avoir par leur courte vue induit ces comportements intolérables.*"

Les soixant'huitards étaient des réformistes petits-bourgeois qui ne voyaient pas plus loin que leurs intérêts immédiats. Il n'y a que le socialisme qui peut nous sauver de la misère sociale dans laquelle s'enfonce un peu plus chaque jour la société.

"*Il faut réagir, cela est inadmissible, les collèges ne sont plus un lieu de sécurité, le laxisme des parents envers l'éducation de leurs enfants fait qu'il n'y a plus de limites, les jeunes sont livrés à eux-mêmes, il n'y a plus de respect envers les enseignants!*"

Ne prenez pas les choses ainsi, sinon il faudra nous pencher sur l'état d'esprit des enseignants et leurs véritables motivations qui ne sont guère plus brillants que l'état de la société. L'ignorance du vieux monde et ses méfaits ne concernent pas uniquement une grande partie de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais aussi l'immense majorité des enseignants qui ont moins d'excuses de les ignorer que les ouvriers. Au lieu de dresser les uns contre les autres, vous feriez mieux d'aller à l'école du marxisme pour enfin comprendre comment le vieux monde fonctionne, sur quelles bases ils reposent et quelle en est la finalité. A bas le corporatisme nauséabond !

Je rappelle au passage que j'ai été enseignant (4 ans et demi) et que ma fille est instite.

Les dépêches.

Quand leur ordre commence à être remis en cause.

"Selon les conclusions d'une note de la direction de l'ordre-public (DOPC), en charge du maintien de l'ordre dans la capitale, il y a eu, au cours des quatre premiers mois de 2009, 1.241 "événements de voie publique" - c'est-à-dire des manifestations en tous genres dans la rue - contre 962 au cours des mêmes mois de 2008."

Les manifestations strictement "revendicatives", toujours sur la même période de comparaison, ont augmenté de plus de 33 % (895 début 2009 contre 672 début 2008) auxquelles ont participé près de 993.000 personnes (près de 550.000 en 2008) soit une augmentation du nombre des manifestants de quelque 80 %. Toujours selon la DOPC, le nombre des manifestations ayant rassemblé plus de 5.000 personnes est lui aussi en "nette augmentation". (Lepoint.fr 15.05) (lire la dépêche en entier dans le site)

Etats-Unis.

Infos économique et sociale. Les prix à la consommation sont demeurés stables le mois dernier, comme attendu, mais ils ont enregistré sur un an leur plus forte baisse depuis 1955, a annoncé vendredi le département américain du travail.

La production industrielle a de son côté reculé de 0,5% en avril aux Etats-Unis, sa sixième baisse mensuelle consécutive, mais à un rythme nettement ralenti par rapport aux mois précédents.

Le taux d'utilisation des capacités de production est lui tombé à 69,1% au mois d'avril, son niveau le plus bas depuis que la série statistique existe, soit 1967.

La faiblesse de la consommation, la montée du chômage et la crise en général érodent le revenu disponible des ménages et limitent la capacité des entreprises à augmenter leurs prix. L'inflation reste ainsi contenue et certains craignent même une dangereuse spirale baissière des prix.

Les chiffres des prix à la consommation ont fourni des éléments de réflexion à la fois à ceux redoutant une baisse des prix et à ceux préoccupés des risques d'inflation, après les injections massives de liquidités dans l'économie.

La Réserve fédérale américaine craint toujours une déflation, mais moins qu'auparavant. Nombre d'économistes s'attendent à ce que l'indice des prix passe en territoire négatif avant la fin de l'année.

Les prix hors énergie et alimentation ont cependant augmenté de 0,3% en avril, plus qu'anticipé. Cela est toutefois dû en grande partie à la hausse des prix du tabac après l'entrée en vigueur d'une taxe gouvernementale sur ce produit. (Reuters 15.05)

Des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en perspectives.

General Motors annonce son intention de réduire d'environ 1.600 le nombre de ses concessions aux Etats-Unis dans le cadre d'une restructuration qui pourrait le conduire à déposer son bilan à la fin du mois.

En incluant des fusions prévues entre d'autres concessions, GM prévoit de réduire d'environ 2.600 le nombre de ses concessions, ce qui équivaut à 40% de son réseau de distribution aux Etats-Unis. Celui-ci regroupe pour l'instant 6.200 concessions.

Chrysler a expliqué jeudi prévoir la fermeture de 789 concessions aux Etats-Unis sur presque 3.200.

Ces fermetures massives et sans précédent, décidées sous le contrôle de l'administration Obama, menacent plus de 100.000 emplois dans tout le pays. (Reuters 15.05)

Il y a de la chute dans l'air.

Le nombre de passagers qui ont emprunté les aéroports européens a baissé de 12,4% au premier trimestre 2009 tandis que le trafic de fret chutait de 23,1%, annonce le Conseil international des aéroports (CIA).

Les aéroports de Stockholm et de Berlin Schönefeld font figure d'exceptions avec une augmentation de leur trafic passagers de 19,6 et 1,5% respectivement. (Reuters 15.05)

Le 17 mai

Au militantisme de base qui consiste à aller à la rencontre des travailleurs là où ils sont, c'est-à-dire sur leur lieu de travail, les partis privilégient les stratégies d'appareils ou des appels à la mobilisation sur des objectifs hypothétiques dans la situation actuelle, marche unie sur Paris ou grève générale.

Il faut ajouter qu'aucun parti n'a les moyens d'organiser l'une ou l'autre. On pourrait objecter que ces appels peuvent créer une dynamique et entraîner des travailleurs qui n'ont pas encore engagé le combat contre le gouvernement et le patronat. On pourrait le penser, mais cela ne tient pas la route pour au moins deux raisons : la première c'est que ces appels ne débouchent sur aucune issue politique explicite, la seconde, qu'il faudrait déjà que ces travailleurs soient engagés dans le combat pour qu'ils puissent envisager leur mobilisation à l'échelle supérieure et se posent la question : pourquoi pas tous ensemble.

A mon avis, il faudrait déjà essayer de centraliser la multitude de combats engagés dans des centaines d'entreprises et les doter d'organismes permanents à l'échelon local, régional et national, qui auraient pour principal objectif de s'adresser aux travailleurs isolés des autres entreprises pour les aider à engager le combat à leur tour, afin qu'ils rejoignent ces organismes politiques indépendants ou que s'en créent d'autres. Il ne s'agirait donc pas de parler ou d'agir à leur place, mais de les aider à s'organiser ou à participer activement à la mobilisation de l'ensemble de la classe.

Si tous les militants sans distinction de syndicat ou de parti organisaient des diffusions ensemble à l'entrée des entreprises, il serait possible d'entrer en contact avec des milliers de travailleurs qui ne supportent plus la situation sociale actuelle, d'avoir au moins un délégué dans chacune de ces entreprises qui continue le combat auprès de ses collègues de travail, son entourage, ses voisins, sa famille, ainsi se construirait jour après jours un réseau national de délégués qui préfigurerait la constitution d'un organisme de double pouvoir dirigé par la classe ouvrière.

Ce que je veux dire, c'est que toute perspective de mobilisation pour un peu qu'on soit sérieux, doit reposer impérativement sur

la mobilisation de la classe, et que si celle-ci n'existe pas ou qu'elle est trop faible, n'aboutira jamais à une mobilisation de masse de millions et millions de travailleurs.

On nous dit qu'il faut "construire les luttes", mais on se rend compte que les tenants de cette stratégie ne font que tenter de récupérer des conflits déjà en cours, délaissant les millions de travailleurs qui ne font pas la une des médias.

Les Continental, Caterpillar, Sony, etc. ne représentent qu'une infime partie de la classe ouvrière aujourd'hui mobilisées, tandis que les neuf dixième restant ne l'est manifestement pas. La question est donc de parvenir à mobiliser les 90% restant ou au moins la majorité d'entre eux dans un premier temps.

Il faut procéder par ordre et ne pas mettre la charrue avant les boeufs, ou prendre ses désirs pour la réalité, ou encore ne pas se prendre pour ce que l'on n'est pas.

Compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière et de son hétérogénéité, aux diffusions à l'entrée des entreprises, on doit ajouter la diffusion à des points stratégiques dans chaque commune où se concentrent un maximum de travailleurs, des campagnes de distribution de tracts appelant à des réunions et des meetings...

Pour être crédible et nous permettre de progresser dans notre combat commun contre le capitalisme et les institutions de la Ve République, il faut avant tout que ce combat ait un contenu clair : le capitalisme est synonyme de faillite, de chômage, de précarité, de pauvreté, de guerre, de chaos, de barbarie, de destruction de notre environnement, il doit céder la place au socialisme, les institutions de la Ve République se confondent avec la survie du capitalisme, elles doivent donc disparaître, les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et se doter d'un Etat ouvrier afin de pouvoir réorganiser la société en fonction des besoins et aspirations de l'immense masse de la population...

En clair, il faut gagner les masses au socialisme, il faut les aider à concevoir qu'ils ont les moyens de transformer la société pour vivre mieux, que ce n'est pas un espoir vain, qu'il n'y a pas de fatalité, si on ne prend pas enfin notre destin entre nos mains la situation ne fera qu'empirer.

Comme disait Trotsky, même pour monter dans un train et descendre à la prochainestation, il faut savoir avant dans quelle direction il se dirige, sinon on reste sur le quai.

Je crois qu'on n'a toujours pas saisi ce que Marx avait voulu dire par l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Personnellement je caractérise comme gauchistes les appels à la grève générale ou le blocage des universités décidé par une infime minorité de militants, même s'ils expriment correctement les intérêts des étudiants, quant à l'appel à une marche unie pour interdire les licenciements, il relève de l'aventurisme.

Les dépêches.

Savent-ils où ils en sont ?

Réponse de Marc Touati, économiste chez Global Equities : "*Je sais qu'il n'est pas facile de faire de la statistique, je ne jette pas la pierre, mais c'est quand même embêtant de se dire que depuis un an on commente des chiffres faux !*" (Reuters 15.05)

Nouvelle concentration de capitaux dans la banque.

"*Je pense qu'à terme, il ne restera qu'une dizaine de grands acteurs dans la banque privée, avec quelques indépendants mais sur des marchés de niche*", a dit Daniel Truchi, directeur de la banque privée de la Société générale.(Reuters 16.05)

Le même scénario que les subprimes.

"*En raison d'encours de crédit supérieurs à la valeur réelle de leur patrimoine, certains clients se retrouvent désormais avec des surfaces nettes de patrimoine négatives. Un cercle vicieux s'est installé*", fait remarquer Daniel Truchi. (Reuters 16.05)

Italie.

Plusieurs milliers de salariés de Fiat redoutant des fermetures d'usine ont manifesté samedi à Turin, dans le nord de l'Italie, où se trouve le siège du constructeur automobile italien. (AP 16.05)

Le 18 mai

Je reproduis ci-dessous la causerie que j'avais écrite le 5 mai et qui devait me servir à l'origine pour un article, bien que j'ai déjà abordé une partie de son contenu dans des causeries plus récentes.

La situation en France pourrait-elle déboucher sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire ? Quelles sont les conditions objectives qui pourraient la précipiter ? Les conditions subjectives sont-elles mûres pour qu'une crise révolutionnaire aboutisse au renversement du régime et à la prise du pouvoir par les travailleurs ?

Le principal facteur objectif, la crise du capitalisme, a-t-il atteint le degré nécessaire susceptible d'entraîner la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ?

Si la paupérisation de la classe ouvrière est toujours le pendant de l'accumulation du capital entre les mains d'une infime minorité, cette paupérisation se produit-elle principalement en France ou dans les pays où le capitalisme est le plus développé ou bien dans les pays en voie de développement ou sous-développés ?

Bien que la pauvreté frappe officiellement environ 13% de la population en France, elle ne frappe qu'une minorité par rapport à la population totale de ce pays. Si ce taux de pauvreté est le plus élevé des dernières années ou décennies, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité de la population peut encore vivre à peu près normalement, et peu importe ici de quelle manière sont constitués les revenus de chacun ou de chaque famille, salaire, allocations diverses, aides ou dons. Cette majorité de la population n'est donc pas prête à remettre en cause l'ordre établi puisqu'il lui a épargné le pire jusqu'à présent. Il y a donc tout lieu de penser qu'elle demeurera subordonnée au capitalisme plutôt que de chercher les moyens de le remettre en cause. Certes sa situation se dégrade année après année, mais pas au point de devenir insupportable, il lui est donc possible d'envisager encore une amélioration de ses conditions d'existence ou de s'en tirer d'une manière ou une autre. Je ne fais pas là une analyse, je me livre à un simple constat en espérant que mes données sont correctes.

Pour que la situation sociale aboutisse à une crise révolutionnaire, il faudrait que ces rapports soient inversés et que l'immense majorité de la population laborieuse se retrouve le dos collé au mur, constatons que nous en sommes encore éloigné. J'ai bien précisé la majorité de la population, car pour certaines couches de la classe ouvrière, elle a dépassé le seuil de l'intolérable depuis longtemps. Essayons de percevoir la classe ouvrière dans sa diversité et non comme une classe homogène bénéficiant des mêmes conditions d'existence.

Par contre, on peut constater que la condition misérable qui caractérisait les conditions d'existence du prolétariat à la fin du XIXe siècle et du début du XXe dans les pays fortement industrialisés, s'est déplacée vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, au même rythme que les délocalisations ou le développement industriel de ces parties du monde. Si le maximum de profit ne peut pas être dégagé à la source dans les pays fortement industrialisés, il faut bien que le prolétariat d'autres pays s'y collent dans le cadre du marché mondial, qui s'il n'est pas extensible à souhait, dispose encore d'un potentiel qui n'a pas encore été exploré ou plutôt exploité. J'avais émis l'hypothèse il y a déjà un moment que le capitalisme n'avait pas encore brûlé toutes ses cartouches, mais que ce moment allait arriver forcément un jour, et Marx ne pouvait concevoir le capitalisme dans tous ses développements à partir du moment où la classe ouvrière ne serait pas capable de prendre le pouvoir

Une partie des profits réalisés par les entreprises des pays les plus développés par le biais de la surexploitation du prolétariat et de la paysannnerie dans les continents déjà cités, est reversée à la petite-bourgeoisie, aux classes moyennes et à l'aristocratie ouvrière, ce qui contribue à leur garantir un niveau de vie au-dessus de la moyenne, ce qui permet de maintenir une relative paix sociale et la stabilité des régimes politiques en place.

Quand on pense que Marx et Engels constataient à la fin du XIXe siècle que le prolétariat britannique s'était embourgeoisé, on n'ose imaginer quel diagnostic ils établiraient plus d'un siècle plus tard.

Marx et Engels ne pouvaient pas prévoir que le mouvement ouvrier international à l'exception de la tendance du POSDR qui allait donner naissance au parti bolchevik en Russie et de quelques groupes de militants dans d'autres pays, serait finalement complètement gangrené par le réformisme, puis le stalinisme, avant que le réformisme n'achève de le pourrir jusqu'à nos jours.

En 1887 Engels pouvait affirmer que le socialisme avait gagné le mouvement ouvrier. En 2009 après 70 ans de stalinisme et un siècle de réformisme, il faut à nouveau convaincre le mouvement ouvrier qu'il n'y a pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme.

On peut partir du *Manifeste du parti communiste* qui demeure d'actualité :

Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui.

La première affirmation est toujours exacte, mais il faut la replacer dans le contexte actuel qui n'a plus grand chose à voir avec celui de 1848. Le capitalisme doit réaliser toujours plus de profits, donc maintenir un taux élevé d'exploitation de la main d'oeuvre, ce qui se traduit à la fois par la paupérisation d'une partie croissante du prolétariat et l'existence d'un chômage de masse, tout en trouvant les moyens d'écouler ses marchandises toujours plus nombreuses sur le marché mondial. C'est le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui va lui permettre de résoudre temporairement cette contradiction ou d'en freiner les conséquences.

Dans le prolongement du colonialisme, le capitalisme va se délocaliser ou se développer dans de nouvelles régions du monde, principalement en Asie, là où la main d'oeuvre est la plus nombreuse, donc la moins coûteuse, faiblement organisée et soumise à des pouvoirs dictatoriaux, pendant que ces esclaves désarmés politiquement produiront des marchandises à moindre frais, les marchés des pays où le capitalisme était le plus développé les absorberont en grande partie, le marché américain en tête, les immenses profits ainsi réalisés permettront au capitalisme de garantir la paix sociale et le maintien des régimes politiques en place en achetant la neutralité des couches supérieurs du prolétariat par le biais de ses syndicats et partis corrompus.

Le capitalisme français étant devenu *incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage*, il ne peut pas le liquider ou le jeter à la mer, il ne va pas non plus *le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui* ou pas tout à fait, ce sont en fait les nouveaux esclaves qui extrairont dorénavant à sa place les profits dont une partie servira à "nourrir" ses propres esclaves.

En résumé, les conditions objectives favorables à une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière se sont déplacées en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, sans que les conditions subjectives n'aient commencé à mûrir à l'exception de l'Amérique Latine. Or c'est la conjonction des conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre la lutte pour le pouvoir et la victoire sur nos ennemis. Qu'il manque l'une ou l'autre de ces conditions pour qu'il soit impossible qu'une situation révolutionnaire se traduise par une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, encore moins de vaincre.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que des millions et des millions de travailleurs soient jetés à la rue en France, que la pauvreté frappe la majorité de la population, alors oui on pourrait proclamer que l'un des deux facteurs objectives les plus importants pour qu'une crise révolutionnaire éclate, existe enfin, l'autre facteur objectif déterminant étant la crise politique du régime, le gouvernement réduit à l'impuissance ou au bord de l'éclatement, ce qui n'est pas du tout le cas non plus aujourd'hui.

Il faut ajouter que le gouvernement matraque certes les travailleurs, mais à côté, il fait en sorte qu'ils ne sombrent pas en grand nombre dans l'extrême pauvreté, les ONG servant de soupape de sécurité en dernier recours. Maintenir des millions de travailleurs dans la pauvreté ou maintenir en permanence une armée de réserve n'a jamais été incompatible avec la survie du capitalisme, tout est une question de quantité au-delà de laquelle le régime pourrait être menacé, ils le savent très bien et font en sorte de ne pas atteindre ou dépasser cette limite qui pourrait leur être fatale, reste à savoir si la crise du capitalisme ne fera pas céder cette limite, personne n'est en mesure de le dire aujourd'hui.

En dehors de ces conditions objectives nécessaires pour engager le combat pour le pouvoir qui font défaut aujourd'hui en France, existerait-il d'autres conditions qui pourraient les suppléer ?

Un camarade m'a écrit qu'il pensait que le refus de perdre certains acquis ou droits, de vivre tout simplement plus mal, pourrait déclencher une réaction de la classe ouvrière. Au regard de la dégradation de la situation sociale profondément engagée depuis déjà des années, on est en droit d'en douter fortement. Je lui ai répondu que l'être humain était capable de s'adapter à des conditions d'existence extrême sans chercher forcément à s'en extraire, ce qui laisse à réfléchir. S'il est vrai que la classe ouvrière ne se laissera pas réduire complètement en esclavage, elle est prête à endurer bien des sacrifices du moment qu'elle tire encore des avantages de sa situation, aussi précaire soit-elle. L'homme ignorant se fait une raison face à une situation qu'il ne comprend pas et qui le dépasse, c'est l'une de ses principales faiblesses. De la même manière qu'il trouvera toujours un bon prétexte pour s'enfermer dans l'inaction, il en faut décidément beaucoup pour qu'il passe à l'action. Il y a aussi l'inertie de l'histoire qui joue contre lui et qui le traîne en arrière comme un véritable boulet. C'est davantage l'instinct de survie plus que la volonté qui le conduit à agir, la révolution a besoin des deux. La crainte de l'inconnu et le mimétisme brise souvent sa détermination à agir pour changer sa condition, par crainte qu'elle ne soit pire encore après, sauf bien sûr s'il est au bout du rouleau, on en revient toujours là. Alors qu'est-ce qui peut le pousser à se mobiliser pour changer sa condition ? L'élévation de sa conscience politique, son développement intellectuel lié à son expérience de la lutte des classes ?

Dans une des préfaces au *Manifeste*, Engels écrira :

Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes.

On pourrait replacer cette perspective dans le contexte actuel en tenant compte des transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et affirmer que le développement intellectuel qu'a connu la classe ouvrière au cours des dernières décennies pourrait suppléer les conditions objectives qui font en partie défaut aujourd'hui et lui permettre à la prochaine étape de se hisser à la hauteur du socialisme.

Cette hypothèse est plausible, encore faudrait-il l'aider à avancer consciemment dans cette voie. C'est ce que s'emploient à faire les camarades qui tentent de l'organiser et de la mobiliser pour défendre ses revendications, encore faudrait-il que son engagement se situe dans la perspective du socialisme, qu'on lui donne effectivement les moyens théoriques ou intellectuels de saisir le plus clairement possible le contenu, la portée et l'objectif de ses actions, or c'est justement là que le bas blesse.

Sous prétexte que les choses ne se présenteraient pas exactement comme on le voudrait ou comme on s'y attendait, ils bradent les principes et le programme et cherchent des raccourcis pour construire un parti qui ne sera jamais en mesure de prendre le pouvoir. Si la classe ouvrière peut être amenée à poser la question du pouvoir à l'issue d'un processus au départ différent de ceux du passé, au fil de son développement, l'affrontement direct entre les classes posera dans des termes similaires les mêmes obstacles à abattre, les mêmes tâches à accomplir que lors de la Commune de Paris ou la révolution russe de 1917. Si l'on veut élever le niveau intellectuel du prolétariat pour reprendre la formule de Marx, ce n'est certainement pas en commençant par abandonner le marxisme ou en l'amputant de son objectif final qu'on y parviendra, ni en lui cachant la vérité.

A propos du POI.

Le POI tente de surfer sur la vague de licenciements qui balaie le pays. On pourrait lui reconnaître le mérite d'essayer d'organiser les travailleurs, mais dès qu'on veut aborder l'orientation politique dans laquelle se situe cette initiative, on s'aperçoit immédiatement qu'elle brille par son absence pour ne laisser place qu'à des illusions, les pires illusions qui soient pour le mouvement ouvrier et l'ensemble de la classe ouvrière, puisqu'elles concernent des partis qui n'ont eu de cesse de les trahir.

Le front unique que propose le POI se traduit dans les faits par la subordination de la classe ouvrière aux appareils. Faux, jugez plutôt.

Quelques morceaux choisis de l'*Appel de la conférence pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements* , Puteaux du POI du 15 et 16 mai 2009.

A l'adresse des dirigeants appartenant à des partis (PS, PCF, PG) qui soutiennent le capitalisme et le gouvernement :

"Aux dirigeants des partis : " *vous êtes des partis de gauche, vous avez le pouvoir d'appeler. Appelez ! Allez-y ! '*"' Vous pouvez attendre longtemps, il y a des militants qui attendent depuis 50 ans ! On avait entendu les mêmes lamentations en 2003 et 2004 à l'adresse des Thibault, Mailly, Chérèque et autres racailles, on connaît le suite.

Ou encore "*Qui pourrait comprendre que des dirigeants refusent d'entendre*", les travailleurs pardi ! Il y a des choses dans la vie que l'on sent plus que l'on comprend, le POI semble encore l'ignorer ou feint de l'ignorer au choix.

A Martine Aubry : "*qu'attendez-vous pour appeler ensemble*", ben voyons, pourquoi ne pas vous adresser à Jacques Delors pendant que vous y êtes ! Dommage que ne ne soit pas Strauss-Kahn (FMI) ou Pascal Lamy (OMC) qui soit premier secrétaire du PS !

"*Appelez en commun, décidez d'en appeler aux travailleurs*", ils ont mieux à faire en appelant aux électeurs, les travailleurs seraient sourds et aveugles et ne s'en rendraient pas compte.

Le culte des illusions se double inévitablement d'une impasse politique : "*Profondément convaincue de l'urgence d'arracher l'interdiction de tous les licenciements*", comme si cela pourrrait être possible sans chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République. Question : pourquoi ne pas le dire, pourquoi ne pas donner cette orientation politique aux travailleurs ?

Sur l'intervention de D. Gluckstein.

Il revendique le droit à l'exploitation.

"*Le droit inaliénable au travail est inscrit dans les constitutions depuis 1792.*", il doit ignorer que depuis cette époque des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs n'ont jamais pu vivre décemment de leur travail qui était pour eux synonyme de servitude et de cauchemar. Les intérêts de quelle classe défend véritablement le POI ?

"*Pourquoi un gouvernement ne pourrait-il pas interdire les licenciements ? Notre parti, le POI se prononce pour un gouvernement qui interdirait les licenciements parce qu'il représenterait la classe qui travaille.*". Martine Aubry aussi le 25 avril à Toulouse ! (lu

dans l'Appel de la conférence) Comme quoi on peut facilement tout dire et son contraire ou n'importe quoi.

Maintenant si les mots ont encore un sens, se prononcer ne signifie pas forcément combattre pour quelque chose, ainsi vous aurez pu remarquer que nulle part le POI ne reliait le combat pour l'interdiction des licenciements à la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul pourrait prendre cette mesure et constituerait une issue politique pour la classe ouvrière. Qu'il s'engage dans cette voie et je le soutiendrai, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je le répète ici, j'exprime mon désaccord avec la ligne politique du POI sans être anti-POI.

Un regret ?

"*Est-il étonnant, dans ces conditions, que l'abstention s'annonce massive en juin prochain ?*" On en est tout retourné ! A qui s'adresse ici Gluckstein ? Aux appareils des partis qui participent à la mascarade du 7 juin, comme pour s'excuser de ne pas partager leur passion pour l'UE et de leur casser la baraque au passage ? Cela explique pourquoi le POI n'appelle pas au boycott, pour ne pas faire de tort à leurs petites camarades du PS et du PCF, on comprend, on comprend, le double langage habituel.

Et d'ajouter : "*Il ne sortira rien de ces élections européennes et du Parlement européen.*". Si, le soutien des tous les partis qui y auront participé à la construction de l'Union européenne, à sa politique destructrice de nos droits et acquis sociaux, partis à qui vous demandez justement de combattre cette politique, un contresens évident qu'il vaut mieux passer sous silence.

Le Parlement européen ne sert qu'à légitimer d'un verni démocratique des institutions antidémocratiques créées par et pour le capital.

Nous sommes d'accord qu'"*on ne se sortira pas cette situation sans la mobilisation de millions*", encore faudrait-il que ces "*millions*" aient une idée claire du premier objectif politique de leur combat : renverser Sarkozy et les institutions.

Le 19 mai

L'impérialisme américain a noyé l'Irak sous une pluie de bombes, l'impérialisme russe a perpétré un génocide en Tchétchénie, l'impérialisme chinois a exercé une répression féroce au Tibet, l'impérialisme sioniste a bombardé Gaza, le régime turc n'a pas hésité à violer la frontière avec l'Irak pour bombarder des bastions supposés du PKK, etc., alors pourquoi les autorités sri-lankaise et pakistaise encouragées par ces glorieux faits d'arme n'en feraient pas autant, garanties d'agir en toute impunité.

Le régime de Colombo est armé par la Chine, le LTTE à Sri-Lanka n'avait aucune légitimité, il était armé par l'Inde jusqu'à l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, puis sans doute par d'autres pays intéressés davantage par la déstabilisation de l'Inde, en vain.

Toutes ces guerres sont à inscrire au tableau noir du capitalisme. Quelles seront les prochaines ?

Ils veulent nous réduire en esclavage.

Le groupe UMP de l'Assemblée a déposé une proposition de loi relative au travail du dimanche pour les commerces situés dans les zones touristiques et les grandes villes, annonce le groupe majoritaire.

La proposition souhaite définir des périmètres d'usage de consommation exceptionnel (PUCE) - lieux "où l'on a l'habitude de consommer le samedi et le dimanche" - uniquement pour les unités urbaines de plus d'un million d'habitants. (Reuters 18.05)

Comment peuvent-il prétendre que la population "a l'habitude de consommer le samedi et le dimanche" dans ces lieux puisque jusqu'à présent les commerces étaient fermés d'où ce projet de loi scélérat ?

C'est le doigt dans l'engrenage : à partir du moment ou les commerces seront ouverts le dimanche, ces commerces utilisent des services, par un exemple un photocopieur, un ordinateur et une imprimante, des banques froides, etc. s'ils tombent en panne ce jour-là, ils exigeront d'être dépannés dans la journée, les techniciens SAV devront donc travailler aussi, etc.

Je ne sais plus quel ministre avait expliqué que cela permettrait de créer 10.000 emplois. Si on l'écoutait, ceux qui actuellement ne peuvent pas faire leurs courses le dimanche pour cause de fermeture des commerces ce jour-là ne les font pas non plus un autre jour, dans ce cas-là c'est qu'ils n'avaient pas vraiment besoin d'en faire ! A moins qu'il ne s'agisse d'encourager l'achat de biens dont finalement on pourrait se passer, bref, consommer toujours plus tout et n'importe quoi... pour entretenir la machine capitalisme.

Le militant qui fera ses courses le dimanche en dehors du marché et du boulanger sera viré ! Idem pour celui qui changera sa bagnole alors qu'elle peut encore très bien fonctionner pendant des années !

Vous pouvez juger le niveau de conscience politique de vos dirigeants, cadres, responsables et des militants en général à leur mode de vie et de consommation.

Attention, ils sont dangereux, en état de guerre et armés jusqu'aux dents.

Jean-François Herdhuin, directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) de Seine-Saint-Denis a annoncé "*des renforts venant de Paris ainsi qu'une compagnie de CRS supplémentaire*" à La Courneuve, pour constituer "*des patrouilles renforcées très dissuasives, avec fusils à pompe et pistolets mitrailleurs*", qui devront "*agir avec discernement*" pour ne pas aggraver la situation. (LePoint.fr 18.05)

La société est à l'image du capitalisme qu'il faut balayer, pourrissant, décomposé, décadent, violent... Ce sont les représentants du vieux monde qui montrent l'exemple en recourant à la guerre contre les peuples afghan, irakien, palestinien, etc.

A l'origine le capitalisme repose sur le vol, ensuite dans l'impossibilité de justifier ce vol il recourt à la violence pour imposer ce type de rapports sociaux, à l'étape suivante, confronté à ceux qui refusent de plier sous le joug de la servitude et qui retournent la violence contre l'Etat (ou la propriété privée des moyens de production), il tend à criminaliser et réprimer toute forme de résistance du prolétariat à l'exploitationn y compris les grèves, manifestations ou occupations d'usines.

Un des aspects des rapports sociaux d'exploitation capitalistes qui me semble important aussi et que de nombreux jeunes rejettent spontanément, c'est le rapport permanent de soumission de dominant à dominé, de maître à esclave, dans lequel on est placé face à un patron, et qui s'exprime par le refus de travailler pour un salaire de misère.

Mon père menuisier en bâtiment a voué jusqu'à son dernier souffle un culte à ses employeurs-exploiteurs qui l'on maintenu toute sa vie dans la pauvreté d'où mes rapports conflictuels permanents avec lui. Combien de travailleurs sont-ils disposés à faire acte d'une telle soumission aveugle ?

En dehors de toute conscience politique et de toute perspective dans cette société de merde, quand l'Etat exige de la jeunesse qu'elle adhère à ses valeurs qui riment avec inégalités et injustices, qu'elle lui obéisse au doigt et à l'oeil par la crainte qu'il lui inspire, puis par l'usage de la force et de la répression, l'Etat exige en fait des jeunes qu'ils reproduisent à leur tour les rapports humiliants que leurs parents ont accepté souvent sans broncher, ce qu'un certains nombre d'entre eux refusent évidemment.

La délinquance dans laquelle sombre une partie de notre jeunesse est à mettre au compte de la résistance de la jeunesse contre le système économique inique qu'il nous faut liquider. On peut condamner son comportement lorsqu'elle frappe aveuglément des membres de notre classe, c'est un des paradoxes auquel malheureusement aboutit la survie du capitalisme, cela dit, rien ne peut justifier que des représentants de la classe ouvrière reprennent à leur compte les discours haineux de la ministre de l'Intérieur, sauf à vouloir soutenir le gouvernement.

Au moins on saura où trouver des armes le moment venu.

Quelques dépêches.

Comment ils comptent s'en sortir, suite.

L'émetteur américain de cartes de crédit American Express a annoncé lundi qu'il allait supprimer environ 4.000 postes supplémentaires, soit 6% de ses effectifs dans le monde, dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à réduire les coûts de 800 millions de dollars (590 millions d'euros) supplémentaires pour le restant de l'année.

Ce nouveau programme fait suite à un plan de réduction de coût d'1,8 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros), comprenant 7.000 suppressions de postes, annoncé en octobre dernier. La compagnie a également gelé les salaires au niveau des cadres et ainsi que les embauches. (AP 19.05)

La restructuration de l'industrie financière continue.

Les petites banques américaines ont besoin de 24 milliards de dollars Près de 500 petites banques américaines sont encore menacées de faillite. (La Tribune 18.05)

Le 20 mai

A quoi bon ces causeries ? C'est la question que je me pose régulièrement. On est reparti pour un tour avec le front unique ! Je vais y revenir encore une fois dans un article. Pour l'écrire j'ai commencé à me poser les questions suivantes :

1- En quoi a-t-il permis de construire le parti au cours des dernières décennies ? ;

2- Qu'est-ce qui pouvait le justifier dans les années 20-30 ? (4 premiers congrès de l'IC, un article de Trotsky de 1935, Où va la France ?, le Programme de transition) ;

3- Quel était ses objectifs ? ;

4- Quel était le contexte de l'époque, de quelle manière se présentaient les différents facteurs, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes (à l'échelle mondiale), comment ont-ils évolué, sans quel direction, pourquoi ?

5- Qu'est-ce qui a changé depuis cette époque ? ; 6- En fonction des réponses à toutes ces questions, que faut-il conserver des enseignements du passé de la lutte de classe, quels sont les arguments qui sont toujours valables et ceux qui sont devenus obsolètes ?

6- Cette tactique est-elle ou non adaptée à notre époque (quelle que soit la réponse, la justifier) ?

7- Quelle tactique adopter dans la période ouverte par la dernière crise du capitalisme ?

En principe, ce ne devrait pas être à moi de poser ces questions, ce devrait être aux dirigeants de les poser et d'y répondre en confrontant leurs réponses devant les militants, pour qu'une réelle et sérieuse discussion puisse avoir lieu. Pourquoi ne le font-ils pas, pourquoi n'y tiennent-ils pas, que craignent-ils le plus ?

Vos dirigeants ne sont pas capables de voir plus loin que le bout de leur nez englués qu'ils sont dans leurs contradictions et leurs affaires de boutique. Prenez la crise du capitalisme, qu'ont-ils dit et écrit depuis le milieu de 2007, rien, ils ont dressé un constat comme tout économiste ou publiciste bourgeois a pu le faire. Se sont-ils seulement aventurés à vous expliquer comment les capitalistes allaient une nouvelle fois s'en sortir ? Oui, quand ils étaient déjà placés devant le fait accompli et d'expliquer la hausse du chômage, les travailleurs qui allaient payer. En réalité, ils ont observé les conséquences de la crise et ils vous ont dit : voilà ce qui se passe. Et demain ? Demain quoi, on verra bien, à chaque jour suffit sa peine. Vous ont-ils expliqué comment se déroulaient habituellement les crises et les sorties de crise du capitalisme ? Comme des perroquets ils vous ont ressorti l'accumulation du capital à un pôle et la paupérisation croissante à l'autre pôle, et après ? Ils n'ont pas pu vous dire que la crise était le produit du dernier développement du capitalisme puisque pour eux il a cessé de se développer depuis un siècle, dogmatisme oblige ! Les pires sont encore ceux (PdG) qui prétendent que le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui, via un développement ininterrompu en oubliant au passage les aspects négatifs de ce développement.

De mon côté, après un moment d'hésitation car je n'avais pas saisi l'ampleur de cette crise par négligence des facteurs économiques, je me suis risqué avec mes faibles moyens à avancer quelques pistes pour comprendre cette crise et l'orientation à venir du capitalisme, j'ai évoqué l'immense spéculation générée autour des produits dérivés, j'ai soulevé le lièvre des créances pourries des banques en parlant de dizaines de milliers de milliards de dollars, tandis que les uns et les autres en étaient restés à la crise des subprimes, j'ai analysé cette crise en remontant au début des années 70 avant que les premières analyses y fassent référence, j'ai émis l'hypothèse que les profits des dernières décennies des banquiers et autres rentiers de la finance étaient déjà le produit de l'hypothèque des profits à venir dans des proportions gigantesques que l'on n'a pas encore pu mesurer avec précision, l'évolution de la crise nous le dira d'ici peu, pour finir j'ai indiqué qu'ils comptaient sur la Chine et les pays émergents pour sortir de cette crise, ce que les faits ont confirmé, l'extrait ci-dessous d'une dépêche Reuters du 19 mai le démontre si nécessaire, j'ai osé avancer qu'ils pourraient s'entendre au niveau mondial pour sauver leur système économique en misant uniquement sur la planche à billets (d'où sont sortis ces milliers de milliards de dollars, d'euros ou de yens), à côté, la nouvelle concentration du capital entre quelques mains, les fusions-acquisitions, étant les mécanismes classiques de sortie de crise, ne présentent ici qu'un intérêt secondaire. J'allais oublié le risque de déflation ou d'hyper inflation avec leurs conséquences, ajoutons que les sorties de crise sont généralement suivies de la hausse de l'inflation qui stimule la lutte de classe du prolétariat, il faut donc s'attendre à une amplification de la mobilisation de la classe ouvrière dans les mois à venir, la classe ne se mobilisant en masse non pas quand elle est sonnée par la crise ou la guerre, mais lorsqu'elle entrevoit la fin de ce calvaire, elle peut le saisir à sa manière comme une opportunité pour trouver une issue politique à la crise, reste à orienter son combat dans la bonne direction et l'aider à poser la question du pouvoir...

Le plus déconcertant dans tout cela, c'est qu'après deux ans de crise le mouvement ouvrier n'a pratiquement pas progressé d'un millimètre, pas davantage que la conscience politique de la classe ouvrière. Il est englué plus que jamais dans le réformisme et continue de tourner le dos au socialisme de Marx et Engels, et de conspuer le léninisme. Si la crise du capitalisme a permis de remettre d'actualité *Le Capital* de Marx et Engels, par contre celle du mouvement ouvrier n'a pas encore permis de remettre d'actualité le léninisme, le parti communiste.

Voici l'extrait de la dépêche en question : "Lula a profité de sa visite en Chine pour renforcer leur position commune selon laquelle la crise financière a été une bonne opportunité pour les pays en développement de faire entendre leur voix dans les forums économiques internationaux, puisque sans eux, surmonter la crise serait beaucoup plus difficile." (Reuters 19.05)

Les autres dépêches.

Comment désarmer politiquement la classe ouvrière. Mode d'emploi.

Le Tribunal de Grande Instance de Toulouse vient de donner tort à la direction de Molex et raison à ses 283 salariés.

Le secrétaire CGT du comité d'entreprise, Denis Parise se félicite de ce que « *la loi existe en France* », malgré les patrons qui voudraient bien la contourner.

L'ordonnance de référé vient en effet d'ordonner à la Sarl Molex Automotive de « *suspendre la mise en oeuvre du projet de restructuration et des licenciements économiques qui en résulteraient* ». Du moins, précise l'ordonnance, «*tant que le comité d'entreprise n'aura pas été régulièrement informé et consulté*». (libération.fr 19.05)

Ils s'en remettent à la justice des exploiteurs qui la prochaine fois ne concluera pas à la "suspension" du projet de restructuration et des licenciements économiques, mais l'entérinera, ayant substitué à la mobilisation des travailleurs contre les licenciements une décision de justice, leur sort ne leur appartenant pas, ils se retrouvent politiquement désarmés et livrés à leurs bourreaux.

La seule chose qui devrait nous intéresser.

Dites-moi dans ces conditions quels enseignements les travailleurs de cette entreprise tireront-ils de cette expérience ? Aucune ! Comme ils n'en tirent aucune en général des combats pour l'amélioration de leur sort puisqu'ils ne s'inscrivent pas dans la perspective révolutionnaire d'en finir avec le capitalisme et les institutions. Si le contraire était vrai, cela se saurait et se verrait depuis longtemps, non ? Les faits sont décidément bien têtus !

Vous vous imaginez peut-être qu'il suffirait d'une explosion sociale, d'une grève générale pour régler la question du pouvoir sans que les travailleurs n'y aient été préparés pendant de longues années, quelle illusion !

Vous trouverez dans le site la dépêche complète.

Outrage à sa majesté dit La talonnette : flics et justice aux ordres.

Le ministère public a réclamé mardi une amende de 100 euros contre l'enseignant marseillais qui avait crié "*Sarkozy je te vois*" à des policiers, lors d'un contrôle en gare Saint-Charles à Marseille. (AP 19.05)

Sarkozy ou la méthode Goebbels.

Sarkozy, lors d'une déplacement à Urmatt, dans le Bas-Rhin, a déclaré souhaiter que la "*majorité silencieuse, qu'on n'entend pas très souvent, dise ce qu'elle souhaite : de bonnes universités, des usines qui ne délocalisent pas, du travail, la récompense du travail, la valorisation du travail, le respect pour le travail*".(Reuters 19.05)

Sarkozy en défenseur du travail, Goebbels pouvait entonner ce refrain après que les sociaux-démocrates eurent remis le pouvoir à Hitler avec la complicité des staliniens ayant orchestré la plus dramatique défaite du mouvement ouvrier international au XXe siècle.

On réfléchira à l'affirmation trompeuse (POI-CCI) selon laquelle le prolétariat n'aurait subit que des défaites mais ne serait pas défait. Certes, le mouvement ouvrier n'a pas été écrasé dans un bain de sang, pas besoin, il est déjà largement réduit au silence, et pour le reste il est inféodé au capitalisme que représente et défend Sarkozy, alors pourquoi employer les grands moyens lorsqu'on peut parvenir au même résultat à moindre frais, par exemple en corrompant les dirigeants du mouvement ouvrier.

Absolument tous les partis sont engagés à des degrés divers dans des organismes de collaboration de classes ou collaborent avec les dirigeants pourris des syndicats ou du PS, MRC, PCF, etc., Sarkozy le sait très bien, comme il sait qu'il n'existe dans ce pays aucun parti ouvrier *qui ne ressemble pas aux autres* (Marx) et qui propose une politique indépendante du capital et ses institutions...

Les dirigeants syndicaux vont turbiner... même le dimanche !

Le ministre du Travail Brice Hortefeux a assuré mardi que le texte de la nouvelle proposition de loi sur le travail du dimanche

était "*équilibré*" mais "qui peut évoluer" après "*une grande concertation avec les syndicats*". (AP 19.05)

Voilà une annonce qui ne doit pas être anodine et qui est à rapprocher du commentaire ci-dessus.

Les assassins au chevet de leurs victimes.

Les Etats-Unis ont annoncé mardi qu'ils débloqueraient une aide de 110 millions de dollars (80 millions d'euros) au Pakistan pour la prise en charge des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui les combats dans la vallée de Swat.

La secrétaire américaine d'Etat, Hillary Clinton a déclaré "*nous sommes prêts à en faire davantage si la situation l'exige*", une façon d'encourager les autorités pakistanaises à poursuivre cette guerre dont la population civile est la principale victime. (Reuters 19.05)

Il n'y a pas si lontemps l'administration américaine a versé des milliards de dollars au régime pakistanais pour qu'il intensifie la guerre contre les talibans, autrement dit, pour régler des dépenses militaires qui profitent en premier lieu à l'industrie d'armement américaine. Une fois le sale boulot largement engagé avec son lot de destructions et de terreur pour les populations de la région bombardée (le Swat), l'administration américaine fait acte de charité en venant à son secours en espérant peut-être obtenir la bénédiction du peuple pakistanais.

L'ironie de l'histoire.

Si le référendum sur le traité de Lisbonne avait lieu aujourd'hui en Irlande, le «oui» l'emporterait par 52% contre 29%, 19% n'ayant pas Lire la suite l'article d'opinion. Si on exclut les indécis, le «oui» l'emporterait par 64,5% contre 35,5%! C'est du moins ce qu'indique un sondage publié hier par le Irish Times et réalisé par l'institut TNS mrbi poll.

Rappelons que le «non» l'avait emporté, en juin 2008, juste avant la crise, par 53,4% contre 46,6%. Manifestement, les Irlandais ont pris conscience de la valeur ajoutée de l'Union en période de turbulence.

79% des sondés contre 10% estiment ainsi qu'à l'heure actuelle il vaut mieux faire partie de l'Union...Le nouveau référendum devrait être organisé à l'automne prochain. (libération.fr 19.05)

Mais où sont donc passés les syndicats ?

L'organisation de défense des Droits de l'homme Human Rights Watch a déploré mardi les mauvais traitements subis par les travailleurs étrangers sur le chantier de l'"île des musées" d'Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, où vont voir le jour notamment des succursales du Louvre et du Guggenheim. (AP 19.05)

Grève à la SNCF le 26 mai.

Les quatre syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, Sud-Rail, Unsa) ont annoncé mardi, dans un communiqué commun, à l'issue d'une rencontre avec la direction, appeler à faire grève le 26 mai, journée nationale d'action à l'appel des huit centrales syndicales françaises. Le préavis déposé en fin de semaine dernière court du lundi 25 mai à 20 heures au mercredi 27 mai à 8 heures, et porte sur les thèmes de l'emploi, des salaires et du maintien du caractère intégré de la SNCF. (Lepoint.fr 19.05)

Une nouvelle journée d'action et de grève pour rien ou pour démoraliser davantage les travailleurs ?

Comment les banques tirent profit de la crise.

La Société générale surveille les opportunités d'acquisitions dans la banque de détail et veut poursuivre son développement dans les pays d'Europe centrale et de l'est, déclare Frédéric Oudéa, le directeur général et futur P-DG de la banque.

"*La Société générale entend participer, bien sûr, à la consolidation du secteur en Europe*", a déclaré Frédéric Oudéa lors de l'assemblée générale des actionnaires de la banque.

"*La crise c'est aussi une opportunité. Des actifs vont être mis en vente. Nous examinerons les différentes opportunités. Ces acquisitions se feront en banque de détail, en Europe ou dans les pays convergeant vers l'Europe où nous pouvons renforcer notre présence*", a-t-il ajouté.

"*La Société générale va donc continuer à se développer en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen et en Afrique, tant en banque de détail que dans les services financiers*", a souligné le directeur général de la Socgen. (Reuters 19.05)

Des banques en faillite ou un tour de passe-passe ?

Le directeur général de JPMorgan & Chase James Dimon dit s'attendre à ce que plusieurs banques américaines reçoivent l'autorisation de pouvoir rembourser d'ici quelques semaines les milliards de dollars empruntés à l'Etat dans le cadre du plan Tarp de soutien au secteur financier.

Il s'exprimait quelques heures après que des sources ont dit à Reuters que Goldman Sachs, Morgan Stanley et pluieurs autres banques avaient demandé à pouvoir rembourser les fonds Tarp (Troubled Asset Relief Program).

Ces établissements souhaitent rembourser ces capitaux dès que possible afin de prouver leur bonne santé financière et d'échapper aux contraintes réglementaires liées au financement par les fonds publics, notamment en matière de rémunération. (Reuters 19.05)

The show of the capital must go on !

Le 21 mai

Un courriel que j'ai reçu sans la pièce jointe, donc ci-dessous son contenu.

Collectif National pour un Front Syndical de Classe (collectif.syndical.classe@laposte.net)

Solidarité avec Charles Hoareau !

Charles Hoareau, responsable syndical CGT dans les Bouches du Rhône, a été placé en garde à vue mardi 19 au matin. Convoqué au commissariat de Noailles à Marseille, sur plainte de la direction d'ADOMA, Charles Hoareau a été arrêté pour son action syndicale au côté des salariés de cette entreprise en lutte sans salaire ni allocation depuis novembre dernier. C'est une action collective visant à obtenir l'application des décisions de justice en faveur des salariés d'ADOMA, qui est à l'origine de la convocation de Charles.

Te voilà embastillé, Charles, pour le combat de légitime défense que tu mènes en solidarité de ceux qui sont victimes de violence sociale par un patronat qui empoche profit, cadeaux fiscaux, mais multiplie les licenciements et les délocalisations en saccageant un pays tout entier que les travailleurs ont construit de leur main.

En tout état de cause, alors que les luttes continuent de se développer dans de nombreux secteurs face à la crise et à la politique anti-sociale du gouvernement aux ordres du Medef et de l'UE, celui-ci a bien choisi d'accompagner la répression patronale des travailleurs en lutte, qu'il s'agisse des étudiants bloqueurs matraqués, des ouvriers de nombreux sites industriels confrontés aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, des syndicalistes d'EDF et GDF ou aujourd'hui de Charles Hoareau.

Contre ce pouvoir décidé à passer en force et à criminaliser toute résistance déterminée, il est nécessaire d'affirmer haut et fort notre solidarité avec l'ensemble des militants arrêtes et traînés en justice dans tout le pays. Et de construire le « tous ensemble en même temps » créant un rapport de force de haut niveau permettant à la fois de gagner sur les revendications et de rendre impossible l'acharnement policier et judiciaire contre les travailleurs en lutte.

Un rassemblement de protestation s'était formé à l'arrivée de Charles devant le commissariat. Il s'est maintenu toute la journée. A 18 heures 30 on apprenait que Charles Hoareau était en garde à vue et passerait la nuit au commissariat.

Ce matin à 7 heures un rasssemblement plus important encore avait lieu devant le commissariat à l'appel de l'Union départementale CGT. Les manifestants, qui ont bloqué le carrefour, dénonçaient les tentatives d'intimidations à l'égard de ceux qui agissent légitimement pour la défense des travailleurs.

"Liberté pour Charles Hoareau", pouvait-on lire sur les tracts, "liberté et justice pour les Caterpilars, pour les Conti, pour les agents EDF et GDF, pour les salariés qui défendent la réparation navale".

On apprenait vers 9 heures que tous les témoins entendus avaient confirmé : Charles n'a commis aucun délit et son intervention n'avait pour but que d'éviter une confrontation entre les salariés d'ADOMA et leurs employeurs. On attend la décision du procureur.

Lutte de classe. Evidemment, tous les militants ouvriers doivent soutenir tous les militants ou travailleurs arrêtés par la police

ou embastillés par la justice de Sarkozy.

Un dernier mot très vite. J'ai déjà préparé une lecture critique du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°47), je la mettrai en ligne demain. En attendant, si vous croisez un ouvrier dans les parages, demandez-lui donc qui était Spinoza auquel fait référence Gluckstein dans son éditorial, je ne vous en dis pas plus.

Les dépêches.

Plus une loi répressive : qui est le plus dérangé dans ce pays ?

Michèle Alliot-Marie a assuré sur Europe 1 que les tirs sur des policiers montraient que l'action du gouvernement était efficace puisque, selon elle, ils mettent en lumière le fait que les trafiquants de drogue étaient "dérangés".

Elle estime aussi qu'une loi sur la sécurité présentée prochainement au Parlement permettra une action plus efficace. Une vingtaine de textes ont été déjà votés sur le sujet depuis 2002. (Reuters 20.05)

Presque autant qu'il existe de contrats de travail précaires, simple coïncidence.

Psychose au palais.

Dans un communiqué le flic-président a fait savoir mercredi à l'issue d'une réunion en marge du conseil des ministres qu'il souhait que soit organisé "un suivi mensuel, département par département, des résultats de la politique de sécurité".

Il a demandé aussi au gouvernement d'accélérer le rapprochement entre la police et la gendarmerie et la mise en place de la police d'agglomération. (id)

418 suppressions d'emplois chez Cauval.

Le groupe Cauval Industries, premier fabricant français d'ameublement (les marques de matelas Dunlopillo, Simmons et Treca), annonce la suppression de 418 emplois dans ses usines en France.

"Il y aura des licenciements secs", a déclaré un porte-parole du groupe, dont le siège social est en Seine-et-Marne et qui emploie un peu plus de 3.000 personnes.

La fin de l'année a été marquée par l'annulation de commandes de grands groupes d'ameublement comme But, Conforama ou les chaînes hôtelières.

"La chute est tellement violente qu'il faut revoir les structures de l'entreprise afin d'être outillés quand le marché rebondira. La pérennité de la production en France n'est absolument pas remise en cause", a dit le porte-parole.

Dans un premier temps, Cauval va fermer son usine de Flaviac, en Ardèche, ce qui conduira à la suppression de 94 postes. Le site de Fougères, en Ille-et-Vilaine, sera réorienté vers la vente sur internet.

Au total, la douzaine d'usines du groupe seront affectées. (Reuters 20.05)

A Monaco la justice blanchit toujours les pillards et affameurs.

Le parquet de Monaco a classé sans suite une enquête sur les comptes bancaires détenus dans la principauté par Edith Bongo, l'épouse décédée du président du Gabon.

Deux comptes, sur lesquels étaient déposés au 27 avril environ 2,4 millions d'euros, ont été découverts après une enquête ouverte sur plainte de l'association Sherpa, qui lutte contre la corruption en Afrique.

Ces deux comptes ont été ouverts en mars 1998 à la Banque populaire de la Côte d'azur et à la banque Pasche en août 1998.

Les investigations n'ont pas permis de caractériser pénalement, au regard de la législation monégasque, les faits à l'origine des dépôts initiaux", dit le procureur général dans ce courrier adressé à Me William Bourdon, avocat de Sherpa. "Je suis conduit à procéder au classement de cette procédure", ajoute-t-il. (Reuters 20.05)

Allemagne.

Les bonnes nouvelles se suivent et se ressemblent.

Les prix à la production ont reculé de 1,4% en Allemagne en avril et affichent une baisse de 2,7% sur un an, montrent les statistiques officielles.

Les prix à la production n'avaient pas enregistré un tel recul en rythme annuel depuis juin 1987, selon l'Office fédéral des statistiques. (Reuters 20.05)

Etats-Unis.

Le lobby de l'armement toujours au pouvoir aux Etats-Unis. Qui en doutait ?

Le Congrès a voté l'autorisation de porter des fusils chargés dans les parcs nationaux américains et les réserves de faune sauvage. C'est une défaite cuisante pour les opposants aux armes à feu aux Etats-Unis. (AP 21.05)

Quel soulagement !

Le parti républicain n'aura pas à se prononcer sur une résolution appelant son rival démocrate, à changer son nom en parti "démocrate socialiste" des Etats-Unis. La direction du GOP a finalement renoncé mercredi à soumettre au vote une motion en ce sens. (AP 21.05)

Imaginez un peu, il s'en serait trouvé ensuite pour demander aux militants ouvriers américains de réaliser un front unique avec le parti d'Obama, ils ne savent pas à quoi ils ont échappés ! Nous en France, on y a le droit !

La démocratie est-elle compatible avec une justice d'exception ?

Le Sénat a infligé mercredi un sérieux revers au président américain en lui refusant le financement nécessaire au projet de fermeture de Guantanamo.

Les sénateurs, par un vote massif de 90 voix contre six, ont ainsi rejeté mercredi la demande de financement de 80 millions de dollars (58,7 millions d'euros) réclamés par les départements de la Justice et de la Défense pour le transfert des 240 détenus de la base américaine à Cuba.

La Chambre des représentants a pris des mesures similaires ces derniers jours, ce qui risque de compromettre le calendrier fixé par Barack Obama, qui a ordonné la fermeture du centre de détention d'ici janvier 2010.

"Le peuple américain ne veut pas que ces hommes marchent dans les rues des quartiers de l'Amérique", a expliqué le sénateur John Thune mercredi. "Le peuple américain ne veut pas non plus que ces détenus soient incarcérés sur une base militaire ou dans une prison fédérale près de chez eux."

Un juge fédéral américain a par ailleurs statué mardi soir que les Etats-Unis pouvaient maintenir indéfiniment certains prisonniers en détention militaires sans qu'ils soient inculpés. (AP 20.05)

Info et intox.

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, déclare devant une commission du Sénat, que le projet de rachat par l'Etat d'actifs à risque des banques, destiné à assainir leurs bilans, sera opérationnel au cours des six prochaines semaines.

Il a estimé à 123,7 milliards de dollars les capitaux encore disponibles dans le cadre du plan de soutien au secteur financier Tarp (Troubled Asset Relief Program) approuvé par le Congrès en octobre. (Reuters 20.05)

Pas sûr que cela sera suffisant pour désintoxiquer la bête immonde.

Mexique.

Déclin du PIB de 8,2% au premier trimestre.

Le Mexique a enregistré un déclin de son produit intérieur brut de 8,2% au premier trimestre de cette année, avant même que l'impact de la nouvelle grippe A(H1N1) ne se fasse sentir sur l'économie, selon les chiffres communiqués mercredi par l'agence statistique mexicaine. (AP 21.05)

Un projet qui prend l'eau.

En annonçant leur retrait du projet d'union monétaire dans le Golfe, les Emirats arabes unis (EAU) remettent en question la viabilité et la portée de ce plan dont les prémices ont été initiés il y a près de dix ans.

L'Arabie saoudite, les EAU, le Koweït, le Qatar et Barheïn négociaient la création d'une monnaie commune qui aurait pu, à terme, être librement échangée.

Le retrait des EAU, deuxième économie de la région affaiblit la force de projet et les analystes les plus pessimistes estiment même qu'il est presque mort.

Pour appuyer sa décision, les EAU invoquent leur réticence à admettre qu'une Banque centrale commune soit basée en Arabie saoudite.

La création d'une monnaie commune à ces pays exportateurs de pétrole, conjuguée à l'influence grandissante de l'euro et du yuan chinois, porterait un rude coup à l'hégémonie du dollar. (Reuters 20.05)

Irak.

Toujours plus pauvre. Mais riche en pétrole !

Près d'un Irakien sur quatre vit sous le seuil de pauvreté, selon une étude publiée mercredi par l'Autorité centrale des statistiques (CSA), un organisme public irakien.

Selon l'étude, 23% des 27 millions d'habitants vivent dans la pauvreté et la plupart se trouvent en zones rurales, a précisé le porte-parole de la CSA, Abdul-Zahra Hendawi.

M. Hendawi précise toutefois que le système de rations alimentaires en vigueur dans le pays a aidé à contenir la pauvreté.

"Nous nous attendions à un pourcentage plus élevé, mais le système de rations aide apparemment les pauvres à faire face à la situation", a-t-il déclaré à l'Associated Press. En vertu de ce dispositif, tous les Irakiens se voient remettre des cartes de rations alimentaires leur permettant d'acheter dix articles -sucre, farine, riz, lait en poudre, huile, thé, haricots, lait pour bébé, savon et détergent- pour un prix modique. (AP 20.05)

Quand la crise s'amplifie, même les poids lourds s'effondrent.

Volvo, deuxième fabricant mondial de camions, fait état d'un plongeon de 63% en avril sur un an des ses ventes, alors que la demande baisse encore sur ses principaux marchés.

Le suédois Volvo, qui vend des camions sous les marques Renault, Nissan, Diesel et Mack, et sous sa propre marque, précise dans un communiqué avoir vendu 9.196 poids lourds en avril dernier, contre 24.616 en avril 2008.

Le recul en avril a été encore plus fort que celui de 51% sur un an au premier trimestre 2009. (Reuters 20.05)

Le 22 mai

La lecture critique du dernier IO (n°47) demain.

La réaction sur toute la ligne, c'est quoi ? Mode d'emploi.

Je vous ai mis en ligne un article ultra réactionnaire du journal patronal *Les Echos*, « *Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française* », parce que je pense qu'il est intéressant de savoir ce qui se passe dans la tête des ordures qui conseillent les chefs d'entreprise et le Medef. Cet article est à vomir je vous préviens, son contenu s'inscrit dans la lignée du programme antisocial de Sarkozy en allant encore beaucoup plus loin. Je l'ai placé dans la rubrique "société", car c'était impossible de le caser dans

la rubrique "sociale".

Son auteur, chef d'entreprise lui-même et conseiller scientifique de grands groupes, dénonce le "sous-travail", entendez par là que sur une journée de travail de 8h, les ouvriers (ou empoyés) qui ne sont que des tas de fainéants ne travailleraient en réalité que 4h, le reste du temps ils boiraient le café, discuteraient ou se baladeraient quand ils ne seraient pas en arrêt maladie, et il prône "une nuit du 4 août" pour abolir la fonction publique !

Thibault : 1999-2009 : ça suffit ! (il faudrait écrire : trop !)

Un camarade de la CGT m'a expliqué au téléphone que Thibault préparait le prochain congrès dans la continuité du précédent tendant à une Cfdtisation croissante de la CGT, qu'à tous les niveaux des instances du syndicat "les staliniens" resserraient les boulons pour tenter d'écarter les contestataires du 49e congrès, afin de réduire la CGT à un syndicat d'accompagnement du capitalisme.

Les lieutenants de la bourgeoisie Frachon, Séguy, Krazucki, Viannet, Thibault pour la CGT, Jouhaux, Bergeron, Blondel, Mailly pour FO, Maire, Kaspar, Notat, Chérèque pour la CFDT, etc., ont fait du bon boulot, ils ont subordonné jour après jour le syndicalisme au capitalisme au détriment de la mobilisation des travailleurs et du combat classe contre classe pour l'émancipation de la classe ouvrière du joug du capital.

Conciliation, compromission, cogestion, trahison, comment mieux caractériser ces dernières 60 années de syndicalisme qui portent la marque infâme du corporatisme.

Organiser et canaliser le rejet par la classe ouvrière du capitalisme qu'inspirait l'exploitation pour briser son élan afin qu'elle n'en viennent pas à remettre en cause la propriété privée des moyens de production, tel fut le rôle majeur des syndicats durant toute cette période que les améliorations de la condition ouvrière arrachées ou concédées par la bourgeoisie couvraient d'un voile opaque avec la complicité des appareils des partis ouvriers.

Une fois abandonné le combat pour en finir avec le capitalisme, les syndicats sont devenus des rouages du capitalisme et en grande partie des institutions, c'était inévitable.

De deux choses l'une, soit le combat pour des revendications transitoires est relié au combat pour l'émancipation du prolétariat et favorise ainsi sa prise de conscience de la nécessité d'abolir le capitalisme, soit le combat pour des revendications transitoires n'est pas relié au combat pour l'émancipation du prolétariat et il contribue finalement à renforcer la subordination de la classe ouvrière au capitalisme dont elle a tout à attendre. Dans le premier cas, le combat de la classe ouvrière dans ses syndicats est relié à la perspective politique du socialisme, dans le second, son combat se situe dans la perspective de la pérennité du capitalisme.

Briser l'unité du combat syndical et politique au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au parti, ne pouvait aboutir qu'à favoriser et assurer la suprématie des idées de la classe dominante dans les syndicats, l'idéologie bourgeoise sous le masque du réformisme.

Pourquoi, c'est facile à comprendre, à partir où cette dichotomie était réalisée, le combat pour l'abolition du capitalisme devenait quasiment impossible du fait qu'il était coupé de toute perspective politique, il ne restait plus au syndicalisme de mener son combat sans le cadre du régime et des institutions en place.

Dit autrement, dès lors que le combat syndical contre le capitalisme ne se situe plus dans la perspective du socialisme, il se situe forcément dans une autre perspective, la collaboration de classes qui enchaîne l'ouvrier à son patron.

Si le combat syndical doit se situer à la fois dans la perspective de l'abolition du capitalisme et la perspective du socialisme, c'est au combat politique de prendre le relais pour mener le combat pour le socialisme, ainsi les syndicats et les partis conservent leur autonomie tout en oeuvrant ensemble à la même cause.

Dans la mesure où le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, refuser de combattre dans les syndicats dans cette perspective, c'est capituler devant le capitalisme, vous aurez beau retourner la question dans tous les sens, vous arriverez toujours au même constat.

Si l'abolition du capitalisme ne se confond pas avec l'objectif du socialisme, que peut-il signifier, à quoi peut-il aboutir ? C'est uniquement un double langage pour camoufler en réalité son adaptation au capitalisme.

En attendant, je ne pense pas qu'appeler et participer aux prochaines journées d'action dont celle du 26 mai, soit opportun. Y participer, ce serait faire le jeu des appareils qui les ont organisées dans le seul but de briser le moral et la détermination des travailleurs qui cherchent une issue à la crise actuelle du capitalisme. Je pense qu'il faut les boycotter en expliquant pourquoi aux travailleurs.

Je sais que ce n'est pas facile, mais chaque fois que l'occasion se présente, il faut essayer d'isoler les dirigeants syndicaux qui marchent main dans la main avec Sarkozy et le Medef, et détourner les travailleurs des pièges qu'ils leur tendent, par exemple en leur proposant de rejoindre les comités d'unité pour l'interdiction des licenciements.

A ce propos, il faudrait joindre à ce mot d'ordre sous la forme la mieux appropriée la question du pouvoir d'achat, je n'aime pas cette formule mais elle permet d'inclure les travailleurs qui ont un emploi, les chômeurs, les rmistes, les retraités, les jeunes de moins de 25 ans au chômage, les stagiaires, les apprentis, tous les travailleurs qui ont un contrat de travail précaire ou qui ne travaillent pas à temps complet, ainsi on toucherait la plus grande partie des exploités.

L'Etat français : un régime policier ?

Sachez-le : Emettre un commentaire, à plus forte raison une critique, en présence de fonctionnaires assermentés peut conduire en garde à vue avec, à la clé, un procès pour délit d'outrage passible de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amendes.

Le nombre de faits d'outrages à dépositaire de l'autorité publique est passé de 17 700 en 1996, à 28 823 en 2003 et à 31 726 faits en 2008. (Libération.fr 20.05)

Que signifie l'inculpation pour «outrage» ou «rébellion» de victimes ou de témoins de mauvais traitements imputés à des agents de la force publique ? Que la police a tous les droits et pouvoirs et que vous n'en avez aucun ! Exagéré ? Pas si sûr.

Ainsi, le 21 juillet 2008 à Avignon, Patrick Mohr, metteur en scène suisse, eut le tort d'aborder un CRS pour lui demander pourquoi ils contrôlaient des musiciens africains (Libération du 3 octobre). Garde à vue, fouille au corps, et convocation au tribunal pour «outrage, incitation à l'émeute et violence envers des dépositaires de l'autorité publique». (même source)

Voilà un monsieur qui a osé poser une simple question à un CRS et qui pour cette raison se retrouve poursuivi par la justice du flic-président. Après ils s'étonnent que les jeunes n'osent plus leur adresser la parole mais leur tirent dessus !

En Inde il y a déjà quelques années, au bureau d'immigration de Pondichéry qui délivre les visas, j'ai osé interpeller un fonctionnaire parce qu'il m'avait fait poiroter pendant près d'une heure sans raison apparente, il m'a menacé d'expulsion du territoire indien en m'aboyant dessus rien de moins.

La machine est grippée.

Les commandes en valeur reçues dans l'industrie française ont reculé de 0,5% en mars sur un mois (2,4 en février). Les commandes reçues de l'étranger ont subi une baisse plus importante de 5,3%.

Au cours des trois derniers mois, les commandes reçues dans l'industrie française (hors matériel de transport autres qu'automobile) se sont repliées de 8,1% par rapport aux trois précédents mois.

Sur la même période, la chute est notamment marquée dans le secteur des équipements électriques et électroniques (-12,9%), dans les autres produits manufacturés (-7,1%) et dans l'industrie automobile (-5,6%). (latribune.fr 20.05)

La précarité et la misère à vie comme perspective.

Selon l' OCDE "à terme, il conviendrait d'envisager l'extension du RSA aux moins de 25 ans". (latribune.fr 21.05)

Travail, famille, patrie !

Pour le ministre du travail, Brice Hortefeux, les baisses de salaires proposées par les patrons ne sont pas "choquantes" si elles sont accompagnées de "contreparties". (les travailleurs de Continental en savent quelque chose ! - Lutte de classe) "C'est aux salariés de déterminer si les mesures proposées permettent ou non de préserver l'avenir de l'entreprise (...) dans le cadre d'une négociation interne", a-t-il résumé, estimant qu'"en période de crise, l'effort doit être partagé". (LeMonde.fr 19.05) Plus cynique tu meurs !

D'un côté, des capitalistes qui se mettent des millions d'euros dans le poches, de l'autre, des millions de travailleurs et jeunes au chômage, réduits à la précarité et à la pauvreté, c'est leur conception du "partage" de l'effort : abolition du capitalisme !

Partir en vacances : un luxe !

Plus de la moitié des Français (52%) ne comptent pas partir en vacances cet été, et plus d'un tiers parmi eux y renoncent pour des raisons financières, selon une étude du cabinet Protourisme pour Europe 1 publiée mercredi.

Le taux de départ des Français ne cesse de baisser : ils étaient 51% à prendre des vacances l'été dernier, contre 55% en 2003. L'an dernier, 32% des non partants ont mis en avant le manque d'argent, contre 37% cette année.

Ce sont surtout les employés et les ouvriers qui resteront à la maison. Pour les foyers avec des revenus entre 1.200 et 2.000 euros nets par mois, le taux de non partants atteint 62%.

A l'autre bout de l'échelle sociale, les 20% de Français aux revenus les plus élevés partent de plus en plus. Le taux de départ pour les foyers dont les revenus mensuels sont supérieurs à 5.000 euros atteint 82%, contre 77% en 2008. (AFP 20.05)

Le 23 mai

Ma lecture critique du n°47 d'*Informations ouvrières.*

Dans l'éditorial de D. Gluckstein page 2, munissez-vous d'un mouchoir pour essuyer vos larmes :

"*Ni rire ni pleurer, mais comprendre, disait naguère Spinoza.*"

Et notre ouvrier lecteur d'*Informations ouvrières* de demander :

- Mais c'était qui ce dirigeant ouvrier que vous citez ?

Et notre professeur de lui répondre :

- D'où vous sortez vous, vous ne connaissez donc pas vos classiques, c'était un philosophe hollandais du XVIIe siècle !

- Dites-donc vous la science, vous ne me prendriez pas pour un gland dès fois ? Pourquoi vous faites référence à un type dont personne n'a jamais entendu parler ?

- Je ne m'adressais pas à vous en particulier !

- Excusez-moi, je croyais en lisant le titre de votre journal qu'il s'adressait aux ouvriers en particulier.

"*Qu'en conclure ?*"

Ce que vous voudrez.

A qui le POI s'adresse-t-il et à qui peut-il inspirer confiance ?

L'article signé Pierre Jeanneney, membre du bureau national du POI fournit quelques éléments qui permettent de répondre à cette question. Ou le loup dans la bergerie ?

Des admirateurs de la République française, il y en a à l'UMP, au Nouveau Centre, au MoDem, au PS, au MRC, au PdG, au PCF, chez les Verts, rien de plus normal jusque là. Le POI au chevet de la République française, qu'est-ce que cela signifie, je ne connais l'Etat des capitalistes, la République française, que sous la forme de la Ve République, en aurait-elle une autre qui nous aurait échappée ?

"*Comme chacun sait, je suis venu au POI dans le cadre de mon mandat de maire d'une petite commune rurale ; j'y suis venu parce que je constatais le délabrement de la République française*"

Si la "République française" qui vous est si cher apparemment n'était pas dans un état de "délabrement" avancé, il serait impossible de remettre en cause l'Etat bourgeois et d'entrevoir la possibilité de le renverser. Ne serait-ce pas votre objectif ? Le "délabrement" de la forme de domination de classe de la bourgeoisie est le produit politique du "délabrement" du capitalisme. On n'a ni à s'en réjouir ni à le regretter, on doit s'en saisir pour aider les masses à comprendre qu'elles n'ont rien à attendre de ce régime...

L'histoire du mouvement ouvrier s'arrête pour lui au XIXe siècle, pratique pour nier la révolution russe qui a donné naissance au parti communiste en 1920.

"*Personnellement, je pense qu'il n'y a eu que trois périodes d'action ouvrière dans l'histoire de France : la grande Révolution de juillet 1789 à juillet 1794 ; la Deuxième République de février à juin 1848 et son gouvernement provisoire, qui abolit l'esclavage et voulut inscrire dans la Constitution le droit au travail pour tous ; enfin, la Commune de Paris de mars à mai 1871*"

Les derniers navires des négriers ont quitté les ports de Nantes et de Bordeaux aux alentours de 1900, quant à la guerre du Tonkin inaugurée en 1883 si je ne me trompe pas (par la coqueluche des ouvrièristes de l'Education nationale : Jules Ferry), les républicains et les socialistes de l'époque avaient dû la lancer au nom des valeurs que vous défendez, celle de la République française.

Que dire de ce "droit au travail", qu'il était autre chose que le droit à l'exploitation donné aux exploiteurs ne rompant pas en cela avec l'esclavagisme ? Aurait-il existé dans ce pays depuis 1789, un autre Etat que l'Etat au service des capitalistes ?

Comme dira Lénine, l'expérience de La Commune nous a servi à comprendre ce que nous devions faire et ce que nous ne devions pas faire, pour le reste La Commune n'est pas un exemple à suivre puisqu'elle s'est soldée par une défaite, sauf à vouloir reproduire indéfiniment les mêmes erreurs. Il y a des dirigeants ouvriers qui tiennent compte des expériences de la lutte de classe et en tirent de précieux enseignements, ce fut le cas de Marx, Engels, Lénine et Trotsky notamment, et il y en a d'autres dont Jeanneney qui en sont incapables.

"*Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place !*" (*Où va la France ?* - Trotsky)

Il en est de même des révolutions !

La négation du marxisme ou le marxisme ravalé au rang du républicanisme bourgeois ! On frôle ici la calomnie envers les fondateurs du socialisme scientifique, j'explique en quoi plus loin.

"*Je pense également que dans ce domaine tout a été dit par Jean-Paul Marat et Louis Antoine de Saint-Just. Ce qui a été écrit ensuite par les théoriciens du socialisme n'est qu'un développement des idées professées par le courant républicain de 1789, qui sont résumées dans la devise de la République : liberté, égalité, fraternité*"

Le problème de Jeanneney, c'est qu'il ne développera pas les idées "des théoriciens du socialisme" parce qu'ils ne les partagent pas, mais la devise de la République dont se réclame notamment Sarkozy et bien d'autres représentants du capital. Vous me corrigerez si je me trompe, je ne pense pas que Sarkozy puisse se réclamer de la République sociale pour laquelle combattait Marx et Engels. On a les références qu'on peut.

De plus, on ne se réclame pas de la liberté en général comme le fait Jeanneney et peut très bien le faire n'importe quel bourgeois (par exemple, la liberté d'entreprendre, de nous exploiter.), Lénine et les bolcheviks associeront le combat pour la liberté à la nécessité d'abattre le régime autocratique et semi-féodal de Nicolas II. Jeanneney ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes ou alors il se trompe d'époque et de combat.

Le combat pour l'égalité pouvait se justifier à l'époque du capitalisme ascendant, mais cette époque est révolue, je ne suis pas sûr que Jeanneney en soit vraiment convaincu.

Ajoutons que Marx expliquera que pour bien faire, compte tenu de l'inégalité qui existe natuellement entre tous les individus, aucun ne disposant des mêmes dispositions et des mêmes capacités, le droit devrait être inégal et non égal pour respecter ces différences afin de permettre l'épanouissement de chacun dans une société débarrassée des classes sociales et de l'Etat, donc Jeanneney peut remballer son égalitarisme qui n'est qu'un voile pour masquer la domination de classe de la bourgeoisie et assurer sa pérennité, la classe ouvrière et son parti peuvent très bien combattre pour obtenir des droits sociaux et politiques sur leur propre terrain dans l'objectif de renverser le régime.

La fraternité était prônée par les républicains et les socialistes bourgeois pour mieux enchaîner les masses au capitalisme. Jamais Marx ou Engels n'ont prôné comme valeur de manière générale la fraternité entre les classes contrairement à ce que Jeanneney voudrait nous faire croire insidieusement, à l'exception de situations particulières, passagères et très rares et bien circonscrites, mais toujours en situant ce principe sur le terrain général de la lutte de classe du prolétariat dont on ne voit pas trace ici.

C'est au nom de la "fraternité" qu'aujourd'hui les ONG se substituent aux services publics et viennent au secours à la fois des victimes du capitalisme et des régimes politiques honnis par les masses. En soulageant la population des méfaits du capitalisme,

cette "fraternité" ne sert finalement qu'à assurer la survie du capitalisme et de régimes corrompus.

Ceux qui justifient cette "fraternité qui pue à plein nez l'hypocrisie et la bonne conscience du petit-bourgeois par les souffrances qu'elle atténue parmi les couches les plus misérables du prolétariat et de la paysannerie, voudraient sans doute combattre le capitalisme sans laisser de victimes derrière eux, ils rêvent peut-être d'une révolution ou d'une transition au socialisme sans morts, sans verser la moindre goutte de sang ; crasse ignorance ou illusion criminelle, nous ne renverserons jamais le capitalisme et ses institutions politiques sans guerre civile, sans faire le sacrifice de travailleurs et militants.

La seule fraternité que l'on peut concevoir ne peut pas se situer au niveau d'un Etat qui n'est pas le nôtre, mais entre exploités uniquement. Si l'Etat et la République ne sont pas les nôtres, alors comment leurs valeurs pourraient être les nôtres ? Question élémentaire qui apparemment a échappé à Jeanneney. Au passage, on retrouve le même discours à la Libre pensée ou la franc-maçonnerie.

La fin du monde est proche camarades, préparez-vous à vous convertir au bol de riz !

"*au rythme de 3 000 licenciements par jour, il n'y aura bientôt plus dans quelques années un seul emploi en France à part les petits boulots et le travail au noir, avec pour conséquence la mort des services publics et la fin de la République.*"

Encore un qui n'a rien compris, dramatiser la situation n'a jamais abouti à un autre résultat : démoraliser la classe, la diviser et briser sa détermination. Marx et Engels l'avaient bien compris, eux qui au lieu de se lamenter sur le triste sort de la classe ouvrière avec laquelle ils partageaient le destin, se servaient de chaque coup qu'elle prenait comme point d'appui pour les dresser contre le régime en place.

La fin du monde est proche camarades, préparez-vous à vous convertir au bol de riz :

"*au rythme de 3 000 licenciements par jour, il n'y aura bientôt plus dans quelques années un seul emploi en France à part les petits boulots et le travail au noir, avec pour conséquence la mort des services publics et la fin de la République.*"

Encore un qui n'a rien compris, dramatiser la situation n'a jamais abouti à un autre résultat : démoraliser la classe, la diviser et briser sa détermination. Marx et Engels l'avaient très bien compris eux qui au lieu de se lamenter sur le triste sort de la classe ouvrière se servaient de chaque coup qu'elle prenait comme point d'appui pour les dresser contre le régime en place.

La fraternité version Jeanneney : le nationalisme !

"*Pour reprendre une formule révolutionnaire : « La patrie est en danger. » Il y a nécessité de rassembler les forces qui défendent les intérêts du peuple, et c'est l'intérêt du peuple qui est primordial*", ainsi soit-il monsieur le contre-révolutionnaire : le prolétariat n'a pas de patrie ! (Marx)

"*La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique.*" (Trotsky sur Jaures - 17 juillet 1915)

Une impuissance qui dénote une cruelle incompréhension.

"*pitié pour les victimes du capitalisme sauvage, qui vont bientôt composer la majorité des Français !*"

Un, cela ne risque pas d'arriver avant longtemps, sauf approfondissement de la crise que Jeanneney pas plus que nous n'est en mesure de prévoir ; deux, gardez vos larmes de crocodiles pour les futurs victimes de la répression qui accompagnera le soulèvement des masses, en attendant, ce n'est pas de pitié dont la classe ouvrière a besoin, mais d'armes pour combattre le régime, se mobiliser et le renverser.

Et vous savez pourquoi cette prose aux relents de républicanisme bourgeois ? Parce qu'apparemment le NPA a répondu par une fin de non-recevoir à la proposition du POI d'une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements.

"*C'est avec beaucoup de déception que j'ai lu la réponse du comité exécutif du NPA à la proposition de rencontre que lui avaient adressée les quatre secrétaires nationaux du POI. Déception... malaise... gâchis... Voilà mon sentiment. Je me pose vraiment la question : comment étouffer ces remugles de rancoeur que l'on constate dès lors qu'il s'agit de communiquer à défaut de collaborer ?*"

Sauf erreur de ma part, en me connectant sur les sites internet di POI et du NPA je n'ai pas trouvé trace de cette réponse du comité exécutif du NPA.

C'est aux dirigeants du PS, du PCF, du PdG, du NPA, de LO que Jeanneney demandait "*pitié*" plus haut. Je me demandais si un militant qui se livre à ce genre de lamentation avait vraiment sa place à la direction d'un parti ouvrier. J'ai autant le droit que n'importe quel militant à poser cette question.

Ah Jeanneney est tombé dans le panneau de l'illusion qui consistait à faire croire aux travailleurs et aux militants que les dirigeants de ces partis en viendraient à mettre en péril le régime ! Je comprends mieux.

Finalement, votre conception du front unique a du plomb dans l'aile, réfléchissez donc à la manière dont on pourrait l'utiliser autrement, j'ai fait une proposition dans ce sens-là.

Abordons maintenant les réponses formulées par le PS et le PCF à la délégation de la conférence des délégués.

Pour la délégation PCF :

"*Les dirigeants du PCF font état des initiatives propres au PCF et d'autres, communes : rencontres avec les partis de gauche, comme produit de l'unité syndicale imposée par la rue. On s'efforce de chercher à réaliser la riposte la plus large.*"

Pour la délégation PS :

"*Nous ne voulons pas, par certains mots d'ordre, mettre en cause les relations avec les syndicats, l'unité syndicale est un pas en avant.*"

Quel est leur point commun : l'unité des dirigeants pourris des syndicats... avec Sarkozy contre la classe ouvrière qu'il ne faut surtout pas bousculer ou remettre en cause, autrement dit ils en partagent le contenu et l'objectif, soutenir le régime par tous les moyens, les journées d'action en font partie.

Une intervention dont je partage l'orientation. (page 7)

"*...Denis Langlet,des Yvelines, mandaté par le comité de liaison industrie, qui rassemble des délégués et militants de 15 entreprises de la métallurgie. Pour lui, la solution réside dans « l'appel aux salariés, à leurs organisations, en ouvrant une perspective interentreprises, interprofessionnelle, en organisant par nous-mêmes, en prenant notre bâton de pèlerins, en allant dans les boîtes à l'entour, en discutant ». Il met en garde quant à « l'unité des partis politiques » et insiste : « Il s'agit de mener une campagne dans le pays, dans les usines, pour que nous puissions, sur la base des assemblées générales souveraines, avec des délégués mandatés, construire le front de la classe ouvrière avec ses organisations, à la base, qui imposera aux chefs politiques qu'ils s'unissent avec nous, derrière nous, pas devant nous, pas dirigés par eux, dirigés par nous, sur nos objectifs. ».*"

On n'est pas loin de la proposition que j'ai formulée dans mon article du 21 mai. Il faudrait préciser : pas d'appel en direction des dirigeants des partis, trois lettres cela suffit, c'est déjà trop à mon goût mais passons.

Cette démarche me semble la bonne, le front unique n'est plus conditionné aux appareils qui doivent se soumettre à la volonté des délégués élus, à chaque militant dans son parti de s'adresser ou non à ses dirigeants, de comprendre ou non leurs réelles intentions, au-delà, de rester dans ce parti ou d'aller voir ailleurs.

Page 13, Daniel Gluckstein secrétaire national du POI, en conclusion du meeting :

"*Sans doute, les dirigeants* (PS, PCF, PdG - Lutte de classe) *de ces partis hésitent parce qu'ils hésitent à rompre avec la classe capitaliste et avec l'Union européenne*".

S'il vous plaît ne nous refaites pas ce coup-là, chacun sait qu'ils ne rompront jamais avec le capitalisme, ce n'est pas moi qui l'affirme mais Trotsky dans le *Programme de transition*.

La fin de son intervention me convient parfaitement.

"*Oui, il s'agit de préparer le mouvement d'ensemble qui balaiera la pourriture de ce vieux monde décomposé. Et plus grande sera l'abstention, plus grand sera le rejet, plus grande et plus rapide sera la vague qui balaiera tout ça.*
A bas l'Union européenne, vive la classe ouvrière !"

Dommage qu'il n'ait pas ajouté : A bas Sarkozy et les institutions de la Ve République, mais il y viendra !

Pas de fric ?

L'Elysée relance le chantier du pôle régional de gendarmerie de Lyon estimé à 156 millions d'euros, abandonné à la dernière minute le 15 avril au motif que son fonctionnement serait trop 'onéreux'.

Ce programme immobilier, le plus important de la région Rhône-Alpes, est financé grâce à un groupement d'opérateurs privés : ils se sont engagés à construire et maintenir en état les 36 bâtiments et 440 appartements qui doivent, en 2012, accueillir 1 200 militaires et leurs familles.

En échange, le groupement loue le site à l'Etat pendant trente ans, moyennant un loyer annuel de 12 millions d'euros. 'Vous imaginez l'impact d'une telle installation, se félicite M. Abadie, le maire de Sathonay-Camp. On va bâtir 600 logements, une chaufferie-bois, créer de nouvelles routes, ouvrir dix classes supplémentaires et un restaurant scolaire'. (Lemonde.fr 22.05)

De qui se foutent-ils : les 1 200 militaires et leurs familles qui s'installeront dans la base de Sathonay-Camp ils viendront bien de quelque part, ils laisseront bien derrière eux 600 logements vides, dix classes et un restaurant scolaire vides.

A Guantanamo ? Non, dans la France de Sarkozy.

Deux hommes et une femme, âgés d'une vingtaine d'années et considérés comme des proches de membres du groupe Coupat mis en examen dans l'enquête antiterroriste sur les dégradations commises contre des lignes ferroviaires à grande vitesse en novembre 2008, ont été libérés jeudi après plus de trois jours de garde à vue sans qu'aucune charge ne soit retenue à leur encontre.

Julien Coupat reste le seul en détention provisoire, six mois après sa mise en examen. (lexpress.fr 22.05)

La justice et la ministre de l'Intérieur cherchent en vain comment elles pourraient remplir un dossier désespément vide.

Etats-Unis.

BankUnited, qui avait 12,8 milliards de dollars d'actifs et $8,6 milliards de dépôts dans la banque de détail, est la plus grosse faillite bancaire depuis le début de l'année aux Etats-Unis. (Reuters 22.05)

Bon week-end à tous.

Le 24 mai

Le 24 mai

Pas le temps pour une causerie, on a eu un gros orage et pas de courant depuis hier soir.

J'attends les réactions à ma proposition de participer aux comités d'unité initiés par le POI de la part des camarades qui me demandaient instamment quoi faire. Je leur ai répondu à travers cette proposition qui est conforme à l'orientation politique que je défends, j'y reviendrai demain. Dans le courrier des lecteurs du dernier IO, j'ai lu un courriel que m'avait également adressé un camarade, le contenu était identique en dehors des initiales.

Deux dépêches.

Le temps joue contre eux.

L'administration Obama commence à admettre que la sortie de crise ne se déroulera pas comme annoncé. "*Le processus de reprise sera plus long*" qu'elle ne l'envisageait lors de l'élaboration du budget, il y a deux mois, a expliqué, vendredi 22 mai, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner.

Ce budget, le plus déficitaire adopté depuis 1946, misait sur un recul limité de la croissance en 2009 (à - 1,2 %) et sur une relance économique forte dès 2010 (+ 3,2 %), pour se stabiliser au-dessus de 4 % à partir de 2011. Las, a noté M. Geithner, l'accès au crédit tarde à se desserrer. Surtout, les ménages, comme les entreprises, dans l'incertitude, pensent plus à épargner qu'à acheter ou investir. (Lemonde.fr 23.05)

Seule la lutte de classe du prolétariat peut contrecarrer leurs projets.

Couac au gouvernement.

Interrogée ur les propositions émises jeudi par M. Darcos de réfléchir à la création d'"*une force mobile d'agents*" intervenant "*sur des missions de prévention et de contrôle*" de la violence et pour fouiller les élèves, Mme Alliot-Marie fait part de son scepticisme. "*On ne va pas installer des commissariats dans les écoles, ni morceler les forces de police pour créer une brigade spéciale pour chaque problème.*" (LePoint.fr 23.05)

A demain.

Le 25 mai

Pour revenir sur la bataille engagée par le POI et les comités d'unité pour une marche unie sur Paris pour interdire les licenciements.

Je ne crois pas et je n'ai jamais cru que cette marche pourrait avoir lieu dans l'état actuel des choses. Les partis que le POI a contactés n'y appelleront jamais parce que leurs intérêts sont liés au maintien en place du régime capitaliste.

Personnellement, comme je l'ai expliqué, je suis contre tout appel en direction des dirigeants des autres partis, à l'exception du NPA et de LO qui n'ont jamais été au pouvoir.

Il est clair que si les dirigeants du POI persiste dans la même voie, ils vont droit dans le mur ou une impasse compte tenu du refus des dirigeants des autres partis d'appeler à cette marche unie. Alors ils vont être rapidement (immédiatement) confrontés à la question : comment continuer ce combat, quelle forme pourrait-il prendre pour aller de l'avant ? J'ai une proposition à avancer.

Les militants et les comités existants connaissent les entreprises où les travailleurs sont confrontés à des plans de chômage partiel ou de licenciements dans leurs régions, par ailleurs il est facile de se procurer le nom et l'adresse des 1824 grandes entreprises du pays.

Le prochain objectif : une conférence nationale réunissant les 1824 délégués des 1824 grandes entreprises, les délégués des fonctionnaires (un par ministère ou corps de métier) et les délégués des comités d'unité.

S'il n'est pas possible de convaincre au moins un travailleur sur des centaines ou des milliers de chaque entreprise, c'est qu'il est impossible dans la situation actuelle de mobiliser la majorité puis la totalité de la classe ouvrière, dans ce cas-là il faudrait abandonner la perspective de la marche unie sur Paris et recentrer le combat sur la nécessité de construire la force politique au côté du POI qui permettra d'en finir avec le régime, car il sera impossible de se fixer un autre objectif.

Personne n'est en mesure de dire si la crise va encore s'aggraver, combien de temps elle va durer et de quelle manière elle prendra fin, par contre, on sait par expérience que chaque sortie de crise s'est accompagnée d'une mobilisation du prolétariat, la classe ouvrière estimant que la fin de la crise pour les capitalistes sonnait le glas de la fin de la crise pour elle aussi. Dans cette perspective, il sera possible de mettre à l'ordre du jour une issue politique à la crise et de mobiliser la classe ouvrière contre le régime et les institutions, de poser directement la question du pouvoir.

La question va être de savoir dans quelle condition la classe ouvrière abordera cette nouvelle étape de la lutte des classes. Sera-t-elle déjà organisée à un niveau suffisant pour pouvoir submerger les appareils et réaliser son unité ou les appareils réussiront-ils encore une fois à canaliser et pourrir son mouvement ?

Si notre objectif est vraiment de renverser Sarkozy et la Ve République, ce n'est pas une minorité des exploités qui doit se soulever mais la totalité qui doit être entraînée dans le processus révolutionnaire, sinon il sera impossible de vaincre.

La question du parti n'est pas résolue pour autant ce qui n'est pas moins inquiétant.

Le temps joue contre le capitalisme.

On vient d'avoir la preuve que sans attendre la fin de cette crise, la spéculation avait repris de plus belle, ce qui pourrait déclencher à brèves échéances de nouvelles réactions en chaîne et amplifier la crise. Rien ne dit que les licenciements massifs, le recours généralisé au chômage partiel et les baisses ou blocages de salaires seront suffisants pour assurer le redémarrage de l'économie, autrement dit pour garantir aux investisseurs qu'ils réaliseront les profits escomptés. (A suivre)

Lutte Ouvrière : radicale dans son discours, conciliante dans la pratique.

http://europeennes.blog.lemonde.fr/2009/05/23/nathalie-arthaud-lo-les-classes-populaires-n%e2%80%99attendent-rien-des-elections-europeennes/

Nathalie Arthaud, en finir avec les banquiers, les patrons et actionnaires des 1824 grandes entreprises en France, pas vraiment, il faudrait faire avec :

"*Il faut que les populations, que les travailleurs imposent un contrôle sur ces puissances capitalistes, qu'ils imposent un contrôle sur leurs capitaux, sur leurs projets pour les empêcher de nuire.*"

Arthaud veut imposer aux classes dominantes qu'elles organisent elles-mêmes la remise en cause du capitalisme, on est en plein délire.

Il est impossible de contrôler quoi que ce soit sans avoir pris au préalable le pouvoir politique, c'est le b.a ba du marxisme. Prétendre contrôler les capitalistes alors qu'ils détiennent toujours le pouvoir politique, c'est entretenir une cruelle illusion, au-delà cela s'appelle la collaboration de classes. On se demande chez ces gens-là à quoi a bien pu servir deux siècles de lutte de classe, quelles leçons ils ont pu en tirer, apparemment pas grand chose. On se demande parfois si le mouvement ouvrier n'est pas tombé sur la tête.

Question du Monde.fr : Votre priorité si vous êtes élue ?

Réponse d'Arthaud : "*Défendre le principe que l'Europe doit donner à tous ses habitants ce qui existe de meilleur en termes de droits sociaux et démocratiques, notamment en matière des droits du travail et des droits des femmes.*"

L'Europe telle qu'elle existe, c'est-à-dire l'Union européenne qui pourrait se transformer par miracle en un outil au service des intérêts de la population laborieuse, grotesque.

La conséquence de l'absence cruelle d'une Internationale ouvrière.

Si une Internationale ouvrière existait, ce genre de discours serait intenable dans la bouche d'une représentante d'organisation parlant au nom de la classe ouvrière. Idem pour une autre Europe (NPA) ou une union libre (POI) de je ne sais quoi.

Pour un salaire de misère.

Le rapport final du comité d'évaluation des expérimentations du RSA présidé par François Bourguignon de l'Ecole d'économie de Paris a été transmis au Parlement le 22 mai.

Les données y figurant ont été collectées dans les 33 départements qui se sont portés volontaires pour expérimenter le dispositif à partir de l'automne 2007 ou du printemps 2008.

Au total, 15 000 personnes ont été concernées. Selon le document, le taux d'entrée en emploi de ces allocataires du RSA qui était de 4,5 % en mai 2008 (quand le chômage était encore en régression dans le pays) n'a cessé de se dégrader pour tomber à 2,5 % en mars 2009, suivant en cela la détérioration du marché du travail. La chute la plus sensible intervient début 2009, période marquée par une forte remontée du chômage. Mais il serait faux de conclure un peu rapidement que le RSA ne sert à rien. En effet, en dépit de la situation économique dégradée, le rapport d'évaluation remarque que pendant la période observée (de janvier 2008 à mars 2009) « le taux d'entrée en emploi [...] a été supérieur » dans les zones qui expérimentaient le RSA comparé à des zones témoins où il n'y avait pas ce dispositif.

Au cours de ces quinze mois, le taux moyen d'entrée en activité a été de 3,38 % dans les zones expérimentales contre 3,1 % dans les autres zones. Cette différence de 0,28 point aux allures dérisoires correspond pourtant à « un surcroît de 9 % du taux d'entrée en emploi dans les zones expérimentant le RSA » comparé aux autres, pointe le rapport. « En grossissant légèrement le trait, on pourrait donc dire qu'il y a un peu moins de 9 chances sur 10 que le RSA ait un effet positif sur la reprise d'emploi », souligne le document. Explication : l'« accompagnement » plus personnalisé des allocataires dans les zones d'expérimentation a joué favorablement.

Financièrement, le RSA assure à ceux qui reprennent une activité - même à temps très partiel - un revenu supérieur au RMI actuel (454 euros pour une personne seule). Ainsi, pour un emploi à mi-temps payé sur la base du Smic, le bénéficiaire touchera au total 722 euros : au salaire de 519 euros net, vient s'ajouter une allocation RSA de 203 euros. Le dispositif va évidemment être appliqué à tous les travailleurs pauvres déjà en activité, qu'ils soient passés ou non par la case RMI. Il s'agit en général de salariés à temps partiel non choisi. Lors d'une conférence de presse organisée mi-mai, Martin Hirsch, avait estimé que « l'effet direct immédiat » du versement du RSA en sus du salaire fera franchir le seuil de pauvreté (880 euros par mois) à « 700 000 personnes ». (Libération.fr 23.05)

Commentaire : Sur 722 euros, retirez le loyer et les charges, les factures d'électricité, de gaz, d'eau froide et d'eau chaude, de téléphone, d'accès à Internet, les impôts locaux, l'assurance habitation, l'assurance de la bagnole ou du scooter, les frais de parking, les frais de transport pour aller bosser, combien reste-il pour bouffer, se vêtir, vivre décemment, ne parlons pas des vacances ou des distractions, de la culture ?

Bonne semaine à tous.

Le 26 mai

La révolution prolétarienne et le combat pour le socialisme dévoyés.

"Un bras de fer oppose, dixit Jean-Luc Mélenchon, « la révolution par les luttes» du NPA d'Olivier Besancenot à la «révolution par les urnes » du Front de gauche (FG).

Entre un NPA farouchement protestataire et un PS déboussolé par le Modem, Mélenchon rêve de « mener la marche », confiait-il samedi à Libération dans le TGV de retour d'un meeting au Mans (Sarthe). Pour lui, « le principal enjeu » de ce scrutin est de devancer le NPA. Une condition sine qua non pour convaincre les centaines de milliers de « militants politiques, associatifs et syndicalistes » formant le « premier cercle de la gauche » de transformer le Front de gauche en « Front populaire » après le 7 juin. « On est passé de 2 % à 6 % sans aucune exposition dans les médias. Et pourquoi pas 10 % ! » claironnait un ex-jeune socialiste lors d'un meeting du Mans." (Libération.fr 25.05)

Ni les luttes en soi ni les urnes n'ont jamais produit la moindre révolution, autrement dit, le NPA et le PdG même combat, dont Mélenchon situe l'objectif en cas de crise politique : un nouveau "*front populaire*", un gouvernement à facture ouvrière gérant la société pour le compte du capitalisme.

Mélenchon et le PdG clairement du côté du capitalisme.

Le PdG en faisant « *le principal enjeu* » de ces élections de devancer le NPA n'a qu'une vision électoraliste de la lutte des classes, il n'entend pas se couper du PS en vue des élections régionales de 2010 sans lequel ni lui ni PCF n'auront d'élus ou peu. Mélenchon peut fustiger l'opportunisme du NPA, dans le genre il en connaît un rayon ! Le PdG n'est qu'un appendice du PS.

Hier j'ai proposé une stratégie opposée à celle de Mélenchon, en orientant résolument le combat en direction notamment des travailleurs des 1824 grandes entreprises du pays pour à terme constituer ce qui pourrait être l'embryon d'une assemblée des délégués élus des comités contre la politique du gouvernement et les institutions, un organisme politique indépendant incluant les partis, qui à la prochaine étape posera directement la question du pouvoir politique. Et quand il parle de "*transformer le Front de gauche en « Front populaire »*", il ne nous dit pas comment il compte s'y prendre pour y parvenir, apparemment il s'appuierait sur "*les centaines de milliers de « militants politiques, associatifs et syndicalistes »*", alors que je propose de s'appuyer sur la mobilisation de millions de travailleurs du secteur public et privé, sur l'avant-garde de la classe ouvrière qui veut en découdre avec le régime pour entraîner à terme les masses dans son combat, ce qui n'est pas forcément le cas des « *militants politiques, associatifs et syndicalistes* » gangrenés par le réformisme, formés à l'école de l'anticommunisme ou qui confondent communisme et stalinisme.

L'enfer est souvent pavé des meilleures intentions, ce que peu de militants sont capables de discerner malheureusement, mais la lutte des classes des prochains mois pourrait les aider à y voir un peu plus clair.

J'arrête là ma causerie car il n'y a pas de courant depuis déjà deux heures.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'aurait pas gardé le même cap des contre-réformes ? Trois infos qui le confirment si nécessaire.

1- Le porte-parole de l'UMP propose donc de «créer un nouveau droit pour les salariés» : celui de travailler pendant la période où ils se trouvent en arrêt maladie ou en congé maternité. (AP 25.05)

2- Les députés ont engagé lundi soir l'examen d'une proposition de loi UMP, soutenue par le gouvernement, qui prévoit notamment d'assouplir les procédures de prêt de main-d'oeuvre entre entreprises.(Reuters 25.05

3- Le Journal officiel publie ce jeudi les mesures promises par le gouvernement en faveur de l'emploi des seniors. (La Tribune 21.05)

Le droit des femmes, le droit du travail, le droit à la retraite, tout y passe !

Ils ont encore signé un accord avec le gouvernement.

Le gouvernement et les partenaires sociaux du travail temporaire ont signé lundi un accord d'environ 23 millions d'euros sur 2009 et 2010 pour développer l'emploi et les compétences des intérimaires, massivement touchés par la crise, afin de "préparer la sortie de la crise".

Vous ne voyez pas où se trouve le lézard ? La sortie de crise ne rimera pas avec CDI, même pas avec CDD, mais avec intérim. Le patronat fourbie ses armes dans cette perspective. A les entendre, le patronat et le gouvernement seraient plein de bonnes intentions envers les travailleurs.

Il est urgent d'intervenir pour préparer ces salariés à la sortie de crise", a estimé Arnaud La Tour, président de la fédération patronale (Prisme).

"L'intérim a subi un choc énorme et silencieux. Comme ce sera le premier secteur sollicité au moment de la reprise, l'accord vise notamment à donner une qualification aux plus fragilisés par exemple dans l'automobile ou le BTP, un secteur où les compétences vont évoluer avec le développement durable", a déclaré le secrétaire d'État à l'Emploi Laurent Wauquiez devant la presse.

Pour Jacques Solovieff, directeur général du Faf TT (fonds de la formation pour l'intérim), l'accord constitue "un projet ambitieux et réaliste" répondant à un "sentiment d'urgence".

"Cette intervention en faveur des intérimaires via le Fonds d'investissement social (Fiso) était nécessaire, mais ne suffit pas", selon Sébastien Delahaye, chargé de l'intérim à la fédération CFDT des services, craignant que "les intérimaires ne soient exclus du fonds d'urgence pour la formation professionnelle puis du fonds de sécurisation des parcours professionnels".(AFP 25.05) Aucune crainte à avoir de ce côté-là, quelle racaille !

Hirsch ou l'intox avait bien sa place dans le gouvernement antisocial Sarkozy-Fillon.

Constatant que plus de 80 mesures pour les jeunes ont été prises en 30 ans en France, "cela fait 30 ans que ça ne marche pas et je fais partie de ceux qui pensent qu'on peut renverser les tendances", a affirmé M. Hirsch sur RTL.

On "doit pouvoir" inverser la tendance "entre 3 et 5 ans", a-t-il précisé. (AP 25.05)

Bref, vous êtes jeune, vous êtes dans la merde, sans idéal ni avenir, ne vous en faites pas, soyez patient, dans trois ans votre avenir s'éclaircira, vous aurez le droit de voter pour... Sarkozy !

Une nouvelle charrette.

La direction de l'équipementier télécom canadien Nortel va demander la mise en liquidation de son site de Châteaufort (Yvelines), ce qui entraînera la suppression de 500 emplois, rapporte Le Figaro dans son édition de lundi. (Reuters 25.05)

Des médecins qui n'aiment pas les travailleurs pauvres.

"22% des spécialistes de secteur 2 interrogés refusent très clairement de recevoir et de soigner les patients bénéficiaires de la CMU", selon un collectif d'une trentaine d'associations de malades, le Ciss, qui tenait lundi une conférence de presse pour présenter les résultats de cette enquête effectuée auprès de 466 spécialistes de 11 villes différentes pouvant pratiquer des dépassements d'honoraires au-delà des tarifs Sécu (secteur 2).

Toujours selon cette enquête, 73 % des médecins "testés" acceptent le patient, tandis que 5 % "acceptent le patient sous conditions". (Lepoint.fr 25.05)

Un cas d'école pour comprendre comment les multinationales préparent la suite.

Danone lancera dans les prochains jours une augmentation de capital de trois milliards d'euros dont l'objectif principal est de réduire la dette financière du groupe agroalimentaire.

Elle devrait aussi lui permettre de financer des acquisitions de taille petite ou moyenne et d'accroître sa flexibilité en matière de cession d'actifs non stratégiques, a précisé Emmanuel Faber, le directeur général délégué de Danone.

Le groupe continue de tabler sur une progression continue de la marge opérationnelle courante en données comparables et sur une croissance de 10% de son bénéfice net courant dilué par action en données comparables.

Evoquant la politique d'acquisitions de Danone, Emmanuel Faber a indiqué que le groupe entendait "la poursuivre sans l'accélérer" tout en observant qu'il était possible que la crise économique "crée de ce point de vue des opportunités".(Reuters 25.05)

Grève à la BCE.

Les salariés de la Banque centrale européenne (BCE), insatisfaits du projet de modification de leur régime de retraite, ont lancé le premier appel à la grève de l'histoire de l'institution pour le 3 juin, veille de sa prochaine réunion de politique monétaire.

Une manifestation est prévue pendant une heure et demie autour du sigle en néons géant de la BCE, au pied de son siège de Francfort. Les salariés prévoient aussi de bloquer les rues avoisinantes.

Le syndicat Ipso (International and European Public Services Organisation), à l'origine du mouvement, contestent les modifications prévues et déjà décidées du régime de retraite, qui incluent une augmentation obligatoire des cotisations retraite des salariés et une réduction des mesures incitant aux départs en retraite anticipés.

La grève, si elle a lieu, sera la première de la BCE en 10 ans d'existence. L'arrêt de travail est prévu à partir de 14h00 GMT.

L'Ipso compte quelque 450 membres parmi les 1.500 salariés de la BCE. (Reuters 25.05)

Thaïlande.

La baisse du 1,9% (en données CVS) du PIB au cours du premier trimestre 2009 intervient après la chute de 6,1% de l'activité économique au quatrième trimestre 2008.

En glissement annuel, la Thaïlande a subi une contraction de 7,1% de son PIB.

La National Economic and Social Development Board (NESDB) - l'agence de planification économique anticipe désormais une contraction comprise entre 2,5% et 3,5% cette année, ce qui serait la plus mauvaise performance économique du pays depuis la crise économique qui avait sévi en Asie en 1998. (Reuters 25.05)

Canada.

Le déficit fédéral canadien sera cette année "substantiellement plus" élevé que les 33,7 milliards de dollars canadiens (30,1 milliards de dollars US) prévus dans le budget de janvier, a déclaré le ministre des Finances, Jim Flaherty. (Reuters 25.05)

Le 27 mai

Le front unique des dirigeants syndicaux avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Mode d'emploi.

Echec de la journée d'action du 26 mai, 80.000 manifestants dans toute la France selon le ministère de l'Intérieur.

Face à la crise, "*le gouvernement doit mettre le 'social' au centre de sa politique économique*", et le patronat "*assumer ses responsabilités*" ont déclaré les huit grands syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires) à l'issue de cette journée. (AP 25.05) Il ne fait que cela !

Au lieu de s'appuyer sur l'absence de légitimité du gouvernement et l'illégalité du capitalisme qui conduit la société au chaos, demander au gouvernement antisocial de faire du social et aux patrons de prendre leurs responsabilités, ce qu'ils font d'ailleurs très bien, revient à subordonner le sort de la classe ouvrière au gouvernement et à l'enchaîner au char du capitalisme dans sa course infernal vers l'abîme, c'est finalement lui interdire toute issue politique sur son propre terrain de classe.

Les dirigeants pourris des syndicats tendent la perche aux patrons. Leur mot d'ordre : tous au chômage partiel pour sauver le capitalisme !

Patronat et syndicats vont discuter d'un nouveau calendrier de négociations sociales apprend-on, il faut donc s'attendre au

pire, surtout qu'à l'ordre du jour les bureaucrates syndicaux ont proposé un "*accès facilité pour tous au chômage partiel*", au lieu de rompre avec le gouvernement et le patronat et d'engager le combat pour : pas un seul licenciement. Ils encouragent ainsi le patronat à recourir au chômage partiel, sans doute une revendication ouvrière, ils sont même incapables d'avancer la nécessité du maintien intégral de salaire.

Vous voulez faire quelque chose avec ces gens-là ? Vous voulez être complice de leur politique criminelle et de leurs trahisons ?

N'y aurait-il pas mieux à faire en développant à travers tout le pays un réseau de comités d'unité pour constituer à terme un parlement ouvrier indépendant et souverain appelant à renverser Sarkozy et les institutions de la Ve République pour exproprier les capitalistes ?

Organiser la classe dans l'unité et lui proposer une issue politique pour en finir avec le régime, y aurait-il une autre voie pour élever son niveau de conscience politique et construire le parti ?

Election européenne. Cherchez l'erreur.

L'abstention menace d'atteindre un nouveau record le 7 juin après les 57,2% de juin 2004, selon une enquête Ipsos pour SFR, Le Point et 20 Minutes diffusée mardi.

Le taux de participation est estimé entre 35% et 39% d'après cette étude. (Reuters 25.05)

Parallèlement, dans un nouveau sondage Eurobaromètre, commandé par le Parlement européen, désormais, 49% des citoyens européens sont certains d'aller voter contre 34% lors de la précédente enquête d'opinion.

Parmi les raisons invoquées pour ne pas aller voter, le sentiment que le vote ne changera rien (61%). (Libération.fr 25.05)

Je n'ai jamais vu autant d'efforts pour convaincre les gens d'aller voter mais il est difficile de prédire quels en seront les effets", dit Roland Freudenstein, directeur de l'European Policy Centre à Bruxelles. (Reuters 25.05)

Si une immense majorité de la population laborieuse estime que le vote du 7 juin ne changera rien, cela signifie clairement qu'elle n'a pas confiance dans les partis qui y participent. Ce constat rejoint celui au niveau national qui aboutissait récemment à la même conclusion à propos des partis institutionnels se réclamant de la classe ouvrière. Alors si la majorité des travailleurs n'ont pas confiance dans ces partis pourris, appeler à voter pour eux, c'est dire aux travailleurs, vous vous trompez, ces partis ne sont pas si mauvais que cela, c'est directement les inviter à cultiver de nouvelles illusions dans ces partis. Pourquoi ? Par incurie politique ou pour masquer ses liens avec ces partis, au choix ou les deux à la fois.

Ceux qui appellent à voter pour les listes de "gauche" pour infliger une défaite à Sarkozy ne s'embarrassent pas vraiment de scrupules et balancent les principes par dessus bord. Ainsi on se demandera sur quel critère repose leur position, il faudrait que ces alchimistes nous expliquent comment un vote en faveur de partis favorables à la construction européenne pourrait se transformer en un vote utile pour les travailleurs, sachant que l'UE n'est qu'une machine à broyer tous nos droits ou acquis sociaux à laquelle participent justement ces partis, et s'agissant du NPA et de LO, on sait par expérience qu'ils se posent uniquement en prétendants à cette misérable fonction. Dans mon dernier article sur le NPA, je rappelais que les élus de la LCR et de LO s'étaient abstenus ou avaient voté des textes scélérats lorsqu'ils étaient présents au Parlement européen.

Il y en a qui n'ont pas encore compris que ce n'est pas en apportant de l'eau au moulin de partis se réclamant de la classe ouvrière qui collaborent avec le gouvernement ou les appareils des syndicats, que l'on aidera la classe ouvrière à y voir plus clair dans la situation pour se situer exclusivement sur son propre terrain de classe, ce qui devrait être le cas de ces partis mais ne l'est pas et ne le sera jamais compte tenu de leur nature sociale inféodée au capitalisme.

Le front unique des dirigeants du PS et du PCF (notamment) et des dirigeants syndicaux en l'absence d'un puissant parti révolutionnaire, se réaliserait forcément contre la classe ouvrière et déboucherait inévitablement sur un nouveau front populaire, qui dans la situation actuelle ouvrirait la voie à une dictature, au fascisme.

Si le parti bolchevik avait été incapables de développer sa propre politique indépendante sans se soucier des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires liés à la bourgeoisie, jamais il n'aurait pu renverser le gouvernement de front populaire.

De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, c'est ce qu'il manque le plus aujourd'hui aux dirigeants du mouvement ouvrier.

Ils sont tous très forts pour vomir sur l'UE, et dès qu'il y a les élections au Parlement européen ils appellent à voter ! Ils ont exactement le même comportement vis-à-vis des appareils, des institutions, du régime finalement, quel opportunisme !

Si demain les ambassadeurs des différents pays présents à l'ONU étaient remplacés par des parlementaires élus, il y a fort à parier qu'ils appelleraient à particper à cette farce grotesque.

Le tout répressif.

Selon Le Figaro, Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur envisage la confiscation et la revente des véhicules pour sanctionner les comportements les plus graves (alcool, drogue, excès de vitesse de +50 kms/h).

Les nouvelles charrettes.

France.

La direction de Goodyear-Dunlop a annoncé mardi en comité d'entreprise extraordinaire un nouveau plan social prévoyant la suppression de 817 postes dans l'usine d'Amiens-Nord, a-t-on appris de source syndicale. (AP 25.05)

Japon.

D'ici mars 2010, le groupe compte supprimer 800 postes de non-titulaires, notamment sous contrat à durée limitée ou à temps partiel, sur un effectif de 2.900 salariés au Japon, selon le porte-parole Katsuhiko Kaneko. Deux cents autres postes des services notamment commerciaux seront éliminés au Japon et à l'étranger.

Nikon en escompte une économie annuelle de 8 milliards de yens (60,7 millions d'euros; 84 millions de dollars). Le groupe prévoit une perte nette de 17 milliards de yens pour l'année fiscale s'achevant en mars 2010. L'an dernier, il avait enregistré un bénéfice net de 28,1 milliards de yens et un chiffre d'affaires de 879,7 milliards de yens. (AP 25.05)

Le 28 mai

Vous êtes particulièrement silencieux depuis quelque temps, je m'attendais à davantage de courriels à la suite de ma proposition de participer aux comités d'unité initiés par le POI, qui n'était pas un appel à rejoindre le POI je tiens à le préciser encore une fois pour qu'il n'y ait pas de malentendus entre nous.

Comme je ne suis pas sur le terrain, je me demande comment se passe dans la pratique la concurrence que se livrent les comités initiés par le POI et ceux du NPA, comment les militants ressentent-ils cette concurrence ?

On peut regretter qu'ils ne combattent pas dans les mêmes comités, en même temps je me dis qu'il vaut mieux qu'on entende davantage parler de ces comités plutôt que des ONG ou des associations qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes. Et puis, si cela permet même indirectement et publiquement la confrontation des idées, on se dira qu'elle permettra de rendre plus claires aux yeux des travailleurs et jeunes les réelles intentions de chacun pour aboutir à la reconstruction d'une avant-garde du prolétariat digne de ce nom.

Pour revenir sur les élections européennes.

Comment peut-on dire d'un côté qu'il faut rompre avec l'Union européenne, et d'un autre côté y participer ? Cela tient du double langage. C'est tellement élémentaire, non ? On nous dit que l'UE est une dictature, un organisme supranational au service exclusif des multinationales, etc., et dès qu'elle vous siffle vous répondez présents, curieux non ?

L'UE n'a pas été créée sur les décombres d'une classe sociale au profit d'une autre (progressiste) si on voulait la comparer aux différents Etats nationaux tels qu'ils existent aujourd'hui, elle est le produit d'une alliance des capitalistes pour faire suer eau et sang au prolétariat et garantir la pérennité de sa domination sur les classes exploitées, elle ne peut donc avoir aucun contenu progressiste, d'autant plus qu'elle a été constituée alors que la période ascendante du capitalisme était déjà terminée depuis plus d'un demi siècle.

On pourrait expliquer de la même manière pourquoi les Etats dans leur forme actuelle dans les pays dits en voie de développement ont forcément un caractère ultra réactionnaire lorsqu'ils ne sont pas des dictatures militaires ou civiles s'appuyant sur l'armée. Si le trait marquant de la dernière période dans les pays développés a été la remise en cause de la démocratie, même bridée ou incomplète, on ne voit pas comment un organisme créé par le capital pourrait revendiquer un rôle progressiste du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, le faire croire c'est tromper les masses.

L'UE présente le paradoxe suivant qui est le produit du capitalisme en crise à l'époque de l'impérialisme, qu'elle a été créée

pour satisfaire l'appétit jamais assouvi des multinationales, tout en prétendant défendre les intérêts des capitalistes de chaque pays qui la compose, or elle ne peut pas remplir ces deux missions à la fois, donc elle favorise les intérêts des capitalistes les plus puissants au détriment des plus faibles pour les évincer, l'impérialisme américain tirant son épingle du jeu face à des pays divisés...

Décryptage.

Le titre d'une dépêche (Reuters 27.05) qui alimentera les infos télés, radios et papiers : *Le moral des ménages poursuit sa remontée en mai.*

Diable, en voilà une bonne nouvelle... pour Sarkozy !

Un peu étrange non ? Manipulation ? Ils disent que les "ménages" sont optimistes, et immédiatement après ils disent le contraire ! Ils ne savent plus à quel saint se vouer, une façon non avouée d'exprimer une crainte, la crainte d'une explosion sociale ?

Lisons maintenant le premier paragraphe en entier : "*Le moral des consommateurs a enregistré une nouvelle amélioration au mois de mai mais demeure à un niveau très bas, selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages publiée par l'Insee.*"

Donc le titre était exagérément optimiste et ne reflète pas la réalité.

Allons voir plus loin : "*L'enquête montre que l'opinion concernant le chômage s'est nettement détériorée...*", pardi, en voilà une surprise avec des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires en prévision !

Un optimisme sur fond de rumeur de sortie de crise et d'inflation qui devrait les inquiéter :

"*Les ménages sont légèrement plus optimistes sur l'évolution future du niveau de vie en France alors que leur opinion sur l'évolution passée du niveau de vie se dégrade légèrement.*"

Est-ce par inconscience ou parce qu'ils pensent que la lutte des classes a de beaux jours devant elle et débouchera forcément sur quelque chose que les ménages sont "*légèrement plus optimistes*" ?

"*La perception des ménages sur leur situation financière passée se dégrade légèrement mais ils sont légèrement plus optimistes sur leur situation financière future.*"

Mais voilà qu'ils nous disent le contraire :

"*Ils sont aussi un peu plus pessimistes sur leur capacité future à épargner.*"

Comment peut-on être à la fois optimiste sur sa "*situation financière futur*" et pessimiste sur sa "*capacité future à épargner*" ? Rien ne les arrête !

Les auteurs de cette enquête qui se place forcément au côté des travailleurs prendraient-ils leurs désirs pour la réalité :

"*Les ménages s'attendent enfin à une diminution de l'inflation dans les mois à venir*", après les milliers de milliards de dollars ou d'euros mis sur le marché par le biais de la planche à billets, ils rêvent éveillés ou ils ignorent de quelle manière se développe une crise du capitalisme.

Les collabos en action.

Une énième réunion réunissait hier après-midi syndicats patronaux et les dirigeants de cinq syndicats - CGT, CFDT, Force ouvrière, CFE-CGC et CFTC.

Selon les syndicats, la délégation patronale composée du Medef, de la CGPME et de l'UPA a proposé l'ouverture de quatre chantiers, sur l'emploi - mais sous l'angle de l'accompagnement des suppressions d'emplois -, sur le dialogue social, la politique industrielle et économique et sur le paritarisme.

"*Ils nous proposent quatre chantiers de discussion dont le contenu est aléatoire et qui excluent totalement la politique salariale, la question de la répartition des richesses et les droits nouveaux pour les représentants du personnel dans les entreprises,*" a déploré Maryse Dumas, à la tête de la délégation de la CGT.

"*Tous les chantiers on peut les regarder, le problème c'est ce qui manque,*" a-t-elle ajouté en qualifiant le débat de "*vif*". (Le Medef en tremble encore - Lutte de classe.)

"*Le patronat n'a pas pris la mesure des enjeux auxquels sont confrontés les salariés*", a renchéri Bernard Devy, de Force ouvrière. "*Le Medef reste sur des généralités, il n'y a rien sur les salaires.*"

"On était optimiste en ouvrant la négociation mais on est pessimiste sur la suite des événements," a-t-il ajouté en demandant au Medef de "revoir sa copie." (Reuters 27.05)

Si comme le dit Maryse Dumas, la totalité des revendications de la classe ouvrière est absente de l'ordre du jour de cette réunion, pourquoi y participez-vous, si ce n'est pour accorder de nouveaux droits aux patrons ? Les bureaucrates syndicaux feignent de s'étonner qu'il en soit ainsi alors que c'est le patronat qui a fixé l'ordre du jour de ces discussions ! C'est une fois de plus prendre les travailleurs et militants pour des demeurés.

La palme revient à Bernard Devy de FO qui feint lui aussi de s'étonner que le Medef n'ait pas pensé à une hausse des salaires des travailleurs ! Et ce lieutenant de la bourgeoisie d'oser dire qu'il était "optimiste en ouvrant la négociation", à croire qu'il ne craint pas d'être désavoué par les instances dirigeantes de son syndicat.

Bref, la collaboration de classes dans tous ces états.

Rompez avec les appareils pourris des syndicats !

Titre d'un article sur le site Internet du NPA : *Le NPA tente d'attirer les abstentionnistes sur un "vote clair" à gauche.*

"*Le climat social ne nous aide pas, car depuis le 1er mai, on sent un ressac des luttes. Les directions syndicales ont tout fait pour les canaliser !*", reconnaît Pierre-François Grond, bras droit du porte-parole. (Le Monde du 27 mai)

Et qui a tout fait pour que les directions syndicales soient dans cette position ? Qui n'a pas arrêté pendant des décennies de les appeler à réaliser l'unité contre la classe ouvrière ?

Commencer par organiser la classe dans l'unité en dehors de la tutelle qu'exercent les appareils sur elle, ensuite il leur sera plus difficile de la contrôler.

Vous êtes dans une situation où vous n'avez pas les moyens de déloger les dirigeants corrompus des syndicats, commencez donc par en prendre acte pour ensuite développer une tactique et une politique indépendante des appareils ce qui ne signifie évidemment pas nier leur existence, encore moins cesser le combat pour les virer, ainsi vous commencerez à briser le carcan de la soumission au capitalisme dans lequel les dirigeants syndicaux entendent maintenir le mouvement ouvrier et la classe ouvrière.

C'est seulement en engageant une politique résolument anticapitaliste axée sur l'expropriation des capitalistes que vous lutterez vraiment contre les appareils inféodés au capitalisme, en favorisant l'élévation de la conscience de classe du prolétariat pour qu'il puisse se saisir d'une issue politique remettant en cause le régime, et non en jouant sur les deux tableaux au nom du front unique dont votre conception a démontré sa faillite au cours des dernières décennies.

Ceci est valable pour tous les partis ouvriers : rompez avec le réformisme, renouer avec le marxisme et le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière et le socialisme.

Socialisme et démocratie (courant du PS) ou l'art de prendre les travailleurs et les militants pour des cons.

48 ou 65, non 35 ou moins !

Dans un article intitulé Votez et votez à gauche le 7 juin ! (http://www.democratie-socialisme.org/spip.php?article1910), Gérard Filoche invite les travailleurs à aller voter le 7 juin pour le PS ou les partis de gauche en avançant le slogan : *Votez pour l'Europe des 48 h contre l'Europe des 65 h !*

C'est ce qu'on appelle revendiquer la régression sociale tout en la présentant comme une avancée. A bas le PS, parti des exploiteurs !

Le PS, un parti de gauche, il fallait oser le dire.

"*Plus le PS aura de voix face à l'UMP mieux l'ensemble de la gauche se portera*", écrit-il plus loin. En vérité plus l'UMP, le MoDem et le PS auront de voix et plus facile sera pour Sarkozy d'appliquer son programme antisocial.

"*Il y a une Europe de droite et une Europe de gauche*" enchaîne-t-il, alors que l'on sait qu'à 69% (97% selon une autre source) le PS et ses alliés européens votent avec l'UMP et ses semblables à Strasbourg !

Il le confirme à sa manière sous forme d'aveu.

"*Votez pour que la gauche au Parlement européen ait le plus de députés possible pour rendre les compromis moins nécessaires et donc plus difficiles !*" martèle-t-il.

Mais qu'est-ce qui vous oblige à passer des compromis pourris avec la réaction ? Certainement pas les travailleurs, alors qui, ceux qui les exploitent et à côté desquels vous vous positionnez. Ce philistin voudrait nous faire avaler qu'il y aurait des "*compromis*" qui seraient "*nécessaires*", qu'il y aurait une fatalité, qui aurait pour seule raison d'être d'assurer la survie du capitalisme.

Un tour de passe-passe, ni vu ni connu je t'embrouille.

"*Est-ce que c'est le PS qui est aux affaires ? Non.*" affirme-t-il.

Faux, plusieurs ministres du gouvernement Sarkozy-Fillon viennent du PS, des députés du PS participent au côté de ceux de l'UMP à toutes les commissions de l'Assemblée nationale, idem au Sénat, selon Rocard, des dirigeants du PS participent à plus de 50 comités au côté de membres de l'UMP, etc., à part cela, le PS ne serait pas aux affaires.

Pas une voix pour les candidats du PS, parti associé à l'UMP dans son combat contre la classe ouvrière et le socialisme !

Chômage de masse organisé, un argument de plus pour en finir avec le capitalisme.

Le chômage pourrait toucher 639.000 personnes supplémentaires cette année par rapport à l'année précédente sur la base d'une contraction de l'activité de 3%, selon des prévisions publiées mardi par l'Unedic.

L'organisme qui gère l'assurance chômage s'attend à 591.000 destructions nettes de postes dans le secteur privé cette année et à une augmentation de 411.000 du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés. (Reuters 26.05)

La talonnette et sa justice ridiculisée.

Le parquet a confirmé mercredi soir des informations de presse selon lesquelles il ne s'opposait plus à la libération de Julien Coupat et demandait un placement sous contrôle judiciaire.

Sa libération intervient après un texte publié cette semaine dans *Le Monde* où il décrivait la prolongation de sa détention comme "*une petite vengeance*" mais se réjouissait paradoxalement de son sort, dont il rendait responsable ce qu'il appelle "*la clique sarkozyste*". (Reuters 27.05)

Le mépris ou quand l'esprit colonial persiste et signe.

Les Nations unies ont reprogrammé de début à fin juin un sommet consacré à la crise financière et qui tentera de formuler des propositions pour une nouvelle architecture financière internationale, a déclaré un porte-parole.

Enrique Yeves, porte-parole de Miguel D'Escoto Brockman, président de l'Assemblée générale de l'Onu, a déclaré que le sommet initialement prévu du 1er au 3 juin se tiendrait du 24 au 26 juin afin de donner aux Etats membres davantage de temps pour négocier un projet de proposition.

Le sommet intitulé Conférence des Nations unies sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement, a pour but d'identifier des stratégies d'urgence et à long terme pour limiter l'impact de la crise, en particulier sur les populations vulnérables.

Des responsables de l'Onu ont dit à Reuters sous le sceau de l'anonymat qu'aucun chef d'Etat de pays développé ne projetait d'assister au sommet mais que des dirigeants de plusieurs pays en développement avaient manifesté leur intention d'y participer. (Reuters 26.05)

L'avenir avec la survie du capitalisme : le chaos, ils le disent eux-mêmes.

Plus de 90% des économistes américains interrogés par l'association nationale pour l'économie des entreprises (National

Association for Business Economics) s'attendent à une fin de la récession cette année, même si la reprise économique s'annonce chaotique.

"*Même si la tonalité générale reste modérée, il y a des signes que l'économie se stabilise*". Mais "*la reprise économique risque d'être beaucoup plus faible que ce que l'on voit typiquement après un fort déclin*", estime le président de ce groupe d'économistes, Chris Varvares. (AP 28.05)

L'inflation pourrait rester à un niveau très bas plus longtemps que prévu, ce qui signifierait que la crise ne sera pas terminée fin 2009 contrairement à ce qu'ils affirment, on s'en doutait déjà un peu.

L'hypothèse selon laquelle le capitalisme ne pourrait pas régler cette crise et qu'il survivrait dorénavant dans un état de crise permanente temps qu'on ne l'aura pas abattu, serait-elle en passe de l'emporter ?

Je tiens à apporter une nouvelle donnée à la discussion sur leur crise.

Vous savez déjà qu'ils comptent sur la surexploitation dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) pour sortir de cette crise. J'ai lu des articles où des économistes font preuve d'optimisme en raison de la bonne tenue du PIB en Chine et dans d'autres pays émergents qui soutient actuellement l'économie mondiale.

Dans un blog économique, un internaute faisait remarquer justement que 10% de croissance en Chine n'a pas la même valeur que 2% de croissance en France, qu'il fallait regarder un peu plus loin que le bout de son nez et se demander comment avait été réalisé ce PIB et quel en était la nature, de quoi se composait-il, avant de faire preuve d'optimisme. (A suivre)

Le 30 mai

Deux rendez-vous que je vous conseille.

Les camarades du groupe CCI-T organisent une réunion publique sur le thème de *La crise économique et ses conséquences*, le 4 juin à 20h30 à l'adresse suivante : Maison des passages, 44, Rue St Georges - 69005 Lyon.

Le CERMTRI organise une conférence/débat sur le thème *L'enseignement de l'histoire – géographie de l'école alimentaire au lycée : vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique*, le samedi 13 juin à 14h15 à l'adresse suivante : 28 rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris. Vous pouvez vous inscrire par e mail : cermtri @wanadoo.fr.

Présentation de cette conférence/débat :

« L'Union européenne nous a apporté la paix et la prospérité. »

« L'UE est une référence pour d'autres organisations régionales comme l'ASEAN et le Mercosur. »

« Son principal défi est la poursuite de la construction des institutions européennes, qui se fait très lentement, même si le traité de Lisbonne de 2007 a permis de sortir de l'impasse due au rejet du traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas en 2005. »

Ces présentations de l'Union européenne sont-elles des extraits de discours ou de tracts électoraux en vue des élections du 7 juin ? Non, on peut les lire dans des manuels scolaires de terminales 2008 (Hatier, Nathan).

« Qu'est-ce qui, dans la vie de Saint-Louis, justifie que l'Eglise décide d'en faire un saint après sa mort ? » Question posée dans un livre de catéchisme ? Non, dans un livre d'histoire de cinquième (Hachette 2005).

Affirmatif cette fois, le Bordas de seconde 1996 écrit « L'historien ne peut se prononcer sur la résurrection » (de Jésus). La biographie de jésus (avec portrait) figurant entre celles d'Olympes de Gouges et de La Fayette (index du Nathan/Le Quintrec de seconde 2005). Quoi de mieux pour confondre récit religieux et démonstration historique.

La prise de la Bastille ? Des Parisiens « inquiets des rumeurs selon lesquelles le roi rassemblerait des troupes autour de Paris, pour faire face à ce qui semble être une tentative de coup de force. » Voici un fait attesté transformé « en rumeurs », et la tentative (manquée)du roi de reprendre son pouvoir absolu niée grâce à un curieux emploi du conditionnel.

De qui ces falsifications de la connaissance historique la mieux certifiée ? D'un pamphlet royaliste ? Non, vous les trouverez dans

le manuel de seconde Bréal 2005.

Sur ces thèmes et sur bien d'autres, le collectif d'auteurs du livre : « L'enseignement de l'histoire géographie de l'école élémentaire au lycée : vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ? » vous invitent à venir débattre avec trois des auteurs du livre qui introduiront la discussion Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron.

Autre chose.

La survie du capitalisme pourrissant a pour conséquence la décomposition du régime, de la société, de la civilisation.

Le flic-président et sa bande de nazillons ont sorti le grand jeu en présentant une batterie de mesures coercicives, répressives, liberticides contre la jeunesse sacrifiée et criminalisée dans ce pays.

Après la vingtaine de textes sécuritaires votés depuis 2002, il a justifié ces mesures nouvelles en ces termes : "*c'est que de nouvelles formes de délinquance se sont développées ces derniers temps*", allant jusqu'à prétendre que "*c'est la criminalité qui favorise la misère en aggravant l'exclusion*". (Reuters 28.05)

D'une part, c'est le capitalisme et la misère qu'il engendre qui est à l'origine de la criminalité et de l'exclusion, de la violence en général, d'autre part, la principale délinquance qui a vu le jour dans ce pays ces dernières années, c'est d'avoir à la tête de l'Etat un apprenti dictateur atteint par un complexe d'infériorité incurable, bourré de tics comme le sont tous ses semblables qui l'ont précédé dans l'histoire, maniaco-dépressif, épileptique, parvenu dans une situation d'imposture permanente...

La France, un Etat policier ? Cela y ressemble de plus en plus jour après jour après la répression excercée contre le mouvement ouvrier, contre les étudiants, contre les sans-papiers, etc. Entretenir un climat nauséabond de psychose permanente pour resserrer les rangs autour du pouvoir en place par crainte d'une explosion sociale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables, telle est la politique de Sarkozy.

Et ce n'est pas terminé avec l'annonce de la loi "Loppsi2" que certains jugent déjà comme une menace pour les libertés publiques. (lire la dépêche sur ce sujet)

Je vis en Inde depuis bientôt 13 ans, je commence donc à bien connaître le fonctionnement de ce pays. Ici la pauvreté est omniprésente, près de 50% de la population est analphabète et ceux qui ont été à l'école l'ont quitté très tôt et n'ont pas appris grand chose. Les Indiens manquent singulièrement d'esprit collectif ou civique, ce qui se traduit par des relations humaines quasi insupportables et une violence toujours présente à l'état latent.

Tout est un problème au quotidien, un véritable casse-tête, aucun problème n'est jamais réellement résolu, même quand il concerne les choses les plus élémentaires, l'électricité, l'eau, l'hygiène par exemple. Il existe bien des lois, une multitude de lois pour encadrer chaque fait et geste de la population, on pourrait se dire qu'il suffit d'appliquer ces lois pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des monde ou faire respecter ses droits quand c'est nécessaire, mais en réalité, seuls les riches peuvent imposer le respect de ces lois, à leur profit j'entends, la majorité de la population en est incapable car trop pauvre.

En résumé, on se retrouve dans la situation d'un pays où il existe des lois que personne ou presque ne respecte. Par contre, comme ces lois existent, l'Etat par l'intermédiaire de sa police et sa justice peut exiger de n'importe quel citoyen qu'il la respecte, comme il n'en a pas les moyens, il tombe sous le coup de mesures répressives, et pour les éviter il ne lui reste plus qu'à soudoyer flics ou juges pour éviter amendes ou prisons, d'où la prolifération de la corruption à tous les niveaux de l'Etat jusqu'au simple fonctionnaire.

Vous pouvez très bien vivre en ne respectant pas la loi, par ignorance ou à cause de la bureaucratie corrompue du pays qui vous empêche d'être en règle avec la législation en vigueur, c'est mon cas dans bien des domaines, vous êtes en sursis, vous savez que vous pouvez à tout moment avoir des problèmes avec la justice, les plus faibles vivent dans la crainte perpétuelle d'être un jour menacé par un flic ou l'autorité judiciaire corrompue, voilà comment l'Etat maintient en permanence une épée de Damocles suspendue au-dessus de la tête de chaque citoyen (et étranger).

Tout cela pour dire qu'il ne faut pas se dire que telle ou telle loi répressive ne vous concerne pas, d'autant plus que très souvent nous ignorons le contenu exact de chaque loi. Bien des lois sont votées sans être appliquées, et le jour où ils décident d'y recourir, vous tombez des nus, malheureusement il est trop tard et ils vous tombent dessus. Voilà la situation qu'est en train de créer en France Sarkozy. Je peux affirmer en étant sûr de ne pas me tromper, que je ne connais pas un Indien, riche ou pauvre, qui n'est pas susceptible par son comportement de tomber sous le coup de la loi : le plus pauvre roule avec un vélo sans lumière, le riche roule en Toyota 4x4 avec des pneus usés, par exemple.

Les dépêches.

Confirmation que le temps joue contre eux.

La ministre de l'Economie a dit hier : "*On a les conséquences sociales d'une crise économique, les conséquences sociales durent toujours plus longtemps*" (Reuters 29.05)

Raison de plus pour les chasser tout de suite !

"*On aura une augmentation du chômage dans tous les pays européens qui va se poursuivre tout au long de 2009 et sans doute encore un peu au début de l'année 2010*", a dit le Premier ministre sur Europe 1. (Reuters 29.05)

Tension, crispation au sommet...

Jeudi, lors d'une réunion du groupe pilote chargé de trouver des solutions de financement innovantes pour l'aide au développement, Bernard Kouchner a plaidé avec insistance en faveur d'une sorte de "*taxe Tobin*", du nom du prix Nobel d'économie en 1981.

Interrogée sur ce qu'elle pensait de cette proposition de son collègue, la ministre de l'Economie a répondu : "*Vous savez, quand les ministres des Affaires étrangères se mettent à sortir la boîte à idées finances, on peut tout attendre.*" (Reuters 29.05)

La fonction publique gérer comme une entreprise privée.

Le ministre de la Fonction publique Eric Woerth annonce la mise en oeuvre d'un "*système d'intéressement collectif*" pour les fonctionnaires, dans un entretien publié jeudi par *Le Parisien/Aujourd'hui en France*. (AP 29.05)

Les nouvelles charrette annoncées.

125 licenciements.

La maison de couture Christian Lacroix, en proie depuis plusieurs années à de graves difficultés financières, s'est déclarée en cessation de paiements vendredi dernier.

Fragilisée encore davantage par la crise, Christian Lacroix a accusé une perte de 10 millions d'euros en 2008 pour un chiffre d'affaires de 30 millions. (Reuters 28.05)

199 suppressions d'emplois.

Le Crédit agricole confirme son intention de fusionner ses deux filiales de crédit à la consommation Sofinco et Finaref.

Le Crédit agricole souligne que ces départs se feront "*sur la base du volontariat*". "*Il n'y aura aucun départ contraint de collaborateur, ni de mobilité géographique contrainte*", a redit à Reuters un porte-parole de Sofinco. (Reuters 28.05)

Etats-Unis.

Le géant automobile américain General Motors, qui se dirige vers un probable placement sous la protection de la loi sur les faillites, va fermer 14 usines dans le cadre d'un vaste de plan de restructuration qui prévoit la suppression de 21.000 emplois. (AP 29.05)

L'équipementier automobile américain Visteon annonce avoir déposé son bilan aux Etats-Unis. (Reuters 28.05)

Venezuela.

Le chef de l'Etat vénézuélien a lancé un marathon télévisuel et radiodiffusé de quatre jours à l'écoute de sa parole, pour les dix ans du programme "*Hello Président*" qui a depuis été largement été imité par ses homologues latino-américains.

Chavez veut battre son propre record, huit heures de discours d'affilée un dimanche de 2007.

L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a noté la dérive à la cubaine du régime chaviste, mettant en garde contre la dictature.

Il a reconnu qu'"*il existe encore un espace pour la critique*", mais prévenu que "*la menace d'un noir total dans le domaine des*

libertés, de la liberté d'expression et de la presse, avait augmenté significativement". (AP 29.05)

Le 31 mai

50.000 euros nets, plus ton salaire, plus ton indemnité d'ancienneté et des bricoles : viré mais je signe des deux mains ! C'est le contenu de l'accord passé vendredi lors d'une réunion tripartite (syndicats, direction et Etat) entre les syndicats et la direction du fabricant de pneumatiques Continental à Clairoix (Oise). (AP 31.05)

"*De plus, on a obtenu que Continental nous paye jusqu'à octobre à 100 %, ensuite on démarre un congé de reconversion de 23 mois jusqu'à fin 2011. On peut dire qu'on est sûr d'avoir au moins 75 % du salaire jusqu'à 2014 et une prime entre 50 000 et 100 000 euros nets d'impôts*", a expliqué M. Mathieu (CGT). (Le Monde et AFP 30.05)

Elle n'est pas belle la vie ? Mais quel bonheur d'être licencié ! Vive le capitalisme !

En voilà qui assurément vont avoir envie de se mobiliser demain contre les licenciements ! On a envie de dire : tant mieux pour les salariés concernés et tant pis pour tous ceux qui ne toucheront rien ou presque, l'immense majorité des travailleurs licenciés en France, quel exemple déplorable. Le patronat achète littéralement la neutralité des travailleurs avec la complicité des délégués syndicaux, ce n'est pas nouveau, cette pratique est courante dans les grandes entreprises, elle est même la règle, elle est le prolongement de la collaboration de classe permanente à laquelle se livrent les syndicats dans ces entreprises en échange d'avantages substantiels et de la paix sociale.

Il existe environ 3 millions d'entreprises en France, c'est seulement dans les 1.824 grandes entreprises que ces pratiques existent. La mission d'un syndicat est de se battre contre les licenciements pour que les travailleurs gardent leurs emplois, pas de marchander avec les patrons combien vaut un licenciement, surtout que les travailleurs de Continental licenciés devront retrouver un emploi, ce qui ne sera pas évident dans la situation actuelle ou demain. On nous rétorquera que c'est mieux que rien. Evidemment, vu sous cet angle on peut tout accepter et n'importe quoi. C'est encore ne pas voir plus loin que le bout de son nez et donner raison à ceux qui n'ont pas de conscience de classe. Mais que reste-t-il du principe énoncé plus haut ? Rien.
Quel enseignement ces travailleurs conserveront-ils de cette expérience ? Aucun ou que finalement tout se marchande sous le règne victorieux du capitalisme, même le pire. Après tout, ces patrons ne sont pas si mauvais, il faut comprendre pourquoi ils n'ont pas les mêmes intérêts que nous autres ouvriers.

Autre chose.

L'euro est remonté à 1,40 contre un dollar renchérissant d'autant les exportations des entreprises de la zone euro au profit des entreprises américaines, ce qui va encore amplifier les conséquences de la crise en Europe. Si l'on ajoute le risque immédiat de déflation, la lutte de classe à encore de beaux jours devant elle, heureusement que les contradictions du système capitaliste viennent à notre secours !

Un dernier sujet.

Je n'ai pas suivi les péripétie du NPA et la formation de la Gauche unitaire issue de l'aile droite du NPA. Quelques mots très rapidement.

Titre de leur article du 30 mai : *Une nouvelle voie à gauche : enjeu vital !*

Le noeud coulant de l'unité des dirigeants syndicaux au côté de Sarkozy contre la classe ouvrière.

"*Autour du front syndical uni, c'est la majorité de la population qui refuse de payer une crise dont elle n'est nullement responsable.*"

Le carcan des appareils qui étouffe le mouvement ouvrier et le prolétariat, ils le revendiquent, ils ne sont pas les seuls hélas !

Radical en parole, capitulard en acte. Pour le maintien des institutions de la Ve République.

"*Une gauche déterminée à défendre ses propositions dans les institutions et à aller jusqu'au bout de la confrontation avec les classes dirigeantes pour les concrétiser.*"... dans les urnes, ce n'est pas moi qui le dit mais Mélenchon !

Républicain ou révolutionnaire : il faut choisir !

"*Son pluralisme assumé, sa capacité à respecter les spécificités de chacun, qu'il soit communiste, socialiste, écologiste, républicain ou révolutionnaire, lui ont déjà permis de s'ouvrir, sur le terrain, à de nouvelles composantes.*"

Même chez la grande bourgeoisie on trouve des écologistes, Algore par exemple !

Titre de leur article du 14 mars : *Faire gagner l'unité !*

Faire en sorte que la crise ne débouche pas sur un soulèvement social.

"*Défendre les mesures d'urgence anticapitalistes qui s'imposent pour protéger le monde du travail des retombées de la crise.*" Défendre des "*mesures d'urgence anticapitalistes*" qui n'ont aucune chance d'aboutir sans proposer d'issue politique, revient à ne rien défendre du tout et cultiver des illusions dans le capitalisme et les institutions au lieu de les combattre !

On se demandera au passage si le mouvement ouvrier se recompose ou continue de se décomposer à défaut de revenir au marxisme et au léninisme.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries juin 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

De la fiction à la réalité dans la France du flic-président.

J'ai vu sortir mon voisin très tôt ce matin contrairement à son habitude, il portait un sac qui avait l'air très lourd, ce qui m'a alarmé, c'est qu'il regardait à droite à gauche comme s'il craignait d'être vu et d'avoir quelque chose à cacher, j'en ai discuté avec mon mari et une heure plus tard on a téléphoné à la police, ils sont venus le chercher à son retour chez lui pour l'interroger, mon mari et moi on a été soulagés.

Selon "Le Parisien Dimanche", un enfant de huit ans a été convoqué et auditionné pendant vingt minutes samedi à la gendarmerie de Courdimanche (Val-d'Oise) parce qu'il s'était battu avec un camarade d'école. (AP 31.05)

Pourquoi le directeur de l'école n'a-t-il pas convoqué les deux enfants et les parents pour régler un problème somme toute courant et banal ?

Le régime policier mis en place par Sarkozy conduit les gens à porter plainte pour un oui ou un non, demain ce sera pour espérer un gain financier. Le monde devrait être à mes pieds ou comme je l'imagine, comme ce n'est pas le cas, j'emploie tous les moyens pour y parvenir sans réfléchir un instant à l'origine de la situation que je dénonce, ce que je me fous éperdument, seul mon vulgaire intérêt individuel compte pour moi.

C'est le capitalisme entré en putréfaction et l'absence d'issue politique qui sont responsables de cette situation nauséabonde.

Besancenot intervievé par ***Libération*** le 30 mai.

"*il ne faut pas changer l'Europe, mais changer d'Europe*" jusque là on est d'accord. En guise de changement, il propose " *une taxation des profits des multinationales*"... comme vient de le proposer Kouchner !

Au fait, on les exproprie les patrons et actionnaires de 1.824 grandes entreprises ou ils continuent de nous exploiter et de nous pourrir la vie ?

"*Il y a des gens orphelins d'une représentation politique ou qui ne se retrouvaient plus nulle part.*"

Pourquoi employer le passé, sur près de 30 millions de salariés et environ la moitié de retraité dans ce pays, le NPA compte moins de 10.000 adhérents, donc le problème de la "*représentation politique*" de la classe ouvrière est loin d'être réglée, non ?

"*Notre seul concurrent, c'est l'abstention.*"

S'abstenir, c'est peut-être une manière de rejeter la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, de rejeter l'Union européenne, alors en quoi l'abstention serait condamnable ? Qui seront les millions d'abstentionnistes sinon des ouvriers et des employés qui savent ne rien à avoir à attendre des élections du 7 juin.

"*Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet sont ensemble, mais ce n'est pas la première fois. Ils l'étaient dans un gouvernement de gauche plurielle qui a privatisé plus que deux gouvernements de droite réunis.*"

Passons sur les appels unitaires signés par le NPA avec eux lors des récentes journées de mobilisation à l'appel des syndicats.

"*Ceux qui disent : «On va faire des gros scores pour peser de l'intérieur», eh bien qu'ils essaient ! Au début des années 80, le PCF faisait des scores à deux chiffres et était dans des gouvernements socialistes. On ne peut pas dire qu'il a beaucoup pesé sur l'orientation politique. Je ne vois pas comment cette tactique qui n'a pas fonctionné pendant trente ans serait validée...*"

Le PCF a pesé de tout son poids pour permettre à Mitterrand de continuer de gérer la société pour le compte des capitalistes.

Je pense qu'il faut mettre les choses au point : Besancenot sait pertinemment que l'élection d'un ou plusieurs candidats du NPA à Strasbourg ne changera absolument rien à la politique dictée par la Commission européenne, via le Conseil de l'Europe des chefs d'Etat. Partant de là, le NPA peut prétendre ne rien céder sur les principes aux fripouilles du PCF et du PdG puisque c'est un geste sans conséquences, sans doute à destination de ses adhérents les plus à gauche qui confondent facilement posture opportuniste et position correcte sur le terrain de la lutte des classes.

Ce qui nous intéresse, c'est l'attitude quotidienne du NPA dans les syndicats et là cela se gâte, ou encore vis-à-vis du POI et sa proposition de construire des comités d'unité que le NPA traite avec condescendance ou mépris. Le NPA est plus à l'aise pour signer des appels ou des communiqués communs avec le PS, le PCF, le PdG, etc. qu'avec le POI ou LO, simple constat.

Qu'est-ce qui est essentiel selon vous, le contenu d'une déclaration d'un dirigeant ou la ligne politique qu'il met en oeuvre quotidiennement dans les entreprises, les universités ?

"*Maintenant, il faut assumer qu'il y a une gauche qui n'est pas contrôlée et pas contrôlable par la direction du PS. Et que c'est le NPA qui est le plus efficace, à la fois pour donner un débouché politique aux luttes sociales, pour chahuter la gauche et pour s'opposer efficacement à la droite.*"

Le NPA pas contrôlé par le PS ? Pas besoin quand ils trouvent le moyen de se retrouver sur des appels pourris ! L'indépendance par rapport au PS est un mythe, une supercherie, quand on n'a jamais rompu avec l'iéologie réformiste. La plupart des militants passent à côté.

Question : Sur le front social, vous appelez à la grève générale, mais rien ne bouge...

Réponse : "*C'était juste, et cela le reste. Maintenant, on est obligés d'analyser les rapports de force.*"

Les faits et Besancenot me donnent raison, mais nous n'en tirons pas les mêmes conclusions parce que nous ne nous situons pas sur le même terrain et nous ne poursuivons pas le même objectif. Au passage, Besancenot avoue que son analyse de la situation était fausse, mais comme il ne maîtrise pas la méthode pour l'analyser correctement, il s'en remet aux "*rapports de force*" que dénonçait Lénine et qui est commun à tous les opportunistes à la traine du mouvement spontané des masses qui demeure dans la pratique leur horizon indépassable, au lieu de partir de l'état d'esprit de l'avant-garde du prolétariat et des tâches que le parti devrait se fixer pour se construire, cet objectif demeurant notre priorité.

"*La séquence ouverte en janvier, la résistance massive face au gouvernement, enregistrent un ressac. Notamment à cause du manque d'unité de la gauche syndicale et politique.*"

Faux, c'est parce que la majorité du prolétariat n'a pas encore remis en cause ses liens avec le capitalisme. C'est à mon avis l'élément fondamental que personne ne veut prendre en compte. Comment le pourrait-il en l'absence d'issue politique ? L'unité sans principe n'a jamais conduit qu'à des défaites. Le jour où le socialisme aura commencé à reconquérir le coeur et la tête des masses vous pourrez entrevoir sérieusement la remise en cause du régime, pas avant.

"*il aurait été plus utile d'appeler à trois jours consécutifs de grève générale en bloquant les capitales pour faire en sorte que Sarkozy et Parisot nous parlent un peu mieux.*"

Pas pour les chasser ? A quoi bon alors ! Qu'est-ce qu'on en a à foutre de la manière de causer de l'épileptique de l'Elysée ou

de Parisot ?

"*Quand j'entends Ségolène Royal dire aux salariés de Molex et d'Arcelor : «L'Europe sociale à besoin de vous», je dirais que ce sont eux qui auraient besoin du PS*".

Là on sort de la dicussion sur les élections pour atterrir sur le terrain pratique de la lutte des classes, Besancenot effectue un virage à 180° en voulant nous faire croire que le PS serait encore un parti ouvrier, qu'il pourrait servir les intérêts de la classe ouvrière. La véritable nature sociale et la véritable fonction du NPA ne seraient-elles pas celles-ci ?

Israël.

Ils n'ont pas osé.

Le gouvernement israélien a rejeté une proposition du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman visant à exiger des habitants un serment d'allégeance à l'Etat juif, une mesure considérée par ses détracteurs comme attentatoire aux droits des Arabes israéliens. (Reuters 31.05)

Chine.

Trente mineurs ont été tués et 59 autres blessés par un coup de grisou dans une mine de la municipalité de Chongqing (sud-ouest de la Chine), a annoncé l'agence officielle Chine nouvelle. (AP 31.05)

Bonne semaine à tous.

Le 2 juin

Je n'ai pas eu le temps de compiler dans un article les extraits des courriels que m'ont adressés des camarades depuis plusieurs mois. J'espère pouvoir trouver le temps demain.

Ce matin, après une courte et mauvaise nuit, d'une traite à main levée j'ai rédigé au stylo un article de plusieurs pages, j'espère pouvoir le mettre en ligne demain également.

Un camarade du POI m'a écrit : "As-tu déjà essayer d'envoyer des articles à I.O ? Est-il utopique que tu rejoignes une organisation pour pouvoir t'exprimer et te faire écouter par plus de monde ? Est-il illusoire d'espérer réunir tous les trotz dispersés pas tout de suite dans un même parti mais dans une même structure fédérale dans le genre du POSDR de 1910 (ou 1913) où à son congrès constitutif, était invité même le Bund !!"

S'ils ont refusé que je m'abonne à leur journal, tu ne t'imagines quand même pas qu'ils vont me donner la parole, tu confonds avec le parti et le journal de Lénine !

Vivant à 10.000 kms de la France, compte tenu du climat délétère qui anime toujours le mouvement ouvrier, franchement je ne vois pas qui pourrait s'encombrer d'un polémiste dans mon genre ; la confrontation des idées, tout le monde y adhère théoriquement... chez les autres de préférence, simple constat.

Personnellement, je serais prêt à favoriser le rapprochement entre les différentes tendances qui se réclament du marxisme et du léninisme, je n'ai rien contre militer dans la même structure que les camarades trotskistes des différents partis, groupes ou comités, ce sont eux qui ne veulent pas entendre parler d'une struture commune de combat révolutionnaire, et je suis trop loin pour essayer de les convaincre de changer d'idée. Temps que les trotskistes n'auront pas fait le ménage chez eux et l'inventaire du passé il en sera ainsi, je le crains.

De nos jours avoir tort parfois et le reconnaître publiquement, c'est comme se tordre un pied : c'est une épreuve insupportable, abominable, pire qu'une castration aurait dit Freud ! Qu'y puis-je ? Absolument rien ! Patience, donc, la lutte de classe règlera cette question le moment voulu, en espérant qu'il ne sera pas trop tard, hypothèse déprimante j'en conviens, mais qu'il ne faut pas écarter non plus malheureusement, qui ne doit rien changer à notre engagement et nos convictions, sinon on est foutu...

Remettre au goût du jour le socialisme scientifique, approfondir notre analyse des méfaits causés par le stalinisme jusqu'à nos jours, déterminer avec précision depuis quand le syndicalisme révolutionnaire a été abandonné au profit du réformisme, quelles en ont été les conséquences, quel lien avec le stalinisme ? pourquoi staliniens et réformistes pouvaient-ils se réclamer de la

Charte d'Amiens de 1906, sur cette base commune, quel facteur commun unissait stalinisme et réformisme ? en quoi le combat des trotskistes au côté des réformistes devait aboutir au même misérable résultat que s'ils étaient restés à la CGT ? comment l'abandon du combat pour le socialisme dans les syndicats a finalement abouti à céder le terrain au combat des staliniens, des réformistes et des anarchistes au côté du capitalisme contre la classe ouvrière, à briser tout espoir ? comment de compromis en consensus en est-on arrivé à concilier l'inconciliable dans les mêmes partis ? pourquoi avoir repris à la lettre la tactique du front unique pendant plus de 60 ans, alors que les conditions qui l'avait vu naître n'existaient plus, pourquoi n'avoir pas eu l'intelligence de l'adapter à la nouvelle situation ? pourquoi avoir négligé le facteur économique (à l'échelle mondiale), les conditions objectives, et quelles en furent les conséquences sur le plan politique, comment cela se traduisit dans chacun des partis ? Staline n'ayant cessé de terroriser le prolétariat russe, l'instauration d'une dictature de fer, d'un régime policier aux ramifications tentaculaires étouffant la société tout entière, toute forme d'expression libre, n'avait-il pas franchi la ligne au-delà de laquelle il n'était plus possible de défendre l'Etat ouvrier issu de la révolution russe, tel que l'avait évoqué Trotsky peu de temps avant de disparaître (encore un pas à droite et...) ? a-t-on jamais vu une révolution émergée d'une dictature, qu'elle soit bureaucratique ou militaire ? la survivance du stalinisme pendant près de 70 ans n'a-t-elle pas causé plus de tort à la lutte de classe du prolétariat internationale que la restauration du capitalisme ?

Pourquoi refuser obstinément la confrontation des idées sur toutes ces questions déterminantes pour le mouvement ouvrier, refuser d'analyser à fond les différentes hypothèses en présence ? Désolé, je n'ai pas de réponse à cette question, elle ne peut venir que de vos dirigeants quel que soit le parti où vous militez.

Quand on parle du stalinisme, du castrisme ou du maoïsme, on s'imagine difficilement la vie horrible des peuples qui y sont soumis quotidiennement, avec la peur au ventre d'avoir trop parlé devant un inconnu, l'impossibilité absolue de se rebeller contre les abus du pouvoir en place, cela doit être terrible. Je vous dis cela pour avoir aperçu hier sori sur TV5Monde Asie un film sur la vie en URSS vers la fin des années 40. Etre privé de liberté, ne pas pouvoir quitter le pays et voyager, être obligé de fermer sa gueule en permanence sous peine de perdre son logement, son boulot ou bien pire encore, et de ne jamais en retrouver parce que l'Etat est le seul employeur, le seul propriétaire, c'est l'enfer sur terre si l'on ajoute les pénuries alimentaires, d'électricité, etc.

Si pour rien au monde je n'aurais voulu vivre dans de tels pays, je ne pouvais le souhaiter à personne évidemment, partant de là, je me dis que cela fut forcément criminel d'avoir contribué à la survie de ces régimes politiques que je ne confonds pas avec les rapports sociaux de production, et si pour retrouver sa liberté le prolétariat devait malgré tout en passer par la restauration du capitalisme, donc sans le souhaiter ou le rechercher, plus tôt aurait été le mieux puisqu'il était totalement impossible de mener le combat politique pour espérer renverser la caste parasitaire au pouvoir.

L'histoire est ainsi faite, elle nous joue de mauvais tours parfois, au lieu de le nier, on ferait mieux de le reconnaître, ensuite on pourrait discuter plus sereinement et sérieusement. Si pour en finir avec le stalinisme et retrouver la liberté, il fallait en passer provisoirement par la liquidation des acquis de la révolution russe, si j'avais été citoyen russe, chinois, cubain, etc., j'aurais opté pour cette solution, c'était certes un détour dont je me serais bien passé, mais n'ayant pas le choix, ce détour pourrait s'être avéré moins long et moins insupportable qu'une vie entière foutue à attendre une révolution politique qui n'avait aucune chance de se produire et de vaincre. Je vais encore m'attirer les foudres des puristes, je m'en tape, je me mets dans la peau de l'ouvrier russe qui a subit pour rien toute sa vie le stalinisme, dont la vie est foutue, allez donc lui expliquer qu'il n'a rien compris et qu'il aurait dû tirer avantage de sa situation, faites quand même attention à sa réaction qui pourrait être violente.

Je vis dans un pays qui paraît-il serait la plus grande démocratie du monde, en réalité au quotidien je fais plutôt l'expérience de l'absence de démocratie, dans les petites choses comme dans le grandes. Regardez-donc des films indiens populaires, vous verrez chaque fois des flics matraquer des personnes arrêtées dans des commissariats, défoncées à coup de pompes, mon épouse me disait que la torture est omniprésente même avec des enfants, par exemple des épines de cactus enfoncés sous les ongles. Les flics agissent ainsi en toute légalité, vous ne pouvez rien contre eux. Chaque fois que j'ai à faire avec eux, je me demande toujours à l'avance comment je vais les aborder, c'est un casse-tête, je ne sais jamais si je dois leur dire ce que je pense ou non, si je dois leur dire la vérité ou une partie seulement, je me demande toujours avant s'ils ne pourront pas retourner mes arguments contre moi, parfois j'ai été trop loin ou on ne s'est pas compris à cause du langage, ils se lèvent, m'entourent et me menacent aussitôt, se mettent à gueuler, du coup c'est moi qui les ramène les pieds sur terre en leur rappelant que je suis le plaignant et non le présumé coupable ou je fais référence à la Constitution, je sens qu'un mot de trop pourrait faire basculer la situation, je recule pour finalement ne rien céder, mais quelle épreuve chaque fois, à ma place un Indien serait déjà embastillé et tabassé salement ! Ce que je vous raconte là, je l'ai vécu à plusieurs reprise, et si j'ai toujours gardé mon sang-froid, c'était uniquement par crainte d'être expulsé, il faut biaiser, les flatter alors que ce sont des gros cons auxquels la moindre réflexion demande un effort considérable, bref, vivre en Inde passe encore jusqu'à maintenant, mais vivre en Chine ou à Cuba, trop peu pour moi.

Une brève lecture critique du dernier numéro d'***Informations ouvrières*** (n°48).

D. Gluckstein a écrit dans son éditorial :

"*Le 7 juin, nombre de travailleurs et de jeunes s'abstiendront. D'autres, parce qu'ils sont attachés à leur parti, iront voter. Mais c'est un fait : votants ou abstentionnistes, personne n'attend quoi que ce soit du vote du 7 juin, du moins quoi que ce soit de favorable aux intérêts des travailleurs et de la démocratie.*

Le spectre de l'abstention hante les sommets de l'Union européenne, des gouvernements et de tous ceux qui défendent ces institutions.
Ce spectre porte en lui, comme en creux, l'aspiration à la reconquête de la démocratie.
Ce spectre porte en lui, comme en creux, les préparatifs des plus grandes mobilisations sur le terrain de classe pour bloquer les plans destructeurs mis au point et encouragés par l'Union européenne.
C'est d'ores et déjà un fait majeur de la situation politique. Un fait salutaire où la classe ouvrière puisera un encouragement à regrouper ses forces sur le terrain de classe et à se préparer pour les plus grands combats à venir."

1- Voter ou s'abstenir n'est pas la même chose contrairement à ce qu'on pourrait croire en lisant ces lignes. Les illusions de ceux qui vont aller voter passent à la trappe au lieu de les faire ressortir et les combattre. On se demandera comment des illusions dans ces partis pourrait constituer "un fait salutaire" sur lequel la classe ouvrière pourrait s'appuyer, sauf à être inconscient et à vouloir l'envoyer dans le mur et la soumettre finalement à ces partis.

2- A en croire Gluckstein, voter pour un parti signifierait qu'on y serait attaché, alors qu'en réalité de très nombreux travailleurs ne font que profiter d'un droit politique, du droit de vote, ils votent par dépit sans pour autant être attachés à aucun parti. Pourquoi prétend-il autre chose ? Pour faire croire que les travailleurs qui votent PS (ou PCF) seraient attachés au PS pour pouvoir ensuite présenter ce parti comme un parti ouvrier et appeler à réaliser l'unité avec le PS.

C'est un syllogisme déguisé qui repose sur un postulat fabriqué uniquement pour justifier la politique du POI, sa version du front unique qui a fait le malheur de la classe ouvrière pendant plus d'un demi siècle. Le but de l'opération consistait à démontrer que le PS comme le PCF sont des partis ouvriers dont la classe ouvrière ne peut pas se passer. En toile de fond on aura reconnu les liens du POI avec le PS avec lequel il partage le même fond de commerce, la petite bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière.

3- L'abstention est-il un acte politique et quel en est le contenu ? Gluckstein aurait dû commencer par poser cette question et tenter d'y répondre avant de se lancer dans une démonstration qui relève davantage de la méthode Coué que d'une analyse sérieuse de l'état d'esprit des masses. Souvenez-vous du 29 mai 2005, la victoire du non devait alimenter la lutte de classe dans les entreprises selon le PT, en réalité elle ne déboucha sur rien. Bien qu'ils ne soient pas forcément une référence, même les comités unitaires pour le non initié par la LCR, le PCF et d'autres formations disparurent le lendemain du 29 mai.

Si maintenant l'abstention s'appuyait sur la classe déjà organisée dans la perspective d'une issue politique, oui pour le coup elle pourrait constituer un élément susceptible d'alimenter un processus dynamique déjà engagé, or ces conditions n'existent pas aujourd'hui ou elles ne sont pas suffisamment développées.

Que les militants se servent de l'abstention et du rejet de l'UMP dans leur agitation pour expliquer aux travailleurs qu'il faut profiter du fait que le gouvernement est minoritaire et illégitime dans le pays pour s'organiser et combattre sa politique, ce n'est pas tout à fait ce que dit Gluckstein, parce qu'il ne va pas au bout de son analyse sur l'abstention ou parce qu'il ne veut l'interpréter que du point de vue du front unique tel qu'il le conçoit en direction des appareils.

Du fossé au précipice...

Du front unique au front populaire... Jeanneney où la culture des illusions. On savait déjà que le monde n'était pas guidé par des idées, mais nous ignorions qu'il aurait pu être guidé un jour par de "*bonnes intentions*".

Après la rencontre avec des membres de la direction du PS : "*je me suis rendu compte du précipice qui sépare les politiques, même s'ils sont pétris de bonnes intentions*".

Alors si les dirigeants du PS sont animés malgré tout de bonnes intentions, l'espoir est permis ! Voilà comment en une phrase anodine ils remettent en selle le PS ! Quelle honte ! Exagéré ? J'irai plus loin, en affirmant que cette intention sert de guide politique à Jeanneney et qu'elle reflète assez bien la nature sociale du POI et l'orientation politique des dirigeants des partis qui l'ont précédé (PT, PCI, OCI).

Partant du constat erronné que les dirigeants du PS seraient animés "*de bonnes intentions*", il en arrive logiquement à leur prêter celle "*de faire bouger les choses*" un jour, un jour indéterminé précisons, à croire qu'il s'en fout où n'est pas directement concerné, autrement dit, il tire un trait sur l'histoire de la SFIO et du PS au cours de laquelle leurs dirigeants n'ont eu de cesse de se situer au côté de la bourgeoisie et de trahir le prolétariat.

Une employée vie scolaire interviewée par le POI répond (page 3) :

"*Maintenant, je m'interroge pour savoir si c'est possible d'obtenir l'interdiction de tous les licenciements*".

A cette question posée ainsi, comme d'ailleurs le POI la pose aussi, la réponse est évidemment non. Car pour lui apporter une réponse positive il faudrait que cette question s'inscrive dans une perspective politique, ce qui n'est pas le cas. C'est même le vide politique de l'orientation du POI que cette question pose.

Le POI prétend que l'interdiction des licenciements constitue une issue politique, or cette employée vient justement de démontrer le contraire, ce que je m'échine à expliquer par ailleurs. L'interdiction des licenciements ne peut s'inscrire que dans la perspective de chasser Sarkozy, de liquider les institutions, de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul sera à même de prendre cette mesure accompagnée de l'expropriation des 1824 capitalistes des grandes entreprises. L'interdiction des licenciements ne peut être que le produit de ces différentes étapes du combat révolutionnaire de la classe ouvrière...

Telle que le POI aborde cette question, il démontre que son analyse de la situation est une fois de plus erronée ou incomplète, cette perspective ne peut apparaître aux yeux de nombreux travailleurs que comme une abstraction coupée de la réalité politique et susciter le doute ou le rejet. Dommage ! A nous de la diffuser auprès de la classe ouvrière et sa jeunesse.

Le 3 juin

Un vieux camarade qui a l'habitude de participer à de nombreuses réunions, meetings ou manifestation, m'a dit récemment, qu'il y a deux ans environ lorsqu'il a découvert le site, il avait toute les peines du monde pour exprimer clairement ses idées, et apparemment il a été agréablement surpris de constater lors de ses dernières interventions qu'en grande partie ce problème avait disparu, qu'il était capable d'argumenter les positions qu'il défendait, mettant au compte de la fréquentation du site cette progression politique.

C'est la preuve que le site sert au moins à quelque chose, mais je ne suis pas pour grand chose dans la progression de ce camarade, c'est uniquement à force de lectures et de réflexions et en participant à de nombreux combats, de nombreuses discussions avec d'autres militants qu'il a progressé sur le plan politique et qu'il se sent plus libre pour exposer ses convictions.

Mon travail ne consiste pas à démolir des partis ou des positions que je ne partage pas, encore moins imposer quoi que ce soit, mais a expliqué sur quelle réalité sociale repose chaque parti ou analyse, chacun ensuite décide librement de rejoindre telle ou telle formation politique ou syndicat et d'adhérer à telle ou telle analyse. Je débrousaille pour qu'on y voit plus clair dans la jungle des partis et des analyses que l'on nous fournit, ma tâche s'arrête là.

Si des camarades veulent que l'on aborde des questions théoriques ou politiques particulières qui leur posent problèmes, ils peuvent m'écrire, je tâcherais de leur répondre dans la mesure du possible comme je l'ai toujours fait.

Comme j'ai une mémoire déplorable et que je n'ai pas la structure intellectuelle d'un universitaire, que je connais mes capacités et mes limites, je n'ai pas de réponses toutes faites à toutes les questions, loin de là, à chaque fois je dois une nouvelle fois me poser un tas de questions avant d'en arriver au sujet posé proprement dit, du coup je suis contraint de vérifier que ce qui était valable à un moment donné sur le plan théorique l'est encore dans la situation actuelle.

Notre plus gros problème, je parle du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, est justement que l'on doit poursuivre l'oeuvre théorique des marxistes et que l'on ne peut pas se contenter d'y adhérer aveuglément sous peine de se transformer en dogmatique sectaire, parce que le monde et la société ont subit de nombreuses transformations depuis leur époque, c'est donc à nous d'écrire la suite du marxisme, tâche colossale qui me dépasse évidemment, mais à laquelle il n'est pas interdit de réfléchir. (A suivre)

Je reporte à demain mon prochain article car je vais être occupé avec un déménagement, pas le mien malheureusement mais celui de ma belle-mère qui va venir habiter chez nous. Elle a près de 70 ans et vivait seule avec mon beau-frère décédé brutalement il y a cinq semaines dans un accident de la route, et comme apparemment personne d'autres ne peut l'accueillir et qu'elle n'y tient pas non plus (mon épouse a encore cinq frères en vie), me voilà avec Mangalashumi sur les bras !

Elle est analphabète, ce qui n'est pas un problème pour moi, on converse en tamoul ou par gestes. Le seul problème concerne le respect des règles élémentaires d'hygiène qui n'est pas vraiment son fort, et je me vois mal à son âge tenter de la convaincre du bien-fondé de nos principes, même s'ils devraient avoir une valeur universelle. Mon plus gros souci va être la cuisine, je ne tiens pas à ce qu'elle cuisine chez moi et l'on a trouvé personne pour le moment pour remplacer la femme de service qu'on employait à mi-temps dont on a dû se séparer récemment du fait qu'elle avait décidé de transformer son mi-temps en quart-temps, bref de ne plus rien foutre, alors qu'on avait doublé son salaire. Je pourrais cuisiner indien, mais si en plus je dois me taper quotidiennement quatre heures de tâches domestiques, autant dire que je n'aurais plus assez de temps à consacrer au site une fois que mon épouse sera repartie en France fin juin, et je serais trop crevé à cause de la chaleur écrasante.

Depuis un mois on a aussi deux petites cousines (9 et 12 ans) à la maison, pendant les vacances scolaires qui sont prolongées

d'une semaine jusqu'au 10 juin. Les deux gamines sont rachitiques ou plutôt extrêmement maigres et petites pour leurs âges. Habituellement leurs deux parents travaillent et elles refusent de manger ce que leur mère leur prépare, elles préfèrent bouffer les saloperies que leur père leur rapporte, ce sont elles qui commandent chez eux, les parents n'ont aucune autorité. Avec nous, elles mangent correctement à tous les repas et inutile de vous dire qu'elles ne détiennent pas le pouvoir chez nous ! On va se baigner et elles regardent la télé à condition d'obéir à leur oncle, bordel, ce ne sont pas les gosses qui vont faire la loi ! Elles sont adorables et tout se passe très bien dans la bonne humeur. Je me dis que le bon temps qu'elles passent chez nous sera déjà cela de pris, car elles ne savent pas ce qui les attend plus tard. On les gâte un peu, mais il ne faut pas le dire trop fort, en échange elles écoutent ce que je leur explique.

Elles sont scolarisées dans une école privée et sont déjà parfaitement bilingue, alors qu'au bout de dix ans d'anglais dans une école publique elles ne parleraient pas un mot d'anglais. Les parents se sacrifient pour payer l'école de leurs gosses. Le père est technicien en climatisation, il doit avoir un salaire d'environ 70 ou 80 euros par mois alors qu'il bosse souvent 7j/7, la mère bosse 6j/7 dans une fabrique de savons pour 40 euros par mois. Bref, ils ont une vie de dingue à vous rendre malade rien que d'y penser. Elle, elle a déjà du diabète, comme la plupart des Indiens, lui il a un problème au coeur et de sang. Ils possèdent une minuscule maison sans confort dont le toit est en feuilles de cocotier.

Je vous raconte cela comme un témoignage, pour aussi apporter un cinclant démenti à ceux qui me traitait de "bobo" ou de "petit-bourgeois" à la con, de "nanti" et j'en passe, rassurez-vous je ne suis pas coupé de la réalité que vit quotidiennement la classe ouvrière, je ne suis pas désocialisé ou un marginal vivant d'amour et d'air pur sous les tropiques qui ferait de la politique comme d'autres pratiques le tennis ou la chasse aux papillons.

Quelques news en bref.

Vous doutiez de l'opportunité du boycott des élections européennes...

Les ostréiculteurs du bassin d'Arcachon frappés depuis jeudi dernier par une interdiction de commercialisation et de consommation de leurs huîtres ont appelé mardi à boycotter le scrutin européen. (Reuters 02.06)

A bas la pauvreté !

La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français selon un rapport remis récemment à Christine Boutin par Julien Damon, professeur associé à Sciences-Po.

86 % des personnes interrogées ont peur de la pauvreté, cela signifie qu'aucune couche du prolétariat ne se sent plus désormais à l'abri de perdre son travail, son logement, la descente aux enfers quoi, au-delà ce sont des couches importantes de la petite bourgeoisie qui craignent de basculer dans le prolétariat.

Plus les conditions objectives sont favorables à une politique résolument tournée contre le pouvoir en place et les institutions, plus les partis sensés représenter la classe ouvrière s'arc-boutent pour retarder le moment d'y venir, et quand ils y viendront, il sera peut-être trop tard car n'ayant pas préparé suffisamment à l'avance l'affrontement direct avec la bourgeoisis, il se soldera par un échec.

L'origine de la pauvreté ne remonte-t-elle pas aux fondements du capitalisme ? La pauvreté ne serait-elle pas le produit de la volonté du gouvernement de servir les intérêts des classes dominantes qu'il faut renverser ?

Intox, méthode Coué, entre crainte et espoir, ils veulent y croire.

L'envolée des promesses de vente (logement) US nourrit l'espoir de reprise... grâce au crédit d'impôt !

Ventes soutenues dans le secteur automobile... grâce à la prime à la casse !

Le NPA aurait "***clairement un problème d'efficacité***", un euphémisme !

Olivier Besancenot a exhorté mardi les jeunes et les travailleurs à se rendre aux urnes le 7 juin.

Le porte-parole du NPA demande aux jeunes et travailleurs "*d'exprimer leur colère sociale*", reconnaissant par ailleurs que le parti a "*clairement un problème d'efficacité*". "*Des tas de personnes trouvent qu'on est utile depuis des mois. On nous le dit. Le problème est de confirmer tout ça*", a-t-il expliqué à l'Associated Press. (AP 02.06)

Besancenot est davantage préoccupé par le score que réalisera le NPA le 7 juin, que par le renforcement de son parti auquel aurait peut-être pu servir la campagne électoral du NPA et ses meetings qui ont attiré des milliers de travailleurs et jeunes.

Renégat, opportuniste, traître, criminel, vous aurez reconnu Cambadélis, ex-dirigeant de l'OCI et de l'Unef.

"*Je suis de ceux qui pensent que sans un nouveau front populaire ouvrant une perspective et une alternative crédibles dans ce pays, désignant un candidat commun de la gauche aux présidentielles, combattant sur un programme commun, nous avons peu de chances de l'emporter. Pas aux régionales, mais aux présidentielles.*" (Lemonde.fr 20.06)

Le front populaire a frayé la voie à Franco en Espagne, a sonné l'heure de la seconde guerre mondiale et indirectement favorisé l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, a frayé la voie au coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili, cela vous tenterait-il de vivre une de ces glorieuses et criminelles expériences à mettre au compte du réformisme et du stalinisme ? Le pire, c'est que Cambadélis le sait parfaitement, tout comme l'ensemble des dirigeants du PS. Cela en dit long sur la pourriture de ces gens-là, qui décidément n'appartiennent pas au même milieu que nous. A bas le PS, pas une voix le 7 juin !

Le Parlement européen, une institution monolithique au service exclusif du capital.

Ce manque de suspense renforce "*le sentiment, en partie justifié, que le Parlement européen est imperméable à l'expression des clivages*", observe M. Chopin, directeur des études à la Fondation Robert Schuman.

"*L'offre politique proposée est faible, comme si les partis politiques n'avaient pas l'intention d'organiser le débat*", remarque M. Chopin, qui explique cette situation par les divisions des partis de gouvernement sur l'Europe, comme le PS français.

"*Pour le Parlement, c'est un test de crédibilité*", conclut Mme Davis, directrice de la communication du Centre de politique européenne de Bruxelles. (AP 02.06)

Souhaitez-vous renforcer la "*crédibilité*" de l'Union européenne en admettant qu'elle en ait eu un jour en allant voter le 7 juin, ou souhaitez-vous infliger une défaite aux partisans de l'Union européenne en vous abstenant ou en boycottant ce scrutin antidémocratique ? Telle est la question.

Un marché qui attise bien des convoitises...

Des manifestations ont eu lieu mardi à Paris et aux abords d'une dizaine de centres de rétention pour dénoncer la nouvelle politique d'intervention auprès des immigrés en instance d'expulsion. (Reuters 02.06)

Le 4 juin

Suite à nouveau à de graves problèmes et une nouvelle menace de mort proférée par les gens de mon village, je ne peux pas actualiser les dépêches aujourd'hui et mettre la dernière touche à l'article que j'ai tapé hier après-midi, on verra cela demain.

Un "***traître***" qui s'ignorait passé de l'autre côté de la barricade.

Daniel Cohn-Bendit a rejeté l'idée colportée par certains de ses concurrents selon laquelle il "*roulerait pour Nicolas Sarkozy ou pour (Silvio) Berlusconi.*" "*J'ai toujours été un traître. En mai 68, déjà, le Parti communiste me traitait de traître.*" (Reuters 03.06)

Disons qu'en 68 il roulait pour de Gaulle sans le savoir alors qu'aujourd'hui il roule pour Sarkozy en toute conscience. Cohn-Bendit et Kouchner rivalisent d'imagination pour qu'on les considère de gauche alors que ce sont de furieux réactionnaire.

La traite des jeunes et des anciens... pour freiner les conéquences de la crise.

Le taux de chômage, au sens du Bureau international du travail, a atteint 8,7 % au premier trimestre contre 7,6 % (révisé) au quatrième trimestre 2008, a annoncé jeudi la ministre de l'économie, Christine Lagarde.

Si l'on inclut les départements d'outre-mer, le taux de chômage a même bondi à 9,1 % au premier trimestre 2009, selon l'Insee.

"*C'est pour ça qu'on a décidé de s'y attaquer de manière forte avec toute une série de mesures pour maintenir dans l'emploi, inciter à la création d'emplois et encourager au retour ou à l'accès à l'emploi, notamment à l'égard des jeunes et des seniors*", a dit la ministre de l'économie. (LeMonde.fr 04.06)

Etats-Unis.

Le secteur privé américain a supprimé 532.000 emploi en mai selon l'enquête mensuelle du cabinet ADP. (Reuters 03.06)

Allemagne.

Comment pousser les travailleurs qui n'en ont pas forcément les moyens à s'endetter. Mode d'emploi.

Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 40% en mai en Allemagne, pour atteindre 385.000 unités environ, toujours dopées par la prime à la casse, ce qui n'a pas empêché les titres des constructeurs de chuter, les investisseurs doutant que cette tendance puisse se maintenir.

Berlin a instauré en février une prime à la casse de 2.500 euros pour les véhicules vieux de neuf ans au moins. La prime, versée pour l'achat d'un véhicule neuf, court jusqu'à la fin de l'année. L'enveloppe allouée était de 1,5 milliard d'euros mais elle a été portée à cinq milliards au vu du succès de la mesure.

"*Chacun sait qu'il ne s'agit que de dopage, que ça n'a rien de réel*", souligne Adam Jonas, analyste de Morgan Stanley. "*Cela fait du bien dans l'immédiat mais la douleur se fera sentir l'année prochaine.*"

Selon Jonas, le marché automobile s'effondrera dès que la prime à la casse ne sera plus en vigueur. En mai 2010, le marché pourrait ainsi rechuter de 30% en rythme annuel, prévient-il. (Reuters 03.06)

Il s'agit bien d'une mesure pour soutenir artificiellement l'économie allemande et son secteur automobile. Une fois que les constructeurs auront encaissé leur fric via des banques ou organismes de crédit, le marché s'écroulera à nouveau, le chômage et les défauts de paiement des acheteurs se multiplieront - cela ne doit pas être des travailleurs bien riches qui avaient conservé des bagnoles vieilles de neuf ans au moins. Tout le monde s'en fout, puisque seuls les travailleurs se retrouveront criblés de dettes, s'ils ne sont pas au chômage, ils n'auront qu'à travailler plus pour gagner plus pour les payer !

Le 5 juin

Pour poursuivre la causerie sur mes problèmes avec les voyous qui contrôlent le village où j'habite depuis 9 ans et qui veulent nous piquer notre terrain et notre maison, je vais déposer 7 plaintes dont deux pour meutres, un avéré, l'autre à prouver sur mon beau-frère, plus une plainte pour menace de mort sur moi, compte tenu que la police est pourrie par la corruption, on m'a conseillé de prendre un avocat car ici la police les craigne, en Inde la Cour suprême a plus de pouvoir que le gouvernement, j'aurais dû y penser plus tôt, comme quoi on ne pense pas toujours à tout.

On a refusé toute confrontation avec les ordures de ce village, on a accusé ce matin directement la police d'avoir été payée par ces salopards, compte tenu qu'ils nous ont vendu un terrain qui appartenait à l'Etat, en principe il ne fait aucun doute qu'ils cesseront de nous emmerder une fois qu'ils auront été faire un tour dans la prison de Cuddalore qu'ils connaissent déjà pour certains. En fait ce sont plus des voleurs qu'autre chose, pour le reste ils sont forts en groupe mais séparément ce sont des merdes, je leur ai déjà dit en face sans que l'un d'entre eux n'ose bouger, il valait d'ailleurs mieux s'ils voulaient rester en vie.

Quand on a à faire à la pire racaille qui existe, il n'y a pas d'autres voies, c'est un peu comme en politique où la moindre faille ou faiblesse peut s'avérer fatale. Hier quand ils étaient devant chez nous à nous menacer, mon épouse m'a dit de téléphoner à la police pour qu'ils viennent, le chez du village a répondu qu'ils ne viendront pas parce qu'ils leurs avaient versé du fric, qu'il allait me couper en morceau et me balancer à la mer, qu'ils foutraient mon épouse dehors, ensuite ils s'empareraient de notre maison et voleraient tout ce qu'il y avait à l'intérieur. Vous ne pensiez quand même pas que j'allais rester sans réagir.

Passons à la politique.

Un message reçu.

Collectif pour Front Syndical de Classe

CGT Goodyear Amiens Nord: après la superbe journée du 02 juin, nous serons avec les conti samedi 06 juin 2009

COMME CONVENU LORS DE NOTRE AG DE CE JOUR, NOUS VOUS INFORMONS QUE LE SAMEDI 06 JUIN 2009 SERA UNE NOUVELLE JOURNEE D'ACTION DES GOODYEAR AUX COTES DE NOS CAMARADES DE LUTTE DE CONTI A CLAIROIX!!!!

RENDEZ VOUS LE SAMEDI 06 JUIN 2009 A 8h.30 SUR LE PARKING GOODYEAR

DEPART MAXI A 9.30 HEURES EN COVOITURAGE vers le site de clairoix

DEPOT DE GREVE DE 24.00 H CE SAMEDI 06 JUIN 2009

TOUS PRESENTS, N'OUBLIEZ PAS QUE NOUS AURONS CE QUE NOUS IRONS CHERCHER!!!!!!!

ENCORE BRAVO A TOUS POUR CETTE JOURNEE EXTRA, MAGNIFIQUE, LE 06 JUIN NOUS DEVONS AU MOINS ETRE 900 EN FAMILLE MEME, VOTRE PRESENCE EST INDISPENSABLE!!!!!

Source : http://www.cgt-goodyear-nord.fr/

Les dépêches.

L'aveu.

Selon Fillon hier en meeting à Paris : "*S'abstenir, ce n'est pas seulement choisir le statu quo, c'est offrir à la technocratie le pouvoir de dominer la démocratie*". (Reuters 04.06)

Comme c'est l'abstention qui l'a toujours emporté lors des scrutins précédents, cela signifie qu'il n'y a pas plus de démocratie que de beurre en branche au sein de l'Union européenne, on le savait déjà.

Le crétinisme d'Aubry.

Martine Aubry a qualifié Daniel Cohn-Bendit "*d'homme sympathique, mais dont on a du mal à savoir où il est, hier avec François Bayrou, aujourd'hui avec José Bové*".

En fait, il est où il a toujours été, Bové aussi ! (Reuters 04.06)

Des licenciements toujours justifiés de la même manière : la dictature du capital.

La direction de Timken-Europe, filiale du groupe américain de sous-traitance automobile, a confirmé jeudi la suppression de 190 emplois sur 980 dans le département du Haut-Rhin.

Le chiffre d'affaire du groupe américain, qui emploie 25.000 personnes dans le monde, s'est élevé à 5,7 milliards de dollars en 2008, en progression par rapport à l'année 2007. Mais le dernier trimestre 2008 a été marqué par un très net fléchissement du à la crise dans le secteur automobile. (AP 04.06)

Quand à la faveur d'une crise, un secteur d'activité se restructure : licenciements !

L'équipementier automobile Sudrad Roues France (SRF) a été mis en liquidation avec effet immédiat par la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Colmar, apprend-on de source syndicale.

Le fabricant de jantes en aluminium, un fournisseur de PSA, employait 154 personnes dans son usine de Soultzmatt (Haut-Rhin). SRF, acquis en 2004 par le groupe allemand Borbet, avait déposé son bilan fin avril.

L'entreprise avait enregistré 4,2 millions d'euros de pertes en 2008, selon son P-DG, Dominique Bleesz, et un plan d'investissement destiné à restaurer la rentabilité avait été arrêté en octobre en raison du retournement de la conjoncture. (Reuters 04.06)

Le 6 juin

(vendredi 19h local) Je viens de m'apercevoir qu'il était impossible de télécharger certains documents de la Tribune libre parce que leurs adresses avaient été mal rédigées ; je m'étais contenté de mettre en ligne ces documents avec les adresses originales qui passaient bien à partir de la boîte aux lettres électronique, par contre à partir d'un site Internet, si on laisse un espace entre deux caractères à l'intérieur d'une adresse, on reçoit un message erreur. Pour bien faire il est préférable de lier tous les

caractères. Donc avec toutes mes excuses, car cela concernait plusieurs documents. La suite de la causerie demain matin

Suite.

Vous m'excuserez de ne pas avoir pu terminer et publier mon dernier article, mais je dois affronter sur place une situation délicate et complexe, je fais face à un mur de corruption et je cherche le moyen de le briser sans prendre le risque de me faire expulser. C'est un peu le pot de terre contre le pot de fer.

L'Inde n'est pas un Etat de droit. J'ai appris que pour éliminer six candidats rivaux dans six circonscriptions de la région du Tamil Nadu où j'habite, le Congres I de Manmohan Singh (le Permier ministre sortant et reconduit dans ses fonctions après les élections) et de Sonia Gandhi a déboursé 40.000 crores roupies (1 crore = 10 millions de roupies), en versant 200 roupies à chaque électeur. C'est un député du PMK éliminé qui me l'a appris avant-hier. (A suivre)

Bon week-end à tous.

Manipulation des médias et des agences de presse.

Le parti d'extrême droite islamophobe et antieuropéen du député Geert Wilders a remporté 16,4% des voix aux Pays-Bas, premier pays à voter pour les Européennes. (lexpress.fr avec AFP 05.06)

Je vous passe la suite de cette dépêche/article, une chose importante y manquait : le taux d'abstention lors de ce scrutin. Par hasard je l'ai saisi aux infos de TV5 Monde Asie hier soir : 64% !

Donc ce parti d'extrême droite représente en réalité à l'issue de cette élection 16,4% de 36% de participation, soit 5,9%.

Alors pourquoi cette manipulation infâme ? Ils n'ont rien trouvé de mieux pour persuader les électeurs d'aller voter à défaut de pouvoir les faire adhérer à l'UE.

A bas l'Union européenne ! Boycott le 7 juin !

Près des deux tiers des Européens (64%) se disent peu ou pas du tout intéressés par les élections européennes, et 66% estiment qu'on a surtout parlé des enjeux nationaux, selon un sondage Opinionway pour l'observatoire Apco-"La Tribune"-BFM, rendu public vendredi.

73% des Français et 67% des Allemands interrogés ne sont pas intéressés par cette élection. (AP 05.06)

Vous savez ce qui a manqué pendant la campagne électorale : un parti ouvrier qui ait le courage de faire campagne pour le boycott de ces élections. Ils se sont tous déculottés devant les institutions européennes qu'ils disent par ailleurs rejeter.

Dans son dernier édiorial (IO n°49), D. Gluckstein a montré qu'il faisait bien partie du lot : "*On ne saurait faire reproche à Le Hyaric (PCF - lutte de classe) de souhaiter pour son parti un résultat.*", autrement dit, si on ne peut pas reprocher à un dirigeant du PCF de soutenir son parti qui a pris la décision de présenter des candidats à l'élection européenne, cela signifie que le PCF n'a pas eu tort de participer à cette mascarade, Gluckstein le justifie indirectement, ce qui est en totale contradiction avec la décision du bureau nationale du POI de ne pas y participer. C'est également une façon de soutenir la direction du PCF contre les militants de ce parti qui n'iront pas voter le 7 juin.

Il peut écrire : "*Chacun le sait : le rejet par les travailleurs des plans qui les frappent s'exprimera principalement dans une abstention massive*", le mal est fait, notez bien que lorsqu'il aborde l'abstention légitime il fait référence aux "*travailleurs*" pas aux militants du PCF qui ne suivront pas forcément l'orientation de la direction de leur parti.

Quand j'écrivais récemment que les lettres adressées par le POI aux différents partis pour les inviter à appeler à une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements étaient en réalité une démarche d'appareil privilégiant les rapports entre appareils, on en a ici une preuve incontestable.

Le 7 juin

Je n'ai pas le temps de causer, j'ai préparé ce matin un autre article, plus un commentaire de quelques extraits de *Réforme sociale ou révolution ?* de Rosa Luxemburg.

Le site sera actualisé demain, par contre mardi je ne le pourrai pas car je dois me rendre à 45 kms d'ici, plus de deux heures en moto, pour porter plainte auprès du Superintendant of police de Villupuram, l'autorité supérieure au commissariat de police de mon district, je dois en principe déposer 8 plaintes, dont deux pour meurtres, une pour menace de mort, deux pour racket, une pour fausse déposition ayant entraîné la mort d'un Allemand, une pour faux et usage de faux et vol, et la dernière pour corruption envers les flics de mon district (avec plus de 30 témoins quand même). Je réfléchis encore à l'opportunité de toutes ces plaintes. Tout dépendra de l'accueil qui me sera faite. J'ai déjà prévu de taper au-dessus si nécessaire et de mêler les médias.

J'aurais dû régler la plupart de ces problèmes plus tôt, mais à cause du site je n'en ai jamais trouvé le temps, cette fois je prendrai le temps qu'il faudra, idem avec ma baraque dont des travaux attendent depuis plusieurs années. Comme je ne cours pas après la grève générale ou la révolution, je n'ai aucune raison de négliger gravement mes propres affaires.

Chypre.

41,1% d'abstention.

Selon les autorités chypriotes, la participation a atteint 58,9%, bien moins que les 72,5% des précédentes élections européennes. (AP 06.06)

Etats-Unis.

La Bank of Lincolnwood s'est déclarée en faillite, vendredi. Elle est la 37e institution bancaire américaine à être mise en faillite depuis le début de cette année, contre trois seulement en 2007 et 25 en 2008. (Reuters 06.06)

Le 9 juin

Un mot personnel.

J'ai enfin terminé de rédiger en anglais la lettre que j'ai porté ce matin au commissariat de police de mon district, dans laquelle figure sept plaintes et une description exhaustive sur quatre pages des agissements des voyous qui dirigent le village où j'habite et terrorisent les autres pécheurs.

Je me suis présenté mon enveloppe à la main face à un espèce d'abruti d'inspecteur somnolent à son bureau qui ne m'a pas salué et a à peine levé la tête pour me regarder, je lui ai dit simplement avant de me retirer que cette enveloppe contenait une lettre de quatre pages, qu'il prenne le temps de la lire attentivement et quand il aura digéré le contenu, il pourra prendre contact avec moi. Ma lettre est une vraie bombe car je mets pas de monde en cause, mais elle peut très bien se transformer en pétard mouillé dans ce pays où la corruption fait loi.

Mon épouse est inquiète car elle doit retourner en France à la fin du mois, aussi on va organiser son départ discrètement pour que personne ne sache qu'elle n'est plus là. On est en train de mettre au point son départ avec ses frères.

Sa mère va rester avec moi et son frère aîné devrait rester aussi quelque temps. Un autre de ses frères avec son épouse et leurs deux filles dont je vous ai déjà parlé, vont peut-être s'installer chez nous aussi. Leur mère qui est toujours en arrêt maladie pourrait remplacer la femme de service du village que nous avons renvoyée puisqu'elle ne voulait plus rien foutre et pouvait renseigner le village sur ce qui se passait chez nous, cela lui assurera un revenu permanent. Mon beau-frère qui travaille comme un esclave sera soulagé et n'aura plus à aller chercher ses filles le soir à l'école, c'est moi qui m'en chargerait, de même que leur faire faire leurs devoirs.

Quel sacré monde de merde, c'est rien de le dire !

Tout cela va nécessiter que je réorganise mon travail politique qui sera forcément allégé. Pour les camarades qui prendraient le train en route, je signale que j'ai pratiquement déjà tout dit ce que j'avais à dire sur le parti, le programme, l'analyse de la situation depuis 1945, le mouvement ouvrier, son avant-garde, le capitalisme, les institutions, l'Etat, le syndicalisme, etc., ils peuvent donc consulter les articles (de qualités inégales) déjà parus et toujours en ligne si mon travail et ma réflexion les intéresse.

Faisons un peu de politique.

Selon le sénateur et député européen Mélenchon "*on est dans le trou*", il parle sans doute pour lui et ses alliés qui partagent sa conception de "*la révolution par les urnes*" ou d'un "*nouveau front populaire*", une utopie qui tourne le dos à tous les

enseignement de la lutte de classe du prolétariat international depuis un siècle et demi ou la manifestation politique du petit-bourgeois qui craint plus que tout la guerre civile et qui cherche à tout prix à concilier les intérêts de la bourgeoisie avec ceux du prolétariat. Vous savez tous quel est le dindon de la mauvaise farce du front populaire.

Au fait, Mélenchon cumule les emplois infréquentables, il doit émarger aux alentours de 20.000 euros par mois, une situation confortable incompatible avec celle d'un élu de La Commune qui devait percevoir l'équivalent d'un salaire ouvrier moyen, non ? Je ne veux pas tomber dans la calomnie, mais comme le PG et les autres partis ont abandonné le Smic à 1.500 ou 1.600 euros net par mois au profit d'une augmentation misérable de 200 ou 300 euros brut (pour ceux qui un salaire net inférieur à 1.000 euros), je me demandais simplement si le PG et le PCF allait fixer le Smic aux environs de 10.000 euros !

Une brève chronique politique sous forme d'extraits de déclarations ou de dépêches commentées.

Le rassemblement de la classe ouvrière s'est réalisé dans l'abstention et le rejet de tous les partis institutionnels, ce que le PS ne peut évidemment pas comprendre.

"«Le PS est affaibli. Il paie des divisions beaucoup trop grandes et l'incapacité à faire le rassemblement. Ce n'est pas satisfaisant», a concédé Vincent Peillon."

La lutte de classe est féroce, cruelle, parfois mortelle ! Ne vous faites pas d'illusions quand même !

""Attention, un parti comme toute entreprise humaine est mortel et le PS, s'il n'est pas capable de comprendre le message des Français", peut être en grand danger", a prévenu Manuel Valls."

"Maintenant, le choix est simple entre changer en profondeur ou dépérir", a dit Pierre Moscovici.

Une question à cent balles qui résume assez bien le dilemne que le PS est dans l'impossibilité de résoudre. Une question qui remonte quand même... à la fondation de la SFIO !

""Le PS accepte-t-il d'abandonner l'électorat et les quartiers populaires pour chasser les centristes et les 'bobos' ou se lance-t-il dans la reconquête de ses électeurs de base ? Martine Aubry doit trancher", juge le politologue Paul Bacot."

Des gens modestes capables de tirer les leçons d'un échec ? Pensez-vous, vous rêvez ?

"Pour Olivier Besancenot, «ce n'est pas un échec mais c'est moins bien que ce qu'on aurait pu penser»."

Quand une minorité prétend être majoritaire.

"Presque partout chez les Vingt-Sept, les partis de droite, au pouvoir ou dans l'opposition, remportent un scrutin marqué par un taux d'abstention record de 56,99 %."

La petite frappe. Quand l'UMP est à 12% environ des inscrits en tenant compte de l'abstention, il se situe nettement en dessous de la ceinture de La Talonnette.

"Les partis qui ont voulu transformer les élections européennes en référendum contre Nicolas Sarkozy ont subi une sévère déculottée."

Quand le socialisme scientifique est absent...

"Ceux qui espéraient un « grand soir » contre l'économie de marché à la faveur de la crise économique actuelle en sont pour leurs frais."

Comment mieux ancrer la petite bourgeoisie et la jeunesse au char du capitalisme en putréfaction ?

"Europe écologie : un vote "apolitique". ", il faudrait dire un vote "manipulé" par le biais d'un film sur l'environnement (Home) diffusé 48h avant le scrutin, les médias qui ont fait un tapage sur le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit présenté comme un progressiste, et les amis du Président et de l'UMP, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot en tête dont les activités sont financées par... des multinationales !

Quelques dépêches.

La direction d'Airbus : responsable et coupable.

Après l'accident du vol AF447 au-dessus de l'Atlantique, le syndicat de pilotes de lignes ALTER a appelé lundi le personnel navigant technique (PNT) d'Air France à "*refuser tout vol*" sur les Airbus A330/A340 dont au moins deux pitots, ces sondes qui mesurent la vitesse d'un avion, n'ont pas été modifiés. (AP 08.06)

J'ai lu dans plusieurs dépêches que la direction d'Airbus était parfaitement au courant depuis longtemps d'incidents du même genre survenus sur ces sondes. Pire encore, elle avait chargé ses ingénieurs de réaliser de nouvelles études sur cet appareil qui mesure notamment la vitesse d'un avion, afin de corriger ses imperfections, cela remonte déjà à pas mal de temps et apparemment une sonde améliorée était sortie de ses bureaux d'études. Mais voilà, la direction d'Airbus pour des raisons purement mercantiles semble-t-il avait jugé bon de ne pas remplacer toutes les sondes en service, on peut donc parler d'accident prémédité dont elle porte l'entière responsabilité.

Les patrons et actionnaires voyous d'Airbus poursuivis pour la mort de 228 passagers et personnels d'équipage ? Vous n'y pensez pas ! (A suivre)

La crise, quelle crise ?

"*Le marché français de l'automobile résiste mieux que ses voisins européens, puisque sur un marché européen qui est environ à -18% sur le cumul des cinq mois (2009), le marché français est à -1,4%*", a déclaré M. Chatel, qui dressait à Bercy un bilan d'étape du plan automobile mis en place en février dernier.

Luc Chatel a souligné l'impact de la prime à la casse de 1.000 euros pour l'achat de voitures propres, mise en place le 4 décembre 2008, dans le soutien au secteur. "*La prime à la casse, ça marche, puisque 170.000 véhicules en ont bénéficié depuis le mois de décembre. Ça représente 20 à 25% des véhicules qui ont été vendus sur le marché depuis le début de la crise*", a-t-il estimé. (AP 08.06)

Deux poids, deux mesures.

Sur le 1,2 million de contrôles réalisés en 2008 sur les arrêts de travail, près de 130.000 ont reçu un avis défavorable des médecins de la Sécurité sociale, selon une enquête de La Tribune, publiée dans l'édition de mardi du quotidien économique. (Reuters 08.06)

Ils ont du fric et les moyens à la Sécu pour contrôler les travailleurs en arrêt maladie, mais lorsqu'il s'agit de mettre la main sur les centaines de millions d'euros provenant de faux actes médicaux déclarés par des cliniques et des praticiens, là la Sécu manque de personnel et de fric. Idem pour l'inspection du travail qui manque cruellement de moyens pour faire respecter la législation du travail aux patrons voyous.

Au fait, les syndicats participent à la gestion de la Sécu ou je me trompe, ils sont donc complices des avis défavorables rendus par les médecins de la Sécu. Dirigeants des partis ouvriers : rompez avec la bourgeoisie, le patronat, l'Etat, les institutions, les appareils... Aussi longtemps que vous n'aurez pas rompu ces liens, il n'existera pas réellement de parti ouvrier indépendant dans ce pays quel que soit la dénomination qu'il prendra.

Quand Kouchner pleure un dictateur.

Décès d'Omar Bongo : "*la France perd aujourd'hui un ami*", selon Bernard Kouchner. (AP 08.06)

L'Union européenne en crise. Chacun pour soi.

"*Dans le cas de la dette, nous ne pouvons pas séparer (...) mais si des autorités nationales veulent le faire, ils le peuvent*", a déclaré Joaquin Almunia lors de la conférence de presse à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe.

Il répondait à l'idée avancée la semaine dernière par la ministre française de l'Economie Christine Lagarde de traiter la dette liée aux plans de relance différemment de celle engendrée par les déficits structurels, qui a encore fait des vagues.

"*Je serais très mécontent si la crédibilité du Pacte de stabilité venait à être mise en doute*", a déclaré le ministre allemand des Finances Peer Steinbrück à son arrivée.

Le ministre néerlandais Wouter Bos lui a emboité le pas et a considéré qu'"*il ne fallait pas rendre les choses plus compliquées qu'elles ne le sont*". (Reuters 08.06)

Ils pataugent dans l'incertitude...

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé lundi que le moment de la reprise économique dans les 16 pays de la zone euro était encore "*incertain*".

... et incitent les gouvernements à amplifier leurs attaques contre la classe ouvrière pour augmenter la productivité.

De son côté, la commission européenne a annoncé lundi qu'elle allait lancer un avertissement officiel à huit pays de la zone euro, contre le dépassement des seuils des déficits publics. (AP 09.06)

Dubaï.

Les ventes de produits de luxe à Dubaï ont plongé d'environ 45% depuis le début de la crise, affectées par une forte baisse de la consommation locale comme étrangère, a déclaré Tony Jashanmal, directeur du groupe de distribution Jashanmal Group of Companies, à l'occasion du sommet du luxe organisé par Reuters. (Reuters 08.06)

Nigéria.

Royal Dutch Shell est parvenue à un accord à hauteur de 15,5 millions de dollars (11,1 millions d'euros) lundi à New York. La compagnie pétrolière était poursuivie depuis 1995 pour complicités avec l'ancien régime militaire nigérian concernant l'exécution de six civils, le poète Ken Saro-Wiwa et cinq autres activistes des Droits de l'homme et de la protection de l'environnement, qui avaient manifesté dans la région d'Ogoni, dans le sud du Nigéria. (AP 08.06)

Bonne semaine à tous.

Le 10 juin

La direction capitaliste de la CGT à votre service.

A trois jours de nouvelles manifestations interprofessionnelles, les partenaires sociaux entament mercredi des négociations sur la "*gestion sociale de la crise*" et ses conséquences sur l'emploi.

"*Il apparaît au grand jour que (le patronat) cherche tous les échappatoires à l'ouverture de réelles négociations. La seule proposée concerne la gestion sociale de la crise et non les moyens d'en sortir*", dénonce ainsi la CGT dans un communiqué. (AP 09.06)

Ils veulent négocier avec le patronat à propos de la crise "*les moyens d'en sortir*", autrement dit de quelle manière le gouvernement et le patronat vont augmenter la productivité, l'exploitation.

Au fait, "*la gestion sociale de la crise*" ne constituerait-elle pas le préambule des moyens pour en (tenter de) sortir ?

Je partage l'avis de nombreux camarades qu'il faut boycotter la journée d'action (de division) du 13 juin appelée par les partenaires antisociaux de Sarkozy.

Le vrai visage du capitalisme : l'horreur !

On a appris que "*la modification des sondes Pitot, recommandée par Airbus en septembre 2007 n'avait pas de caractère urgent et entrait dans le cycle normal de vie d'un avion. La recommandation du constructeur laissait à l'opérateur toute liberté de l'appliquer totalement, partiellement ou pas du tout. Par contre, lorsque la sécurité peut être en cause, le constructeur, en liaison avec les autorités, émet un bulletin service obligatoire repris par une "consigne de navigabilité". Une note interne de la compagnie datant de novembre 2008 que l'Agence France-Presse a pu consulter lundi fait état d'"un nombre significatif d'incidents" liés aux calculateurs de vitesse qui sont survenus sur des A330-340 d'Air France. (...)*

Le lendemain, Air France a annoncé dans un communiqué avoir observé à partir de mai 2008 des "incidents de pertes d'informations anémométriques en vol en croisière sur A340 et A330". Dans un communiqué diffusé lundi soir, Alter considérait qu'aucune mesure conservatoire satisfaisante n'avait été prise. Il déplorait que, dans l'attente du remplacement de toutes les sondes Pitot défectueuses, la direction n'ait pas pris la décision d'immobiliser les A330 et A340 non encore équipés de nouveaux modèles. Le remplacement complet de ces sondes n'était prévu au départ que dans les prochaines semaines."

Scandaleux, non ? Air France s'est-elle pliée aux exigences du "bulletin service obligatoire" ou les a-t-elle ignorées ? De là dépend l'établissement de la responsabilité d'Air France ou d'Airbus. J'aurais dû faire avocat !

L'abstention a dépassé 60% dans l'UE le 7 juin.

Si on retirait les pays où le vote était obligatoire aux élections européennes, notamment la Belgique, Luxembourg (Malte ?), les votes blancs et nuls, le taux d'abstention dépasserait 60%.

Lu dans un blog proUnion européenne, j'ai relevé la remarque d'un internaute :

"*Comptez le Luxembourg et la Belgique dans vos chiffres est incohérent et malhonnête. Dans ces deux pays le vote est obligatoire, sous peine d'amende, difficile de s'abstenir dans de telles conditions, mais ces deux pays comptabilisent les votes blancs et nuls, ce qui fait que l'UMP ne gagne pas les européennes avec 27%, mais seulement 9.5% des électeurs inscrits, si l'on se base sur leurs calculs, ce qui relativise l'écrasante victoire.*".

Le PS : un parti étranger à la classe ouvrière. Mode d'emploi par lui-même. Extraits commentés d'une dépêche Reuters du 9 juin.

"*Une réunion pour rien? Le Conseil national du Parti socialiste, censé tirer les enseignements de la défaite aux européennes n'a débouché mardi soir sur aucune décision concrète, malgré la pression s'accumulant sur Martine Aubry.*"

Le PS n'est pas un parti ouvrier et ne peut pas le devenir, il peut juste se faire passer pour un parti ouvrier par le biais de multiples complicités.

"*Comme un remake du congrès de Reims, en novembre, les courants se sont consultés tout l'après-midi, se fixant les mêmes priorités qu'il y a six mois : alliances, primaires présidentielles et dialogue renoué avec les classes populaires.*"

Un parti électoraliste, institutionnel, constitué de bourgeois et petits-bourgeois. S'il ne peut pas "renoué (le dialogue) avec les classes populaires", c'est tout simplement parce qu'il leur est étranger et qu'il n'y a plus rien à gratter du côté du régime capitaliste, en tout cas pour la classe ouvrière, pour les classes moyennes et la petite-bourgeoisie c'est une autre affaire.

"*Ensuite, quatre heures de Conseil national dans un grand hôtel parisien ...*"

Un endroit très fréquenté par des ouvriers sans doute, encore une preuve que ce parti est étranger au milieu ouvrier, en quelque sorte il le revendique.

"*Après avoir laissé entendre qu'il démissionnerait en cas d'échec, Benoît Hamon, porte-parole privé de son unique mandat électif, a fait savoir qu'il restait à la direction pour travailler au "rassemblement de la gauche" en vue de la présidentielle de 2012.*"

Ces gens-là inspirent spontanément un profond mépris ou dégoût tant ils sont prompts à se renier. Ils se foutent littéralement ouvertement des gens à qui ils s'adressent, Hamon en fournit ici la preuve. Leurs principes et leur morale sont au ras du caniveau, au même niveau que le capitalisme auquel ils sont liés, cela explique ceci.

Pour adhérer à un tel parti sachant pertinemment tout ce qui vient d'être dit, pour rester adhérent de ce parti pendant des décennies, il ne faut vraiment pas être très regardant sur les principes, il faut accepter hypocrisie, mensonges, magouilles, trahisons et j'en passe. Qui se ressemblent s'assemblent, dit-on, sans doute pas pour rien.

Quelle image épouvantable il donne du mouvement ouvrier, plus vite et plus loin il abandonnera toute référence au socialisme et au milieu ouvrier, et mieux nous nous porterons.

Le PS représente les intérêts de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes qui entendent faire pression sur les capitalistes pour conserver ou accroître leurs avantages particuliers, et ses références à la classe ouvrière relèvent de l'escroquerie pure et simple... comme celles de Sarkozy, ils partagent les mêmes méthodes pour tromper les travailleurs et jeunes.

Le PS incarne à lui tout seul tout ce qui est détestable chez un être humain faible, ignorant, inconscient de la place et du rôle qu'il tient et remplit dans les rapports sociaux, bref, on n'a surtout pas envie de lui ressembler pour ne pas dire qu'il est infréquentable.

Quant à ceux qui y sont restés pendant de très nombreuses années et qui l'ont quitté sur le tard, ils ont été façonnés par ce parti, ces pratiques scandaleuses, ils se sont compromis si longtemps en acceptant l'indéfendable malgré ce qu'ils peuvent prétendre, on se fout de ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, seuls les actes comptent, qu'en dehors d'un engagement clair pour la révolution socialiste et la rupture avec l'idéologie bourgeoise, ils ne méritent pas notre confiance, ils devront faire encore un effort et prouver qu'ils la méritent.

Regardez Mélenchon avec sa "*révolution par les urnes*", il n'a pas rompu avec l'idéologie du PS qui se déclinent sous différents masques. Il voudrait nous faire croire que les capitalistes pourraient accepter de bonne grâce de se voir dépouiller sans broncher de leurs biens par le biais d'un bulletin de vote.

De notre côté, nous ne revendiquons pas seulement le droit à la paresse, mais aussi à un comportement exemplaire, à une honnêteté intellectuelle absolue dès lors que l'on est en possession des éléments nous permettant de dire la vérité et de s'y tenir.

600 + 60 = 660 suppressions d'emplois chez Bénéteau.

Le groupe Bénéteau, premier constructeur mondial de voiliers, a annoncé mardi que le nombre de licenciements prévus dans le cadre de son plan de restructuration serait limité à 60 au lieu des 590 initialement estimés.

"*Le maintien d'un plan de chômage partiel à un coût plus faible (maintien de 625 emplois) et la mise en oeuvre d'un plan de départs volontaires (de l'ordre de 600 personnes), représentent les mesures les plus significatives*", indique le groupe dans un communiqué. (Reuters 09.06)

Grande-Bretagne.

Le trafic du métro londonien sera très fortement perturbé jusqu'à vendredi matin en raison d'une grève des employés du Transport for London (TFL), a annoncé mardi soir la régie des transports de la capitale britannique.

Le conflit porte sur les salaires. Les négociations ont été rompues mardi, selon le syndicat du Rail, de la mer et des transports. (AP 09.06)

Le groupe bancaire britannique Lloyds a annoncé mardi qu'il allait supprimer 1.600 postes supplémentaires en Grande-Bretagne dans le cadre de la restructuration de ses activités de crédit. (AP 09.06)

Le 11 juin

Je rajoute une réflexion à mon analyse à chaud des élections européennes du 7 juin une fois pris connaissance d'un élément qui me faisait défaut, à savoir que l'abstention ouvrière dans les quartiers ouvriers avait été du même ordre que le 29 mai 2005, aux alentours de 70%, même 80%.

Je m'interroge, si 70 à 80% de la classe ourvière rejette l'Union européenne et la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, parmi ces 70 ou 80% qui représentent des millions de travailleurs, il y a forcément quelques pourcents (ou plus ?) qui sont prêts à engager le combat pour en finir une fois pour toute avec le régime, donc qui peuvent former la base ouvrière d'un parti révolutionnaire, non ?

Si tel est bien le cas, force est de constater qu'ils ne se reconnaissent pas dans les partis ou organisations qui tiennent en apparence un langage radical, le NPA et LO, dans aucun parti à première vue. Maintenant il serait intéressant de se demander pourquoi. S'il ne leur manque pas grand chose pour adhérer au socialisme, ce n'est pas en se tournant vers ces formations politiques qu'ils pourraient y adhérer. Quand je dis qu'ils pourraient adhérer au socialisme, je ne prétends évidemment pas qu'ils se tourneraient spontanément vers le socialisme, mais plutôt que leur démarche y conduit pour peu qu'on les aide à aller dans cette voie, le développement de la crise du capitalisme favorise cette démarche pour le moment en grande partie inconsciente ou en gestation. Voilà de quoi garder le cap et demeurer optimiste malgré tout. (A suivre)

En lisant rapidement le dernier numéro d'Informations ouvrières (n°50), je suis tombé sur deux témoignages qui m'ont laissé perplexe. Cherchez l'erreur.

Page 2 : "*Je suis confronté directement à ce problème, puisque ma fille est employée comme EVS dans une école maternelle du chef-lieu de canton. Son contrat a été reconduit pour une seconde année, mais elle se retrouvera « jetée » en décembre prochain. Son salaire actuel ? 592,89 euros net mensuels ! Allez donc vivre, même célibataire, avec ça.*"

Page 8 : "*A Montreuil, en Seine-Saint-Denis, l'assemblée locale du 3 juin rassemble une cinquantaine de participants. Parmi eux, une EVS, qui, comme 32 000 de ses collègues dans toute la France, ne verra pas son contrat renouvelé par l'Education nationale fin juin. Elle vit seule avec un enfant. Comment fera-t-elle pour payer les 900 euros de son loyer ?*"

Comment en vivant seul avec un enfant et un salaire de 592,89 euros net mensuels peut-on payer un loyer de 900 euros,

plus l'électricité, le gaz, l'eau chaude et l'eau froide, le téléphone, les assurances, se nourrir, se vêtir, se déplacer, etc ?

Les réacs se sentent pousser des ailes là où on ne les attendaient pas forcément.

"*Le vote sanction n'a pas eu lieu. Je traduis derrière tout ça que l'opinion publique est toujours dans la logique qu'il faut continuer les réformes et aller encore plus vite et encore plus fort*", a déclaré Fadela Amara mercredi à la presse parlementaire.

Et d'ajouter, vous avez le droit de vous marrer : Aussi convient-il, selon Fadela Amara, de "*travailler en direction des personnes les plus fragiles*" et "*de construire un 'bouclier social' auquel (j') aspire depuis longtemps*". (Reuters 10.06)

Version Sarkozy ! On a envie de répondre à l'ex-présidente de l'association Ni pute ni soumise, qu'il s'agira d'un "*bouclier*" anal ! A moins qu'elle ne veuille nous faire prendre des vessies pour des lanternes, cela ne plane pas bien haut dès qu'elle ouvre la bouche, au niveau de La Talonnette !

On aurait envie de dire qu'ils sont plus intelligents que nous.

Le chef de l'Etat a déclaré en conseil des ministres que la majorité présidentielle devait ce succès au fait d'être restée unie, a rapporté Eric Besson. (Reuters 10.06)

Passons sur le "succès" qui tourne aux alentours de... 11% !

Ils se démerdent mieux que nous assurément. Ils ont un parti pour mener leur guerre antisociale contre la classe ouvrière, ils ont leur internationale qui fonctionne dans tous les domaines (ONU et ses filiales dans le domaine de la santé, de la culture, du travail, etc., FMI, Banque Mondiale...), et nous n'avons rien ou presque à leur opposer, rien qui pourrait les inquiéter en tout cas. Cela devrait nous inciter à être modeste, non ?

Pour nous la question n'est pas vraiment d'être unis, mais d'être capable de se doter d'une théorie qui nous permettrait de soutenir une orientation révolutionnaire. En existe-t-il d'autres de crédibles que le socialisme scientifique de Marx et Engels ? On a oublié que c'est elle qui a porté le parti bolchevik, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre au pouvoir en octobre 1917. Même si la révolution russe ne pouvait pas triompher sans la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est le marxisme (et le parti) qui lui a montré le chemin pour vaincre. On a envie de demander à nos dirigeants : vous avez vraiment envie de vaincre ou non ?

Quelle autre alternative existe-t-il au capitalisme à part le socialisme ? Aucune, parce qu'entre la propriété privée et la propriété collective des moyens de production il existe un rapport d'exclusion et non d'inclusion ou de collaboration, c'est pour cela que la collaboration de classes des dirigeants des syndicats est réactionnaire.

Dans ce processus dialectique, il n'y a que la prise du pouvoir politique qui soit la négation du capitalisme, le socialisme, sur les bases de la socialisation des moyens de production déjà développés par le capitalisme va élever la productivité à un niveau supérieur, ce qui ne signifie pas forcément produire davantage, afin d'assurer la satisfaction des besoins de la population. La négation de la négation ne marque pas le déclin de la civilisation mais sa libération à terme du fardeau de la nécessité.

Vous aurez remarqué au passage que l'on n'a pas oublié la prise du pouvoir politique, car on ne peut pas se contenter d'analyser tranquillement la situation en laissant de côté cette épreuve difficile et qui demande à être expliquée et argumentée. On ne peut pas demander aux travailleurs d'adhérer à une idée sur notre bonne bouille ou nos bonnes intentions, il faut être sérieux et recadrer les choses.

Si l'on veut partir de la réalité pour analyser la situation, on ne peut pas faire comme s'il n'existait pas des institutions dans ce pays et comme si la politique comptait pour des prunes.

Mais non, mais non, le PS ne collabore pas au plus haut niveau avec Sarkozy.

"*Les députés Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) et Marc Laffineur (UMP, Maine-et-Loire) ont présenté, mardi 9 juin, leurs propositions de réforme de la taxe professionnelle à la ministre de l'économie, Christine Lagarde, qui est en train de boucler ses concertations avec les collectivités locales et les entreprises. Ils étaient accompagnés à Bercy du président de la commission des finances, le socialiste Didier Migaud, et du rapporteur général du budget, l'UMP Gilles Carrez, qui leur ont demandé, depuis près d'un an, de réfléchir ensemble au réaménagement de la fiscalité locale.*" (Le Monde 10.06)

Le PS corédige ainsi avec l'UMP des contre-réformes contre la classe ouvrière dans toutes les commissions, dans tous les domaines. No comment, je risquerais de m'emporter !

Le Front de gauche n'est déjà plus qu'un souvenir.

Hier, Roland Muzeau, porte-parole des députés communistes, a appelé à la création d'un Front de gauche élargi « *au NPA et à d'autres. [] Ça suppose que le NPA change sa posture quant à sa prise de responsabilité sur la gestion des régions puisqu'ils ne veulent pas travailler avec le Parti socialiste, ce qui n'est pas notre cas* ». (Libération.fr 10.06)

L'essentiel c'est que le sénateur Mélenchon ait été élu député européen ! Il savait parfaitement à quoi s'en tenir avant les élections européennes, ce type-là fait partie des gens dont les principes coïncident uniquement avec leurs intérêts individuels, à vomir. Entre nous, je l'avais déjà annoncé il y a quelques semaines, j'avais vu juste.

Encore une bonne nouvelle pour Sarkozy.

La production industrielle de la France s'est encore repliée de 1,4% en avril après une baisse de 1,7% en mars, selon les données CVS-CJO publiées par l'Insee. (Reuters 10.06)

Quand d'un côté on vous rackette et de l'autre vous vous serrez la ceinture.

Avec la crise, la consommation des ménages français a marqué le pas en 2008, avec une baisse de 1,6 point par rapport à 2007 tout en se maintenant à +1% (contre 2,7%), avec un recul des dépenses dans les biens et services, en particulier de loisirs, selon une étude de l'INSEE paraissant jeudi. (AP 10.06)

Explication :
- les loyers ralentissent (+4,4%)
- chauffage/éclairage bondit de 4,3%
- les prix des combustibles liquides et le gaz naturel connaissent une forte hausse respectivement +25,% et 9,9%
- consommation de la viande -2,3% en 2008
- achats de véhicules -5,3% et de carburant -3,2%
- biens de loisirs, équipements de sport, camping et plein air -1,9% contre 6,2% en 2007
- services de loisirs, les jeux de hasard accusent une baisse de 5%.
- ventes de DVD et CD reculent également -3,3%

Après le travail le dimanche, le travail pendant les arrêts maladies, les lycées ouverts 365 jours par an !

"*Il faut qu'on accepte cette idée que le lycée doit être ouvert en dehors des strictes heures de cours*", a déclaré M. Sarkozy lors d'un déplacement au lycée Galilée de Gennevilliers . "*C'est un lieu de vie, et ce n'est pas normal que, quatre mois ou cinq mois de l'année en comptant les vacances, ça soit fermé. Ce n'est pas normal que pendant le week-end, ça soit fermé*".

"*Que ce soit des lycéens qui gèrent les équipements sportifs qu'on va faire, ça leur apprendra un peu à devenir des adultes et à respecter les équipements dont ils auront la gestion. Ce n'est pas forcément aux adultes de tout faire dans le lycée*", a-t-il estimé. (AP 10.06)

Parce que les jeunes auraient attendu après La Talonnette pour participer à une activité culturelle ou sportive en dehors du lycée, le reste du temps ils ne penseraient qu'à s'amuser, faire des conneries, picoler ou se défoncer !

Au moment où les 32.000 EVS vont être virés, qui va encadrer les jeunes dans les lycées pendant les week-end et les vacances ?

Ils haïssent la jeunesse et ils ont du mal à le cacher, la preuve.

«*Pour une fois, nous avons de bonnes nouvelles à annoncer, et quelques sujets d'inquiétudes*», se réjouit Etienne Apaire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt).

La bonne nouvelle, c'est que l'expérimentation d'alcool, de tabac et de cannabis chez les adolescents âgés de 17 ans est en baisse constante depuis 2003. L'inquiétude vient du constat d'une hausse de l'ivresse alcoolique et de la cocaïne. (Libération.fr 10.06) Une paille quoi !

Allemagne.

On a toujours besoin, non, ce n'est pas d'un plus petit que soi.

L'Allemagne a bien l'intention d'acheter 180 Eurofighter malgré la hausse du coût du programme, annonce un porte-parole du ministère de la Défense.

"*On a toujours un besoin opérationnel de 180 Eurofighter*", a déclaré le porte-parole. (Reuters 10.06)

Comment faire passer un produit avarié pour un produit frais.

On commence par nous dire : "*Les ministres de l'UE s'entendent sur une réforme de la régulation financière*". Tiens donc, ils y seraient enfin parvenus ? Pas si sûr, vous l'aviez deviné.

Plus loin on apprend que "*les pays de l'UE restent divisés sur des points-clés, comme les prérogatives des nouvelles instances de régulation envisagées*", pas de bol !

Et ils ne sont pas au bout de leur peine : "*Il convient désormais d'établir des définitions très précises des types d'interventions qui peuvent avoir lieu et de quelle manière les régulateurs nationaux peuvent être déjugés*", a déclaré de son côté le ministre néerlandais des Finances, Wouter Bos." (AP 09.06)

La suite au sommet européen des 18 et 19 juin "*avant de rentrer davantage dans les détails dans les mois à venir lorsque la Commission européenne fera des propositions sur le fonctionnement du nouveau système de régulation.*".

Etats-Unis.

Le juge des faillites new-yorkais Arthur Gonzalez a validé mardi le retrait de la franchise Chrysler pour 789 concessionnaires du constructeur automobile américain.

La juge de la Cour suprême américaine Ruth Bader Ginsburg a suspendu lundi "jusqu'à nouvel ordre" la vente du constructeur automobile Chrysler à l'Italien Fiat.

Si aucun accord n'est trouvé d'ici au 15 juin, la restructuration pourrait être abandonnée et le constructeur auto américain mis en liquidation. (AP 09.06)

Dernière minute : un nouvel accord aurait été trouvé entre Chrisler et Fiat, reste à le faire approuver par la juge de la Cour suprême américaine.

Ce serait au profit de GM et Ford, c'est jouable.

La faillite du capitalisme se mesure en records battus.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint un niveau record pour un mois de mai, à 189,65 milliards de dollars, annonce le Trésor américain.

Sur les huit premiers mois de l'exercice 2009, le déficit a plus que triplé par rapport à la même période de l'exercice précédent, à 991,95 milliards de dollars.

Le budget des Etats-Unis couvre une période allant du 1er octobre au 30 septembre. (Reuters 10.06)

Le 13 juin

Bon week-end à tous pour commencer.

Je n'ai trop le temps pour causer. J'ai continué mes démarches auprès des autorités indiennes contre les voyous de notre village qui voudraient nous empêcher de vendre notre maison, mieux de nous la piquer. Le responsable de la police du district est absent pendant deux semaines, il m'a confirmé qu'il y avait des inspecteurs pourris dans son commissariat et qu'on traiterait notre problème à son retour, il nous a demandé d'être patient.

J'ai rassemblé les témoignages et les preuves qui confirme que le panchayat n'est propriétaire d'aucun terrain et qu'il n'a pas le pouvoir de vendre les terres appartenant à l'Etat, donc les voyous qui ont enfreint cette loi en nous vendant ce terrain sont très très mal, ils encourent la prison et au minimum le remboursement de la somme que nous leur avions versée de bonne foi.

J'ai mis tout cela noir sur blanc dans un nouveau document de deux pages après avoir rencontré les responsables du bureau

qui enregistrent les ventes de terrains sur le Territoire de Pondichéry et sur le district du Tamil Nadu où nous habitons, j'ai consulté (grauitement) trois avocats qui nous ont tous dit la même chose : le panchayat n'a pas de pouvoir à ce niveau, vous êtes chez vous et personne ne peut vous déloger au bout de 9 ans, pas même l'Etat qui avait enregistré dans les règles en 2004 notre titre de propriété. J'ai transmis toutes ces informations à la police pour que les choses soient bien claires. Il nous reste une question à régler : récupérer ce foutu papier du cadastre que le fonctionnaire de service refuse de nous donner parce qu'il a été corrompu par le panchayat du village. Nous sommes en mesure de le prouver. Le responsable du bureau d'enregistrement des terrains du Tamil Nadu nous a dit de demander à la police de le convoquer et de lui donner l'ordre de nous remettre immédiatement ce document. Une première fois il m'avait dit que ce document existait avant de se rétracter. Pas de bol, sur le titre de propriété enregistré dans les formes en 2004 figure un numéro qui correspond au cadastre à l'emplacement de notre terrain, ce qui n'est pas le cas lorsqu'un terrain est demeuré vierge ou n'appartient à personne d'autre qu'à l'Etat.

En fait je vais rester seul avec ma belle-mère après le départ de mon épouse en France à la fin du mois, mes cinq beaux-frères encore en vie passeront nous voir régulièrement et l'un d'entre eux passera les week-end à la maison avec ses deux enfants, donc je ne serai pas totalement isolé. Je ne peux pas écrire ici quelle solution mes beaux-frères m'ont proposé pour être tranquille définitivement, à vous de deviner comment se règle ce genre de situation en l'absence d'un Etat de droit. Au fait, avant-hier une femme a été assassinée dans le village voisin.

Ce qui suit a été préparé hier matin et aujourd'hui.

De plus en plus de camarades de la CGT ruent dans les brancarts de Thibault et la direction pourrie du syndicat, il faut diffuser au maximum ces infos, y compris dans les autres syndicats.

Des camarades pensent que s'il existait un parti révolutionnaire (de quelques milliers de militants), un programme correcte, des dirigeants à la hauteur, etc., cela changerait la donne, permettez-moi de ne pas être d'accord, c'est à mon avis se faire des illusions et ne pas avoir compris l'essentiel. Quelle est la situation objective des masses, quel est réellement leur état d'esprit ? Je pense que les réponses à ces questions doivent être intégrées à notre analyse de la situation pour définir une tactique et une stratégie nous permettant d'aller de l'avant, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, sauf à se leurrer.

C'est quand même extraordinaire, voilà qu'explose la plus formidable crise du capitalisme depuis le début des années 30, deux ans ce sont déjà écoulés et le mouvement ouvrier n'a pas avancé d'un millimètre. Au lieu d'être en ordre de combat pour affronter les capitalistes et l'Etat bourgeois, nous ne disposons d'aucun instrument politique fiable pour mobiliser les masses et transformer cette crise économique et sociale en crise politique et révolutionnaire.

Pourquoi ? Qu'est-ce qui s'est passé du côté des partis ouvriers au cours des nombreuses décennies qui se sont écoulées depuis cette époque, disons depuis l'après-guerre ? Vous ne pensez que c'est de ce côté-là qu'il faudrait se pencher pour comprendre le degré de dégénérescence atteint par le mouvement ouvrier, la décomposition du syndicalisme au profit du corporatisme dans les deux sens du terme, la dislocation de l'avant-garde révolutionnaire et le révisionnisme qui l'a gagné ?

La chute du mur de Berlin et la liquidation de l'URSS n'explique pas entièrement la subordination croissante du prolétariat au capitalisme. Je rejette cette thèse qui ne sert qu'à camoufler l'incurie politique et la responsabilité des dirigeants de l'avant-garde. Notez bien que ce n'est pas un hasard si ces dirigeants partagent tous cette thèse.

Au lieu de s'en tenir au marxisme, aux précieux enseignements de la lutte des classes en tenant compte des transformations intervenues dans la société, ils se sont fourvoyés à chercher des chemins de traverse pour construire le parti, ils ont collaboré avec les appareils pourris des syndicats en prétendant y trouver leur compte pour constuire le parti, sans résultat plus de 60 ans plus tard, ils se sont encanaillés avec des gens étrangers au milieu ouvrier y voyant un susbtitut aux masses trop réactionnaires pour être recrutées, après des décennies de sectarisme et dogmatisme, en vain à chaque fois.

A aucun moment ils n'ont réellement été capables de se mettre à la hauteur des travailleurs, à aucun moment ils n'ont été capable d'éduquer politiquement les masses pour les aider à rompre avec le capitalisme, paradoxalement c'était au PCF qu'était dévolu ce rôle, au contraire, en se transformant en trade-unionistes ils ont favorisé l'emprise du capitalisme sur les masses. Ils se sont gargarisés de l'amélioration de la condition ouvrière à laquelle ils ont participé, sans comprendre qu'elle constituait un noeud coulant passé autour du cou de la classe ouvrière, et que le jour où le capitalisme s'écroulerait ce noeud se ressèrerait autour de son cou au lieu de pouvoir s'en délivrer. Ils ont été incapables de préparer les masses à cette échéance capitale pour leur avenir (de classe). On peut dresser le même constat au niveau international.

J'ai lu il y a quelques jours Lénine ou Trotsky qui disait que c'étaient les opportunistes qui bavardaient sur le bon et le mauvais côté des choses en les opposant, alors que la seule question qu'il fallait se poser était de savoir si telle ou telle tactique nous permettait ou non d'avancer, de faire ne serait-ce qu'un pas vers notre objectif. Ceux qui célèbrent à longueur de temps les bienfaits de la lutte des classes des 60 dernières années ont manifestement perdu de vue cet objectif qui est juste bon à figurer en deux lignes dans leur programme.

Revenir au marxisme, au socialisme, au syndicalisme révolutionnaire est une nécessité pour que le mouvement ouvrier sorte

de l'impasse dans laquelle il est. Se tourner vers les masses ne doit pas seulement consister à défendre leurs revendications, il faut leur expliquer patiemment en quoi consiste le capitalisme, il faut les aider impérativement à rompre avec le capitalisme. Si leur niveau de compréhension est très bas, c'est de là qu'il faut partir pour élever leur niveau de conscience politique.

Pour l'élite intellectuelle qui dirigent les partis ouvriers, cette tâche doit sembler ingrate, mais elle est le seul moyen pour contruire un véritable parti ouvrier composé majoritairement d'ouvriers sachant parler aux ouvriers. C'est tout le contraire de l'ouvrièrisme, car si l'on part des faiblesses du milieu ouvrier ce n'est pas pour en flatter les travers, mais au contraire pour les combattre. Un intellectuel qui dira à un ouvrier qu'il tient mal son tournevis se fera envoyer chier, il lui demandera si lui il lui reproche de mal tenir son stylo, autrement dit on n'est pas du même monde, occupe-toi de tes affaires, alors que si c'est un autre ouvrier qui lui dit, il l'écoutera, pas forcément, mais on aura une chance qu'il l'écoute.

Il ne s'agit pas d'opposer ouvriers et intellectuels mais de partir de la réalité telle qu'elle se présente et non telle qu'on imagine qu'elle est ou qu'on voudrait qu'elle soit. Est-ce un hasard si la majorité des travailleurs qui se connectent sur le site sont des ouvriers ? Il y a aussi des intellectuels qui comprennent apparemment très bien de quoi je cause. (A suivre)

Ils paniquent déjà en prévision de la rentrée de septembre.

Selon Chérèque dans le "*Parisien/Aujourd'hui en France* de vendredi, "*il y a deux risques d'embrasement*": une "multiplication des actes de radicalisation dans les entreprises. Et puis des débordements de la jeunesse, tout aussi désespérée. Le gouvernement doit (donc) prendre des mesures avant l'été, s'il veut éviter une rentrée sociale très chaude". (AP 11.06)

Chérèque est à sa place en conseillé de Matignon, et qu'il partage les mêmes préoccupations que le gouvernement est normal puisqu'ils font partie du même camp.

Thibault joue dans le même camp quand il regrette amèrement que les travailleurs rejettent l'Union européenne "*l'Europe devrait être perçue comme un moyen de faire face à la crise. Au contraire, la non-participation montre un écart entre les politiques et les attentes des citoyens*".

La première question qu'il faudrait poser aux syndiqués : quand les dirigeants syndicaux refusent d'appeler à la grève générale, dans quel camp se situent-ils ? Dans le camp de nos ennemis. S'ils sont finalement nos ennemis au même titre que les patrons, il faut les chasser des syndicats.

On ne peut pas avoir un pied dans chaque camp, c'est ce qu'ils doivent bien comprendre, temps qu'ils ne l'auront pas compris, ces lieutenants de la bourgeoisie continueront de pourrir le mouvement ouvrier et de servir les intérêts des capitalistes.

Pour le comprendre, il faudrait que les syndiqués aient un autre horizon en perspective que leurs revendications immédiates, qu'ils aient comme pespective leur émancipation du capital, or elle est absents de la stratégie de tous ceux qui mènent le combat dans les syndicats.

Dès lors il n'y a aucune raison que la conscience de classe des syndiqués progresse et évolue dans la bonne direction. Ce qui se traduit dans la pratique par la recherche permanente de réponses satisfaisantes pour les deux camps en présence, alors qu'ils ont des intérêts fondamentaux antagoniques et inconciliables.

Sans perspective révolutionnaire, ce n'est pas seulement l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui disparaît, c'est la lutte de classe du prolétariat qui est laminée à la base, car sans perspective on ne peut pas s'orienter dans la bonne direction, on ne peut que se fourvoyer.

Qui va payer ?

La Banque mondiale évalue à $350-$635 milliards le déficit global de financement pour les pays en développement en 2009.

"*Les pays à bas revenu, dont la capacité d'emprunt est limitée en raison de réserves basses et de budgets nationaux à bout de course auront tout particulièrement du mal à obtenir des financements suffisants dans les années qui viennent*", dit encore Zoellick.

"*C'est pourquoi les prêts de la Banque mondiale, du FMI et d'autres sources deviendront de plus en plus importants à mesure que la crise se répandra dans les pays à bas revenu.*" (Reuters 11.06)

Le brigandage impérialiste va continuer de plus belle. On garde à l'esprit que lorsqu'un pays dit pauvre emprunte de l'argent à ces institutions, ils remboursent en intérêt parfois jusqu'à huit fois le capital emprunté sans jamais voir le bout de sa dette, ce sont les travailleurs de ces pays qui sont littérallement saignés pour que le capitalisme survive et que la population des pays dits riches concerne un certain niveau de vie, car il faut bien que quelqu'un consomme les marchandises produites pour que le cycle

du capital aille à son terme.

La phase d'épuisement des stocks touchant à sa fin, il faut bien continuer à produire pour satisfaire la demande même en baisse, à ne pas confondre avec une sortie de crise ce que font certains économistes.

"*Le pire est passé pour l'économie chinoise*", dit Hao Daming, analyste de Galaxy Securities à Pékin. "Le rythme du déstockage ces trois derniers mois a été très soutenu. A présent, la Chine a presque atteint le terme du processus de déstockage". (Reuters 12.06)

Le pire reste à venir. Wall Street a retrouvé son niveau du 1er janvier 2009 sur fond de spéculation. L'administration Obama s'est refusé à brider les revenus de l'aristocratie financière comme si cette n'avait pas eu lieu et préparant la suite de la crise actuelle ou la suivante, donc soyons optimiste.

L'économie mondiale risque de se contracter de près de 3% cette année, a déclaré le président de la Banque mondiale Robert Zoellick.

"*Même si on s'attend à ce que la croissance reparte dans le courant 2010, le rythme de la reprise est incertain et les pauvres dans bien des pays en développement continueront de souffrir des retombées*", a dit Zoellick, avant la réunion des ministres des Finances du Groupe des Huit (G8) en Italie. (Reuters 11.06)

Charrettes et prévision de suppressions d'emplois.

Dans un communiqué, TDF déclare envisager de supprimer 550 emplois sur un total de 2.400 en France alors que la diffusion TV analogique représente encore aujourd'hui 40% du chiffre d'affaires du groupe.

Le groupe spécialisé dans la diffusion audiovisuelle est contrôlé principalement par le fonds Texas Pacific Group (42%), la CDC (24%), Axa Private Equity (18%) et Charterhouse Capital Partners (14%). (Reuters 12.06)

Le président de la Fédération Française du Bâtiment, Didier Ridoret a estimé vendredi que le secteur du bâtiment devrait perdre environ 30.000 emplois en 2009. (AP 12.06)

Etats-Unis

Cessna, premier constructeur d'avions d'affaires aux Etats-Unis, a annoncé vendredi le licenciement de 1.300 salariés supplémentaires, de sorte que la moitié de sa main-d'oeuvre aura été mise à pied depuis novembre pour répondre à la chute de la demande due à la récession. (AP 12.06)

Le 14 juin

Le site a été encore indisponible depuis samedi matin, le serveur qui l'abrite est aux Etats-Unis, ce n'est évidemment pas moi qui l'ait décidé ainsi. Ce n'est pas bien important, la révolution n'est pas pour demain matin !

A ce propos un vieux camarade de la CGT m'a téléphoné hier après-midi.

On a causé un bon moment de la situation. Il ne veut plus adhérer à un parti ni même s'engager dans un comité qu'il soit piloté par le POI ou le NPA ou d'autres, il a l'impression que cela ne servira à rien, je ne partage évidemment pas cette appréciation, je pense au contraire que c'est un bon moyen de rencontrer des militants et de discuter politique avec eux et de défendre une position conforme au marxisme et aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Il m'a dit aussi qu'il était toujours aussi étonné que je puisse fournir des analyses aussi précises sur la situation et l'état d'esprit des travailleurs en vivant à 10.000 kms de la France où je n'ai pas mis les pieds depuis 2002, alors qu'il ne trouve nulle part ailleurs l'équivalent. Je lui laisse ces propos. Pour lui, l'important ce sont les explications ou arguments que je fournis à l'appui de mes positions.

Ma démarche pratique est conforme à l'analyse que j'ai déjà fournie de la situation de la classe ouvrière, ses rapports avec le capitalisme, les appareils et les institutions.

Pour le reste je lui ai dit que ma causerie du 13 répondait aux autres questions qu'il m'avait posées. Après notre discussion

j'ai longuement réfléchi à ce qu'il m'avait dit et j'ajoute quelques mots.

L'évolution de la situation politique ne dépend pas de l'existence ou non du parti, elle dépend avant tout du niveau de compréhension des masses des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, leur niveau de dépendance ou de subordination au capitalisme, afin de les aider à s'en détacher et les amener à adopter le socialisme, les deux étant intimement liés. La crise du capitalisme peut les aider à avancer dans cette voie, mais elles ne peuvent pas d'elles mêmes (spontanément) parvenir au niveau de conscience nécessaire pour adopter le programme de la révolution socialiste dont la première étape coïncide avec la liquidation des institutions politiques en place, d'où l'importance de notre travail militant en direction de la classe ouvrière, pour construire le parti, le seul objectif politique que l'on puisse se donner raisonnablement aujourd'hui.

Lorsque les masses se lancent à l'assaut du pouvoir, préalablement elles ont commencé à rompre avec le capitalisme, inconsciemment certes, mais elles sont largement engagées dans cette voie, cette condition est indispensable pour qu'elles s'attaquent au pouvoir et aux institutions en place qui incarne le capitalisme. Ce sont donc les conditions objectives, leurs conditions d'existence matérielle qui déterminent le fait qu'elles se mobilisent ou non au départ selon qu'elles peuvent encore ou non les supporter. C'est à partir de cette situation que peut mûrir leur conscience de classe.

Même en dehors de toute perspective révolutionnaire les masses peuvent se soulever comme l'a prouvé la révolution de 1905 en Russie, en dehors de l'existence du parti. Il existe bien d'autres exemples. C'est uniquement pour vaincre définitivement la bourgeoisie qu'elles ont besoin du parti et d'une perspective révolutionnaire, pour les éclairer et les aider à avancer vers la prise du pouvoir. On peut analyser le déroulement de chaque révolution ou mobilisations révolutionnaires ayant échouées au cours du XXe siècle, on s'apercevra chaque fois que tout dépendait de la mobilisation des masses en premier lieu et non de l'existence du parti.

Maintenant la situation n'est plus la même qu'au début du XXe siècle, lorsque le mouvement ouvrier et la classe ouvrière étaient encore *vierges* (Lénine) politiquement.

De nos jours, ils ne doivent pas seulement affronter la propagande de l'appareil d'Etat et des partis bourgeois, de nombreux autres obstacles se dressent sur leur chemin pour empêcher leur conscience de classe de mûrir, les appareils pourris des syndicats et la multitude de partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière notamment, on peut ajouter les médias dont en général ils ont une mauvaise opinion.

Le stalinisme, le maoïsme, le guévarisme, le castrisme sont autant d'expériences épouvantables réalisées au nom du socialisme, cependant je ne pense pas qu'il faille les placer sur le même plan, car, en dehors des intellectuels qui s'en servent comme prétexte pour soutenir le capitalisme, en réalité et hypocritement pour défendre leurs propres intérêts individuels, neuf travailleurs sur dix ignorent tout ou presque de ces dictatures bureaucratiques, de même qu'ils ignorent tout ou presque du socialisme de Marx et Engels.

Il faut bien comprendre que la classe ouvrière ne pourra pas poser, encore moins résoudre la question du pouvoir, s'attaquer au gouvernement et aux institutions, temps qu'elle n'aura pas commencé à rompre avec le capitalisme.

Quand on dit qu'il faut chasser Sarkozy et liquider les institutions de la République, c'est pour montrer la voie à la classe sur le plan politique, mais en réalité ces mots d'ordre sortent de la tête de militants qui ont déjà rompu avec le capitalisme, ce qui ne signifie évidemment pas que la classe ait rompu également avec le capitalisme, confondre les deux aboutirait à sombrer dans le gauchisme.

Ces mots d'ordre qui sont justes et correspondent aux tâches que la classe a à accomplir sur le plan politique à cette étape, doivent être impérativement reliés au combat contre les fondements du capitalisme dans les syndicats et les partis ouvriers. Et c'est seulement sur ce plan élémentaire que la conscience de classe du prolétariat peut progresser avant de passer au niveau de conscience supérieure où il posera directement la question du pouvoir. Notre tâche prioritaire étant de construire un parti communiste de combattants révolutionnaire capable le moment venu de porter la classe au pouvoir, si tel est véritablement l'objectif que nous nous sommes fixés, il faut impérativement que le combat contre le capitalisme soit relié au combat contre Sarkozy et les institutions, dans le cas contraire nous nous comporterions comme de vulgaires trade-unionismes incapable de dépasser le stade du capitalisme et de proposer une issue politique aux masses.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, soit les conditions objectives sont mûres pour que les masses remettent en cause le capitalisme, soit elles ne sont pas mûres et notre travail doit consister en intervenant dans la lutte de classe à aider au mûrissement de leur conscience de classe sur le plan subjectif pour qu'elles rompent avec le capitalisme. Si l'objectif est identique, les voies pour y parvenir ne sont pas les mêmes, ce qui est d'une importance capitale pour la construction du parti et plus généralement pour aller de l'avant. Notez bien que j'ai abordé la question de la remise en cause du capitalisme, pas des institutions, une question qui doit être traitée différemment. Le processus révolutionnaire procède ainsi : les masses rejettent le capitalisme, ensuite elles rejettent tout ce qui incarne le capitalisme dont les institutions et les partis qui en assurent le fonctionnement. Pour arriver au niveau de conscience qu'il faut brûler les champ de pavot, il faut au préalable avoir une idée précise du danger que représente l'opium et ses dérivés.

Combattre les appareils traîtres des syndicats ne nous apprend rien sur les fondements du système économique capitaliste, pas plus que le combat pour nos revendications, pour la défense de nos acquis, pour la grève générale. Quel progrès a réalisé la conscience de classe du prolétariat qui a participé à une multitude de grèves ou de mobilisations au cours des décennies précédentes ? Absolument aucun !

Dès lors on est en droit de se demander pourquoi, non ? Qu'a-t-il manqué pour que les masses en tirent la conclusion qu'il faut rompre avec le capitalisme ? Personnellement je pars du principe qu'elles ont été corrompues par le capitalisme, je ne demande à personne de partager cette appréciation. Corrompues ou non le résultat est le même, la classe est enchaînée au capitalisme plus que jamais, et la question est de l'aider à briser cette chaîne ; ceux qui veulent seulement la "desserer" font le jeu du capitalisme et se font les complices de cette corruption des masses, le tout enrobé de bonnes intentions évidemment, le résultat sera de reproduire indéfiniment la situation que nous avons connue au cours des années et des décennies précédentes.

Je pense qu'il faudrait aborder les masses le plus simplement possible sur la question du capitalisme, avec la crise actuelle ce ne sont pas les faits (et non les arguments) qui manquent. Par exemple, un milliard d'enfants, de femmes et d'hommes qui ne peuvent pas se nourrir normalement dans le monde, sans doute davantage, c'est un chiffre officiel qui émane de l'ONU, c'est insoutenable comme situation au XXIe siècle. Dans un premier temps, sans même avoir besoin de réfléchir ou de chercher des arguments, on ne peut que condamner sans appel le capitalisme qui est responsable de cette situation. Ensuite on peut développer en expliquant en quoi consiste le capitalisme, ses fondements, son objectif, ses conséquences, etc. On peut procéder par analogie ou comparaison avec ce qui se passe en France, etc. Une fois qu'on est d'accord sur ce constat, on a déjà fait un premier pas, on a avancé, c'est l'essentiel. Il faut continuer ensuite et aller plus loin sans vouloir faire de chaque travailleur un économiste, ce serait ridicule et voué à l'échec. Il faut parvenir à ce que chaque travailleur avec qui on discute arrive à comprendre que rien ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que c'est là l'origine de tous les maux dont nous souffrons ou dont les peuples souffrent, que le capitalisme particulièrement repose sur le vol, que chaque capitaliste est en fait un vulgaire voleur, un brigand, aussi extraordinaire que cela puisse paraître au premier abord, l'actualité nous fournit tous les jours des arguments pour le prouver facilement, c'est du niveau d'un gosse de CE1. Que les capitalismes agissent ainsi légalement est une autre affaire, on passe là au plan politique, au niveau des institutions qui sont au service du capitalisme, dont le chef de l'Etat et son gouvernement.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

Tout cela est d'une simplicité enfantine a expliqué donc à comprendre, le plus difficile étant toujours de trouver les mots justes et simples pour expliquer des choses qui paraissent compliquée, une fois qu'on y est parvenu, la suite n'est plus qu'une formalité.

J'ai discuté politique hier soir avec mon épouse Magueswary. Elle n'a eu évidemment aucune expérience de la lutte des classes, bon, elle m'a dit textuellement qu'elle avait fait des "progrès formidables" en politique, ce qui m'a laissé perplexe au premier abord, un peu surpris, je lui ai demandé comment elle avait fait, elle m'a répondu que c'était grâce à moi, aux monologues que j'avais eu avec elle puisqu'elle n'était pas capable de sortir deux mots sur ce sujet, elle a ajouté qu'elle n'avait jamais entendu quelqu'un à Aubagne ou Marseille lui "expliquer" ainsi la politique dans son entourage, dans lequel figurent de nombreux militants politiques, syndicaux ou associatifs. Je lui ai demandé si elle comprenait bien ce que je lui expliquais, elle m'a répondu qu'elle comprenait tout, que c'était facile en fait, un peu surpris elle-même.

J'ai dit à un camarade que s'il parvenait à aider un seul travailleur à commencer à comprendre la nature du capitalisme, il aurait fait son boulot de militant et il pourrait en être fier, car c'est ainsi qu'il faut procéder, ouvrier par ouvrier, jeune par jeune... Cela peut paraître ingrat comme tâche et le résultat insignifiant, ce n'est assurément pas aussi spectaculaire que des mots d'ordre grandioses qui vous envoient directement dans une impasse, au moins vous êtes sûr d'avoir avancé ne serait-ce que d'un millimètre, ce qui n'est pas le cas du mouvement ouvrier et de son avant-garde encroûtés dans des contradictions invraisemblables.

Le 13 juin : une défaite pour les appareils corrompus qui soutiennent le régime.

A peine 15 000 manifestants à Paris, 4 000 à Toulouse, guère plus à Marseille, et 2000 à peine à Bordeaux.

En France, ce samedi, 150.000 personnes étaient présentes selon les syndicats (71 000 pour la police) contre 1,2 million, (465.000 pour la police) le 1er mai. (Lepost et Libération.fr 13.06)

Un aveu pour faire passer la pillule aux syndiqués.

Bernard Thibault avance un chiffre très optimiste de 30 000 manifestants à Paris : «*On n'a mobilisé que nos militants, et encore, difficilement : les adhérents et les sympathisants ne sont pas là !*». (Libération.fr 13.06)

C'est la faute de FO qui veut appeler à la grève générale interprofessionnelle.

«Quand tout le monde ne parle plus d'une même voix, cela ne peut que démobiliser», constate Bernard Thibault.(Libération.fr 13.06)

Il a également taclé FO qui critique l'absence d'appel à la grève nationale interprofessionnelle: "*Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés*". (AP 13.06)

C'est la faute des médias.

Il a expliqué la faible mobilisation du fait que "*les médias ont peu informé sur cette journée, contrairement aux précédentes, en raison d'une actualité politique chargée*". (AP 13.06)

Annick Coupé au secours de Thibault, la calomnie en prime, la même racaille bureaucratique!

Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, Annick Coupé dédramatise : «*C'est une habitude à FO: en 2003 déjà ils nous ont fait le coup. Au début, ils réclament la grève générale, et à la fin ils ne viennent même plus aux manifs...*».

Le 15 juin

Il est 7h30 du matin et le site est toujours bloqué. Je remercie les quelques camarades qui m'ont envoyé des messages de solidarité.

Un camarade m'a dit au téléphone que c'était bien que je raconte un peu ce que je vis en Inde, car cela permet aux jeunes militants de comparer avec la situation en France et de comprendre ce que signifie la démocratie. On ne s'imagine pas quand on vit en France ce que vive la majorité des peuples, à quel point le monde peut être pourri. J'en fais l'expérience quotidiennement depuis plus de 15 ans et je peux facilement en témoigné. Hier un de mes avocats m'a dit, vous savez la corruption est partout ici, du haut jusqu'en bas, même les juges sont pourris, mais il en existe qui sont correctes. C'est parce que le pays est complètement gangrené par la corruption que la justice est très lente, a-t-il ajouté. Je le savais avant qu'il m'en parle.

Un jour j'avais écrit que le panchayat, le comité qui représente chaque village, était l'expression de la démocratie, mais la réalité est différente en fait, ce sont les familles les plus riches, les plus puissantes et les plus pourries qui dirigent les villages. De plus les femmes ne font pas partie des panchayats, elles comptent pour du beurre, rien n'a changé en Inde sur ce plan là.

Avec le développement galopant de la démographie dans les pays sous-développés ou en voie de développement, associé au transfert de la production industrielle des pays occidentaux vers ces pays-là, le prolétariat occidental se retrouve minoritaire dans le monde, son expérience de la lutte de classe se retrouve marginalisé, du coup la pression du capitalisme sur lui est encore accentuée, cela se traduit par une détérioration rapide des conditions de travail et une amplification de l'exploitation calquées sur des pays comme l'Inde ou la Chine.

En Inde par exemple, on travaille aussi bien un jour de la semaine que le dimanche, on n'a pas de congés payés, pas de retraite, rien, aucune protection sociale, aucun droit, tout est du domaine du privé. La conséquence en est des rapports plus que pourris entre personnes, tout le monde ne pensant qu'au fric puisque tout se règle uniquement par le fric, je ne connais pas un Indien que je ne pourrais pas traiter de voleur, d'hypocrite, de menteur, cela prend des proportions qu'on n'imagine pas, cela dépasse l'entendement, c'est le règne de la jungle.

La notion de respect n'existe pas puisqu'elle a un prix. Les plus malins vous diront qu'ils n'ont pas les mêmes critères de jugement que nous autres occidentaux, mais c'est uniquement pour qu'on ne les qualifie pas d'abuser de leurs privilèges sur le reste de la population, pour se faire passer meilleurs qu'ils ne sont en réalité, ces gens-là sont généralement les pires, j'ai eu l'occasion et le temps d'examiner en détail comment fonctionne leur mode de pensée, entre la compagnie de ces gens-là et celles des pauvres, vous aurez deviné facilement avec lesquels je suis le plus proche.

Bonne semaine à tous.

Economie.

Dans leur déclaration finale publiée à l'issue de deux jours de réunion à Lecce, dans le sud-est de l'Italie, les ministres des Finances du G-8 concluent que "*La situation reste incertaine et des risques substantiels continuent de peser sur la stabilité économique et financière*", et se disent prêts à continuer de soutenir l'économie autant que nécessaire. (AP 13.06)

Espagne.

Madrid prévoit désormais une contraction de 3,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2009, suivie par un nouveau repli de 0,3% en 2010.

La ministre a annoncé la création de nouvelles taxes sur le tabac et les carburants pour contribuer au financement des dépenses massives prévues par le gouvernement pour tenter de relancer l'économie, ce qui devrait faire grimper le déficit public à environ 9,5% du PIB cette année, très largement au-dessus des normes imposées par Bruxelles.

Le gouvernement a prévenu que la dette publique devrait atteindre 60% du PIB d'ici la fin de l'année prochaine.

Le chômage devrait toutefois continuer sa progression et atteindre 18,9% en 2010, a indiqué la ministre. Selon les statistiques officielles, le taux de chômage a atteint 17,4% au premier trimestre, soit le double du point bas touché en 2007. (Reuters 12.06)

Etats-Unis.

L'approche du terrorisme de l'ancien vice-président Dick Cheney suggère "*qu'il voudrait une nouvelle attaque contre le pays, pour avoir raison*" a déclaré le directeur de la CIA Leon Panetta.

Cheney "*sent l'odeur du sang dans l'eau*" a déclaré le chef de l'agence de renseignements américaine dans un entretien à paraître le 22 juin dans le magazine New Yorker. Il estime aussi que la politique que défend l'ex vice-président est dangereuse. (AP 14.06)

Il faut remercier Cheney qui la prochaine fois avouera tout simplement que c'était l'administration Bush qui avait co-organisé le 11 septembre 2001.

Le 16 juin

Voici le mail que j'ai reçu en fin de matinée du patron de la société indienne qui s'est occupé de l'hébergement du site sur un serveur américain, à la suite de mon dernier mail incendiaire :

Hello Tardieu

Sorry about the server downtime, there is a severe data line breakage at the data center and all the servers over there are down.

They have assured me that the server will be up and running before today evening or max tonight.

Sorry !!!!

Nathan.C.S

Patience et longueur de temps dit la fable en substance...

J'en profite pour rajouter les dernières infos.

Un peu de politique pour rester toujours jeune.

La plupart des militants ou tous ceux qui sont capables de penser librement se demandent pourquoi on n'arrive pas à aller de l'avant. Ils devraient se demander si la situation sociale est bien telle que les partis ouvriers la décrivent. J'ai déjà abordé cette question en me disant qu'une fois de plus je me faisais l'avocat du diable comme l'on dit, pas si sûr, on ne se refait pas que voulez-vous.

Par exemple, on nous dit qu'il y a 7 ou 8 millions de travailleurs pauvres dans ce pays. Bien, quelle est la proportion des travailleurs célibataires ou des familles monoparentales parmi ces 7 ou 8 millions ? J'avoue n'avoir pas pris le temps de chercher à le savoir, ce sont les partis ouvriers qui devraient nous donner ces indications capitales, ils ne le font pas et passent outre comme si cela n'avait aucune importance, demandez-vous pourquoi au passage...

Si je vis seul avec un salaire aux alentours du Smic, je suis un travailleur pauvre. Maintenant si je partage ma vie avec une compagne qui est lotie à la même enseigne, je ne suis plus tout à fait un travailleur pauvre, avec plus de 2.000 euros par mois plus

les allocs si j'ai des gosses, en payant un loyer ou une traite de 500 euros par mois, idem pour toutes mes factures, il nous reste 1.000 euros pour vivre, on n'est pas riche évidemment et l'on doit faire l'impasse sur certaines choses, mais l'on peut continuer à vivre à peu près normalement.

Quand je vivais en couple avec mon ex-épouse, on bossait tous les deux, on ne roulait pas sur l'or assurément, mais on vivait normalement. A partir du jour où elle m'a quitté, je ne pouvais plus payer le loyer et me nourrir seulement avec mon salaire, du coup j'ai dû déménager rapidement. De couple pas catalogué parmi les pauvres, nous sommes tombés tous les deux dans la catégorie des travailleurs pauvres et c'était tout à fait justifié.

Quelle est la situation réelle de la classe ouvrière aujourd'hui ? L'interprétation des chiffres bruts que l'on nous donne n'est-elle pas fausse ? Pourquoi y a-t-il tant de gens qui s'en foutent de la crise ou qui ne se sentent pas vraiment concernés ? N'y aurait-il pas par hasard un rapport de cause à effet que l'on nous cache ?

Je suis désolé, quand on est vraiment dans la merde et je sais de quoi je parle pour y avoir été plus d'une fois, et qu'on ne voit pas vraiment comment on pourrait en sortir un jour, spontanément on déteste la société et les institutions que l'on estime responsables de notre situation, on est ouvert à toute proposition politique pour en sortir, je n'irais pas jusqu'à prétendre que ce serait le réflexe de la totalité des gens dans ce cas-là, mais que l'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y aurait pas une minorité prête à écouter un discours révolutionnaire, car dans le cas contraire, cela voudrait dire que le socialisme ne serait qu'une utopie.

Je ne suis pas en France et je ne peux pas tout faire tout seul, je ne vais pas vous supplier, mais si un d'entre vous pouvait nous fournir les données précises sur le répartition des travailleurs par salaire et par condition familiale, nous aurions tout de suite une vision plus juste de la réalité qui nous aiderait à la comprendre.

Pour le moment, je m'appuie uniquement sur des suppositions, des hypothèses qui me semblement plausibles au regard de l'état d'esprit des masses prises dans leur globalité. Je peux très bien me tromper et vous induire en erreur, c'est cela qui me tracasse.

Vous allez peut-être me répondre que mes analyses sont souvent correctes, peut-être, je ne vais pas vous raconter d'histoires, parfois mes analyses arrivent après coup, alors qu'il est plus important de pouvoir indiquer de quelle manière la situation va évoluer avant que les faits ne se produisent ; c'est facile de se faire passer pour quelqu'un d'intelligent en traduisant simplement ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux, c'est ce que font tous nos dirigeants, mais cela ne nous dit rien sur l'évolution probable de la situation, or c'est ce qui nous intéresse en premier lieu, sinon on ne peut pas parler d'avant-garde... En principe, on devrait avoir un temps d'avance sur les évènements pour vraiment être crédible.

Vous avez vu les hésitations des uns et des autres avant les élections européennes, ils ne savaient pas trop sur quel pied danser, que ce soit le POI ou le NPA ou d'autres. Aucun parti ouvrier ne s'est placé résolument au côté de la classe à cette occasion, alors que l'on disposait d'indications suffisamment fiables pour savoir que l'abstention/boycott serait au rendez-vous. Ils ont été en dessous de tout encore une fois. J'ai pris le risque d'appeler au boycott en me basant notamment sur les données dont je disposais et sur la situation sociale qui indiquait clairement quelle serait la tendance marquante de ces élections. Mais pour analyser sérieusement et à fond la situation et l'état d'esprit des masses, c'est une autre paire de manches.

Au lendemain des élections européennes, je me suis dit immédiatement que le même scénario se reproduira lors des prochaines élections régionales, c'est couru d'avance, sauf imprévu évidemment, qu'une partie des voix de la liste Europe écologie se reporte sur le PS ou le Modem ne changerait rien fondamentalement, ces trois partis ayant le même fond de commerce, la petite-bourgeoisie. Le 1er et le 26 mai, ainsi que le 13 juin, il était facile de prévoir l'échec de ces journées d'action, c'est la raison pour laquelle il fallait les boycotter, ce que n'a fait aucun parti, pas étonnant encore une fois. On nous dit que toute le population est frappée de plein fouet par la crise et ses conséquences, par les contre-réformes des dernières années, mais pas de la même manière, pas avec la même gravité. Quand on vit seul et qu'on se retrouve au chômage, qu'on doit payer un loyer de 500 euros, ou que l'on vit en couple et qu'on est propriétaire de sa maison et qu'il reste encore un salaire en plus des allocations chômages, on ne vit pas tout à fait la même situation, donc on ne réagira pas de la même manière.

Je crois que c'est tout cela qu'il faut analyser minutieusement avant de dresser un bilan sérieux de la situation sociale. On ne peut pas se satisfaire de généralités et répéter sans cesse les mêmes platitudes comme le font les dirigeants, pour finalement arriver toujours au même résultat misérable, à la même impasse politique.

Tous les jours on peut lire des dépêches et des articles totalement contradictoires dans tous les domaines, c'est complètement dingue, alors si l'on ne prend pas la peine de discerner attentivement le vrai du faux, on se fourvoie forcément. Toutes les questions que je me pose dans le site, il faut se les poser quotidiennement, je n'exagère pas, et pas qu'une fois, sous tous les angles possibles, c'est épuisant, dans mon cas c'est pire encore puisque je n'ai personne avec qui échanger mes réflexions, d'où parfois ma lassitude, je ne m'en cache pas.

J'avais indiqué un jour que je pensais qu'il était impossible à un seul militant d'analyser à fond correctement la situation, je n'ai pas changé d'idée, je le pense plus que jamais, cela devrait être le produit d'une réflexion collective.

Je vais vous dire un truc, chaque fois qu'un camarade me téléphone ou m'écrit un long courriel, j'ai dans les minutes qui suivent de quoi écrire une dizaine de pages tellement sa réflexion a nourri la mienne, c'est cela qui me permet d'avancer. En serait-il de même si j'étais en France, je n'en sais rien, ce que je constate c'est que chaque expérience, même la plus infime en apparence, est une source d'inspiration inestimable.

Cette causerie s'éternise, je vais conclure, ce que je supporte le moins, ce sont les discussions purement théoriques destinées uniquement aux intellectuels qui n'ont apparemment rien d'autres à faire. Qu'est-ce qu'on en a à foutre de savoir si la situation est pré-révolutionnaire ou non par exemple, si on ne dispose même pas des éléments nécessaires pour analyser correctement la situation ou qu'on en est incapable, non, vous n'êtes pas d'accord avec moi ? Je ne sous-estime pas l'importance de la théorie comme chacun a pu le constater, sinon je ne consacrerais pas des pages aux enseignements du marxisme, j'ai seulement l'impression que bien souvent les références à la théorie ont tendance à camoufler notre incapacité d'analyser correctement la situation que nous vivons, or c'est ce qui nous intéresse en priorité.

Je crois que c'est Lénine qui estimait que sans cela il serait impossible de construire le parti, que cette question était plus importante que le programme ou les statuts du parti, dans la mesure où elle déterminait de quelle façon sur le plan pratique on appliquait le programme au quotidien, on déterminait les tâches à accomplir. Comment voulez-vous construire un parti quand chaque militant à sa propre analyse de la situation ? C'est tout bonnement impossible.

Un mot sur ma situation personnelle pour rassurer les camarades.

J'ai choisi finalement comme avocat un de mes anciens élèves de l'Alliance française, un monsieur d'une quarantaine d'années, monsieur Narayanan. Il me fait penser à l'inspecteur Colombo de la fameuse série américaine. Il a l'air dans les nuages au premier abord et ne paie pas de mine avec ses sandales trop grandes pour lui et sa mobylette qui tombe en ruine, mais en réalité c'est quelqu'un qui passe son temps à réfléchir et qui connait bien son métier.

Il est tellement honnête que je suis obligé de lui donner plus qu'il me demande ; par exemple, pour traduire une page de l'anglais en tamoul, il prend 100 roupies, c'est le tarif normal, mais comme mes pages sont très denses et que le sujet est ardu, pour six pages pour commencer, au lieu de 600 roupies, je vais lui en donner 1.000, sinon j'aurais la fâcheuse impression de profiter de lui, il est loin d'être riche parce qu'il n'est pas corrompu, et il a deux gosses à élever.

Les gens du village sont au courant de mes démarches, ils se tiennent tranquilles pour le moment. Tout compte fait, je vais rester seul avec ma belle-mère, mes beaux-frères passeront régulièrement nous voir et mes nièces viendront le week-end. Il y a aussi mes deux chiens qui montent la garde, dont un est impressionnant par la taille même si c'est une crême en réalité. On a foutu un tel bordel et je vis ici depuis si longtemps, qu'ils n'oseront pas s'attaquer à moi, de plus je suis assuré de la neutralité bienveillante des trois quarts des pécheurs qui voient d'un bon oeil notre démarche contre cette famille de vauriens. Je vous raconterai plus tard mes relations avec ma belle-mère, on a l'impression d'être projeté plusieurs siècles en arrière quand elle nous raconte ce qu'elle a dans la tête. (A suivre)

Enfin des bonnes nouvelles.

Le pire de la crise économique mondiale est peut-être encore à venir, a déclaré Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), lors d'une visite au Kazakhstan. (Reuters 15.06)

L'euro continue de perdre du terrain face au dollar et au yen, souffrant d'un regain d'aversion au risque alors que la perspective d'une sortie de crise semble contredite par un indice d'activité 'Empire State' peu encourageant.

Mesurant l'évolution de l'activité manufacturière dans la région de New York, l'indice 'Empire State' s'est détérioré en juin. Le baromètre, publié par la Réserve fédérale de New York, est redescendu à -9,4 ce mois-ci, contre -4,6 au mois de mai. Il était ressorti à -14,7 en avril. Beaucoup d'analystes jugeaient que la remontée de l'indice au mois de mai était précaire. (CercleFinance.com 15.06)

Le FMI a prévenu que les perspectives pour l'économie américaine restaient marquées par un degré inhabituel d'incertitude et la reprise pourrait être contrariée par de nouvelles saisies immobilières, la baisse des prix de l'immobilier et la montée du chômage.

Si la reprise tardait à se produire, le FMI préconise des mesures additionnelles de relance ainsi que le maintien des taux d'intérêt de la Réserve fédérale à leurs niveaux actuels.

De 2009 à 2011, les déficits fédéraux devraient atteindre en moyenne 9% du PIB, prédit le FMI, ajoutant que la dette publique devrait pratiquement doubler et atteindre 75% du PIB. (Reuters 15.06)

Toujours plus de chômeurs dans l'Union européenne minoritaire et illégitime.

Environ 1,9 million d'emplois ont disparu dans l'Union européenne au premier trimestre, selon les chiffres communiqués lundi par Eurostat. C'est la plus forte chute jamais enregistrée. (AP 15.06)

Medvedev plaide pour une nouvelle monnaie de réserve au côté du dollar.

En marge du Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghaï, qui se déroule lundi et mardi et à quelques heures seulement du premier vrai sommet du BRIC, un sommet des économies émergentes réunissant les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, qui doit suivre à Ekaterinbourg, Medvedev a souligné que la création d'une nouvelle unité de réserve au côté du billet vert est nécessaire à la stabilisation des finances mondiales. (AP 16.06)

Toujours plus haut, toujours plus fort... sera la chute !

"*On va dépasser probablement les 6% sur l'année 2009 parce que la croissance a été revue en baisse et à ce moment-là quasiment automatiquement cela a un impact sur le déficit*", a déclaré Eric Woerth sur LCI. "*Ce n'est pas dû à la dépense, la dépense de l'Etat est contenue comme jamais au niveau de l'inflation*", les fonctionnaires en savent quelque chose avec les dizaines de milliers de suppressions de postes programmées.

C'est "*le problème des recettes, l'impôt sur les sociétés rentre beaucoup moins bien*", a expliqué le ministre du Budget. (AP 16.06)

Voilà qui va nous donner le temps de convaincre un maximum de travailleurs d'en finir avec le capitalisme... théoriquement !

654 postes supprimés chez Marionnaud.

Le distributeur de parfums d'origine française Marionnaud, racheté par le milliardaire chinois Li Ka-Shing en 2005, compte supprimer 654 postes en France dans les prochains mois, a affirmé la CGT lundi.

La CGT dans un communiqué dénonce "*le manque d'informations données aux représentants du personnel*", elle "*exige l'arrêt immédiat du projet de plan social et l'ouverture de négociations sur l'avenir de l'enseigne et les conditions de travail et d'emploi des salariés*". (AP 16.06)

Tout est dit ici. Si on nous donnait plus d'informations, on pourrait peut-être accepter ces licenciements, c'est dit implicitement. Est-ce le role d'un syndicat de "négocier" l'avenir d'une entreprise ? Cela s'appelle de la cogestion ou collaboration de classes. Dans ce cas-là, comment combattre efficacement contre un plan de licenciement, comment tirer des enseignements de ce combat ? Impossible, du coup la conscience de classe des travailleurs ne peut pas évoluer.

Vous avez dit que le PS était infréquentable : ce n'est pas une nouveauté ou un scoop.

Dans une séquence diffusée le 8 juin sur Direct 8, Valls, dans les allées d'une brocante, soupire : «*Belle image de la ville d'Evry...*» Et demande à l'homme qui l'accompagne : «*Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancos.*»

Après en avoir chiffonné plus d'un en invitant, début avril, le ministre et transfuge du PS Eric Besson, à Evry pour un débat sur l'immigration, le député-maire pourrait voter la proposition de loi de Christian Estrosi (UMP) sur les bandes violentes, qui sera débattue fin juin à l'Assemblée nationale. (Libération.fr 15.06)

Lang sarkozyste : pas vraiment un scoop non plus.

Lang, qui s'était récemment démarqué de son camp en votant la proposition de loi Hadopi, reproche au PS «*un anti-sarkozysme primaire destructeur*» qui lui «*tient lieu de programme*».

Sauf que voilà, le sarkozysme à la sauce Royale n'a pas mieux pris ! Ou l'art de parler pour ne rien dire ou de prendre les travailleurs pour des cons, bref, cela ne prend plus.

Et de porter le coup de grâce : «*Il y a une sorte de vide sidéral, l'encéphalogramme est plat, pas d'idées ou peu d'idées. Une campagne européenne gris souris, sans couleurs*», a-t-il dénoncé lundi matin sur France 2. (Libération.fr 15.06)

Il devait parler pour lui. Pour un peu on croirait que le PS serait mort, bonne nouvelle, sauf que la relève est déjà assuré par les réactionnaires d'Europe écologie ! Au fait, là aussi j'avais vu juste, je le dis en passant pour les irréductibles du front unique avec le PS, ils ne sont pas plus crédibles que lui et s'en étonnent, on devrait leur faire passer aussi un encéphalogramme !

Un saut dans le vide.

Dans un entretien au journal *Le Monde* daté de mardi, Bertrand Delanoë estime qu'"*Il faut donc un sursaut. Notre tâche prioritaire est de construire une orientation politique de gauche, réformiste, européenne, écologiste*".

Comment peut-on être de gauche et réformiste quand le capitalisme doit affronter sa plus grave crise de son histoire, être européen, entendez par là adhérer à l'Union européenne du capital que la majorité des électeurs a rejeté massivement, et défendre l'environnement sans remettre en cause la loi du profit ? Impossible.

Les petits-bourgeois illusionnistes sont "***ailleurs***", dans le camp du corporatisme.

Devant le conseil national des Verts, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot a dit "notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels".

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche." (Le Monde 15.06)

Le PS étant totalement discrédité, il faut bien qu'un parti prenne la place pour continuer d'entretenir l'illusion que les classes sociales n'auraient plus d'intérêts distincts pour fourir une majorité au régime et tenter d'assurer sa stabilité.

Jusqu'à en crever !

Le Premier ministre François Fillon a estimé lundi matin que repousser l'âge légal de la retraite «*n'était pas une question taboue*» et que le sujet «*méritait un débat national*», en marge d'une visite au salon aéronautique du Bourget.

De son coté dimanche, Hortefeux lors de l'émission *Dimanche soir politique* (France Inter/Le Monde/I-Télé) a expliqué «*Comme on sait que si on ne fait rien on va dans le mur, il n'y pas aujourd'hui à ma connaissance 36 solutions, il y en a trois : diminuer les pensions -est ce que vous sentez aujourd'hui dans le pays les gens prêts à cela ? - augmenter la durée de cotisation, reporter l'âge de départ à la retraite comme l'ont fait les Allemands sur une trentaine d'années jusqu'à 67 ans*». (Libération.fr 15.06)

La question qui ne devrait pas être "*taboue*" devrait être d'abattre le gouvernement, mais aucun parti ouvrier ne le dit, donc Fillon peut dormir tranquille.

Il est vrai que si l'on ne fait rien, le mouvement ouvrier "*va dans le mur*", en fait il y est déjà !

Le capitalisme entraine l'humanité vers l'abîme et la barbarie.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint un record l'an passé. Gonflées par la guerre en Irak, le retour de la Russie sur le marché et l'émergence de la Chine, elles ont atteint 1464 milliards de dollars, en hausse de 45% sur dix ans, représentant 2,4% de la richesse mondiale, selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri) publié lundi. (Libération.fr 15.06)

Le 18 juin

Les causeries des 13, 14 et 15 figurent dans la page causeries de juin 2009.

J'invite tous les camarades à s'exprimer librement dans le site, à nous faire connaître toutes les initiatives qui seraient prises

autour d'eux, sur leur lieu de travail ou leur localité en réponse à la pousuite de la politique ultra réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Les camarades peuvent se saisir des contributions mises en ligne, en faire des copies et les distribuer dans leur entreprise ou leur quartier, auprès d'autres militants. Chacun à son niveau peut participer au combat contre le gouvernement et le patronat sans attendre que les dirigeants veuillent bien donner le départ.

L'amplification des attaques contre la classe ouvrière en France et dans tous les pays, ainsi que les 80 milliards de dollars supplémentaires que vient de voter la Chambre des représentants aux Etats-Unis pour financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, ajoutons le nouveau recul des Bourses, signifie qu'ils n'ont pas trouvé d'autres moyens pour tenter d'endiguer la crise actuelle du capitalisme, que le capitalisme serait bien en bout de course. Il faut donc se préparer à un affrontement direct et violent entre les classes comme aucun d'entre nous n'en a connu dans le passé.

Un adhérent de la CGT a signé un texte intitulé *La fin ou le commencement ?*. En sanscrit il existe un seul mot pour désigner la fin et le commencement comme pour signifier qu'il n'y aurait pas de fin ou de commencement... Faisons en sorte que l'agonie du capitalisme coïncide avec la fin de la suprématie de la collaboration de classes sur le mouvement ouvrier et qu'elle sonne l'heure du (re)commencement du combat pour le socialisme sur les bases du marxisme pour qu'il triomphe sur la barbarie, le marxisme étant la seule science sociale et la seule théorie capable de s'opposer efficacement à l'idéologie bourgeoise et réformiste qui a gangrené le prolétariat, le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde.

Quand on parle de briser les chaînes de l'exploitation, si les mots ont un sens, cela signifie rompre un certain rapport, rompre avec l'état d'esclavage que l'homme connaît depuis que les classes et l'Etat existent.

Sur le plan syndical et politique, cela signifie rompre résolument et sans délai ni conditions avec l'Etat et ses représentants, rompre avec ses institutions, le chef de l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions de la Ve République, rompre avec les appareils pourris des syndicats et des partis qui se prétendent encore ouvriers, alors qu'ils démontrent quotidiennement qu'ils sont inféodés au capitalisme, rompre avec le patronat et ses représentants, les exploiteurs, les négriers ou esclavagistes d'hier et d'aujourd'hui.

Aucun parti aujourd'hui n'est sur cette ligne politique reliée au combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°51) dont je fais la critique dans un article (en ligne en fin de journée ou demain), révèle une nouvelle fois l'ampleur de la gangrène qui ravage l'avant-garde du mouvement ouvrier, ne parlons pas ici du NPA ou des autres partis, c'est encore pire !

Non, on n'a pas à regretter que des partis incapables de défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière soient en crise ou se placent résolument au côté de la classe des capitalistes, cela n'a rien à voir avec la défense de la démocratie politique du point de vue de la classe ouvrière. C'est uniquement dans le cas où ces partis seraient victimes de la répression de la part de l'appareil policier ou judiciaire que notre devoir de militant ouvrier nous imposerait de les défendre, car c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui serait visé par le régime. Il ne faut pas confondre le plan politique et le plan policier, qui nous imposent des réponses différentes.

Les dirigeants du POI parlent volontiers de la crise qui frappe tous les partis, qu'ils commencent par balayer devant leur porte. Le POI avec 20% d'adhérents en moins par rapport à juin 2008, 7 965 au lieu de plus de 10.000, si l'on inclut les nouvelles adhésions réalisées pendant un an, ne fait guère mieux malgré tous les efforts déployés par ses militants. Ils vont jusqu'à s'en satisfaire parce que le POI serait "un jeune parti", alors qu'il est la copie conforme à la virgule près du PT, c'est franchement se moquer des travailleurs et des militants. Le POI est un échec comme peut l'être le NPA.

J'ai appelé les militants à participer aux comités d'unité initiés par le POI uniquement pour qu'ils ne restent pas inorganisés ou pour qu'ils puissent bénéficier d'une structure pour militer sur la base de leurs propres positions politiques, ensuite à chacun de faire comme il l'entendait évidemment.

Ma méthode consiste à faire confiance aux militants, à les laisser faire leurs propres expériences sans chercher à les convaincre qu'un engagement serait meilleur qu'un autre, s'ils se dirigent dans ce que j'estime être la bonne direction, je dirais tant mieux dans la mesure où je ne pense pas colporter des illusions, s'ils se plantent maintenant, dans les deux cas ce sont eux qui feront ces expériences et en tireront les leçons, c'est cela l'essentiel, que chaque militant progresse à son rythme en fonction de ses expériences.

J'avais même poussé l'honnêteté intellectuelle jusqu'à préciser que j'étais convaincu que les autres partis ne répondraient pas à la proposition de marche unie du POI et qu'il n'y aurait pas plus de marche unie que de beurre en branche, dans l'état actuel des choses, donc à aucun moment je n'ai poussé les militants vers ces comités en leur racontant des histoires pour les rapprocher du POI, les choses ont toujours été très claires. Des camarades m'avaient écrit en me demandant avec insistance quoi faire, je leur avais répondu, ensuite chacun était libre de faire comme il l'entendait.

Les dépêches.

Fillon enfonce le clou.

La reprise sera progressive l'année prochaine avec une poursuite de la hausse du chômage, a déclaré mardi François Fillon.

Intervenant au Salon Planète PME à Paris, le Premier ministre a assuré que le gouvernement ne prendrait "aucun retard" dans ses réformes structurelles et a de nouveau exclu des mesures massives de relance de la consommation.

Les réformes, a assuré François Fillon, permettront de sortir plus vite de la crise. (Reuters 16.06)

La reprise pour les uns, le chômage pour les autres, l'équilibre habituel qui permet de garantir la survie du régime et des institutions.

Le Smic serait responsable du chômage !

Le ministre du Travail, Brice Hortefeux, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, a clairement laissé entendre que le gouvernement était opposé à un coup de pouce au salaire minimum, dont le niveau sera réévalué le 1er juillet.

"le gouvernement n'a pas l'intention de prendre une mesure qui en réalité serait très défavorable aux plus défavorisés", a-t-il ajouté.

Le salaire minimum français est un des plus élevés des pays de l'OCDE, ont souligné un groupe d'experts chargés de se prononcer sur l'évolution du smic, et des niveaux élevés ont pour effet d'évincer du marché du travail "les travailleurs les plus fragiles" comme les jeunes et les moins qualifiés. (Reuters 17.06)

Encore un cadeau aux patrons.

Les députés français ont entériné la réduction de la TVA sur la restauration de 19,6% à 5,5% à partir du 1er juillet prochain.

Le coût net est de 2,35 milliards. (Reuters 17.06)

Haro sur les retraites !

D'après la patronne des patrons, il faut "un débat public entre les autorités politiques et les partenaires sociaux" pour qu'"on puisse, d'un commun accord, dire: il faut relever l'âge de la retraite de x années, il faut allonger les durées de cotisation de x années".

Et "il faut peut-être aussi en plus de notre système de répartition aller un peu plus loin dans tous les mécanismes d'épargne retraite qui existent aujourd'hui", a avancé Mme Parisot. (AP 16.06)

A qui la faute ?

Sous l'impulsion du député communiste André Gérin, les parlementaires (trois communistes, sept socialistes, quarante-trois UMP, deux Nouveau Centre et trois non-inscrits) demandent la création d'une commission parlementaire sur le sujet.

Pour André Gérin, 'il y a des personnes qui sont dans de véritables prisons ambulantes'. Et, a-t-il dit sur France Info, 'il y en a de plus en plus, non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans le monde rural. Il faut sortir d'une sorte de silence des responsables politiques de ce pays'. (LeMonde.fr 17.06)

Des voeux pieux présentés abusivement comme des engagements pour tromper les travailleurs.

Lundi 15 juin, à Genève, à l'occasion du 90e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), M. Sarkozy a rejeté une mondialisation qui 'a mis le droit du commerce au-dessus de tout'. 'La santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, le travail ne sont pas des marchandises comme les autres', a-t-il souligné à juste titre en plaidant pour des 'règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous'. S'appuyant sur d'anciennes revendications syndicales, M. Sarkozy a tracé les contours d'un 'ordre mondial plus respectueux de l'homme' sur le plan social et environnemental. (Lemonde.fr 16.06)

Si on prenait à la lettre cette déclaration, on pourrait presque croire que Sarkozy est issu d'un parti ouvrier. Le journaliste vend la mèche ensuite.

La France elle-même n'est pas exempte de contradictions, dès qu'il s'agit d'expérimenter et de développer de nouvelles

formes d'emplois plus précaires. Comme Jacques Chirac, M. Sarkozy peut parler à gauche dans les enceintes internationales et mener une politique libérale chez lui. Si le travail 'n'est pas une marchandise comme les autres', n'est-il pas nécessaire, en France aussi, de préserver les règles qui le protègent ?

Enfin, le chef de l'Etat défend une planète régulée, mais y renâcle en Europe, invoquant le primat du politique. A Bruxelles, les 18 et 19 juin, il défendra le rapport De Larosière sur la régulation financière commandé par la Commission européenne, qui ne prône même pas de supervision fédérale des banques, assurances et marchés européens. Et sous sa présidence européenne, il a soutenu avec les eurodéputés UMP la possibilité pour le Royaume-Uni d'échapper à la limitation du temps de travail hebdomadaire en Europe. (Le Monde. 16.06)

Pour un peu ces journalistes pourraient donner des leçons à nos dirigeants !

Au palais, on ne connaît pas la crise.

Les crédits de la présidence de la République ont augmenté de 18,5% l'an dernier pour atteindre 113,182 millions d'euros alors que le budget de l'Etat n'a augmenté que de 2,8%.

Les crédits de fonctionnement ont augmenté de 21,7%, "soit un rythme sept fois supérieur à l'évolution du budget de l'Etat" tandis que les charges de fonctionnement, comme les frais de réception, sont en augmentation de 51,2% par rapport à l'année précédente pour atteindre 26 millions d'euros, selon un député.

De même, les frais de déplacements, avec un montant de 16,3 millions d'euros, ont augmenté de 26,3%, les seules dépenses en réduction étant celles concernant les aides sociales accordées traditionnellement aux personnes en difficulté avec une baisse de 33,6% par rapport à 2007, a poursuivi René Dosière. (Reuters 16.06)

En famille : qui se rassemblent s'assemblent.

Nicolas Sarkozy, accompagné de son prédécesseur Jacques Chirac, a rendu mardi à Libreville un dernier hommage à Omar Bongo, le doyen des chefs d'Etat africains mort le 8 juin dans un hôpital de Barcelone. (Reuters 16.06)

Attention à la police !

3243 fonctionnaires ont été sanctionnés en 2008, selon le rapport de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, la police des polices), rendu public mardi au ministère de l'Intérieur. (lexpress.fr 16.06)

La zone euro dans la tourmente.

Les exportations des 16 pays de la zone euro ont chuté de 21% au premier trimestre 2009, conséquence de la baisse de la demande mondiale en machinerie et véhicules européens, a annoncé mercredi l'agence de statistiques Eurostat.

Les exportations se sont établies à 303 milliards d'euros entre janvier et mars, contre 385 milliards pour la même période l'année précédente, selon Eurostat.

Les 16 pays ont également vu leurs importations diminuer de 21%. (AP 17.06)

Pesticides et Parkinson : lien confirmé chez les agriculteurs.

L'exposition aux pesticides double quasiment le risque de la maladie de Parkinson parmi les agriculteurs. C'est ce que vient de prouver une équipe de chercheurs de l'unité Inserm "Neuroépidémiologie" et de l'Université Pierre et Marie Curie. De plus, ce risque augmente avec le nombre d'années d'exposition et, chez les hommes, il est principalement lié à l'usage d'insecticides, notamment de type organochloré.

Cette famille, qui regroupe le lindane et le DDT, a été largement utilisée en France entre les années 1950 et 1990 ; elle persiste dans l'environnement de nombreuses années après l'utilisation. Ces résultats sont publiés en ligne dans Annals of Neurology. (Lepoint.fr 17.06)

Le BRIC divisé.

Le premier sommet formel des dirigeants du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), à Ekaterinbourg, dans l'Oural, s'est achevé sur une brève déclaration du président Dmitri Medvedev et sur un communiqué final dans lequel le groupe a demandé à un rôle plus

grand pour les nations en développement dans les institutions financières internationales et aux Nations unies.

Le communiqué final ne contient en revanche pas un mot sur deux initiatives auxquelles Moscou avait semblé tenir beaucoup, la réduction du rôle du dollar et la création d'une monnaie de réserve supranationale. (Reuters 16.06)

Iran.

En Iran la situation est simple : la petite-bourgeoisie et la jeunesse supportent de moins en moins les interdictions, frustrations et autres brimades imposées par le régime théocratique et aspirent à davantage de liberté.

Pour tenir compte de cette réalité, le régime a accepté au départ que plusieurs candidats issus du régime lui-même se présentent contre le président sortant Mahmoud Ahmadinejad. Apparemment, il ne pensait pas que la majorité de la population s'en servirait pour se dresser le régime.

Les réactions intéressées à travers le monde des différents impérialistes parlant de scrutin truqué ne servent qu'à couvrir leur propre régime réactionnaire, j'en veux pour preuve l'intervention d'Obama qui a en quelque sorte vendu la mèche mardi à la chaîne de télévision CNBC, en affirmant que les négociations avec la République islamique seraient difficiles quel qu'en soit le chef d'Etat élu.

"*La différence entre Ahmadinejad et Moussavi en terme de politique pourrait ne pas être aussi grande que ce qui a été dit*", a-t-il déclaré, avant d'ajouter : "*D'un côté comme de l'autre, nous allons traiter avec un régime iranien historiquement hostile aux Etats-Unis*". (Reuters 17.06)

Aucun des candidats en liste à l'élection présidentielle n'avait l'intention de remettre en cause la dictature en place.

Etats-Unis.

La production industrielle a baissé de 1,1% le mois dernier, après une baisse de 0,7% en avril.

Le taux d'utilisation des capacités de production est tombé à 68,3% au mois de mai et s'inscrit à un nouveau plus bas historique.

Ces données relativisent le sentiment d'une stabilisation de la situation économique aux Etats-Unis en illustrant la fragilité de l'amélioration des indicateurs constatée ces derniers temps. (Reuters 16.06) Un euphémisme !

Les nouvelles charrettes annoncées. (La Tribune 17.06)

- New Fabris, à Châtellerault, un spécialiste de l'usinage qui travaillait surtout pour PSA et Renault et employait 366 salariés;

- La fonderie Pamco, dans l'Orne, où 223 personnes vont perdre leur emploi.

- Les 550 salariés de la fonderie SBFM, près de Lorient, attendent le 30 juin la décision du tribunal.

Le fabricant suisse de sous-vêtements Calida (1.300 salariés) a annoncé mardi la suppression de 104 emplois dans sa filiale française Aubade, spécialisée dans la lingerie féminine haut de gamme. Cette restructuration touchera sur le site de Saint-Savin (Vienne). (AP 16.06)

Le groupe suisse de travail temporaire Adecco (Adia) a annoncé mercredi son intention de supprimer environ 350 emplois en France d'ici la fin 2009. (Reuters 17.06)

Le 19 juin

J'ai rectifié l'adresse de l'article sur le POI, avec mes excuses, j'ai eu une journée très chargée notamment avec mon épouse qui a été hospitalisée quelques heures après un malaise ce matin, mais rien de grave, une subite baisse de tension un peu spectaculaire sans plus si je puis dire, la troisième en quelques semaines, il faisait 42°C à l'ombre et nos démarches chez les flics l'ont énervée et épuisée. Dans le bandeau défilant en haut de l'écran, il y a bien deux "M" à accommoder.

Je suis en train de faire l'expérience très pénible qu'il n'y a pas de justice dans ce pays pourri, en Inde. Huit jours après avoir déposé plainte, pas de réponse, un inspecteur hier m'a demandé ce que je voulais, pourquoi je venais le voir ! Un autre inspecteur m'a dit que je pouvais porter plainte contre eux aux autorités supérieures ou à qui je voudrais, qu'ils n'en avaient rien à foutre, l'air

de dire qu'ils sont tous aussi corrompus. Mon avocat s'est avéré être complètement abruti en fait, comme les trois autres que j'ai consultés. Alors que faire ? Comment se battre seul contre tout un système rongé de bas en haut par la corruption ? A Pondichéry la situation est un peu différente car la structure judiciaire est calquée sur celle de la France avec un juge d'instruction, etc. , mais au Tamil Nadu entre le simple citoyen et le juge du tribunal qui est corrompu dans neuf cas sur dix, il n'existe aucune autorité judiciaire, si j'ai bien compris. Ce sont les politiciens véreux qui font le plus souvent office d'intermédiaires.

Bref, tout est fait pour que les voyous agissent à leur guise en toute impunité, ce qui pousse les gens à faire justice eux-mêmes... Il reste les médias pour foutre le bordel, mais là aussi ils ne prennent des risques que lorsqu'ils sont couverts par un puissant parti politique, ce n'est pas rare que des journalistes se retrouvent emprisonnés pour avoir seulement critiqué le Chief minister ou mis en doute son honnêteté !

Passons à autre chose de guère plus reluisant.

Ce sont ceux qui sont responsables de la situation sociale et politique en France qui s'insurgent contre le port de la burqa par certaines femmes musulmanes. Ici aussi on en voit de plus en plus, des jeunes uniquement, j'habite à la lisière d'un important quartier musulman à 4kms de Pondichéry.

Un jour j'ai demandé à une employée qui était habituellement habillée en sari, pourquoi du jour au lendemain elle avait décidé de se vêtir d'une djellaba noire et de porter un foulard de la même couleur. Elle m'avait répondu que c'était un choix personnel et que personne ne l'y avait forcée, ajoutant que ma question était pour le moins curieuse pour ne pas dire déplacée, je m'en étais excusé, mon intention n'étant pas de la blesser ou de la juger.

En observant attentivement les jeunes filles qui s'habillent ainsi, en les fixant dans les yeux pour essayer de comprendre ce qu'il y avait derrière, j'ai cru discerner une sorte d'identité, une façon de dire : je ne suis pas comme les autres et moi seule sait comment je suis, comme si autrement elles n'existeraient pas, c'est peut-être primaire comme réaction mais compréhensible dans un monde qui finalement n'offre aucun idéal à la jeunesse, c'est peut-être une façon d'entretenir un mystère qui leur donne l'impression d'exister, j'essaie de comprendre.

Un jour j'avais relaté une expérience que j'avais eu à l'aéroport de Bombay, quand me retrouvant coincé une demie journée à patienter pour changer d'avion, je m'étais retrouvé face à une famille provenant d'un émirat arabe, un vieil homme accompagné de ses quatre épouses, tous en habits traditionnels musulmans, donc les femmes voilées dont on ne voyait à peine que les yeux, je devrais dire un regard. Lorsque l'une d'entre elle me fixant effrontément pendant un long moment, d'un geste rapide avait baissé son voile pour me laisser découvrir son visage, c'était une très belle femme d'une trentaine d'années maximum, le sourire éclatant qu'elle m'avait adressé à la volée avait fini de me séduire totalement ! Elle renouvela son geste avant de partir les yeux pétillants de malice, j'en étais tout retourné à l'idée de savoir que c'était la seule liberté qu'elle pouvait s'accorder dans sa cage dorée. Quel gâchis me suis-je dit ! Dans son dernier regard, il y avait quelque chose qui tenait de la fatalité qui me bouleversa, quelque chose contre lequel elle ne pouvait pas lutter, je me suis dit qu'elle devait être fort malheureuse, ma fille de 8 ans alors qui m'accompagnait, partagea cette appréciation teintée d'amertume et d'impuissance. Comme quoi toutes les femmes voilées ne le sont pas de leur plein grè, même dans cette région du monde.

Maintenant, s'agissant de la situation spécifique à la France ou d'autres pays similaires, je me demande à quoi cela sert-il d'interdire à ces femmes de se voiler, si parallèlement l'on est incapable d'agir sur leur contexte familial et social qui aboutit à ce genre de situation ?

Si je prends le cas de mon épouse qui est hindou alors que je suis athé et communiste, si elle est incapable d'adhérer pleinement à mes idées, cela signifie que je n'ai rien à lui offrir en échange de ses croyances, si elle délaissait sa religion et qu'elle n'épousait pas le socialisme, je ne peux quand même pas la torturer pour qu'elle devienne marxiste, il lui resterait quoi à se raccrocher pour supporter cette vie de merde, rien, le néant, de quoi devenir dépressif ou se flinguer.

C'est pour cela, quand il y a des militants qui me reprochent de donner des leçons aux autres, je pense qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, car je vis en permanence avec quelqu'un qui ne me ressemble pas tout en la respectant, c'est pour moi un devoir, une règle que je ne pourrais transgresser sans m'accuser d'un abus de pouvoir.

Vouloir forcer les gens à changer est une grave erreur, cette idée m'est insupportable. Ma belle-mère a été mariée à l'âge de 12 ans, elle a eu son premier enfant un an plus tard, et elle en a fait dix à la suite dont sept seulement ont survécu, sa mentalité n'a pratiquement pas évolué depuis cet âge-là. Vous imaginerez sans peine le monde qui nous sépare, je vous avouerais que j'ai parfois du mal à supporter sa manière de vivre, mais je ne me vois pas lui reprocher quoi que ce soit même si c'est pour son bien. J'ai peut-être l'air rustre parfois ou de ne pas faire dans la dentelle, d'être incapable du moindre compromis ou de manquer de mesure en politique, mais c'est bien mal me connaître ou ne pas comprendre mon objectif, car en réalité, comme tout un chacun je suis bien obligé de composer avec ce que j'ai sous la main pour avancer ou tout simplement pour ne pas rendra la vie insupportable à mon entourage et à moi-même par la même occasion.

Ceux qui aujourd'hui comme hier s'en prennent à ceux qui ne leur ressemblent pas, font preuve d'une crasse ignorance de la

nature humaine et son évolution. Ils ne peuvent pas avoir confiance en elle, parce que foncièrement ce sont des réactionnaires incapables de défendre des idées progressistes à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, je parle des parlementaires de l'UMP, du Nouveau Centre, du PS et du PCF qui voudraient faire interdire le port de la burqa en France. Quant aux libres-penseurs, on peut leur opposer le vieil adage que l'habit ne fait pas le moine, qu'il n'y a pas a priori plus de liberté dans le regard d'une femme qui porte une mini-jupe que dans celui d'une femme voilée, sauf à interpréter avantageusement (abusivement) le regard de la première qui peut être aussi vide qu'une cruche ! On pourrait nous rétorquer que la burqa renvoie à un système féodal, comme la mini-jupe renvoie à l'âge de pierre, la barbarie qui domine le monde en témoigne.

Rien décidément ne remplacera l'expérience de la lutte des classes qui seule peut émanciper les femmes (et les hommes) de l'obscurantisme et de l'exploitation.

Les dépêches et news en bref.

L'enfumage et la division.

Le gouvernement a annoncé mardi que la Poste resterait 100% publique tout en devenant une société anonyme. Dès lors qu'est-ce qui pourrait s'opposer à une privatisation ou une entrée en Bourse ? Rien puisqu'il s'agit déjà d'une privatisation déguisée.

Une réunion de l'intersyndicale de la Poste a tourné court jeudi, trois organisations sur cinq ayant claqué la porte à la suite d'un désaccord sur l'attitude à adopter sur le changement de statut de l'entreprise publique.

Sud, Force ouvrière et CFTC ont quitté la réunion de Paris en défendant l'idée d'un rejet total du projet de loi qu'ils considèrent comme un premier pas vers une privatisation déguisée, a rapporté Nadine Capdeboscq, déléguée CFDT.

Selon elle, la CFDT et la CGT ont en revanche plaidé pour la recherche d'un "compromis" avec l'idée "d'une grève très forte à la rentrée".

"Sud, Force ouvrière et la CFTC ont claqué la porte. Ils n'étaient pas d'accord sur les propositions d'action", a-t-elle déclaré lors d'un point de presse.

Elle a estimé que les organisations devraient absolument se revoir fin août "pour dépasser nos clivages". (Reuters 18.06)

Un véritable syndicat ouvrier aurait décidé immédiatement après l'annonce de la privatisation de la Poste, la grève illimité jusqu'au retrait de ce plan sans attendre un jour de plus.

Qui peut le moins peut le plus ou plutôt veut le plus.

Altran Technologies a annoncé jeudi un plan de départ volontaire portant essentiellement sur le secteur d'activité de l'automobile et qui pourrait concerner jusqu'à 500 personnes.

Altran a enregistré en 2008 un bénéfice net de 11,4 millions d'euros, en baisse de 47% par rapport à 2007, pour un chiffre d'affaires en hausse de 3,7% en 2008 à 1.650,1 millions d'euros. (Reuters 18.06)

Les cadres et le chômage.

Le nombre de propositions transmises à l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) chute de 33% en mai 2009 par rapport à la même période de 2008. (La Tribune 18.06)

Tel maître, tels valets.

Un accord de principe a été trouvé jeudi soir entre les dirigeants de l'UE sur la réforme de la régulation financière, a-t-on appris, Paris insistant sur le fait que les Etats-Unis s'étaient eux aussi engagés de manière ambitieuse sur la voie de la réforme de leur dispositif de régulation financière. (Reuters 18.06)

Qu'en est-il au juste ?

Coté cour, on nous dit qu'Obama a dévoilé son plan de réforme de la régulation financière.

Coté jardin, l'agence d'évaluation financière Standard & Poor's maintient la note des Etats-Unis à "AAA", malgré la récession du pays et sa dette publique de 1.845 milliards. (La Tribune 18.06)

Pérou.

L'un des principaux chefs indiens a appelé jeudi à la fin de la mobilisation au Pérou, après que le Congrès a finalement révoqué les deux décrets qui, selon les Amérindiens, facilitaient l'exploitation pétrolière, gazière et forestière de l'Amazonie. (AP 18.06)

Le 20 juin

Un mot personnel pour les camarades qui s'inquiètent de ma situation. J'ai eu ce matin une brève réunion avec l'homme politique et potentat local que je connais depuis 9 ans et qui devrait régler le problème de mon terrain, moyennant un pot-de-vin dont j'ignore encore le montant. En fait c'est un de ses fils qui est le chef du district où nous habitons, mais comme c'est un bon à rien, c'est lui qui en réalité dirige le district, il l'avait dirigé auparavant pendant près de 20 ans et c'est un ami personnel du Chief minister du Tamil Nadu qui siège à Chennai (ex-Madras) et un représentant très influent du premier parti de cet Etat de 60 millions d'habitants, le DMK.

Ensuite, j'ai eu une nouvelle réunion avec le chef local de la police qui m'a assuré de son soutien et qui m'a dit avoir d'excellente relation avec Chanmugan, la personne dont je viens de vous parler. Il m'a dit qu'il allait arranger nos affaires avec lui afin que nous puissions quitter tranquillement ce village, il va aussi s'occuper du chef des voyous de mon village pour qu'il nous foute la paix. Comme ce voyou constitue une menace pour le DMK dont il fait partie aussi, j'ai cru comprendre qu'ils allaient se débrouiller pour le marginaliser afin de s'en débarrasser rapidement, car il m'a dit que toute plainte contre ce voyou rejaillirait sur Chanmugan et le DMK, ce qu'il faut éviter à tout prix, il a pris très au sérieux les éléments précis contenus dans ma plainte de cinq pages en me demandant de ne surtout pas la diffuser. Voilà. Il n'y a plus qu'à attendre !

Vous aurez remarqué que l'adversité et les problèmes au lieu de m'abattre ou me réduire à l'impuissance me stimulaient, j'ai la rage pour combattre sur tous les plans. Maintenant, je n'ai jamais eu la prétention de mettre à bas tout seul un système basé sur la corruption, on ne fait pas toujours ce que l'on veut, il n'y a que les petits-bourgeois pour penser le contraire, ce qui n'est pas mon cas, je le prouve ici.

Un petit mot politique avant de se quitter.

J'ai eu la flemme de rédiger un éditorial et comme celui du CCI-T me convenait, je l'ai adopté. Je regrette seulement qu'ils aient évacué le POI, ce qui n'est pas bien grave puique j'en parle ailleurs.

Je souhaite un bon week-end à tous les camarades.

Quelques dépêches en bref.

Une marchandise comme une autre.

"*On va être, dans la phase actuelle, beaucoup concentrés sur la première avance qui est versée pour chaque victime - environ 17.500 euros*", a déclaré le directeur général d'Air France, Pierre-Henri Gourgeon sur RTL. (Lepoint.fr 19.06)

Allez vous faire voir ailleurs...

Un porte-parole a indiqué vendredi que le groupe britannique de télécommunication BT avait demandé à ses employés de se porter volontaires pour des affectations d'au moins un mois dans d'autres groupes du même secteur.

... ou bossez gratuitement !

En début de semaine, British Airways avait demandé à ses employés d'accepter de travailler gratuitement ou de prendre des congés sans solde. La compagnie aérienne est également en discussions avec ses pilotes pour réduire leurs salaires. (Reuters 19.06)

Au fait, si vous avez la chance de partir en vacances, ne prenez pas l'avion pour une destination exotique dans un pays où la majorité de la population vit dans des conditions épouvantables, partez en camping à la campagne vous ferez des économies...

Ouvriers, travaillez... puis crevez !

'*On ne peut pas gagner chaque année un peu plus en espérance de vie et cesser de travailler de plus en plus tôt. C'est un*

vrai problème et tant que nous ne l'aurons pas résolu, les Français continueront d'être minés par l'angoisse qui, hélas, nous est si propre', a affirmé Laurence Parisot dans un entretien au Monde. (LeMonde.fr 19.06)

Sauf que ce sont les ouvriers qui crèvent le plus tôt ! Il est reconnu notamment aux Etats-Unis ou au Japon où il n'est pas rare de rencontrer des ouvriers travaillants au-delà de 60 ans, que dès qu'ils partent en retraite, ils ne leur restent en moyenne que quelques années à vivre, autrement dit, ils ont bossé et cotisé toute leur vie pour toucher une retraite dont ils ne verront jamais la couleur, une façon comme une autre, la plus cynique qui soit, de résoudre le problème des retraites.

Retour au 37,5 annuités, retraite entre 50 et 60 ans maximum, à bas le capitalisme !

La charrette du jour annoncée.

Air France-KLM envisage de l'ordre de 3.000 nouvelles suppressions de postes à travers des "*départs naturels*", déclare Pierre-Henri Gourgeon, directeur général de la première compagnie aérienne européenne. (Reuters 19.06)

On ne connaît pas les petites économies chez eux.

Les sénateurs américains ont adopté, jeudi 18 juin, une ligne de crédit de 100 milliards de dollars qui sera allouée au Fonds monétaire international (FMI). Cette mesure fait partie du dispositif arrêté au cours du G20 de Londres, le 2 avril, et destiné à tripler les réserves du Fonds afin de lui permettre d'aider les Etats en difficulté.

Au cours du même vote, le Sénat a approuvé la vente progressive de 403 tonnes d'or du Fonds. Cette opération permettra un triplement - à 8 milliards de dollars - des prêts accordés aux pays les plus pauvres et contribuera au rééquilibrage du budget du Fonds. (LeMonde.fr 19.06)

Ne cherchez pas qui décide de quoi au FMI, vous avez ici la réponse. Quant au reste, il s'agit bien de prêts, pas de dons, ensuite les pays pauvres incapables de rembourser à temps cette dette, se verront contraints de verser au FMI des intérêts un nombre de fois indéfini qui ne cesseront d'augmenter, jusqu'au jour où gracieusement les pays riches décideront de leur faire royalement cadeau du capital qu'ils auront remboursé en intérêts depuis belle lurette. Une façon de fair payer la crise aux plus pauvres, CQFD.

Ne cherchez pas non plus ce qui aurait changé depuis l'éclatement de la crise actuelle du capitalisme : rien, sinon qu'ils préparent déjà les conditions d'une crise économique et sociale encore plus considérable qui frappera comme toujours les plus pauvres à travers le monde. C'est le prix à payer de la survie du capitalisme, à visage humain bien sûr !

Le même scénario se reproduit dans tous les pays.

Le taux de chômage en Italie a augmenté au premier trimestre pour s'établir à 7,3%. Selon Paolo Mameli, de Intesa Sanpaolo, "*Nous nous attendons à de nouvelles hausses du chômage au cours des prochains trimestres, jusqu'à un pic à un peu plus de 9% début 2010*". (Reuters 19.06)

Le 21 juin

J'actualise le site seulement à 20h30 heure locale pour cause de travaux chez moi en attente depuis des mois, et puis avec 42° C depuis une semaine, plus la situation sociale et politique qui ne pousse pas à jouer les activistes, je ne vois pas pourquoi je me casserai la tête compte tenu que cela ne changera rien !

Je n'ai même pas allumé la télévision depuis deux semaines tellement cela me faisait chier d'entendre toujours la même chose. J'ai changé la parabole qui était complètement rouillée ce matin, je regarde les infos en vous écrivant, je suis pris de nausée au bout de deux minutes ! Vous aurez deviné que je suis de mauvaise humeur, je vous passe la suite de mes emmerdements. Bonne semaine à tous.

Le capitalisme tel qu'il est.

Vendredi l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)a confirmé que 1,02 milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité souffrent de la faim dans le monde atteignant ainsi un nouveau record. (AP 19.06)

Ce chiffre représente une hausse de 11% sur un an, apprend-on.

Ici, il n'est plus possible de trouver du riz en dessous de 14 roupies le kilo, alors qu'il avoisinait 10 roupies il y a un an. Pour éviter des émeutes de la faim, au Tamil Nadu, les autorités ont fixé le prix du kilo de riz disponible avec la "ration card", la carte de rationnement, à une roupie le kilo (1 euro = 63 roupies, 1 kilo de riz = 0,01 euro), la quantité mensuelle dépendant du niveau des revenus et de la composition de la famille.

Ma belle-mère par exemple, avec la retraite d'ancien combattant pour l'indépendance de l'Inde de son mari défunt, "freedom fighter" contre le Raj britannique, a le droit à 20 kilos de riz par mois à deux roupies, le prix étant différent à Pondichéry par rapport au Tamil Nadu. C'est ainsi que le Chief minister du Tamil Nadu (DMK) s'est fait réélire lors des dernières élections qui viennent d'avoir lieu, comme celui de Pondichéry (Congrès I). Ils subventionnent la misère qui permet de la maintenir par la même occasion, c'est ainsi que s'explique la relative stabilité politique en Inde et son arriération permanente qui profite en priorité aux classes possédantes.

Pour la petite histoire, des copains de mes beaux-frères nous en revendent des dizaines de kilos tous les mois qui servent à nourrir nos deux chiens notamment. Ils le touchent à une roupie et nous le revendent six. En fait ce riz est très bon, mon épouse en mange tous les jours et moi aussi quand je mange du riz, deux ou trois fois par mois pas plus, le reste du temps en bon Français qui se respecte, je suis abonné aux pommes de terre ou autres légumes.

En écrivant ces lignes, je demande à Magueswary pourquoi ces gens-là revendent ce riz et qu'est-ce qu'ils mangent sachant qu'ils mangent du riz tous les jours. Elle me répond qu'ils achètent du riz plus cher ! Bref, on profite de la connerie humaine, on aurait tort de se gêner, n'étant pas bien riches nous-mêmes, mais moins cons que la moyenne il faut croire, le mot conscience est inusité ici, vous excuserez ma vulgarité.

Il faut préciser que la "ration card" concerne tous les foyers et qu'un bon nombre ne déclarant pas leurs revenus réels du fait de l'économie informelle, certaines familles ont les moyens de se nourrir mieux et d'acheter du riz apparemment de meilleure qualité. C'est du snobisme, ce qui s'explique très bien dans un pays où seul le fric et le pouvoir compte, paraître est plus important que tout. Où va se fourrer l'état d'esprit petit-bourgeois, on n'est pas au bout de nos découvertes !

Et après cela vous voudriez prétendre maîtriser l'analyse de la situation sociale et politique d'un pays aussi différent de la France, franchement, un peu de modestie, s'il vous plaît, cela s'applique à moi également. Et attendez, il ne s'agit pas de cas isolés, même la femme qui travaillait chez nous, veuve avec trois gamines à charge, ne voulait pas manger ce riz, on aurait pu la croire pauvre !

Vous comprendrez mieux maintenant mes réticences à prendre pour argent comptant l'analyse de la situation sociale en France des différents partis politiques, il faut tout prendre en compte et pas seulement ce qui nous intéresse ou les apparences, sinon on raconte n'importe quoi et on embarque les militants dans une impasse politique comme c'est le cas depuis des lustres.

Toujours plus répressif.

Un décret publié samedi au Journal officiel déclare passible de contravention "le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifiée".

Il est précisé qu'il faudra, pour être puni, avoir agi ainsi "dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public".

"Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux manifestations conformes aux usages locaux ou lorsque la dissimulation du visage est justifiée par un motif légitime", précise le texte du décret. (Reuters 20.06)

Ceux qui voudront se camoufler n'auront qu'à porter une postiche, une moustache, des lunettes, un casque de motard ou une burqua !

Histoire de vaseq communiquants.

Michel Rollier, gérant du fabricant français de pneumatiques Michelin, confirme samedi que son groupe veut investir en Inde.

Prié de confirmer la somme d'un milliard d'euros d'investissements, il a dit "qu'une grosse usine, ce n'était pas loin de ça" et a évoqué environ 1.500 emplois créés...

Le groupe français a annoncé mercredi un plan de départs volontaires sur trois ans concernant 1.800 salariés en France. Dans les sites de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) et Noyelles-lès-Seclin (Nord), 1.093 postes seront supprimés. (Reuters 20.06)

En fait Michelin est déjà implanté en Inde par le biais de la sociéte RMF, je ne suis pas sûr du nom de la société implantée à une dizaine de kimomètres de Pondichéry, un de mes élèves à l'Alliance française y travaillait au début des années 2000, il m'avait

dit que sa boîte travaillait en partenariat avec Michelin et qu'il y avait des cadres français dans l'usine, d'où sa formation en français.

Etats-Unis.

Les instances de régulation américaines ont fermé vendredi la First National Bank d'Anthony, au Kansas, ce qui en fait la 40e banque américaine mise en faillite depuis le début de l'année. (Reuters 20.06)

Comme quoi la crise est terminée et l'horizon du capitalisme serein !

Le 23 juin

A propos du site.

Un camarade m'a dit que les dépêches, les infos économiques, sociales, internationales, etc. que je mettaiss en ligne ne l'intéressaient pas parce qu'il les trouvait lui-même sur le web. Du coup je me pose la question de continuer ou non cette rubrique qui me prend encore un temps considérable. J'attends vos réactions sur cette question. J'envisage de supprimer cette rubrique pour ne plus mettre en ligne que les textes que je reçois ainsi que les miens, en plus de la causerie. Je vais profiter de vos deux mois de congés chez vous en France pour réfléchir à la manière d'être plus utile encore aux militants dès le mois de septembre.

Vous comprendrez que je n'ai pas envie de pédaler dans le vide, je ne suis pas encore névrosé ou atteint à ce point. Comme tout le monde avec l'âge je fatigue d'une part, d'autre part, les nouvelles en provenance du vieux monde étant de pire en pire, à cela il faut ajouter mes emmerdes personnelles qui vont dans le même sens, cela commence à faire beaucoup pour les épaules d'un seul homme qui finalement ne peut compter sur aucun soutien en dehors de quelques camarades isolés dont 10.000 kms nous séparent. Sur le plan politique on n'a pas avancé d'un millimètre malgré la crise, mieux le mouvement ouvrier n'a cessé de régresser, il est toujours empétré dans ses divisions et des discussions théoriques coupées de la réalité, bref, c'est plutôt décourageant.

J'observe chaque jour un peu plus s'écrouler le monde autour de nous, je veux dire par là que les relations se dégradent comme jamais auparavant dans tous les domaines sans espoir d'une amélioration dans le futur, cela finit par atteindre un niveau insupportable, et ce n'est pas la lutte des classes qui pourrait nous apporter de bonnes nouvelles, sauf à se leurrer ou se tromper soi-même.

Mon travail politique est marginalisé pour ne pas dire sans intérêt, il ne peut déboucher sur rien et je n'en tire que peu de satisfactions. Insignifiant, superficiel, médiocre, misérable, tel est le monde dans lequel nous vivons. J'en suis à me demander comment on peut encore vivre dans un monde pareil sans réagir pour le changer, car c'est bien ce que l'on observe quotidiennement partout dans le monde.

Ici, la situation est mille fois pire qu'en France, si je vous la décrivais en détail, vous en seriez malades camarades. Deux exemples. L'employé qui est venu pour vérifier le banchement de notre nouvelle machine à laver est passé samedi soir à 20h30, et ceux qui ont monté la nouvelle parabole sont venus bosser dimanche matin sur les coup de 11h, etc. c'est complètement délirant, leur vie se réduit à bosser, bouffer et dormir, ils n'ont pas le choix. Et nous ne sommes pas dans un pays en guerre ! A côté de cela, je croise des Européens heureux d'être là pour lesquels l'anarchie qui règne dans ce pays est une aubaine, ils ne foutent rien, donnent des leçons aux Indiens, ils profitent de la vie comme si de rien n'était, pire, ils en tirent du profit et trouvent cela tout à fait normal.

Demain en France ils vont repousser l'âge du départ à la retraite et seule une minorité se mobilisera, l'affaire est entendue, Sarkozy peut même se permettre d'avancer son programme ultra réactionnaire sans prendre de précautions. Le niveau d'ignorance ou d'inconscience politique de la population est tel qu'il peut se permettre tout ce qu'il veut.

Notre seul espoir : qu'ils soient dans l'impossibilité de surmonter cette crise, qu'ils en sortent sans en sortir vraiment comme le démontrent explicitement les données des derniers jours et des dernières semaines. Encore faudrait-il qu'un parti politique s'emploie à aider les masses à le comprendre pour qu'elles se saisissent de la situation pour poser clairement la question du pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas non plus. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on s'en sorte ?

Ceux qui bouffent à tous les râteliers nous expliquent pour justifier leur politique opportuniste que l'on posera la question du pouvoir le moment venu, que l'on posera la question des moyens pour la résoudre le moment venu, bref qu'il serait urgent d'attendre on ne sait quoi, quelle ignorance ! en vérité, ils se leurrent ou trompent sciemment les travailleurs et militants.

Voici les derniers éléments que j'ai rassemblés qui montrent clairement que la crise est loin d'être terminée, on pourrait en ajouter beaucoup d'autres sur le plan économique.

1- Dans un entretien au journal Le Monde daté du 23 juin, le président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Didier Migaud (PS), estime que la France risque de se retrouver en 2012 "dans une situation pire qu'en 1997" sur le plan des finances et du chômage.

La sortie de crise sera lente. En 2010, les comptes publics pourraient empirer", dit-il. "Une purge terrible menacera les Français si la droite gagne les élections. Il sera alors difficile d'échapper à l'augmentation des impôts." (Reuters 22.06)

2- Après trois mois de rebond boursier entamé début mars, les marchés avaient été plutôt hésitants ces dernières semaines, ce qui, pour certains observateurs, ne présageait rien de bon.

3- Lundi, les investisseurs se sont demandés s'ils n'avaient pas anticipé trop rapidement la reprise économique.

4-"La reprise sera sans doute anémique par rapport aux normes d'après-guerre", commente Hugh Johnson, responsable de l'investissement chez Johnson Illington Advisors.

"La reprise de l'économie et des résultats des sociétés ne devrait pas être aussi forte que la hausse des cours depuis début mars l'a laissé entendre", ajoute-t-il. (Reuters 22.06)

5-Paris et les autres Bourses européennes ont chuté lundi alors que les doutes sur la sortie de crise se confirment et douchent la récente euphorie sur les marchés d'actions. (Reuters 22.06)

6- "La récession mondiale s'est aggravée", souligne l'organisation dans un rapport diffusé dimanche et intitulé "Global Development Finance 2009: Charting a Global Recovery" ((Financement du développement à l'échelle internationale 2009: tracer la voie de la reprise mondiale). (AP 22.06)

Bref, si l'on ajoute à cela la hausse continue du chômage et du chômage partiel, la situation économique et sociale devrait empirer dans les mois et années à venir, ce qui permet d'affirmer que la lutte de classe devrait repartir de plus belle.

7- Le chef de l'Etat s'est employé à dépasser le clivage droite-gauche et a invoqué l'héritage du Conseil national de la Résistance et des Trente glorieuses pour appeler la classe politique, les partenaires sociaux et la société civile à inventer la France de demain, tout en avouant son incapacité à déterminer dans le temps la sortie de crise. (Reuters 22.06)

Cet appel à l'unité nationale dans la voie du corporatisme montre à quel point le régime n'est pas aussi solide qu'il voudrait le faire croire, il indique aussi quelle stratégie l'avant-garde devrait adopter pour le combattre efficacement : rupture avec les institutions représentants les intérêts du capital, rupture avec le Medef et le patronat, rupture avec les appareils pourris des syndicats et des partis soit-disant ouvriers, combat classe contre classe sans le moindre compromis pour renverser le régime et le capitalisme, pour avancer sur la voie du socialisme.

Tout appel à l'unité avec ceux qui n'ont de cesse de supporter le régime ne peut être interprété que comme une trahison du combat de la classe ouvrière dont le seul objectif devrait être de liquider la Ve République et de prendre le pouvoir.

On pourrait ajouter un mot sur le parti. Nous sommes dans une période où la classe ouvrière est forcée de passer à l'offensive, elle devrait donc venir grossir les rangs des partis ouvriers, or rien de tel ne se produit mais bien plutôt le contraire.

Le POI et le NPA ont convaincu des milliers de travailleurs de les rejoindre en profitant des élections présidentielles et législatives. Ils devaient penser que ces partis pourraient jouer un rôle dans le cadre institutionnel, ne voyant rien venir, n'ayant pas les moyens d'inverser le cours des choses ni même de peser sur lui, certains d'entre eux ont déjà quitté ces partis.

Ensuite, dans la foulée de la crise qui s'amplifiait, certains ont rejoint ces partis en s'imaginant qu'ils pourraient mobiliser les masses où faire reculer Sarkozy, rien de tout cela ne se produisant, certains déçus de s'être faits des illusions ont quitté ces partis. De ce côté-là, la logique des partis passoires collant au mouvement spontané des masses a été entièrement respectée, rien de nouveau par rapport aux partis qu'ils ont remplacés. Normal compte tenu de l'objectif poursuivi par ces partis qui se refusent à se présenter comme des alternatives aux partis au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Adhérer à un parti qui combat pour prendre le pouvoir, pour organiser et porter la classe ouvrière au pouvoir, pour construire le socialisme, tels ne sont pas les objectifs du POI et du NPA, encore moins les autres formations. Gagner des militants lors d'une bataille pour un objectif à court terme, ne peut pas constituer une base sérieuse pour construire le parti, lorsque parallèlement l'objectif affiché du parti n'est pas de former des combattants révolutionnaires, lorsque la formation des nouveaux militants au marxisme n'est pas une priorité du parti, ces partis ne peuvent que passer leur temps à gagner et perdre des militants sans jamais les avoir véritablement gagnés au socialisme.

Il est vrai que le parti peut gagner des dizaines ou des centaines de milliers de militants dans une période d'effervescence de la lutte de classe et en perdre autant lorsque le mouvement ouvrier reflue, l'histoire du parti bolchevik en témoigne. A ceci près que le parti de Lénine ne ressemblait à aucun des partis qui existent aujourd'hui et qu'à aucun moment il avait fait disparaître de sa politique la question du combat pour la prise du pouvoir préparant lentement mais surement les masses à ce combat décisif. L'état d'esprit des masses s'était forgé au fil du temps nourri de la propagande révolutionnaire du parti bolchevik qui ne lui sera pas totalement étrangère le jour où l'heure sonna de passer à l'assaut pour abattre le tsarisme. Les masses russes furent imprégnées des enseignements du marxisme pour paraphraser Trotsky dans son Histoire de la révolution russe.

Il est sans doute difficile ou impossible de mesurer avec précision le travail en profondeur qu'avait produit sur l'état d'esprit des masses la propagande socialiste du parti bolchevik, c'est uniquement au cours du développement de la révolution que l'on a pu en comprendre toute l'importance. Le revirement des rapports entre les représentants des différents partis et les masses qui se produisit dans les soviets entre février et octobre 17, témoigne que les masses sans avoir adhéré au bolchevisme, savaient plus ou moins consciemment que ce parti combattrait jusqu'au bout pour vaincre le régime qu'il n'avait jamais été sur une autre ligne politique et que cela valait le coup de lui faire confiance une fois établi que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires n'étaient que de beaux parleurs tout juste bon à capituler au moment décisif.

C'est ce parti qui nous fait cruellement défaut, c'est cette propagande et cette formation de l'état d'esprit des masses qui fait cruellement défaut aux masses pour les aider à avancer dans la bonne direction.

Nous avons encore la possibilité de corriger le tir en nous regroupant tous ensemble dans le même parti, je parle des militants se revendiquant de la révolution socialiste, du marxisme et du léninisme, et qui sont aujourd'hui inorganisés ou éparpillés dans de nombreuses formations politiques. Tout est une question de volonté de la part de nos dirigeants ou responsables de prendre une telle initiative. Telle est leur responsabilité au plus haut degré pour aider la classe ouvrière à franchir une étape décisif dans son organisation et son combat pour vaincre le capitalisme synonyme de régressions sans fin et de barbarie. (A suivre)

Le contenu d'un article du 21 juin de l'agence Reuters rassemble la plupart des éléments de la situation en France.

S'agissant du report de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans : ""Les Français sont contre mais, en même temps, ça leur semble inéluctable", souligne le dirigeant de l'institut de sondage Ipsos Jean-François Doridot." Ce qui est plus qu'il ne "semble inéluctable", c'est pour la classe ouvrière de penser son avenir au-delà du capitalisme dans lequel les uns et les autres se sont employés à l'enfermer.

""La question est de savoir comment sera amenée cette réforme, qui ne peut pas être engagée sans des gages ou des contreparties dans d'autres domaines.""

En réalité, d'une part ces "gages" ou ces "contreparties" ne seront donnés qu'à une partie de la population qui assurera ainsi la stabilité du régime, d'autre part, ils pourront prendre en compte la pénibilité de certains métiers ou postes de travail pour revaloriser leur retraite par exemple et les dirigeants pourris des syndicats pourront dire que c'est une avancée sociale, mais comme ces travailleurs seront à l'article de la mort au moment de prendre leur retraite, ils n'en profiteront pas et auront été bernés jusqu'au bout.

""Il est beaucoup plus difficile de trouver de nouveaux horizons que de savoir avec qui conduire cette politique", admet un des proches de Sarkozy, en faisant allusion au prochain remaniement." Un euphémiqme, au soutien indéfectible du PS et ses alliés, des Verts, il pouvait ajouter celui des dirigeants des syndicats.

""La crise n'est pas finie et une sortie de crise est toujours compliquée et risquée", souligne pour sa part Pierre Giacometti, président de la société de conseil en stratégie et communication Giacometti, Peron et associés."

Dans la mesure où elle se traduit généralement par la reprise de l'inflation, la hausse des prix entraînant des revendications salariales, bref le risque porte un nom : la lutte de classe du prolétariat, celui-ci profitant du discours officiel sur la fin de la crise, entendant en profiter pour desserer la ceinture qui l'étouffe.

"Pour Jean-François Doridot, l'abstention massive des jeunes et des classes populaires aux européennes est un signe dont le chef de l'Etat devra tenir compte - "Ce n'est pas un danger au niveau politique mais c'est un danger au niveau social.""

Il a raison, en dehors de toute issue politique et la classe ouvrière étant entièrement subordonnée au capitalisme, ils n'ont pas grand chose à craindre sur le plan politique, aucun parti ne combattant pour le socialisme par ailleurs.

"Enfin, le front syndical paraît fissuré, après l'échec de la dernière journée de mobilisation contre la politique sociale et économique du gouvernement, le 13 juin."

Qu'il soit "fissuré" ou non ne change rien étant donné que l'unité des syndicats s'était réalisée sur une base pourrie, et Mailly n'est pas plus crédible que Thibault ou Chérèque.

Temps que le syndicalisme ne se recomposera pas sur une base de lutte de classe, ils peuvent dormir tranquille.

La question qui est posée au mouvement ouvrier à travers les prises de position de centaines de militants de la CGT, de FO, de la FSU notamment qui s'expriment régulièrement contre la politique réactionnaire des dirigeants et la collaboration de classes, ne serait-elle pas la constitution d'un syndicat ouvrier unifié renouant avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, pour en finir avec le capitalisme ? Quand je dis un syndicat ouvrier unifié, je pense à un syndicat qui regroupe travailleurs du privé et du public, ouvrier et intellectuel, et non une réunification des syndicats existants actuellement, qui, pour paraphraser ce que l'on dit du PS et du PCF pour justifier la construction du parti, sont passés définitivement de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages. C'est la seule solution que l'on n'a pas essayer...

Mais je ne vois pas comment on pourrait s'y prendre, puisque même sur le plan syndical les camarades n'arrivent pas à s'entendre et créent autant de collectifs ou comités regroupement des militants de plusieurs syndicats qu'il existe de tendances possible dans le mouvement ouvrier, autrement dit, ils reproduisent la division qui existe dans nos rangs, donc cela ne peut finalement pas servir à grand chose. L'amour propre mal placé n'est pas mieux que de ne pas en avoir. On en arrive à se demander s'il ne manque pas un dirigeant qui aurait le charisme et l'autorité nécessaire pour faire taire ces divisions insupportables pour que tous ces militants travaillent ensemble dans la même direction.

La hausse du SMIC et les réactions des réactionnaires qui dirigent les syndicats.

Troisième année sans "coup de pouce". Le SMIC sera revalorisé de 1,3% à compter du 1er juillet, soit la hausse légale annuelle, passant d'un montant brut horaire de 8,71 euros à 8,82 euros, a annoncé le gouvernement lundi. Le SMIC mensuel brut sera donc porté de 1.321,02 euros à 1.337,70 euros.

Pour la porte-parole de FO Marie-Alice Medeuf-Andrieux "C'est une déception, surtout dans ce contexte de crise économique", avant d'ajouter : "Nous attendons toujours que le président Sarkozy nous donne vraiment la preuve qu'il est le président du pouvoir d'achat".

Elle "attend" toujours quelque chose de Sarkozy !

Pour Laurence Laigo de la CFDT : "Nous considérons que la situation est telle qu'il faut maintenir le pouvoir d'achat pour relancer la consommation. Nous demandions donc un coup de pouce qui aurait dû aller jusqu'à 1%".

Elle réclamat 1% au nabot, 1% brut de 1.0312,02 : 10,31 euros par mois, 65 balles, vous êtes trop bonne ma princesse !

Pour le représentant de la CGC, Alain Lecanu, "dans le contexte actuel, un coup de pouce aurait été important à la condition qu'il y ait une répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires".

Une hausse de "1,3%, ça veut dire que les grands oubliés, ce sont les salariés les plus précaires, soit 3,5 millions de personnes", a expliqué de son côté Gabrielle Simon (CFTC). Et en outre pour elle, "s'il y a de plus en plus de salariés au SMIC, c'est qu'il n'y a pas de négociations salariales dans les branches".

Quant à la CGT, elle a une autre préoccupation en tête : la récession qui risque de transformer la crise économique en crise sociale débouchant sur une remise en cause du capitalisme : "Très concrètement", a renchéri Maryse Dumas (CGT), "onze centimes d'augmentation de l'heure c'est une journée entière de travail pour se payer une baguette de pain. Cette décision compromet la justice sociale et la possibilité pour notre pays de combattre la récession". (AP 22.06)

Sarkozy et le régime tels qu'ils sont : la réaction sur toute la ligne. A abattre !

Le président UMP de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a confirmé que le coût approximatif du Congrès convoqué ce lundi par Nicolas Sarkozy à Versailles, avoisinerait 400.000 euros.(Reuters 22.06)

"Nous ne laisserons pas un euro d'argent public gaspillé" a dit La Talonnette dans son discours du trône. (Reuters 22.06)

No comment !

Dans son discours, il a repris l'intégralité de son programme ultra réactionnaire de campagne électorale, tout y est passé. Et qu'en ont dit les dirigeants du PS, un parti fondamentalement ouvrier pour certains dirigeants du POI ?

La dirigeante socialiste Martine Aubry, qui n'étant pas parlementaire n'était pas à Versailles, a dénoncé "une absence de cap économique" de la part d'un président "dépassé par les enjeux". "Cela fait un peu 'pschitt' et "pschitt'", a ironisé Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée. (Reuters 22.06)

"J'estime que nous avons été convoqués pour entendre un catalogue de bonnes intentions (...) Aucune proposition concrère, c'est une mascarade!", dénonce la députée PS Elisabeth Guigou, après le discours de Nicolas Sarkozy au congrès de Versailles. (Lepost 22.06)

Bref, il n'aurait rien dit ce qui évite de ne pas être d'accord avec lui, donc de partager de fait sa politique, ce que les travailleurs savent pertinemment.

Le 25 juin

Unité sans principe : non merci on a déjà donné !

Buffet, Mélenchon ont participé au gouvernement Chirac-Jospin. Ils ont bien réalisé en leur temps l'unité avec le PS et l'UMP démontrant ainsi clairement dans quel camp ils se situaient, non ?

Dans un téléfim sur De Gaulle dont le dernier épisode était diffusé hier soir sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu le général-président dire que Michel Debré rêvait de liquider la moitié des Français et de mettre l'autre moitié en prison... Debré est souvent présenté comme le père fondateur de la Constitution de la Ve République, constitution antidémocratique et bonapartiste. Depuis 1958 elle a conservé intégralement ces qualités.

Tous les militants savent très bien ces choses-là ou devraient les connaître. Comment se fait-il qu'on puisse s'en accommoder ? Comment peut-on être amnésique à ce point ? Comment peut-on manquer à ce point-là de discernement ? Comment peut-on s'arranger ainsi avec les faits (l'histoire) pour leur faire dire ce que l'on veut en fonction de l'orientation du vent, on a envie de dire avec sa conscience ? De quels principes dès lors peut-on se revendiquer ? Comment peut-on participer à un gouvernement sous la Ve République sans cautionner au passage sa constitution antidémocratique et bonapartiste ? Impossible évidemment. On n'osera pas poser la question de savoir si cela est compatible avec la référence au socialisme, car cela serait déjà une remise en cause de nos principes, mettre le doigt dans l'engrenage, vous connaissez la suite.

Aujourd'hui, mais ce n'est pas nouveau, on voudrait nous faire croire que tout cela n'aurait pas vraiment d'importance, que rien n'aurait d'importance ou plutôt que tout se situerait au même niveau, l'idéalisme et le matérialisme ferait bon ménage, la notion de classe sociale n'aurait pas disparu mais devrait être pensée autrement, ce qui revient en fait à nier leur opposition fondamentale, bref la dialectique qui régit les rapports de tout ordre seraient supplantés par une sorte d'éclectisme ou tout se diluerait à l'infini, une façon comme une autre de tenter de forcer les limites du système capitalisme sans jamais y parvenir.

L'anarchie du capitalisme aurait engendré un nouveau mode de pensée tout aussi anarchique qui devrait faire office de référence.

Les dépêches en bref.

Le combat politique classe contre classe "jusqu'au bout".

Dans son discours devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, Nicolas Sarkozy a énuméré lundi une litanie de réformes déjà engagées ou envisagées, qu'il a dit vouloir mener "jusqu'au bout". (Reuters 24.06)

Comme on aimerait qu'il exista un parti ouvrier qui mena la lutte "jusqu'au bout" pour en finir avec le capitalisme.

Certainement pas le Npa qui a publié le 23 juin un article intitulé Les «Versaillais » sont de retour !, dans lequel on pouvait lire notamment : " Surtout, il ne suffit pas de remettre en cause les fauteurs de crise, « c'est aussi le moment ou jamais de nous remettre en cause nous-mêmes ».", reprenant à son compte l'argument des représentants du capital qui n'ont cessé d'affirmer depuis deux ans que la crise actuelle du capitalisme n'avait rien à voir avec ses fondements mais qu'elle était dûe uniquement à la cupidité excessive de l'aristocratie financière. Une façon comme une autre de ne pas remettre en cause le capitalisme tout en ayant l'air du contraire.

Et de conclure en gueulant dans leur entonnoir électrifié : "Les Versaillais passent à l'attaque, réveillons l'esprit de la Commune !", sans s'attaquer directement aux institutions de la Ve République, à l'Etat bourgeois ?

Ni les uns ni les autres ne veulent y venir, la spontanéité des masses en viendra bien à bout... jamais sans y avoir été préparé.

Trois petits tours et puis s'en vont.

Selon le New York Times, la procédure visant à forcer la banque suisse à dévoiler les identités de 52.000 citoyens américains fortunés soupçonnés d'évasion fiscale pourrait être abandonnée. (Reuters 23.06) Ouf !

Poker menteur.

Une vingtaine de pays de l'OCDE ont estimé mardi à Berlin que beaucoup reste à faire pour garantir le respect de ses normes en matière d'entraide fiscale par les paradis fiscaux et de demander la création d'un nouveau système de contrôle. (AP 23.06)

Il existe déjà un tas d'organismes ou de services consacrés au contrôle des activités financières. Ils en sont à créer des organismes de contrôle qui contrôlent ceux qui sont déjà sensés contrôler et cela ne suffit pas encore...

Vaut mieux ne pas "anticiper".

Le commerce mondial devrait enregistrer une contraction record de 10% en volume cette année, contre une chute de 9% prévue jusqu'à présent par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), prévient son directeur général, Pascal Lamy.

"C'est la situation et je crains que mes chiffres sur le commerce ne permettent d'anticiper aucune bonne nouvelle", a déclaré Pascal Lamy à Reuters Television. (Reuters 24.06)

Quelle victoire ?

On peut lire dans un article de Libération du 23 au soir sur Internet : "Loin du remaniement a minima, scénario qui avait été le plus fréquemment évoqué ces dernières semaines, Nicolas Sarkozy, pourtant conforté par la victoire de son camp aux européennes du 7 juin, a opté pour une réorganisation de plus grande envergure."

Il a resséré les boulons en prévision des difficultés sociales et politiques qu'il va devoir affronter à court terme. Si l'UMP était sorti "vainqueur" des élections du 7 juin, un tel remaniement n'aurait pas été nécessaire, CQFD.

Apprendre pour comprendre : un luxe pour le capitalisme pourrissant.

Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux en 2010 provoquera la suppression de 16.000 postes dans l'Education nationale, croit savoir le journal Les Echos.

En 2008 puis 2009, 11.200 et 13.500 postes avaient été supprimés dans l'Education nationale. (Reuters 23.06)

Psychose organisée.

Le nombre de sujets consacrés aux catastrophes, aux faits divers et aux drames, individuels ou collectifs, ne cesse d'augmenter dans les journaux télévisés des grandes chaînes, selon l'étude mensuelle de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) sur les contenus des journaux. (jeanmarcmorandini.com)

Le PS un parti bourgeois ?

Au-delà du projet, le premier secrétaire réaffirme sa volonté de construire une "Maison commune de toute la gauche".

Elle s'adresse aux partis de gauche "socialistes, écologistes, communistes, républicains ou citoyens" mais pas aux partis anticapitalistes. (Reuters 23.06)

Aubry dit que le PS est un parti de gauche capitaliste tout comme les partis auxquels elle fait référence et avec lesquels le PS est prêt à s'allier, merci madame de n'avoir oublié personne. Si elle le dit, on ne va pas la contredire pour une fois.

Le flic-président a annoncé un plan de construction de 5 000 places de prison supplémentaires.

Ces nouveaux investissements s'ajoutent à l'actuel plan de construction de 13 200 places décidé en 2002 et qui devrait aboutir d'ici à 2012. Une fois le plan annoncé achevé, la France aura doublé ses capacités pénitentiaires depuis 1987.

Il y a actuellement 63 000 détenus dans les prisons françaises pour une capacité de 53 000 places. A l'horizon 2017, la France devrait avoir près de 70 000 places.

'Comment peut-on parler de justice quand il y a 82 000 peines non exécutées parce qu'il n'y a pas assez de places dans les prisons ?', s'est interrogé le président, faisant référence à un rapport non public de l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ), qui porte principalement sur la non-exécution de condamnations à de courtes peines. (Lemonde.fr 23.06)

Le traître-mot.

Le président et le chef du gouvernement recevront le 1er juillet les partenaires sociaux pour discuter des modalités de l'emprunt, qui fera l'objet d'un débat de trois mois avant la fixation de son montant.

"Notre idée, c'est de solliciter les Français, en tout cas pour une part, parce qu'au fond, derrière cet emprunt, il y a l'idée d'associer la Nation à cet effort", a expliqué François Fillon.

"Face à la crise que l'on rencontre, le maître-mot c'est l'unité nationale", a-t-il souligné. (Reuters 24.06)

Le 26 juin

Vous trouverez à la suite la causerie d'hier que je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne.

Egalité, justice, de quel monde parlez-vous ?

Bernard Madoff ne se verra pas intimer l'ordre de rembourser les personnes qu'il a floué lors de sa condamnation la semaine prochaine, a indiqué un juge mercredi, arguant de la complexité du montage financier. (AP 25.06)

Le milliardaire texan R. Allen Stanford pourrait être libéré en échange d'une caution de 500.000 dollars, a indiqué jeudi un juge du Texas. (AP 26.06)

Leur monde tient en un seul mot : fric !

54.100 chômeurs de plus en mai en France.

Le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a connu une hausse de 1,5% en mai, soit 36.400 demandeurs d'emploi supplémentaires, a annoncé Bercy jeudi dans un communiqué. Sur un an, la hausse est de 26,4%.

En comptant les personnes en activité réduite (plus ou moins 78 heures dans le mois précédent) mais tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, la hausse atteint 54.100 personnes en mai en France métropolitaine. (AP 25.06)

La République démocratique française, l'Etat : un vulgaire trafiquant d'armes !

L'ancien ministre de la Défense Charles Millon affirme jeudi dans "Paris-Match" avoir bloqué à la demande de Jacques Chirac le versement de commissions liées à des ventes d'armes.

L'arrêt du versement de commissions par la France en marge d'un contrat de vente de trois sous-marins au Pakistan aurait pu pousser les bénéficiaires à se venger en organisant l'attentat qui a coûté la vie à 11 membres de la Direction des constructions navales (DCN) en mai 2002 à Karachi (Pakistan), selon une hypothèse jugée sérieuse par les deux juges d'instruction saisis de ce dossier. (AP 25.06)

Etats-Unis.

Le produit intérieur brut a diminué de 5,5% en rythme annualisé au premier trimestre, après avoir reculé de 6,3% au quatrième trimestre 2008 et de 0,5% au précédent.

Frappés par la chute du commerce mondial, les exportations américaines ont diminué de 30,6% au premier trimestre, soit la baisse la plus marquée en 40 ans. Les importations baissent de 36,4% sur la même période, leur plus fort recul depuis l'été 1947. (Reuters 26.06)

Trop payés, corrompus par le capitalisme !

British Airways a annoncé jeudi que près de 7.000 de ses 40.000 avaient répondu positivement à sa demande de baisses de salaires et de concessions sociales afin de réduire les frais de la compagnie aérienne, en grandes difficultés financières. (AP 25.06)

Voilà qui demanderait de la part des partis ouvriers une analyse un peu plus sérieuse de la situation sociale et politique, vous ne trouvez pas ? Ce qui vient de se passer chez British Airways ne serait-il pas révélateur d'une situation sociale et d'un état d'esprit plus général ?

Ceux qui sont prompts à nous expliquer que le mouvement ouvrier et la classe ouvrière serait revenus un siècle en arrière sur le plan politique, feraient bien de nous fournir les éléments objectifs qui permettraient d'établir pourquoi une telle régression aurait pu se produire , au-delà de la seule explication de la disparition de l'URSS qui ne suffit semble-t-il pas à tout expliquer. Pour ma part, je rejette l'argument qui consiste à tout faire reporter sur cet unique élément, je pense au contraire que c'est la politique de collaboration de classes mises en oeuvre depuis beaucoup plus longtemps, au-delà des deux dernières décennies en remontant à l'après-guerre, qui est responsable de la subordination croissante de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier au capitalisme.

Ce qu'on nous a présenté comme une amélioration du sort de la classe ouvrière, en dehors de toute perspective politique, s'est traduit par la décomposition politique du mouvement ouvrier, qui s'est avéré mûr dès le début des années 90 pour basculer dans le corporatisme et justifier son abandon du combat pour le socialisme et en finir avec le capitalisme.

Pendant des décennies, au lieu de mobiliser la classe pour obtenir des améliorations de sa condition, syndicats et partis se sont entendus pour favoriser les négociations avec les différents gouvernements et le patronat, rompant avec la méthode de lutte de classe indépendante de la classe ouvrière, du coup, les travailleurs se retrouvaient privés des enseignements de leurs propres expériences de combat de classe qui étaient nécessaires pour aller de l'avant et avancer sur le terrain politique...

La grève et l'occupation d'usines portent en germe la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, y substituer la négociation c'était fidéliser pour de longues années les esclaves à leurs maîtres, les enchaîner plus surement au capitalisme. Ils ont en quelque sorte dépolitiser la classe ouvrière pour finalement la livrer à ses bourreaux totalement désarmée théoriquement et politiquement.

Il ne faut donc pas s'étonner de ce qui se passe chez British Airways ou Hertz en France par exemple, les patrons et actionnaires semblent indispensables aux travailleurs, tout a été fait minutieusement pour qu'il en soit ainsi. On comprendra aussi pourquoi les partis ouvriers ne tiennent pas à analyser la place de l'aristocratie ouvrière, les modifications intervenues au sein de la société, dans les différents secteurs d'activité économique, la répartition et le niveau des revenus par couches sociales, et les conséquences dramatiques de la politique réformiste à laquelle ils ont tous adhéré à des degrés divers sans exception.

Pour finir, ce qui se passe chez British Airways ne vous fait-il pas penser à certaines de mes causeries dans lesquelles je mettais en doute la situation sociale telle qu'on nous la présente habituellement ? Aurais-je eu raison une fois de plus contre mes détracteurs dont les analyses auraient été fausses depuis des lustres ?

Dans mon village de pécheurs qui ressemble davantage à un repère de voyous en tous genres, par des moyens illicites, principalement par le biais de la corruption et du vol, sans que leur état d'esprit n'ait évolué d'un millimètre, ils sont passés d'une situation d'indigence ou de pauvreté relative à une situation d'opulence, au point que plus personne ne pèche plus dans ce village, ils ont même revendu une partie de leurs bateaux.

Du coup, avec cet argent qui leur est tombé du ciel, une rente à vie en fait, c'est à ce niveau que cela se situe leur enrichissement soudain, ils passent leur temps à ne rien foutre, les journées sont longues, ils font chier tout le monde pour s'occuper, le reste du temps ils picolent comme jamais. Ils étaient déjà habitués à se soûler la gueule une bonne partie du temps, mais de manière limitée par manque d'argent et parce qu'ils devaient être en état d'aller pécher le lendemain matin ou dans la nuit, ces obstacles étant levés dorénavant certains sont déjà dans un état pitoyable, le visage boursouflé, le blanc des yeux ayant viré au jaune ou au brun clair, ils vont en crever. On aurait pu croire que leur situation allait s'améliorer, qu'ils allaient progresser, en fait c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Voilà un des fabuleux miracles de l'amélioration des conditions ouvrières par une autre voie que la lutte de classe. Ces pécheurs appartiennent au même monde que moi, donc leur situation m'attriste évidemment. Je ne vous ai pas parlé de leurs épouses qui ont pris 20 ou 30 kilos en moins de deux ans et qui sont devenus méconnaissables. Elles ont même du personnel de maison pour balayer ou laver leur linge, il ne leur reste plus qu'à bouffer et engraisser sur place, tomber malade et ne rien comprendre à ce qui leur arrive. Dites-moi, leur dépendance au capitalisme a-t-elle diminué ou augmenté.

Pour moi la conclusion est simple, c'est une gande partie des exploités qui aujourd'hui dans des pays comme la France se retrouvent dans la même situation.

Les dernières charrettes.

Le groupe informatique Hewlett-Packard a annoncé jeudi la suppression de 540 postes supplémentaires en France.

La société de gardiennage Néo Sécurité, anciennement G4S, a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévoyant 798 suppressions de postes via des licenciements économiques.

Arkema annonce jeudi un projet de restructuration de sa filière méthacrylique passant par la cessation de certaines activités de son site de Carling (Moselle) et par la réduction des activités de verre acrylique de son usine de Bernouville (Eure). Cette restructuration entraînera la suppression de 239 postes, précise le groupe chimique dans un communiqué.

Corus, deuxième sidérurgiste européen et filiale de l'indien Tata Steel, a annoncé jeudi prévoir de supprimer 1.922 postes supplémentaires en Grande-Bretagne et 123 autres aux Pays-Bas.

Le 27 juin

Le cadavre puant du stalinisme n'en finit pas de crever.

Les nervis de la CGT cagoulés et armés, secondés par les CRS, procèdent à l'évacuation des travailleurs sans-papiers de l'annexe de la Bourse du travail de Paris (rue Charlot).

Cette action des nervis de la CGT a semé trouble et indignation chez les militants.

A une autre époque, leurs maîtres à penser dénonçaient les sociaux-démocrates aux nazis en Allemagne, les trotskistes en France ou en Italie, quand ils n'avaient pas l'occasion de les éliminer eux-mêmes, comme ce fut le cas de Trotsky notamment. Les staliniens collaborènt ouvertement avec le régime nazy et celui de Vichy, ce sont des choses que l'on ne peut pas oublier.

Les sociaux-démocrates de leur côté ont abattu Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1919.

Quand vous réclamez un gouvernement des partis ouvriers comprenant le PS et le PCF notamment, vous demandez que cette pourriture vienne au pouvoir, eh oui, c'est aussi grotesque que cela. Vous imaginez un instant à quelle vermine vous voulez livrer la classe ouvrière et son destin ?

Il en est de même avec les syndicats qui sont controlés par la même saloperie infâme.

C'est avec ces gens-là que voulez discuter et faire l'unité ?

C'est quand même étonnant que personne ne se pose la question de savoir s'il n'y aurait pas mieux à faire que de cavaler après cette pourriture qui est toujours prête à vous planter un couteau dans le dos, non ?

La situation, la crise du capitalisme, les revendications immédiates des travailleurs, le programme de la révolution socialiste, cela ne suffit-il pas pour mener un combat de classe révolutionnaire dans les syndicats ou sur le plan politique ?

Un mot personnel.

Je vous laisse je dois aller à une autre crémation, et j'ai rendez-vous dans 3 heures avec un inspecteur de la brigade criminelle qui semble enfin disposer à régler mon problème avec les voyous de mon village. Et mon épouse repart en France lundi soir pour 6 mois.

Bon week-end à tous.

Le 29 juin

Ils marchent sur Paris !

La Marche des fiertés (ex-Gay Pride) rassemblait samedi après-midi entre 200.000 personnes, selon la police, et 700.000 personnes, selon les organisateurs, entre Montparnasse et la place de la Bastille à Paris. (AP 27.06)

No comment !

Difficile de mobiliser sans issue politique.

Plus de 1.500 personnes ont manifesté samedi à Pointe-à-Pitre à l'appel du collectif LKP au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy en Guadeloupe qui n'a, selon elles, apporté "aucune réponse". (Reuters 27.06)

48,88% d'abstention au second tour de l'élection municipale à Perpignan.

Jean-Paul Alduy (UMP) a été réélu avec 53,54% des suffrages exprimés, après qu'en mars 2008 le Conseil d'Etat avait invalidé son élection pour fraude électorale.

La liste PS-PC-MRG, a remporté 33,08% des suffrages tandis que le troisième candidat à cette élection triangulaire, Jean Codognès, (Verts-Modem), recueillait 13,38% des voix. (Reuters 28.06)

Jean-Paul Alduy a donc été élu maire avec 25,97% des électeurs inscrits, et l'intéressé de déclarer "je ne peux que m'en féliciter".

Ils préparent le terrain...

"Il s'agit d'évaluer les résultats des réformes successives qui ont été conduites depuis maintenant une quinzaine d'années (...) et de voir ensemble si l'allongement de la durée de cotisation est suffisant pour convaincre nos concitoyens de rester plus longtemps au travail", a déclaré François Fillon lors d'une réunion des cadres de l'UMP, à Paris.

"Car il n'y a pas d'autre solution pour sauver nos régimes de retraite que de travailler plus longtemps, alors même que la vie s'allonge. Si ça n'est pas le cas, alors il faudra débattre ensemble de la question de l'âge légal de la retraite", a-t-il ajouté.

... mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France, 75% des sondés se disent inquiets, dont 30% très inquiets, mais seuls 38% sont pour allonger la durée de cotisation, 36% pour reculer l'âge légal de la retraite, 26% pour augmenter les cotisations et 9% pour diminuer les pensions.

Seuls les plus de 65 ans sont favorables à l'allongement de la durée de cotisation (60%) et au recul de l'âge légal (57%), deux mesures qui ne les toucheraient pas, contrairement à une baisse des pensions, à laquelle 87% d'entre eux sont opposés.

Cette option est rejetée par les Français de tous âges (91%). (Reuters 27.06)

No comment pour rester correct ! On a ici un indice intéressant sur l'état d'esprit des masses, leur niveau d'inconscience faudrait-il dire, comment elles fonctionnement psychologiquement et politiquement.

On profite des avantages sociaux qui existent, on ne se pose surtout pas de questions sur leur origine, et quand ils sont remis en cause, on se dit : quoi, comment, etc. mais il est trop tard la plupart du temps pour comprendre ce qui se passe réellement qui a été préparé de longue date au sommet de l'Etat et dans les partis politiques. Au mieux on se bat pour une cause qui nous concerne directement, le reste on s'en fout complètement : je suis jeune ou déjà retraité : l'âge du départ à la retraite : ce n'est pas ou plus mon problème ; je suis en bonne santé et je n'ai jamais mis les pied dans un hôpital, donc la politique de santé du gouvernement je m'en tape ; je suis un citoyen modèle qui n'a jamais eu à faire avec la justice, alors la suppression du juge d'instruction et de nombreux tribunaux ne me concernent pas ; ce qui se passe en Iran, en Somalie ou en Colombie, c'est si loin vous savez, excusez-moi, je ne me sens pas concerné, etc., etc. Et c'est pour tout ainsi que réagit l'immense majorité de la population, il ne faut pas se le cacher. On va jusqu'à se foutre de ce qui se passe chez notre voisin au chômage ou dans la merde, tandis qu'on va s'attendrir la larme à l'oeil sur le sort d'un enfant indien qui travaille. Les méfaits du capitalisme sont dégueulasses quand ils se produisent à l'autre bout du monde, mais quand ils ont lieu sous nos yeux on ne les reconnaît pas ou l'on ne réagit pas, ils tomberaient sous le coup de la fatalité.

A cause du vieillissement de la population et du déséquilibre entre actifs et retraités, il faut travailler plus longtemps, argument fatal que l'on trouvera normal en système capitaliste, parce que l'on n'a pas de conscience de classe ou qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme. Là on est resté sur le terrain politique, mais le genre de paradoxes que j'ai évoqué plus haut s'étend à bien d'autres domaines. Participer à un comité de quartier par exemple, cela permet de rencontrer des gens, pourquoi pas de s'entre-aider, de se faire des amis, oui c'est bien mais si c'est pour discuter avec des gens qui sont comme nous,

on va toujours parler de la même chose, cela ne nous sortira pas de notre grisaille quotidienne, alors qu'un petit malien ou sri-lankais, c'est plus exotique, c'est mystérieux on ignore tout de lui, et puis on est tellement différent, c'est exitant quelque part, etc. Sauf qu'en réalité, ils ont la même vie de merde que vous... à l'autre bout du monde !

L'être humain est ainsi fait qu'il attend d'être acculé pour commencer à se dire qu'il faudrait peut-être faire un jour quelque chose. Il rechigne à penser par lui-même, on l'a tellement habitué à vivre la démocratie par procuration en allant voter une fois tous les cinq ans par exemple. Son sort est tellement peu lié aux décisions qu'il prend, et ses aspirations sont si rarement prises en compte, qu'il a pris l'habitude de s'asseoir dessus et de se résigner à cette espèce de fatalité. A défaut d'une perspective au-delà du capitalisme qui pourrait le tirer en avant, il baigne dans une cruelle ignorance qui fait son malheur.

On interprète avantageusement chaque expérience que nous faisons, notamment sur le plan politique, alors qu'en réalité, bien peu sont réellement capables d'en tirer un enseignement. Il en va ainsi aussi de la lecture. Ce sont les rapports qui ont déterminé cette expérience qui doivent être soigneusement analysés. Pour définir la nature de ces rapports, il faut déjà avoir appris à les reconnaître. On doit saisir la réalité dans son dynamisme au lieu de constater les choses comme si elles étaient figées ou tombaient du ciel. C'est l'art de maîtriser la dialectique que l'on doit enseigner aux masses à travers leurs propres expériences pour qu'elles puissent également l'appliquer sur le plan politique. C'est ainsi que l'on peut faire le lien entre l'agonie du capitalisme, la situation actuelle des masses, et la nécessité de passer au socialisme.

Les mots d'ordre et l'agitation peuvent favoriser la mobilisation des masses, la propagande peut les aider à saisir la situation, mais je ne suis pas sûr que cela suffise pour faire progresser leur niveau de conscience politique qui requiert un long et dur combat contre l'inertie de l'histoire qui tend à les tirer constamment en arrière ou à leur faire lâcher prise au premier obstacle rencontré. Pour développer une telle détermination, il faut qu'un espoir aussi puissant existe, qu'il est possible et nécessaire de changer le monde, que l'on sente sans le comprendre au début qu'on en a les moyens, que c'est légitime, qu'il n'y a finalement pas d'autre voie pour donner un sens à notre vie, pour en être digne.

C'est le refus de ce qu'on appelle le conformisme (l'ordre en vigueur) que la société nous impose, qui fait de la jeunesse qu'elle soit révolutionnaire. Elle est portée par un idéal d'égalité et de justice que les institutions bafouent quotidiennement. Si on ne lui donne pas les moyens de comprendre le lien qui existe entre les inégalités et les injustices avec la nature sociale des institutions et de l'Etat, elle va droit dans le mur ou sombre dans l'anarchisme ou pire encore. Bien des jeunes sont des révoltés permanents, cela n'en fait pas forcément des révolutionnaires conscients. Au-delà d'expériences pratiques, de conditions objectives favorables, il est indispensable d'élever le niveau de conscience politique général des masses pour espérer qu'un jour elles s'emparent du pouvoir. Le génie de Marx, Engels et Lénine, c'est d'avoir été capable de développer le matérialisme dialectique dans tous les domaines sans s'arrêter à la politique ou l'économie, la simple lecture d'Anti-Dühring et de Matérialisme et empiriocriticisme suffit à le prouver. Ce n'est pas un hasard s'ils ont réussi à rallier au prolétariat et au parti une partie de la petite-bourgeoisie, au marxisme, à la révolution, au socialisme, ce que nous sommes totalement incapables de faire aujourd'hui, alors que démontrer la faillite du capitalisme à un intellectuel n'est pas vraiment sorcier aujourd'hui. (A suivre)

Le 30 juin

Rien à dire ou presque, je suis épuisé. J'ai mis en ligne au mois de juin toutes les contributions que j'ai reçues. La plupart étaient à caractère syndicale, de nombreux camarades tentant comme ils peuvent de contourner l'obstacle des appareils ou de faire pression sur eux, mais à mon avis ils se leurrent.

C'est en commençant par élever le niveau de conscience politique des masses qu'il sera ensuite possible de briser la politique réactionnaire des appareils, quand leur combat sera orienté dans une perspective politique correcte et lorsqu'elles auront commencé à se réapproprier le socialisme, autrement dit, lorsqu'elles auront à nouveau repris l'espoir que vaincre le capitalisme est possible par leur combat révolutionnaire. C'est en menant résolument le combat quotidien contre le capitalisme que nous les aiderons à en comprendre les fondements et sa raison d'être, pour en arriver à la conclusion que c'est nécessaire de le liquider et de passer au socialisme.

Il est clair que les masses ne comprennent pas encore que le capitalisme est synonyme de barbarie ou y conduit infailliblement. Aussi longtemps qu'elles ne l'auront pas compris, les appareils pourront continuer de les manoeuvrer quoique vous fassiez ou leur disiez. Pour la majorité des travailleurs, ce que vous dites est sans doute juste, comme ce que disent les appareils n'est pas totalement faux, les uns et les autres avançant des arguments qui ne s'inscrivent dans aucune perspective politique, il ne peut donc pas en être autrement dans ces conditions.

La priorité est d'aider les masses à rompre avec le capitalisme, alors qu'il dicte leurs faits et gestes quotidiens, toute la difficulté est là et pas ailleurs. Dénoncer les actes de barbarie du capitalisme ne suffit pas, dénoncer les conséquences de la crise du capitalisme qui s'abattent sur la classe ouvrière non plus, elles peuvent en arriver à la conclusion que la société capitaliste est devenue irrespirable, mais si elles n'arrivent pas à se faire une idée assez précise de ce qui pourrait le remplacer, elles ne tirent aucun enseignement de leurs mobilisations et leur mouvement reflue dangereusement à l'étape suivante, quand elles ne sombrent

pas dans le désespoir. Si leur mobilisation s'inscrivait dans une perspective révolutionnaire et que chaque combat était relié à l'objectif final du combat du mouvement ouvrier, leur conscience de classe pourrait mûrir rapidement. Aujourd'hui l'on combat pour une revendication, puis une autre, et encore une autre, etc. sans orientation politique précise, sans objectif général, qui ne peut être que l'émancipation de l'exploitation capitaliste.

Oui il faut éduquer politiquement les masses et la jeunesse, à ne pas confondre avec leur dicter un comportement particulier. Sans adhésion au socialisme, aucun progrès sérieux n'est envisageable. Plus que jamais, les masses n'ont pas seulement besoin de savoir ce qu'elles ne veulent plus, elles ont besoin de savoir ce qu'elles veulent, avec plus d'acuité qu'autrefois parce que la société a évolué. (A suivre)

Je mettrai quelques dépêches en ligne demain.

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

---

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

---

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries juillet 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Un mot personnel.

Je me retrouve une nouvelle fois tout seul, Magueswary a rejoint Aubagne... en chaise roulante ! En fait, c'est seulement à l'aéroport de Chennai, de Bruxelles et Marseille qu'elle en a eu besoin avant de monter dans un taxi pour rentrer chez elle. Parce qu'elle était trop faible pour parcourir les longs couloirs des aéroports avec son sac sans prendre le risque d'une chute de tension. Elle m'a téléphoné et elle est bien arrivée c'est l'essentiel.

A part cela j'ai rendez-vous demain matin avec l'adjoint du Consul de France à Pondichéry qui m'a dit au téléphone qu'il allait intervenir par courrier auprès des autorités indiennes en relation avec mes problèmes. Il m'a appris qu'un Français avait été assassiné le mois dernier à quelques kilomètres de chez nous, cela ne me refroidit pas.

J'ai bien compris à quoi j'ai à faire, à la corruption organisée au plus haut niveau : le chef du district est du DMK, comme le Chief minister du Tamil Nadu, le chef de mon village qui est un véritable voyou est aussi au DMK, il figurait sur toutes les affiches lors des dernières élections, la police obéit au DMK qui l'a acheté, donc quand je porte plainte à la police contre le chef de mon village, c'est comme si je portais plainte contre le DMK.

L'Inde une démocratie paraît-il ? Il faut vraiment ne pas avoir grand chose dans la cervelle pour soutenir une affirmation pareille.

Sinon, hier j'ai envoyé trois lettres recommandées avec accusé de réception au fonctionnaire qui refuse de me donner le papier que je lui demande, à son chef et à l'équivalent du préfet, en les informant que nous déposerons plainte pour rétention de document administratif et corruption de fonctionnaire si nous n'obtenons pas satisfaction sous huitaine, la lettre a été rédigée par mon avocat.

J'ose à peine vous souhaiter bonnes vacances sachant que plus de 50% d'entre nous en seront privés.

Ce qui change au 1er juillet. (source : La Tribune 01.07)

Le Smic augmente de 1,3% en juillet. Il est porté de 8,71 euros brut de l'heure à 8,82 euros (6,93 euros net). Pour 35 heures mensuelles, le salaire passe ainsi de 1321,02 à 1337,70 euros brut (1051 euros net environ).

Les fonctionnaires verront leur point d'indice revalorisé de 0,5%.

Les allocations chômage augmentent de 1%. En revanche, les cotisations chômage ne baisseront pas comme cela avait été

envisagé par les partenaires sociaux.

Les tarifs des trains Intercités, Corail, Téoz et Trains Express Régionaux (TER) vont augmenter à partir du 1er juillet de 3,4% en moyenne.

Les tarifs de transport public en Ile-de-France seront relevés de 2% en moyenne.

Les forfaits Carte Orange-Navigo vont tous être augmentés de 1,50 euro, quel que soit le nombre de zones. Le carnet de 10 tickets 't+"passera de 11,40 euros à 11,60 euros.

Une hausse des tarifs d'EDF est probable, mais en août.

Comparez la hausse du Smic et de la valeur du point des fonctionnaires avec celui celle des prix, du simple au double, au triple ou davantage.

Quelque dépêches.

En plus ils sont lâches !

Les députés ont adopté par 43 voix - sur 43 votants - la proposition de loi de Christian Estrosi (UMP) visant à réprimer les bandes violentes, un texte jugé par la gauche dangereux pour les libertés.

Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) n'ont pas participé au scrutin pour protester contre le refus d'une demande suspension de séance. Ils voulaient initialement voter contre. (Reuters 30.06)

Des chômeurs dont on ne parlent pas beaucoup.

Alors que le chômage progresse de manière continue depuis plus d'un an, l'emploi intérimaire a connu un nouvel effondrement au premier trimestre 2009, avec une baisse du nombre de postes de 15,6%, soit 80.800 emplois en moins, par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres diffusés mardi par Bercy.

La DARES avait déjà enregistré "une baisse (...) exceptionnelle au quatrième trimestre 2008", avec la suppression de 79.500 postes d'intérimaires (-13,3%).

Selon Bercy, c'est le secteur industriel qui est le plus touché avec 23% des postes d'intérimaires supprimés dans ce seul secteur. "En un an, ce sont près de la moitié des emplois intérimaires dans l'industrie qui ont été supprimés", souligne la DARES. (AP 30.06)

Travailler le dimanche, pourquoi, la réponse de La Talonnette.

"Est-ce qu'il est normal que le dimanche, quand Mme Obama veut avec ses filles visiter les magasins parisiens, je doive passer un coup de téléphone pour les faire ouvrir?", a demandé le chef de l'Etat lors d'un déplacement dans le quartier d'affaires de La Défense. (AP 30.06)

La "modernité" version UMP.

Le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre a estimé samedi 27 juin sur LCI que le fait de permettre aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux allait "dans le sens de la modernité" et que l'"on y reviendra". (AFP 27.06)

Les nouvelles charrettes.

Club Méditerranée annonce un projet de fermeture de son centre de conférences et de loisirs parisien, Club Med World Paris, ce qui devrait entraîner la suppression d'une centaine d'emplois.

Le groupe américain Manitowoc Cranes, leader mondial des équipements de levage pour l'industrie du BTP, annonce la suppression de 560 postes en Europe, dont 181 en France, d'ici fin 2009.

Accor (2.300 salariés) a annoncé mardi envisager de supprimer 10% des effectifs de ses sièges en France.

Des lendemains qui chantent.

"Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire", a déclaré samedi Mario Draghi, président du Conseil de stabilité financière (CSF) et également membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne et gouverneur de la Banque d'Italie.

Les banques montrent aussi des signes d'un retour à des recrutements offensifs et à de grosses primes, faisant craindre que les leçons de la pire crise des marchés depuis la Grande dépression des années 1930 n'aient pas été apprises. (Reuters 28.06)

Juste ce qu'il faut.

La Commission européenne a autorisé vendredi le gouvernement irlandais à procéder à une recapitalisation d'urgence de la banque Anglo Irish à hauteur de 4 milliards d'euros. (Reuters 26.06)

Pourquoi ne pas en finir une bonne fois pour toute...

Le chef des services audiovisuels du Centre de convention international de Barcelone a fait appel à un Colombien qui a tué le directeur du centre le 9 février, a rapporté la police. Celle-ci a précisé que le directeur avait prévu de licencier son subordonné dans le cadre d'un plan de restructuration.

Craignant de perdre son poste, le suspect a eu recours, par l'intermédiaire de sa soeur, à une équipe de six Colombiens qui ont planifié et exécuté le meurtre, indique El Pais. La soeur et les six Colombiens ont aussi été arrêtés.

Dans le contexte d'une récession qui a fait monter le chômage de façon spectaculaire en Espagne, un ouvrier endetté a récemment enlevé son directeur d'agence bancaire sous la menace d'une arme et un entrepreneur a menacé de s'immoler par le feu si on ne lui remboursait pas des dettes contractées à son égard. (Reuters 30.06)

...ne le méritent-ils pas ?

Le PDG de British Airways, Willie Walsh, a justifié lundi son appel controversé invitant les employés de la compagnie aérienne britannique à travailler gratuitement pendant un mois, pour contribuer à sauver l'entreprise touchée par la crise économique.

Willie Walsh a déclaré qu'il renonçerait lui-même en juillet à son salaire mensuel, d'un montant de 61.250 livres (72.034 euros). Mais plusieurs syndicats ont accusé la direction d'avoir fait pression sur les salariés, en les incitant à se porter volontaires.

Willie Walsh s'est justifié lundi, lors d'une conférence dans une école de commerce londonienne. "J'ai fait clairement savoir aux gens que je ne leur demandais pas de faire comme moi", a-t-il dit, en reconnaissant qu'il pouvait se priver "sans peine" d'un mois de salaire. "Ce que j'attendais des gens, c'est de se demander ce qu'ils pouvaient faire pour aider à un moment où c'est nécessaire, ce qu'ils peuvent faire pour faire la différence", a-t-il plaidé. (AP 29.06)

Qu'il puisse se priver "sans peine" d'un mois de salaire de 72.034 euros, il n'y a pas de limite à la provocation et au cynisme, le capitalisme tel qu'il est.

Le 2 juillet

Flagrant délit de mensonge.

Le candidat à la présidence de la République dans ses engagements de campagne en 2007 avait promis "*Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer*".

"*Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, de même que les 35 heures continueront d'être la durée hebdomadaire légale du travail. Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas*", c'est "*que cela soit aussi un maximum*", soulignait alors le futur président de la République.

Dans un entretien à RTL le 27 mai 2008, un an après son élection, le président de la République avait confirmé cet engagement. Interrogé sur le recul de l'âge légal de départ, et notamment la volonté de la présidente du MEDEF Laurence Parisot de voir cet âge passer à 63,5 ans, Nicolas Sarkozy avait eu la réponse suivante:

"*Elle a le droit de dire ça. Je dis que je ne le ferai pas pour un certain nombre de raisons. Et la première, c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela*". (AP 01.07)

A propos du projet de loi sur le travail le dimanche.

On pouvait lire dans une dépêche : "...les communes touristiques au sens du code du travail ne sont aujourd'hui que de l'ordre de 500, "*soit 1,4 % des 36 000 communes françaises*". Mais elles regroupent près de la moitié de la population."

Il est donc bien question d'un pas en avant vers la généralisation du travail le dimanche.

En Inde, il n'est pas rare de voir des employés de commerces travailler 7j/7, des ouvriers de petites entreprises également, les jours de congés sont laissés à la discrétion des patrons, accordés essentiellement pour raisons familiales...

L'Union européenne sur les pas de la dictature.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé, mardi 30 juin, à Strasbourg, la décision de la justice espagnole qui, en 2003, avait déclaré illégal Batasuna, présenté comme vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée ETA.

Non seulement la CEDH n'a pas jugé que le Tribunal suprême espagnol avait violé la Convention européenne des droits de l'homme en prononçant leur dissolution, mais elle dit que cette décision "*répondait à une nécessité sociale impérieuse*". Pour l'instance strasbourgeoise, "*un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence ou qui propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme*".

Deux partis censés reprendre l'héritage de Batasuna - l'Action nationaliste basque (ANV) et le Parti communiste des terres basques (PCTV) - ont été mis hors la loi à l'automne 2008, et les listes abertzales ont été interdites pour les élections régionales du 1er mars.

Cette mouvance pèse pourtant d'un poids non négligeable. Lors des élections européennes du 7 juin, la liste Initiative internationaliste-Solidarité entre les peuples (II-SEP) portant les couleurs du nationalisme radical, un temps interdite puis finalement autorisée à se présenter, a recueilli 116 000 votes au Pays basque, soit environ 16 % des suffrages exprimés. En Guipuzcoa, la province de Saint-Sébastien, II-SEP a même séduit près d'un électeur sur quatre (23,4 %).

L'absence de représentants de la mouvance Batasuna au nouveau Parlement basque a facilité l'élection d'un socialiste, Patxi Lopez, comme président d'une région gouvernée depuis vingt-neuf ans par le Parti nationaliste basque (PNV). (Le Monde 01.07)

Selon cette institution de l'Union européenne : "*un parti politique dont les responsables (...) propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme*". Autrement dit tous les partis politiques qui proposeraient une issue politique qui ne rentrerait pas dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques en place qui ont pour seule focntion d'assurer sa pérennité, et donc proneraient le renversement du régime par le soulèvement révolutionnaire du prolétariat, se verraient loti à la même enseigne que Batasuna et n'auraient plus qu'à continuer le combat politique dans la clandestinité.

Cette institution nous demande de respecter "*les règles de la démocratie*" bourgeoise qui octroient tous les pouvoirs aux classes dominantes ultra minoritaires dans la société au détriment des classes exploités qui constituent l'immense majorité de la population. En nous demandant d'adhérer aux "*règles de la démocratie*" telles qu'elles existent sous la domination de la bourgeoisie, l'Union européenne nous demande de ne pas remettre en cause l'Etat que justement nous devons détruire de *fond en comble* (Marx) pour constituer un véritable Etat ouvrier, elle nous demande ni plus ni moins de renoncer au programme de la révolution socialiste et de nous convertir au capitalisme qui rime avec chômage, précarité, pauvreté, guerre et barbarie.

L'objectif du combat du mouvement ouvrier défini par K. Marx et F. Engels, l'émancipation du prolétariat de l'exploitation capitaliste au moyen de la révolution, est incompatible avec "*les règles de la démocratie*" bourgeoise taillées sur mesure pour défendre les intérêts d'une infime minorité de la population, les capitalistes.

"*les règles de la démocratie*" en vigueur en Espagne et dans tous les pays qui se réclament de la démocratie ne profitent finalement qu'aux privilégiés qui possèdent les moyens de production, alors que la démocratie telle que l'entendent les militants marxistes révolutionnaires sera exercée par le prolétariat et étendue à la totalité de la population, à l'exception de ses adversaires qui s'en excluront eux-mêmes.

C'est uniquement le prolétariat devenu la classe dominante (dictature du prolétariat) et détenant tous les pouvoirs politiques qui permettra un exercice sans entrave de la démocratie, ce qui est inconcevable temps qu'une minorité d'exploiteurs détient de fait tous les pouvoirs et décident du sort de la majorité en bafouant quotidiennement ses droits et ses aspirations.

La principale règle de la démocratie bourgeoise impose de respecter la propriété privée des moyens de production, nous

sommes prévenus : tous ceux qui tenteront de l'enfreindre tomberont sous le coup de la loi des procureurs de l'Union européenne qui ont pour commanditaires les multinationales, l'aristocratie financières, les banquiers. La révolution socialiste passera outre, légitime du point de vue des intérêts fondamentaux des exploités, elle brisera le régime légal de la démocratie bourgeoise pour fonder une société plus juste et harmonieuse basée sur la satisfaction des besoins de l'immense majorité de la population...

Le combat pour en finir avec l'Union européenne passe aussi par le combat contre les décisions iniques de la Cour européenne des droits de l'homme.

Etats-Unis.

Les ventes automobiles ont plongé en juin aux Etats-Unis, dans un contexte économique qui reste défavorable aux constructeurs.

Ford -10% en juin, General Motors -33,6%, Toyota -31,9%, Chrysler -42%, Honda Motor -29,5%, Nissan -23,1%. (Reuters 01.07)

Le 3 juillet

Avec un peu de retard je mets en ligne la déclaration de la section CGT de Wagon automotive en grève illimitée contre les licenciements : "*A l'unanimité, les salariés ont décidé de se mettre en grève générale à compter de ce jour après avoir totalement arrêté la production la semaine dernière du Lundi au Jeudi.*" peut-on lire dans ce texte.

Même si l'on ne partage pas tout le contenu de ce document, la fin est intéressante : "*Les salariés de l'entreprise ont décidé, avec leurs représentants Syndicaux, de mener des opérations d'envergure qui pourraient être porteuses d'une extension de la grève générale dans notre région, et pourquoi pas dans notre Pays*".

L'article du ***Monde*** intitulé ***Les baisses de salaires se multiplient aux Etats-Unis*** mérite d'être lu.

On nous dit que selon une étude d'Adecco USA seuls 17 % des salariés américains sont disposés à réduire leur salaire en cas de chute de la rentabilité de leur entreprise. Et selon une étude de Watson Wyatt, 95 % des 1 500 premières entreprises privées américaines proposent à une fraction de leurs salariés une rémunération "variable".

On serait tenté de dire que les salariés dont ils parlent et qui seraient disposés à subir une réduction de salaire, appartiennent aux 5% restant qui ont une rémunération fixe. Bref, en dehors d'une poignée de militants conscients qui refusent de collaborer à la paupérisation de la classe ouvrière, l'immense majorité des travailleurs américains sont prêts à accepter n'importe quoi pour conserver leur emploi, encore une fois, à défaut d'issue politique.

Que ce soit aux Etats-Unis ou dans n'importe quel pays du monde, c'est l'absence d'alternative au capitalisme, l'absence d'une issue politique et d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme qui permet au capitalisme cette offensive internationale contre la classe ouvrière.

Que dans neuf cas sur dix, les syndicats aient accepté de signer des accords avec les patrons pour baisser les salaires en font des rouages du capitalisme et modifie la nature sociale des syndicats.

Qu'on vienne nous expliquer ensuite qu'ils sont indépendants et qu'il faut défendre leur indépendance est un peu fort, car en réalité ils sont bien passés avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis, par conséquences la question de la construction d'un nouveau syndicat ouvrier se trouve poser.

A mon avis, tous les regroupements de syndiqués qui combattent actuellement contre la politique de collaboration de classe des dirigants syndicaux en France devraient déboucher à terme sur leur unification et la constitution d'un nouveau syndicat.

On nous expliquera encore qu'il est possible de faire pression sur les dirigeants syndicaux de l'intérieur des syndicats existants, certes, mais en quoi cela a-t-il quelque chose à voir avec la question que nous avons a résoudre, la subordination des masses au capitalisme ?

Dans quelques entreprises ou secteurs de la fonction publique, des sections syndicales parviennent à prendre position contre la politique liquidatrice des dirigeants syndicaux, mais dans l'immense majorité des entreprises ou des secteurs où sont concentrés les syndiqués, les sections syndicales soutiennent la politique de leurs dirigeants syndicaux ou font preuve de neutralité à leur égard, avant de reconduire la direction sortante au prochain congrès, cela fait plus de 64 ans que nous pouvons le constater.

S'il n'a jamais été possible de constituer une tendance révolutionnaire au sein des partis se réclamant de la classe ouvrière après

qu'ils sont passés de l'autre côté de la barricade, d'où la constitution de nouveaux partis ouvriers, j'émets l'hypothèse que le même raisonnement devrait peut-être aboutir à la même conclusion s'agissant des syndicats.

De quelle meilleure arme pourrait disposer le mouvement ouvrier pour mener son combat émancipateur et défendre son indépendance de classe face au capitalisme et aux bureaucraties syndicales corrompus, sinon un syndicat véritablement indépendant du gouvernement, des institutions, des patrons et du capitalisme ?

Logique, non ?

Dans son dernier éditorial (IO n°53), D. Gluckstein a écrit : "*Inacceptable cette « logique » d'un gouvernement aux ordres de la classe capitaliste. Inacceptable aussi la logique de la « gouvernance», par laquelle le même gouvernement prétend associer les syndicats à ces contre-réformes*"

Comment comprendre, quelle autre "logique" devrait commander Sarkozy et son gouvernement sinon celle de servir exclusivement les intérêts des capitalistes ? Devrait-il par hasard servir les intérêts d'une autre classe sociale, par exemple ceux de la classe ouvrière pour adoucir ses souffrances et ainsi mieux l'inféoder au régime ? Est-ce ce que Gluckstein suggère ? Si c'était simplement l'existence de ce gouvernement qu'il visait, il n'aurait pas employé l'adjectif inacceptable, il aurait écrit insupportable ou intolérable.

Que Sarkozy gouverne pour la classe des capitalistes n'a rien d'"inacceptable", c'est "logique", normal quoi, il est à sa place et parfaitement dans son rôle, on a envie de lui dire : surtout ne changez rien, plus il apparaîtra comme le président des privilégiés et des rentiers, plus il sera isolé de la majorité de la population et détesté par elle, n'est-ce pas un de nos objectifs pour pouvoir mobiliser la classe ?

Question élémentaire : La nature sociale de l'Etat ne déterminerait-elle pas la nature du gouvernement ? Cela ne nous suffit-il pas pour caractériser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et le combattre ?

Quant à la deuxième partie de cet extrait, elle est de la même veine : en pratiquant la collaboration de classe depuis l'après-guerre et en abandonnant le combat pour en finir avec l'exploitation capitaliste, les dirigeants syndicaux n'ont-ils pas participé sans interruption à la "gouvernance" de l'Etat capitaliste ?

Pour ceux qui auraient des problèmes de lecture, il faut préciser que les deux propositions sont séparées par un point qui marque une rupture, elles doivent donc être traitées séparément, et que s'il existe une continuité ou un lien entre les deux propositions, c'est uniquement au niveau de la logique qu'il faut le chercher puisque Gluckstein précise, inacceptable "aussi", il s'agit donc bien de deux idées distinctes, complémentaires grâce à "aussi".

Peut-être a-t-il voulu s'en prendre au gouvernement sans le viser directement ou trop violemment, la légitimité de celui-ci, à défaut de reposer sur le soutien de la majorité de la population, tiendrait d'une logique qui prendrait ses racines dans une sorte de fatalité partagée que ne supporterait plus Gluckstein.

Quoi de plus logique que le gouvernement gouverne pour les capitalistes, quoi de plus logique que les bureaucrates pourris des syndicats collaborent avec lui ?

Faudrait-il en attendre autre chose ? En fait de retour à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels, le POI retourne au temps des alchimistes !

15 ou 30 millions de chômeurs aux Etats-Unis ?

Barack Obama s'est déclaré jeudi "profondément préoccupé" par les nouvelles suppressions d'emplois aux Etats-Unis, à la suite de l'annonce d'une hausse du taux de chômage à 9,5% au mois de juin. (AP 02.07)

Le nombre de destructions d'emploi aux Etats-Unis a atteint en juin 467.000 en juin.

"C'est effroyable. Je regarde toujours les vrais chiffres du chômage, le chiffre U6 (la mesure la plus large du taux de chômage), qui ressort à 16,5% contre 16,4% le mois dernier. C'est la réelle proportion de chômeurs que nous avons ici", souligne Joe Saluzzi de Themis Trading. (Reuters 02.07)

Berlusconi sur les pas de Mussolini.

Le Parlement italien a définitivement adopté jeudi une loi controversée durcissant l'arsenal contre l'immigration clandestine, et autorisant l'organisation de patrouilles de citoyens non-armés pour renforcer la sécurité dans les rues. (AP 02.07)

La charrette du jour.

Oracle prévoit de licencier jusqu'à 1.000 employés en Europe, soit environ 1% de ses effectifs mondiaux, la récession pesant sur les résultats du spécialiste américain des progiciels, selon l'Agence France Presse.

Le 4 juillet

Le 4 juillet

Un mot très vite sur le site.

Il se pourrait qu'il y ait en réalité moins de militants qui se connectent sur le site que ce que j'avais annoncé, ce qui ne serait pas étonnant puisque je n'ai absolument rien fait ou presque pour le faire connaître. Peu importe comte tenu de son contenu qui ne s'adresse qu'à des militants combattants pour le socialisme par la voie révolutionnaire.

Toutefois, sachant qu'au bas mot entre 8 à 10.000 militants connaissent l'adresse du site, le peu d'intérêt qu'il suscite montre : soit qu'il est nul, soit que l'immense majorité des militants n'a pas envie de se casser la tête à réfléchir au-delà de la *salade* que leur servent leurs partis.

Par exemple dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°53), ils n'ont rien trouvé de mieux que de faire une nouvelle fois l'apologie de la révolution bourgeoise de 1789 en nous vantant les mérites de la création des communes... En passant, nous leur ferons remarqué qu'entre temps les communes sont devenues des institutions de la Ve République, le maire a notamment pour fonction de faire respecter la Constitution de la Ve République sur le territoire de sa commune, on devrait préciser que les communes ont toujours été un des relais au niveau local de l'Etat bourgeois auquel elles sont intégrées.

On se demandera comment la classe ouvrière qui aura pour tâche de démolir *de fond en comble* l'Etat bourgeois pour prendre réellement le pouvoir et s'ériger en classe dominante au cours de sa révolution, pourrait-elle utiliser le réseau des communes pour parvenir à ses fins, compte tenu que les communes sont une des composantes institutionnelles de l'Etat qu'il s'agira justement de liquider ? Par contre, si l'on s'inspire de la révolution russe de 1917, on retiendra la création d'organismes politiques indépendants par la classe ouvrière elle-même au cours de sa mobilisation révolutionnaire pour mettre à bas le régime en place et constituer un Etat ouvrier. Les deux démarches sont antinomiques, elles n'ont pas le même contenu ni ne poursuivent le même objectif

Demeurons optimiste. Au mois de juin, c'est *Réforme sociale ou révolution* de Rosa Luxemburg qui a été le fichier le plus téléchargé, sans doute par de jeunes militants. Depuis avant-hier, c'est l'Appel d'Echirolles qui rencontre un écho auprès des militants.

J'ai appelé les militants à soutenir et participer à l'initiative du POI, sans illusions, à condition d'y ajouter une issue politique qui passe par le renversement du gouvernement et des institutions, le minimum en quelque sorte. D'un autre côté, j'ai constaté que le NPA, le PG et le PCF s'acharnaient à tenter de marginaliser le POI sans rien proposer de sérieux en échange pour organiser les travailleurs et les militants.

Ces partis sont littéralement obnubilés par les élections, après les européennes les voilà déjà partis pour les régionales de... mars 2010 ! Et en avril 2010, ils se rencontreront en vue de la présidentielle de 2012 ! L'agenda institutionnel leur tient lieu de feuille de route il faut croire. Plutôt démoralisant, non ? Ces apprentis sorciers, si le développement de la situation politique leur donnait raison, préparerait le prolétariat à une terrible défaite, la classe ouvrière étant toujours désarmés théoriquement et politiquement.

La "*révolution par les urnes*", le peuple chilien en a fait une amère et dramatique expérience en 1973, à moins qu'il ne s'agisse d'un remake de la "*révolution tranquille*" de Mitterrand ou d'une quelconque révolution de palais en Europe de l'Est.

A l'opposé, il faudrait aider la classe à renouer avec le meilleur de ses traditions révolutionnaires et le socialisme scientifique pour la préparer aux combats de demain.

A l'aide d'analogies ou de métaphores, il est possible d'éduquer les masses au socialisme sans entrer forcément dans des discours théoriques souvent incompréhensibles. On disait autrefois qu'il n'y avait pas de mauvais élèves mais que des mauvais professeurs, c'était sans doute exagéré, il n'en demeure pas moins que les moyens existent pour populariser le socialisme et le rendre accessible aux masses, aux intellectuels...

Défendre aujourd'hui le socialisme va sans doute à contre-courant de la politique des partis ouvriers, mais cet obstacle n'est pas infranchissable dans la mesure où la situation économique et sociale pose la question de la liquidation des fondements du capitalisme et leur remplacement par de nouveaux rapports sociaux. Or, en dehors du socialisme qui pose clairement les bases économiques d'une nouvelle société, quelle autre alternative sérieuse existe-t-il ? Aucune. En réalité, c'est l'alternative socialisme ou barbarie qui est à l'ordre du jour en toile de fond de la crise du capitalisme. (A suivre)

Collaboration de classes : mode d'emploi ou quand l'essentiel c'est de participer.

Quand un parlementaire dépose une proposition de loi sur un champ les concernant, rien ne l'oblige à consulter les partenaires sociaux. A la différence du gouvernement qui, depuis la loi de modernisation du dialogue social de février 2007, est contraint d'organiser une 'concertation (...) en vue de l'ouverture éventuelle d'une négociation'.

Que cela ne tiennent, les dirigeants syndicaux s'étant plaints de cet état de fait auprès de sa majesté La Talonnette, dès la semaine prochaine, une proposition de loi devrait être déposée par le député UMP des Yvelines, Jean-François Poisson, par ailleurs secrétaire national de l'UMP en charge de l'emploi. 'Je veux faire en sorte qu'il existe aussi une obligation de saisine des partenaires sociaux pour les parlementaires, explique-t-il au 'Monde', mais pas de la même manière que le gouvernement.' Le texte devrait préciser qu'avant de rédiger une proposition de loi portant sur le champ social, le parlementaire sollicite les partenaires concernés, ce qui n'est pas aujourd'hui systématiquement le cas. Mais attention, précise M. Poisson : 'Consulter les syndicats ne signifie pas tomber d'accord avec eux.' (LeMonde.fr 03.07)

Certains verront là un nouveau "piège" tendu à ces malheureux dirigeants syndicaux auxquels en passant il faudrait trouver des circonstances atténuantes ce qu'implique implicitement et sournoisement ce genre de formulation, d'autres comme moi y verront plutôt un moyen pratique d'associer les syndicats à la rédaction de lois scélérates concoctées par les députés UMP (notamment) pour les légitimer auprès de la classe ouvrière et des syndiqués.

France.

Dépôt de bilan : +19,5%.

Les dépôts de bilan en France en novembre, décembre et janvier derniers ont augmenté de 19,5% par rapport à la même période un an auparavant, selon les chiffres publiés vendredi par l'INSEE sur les "défaillances d'entreprises".

L'INSEE précise que "les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures: liquidation ou redressement par continuation ou reprise". (AP 03.07)

Investissement : -63%.

L'investissement a chuté de 63% en volume en France au premier semestre, par rapport à la même période de 2008, selon une étude publiée par le cabinet conseil Cushman & Wakefield.

L'inflexion la plus importante concerne l'immobilier de bureaux (-75%), tandis que le secteur industriel a connu un fort ralentissement (-48%). (Reuters 03.07)

Espagne.

La production industrielle espagnole a chuté de 20,5% au mois de mai en rythme annuel corrigé des variations saisonnières, montrent les statistiques publiées par les autorités.

Il s'agit du treizième mois consécutif de baisse de l'activité des usines et des mines, indique l'Institut national de la statistique.

"C'est un résultat épouvantable, qui annule l'amélioration du mois dernier. Cela remet en question l'idée selon laquelle un plus bas aurait été atteint au premier trimestre dans le secteur industriel", a déclaré José Luis Martinez, stratège chez Citi. (Reuters 03.07)

Etats-Unis.

L'agence fédérale américaine de garantie des dépôts bancaires (FDIC) a annoncé vendredi la faillite de sept nouvelles banques locales, dont une au Texas et six dans l'Etat de l'Illinois, fortement touché par la crise de l'industrie automobile.

La plus grande, la Founders Bank (962,5 millions de dollars d'actifs et 849 millions de dollars de dépôts, qui seront repris en bonne partie par une autre banque de l'Etat) représente la huitième plus grosse faillite de l'année aux Etats-Unis.

Ces sept faillites portent le total de l'année à 52 dans le secteur bancaire contre 25 pour l'ensemble de l'année 2008. (LaTribune.fr 03.07)

La dernière charrette annoncée.

Le groupe chimique américain Rohm and Haas annonce son intention de supprimer 196 postes en France (1.075 salariés en France sur cinq sites), dont 90 dans son usine de Semoy (Loiret) qui devrait fermer.

L'entreprise a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars au niveau mondial. (Reuters 03.07)

Le 7 juillet

J'ai préparé un nouvel article consacré au NPA et à la question de la grève générale, il sera en ligne dans deux jours ou avant.

Que l'on prenne La Commune de Paris, les révolutions russes de 1905, de février ou octobre 1917, aucune de ces révolutions n'a commencé par une grève générale appelée par qui que ce soit. Dans quel pays la grève générale a-t-elle permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir ou d'avancer dans cette voie tout du moins ?

On est donc en droit de s'interroger sur le bien-fondé des lignes politiques qui se fixent comme objectif stratégique la grève générale pour avancer vers le réglement d'une question politique, la question du pouvoir. A les entendre ce serait le passage obligé pour pouvoir poser directement la question du pouvoir, qu'on me permette d'en douter fortement.

Je crois que l'on est en présence d'une cruelle illusion et j'expliquerai pourquoi pour plusieurs raisons dans cet article.

Dans quel camp se situe le PS ? La réponse.

Le président Nicolas Sarkozy a chargé un duo d'ex-Premiers ministres, l'un de gauche (M. Rocard), l'autre de droite (A. Juppé), de coprésider la commission qui va réfléchir aux investissements qui seront financés par un grand emprunt d'Etat.

"*S'il y a des talents à gauche qui veulent servir leur pays, mon devoir de président de la République c'est de faire appel à leur talent*", a insisté Nicolas Sarkozy.

Le chef de l'Etat avait déjà fait appel à Michel Rocard en le nommant ambassadeur de France chargé des dossiers relatifs à l'Arctique et à l'Antarctique. (Reuters 06.07)

Tiens donc, cela nous avait échappé ! On se souviendra également du "talent" de Rocard qui a créé la CSG !

Le PCF gestionnaire du capitalisme... avec le NPA.

Lors du conseil national du PCF, réuni les 19 et 20 juin, Buffet a dit : « *Nous n'avons pas décider d'en rester au "Grand Soir", mais de dépasser le capitalisme par un combat mêlant l'action quotidienne dans les luttes, le rassemblement et la gestion à tous les niveaux issus du suffrage universel.* »

Et de lire dans la déclaration commune du PCF et du NPA du 6 juillet : le PCF et le NPA "*proposent d'oeuvrer au rassemblement le plus large autour d'un projet en rupture avec le capitalisme, alternatif aux orientations du pouvoir actuel.*"

Le double langage habituel qui devrait suffire à faire comprendre aux militants que ces partis sont inféodés au capitalisme.

Le PCF et le NPA indépendant du PS ? Vous voulez rire ou quoi ?

Toujours lors du conseil national du PCF, pour le rapporteur Pierre Laurent les objectifs sont clairs : « *Lancer la bataille des régionales avec l'ambition de construire des majorités régionales de gauche sur des projets ambitieux de lutte contre la crise. Poursuivre et élargir la démarche engagée avec le Front de gauche.*», et le NPA de commenter dans le même article du 4 juillet : "*Concrètement cela laisse entendre un accord avec le PS dans certaines régions*.

Cette appréciation est confirmé dans la déclaration commune du PCF et du NPA par le NPA lui-même : " *Au second tour, ces*

listes unitaires auront la volonté de battre la droite et pour cela pourront être amenées à faire des « fusions techniques » des listes de gauches sauf en cas de présence du Modem.".

Et le PCF de confirmer une troisième fois : "*Pour les élections régionales, dans cet esprit, il appelle à tout faire pour empêcher la droite de reconquérir des régions*", jusqu'à appeler à voter PS au second tour, on a compris merci !

Impayable, ils ne changeront jamais !

A l'horizon... le front populaire.

"*Le PCF, dans la poursuite et l'élargissement de la démarche du Front de Gauche, entend construire à partir d'une réflexion sur les contenus d'une politique alternative, un rassemblement majoritaire permettant de mettre en œuvre de véritables politiques de gauche.*", comme si cela avait existé un jour sous la Ve République, ils nous prennent vraiment pour des demeurés.

Pour mettre "*en œuvre de véritables politiques de gauche*", il faudrait au préalable avoir liquidé les institutions de la Ve République, à moins que cette "*politique de gauche*" ne serve qu'à assurer la pérennité des institutions et du capitalisme.

Le PCF insiste encore "*sur la nécessité de ne poser aucun préalable à la recherche de l'unité*", ils tiennent tous le même discours, s'agissant du PCF on ne peut même pas lui reprocher de brader des principes qui n'ont jamais été les siens.

Ils jouent avec le feu.

Le président de la Banque mondiale a prévenu lundi qu'un nombre croissant de gouvernements pourraient être tentés dans les mois à venir d'imposer des restrictions sur les échanges commerciaux si la récession de l'économie mondiale se poursuivait.

"*Les pays à hauts revenus ont subventionné les secteurs en difficultés tandis que les pays à faibles revenus ont recours à des augmentations sélectives des taxes aux frontières*", a déclaré Robert Zoellick lors d'une conférence à l'Organisation mondiale du Commerce à Genève.

"*Ces tendances pourraient rapidement devenir incontrôlables au cours des mois à venir avec la montée du chômage et parce que des pays se sentent obligés de répondre coup pour coup aux politiques des autres*", a-t-il ajouté, en soulignant qu'une telle attitude revenait à "*jouer avec le feu*". (Reuters 06.07)

Sont-ils sortis d'affaire ?

Lundi lors de la conférence de presser qui a suivi la réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker a déclaré : "*La probabilité est grande que la zone euro subisse une perte permanente de croissance potentielle et la perte d'output sera d'autant plus grande que les actions coordonnées des gouvernements seront d'autant plus faibles*".

"*Nous pensons tous que les mesures de soutien doivent être maintenues en place tant que le risque que la situation continue de s'aggraver continue d'être perçu*", a-t-il ajouté.

Il a également indiqué que la mise en oeuvre des réformes structurelles devait s'intensifier. (Reuters 06.07)

Dis-moi, l'union nationale c'est quoi ? Mode d'emploi.

Le divers gauche Daniel Duquenne l'emporte avec 52,4% des voix face au FN lors du deuxième tour de l'élection municipale de Hénin-Beaumont. (Rue89 05.07)

L'abstention a été de 37,61%. Duquenne était soutenu notamment par le PS, le PCF, le MoDem et l'UMP.

Pour Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, « *c'est la victoire du bon sens* ».

Pour Martine Aubry c'est la « *victoire du front républicain* ».

Pour Buffet, « *...pour battre la droite durablement, les forces progressistes doivent se doter d'un projet d'avenir, constituer les fronts les plus larges possibles sur des objectifs politiques clairs à la hauteur des enjeux, et des majorités politiques pour agir.* ».

Pour le NPA, "*Les électeurs et les électrices d'Hénin-Beaumont ont évité le pire*", cependant "*la future équipe municipale, malgré ses tentatives pour se démarquer de l'équipe sortante, ne fait pas oublier que certains de ses membres ont pleinement participé à*

la gestion de la ville dans un passé pas si lointain, et de ce fait, ont contribué à la situation désastreuse dans laquelle se retrouve la commune aujourd'hui." (communiqué du 06.07) Que Duquenne soit entouré de pourris, qu'est-ce que cela peut bien faire, l'unité c'est l'unité, "battre la droite" donne au moins l'illusion d'être de gauche, après tout ce sont les apparences qui comptent, non ?

Le candidat "divers gauche" Daniel Dequenne a été élu grâce au report de voix des électeurs qui s'étaient portés au premier tour sur la liste PS conduite par Pierre Ferrari et soutenu par le PCF et le MoDem. Cette élection intervenait après que Gérard Dalongeville a été mis en examen et incarcéré en avril pour détournement de fonds publics, un "socialiste" apparemment moins futé que les autres ou trop gourmand.

Quand on a à l'esprit que Sarkozy a mis en pratique le programme du FN, que le PS soutient le gouvernement et que le PCF rêve d'un programme commun de la gauche avec ce parti, on se dit que la seule attitude correcte était le boycott du second tour de ces élections. En fait, la classe ouvrière n'avait pas de candidat au second tour représentant ses intérêts (je n'en sais rien pour le premier).

Cynique "***sans s'en rendre compte***".

Les "*zones d'ombre*" de la proposition de loi sur l'ouverture dominicale vont progressivement conduire à "*une généralisation du travail le dimanche*" qui va "*créer un changement de société et des injustices sociales supplémentaires*", a dénoncé dimanche le secrétaire général de la CFDT François Chérèque.

"*Le gouvernement ne veut pas préciser ce qui est zone touristique*", a-t-il déploré. "*Quand vous aurez ça en région parisienne, en région marseillaise-aixoise, dans la région nordique et dans 500 villes -ou plus- touristiques, on aura une forme de généralisation du travail du dimanche sans s'en rendre compte*". (AP 05.07)

Les choses sont parfaitement claires, il n'y a que pour le jaune Chérèque qu'il y aurait des "*zones d'ombre*" dans ce projet de loi scélérat : quand il y aura suffisamment de commerces et autres services ouverts le dimanche, toutes les entreprises dont les activités ont un rapport avec ces secteurs d'activité ouvriront à leur tour le dimanche.

Ici en Inde on bosse parfois par nécessité et parce qu'on n'a pas le choix 7jours/7, 12 mois/12, 365 jours par an, jusqu'à en crever, et alors, personne ne s'en rend compte ou n'y trouve rien à redire, c'est juste une question d'habitude, l'homme s'habitue bien à vivre dans un désert de sable ou de glace, non ? Mais quand on a connu autre chose, là on n'est pas vraiment enthousiaste à l'idée de revenir en arrière, c'est le problème qui attend le gouvernement et les patrons esclavagistes.

La lutte de classe du prolétariat en France est fondamentale pour le prolétariat mondial.

Pourquoi refuser toute discussion sur le travail le dimanche, ne pas rompre toute relation avec le gouvernement et le patronat ? Ce sont les seules questions qui méritent d'être posées.

Tensions internationales.

Les dirigeants de l'Union africaine ont adopté une résolution suspendant leur coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) en conséquence de l'inculpation par celle-ci du président soudanais Omar al Bachir. (Reuters 03.07)

Le Honduras a décidé de ne plus reconnaître la charte de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour protester contre les "*résolutions unilatérales et indignes*" que tentait d'imposer au pays l'instance diplomatique, selon les terms employés par le nouveau gouvernement. (AP 04.07)

En attendant nous devons condamner le coup d'Etat militaire. Le président élu Manuel Zelaya a été destitué par la Cour constitutionnelle, l'équivalent du Conseil constitutionnel en France ou encore en Bolivie. On nous présente Zelaya comme un ami du peuple hondurien proche de Chavez et Morales, il envisageait de procéder à des réformes favorables à la classe ouvrière et la paysannerie, etc. Bref, ce serait ce qu'ils appellent un homme de "gauche".

Mais cet homme de "gauche" à l'instar de Morales, n'a pas entrepris de s'en prendre aux vieilles institutions réactionnaires de son pays, il a accepté de gouverner le Honduras sous leur carcan, autrement dit, de ne pas remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation en vigueur, donc de gouverner pour le compte des intérêts de la bourgeoisie hondurienne. Il en paie le prix aujourd'hui, comme Allende autrefois au Chili. Encore un qui doit ignorer les enseignements de La Commune de Paris ou qui n'avait pas du tout l'intention de les appliquer serait-il plus juste de dire.

L'argent n'a pas d'odeur... mais un bruit de bottes.

Le consortium autour du groupe pétrolier français Total fourni une rente annuelle de près d'un milliard de dollars à la junte (710

millions d'euros), un montant considérable qui équivaut au budget militaire (lui-même équivalent à 40 % du PIB), selon l'ONG Earthrights International. «*En 2007, 75 % des revenus du projet sont allés directement à l'armée birmane, soit 972 millions de dollars*», affirme l'ONG. (Libération.fr 04.07)

Que les multinationales s'entendent comme larrons en foire avec des dictatures et les financent directement, rien de nouveau sous le soleil, les Africains en savent quelque chose avec Elf notamment. Mais quand d'un côté Total engrange 14 milliards de bénéfices en 2008 et verse un milliard de dollars à la junte militaire birmane, et que de l'autre la même multinationale licencie, on a là le vrai visage du capitalisme qu'il faut liquider.

Le 8 juillet

Tout fout le camp, le capitalisme est maudit !

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon en Irlande où il entamait une visite de deux jours a déclaré mardi "*Nous vivons une période semblable à aucune autre. Il y a des crises multiples : une crise alimentaire, une crise des carburants, une crise de la grippe et une crise financière*", a-t-il affirmé à Dublin. "*Nous n'avons jamais connu une période où nous avons été frappés par toutes ces multiples crises en même temps.*" (AP 07.07)

Mystification ou le capitalisme "éthique" version Benoît XVI.

Dans la troisième lettre encyclique du pontificat de Benoît XVI, "Caritas in Veritate" (l'amour dans la vérité) publiée mardi, dont on nous dit qu'elle est le fruit de deux années de travail et que sa parution a été retardée à plusieurs reprises pour tenir compte de la crise économique actuelle, il appelle à un nouvel ordre financier mondial guidé par l'éthique, la dignité et la recherche du bien commun : "Le profit est utile si, en tant que moyen, il est orienté vers un but", écrit-il. La recherche exclusive du profit, "s'il est produit de façon mauvaise ou s'il n'a pas le bien commun pour but ultime, risque de détruire la richesse et d'engendrer la pauvreté".

Ne vous marrez pas comme des baudruches, l'affaire est sérieuse : "Pour fonctionner correctement, l'économie a besoin de l'éthique ; non pas d'une éthique quelconque, mais d'une éthique amie de la personne", souligne la première encyclique de Benoît XVI dans le domaine social.

Benoît XVI appelle à un ordre financier nouveau qui respecte la dignité des travailleurs et recherche le bien commun en faisant passer l'éthique et la responsabilité sociale avant les profits. "Il faut surtout que l'objectif de faire le bien ne soit pas opposé à celui de la capacité effective à produire des biens", explique-t-il. "Les opérateurs financiers doivent redécouvrir le fondement véritablement éthique de leur activité afin de ne pas faire un usage abusif de ces instruments sophistiqués qui peuvent servir à tromper les épargnants."

Commentant la troisième encyclique, le cardinal André Vingt-Trois, archevêque de Paris et président de la Conférence des évêques de France a dit mardi que "l'humanité a la mission et les moyens de maîtriser le monde dans lequel nous vivons". (AP 07.07)

Il aurait pu remplacer humanité par capitalisme, mais il n'a pas osé car tout démontre le contraire quotidiennement dans le monde.

En écrivant que "le profit est utile", il a tout simplement voulu justifier l'existence du capitalisme, mais en ajoutant tous les maux qu'il entraîne pour tous les peuples, sa démonstration tend plutôt à démontrer l'impuissance du capitalisme à régler positivement les problèmes auxquels fait face l'humanité et qui sont justement engendrés par la survie du capitalisme pourrissant.

Il ne manque pas de cynisme en affirmant qu'il y aurait un "fondement éthique" dans la spéculation qui caractérise le fonctionnement des "opérateurs financiers".

UE : A hue et à dia.

Les pays de la zone euro ne sont pas encore disposés à avoir un siège unique au sein du Fonds monétaire international, ont déclaré lundi plusieurs ministres des Finances de la zone euro, dont Christine Lagarde.

"Nous avons un accord pour dire que c'est un objectif de long terme mais pour certains pays, le long terme est toujours assez loin", a dit le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia, principal avocat de la proposition, soutenu par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

La ministre française de l'Economie a elle aussi confirmé que le projet d'une chaise unique pour la zone euro ne lui semblait "ni

réaliste ni mûr".

"Il n'y a pas une Europe politique qui puisse être représentée au sein du FMI aujourd'hui", a-t-elle déclaré.

Plus tôt dans la journée, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso avait déclaré que les Etats membres de l'UE n'étaient pas prêts à cette éventualité.

"Sont-ils prêts pour une représentation unique de l'Union européenne ? Honnêtement, je ne le pense pas", a-t-il dit. (Reuters 06.07)

Déjà que la quadrature du cercle semblait impossible à réaliser, alors avec la crise qui est passée par là et les 60% d'abstention le 7 juin, les choses se compliquent encore davantage pour eux.

Il n'est plus possible de le cacher.

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé mardi que le nombre de chômeurs devrait approcher des "800.000" à la fin de l'année, prédisant des "chiffres importants".

"Nous allons avoir, à l'été, l'arrivée des jeunes diplômés, de ceux qui sortent de formation qui vont venir accentuer le chiffre actuel de 650.000 chômeurs", a noté le ministre du Travail. "Un million c'est certainement beaucoup, nous serons plus près de 800.000 que d'un million, mais les chiffres sont importants". (AP 07.07)

Ils ont de quoi s'inquiéter. Voilà un excellent exercice pratique pour faire comprendre aux travailleurs la nécessité d'en finir avec le capitalisme et que le socialisme est la seule voie de salut de l'humanité.

Qui en doutait ?

Un rapport parlementaire publié mardi, signé par l'UMP Philippe Houillon, juge que l'autorégulation prônée par le patronat français avec son "code de bonne conduite" de 2008 n'a pas fonctionné. Les trois lois votées depuis 2005, qui ont prévu des mesures limitées dans le temps et dans leur impact, sont insuffisantes, dit-il.

Le rapport remarque que le revenu annuel moyen des dirigeants des plus importantes sociétés françaises était en 2007 d'environ cinq millions d'euros, soit 312 fois plus que le revenu médian des Français pour une personne seule (15.780 euros). Neuf des 17 premiers revenus des patrons du CAC 40 ont augmenté en 2008, est-il relevé.

"Si l'on rapporte l'utilité sociale d'un dirigeant mandataire social à celle d'un chirurgien, d'un gardien de la paix ou d'un pompier, on peut légitimement s'interroger sur le fossé financier qui les sépare", lit-on dans le document.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, mardi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a estimé qu'il n'y avait pas eu d'entorse au "code de bonne conduite" du patronat et a rejeté le rapport. (Reuters 07.07)

Cela suffit à montrer que le capitalisme n'est pas réformable, voilà tout.

Il y a le feu !

Le président chinois Hu Jintao a quitté l'Italie prématurément, tôt mercredi matin, où il devait participer au sommet du G-8 qui se tient de mercredi à vendredi, en raison des émeutes meurtrières qui ont éclaté dans la province de Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, ont rapporté les autorités chinoises mercredi.

Il ne se rendra pas non plus au Portugal, comme prévu initialement, les 10 et 11 juillet, a expliqué le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, sur son site Internet.

Les violences dans le Xinjiang ont fait au moins 156 morts et 828 blessés depuis dimanche, selon le dernier bilan officiel communiqué mardi par l'agence de presse officielle Chine Nouvelle. (AP 08.07)

Des esclaves, du bétail.

La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair discute actuellement avec le constructeur américain Boeing de la possible installation à bord de supports permettant à une douzaine de passagers de voyager quasiment debout.

Il pourrait s'agir d'installer d'un côté de l'avion quatre rangs de trois supports, munis de ceinture de sécurité et "de tous

les équipements de sécurité" permettant à une douzaine de passagers de voyager "assis verticalement". "Ils ne seraient pas complètement debout, ils auraient quelque chose comme un tabouret sur lequel s'appuyer ou s'asseoir", explique-ton ainsi chez Ryanair.

La compagnie chinoise Spring Airlines serait elle-même en discussion avec Airbus pour une adaptation similaire. (La Tribune 07.07)

Et pendant ce temps-là ils vaquent à leurs affaires...

Le numéro un mondial de l'optique ophtalmique Essilor poursuit sa stratégie de croissance externe avec de nouvelles opérations en Europe, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

L'éditeur français de jeux vidéo Ubisoft investit 500 millions de dollars canadien (308 millions d'euros) dans un nouveau studio.

Partner Re s'offre son rival Paris Re pour 2 milliards de dollars, cette acquisition fera du nouvel ensemble la quatrième entreprise mondiale du secteur de la réassurance.

Le groupe Veolia Environnement a signé un accord relatif à la vente de Montenay International, son portefeuille nord américain de contrats d'incinération, à Covanta Holding.

Le constructeur italien Fiat devrait signer une alliance stratégique avec le chinois Guangzhou Automobile Industry Group (GAIG). Cette alliance permettra à l'italien de créer...

Rio Tinto a signé un accord scellant la vente à Bemis de sa division Alcan Emballages alimentaires Amériques pour un total de 1,2 milliard de dollars. (la Tribune 06 et 07.07)

Le 9 juillet

J'ai mis en ligne la page du dernier numéro (54) d'*Informations ouvrières* consacrée au coup d'Etat au Honduras, car elle permet de mieux comprendre la situation dans ce pays par rapport aux informations fournies par les médias ou les agences de presse.

La passoire d'un parti de "masses".

Selon Krivine, mercredi, à propos du nombre d'adhérents au NPA : "*Je ne suis pas capable de dire s'il y en a 8.000 ou 12.000*", modeste quoi, peu importe semble-t-il dire en fixant généreusement une fourchette de 4.000 adhérents de plus ou de moins au NPA, alors qu'il n'y a pas si longtemps la LCR n'avait que 3.000 adhérents. Si rétrospectivement on se livrait au même calcul avec la LCR, on aboutirait à un chiffre négatif !

Krivine s'en fout, il le dit lui-même. Vous lirez dans l'article de l'agence Reuters du 8 juillet que la direction du NPA se penchera sérieusement sur cette question d'une complexité incroyable... dans quelques mois, au mois d'octobre si tout va bien ! Cela démontre, soit qu'ils ne savent pas eux-mêmes combien il y a au juste d'adhérents à leur parti, soit qu'ils le savent très bien et qu'il vaut mieux parler d'autres choses.

Adhérer à un parti est une décision qui ne se prend pas à la légère. Les premières choses que l'on demande à un parti c'est d'être rigoureux et honnête, si ces conditions ne sont pas remplis il vaut mieux chercher ailleurs. Et si par expérience ou par méfiance on décidait de ne rejoindre aucun parti, on n'aurait qu'une alternative : soit cesser de militer et refaire le monde entre quatre murs ou sombrer dans le désespoir, soit rejoindre les comités d'unité initiés par le POI, ce qui ne signifie pas rejoindre ce parti il faut le préciser, chacun demeure libre de son engagement politique.

Personnellement je préconise la deuxième solution pour continuer le combat, quitte à lui donner un contenu politique révolutionnaire et une orientation légèrement différente de celle du POI, en mettant l'accent lors de discussions avec des travailleurs sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, en privilégiant la compréhension du monde dans lequel nous vivons, afin de faciliter leur rupture avec le capitalisme et d'aboutir à la conclusion que le socialisme est la seule alternative historique possible au capitalisme.

On ne peut pas se contenter de batailles sur tels ou tels objectifs qui en soi ne permettent pas une élévation durable de la conscience politique des travailleurs. Elles doivent être relayées par une compréhension du socialisme, non pas pour y adhérer sans trop savoir de quoi il s'agit, mais pour parvenir à la solide conviction que seul le socialisme scientifique offre une réelle perspective économique, sociale et politique aux classes exploitées et à l'humanité toute entière pour mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme...

La question est de savoir si nous avons besoin de construire un parti de militants conscients pour préparer la classe à prendre le pouvoir ou si nous voulons construire un parti qui combatte uniquement pour améliorer la vie quotidienne en régime capitaliste. Assurément le NPA n'appartient pas à la première catégorie.

Ils le martèlent.

Hier Fillon à l'Assemblée nationale : il "*n'y a aura pas de pause*" dans les réformes "*car l'avenir n'attend pas*". (Reuters 08.07)

Ce n'est pas Daniel Cohn-Bendit qui le contredira, lui qui vient d'affirmer que "*Fillon serait mieux que Barroso*" comme président de la Commission européenne. Ceux qui ne savaient pas au juste dans quel camp il se situait sont servis.

Cadeau !

Les entreprises françaises paieront 6,3 milliards d'euros d'impôts en moins en 2010 grâce à la suppression de la taxe professionnelle sur les équipements et les biens mobiliers, selon Les Echos.

Le produit de la taxe professionnelle s'élève aujourd'hui à 22,2 milliards d'euros par an mais le gouvernement devra relever en contrepartie certains impôts existants pour éviter de creuser encore plus le déficit budgétaire.

Selon Les Echos, le gouvernement va notamment imposer les entreprises au titre de la valeur ajoutée à partir de 500.000 euros de chiffre d'affaires annuel. (Reuters 08.07)

Qui doit payer ?

EDF demande au gouvernement une hausse de 20% des tarifs de l'électricité pour ne plus s'endetter, a déclaré son P-DG Pierre Gadonneix lors d'une interview à paraître jeudi dans Paris Match. (Reuters 08.07)

C'est Nicolas Hulot qui expliquait le 10 juin qu'il fallait encore augmenter le prix du gaz et de l'électricité pour en réduire la consommation, qui doit être satisfait.

Comme larrons en foire.

Le Parti populaire européen (PPE) et les socialistes ont signé un "*accord technique*", mardi 7 juillet à Bruxelles, pour se partager la présidence du Parlement européen.

Le candidat du PPE (conservateurs), l'ancien premier ministre polonais Jerzy Buzek, devrait être élu le 14 juillet à la présidence de l'hémicycle pour la première moitié de la législature. L'Allemand Martin Schulz, président du groupe socialiste, est officieusement en lice pour la seconde moitié.

Les principaux groupes négocient pour se répartir les présidences de commission. La socialiste française Pervenche Berès risque de perdre celle de la commission des affaires économiques et monétaires au profit d'un libéral. Elle pourrait présider la commission de l'emploi. (LeMonde.fr 08.07) Ouf, quel soulagement !

Afrique du Sud.

Les ouvriers sud-africains du bâtiment ont entamé mercredi une grève illimitée qui a interrompu les travaux de construction des stades pour la Coupe du Monde de football de 2010.

Le syndicat NUM a déclaré que la grève de quelque 70.000 ouvriers se poursuivrait jusqu'à ce que les employeurs accordent les 13% d'augmentation salariale réclamés. Les entreprises ont refusé jusqu'ici d'aller au-delà de 10%.

La puissante fédération syndicale sud-africaine Cosatu a fait savoir qu'elle soutenait totalement la grève et que, bien qu'elle partage l'enthousiasme général pour la Coupe du Monde, elle ne pouvait tolérer que les stades soient construits par des ouvriers sous-payés ou travaillant dans des conditions peu sûres. (Reuters 08.07)

Le 11 juillet

Le PS : un parti d'élus au service de la Ve République et du capitalisme.

Martine Aubry a écrit aux responsables d'autres partis de gauche, à l'exception notable du NPA, pour leur proposer de réfléchir ensemble à un projet commun lors des élections régionales de 2010.

La lettre de deux pages a été adressée à Marie-George Buffet (Parti communiste), Jean-Michel Baylet (Parti radical de gauche), Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des citoyens), Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Verts) et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche).

"*Pour gagner, nous devons surmonter les divisions de nos mouvements et ou de nos partis. Nous devons changer*", écrit Martine Aubry aux responsables de gauche.

Objectif électoral 2010.

"*Nous devons accorder à ce dialogue tout le sérieux nécessaire en nous donnant le temps qu'il faut, mais sans en perdre : pour nous, notre rassemblement doit s'engager dès les élections régionales*", ajoute-t-elle.

Objectif électoral 2012.

"Nous devons, d'une seule voix, convaincre les Français que nous incarnons, ensemble, une alternative solide et durable pour bâtir un autre modèle de développement, un nouveau modèle de société, un nouveau monde", ajoute la maire de Lille. (Reuters 10.07)

Apparemment elle aurait oublié le POI et cet article de Reuters ne le mentionne pas, comme si ce parti n'existait pas. Elle propose un nouveau front populaire pour gérer le capitalisme. La méthode du PS et ses vassaux est très simple.

Ils proposent une alternative qui n'en est pas une en se servant de bonnes intentions pour couvrir leur escroquerie politique en espérant ainsi tromper les travailleurs. Leurs discours se concentrent autour de leurs bonnes intentions qu'ils ne tiendront jamais, tandis que leur alternative s'inscrit dans la continuité du capitalisme et des institutions.

Cela me fait penser à l'opposition entre idéalisme et matérialisme, où dans le premier cas on débat à l'infini des idées à la manière des philosophes, alors que dans le second on part de la situation concrète, de faits matériels pour interpréter le monde et son évolution.

J'estime qu'un parti ouvrier se compromet gravement aux yeux des travailleurs en s'alliant avec un parti qui participe au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, et qui dirige deux institutions internationales du capital, l'OMC et le FMI.

On peut s'étonner qu'en politique il n'en aille pas de même que dans la vie, ou encore que la dialectique s'arrête aux portes du PS. On comprend qu'Aubry s'adresse à ces partis, car finalement ils ne valent pas mieux que le PS, leurs dirigeants ont tous été un jour au pouvoir, notamment sous le gouvernement Chirac-Jospin.

Chine.

Le 26 juin dans une usine du sud de la Chine, des ouvriers hans en colère ont tué au moins deux ouvriers ouïghours, suite à des rumeurs de viol.

La veille des émeutes, des appels d'étudiants ouïghours à un rassemblement sur la place du Peuple, en plein centre d'Urumqi, ont circulé via QQ, un système de messagerie instantané. Selon les rapports de police et différents témoignages concordants, vers 18 h 20 dimanche, environ 200 personnes étaient réunies sur la place, surtout des jeunes Ouïghours, demandant justice et lumière sur l'affaire de l'usine.

Une heure et demie plus tard, sans qu'il y ait eu de violences jusque-là, l'ordre a été donné à la police armée anti-émeutes de disperser la manifestation. Selon un communiqué officiel, c'est seulement après qu'ont été rapportées les premières violences de groupes épars d'émeutiers brisant du mobilier urbain. Un témoin oculaire de la manifestation assure que la flambée de violence a été déclenchée par «le tabassage à mort de manifestants refusant de se disperser».

Ensuite durant deux heures, dans plusieurs quartiers aussi bien hans que ouïghours, 700 à 800 personnes se sont attaquées à des passants, s'opposant à la police, brûlant des magasins et des véhicules. Les images des émeutiers montrent des gens bien plus miséreux que les premiers manifestants, accréditant la thèse d'une flambée de violence provenant des «ghettos» ouïghours de la ville. De nombreux tirs d'armes automatiques ont été entendus, les émeutiers étant armés de pierres et d'armes blanches. Vers 22 heures, l'ordre était officiellement rétabli. (Libération.fr 10.07)

Il est difficile de savoir pour le moment ce qui s'est vraiment passé à Urumqi.

Le capitalisme : une poubelle !

Le Bundesrat, la chambre haute du parlement allemand, a approuvé le projet de "bad banks", des structures appelées à décharger les bilans des établissements bancaires de leurs actifs les plus risqués. (Reuters 10.07)

Obama menace.

La communauté internationale "ne va pas attendre indéfiniment" que l'Iran renonce à l'arme nucléaire, a déclaré vendredi le président Barack Obama en clôture du sommet du G-8 à l'Aquila, en Italie. (AP 10.07)

Le 10 juillet

Je n'ai pas eu le temps de finaliser mon article, demain sans doute, mes problèmes personnels me prennent beaucoup de temps et je n'arrive pas à m'en sortir, la situation ne s'améliore pas. J'hésite à porter mon affaire au plus haut niveau et à faire un scandale par crainte d'être expulsé. En même temps, que mon affaire soit connu du plus grand nombre me protègerait peut-être contre un coup tordu manigancé par le parti politique qui détient le pouvoir ici, donc la police. Je n'arrête pas de peser le pour et le contre au point de ne plus en dormir ; la nuit dernière quelqu'un a essayé d'ouvrir la grille principale et avant-hier j'ai trouvé sept pierres dans le jardin, alors que ce genre d'incidents n'avait jamais eu lieu en neuf ans.

Pour arranger le tout, ma belle-mère a disparu le lendemain du départ de mon épouse, elle craignait de s'ennuyer, alors que sa fille lui avait expliqué qu'il valait mieux ne pas me laisser totalement seul et que c'était peut-être une question de vie ou de mort, mais ma belle-mère s'en tape, ses intérêts avant tout ! Quant à mes beaux-frères ils se sont volatilisés aussi ; normal quand Magueswary n'est plus là il n'y a plus rien à gratter, je parle du fric ! Quelle mentalité de merde ! Mais rassurez-vous je m'y attendais, j'ai l'habitude. Si vous vouliez savoir à quoi se résume les rapports humains en Inde, vous en avez un exemple sous les yeux, et vous avez le droit de généraliser, c'est même fortement recommandé.

De son côté, Magueswary, à peine de retour en France, a eu l'idée de souscrire une assurance vie compte tenu de son état de santé toujours précaire. Quand elle m'a appris cela par téléphone, je n'ai pas trop su quoi lui répondre tellement j'étais surpris par cette démarche qui ne me serait pas venue à l'idée, la vie ne se marchande pas bordel ! Je lui ai dit de faire comme bon lui semblerait, que c'était son affaire et pas la mienne. Son intention est généreuse alors je ne l'ai pas engueulée. Elle craint que je me retrouve seul un jour dans la misère, nous n'y sommes pas encore, on arrive à survivre parce que l'on se prive d'un maximum de choses, du moment que l'on peut subvenir aux choses élémentaires (alimentation, vêtement, payer nos factures), il faut encore s'estimer heureux ou privilégiés.

Cela fera 7 ans le 16 août que je n'aurai pas mis les pieds en France et 13 ans que nous sommes installés ici. Un combat permanent, au quotidien pratiquement, pour essayer de vivre à peu près normalement et régler une multitude de problèmes inexistant en France. Pour être totalement franc avec vous, à part le soleil qui aide à être de bonne humeur dès le lever du jour, je ne tire aucun avantage ou aucun plaisir à vivre en Inde. Et c'est vrai que le site est devenu le meilleur moyen de supporter ce pays à défaut de pouvoir militer sur le terrain, tous mes espoirs reposant sur la lutte de classe.

Je souhaite à tous un excellent week-end et surtout gardez le moral, le capitalisme est dans une merde noire et il ne semble pas près d'en sortir.

La collaboration de classes ne connaît pas de répit.

Syndicats et patronat ont finalisé, mercredi 8 juillet, après deux séances de négociation, un projet d'accord sur "*la gestion sociale des conséquences de la crise économique sur l'emploi*".

La feuille de route avait été rappelée, la veille, par un courrier du chef de l'Etat.

Mercredi soir, outre la délégation patronale, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et, en termes plus pesés, FO, ont indiqué leur volonté de signer ce projet. Seule la CGT a considéré que "l'équilibre du texte n'était pas satisfaisant, avec des mesures qui n'auront aucun impact direct pour les salariés".

Pour Stéphane Lardy (FO) au contraire, "*les solutions proposées, rapides et pragmatiques, sont plutôt équilibrées*".

La chef de file du Medef, Dominique Castéra, a rappelé que le cadre de la négociation était de "ne pas augmenter les charges pour

les entreprises et de ne pas demander de nouvelles aides à l'Etat".

Le conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie a jugé que l'accord était "un pas positif dans la bonne direction notamment pour les salariés en chômage partiel". (Le Monde 09.07)

Sarkozy fixe "la feuille de route", le Medef fixe le "cadre de la négociation", et les bureaucrates syndicaux pourris s'exécutent. Un modèle du genre pour comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier est gangrené jusqu'à l'os.

Je sais d'avance ce que l'on va nous répondre : c'est mieux que rien, il y a des avancées sociales pour les travailleurs dans ces accords, etc., sans doute, et des inconvénients mais si peu qu'on s'en tape, le tout au détriment de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est d'en finir avec le capitalisme, mais nos détracteurs ont fait l'impasse depuis longtemps sur cet objectif. Les partisans d'un plan de relance pour soulager les travailleurs des conséquences de la crise du capitalisme peuvent s'estimer heureux, ils sont les seuls !

Un rapport commandé par Matignon.

Selon un rapport réalisé par une équipe de six chercheurs, pour le compte du Centre d'analyse stratégique (CAS), organisme rattaché à Matignon, aujourd'hui, le PIB (produit intérieur brut) est 176 fois plus important qu'il y a 30 ans, les ménages vivent dans de meilleures conditions mais le déclassement social persiste.

De 22 à 25% des trentenaires et des quadragénaires sont aujourd’hui plus bas dans l’échelle sociale que ne l’étaient leurs parents.

Aujourd'hui, 40% des individus ont une meilleure position sociale que leurs parents, là aussi le chiffre est en progression depuis les années 80 (37,7% en 1983). (Le Monde 09.07)

Comment peut-on interpréter ces données ?

L'augmentation du PIB par habitant ne veut rien dire si parallèlement les prix ont augmenté en rapport ou davantage encore. Dans les dépenses des ménages, la part des charges constantes ou incompressibles (loyer, électricité, eau, téléphone, transport, etc.) a nettement augmenté, plus rapidement que les salaires.

Si 25% des trentenaires et des quadragénaires sont aujourd'hui plus mal lotis que leurs parents, 75% s'en sortiraient aussi bien ou mieux. On peut très bien se situer à un niveau plus élevé sur l’échelle sociale et vivre plus mal, par exemple en travaillant comme un forcené quand on est cadre ou par le biais du surendettement qui faussent les calculs. S'en sortir mieux, à quel prix, au prix de quels sacrifices, en vivant de quelle manière ?

Quant à la position sociale qui aurait évolué, là aussi tout dépend de quoi on parle. Par exemple, mon père était menuisier, je suis jeune professeur des écoles, on nous dira que sur l'échelle sociale professeur c'est mieux qu'ouvrier du batiment, sauf que cela n'est pas flagrant au niveau de la rémunération. De nos jours, un bon menuisier qualifié qui devient une perle rare, aura bien souvent un salaire supérieur à celui d'un jeune enseignant.

Dans les années 75-80, être informaticien c'était être assuré d'avoir une position sociale et une rémunération très nettement supérieures à celle d'un ouvrier ou un employé de bureau, alors qu'aujourd'hui, notre informaticien à qualification égale touche tout juste le Smic.

La situation s'est dégradée très rapidement dans bon nombre de secteurs d'activité. Je me souviens que lorsque j'étais technicien en bureautique au milieu des années 80, grâce à mon expérience et ma qualification j'avais un revenu supérieur à 50 ou 70% du Smic, on aurait donc pu penser que j'avais gravi un échelon sur l'échelle sociale. Mais voilà que me retrouvant au chômage à peine quelques années plus tard, je me suis retrouvé en concurrence avec des jeunes payés à peine au-dessus du Smic pour faire le même travail, j'ai dû accepter un salaire misérable pour survivre, et j'ai dû déménager parce que je ne pouvais plus payer mon loyer devenu trop élevé par rapport à mon salaire, donc j'ai rétrogradé sur ce qu'ils appellent l'échelle sociale.

Ce genre de rapport commandé par le gouvernement ne sert qu'à tenter de redorer le blason du capitalisme mis à mal par la crise actuelle, une façon de dire aux travailleurs : de quoi vous plaignez-vous, soyez patients, c'était pire avant !

La charrette du jour.

La direction d'Alcatel Lucent a informé des représentants du personnel qu'elle prévoyait un nouveau plan social affectant 1.000 personnes en France en 2009 et 2010. (Reuters 09.07)

Combien ça coûte ?

Les opérations extérieures de la France - qui envoie 10 000 à 12 000 militaires chaque année hors des frontières - 'ont un coût élevé, en augmentation continue', soulignent les députés Louis Giscard d'Estaing (UMP) et Françoise Olivier-Coupeau (SRC) dans le rapport de la mission d'évaluation et de contrôle rendu public mercredi 8 juillet.

En 2008, les cinq opérations en cours (Afghanistan, Kosovo, Liban, Tchad et Centrafrique, Côte d'Ivoire) ont coûté 852 millions au ministère de la défense. Les députés évoquent une 'croissance préoccupante'. 'Entre 2006 et 2008, à effectifs déployés quasi constants, les surcoûts ont augmenté de près de 250 millions d'euros, soit une hausse de 40 %', notent-ils. (LeMonde.fr 09.07)

Dites-moi si je me trompe, SRC signifie bien groupe socialiste, radical et citoyen, cela signifie que le PS ne se contente pas de participer au gouvernement, à toutes les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, il collabore aussi à l'élaboration de rapports, d'études, de textes de loi avec l'UMP, bref, dans les grandes comme dans les petites il collabore avec le parti de Sarkozy qu'il serait sensé combattre selon certains que l'on n'ose même pas nommés tellement on a honte pour eux, le PS est ainsi totalement intégré aux institutions de la Ve République au même titre que l'UMP (ce n'est pas une nouveauté évidemment !).

Voilà un constat que personne ne peut nier puisque l'on peut le vérifier quotidiennement. Partant de là quelle signification faut-il donner à une déclaration d'un dirigeant ou un adhérent du PS en faveur des revendications de la classe ouvrière ? Aucune ou pas davantage qu'à celle d'un membre de l'UMP par exemple, sauf à vouloir à tout prix faire croire aux travailleurs et aux militants que ce parti serait ou pourrait être autre chose que ce qu'il est fondamentalement, un des piliers du régime.

Sérieusement, vous les imaginez un instant engager le combat contre la Ve République ? C'est aussi ce que l'on veut nous faire croire lorsque l'on s'adresse à ses dirigeants pour que le PS appelle à une marche unie sur Paris. Les faits, rien que les faits comme ils osent dire encore, la réalité a parfois quelque chose d'insupportable... comme la vérité qui sera toujours révolutionnaire !

A bas tous les partis intégrés aux institutions de la Ve République !

Emeutes en Chine sur fond de rejet des inégalités sociales.

Les 8 millions d'Ouïgours, qui formaient jadis 90 % de la région, en représentent moins de la moitié aujourd'hui et se sentent asphyxiés par une massive politique de colonisation intérieure des Hans, nous dit-on. (Le Figaro 09.07)

Certes, la même situation existe dans la région autonome du Tibet, mais jusqu'à présent les Ouïgours et les Hans vivaient en paix, c'est l'aggravation des inégalités sociales dont le gouvernement porte la responsabilité qui est la cause de ces émeutes.

Le 13 juillet

Hier je m'étais lancé dans une causerie sur le Front de gauche, le PS et le POI, lorsque je me suis aperçu qu'elle était très longue, en vérifiant ce matin je me suis rendu compte qu'elle faisait cinq pages ! Il faut dire que j'y ai consacré une bonne partie de la journée, donc finalement je mettrais demain cette analyse politique sous forme d'un article.

Un camarade m'a envoyé une dépêche de l'AFP que je n'avais pas lu, je l'en remercie de la part de tous les militants qui se connectent sur le site. Il m'a écrit également : "*Je te félicite de tenir bon dans cette période désespérante, politiquement et personnellement*".

Il n'y a aucune raison de désespérer, sauf bien entendu si l'on s'attend tous les quatre matins à engranger des victoires, la lutte de classe du prolétariat est davantage faite de défaites que de victoires comme le soulignait Marx.

Si l'on s'attelait à construire le parti tel que nous l'a enseigné Lénine, on aurait sans doute de quoi rester optimiste. Si l'on consacrait une grande partie de notre activité militante à recruter et former une armée de combattants révolutionnaires conscients, chaque nouveau militant recruté, chaque progrès politique enregistré par les militants serait une source de satisfaction et d'optimisme inépuisable. Si l'on s'imagine que tous les militants des partis ouvriers ont rompu avec le capitalisme et qu'ils ont été définitivement gagnés au socialisme, on se fait de graves illusions.

Que selon les périodes de la lutte des classes, le parti gagne ou perde des militants n'a pas de quoi nous formaliser, il était arrivé au parti bolchevik de perdre jusqu'à 90% de ses militants, sauf qu'à la différence de nos partis, ces militants avaient été formés à l'école du socialisme de Marx et Engels et non à celle d'un Jaurès ou d'un Guevara.

Cet objectif n'étant partagé par aucun parti puisqu'ils ont tous rejeté le léninisme, il reste les victoires partielles sans lendemain qui ne profitent qu'à certains et la multitude de défaites qui laissent un goût amer, le recrutement lors d'une bataille bourré d'illusions

qu'on évitera de dissiper quand on ne les nourrira pas directement, notre objectif est plus quantitatif que qualitatif, cela va de pair avec notre conception du parti et le rôle qu'on lui attribue dans la lutte de classe, on se gargarise du moindre succès sans se poser la question de savoir par quel moyen on y est parvenu et comment il se traduit concrètement en terme de construction du parti, les apparences nous suffisent en quelque sorte comme s'il était devenu impossible d'espérer mieux, du coup en n'en finit pas d'avancer et de reculer pour finalement refaire inlassablement les mêmes gestes dans un parti qui ressemble à une passoire, pire sans que les militants qui nous ont quittés n'aient franchement compris la nécessité de passer au socialisme.

Il est vrai que si l'on s'arrête aux résultats de notre intervention dans la lutte des classes et que l'on mesure la distance qui nous sépare de notre objectif final, il y a de quoi effectivement désespérer. Mais je pense que ce n'est pas la bonne méthode pour analyser correctement la situation politique.

Si vous attendez que la situation se décante à l'initiative des appareils, vous êtes très mal barrés ! On vous a éduqué politiquement en vous enchaînant au front unique comme s'il constituait le chemin obligé et qu'il fallait en attendre des miracles, alors qu'en guise de miracle vous vous retrouvez face à un mirage ! On pourrait dire la même chose à propos de la grève générale, alors que le facteur principal réside dans l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience politique...

Quand on prend en compte au point de départ de la mobilisation des masses leur niveau de conscience politique, on évite de se faire des illusions sur leur capacité à atteindre un objectif qui n'est pas à leur portée ou à poser une question politique dont elles sont incapables de se saisir, par exemple. Je suis certain que la plupart des militants se sont faits de lourdes illusions au cours des trois premiers mois de l'année, ils pensaient que quelque chose de sérieux allait enfin se passer, que la mobilisation allait encore s'amplifier, qu'on allait enfin pouvoir faire reculer Sarkozy ou lui imposer une cinglante défaite, puis patratas le soufflé est retombé.

Ceux qui se sont faits ces illusions sont partis d'une analyse incorrecte ou incomplète de la situation des masses qui sont loin d'être toutes logées à la même enseigne ou d'avoir atteint le même degré de maturité politique. Dans l'enthousiasme du combat politique, on s'est laissé entraîner à croire que tout devenait soudainement possible sans tenir compte de la réalité. Ce n'est pas bien grave, une fois qu'on l'a admis et qu'on en a tiré les leçons pour ne pas commettre à nouveau la même erreur dans le futur, on peut facilement corriger le tir.

Il faut bien admettre que l'immense majorité de la classe ouvrière n'est pas prête à remettre en cause le système capitaliste, ne parlons pas de l'état d'esprit de la petite-bourgeoisie qui en dehors de toute adhésion du prolétariat à une issue politique, lorgne du côté de ceux qui ont les moyens politiques de satisfaire ses intérêts immédiats.

Le mouvement ouvrier apparaît plus divisé que jamais aux yeux des travailleurs. Au lieu de vouloir réaliser à tout prix l'unité de ces partis, on ferait mieux de reprendre la méthode qu'avait employé Lénine en 1902 (Que faire ?) qui consistait à mener une guerre sans répit contre l'opportunisme et le centrisme, contre les "économistes", on dirait aujourd'hui contre le réformisme à la Bernstein, tout en tentant de rassembler dans le même parti les militants révolutionnaires qui sont éparpillés dans une multitude de formations politiques. Ce n'est pas tout, Lénine s'est employé à polémiquer contre tous les courants dont la politique s'écartait de l'objectif du combat du mouvement ouvrier pour guider la classe ouvrière sur la voie de la prise du pouvoir, objectif qu'elle ne pourrait atteindre qu'à partir du moment où elle disposerait d'un parti construit dans cette perspective politique, encore faudrait-il entre temps qu'elle ait hissé ce parti à sa tête... Le parti bolchevik ne s'est pas construit et n'a pas emporté l'adhésion de la majorité de la classe ouvrière, puis pris le pouvoir, (uniquement) sur la base du combat pour le front unique, mais en défendant son programme, en laminant sur le plan théorique et politique tous ses adversaires, en refusant toute compromission avec le régime.

Un jour un camarade m'a écrit en cachant mal le mépris que ma démarche politique lui inspirait, qu'il ne servait à rien d'avoir raison tout seul, pour autant qu'on puisse admettre que j'ai parfois raison. Cela m'a fait sourire, car j'avais encore à l'esprit les paroles prononcées après coup par Marx, Engels et Lénine, qui se contentaient d'observer non sans une pointe d'humour, qu'ils avaient presque toujours été en minorité dans leurs propres partis, mais que finalement leurs idées avaient fini par l'emporter.

Je peux effectivement me tromper, cela m'arrive évidemment et je le reconnais publiquement, mais je ne peux pas m'empêcher de penser au regard de la décomposition actuelle du mouvement ouvrier qui n'en finit plus - on croit toujours avoir touché le fond et l'on se rend compte plus tard qu'on avait péché par excès d'optimisme, qu'on ne s'en sortira pas en ménageant ceux qui n'ont jamais eu l'intention d'en finir avec le capitalisme et d'éduquer politiquement les masses dans cette perspective.

Que la majorité des travailleurs aient commencé à douter de l'avenir que le capitalisme leur réserve, on peut effectivement le concevoir, mais pour rompe avec lui il en faut plus, beaucoup plus, il faudrait qu'ils aient l'espoir d'un avenir meilleur dans une société reposant sur d'autres bases économiques et sociales, il faudrait qu'on leur propose un programme qui réponde à toutes les questions qu'ils se posent et qui sont parfaitement légitimes.

Aucun parti n'a actuellement les moyens d'organiser la classe et de la mener au combat contre le régime. Donc laissons cet objectif de côté pour le moment et concentrons-nous sur la construction du parti à partir de notre intervention dans la lutte des classes sur la base d'un programme socialiste. Sans parti les choses se présentent différemment et semblent plus compliquées, notre combat doit consister à gagner un à un des travailleurs au socialisme, si nous atteignons cet objectif, nous aurons fait notre boulot, la

suite viendra après, un peu de patience...

Les faits ont montré une multitude de fois que nos dirigeants étaient dans l'erreur depuis des lustres, qu'à courir après deux lièvres à la fois on n'en attrapait aucun, gageons qu'il n'en sera pas toujours ainsi. On a beaucoup de boulot sur la planche, tiens je vais vous donner un exemple qui illustre très bien le genre données qu'il ne faut pas prendre à la lettre.

On nous dit que plus de 50% des Français ne partiront pas en vacances cette année, je vous passe les analyses qui suivent ce constat. En réalité au moins 50% de la population ne part jamais en vacances pour des raisons diverses ; parce qu'ils habitent à la campagne, à la montagne ou au bord de la mer ; parce qu'en dix minutes en voiture ils se retrouvent hors de la ville et peuvent profiter de la nature pour se changer les idées ; des millions d'autres habitent dans des pavillons ou des lotissements agrémentés d'un jardin, comme ils n'ont pas le temps d'en profiter vraiment le reste de l'année, la période des vacances leur permet de se retrouver en famille ; d'autres encore profitent des vacances pour effectuer chez eux les travaux qu'ils n'ont pas trouvé le temps de faire le reste de l'année, etc.

Bref, quand des 50% du départ vous avez retiré tous ceux dont je viens de parler qui ne partent pas en vacances pour une autre raison que financière, combien en reste-t-il au juste qui n'ont pas d'autre choix que de rester chez eux pendant leur période de congés ? J'ai oublié les retraités qui sont quand même entre 12 et 15 millions et qui sont en vacances toute l'année, je ne sais pas s'ils étaient comptabilisés dans le lot.

Qu'on se comprenne bien, je ne tiens pas absolument à minimiser le nombre de travailleurs et leurs familles qui ne partent pas en vacances, je voulais simplement montrer que même sur une question aussi élémentaire qui ne présente pas un intérêt exceptionnel on nous racontait des histoires, il en découle une analyse fausse de la situation et de l'état d'esprit des masses. C'est comme l'histoire du travailleur pauvre qui vit seul avec son salaire misérable et qui parvient à s'en tirer dès qu'il est en couple avec deux salaires, même misérables, pour peu qu'ils ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, on continue de les classer dans la catégorie des travailleurs pauvres ce qui fausse notre analyse de leur situation sociale.

Personnellement je n'ai pas les moyens de me payer des vacances depuis des lustres, je préfère vivre modestement et garder mon argent pour assurer le quotidien toute l'année. Ne me dites pas que je suis en vacances toute l'année, car avec le lot d'emmerdes que je me trimballe en permanence, on ne peut pas vraiment appeler cela des vacances ! Et puis si j'étais en vacances, je ne serais pas en train de vous écrire !

Bonnes vacances quand même à ceux qui en prennent et ayons toujours à l'esprit les millions de travailleurs qui n'ont pas cette chance, surtout leurs enfants.

Une dépêche seulement.

Quand Aubry appelle au "***rassemblement des partis de gauche***", de qui cause-t-elle ?

L'UMP Maryse Joissains, maire sortante invalidée, est arrivée en tête lors du premier tour des élections municipales partielles d'Aix-en-Provence avec 43,31% des voix.

Sa liste devance la liste PS-MoDem-PRG créditée de 34,08% des suffrages.

La participation s'élève à 44,05% contre 59,18% au premier tour des municipales de 2008. (Reuters 12.07)

Vaut mieux en rire !

Le 15 juillet

La lèpre et le choléra.

Le Parti socialiste, le MoDem et les radicaux de gauche ont décidé de faire cause commune avec les Verts contre la liste UMP de la maire sortante Maryse Joissains, en vue du deuxième tour de la municipale partielle d'Aix-en-Provence dimanche prochain. (Reuters 13.07)

No comment !

Dès demain nous continuerons dans les luttes et dans les débats à porter ce courant clairement de gauche qui veut rassembler et se mettre au service de la population aixoise.

Il est très lourd !

Le budget de la Défense ne pâtira pas de la crise économique et financière actuelle, assure Nicolas Sarkozy à l'occasion du 14 Juillet.

"*On ne peut pas rogner sur la sécurité de la France. Ce n'est pas possible*", déclare le président français dans un entretien enregistré par France 2 pour une émission sur les armées françaises diffusée mardi soir.

Il promet également de ne ménager aucun effort pour que la France "*sorte le plus vite possible*" de la crise, tout en en affirmant que "*diriger un pays qui est en récession de 3 % (...) c'est très lourd*".

Nicolas Sarkozy rappelle que le gouvernement a décidé de consacrer 377 milliards d'euros sur les 12 prochaines années à la modernisation des équipements des armées.

Le pays mis sous surveillance.

Une priorité "absolue" sera accordée à tout ce qui touche au renseignement, notamment les drones, afin que la France puisse "*disposer des renseignements qui lui sont nécessaires pour prendre des décisions stratégiques*", précise-t-il.

Le président des milliardaires, de la jet-set... de la police et de l'armée !

Le budget de la Défense ne pâtira pas de la crise économique et financière actuelle, assure Nicolas Sarkozy à l'occasion du 14 Juillet.

Et dire qu'il aurait dit le 7 juillet devant les élus de l'UMP : « *Au pire, au mieux, vous vous dites que vous en avez encore pour sept ans et demi maximum avec moi !* ». (Reuters 13 et 14.07)

Faisons-le mentir !

Le système policier se renforce.

"*J'agis selon un principe simple: il n'y aura ni territoire oublié, ni catégorie négligée, ni forme de délinquance tolérée*", prévient Brice Hortefeux dans "Le Figaro". "*Il faut regarder la vérité en face: la délinquance a cessé de baisser au premier semestre 2009*".

"*Le rapprochement des 105.000 gendarmes et des 145.000 policiers, placés sous le commandement unique du ministère de l'Intérieur, renforcera l'efficacité de notre action dans de nombreux quartiers sensibles*".

"*En outre, la vidéoprotection doit être davantage développée car elle a démontré son efficacité chez nos voisins, et par exemple au Royaume-Uni*", plaide le locataire de la place Beauvau. "*En France, nous observons que la délinquance diminue deux fois plus vite dans les communes équipées de vidéoprotection*".

Et "*dès demain, je réunirai les -préfets afin d'insister sur la nécessaire et totale mobilisation dans la lutte contre toutes les formes de délinquance*", indique Brice Hortefeux. "*Et, dès septembre, je ferai le point sur les premiers résultats obtenus avec les responsables départementaux de la police et de la gendarmerie*". (AP 14.07)

Le réalisateur de 34 ans, Joachim Gatti, qui a perdu un oeil suite à un tir de flash-ball lors d'une manifestation qui avait suivi l'expulsion d'un squat dans la ville de Seine-Saint-Denis, n'a pas été oublié, comme quatre autres manifestants depuis le début de l'année !

La nature sociale des Verts : la même que celle de l'UMP.

José Manuel Barroso ferait un candidat idéal à la présidence de l'Union européenne, un poste qui sera à pourvoir dès l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, a estimé mardi Daniel Cohn-Bendit. (Reuters 14.07)

Barroso appartient au Parti populaire européen (PPE), la famille politique de l'UMP. A qui profite le vote "écologiste" ? Devinez ?

Chômage et surexploitation ne feront pas le compte.

Les pays développés pourraient perdre près de 30 millions d'emplois de la fin 2007 à la fin 2010, a déclaré le secrétaire général de l'OCDE.

Le marché du travail réagit toujours avec retard à une reprise de la production, dans la mesure où les employeurs tentent de tirer la productivité maximale des effectifs existants avant de réembaucher. (Reuters 14.07)

Une fois les concurrents évincés et l'argent (public) de l'Etat empoché, les affaires reprennent.

La banque américaine Goldman Sachs fait état d'une hausse de 33% de son bénéfice net au deuxième trimestre, un résultat supérieur aux attentes qui reflète notamment le rebond des marchés boursiers.

Le produit du trading a fait un bond de 93% par rapport à l'année précédente.

L'activité de garantie d'émissions et autres augmentations de capital a réalisé un produit record de 736 millions de dollars.

"*Il y a moins de concurrence dans ce domaine*", a expliqué le directeur financier de Goldman Sachs, David Viniar, lors d'un point de presse.

Goldman a reçu au total 10 milliards de dollars du Trésor américain dans le cadre du Tarp (Troubled Asset Relief Program). (Reuters 14.07)

Un commerce infâme.

Le groupe Johnson & Johnson a dégagé un bénéfice net de 3,21 milliards de dollars au deuxième trimestre 2009.

Les ventes de médicaments délivrés sur ordonnance ont baissé de 13,3% pour s'établir à 5,5 milliards de dollars, plombées par la concurrence des génériques. Les ventes ont plongé de 73% pour le Topamax (traitement de l'épilepsie), à 182 millions de dollars, et de 66% pour le Risperdal (traitement de la schizophrénie), à 239 millions.

Les ventes de Remicade (contre l'arthrite) ont progressé de 24% à 1,1 milliard de dollars. (Reuters 14.07)

Etats-Unis.

A bout de souffle.

Le déficit budgétaire américain a encore augmenté de 94 milliards de dollars en juin a indiqué mardi le département du Trésor. Il atteint désormais 1.086 milliards de dollars sur les neufs premiers mois de l'exercice en cours.

Selon les projections du Congrès américain, il devrait dépasser la somme pharaonique de 1.800 milliards de dollars à la fin de l'exercice. L'an passé, il s'était élevé à 285,85 milliards de dollars. (LaTribune.fr 13.07)

Russie.

Le PIB en chute libre.

Les agences russes d'informations Ria Novosti et Interfax ont annoncé que le gouvernement s'attendait à une chute du produit intérieur brut (PIB) de 10,2% au premier semestre 2009 puis de 6,8% au second.

Au second semestre, la production industrielle, point faible de l'économie russe, devrait chuter de 9,8%, indiquent également les agences. Elle s'est contractée de14,9% en glissement annuel au premier semestre 2009, a annoncé le ministère du Développement économique (MER) dans un rapport publié lundi, selon Novosti. (LaTribune.fr 13.07)

Honduras.

Le président destitué du Honduras Manuel Zelaya appelle à l'insurrection.

Manuel Zelaya a affirmé que les citoyens du Honduras avaient le droit de manifester et de faire grève contre le président de facto, Roberto Micheletti, qui a menacé le président déchu de prison s'il tentait de revenir dans son pays.

"*Personne ne doit allégeance à un gouvernement usurpé*", a précisé Manuel Zelaya, renversé le 28 juin par un coup d'Etat militaire et soutenu par quasiment toute la communauté internationale. "*L'insurrection est un processus légitime*". (AP 14.07)

Le 16 juillet

J'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme* avec des extraits de *Grève de masses, parti et syndicat* de Rosa Luxemburg.

Je remercie au passage le camarade M. qui m'a envoyé un courriel il y a quelques jours dans lequel il me "*félicitait*" de "*tenir bon dans cette période désespérante, politiquement et personnellement*". Mes emmerdes personnelles sont secondaires, temps qu'ils ne m'empêchent pas de continuer mon activité politique. Mon épouse Magueswary m'appelle tous les deux jours, elle vit mal notre nouvelle séparation. On a passé notre temps à être séparés, heureusement d'une certaine manière. De mon côté, j'ai repris mon train d'enfer, à ceci près que j'essaie de ne plus passer ma journée devant l'écran car cela bouffe les yeux. Ma mère non plus ne part pas en vacances, l'anneé dernière elle était déjà restée chez elle, alors que lorsque mon père était encore en vie, ils partaient tous les ans en camping au soleil.

Mes parents étaient plutôt athés, leur religion bordel, c'était les congés payés, la récompense suprême après une année de dur labeur pour un salaire de misère et des conditions de travail épouvantables, sur les chantiers, on y laisse sa peau. Je ne voulais pas de cette vie quand j'étais jeune, je me disais : bosser pour être pauvre, à quoi bon, mais une fois quittée la demeure familiale, il a bien fallu s'y coller, et jusqu'à mon départ en Inde, même en Inde, je n'ai jamais arrêté de gratter, il n'y a que depuis cinq ans que je suis à la retraite forcée.

Demain on me propose un boulot de prof que je saute dessus. Avec les jeunes, il faut plutôt avoir l'esprit vif si tu ne veux pas être à la traîne et ne plus les comprendre. Quand on prend de la distance par rapport à ce que nous vivons, nous arrivons à voir ce qui se passe vraiment autour de nous et à comprendre la situation, le rôle que chacun joue.

Sur le plan politique, ce n'est pas réjouissant, mais la crise aidant, on peut être optimiste raisonnablement, à défaut de l'être par conviction. La question n'est pas trop de savoir s'ils peuvent ou non sortir de cette crise, mais de quelle manière ils s'y prennent pour la surmonter et les conséquences qui en découlent, qui à eux seules vont alimenter la lutte de classe des prochains mois et des années à venir.

Je continue de penser que la méthode mise en oeuvre par le POI avec les comités d'unité pour l'interdiction des licenciements est la bonne, parce qu'elle est orientée vers la classe ouvrière. Je ne suis pas un ouvrièriste comme vous le savez, mais j'attache une importance particulière au combat politique en direction de la classe ouvrière, car j'estime que c'est à partir du moment où des ouvriers s'engageront en masse dans le combat politique, que le mouvement ouvrier sortira de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis si longtemps, qu'un réel parti révolutionnaire se constituera.

Bruits de bottes au palais.

J'ai regardé d'un oeil distrait parce que je faisais autre chose en même temps, hier soir en différé sur TV5 Monde Asie, l'émission de France 2 consacrée à l'armée de terre avec son paillasson de célébrités du show-business, qui se terminait par une interview de La Talonnette.

Ah, vous avez été drôlement gâtés le 14 juillet ! Et l'armée indienne qui défile sur les Champs, quel exotisme pour un Parisien qui vit dans le sud de l'Inde depuis de nombreuses années !

Je n'en croyais pas mes yeux et surtout mes oreilles tant le dictionnaire des superlatifs a été mis à contribution pour saluer cette "glorieuse" armée de terre, si "humaine" ! Il est bien connu que militarisme et humaniste font bon ménage, pour un peu ce serait les militaires français les plus grands humanistes de la terre, je n'exagère rien, Sarkonapoléon n'a-t-il pas été jusqu'à dire que l'armée de terre française était la meilleure armée du monde, pardon, il a rectifié, l'une des meilleures avec la britannique.

Avant d'aller me coucher sur les coups de minuit - j'ai tenu le coup jusqu'à la fin de cette émission à vomir, je me suis rappelé autrefois mes parents qui restaient scotchés devant l'écran de télévision pour regarder la retransmission du défilé du 14 juillet sur les Champs-Elysées à l'époque du générale de Gaulle, ils avaient l'impression d'appartenir à une grande nation et ils en étaient fiers, il faut dire qu'ils n'avaient aucune conscience de classe, mais vous l'aviez deviné.

Quitte ou double.

Contestée par ses alliés de gauche et au sein même du Parti socialiste, Martine Aubry tente d'affirmer son autorité en mettant en demeure Manuel Valls de taire ses critiques contre le parti ou de le quitter.

"*Puisque tu me sommes de donner une réponse claire à ton ultimatum, je t'informe que j'entends bien rester fidèle à mon poste, à*

ma famille politique et à mes valeurs", écrit Manuel Valls dans sa réponse. (Reuters 15.07)

Le PS sombre, le POI veut le sauver.

Dans le dernier numéro (55) d'*Informations ouvrières* , Carlos Pieroni s'émeut suite à une proposition de Montebourg de payer un ou deux euros pour participer à des primaires pour la présidentielle : " *Est-ce de cette façon et avec de telles propositions que le PS se réimplantera chez les travailleurs et dans la jeunesse ?*". Pour distiller auprès d'eux sa politique réactionnaire ?

La société de consommation synonyme d'un terrible gâchis et de destruction de forces productives.

L'éco-organisme Eco-systèmes annonce dans son rapport annuel, paru le 15 juillet, avoir collecté 192.808 tonnes de Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en 2008. L'an dernier, le public a ramené 16 millions d'appareils électriques et électroniques usagés dans les points de collecte. (LePoint.fr 15.07)

Le gouvernement dément... puis s'exécute.

Les tarifs d'EDF "ne seront augmentés qu'à concurrence de l'augmentation des coûts nécessaires pour produire notre électricité en France", a déclaré mercredi la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

La ministre de l'Economie a cependant laissé entendre que les tarifs de l'électricité en France "de 15 à 30% moins élevés" que dans les autres pays de l'Union européenne, allaient augmenter. (AP 15.07)

Les effets bénéfiques des "***amortisseurs sociaux***".

Sandri a écrit page 10, IO n°55 paru hier : "*Nous ne sommes plus dans les années 1930-1939, le mode de vie s'étant heureusement amélioré. Grâce à l'action ouvrière et au combat mené sur le terrain de la lutte des classes, les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques. Nul ne peut pourtant prévoir ce qu'il adviendra au cours des années à venir. La défense des acquis demeure donc la question prioritaire de l'action syndicale...*"

Sans ces "*amortisseurs sociaux*" la crise du capitalisme se serait transformée rapidement en crise politique, puis révolutionnaire, simple constat.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès social réalisé grâce à la lutte de classe du prolétariat, mais de mettre le doigt sur la manière dont il a été obtenu, et surtout, dans quel objectif ou quelle perspective politique il s'inscrivait : mieux vivre en régime capitalisme ou le combattre pour l'abattre ?

Le 17 juillet

Je n'ai pas le temps d'actualiser les dépêches, demain. J'ai rédigé une bafouille sur le PS, une de plus direz-vous, pas tout à fait car la situation évolue. Il faudrait faire aussi le point sur la crise du capitalisme, ce n'est pas une question qui doit être traitée à la légère, on ne devrait pas se contenter de commenter son évolution, mais tenter de prévoir de quelle manière elle pourrait évoluer...

Si j'ai appelé à participer aux comités d'unité initiés par le POI, c'est aussi parce que je table sur une aggravation de la situation sociale en France dans les mois à venir, les militants sont plus utiles dans ces comités qu'à refaire le monde entre quatre murs ou critiquer tous les partis sans rien proposer ou participer au combat.

A plus.

Le 18 juillet

Pas le temps de causer, je dois aller acheter un nouveau frigidaire, cela va bien me prendre au moins trois heures, on est en Inde ! Bon week-end à tous.

Une justice d'exception.

Les dix prévenus du premier procès des violences urbaines survenues à Villiers-le-Bel en novembre 2007 ont été condamnés, vendredi 17 juillet, à des peines allant de un à trois ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise).

Dépourvus de preuves matérielles, les dossiers des jeunes condamnés ne reposent que sur des déclarations, en particulier des dénonciations anonymes et faites contre rémunération, comme le permet une loi récente. Ils sont donc fortement contestés par la défense. (LeMonde.fr 17.07)

Une justice sociale d'exception.

Les recettes de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) vont baisser en France en 2009 en raison de la dépréciation des biens immobiliers et des allègements fiscaux décidés par le gouvernement, qui ont atteint 718 millions d'euros contre 656 l'an dernier.

Il y a moins de contribuables soumis à ISF, puisque le nombre de déclarations s'établissait début juillet à près de 539.000, contre 548.000 à la même date en 2008.

Le montant de l'impôt déclaré s'élève à 3,130 milliards d'euros contre 3,750 l'an passé à la même époque, annonce le ministre du Budget Eric Woerth dans un communiqué.

Le ministre justifie les allégements consentis aux plus favorisés, au nombre de 102.000 (contre 92.000 l'an dernier) pour un montant global de 718 millions d'euros et qui sont fondés sur des investissements dans une PME ou des dons à un organisme d'intérêt général. (Reuters 17.07)

Chine.

La chape de plomb.

Les autorités chinoises ont fermé vendredi un centre de documentation juridique du mouvement de défense des droits de l'Homme Gongmeng à Pékin, et révoqué l'autorisation d'exercer de 53 avocats de la capitale chinoise. (AP 17.07)

PIB.

Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,9% sur une base annuelle au cours de ce deuxième trimestre, alors que le premier s'était achevé sur une croissance de 6,1%, selon l'Office national des statistiques. La Chine a ainsi la plus forte croissance au monde.

Sur l'ensemble du premier semestre la croissance a atteint 7,1%, contre +10,4% au premier semestre 2008.(La Tribune 16.07)

Inde.

La dictature du parti politique local au pouvoir.

Une parlementaire indienne du Parti du Congrès (au pouvoir) a été interpellée jeudi et sa maison incendiée par des militants après qu'elle a suggéré que la Première ministre de l'Etat d'Uttar-Pradesh (180 millions d'habitants), Mayawati, devrait se faire violer pour comprendre vraiment le calvaire vécu par les femmes violées. (AP 16.07)

Explication : en lisant uniquement cet article de l'Associated Press et sans connaître en détail ce pays on ne peut pas comprendre grand chose. Par exemple vous pourriez croire que le Parti du Congrès au pouvoir fait la pluie et le beau temps dans un pays où la corruption est omniprésente, et bien pas du tout.

Mayawati dirige le parti Bauhujan Samaj (BSP), mais surtout elle est Première ministre de l'Etat d'Uttar-Pradesh, donc la police est à ses ordres. Dans cet Etat la police obéit aux ordres ou la volonté de n'importe quel membre de ce parti pour peu qu'il ait une certaine influence, même un voyou notoire.

Dans le petit district du Tamil Nadu où nous habitons dans le sud de l'Inde, l'équivalent du maire élu est membre du DMK, donc la police lui obéit et protège du coup tout membre de ce parti, ce qui explique que les voyous de notre village puissent nous pourrir la vie en toute impunité.

Il y a une petite erreur dans l'article de l'Associated Press, en Inde il n'y a qu'un Premier ministre, celui du gouvernement central ou fédéral qui siège à Delhi la capitale, et dans chaque Etat il y a (en anglais) un Chief Minister, le chef des ministres, comme on dit

un chef de bande quoi !

Pour bien illustrer le pouvoir quasi absolu que détient le parti au pouvoir dans chaque Etat, je me souviens que M. Karunanidhi du parti DMK était Chief Minister du Tamil Nadu au moment d'une élection législative, et qu'à l'issue de ce scrutin, son parti ayant perdu les élections au profit du AIADMK de Mme. Jayalhalita, le lendemain de sa victoire elle l'a fait coffré, en prison la deuxième ou troisième fortune du Tamil Nadu, avant d'être remis en liberté 24 heures plus tard. En réalité, elle n'avait fait que lui rendre la monnaie de sa pièce, car il avait procédé de même avec elle après les élections précédentes !

Voilà à quoi je dois m'attaquer pour avoir gain de cause dans l'affaire qui m'oppose aux autorités locales, donc ce n'est pas gagné d'avance ! Surtout que je suis absolument seul à me battre contre eux, non, j'oubliais mon avocat à moitié débile. Il y a bien des organismes placés au-dessus, l'équivalent de la police des polices pour ce qui concerne les agissements de la police locale, au-dessus encore un organisme qui contrôle son activité, ajoutons un organisme sensé lutter contre la corruption des fonctionnaires, et au sommet le CBI, central bureau of investigation, mais j'ai cru comprendre que tous ces organismes étaient eux-mêmes plus ou moins corrompus ou utilisaient le bordel bureaucratique qui règne dans ce pays pour finalement enterrer les affaires qui lui sont soumises.

Le 19 juillet

Ils n'ont pas trouvé d'autre solution à la crise que d'envoyer des dizaines de millions de travailleurs au chômage, à défaut de pouvoir les envoyer à la boucherie.

Il n'y a pas besoin de réfléchir longtemps pour comprendre que cette mesure ne peut qu'alimenter cette crise, puisqu'elle a pour origine l'incapacité du marché d'absorber les marchandises produites dominée à cause de l'endettement massif des travailleurs ou leur paupérisation à l'échelle mondiale.

Les capacités de production n'ont pas cessé d'augmenter, tandis que la capacité d'absorber cette production n'a pas suivi, du coup la situation se tend jusqu'à l'explosion de la crise.

Est venu se greffer là-dessus de gigantesques profits que l'aristocratie financière a empochés sans qu'ils aient été forcément réalisés, il suffisait ensuite d'inventer des mécanismes pour camoufler le décalage entre la réalité et l'économie virtuelle, tout en espérant que cela tienne le plus longtemps possible.

Jeter à la rue des millions de travailleurs pour augmenter les profits est une vue à court terme, car avec des revenus réduits ou inexistants, la capacité de consommer les marchandises produites de ces millions de travailleurs s'en trouvera réduite d'autant. Quant à ceux qui conserveront un emploi, ils seront surexploités dans des conditions de travail qui ne cesseront de se dégrader.

L'aristocratie financière, les actionnaires, ont littéralement pillé les entreprises industrielles qui réalisaient des profits, parfois pour spéculer avec des sommes colossales au casino de la Bourse, parfois pour lancer dans les pays émergents des industries concurrentes (ou par le biais de délocalisations) promises à des profits fabuleux, aggravant l'anarchie qui caractérise le fonctionnement du capitalisme mondial et déstabilisant ainsi l'ensemble du système économique.

Le capitalisme doit toujours faire face à la même contradiction : d'un côté le développement des forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, d'un autre côté, le développement de la paupérisation.

Ils comptent sur les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) pour s'en sortir, est-ce bien raisonnable ? Quand ils envoient 20 millions de travailleurs au chômage dans les pays où le capitalisme est le plus développé, cela représente au bas mot en terme de revenu ou pouvoir d'achat dans les pays émergents l'équivalent de 200 millions de chômeurs supplémentaires, donc pour absorber la même somme de marchandises, il faudrait que 200 millions de travailleurs voient soudainement leur revenu augmenter d'autant, or c'est exactement l'inverse qui se produit dans ces pays-là où le chômage de masse fait des ravages et les prix augmentent annulant les augmentations de salaire.

En France, des millions de travailleurs et leurs familles qui se croyaient à l'abri de la pauvreté y sont jetés du jour au lendemain, tous nos acquis ou droits sociaux sont systématiquement remis en cause, la majorité des travailleurs pensaient que le progrès social était acquis définitivement, tout à fait inconsciemment ils étaient redevables au capitalisme de leur avoir accordé un mode de vie meilleur que par le passé et ils ne voyaient pas pourquoi cela ne durerait pas indéfiniment...

La faute à qui ?

Si le syndicalisme n'avait pas été conçu comme un instrument de régulation sociale au service du capitalisme pour en assurer

la survie, un organisme de collaboration de classes au profit des exploiteurs, mais plutôt un outil de la lutte de classe du prolétariat pour l'amélioration de ses conditions d'existence dans la perspective politique de son émancipation de l'exploitation, du socialisme, peut-être que le mouvement ouvrier ne serait pas aussi décomposé et la classe ouvrière aussi subordonnée au capitalisme.

Vous avez peut-être lu dans cette page l'analyse que faisait R. Luxemburg du syndicalisme. Tout militant devrait être capable de se prononcer sur la conception du syndicalisme qu'elle défendait, sur les parties qui demeurent d'actualité bien sûr, soit en manifestant son adhésion avec ou sans réserves, soit en la rejetant, dans les deux cas en justifiant sa position en s'appuyant sur des faits et des arguments.

J'avais téléchargé ce texte depuis quelque temps, mais je n'avais jamais trouvé le temps de le lire avant de m'exprimer sur cette question. J'ai eu le plaisir de constater après l'avoir lu, que nos positions se rejoignaient sur l'essentiel. Les arguments qu'elle développait constituent une condamnation sans appel de la conception du syndicalisme et du combat dans les syndicats tels qu'ils existent depuis l'après-guerre (même avant), à la fois opportuniste et puéril, néfaste au syndicalisme et au mouvement ouvrier dans son ensemble.

Je ne voudrais pas être trop long, on peut dire qu'un syndicat qui ne se bat pas à la fois pour le socialisme est forcément inféodé au capitalisme, car il n'existe pas de syndicats apolitiques. C'est tellement élémentaire que c'en est navrant de devoir le rappeler, c'est pour dire à quel niveau misérable est tombé le mouvement ouvrier. Je sais pertinemment que la majorité des militants seront en désaccord avec ce que je viens d'écrire ou ce qu'a écrit R. Luxemburg, peu importe, nous ne sommes pas ici pour tomber forcément d'accord, mais pour réfléchir ensemble au meilleur moyen d'aller de l'avant...

Elle a bien montré que la "prétendue « égalité de droits » entre le parti et le ou le syndicat - on pourrait employer le pluriel sans que cela change quoi que ce soit, on dirait aujourd'hui l'indépendance de l'un par rapport à l'autre, était en réalité un produit de l'appareil pourri des syndicats qui en s'émancipant du parti allait pouvoir adopter le capitalisme, et que c'est cette revendication que mettent en avant certains pour défendre l'existence des syndicats, ce qui montre au passage d'où ils tirent leur inspiration et leurs réelles intentions.

Elle a expliqué clairement sur quelle base reposait cette soi-disant indépendance des syndicats, sur l'ignorance des masses. Quand elle dit que le soutien des masses aux syndicats reposent sur leur ignorance, on ne la contredira pas, car c'est bien le cas en France en 2009. Tant pis pour ceux qui se gargarisent avec les arguments fournis généreusement par les représentants de la bourgeoisie ou ses valets syndicaux qui se félicitent de l'influence des syndicats malgré leur faiblesse numérique, on comprend mieux pourquoi et pourquoi nous en sommes là.

Alors que faire avec le boulet que l'on traîne derrière nous ? On se retrouve dans une situation où il existe une multitude de partis et de syndicats sans qu'aucun ne combatte véritablement pour le socialisme. Il est apparemment difficile d'imaginer que les militants en rupture avec les appareils se réunissent pour fonder un véritable syndicat de lutte de classe combattant également pour le socialisme. Il est également impensable qu'un parti décide de fonder un tel syndicat, leurs dirigeants sont contre quand leur définition du syndicalisme ne s'accorde pas avec celle des syndicats déjà existants (le NPA et Sud pour ne pas les nommer). Chasser les dirigeants pourris des syndicats, il ne faut pas non plus y compter, même s'ils sont contestés par une partie de leur base, ils disposent de l'appareil pour empêcher que cela se produise, des camarades m'ont écrit que le 49e congrès de la CGT était déjà cadenassé. Il ne reste plus qu'à essayer de construire le parti en l'implantant dans toutes les couches du prolétariat, et une fois cet objectif atteint ou proche d'être atteint, fonder un syndicat digne de ce nom. Si vous avez une autre proposition en tête, n'hésitez pas à nous la communiquer pour que les militants en profitent aussi.

C'est difficile d'admettre qu'on a fait fausse route pendant tant d'années. Il en va de même dans la vie. Regardez, je me demande bien ce que je suis venu foutre un jour en Inde, et cela remonte à 1989, donc cela ne date pas d'hier !

En attendant, il est possible de mener le combat contre la soumission des syndicats au capitalisme, pour le socialisme.

C'est pitoyable d'en arriver à rappeler que lorsque l'on est contre quelque chose, c'est qu'on est forcément pour autre chose, et qu'il serait bien parfois de le dire, de le marteler pour que cela s'incruste dans la tête des travailleurs : le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme.

Si maintenant les militants ne veulent pas combattre pour le socialisme ou que cela leur semble impossible à cause du stalinisme et ses dérivés, qu'ils le disent ouvertement.

Les militants peuvent prendre l'initiative de s'adresser aux travailleurs de leur entreprise ou de leur localité sans attendre après leurs dirigeants pour diffuser les idées du socialisme en s'aidant des oeuvres des marxistes.

Les dirigeants ne cessent de dire qu'il n'y aurait pas de préalable à l'unité, prenez-les au mot !

J'attends avec impatience vos réactions à cette causerie, surtout si vous n'êtes pas d'accord avec les idées que j'ai développées.

Bon dimanche à tous.

C'est tout bénéf !

Le bénéfice net applicable aux détenteurs d'actions ordinaires de Bank of America a diminué de 25% à 2,42 milliards de dollars, et avant prise en compte des dividendes des actions préférentielles sur les deux périodes, le bénéfice recule de 5% à 3,22 milliards de dollars.

Le groupe bancaire Citigroup fait état d'un bénéfice de 4,3 milliards de dollars principalement imputable à une plus-value de cession. Hors ce gain exceptionnel, le groupe a publié une perte inférieure aux attentes.

Citi a précisé que ses effectifs avaient baissé de 30.000 personnes lors du deuxième trimestre par rapport au premier. Ils sont en diminution d'environ 96.000 par rapport à leur niveau le plus haut. (Reuters 17.07)

Le 20 juillet

Difficile de "***battre la droite***"... avec la droite !

L'UMP Maryse Joissains a été réélue dimanche maire d'Aix-en-Provence avec une avance de 187 voix face à une liste d'union entre PS, Modem, radicaux de gauche et Verts.

Le candidat divers droite Stéphane Salord, à l'origine du recours contre l'élection de 2008 et qui avait obtenu 7% des voix, soutenait aussi le candidat d'opposition.

La gauche radicale, qui avait obtenu au premier tour 4,2% avec la liste "Aix à gauche" (PCF, NPA, Parti de gauche) avait appelé à battre la droite.

Quant à l'abstention, elle a été de 50,5%. (Reuters 20.07)

Sans tenir compte de la caractérisation politique du PS, parti bourgeois ou ouvrier-bourgeois, constatons que les dirigeants du Front de gauche en appelant à "*battre la droite*" donc à voter pour le candidat du PS, ont démontré qu'ils étaient incapables de faire coïncider leurs idées avec leurs actes, de respecter leurs engagements, car le PS était associé à des partis bourgeois, le MoDem, le Parti radical de gauche, les Verts, il était même soutenu par un autre larron divers droite.

La candidate de l'UMP a fait le plein de ses voix, elle a même dû profiter largement des voix des 4.400 personnes qui avaient voté par procuration, tandis qu'employés et ouvriers se sont largement abstenus n'ayant aucun candidat pour qui voter qui représenterait leurs intérêts.

Bien que plusieurs personnalités nationales, Jean-Louis Borloo, Jean-François Copé ou encore Xavier Bertrand étaient venus soutenir la candidate UMP avant le second tour, ce scrore dans une ville de province plutôt bourgeoise est plutôt un échec pour l'UMP et un sérieux avertissement en direction de Sarkozy, dont la réélection en 2012 est très loin d'être assurée contrairement à ce qu'insinue déjà les médias.

Entre la LCR appelant à voter Chirac en 2002, et le NPA appelant à voter pour un candidat PS soutenu par le MoDem, le PRG, les Verts et un autre candidat divers droite, dites-nous où il y aurait une différence ? Ils appellent cela être "indépendant", question : de qui ? Des abstentionnistes !

Ah, elle est belle la "gauche de la gauche", la "gauche anticapitaliste", la "gauche radicale" ! Vous avez envie d'adhérer à de tels partis, de vous retrouvez un jour assis à la même table que Bayrou ou l'autre Cohn ? Même avec un calisson dans la bouche j'aurais envie de gerber ! Un calisson est une spécialité d'Aix à pâte d'amande et glacée, délicieuse à savourer, mais pas avec n'importe qui !

J'ai lu dans un article de *Libération*, qu'au Congo lors des élections présidentielles qui viennent d'avoir lieu, que dans certains quartiers populaires l'abstention avaient été de 90%. A Aix, sachant que cette ville compte un nombre important de petits-bourgeois qui ont dû voter pour la liste d'union du PS, je voudrais bien savoir quelle est la proportion d'ouvriers qui sont allés voter.

Dans le camp des multinationales qui pourrissent la planète... pour la sauver bien sûr !

Les Verts irlandais, membres de la coalition gouvernementale, dont décidé samedi à la majorité requise des deux-tiers de faire campagne pour le "oui" au référendum du 2 octobre sur le traité de Lisbonne. (Reuters 19.07)

Vous n'avez pas remarqué que l'on retrouve la même méthode chez les Verts ou le Front de gauche que chez Sarkozy : s'ils adhèrent à l'UE des multinationales, c'est bien entendu pour mieux les combattre mon enfant ; ils se présentent comme la gauche pure et dure mais le filtre électoral étant percé, il laisse passer toutes les impuretés ; s'il fustige les mauvais banquiers et leur verse des milliards d'euros, c'est pour notre bien évidemment. Bref, que nous disent tous ces gens-là ? Laissez-nous faire ce que l'on veut, faites-nous confiance bordel. Sauf que cela ne prend pas !

Pour finir aujourd'hui, un petit mot de Lénine sur l'anarchisme extrait d'un article rédigé en 1901 intitulé simplement *Anarchisme et Socialisme*.

"L'anarchisme, c'est un individualisme bourgeois à l'envers. L'individualisme, base de toute la philosophie de l'anarchisme."

"L'anarchisme est la conséquence du désespoir. Mentalité de l'intellectuel à la dérive ou du va-nu-pieds, mais non du prolétaire."

On pourrait ajouter la fainéantise de penser ! Avec toutes les questions qu'on se pose ici, on ne risque pas de sombrer dans l'anarchisme !

Bonne semaine à tous les camarades.

Le 21 juillet

Un mot personnel.

Un camarade m'a poussé à ouvrir une page sur Facebook que je ne connais pas du tout. Je verrai plus tard ce que j'y mettrai, je n'ai même pas pensé à mettre l'adresse du site !

Je n'ai pas encore engagé la guerre contre la corruption dans le district où j'habite, je réfléchis tous les jours à la meilleure façon de m'y prendre pour régler en même temps mon problème. J'envisage d'adhérer à la Ligue des droits de l'homme et à l'association Coalition Against Corruption Transparency International, ainsi qu'à un PC, afin de rompre mon isolement et pour me protéger. Ce n'est qu'une idée pour le moment, mais je dois me décider rapidement.

Il n'y a pas une semaine où je ne rencontre pas quelqu'un qui me dise : ah, vous habitez dans le district de Kottakuppam, il est réputé pour être corrompu jusqu'à la moelle ! Le dernier en date, un flic de Ponchichéry rencontré par hasard à la poste. C'est bien notre chance d'être tombés dans ce district !

J'ai pensé écrire au Chief Minister du Tamil Nadu pour lui demander de virer de son parti (DMK) le chef de mon village qui me pourrit la vie, en lui demandant s'il soutenait ses activités criminelles et autres... Je dois faire très attention, j'ai lu hier sur le Net que des manifestants ayant brûlé un portait du Chief Minister s'étaient retrouvés en tôle ! Du côté du consulat de France, le consul adjoint m'a promis d'envoyer une lettre au collecteur (le préfet), mais j'attends toujours !

L'UMP au chevet du PS.

Une nouvelle salve d'attaques contre le Parti socialiste français et sa patronne Martine Aubry a amené dimanche le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, à prendre sa défense.

"*J'espère très franchement que le PS redeviendra une force organisée avec laquelle nous pourrons débattre devant les Français*", a-t-il déclaré sur Europe 1.

On n'a pas fini de se marrer.

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, l'écrivain Bernard-Henri Lévy, proche de la gauche, appelle à la disparition pure et simple du PS. "*Bernard-Henri Lévy proche de la gauche*", excellent, au moins cela donne une idée assez précise de ce qu'est "la gauche" à ceux qui ne le savaient pas encore.

Mais l'appui le plus remarqué est encore celui de Claude Guéant qui refuse de faire le même constat que "BHL".

"*Il dit que le PS est mort, moi ce n'est pas ce que j'observe. Je constate que le PS est à la tête de beaucoup d'assemblées locales*", a déclaré l'homme de confiance de Nicolas Sarkozy. (Reuters 19.07)

Et puis pour collaborer il faut être au moins deux, or quel parti en dehors du PS fait le poids face à l'UMP ? Aucun. Et puis franchement, il ne serait pas très raisonnable de mettre tous ses oeufs dans le même panier, surtout par les temps qui courent et la tempête annoncée sur le front de la lutte de classe. L'UMP ne peut quand même pas réaliser l'union nationale tout seul !

Du côté du cloaque "socialiste".

Lundi, deux dirigeants socialistes ont estimé que le PS était un "*parti tombé dans le formol*" et qu'il devait "*changer de nature*", selon l'expression d'Arnaud Montebourg et un "*arbre sec*" pour Jack Lang.

"*je suis convaincu que l'anti-sarkozysme par réflexe n'entame que la crédibilité de la gauche*", estime Manuel Valls.(Reuters 20.07)

Ce n'est pas Lang qui désavouera Valls ! Quelle pourriture tous ces gens-là totalement étranger à la classe ouvrière ! Si Sarkozy veut sauver le PS, c'est qu'il faut l'aider à crever.

Il y a deux façons de boire du lait en Inde, coupé ou non avec de l'eau. Dans le premier cas, ce n'est ni du lait ni de l'eau, mais on appelle cela quand même du lait, alors que cela n'en est pas ou plus vraiment. C'est la même chose en politique. Excusez-moi, c'est mon côté sectaire, et je le revendique !

Quand des syndicalistes "***conseillent***" le flic-président... sur le respect des droits de l'homme en France.

Me Yves Repiquet, le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sera installé officiellement mardi par François Fillon.

Composée d'une cinquantaine de personnalités (militants -associatifs, avocats, représentants des syndicats et du patronat) nommées par le gouvernement en avril dernier, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) doit conseiller les autorités.

Nous allons (également) travailler sur la révision des lois bioéthiques qui aura lieu à l'automne, les projets de lois sur la justice des mineurs.

Et à la question : Quels seront les objectifs de la CNCDH ? Repiquet répond : "*Tout faire pour intégrer les droits de l'homme dans la conscience collective au même titre que la protection de la planète.*" (Figaro 20.07)

Vous avez bien lu, des syndicalistes vont participer à l'élaboration de lois sur la justice avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, alors que depuis 2002 le nabot n'a cessé de pondre des lois liberticides. Il faut bien légitimer d'une façon ou d'une autre le régime policier de Sarkozy pour que justement on ne puisse pas dire qu'il s'agit d'un régime policier, mais cela n'y changera rien.

Au Honduras, un porte-parole de la police a parlé à propos des manifestants opposés au coup d'Etat militaire "*des personnes se conduisant comme des terroristes dans notre pays*". (Reuters 21.07)

Du coup, toutes les lois soi-disant contre le terrorisme qui sont en vigueur, pourront être appliquées contre les travailleurs et les militants qui manifesteront. On peut penser qu'il en ira de même dans tous les pays dont la France, lorsque la classe ouvrière se soulèvera pour renverser le régime.

Le socialisme étant la seule théorie s'appuyant sur la reconnaissance de classes sociales aux intérêts antagoniques et définissant comme tâche historique au prolétariat mondial d'émanciper l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme, la classe ouvrière armée du socialisme est bien la seule classe capable de mener ce combat libérateur classe contre classe.

Le gendarme du monde.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a annoncé que 22.000 soldats supplémentaires allaient être enrôlés dans l'armée américaine pour répondre aux besoins de déploiement de militaires dans le monde entier.

L'armée américaine compte actuellement 547.000 hommes. (AP 21.07)

Les rats à visage "humain".

Sur le Nasdaq, le titre Human Genome Sciences a flambé de 276,81% à 12,51 après que le laboratoire a annoncé le succès très inattendu des tests réalisés sur un de ses traitements contre le lupus, une maladie chronique inflammatoire qui touche notamment la peau et les articulations. (Reuters 20.07)

Un revers cinglant pour Sarkozy six jours après le 14 juillet.

L'Inde et les Etats-Unis ont annoncé la conclusion d'accords en matière de défense et de nucléaire civil, à l'occasion d'un déplacement à New Delhi de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

L'accord de défense est une première étape vers la vente d'armements américains perfectionnés à l'Inde. Celui dans le nucléaire réserve à des entreprises américaines les chantiers de construction de deux centrales.

L'Inde devrait consacrer plus de 30 milliards de dollars en cinq ans à la modernisation de son arsenal militaire. Un tiers environ de la somme sera dédiée à l'achat de 126 avions de chasse, un marché potentiel pour Boeing ou Lockheed Martin. (Reuters 20.07)

Allemagne.

Les prix à la production ont chuté de 4,6% en juin sur un an, tandis que les prix étaient en recul de 3,6%. (La Tribune.fr 20.07)

La prochaine bulle ?

La Chine doit réévaluer le yuan, importer davantage et cesser de déséquilibrer son économie et celle de la planète en poussant la démesure en matière d'exportations, de réserves et de croissance monétaire. On connaît depuis plusieurs années les risques que sa politique actuelle implique. Pourtant, les autorités chinoises les ont ignorés pour stimuler les exportations et assurer la croissance.

Les risques en question sont en train de prendre des proportions très inquiétantes. Alors que l'économie mondiale se débat dans le marasme, est-il bien raisonnable de laisser les marchés chinois s'emballer ? Le jour où la bulle ainsi formée éclaterait, nous serions tous bien avancés. (Le Monde 20.07)

Le 22 juillet

Le PS : "Maintenant ça suffit" !

"*Nous, nous sommes au travail, nous défendons les Français*" a expliqué Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale.

Bolloré est un Français comme un autre, c'est normal que le PS défend ses intérêts, il ne faut pas être sectaire !

Selon la gourde Royal : "*Quand on est très très mal, si on travaille, ça va forcément aller mieux. Mais ça demande énormément d'énergie, d'intelligence, de réflexion en commun, des changements de méthode et de pratique*".

Moi j'en connais au contraire qui sont très mal parce qu'ils travaillent, bon, c'est vrai qu'ils n'ont pas vraiment les mêmes conditions de travail et le même revenu que Marie-Ségolène Royal. Maintenant que le mot travail cause un mal de tête insupportable aux dirigeants du PS, on comprend ! Elle suggère que ce sont des fainéants, admettons !

Autre grande nouvelle, les députés du PS ont adopté mardi à l'unanimité des présents (ni Manuel Valls, ni Laurent Fabius, ni Arnaud Montebourg, ni Julien Dray n'étaient présents) un appel au calme intitulé "*Maintenant ça suffit*". (Reuters 21.07)

Il est écrit entre autres dans cet appel pathétique, que chacun est libre de son expression, de son ambition et de l'épanouissement de son talent, mais "*pas sur le dos de ses propres amis*" et des Français "*qui doivent pouvoir adhérer à un véritable changement de politique*".

Pour ce qui est de l'ambition, ils n'en manquent assurément pas, elle les dévore littéralement, question talent, à part celui d'escroc en politique je ne leur en connais pas d'autres. Quant "*à un véritable changement de politique*", là plus personne n'y croit venant du PS !

Razzy Hammadi, proche de Benoît Hamon, a répondu à la question du journaliste de l'agence de presse LePost :

Que proposez-vous alors pour relever le PS ?

"*Même s'il est très difficile de trouver des ressorts internes de changement, il faut avancer, en faisant preuve d'un certain désintéressement et d'une certaine générosité. (...) Le PS, c'est le seul cadre qu'on a pour mener une politique d'opposition et d'alternative.*" (LePost 21.07)

Qu'il n'y ait rien à attendre du PS en "*interne*" confirme ma caractérisation du PS et la mauvaise farce qui consiste à faire croire qu'il y aurait quelque chose à récupérer dans ce parti. Le reste est du baratin !

Vous allez dire que c'est faux à cause du PdG, sans doute aurez-vous raison si vous considérez la "*révolution par les urnes*" et le front populaire comme une alternative politique au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, appréciation que je ne peux évidemment pas partager.

Il y en a qui vont apprécier particulièrement.

A Wall Street hier l'action Caterpillar a bondi de 7,67% à 39,46 dollars après avoir publié un bénéfice trimestriel supérieur au consensus et relevé sa prévision de résultat pour l'ensemble de l'année. (Reuters 21.07)

N'en jetez plus, les prisons sont pleines à craquer !

Plus de 82.000 peines d'emprisonnement ferme sont "en attente d'exécution", selon un rapport de l'Inspection générale des services judiciaires rendu public mardi par le ministère de la Justice.

Sur ces 82.153 condamnations "en stock" recensées en février, plus des deux tiers (69%) portent sur des peines inférieures à six mois et 22% sur des peines allant de 6 mois à un an. Une infime minorité (0,20%) porte sur des peines de plus de 10 ans, ce qui correspond tout de même à 132 condamnations. (AP 21.07)

Donc si l'on comprend bien, cela veut dire que 132 personnes jugées et déclarées coupables par leur justice, qui ont écopé d'une peine de prison de 10 ans, sont en liberté. Sans la source de cette information on ne le croirait pas ! On ne prend pas 10 ans de prison pour une bagatelle, alors on voudrait bien connaître la fonction de ces personnes dans la société.

Il y a fort à parier que s'il s'agissait de vous ou moi, nous ne bénéficierions pas d'un tel traitement de faveur de la part du ministère de l'injustice. Simple constat.

Le 23 juillet

La blague du jour.

Pour Michel Onfray, BHL, qui a confessé avoir plusieurs fois voté PS, n'est pas loin de devenir sarkozyste : "*Je ne suis pas bien sûr qu'il soit très loin de franchir ce pas-là.*" (LePoint.fr 22.07)

Non, qui l'aurait cru ? Toujours aux ordres ces journalistes !

Rocard fait-il partie du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ?

Sur France-Inter, Michel Rocard, qui est à l'origine de la CSG, demande au gouvernement l'application d'une taxe carbone sur les énergies "fossiles" que tous les consommateurs paieraient, pardon, Rocard est directement associé à l'application de ce nouvel impôt lorsqu'il dit : "*On va taxer un certain nombre de comportements*", le "*on*" fait bien du président de la conférence d'experts sur la contribution climat-énergie nommé par... Sarkozy, un acteur du gouvernement au même titre qu'un ministre ou secrétaire d'Etat.

Dites merci au PS de créer avec l'UMP un nouvel impôt.

Si "*c'est un impôt nouveau un peu particulier, il ne faut pas que cette ponction du pouvoir d'achat soit trop terrible*" pour les ménages, a assuré l'ancien Premier ministre.

UFC-Que Choisir dénonce mercredi dans un communiqué un "*hold-up fiscal*" consistant à "*taxer les consommateurs pour baisser les coûts des entreprises*".

"*Cette taxe carbone n'est rien d'autre qu'une mesure de TVA sociale déguisée sous un apparat écologique*", considère l'association en indiquant qu'elle "*combattra ces propositions qui, si elles étaient adoptées par le gouvernement, constitueraient le pire des scénarios pour le pouvoir d'achat des consommateurs*". (AP 22.07)

Vous avez vraiment envie de sauver le parti pourri de Rocard ? Mais au fait, vos réelles intentions, c'est quoi au juste ? N'aurait-on pas en droit de se poser cette question ?

Chien de garde du capital.

Au moment où des travailleurs jetés à la rue et au bord du désespoir menacent de faire sauter leur usine ou séquestrent des patrons ou cadres, ils sont condamnés en coeur par la direction de la CGT (et des autres syndicats) et la ministre de l'Economie C. Lagarde.

Sur France 2 elle a martelé "*Ce qui fonctionne, c'est le dialogue*" et "*condamner tous les actes de violence ou les situations de chantage parce que cela ne fonctionne pas*".

La lutte de classe ne se limite pas à des paroles... en l'air !

Un, le premier acte de violence, c'est de livrer ces travailleurs au chômage avec l'aval de l'Etat. Deux, le chantage consiste à ne pas avoir d'autre choix pour les travailleurs que de se plier aux lois du capital ou de remettre en cause la sacro-sainte propriété privée des moyens de production. Trois, ce n'est pas détruire leurs usines ou séquestrer leurs patrons que ces ouvriers devraient faire mais exproprier sans indemnités les propriétaires et les actionnaires en appelant la classe ouvrière a les imiter et à se soulever dans tous le pays.

Les travailleurs de ces entreprises mènent ces actions pour obtenir seulement des indemnités de licenciement supérieures à la législation. Pour la CGT, ils devraient se satisfaire de l'obole contenu dans la loi en vigueur et laisser agir à leur guise les capitalistes.

"*Ces combats pour les indemnités de départ (...) ne résolvent en rien les problèmes de fond*", écrit le syndicat dans un communiqué.

La direction de la CGT prend donc ouvertement position contre ce combat. Dans la mesure où elle refuse de s'attaquer au problème "de fond" qui devrait consister à mobiliser dans l'unité la classe ouvrière pour interdire les licenciements et que les combats pour de meilleures indemnités de licenciement ne peuvent évidemment pas le résoudre, en situant ces deux actions sur le même plan alors qu'elles s'inscrivent dans une perspective différente, la direction de la CGT en profite pour les condamner toutes les deux.

Le syndicat dit sa préférence pour le maintien des emplois et "*la reconquête industrielle*" par rapport à l'obtention de primes de licenciement supérieures aux obligations légales.

Pour autant, la CGT dit comprendre "*le désespoir qui gagne les salariés*" face au "*manque de dialogue social dans les entreprises*", mais apporte son soutien aux patrons !

Pour la direction de la CGT, il suffirait que les patrons virent leurs ouvriers en y mettant la forme et tout irait pour le mieux, sauf que les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et ils ont raison. (lire l'intégralité des articles de presse dans les pages Info syndical et social du site)

Qui dirige le monde ? Les banksters !

Aux Etats-Unis, la banque d'affaires Goldman Sachs s'apprête à provisionner sans honte une enveloppe de quelque 20 milliards de dollars à affecter aux bonus à venir, soit la somme que le G8 alloue à la lutte contre la faim dans le monde ! (LeMonde.fr 22.07)

Et sur quoi repose la remontée de la Bourse des 10 derniers jours et les "bons" résultats annoncés par plusieurs banques américaines ?

Certes, leurs résultats du deuxième trimestre - dont l'ampleur a déconcerté l'opinion publique, qui les pensait exsangues - se nourrissent de commissions perçues sur des émissions de dette d'entreprises. Celles-ci sont utiles au fonctionnement de l'économie.

Mais ces bénéfices doivent aussi beaucoup aux activités de marchés. Le redressement de la Bourse a permis aux établissements financiers de se "refaire". De là à penser que ceux-ci se sont servis de l'argent public pour spéculer sur les marchés, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les responsables politiques, certains économistes et, de façon plus surprenante, par d'influents décideurs économiques. (Le Monde 22.07)

Entre hypocrisise et impuissance. Christine Lagarde n'a pas mâché ses mots dans le Financial Times du 22 juillet : "*C'est une honte absolue que l'on puisse encore verser des bonus garantis pendant plusieurs années ou que certaines personnes songent à rétablir les vieilles façons de rétribuer avec un lien insuffisant entre rétribution et performance durable ou prise de risques.*"

La ministre de l'économie est au diapason de Barack Obama, qui, le 20 juillet, a porté un jugement sévère : "*On n'a pas l'impression, a-t-il dit, que les gens de Wall Street éprouvent le moindre remords pour tous les risques qu'ils ont pris ; on n'a pas l'impression que ce qui s'est passé ait provoqué un changement de culture ou d'attitude.*" (LeMonde.fr 22.07)

Pour rappel, 18 milliards de dollars de primes ont été versés en 2008 aux dirigeants des firmes de Wall Street. (La Tribune 22.07)

Les différents gouvernements doivent faire face à la crise du capitalisme en tentant à la fois de contenir le mécontentement grandissant de la classe ouvrière qui est la principale victime de cette crise, pour éviter une explosion sociale ou une révolution, et de répondre favorablement aux besoins exprimés par les institutions financières qui détiennent le pouvoir économique et ne supportent pas l'idée de devoir rogner sur leurs profits à venir, alors que cette crise a révélé qu'ils avaient déjà été largement hypothéqués par les gangsters de la finance.

C'est la contradiction irréductible entre les intérêts des deux classes en présence qui apparaît au grand jour.

Si l'on sait par avance de quel côté se placeront tous les gouvernements pour faire face à cette situation intenable à brève échéance, au côté des capitalistes, il n'en demeure pas moins qu'elle va créer des tensions dans leur propre camp sur la manière de s'y prendre pour affronter la mobilisation de la classe ouvrière. Une crise politique peut éclater demain aux Etats-Unis.

Derrière les prétentions des institutions financières de diriger à leur guise l'économie, se cache la concurrence acharnée pour dominer le marché mondial que se livrent les différents capitalistes, en premier lieu l'impérialisme américain dont les besoins sont collossaux pour financer son gigantesque déficit (1.800 milliards de dollars en 2010) et continuer d'assumer son rôle de gendarme à travers le monde.

On ne sait plus au juste à l'échelle mondiale combien de dizaines de milliers de milliards de dollars sont partis en fumée depuis deux ans que cette crise a éclaté, un trop plein de capital inexploitable, en imaginant que cette somme gigantesque aurait été investie dans la production de marchandises, elle aurait contribué à saturer encore davantage le marché mondial et aurait favorisé la baisse des taux de profit, idée inconcevable pour l'aristocratie financière, valait mieux encore engoutir des centaines de milliards de dollars dans la production de forces destructrices plus rentables, financer la guerre en Irak et en Afghanistan par exemple...

Accélérer le développement du capitalisme ne peut que tendre à l'extrême les contradictions de ce système économique pourrissant et hâter sa chute, et tenter de le freiner par tous les moyens s'est avéré impossible à réaliser à terme, car il est impossible de changer les lois de fonctionnement du capitalisme.

La volonté affichée par l'aristocratie financière de conserver ses privilèges coûte que coûte, met en lumière l'incompatibilité qui existe entre les besoins de cette infime minorité de parasites et l'incapacité du capitalisme de satisfaire les besoins et aspirations grandissants de la population mondiale qui ne cesse d'augmenter aussi.

Tous les gouvernements vont devoir gérer cette contradiction avec des marges de manoeuvres de plus en plus réduites qui va se transformer en affrontements directs entre les classes, on ne voit pas comment ils pourraient retarder indéfiniment cette échéance. Et si le prolétariat sortait vaincu de ce combat, ils auraient les mains libres pour passer à la destruction de forces productives sur une autre échelle, vous voyez à quoi je fais allusion.

Le passage au socialisme est bien une nécessité historique.

Afrique du Sud.

Pour la deuxième journée consécutive, des manifestations ont dégénéré en émeutes mercredi dans le township sud-africain de Thokoza, à Johannesburg, ainsi que dans plusieurs autres quartiers pauvres du pays. (Reuters 22.07)

Le 24 juillet

D. Gluckstein (IO n°56) a encore pondu un éditorial en hommage au PS (et au PCF) dont il défend l'existence, c'est son droit, et c'est le nôtre d'en dire ce que l'on en pense. J'ai commencé à rédiger un article en réponse que je mettrai en ligne demain. Il a bien cité ceux qui voulaient la peau du PS, Valls et BHL notamment, mais il s'est bien gardé de citer ceux qui tenaient absolument à ce qu'il continue d'exister, par exemple Sarkozy par la voix de C. Guéant.

Que le PS soit plus utile à Sarkozy qu'à la classe ouvrière dont il est totalement étranger, chacun le sait, mais apparemment tout le monde n'en tire pas les mêmes conclusions. Le PS n'a jamais servi à autre chose qu'à mieux subordonner la classe ouvrière au capitalisme, à aucun moment il n'a aidé en quoi que ce soit la classe à se dresser contre le régime pour l'abattre.

Alors, dans le meilleure des cas, à quoi peut donc servir le PS sinon à participer à l'amélioration des conditions d'existence de la petite-bourgeoisie et accessoirement du prolétariat en les enchaînant davantage au capitalisme, dans le pire des cas, à interdire aux masses de trouver une issue politique à la crise du capitalisme. Dans tout cela, dites-nous qu'est-ce que la classe ouvrière a à y gagner ? Absolument rien ! Si demain le PC de Russie était menacé de l'intérieur de disparition, Gluckstein oserait-il en appeller aux bolcheviks Lénine et Trotsky pour le sauver en oubliant au passage Staline, Brejnev, etc. qui en avaient fait un instrument d'asservissement du peuple russe au profit de la caste bureaucratique au pouvoir de 1924 à 1991 et du capitalisme ?

Trois petits tours et puis s'en vont.

Dans un article du 23 juillet intitulé Légitime défense, Yvan Lemaitre (NPA) écrit :

"*Oui, il faut que ça pète, mais tous ensemble, pour faire plier gouvernement et patronat et imposer la garantie de l'emploi et du salaire. C'est bien cet affrontement, cette explosion sociale, qu'il faut préparer.*"

Que la mobilisation parte de revendications économiques ou sociales, c'est une chose. Que cette mobilisation parvienne à faire reculer gouvernement et patronat ou leur infliger une défaite, c'est une chose. Mais quand on dit qu'il "faut que cela pète", qu'une explosion sociale se produise, si c'est dans la perspective de continuer de vivre comme avant, non merci, si maintenant c'est dans la perspective politique d'en finir avec le gouvernement et les institutions, là c'est autre chose et cela devient plus intéressant, on peut reprendre espoir qu'un changement fondamental de société est possible...

Affronter le gouvernement, c'est bien, encore faut-il savoir dans quel état d'esprit se trouveront les masses à ce moment-là, comment elles y auront été préparées (ou non !), dans quelle perspective politique. Nous savons que sans l'auto-organisation des masses dans des organismes politiques indépendants de l'Etat, il leur sera impossible de contrôler leur mobilisation et de lui donner une orientation correcte pour qu'elle progresse, car les appareils s'empresseront d'en prendre la direction et de l'orienter dans une impasse pour la pourrir. Tout gouvernement qui ne s'appuierait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses et n'aurait pas liquidé les vieilles institutions de l'Etat bourgeois, serait amené infailliblement à gérer la société pour le compte des capitalistes comme c'est le cas en Bolivie et d'autres pays d'Amérique latine.

La question est donc de préparer les masses à cette échéance sur le terrain politique, puisque c'est uniquement sur ce terrain que toutes les questions d'ordre économique ou sociale trouveront une solution.

En dehors d'une situation aussi tragique qu'une guerre qui sème quotidiennement son lot de souffrances et de malheurs et rend la vie insupportable à la quasi totalité de la population, au point qu'elle est obligée de se poser la question de savoir si elle aura encore demain un avenir dans la société telle qu'elle existe et s'il ne faudrait pas entreprendre de la changer sans attendre, tenant compte que nous ne sommes pas dans cette situation et que les masses disposent encore de moyens pour affronter les difficultés quotidiennes, qu'elles ne sont pas dans la situation d'autrefois où elles ne possédaient que les guenilles qu'elles avaient sur le dos en guise de biens matériels, que leur niveau d'instruction ou de connaissances est incomparablement plus élevé avec ce qu'il était au cours de la première moitié du XXe siècle, et que par conséquence leurs exigences sur le plan intellectuel se sont également développées, que le développement du capitalisme à l'échelle mondiale pose dorénavant directement la question de sa liquidation et du passage au socialisme à l'échelle de l'humanité, sans une élévation de la conscience politique des masses au niveau de la compréhension des obstacles à abattre pour avancer sur la voie du socialisme, une explosion sociale n'aura pas plus d'effet qu'un pétard mouillé. On pourrait préciser ou rappeler, que ce n'est pas une simple explosion sociale qui changera la société, mais une mobilisation permanente, croissante et révolutionnaire de l'ensemble des exploités qui viendra à bout du régime et donnera naissance à un Etat ouvrier.

Il faut se mettre à la place des masses pour comprendre leur état d'esprit, et ce n'est certainement pas en leur appliquant nos propres critères qu'on pourra en avoir un aperçu correct.

Quand on dit que les masses ne possèdent rien, on entend par là qu'elles ne sont pas propriétaires des moyens de production, mais dans leur esprit, leur habitation quand elles sont propriétaires, tous les biens matériels qu'elles ont acquis ou accumulés, ont une certaine valeur à leurs yeux, elles peuvent se battre pour les conserver comme elles peuvent refuser de se battre pour ne pas les perdre, or une révolution pour vaincre doit entraîner l'ensemble des exploités dans le combat contre le régime en place et

pas simplement une minorité, sinon on se retrouve avec notre pétard à moitié sec et à moitié humide, pas de quoi chasser un régime qui a plus de deux siècles d'existence et qui dispose d'une armada impressionnante de moyens pour résister.

De plus, les masses dans un pays comme la France savent pertinemment qu'elles sont beaucoup mieux lotis que le prolétariat de nombreux pays dans le monde, une partie importante d'entre elles peuvent penser qu'il est préférable de ne pas s'engager dans le combat pour préserver leurs acquis ou droits, ce qui est une erreur, mais il faut bien admettre que cette mentalité existe aussi.

Si ce n'est pas la situation objective telle que les masses la vive et l'interprète qui peut favoriser à elle seule la mobilisation de l'ensemble du prolétariat, il ne reste que leurs aspirations et leur niveau de conscience politique qui peut les conduire à se soulever, à condition qu'elles n'aient pas seulement une idée de ce qu'elles ne veulent plus, mais surtout qu'elles aient commencé à acquérir une idée assez précise de ce qu'elles veulent vraiment sur le plan politique.

A notre époque saturée de moyens d'information en tous genres, abreuvée quotidiennement de données provenant de la planète entière par les médias aux ordres, par la télévision, la radio, la presse écrite et Internet, les partis politiques, etc., la population est conditionnée et n'a pas forcément les moyens d'accéder aux données qui pourraient lui être utiles, elle est manipulée, mais d'un autre côté elle peut profiter des contradictions du système pour démêler le vrai du faux pour peu qu'elle s'en donne la peine, par hasard ou par chance parfois, donc au bout du compte elle se forge lentement et plus ou moins consciemment ses propres convictions. Cela ne lui suffit évidemment pas pour se forger une conviction des tâches politiques à accomplir et de l'objectif à atteindre, qui ne mûriront dans son esprit qu'au cours de l'évolution de la lutte de classe au contact de militants conscients.

D'où l'importance dès à présent de l'organisation de la classe et de participer aux comités d'unité initiés par le POI, afin de favoriser sa prise de conscience de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, de prendre la direction des affaires et son destin en mains. La question du combat contre les licenciements pose la question du pouvoir politique pour peu qu'on en a la volonté, et c'est uniquement en liant les deux questions que l'on peut favoriser la progression de la conscience politique des travailleurs.

Une charrette annoncée... qui fait des heureux !

L'équipementier télécoms Alcatel-Lucent a annoncé jeudi un projet de suppression d'environ 850 postes en France dans le cadre d'une restructuration lancée par le directeur général du groupe, Ben Verwaayen.

Il s'agit de la troisième mesure du même type depuis un an après le plan touchant les managers (198) et une vague d'externalisation (292), indique l'intersyndicale CFDT, CGT, CFDT et CFE-CGC dans un communiqué.

A la clôture en Bourse de Paris, le titre Alcatel-Lucent progressait de 2,68% à 1,8000 euro. (Reuters 23.07)

Régression sociale sans fin.

Le Parlement français a adopté définitivement jeudi le projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique qui vise à faciliter les passages d'un corps à l'autre.

Il prévoit qu'un agent dont le poste est supprimé sera mis en disponibilité sans salaire, ou à la retraite, s'il refuse trois propositions de mutation.

Le texte autorise également le recours à l'intérim. Les administrations, tant de la fonction publique d'Etat que territoriale, pourront solliciter les entreprises de travail temporaire. (Reuters 23.07)

Ca passe ou ça pète !

Les salariés de l'équipementier automobile New Fabris en liquidation judiciaire ont décidé jeudi d'organiser une grande manifestation le 30 juillet prochain à Châtellerault (Vienne), la veille de l'ultimatum au delà duquel ils menacent de faire sauter leur usine. (AP 23.07)

Le 25 juillet

Un mot personnel pour se détendre un peu, si je puis dire, c'est le week-end et les vacances paraît-il.

Ce sont des militaires et non Madona qui a failli foutre le feu à Marseille. Mon épouse Magueswary m'a téléphoné d'Aubagne. Quand je lui ai expliqué l'origine de cet incident, elle m'a répondu que c'était scandaleux...

Je lui ai dit de faire attention à elle, je ne savais pas qu'il y avait une garnison de légionnaires à Aubagne, c'est bien notre chance qu'elle ait atterri dans cette ville, d'éviter d'être en contact physique avec ces militaires ou tout crâne rasé, de s'écarter d'eux quand elles en croisent dans la rue, mieux, de changer de trottoir pour éviter de prendre un mauvais coup qui pourrait lui être fatal, on ne sait jamais avec ces cinglés et ses deux valves cardiaques. Ce n'est pas de la parano, une simple précaution.

Elle est si faible qu'elle ne peut pas faire 500 mètres pour aller à un endroit et revenir immédiatement, elle doit se reposer avant de repartir. Elle est sujette à des baisses de tension imprévisibles, elle descend fréquemment à 8 et le moindre choc violent au niveau du coeur lui serait fatal. Les médecins lui ont expliqué qu'elle devrait vivre ainsi le restant de ses jours et qu'il n'y avait rien à faire, ce qui a de quoi vous foutre le moral en l'air pour longtemps. Bref, vous imaginez l'angoisse permanente qui m'habite à l'idée de la savoir seule en France.

43 fois le Smic !

Ou «*La tête à gauche*» et la main sur le portefeuille, pardon, sur le coeur, de qui s'agit-il ?

Vous aurez bien sûr reconnu Julien Dray du PS, qui, entre 2005 et 2008, a perçu tous revenus confondus la modique somme de 1 631 417 euros. Et comme cela ne lui suffisait pas pour maintenir son train de vie, de gauche évidemment, sur la même période, il a dépensé 2 087 678 euros. (AFP 24.07)

Si l'on divise 2 087 678 euros par 48 mois, on arrive à une dépense mensuelle correspondant à un revenu net dérisoire de 43 493,29 euros.

Au fait, «*La tête à gauche*», c'est le nom de la lettre de son association dans laquelle il continue de publier son point de vue, sans honte bien entendu.

On jugera à sa juste valeur l'euphémisme commis par D. Gluckstein dans l'éditorial du numéro 56 d'*Informations ouvrières* : "*en démocratie, l'existence des partis politiques est supposée refléter de manière plus ou moins déformée les intérêts de classe contradictoires*", dans le cas du PS c'est plus simple, on ne peut pas vraiment parler de "déformation", et au premier coup d'oeil on comprend quels intérêts il défend et dans quel camp il se bat.

Dites-moi en quoi ce parti aurait-il quelque chose à voir avec la classe ouvrière ?

Ils en appellent au gouvernement pour "***peser***" sur des négociations salariales.

La CFDT et la CGC ont signé vendredi un accord sur une hausse des salaires des employés de la restauration, liée à la récente baisse de la TVA, mais la CGT, FO et la CFTC ont refusé de parapher le texte, a-t-on appris de source syndicale, n'excluant pas d'exercer leur droit d'opposition à l'accord.

Stéphane Fustec, secrétaire fédéral de la CGT-Commerce, s'est dit "*très insatisfait de cet accord qui est une coquille vide*". L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH, principale organisation patronale) "*dit qu'il y aura 5,6% d'aumentation, ce qui est faux. Les augmentations sont comprises entre 0,6% et 2% selon les catégories de personnel*", a-t-il assuré.

"*C'est beaucoup d'amertume pour nous*", a-t-il dit à l'Associated Press, en annonçant que FO, la CFTC et la CGT se rencontreront mercredi "*pour savoir si on exerce un droit d'opposition à cet accord qui le rendrait nul et non avenu, et nous permettrait de reprendre des négociations*". Il a également souhaité impliquer le secrétaire d'Etat au Commerce Hervé Novelli dans ce processus, le jugeant "*capable de peser*". (AP 24.07)

Pour un peu ils auraient voulu faire passer les patrons de la restauration pour des philanthropes ! Ah le partage des richesses en régime capitalisme, ce n'est plus ce que c'était, quel drame pour les bureaucrates qui apparaissent à visage découvert !

Voilà à quoi on arrive, à défaut d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale contre le gouvernement et le patronat, ils les légitiment !

Economie.

Deux titres optimistes relevés parmi les articles d'agences de presse :

"*La faiblesse du crédit n'empêche pas la reprise en Europe*" et "*L'activité se contracte moins que prévu dans la zone euro*", donc

tout va pour le mieux, pas si sûr.

Il y a des hauts...

En une semaine, l'indice boursier mondial MSCI a progressé de 9 % pour atteindre son plus-haut de 2009. Youpi ! Attendez de lire la suite.

... il y a des bas....

C'est spectaculaire, mais sans commune mesure avec la grande époque. L'indice est toujours inférieur de 40 % au record absolu qu'il avait atteint en octobre 2007... (Le Monde 24.07)

Une "***ombre***" au tableau, le PIB britannique n'en finit plus de régresser.

Par rapport au deuxième trimestre 2008, en Grande-Bretagne l'activité économique enregistre sa contraction la plus importante depuis 1955, année où ces séries statistiques ont commencé.

Sur les trois mois d'avril à juin, la contraction ressort de 0,8% par rapport aux trois mois précédents. Sur un an, elle est de 5,6%.

"***Ce sont des chiffres vraiment épouvantables***", a commenté Ross Walker, économiste de RBS Financial Markets. "***Ils jettent une ombre sur la possibilité d'avoir une croissance au troisième trimestre.***" (Reuters 24.07)

Le chômage en France plombe leurs estimations...

"***Jamais les ménages français n'ont été aussi inquiets sur les perspectives de chômage que depuis deux mois. Cela pourrait renforcer les comportements de précaution déjà présents, avec un moindre recours au crédit, et ajouter aux menaces sur la consommation***", relève Cyril Blesson, économiste chez Seeds Finance.

"***Le ralentissement des prix et les mesures de soutien gouvernementales (prime à la casse, exonération de l'impôt sur le revenu, prime RSA,) vont continuer d'amortir les effets de l'augmentation du chômage sur le revenu et la consommation des ménages,***" estime Frédérique Cerisier, chez BNP Paribas. (Reuters 24.07)

Une fois épuisées les mesures ponctuelles ou artificielles, ils se mettent sous la dent la misérable prime RSA, c'est pour dire qu'ils sont prêts à râcler très bas pour se rassurer.

...et dans leur Union européenne, la situation est "***tout aussi inquiétante***".

Après trois années de diminution, le chômage des 15-24 ans a grimpé en flèche parmi les Vingt-Sept : 18,3 % d'entre eux sont sans emploi, révèlent des statistiques d'Eurostat.

Tout aussi inquiétant : la confiance des consommateurs est à son niveau plancher et leurs inquiétudes pour l'emploi restent très élevées. De quoi menacer une hypothétique relance. Les experts soulignent un ultime paramètre négatif : au cours des prochains trimestres, le taux de chômage de longue durée devrait croître "de manière significative". (Le Monde 24.07)

Bref, ils sont mal barrés...

Quant à la zone euro, elle est prise de "***contractions***", mais n'accouchera pas d'un monstre, c'est déjà fait avec l'UE !

L'estimation flash de l'indice des services dans la zone euro est montée à 45,6 après 44,7 en juin, ce qui constitue son meilleur niveau depuis octobre dernier, il y a neuf mois.

L'indice est depuis 14 mois d'affilée en deçà de la barre des 50 qui marque une contraction d'activité, mais il ressort nettement au-dessus du niveau de 45,1 attendu en moyenne par les économistes. (Reuters 24.07)

Ces gens-là sont des malades, 44,7, 45,1, 45,6, ouf notre indice se rapproche de 50, on ne va pas mourir, pas tout de suite...

... mais ils ont des raisons d'y croire...

Aux yeux des marchés, ce qui compte, c'est que partout dans le monde, l'effort de sauvetage des Etats a payé. Les banques centrales fournissent des capitaux quasiment gratis, les taux des emprunts d'Etat sont encore faibles, les maisons de courtage croulent sous les bénéfices, et les spreads de taux sont revenus à leur niveau d'avant le naufrage de la Lehman Brothers.

... à moins que tout cela ne repose que sur du vent !

Quand on y repense, il faut reconnaître que l'âge d'or des places boursières ne reposait sur rien de solide. Le présent "***âge d'argent***" non plus. (Le Monde 24.07)

Si on les les laissait faire, on en reviendrait à l'âge de pierre !

Le 27 juillet

Peu de dépêches intéressantes, des élections contestées un peu partout (Congo, Mauritanie), des émeutes ou des massacres ici ou là (Nigéria), des manifestations qui tournent à l'affrontement (Iran, Chine), la grippe A, les feux de forêt et le Tour de France passionnent les journalistes apparemment.

Peu de nouvelles des camarades qui se connectent sur le site, il aurait été intéressant de savoir les questions politiques qu'ils se posent pour alimenter la discussion. Aborder des questions sous des angles différents permet souvent de compléter ou de modifier les conclusions de certaines analyses, cela force à réfléchir à nouveau au rôle que jouent certains facteurs, à leur évolution, à leurs rapports avec le reste des éléments qui constituent une situation. Il ne faut pas craindre de se poser des questions déjà abordées à de multiples reprises.

Un jour un camarade m'a reproché de devoir sans cesse me démarquer des positions exprimées par d'autres, ce qui est faux. La plupart du temps, pour ne pas dire dans 95% des cas, je commence par forger ma propre opinion, et c'est seulement ensuite que je prends connaissance des analyses des uns et des autres, le plus souvent plusieurs jours après. J'ai passé le cap où j'en avais besoin pour comprendre la situation. A partir du moment où nous disposons des mêmes informations, je ne vois pas l'intérêt de réfléchir par procuration, je préfère me fier à mon expérience et ma méthode car je sais qu'aucun intérêt particulier viendra interférer dans mon analyse. La seule raison d'aller voir ce qui se passe chez les autres repose uniquement sur la recherche d'infos complémentaires sur un évènement que je trouverai pas ailleurs. Au moins quand je me plante, je ne peux m'en prendre qu'à moi-même, on doit assumer ses responsabilités et ses erreurs, c'est nécessaire pour progresser.

Je ne cherche pas à me distinguer à tout prix des autres formations politiques ou tendances, cette démarche serait désuète et grotesque. Je ne me demande jamais si d'autres partagent mes positions ou si je suis le seul à penser ainsi, ma petite personne et le modeste site que j'anime ne présentent franchement pas suffisamment d'intérêt pour que je me pose ce genre de questions. J'agis comme bon me semble et je pense de la même manière, voilà tout. Savoir ce que les autres pensent devient sans intérêt lorsqu'on a cerné depuis déjà un certain temps les réelles intentions qui les animent ou les a priori sur lesquels reposent leurs analyses. Je n'éprouve évidemment du mépris pour personne et je me tiens régulièrement informer de l'évolution des positions des uns et des autres.

Que mes positions soient originales ou non, les camarades qui se connectent régulièrement sur le site s'en foutent autant que moi. Le site est un outil pour réfléchir, pas un catalogue de formules ou de recettes apprises par coeur. Un militant qui leur composerait un menu à leur place et tenterait de leur imposer, cela ne les intéresserait pas et il aurait raison. Je cause beaucoup trop pour être un manipulateur et je ne me vois pas écrire quelque chose pour produire un effet particulier sur quelqu'un, étant donné que je suis à 10.000 kms je ne vois pas vraiment quel intérêt pourrait avoir une telle démarche.

Un parti est lié plus ou moins par un tas de contraintes, son appareil et ses dirigeants, ses militants, ses différentes tendances ou courants, ses rapports avec les autres partis et appareils syndicaux, le gouvernement et les institutions, son équilibre financier, des échéances internes ou électorales, une campagne en cours, etc., ce qui n'est évidemment pas mon cas.

Pour conclure cette brève causerie sans grand intérêt je l'avoue, je suis crevé, quand on écrit un article on ne pense pas forcément à ceux qui vont le lire, par exemple lorsque j'attaque une position du POI je ne me demande jamais comment les militants du POI vont l'interpréter ou le prendre, tout simplement parce que cet article ne leur est pas destiné en priorité. Certains camarades me l'ont reproché. Il est vrai qu'en général on ne s'exprimera pas de la même manière en fonction de la personne à laquelle on s'adresse, il existe des usages qu'il faut respecter si l'on ne veut pas passer pour un rustre. Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure avec le site, j'écris ce qui me passe par la tête et les lecteurs prennent ce qui les intéressent et ignorent ou balancent le reste, c'est la règle du jeu et il faut être bon joueur, je me dis qu'on a rien à y perdre et tout à y gagner, puisque finalement l'objectif

est de progresser ensemble.

Un dernier mot. En repensant au taux d'abstention lors des élections européennes et d'autres élections partielles ou locales, je pense que si l'on doit orienter notre combat contre le capitalisme et les institutions, on doit aussi réfléchir aux meilleurs moyens d'affronter l'obstacle que représente le dégoût ou la suspicion des travailleurs et jeunes envers la politique. On devrait peut-être traiter cette question en faisant un parallèle avec leur manque d'idéal, d'espoir dans l'avenir, le manque de confiance en eux aussi.

La fatalité qui semble avoir envahi les esprits, ne serait-elle pas le reflet ou le produit de notre propre inaction (et incompréhension) ? C'est une question que chaque travailleur peut se poser. On peut les aider à se la poser, non pas sur le plan individuel comme le font les médias et les partis inféodés au régime en cherchant à les culpabiliser et à leur faire endosser une part de responsabilité dans la situation, mais sur un plan général qui permet de passer au plan collectif puis politique, afin de parvenir à desserrer ou faire sauter le carcan de la pensée unique qui étouffe toute réflexion indépendante, toute perspective politique, tout espoir aussi.

Encore un mot, voilà que la machine à penser est repartie ! L'action ne sert pas forcément à grand chose si elle ne s'accompagne pas d'une élévation du niveau de conscience politique. On privilégie l'action en négligeant l'aspect intellectuel qui en est inséparable, du coup le profit est nul. On se contente des apparences en fait.

On privilégie la quantité par rapport à la qualité en se disant que mécaniquement et en bonne logique à un moment donné la quantité devrait se transformer en qualité, faut-il encore que cette logique soit dialectique. On peut répéter toute notre vie une multitude de fois les mêmes gestes sans jamais en comprendre la signification, en passant à côté. La plupart des gens ont cessé d'évoluer très tôt sur le plan intellectuel ou de la compréhension de la société. On assiste très vite à une sorte de blocage. On se pose toujours les mêmes questions exactement de la même manière, du coup on a obligatoirement les mêmes réponses, c'est rassurant au premier abord, donc on s'en contente.

On dit que l'être humain se distingue des autres espèces animales par sa capacité à transformer son environnement, à façonner la nature ou le monde à son image, plus précisément en fonction du développement de ses besoins, mais cette transformation est le produit de l'interaction de son action sur la nature et la représentation (déformée) qu'il s'en fait dans son cerveau, on assiste donc à une évolution matérielle et intellectuelle de la civilisation humaine. Et si elle n'est pas concomitante (se produire en même temps), c'est parce qu'elle se réalise en grande partie inconsciemment, il existe un décalage entre nos actes et leur portée, ce dont ils sont porteurs qui appartient à la fois au passé et au présent, et ce dont ils sont porteurs qui appartient davantage au futur, qui existe potentiellement en devenir sans toutefois que l'on puisse dire sur quelle nouvelle évolution concrète elle débouchera.

Cela pour dire que l'on peut très bien avoir participé à des centaines de grèves ou manifestations dans sa vie sans avoir évolué politiquement d'un iota depuis la première. La cent énième n'y changera rien si elle ne s'inscrit pas dans une perspective qui permet de relier à la fois le passé, le présent et l'avenir, si elle n'est pas vécue comme un moment particulier appartenant à un mouvement général orienté dans une direction précise, et c'est seulement en saisissant ce dynamisme que l'on peut prendre pleinement conscience du sens de notre action et comprendre le fonctionnement du processus complexe à la fois intellectuel et pratique qui nous conduit à passer à l'action.

Vouloir mobiliser la classe, c'est bien parce que nécessaire, mais négliger son mûrissement intellectuel parce qu'il ne pourrait se produire qu'en certaines circonstances qui n'existent pas encore, est une grave et tragique erreur. Des militants ont horreur que l'on parle de l'éducation des masses, cela doit leur faire penser au bourrage de crâne du maître d'école, au lavage de cerveaux des sectes, aux camps de rééducation staliniens, mais si l'on ne se donne pas les moyens de leur faire comprendre dans quel monde nous vivons en analysant minutieusement chacune de leurs expériences, on n'atteindra jamais notre objectif qui nécessite un haut niveau de conscience politique. C'était la conviction de Trotsky juste avant de nous quitter, je la partage totalement.

Puisque je cite le nom de Trotsky, très vite, qu'est-ce que le trotskisme ?

Pour moi être trotskiste, c'est adhérer à la théorie de la révolution permanente, ce n'est pas adhérer au trotskisme conciliateur qui a précédé la mort de Lénine et qui définit assez bien la plupart de ceux qui s'en réclament aujourd'hui parce qu'ils partagent le même défaut, mais au trotskisme qui succéda au léninisme en défendant précisément le léninisme, et ce n'est pas un hasard si les premiers ne se retrouvent pas dans le léninisme ou l'on abandonné.

Au passage, Trotsky a reconnu lui-même que c'était Lénine qui avait eu raison presque chaque fois dans leurs nombreuses polémiques, donc nos trotskistes n'en tiennent pas compte, ils préfèrent citer la lettre que Ioffé avait rédigée à l'intention de Trotsky avant de se suicider, dans laquelle il avait écrit que finalement c'était Trotsky qui avait eu raison et non Lénine. Sauf que pour moi, s'agissant de l'appréciation à porter sur les analyses ou positions politiques de Trotsky, je préfère m'en remettre à l'esprit critique de Trotsky lui-même qui était mieux placé que quiconque pour analyser à l'aide du marxisme ses propres erreurs et les rectifier, ce qu'il a fait admirablement bien. C'est à ce trotskisme-là que j'adhère, donc au léninisme !

Bonne semaine à tous les camarades, et que le camarade qui m'a écrit hier ne s'inquiète pas pour mon épouse Magueswary,

la France n'est pas encore l'Inde ou la Tchétchénie !

La seule dépêche du jour.

Chine.

Quelque 30.000 ouvriers protestant contre le rachat de leur usine sidérurgique dans le nord-est de la Chine se sont battu avec la police et ont frappé à mort le directeur général de l'entreprise qui doit les reprendre, a affirmé samedi le Centre d'information pour les droits de l'Homme et la démocratie à Hong Kong.

Les salariés auraient reproché au directeur général d'avoir perçu environ 3 millions de yuans (environ 309.135 euros; 438.000 dollars) l'an dernier alors que certains retraités ne touchaient que 200 yuans (21 euros; 29 dollars) par mois. (AP 25.07)

Il faudrait dire aux ouvriers en France qui veulent faire sauter leur usine, qu'ils n'oublient pas avant d'attacher leurs patrons à l'intérieur. C'était juste une plaisanterie !

Le 28 juillet

J'ai en horreur le mensonge et toutes formes d'hypocrisie qui tournent à l'escroquerie permanente en politique. Notre rôle devrait être en principe de les dénoncer et de les combattre sans répit. Mais dès lors que l'on entend sauver un parti dont c'est en quelque sorte la seule raison d'être, le PS pour ne pas le nommer, ne se rend-on pas complice de ce parti qui passe son temps à tromper les travailleurs ?

Il y a quelque chose d'anti-dialectique et de furieusement opportuniste à affirmer que parce que le mouvement ouvrier aurait un jour créé ce parti -ce qui reste à démontrer, quelques décennies plus tard il mériterait qu'on vienne à son secours. Le tour de passe-passe consiste à ignorer l'évolution de son orientation politique en s'en remettant implicitement à un catalogue de bonnes intentions qui dès l'origine avait pour seule fonction de tromper les masses, ce parti n'ayant jamais eu l'intention de se donner les moyens pour pouvoir les appliquer un jour, y compris et surtout lorsqu'il était au pouvoir.

Qu'il ait pu faire illusion pendant un certain temps n'y change rien. On peut le concevoir facilement, faudrait-il encore se poser la question de savoir qui il a trompé ou plus précisément, qui s'est laissé tromper en connaissance de cause. On a pu se rendre compte que sans en avoir les moyens, la tactique qui consistait à se placer sur le terrain des illusions pour les combattre, était illusoire et une dépense d'énergie en pure perte. Et j'en veux pour preuve que même les militants du PS qui ont quitté ce parti ne regrette pas d'y avoir adhéré un jour, ce qui signifie que quel que soit le parti auquel ils ont adhéré ensuite, ils n'ont toujours rien compris à sa nature et ne sont pas acquis au combat émancipateur de la classe ouvrière. Car au mieux, ce sont des réformistes bourgeois à la Bernstein, ce qu'ils étaient au départ, des réformateurs du capitalisme qui n'ont pas du tout l'intention de le liquider, au pire ils ont rejoint l'UMP.

Se placer sur le terrain des illusions quand les idées dominantes sont celles de la classe dominante, conduit à permettre aux idées dominantes d'apparaître sous une autre forme sans que leur contenu n'en soit modifié pour autant, autrement dit, cela ne sert à rien, car les idées dominantes peuvent emprunter autant de formes que l'imagination le permet ou presque ou plutôt que les institutions et la constitution le permettent.

Un gouvernement de front populaire peut donner l'illusion d'être un gouvernement ouvrier, mais il n'en demeure pas moins un gouvernement bourgeois. Lénine expliquait que ce n'était pas la composition du gouvernement qui déterminait sa nature sociale, mais l'Etat et les institutions en place. On pourrait objecter qu'entre février et octobre 1917, Lénine a combattu le gouvernement de front populaire en se plaçant sur le terrain des illusions des masses, en exigeant qu'il rompe avec les capitalistes. C'est juste sur le plan de l'agitation politique, encore faut-il avoir à l'esprit un autre facteur déterminant de la situation, la mobilisation révolutionnaire des masses et son auto-organisation dans les soviets dans lesquels les bolcheviks combattaient en défendant l'intégralité de leur programme politique, posant ainsi les bases d'une perspective politique au-delà du gouvernement de front populaire, d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier reposant sur les soviets.

Le combat sur le terrain des illusions n'a pas duré longtemps et les bolchevik l'ont abandonné au profit du mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets !

Tout comme avec la tactique du front unique, celle qui consiste à se situer sur le terrain des illusions des masses pour les aider à s'en débarrasser, doit être employée avec mesure, elles n'ont pas une valeur universelle au point de pouvoir les employer dans n'importe quelle circonstance et pendant une durée indéfinie.

En 1917, les bolcheviks étaient en mesure de proposer immédiatement une alternative au gouvernement de front populaire,

alors qu'en France, aujourd'hui comme hier, les conditions subjectives ont toujours fait défaut pour proposer aux masses une telle alternative, sauf à s'en remettre aux miracles qui ont tenu de lampes de chevet à nos révolutionnaires.

C'est un peu comme avec un malade. Il acceptera de prendre le traitement que vous lui proposer s'il sait qu'il a une chance de s'en sortir, mais dès lors qu'il se sait condamné, il envisagera forcément son éventuel rétablissement comme une illusion et refusera tout nouveau traitement.

Les illusions que les travailleurs ont pu avoir dans le PS et le PCF n'ont jamais dépassé le stade de l'amélioration de leur existence quotidienne, ils n'ont jamais cru qu'ils auraient la volonté de changer les bases économiques de la société qui auraient nécessité de liquider la Ve République. On ne peut donc pas dire que leurs illusions se situaient au niveau politique.

Ce n'est sans doute pas pour rien que l'on dit que les illusions ont la vie dure. Mais on ne peut les combattre efficacement que lorsque l'on est en mesure de leur opposer quelque chose sur le terrain pratique. Les bolcheviks étaient en mesure d'opposer au gouvernement Kerenski le pouvoir des soviets. Nous, de quoi disposons-nous face au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Rien ! Des beaux discours, des comités qui regroupent une poignée de militants.

Les illusions nous ramènent toujours à une question pratique où seulement elles peuvent être combattues et disparaître. Et c'est bien normal, à du vent on ne peut opposer que quelque chose de concret. Nos détracteurs voudraient lui opposer du vent, des bonnes intentions dont la mise en oeuvre serait fixée à une date indéterminée, cela ne peut pas fonctionner. On nous dira encore, mais que faites-vous de notre engagement présent ? Bravo, mais votre engagement ne se situe pas au même niveau que les illusions que vous prétendez combattre, vous n'avez ainsi aucune chance de les atteindre ou rien ne permet de l'affirmer catégoriquement, donc finalement vous les laissez courir parallèlement à votre engagement et loin de les faire disparaître, vous les retrouverez intactes quelques années ou décennies plus tard. Encore un exemple frappant.

On peut entendre et lire : rejoignez notre combat nous ne posons aucun préalable, autrement dit, venez avec vos poches pleines d'illusions, pas de problèmes, ce n'est pas cela qui va nous diviser, etc. Une fois cette bataille terminée, qu'est-ce qui n'a pas bougé et demeure en place : les illusions qu'on a volontairement décidé de laisser de côté. Il y a donc les illusions qu'on est incapable de combattre dans certaines circonstances, et les illusions qu'on refuse de combattre, au nom évidemment du front unique qui sert de réceptacle à toutes les illusions.

Il y a un exemple très simple qui l'illustre parfaitement. Les membres du PS qui ont rejoint le PT ou le POI combattent au côté d'autres militants pour la défense des acquis, contre les licenciements ou la liquidation des services publics. Bien, mais dans quelle perspective politique ? Celle qu'ils avaient en tête lorsqu'ils étaient au PS, ils n'ont pas progressé d'un millimètre vers le socialisme, ils le disent eux-mêmes en rejettant la voie révolutionnaire qui seule permettra à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir. Ils étaient et ils sont toujours des réformistes bourgeois, l'illusion qui les habitait quand ils étaient au PS ne les a pas quittés d'une semelle. On veut bien admettre qu'une poignée d'entre eux ont progressé politiquement, mais ce n'est que l'exception qui confirme la règle, à quel prix, c'est peut-être une question qu'on serait en droit de se poser : l'inexistence d'un parti révolutionnaire. On ne détermine pas l'orientation d'un parti, sa tactique et sa stratégie dans l'unique perspective de recruter une poignée d'adhérents du PS ou du PCF.

Regardez, l'illusion que le capitalisme serait éternel en a pris un coup avec la crise, les travailleurs ont pris un gros coup sur la tête qui leur a fait une bosse, la bosse a commencé à faiblir d'intensité ou ils ne la sentent plus parce qu'ils s'y sont habitués, et la vie continue comme avant. Ne leur dites pas que croire à l'existence éternelle du capitalisme est une illusion ou une erreur, dites-leur plutôt qu'il n'existe actuellement aucune alternative concrète au capitalisme, là je suis sûr qu'ils seront d'accord avec vous, ensuite vous pourrez enchaîner...

L'illusion est le produit de l'absence de réponse pratique à une question. On s'accroche à une illusion temps qu'on n'a rien trouvé de mieux dans la réalité. Se placer sur le terrain des illusions pour les combattre quand on n'a rien de concret à leur opposer, ne peut conduire qu'à alimenter ces illusions.

Les travailleurs n'étant pas naturellement portés à se faire des illusions dans le PS ou à s'orienter vers ce parti, alors à quelles couches de la population s'adressent ceux qui veulent le sauver ? A la petite-bourgeoisie, aux intellectuels, aux classes moyennes, à des gens qui sont particulièrement privilégiés par le régime par rapport à la classe ouvrière, et qui n'ont évidemment pas du tout l'intention de le remettre en cause. Il s'agit de leur permettre de soutenir un parti qui leur rendra la monnaie de la pièce quand il sera au pouvoir ou qui défendra, en attendant et dans la mesure du possible, leurs intérêts particuliers en compagnie de l'UMP, autrement dit d'assurer la stabilité du régime... contre la classe ouvrière. (A suivre)

Quelques dépêches.

La religion comme instrument d'Etat pour mener la guerre contre les peuples, les diviser, dans l'intérêt de l'impérialisme.

La direction de la prospective, qui a succédé au Centre d'analyse et de prévision, a été dotée d'un "*pôle religions*" dirigé depuis le mois de juin par Joseph Maïla, qui a dirigé l'Institut catholique de Paris, le Centre de recherche sur la paix et l'Institut de formation à la médiation, et avait siégé au sein de la commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, précise le Quai d'Orsay dans un communiqué. Des "compétences extérieures" participeront à la mission du pôle religions, précise-t-on.

Le ministre Bernard Kouchner avait en effet souhaité en août 2008 devant la conférence des ambassadeurs que soit accordée une plus grande place à "*l'étude du rôle des religions dans les relations internationales et dans les analyses qui guident notre politique étrangère*". (AP 27.07)

Rien d'étonnant de retrouver à la base de cette initiative un va-t-en-guerre admirateur de G.W. Bush. Au fait, un "*socialiste*" !

Encore un "***socialiste***" qui veut nous taxer davantage. Le cynisme en prime.

Michel Rocard et François Fillon ont tenté lundi de dissiper les craintes sur l'impact financier d'une future taxe carbone, le premier promettant une compensation pour certains ménages et le second un grand débat.

Alors que dans un premier temps, ils envisageaient de taxer seulement le dioxyde de carbone, Rocard en a rajouté une louche en prônant une extension à d'autres gaz comme le méthane.

"*Ca va augmenter le prix du gaz d'un petit 15%, ce qui est énorme*", a-t-il ajouté, tout en souhaitant que la taxe soit compensée pour une partie de la population. Tu parles, prends-nous pour des cons !

Qui va payer ? Toujours les mêmes.

"*Pour les ménages banlieusards lointain ou ruraux, ou qui vont au boulot la nuit quand il n'y a plus de transports en commun, le prix du carburant ou du chauffage est évidemment une charge plus grosse que dans les autres ménages, et ça il faut le compenser*", a-t-il dit. Cause toujours !

Cette nouvelle taxe pourrait coûter en moyenne par foyer 300 euros par an.

Tous responsables de la faillite du capitalisme qui conduit l'humanité au chaos.

Pour François Fillon, "*il ne s'agit pas de se donner bonne conscience, il s'agit d'affronter une urgence collective et pressante en se donnant des moyens compatibles avec le développement économique et la croissance dans notre pays*".

Les Verts toujours plus réactionnaires.

Daniel Cohn-Bendit, coprésident des Verts au Parlement européen, a appelé Nicolas Sarkozy à "*tenir bon jusqu'au bout*" sur cette taxe, dans un entretien publié lundi dans *Les Echos*. Réactionnaire jusqu'au bout !

Pourquoi ne pas taxer l'ensemble des travailleurs de l'UE ?

Parallèlement aux réflexions françaises, la présidence suédoise de l'Union européenne a annoncé qu'elle soumettrait prochainement aux ministres des Finances des Vingt-Sept l'idée d'une taxe carbone européenne. (Reuters 27.07)

Décidément on les aime ces "*socialistes*" et ces "*écologistes*", plus pourris les uns que les autres. Vous n'êtes pas assez taxés, alors sauvez le PS !

A quoi peuvent servir le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et le comité d'entreprise ?

L'entreprise SPIE Communications spécialisée dans les services informatiques a mis en place un système de géolocalisation. Concrètement, il s'agit d'un boîtier placé sur le véhicule et relié par GPS permettant à l'entreprise de localiser ses salariés en mission afin de les orienter vers un lieu d'intervention.

Reste que l'appréciation de ce nouvel outil technique divise. «*C'est un moyen d'améliorer la sécurité des employés et le service rendu aux clients en optimisant les distances. Ça permet de réduire d'environ 15 % le nombre de kilomètres par agent, sans parler des avantages écologiques*», assure Fariborz Farhoudi, directeur régional de SPIE Communication. «*C'est surtout une façon de fliquer les salariés*», rétorque Philippe Normand, délégué CFDT dans l'entreprise.

Fariborz Farhoudi dit ne pas comprendre la polémique et veut croire qu'il s'agit d'une simple résistance au changement.

«*C'est d'autant plus surprenant que nous n'en sommes qu'à un stade d'expérimentation et que c'est le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui a porté ce projet, validé par le comité d'entreprise*». Tiens donc !

Pas étonnant que le 7 juillet Philippe Normand était... seul à manifester devant l'entreprise comme le rappelle le directeur régional.

Selon des techniciens ayant expérimenté le dispositif, la géolocalisation n'est pas le fond du problème. Tout en dénonçant certes l'infantilisation ou les risques pesant sur la confidentialité des informations, ils veulent d'abord exprimer leur mécontentement face à des conditions de travail qu'ils jugent de plus en plus difficiles. «*Ce gadget ne change rien, ça ne m'empêche pas de faire quatre départements dans la même journée*», peste cet employé de la région Est. «*Ce qu'il faut c'est plus d'emplois*», dit un autre. Voilà la bonne réaction ! (Libération.fr 27.07)

Comment ils manipulent les chiffres du chômage.

Le chômage a enregistré un recul inattendu au mois de juin en France, pour la première fois depuis un an, mais il continue de progresser si les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite sont pris en compte.

Cette baisse s'explique aussi par la forte hausse des sorties de Pôle Emploi pour "*cessations d'inscription pour défaut d'actualisation*" qui progressent de 19,3% sur le mois et concernent 33.300 personnes de plus qu'en mai.

Si l'on inclut les personnes exerçant une activité réduite, le nombre de demandeurs d'emplois s'inscrit par ailleurs en hausse de 0,3% sur le mois (+9.200 personnes à 3.634.800) et de 18,7% sur un an.

La ministre de l'Economie a souligné que "*même une reprise graduelle de l'activité ne devrait pas se traduire par un repli immédiat du chômage*". (Reuters 27.07)

Traduisons : les profits sont prioritaires sur l'emploi. On s'oriente donc vers une situation qui sera caractérisée par un chômage massif de longue durée. Ils n'ont rien trouvé de mieux pour soulager leur crise qui de fait pourra donner l'impression d'être maîtrisée à la Bourse, tandis qu'elle se développera sur le terrain social, et qui sait sur le terrain politique...

Les charrettes du jour.

Etats-Unis.

Verizon Communications fait état d'une baisse de son bénéfice trimestriel et annonce la suppression de 8.000 postes dans ses activités filaires qui viennent se rajouter aux 8.000 postes supprimés l'année dernière.

Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action s'est établi à 0,63 dollar par action, un niveau conforme aux attentes des analystes financiers. (Reuters 27.07)

Pays-Bas.

La grande poste néerlandaise TNT, spécialiste de l'express va supprimer 11.000 postes. (La Tribune 27.07)

Le 29 juillet

Manuel Valls dans une interview accordée au journal espagnol *El Pais* :

- "*Je regrette particulièrement chez les socialistes français la nostalgie d'une alternative au capitalisme. Une alternative qui n'a pas de sens*".

- "*Nous ne sommes pas capables d'assurer idéologiquement ce que nous faisons en pratique quand nous gouvernons. En plus, la pression de l'extrême gauche complexe certains socialistes français.*"

Il est bien ce Manuel Valls, il dit les choses telles que les dirigeants du PS le pensent à voix basse ou haute entre eux, on devrait l'encourager à persévérer !

Quand il dit avec ses collègues du PS qu'il considère qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme, il dévoile la vraie nature du PS qui n'a jamais été de remettre en cause le capitalisme. C'est parfait, autant que ce soient eux qui le disent plutôt que nous, car on

pourrait nous taxer de manquer d'objectivité avec notre affreux esprit critique marxiste.

Il appelle les dirigeants du PS a cessé de faire preuve d'hypocrisie et de se faire passer pour des socialistes qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été, il a raison, cela ne pourra que nous rendre service.

Il doit partir du constat que la petite-bourgeoisie, les intellectuels et les classes moyennes, et par extension l'ensemble des travailleurs sont suffisamment subordonnés au capitalisme, qu'ils doivent se dire que le capitalisme a définitivement gagné la partie contre le socialisme, et que par conséquence la perspective du socialisme ne doit plus apparaître chez eux qu'une vague et lointaine utopie, le temps passant, il ne reste plus en lice que le capitalisme que l'on peut aménager au mieux des intérêts des classes intermédiaires, sachant qu'il a toujours été reconnaissant envers eux de cette soumission bien comprise.

Le hic, c'est la crise du capitalisme qui rogne sur les privilèges accordés à certaines catégories de la population. Raison de plus pour se positionner en défenseur de leurs intérêts dans le cadre du capitalisme, puisque cet horizon est devenu indépassable, quitte à faire payer ceux qui sont les plus nombreux, c'est-à-dire, la classe ouvrière, au nom bien sûr de l'intérêt général.

Mais là aussi il y a un hic, il y a une limite en toute chose, il n'est pas possible de pressuriser les travailleurs à l'infini sans prendre le risque d'une explosion sociale aux conséquences incontrôlables. Pas de problème, nous la materons avec l'arsenal répressif que Sarkozy à mis en place si cela se produisait, sinon on les maintiendra artificiellement à un niveau de pauvreté supportable grâce à la charité publique pour avoir la paix.

Qu'ils assument "*idéologiquement*" leur politique réactionnaire, cela permettra aux travailleurs de se positionner idéologiquement du côté du socialisme et des militants qui le défendent.

Question : comment pourrait-on ne pas se satisfaire qu'ils revendiquent ce qu'ils sont véritablement ? Qui aurait intérêt à ce que le PS continue d'employer un double langage ? Sarkozy bien sûr. Mais aussi ceux qui ont intérêt à camoufler leurs réelles intentions.

On nous dit que sans le PS il n'y aurait plus d'opposition dans ce pays et qu'il ne serait plus possible de lutter contre les dérives du régime. Premièrement, le PS les accompagne quand il n'en a pas pris l'initiative dans le passé. Deuxièmement, si le régime se durcissait et que cette république bananière se transformait en régime policier ou une dictature, cela nous forcerait à le combattre avec plus de détermination encore, depuis quand la crainte de la répression du mouvement ouvrier par le pouvoir en place constituerait-elle un obstacle à notre combat ?

On s'est habitué à vivre et militer dans du coton, sans se poser la question de savoir si ceux qui gouvernaient n'en tiraient pas un avantage. Les droits politiques de la classe ouvrière sont le produit des combats politiques d'autrefois dont les nouvelles générations ignorent absolument tout, elles pensent que puisque ces droits sont inscrits dans la Constitution, ils sont tout simplement le produit du développement du capitalisme, s'ils ne sont pas un jour tombés du ciel !

En février 1917, la classe ouvrière ne disposait d'aucun droit politique ou presque, ses militants étaient pourchassés, emprisonnés, torturés, assassinés, exilés, etc. L'acquisition de droits politiques au cours de la révolution de février 1917 va constituer un formidable élan au développement de sa lutte de classe, à son organisation et son mûrissement politique.

On ne cesse de se leurrer sur l'état d'esprit des masses, de raconter pour ainsi dire n'importe quoi. Par exemple quand on dit que nous défendons nos acquis, c'est vrai et c'est faux, nous nous disons "nos acquis" parce que nous avons conscience que ces acquis font partie intégrante de l'ensemble du combat du mouvement ouvrier depuis le XIXe siècle, parce que nous avons une conscience politique, mais pour l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui n'ont pas de conscience de classe, les choses se présentent forcément autrement, ils n'interprètent pas ces acquis de la même manière, ils les interprètent de leur point de vue (déformé) soumis au carcan du capitalisme dont ils n'ont jamais réussi à se défaire.

Les masses sont devenues trop dépendantes du capitalisme, elles lui doivent trop -c'est en tout cas ainsi qu'elles voient les choses, pour le remettre en cause aussi facilement qu'on le voudrait. Pour supporter l'exploitation et l'oppression, la société bourgeoise a développé un tas d'expédients : loisirs, voyages, sports, télévision, vie associative, jeux, Internet, etc. qui leur donnent l'impression d'être libre et de profiter de la vie, pour un peu on aurait aucune raison de se plaindre puisqu'ailleurs dans le monde c'est bien pire. En dehors des 100.000 clochards rebaptisés SDF et des 3 millions de mal-logés, elles vivent relativement confortablement, elles sont entourés de tant de biens d'équipement qu'il ne semble rien leur manquer au point de gaspiller sans s'en rendre compte, le tout dans la plus parfaite inconscience.

Je pense que ces sujets doivent être abordés dans l'éducation des masses, car si on ne les fait pas réfléchir à leur propre mode de vie et qu'on se contente de discours politiques qui ne retiendra leur attention que le temps d'une discussion, on n'est pas prêt de s'en sortir. On parle du combat pour leur rupture avec le capitalisme, sur le plan politique rien à redire, mais on oublie que rompre avec le capitalisme nécessite de remettre en cause aussi son propre mode de vie ou la perception que l'on a de sa vie, ou tout du moins de se poser des questions sur notre comportement dans la société dans tous les domaines pour éventuellement le modifier, de façon à ce que notre conception de la société et notre mode de vie correspondent le plus possible, bref, que la théorie ou nos idées et la pratique se rejoignent. De ce point de vue-là, la pratique politique et notre comportement dans la vie

quotidienne doivent se rejoindre, un peu comme on ne peut pas être croyant le dimanche et athée le reste de la semaine, ou franc-maçon un jour et révolutionnaire le lendemain, il y a fatalement une erreur quelque part.

Si la rupture avec le capitalisme demeure uniquement du domaine de la théorie ou de la pratique politique quelques heures par semaine, autant dire que cela n'a qu'une valeur limitée, parce que dans la vie quotidienne on continue de se comporter comme un petit-bourgeois qui nourrit le capitalisme. D'ailleurs dans ces conditions-là, comment peut-on prétendre avoir rompu avec le capitalisme ? C'est comme les gens qui prétendent qu'ils ne sont pas attachés aux choses matérielles et qui doivent un jour se séparer de quelque chose, et qui déclarent que cela leur fait de la peine ou que cela va leur manquer, ces gens-là se leurrent sur eux-mêmes ou vous racontent des histoires. La rupture avec le capitalisme, c'est avant tout une remise en cause de fond en comble de l'ensemble de nos rapports à la société. Il est plus facile de combattre le capitalisme quand on a rompu tous nos liens avec lui, d'où la nécessité de mener ce combat en direction des masses.

Je ne prone pas une forme d'ascétisme ou de dénuement matériel total, ce que je veux dire, c'est que chacun devrait parvenir à réfléchir à sa manière de vivre et au sens qu'il pourrait donner à sa vie dans cette société dans laquelle on n'a pas choisi de vivre. S'il existe un minimum de liberté dans leur société, il existe peut-être là. Cela me fait penser aux gens qui ne peuvent plus se passer de la télévision et le jour où ils doivent s'en passer, au début ils s'emmerdent et se demandent bien comment ils pourraient passer le temps autrement, et puis les idées viennent, jusqu'au moment où ils s'aperçoivent surpris que la télévision ne leur manque plus. Ce n'est pas se regarder le nombril, c'est simplement prendre le temps de se pencher sur sa propre existence, afin qu'elle ne soit pas uniquement façonnée par la société, c'est commencé à se prendre en main sur un plan élémentaire et préparer le terrain à une remise en cause de l'ensemble des rapports qui régissent la société. La conscience du monde dans lequel on vit ne se développe pas de manière rectiligne ou suivant un schéma préétabli, il faut bien commencer par un bout, et comme nous avons tous vécu des expériences différentes, c'est à chacun de déterminer par quel bout il va entreprendre ce travail. Ah la notion de travail, comme elle est rebutante, encore travailler ! Eh oui, mais cette fois pas pour nous faire exploiter, mais pour arriver à comprendre pourquoi on est exploité, pourquoi la vie est ainsi faite d'inégalités croissantes et d'injustices criantes, etc.

Patron voyou.

25 salariés d'une entreprise de mécanique industrielle de Pontcharra, dans l'Isère, ont eu la mauvaise surprise d'apprendre la liquidation judiciaire de leur société, Constructions mécaniques Bernard (CMB), dans une note de service diffusée le vendredi 24 juillet. Le lundi suivant, ils trouvaient porte close. (LePoint.fr 27.07)

Concurrents et complices.

Le vice-Premier ministre chinois Wang Qishan a mis en garde les Etats-Unis contre des injections trop massives de liquidités sur les marchés alors que le monde cherche à stabiliser l'économie et à renouer avec la croissance.

Pour Pékin, l'accès au marché américain est vital, tandis que les Etats-Unis ont un besoin impérieux que la Chine achète leur dette pour financer un déficit qui pourrait atteindre cette année 1.800 milliards de dollars.

La Chine est le principal créancier des Etats-Unis. Elle détenait au 31 mai 802 milliards de dollars d'obligations émises par le Trésor.

"*Les relations entre les Etats-Unis et la Chine vont charpenter le 21e siècle*", a déclaré lundi le président américain Barack Obama. (Reuters 28.07)

Le 30 juillet

Les illusions ne durent que si on passe son temps à les cultiver.

Pas de bol pour le POI. Le 24 juillet, Sarkozy a refusé de recevoir la délégation du comité de Roquebrun pour le retrait du projet de loi de privatisation de La Poste. Misère, la police ne l'a même pas autorisé à déployer sa banderole sur les trottoirs très chics de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, quel monde ! Pire, et lors de la conférence de presse qu'il a organisé il n'y avait pas la queue d'un journaliste ! A se demander s'ils ne dépensent l'énergie et le temps des militants en pure perte...

Sarkozy serait-il par hasard autre chose que le représentant du capitalisme, des milliardaires, des banquiers et des rentiers ? On pensait qu'il en avait fait suffisamment la démonstration depuis qu'il est installé au Palais pour que la majorité des travailleurs le comprennent, mais non, ils doivent être apparemment trop cons, à moins qu'il y ait une autre explication.

Le POI respecte à la lettre les institutions, pour lui la légitimité du parvenu de l'Elysée ne se discute pas, et puis ils risqueraient de se faire du mal à se poser trop de questions, on ne sait jamais ce qu'on va trouver au bout...

La mémoire courte ou sélective.

Tiens, c'est comme la page qu'ils consacrent cette semaine dans *Informations ouvrières* au 10 mai 81. Tout ce qu'ils ont retenu, c'est "*Giscard battu, l'unité a vaincu*", cela nous fait une belle jambe, on a continué à avoir la même vie de merde pendant deux septennats, avec beaucoup moins de grèves faut-il rappeler, pendant que la Bourse battait des records... comme le chômage ! Un détail insignifiant puisqu'ils sont contents d'eux-mêmes et sont prêts à nous resservir le couvert.

En s'adressant à nouveau aux dirigeants du PS et du PCF pour qu'ils réalisent l'unité contre les licenciements, ils démontrent qu'ils n'ont tiré aucune leçon de cette tactique catastrophique qui pour eux à valeur de stratégie permanente ou d'objectif final.

Puisqu'ils n'aiment pas les militants qui se posent trop de questions, posons-en deux : sur quoi portent au juste les illusions des travailleurs ? Quel est l'ordre de priorité dans lequel ils faudraient les combattre : le capitalisme, les partis soi-disant ouvriers, le gouvernement, les institutions ? Je vous laisse réfléchir et m'envoyer vos réponses argumentées, ce sera le devoir de vacances. A vos claviers !

Autre chose discutable dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, en page 2 le caricaturiste reproche à Rocard d'avoir créé la CSG, le RMI et maintenant la taxe carbone. Plutôt maladroit. Faudrait-il en l'absence d'un travail supprimer le RMI que touchent plus d'un million de travailleurs ? Un vrai travail avec un vrai salaire serait mieux, nous sommes tous d'accord évidemment, mais au quotidien nous ne vivons pas d'hypothèses ou de souhaits jamais réalisés. Pendant qu'on y est, ne faudrait-il pas supprimer la CMU qui coûte les yeux de la tête à la Sécu ?

J'ai relevé page 6 une info inutilisable en l'état : "*Selon une étude, 8 034 millions de personnes vivaient en 2007 en dessous de ce seuil de pauvreté (910 euros par mois).*
Ce chiffre représente 60 % du niveau de vie médian, qui s'est établi en 2007 à 1 510 euros mensuels. ce qui signifie que plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 510 euros par mois.".

J'avais abordé récemment ce sujet. On est pauvre quand on vit seul avec un salaire net inférieur à 1 510 euros par mois, on l'est moins quand on vit en couple avec par exemple deux salaires inférieurs à 1 510 euros par mois. Bref, on n'est pas plus avancé !

Deux dépêches.

Les Verts veulent-ils "sauver" la planète ou le capitalisme ?

A deux mois des élections législatives en Allemagne, les Verts se disent ouverts à tout type de coalition pour revenir aux affaires nationales, y compris à une alliance avec les conservateurs (CDU-CSU) de la chancelière Angela Merkel.

"*Nous avons eu plusieurs coalitions CDU-Verts avec succès au niveau municipal et même au niveau du Land de Hambourg cela fonctionne bien.*" rappelle le chef de file du parti, Cem Özdemir. (Reuters 29.07)

No comment ! L'article de Reuters est en entier dans la page *Info internationale* du site.

Pour eux : c'est "***la cerise sur le gâteau***" !

La banque d'affaires Lazard a renoué au deuxième trimestre avec les bénéfices, dégageant un profit supérieur aux attentes et augmentant son dividende de 25%. Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 43,1 millions de dollars.

Le vice-président de Lazard Steven Golub a déclaré à Reuters était confiant sur les perspectives de l'activité de restructuration, en précisant que Lazard intervenait sur plus de 100 mandats de restructuration à l'échelle mondiale.

Restructuration rime avec licenciements, augmentation de la productivité donc du profit.

Le résultat opérationnel de l'activité de restructuration au deuxième trimestre a pratiquement triplé par rapport à l'année dernière pour atteindre un niveau record de 93,2 millions de dollars.

Le résultat opérationnel de l'activité fusions-acquisitions a chuté de 40% sur la période à 134,9 millions de dollars mais s'inscrit en progression par rapport au trimestre précédent où il était tombé à 96,4 millions.

Les commissions sur l'activité de gestion pour compte de tiers ont progressé de 15% par rapport au trimestre précédent.

Les actifs sous gestion sont passés de 81 milliards de dollars à 98 milliards grâce à un flux soutenu de souscriptions nettes

mais demeurent inférieures au niveau de la fin du deuxième trimestre 2008 où ils atteignaient 134 milliards.

La hausse des commissions sur l'activité de gestion, "*c'est un peu la cerise sur le gâteau*", a estimé David Trone.

Le titre Lazard s'est envolé de près de 10% à la Bourse de New York. (Reuters 29.07)

Pas étonnant !

La spéculation est repartie de plus belle avec en toile de fond un chômage massif, son pendant quoi, donc non seulement la crise n'est pas terminée, mais ils vont devoir continués de vivre avec, avec à la clé l'angoisse permanente qu'elle ne débouche sur une radicalisation des masses.

La crise a éclaté une fois qu'ils avaient brûlé toutes leurs cartouches pour l'éviter. Ensuite, ils en ont rajouté une grosse louche à coup de déficit public exorbitant pour calmer le jeu. Et voilà que se croyant tiré d'affaire provisoirement comme si leur ardoise avait disparu par enchantement, ils reprennent leurs bonnes vieilles habitudes qui consiste à tabler sur des profits hypothétiques à venir. A force d'hypothéquer à l'aveuglette les profits à venir et d'hypothèses foireuses, il ne leur restera plus rien à gratter et à espérer, pour un peu ils vont bien finir par faire tout péter, aller encore un petit effort.

Le 31 juillet

Comme j'ai rédigé ce matin le texte sur le Honduras, je n'ai plus le temps de bavarder. J'aborde largement dans ce texte la question de l'Assemblée constituante, en montrant à partir de différentes expériences, qu'elle ne peut pas constituer un objectif politique pour la classe ouvrière, quel que soit le bout par lequel on aborde cette question.

J'ai mis en ligne *L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale de Lénine, 1916* , il ne fait que 5 pages, je vous conseille de le lire attentivement en remplaçant le contexte de la guerre par la crise du capitalisme, c'est très instructif. En voici un bref extrait :

C'est pourquoi les opportunistes avisés sont avant toute soucieux de sauvegarder l'ancienne « unité » des vieux partis qui ont rendu de signalés services à la bourgeoisie en 1914-1915. Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « Monitor », publié dans la revue réactionnaire Preussische Jahrbücher un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car la jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Preussische Jahrbücher, 1915, n° 4, p. 51.)

(*signalés* veut dire remarquables - Lutte de classe)

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

(On dirait dans le contexte actuelle toujours dans le même objectif, défendre le capitalisme au nom du socialisme - Lutte de classe)

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés – franche, grossière, cynique - de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière..."

Lénine fustige l'unité à tout prix, ils exhortent les ouvriers à rompre avec les opportunistes...

Alors, dirigeants du PS et du PCF soyez de bons socialistes ou de bons communistes, appelez avec nous à marcher sur Paris !!!

Une seule dépêche.

Les contradictions incontournables du système économique capitaliste.

"*Tant qu'il n'y aura pas de vraie reprise de l'emploi, il n'y aura pas de reprise économique, sachant que la consommation des ménages représente de l'ordre de 70% des économies*", selon Philippe Gijsels, stratégiste chez Fortis.

Pour lui, les plans d'économies jouent un rôle disproportionné dans les résultats des entreprises.

"*Tout vient des réductions de coûts sur une base de chiffre d'affaires affaiblie. Mais les réductions de coûts ne font qu'alimenter les pertes dans l'économie car si vous réduisez les coûts, vous ne faites qu'amputer les revenus de quelqu'un d'autre*", a-t-il souligné. (Reuters 30.07)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries août 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

J'ai corrigé la faute contenue dans le dernier article mis en ligne, avec mes excuses. J'ai changé le titre sans modifier l'orthographe du verbe constituer ! (hier dans l'après-midi chez vous en France.)

Suite de la causerie.

J'ai lu hier non sans une certaine rage plusieurs articles provenant d'agences de presse ou de quotidiens nationaux sur ce qui semble bien être la fin pour les travailleurs de New-Fabris. Inutile de revenir sur le déroulement de leur combat que chacun a pu suivre.

J'ai relevé deux réflexions dans l'interview d'une employée parue sur Libération.fr du 30 juillet, qui résument selon moi l'état d'esprit de la majorité des travailleurs :

"*Maryse, comme ses collègues - qui se sentent appartenir à la classe moyenne - était* «heureuse» *: 1 600 euros net à 55 ans, après trente-quatre ans d'ancienneté,* «on n'allait pas au resto tous les jours, mais on vivait bien»*. Corinne approuve :* «On se disait qu'il y avait pire que nous, mais maintenant, on ne peut même plus dire ça.»".

On imagine que Maryse ne vivait pas seule et que son compagnon devait percevoir un salaire équivalent au sien, soit plus de 3 000 euros net par mois. Donc rien d'étonnant à ce qu'elle déclare qu'elle était "heureuse" et qu'elle "vivait bien", sans trop se soucier du reste ou trop se poser de questions, c'est moi qui le rajoute. Elle devait vivre dans l'insouciance que partagent un grand nombre de travailleurs qu'il n'y avait pas de raisons de s'en faire pour l'avenir, ce qui ne l'incitait pas vraiment non plus à se pencher sur le passé de la lutte de classe qui lui avait permis de "vivre bien" jusqu'à présent.

Que le développement de la civilisation jusqu'à nos jours ait été réalisé inconsciemment, nous le savons. Par rapport aux différents stades de l'évolution de la société qui ont été successivement dépassés pour donner naissance à un nouveau développement de la civilisation humaine, qui correspondait au développement des forces productives et au passage à un nouveau mode de production, la difficulté du passage du capitalisme au socialisme réside dans le fait qu'il nécessite un niveau de conscience considérablement plus élevé qu'autrefois.

Les classes qui autrefois ont accédé au pouvoir étaient généralement issues de la classe qui disposait déjà du pouvoir, par exemple des nobles étaient acquis au capitalisme bien avant 1789, lorsque ce n'était pas le cas, la classe postulant au pouvoir disposait déjà de moyens (financiers) pour mener son combat contre la classe au pouvoir pour la renverser.

Temps qu'il s'agissait de remplacer une classe exploiteuse au pouvoir par une autre, il en ira ainsi, mais dans le cas du prolétariat la situation se présente différemment : la classe ouvrière qui ne peut pas prétendre exploiter une autre classe pour la bonne

raison qu'elle n'a donné naissance à aucune nouvelle classe contrairement à la bourgeoisie qui l'a engendrée ou sans laquelle elle n'aurait pas existé, pour mener son combat contre les capitalistes la classe ouvrière ne dispose d'aucun pouvoir en dehors de ses organisations et partis pour mener son combat émancipateur.

Or, elle est très faiblement organisée sur le plan syndical et politique. On peut penser qu'il en sera toujours ainsi, et même si le taux de syndicalisation a pu atteindre 20 ou 25% des ouvriers à une époque, il n'en demeure pas moins que 75% ne l'étaient pas, le même constat est valable sur le plan politique en plus accentué.

Même s'il demeure possible de construire un parti communiste de quelques dizaines de milliers de militants en dehors d'une période révolutionnaire et dont l'effectif pourrait être multiplié par 10 lors de l'ouverture d'une crise révolutionnaire, il n'en demeure pas moins que le parti à lui seul n'est rien et que la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat sera nécessaire pour prendre le pouvoir.

Cela implique compte tenu de l'évolution de la société, et particulièrement celle de la classe ouvrière qui recouvre l'ensemble des exploités, un niveau de conscience politique incomparablement plus élevé que celui qui avait été nécessaire à la bourgeoisie pour en finir avec le régime féodal. C'est là justement que le bas blesse.

Conjointement aux combats qui sont proposées aux masses pour défendre leurs droits et en acquérir de nouveaux, il faut impérativement les aider à élever leur niveau de conscience pour qu'elles puissent entrevoir leur avenir au-delà du régime capitaliste, temps qu'elles n'y seront pas parvenues, elles ne pourront pas vaincre les classes dominantes.

Il est faux de prétendre qu'il suffirait de participer à une grève ou une manifestation pour que le niveau de conscience de la classe progresse, sans orientation et sans perspective politique correcte c'est impossible.

Quand on vit depuis sa naissance 24h/24 dans le bain du capitalisme, il est extrêmement difficile de saisir son fonctionnement et ses contradictions, encore plus d'imaginer en sortir un jour, on en est littéralement imbibé jusqu'à la moelle. Alors ce n'est pas notre participation à une action ponctuelle qui suffira à nous faire rompre avec le capitalisme, il en faudra beaucoup plus.

On peut ajouter qu'une infime minorité seulement de la classe ouvrière participe aux grèves, aux manifestations, meetings, etc., tandis que l'immense majorité d'entre elle se contente de se laisser vivre pour ainsi dire, cela n'est pas un reproche de ma part, une simple constatation, la responsabilité de cette situation incombant entièrement aux dirigeants du mouvement ouvrier.

Donc au moins 90% des travailleurs sont livrés à eux-mêmes sans disposer des moyens pour comprendre dans quel monde nous vivons, je crois que c'est de cette situation qu'il faut partir, au lieu de se voiler la face ou d'éviter d'aborder ce problème sous des prétextes tous plus ou moins malhonnêtes sur le plan intellectuel.

Il ne faut pas confondre le niveau de conscience de la classe avec son niveau d'organisation, si collectivement son niveau de conscience peut évoluer, la majorité de la classe ne sera jamais organisée. Son niveau de conscience doit croître qualitativement, alors que son niveau d'organisation doit croître quantitativement (et qualitativement évidemment!), tout est une question de mesure.

Comment toucher ces millions de travailleurs qui demeurent isolés ? A défaut dans un premier temps de pouvoir les organiser, comment pouvons-nous leur rendre accessible les principes du socialisme ? Vous me direz qu'on pourrait envisager de commencer par faire l'éducation politique des travailleurs qui sont déjà organisés, vous avez raison, c'est le devoir en principe des partis qui se réclament de la classe ouvrière de faire ce travail, si maintenant ils ne savent pas comment s'y prendre pour le mener à bien ou que cela ne les intéresse pas, on en restera toujours au même point. Pour ne prendre qu'un exemple, si on examine le contenu de leurs journaux et de leurs sites Internet, sur ces plans-là ils sont proche du zéro absolu !

Les travailleurs ont autant besoin de s'approprier les enseignements de la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, que d'acquérir la méthode du matérialisme dialectique qui seule permet de comprendre comment la société fonctionne et se transforme, à un niveau élémentaire qui a une grande importance, de pouvoir faire le lien entre nos gestes quotidiens, leurs causes et leurs conséquences, bref de commencer à vivre consciemment sa propre existence à défaut de pouvoir la changer dans l'immédiat. Mais cela représente déjà un formidable pas en avant, car cette expérience posera à un moment donné la question des moyens à mettre en oeuvre pour changer cette société qui nous pourrit la vie, la nécessité de s'organiser, d'aider les autres travailleurs à parcourir le même chemin que nous pour commencer à se délivrer du carcan du capitalisme qui tend à étouffer toute réflexion indépendante sur notre propre sort.

On ne peut pas prétendre faire renaître dans la tête et le coeur des travailleurs l'espoir d'un changement possible de société s'ils n'ont pas commencé à l'entrevoir eux-mêmes. Autrefois cet espoir leur était apporté du dehors, ils adhéraient à une idée nouvelle sans vraiment en comprendre le contenu et la portée. Depuis, dans le monde la social-démocratie a fait faillite et le stalinisme a joué le rôle de fossoyeur du socialisme, aborder les travailleurs sous cet angle ne peut donc conduire qu'à un malentendu ou un rejet, alors que vous êtes de bonne foi et n'avez pas l'intention de les tromper. Puisque ce nouvel obstacle ne peut pas être brisé de l'extérieur, c'est aux travailleurs eux-mêmes de se réapproprier le socialisme, de comprendre que c'est la seule alternative

au capitalisme, ensuite la compréhension du rôle du réformisme bourgeois et du stalinisme ne sera plus qu'une formalité.

Quand Marx ou Engels rédigeaient pendant de longs mois des ouvrages dans lesquels ils n'abordaient pas que des questions politiques, des livres consacrés en grande partie à la philosophie, à l'anthropologie, au développement de la nature et des civilisations, etc., en abordant tous ces domaines à l'aide du matérialisme dialectique qu'ils prenaient le temps ou la précaution d'expliquer au passage, je ne pense pas qu'ils avaient l'impression de perdre leur temps ou de se livrer à cette activité par simple distraction, mais bien plutôt pour armer sur tous les plans les futurs militants des partis communistes, pour en faire autre chose que des agitateurs ou machines à propagande, pour former de véritables communistes, en plus de faire la peau aux tenants de l'idéologie bourgeoise ou de l'obscurantisme. S'ils ont passé toutes les connaissances de leur époque au crible du matérialisme dialectique, c'était aussi dans la perspective d'aider les générations futurs de militants à se délivrer des oripeaux de la pensée bourgeoise, de l'idéalisme.

Nous devons faire le même travail, vaste chantier en vérité.

On dit qu'il vaut mieux une tête bien faite qu'une tête bien pleine. De nos jours la population a acquis un niveau d'instruction qui lui permet de comprendre de quoi on lui cause si l'on s'en donne les moyens, encore faut-il qu'on en ait la volonté. (A suivre)

Deux dépêches.

Le dialogue social : une corde passé autour du cou.

Les 366 salariés de New-Fabris sont au chômage, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi déclare : "*c'est le dialogue social qui a a gagné*".

Que vaut aux yeux de Maryse Dumas, n°2 de la CGT, la radicalisation de la classe ouvrière, je vous le donne en mille : "*La plupart du temps, ce sont des modalités d'action que je ne conseillerais pas aux salariés parce qu'elles conduisent à des impasses*", a-t-elle déclaré sur Europe 1. Qui en porte la responsabilité ?

Pour faire bonne figure, elle a ajouté : "*En même temps, lorsqu'ils les décident démocratiquement, la CGT est avec les salariés*", tu parles, la seule façon d'être avec eux serait d'appeler l'ensemble du prolétariat à déferler sur Paris, ce à quoi s'oppose la direction de la CGT. (Reuters 31.07)

Au fait, on a appris que les bouteilles de gaz qu'ils avaient déposé un temps devant l'usine étaient vides ! Ils ont au moins réussi à berner Escrosi sur ce plan-là.

Ils marchent sur des oeufs.

La forte baisse de l'activité économique aux Etats-Unis "*semble prendre fin*" mais la reprise sera vraisemblablement lente et progressive en raison des incertitudes qui continuent de peser sur l'emploi et l'immobilier, estime vendredi le Fonds monétaire international. (Reuters 31.07)

Le 2 août

J'écris le début de cette causerie un peu en avance parce que je n'ai pas de télé ce soir, il est 20h47.

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais la façon dont les choses se sont pas passées chez New-Fabris me reste en travers de la gorge. Voilà le courriel que je viens d'envoyer à leur comité de lutte (newfabrisenlutte@yahoo.fr) et au camarade qui m'avait envoyé leur appel du 23 juillet.

"Bonjour,

Voici le mail que j'ai adressé à un militant qui m'avait fait parvenir un peu tard par courriel votre dernier appel du 23 juillet.

On ne se connait pas et je ne sais pas qui tu es ce qui ne facilite pas les relations, peu importe.

Je ne sais pas si tu bossais chez New-Fabris, mais vois-tu après réflexion, il y a un truc qui me chiffonne.

Renault et PSA vont racheter le stock de piéces de New-Fabris. Une fois qu'ils auront utilisé ces pièces, pour alimenter les chaînes,

il va bien falloir qu'ils s'approvisionnent quelque part. Où ? En Pologne, en Roumanie, en Chine ? A quel prix, dans quelles conditions ? Quel est le statut du sous-traitant qui va leur fabriquer et vendre ces pièces ?

Ces questions pour arriver au constat que c'est bien Renault et PSA qui sont à l'origine de la situation de l'entreprise New-Fabris. C'est la première chose. Donc il y avait quelque chose à creuser de ce côté-là avant de jeter l'éponge, j'y reviendrai plus loin.

Seconde chose, la société New-Fabris existait depuis plus de 30 ans si j'ai bien compris. Le ou les syndicats se sont-ils donnés la peine de ressortir les bilans de toutes ces années-là pour voir combien de profits avait dégagé l'entreprise et où il était passé. Car dire que la société est en difficulté depuis un an ou deux, c'est une chose, mais quand il s'agit d'une entreprise qui existe depuis si longtemps, le minimum c'est d'aller voir un peu plus loin en arrière.

Tout cela pour dire qu'ils n'auraient pas dû accepter la proposition d'Escrosi. Je ne connais pas précisément la législation en vigueur, si elle est similaire à ce qui existe dans le cas de la signature d'un solde de tout compte, ils ont un mois pour dénoncer leurs signatures.

Pour savoir quelle entreprise va prendre le relais de New-Fabris pour alimenter Renault et PSA en pièces, il faudrait contacter au plus vite les syndicats de ces entreprises.

Je n'ai lu nulle part ce que je viens de t'écrire, peut-être que je suis à côté de la plaque parce que je ne suis pas sur place, mais j'ai comme l'impression qu'en fait tout le monde les a lachés ou personne ne les a aidés à poser les bonnes questions, je peux me tromper je le répète.

Il est clair qu'il y a un lien entre les multinationales Renault et PSA d'un côté, et je ne sais plus quel organisme financier qui avait racheté New-Fabris, et qu'il est donc de la responsabilité de Renault et PSA de casquer encore faut-il s'y prendre comme il faut. Peut-être que les gars de New-Fabris ont pensé à tout ce que je viens de t'écrire, dans ce cas-là autant pour moi.

Depuis que j'ai lu hier une dépêche qui annonçait que c'était la fin pour eux, je n'arrête pas d'y penser en me demandant qu'est-ce qui avait bien pu foirer. Ils auraient pu s'en prendre directement aux dirigeants syndicaux qui font le jeu des patrons et du gouvernement en refusant d'appeler l'ensemble de la classe ouvrière à se soulever pour interdire les licenciements puisqu'ils bénéficiaient d'une couverture médiatique, là non plus ils n'ont pas saisi l'occasion, à moins que le délégué syndical CGT soit une ordure, ce qui n'est pas à exclure évidemment.

Voilà ce que je voulais te dire et à transmettre aux ouvriers de New-Fabris s'il n'est pas trop tard.

Fraternellement."

J'ai voulu être bref, car pour étayer mon propos il faudrait que je recherche les dépêches des quatres dernières semaines, plus les articles provenant de sources diverses.

La même question se pose à chaque fois : ils ferment des usines, ils licencient des centaines de milliers d'ouvriers, mais quand la demande va repartir, où vont-ils faire fabriquer les pièces dont ils auront besoin ? En roumanie, en Pologne, en Chine ou dans un autre pays où la main d'oeuvre est meilleur marché, les impôts et les taxes moins importants, les profits mirobolants ? La logique de ce processus est facile à comprendre, les capitalistes ne sont guidés que par le profit qu'ils vont encaisser sans se soucier du malheur qu'ils répandent autour d'eux et dont ils sont les seuls responsables et coupables.

Est-ce qu'on doit accepter de vivre sous le régime du profit, de la concurrence, de la compétition, de la jalousie et de la haine, de la misère qu'il engendre ?

Et même dans les pays où ils réalisent leurs profits, la classe ouvrière est traitée comme une marchandise ordinaire comparable aux autres, qu'on prend et qu'on jette, qu'on surexploite en la laissant dans l'indigence et la pauvreté.

Le capitalisme est synonyme de sinistre social, de destruction sans fin, d'effroyables souffrances qu'il impose à tous les peuples. Il est donc temps de se soulever pour le renverser, c'est à cette conclusion que doit aboutir une discussion politique avec un travailleur ou un jeune.

On doit étudier le capitalisme dans sa forme économique et dans sa forme politique à l'échelle mondiale. La conscience des travailleurs doit évoluer sous ces deux formes, s'ils veulent un jour s'émanciper du capital.

Faire l'économie de cet aspect-là de notre combat, ce serait comme se couper un bras.

Qui craint de se poser des questions, craint d'aller vers le socialisme. Qui pousse la classe ouvrière à la violence, à la révolution ?

"La suppression de la propriété privée est-elle possible par la voie pacifique ?

Il serait souhaitable qu'il pût en être ainsi, et les communistes seraient certainement les derniers à s'en plaindre... Mais ils voient (...) que le développement du prolétariat se heurte dans presque tous les pays (...) à une répression brutale, et qu'ainsi les adversaires des communistes travaillent eux-mêmes de toutes leurs forces pour la révolution. Si tout cela pousse finalement le prolétariat opprimé à la révolution, nous, communistes, nous défendrons alors par l'action, aussi fermement que nous le faisons maintenant par la parole, la cause des prolétaires." Engels - les *Principes du communisme*, projet préliminaire du programme de la Ligue des communistes, octobre-novembre 1847.

J'allais vous quitter et une idée m'a traversé l'esprit à propos de l'Assemblée constituante. Apparemment, incapable d'être souveraine et de constituer, sa forme parfaite qui permettrait de l'être et de le faire ne serait-elle pas tout simplement le soviet ou son équivalent ? Une Assemblée constituante dans laquelle les partis bourgeois sont présents et dont les élus ne sont pas révocables, c'est ni plus ni moins qu'une Assemblée nationale telle qu'elle existe en France, non ? On se demandera alors si les partisans de ce genre d'Assemblée constituante ne se tromperaient pas par hasard de révolution.

Si on ne peut pas utiliser le mot soviet ou comité il faudrait lui trouver un autre nom qui cause à la fois à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie puisqu'elle devra se rallier à la révolution. Nous voilà face à une question de terminologie qu'il faudra bien résoudre aussi. Assemblée populaire constituante ou souveraine, cela a un relent maoïste sans importance, les maoïstes sont en voie d'extinction, ou Parlement du peuple souverain, dès lors que la révolution se déroule sous la direction de la classe ouvrière qui constitue la majorité de la population, cela ne pose pas de problèmes, le peuple c'est nous, ses adversaires, c'est la vermine capitaliste...

Bon dimanche camarades.

Les dépêches.

Maroc. Plus royaliste que le roi, pas toujours une bonne idée...

Les autorités marocaines ont saisi l'hebdomadaire francophone indépendant "Telquel" et sa version en arabe "Nichane" pour la publication d'un sondage d'opinion sur le roi Mohamed VI, annoncent des responsables officiels ainsi que le directeur de publication.

Selon Ahmed Benchemsi, directeur de publication des deux revues, "les numéros saisis renferment un sondage d'opinion sur les dix ans de règne du souverain. Cette étude montre, entre autres, que 91% des Marocains sont très satisfaits ou satisfaits de l'action du roi". (Reuters 01.08)

... à moins que le monarque marocain estime qu'il manque 9% à l'appel : intolérable !

Et puis quel mauvais précédent pour ce régime assurément démocratique, imaginez que demain ils doivent s'exprimer sur la politique économique de sa majesté, ce serait une catastrophe !

Honduras. Abattu pour l'exemple.

Un deuxième partisan du président en exil, Manuel Zelaya, est mort samedi matin, selon Sergio Rivera, qui dirige un syndicat de professeurs. L'enseignant de Tegucigalpa a succombé à ses blessures. Jeudi, il avait reçu une balle dans la tête, alors qu'il protestait contre le coup d'Etat du 28 juin.

Roger Vallejo, 38 ans, a été abattu, alors qu'il bloquait une autoroute, avec des milliers d'autres manifestants et que la police avait chargé à coups de gaz lacrymogènes. La police affirme qu'il a été tué par un autre manifestant.

Le 5 juillet, Isis Obed Murillo, 19 ans, a été abattu d'une balle dans la tête, sous les yeux d'un reporter de l'Associated Press, alors qu'il tentait, avec des milliers d'autres manifestants, de s'approcher de l'aéroport international de la capitale, où voulait atterrir Manuel Zelaya. (AP 01.08)

USA. A quoi sert la crise ? Réponse : une nouvelle concentration du capital.

L'agence de régulation du système bancaire américaine, le FDIC, a décrété vendredi la fermeture de cinq banques, ce qui porte à 69 le nombre de faillites bancaires depuis le début de l'année aux Etats-Unis.

En 2008, 25 banques américaines ont été fermées par les autorités, contre seulement trois en 2007. (Reuters 01.08)

Le 3 août

J'ai reçu deux courriels hier à propos de New Fabris, dont voici des extraits avec ma réponse :

"*Bonjour camarade,*

mais il faut faire attention car les salariés qui luttent contre les licenciements sont de plus en plus seul. Il n'y a plus de direction quelques fois sur les sites, les confédérations sont absentes au mieux, et les politiques... Donc les salariés font comme ils le peuvent.

Je ne suis pas un salarié de NEW FABRIS mais ouvrier d'une autre entreprise. J'ai pensé que t'informer de cet appel pouvait t'intéresser, rien de plus. A bientôt !... "

Tu as bien fait et je t'en remercie au nom des camarades qui se connectent sur le site.

Je ne me suis pas trompé en écrivant "*j'ai comme l'impression qu'en fait tout le monde les a lachés ou personne ne les a aidés à poser les bonnes questions, je peux me tromper je le répète.*".

Un vieux camarade de la CGT m'a écrit :

"*Jean Claude, ce matin (02 07 7h30) en buvant mon café avec ma femme et après que nous ayons entendu tous les deux cette information (la fin à New Fabris) je lui ai dit la même chose, plus le fait que maintenant les autres boites auront beau proférer des menaces elles ne seront plus prises au sérieux.*"

C'était le but des appareils qui jouent la carte de l'isolement et condamnent la radicalisation de la classe ouvrière. Mais quand même, le POI et le NPA se sont déplacés pour les rencontrer, ils n'auraient pas pu leur dire ce que j'ai écrit, les aider bordel ? Je ne dis pas qu'ils ne les ont pas aidés, ils ont été inefficaces tout simplement.

Tu auras compris que je ne me serais pas permis de juger les travailleurs de New Fabris, ils se sont battus comme ils ont pu, un bel exemple de dignité en vérité.

Fraternellement.

Cela m'a inspiré la réflexion suivante en fin de journée.

Mon père, menuisier en bâtiment, n'a jamais eu de conscience politique, il est resté réactionnaire jusqu'à son dernier souffle le pauvre homme. Cependant, parfois dans son discours, il y avait une pointe de vérité dont il ne percevait pas la portée évidemment.

Il détestait les "*socialos*" et les "*cocos*" qui pour lui étaient des charlots, il leur préférait "*le grand Charles*" qui lui au moins avait une vision capable de défendre la place de la France dans le monde, etc. C'est ainsi qu'il voyait les choses. Autant vous dire qu'on n'était pas vraiment fait pour s'entendre.

De Gaulle savait de quoi il parlait, qui plus est, il disposait du pouvoir pour faire ce qu'il disait, alors que les pitres de service n'étaient tout juste bons qu'à le critiquer sans jamais proposer quelque chose de sérieux. Il n'en démordera pas et quelque part on ne peut pas lui en vouloir, à mon père j'entends.

Mais nous, que proposons-nous de cohérent, de concret, de sérieux face au capitalisme, aux institutions, aux questions que se posent l'homme de la rue ? Rien en dehors de slogans et d'analyses, qui de chapitre en chapitre constituent un programme d'action qui ne répond pas vraiment à ses questions.

Il faut aller au fond des choses, sinon on ne s'en sortira pas, j'écris on, car ce n'est pas à moi de faire ce boulot, je n'en ai pas les moyens, mais à nos dirigeants. Aller au fond des choses passe par l'analyse des situations les plus élémentaires de la vie quotidienne.

On a envie de dire à nos dirigeants, au lieu d'écrire des bouquins destinés à une infime minorité d'intellectuels, penchez-vous sur tous les aspects (rapports) de la société, cherchez les réponses correctes à toutes les questions que se pose la classe ouvrière, mettez votre talent et votre énergie au service de cette tâche sans tarder davantage...

Avant d'en arriver à des questions politiques de tactique ou de stratégie, les travailleurs veulent savoir comment serait gérée autrement la société jusque dans les moindres détails. Sans aller jusque là, ils veulent savoir comment nous nous y prendrions pour mettre en oeuvre notre programme économique et social, où nous trouverions l'argent ou les moyens matériels pour l'appliquer, quelles seraient nos relations avec les autres Etats, que deviendraient les vieilles institutions, quel sort on leur réserverait, la même question se poserait pour la constitution, comment fonctionnerait le pays au quotidien sur le plan économique et politique, que deviendrait dans une économie planifiée les petits-patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, comment nous résorberions le chômage, que faire des entreprises en faillite, comment nous éradiquerions la pauvreté des travailleurs, des jeunes et des retraités, comment nous nous attaquerions aux problèmes des banlieues, de la délinquance, de la violence, de l'insécurité, comment fonctionnerait la justice, quels rôles seraient attribués à la police, à l'armée, sur quelle base nouvelle elles seraient réorganisées, quel sort serait réservé aux lois en vigueur et par quoi elles seraient remplacées, etc.

Répondre à toutes ces questions par : nationalisation des grandes entreprises, rétablissement des services publics, abolition des lois anti-ouvrières votées depuis 1945, ou encore, c'est le bien commun qui guidera notre action et non plus la recherche du profit, etc., est juste mais beaucoup trop général et par conséquence très insuffisant, c'est fournir une réponse générale à des questions particulières qui nécessitent des réponses particulières et qui finalement ne répondent pas aux questions que les travailleurs se posent ou qui leur donne cette impression, ce qui revient au même.

Bref, ils posent des questions précises qui méritent des réponses précises que nous ne sommes pas en mesure de leur fournir, non pas par incapacité, mais parce que cela n'intéresse pas nos dirigeants qui ne comprennent pas à l'heure actuelle quel intérêt il y aurait à y répondre, alors que c'est la crédibilité de leurs politiques et de leurs partis qui est en jeu.

Du coup l'homme de la rue se dit à juste titre : tiens, encore de beaux parleurs et passe son chemin, ce dont on ne peut pas lui en vouloir, il exige la même rigueur où même davantage que celle qu'il réclame du gouvernement en place, partant du principe : on sait ce qu'on a mais on ne sait pas ce qu'on aurait à gagner à un changement de société compte tenu que dès qu'on pose une question sur son fonctionnement on n'obtient pas de réponses satisfaisantes ou pas de réponses du tout le plus souvent.

Cela me fait penser à ceux qui voudraient arrêter les centrales nucléaires demain matin et qui sont incapables de répondre à la question élémentaire : mais comment allez-vous produire le courant équivalent pour satisfaire la demande de la population et des entreprises ? Là on tombe dans la caricature, le grotesque qui caractérise les écologistes, mais c'est bien en ces termes que la population pose un tas de questions auxquelles elle voudrait bien qu'on apporte des réponses sérieuses avant de s'engager dans un parti ou le soutenir. C'est parfaitement légitime.

Finalement, la précision et la diversité des questions que se pose la population, nous donne une indication précieuse sur le niveau de conscience politique que le prolétariat devra avoir acquis pour envisager sérieusement un changement de société.

Les travailleurs sont prêts à changer de société, mais pas contre du vent ou ce qui leur semble être des chimères. Jusqu'à présent, il estime qu'ils ont plus à perdre qu'à y gagner à un changement de société, certes à tort ou par inconscience, mais c'est un fait d'où il faut partir. Ils savent pertinemment qu'il existe bien pire dans le monde que leur situation, les médias n'arrêtent pas de le marteler de long et en large quotidiennement.

Chat échaudé craint la pluie.

Avant de s'embarquer dans une nouvelle aventure au nom du socialisme, la classe ouvrière exige qu'on lui propose un projet complet de société qui tienne la route et elle a raison. Quelque part cela montre sa maturité d'esprit et qu'elle a intégré une partie de l'histoire du XXe siècle, même si c'est de façon déformée.

Au programme du parti, ses statuts, ses journaux ou revues théoriques, ses lettres ou bulletins, il faut s'atteler à préparer un document ou des fiches qui reprennent l'ensemble des questions que se pose le prolétariat en y apportant des réponses claires, détaillées et précises qui évidemment pourront évoluer dans le temps.

Pour alimenter ma démonstration, deux exemples me viennent à l'esprit.

Un jeune vous demande qu'est-ce qu'il doit faire pour trouver du boulot et vous lui répondez d'aller voir à l'Anpe ou dans les bôites d'intérim. Votre réponse n'est pas mauvaise, mais répond-elle vraiment à la situation de ce jeune ? Mais sait-il au moins rédiger une lettre de motivation, un CV ? Comment se présente-t-il quand il cherche du boulot ? L'air décontracté, les mains dans les poches, mal peigné en jeans et baskets ? Il doit déjà répondre à ces questions avant de se pointer devant un patron sinon il va se faire jeter.

Vous voyez qu'on peut très bien penser avoir la bonne réponse à une question, alors qu'en réalité elle ne sera d'aucune utilité à celui qui nous l'a posée, car on n'aura pas répondu en amont aux questions que la situation imposait. C'est comme si vous indiquiez à quelqu'un qui aurait oublié de se munir d'une récipient où trouver un point d'eau, cela ne lui servira pas à grand chose.

En gros, ce que je voulais dire, c'est qu'on pouvait avoir un programme correcte, mais qu'on était finalement incapable de le défendre, même si on prétend le contraire, et qu'il est vrai que sur ce plan-là, on ne vaut guère mieux que les autres, pas de quoi inspirer confiance, je me comprends dans le lot. Entre militants aguerris on peut se contenter de théorie et de politique, mais avec la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie et les intellectuels en particulier, c'est une autre paire de manches. (A suivre)

Je n'ai pas eu le temps de creuser quelques questions qui me sont venues à l'esprit hier :

- La division du travail à l'origine de la concurrence entre travailleurs.

- Faudrait-il, faudra-t-il, pourrons-nous, devrons-nous fermer la Bourse ?

- Comment faire quand le siège d'une entreprise est à l'étranger ? Si elle est installée en France, c'est qu'elle fournit des entreprises françaises...

Un petit mot perso.

Au fait, si la situation demeure aussi calme les jours prochains, je pourrais actualiser le site qu'une ou deux fois par semaine jusqu'à la fin août, histoire de faire quelques travaux avant la mousson.

Je vous en avais touché un mot il y a déjà plusieurs années et je n'ai encore rien fait, pareil avec ma moto qui n'a pas été en révision depuis 18 mois, mes dents ou mon pied gauche sous lequel a poussé quelque chose depuis plus d'un an déjà. Je ne peux pas être partout à la fois en vivant seul la plupart du temps, maintenir la maison propre et en ordre est ma priorité, m'alimenter correctement aussi, le reste, j'ai tendance à le négliger je l'avoue.

Bon courage à tous les camarades en ce début de semaine.

Quelques dépêches.

Algérie. Quand le gouvernement cède à la "***panique***" face à la crise.

Le gouvernement algérien a interdit aux banques d'accorder des prêts à la consommation aux particuliers pour, selon les analystes, limiter les importations au moment où les recettes issues du pétrole et du gaz sont en chute libre.

Cette mesure risque de provoquer la colère des consommateurs algériens qui ont recours à ces prêts pour acquérir des biens qui leur seraient autrement inaccessibles, explique un analyste.

Pour le quotidien *El Watan*, les autorités, inquiètes de la poursuite des importations malgré la crise, ont pris une mesure précipitée." *Le gouvernement panique*", écrit le journal. (Reuters 02.08)

Etats-Unis. Augmenter les impôts des classes moyennes.

Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a déclaré que Washington devait afficher sa volonté de réduire les déficits une fois la reprise engagée, y compris en augmentant les recettes fiscales si nécessaire.

"*Nous devons ramener (les déficits) à un niveau auquel nos emprunts au reste du monde seront stabilisés à un niveau raisonnable*", a dit Geithner lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision ABC.

"*Cela va nécessiter des choix très difficiles. Et nous devrons procéder de manière à ne pas alourdir injustement les fardeaux qui pèsent déjà sur l'Américain moyen.*" (Reuters 02.08)

C'est bien au "*reste du monde*" et à "*l'Américain moyen*" que l'impérialisme américain compte faire payer la crise mondiale du capitalisme.

Ils se suivent à la trace.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton effectue à partir de lundi et jusqu'au 14 août une tournée dans sept pays d'Afrique subsaharienne (le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Liberia, le Kenya, Cap Vert et la République démocratique du Congo) où l'influence de la Chine s'est fortement accrue ces dernières années. (Reuters 02.08)

J'ai faillu titrer sur un ton ironique : *Elle suit la ligne jaune*, mais je me suis ravisé en me disant qu'ils y auraient bien des individus malintentionnés pour me traiter de raciste.

Le 4 août

J'ai remise de l'ordre dans la présentation des pages infos de la page d'accueil.

Je n'ai pas vraiment le temps de bavarder aujourd'hui, cependant je voudrais poser une question : les travailleurs qui sont engagés dans des actions suite à l'annonce de leurs licenciements, tirent-il au moins quelque chose de cette expérience sur le plan de leur conscience politique ? Je n'en ai pas l'impression.

Je pose cette question après avoir lu que le délégué syndical CGT de New Fabris envisageait sérieusement de devenir... patron ! Est-ce la seule perspective qu'il nous reste ? Il veut acheter un camion pour faire des livraisons, et si cela marche bien, il en achètera un deuxième et embochera, etc. Pourquoi pas, mais à part cela ?

On ne va pas faire dans l'activisme qui ne sert qu'à nous épuiser, puis à nous démoraliser, détendons-nous un peu.

Trop gros La Talonnette !

Pour le *Daily Mail*, Carla aurait présenté son coach personnel, Julie, à Nicolas Sarkozy et elle lui aurait demandé de lui faire perdre deux tailles au prix d'un régime strict. (dontmiss.fr avec Yahoo.com) Elle ne dit pas comment ? Elle est comment Julie ?

Déjà qu'il a semble-t-il une jambe plus courte que l'autre qui caractérise son déhanchement lorsqu'il marche, et quand il est en position stationnaire, il fait penser à un tabouret bancal, sachant qu'on se tasse un peu en vieillissant et que les bonapartes de la Ve ont plutôt tendance à l'embonpoint, sauf De Gaulle qui était bien trop mesuré et Giscard aussi pincé qu'un corset, le petit frimeur pourrait prendre la forme d'une boule plutôt qu'une quille ; déjà qu'il est un boulet, souhaitons-lui la quille le plus tôt possible !

On pourrait l'appeler Tic-tac (Fric-frac pour faire la rime !), Traîne-la-patte (dit aussi Peine-la-rate !), s'il avait été boiteux on aurait pu l'appeler Tamerlan, mais on le voit mal concurrencer l'héritier de Gengis Khan monté sur un poney en conquérant de Samarkand, pardon, je voulais dire la colline de Neuilly, j'avais la tête ailleurs !

A l'heure où le petit Thiers fait main-basse sur l'Etat, la voix de la France dans le monde ressemble de plus en plus au piallement d'une bécasse à son crépuscule qui ne porte pas plus loin que l'enceinte du Palais, véritable camps retranché de la vanité et de la cupidité réunies, où la boulimie de pouvoir de ses locataires ne s'est jamais démentie depuis 1958.

Péter plus haut que son cul, avec tous les désagréments que cela peut occasionner à son entourage plus haut perché - les enfants sont épargnés, quelle chance ils ont ! n'a jamais été un gage de réussite ou transformé en fragrance supportable et fraîche comme la rose, les miasmes de la gastronomie française ou autre engloutie par un monarque.

Qu'avec les dents il s'en mette plein la panse comme un rentier, incite à penser qu'à part le ventre et les vents qui le ceinturent pour maintenir à bonne distance les mécréants, il ne restera à la plèbe qu'à le pendre par les tripes le moment venu !

Ils font des bénéfices qui se chiffrent en milliards d'euros...

HSBC Holdings, la première banque d'Europe, publie un bénéfice semestriel ajusté divisé par deux par rapport à l'an dernier à cinq milliards de dollars (3,5 milliards d'euros), conséquence de la montée des créances douteuses aux Etats-Unis, en Europe et en Asie.

Barclays a de son côté fait état d'un bénéfice de trois milliards de livres, 8% de plus qu'au même trimestre l'année dernière.

Pour les six premiers mois de l'année, le groupe HSBC Holdings affiche un bénéfice imposable ajusté de 5,02 milliards de dollars, contre 10,2 milliards sur la même période l'an dernier, un résultat légèrement supérieur au consensus Reuters, qui le donnait à 4,9 milliards.

"*Il est possible que nous ayons passé ou que nous soyons sur le point de passer le point bas du cycle sur les marchés financiers*", a déclaré son président, Stephen Green, dans un communiqué. "*Néanmoins, le calendrier, la forme et l'ampleur d'une éventuelle reprise de l'économie dans son ensemble restent hautement incertains.*"

... alors que ...

HSBC a annoncé que ses créances douteuses avaient bondi de 39% à 13,9 milliards de dollars, tandis que celles de Barclays ont bondi de 86% à 4,6 milliards de livres(7,8 milliards de dollars), et les créances douteuses pourraient dépasser neuf milliards de dollars cette année, contre 5,4 l'année dernière. (Reuters 03.08)

Le 5 août

Je vous conseille le lecture de l'excellent article sur la crise paru dans le numéro 76 de *Prométhée*. Tous les militants vont devenir des économistes incollables pour convaincre les travailleurs de la nécessité de faire la peau au capitalisme, ce sera déjà cela de gagné.

La dernière fois, c'était un article sur la crise du groupe CCI-T que j'avais mis en ligne et qui était du même niveau. Si je peux me permettre : bravo et merci camarades !

Cela étant dit, cela fait mal au coeur qu'on ne se batte pas tous ensemble dans la même structure, c'est incompréhensible à la fin, quel gaspillage de temps et d'énergie, et surtout quel exemple détestable on donne aux militants et aux travailleurs.

Voilà des militants formidables capables de rédiger des articles de fond d'une qualité hors du commun qui répondent à toutes les questions qu'on se pose ou presque, et dès qu'on aborde la question de se rassembler pour mener le combat ensemble dans le même parti, on se déchire comme des vauriens ! Cela n'a pas de sens et franchit les limites du ridicule à la fin. Quel intérêt a-t-on à demeurer plus longtemps dans cette situation, qui y a intérêt ? Parce qu'on serait de générations différentes, qu'on viendrait d'horizons politiques différents ou qu'on n'aurait pas connu les mêmes expériences, on ne pourrait pas s'entendre ? Assez camarades, assez !

N'y aurait-il pas la place dans le même parti pour que chacune de nos sensibilités puisse s'exprimer librement ? Quoique les uns ou les autres pensent ou fassent, la confrontation des idées à quand même lieu, alors au lieu que cela se fasse indirectement par Internet interposé, pourquoi ne pas accepter que cela se déroule démocratiquement dans un esprit de franche camaraderie dans la même structure ? Cela vaudrait le coup d'essayer, qu'avons-nous à perdre, un peu d'amour-propre mal placé, quoi d'autres, je vous pose la question.

On a tout à y gagner, cela permettrait aussi de corriger nos erreurs, à condition de partir du principe que personne ne détient la vérité et qu'il n'existe aujourd'hui aucun dirigeant, aucune formation politique capable de répondre seule à toutes les questions que nous avons à résoudre, et que cela passera forçément par un travail collectif...

Au point où nous en sommes face à l'hécatombe de mesures antisociales prises par tous les gouvernements à travers le monde, et c'est loin d'être terminé, qu'est-ce que l'on risque à tenter de mettre sur pied une structure de transition vers la construction d'un véritable parti marxiste-révolutionnaire réunissant toutes les tendances se réclamant de la révolution socialiste internationale ? Avec comme perspective l'Internationale.

On a des désaccords, on polémique grave comme disent les plus jeunes, on s'engueule, bref, cela fait partie de la vie bordel, si on n'est pas capable de passer outre nos a priori ou nos ressentiments du passé, c'est qu'on n'est pas à la hauteur du combat qu'on prétend mener et de nos ambitions politiques, j'avais envie d'ajouter un mot mais j'aurais été grossier. Ah, comme je comprends que des militants de base s'impatientent et se replient sur eux-mêmes ! On ne peut franchement rien leur reprocher.

Rien ne dit que la barbarie l'emportera, réunissez d'urgence vos talents, vos capacités, vos expériences, votre énergie, au service de notre cause commune, cela devrait être notre priorité. Si comme l'on dit nous n'avons pas d'intérêts distincts de la classe ouvrière, démontrons-le !

Hausse du prix de l'électricité.

Le gouvernement propose dans un communiqué publié mardi, d'augmenter les tarifs d'électricité de 1,9% pour les particuliers à compter du 15 août et de 2,3% en moyenne, en comprenant les entreprises. (Reuters 04.08)

Leur remède à la crise : endettez-vous pour faire marcher la machine capitaliste et engraisser l'aristocratie financière.

Les immatriculations de voitures neuves ont bondi de 29,5% en Allemagne au mois de juillet, à 340.000 véhicules vendus, annonce l'agence KBA.

Ce sont au total près de 2,4 millions de véhicules qui ont ainsi été écoulés pendant les sept premiers mois de l'année, soit une augmentation des ventes de 26,6% par rapport à la même période de 2008, selon l'agence KBA.

Les petits modèles ont encore une fois été majoritairement plébiscités par les consommateurs au mois de juillet, augmentant la demande pour certaines marques comme Fiat, Peugeot, Renault et Skoda (groupe Volkswagen).

Le gouvernement allemand a mis en place en février une prime à la casse, qui alloue 2.500 euros aux propriétaires de voitures de plus de neuf ans désireux d'acquérir une voiture neuve. Cette mesure sera effective jusqu'à fin 2009. (Reuters 04.08)

Récapitulons le mécanisme :

1- La BCE prête de l'argent aux banques et institutions financières à des taux d'intérêt très faibles,

2- Ces organismes financiers prêtent ensuite une partie de cet argent aux Etats à des taux d'intérêt plus élevés en échange de garanties,

3- A l'étape suivante, les Etats reversent indirectement des centaines de millions ou des milliards d'euros aux industriels du secteur automobile dans le cadre de la "prime à la casse",

4- Donc finalement à l'industrie financière et aux banques puisque ce sont elles qui financent l'achat à crédit de véhicules neufs par des particuliers, les intérêts qu'ils verseront iront grossir leurs profits.

5- Vous ajoutez les intérêts du point n°2 au n°4, et vous vous apercevez que les banquiers s'en mettent plein les poches.

Plus dure sera la chute !

Les prix à la production de la zone euro ont enregistré une baisse record sur un an au mois de juin, accentuant le risque de déflation, annonce Eurostat.

Les prix à la production dans les 16 pays utilisant l'euro ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent mais ils ont chuté de 6,6% en glissement annuel, la plus forte baisse depuis la création de la statistique en 1996.

Les prix ont par ailleurs reculé de 5,9% sur un an. (Reuters 04.08)

Cela valait bien quelques centaines de licenciements.

Caterpillar confirme ses prévisions de résultats annuels, déclarant qu'il anticipe un bénéfice par action compris entre 1,15 et 2,25 dollars hors coûts liés aux licenciements.

Le directeur général, Jim Owens, a également indiqué qu'il prévoyait une hausse de son bénéfice aux alentours de huit à dix dollars par action d'ici 2012 et des ventes "proches" des soixante milliards de dollars (41,62 milliards d'euros).

Le groupe prévient en outre qu'il entend maintenir ses dividendes en dépit du climat actuel. (Reuters 04.08)

Tout est à nous, non, tout est aux banquiers !

La hausse des bénéfices annoncée par Standard Chartered et BNP Paribas a conforté les investisseurs dans leur sentiment que le pire de la crise financière était passé pour les banques européennes.

UniCredit a pour sa part fait état d'un résultat du deuxième trimestre en net repli par rapport à il y a un an à la faveur d'une amélioration des performances des activités de marché.

Même UBS, malgré une perte trimestrielle plus marquée que prévu, a partiellement rassuré les investisseurs après qu'il est apparu que les comptes de la banque suisse, l'établissement européen le plus touché par la crise financière, ont été plombés par bon nombre de charges exceptionnelles.

Lundi, malgré la persistance de créances douteuses dans leurs comptes, HSBC et Barclays avaient également agréablement surpris les marchés avec des résultats jugés encourageants. (Reuters 04.08)

Le 7 août

Pas le temps de causer, j'étais parti sur une question dès 8 heures ce matin et elle m'a entrainé jusqu'à midi, je mettrai cet article en ligne demain le temps d'y réfléchir encore.

En lisant tous les jours des dizaines de dépêches et des articles, il m'arrive souvent de me dire : merde, j'ai encore mal écrit ce mot, par exemple *sensé* pour *censé*, les journées sont trop courtes pour tout relire et corriger. Il y a aussi plein de fautes dans les dépêches *cou* pour *coup* par exemple, j'en trouve tous les jours, c'est toujours plus facile de repérer les fautes des autres, c'est bien connu !

Plus sérieusement, j'ai relevé deux titres de dépêches intéressantes : *Hervé Novelli presse les restaurateurs de baisser leurs prix* et *Fillon demande aux banques de respecter leurs engagements.*

Quelle misérable manoeuvre de la part du gouvernement honni des masses pour leur faire croire qu'il n'y serait pour rien, alors qu'il est le représentant des intérêts des capitalistes. On avait déjà entendu le même discours hypocrite lors du G20 de Londres, depuis repris lors de chaque conférence des dirigeants du vieux monde.

Nouvelle-Calédonie.

Un protocole d'accord a été signé dans la nuit de mercredi à jeudi entre le syndicat indépendantiste calédonien USTKE et la compagnie aérienne locale Aircal, a-t-on appris auprès du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Cet accord a débouché sur la levée des blocages dès jeudi matin. (AP 06.08)

Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé mercredi l'expropriation par le gouvernement des deux plus importants producteurs de café du pays.

Le gouvernement prendra le contrôle permanent des usines de Café Madrid et Fama de America d'ici trois mois, a-t-il précisé. (AP 05.08)

Etats-Unis.

L'activité du secteur des services aux Etats-Unis s'est encore contractée en juillet, et à un rythme plus marqué qu'en juin, montre l'enquête mensuelle de l'institut ISM.

Les services représentent environ 80% de l'activité économique aux Etats-Unis. (Reuters 05.08)

Le 8 août

Si on analysait la situation politique au premier degré ou en ne considérant que les faits bruts tels qu'ils sont portés à notre connaissance, il y aurait de quoi déprimer ou pire, se dire qu'on ne s'en sortira jamais.

Même si cette crise ne débouche pas sur une crise politique et un processus révolutionnaire, elle aura fait au moins un travail de sape en profondeur en faisant chanceler le capitalisme sur ces bases, elle aura contribué à marquer profondément les esprits et mis à mal l'idée que le capitalisme serait invulnérable et voué à une existence éternelle, bien mieux que de longs discours dans la plupart des cas.

C'est effectivement une expérience incomparable qu'est en train de vivre la classe ouvrière, qui devrait en principe l'éclairer sur le fonctionnement du capitalisme ou tout du moins la faire douter sur sa capacité à remplir encore un rôle progressiste. Or, il n'y a rien de pire que le doute pour miner une conviction acquise, ce n'est pas une tautologie, car au-delà du doute il y a la recherche d'une conviction nouvelle qui dans les conditions actuelles prendra forcément encore du temps, en dehors d'évènements rares et exceptionnels qui vous font basculer d'une conviction à une autre pratiquement simultanément, ce qui se produit quand la situation est mûre pour le déclenchement d'une révolution par exemple ou au cours de celle-ci, on ne se forge pas habituellement une nouvelle conviction en 24h.

Cela me fait dire encore une fois qu'il faut aider la classe ouvrière à se forger la conviction que la survie du capitalisme ne peut engendrer que chômage, davantage de précarité et de pauvreté en France et dans le monde, de guerres et de souffrances pour tous les peuples.

Cette crise force en principe chacun à repenser son avenir dans la société, mais rien n'est sûr ou acquis non plus de ce côté-là. Sans alternative crédible au capitalisme, il est clair que personne n'a envie de se lancer à l'aventure dans une nouvelle expérience débouchant sur la remise en cause des fondements économiques de la société actuelle.

Le socialisme ayant été malmené (sic !) au cours du XXe siècle par le réformisme bourgeois et les différentes versions du stalinisme, s'il est bien la seule alternative sérieuse au capitalisme, il n'en demeure pas moins qu'il doit reconquérir la tête et le coeur des masses pour qu'au détour d'une crise du capitalisme on puisse espérer mettre à bas le régime, sans attendre que le développement du capitalisme ait atteint un niveau comparable dans la plupart des pays sur tous les continents, échéance qui ne pourra pas être atteinte avant encore de nombreuses décennies, et qu'ainsi le capitalisme poussé dans ses derniers retranchements, la situation soit plus favorable que jamais à la révolution sociale internationale.

L'article que j'ai écrit hier traitait cette question, je ne sais pas si je vais le mettre en ligne car il aborde la situation mondiale de manière trop générale, je vais y réfléchir.

Que la révolution se produise demain, dans dix ans ou plus, la question qui se pose à nous n'est pas de savoir quand elle se produira, mais si nous serons prêts pour l'organiser et en prendre la direction, ce qui nécessitera forcément que l'état d'esprit des masses y soit préparé si nous voulons vaincre.

C'est à nous de prendre le relais de la crise pour gagner les masses au socialisme. Puisqu'il n'est pas question de leur dire de laisser tomber leurs illusions pour faire la révolution demain, il faut s'y prendre autrement pour qu'elles se saisissent elles-mêmes du socialisme. Par exemple, une fois rassurées qu'on ne va pas leur proposer de se lancer dans une aventure les yeux fermés, il n'est pas interdit de leur demander de réfléchir ensemble à la question que pose les contradictions du capitalisme, d'étudier ensemble comment une alternative sérieuse au capitalisme pourrait être envisagée.

On passe notre temps à s'attarder sous tous les angles sur les conséquences de la survie du capitalisme, c'est nécessaire et incontournable lors d'une prise de contact, là on se montrera prolixe, mais on néglige de s'attaquer aux causes, aux racines, aux fondements du capitalisme qui demeurent obscurs pour l'immense majorité des travailleurs et des militants.

Vous me dites que fumer est mauvais pour la santé et provoque le cancer. Est-ce suffisant pour arrêter de fumer ? Non dans 90% des cas. Pourquoi ?

Tout d'abord, c'est vrai et c'est faux à la fois, le soi-disant doyen de l'humanité qui s'est éteint il y a quelques jours, un Britannique, peu de temps avant sa mort il avait expliqué goguenard qu'il avait tenu le coup si longtemps grâce aux jolies femmes qu'ils s'étaient envoyés à la pelle, à l'alcool dont il n'avait pas toujours usé sans modération et la cigarette qui lui tenait toujours compagnie.

Alors bien sûr que fumer n'arrange pas la santé et que cela peut provoquer un cancer ou réduire notre espérance de vie, mais vous savez, on meurt bien d'autres choses encore jeunes et parfois plus soudainement et violemment que le tabac, donc vous pouvez garder vos arguments pour vous, je continuerai de fumer si j'en ai envie.

Et puis, par quoi remplacer avantageusement cette foutue cigarette ? Rien, sinon des kilos en trop parce qu'on compense en se gavant de saloperies sucrées ou salés qui vous boucheront les artères ou vous fileront du diabète, tu parles d'une solution, vous me proposez un mal pour un mal, vaut mieux encore continuer de fumer puisque j'y suis. Tout le monde ne prend pas de l'embonpoint en arrêtant de fumer, certes, mais le risque existe. Et vous oubliez le bénéfice que je retire de la cigarette, en moins de cinq secondes mes neurones sont exités, ma capacité intellectuelle est disponible, si j'arrête de fumer, le matin comment je vais faire pour bosser au rythme qu'on m'impose, devrais-je doubler ma ration de caféine ou m'envoyer un cognac en plus ?

Alors il ne vous reste plus que votre propre volonté pour changer vos habitudes. Il faut que je sois convaincu qu'en changer m'apporterait quelque chose de positif. Pourquoi ne pas essayer après tout, cela ne coûte rien.

Le socialisme, essayez-le et vous l'adopterez ! C'est concis, cela fait slogan publicitaire, sans doute, n'oubliez pas que les masses les ont intégrés dans leur mode de vie. Mieux : le socialisme, vous ignorez ce que c'est, alors essayez-le et vous l'adopterez !

Molex. Ils ne font que cela prendre leurs responsabilités.

"Je ne peux pas imaginer que des actionnaires américains ne fassent pas face à leurs responsabilités et ne soient pas en mesure de reprendre un dialogue apaisé et serein avec les pouvoirs publics et avec les salariés", a avancé la ministre de l'Economie. (AP 07.08)

On croit rêver, comme si les actionnaires américains en avaient quelque chose à faire ! Lagarde veut faire passer l'aristocratie financière pour des gens comme les autres, alors qu'ils ne sont capables que de calculs froids et cyniques pour empocher toujours plus de dividendes. Pour un peu ils mériteraient le respect des travailleurs !

Des banquiers forcément compléhensif... envers eux-mêmes !

"On est en train de faire un procès, comme on aime bien en France, sur les banques", a commenté Jean-Marie Gianno, administrateur salarié de BNP Paribas et par ailleurs membre du syndicat CFDT, lors d'un entretien téléphonique avec Reuters.

"Je peux concevoir que des rémunérations élevées puissent choquer. Sauf que si ça doit choquer, il faut que ça choque partout et donc fixer des limites sur les bonus des traders au plan mondial, et pas seulement pour certains en Europe. Sinon il y aura un risque réel de délocalisation de la matière grise", a-t-il ajouté. (Reuters 07.08)

"Les banquiers, collectivement, doivent comprendre qu'on a changé d'époque et qu'on ne joue plus selon les mêmes règles", a souligné Christine Lagarde. (Reuters 07.08)

A ceci près que celui qui détient le cordon de la bourse ou de la Bourse détient le pouvoir, Lagarde n'est qu'une marionnette entre leurs mains. Cependant, c'est son boulot de présenter les milliards engrangés par les banquiers dans un joli paquet cadeau acceptable par la population, ils l'ont placée à ce poste pour cela. Les travailleurs apprécieront forcément.

La compétition internationale fait rage.

Après deux mois d'amélioration, le déficit commercial français s'est dégradé en juin pour atteindre 4,0 milliards d'euros, sous le coup d'une baisse de 1,7% des exportations alors que les importations augmentaient de 1,3%.

L'Allemagne au contraire a affiché un excédent commercial en hausse à 11,0 milliards, avec un bond de 7% des exportations qui est sans précédent depuis septembre 2006.

Les exportations allemandes ont atteint 67,4 milliards d'euros, plus du double des françaises qui sont stabilisées à 27 milliards depuis le mois de février.

Selon des données de l'OCDE, la part des échanges des biens et des services représentait en 2007 43,4% du produit intérieur brut de l'Allemagne, premier exportateur mondial, contre 27,5% pour la France, qui se classe au cinquième rang.

Dans la seule industrie manufacturière, les exportations ont chuté de 21,8% sur un an en juin tandis que les importations ont baissé de 18,5%, relève-t-il. (Reuters 07.08)

Etats-Unis.

Les entreprises américaines ont supprimé 247.000 emplois en juillet, le chiffre le plus faible enregistré depuis le mois d'août de l'an dernier.

Depuis le début de la récession en décembre 2007, l'économie américaine a supprimé 6,7 millions d'emplois, a précisé le département du Travail, ajoutant que les effectifs du chômage de longue durée, eux, continuent d'enfler.

Les suppressions de postes ont encore touché l'ensemble des secteurs de l'économie le mois dernier mais le rythme des licenciements à nettement ralenti par rapport aux mois précédents.

L'emploi manufacturier a ainsi perdu 52.000 emplois, le premier chiffre inférieur à 100.000 depuis septembre, contre 131.000 en juin.

L'horaire hebdomadaire moyen de travail, un baromètre suivi de près par les économistes, a légèrement augmenté, à 33,1 heures en juillet contre 33,0 en juin. Dans l'industrie, il est passé à 39,8 heures contre 38,5. (Reuters 07.08)

On se disait bien qu'il fallait que les ouvriers travaillent plus !

Il fallait bien que la crise serve à quelque chose.

Autre facteur de soutien pour l'ensemble du marché boursier, l'assureur American International Group (AIG) a bondi de plus de 20,46% à 27,14 dollars après l'annonce de son premier bénéfice en sept trimestres.

Le groupe, sauvé de la faillite par l'Etat fédéral l'an dernier, a réalisé au deuxième 1,8 milliard de dollars de profits. (Reuters 07.08)

Nigéria.

Les Nigériens ont voté "oui" à une écrasante majorité de 92,5% au référendum constitutionnel de mardi, selon les résultats provisoires proclamés vendredi.

La participation s'élevait à 68,26%, a ajouté le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Hamidou Moumouni.

Le nouveau texte constitutionnel permet au président actuel de prolonger son mandat de trois ans avant de devoir organiser un nouveau scrutin. Il lève la limite sur le nombre de mandats présidentiels successifs.

En juin, Tandja, qui affirme vouloir ainsi garantir la stabilité, avait dissous la cour constitutionnelle qui avait refusé de lui accorder la possibilité de briguer un troisième mandat. (AP 07.08)

J'ai entendu avant-hier aux infos sur TV5 Monde Asie, un responsable de l'opposition qui parlait de coup d'Etat constitutionnel, expliquer qu'à la mi-journée dans de nombreux bureaux de votes le nombre de votants n'avait pas dépassé 10% des inscrits. A peine le scrutin terminé, toujours selon cet opposant, du côté du président, ses partisans annonçaient le plus sérieusement du monde une participation de 106% (il n'y pas d'erreur de ma part !), puis de 90%, 80%... Cherchez l'erreur. Ils auraient bourré les urnes de bulletins "oui" pour faire monter la participation et arriver aux résultats annoncés qu'il n'y aurait rien d'étonnant.

Je me souviens des dernières élections locales au Tamil Nadu où j'habite en Inde, dans mon village, le taux de participation avait été de 100%. Normal, le chef du village avait dépossé dans l'urne un bulletin unique pour l'ensemble des inscrits après que le parti politique auquel il appartient (DMK) lui avait versé 150.000 roupies.

C'est totalement illégal bien entendu, mais qui va oser aller porter plainte dans un pays complètement pourri par la corruption, lorsque chacun sait que la commission électorale est acquise au parti au pouvoir, le DMK ? Personne puisqu'ils sont tous aussi corrompus, le gagnant c'est celui qui casque le plus ou qui fait preuve de plus d'audace.

La démocratie en général c'est quoi ? 10% de démocratie et 90% d'arbitraire ! Les 10% servent à légitimer les 90% restants qui permettent aux classes dirigeantes de conserver le pouvoir.

Le 9 août

Des news en vrac et très bref.

Ça sent les vacances... et le pétrole en Camargue ! Un million de dromadaires en Australie, à croire qu'ils sautent comme des kangourous ou plutôt des lapins ! Du coup le gouvernement veut en faire abattre des centaines de milliers. Les écologistes vont encore hurler au scandale et louper une occasion de se taire. Je les place sur le même plan que les obscurantistes qui au nom de l'hindouisme nourrissent et défendent de tuer les rats dans le nord de l'Inde. Par contre, le nombre de naissances a baissé de près de 2% l'an dernier aux Etats-Unis. Quel dommage que les dromadaires ne connaissent pas la crise !

Après le Maroc qui interdit la parution de deux magazines et envoie au pilon un numéro du *Monde* qui relatait un sondage réalisé sur le monarque marocain, c'est au tour de la Tunisie d'interdire à un avocat de rendre visite à ses clients en prison. Très démocratiques ces régimes adulés par Sarkozy... le démocrate.

Au fait, de quoi il se mêle La Talonnette, il est intervenu personnellement dans l'affaire de la journaliste soudanaise condamné avec d'autres femmes à la flagellation pour avoir porté un pantalon, un crime contre l'islam selon le dictateur au pouvoir au Soudan.

Il est intervenu sur les affaires marocaine et soudanaise en interpelant les deux régimes, et le nouveau consul-adjoint de Pondichéry m'a expliqué par téléphone qu'il ne pourrait sans doute pas envoyer une lettre au représentant de l'Etat du Tamil Nadu dans l'affaire qui m'oppose aux voyous de mon village parce que soi-disant l'Etat français n'a pas à s'immiscer dans les affaires intérieurs d'un Etat souverain. Tiens donc, deux poids deux mesures ! Il m'a dit de le rappeler dans quinze jours, mais je connais déjà sa réponse. Je vais lui envoyé un courriel dans lequel je lui dirai ce que je pense de ses faux prétextes, je sens que je vais encore me faire un ami !

En parlant d'ami, lisez le document très instructif du *Front Syndical de Classe* que je mets en ligne aujourd'hui, soyez quand même

à jeun si vous ne voulez pas vomir, à moins que cela soit sur la tête d'un dirigeant de la CGT ou de la CFDT, dans ce cas-là vous allierez soulagement et plaisir, une occasion si rare de nos jours.

Que les syndicats soient liés au patronat et au gouvernement par une multitude d'organismes depuis parfois des dizaines d'années et dont la plupart des militants ignorent la composition et très souvent l'existence, rend intolérable les discours sur la soi-disant indépendance des syndicats qui ne servent qu'à camoufler l'ampleur de la collaboration de classes.

Tout est fait pour qu'un travailleur qui adhère à un syndicat ne sache rien des liens étroits tissés minutieusement décennies après décennies entre son syndicat et ceux qu'il est censé combattre. Comment appelle-t-on une telle pratique ? Une manoeuvre frauduleuse, une escroquerie, une manipulation volontaire, un procédé malhonnête, une tomperie sciemment orchestrée ? Dans le language cru de l'ouvrier, j'appellerais cela se faire baiser !

Il est vrai que si l'on expliquait à un travailleur qui veut adhérer à quel point les syndicats sont pourris, il changerait d'avis. Peut-être, tout dépend comment on va s'y prendre pour lui présenter la situation et quelle définition du syndicalisme on lui proposera, et s'il se ravisait, on ne pourrait pas lui en vouloir. Je considère qu'un engagement qui n'est pas réalisé sous le signe d'une honnêteté absolue est faussé à la base et détourné de son objectif dès la première minute.

Vous me direz que les travailleurs savent où ils mettent les pieds. Pas si sûr, d'ailleurs, je suis certain qu'aucun d'entre nous n'est capable aujourd'hui de faire le point sur les multiples ramifications qui existent entre les syndicats et le patronat ou même entre tous les partis ouvriers et les partis de nos ennemis. En fait, tout le monde à mis la main à la pâte de la collaboration de classes quand on a fait le tour de tous les partis, au nom toujours de principes louables ou vantés comme tels par les dirigeants. Il n'y a qu'un seul perdant dans cette affaire : la classe ouvrière, le dindon de cette mauvaise farce à qui les mêmes dirigeants donneront des leçons sur la lutte des classes !

On a semble-t-il atteint le degré zéro du discernement. Cela me rappelle leur engouement quasi-hystérique en faveur de Solidarnosc dirigé en sous-main par le clergé polonais. On n'a pas attendu longtemps pour connaître les réelles intentions de ses dirigeants.

Je me demande de plus en plus souvent si les militants qui ont fondé des regroupements de syndicalistes ne feraient pas mieux de se rassembler pour constituer un nouveau syndicat lutte de classe, au lieu de se critiquer mutuellement et de vouloir "peser" sur les directions des syndicats actuels, en pure perte si l'on en juge par les résultats qu'ils ont obtenus jusqu'à présent à la lumière de l'objectif final du combat du mouvement ouvrier pour l'émancipation du prolétariat du capitalisme. C'est un point de vue ou une hypothèse qui mérite discussion, non ?

Est-il encore possible en 2009 de défendre une position qui ne souffre aucune compromission avec l'ennemi, qu'il soit dans nos rangs ou à l'extérieur, sans passer obligatoirement pour un affreux sectaire ou dogmatique, un illuminé ou un utopiste ? C'est la question que je me pose.

Si je me livre à un parallèle avec les rapports que nous avons dans la vie quotidienne ou ce que nous observons autour de nous, parce que neuf personnes sur dix mentent souvent gratuitement au point de ne plus s'en rendre compte, il faudrait obligatoirement leur ressembler, autrement dit, parce qu'on nous trompe, pour faire bonne mesure ou ne pas passer pour un idiot il faudrait absolument les imiter. C'est le conseil que m'ont donné tour à tour mes deux épouses sans que je le suive et il est trop tard pour que je change un jour. Mon entourage m'explique que tout le monde est corrompu en Inde, donc si tu ne l'es pas aussi, compte tenu que tout le monde profite de tout le monde et que cela s'équilibre, si tu ne les imites pas tu seras le seul perdant au bout du compte. Et bien je préfère encore perdre quelque chose et rester honnête, que de me passer une chaîne supplémentaire autour du cou.

Qu'est-ce que cela peut me foutre qu'on me prenne pour un con ? Provenant de gens qui estiment normal de se conduire de la sorte, cela ne m'atteint pas, avec le respect que je leur dois bien sûr. Si je vous parlais de la mentalité ambiante ici en Inde, vous auriez envie de vous flinguer camarades, vous me traiteriez d'extrémiste ou de fabulateur, ce que vous vivez actuellement en France, c'est du gâteau à côté.

Je vais vous donner un autre exemple. Tout le monde se dit brocker, un intermédiaire entre un vendeur et un acheteur, tout le monde connaît quelqu'un qui a quelque chose à vendre et s'il met en relation le vendeur et l'acheteur et que la transaction s'effectue, il touche une commission du vendeur et parfois des deux, par exemple dans le cas d'une maison ou un terrain, la commission se monte à 2% quand il s'agit de grosses sommes, sinon c'est une somme forfaitaire. Comme je me suis toujours refusé à jouer les intermédiaires pour quoi que ce soit, dans mon entourage je passe pour un excentrique ou un doux dingue ! Mieux, je me fais un plaisir de passer gratuitement des tuyaux quand j'en ai, pour montrer que je vais au bout de ma démarche et que le principe que je défends n'est pas négociable, j'ai horreur des relations d'argent, c'est mon droit, mais c'est un mystère machiavélique pour les Indiens ! On me traite parfois de fou par rapport à cela, je ne vous raconte pas de blagues. Certains pensent que je suis trop riche, car tous les "Blancs" sont riches pour eux ! Je ne peux même pas dire que c'est une pression qui pèse sur mes épaules, par contre, quelle difficulté de vivre au quotidien dans un monde pareil, si vous trouvez un seul motif de satisfaction dans les relations avec ces gens-là, je vous tire mon chapeau ou que vous les connaissez mal.

Finalement, je me dis que lorsqu'il faut résoudre une question de la vie quotidienne on est bien obligé de prendre des décisions dans un sens ou un autre, si je tombe malade je vais choisir un médecin plutôt qu'un autre, alors que dès qu'on aborde le syndicalisme ou la politique, on serait obligé de passer par la case collaboration de classes au lieu d'aller directement au combat classe contre classe.

La collaboration de classes serait tellement ancrée dans les esprits qu'il faudrait s'en accommoder pour ne pas s'isoler des masses... du capital et des institutions surtout ! Toute rupture pourrait entrainer une chute fatale, il faut faire attention nous dit-on. Mais le mouvement ouvrier pourrait-il tomber encore plus bas, n'aurait-il pas déjà pratiqué une autre rupture en cessant de combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ? Quelle question incongrue !

Pour conclure cette causerie improvisée, comme toujours ou presque, je ne sais pas si vous avez lu les trois articles du *Monde* sur le 4 août 1789. Ils étaient intéressants mais présentaient toutefois quelques pièges pour un lecteur pas très attentif ou qui ne se souvient plus de ce qu'il a lu deux lignes plus haut.

Une partie de la noblesse a collaboré avec la bourgeoisie le 4 août 1789, la perte de la plupart de leurs privilèges a été compensé monnaie sonnante et trébuchante. A défaut de pouvoir conserver son pouvoir, la noblesse, de bonne grâce ou non, a accepté de participer au partage du gâteau sur la tête de la plèbe, c'était plus avantageux que tout perdre chacun l'aura compris.

Maintenant qu'ils aient collaboré ensemble n'avait rien d'extraordinaire puisqu'il s'agissait de deux classes exploiteuses, alors que dans notre cas, la collaboration de classes a lieu entre une classe exploiteuse et une classe exploitée, donc on ne peut pas mettre un signe égal entre ces deux formes de collaboration de classes. La noblesse s'en est bien sortie, plus de deux siècles plus tard, il existe encore plus de châtelains (et de clochers !) que de grands patrons (il y a 1824 grandes entreprise en France, dont un nombre important de sociétés étrangères).

Si la collaboration de classe entre la noblesse et la bourgeoisie partait du principe que l'intérêt collectif n'était pas forcément antinomique avec les intérêts de chacun, le prolétariat n'a absolument rien à attendre d'une collaboration avec les représentants du capitalisme, l'intérêt collectif en régime capitaliste étant seulement synonyme d'aliénation et de servitude pour la classe ouvrière sans qu'elle en voie le bout un jour, sauf à renverser par la force le régime en place. (pour une fois je n'ai pas oublié de mettre le verbe voir au subjonctif, une faute que je fais souvent par inadvertance, mais j'ai dû laisser d'autres fautes, tant pis.)

Bon dimanche camarades.

Fusion, concentration... épuration !

La fusion Merck/Schering-Plough approuvée par les actionnaires ont annoncé les deux laboratoires pharmaceutiques. La valeur de l'opération serait de quelque 41 milliards de dollars.

L'accord prévoit que 15% des effectifs des deux entreprises seront supprimés, notamment hors des Etats-Unis. (Reuters 07.08)

Le 10 août

Hier j'ai encore fait une faute en mettant un s à dimanche, je devais penser un peu distrait aux dimanches avec et sans... travail bien sûr !

Pas de dépêches intéressantes aujourd'hui au point de figurer dans le site.

Le 6 août le NPA a rendu public un communiqué intitulé *Bonus : pour que le voleur rende gorge !*, diable, la bête en tremble d'effroi ! Et comment se termine ce communiqué aux allures de déclaration de guerre contre le capitalisme :

"*Le NPA rappelle qu'une issue à la crise favorable au monde du travail et aux couches populaires passe par la nationalisation sans indemnisation des banques privées et la constitution d'un service public assurant le monopole de la distribution du crédit.*

Mais ces nationalisations, elles seraient réalisées dans le cadre de quel Etat, quelle serait la nature sociale de l'Etat qui les réaliserait, bref, dans quelles conditions politiques ? Les anarchistes, les gauchistes et tous les excités du bocal sont très forts quand il s'agit de définir un objectif à atteindre, mais ils ne nous disent jamais comment ils comptent s'y prendre, or quand on prétend construire un parti, ce qui n'est évidemment pas le cas des gens que je viens de citer, cette question est tout aussi importante que l'objectif qu'on s'est fixé.

Moi ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce qui doit se passer avant d'en arriver aux nationalisations, bref, quelle situation précise doit exister pour que ces nationalisations profitent effectivement à l'ensemble de la classe ouvrière, ce qui n'a jamais été le cas dans le passé, puisqu'elles ont toujours été réalisées sous l'égide du capitalisme, donc conformément à ses intérêts et non ceux de la classe ouvrière.

Rien de plus facile d'établir un catalogue de revendications ou un programme minimum, c'est en revanche plus difficile de définir quelles conditions politiques impératives seront nécessaires pour l'appliquer.

Vous allez peut-être penser que je pinaille, vous allez comprendre où je veux en venir. Yvan est au bord de la dépression, son travail est exténuant, pour qu'il se rétablisse on va lui conseiller de prendre un peu de repos. Certes, vous aurez réglé provisoirement le problème lié à son état actuel, son état de grande fatigue qui s'est transformé en angoisse permanente, mais comme vous n'avez pas agit sur ses conditions de travail qui en sont la cause, il y a de forte chance qu'il retombe dans le même état sous peu, en réalité sur le fond vous n'avez rien réglé du tout.

Si j'interprète correctement le contenu du communiqué du NPA, il suffirait de réaliser la nationalisation des banques et du crédit pour que les problèmes que rencontrent la classe ouvrière dans la vie quotidienne soient réglés. Or cette nationalisation ne modifie en rien les rapports sociaux qui existent, or ce sont justement eux qui déterminent l'ensemble des rapports dans la société et les problèmes qui en découlent que nous avons à régler.

Une issue à la crise favorable à la classe ouvrière passe par les nationalisations écrivent-ils, alors qu'en réalité elles ne changeront absolument rien si elles ne sont pas réalisées par un gouvernement ouvrier révolutionnaire rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. On s'aperçoit ici qu'on peut très facilement tenir un discours en apparence radical, qui au bout du compte ne débouche sur aucun changement fondamental.

Cette perspective ainsi tracée par le NPA aboutit à la gestion du capitalisme par un Etat bourgeois et un gouvernement des partis ouvriers. Les nationalisations en général ne peuvent être utile à la classe ouvrière que si elles contrôlent les entreprises nationalisées, à condition qu'elle ait pris au préalable le pouvoir politique qui lui permette d'assumer effectivement ce pouvoir sur les entreprises, dans le cas contraire, elle ne ferait que cogérer le capitalisme pour le compte des capitalistes puisqu'ils détiendraient toujours le pouvoir réel.

Il ne peut y avoir d'issue à la crise du capitalisme favorable à la classe ouvrière aussi longtemps qu'elle ne sera pas emparée du pouvoir politique, puisque ce sont les institutions et la constitution qui dictent les rapports sociaux qui existent.

En faisant l'impasse sur la question du pouvoir politique et de l'Etat, question qu'apparemment le NPA et il n'est pas le seul fuit comme la peste, il en arrive logiquement à vouloir nous faire croire que des recettes employées à une autre époque par les capitalistes eux-mêmes pourraient régler quoi que ce soit. Imparable !

Même dans un communiqué relativement court il était possible de formuler les choses autrement, sans le rallonger mais en changeant quelques mots, par exemple : l'issue à la crise favorable aux classes exploitées passera par la nationalisation des banques et du crédit une fois seulement qu'elles auront pris le pouvoir politique. Ainsi on met au centre de notre combat la question politique du pouvoir sans laquelle aucun changement de société ne se produira, on indique aux masses que toute solution politique est inconcevable sans leur mobilisation révolutionnaire pour abattre le régime et prendre le pouvoir, et que seulement après, elles pourront s'attaquer aux fondements du capitalisme, dont le pouvoir des banques qui concentrent aujourd'hui le pouvoir économique.

Ne pas relier les questions économiques et sociales aux questions politiques que l'on a à résoudre, pour un parti politique cela revient à se cantonner au trade-unionisme.

Donc pour apprécier à sa juste valeur une proposition faite par un parti, il faut commencer par se poser un certain nombre de questions. Qui va le faire ? Qui cela concerne vraiment ? Avec quels moyens ? Quelles conditions seront nécessaires ? S'attaquent-t-ils vraiment aux causes ou uniquement aux conséqences ? Quel rapport avec notre objectif final ? Qu'est-ce qui sous-tend cette proposition, quelle en est l'origine exacte ? Etc.

L'expropriation sans indemnité ou rachat des banquiers et des patrons ou actionnaires des 1824 grandes entreprise du pays est indispensable pour avancer sur la voie du socialisme, mais elle n'aura jamais lieu aussi longtemps que la classe ouvrière ne sera pas devenue la classe dominante. En ne le disant pas ou en laissant croire que le contraire serait possible, Chavez et Morales ne seraient-ils pas en train de contruire le "*socialisme du XIXe siècle*" sans avoir remis en cause l'Etat bourgeois, le NPA colporte à sa façon des illusions dans le capitalisme.

Le NPA vient de proposer la réquisition ou la nationalisation de New Fabris ou Molex par le gouvernement, j'ai oublié peu importe. Cette proposition est pertinente même si elle peut choquer : comment, vous demandez à Sarkozy de nationaliser ces entreprises alors qu'il défend les privatisations et la liquidation des services publics ? Vous vous moquez de nous ? On ne se

le permettrait pas, on vous indique seulement la direction à suivre pour aller de l'avant, une poignée de capitalistes ne peuvent pas continuer de décider à notre place notre destin, reste ensuite à déterminer quels obstacles nous empêchent d'avancer dans cette voie et par quels moyens nous y parviendrons, c'est l'objet de notre discussion, etc.

Sur le plan de l'agitation on peut le concevoir, mais pas au-delà, parce qu'on se trouve immédiatement confronté à la nature de l'Etat qui s'y oppose. Aucun gouvernement n'a jamais nationalisé une entreprise pour sauver des emplois, il ne faut pas rêver et si vous le croyez c'est qu'on vous a raconté un jour des blagues.

La question de l'expropriation des patrons pose immédiatement une question : qui peut le faire ? Sarkozy et son gouvernement ? Impossible. Alors qui ? Un gouvernement ouvrier révolutionnaire uniquement. Mais comment faire pour qu'un tel gouvernement voie le jour ? Quelles conditions sont indispensables sur le plan politique ? Ah, c'est dans cette perspective politique que vous construisez votre parti, je comprends mieux, je veux adhérer...

Il faut tout dire en face aux travailleurs, ne rien leur cacher, et surtout pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontées. Si maintenant vous sortez un tract qui se limite ou se termine par une incantation en direction de Sarkozy, vous tomberez dans le même panneau que le communiqué précédent du NPA.

La question pour le prolétariat n'est pas de savoir quel programme social à appliquer, tous les travailleurs sont prêts à adhérer à un programme conforme à leurs intérêts ou aspirations. Le problème n'est donc pas là, il est purement politique, il réside dans la solution politique à mettre en oeuvre pour parvenir enfin à appliquer ce programme économique et social. Or à ce jour aucun parti ne répond clairement à cette question considérant une fois de plus qu'elle n'est pas à l'ordre du jour, sans doute parce qu'elle ne se poserait pas directement, il vaudrait mieux s'abstenir de la poser, j'ajouterais, sous le prétexte de rechercher l'unité à tout prix.

En réalité, absolument rien ne devrait nous conduire à nous abstenir de poser la question politique du pouvoir sous des formes diverses selon les circonstances mais en toutes occasions, que les conditions soient mûres ou non, car notre objectif n'est pas de courir après un résultat immédiat comme le font très bien les champions de la lutte pour la lutte, mais d'aider par tous les moyens la conscience politique de la classe à progresser, condition sans laquelle la question du pouvoir ne sera jamais résolue victorieusement, or c'est uniquement dans cette perspective politique que nous nous battons ou que nous devrions mener notre combat.

Vous allez peut-être me répondre qu'il y a une contradiction dans ce que vous venez de lire. Pas vraiment en fait, demandez-vous plutôt combien de luttes ont eu lieu au cours des 60 dernières années sans aucun résultat à l'arrivée, parce qu'elles n'avaient pas été orientées dans la bonne direction et ne permettaient pas ainsi aux travailleurs de rompre avec le capitalisme ou de desserer les chaînes qui les subordonnent au capitalisme, l'inexistence du parti est là pour le prouver si besoin était, il n'existe pas à ce jour de baromètre plus précis pour mesurer le niveau de conscience des exploités, dites-moi si je me trompe.

Si maintenant vous voulez passer votre vie de militant comme beaucoup avant vous à vous contentez des miettes tombées de la table des capitalistes ou d'acquis partiels et temporaires obtenus à l'issue de mobilisations sans lendemain, libre à vous bien sûr.

Notre combat est fait de défaites principalement et de victoires plus rarement soulignait Marx. Donc, si vous vous laissez entrainer sur cette ligne de la lutte pour la lutte, normal que vous n'ayez pas souvent le moral ou que vous pensiez abandonner le combat un jour. Au passage, le recrutement d'un travailleur lors d'une bataille s'avère bien fragile, tout le travail de formation du militant reste à faire, ce qui explique très bien pourquoi les partis sont des passoires, notamment.

Bien après la révolution d'Octobre, Trotsky reviendra sur le travail inlassable effectué par les bolcheviks pour rendre le socialisme accessible aux masses sans qu'il débouche forcément sur des succès spectaculaires ou non, sans qu'on puisse s'apercevoir au premier coup d'oeil à quel point il avait nourri en profondeur leur réflexion, au point que ses bienfaits se révéleront au grand jour au cours du processus révolutionnaire comme une force invincible sortie de nulle part, au grand étonnement des représentants du vieux monde venu examiner de leurs propres yeux cette force colossale qui avait eu la peau du régime autocratique de Nicolas II qu'ils avaient cru jusqu'alors indéboulonnable.

Vous ne pourrez pas dire que je me la coule douce sous les cocotiers, il est 13h30 et je suis sur cette causerie depuis près de quatre heures.

Au fait avant de nous quitter, qu'on vainque dans un demi-siècle ou dans quelques années si l'occasion se présente n'est pas la question essentielle, elle ne préoccupera que les petits-bourgeois, le plus important est d'être prêt à livrer ce combat et d'y avoir préparée la classe pour l'aborder dans les meilleures conditions possibles. Si les militants d'après-guerre n'avaient pas dévié de cette orientation défendue par Lénine avant de l'abandonner, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Cette question à elle-seule, renferme toutes les questions que le mouvement ouvrier et son avant-garde ont à résoudre pour espérer un jour aller de l'avant. Vive le socialisme ! Bonne semaine à tous.

Le 12 août

Commençons dans la bonne humeur, j'en ai sérieusement besoin et je ne dois pas être le seul...

Si vous envisagiez d'aller au concert d'Aerosmith à Vancouver, c'est raté, le chanteur d'Aerosmith Steven Tyler, 61 ans, a fait une chute brutale de la scène lors d'un concert au Sturgis Motorcycle Rally dans le Dakota la semaine dernière, dans le cadre de la tournée américaine des vétérans du hard-rock. (Reuters 11.08)

J'avais été a un de leurs concerts au Zenith à Paris à la fin des années 70, un concert d'enfer, j'ai bien cru que le chapiteau allait s'écrouler car tout tremblait, mais non. J'ai malheureusement perdu tous leurs disques lors du tsunami, mais la petite musique est toujours dans la tête. Ce sont des musiciens d'exception, je ne connais pas leurs noms, les guitaristes sont du niveau d'Horowitz ou Rostropovich, quel talent !

Ce qui est bien avec eux, c'est que même les sourds peuvent écouter de la musique ! Vous croyez que je déconne, pas du tout, en captant les vibrations produites, vous arrivez à ressentir les sensations qui se dégagent de la musique, et pour peu que vous ayez des notions de solfège vous pouvez suivre une mélodie. Beethoven qui fut atteint de surdité précoce et qui composa une bonne partie de sa musique en étant pratiquement sourd, employait un cornet relié à une oreille et un morceau de bois relié au piano qui lui permettait de capter les vibrations de chaque note, en fait de chaque corde. Il eut une vie épouvantable en réalité.

Avant le tsunami j'avais quatre ou cinq biographies de Beethoven, plus quelques bouquins retraçant sa vie et son oeuvre, et bien sûr la quasi-totalité de ses sonates pour piano. C'est plus tard que j'appris que le morceau préféré de Lénine était l'Appassionata, la sonate n°23.

Si on n'écoute pas Woodoo child d'Hendrix comme on écoute la Symphonie pastorale de Beethoven ou encore Meditation de Coltrane, rien n'empêche de passer de l'un à l'autre pour se reposer les oreilles et passer un excellent moment en compagnie de génies de la musique.

Je ne sais pas si la musique adoucit les moeurs, en tout cas elle permet de faire abstraction de notre époque marquée du sceau de la médiocrité et de la décadence et de passer un bon moment, un luxe presque, trop rare aussi, qui nous rappelle que l'homme est capable du pire mais aussi du meilleur, c'est rassurant par les temps qui courent quand on croule sous les emmerdes et qu'on n'en voit pas le bout.

C'est vrai que chez les jeunes, la prise de drogues est souvent associée à la musique, on peut le regretter sans jamais les juger, s'ils s'en tiennent à fumer des pétards rien de grave et pas de quoi en faire un plat, pas de quoi non plus les encourager dans cette voie évidemment. Ceux qui les condamnent sont généralement alcoolisés ou sous antidépresseurs ce qui n'est guère mieux, ils sont aigris et en veulent à la terre entière en se trompant de cible avec les jeunes. Ce qu'ils ne supportent pas chez les jeunes, ce n'est pas qu'ils se défoncent mais qu'ils sont insouciants et qu'ils ont encore la vie devant eux même si elle ne leur prépare pas que des réjouissances, alors qu'eux ils sont incapables d'oublier un instant leurs problèmes et ruminent du matin au soir. Ce n'est pas un conflit de générations ou d'intérêts, mais la traduction de l'incompréhension du monde dans lequel nous vivons ou un de ses aspects.

J'ai envie de dire que si l'on ne fait pas preuve d'insouciant au cours de notre enfance et notre adolescence, quand le serons-nous, jamais sans doute, on aura vieilli prématurément, on sera devenu de jeunes vieux avant de devenir de vieux cons.
On demandera aux jeunes de faire preuve d'imagination pour s'en sortir dans la vie, mais comme on se sera employé à tuer chez eux cette faculté, il ne leur restera plus qu'à rentrer dans le moule que la société leur a concocté sans espoir d'en sortir un jour.

Les aider à comprendre comment fonctionne le vieux monde pour leur offrir un autre horizon et donner un sens à leur vie, voilà tout ce qu'on peut faire à notre niveau pour la jeunesse, autrement dit, l'aider à développer sa conscience sans tuer son insouciance. Quand l'esprit a été formaté très tôt, trop tôt, pour s'insérer dans la société, il devient rapidement sclérosé, c'est comme si on avait détruit sa capacité à se développer ou l'imagination chez un poète.

Pour se poser un tas de questions qui ne tombent pas sous le coup de l'existentialisme, pour établir la liste exhaustive des hypothèses liées à une situation et son évolution probable, il faut avoir conservé, développé ou laissé libre cours à son imagination au cours de sa jeunesse, même pendant une durée limitée. Un déclic tardif au détours d'une prise de conscience par exemple, ne suffira jamais pour combler le retard pris et ne remplacera jamais tout à fait ce qui a été détruit pendant notre jeunesse.

Comprendre par soi-même comment le monde fonctionne pour pouvoir ensuite l'expliquer aux autres, passe forcément par des expériences où l'on se fourvoie et dont on tire des enseignements. Le pire dans la vie, ce n'est pas de rencontrer des galères, mais d'être incapable d'en tirer des leçons, le prélude à une vie entière de galères sans la moindre compensation. Un adulte psycho-rigide ou complètement névrosé aura toutes les diffultés du monde à acquérir la liberté de penser indispensable à la compréhension du monde et à la fonction que la société lui a réservée.

Tout est une question de mesure là aussi.

On en arrive forcément à la politique qui nécessite de briser le carcan de la pensée bourgeoise dans lequel on a été élevé. C'est comme si vous poussiez une porte, de l'autre côté on mettra à votre disposition des instruments vous permettant de vous diriger, mais ils ne remplaceront jamais les instruments que vous avez été incapables de forger par votre propre expérience.

Avec de bonnes lunettes ou lentilles de contact vous verrez la même chose qu'une personne qui n'en a pas besoin, à ceci près que sans elles vous ne verrez rien, alors que l'autre personne verra toujours aussi bien en toute circonstance. Nos yeux sont comme les instruments que nous nous sommes forgés nous-mêmes et qui nous permettent une liberté de déplacement ou pour lire, tandis que les lunettes ou les lentilles ont été forgées par quelqu'un d'autre et vous réduisent à dépendre toujours d'autrui ou d'un élément extérieur pour y voir clair. On retrouve la même différence entre celui qui est capable de se forger sa propre opinion et celui qui a toujours besoin d'une lanterne pour éclairer ses pas.

On arrêtera là pour aujourd'hui, j'ai les yeux qui fatiguent !

Et puis non, je n'ai pas fait de politique, cela me manque déjà. Très bref.

Ils veulent faire bosser les salariés de Molex jusqu'au bout ? Question : pourquoi ?

Dans le n° 58 d'*Informations ouvrières* à la page 3 on pouvait trouver un article intitulé *Leur mot d'ordre favori : "Travailler ! Travailler ! Travailler !"*, reprenant le mot d'ordre d'ouvrières d'Aubade venu soutenir leurs camarades de New Fabris le 30 juillet dernier.

Mardi 11 juillet, le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse a déclaré que la fermeture du site de l'usine Molex Automotive de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) était "*illégale*", ainsi que le blocage des entrées du site par les salariés. (AP 11.08)

L'avocat du comité d'entreprise, Me Jean-Marc Denjean a précisé que "*Les salariés qui ont voté dès jeudi dernier la reprise du travail espèrent maintenant pouvoir mener de réelles négociations avec la direction sur l'avenir du site et que cette décision de justice va éviter un nouvel embrasement de la situation sociale*".

La secrétaire CGT du comité d'entreprise,Denis Parise, a estimé pour sa part que "*la justice française donnait une nouvelle fois raison aux salariés qui se battent depuis des mois pour sauver leurs emplois*", avant d'ajouter qu'il ignorait si les salariés pourraient reprendre mardi le travail dans de bonnes conditions de sécurité.

"*Nous allons nous remettre au travail dès mardi mais j'ignore dans quelles conditions, c'est pourquoi nous resterons très vigilants avec l'ensemble des salariés*", a précisé M. Parise. (même source)

Le 6 juillet, suite au lock-out imposé par la direction de Molex Denis Parise s'interrogeait : "*Est-ce qu'ils veulent dissoudre la société? Est-ce que cela veut dire qu'ils ne sont plus capables de gérer les négociations?*", s'est-il interrogé. (AP 06.08)

Les salariés de Molex sont en grève illimitée depuis le 7 juillet, bloquant les accès de l'usine aux camions.

Le même jour, la ministre de l'Economie Christine Lagarde lançait sur Europe-1 : "*Il faut peut-être laisser passer un petit peu de temps pour que les tensions s'apaisent et pour que le dialogue puisse se renouer. Mais il est impératif que nous renouions tous ensemble le dialogue et qu'on examine à quelles conditions ce dossier peut se dénouer*". (même source)

Pour rappel, Molex Automotive avait annoncé en octobre dernier vouloir fermer l'usine le 30 juin 2009 pour la délocaliser en Chine et aux Etats-Unis, licenciant près de 300 personnes. (AP 05.08)

Résumons : la direction de l'entreprise américaine Molex a décidé au mois d'octobre 2008 de délocaliser son entreprise de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) en Chine et aux Etats-Unis au mois de juin 2009.

Nous savons très bien comment se termine ce genre d'histoires : l'usine ferme définitivement et la totalité du personnel est licencié, plus rarement elle trouve repreneur et une partie seulement des salariés conservent leurs emplois, ce qui ne semble pas être le cas de Molex.

Que les salariés de Molex veuillent conserver leurs emplois, c'est légitime, maintenant ils sont confrontés à une situation où la direction a déjà pris de longue date la décision de fermer cette usine et il semble qu'elle est irréversible. Dans ces conditions-là, pourquoi vouloir absolument continuer de travailler dans cette entreprise promise à la liquidation, alors qu'on sait

pertinemment qu'on va être viré au bout du compte ?

C'est faire preuve d'inconscience, que cela reflète l'état d'esprit des salariés de Molex, c'est une chose, on ne peut pas leur en vouloir évidemment, par contre lorsque c'est un syndicat ou un parti ouvrier qui reprend le même mot d'ordre, là il y a un réel problème.

Le parti est-il l'expression consciente du mouvement inconscient ou doit-il se contenter de se placer au même niveau que ce mouvement inconscient et reprendre les mêmes mots d'ordre qui traduisent les illusions des travailleurs ?

Travailler, travailler, travailler, n'ont-ils pas déjà assez travaillé pour engraisser les dirigeants de Molex qui les virent sans le moindre scrupule évidemment ? Devraient-ils être exploités quelques semaines ou mois supplémentaires pour finalement aboutir à la même conclusion : la porte et le chômage ?

Et qu'on ne nous sorte pas la *marche unie sur Paris pour interdire les licenciements*, elle ne répond pas à la situation à laquelle sont confrontés les salariés de Molex. Par contre, l'occupation de l'usine par les salariés avec constitution d'un comité de grève qui prendrait le relais de la direction afin d'établir une expertise de l'entreprise une fois saisis ses comptes pour voir dans quelles mesures elle pourrait continuer de fonctionner, en réalité l'expropriation de ses propriétaires, pourrait être la première étape avant d'envisager la suite.

Comme l'a avancé timidement le NPA, une fois réalisé le bilan complet de l'entreprise, il faudrait exiger que les banques suivent en demandant au gouvernement de garantir la pérennité de l'entreprise sur le plan financier, mieux encore de la nationaliser.

Chose impensable avec Sarkozy au pouvoir, évidemment grands ballots. Par contre ce serait possible avec un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui n'aurait pas pour objectif le profit d'une poignée d'exploiteurs, mais la satisfaction des besoins de l'immense masse de la population. Le NPA ne va pas aussi loin, bien entendu, leur mégaphone ne porte pas jusque là !

Tout cela pour dire qu'il était parfaitement possible de proposer autre chose aux salariés de Molex que "travailler, travailler, travailler". Avec un tel mot d'ordre, les patrons et le gouvernement peuvent dormir tranquille.

Pour comprendre sur quel registre se situe le POI, travailler, c'est encore du domaine du possible demain ou plus tard puisque l'on ne peut pas vivre sans travailler quand on est des ouvriers, c'est au niveau des masses, alors qu'exproprier des patrons, se serait du domaine du rêve ou de l'utopie, parce que ce serait inaccessible aux masses à un moment donné, il ne servirait à rien de leur montrer la voie à suivre dans d'autres circonstances, bref, tout est fait pour que leur niveau de conscience politique ne progresse pas d'un millimètre. Doit-on contribuer à l'éducation politique des masses à partir de leurs propres expériences oui ou non ? Au socialisme ?

Et qui sait, peut-être que la démarche que j'ai proposée pourrait leur convenir, chacun sait que lorsqu'on n'a plus rien à perdre, on est prêt à tout tenter. Sur 288 travailleurs chez Molex, il n'y en aurait qu'un seul qui aurait compris dans quelle voie il faudrait s'engager pour changer radicalement la donne ou dans quelle perspective il faut se placer pour remettre en cause le capitalisme dans le futur, qu'on aurait déjà remporté une victoire, modeste, mais une victoire quand même, alors que là, ce sera une nouvelle défaite sur toute la ligne pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Si vous voulez savoir ce qui me différencie du POI, c'est que ses dirigeants n'ont pas la même conception que moi de la construction du parti, d'où notre analyse divergente de la situation et des tâches qu'elle impose. A défaut de faire la révolution demain matin et de pouvoir exproprier les patrons, on pourrait au moins construire un parti de militants conscients dans cette perspective.

Qu'on le veuille ou non, la question du parti demeure déterminante, on vient d'en avoir un excellent exemple sous les yeux.

Etats-Unis.

Ils déstockent et doutent.

L'annonce d'une baisse bien plus forte qu'attendu des stocks des grossistes a ravivé les doutes sur la proximité de la reprise économique.

Richard Bove, analyste réputé de Rochdale Securities, a conseillé à ses clients de prendre leur bénéfice sur le secteur bancaire après la hausse des dernières semaines, jugeant que celle-ci ne reposait sur rien de concret.

"Les banques ne sont pas encore tirées d'affaire. Il y des craintes d'éventuels besoins supplémentaires de fonds propres", a résumé Kevin Kruszenski, responsable du trading de KeyBanc Capital Markets. "Sans elles, le marché va avoir du mal à

monter nettement plus haut."

Sur le front de la conjoncture, les stocks des grossistes américains ont diminué de 1,7% en juin, leur dixième mois consécutif de baisse. L'ampleur de ce recul est près de deux fois supérieure aux projections des analystes.

Cette mauvaise surprise incite à penser que les entreprises restent prudentes en matière de gestion des stocks face à la faiblesse persistante de la demande.

"On a beaucoup débattu sur le fait que l'on commençait à poser les bases d'une reconstitution des stocks mais (le chiffre d'aujourd'hui) laisse penser qu'on est un peu loin de la reprise que certains anticipaient", a commenté Peter Jankovskis, d'Oakbrook Investments. (Reuters 11.08)

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Les agios devraient rapporter aux banques américaines 38,5 milliards de dollars cette année, selon le Financial Times, citant une étude du cabinet Services Moebs.

Dans une grande majorité, ces revenus sont imputables aux consommateurs qui connaissent le plus de difficultés, précise le quotidien.

L'étude montre que de nombreuses banques ont augmenté les frais appliqués aux agios et aux cartes de crédit, afin d'accroître leur bénéfice.

Le coût moyen d'un découvert s'est élevé à 26 dollars cette année, a indiqué le quotidien, en s'appuyant sur les chiffres de Moebs.

Dans un entretien accordé au Financial Times, Mike Moebs, fondateur du cabinet, déclare que "les banques reviennent à un modèle basé sur les frais" et que "les agios en sont la principale source".

Le agios représentent 75% des frais appliqués aux clients, selon Mike Moebs. (Reuters 10.08)

Leur remède à la crise : la surexploitation pour les uns, le chômage pour les autres.

La productivité aux Etats-Unis a enregistré sa plus forte progression en six ans au deuxième trimestre, les entreprises ayant réduit leurs coûts pour protéger leurs bénéfices, selon les chiffres publiés par le département du Travail.

La productivité a bondi de 6,4% en rythme annuel, tandis que les coûts unitaires du travail, mesure très surveillée par la Réserve fédérale car ils permettent d'affiner les anticipations d'inflation, ont reculé de 5,8% au deuxième trimestre.

"C'est une bonne chose car cela maintient une inflation basse, les coûts de main d'oeuvre sont relativement faibles", souligne Scott Brown, chef économiste à Raymond James & Associates. "D'un autre côté, cela signifie qu'on peut produire plus avec moins de gens". (Reuters 11.08)

Vous avez compris leur recette : licenciements massifs + baisses de salaires = produire autant avec moins de main d'oeuvre à un coût plus bas = plus de profits.

Comment ils préparent l'après crise ? Réponse avec des titres de dépêches.

Facebook rachète le réseau social en ligne FriendFeed ...
Resolution achète Friends Provident et n'est pas ...
Electronic Arts envisage des acquisitions de taille ...
Publicis envisage d'achat Razorfish ...

Et c'est ainsi tous les jours.

Afghanistan. L'enlisement.

Le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, en poste depuis le mois de juin, estime que les talibans ont pris le dessus dans le pays, contraignant les Etats-Unis à revoir leur stratégie sur le terrain.

Pour tenter de reprendre la main, le général McChrystal compte redéployer ses troupes. Il pourra notamment compter sur l'envoi de nouveaux soldats : 36.000 GI sont attendus d'ici la fin de l'année. (lefigaro.fr 10.08)

Russie. La situation s'aggrave.

Les ventes de voitures neuves en Russie ont chuté de 58% en juillet par rapport au même mois de l'an dernier.

D'après les données d'AEB (Association for European Businesses), la chute de la demande pour les véhicules neufs a fait reculer les ventes de 50% sur les sept premiers mois de l'année. (Reuters 10.08)

Le produit intérieur brut (PIB) russe a baissé de 10,9% sur un an au deuxième trimestre, ce qui marque une aggravation de la contraction de l'économie après le recul de 9,8% au premier trimestre, annonce le service de statistiques de l'Etat. (Reuters 11.08)

Le 13 août

Faisons un peu de politique, cela ne nous fera pas de mal en ce mois d'août.

Le courant communiste internationaliste du POI s'est exprimé ainsi page 10 du n°59 d'*Informations ouvrières* à propos de la réunification allemande ou ce que j'appellerais l'art de faire dire au peuple ce qu'il n'a jamais dit :

"*Les images des millions de citoyens et d'ouvriers criant « Wir sind das Volk » (« Nous sommes le peuple »), revendiquant le droit du peuple à la réunification, à la souveraineté, à la démocratie, et donc au droit des travailleurs à assurer le contrôle de la production socialisée, n'ont pas disparu.*".

Pour un peu à cette époque la classe ouvrière allemande serait passé du stade de classe révolutionnaire en soi en classe révolutionnaire pour soi, autrement dit, elle aurait pris conscience de sa force et de son destin, ce qui ne fut évidemment pas le cas comme on peut le constater 20 ans plus tard.

Etes-vous vraiment certains que les travailleurs revendiquaient "*le contrôle de la production socialisée*" ? ou ne se confondait-elle pas plutôt dans leur esprit avec la caste bureaucratique au pouvoir qu'ils auraient fallu éliminer plus tôt, ce que les travailleurs de la RFA ne parviendront jamais à réaliser ?

Qu'une poignée de travailleurs allemands l'aient revendiqué, on n'en doute pas un instant, qu'ils aient ainsi exprimé les intérêts fondamentaux de leur classe, cela va de soi, mais de là à nous faire croire que "*des millions de citoyens et d'ouvriers*" étaient sur cette ligne, c'est faux, c'est une déformation des faits, c'est une vue de l'esprit ou prendre ses désirs pour la réalité.

Il en va ainsi de prétendues révolutions politiques qui plus qu'hypothétiques n'auraient jamais pu voir le jour aussi longtemps que les régimes despotiques calqués sur celui du Kremlin n'auraient pas desséré leur étaux et permis de gré ou de force le rétablissement des libertés politiques de la classe ouvrière, et donc permis qu'elle s'organise et construise un parti politique pour pouvoir chasser la bureaucratie stalinienne du pouvoir.

Sans ce parti, il ne pouvait pas y avoir de révolutions politiques, tout au plus pouvait-il y avoir des grèves à caractère insurrectionnelle, des soulèvements sans direction ni orientation précise, sans programme politique permettant une issue positive à tous ces mouvements aussi puissants soient-ils. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans les années qui suivirent la réunification de l'Allemagne et la liquidation de l'URSS et ses satellites, la classe ouvrière a été incapable de s'organiser et de construire un nouveau parti communiste.

Sa soif de liberté (et de consommer après des décennies de frustration) l'a emporté sur toute autre considération, se laissant dépouillée des droits et avantages sociaux dont elle avait hérités dans le prolongement de la révolution d'Octobre, sauf bien sûr quand le rétablissement de la propriété privée des moyens de production rimait avec fermetures d'usines et licenciements. En France, on ne peut pas dire non plus que la classe ouvrière se soit mobilisée massivement pour empêcher la privatisation des entreprises et des services publics, en dehors de ceux qui étaient directement concernés, les travailleurs de la fonction publique, même la privatisation de Renault est passée comme une lettre à la poste. On pourrait peut-être dire à propos de la France et d'autres pays dans la même situation, que la classe ouvrière s'est laissée dépouiller de ses services publics parce qu'elle continuait de consommer comme avant...

Donc ne nous racontons pas d'histoires, sinon on ne s'en sortira jamais.

Tracer une perspective politique en direction des masses est une chose, l'état d'esprit des masses en est une autre, confondre les deux pour faire dire aux masses ce qu'elles n'ont jamais dit pour justifier une ligne politique, n'a jamais servi notre cause, au contraire, car on perd forcément en crédibilité (et confiance) auprès des militants qui peuvent connaître le déroulement de

l'histoire aussi bien que les dirigeants d'un parti.

Cet article faisant référence au combat contre le stalinisme, ce serait une erreur de le croire mort, en France ou ailleurs dans le monde il vit toujours.

Le 29 août, je serai avec vous sur la tombe de Léon Sedov, en pensée seulement puisque je ne peux pas rentrer en France.

Puisque j'ai commencé à écrire cette causerie dans l'après-midi d'hier, j'ai le temps de rajouter un mot, il faut dire qu'en vaquant à mes occupations ménagères quotidiennes, j'ai eu le temps de penser aux implications d'une telle déformation de la réalité pour en trouver d'autres.

Par exemple, on nous a expliqué que les travailleurs avaient adhéré au PC avant, pendant et juste après la Seconde guerre mondiale avec leurs illusions. Bien, lesquelles et envers qui ou quoi au juste ? On nous a répondu que leurs illusions portaient sur le PC et l'on s'est contenté de cette réponse, or elle était fort incomplète.

En réalité, et là je fais le lien avec mon analyse et les positions que j'ai déjà évoquées dans le site, qui rompent radicalement avec celles de feu Lambert et ceux qui partageaient ou partagent encore son point de vue (le CCI-POI), la classe ouvrière était bourrée d'illusions dans le capitalisme et si elle revendiquait un avenir meilleur à l'issue de la terrible épreuve que fut la guerre, elle était loin d'adhérer au socialisme dont elle n'avait pu avoir un aperçu qu'à travers le prisme déformant de la social-démocratie et du stalinisme. Et ce n'est pas l'avant-garde réduite à une poignée de militants qui pouvait l'influencer, encore moins changer le cours des choses.

Les staliniens contrôlaient la CGT pendant que la social-démocratie s'entendait comme larrons en foire avec les gaullistes au sein du Conseil national de la résistance pour concocter la mise en oeuvre d'un programme économique et social qui permetterait au capitalisme de se reconstruire dans les plus brefs délais et à l'Etat de se consolider, ce qui impliquait la paix sociale évidemment. Ces mesures répondront en partie aux revendications exprimées par le prolétariat de façon à ce que la vie reprenne comme avant la guerre, ce qui se produisit effectivement. Si l'on ajoute le plan Marshall approuvé par les réformistes, tandis que les staliniens s'emploieront à neutraliser le mouvement ouvrier, le moment était venu d'ancrer le mouvement ouvrier au réformisme, de le subordonner entièrement au capitalisme et vaille que vaille on verrait où cela nous mènerait, ce qui se traduisit par la scission de la CGT en 1947 et la création de la CGT-FO, au corporatisme. Au POI, ils diraient à l'intégration des syndicats dans les institutions, on est d'accord, à ceci près que cela ne date pas d'hier, et ce qui auraient dû être inacceptables en 1947 ne l'est pas moins davantage aujourd'hui.

Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, dans quel contexte précis a été avancé le mot d'ordre du front unique, dans quelle perspective ? Il devait servir à mobiliser les masses sur des revendications immédiates pour finalement mieux les subordonner au capitalisme en l'absence de toute perspective révolutionnaire, puisqu'aucun des deux partis qui se partageaient la direction du mouvement ouvrier n'entendait rompre avec le capitalisme et préparer la mobilisation de la classe pour mettre fin au régime, compte tenu qu'il n'existait aucun parti capable d'aider les masses à tirer les enseignements de cette expérience. En aucun cas le front unique n'a permis à la conscience politique du prolétariat de progresser d'un millimètre au cours des 60 dernières années, on pourrait se demander si tel n'avait pas été l'objectif de ceux qui le prônaient, peu importe ici. On en a malheureusement la preuve évidente sous les yeux quotidiennement, à condition de regarder la réalité en face.

Le front unique a servit uniquement à faire croire à une partie de la classe ouvrière que pas ce moyen elle pourrait améliorer ses conditions d'existence quotidiennes, ce qui fut parfois le cas, mais c'était là son seul objectif. De là à penser que la situation de la classe ouvrière pourrait s'améliorer sans cesse progressivement il n'y a qu'un pas, donc dans ces conditions, il n'était plus nécessaire de combattre pour changer radicalement de société, puiqu'on arriverait au même résultat par une autre voie que la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble des exploités, la théorie révisionniste des social-démocrates qu'avait combattue Engels après la disparition de Marx devenait l'idéologie dominante du mouvement ouvrier, au point qu'aujourd'hui plus aucun parti n'est construit sur les bases du marxisme-révolutionnaire.

La division du mouvement ouvrier est-elle le produit de son incompréhension du rôle des appareils ou plutôt de son incompréhension de la situation et des fondements du capitalisme ? Personnellement, j'estime que c'est l'absence de prise de conscience des rapports sociaux qui est à l'origine de cette division qui le conduit inéluctablement dans les bras des appareils. Le front unique repose et reproduit inlassablement cette incompréhension, certains en tirent profits, les secteurs les mieux organisés de la classe ouvrière, ses couches supérieures, les fonctionnaires, etc., comme autrefois, tandis que l'immense majorité des couches exploitées n'en tirent aucun profit, sans que la conscience politique des uns ou des autres ne progressent. Dites-nous au juste si c'est là votre unique objectif.

Si vous n'êtes pas d'accord, ce qui est votre droit, comment expliquer autrement qu'au bout de milliers de grèves et de manifestations au cours des 6 dernières décennies, nous n'avons pas été foutus de construire un parti révolutionnaire ? Ah Varsovie, Berlin, Moscou, Pékin, La Havane, etc., ils ont bon dos ! En quoi auraient-ils pu empêcher des dizaines de milliers de travailleurs de s'approprier le socialisme ? On se demandera comment nous-mêmes, je veux dire vous qui me lisez et moi qui vous écrit, comment avons-nous pu échappé au stalinisme, au maoïsme, au castrisme qui existaient déjà bien avant que

nous commençions à militer ? Serions-nous une espèce en voie de disparition ? Est-ce à dire que finalement la classe ouvrière ne devait pas parvenir à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire) et qu'elle n'y parviendra jamais ?

Tiens, je prends les paris, d'après vous, les travailleurs savent-ils à quoi sert et peut servir un parti ouvrier ? Je prétends qu'ils sont incapables de répondre à cette question ou qu'un sur un million en étant optimiste aura la bonne la réponse. Remplir la gamelle n'est pas la bonne réponse, je vous rassure.

Cela me fait penser aux partis qui se prétendent "de gouvernement", PCF, PG, NPA et LO sans le chanter sur tous les toits pour ces deux derniers en dehors des périodes électorales, tandis qu'on ne sait pas pourquoi il y en a qui construisent le POI sauf peut-être pour permettre un jour aux autres partis de gouverner, de la même manière qu'on avait constuit l'OCI puis le PCI pour faire la courte échelle à Mitterrand et au PS, à un gouvernement de front populaire.

Le seul parti qui pourrait m'intéresser parce que je suis un horrible pragmatique, c'est le parti qui combattrait pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, pas de bol, il n'existe pas ! Ce serait un raccourci plutôt réducteur d'affirmer que tous les autres partis ne servent à rien, disons qu'ils ne nous permettront jamais de nous rapprocher de notre objectif, ce qui mérite quand même qu'on y réfléchisse. (A suivre)

Les dépêches.

Mailly aux travailleurs de Molex : je vous ai compris !

"*Chez Molex comme dans les autres entreprises nous comprenons très bien et nous soutenons les salariés (...), ils sont à bout*", a déclaré le responsable de FO sur France-2, alors que la situation est toujours bloquée à l'usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne).

"*Ces salariés sont dans une situation désespérée*", a estimé M. Mailly sur France-2, "*donc ils font pression y compris en utilisant la médiatisation*". "*A chaque fois ça a contribué à améliorer, ou (le) reclassement, ou les indemnités*", a-t-il constaté. (AP 12.08)

Des millions de travailleurs et leurs familles connaissent "*une situation désespérée*" monsieur Mailly, alors qu'attendez-vous pour appeler tous les syndicats et partis ouvriers à s'unir et appeler ensemble la classe ouvrière de tout le pays à marcher sur Paris ? Impossible, la Ve République n'y survivrait pas !

Nouvelle baisse des prix à la consommation.

Les prix à la consommation ont baissé de 0,7% en juillet en France par rapport au même mois de 2008, un recul sans précédent depuis 55 ans.

Il n'a cessé de reculer depuis, passant de -0,3% en mai à -0,5% en juin puis -0,7% en juillet, mais les économistes le voient bientôt toucher le fond, là encore à cause de l'effet de base des prix énergétiques à la fin 2008. (Reuters 12.08)

Qui se ressemblent s'assemblent.

Le parti Chasse Pêche Nature et Traditions (CNPT) envisage un rapprochement avec l'UMP de Nicolas Sarkozy, annonce son président dans Le Figaro de jeudi.

De son côté, Philippe de Villiers a déjà annoncé son ralliement à l'UMP en vue des prochaines échéances électorales et sa décision d'intégrer le comité de liaison de la majorité présidentielle à la rentrée. (AP 12.08)

Allemagne. La charrette du jour.

T-Systems (45.000 salariés), la division de services aux entreprises et aux collectivités de Deutsche Telekom, a conclu un accord avec les représentants syndicaux prévoyant la suppression de 3.000 emplois d'ici l'an prochain pour réduire ses coûts, annonce mercredi un dirigeant de l'entreprise. (Reuters 12.08)

Zone euro. Nouvelle baisse de la production industrielle.

La production dans les 16 pays de la zone a reculé globalement de 0,6% par rapport à mai et de 17,0% sur un an, selon les chiffres publiés mercredi par Eurostat.

La production industrielle représente environ 17% du produit intérieur brut de la zone euro.

Sur les trois mois d'avril à juin, la production a baissé de 3% par rapport aux trois mois précédents, marquant ainsi un net ralentissement de la contraction après une chute de 7,5% au premier trimestre.

"Cette amélioration montre que la phase la plus agressive de déstockage est passée et que la demande globale remonte", indique Nick Kounis, économiste chez Fortis. (Reuters 12.08)

Etats-Unis. L'année de tous les records.

Le déficit fédéral américain pour l'année fiscale en cours a atteint en juillet le chiffre cumulé de 1.270 milliards de dollars (893,7 milliards d'euros), a annoncé mercredi le département au Trésor. Le déficit du seul mois de juillet atteint 180,7 milliards de dollars (127 milliards d'euros).

Le gouvernement prévoit qu'à la fin de l'année fiscale le 30 septembre, le déficit se monte à un total de 1.840 milliards de dollars (1.294,7 milliards d'euros), soit quatre fois le chiffre de l'an dernier.

Cette situation aggravée par le budget de relance et les guerres en Irak et en Afghanistan a inquiété les porteurs de bons du Trésor américain, notamment en Chine. La dette publique américaine représente 11.600 milliards de dollars (6.161 milliards d'euros) avec un service de la dette qui se montait l'an passé à 452 milliards de dollars (318 milliards d'euros). (AP 13.08)

OMC : tension entre Pékin et Washington.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a soutenu les Etats-Unis contre la Chine mercredi, en jugeant que Pékin devait alléger ses contrôles et ouvrir plus largement son marché aux industriels américains de la musique et du livre.

La décision va clairement à l'encontre de la volonté chinoise d'obliger ses partenaires à commercer en matières de biens culturels par le biais de compagnies d'Etat chinois. Jusqu'ici, c'est la China Film Corp. qui décide quels films peuvent être distribués en Chine.(AP 13.08)

Australie. Pollution : La fuite en avant.

Le Sénat australien contrôlé par l'opposition conservatrice a repoussé jeudi un projet de loi qui visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays. (AP 13.08)

Foutue mémoire !

En vieillissant, il arrive bien souvent que la mémoire "flanche". Des chercheurs français viennent d'en comprendre une des causes: une protéine cérébrale dont la concentration augmente avec l'âge. A terme, ils ont l'espoir de voir ces troubles mieux traités.

"*Lorsqu'elle est trouvée en trop grande quantité*", cette protéine -la préséniline 1- est impliquée dans le survenue "*de troubles de la mémoire chez le sujet âgé*", a déclaré mercredi à l'Associated Press le Dr Jean Mariani, laboratoire de neurobiologie des processus adaptatifs (Université Pierre et Marie Curie/CNRS).(AP 12.08)

Cette découverte est intéressante, il faudrait savoir ce qui entraîne chez certaines personnes cette concentration de préséniline 1 dans le cerveau avec le vieillissement. Que le cerveau ou le corps humain la produise peut-être lui-même, je n'en sais rien. S'il la synthétise, à partir de quoi ? Est-ce que l'alimentation joue un rôle dans la production de cette protéine ?

Je ne sais pas si cela pourrait avoir un rapport avec l'absorption en grandes quantités de protéines dans l'alimentation au cours de la vie, et la difficulté à les supporter par certaines personnes. Faudrait-il encore distinguer les protéines d'origine animale et végétale. Autre piste, par exemple une carence en fer ou en zinc peut être contrecarrée par la prise d'aliments riches en ces minéraux, mais si elle est accompagnée d'une carence en vitamine C, le corps ne pourra pas fixer le fer ou le zinc, donc il faut agir sur les deux carences simultanément. Un déséquilibre alimentaire ou une mauvaise association d'aliments pris au cours des repas de façon répétitive peuvent-il favoriser cette concentration ?

Par exemple, on mangera de la viande avec des pommes de terre, du riz ou des pâtes parce qu'ils nécessitent la même durée de digestion, mais pas avec de la salade ou des légumes verts qui se digèrent plus rapidement, car dans ce cas-là la salade entrera en putréfaction dans l'estomac avant d'être évacuée vers les intestins. Si vous mangez un fruit à la fin d'un repas, au lieu d'être digéré très rapidement, il stagnera dans les instestins pendant 4 ou 6 heures donnant naissance à des gaz, signe d'une putréfaction, c'est la pire erreur alimentaire que l'on puisse faire, c'est la raison pour laquelle on conseille de manger des fruits entre les repas, le prendre en entrée est une erreur également. Quand vous mangez un fruit à 10 heures du matin ou en milieu d'après-midi, vous remarquerez que cela ne donne pas naissance à des gaz, de plus les glucides passent directement dans le sang via les muscles. Il faut associer au cours d'un même repas des aliments qui ont la même durée de digestion si l'on veut que

la digestion se passe normalement, qu'elle ne soit pas accompagnée de fatigue, de ballonnements et autres troubles.

Le 14 août

On est le 13, il est proche de minuit.

J'ai mis en ligne deux pages du n°59 d'*Informations ouvrières* qui rendent compte du combat engagé par des militants ouvriers à l'initiative du POI pour construire des comités d'unité sur la revendication de l'interdiction des licenciements. Cela permettra aux camarades qui n'achètent pas ce journal de suivre le développement de ce combat et d'y participer s'ils le souhaitent.

Je ne reçois pas le journal du NPA, donc je ne peux pas faire la même chose avec ce parti. Par contre, je mets en ligne les articles que m'adressent plusieurs courants du NPA.

La parité est respectée, youpi ! Quelle connerie franchement on a envie de dire ! Il est tard il faut m'excuser. A demain matin.

Nous y sommes, il est 11h03 et j'y suis depuis 7h10. Comme il a bien plu la nuit dernière, pas besoin d'arroser le jardin, j'ai un bonus de deux heures, donc je bosse comme un âne. Ce qui est formidable quand même, c'est qu'on a un soleil radieux le lendemain matin. Ne me demandez pas si j'en profite, pas vraiment, je suis sûr que vous êtes plus bronzés que moi. Un dernier mot, que le camarade qui m'a laissé un message sur Facebook me contacte, car je n'ai pas le temps d'y aller voir et je n'y connais rien pour être franc.

Molex suite.

Francis Latarche, directeur du travail et de l'emploi en Haute-Garonne, a été nommé médiateur dans le conflit social chez Molex, a annoncé le ministre de l'Industrie Christian Estrosi.

Il aura pour mission "*de renouer un dialogue social constructif entre la direction et les organisations syndicales, en vue d'élaborer des solutions positives*" chez l'équipementier automobile américain qui projette de fermer son usine de Villemur-sur-Tarn, précise-t-il dans un communiqué. (Reuters 13.08)

Le chômage, une "*solution positive*" ! Normal du point de vue d'un gouvernement représentant les intérêts des capitalistes. Que faudrait-il en attendre ? Rien ou si : qu'il s'en aille !

Qu'ils occupent l'usine et appellent les travailleurs de tout le pays à débrayer et faire la même chose, les syndicats et les partis ouvriers à les soutenir. (lire ma causerie d'avant-hier)

Ceux qui craignent un affrontement, craignent le socialisme !

Oui mais ce n'est pas le bon moment, les conditions ne sont pas réunies, patati patata. Balivernes de pessimistes, ce n'est jamais le bon moment, comme si on choisissait le jour de l'ouverture de la révolution sur un calendrier ! Tout le monde dit "ça va péter", la majorité de la population le souhaite, et lorsqu'il se présente une occasion, la goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase, là on nous répond : pas maintenant !

Aux travailleurs de Molex de faire les choses comme ils le sentent, mais on n'a pas le droit de ne pas leur proposer d'occuper leur usine et d'exproprier leur patron. Vous imaginez qu'ils soient virés avec un chèque en poche avec comme seul enseignement de leur combat qu'ils ne pouvaient finalement rien faire, dans ce cas-là il ne leur aura servi à rien. Et c'est sur la base de cet échec que vous voudriez construire quelque chose, les aider à faire progresser leur conscience de classe, vous voulez rire ou quoi ?

Qu'ils tentent le tout pour le tout de manière organisée vaudra toujours mieux que de s'asseoir à une table tranquillement pour s'entendre dire : viré ! On négocie ou on prend ce qu'on nous donne uniquement quand on a épuisé tous les autres moyens de lutte. Que les travailleurs de Molex n'ait pas ce niveau de conscience politique, c'est une chose, que des militants commencent par négocier ou préconisent de négocier, c'est capituler. Qu'un parti ouvrier garde le silence, c'est honteux et indigne !

Je me souviens d'une fois où j'ai été viré (en 1995) au bout du septième avertissement par lettre recommandée. Ils voulaient me faire caner, me briser : jamais ! J'ai pris mon solde de tout compte et je les ai remerciés de me permettre de prendre quelques semaines de vacances, un peu plus puisque je suis parti en Inde quelques mois plus tard et que j'y suis toujours. Ils voulaient absolument me garder parce qu'il était rare de trouver un bon technicien, ils me l'ont dit en face, je leur ai répondu qu'il faudrait qu'ils commencent par changer d'attitude à mon égard et qu'ils respectent mon travail, ils ont refusé et je n'ai pas cédé. Je suis du genre à préférer être dans une merde noire que d'être humilié par un patron, cela explique un peu pourquoi j'ai

ensuite quitter la France pour essayer de m'en sortir autrement...

Economie.

Ecoutons ce qu'ils disent de la crise, on fera un commentaire à la fin. L'Allemagne et la France sont sorties de récession dès le deuxième trimestre apprend-on.

Les deux premières économies de la zone euro ont enregistré une croissance de 0,3% sur la période avril-juin, mettant fin à quatre trimestres consécutifs de contraction - du jamais vu depuis l'après-guerre.

Leur sortie de récession au deuxième trimestre contraste avec l'Italie (-0,5%), l'Autriche (-0,4%), la Belgique (-0,4%) et les Pays-Bas (-0,9%) qui ont vu leur richesse nationale continuer de reculer sur cette période.

La Grèce et le Portugal ont en revanche connu une croissance de 0,3%, comme les deux poids lourds de la zone euro.

L'Espagne attend vendredi pour publier son chiffre mais la banque centrale estime que le PIB s'est contracté de 0,9%.

La Banque d'Angleterre, elle, n'entrevoit pas de sortie de récession avant le début 2010 alors que l'économie britannique a subi une contraction de 0,8% au deuxième trimestre.

La consommation, moteur traditionnel de la croissance en France, a aussi profité de la prime à la casse et du recul de l'inflation qui, en variation annuelle, est négative depuis le mois de mai.

Selon Nicolas Bouzou, économiste au cabinet d'analyse Asterès, "il est possible de citer une vingtaine de risques majeurs qui pèsent sur l'économie mondiale et qui sont susceptibles de faire avorter ce mouvement".

Parmi ces risques il évoque une nouvelle envolée des prix de matières premières, l'augmentation incontrôlée des taux d'intérêt à long terme et une rechute des marchés de l'immobilier, l'état encore convalescent du système bancaire ou la déprime de la consommation dans les pays de l'OCDE avec la montée du chômage.

Alexander Law, du cabinet d'études Xerfi, juge lui aussi prématuré de parler de sortie de crise. "Pour cela, il faudra que le marché du travail se stabilise enfin, que l'investissement reparte, que le crédit redécolle et, surtout, que l'amélioration internationale s'améliore durablement", explique-t-il.

L'inquiétude principale, précise cet économiste, porte sur l'évolution de la consommation à l'automne, quand l'inflation reviendra mécaniquement en territoire positif.

"La tentation de reconstitution d'une épargne de précaution existe toujours d'autant que le chômage, après avoir marqué une brève pause, repartira inéluctablement de l'avant", note-t-il.

Alexander Law perçoit aussi des risques du côté des entreprises. "Les chefs d'entreprise n'ont toujours aucune visibilité conjoncturelle, leurs carnets de commandes restent vides et leurs marges soumises à forte épreuve", souligne-t-il.

A cette liste, Marc Touati, chez Global Equities, ajoute le risque d'une appréciation de l'euro ou d'un resserrement des taux d'intérêt avec la remontée attendue de l'inflation.

"Certes une bérézina type 'années 1930' a été évitée mais il ne faut pas crier victoire trop vite et baisser la garde en matière de soutien à l'activité", estime-t-il en ajoutant que "les résultats des prochains trimestres risquent de surprendre, mais négativement". (Reuters 14.08)

Pour Nick Kounis, économiste chez Fortis Bank : "Il y a fort à penser que l'Europe va bénéficier de plus en plus de la reprise de l'économie mondiale et la phase la plus brutale de l'ajustement des stocks est maintenant derrière nous".

"On peut tabler raisonnablement sur une reprise graduelle de l'économie jusqu'en 2010."

Selon Clemente De Lucia, économiste chez BNP Paribas : "L'économie reste sujette à de fortes difficultés, telles que la hausse du chômage, des capacités de production excédentaires et des conditions de crédit relativement restrictives". (Reuters 13.08)

L'industrie française a progressé de 0,4 % en juin, mais à un niveau inférieur de 16 % par rapport à juin 2008. Ainsi de la Bourse : à 3 500 points, le CAC 40 est en hausse de 40 % par rapport à mars, mais en retrait de 25 % sur juillet 2008. Ainsi des banques

dont chacun sait qu'elles sont loin d'avoir achevé le nettoyage de leurs bilans. (Le Monde 13.08)

Tandis que selon l'INSEE, l'investissement des entreprises non financières a baissé de 0,9% au deuxième trimestre, et l'investissement des ménages de 1,8%. (Reuters 13.08)

Et de l'autre côté de l'Atlantique.

Les ventes au détail ont baissé de 0,1% contre toute attente en juillet aux Etats-Unis, ce qui laisse planer un doute quant à une reprise des dépenses de consommation que l'on anticipe au troisième trimestre.

En variation annuelle, les ventes au détail décrochent de 8,3%.

Hors ventes de véhicules, les ventes se sont tassées de 0,6% après un gain de 0,5% en juin (consensus: +0,1%).

Hors essence, les ventes au détail affichent une hausse de 0,1%. (Reuters 13.08)

Si la Fed jugeait il y a deux mois que "le rythme de la contraction économique se ralentit", elle estime maintenant que "l'activité économique se stabilise".

La seule question, désormais, est de savoir "quelle sera la vigueur de l'expansion, car il est essentiel que la relance n'échoue pas".

La reprise économique, note la Fed, reste "entravée par la poursuite des pertes d'emplois, une croissance très lente du revenu, la baisse du patrimoine immobilier et un crédit restreint". Bref, si reprise il y a, c'est une "reprise de statisticiens", comme le dit par dérision l'économiste en chef de la banque Wells Fargo : une reprise qui apparaît certes dans les statistiques mais qui, "pour des millions d'Américains, ne se matérialisera pas en termes d'emplois ou de revenu pendant au moins encore un an".(Le Monde 13.08)

Tout cela pour dire que cet optimisme relève davantage de la méthode Coué.

Enfin, l'avenir immédiat ou à plus long terme est hypothéqué par deux défis considérables. D'une part, la bataille de l'emploi. En France, comme en Europe ou aux Etats-Unis, toutes les analyses admettent qu'en matière de chômage, le pire est devant nous et que la barre des 10 % de chômeurs sera vraisemblablement franchie avant la fin de l'année. Avec toutes les conséquences sociales - mais aussi pour la consommation - que cela comporte. D'autre part, le gouffre des déficits publics. Avec des recettes fiscales en chute libre (- 24 % au premier semestre), le déficit budgétaire dépasse déjà les 80 milliards d'euros et pourrait atteindre les 130 milliards à la fin de l'année. C'est donc peu dire que la sortie de la crise relève encore, pour l'essentiel, de la méthode Coué. (Le Monde 13.08) La fuite en avant, ils n'ont pas d'autres solutions.

La crise étant partie de l'immobilier, la sortie de crise passerait donc par sa reprise. Mais l'efficacité de cette mesure est contestée par nombre d'experts, pour qui les résultats attendus ne se manifestent pas alors que cette mesure contribue massivement à faire tourner la planche à billets.

Un nombre croissant d'économistes jugent que les montants faramineux de liquidités qui ont été injectés sur un court laps de temps dans l'économie américaine risquent de générer une inflation massive dès que la reprise sera réellement au rendez-vous.

La Fed, elle, a reconduit au mot près l'analyse qu'elle faisait il y a deux mois, selon laquelle "l'inflation resta encore faible pour un certain temps". Manière de dire qu'elle continue de craindre prioritairement le risque déflationniste. (Le Monde 13.08)

Récapitulons : le crédit, la consommation, l'endettement sans fin et risqué de la population et des entreprises, le chômage massif qui va encore s'amplifier, pendant que la spéculation reprend de plus belle, ainsi que les salaires mirobolants que s'octroient les dirigeants des banques et des grandes entreprises, les commissions faramineuses empochées par les traders, et les dividendes versées aux actionnaires.

Vous aurez remarqué qu'ils craignent autant la déflation que l'inflation. Je crois en fait qu'ils craignent un dérapage qui entraînerait l'économie mondiale dans le chaos sans qu'ils ne puissent plus rien faire ni rien contrôler du tout.

Quand on lit qu'ils tablent sur la croissance chinoise et indienne, ils se font des illusions car si cette croissance profite à l'économie interne de ces deux pays, elle ne profite pas forcément au marché mondial ; la Chine et l'Inde qui dépassent chacune le milliard d'habitants, donc de consommateurs, sont incapables du jour au lendemain d'intégrer dans le marché des centaines de millions de pauvres qui en sont exclus aujourd'hui, si l'on ajoute la hausse des prix qui freine la consommation, le chômage de centaines de millions de Chinois et d'Indiens, les investissements réalisés ces derniers temps dans ces pays, principalement dans leurs infrastructures, favorise le développement d'une économie tournée vers la consommation locale ou intérieure,

afin justement de soulager la pression sociale qu'exercent ces centaines de millions de pauvres qui inquiètent leurs gourvernements.

La crise actuelle du capitalisme a pour effet de faire douter le monde entier sur sa capacité à constituer un modèle économique fiable et progressiste pour l'avenir. Prenez par exemple l'immobilier. Quel doit être l'état d'esprit d'un acheteur potentiel ? S'il achète au prix du marché aujourd'hui, rien ne dit que les prix ne vont pas continuer de baisser, donc il sera tenté de reporter à plus tard son achat. Il prend aussi le risque qu'ils remontent. Du coup, il ne sait plus quoi penser et faire, c'est la paralysie. Wait and see, tel sera sa device.

On peut aussi se poser une question plus grave en observant le comportement des banquiers ? Veulent-ils tout faire péter parce qu'il n'y aurait pas d'autres solutions au bout du compte ? Pour le capitalisme j'entends. Ce serait suicidaire, la Première puis la Seconde guerre mondiale l'étaient tout autant, il ne faudrait pas l'oublier.

Il faudrait être plus précis : la fuite en avant à laquelle on assiste, ne devrait-elle pas nous inciter à penser qu'ils ont déjà pris la décision de tout faire péter, de mener l'humanité au chaos dans leur folie ? Qu'ils aient conscience ou non des conséquences de leurs actes importent peu, c'est la direction dans laquelle il entraîne l'humanité le plus important pour définir une stratégie pour les combattre.

Les dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont reçus ne serviraient qu'à repousser cette échéance qui pour eux serait inéluctable, de combien, de quelques mois ou plutôt de quelques années, car aujourd'hui on ne voit ni comment ni par où une guerre qui finirait par être mondiale pourrait éclater. On nous a expliqué qu'il faudrait au préalable que le prolétariat ait subit une défaite. C'était peut-être valable dans les années 30 lorsque le prolétariat était fortement organisé, cela l'est beaucoup moins aujourd'hui.

Dans tous les pays, l'union nationale derrière la bourgeoisie est de fait déjà réalisée à des degrés divers ; les principaux partis qui se réclament de la classe ouvrière et les syndicats participent activement à la gestion du capitalisme et sa crise, et les partis qui pourraient prendre la relève à la tête du mouvement ouvrier n'en sont qu'au stade embryonnaire lorsqu'ils existent, ce qui est le cas dans un nombre infime de pays. Tous les Etats ont renforcé considérablement leurs appareils répressifs, tant sur le plan judiciaire, policier que militaire. Ils sont en ordre de bataille pour affronter le prolétariat si nécessaire et liquider toute opposition.

Si la crise persistait au-delà des mois à venir ou de 2010, il faudrait en déduire que sur le plan économique ils sont incapables de la résoudre. On pourrait le déduire dès aujourd'hui mais cela ne nous avancerait pas à grand chose, car on a besoin de davantage de temps pour avoir la certitude que le capitalisme a épuisé toutes ces cartouches avant de se lancer dans une nouvelle gigantesque destruction de forces productives à l'échelle mondiale. On ne peut pas faire de pronostics à la légère compte tenu de la gravité de la situation. Pas de quoi s'affoler et affoler la population, c'est ce que je voulais dire.

On sait qu'ils ont réussi à passer le cap du premier semestre 2009 grâce à un exercice comptable frauduleux consistant à hypothéquer les profits à venir, ils ont piqué dans la caisse avant qu'elles ne se remplissent. Mais plus tard, quand, on n'en sait rien, très rapidement semble-t-il, quand ils devront faire face à de nouvelles échéances et qu'ils s'apercevront que les caisses sont vides pour les honorer, ils se retrouveront dans la même situation qu'aujourd'hui, en pire. Il est pertinent de penser jusqu'à un certain point qu'ils ne pourront pas recourir une seconde fois à des remèdes qui n'ont pas fonctionné, sachant surtout qu'ils marchent à la confiance. Peut-être en ont-ils conscience, ce qui expliquerait qu'ils en profitent aujourd'hui pour s'en mettre plein les poches pendant qu'il est encore temps. Cela se tient et est effrayant, mais ne nous hasardons pas trop loin.

J'en suis arrivé à ce point de mon analyse en partant des contradictions du capitalisme, en me disant que s'ils ne s'en sortaient pas en utilisant les moyens classiques que leur offrait le système économique, il ne leur resterait plus qu'à envisager l'ultime solution à leur disposition pour faire redémarrer le capitalisme.

Quand je dis que les moyens classiques de l'économie capitaliste s'avèrent inopérants, par exemple, quand ils jettent à la rue des dizaines de millions de travailleurs et qu'ils espèrent qu'ils vont consommer davantage ou s'endetter, on saisit immédiatement où se situe le problème. Autre exemple, le prix du baril de pétrol qui était descendu à 38 dollars est remonté à plus de 70 dollars, donc cela devait induire mécaniquement une hausse générale des prix, donc l'inflation, et ce n'est pas fini, nous ne sommes pas en hiver et la situation est loin d'être stabilisée au Moyen et Proche Orient, sans parler du Nigéria.

Chômage de masse, précarité généralisée, on pourrait dire institutionalisée, plus hausse des prix, on a là le cocktail idéal pour une explosion sociale de grande envergure qui pourrait se produire dans de nombreux pays, il ne manque plus que le petit rien qui servira de détonateur. Quelles en seront les issues ? Bien malin qui peut répondre à cette question. En l'absence de partis communistes et d'une Internationale, il ne faut pas se faire d'illusions. On a le droit d'être optimiste, mais pas au point de s'aveugler quand même.

On voit bien par ailleurs qu'il existe d'importants foyers de tension dans le monde : la Russie avec l'Ukraine, la Georgie et d'autres ex-républiques de l'URSS, sans parler avec l'Union européenne et les Etats-Unis ; les Etats-Unis avec plusieurs pays d'Amérique latine dont le Venezuela et la Bolivie en tête, avec la Chine, les Etats-Unis viennent d'engager une nouvelle procédure à l'OMC contre la Chine ; chaque déplacement d'un officiel chinois en Afrique est suivi dans la foulée par leurs

homologues américains ; sur les dossiers iraniens, nord-coréen, birman, soudanais, palestinien, notamment, les Américains, les Russes et les Chinois n'ont pas la même approche, chacun défend ses propres intérêts, on pourrait ajouter le Japon et quelques pays de l'Union européenne.

S'ils paraissent s'entendre devant les médias, c'est uniquement pour tromper les peuples, ils sont évidemment d'accord lorsqu'il s'agt de prendre des mesures pour leur faire payer la crise comme on l'a vu lors du G20 de Londres, mais une fois mis de côté les apparences trompeuses, restent la concurrence acharnée qu'ils se livrent, demeurent les ressentiments contenus qu'ils éprouvent les uns envers les autres.

Il ne faudrait pas croire que parce que le capitalisme est mondialisé, les représentants des capitalistes fileraient une belle histoire d'amour et ils partageraient une conscience collective universelle qui serait une garantie contre un risque d'affrontement direct entre eux. Leur histoire nous enseigne que les chartes, les accords de paix et les institutions internationales peuvent voler en éclats du jour au lendemain. Donc, s'il ne faut pas sombrer dans le catastrophisme qui nous paralyserait et entamerait notre crédibilité, il ne faut évacuer aucune hypothèse quant à l'avenir.

Attelons-nous à aider la classe à élever par tous les moyens sa conscience politique, tous les appels à la mobilisation doivent être subordonnés à cet objectif et à la construction du parti qui hélas nous fait cruellement défaut. C'est le seul moyen dont nous disposons pour faire réfléchir à deux fois les représentants du capitalisme et de les convainvre de repousser à plus tard la mise en oeuvre de leur plan sordide.

Souvenez-vous que le temps est de notre côté... et que le leur est compté.

Je n'étais pas parti pour écrire tout cela, j'espère qu'il n'y a pas de conneries.

Le 15 août

Quelle chance qu'il ait plu encore ce vendredi après-midi ! Avec un peu d'avance sur la prochaine causerie, j'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme*, j'ai aussi mis un peu d'ordre dans la page consacrée au marxisme, c'était la moindre des choses. J'ai respecté l'ordre chronologique des textes ou articles parus.

Comme quoi parfois on manque de précision, c'est le socialisme scientifique qui est *l'expression du processus historique inconscient* dixit Trotsky et non le parti qui en principe doit le mettre en musique si je puis dire. Je vous accorde volontiers que la différence peut paraître minime au premier abord, mais ce n'est pas tout à fait la même chose, une formule légèrement déformée pouvait passer à la rigueur dans un certain contexte, pour devenir totalement inappropriée dans un autre contexte.

Si j'ai commis cette erreur, c'est uniquement parce que j'ai reproduit bêtement ce que j'avais appris autrefois à l'OCI. Ce n'est pas bien grave, à condition que le parti et donc ses militants aient adopté le socialisme scientifique, sauf qu'aujourd'hui aucun parti ne peut le revendiquer, puisqu'ils sont tous faits de bric et de broc.

Que le parti représente "*l'aspiration spontanée et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes*, admettons qu'on puisse ainsi définir le parti, encore faut-il que ses militants adhèrent au communisme et qu'ils en aient une idée suffisamment précise. Je n'irai pas jusqu'à dire à Léon qu'il s'était contredit lorsqu'il avait affirmé ailleurs qu'il n'y avait qu'une poignée de marxistes au parti bolchevik, en étant généreux ajoutait-il en substance. Peut-être faisait-il une distinction qui m'échappe entre la capacité à mettre en oeuvre le socialisme scientifique et être marxiste, il pensait peut-être qu'on peut adhérer à une théorie un jour et s'en détourner le lendemain, alors que c'est impossible quand on a adopté le marxiste, la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter le monde et ses transformations, c'est une hypothèse qui n'est pas stupide ma foi.

Il est vrai que le socialisme scientifique sans la méthode du marxisme n'aurait jamais vu le jour, les deux sont donc inséparables. Toutefois, intellectuellement on peut parfaitement comprendre le contenu du socialisme scientifique en utilisant inconsciemment la méthode du marxisme le temps d'une lecture, sans avoir besoin d'être marxiste et sans y adhérer par la suite.

C'est comme le scientifique qui utilise tous les jours le matérialisme dialectique dans ses recherches sans s'en rendre forcément compte, en tout cas sans en tirer la conclusion que cette méthode pour interpréter l'évolution de la matière est parfaitement valable pour analyser de quelle manière la société et le monde se sont transformés. Il faut arriver à généraliser l'emploi de cette méthode pour parvenir à un degré de conscience supérieur, ce qui n'est pas le cas de notre chercheur malheureusement ou trop rarement.

Engels avaient raison (voir la citation dans cette page), à notre niveau de modestes élèves, on pratique tant bien que mal le matérialisme dialectique, mais de là à se prétendre marxiste, il ne faut pas exagérer, on a encore du boulot sur la planche jusqu'à

la fin de notre vie ! On parle parfois comme des marxistes ou on en prend la défense ce qui est normal, c'est même notre devoir, mais ne confondons pas tout. Le camarade Eyschen insistait sur la patience comme vertu essentielle du révolutionnaire, j'ajouterai la modestie qui fait tant défaut à la plupart de nos contemporains sans viser personne.

Vive le socialisme scientifique et vive le marxisme !

Bon week-end à tous et gardez le moral camarades, prenez soin de vous et tenez bon !

Pour le camarade du POI qui m'a écrit l'autre jour qu'il militait de moins en moins, courage camarade, vaincre ou périr, mais jamais se laisser dépérir ! Regarde dans quelle merde incroyable je suis, je vis dans un pays que je déteste, je suis séparé de mon épouse pour encore de longs mois et je viens d'engager un bras de fer avec les autorités corrompus de mon district sans savoir comment cela va se terminer ni quand (je vous en reparlerais dans quelques jours, cela va être très chaud !).

Bordel, je n'ai pas repris le militantisme après 20 ans de vie insouciante pour que tu nous laches en cours de route ! Tu sais pourquoi je me suis foutu dans cette merde ? Parce que j'avais arrêté de militer, je n'ai pas d'autres explications et je peux te dire que quelque part je m'en veux terriblement, j'y pense encore très souvent figure-toi, un vrai cauchemar que je trimbalerai jusqu'au bout.

Complément.

Mon épouse Magueswary a fait l'acquisition d'une veste pour 1,5 euro qui en valait dix fois plus, il lui reste à refaire toutes les coutures, ce qu'elle a commencé à faire. En faisant les poubelles comme elle dit, elle a trouvé un meuble avec des tiroirs qu'elle a ramené chez elle. Elle se gave de fruits parce qu'ils ne sont pas chers, 1 euro le kilo d'abricots ou de pêches, et je ne pense pas qu'elle aura envie de prendre la défense des cultivateurs qui réclament une hausse des prix à la production. C'est comme avec les pécheurs qui voudraient vendre leurs poissons plus chers, pourquoi pas, mais à condition de garantir que l'ensemble de la population aura accès à ce poisson, ce qui est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Elle a encore eu une alerte, son sang est trop chaud, du coup elle est clouée seule chez elle toute la journée. J'ai essayé de la rassurer en lui conseillant du repos car il n'y a rien d'autres à faire dans sa situation. Je suis inquiet évidemment car elle pourrait faire à tout moment une hémorragie qui lui serait fatale. Et dire que cette situation est dûe à la corruption qui règne ici, essayons de rester calme !!!

Samedi matin.

Le saviez-vous. (Reuters 14.08)

Le Comité de la majorité présidentielle a créée en vue des élections régionales de 2010, cette instance regroupe des formations intégrées à l'UMP comme le Parti radical de Jean-Louis Borloo et Les Progressistes de l'ex-socialiste Eric Besson, ainsi que le Nouveau Centre dirigé par Hervé Morin et La Gauche moderne de l'ex-PS Jean-Marie Bockel, auxquels il faudra sans doute ajouter le parti Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT) et le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers.

Qui manque-t-il à l'appel ? Patrick Gaubert, ancien eurodéputé UMP et actuel président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra)s'est interrogé : "*On va aussi aller récupérer Marine Le Pen ? On va aller jusqu'où à droite ?*".

Pas besoin, l'UMP a déjà en partie intégré et appliqué le programme du FN ! Jusqu'où à droite, mais jusqu'au bout si nécessaire, ce qui n'ira pas sans crispations dans leur camp. Si c'est pour affronter le prolétariat, si c'est pour la bonne cause, que soit l'unité de la réaction, amen !

On pourrait imaginer le dialogue suivant :

- Oui, mais là il ne s'agit que des élections régionales et non de mater une insurrection ouvrière.

- j'entends bien, mais il faut se rassembler dans cette perspective, vous savez par les temps qui courent, tout peut arriver du jour au lendemain, regardez cette foutue crise...

En revanche, je trouve très bien que dans ce panier de crabes y figurent Les progressistes et la Gauche moderne. Comme l'on vit d'une part une période de réaction sur toute la ligne et de régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle, et que l'on assiste d'autre part à une dérive sans frontière de la terminologie politique et des coalitions iconoclates (un dirigeant du PS, Kouchner dans un gouvernement dirigé par l'UMP, par exemple), la disparition du clivage gauche droite qui était surfait forcera ceux qui veulent en savoir plus sur un parti politique et ceux qui ont quelque chose à proposer, à d'un côté préciser leurs questions et de l'autre à se découvrir davantage.

Quand il y a dans un organisme piloté par l'UMP un rassemblement qui se revendique ouvertement de gauche, on doit en tirer la leçon qu'il faut abandonner cette terminologie, ce qui aurait dû être fait depuis très longtemps, pour ne pas dire qu'il n'aurait jamais fallu l'employer pour éviter d'embrouiller davantage les masses.

De la même manière qu'il est insupportable de parler de l'opposition à l'Assemblée nationale, le PS, le PCF et les Verts, même avec des guillemets, ce qui peut toutefois se concevoir pour faire bref dans un article, compte tenu que les deux camps qui sont censés s'affronter et représenter des intérêts de classe distincts au sein de l'Assemblée nationale sont en réalité complémentaires et ne défendent que les intérêts d'une seule classe, la classe dominante.

Il y en a encore qui s'étonnent du degré de décomposition du mouvement ouvrier, les partis ouvriers ne devraient-ils pas revoir leurs rapports avec les institutions ?

Si le mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée nationale n'est pas à l'ordre du jour et qu'il faut un évènement particulier pour le rendre crédible aux yeux des masses et qu'elles s'en saisissent, la dissolution de l'Assemblée nationale est une nécessité politique inscrite au programme du prolétariat révolutionnaire depuis 1958, au même titre que la liquidation de l'ensemble des institutions de la Ve République. Mais de là à prétendre que les masses souhaitent leur liquidation...

Un camarade m'a écrit qu'il avait bien apprécié ma causerie d'hier, on va continuer dans la foulée. Profitons que je suis en forme.

A la fin des années 70, on disait que les masses voulaient chasser Giscard, ce qui était vrai puiqu'il a été chassé. On ajoutait en discutant entre nous qu'elles voulaient en finir avec la Ve République, or c'était faux, encore une vue de l'esprit ou prendre ses désirs pour la réalité, la preuve, elle est toujours là 28 ans plus tard. On n'hésitait pas à en faire un argument auprès des travailleurs qui demeuraient sceptiques ou qui nous demandaient carrément où nous avions vu jouer cela, et ils avaient raison.

Si la conscience politique des masses avaient vraiment atteint ce degré de maturité, elles auraient trouvé la voie et les moyens pour renverser le gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand, cela se serait traduit au moins sur le plan de sa mobilisation, de la construction du parti, or c'est exactement l'inverse qui se produisit, elles entrèrent en léthargie pour de longues années, quant au parti vous savez de quoi il retourne.

Dire que le combat des masses pour chasser Giscard s'incrivait dans la perspective de liquider les institutions aurait été plus juste, nous le disions aussi, mais la confusion existait bien entre les deux formules qui n'avaient pas le même contenu, puisque dans la forme précédente nous partions d'un fait établi qui n'existait que dans notre tête et traduisait nos propres illusions dans l'état d'esprit des masses.

Quand l'analyse de la situation réalisée par un parti repose sur une analyse fausse d'un des facteurs déterminants qui la compose, on aura du mal à nous faire admettre ensuiteque les dirigeants d'un tel parti pouvaient définir une orientation politique correcte, CQFD.

Quand on part des revendications immédiates de la classe ouvrière et qu'on situe son combat dans une perspective révolutionnaire, on ne doit pas confondre ce qui appartient à l'un et à l'autre, au présent et à son développement qui est forcément relié au futur.

En partant de la question du chômage on arrive à la question de la liquidation du régime, en sachant que pour le moment les masses ne posent que la question du chômage, c'est nous qui avançons la question de la liquidation du régime en lui indiquant dans quelle direction son combat politique doit s'orienter, vers quel objectif. Si nous ne le faisions pas, nous manquerions à tous nos devoirs et nous serions de bien piètres révolutionnaires.

La classe n'est pas homogène et dans chaque couche du prolétariat les travailleurs n'ont pas atteint le même degré de maturité politique. Pourquoi doit-on leur fournir une orientation politique ? Parce que d'une part, on s'appuie sur les éléments les plus déterminés qui sont prêts à entendre notre discours politique et éventuellement à nous rejoindre (la construction du parti demeure omniprésente dans notre combat), d'autre part pour indiquer à l'ensemble de la classe la voie à emprunter pour aller de l'avant, peu importe qu'elle y soit prête ou non, c'est pourquoi nous disons que nous ne nous adressons pas à une catégorie particulière de travailleurs mais à l'ensemble de la classe. En principe seulement, car tous les partis font exactement l'inverse, ils s'adressent à tous les travailleurs sans leur proposer d'issue politique, donc en refusant de s'appuyer sur les éléments les plus déterminés, à qui ils proposent des actions qui ne dépassent pas le stade du trade-unionisme, les conduisant ainsi dans une impasse politique, ce n'est pas une contradiction de ma part, mais un paradoxe que nous imposent ces partis. Je vous attendais au tournant, mais je ne suis pas tombé dans le piège !

Les deux méthodes sont incompatibles. Pourquoi proposer une issue politique quand les travailleurs n'en sont pas encore à ce poser cette question ? Pourquoi ne pas la proposer ? Par crainte de s'apercevoir qu'en réalité leur état de conscience politique est au ras des paquerettes, on préfère cultiver l'illusion qu'il en est autrement ? Calcul d'alchimistes ! Parce que cela nécessiterait de réviser de fond en comble nos analyses, de modifier notre orientation ou d'en changer et par la même occasion de revenir sur notre conception du parti ? Et pourquoi pas !

Vous ne m'aidez pas beaucoup, pour ne pas dire pas du tout, à saisir avec précision quel est l'état d'esprit actuel des masses. Donc j'arrête là.

Molex suite.

La nomination d'un médiateur a été accueillie par un "*optimisme prudent*". "*Si cela peut renouer un dialogue constructif, c'est positif. J'espère que M. Latarche, que nous devons rencontrer mardi après-midi à Villemur-sur-Tarn, arrivera rapidement à renouer des négociations constructives sur le maintien de l'emploi et la reprise d'un éventuel repreneur mais la direction ne semble pas être prête à céder son activité*", expliquait Guy Pavant. "*Nous attendons de savoir quelles sont les propositions de la direction*".

Dans un communiqué du 4 août, les dirigeants de Molex avaient stipulé que l'entreprise "*n'envisage pas de céder son activité, le groupe continuant d'être présent sur le marché automobile européen*".

Les salariés attendent beaucoup de la rencontre prévue le 25 août à Bercy entre Christian Estrosi et le président du Groupe Molex, Martin Slark.

"*Soit l'activité se poursuit sur le site avec un certain nombre de salariés si un repreneur se manifeste, soit il y a un véritable plan social où Molex devra proposer de réelles indemnités de licenciements*", a estimé Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise, qui ajoutait que "*l'objectif des salariés depuis dix mois est avant tout de maintenir l'activité à Villemur-sur-Tarn*". (AP 14.08)

Dialogue de sourds. Les dirigeants de Molex expliquent qu'ils ne veulent pas d'un concurrent sur le marché automobile européen, et le secrétaire CGT du comité d'entreprise qui ne semble pas avoir entendu, s'accroche toujours à l'idée que leur usine pourrait être rachetée. Donc, la seule solution c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat par les salariés. (voir mes dernières causeries sur le même sujet)

Emploi. Un extrait d'un article de Reuters du 14 août.

En un an, c'est-à-dire depuis le début de la récession, l'économie a détruit 401.400 postes dans les secteurs marchands, soit une baisse de 2,5% de l'emploi.

Sur les six premiers mois de 2009, 242.500 emplois ont été détruits dans les secteurs concurrentiels, selon l'Insee.

L'emploi a continué de se contracter dans l'industrie au deuxième trimestre mais il s'est stabilisé dans les services et a progressé dans la construction.

Dans l'industrie, 55.300 postes ont été perdus par rapport au premier trimestre (-1,6%) et 149.000 sur un an (-4,1%). Avec 3,5 millions de personnes occupées, dont 2,7 millions dans l'industrie manufacturière, l'emploi industriel n'a jamais été aussi bas en France et sa baisse s'est accentuée au deuxième trimestre - elle était de 1,3% en janvier-mars.

Dans le tertiaire, l'emploi a moins baissé qu'au premier trimestre (-0,2% contre -1,0%) grâce à l'intérim. Le secteur tertiaire employait 10,7 millions de personnes à la fin juin, dont 419.600 intérimaires.

Les salariés de l'intérim sont comptés dans le tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction. Leurs effectifs ne se sont contractés que de 3,7% (-16.200 postes) au deuxième trimestre après avoir chuté de 26,9% sur les six mois précédents, les intérimaires étant la première variable d'ajustement des entreprises en période de crise.

Hors intérim, l'emploi a baissé de 0,1% seulement après -0,3% au premier trimestre.

Dans la construction, l'emploi est reparti à la hausse avec 3.600 postes créés (+0,2%) pour un total de 1,48 million, après une baisse de 8.700 ou 0,6% au premier trimestre.

Les économistes estiment cependant qu'il faut un rythme de croissance de 1,5% par an pour que l'économie crée des emplois, ce qui ne devrait pas être le cas avant 2011 au mieux.

Espagne.

Le Produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est contracté de 1% au deuxième trimestre 2009, selon les chiffres dévoilés vendredi par l'Institut national de la statistique.

Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de croissance négative pour l'Espagne. Sur un an, l'économie espagnole s'est contractée de 4,1%.

Le pays a aujourd'hui le plus fort taux de chômage de l'UE (17,9% de la population active). (AP 14.08)

Zone euro.

Les prix à la consommation des ménages ont baissé de 0,7% en juillet dans les 16 pays de la zone euro, a annoncé vendredi l'institut européen de la statistique. C'est le deuxième mois consécutif de baisse de l'inflation annuelle et ce recul est supérieur aux attentes.

Le recul le plus important de l'inflation annuelle a été enregistrée en Irlande, avec -2,6%, suivie par la Belgique (-1,7%) et le Luxembourg (-1,5%). La France affiche -0,8% et l'Allemagne -0,7%.

Le principal facteur expliquant ce phénomène est la baisse de 5,5% des prix des transports liée à ceux de l'énergie.

Sur l'Union européenne dans son entier, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% en juillet, contre 0,6% en juin. L'inflation annuelle la plus forte se constate en Roumanie (5%) et en Hongrie (4,9%), la plus faible en Estonie (-0,4%) et en République tchèque (-0,1%). (AP 14.08)

Le 16 août

Quel jour, quelle année !

C'est l'anniversaire de mon épouse Magueswary qui a 51 ans, c'est aussi le jour où nous avons quitté la France pour s'installer en Inde. C'est aussi l'anniversaire de ma vieille mère et son anniversaire de mariage, je vais lui téléphoner, cela va lui faire plaisir. J'attends le coup de fil de Manju.

C'est aussi le second jour du festival de Woodstock. J'étais alors trop jeune, je ne l'ai pas vu passé, par contre je me suis largement rattrapé quelques années plus tard ! J'écoutais déjà du rock depuis quelques années, les Beatles et les Rolling Stones, mais aussi Hendrix avec son groupe Expérience ou encore Joe Cocker.

C'est J. Halliday qui m'avait mis sur la piste du rock, mais je n'ai jamais acheté un de ses disques, je n'ai jamais fait attention aux paroles des chansons, par contre à 10 ans, alors que mes parents écoutaient de la variété ou de l'opérette, j'avais déjà remarqué que les meilleurs musiciens et les meilleurs groupes se trouvaient en Angleterre et aux Etats-Unis.

Je n'ai jamais acheté un seul disque d'un groupe français, car sur un disque c'était rare qu'il y ait deux morceaux convenables, alors que sur un disque de Deep Purple ou de Led Zeppelin par exemple, il n'y avait rien à jeter.

Comme mes parents m'interdisaient de sortir, je gardais le peu d'argent de poche que j'avais pour acheter des 45 tours. Et paradoxe incroyable quand j'y pense aujourd'hui, mes parents (mon père menuisier) qui étaient conservateurs, réactionnaires, très stricts sur la discipline, à cheval sur les principes, etc. m'avaient donné de l'argent pour acheter Hey Joe d'Hendrix pour Noël.

Woodstock fut le pendant de la guerre du Vietnam, plus tard en voyant Bob Dylan drappé dans le drapeau américain, je fus écoeuré, je préfère garder le souvenir de l'hymne américain écorché vif par Hendrix.

Les aigris et les réactionnaires - on n'est pas forcément l'un et l'autre à la fois bien que ce soit souvent le cas, reprocheront à la jeunesse de cette époque sa débauche d'insouciance que Woodstock symbolisera, notamment à cause de l'usage sans modération de différentes drogues, alors que les témoignages que j'ai lus montrent plutôt qu'elle était animée par l'espoir d'un monde meilleur où règnerait enfin la paix, la musique apaisant les peurs et les tensions ou adoucissant les moeurs pouvait servir de support à ce message universel de fraternité entre les hommes.

Woodstock incarnera surtout la soif de liberté de la jeunesse, son refus de reproduire le modèle de société qu'on voulait lui imposer. Que Woodstock se soit déroulé sur fond d'inconscience collective politique, nous le savons bien, il suffit de regarder autour de soi ce que sont devenus les jeunes de cette époque, des individualistes et de fieffés réactionnaires pour la plupart.

Pour moi qui suis issue du milieu ouvrier, je ne serai jamais complètement intégré dans le milieu petit-bourgeois qui prônait peace and love en guise de mot d'ordre ou de mode de vie, c'est d'ailleurs peut-être ce qui m'a permis de m'en sortir, tandis que mes

potes de l'époque sont presque tous déjà morts ou dans un sale état.

Il reste la musique qui nous sert à décompresser ou à nous échapper quelques instants du vieux monde qui continue de broyer la jeunesse et de nous pourrir la vie. C'est avec nos idées, la seule chose qu'ils ne pourront jamais nous enlever.

Allez Freddy, the show must go on...

Au boulot.

Plus cynique tu meurs !

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, a osé dire : "*Le chèque est le piège absolu dans cette période. C'est une façon facile d'acheter la paix sociale à court terme. Mais cela ne fait pas vivre comme un emploi*".

Et d'ajouter : *"50.000 euros, ça peut partir très vite, en quelques mois, et après ? On se réveille chômeur de longue durée.*" (Reuters 15.08)

Qu'est-ce qui est légitime : le droit d'avoir un travail qui permette de vivre décemment ou le droit de pouvoir licencier des millions de travailleurs ?

Et si vous cherchez d'où ils tiennent ce droit, allez chercher du côté de la Constitution de la Ve République. Pourquoi il faut l'abolir ? La réponse tient ici en quelques mots seulement.

Etats-Unis. L'année de tous les records.

Faillite record pour une banque américaine cette année. La Colonial Bank, basée à Montgomery, dans l'Alabama, quelque 25 milliards de dollars (17,6 milliards d'euros) d'actifs et spécialiste de l'investissement immobilier, a été fermée vendredi par les régulateurs du FDIC et rachetée par la banque régionale BB&T.

La faillite de la Colonial Bank devrait coûter à la FDIC quelque 2,8 milliards de dollars (2 milliards d'euros).

Colonial était l'un des principaux promoteurs immobiliers (hypothèques et prêts) de Floride et du Nevada, qui comptent parmi les Etats les plus touchés par la crise des subprimes. Son titre s'est effondré ces deux dernières années, passant de 25 dollars en 2007 à moins de 50 cents cette année.

Née en 1981, elle aurait bénéficié de 550 millions de dollars (387 millions d'euros) d'aide du fonds de sauvetage des banques américaines. (AP 15.08)

Le 17 août

Comme il pleut et que j'ai la journée devant moi, j'ai rédigé un article sur le Front de gauche que je viens de mettre en ligne. Vous le lirez en ayant en mémoire l'extrait d'Engels qui figure dans le bandeau défilant en haut de l'écran. Faisons avec le capitalisme à défaut de combattre pour le socialisme, voilà à quoi se résume la politique du Front de gauche.

Vous avez été nombreux à télécharger les articles du POI et de Prométhée, ainsi que celui du Front Syndical de Classe, bravo camarades ! A nous tous nous formons un seul parti révolutionnaire, je plaisante hélas !

A propos du POI, depuis déjà plusieurs semaines leur site ne fonctionne pas correctement, l'affichage de la page d'accueil est mauvais.

J'ai copié et lu hier un article d'Isaac Johsua daté du 15 août sur le site du NPA, ne rigolez pas, c'est un "*point de vue de l'économiste marxiste Isaac Johsua*". Personnellement je l'ai trouvé tellement nul que je me suis résigné à ne pas le commenter. Si vous le lisez, comparez-le avec les articles du CCI-T ou de Prométhée sur la crise du capitalisme, vous verrez qu'il n'y a pas photo.

Un petit mot sur ma situation.

Je n'arrive pas à m'en sortir, il faut sortir l'artillerie lourde pour essayer de faire bouger les choses. J'ai rectifié et complété au total six lettres, il y en a sept en fait, en anglais ce qui n'est pas évident, adressées à différentes autorités, je ne les ai pas encore

envoyées, car je me demande ce que cela peut déclencher ensuite.

Le problème, c'est que je ne connais pas du tout les gens qui vont les lire, ils peuvent se méprendre sur mes intentions, me prendre pour un ennemi de l'Inde, j'ai pris d'énorme précaution pour ne pas être accusé de diffamation et risquer de me faire expulser ou trainer en justice, tout en disant les choses comme elles sont parce que je n'ai pas le choix. Je peux aussi tomber sur des fonctionnaires ou des politiciens véreux, bornés et racistes. Pire, je ne sais pas très bien quel pouvoir détiennent les uns et les autres, donc ils peuvent me raconter n'importe quoi. Je ne peux absolument compter sur personne ici, même mon avocat s'est défilé. J'ai créé une page sur le Webb qui s'intitule *Kottakuppam, a district under corruption* où figurent toutes mes lettres. J'ai parfois été obligé d'utiliser un langage diplomatique pour montrer mes bonnes intentions à mes lecteurs, un exercice périlleux sans renier mes idées, mais parfois on est obligé de précher le faux pour savoir le vrai, bref de manoeuvrer ce qui n'est pas mon fort, quelle galère !

J'ai eu Magueswary en pleurs au téléphone hier sans que je puisse lui annoncer une bonne nouvelle pour ses 51 ans. En dehors du fait qu'elle est de nationalité française, pour le reste elle rencontre les mêmes problèmes que tous les immigrés qui ne maîtrisent pas le français écrit, pour remplir le moindre formulaire elle a besoin de quelqu'un, ce qui n'est pas facile à vivre, je suis dans la même situation ici.

Si l'on voulait mesurer le regain de nationalisme qui règne en Inde, j'ai trois exemples qui le prouvent très bien. 1- ils ont supprimé l'anglais de la plupart des formulaires à ma banque (d'Etat), on a le choix désormais entre le hindi, la langue officielle de l'Union indienne, et le tamoul la langue officielle du Tamil Nadu ; 2- la chaîne de télé Sun news a remplacé l'anglais par le tamoul dans le bandeau qui défile en bas de l'écran, du coup je ne la regarde plus ; 3- de plus en plus de magasins et de panneaux de signalisation ou d'affichage utilisent uniquement le tamoul.

Bonne semaine à tous les camarades.

Une seule dépêche sur la situation aux Etats-Unis.

Ils comptent sur la force d'inertie du système : la consommation. Pour que le capitaliste empoche son profit, il faut que le cycle du capital aille jusqu'à son terme, que les marchandises produitent soient vendues.

"*Les marchés vont guetter le moindre signe en provenance du secteur de la consommation. Avec un taux de chômage important et une épargne tout aussi importante, les craintes sont grandes que les dépenses des consommateurs restent faibles*", souligne John Praveen de Prudential International Investments Advisers.

"*Il est trop tôt pour dire 'ça y est, nous avons surmonté le désastre'*", commente Joseph Battipaglia de Stifel Nicolaus.

Sont-ils vraiment sortis de la galère ? Réponse.

"*aucune statistique ne permet de parvenir à une telle conclusion*", prévient Fred Dickson de D.A Davidson & Co.

Des données Thomson Reuters montrent que 456 des 500 groupes figurant sur la cote du S&P ont déjà publié leurs trimestriels. Pour 72% d'entre eux ces résultats se sont révélés meilleurs que les attentes du marché. (Reuters 16.08)

Le 19 août

La lecture de quelques réactions d'internautes à la déclaration de Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoix, m'a inspiré quelques réflexions.

Un d'entre eux disait qu'il avait fallu en arriver là pour qu'on s'aperçoive enfin que la CGT était gangrené par une bureaucratie qui a depuis longtemps son rond de serviette à la table de l'Elysée, et qui loin de porter atteinte au capitalisme s'en accommode parfaitement et davantage encore. Et il est très loin de se douter jusqu'où va la collaboration de classe des appareils avec les institutions.

Un autre, tout aussi perspicace, se demandait comment les syndicats pouvaient être indépendants tout en étant dépendants financièrement de l'Etat. Excellente question qui n'a jamais effleuré l'esprit de nos dirigeants, pour lesquels il semblerait que l'argent n'a pas d'odeur, sans vouloir calomnier qui que ce soit, désolé, ce sont bien de faits prouvés et chiffrés dont il s'agit et non des hypothèses ou des soupçons.

Pour plusieurs d'entre eux, c'est à la base de réagir sans s'occuper des directions des syndicats. Il y a peut-être de plus en plus

de militants qui vont finir par comprendre qu'en mettant sur le même pied d'égalité le front unique à la base et au sommet, pendant 60 ans, on a finalement privilégié le front unique au sommet et permis à la bureaucratie parasitaire de brader pas à pas l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et au capitalisme.

Chacun aura encore en tête les lamentables incantations du genre "*dirigeants appelez*" qui ne pouvaient que conforter leurs positions, alors qu'il aurait fallu appeler les travailleurs à s'auto-organiser dans l'unité, afin de briser le carcan des appareils dans lequel chaque mobilisation a été soigneusement étouffée. En s'adressant à ces dirigeants, on les légitimait et pas autre chose. De la même manière qu'avec quelques décennies de retard vous avez fini par laisser tomber le mot d'ordre de gouvernement des partis pourris du mouvement ouvrier, et bien laisser tomber son équivalent sur le plan syndical, le mot d'ordre de front unique sous la direction des Thibault, Mailly, Chérèque, etc., et vous verrez que le mouvement ouvrier s'en portera mieux.

Ces incantations étaient misérables, mais toutefois pas totalement inutiles, puisque finalement les confédérations finiront par réaliser l'unité... avec Sarkozy et le Medef contre la classe ouvrière. On se demande si cela leur servira de leçon. On nous répliquera : et le CPE alors ? Quelle bonne blague, il existe plus d'une vingtaine de types de contrats précaires, donc un de plus ou un de moins, où est la différence ? Cessons de nous leurrer, bordel ! 700 000 stagiaires payés des clopinettes, des centaines de milliers d'apprentis payés avec un lance-pierres, cela vous ira ou il faut en rajouter ?

Qu'est-ce que signifie s'adresser aux dirigeants ? Au-delà du fait qu'on les légitime à leur poste, cela signifie qu'on attend tout d'eux, qu'ils détiennent le pouvoir sur le mouvement ouvrier, donc le discours qui consiste à dire qu'il faut renforcer la mobilisation pour les faire céder est à double tranchant, car à défaut de céder au bout de plusieurs semaines de mobilisation, malgré son amplification, on en arrivera facilement à la conclusion que puisque tout dépend d'eux et qu'ils ne cèdent pas, cela ne sert à rien de continuer à se mobiliser. Certains travailleurs en arriveront même à penser qu'il ne sert à rien de se mobiliser tout court.

Un mouvement social engagé n'étant pas structuré sur le plan national, nous n'avons finalement rien à opposer aux dirigeants traîtres qui eux disposent de puissants appareils pour le fourvoyer, le diviser et finalement le liquider. Nous n'avons rien à lui opposer en terme d'organisation, les travailleurs sont toujours isolés dans leurs entreprises même s'ils se retrouvent un jour ensemble dans une manifestation. Par conséquence, il ne faut pas attendre que la mobilisation des travailleurs soit effective pour réaliser qu'on est de nouveau confronté à l'obstacle des appareils, c'est dès le départ qu'il faut forger l'unité de la classe ouvrière pour que le moment venu elle puisse submerger les appareils et conserver le contrôle de son mouvement. Les comités d'unité devraient avoir une existence permanente, cette idée reste à développer.

C'est la classe ouvrière qui doit être à l'initiative de toute mobilisation, qui doit la contrôler par le biais de ces comités d'unités qui rassemblent des militants de tous les syndicats et de tous les partis ouvriers. Pourquoi n'y arrive-t-elle pas ? C'est à cause de la dispersion et la division de nos forces qui demeurent un obstacle à la coordination des combats engagées, que les Thibault peuvent les contrôler.

Compte tenu de la nature sociale des appareils inféodés au capitalisme, le rôle des dirigeants syndicaux devraient se limiter à être les porte-parole des mouvements socaux engagés et pas davantage, à défaut de pouvoir les chasser des syndicats. S'ils refusent de remplir cette fonction, sans qu'on leur demande quoi que ce soit évidemment, de notre côté on doit continuer dans l'unité à organiser les travailleurs sur la base de leurs revendications.

Plusieurs intervenants ont exprimé l'idée que la rupture entre les dirigeants syndicaux et la base des militants conduisait à la révolution. Elle est certes nécessaire, mais insuffisante et j'explique pourquoi (la rupture).

Si la rupture d'un certain nombre de militants avec les appareils constitue une indication précieuse et un pas important en avant, cependant elle n'est pas suffisante pour chasser les dirigeants des syndicats, ce qui signifie d'une part que la majorité des adhérents des syndicats se reconnaissent toujours dans leurs dirigeants, et d'autre part, rien ne dit forcément qu'ils aient adopté une ligne politique en rupture avec le capitalisme, car si tel était le cas, plus rien ne les empêcherait de se rassembler pour combattre ensemble les directions des syndicats, or on assiste exactement au contraire à travers la création de regroupements de militants syndicaux, ces militants s'appliquant à reproduire les divisions qui existent déjà dans le mouvement ouvrier, donc on ne voit pas très bien en quoi ils oeuvrent à son unité à la fois contre les appareils et le gouvernement.

Je ne dispose pas de suffisamment d'informations sur ce qui se passe précisément dans les syndicats pour pousser plus loin mon analyse. Comment se développe l'opposition à la politique des dirigeants dans les syndicats ? A quel degrè existe-t-elle, qu'est-ce qu'elle représente numériquement ? Dans quels secteurs d'activité ? Etc.

J'ai l'impression que certains militants se rendent compte soudain que tout fout le camp à une cadence effrénée, alors que la majorité de la classe est loin de réagir, et qu'ils ne comprennent pas très bien pourquoi les choses se passent ainsi, les phrases apprises par coeur dans des livres ne suffisant pas à l'expliquer ni à comprendre la situation. J'ai ma petite idée sur la question, je l'ai déjà évoquée à plusieurs reprises dans le site.

Ne serait-ce pas le degré de subordination au capitalisme des travailleurs qui rend les choses si compliquées en apparence ? Ne s'est-on pas fourvoyé pendant des décennies ? N'est-ce pas le résultat du front unique employé sans discernement qui a

certes permis parfois une amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière, mais conduisant à mieux l'amarrer au char du capitalisme puisque ces combats n'étaient pas reliés à l'objectif d'en finir avec le capitalisme ? N'a-t-on pas prévilégié la recherche de résultats immédiats sans se soucier le moins du monde des conséquences qui pourraient en découler ? N'a-t-on pas privilégié le mouvement spontané des masses en abandonnant en cours de route l'objectif final du combat du mouvement ouvrier ? Ne reproduisons-nous pas pour la énieme fois les erreurs du passé ? N'a-t-on pas habitué la classe ouvrière à s'en remettre aux négocations pour recevoir les miettes tombées de la table des capitalistes ? Dites-moi franchement en quoi la multitude des combats engagés par la classe ouvrière au cours des 60 dernières années a-t-elle favorisé sa prise de conscience qu'il fallait liquider le capitalisme ? En rien, absolument rien camarades, voilà ce que certains découvrent, pendant que d'autres s'en étonnent sans comprendre réellement pourquoi.

Continuons comme si de rien n'était et vive la barbarie ! Voilà ce que j'ai à dire à ceux qui refusent de regarder la réalité en face.

Une seule dépêche.

La chasse aux cambrioleurs, un prétexte pour renforcer la surveillance du territoire.

Hortefeux compte «*tripler le nombre de caméras de surveillance sur la voie publique*», vantant leur «*pouvoir de dissuasion*», mais aussi leur intérêt pour identifier les auteurs . Leur nombre passera donc de «*20 000 à 60 000, d'ici à 2011*», précise-t-il.

«*Je ne suis pas de ceux qui vont trouver des circonstances atténuantes aux voyous. Ce n'est pas parce que notre pays est frappé par la crise mondiale que certains comportements peuvent être excusés*».(lefigaro.fr 18.08)

Vous croyez qu'il voulait parler des banquiers et des patrons des grandes entreprises ?

Le 20 août

Pas le temps de causer, j'ai commencé à envoyer mes lettres aux différentes autorités ici et je dois impérativement terminer ce boulot colossale avant demain soir, pas moins de 15 lettres en anglais, parfois 4 pages, plus des photos encore à scanner et imprimer, des mails de présentation et personnalisés à rédiger, aller acheter des enveloppes, rechercher des adresses postales sur le Net ou à droite et à gauche, etc. La page Internet que j'ai créée fonctionne, les photos sont horribles mais je n'ai pas le temps de faire mieux.

J'ai reçu un courriel d'un camarade du POI, je lui répondrai demain. J'ai préparé deux autre articles sur deux articles du dernier IO que j'ai reçu hier, un sur le syndicalisme et l'autre sur le parti bochevik. J'ai aussi écrit la suite de mes réflexions après la déclaration de Xavier Mathieu, la suite d'hier.

Voilà. Bonne journée à tous, lisez les articles économiques, vous allez voir qu'ils sont dans une sacrée merde et qu'ils commencent à dire qu'ils ne savent pas trop comment la suite va se passer ni si un jour ils en verront le bout, ce qui confirmerait l'hypothèse que j'ai émise ici. La déclaration du FMI est teintée d'incertitudes. Populariser le socialisme, expliquer le fonctionnement du capitalisme, rendre l'espoir aux masses qu'un avenir meilleur est possible, voilà notre tâche la plus urgente.

Le 21 août

Le server qui héberge le site était encore en "service" hier, je n'ai pas vérifié avant d'écrire cette causerie, donc inaccessible. Vous trouverez la causerie de la veille plus loin.

Mathieux reproche à B. Thibault de s'accommoder du capitalisme, il n'a pas compris que si Thibault agit de la sorte, c'est parce qu'il sait que c'est l'état d'esprit dominant dans la classe ouvrière y compris dans la CGT et les autres syndicats. Que Thibault soit un lieutenant de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier, nous le savons, mais c'est une autre question.

Un internaute a reproché à X. Mathieux de ne pas s'en être aperçu plus tôt. Il en a parfaitement le droit, car le délégué syndical X. Mathieux ne s'était pas trop préoccupé de la marche de son syndicat et des discours nauséabonds de ses dirigeants jusqu'à présent, sinon il n'aurait pas eu cette réaction soudaine ou il l'aurait eu bien plutôt pour aider ses camarades à y voir plus clair dans le jeu cynique de la direction de la CGT.

Cela me fait dire que je ne m'étais pas trompé en affirmant que les syndiqués n'étaient pas forcément les couches les plus conscientes de la classe ouvrière, parce qu'ils étaient gangrenées par le réformisme et le corporatisme, il n'y a donc rien d'étonnant

à ce qu'ils soutiennent les Thibault, Mailly, Chérèque, etc. Qu'est-ce que vous voulez camarades, pour que ces salopards soient élus à la direction des syndicats, il leur faut bien une base qui les soutienne, aussi difficile et désagréable que ce soit à admettre, il faut regarder la réalité en face.

Je soupçonnais depuis un moment que les éléments de la classe ouvrière les plus déterminés à combattre le capitalisme ou susceptibles de rompre avec lui à force de recevoir des mauvais coups, ne se trouvaient pas (forcément) dans les syndicats tels qu'ils sont aujourd'hui, tels qu'ils sont depuis des lustres. J'ai envie de dire qu'on en a la preuve quotidiennement, mais que personne ne veut se pencher sérieusement sur cette question...

S'il suffisait d'être syndiqué pour avoir véritablement une conscience de classe, cela se saurait et surtout cela se verrait, or, c'est tout autre chose que nous pouvons observer. Cela fait partie des idées reçues ou des idées erronées colportées sans le moindre discernement. Ce n'est pas parce qu'on adhère à un syndicat que l'on a rompu avec le capitalisme ou que l'on serait prêt à rompre avec lui, ceux qui colportent le plus souvent implicitement cette idée sont des faussaires et des manipulateurs, cela ne sert finalement qu'à justifier l'orientation politique de leur parti dont le front unique, on va y revenir. Y compris le type de parti qu'ils construisent.

Je me disais que si demain Thibault était en minorité, il y en aurait qui s'empresseraient de crier victoire sans trop réfléchir plus loin, sans se demander sur quelle base il serait minoritaire. Pauvre pommes, dans la situation actuelle, si j'ai bien saisi l'état d'esprit de la majorité de la classe ouvrière, ce serait forcément sur une base réformiste qui nous conduirait une fois de plus dans une impasse et préparerait le terrain au retour... des Thibault et Cie qui n'auraient pas dit leur dernier mot. A moins que la situation économique n'empire, ce qui n'est pas à exclure et cela contribuerait à renforcer à l'opposé l'aile la plus anticapitaliste du syndicat, pour l'instant nous n'en sommes pas encore là, chaque chose en son temps.

Même si les choses se produisaient ainsi, cela ne signifierait pas pour autant que la majorité de la classe ouvrière serait enfin prête à rompre avec le capitalisme, or c'est la condition préalable pour que sur le plan politique soit posée la question politique du pouvoir qui conditionne la remise en cause des fondements du capitalisme, car la solution à la crise du capitalisme devra passer par la compréhension par les masses qu'il est indispensable d'en finir avec le capitalisme le plus tôt possible.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le POI, le NPA et LO ne mettent pratiquement jamais en avant leurs programmes qui sont remplacés par le front unique en direction des élus ou/et des dirigeants des autres partis. C'était déjà vrai du temps du PT, moins à la LCR dont on se demandait si elle avait vraiment un programme.

On ne combat pas pour construire un parti, on combat pour réaliser l'unité des partis dont certains n'ont d'ouvrier que le nom. On ne diffuse plus les idées du socialisme, à quoi bon ! La nécessité de la révolution, de renverser le régime, de prendre le pouvoir y compris par la force, vous n'y pensez pas simple d'esprit que vous êtes ! On ne combat pas pour liquider le capitalisme et les institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, ce sont des objectifs tellement lointains ! On n'ose même pas dire que Sarkozy, son gouvernement et l'Assemblée nationales sont minoritaires et illégitimes, à quoi cela servirait-il puisqu'on n'aurait actuellement aucune alternative immédiate à leur opposer.

Parce que d'un coup de baguette magique, le jour où les masses déferleront spontanément, elles se réapproprieront le socialisme, comme d'un simple coup d'oeil elles sauront forcément ce qu'elles ont à faire, évaluer les obstacles, trouver les solutions pour les abattre ou les contourner, définir les différents objectifs politiques à atteindre, bref, c'est tellement évident, n'est-ce pas ? Les choses ne se sont jamais déroulées ainsi, peu importe, qui se pose la question franchement, qui le sait réellement, qui cela intéresse-t-il ce genre de questions ? Personne, sauf des illuminés dans mon genre et quelques gauchistes. Populariser le programme de la révolution socialiste internationale, mais vous êtes fou, vous êtes complètement déconnecté de la réalité mon pauvre ami, vous voulez effrayer les travailleurs qu'on a tant de mal à organiser ou quoi ? Même votre drapeau vous le gardez soigneusement rangé dans un placard, mais attention aux mites quand même !

Parlons-en des travailleurs, si vous les organisez et que cela ne débouche pas sur une élévation de leur niveau de conscience politique, que cela ne se traduit pas par la construction du parti sur des bases politiques correctes, vous vous serez dépensés en pure perte de temps, d'énergie et d'argent. Au fait, votre front unique qui a remplacé le programme de la révolution socialiste, en quoi a-t-il permis à la classe ouvrière de dissiper ses illusions dans le capitalisme, en quoi a-t-il permis de construire le parti en 60 ans ? Absolument rien !

Vous savez ce qui les aider à se défaire de leurs illusions dans les appareils traîtres ? La politique réactionnaire qu'ils ont mis en oeuvre quand ils étaient au pouvoir, et non votre front unique qui n'a jamais été plus loin que des gesticulations sans lendemain, qui finalement n'a joué à côté qu'un rôle secondaire.

Du berceau à la tombe ou à la petite boîte, le front unique serait la seule tactique possible. Vous êtes prévenus. Cela me fait penser à des gens qui voudrait escalader un mur et atteindre le sommet, alors qu'il s'élève toujours plus haut au fur et à mesure de leur ascension. Le symptôme le plus visible de la décomposition du mouvement ouvrier réside encore dans la multiplication à l'infini des regroupements de militants, d'une poignée à quelques milliers.

Un parti ne fait plus l'affaire, un autre se crée et prend le relais, c'est ainsi que le PG prend la suite du PS par exemple, je simplifie. Des militants s'opposent à la ligne politique de la direction de leur parti, ils sont virés ou conduits à démissionner et à former leur propre groupe, et ainsi de suite. Cela tourne au ridicule, au grotesque, et le front unique s'avère totalement impuissant face à cette situation. A situation nouvelle ou inédite, remèdes nouveaux nous dit-on, chacun y allant de sa petite invention, histoire de diviser encore davantage nos rangs.

Les dirigeants reproduisent inconsciemment les idées qu'ils sont censés combattre. Ils ne savent plus très bien à quels saints se voués, alors ils se rabattent sur n'importe quoi, Jaurès, Bakounine ou Guevara, ils ont les yeux constamment braqués sur le passé, alors qu'il faudrait les fixer davantage sur le futur. Ils me font penser à une pauvre chèvre qui face à un loup baisserait la tête ou reculerait sans cesse en pensant qu'ainsi le loup ne la dévorera pas, elle se trompe lourdement. Je crois me souvenir que face à un chien ou un lion prêt à vous bondir dessus, la meilleure attitude est de le regarder dans les yeux et de lui tenir tête, pour le faire douter de sa force et ainsi le faire renoncer à son projet.

Nous, nous baissons la tête, nous courbons l'échine de compromis en compromis sur les principes, le programme, le parti, nous reculons sans cesse, certes (pour certains) nous conservons peut-être les mêmes idées, mais finalement cela ne sert à rien, nous n'avancons pas d'un millimètre par décennie, nous en sommes toujours au même point. C'est du bout des lèvres qu'ils soutiennent les ouvriers virés qui recourent à la violence, quand ils ne condamnent pas ouvertement celles des jeunes au bord du désespoir et sans avenir dans cette société.

Ils ont appelé Ground zéro l'endroit où se situaient les deux tours du Word Trade Center à New York, si on continue dans la même voie, c'est le surnom qu'on pourra bientôt donner au mouvement ouvrier en France.

Les dépêches.

Heures supplémentaires : sur un an -30% dans l'ensemble de l'industrie.

Le nombre d'heures supplémentaires déclarées par les entreprises dans le cadre de la loi TEPA a baissé de 10% sur un an, selon les données pour le deuxième trimestre 2009 rendues publiques jeudi par l'ACOSS. Ce "net recul", qui touche la plupart des secteurs d'activité et la majeure partie du territoire, est plus sensible dans l'industrie, notamment dans la métallurgie et l'automobile.

Au deuxième trimestre, le montant des exonérations TEPA accordées par les entreprises atteint 666 millions d'euros. Cela représente un total de 165 millions d'heures supplémentaires, soit, en données brut, le même niveau qu'au premier trimestre, précise l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), l'organisme qui centralise les cotisations sociales. C'est une moyenne de 8,8 heures supplémentaires par salarié contre 9 au trimestre précédent.

Sur un an, la baisse s'accentue: elle atteint -10% au second trimestre après -4,3% au premier trimestre.

Sur un an, la baisse est nette dans la métallurgie (-34,8%), la fabrication de matériel de transport (-31,7%) et la fabrication d'équipements électriques (-31,2%). Dans le secteur tertiaire, elle atteint 7,4%. La diminution est "particulièrement forte" dans les activités de services administratifs qui comprennent l'intérim avec -30,8%. En revanche, les activités informatiques (+20,9%), la santé (+14,4%) et les activités financières et d'assurance (+10%) enregistrent des "hausses significatives" du nombre d'heures supplémentaires. (AP 20.08)

Etats-Unis

Chômage toujours en hausse. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 15 août, à 576.000 contre 561.000 (révisé) la semaine précédente, annonce le département du Travail. (Reuters 20.08)

Toujours plus de pauvres.

Le nombre de pauvres -et partant d'Américains non-assurés- est en augmentation, avec plus de 38,8 millions de personnes. Rebecca Blank, sous-secrétaire au Commerce chargée des affaires économiques, a livré ce chiffre à l'Associated Press.

Notant que ces chiffres ne sont pas définitifs, elles souligne cependant une augmentation "statistiquement importante" des personnes sous le seuil de pauvreté, à au moins 12,7%. Ce qui représenterait un accroissement de plus de 1,5 million de personnes l'année dernière.

Elle a estimé que le taux de pauvreté pourrait atteindre 14,8% si le chômage atteint les 10%, comme le prédisent certains analystes, ce qui représenterait quasiment un Américain sur sept.

Le niveau officiel de pauvreté est fixé à un revenu annuel de 21.203 dollars (14.912 euros) pour une famille de quatre personnes,

et 13.540 dollars (9.521 euros) pour une famille de deux personnes. (AP 20.08)

Toujours plus de saisies de logements.

Le nombre d'Américains qui ont vu leur logement saisi pour défaut de paiement ou sont en retard sur le remboursement de leur crédit a atteint des sommets -plus de 13%- au deuxième trimestre 2009, selon les chiffres publiés jeudi par la fédération des banques spécialisées dans l'immobilier. Et des milliers de personnes continuent de perdre leur emploi chaque jour aux Etats-Unis.

Les chiffres de la Mortgage Bankers Association sont tirés par les emprunts à taux fixe, et non par ceux à taux variable, les "subprimes" à l'origine de la crise du crédit. En juin, plus de 4% de tous les emprunteurs faisaient l'objet d'une saisie, et environ 9% étaient en retard d'au moins une échéance.

Les Etats les plus durement touchés par les saisies restent la Californie, le Nevada, l'Arizona et la Floride, qui représentent 44% des nouvelles saisies aux Etats-Unis. Près de 12% de tous les crédits immobiliers contractés en Floride et 9% de ceux du Nevada font l'objet d'une procédure de saisie.

Le programme fédéral "Making Home Affordable", destiné à empêcher les ménages de perdre leur logement, n'a pas décollé: seuls 10% des emprunteurs répondant aux critères y ont recours, selon les données de juillet. (AP 20.08)

Etat de la crise.

Ils veulent y croire.

Les pays développés sortent peu à peu de la plus grave récession vécue depuis des dizaines d'années, mais les perspectives restent ternes et les taux d'intérêt resteront au plus bas une grande partie de l'année prochaine, montre une enquête réalisée par Reuters auprès de 250 économistes.

Depuis la mi-mars, investisseurs et traders ont largement anticipé la question de la reprise, faisant grimper les indices boursiers mondiaux de près de 50%. Mais beaucoup de prévisionnistes préfèrent jouer la carte de la prudence lorsqu'il s'agit d'évoquer 2010.

"Les avis de décès de l'économie mondiale étaient exagérés, mais nous ne devons pas nous attendre pour autant à un bulletin de santé parfait", commente Marco Annunziata, chef économiste d'UniCredit. "Les dernières statistiques apportent du soulagement, pas d'euphorie."

Ils sont nombreux à prévenir qu'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions péremptoires du rebond surprise de la croissance de 0,3% des PIB allemand et français au deuxième trimestre.

A l'exception des deux premières économies de la zone euro et du Japon, la contraction reste la règle dans les économies développées et, dans l'ensemble, le chômage continue de monter et de menacer la consommation.

Aux Etats-Unis également, les perspectives restent peu réjouissantes. La médiane des estimation sur les risques que la récession actuelle se transforme en récession en W, une contraction suivie d'un rebond et d'une nouvelle contraction, atteint 25%.

Les experts prédisent en outre que le taux de chômage devrait atteindre 10% dans les mois à venir, contre 9,4% actuellement.

Reste que les prévisions sur l'évolution du PIB américain en 2009 sont de moins en moins pessimistes. (Reuters 20.08)

Réduction des coûts par la mise au chômage de millions de travailleurs, pendant que les autres continuent de consommer, c'est basique, mais ils n'ont rien de mieux. Ce n'est pas qu'ils manqueraient d'imagination, mais bien plutôt de solutions pour sortir de cette crise.

Une fois le déstockage touchant à sa fin, la vie continue donc les entreprises se remettent à passer des commandes. Voilà sur quoi repose l'embellie qui pourrait bien être que provisoire, il suffit de si peu pour que l'ensemble de l'économie mondiale bascule dans le chaos. Vous aurez remarqué avec quelle extrême prudence ils analysent la situation. Parce qu'ils sont totalement incapables de prédire la suite.

Fort recul de la production mondiale d'acier.

La production mondiale d'acier a reculé de 11,1%, en juillet par rapport au même mois de l'année dernière, à 103,9 millions de

tonnes, révèlent les chiffres de l'Association mondiale de l'acier.

La Chine, premier producteur et plus gros consommateur d'acier du monde, a augmenté sa production de 12,6% en juillet par rapport à l'année précédente, avec 50,7 millions de tonnes, inversant ainsi la tendance observée au cours des mois précédents. (Reuters 20.08)

Le 22 août

J'ai mis en ligne l'article sur le syndicalisme, je n'ai pas eu le temps de faire plus, la suite en fin de journée ou plus vraisemblablement demain.

Bon week-end à tous.

Le 23 août

Un camarade de la CGT m'a communiqué les adresses des portails de plusieurs regroupements de militants de la CGT combattant pour un syndicalisme de classe et de masse, vous les connaissez peut-être déjà : http://www.cgt-luttedeclasse.org ; http://ouvalacgt.over-blog.com ; http://www.cl-cgt.fr ; http://www.frontsyndical-classe.org ; http://lacgtarrive.over-blog.com

N'étant pas sur place, il m'est difficile d'intervenir sur le combat qui se mène dans la CGT et sans doute dans l'ensemble des syndicats contre les directions inféodées au capitalisme.

Etant donné que je n'ai qu'Internet comme seul instrument d'information et de combat, à la longue mes yeux que je mets à rude épreuve finissent par fatiguer, je dois donc faire des choix et me consacrer à ce qui me semble être l'essentiel.

Il est vrai que l'approche du 49e Congrès de la CGT nécessite que tous les militants participent à la discussion sur l'orientation de sa direction et l'avenir de ce syndicat, j'y consacrerai donc plus de temps dans les mois à venir.

L'URCF, dans son journal de mai-juin 2009, rappelait à juste titre dans un article consacré à la CGT que "*La suppression, en 1995, de l'article 1 des statuts qui stipule que «la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange», a liquidé l'identité anti-capitaliste de l'organisation.*"

Cela remonte déjà à 14 ans. En réalité, la suppression de cet article était l'aboutissement logique de 50 ans de collaboration de classes et témoignait que l'emprise de la bureaucratie stalienne sur la CGT n'avait jamais cessé, malgré son impuissance à empêcher de plus en plus de militants de critiquer et combattre ouvertement son orientation liquidatrice.

Cette décision n'est pas intervenue à n'importe quel moment, elle fut sur le plan du syndicalisme l'écho ou la traduction de la politique de collaboration de classe mise en oeuvre jusqu'au sommet de l'Etat et consacrée par l'existence du gouvernement Chirac-Jospin-Buffet-Mélenchon-Voynet.

Elle s'incrivait dans un contexte marqué par l'accélération de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale (1990) et la désagrégation de l'URSS (1991) et ses satellites, le capitalisme se sentant pousser des ailes mais surtout pressé de passer à la vitesse supérieure dans son combat contre la classe ouvrière pour lui reprendre les droits ou acquis sociaux qu'il avait dû lui concéder au lendemain de la Seconde guerre mondiale, avec l'adoption du traité de Maastrich (1992) il avait indiqué clairement quelle orientation politique lui servirait désormait de repère pour mener son offensive tout azimut contre l'ensemble du prolétariat à partir de l'Union européenne, en France et dans l'ensemble des pays de l'UE.

Avec la liquidation des acquis de le révolution d'Octobre, les capitalistes décidèrent que le spectre du communisme qui les hantait jusque là, ne constituerait plus véritablement un danger avant longtemps, que leur propagande relayée par l'ensemble des médias et leurs valets dans les partis se réclamant de la classe ouvrière et des syndicats ferait le reste, bref qu'ils disposaient dorénavant d'un boulevard devant eux pour liquider un par un les services publics et tous les droits de la classe ouvrière.

Une fois la classe ouvrière privée de toute issue politique, désarmée théoriquement et politiquement, les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière participant au plus haut niveau de l'Etat à la gestion de la société pour le compte du capitalisme, il ne leur restait plus pour parfaire ce disposif de guerre contre le prolétariat, qu'à y associer encore davantage les syndicats, ce qui fut fait d'une certaine manière en 1995 pour ce qui concerne la CGT, par la suppression de l'article 1 de ses statuts. Le ralliement officiel de la CGT au capitalisme confirmait ainsi l'orientation politique de sa direction et témoignait de sa volonté

d'aller encore plus loin dans la collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement, autrement dit le corporatisme et la soumission de la classe ouvrière au capitalisme.

Depuis, l'opposition au cours liquidateur impulsé par la direction de la CGT a commencé à se structurer à travers divers regroupements de militants restés fidèles à un syndicalisme de lutte de classe. En principe, à l'étape suivante ils devraient regrouper leurs forces s'ils veulent vraiment constituer une opposition crédible face aux lieutenants de la bourgeoisie qui continuent de contrôler le syndicat.

Cette nouvelle étape, c'est dès maintenant qu'il faut la franchir, pour ne pas dire qu'elle aurait déjà dû être franchie plus tôt et qu'il est peut-être déjà trop tard pour le 49e Congrès, je ne sais pas si les élections de délégués ont déjà commencé.

La constitution d'un front uni de tous les syndicats et militants qui sont présents dans ces regroupements sur une orientation claire opposée à celle de Thibault, permettrait de créer une dynamique à l'intérieur du syndicat et de fédérer, de regrouper l'ensemble des syndiqués éparpillés dans les entreprises qui partagent leur appréciation sur la politique mise en oeuvre par la direction du syndicat sans qu'ils aient pu s'exprimer jusqu'à présent ou se faire connaître. Une telle structure redonnerait espoir à des dizaines et des dizaines de milliers de syndiqués dégoûtés par les compromis infâmes passés par Thibault avec le Medef et le gouvernement.

Si maintenant ces regroupements de militants s'avèrent incapables de s'entendre entre eux parce qu'ils reproduisent à l'infini les désaccords qui existent entre les différents partis ouvriers qui les influencent, ils passeront à côté de l'opportunité que leur fournit la cris actuelle du capitalisme et seront dans l'impossibilité de faire entendre leur voix lors de ce congrès.

Ceux qui nous bassinent à longueur de temps avec l'unité, avec le front unique ou le front unique ouvrier, sont les premiers à montrer le mauvais exemple à la classe ouvrière en se divisant, à croire qu'il serait justifié au-delà d'un militant de créer un second regroupement, je ne caricature pas, c'est malheureusement la réalité. Je pense que tant qu'ils n'auront pas réussi à régler ce problème, il sera impossible de combattre efficacement la direction de la CGT.

Ils se réclament tous des mêmes principes si j'ai bien compris, mais ils en donnent une interprétation différente, à croire là encore qu'il existerait autant d'interprétations possibles du capitalisme qu'il existe de militants ! Il était apparemment plus facile de se retrouver dans le même syndicat ou le même parti lorsque la théorie marxiste influençait le mouvement ouvrier.

Sans théorie, le mouvement ouvrier est comme une girouette livrée à tous les vents, il s'oriente dans toutes les directions sans forcément trouver la bonne ou sans qu'aucune ne domine les autres. Les uns et les autres s'évertuent à défendre leurs propres vérités parce qu'ils sont sous l'influence des idées dominantes qui ont cours dans la société, alors qu'en réalité chacun en détient une parcelle, au lieu de les mettre en commun, c'est dommage.

Si notre combat consistait à relier les attaques du patronat et du gouvernement contre nos droits ou nos acquis économiques ou sociaux aux conditions objectives qui en sont à leur origine (les fondements du capitalisme et ses lois internes de fonctionnement), la nécessité de l'abolition du capitalisme coulerait de source, ainsi que celle des institutions politiques au service du capital. N'est-ce pas notre objectif commun de les abolir tous les deux par la voie révolutionnaire ?

Un dernier mot, je n'ai pas eu le temps de faire le reste de mon boulot. Bon dimanche.

Quelques dépêches.

Attention il mord !

Brice Hortefeux, qui promet un "*coup de collier*" contre la délinquance, annonce le recrutement de 900 "*cadets de la République*" d'ici à la fin de l'année, ainsi que de 1.500 membres des forces de l'ordre. (Reuters 20.08)

La naïveté du roquet face aux mollahs.

Bernard Kouchner a déclaré vendredi qu'il faudrait "*peut-être attendre plus longtemps*" qu'espéré le jugement de la jeune Française Clotilde Reiss en raison "*peut-être aussi de la mauvaise volonté politique*".

Quand dictature et business font bon ménage.

La libération jeudi d'Abdelbaset al-Megrahi pour raisons de santé suscite toujours autant de remous. Après les protestations de Londres et Washington, le fils du colonel Kadhafi, Seïf Al-Islam, a affirmé que le dossier al-Megrahi était au coeur des contrats commerciaux conclus avec la Grande-Bretagne.

«*Dans tous les contrats commerciaux, de pétrole et de gaz avec la Grande-Bretagne, (M. al-Megrahi) était toujours sur la table des négociations*», a déclaré Seïf al-Islam dans une interview diffusée vendredi soir sur sa chaîne Al-Motawassit ("La Méditerranée") lancée jeudi. Le gouvernement britannique a aussitôt démenti ces affirmations.(Libération.fr 22.08)

Encore infiniment trop !

Depuis les années 1970, le fossé qui les sépare du reste de la population n'a cessé de s'agrandir, à tel point qu'en 2006, la concentration de richesses chez les 1% les plus riches avait atteint un niveau sans précédent depuis les années 1920.

L'année dernière, le nombre d'américains dont la fortune dépasse les 21 millions de dollars a baissé de 24%, selon une étude. Les très grandes fortunes comme Bill Gates, Warren Buffet ou encore les fondateurs de Google ont tous perdu des milliards l'année dernière, selon le magazine Forbes. L'exemple le plus frappant est celui de John McAfee, le fondateur des logiciels antivirus éponymes, qui ne détient «*plus que*» quatre millions de dollars, après avoir vu sa fortune culminer à plus de 100 millions. (Slate.fr 20.08)

Le capitalisme : la barbarie !

Des parlementaires ont confirmé qu'un rapport interne du gouvernement américain rédigé en 2004 faisait état des méthodes d'interrogatoire de la CIA, citant l'emploi d'une arme à feu et d'une perceuse électrique pour menacer des prisonniers, a appris l'Associated Press. (AP 21.08

Le capitalisme : la faillite et le chaos !

L'administration Obama table sur un déficit fédéral de 9.000 milliards de dollars (6.283 milliards d'euros) au cours des dix prochaines années, soit 2.000 milliards de dollars (1.396 milliards d'euros) de plus que prévu, a-t-on appris vendredi auprès de la Maison Blanche. (AP 22.08)

Le 24 août

Leur regard sur la situation.

La hausse du chômage, couplée au retour prévisible de l'inflation après l'été, menace selon les économistes de faire flancher la consommation des ménages qui a été jusqu'ici le principal soutien de l'économie.

Le rythme de progression du chômage a certes ralenti depuis le début de l'année, mais les pertes d'emplois, touchant au départ les contrats précaires, affectent progressivement les contrats à durée indéterminée, ce qui risque d'avoir un impact plus négatif sur les dépenses de consommation.

"Et si la demande n'est pas au rendez-vous, l'ajustement du marché du travail se poursuivra", explique Bruno Cavalier, économiste chez Oddo.

Dans l'industrie, le restockage en cours après le choc de l'hiver 2009 fait remonter la production mais les carnets de commandes restent déprimés, comme l'a montré l'enquête de juillet de l'Insee dans le secteur.

Les ménages ont certes un taux d'épargne élevé, proche de 16%, mais la détérioration des finances publiques peut les inciter à rester prudents même si le gouvernement proclame qu'il n'augmentera pas les impôts.

"Il est possible de citer une vingtaine de risques majeurs qui pèsent sur l'économie mondiale et qui sont susceptibles de faire avorter l'amélioration du deuxième trimestre", prévient Nicolas Bouzou, du cabinet d'études Asterès. (Reuters 23.08)

On a bien compris que c'était la consommation qui permettait au capitalisme de pouvoir supporter cette crise, au capitalisme mondial avec l'existence d'un gigantesque marché de plus de 6 milliards de consommateurs potentiels, car même pauvre on consomme tout de même, peu ou très peu certes, mais le tout mis bout à bout, cela représente des sommes colossales à l'arrivée.

Touché, plombé...

Natixis reste encore plombée par d'importants actifs toxiques, estiment des analystes financiers.

A fin mars, le montant du portefeuille toxique de Natixis s'élevait à 33,7 milliards d'euros alors qu'à la même date, la banque affichait 13,5 milliards d'euros de fonds propres.

Plusieurs scénarii sont possibles, selon eux, comme la création d'une structure de défaisance avec garantie de l'Etat français ou le transfert des actifs toxiques de Natixis à sa maison mère, la nouvelle banque BPCE.

"En l'état, la revue stratégique, les précédentes recapitalisations et un nouveau plan stratégique ne suffiront pas", souligne Eric Vanpoucke, analyste bancaire chez Sal. Oppenheim. "La vraie question est de savoir ce qu'on fait des actifs toxiques de Natixis pour remettre, de manière permanente, le groupe sur de bons rails." (Reuters 21.08)

...coulé !

Guaranty, filiale de Guaranty Financial Group, est la 81e banque américaine à faire faillite cette année.

Outre Guaranty, trois autres banques régionales, plus petites, ont également été fermées vendredi: ebank (Georgie), Coweta (Georgie) et CapitalSouth Bank (Alabama).(Reuters 23.08)

Le bourbier afghan, suite.

La situation en Afghanistan est "sérieuse et se détériore", a affirmé dimanche l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major de l'armée américaine, trois jours après l'élection présidentielle dans le pays.

"(...) au cours des deux dernières années (...) l'insurrection talibane s'est renforcée et s'est sophistiquée", a-t-il déclaré à la radio américaine. (AP 23.08)

Le 25 août

Pas le temps de causer hélas, juste une chose à propos du site et quelques mots personnels pour soulager mon état d'excitation extrême.

Au total, il comporte aujourd'hui 125 dossiers et plus de 3100 fichiers, il est évident que si un problème existe avec l'un ou l'autre de ces fichiers, je ne peux pas m'en apercevoir puisqu'il faudrait que je me connecte sur le webb et que je les ouvre un par un, impossible pour une question de temps et d'argent car je paie chaque connection, il n'existe pas ici de forfait illimité. Donc ayez l'obligeance de bien vouloir me signaler chaque problème.

Vous aurez remarqué que j'ai continué à actualiser le site pratiquement tous les jours au mois d'août, donc j'ai abandonné l'idée de faire mes travaux. Je suis trop occupé avec mes propres affaires qui me rendent la vie insupportable.

A propos de l'Inde, comment peut-on prétendre qu'un pays qui comporte plus de 60% d'illettrés pourrait être démocratique ? Impensable ! Si l'on ajoute à cela la corruption généralisée et l'achat des voix par les partis politiques à chaque élection, il ne peut pas en être autrement. Vous pouvez vous dire que sur environ 200 pays, les deux tiers sont exactement dans le même cas. Une question à creuser assurément.

J'ai l'impression que je ne suis pas prêt de m'en sortir, alors que je serais décidé à rentrer en France par le premier avion si c'était possible, j'en suis là. J'ai échaffaudé un plan pour me débarrasser de ma baraque, mais je dois attendre que les personnes intéressées reviennent de France en septembre en principe. Comme ils ne veulent pas me l'acheter parce qu'il me manque ce foutu papier qui ne sert à rien, je vais leur proposer à 2 millions de roupies au lieu de 4,5, je m'en tape du fric, s'ils refusent malgrè tout, je peux aussi leur proposer une location bidon sur 20 ou 30 ans pour faire distraction vis-à-vis des voyoux de mon village assortie d'une vente dont personne n'aura vent, toujours pour la même somme de 2 millions de roupies.

J'ai consulté la loi en vigueur, en principe ce n'est pas au bout de 10 mais de 12 ans qu'on peut obtenir automatiquement le papier qui me manque, un relevé du cadastre où figure les noms des propriétaires successifs. Or, nous avons acquis ce morceau de terrain il y a 10 ans seulement, il nous manque encore 2 ans, mais comme l'état de santé de Magueswary demeure préoccupant et que les acheteurs potentiels ne vont pas attendre deux ans, je n'ai pas vraiment le choix, je brade ! Cela me fait les pieds ! Voilà ce qui arrive lorsqu'il existe une contradiction entre la théorie et la pratique, entre mes idées et ma qualité de propriétaire.

Si j'avais pu louer l'équivalent, je l'aurais fait, on a quand même cherché pendant 4 ans un coin tranquille (sic!), mais cela fut impossible, en dix ans la location nous aurait coûté au moins 3 millions de roupies, le double de ce que nous avons en banque. Au total entre l'achat du terrain et les travaux de la baraque en ruine, on n'a pas dépensé plus d'1 million de roupies, 15 000

euros environ, c'était un bon calcul. Ce que j'ai négligé par contre, ce sont les papiers, j'aurais dû passer par un avocat ou un notaire, j'ai fait une grosse connerie que je paie 10 ans plus tard.

Mon penchant à faire confiance aux gens en général m'a trahi ou la confiance que j'avais en moi, les deux à la fois sans doute. Si j'avais repris le chemin de la lutte de classe un an plus tôt, cela ne serait pas arrivé, j'aurais été moins crédule, et surtout je n'aurais pas eu envie de moisir plus longtemps dans ce pays avec lequel je n'ai plus aucun point commun. On commet tous de terribles erreurs dans la vie quand on essaie de s'en sortir, l'essentiel est de s'employer à les corriger une fois qu'on en a pris conscience.

Je ne vous cache rien, je ne sais pas tricher, et à dire vrai, je n'en ai jamais ressenti vraiment le besoin, cela me répugne même si c'est pour la bonne cause (sauf envers un patron ou un flic évidemment, mais sans expérience il le flaire, car eux ils en ont les bougres !), je préfère encore me dévaloriser aux yeux des autres que de passer pour ce que je ne suis pas, à chacun ses principes et sa morale. Mais gare à celui qui m'abuse car je suis impitoyable ! J'ai beaucoup trop tendance à dire tout haut tout ce que je pense sans me méfier des gens à qui je m'adresse, du coup ils profitent de cette situation pour me tromper, alors que je les crois sincères. J'ai longtemps pensé que c'était une bonne technique pour leur faire dire également ce qu'ils pensaient, cela marche parfois, sauf que ce n'est pas souvent le cas en vérité, je l'ai appris à mes dépens ce qui m'a incité depuis à corriger ce fichu penchant sans tomber dans la paranoïa qui consisterait à se méfier de tout le monde, c'est finalement une question de mesure comme dans bien des choses. Sur le plan psychologique et de notre attitude quotidienne envers les autres, notre principale faiblesse réside dans le fait qu'on ne se voit pas, qu'on se perd de vue...

Vous voyez qu'on a toujours du travail à faire (sur soi-même) pour essayer de s'améliorer sur tous les plans, c'est important car cela rejaillit forcément sur le plan politique et sur notre comportement de militant. Avant d'être abusé par les autres, on se leurre soi-même, il faut le dire franchement, quand on a admis une fois pour toute ce principe, on se sent déjà un peu mieux dans sa peau, on est plus serein et plus équilibré, plus sûr de soi, on envisage l'avenir sous un autre angle et pour peu qu'on ait acquis une conscience de classe et qu'on l'entretienne par la pratique du militantisme, on peut donner un sens et une orientation à sa vie, en dernière analyse, aurait-elle vraiment une autre raison d'être pour être digne d'être vécue, je vous le demande ? Sur ce, cela ira mieux demain.

Quand monarchie, empire et république rimaient avec colonialisme et pillage.

La conquête des Antilles date de l'Ancien Régime. L'Algérie est un héritage de la monarchie de Juillet. Le Sénégal et la Cochinchine ont été annexés par Napoléon III. Mais pour l'essentiel, l'empire français est un acquis de la IIIe République. C'est entre 1880 et 1914 que la France s'est emparée de l'Afrique du Nord, des colonies d'Indochine, de l'Afrique-Equatoriale et -Occidentale.

Les conquêtes africaines et indochinoises de la République ont redonné le moral aux Français, après la défaite de 1870 et l'annexion par la Prusse de l'Alsace et de la Lorraine. (sans oublier celle de la Commune de Paris - lutte de classe)

En 1885, un âpre débat a opposé Georges Clemenceau et Jules Ferry à la Chambre. Le premier y dénonce les méfaits de la conquête coloniale. Il estime que la France doit tirer son renouveau d'elle-même plutôt que de risquer son prestige et ses deniers au-delà des mers. Ferry croit, lui, à la mission civilisatrice de son pays, matrice de la Révolution. Surtout, Ferry est obsédé par les besoins de la France en matières premières - pas seulement en caoutchouc. "*La politique coloniale, dit-il, est fille de la politique industrielle.*"

A la Chambre, le point de vue de Ferry l'a emporté, de peu. Colonisatrice jusque-là, la France est devenue colonialiste. (Le Monde 24.08)

Un rappel et des réflexions tirées d'un article consacré à *L'Exposition coloniale* d'Erik Orsenna, (Ed. du Seuil, collection "Points", 2006).

Le plus misérable et irresponsable de tous les records.

Avec un taux de fécondité qui dépasse deux enfants par femme, la France est restée, en 2008, la championne d'Europe de la natalité : elle est, avec l'Irlande, le pays de l'Union européenne où la fécondité est la plus forte.

Selon le bilan démographique de l'Insee, plus de 800 000 bébés sont nés sur le sol métropolitain en 2008, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1981. (Le Monde 24.08)

Comment cela : Mitterrand Sarkozy même méthode démagogique, même combat ? Diable, qui l'eut cru !

Mailly au chevet du système...capitaliste.

Evoquant les rémunérations des traders, M. Mailly déclare, dans un entretien publié mardi dans "Le Figaro", que "*la provision d'un milliard passée par BNP Paribas montre bien que rien n'a changé sur ce dossier*". "*Plusieurs pistes sont possibles pour les bonus : les supprimer, les taxer, les limiter Mais il faut faire quelque chose car aucun système ne peut plus vivre sans réglementation*", juge-t-il.

Sans manquer de rappeler que "*l'État a eu raison de sauver les banques*". (AP 24.08)

Heureusement que l'Etat (bourgeois), le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner était là pour venir au secours des banquiers, quel soulagement ! Honte à tous ceux qui n'osent pas voter contre les résolutions de la direction confédérale de FO et qui soutiennent ainsi Mailly !

Pourquoi ils ne sont pas prêts de s'en sortir, quelques éléments de réponse.

Les banques commerciales américaines et britanniques sont assises sur un baril de poudre. La poussée de la dette sur les cartes de crédit collectionnées jusqu'au vertige par les ménages lors du boom économique inquiète à Wall Street comme à la City.

La monnaie plastique a permis au ménage de vivre au-dessus de ses moyens. Ne pouvant plus supporter les remboursements obligatoires depuis que la banque a baissé le plafond des crédits de moitié, ce foyer de quatre personnes, qui a contracté un emprunt hypothécaire, est insolvable.

La dette moyenne au Royaume-Uni sur carte de crédit est actuellement de 6 956 livres. Les particuliers déclarés en faillite doivent quelque cinq milliards de livres, en particulier à BarclayCard et à MasterCard (Royal Bank of Scotland).

Aux Etats-Unis, la dette des particuliers est de 1 914 milliards de dollars (1 336,7 milliards d'euros) ; la dette moyenne d'un foyer de 8 329 dollars. Les engagements financiers représente 140 % des revenus des ménages. Cette bombe à retardement explique la langueur des titres d'établissements exposés comme Citigroup ou Bank of America, malgré les bons résultats de leur banque d'affaires en 2008-2009. Assureurs et fonds de pension qui, par le truchement de la titrisation, ont racheté de la dette sur carte de crédit, sont concernés. Quant à la hausse du chômage (9 % aux Etats-Unis et 7,8 % au Royaume-Uni), elle pénalise la capacité des ménages à honorer leurs dettes, et explique en grande partie l'explosion de la "dette plastique".

Lors des années de croissance, les consommateurs ont été encouragés à prendre des cartes de crédit sans vérifier s'ils pouvaient supporter les remboursements. Une pratique dangereuse, car aux taux d'intérêt quasi usuraires s'ajoutaient de gros frais forfaitaires.

Aujourd'hui, les banques serrent la vis en relevant le minimum à rembourser mensuellement. Les produits alléchants sont retirés pour éviter que les ménages ne financent leur endettement immobilier avec leurs cartes. L'heure est au refus des demandes de clients représentant des risques dépassant l'acceptable, voire au retrait unilatéral de la carte dans les trente jours. Il y a des dispositifs d'alerte en cas de hausse inattendue des dépenses des débiteurs.(Le Monde 24.08)

Quand le capitalisme rime avec faillite... et concentration du capital.

L'analyste Richard Bove de Rochdale Securities estime que 150 à 200 établissements bancaires américains pourraient encore faire faillite à cause de la crise.

Rappelons que 81 banques ont fait faillite en 2009, contre 25 l'année dernière et 3 en 2007.(Boursier.com 24.08)

La Chine premier exportateur mondial.

Les exportations de l'Allemagne et de la Chine ont été pratiquement équivalentes en dollars au premier semestre 2009, a annoncé lundi l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Allemagne est le premier exportateur mondial de biens depuis 2003.

L'Allemagne a exporté des biens d'un montant total de 521,6 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'année. En Chine, les exportations se sont élevées à 521,7 milliards de dollars. (Reuters 24.08)

Le 26 août

On fera un nouveau point sur la situation dans quelques jours.

Juste un mot : l'usine Molex est toujours fermée alors que la justice a déclaré illégale sa fermeture, mais apparemment cela ne choque personne, c'est normal : patron voyou et Etat voyou font bon ménage, il n'y a personne pour faire exécuter cet ordre de justice. Tandis que lorsque la justice déclare illégale une occupation d'usine par ses salariés, là l'ordre est exécuté manu militari par le préfet et les CRS.

Alors quand on lit dans une dépêche d'Associated Press du 25 :

"Le maire de Villemur-sur-Tarn, Jean-Claude Boudet, et les représentants syndicaux doivent être reçus à leur tour mercredi à Bercy par M. Estrosi. "*Le plus important, c'est l'avenir des Molex. Le gouvernement doit imposer à la direction de Molex le maintien de l'outil de travail*", a déclaré mardi à l'AP Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise.", il ne semble pas encore avoir compris que le gouvernement en avait rien à foutre de l'avenir des salariés de Molex, puisqu'il ne fait même pas respecter un ordre de sa propre justice, faut-il être borné au dernier degré pour ne pas le comprendre. Pauvre syndicalisme !

Un mot personnel. Suite à mes premiers envois de courriels à différentes autorités indiennes pour résoudre mon problème, j'ai reçu une première réponse d'une des instances les plus importantes du pays, le CBI qui a des pouvoirs aussi étendus que la Conseil d'Etat ou le Conseil constitutionnel en France : "Dear sir, Thanks for your mail. pl contact local police/DVAC/DT COLLECTOR, since CBI has no jurisdiction in this issue SP/CBI/CHENNAI.". Le DVAC est le bureau anti-corruption, quant au collector, c'est l'équivalent d'un préfet. Bref, ce n'est pas très encourageant.

Ce matin, j'ai envoyé mon courrier à une quinzaine d'adresses dont le Chief Minister du Tamil Nadu, on verra bien. Je leur ai tous communiqué l'adresse de la page Internet que j'ai créée et que j'ai actualisée hier : www.meltl.com/kottakuppam/kottakuppam.htm.

Les dépêches.

Tout pour les patrons : normal quoi.

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi le lancement d'un fonds de 210 millions d'euros pour soutenir les entreprises françaises confrontées à des difficultés de financement en raison de la crise. (Reuters 25.08)

Quand un milliard divisé par trois = 500 millions d'euros ou quand les bons comptes font les bons amis !

Lors d'une intervention télévisée à l'issue d'une réunion à l'Elysée avec les dirigeants des banques, le chef de l'Etat a précisé que le versement des bonus serait désormais différé aux deux tiers pour tenir compte des résultats des banques.

"*Désormais, (...) le trader devra attendre trois ans pour toucher l'intégralité du bonus et si dans les deux années qui suivent son activité perd de l'argent, il ne touchera pas son bonus. Pas de bonus sans malus, ce n'est pas à tous les coups on gagne*", a-t-il lancé.

Le chef de l'Etat a dit que Baudoin Prot, directeur général de BNP Paribas, s'était dit "*prêt à appliquer ces nouveaux standards dès aujourd'hui, ce qui lui permettra de ne verser que la moitié du montant provisionné au titre du premier semestre, le milliard devenant 500 millions*". (Reuters 25.08)

500 millions d'euros sur un milliard, cela n'a jamais fait un tiers !

Et puis, si la prime du trader se monte à un million d'euros, qu'est-ce qu'il en a à foutre de ne toucher que 300 000 euros par an en plus de son salaire fixe.

Japon.

Les exportations du Japon ont reculé de 36,5% en juillet par rapport à l'année précédente, traduisant un essoufflement du rebond de la demande mondiale que le gouvernement avait cru percevoir.

Les exportations du pays sont en déclin depuis octobre 2008. Elles représentaient néanmoins encore 4.840 milliards de yens en juillet (36 milliards d'euros). Le Japon affichait le mois dernier un bénéfice commercial de 380,2 millions de yens (2,78 millions d'euros).(AP 26.08)

Le 27 août

Je mets en ligne des articles ou dépêches sur la question des primaires de ce qu'ils appellent la gauche, pour que les camarades aient un aperçu des différents points de vue qui se sont exprimés sur ce sujet important, sachant qu'ils se rejoignent, ce qui ne manque pas d'intérêt. Il vaut mieux savoir de quoi on cause avant d'ouvrir la bouche en général, voilà de quel principe je suis parti.

L'article de l'agence Reuters sur Sarkozy et son emprunt ne manque pas non plus d'intérêt, car il y est dit textuellement que "*la solution la plus efficace et la moins coûteuse,*" pourrait privilégier l'appel aux marchés financiers qui s'en mettraient plein les poches, avec la garantie de l'Etat s'il vous plaît. De plus, y figure un aperçu sur la composition du comité Juppé-Rocard, ce qui ne manque pas non plus d'intérêt.

Je m'excuse de ne pas avoir terminé les deux articles annoncés dont ma réponse au camarade V. J'ai commencé à préparer un éditorial qui sera à contre-courant de la pensée unique qui ronge le mouvement ouvrier et la classe ouvrière depuis des lustres, dans lequel j'expliquerai pourquoi toutes les tactiques et stratégies que l'on nous a proposées au cours des décennies précédentes et encore aujourd'hui, se sont finalement avérées foireuses.

En deux mots, elles reposaient sur une analyse de la situation et des rapports entre les classes dont les conclusions étaient erronées, car ne partant pas des masses et de leur niveau de conscience politique qui a été en permanence négligé quand il n'était pas surestimé, on devait fatalement finir par s'apercevoir un jour qu'elle n'avait pas évolué ou qu'elle avait même régressé, on y est, parce qu'on a toujours privilégié l'amélioration de la condition ouvrière en perdant de vue l'objectif final du combat de la classe ouvrière, cela s'est traduit par des calculs d'appareil en direction des partis et des institutions qui ont été privilégiés, au détriment de la nécessité d'aider les masses à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour s'en détacher et adopter le socialisme qui aujourd'hui lui est en grande partie ou totalement étranger.

Vous voulez faire la révolution, la grève générale, le front unique, faire reculer le gouvernement sur des questions essentielles, gagner des élections, etc. sans les masses en quelque sorte, allez-y, continuez dans cette voie-là et dans deux siècles on y sera encore, s'il reste encore quelque chose de la civilisation humaine, au rythme où c'est parti, elle aura disparu depuis longtemps.

Point chômage.

Le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 0,4% le mois dernier (+10.700) à 2.535.200 personnes, selon des données publiées par le ministère de l'Economie et Pôle Emploi. Sur un an, la hausse se stabilise à 25,6%.

Le chômage des jeunes progresse de 32,7% sur un an avec 455.400 demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans.

"Malgré le ralentissement des pertes d'emplois depuis plusieurs mois, la tendance à la dégradation du marché du travail n'est pas terminée", prévient toutefois la ministre.

"*Elle devrait encore se poursuivre pendant quelques trimestres, car même une reprise graduelle de l'activité ne se traduirait pas par un repli immédiat du chômage*", ajoute-t-elle. "*Quelques trimestres*" lance-t-elle d'un air décontracté, au point où nous en sommes, une paille pour eux quoi ! On s'habitue à tout... jusqu'à un certain point seulement !

Pour le Parti socialiste, ces chiffres "*montrent qu'il n'y a en France aucune reprise*" et que la "*rentrée s'annonce difficile*". (Reuters 26.08)

Difficile pour tous ceux qui soutiennent le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et le capitalisme, dont le PS. Ils ont raison de s'inquiéter au PS !

Quand un délégué syndical ne comprend pas grand chose au capitalisme.

L'arrêt avant la fin de l'année de la production de la Renault Vel Satis à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime) a été confirmé mercredi en comité d'établissement, a-t-on appris auprès des syndicats.

"*La direction nous a annoncé que ce modèle sera remplacé par une nouvelle voiture haut de gamme, mais que celle-ci sera produite en Corée du Sud*", a expliqué Nicolas Guermonprez, délégué CGT. "*Cela veut bien dire que dans le climat actuel et malgré notre savoir-faire, la direction ne nous fait pas confiance alors que ça fait 40 ans qu'on fait du haut de gamme*". (AP 26.08)

Il faudrait peut-être évoluer, la Corée du Sud vient de lancer un satellite, donc ils sont capables de fabriquer une vulgaire bagnole, même de luxe. Et puis le capitalisme, il ne vise qu'une chose : faire le maximum de profit, il se fout bien du reste. Quand on a une conscience de classe on devrait le savoir, non ? Ce sera l'objet de mon prochain éditorial en préparation.

Quand l'incompréhension des fondements du capitalisme conduit dans les bras du gouvernement.

Les représentants des salariés de Molex ont estimé que leur entretien mercredi midi avec Christian Estrosi avait été "*plutôt positif*", le ministre de l'Industrie confirmant la rencontre vendredi matin des dirigeants de Molex avec un éventuel repreneur.

"*M. Estrosi est toujours sur la même longueur d'onde que les salariés, à savoir le maintien de l'activité sur le site de Villemur-sur-Tarn. Le ministre nous a informés que PSA et Renault avaient rencontré les dirigeants de Molex Automotive pour leur demander de laisser l'outil de travail à Villemur afin de maintenir l'emploi*", a déclaré à l'Associated Press Denis Parise, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise.

Les dirigeants de Molex ont toutefois confirmé qu'ils voulaient fermer fin octobre le site de Villemur-sur-Tarn, qui emploie 280 personnes.(AP et Reuters 26.08)

De Wall Street hier.

Le S&P 500 affiche une progression de 52% par rapport à son plus bas de 12 ans touché le 9 mars, ce qui conduit de plus en plus d'observateurs à s'interroger sur la solidité de ce rebond.

"*Nous sommes à un tournant*", estime ainsi Rob Stein, associé d'Astor Asset Management. "*Les indicateurs économiques se redressent légèrement alors que le marché s'est redressé bien plus que légèrement. Cela signifie que les indicateurs vont devoir rattraper leur retard sur le marché, ou que le marché est allé trop loin et a besoin d'une correction. Je penche pour la deuxième hypothèse.*" (Reuters 26.08)

Les nouvelles charrettes.

En France.

Le tribunal de grande instance de Mulhouse a prononcé la liquidation de deux entreprises de textile alsaciennes, Siat & Lang et S&L Production, qui emploient 175 personnes à Hirsingue (Haut-Rhin), a-t-on appris auprès de la direction.

En Grande-Bretagne.

Le constructeur informatique japonais Fujitsu a annoncé mercredi la suppression de 1.200 emplois sur 12.500 actuels en Grande-Bretagne, en raison de revenus moins importants que prévus selon la firme.

Selon un communiqué, ces suppressions d'emplois effectives à la fin de l'année sont "*nécessaires pour que l'entreprise reste compétitive*" dans l'actuel contexte économique de crise et soit "*en position solide pour une future croissance quand l'économie commencera à repartir*". (AP 26.08)

Le 28 août

Repris... virés ! Pas un seul licenciement !

Le tribunal de commerce d'Evreux (Eure) a décidé jeudi la reprise partielle de l'entreprise de transport Serta, située à La Vaupalière (Seine-Maritime), par la société Service Rapide des Flandres, a-t-on appris de source syndicales.

La majorité des salariés est opposée à cette reprise qui, selon les syndicats, va provoquer 94 licenciements sur les 149 emplois compris sur les quatre sites de l'entreprise, La Vaupalière, Lyon (Rhône), Cavaillon (Vaucluse) et Lille (Nord).

"*Nous allons faire appel de ce jugement inacceptable*", a indiqué Jean-Pierre Villemin de la CFDT Transports. "*Nous ne voulons pas de ce repreneur qui par le passé à déjà coulé la boîte*". (AP 27.08)

Et l'agence Reuters de titrer : *La voie de la négociation s'ouvre aux salariés de Serta*, sans doute pour collaborer à la décision inique de savoir qui sera viré et qui ne le sera pas... pour le moment. Intolérable !

Le même jour un article du *Figaro* titrait : *Education : Luc Chatel prône le dialogue sur les réformes*, en comptant sur les syndicats pour mieux faire passer les 13.000 suppressions de postes.

Partout la même méthode : le dialogue social, la négociation quand il n'y a rien d'autre à négocier que la régression sociale. Un seul mot d'ordre correct : rupture immédiate et inconditionnelle des relations entre les syndicats et les partis se réclamant de la

classe ouvrière avec le patronat et le gouvernement, avec les institutions de la Ve République exclusivement à la solde du capital.

Emplois jetables : débranchez la prise !

Le secrétaire d'Etat à l'emploi annonce étudier la prolongation du dispositif "zéro charge" pour les embauches, qui permet aux entreprises de moins de dix salariés de bénéficier d'exonérations de charges sur les nouveaux emplois. "*Nous devons continuer à donner ce signal aux employeurs tant que la sortie de crise n'est pas assurée. Cette mesure a déjà concerné trois cent quatre-vingt mille embauches*", estime-t-il dans un entretien publié jeudi 26 août dans *Les Echos*.

"*Tout est fait pour financer des mesures amortissant le choc de la crise, explique-t-il, à une condition : qu'elles soient 'débranchables' quand la reprise sera là.*"

Quant aux contrats aidés, ils "*seront adaptés en fonction de la conjoncture*", selon le secrétaire d'Etat. Notant que la politique de l'emploi repose sur "*l'activité partielle, la baisse du coût du travail avec le dispositif 'zéro charge' dans les TPE, le soutien à l'apprentissage et le renforcement de l'aide au reclassement des chômeurs*", il souligne que l'objectif "*n'est pas d'imaginer d'autres outils*". (LEMONDE.FR avec AFP 27.08)

On avait compris merci ! Autant de mesures qui font baisser artificiellement les chiffres du chômage. Si aux Etats-Unis ce n'est pas 8,7% mais 16% de chômeurs qu'il y aurait en réalité comme l'a affirmé un des responsables de la FED, le même calcul serait sans doute valable en France.

Espagne.

Le produit intérieur brut (PIB) espagnol s'est replié de 1,1% d'un trimestre sur l'autre, alors qu'au premier trimestre le recul avait été de 1,6%.

La demande intérieure a reculé de 7,3% au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, après un repli de 6,1% au premier trimestre.

Sur un an, l'économie espagnole s'est contractée de 4,2% au deuxième trimestre, soit son recul le plus fort depuis que la série statistique a été mise en place en 1970.

Avec 18,1% de la population active sans emploi en juin, le taux de chômage espagnol était deux fois plus important que la moyenne européenne, selon les données publiées par Eurostat. (Reuters 27.08)

Etats-Unis.

L'économie américaine s'est contractée de 1% en rythme annuel au deuxième trimestre, après des chutes successives de 2,7%, 5,4% et 6,4% aux trois trimestres précédents.

De l'avis des analystes, si une reprise semble en vue, elle risque fort de ne pas s'accompagner immédiatement d'un rebond dans le domaine de l'emploi.(AP 27.08)

Le 30 août

Le MoDem serait, serait peut-être ou pourrait être de gauche selon le PS.

En ouvrant l'université d'été de La Rochelle, le premier secrétaire du PS s'est fait chaudement applaudir vendredi en tranchant également sur la question des alliances : pas question de tendre la main au MoDem s'il ne prouve pas qu'il est de gauche.

"*M. Bayrou nous dit qu'il n'est plus à droite, nous voulons vérifier*", a lancé la maire de Lille à l'adresse de Vincent Peillon et des "quadras" du PS qui ont jeté les bases la semaine dernière d'un rapprochement avec les centristes.

"*On n'est pas en guerre civile avec François Bayrou mais dans une cohérence politique. A chaque fois qu'on n'a pas été clairs, qu'on a été ambigus, on a perdu*", a précisé Martine Aubry. (Reuters 28.08)

Elle veut "*vérifier*" que le MoDem n'est plus de droite, heureusement que le ridicule ne tue pas ! Pour Peillon et Royal, la chose est entendue, ils s'en tapent complètement que le MoDem soit à droite puisqu'ils le sont aussi, cela tombe bien ! Et puis, les

autres dirigeants du PS ne le sont-il pas aussi en considérant le PRG comme un parti de gauche, alors qu'il est un pur produit du capital... comme le MoDem ?

La "***gauche solidaire***"... du capital en crise.

Lors de l'université d'été de son parti à La Rochelle, la maire de Lille a invité samedi à déjeuner la "*gauche solidaire*", nom qu'elle donne à l'ancienne "*gauche plurielle*" au pouvoir sous la direction de Lionel Jospin entre 1997 et 2002.

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement républicain et citoyen, Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, Jean-Vincent Placé, membre de la direction des Verts et un représentant de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste, participaient à ces agapes. (Reuters 28.08)

Au titre de la "*solidarité*", on a appris que Paul Giacobbi du PRG devrait rejoindre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner lors du prochain remaniement ministériel repoussé après les élections régionales. (Reuters 27.08)

Liberté, égalité, fraternité et... solidarité, vive la République et vive la France !

Gouvernement, flic, associations et syndicats même combat au service de l'ordre établi.

L'organisation d'une réunion, lundi 31 août, par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, sur le thème des relations entre jeunes et policiers, témoigne de la volonté du gouvernement de retisser des liens, notamment dans les quartiers sensibles. La rencontre, à laquelle doivent aussi participer Fadela Amara, chargée des banlieues, et Martin Hirsch, qui s'occupe de la jeunesse, devrait déboucher sur la création de groupes de travail réunissant associations et syndicats. (Le Monde 29.08)

La Bourse ou la vie.

Comment expliquer un rebond aussi rapide des marchés d'actions ? "*Les trois quarts des bénéfices publiés aux Etats-Unis étaient supérieurs aux prévisions des analystes, répond Bernard Aybran, responsable de la multigestion chez Invesco. En taillant dans leurs dépenses, les entreprises sont parvenues à préserver leurs marges. Elles ont été beaucoup plus réactives que prévu pour s'adapter à la crise.*" De quoi rassurer des marchés qui s'étaient préparés au pire, c'est-à-dire à des défaillances en cascade. "*Le climat a changé, confirme Eric Bleines, directeur général délégué chez CCR Actions. On observe un net retour d'appétit pour les actions.*"

La générosité de l'Etat envers les banques et institutions financières n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

Qui achète ? Si l'amorce du rebond cet été devait beaucoup aux achats de gérants de sicav, la poursuite de la hausse s'explique davantage par le retour des investisseurs individuels sur les marchés à risque. "*Le rebond des actions est favorisé par la faible rentabilité des placements alternatifs, explique M. Aybran. Les OAT à dix ans ne rapportent que 3,5 % par an et les placements monétaires, notamment le Livret A, sont tombés à 1,5 %.*"

Et après ? Après, une contradiction dont l'issue repose sur la lutte des classes.

Nathalie Pelras, directrice générale déléguée chez KBL Richelieu Gestion, est moins optimiste : "*Pour aller plus haut, il faudrait que les investisseurs institutionnels reviennent sur le marché, mais je n'y crois pas. En cinq mois, la moitié de la baisse de 2008 a été effacée. Les marchés vont avoir besoin de reprendre leur souffle.*" Une prudence partagée par Isabelle Delattre, responsable de la gestion chez Raymond James AM International : "*Il n'y a plus de décote sur les actions, dit-elle. Pour aller plus haut, il faudra que les entreprises augmentent leur chiffre d'affaires, ce qui prendra du temps.*"

Les nuages qui planaient sur les marchés il y a encore quelques mois sont loin d'être tous dissipés. "*L'investissement s'est effondré, et le chômage remonte partout, note M. Aybran. Ce contexte déflationniste est inquiétant, car les entreprises ne sont pas en mesure d'augmenter leurs tarifs, donc leurs bénéfices.*" (Le Monde 29.08)

Si je comprends bien, les mesures que les capitalistes ont prises vont se retourner désormais contre eux, elles ont certes permis d'éviter un effondrement total de leur système économique, mais elles se transforment en obstacles au redémarrage de l'économie qui dépend en grande partie de la consommation de la population plombée par la montée inexorable du chômage et l'incertitude du lendemain.

Il faudrait qu'ils s'attaquent encore davantage aux droits sociaux et aux revenus de la classe ouvrière pour accroître leurs profits, ce qui ne serait évidemment pas sans risques politiques, cela aurait pour conséquence immédiate une baisse de son pouvoir d'achat qui serait encore accentuée par une hausse des tarifs ce qui se traduiraient automatiquement par une nouvelle baisse de la consommation qui ne ferait pas l'affaire de nos capitalistes embourbés dans leurs contraductions.

Dans un autre article, le même journal précise la situation quand il cite les économistes du Crédit agricole qui expliquent que les Etats-Unis sont " *une économie qui s'extirpe de la récession, grâce aux divers soutiens budgétaires et artifices techniques, mais qui reste vulnérable*".

Et une fois épuisé l'effet insuffisant résultant des "*divers soutiens budgétaires et artifices techniques*", quelle marge de manoeuvre va-t-il leur rester, à l'aide de quels nouveaux "*artifices*" vont-ils pouvoir relancer la machine et assurer la survie du capitalisme ?

Etats-Unis.

Les autorités américaines de régulation bancaire ont fait fermer vendredi la banque Affinity, dont le siège est en Californie.

Affinity est le 84e établissement bancaire du pays à se retrouver en liquidation cette année. (Reuters 29.08)

Japon.

Vendredi, le taux de chômage a atteint un record inégalé depuis 1945 : 5,7 % de la population active, soit 3,59 millions d'individus (un million de plus que par rapport à 2008). Ce taux atteint 9,9 % chez les moins de 24 ans.

A cela s'ajoute une précarisation croissante de l'emploi : plus d'un Japonais sur trois est sous contrat de travail temporaire, intérimaire ou à temps partiel. (Libération.fr 28.08)

Afghanistan.

La Commission des réclamations électorales (ECC) annonce avoir reçu plus de 2.000 plaintes de fraudes ou de violations lors de la présidentielle en Afghanistan, dont 270 sont jugées suffisamment graves pour en affecter le résultat.

La Commission des réclamations électorales (ECC) annonce avoir reçu plus de 2.000 plaintes de fraudes ou de violations lors de la présidentielle en Afghanistan, dont 270 sont jugées suffisamment graves pour en affecter le résultat. (Reuters 28.08)

J'ai entendu aux infos sur TV5 Monde Asie, un journaliste qui a osé commenter ainsi les élections présidentielles en Afghanistan avant le premier tour : "*ce sera les deuxièmes élections présidentielles dans cette jeune démocratie*", j'ai failli m'étouffer !

Ils sont bien dans la merde à ne pas pouvoir empêcher la vérité de filtrer, certains journalistes se distinguant toujours de la pensée unique, sans doute animés par un réflexe de compétitivité, mais on s'en tape, nous, nous ne retiendrons que ce qui nous intéresse tout en montrant que les médias mentent et sont à la solde du capitalisme.

Cela fait partie de notre travail en direction des masses, pour les aider à se détacher du capitalisme et ses agences en tous genres, afin d'être réellement indépendant pour pouvoir le combattre sous tous les angles et le vaincre.

J'allais ajouter en me marrant, on est dimanche, on se décontracte un peu, parce que nous ne sommes pas des loosers comme diraient certains jeunes, non, on se bat pour gagner et rien d'autre, et si notre combat doit être de longue haleine, sa cause est entendue une fois pour toute et ne peut subir le moindre compromis sous peine de se trahir.

Continuons, on doit parvenir à une profondeur d'analyse qui nous laisse entrevoir l'avenir à travers ses interrogations et ses contradictions. Si l'on veut analyser le capitalisme, on est obligé de remonter à la racine, à l'origine, aux fondements du capitalisme si on veut l'extraire ou l'abolir au niveau de l'humanité, car c'est à ce niveau que se situe notre combat, même s'il prend la forme d'un combat national, son contenu est toujours internationaliste. Le combat contre l'impérialisme est une chose, le front unique anti-impérialiste en est une autre, il n'a de valeur que si ses participants combattent effectivement le gouvernement, or ce n'est pas le cas.

Vous avouerez qu'il y a quelque chose de grotesque, pour ne pas dire d'intolérable, dans la situation qui voit un parti dénoncer ou combattre la politique internationale d'un gouvernement, alors qu'il soutient sa politique nationale antisociale et qu'ainsi il lui permet de se maintenir au pouvoir et de mener sa politique de va-t-en-guerre sur tous les continents. Un coup d'épée dans l'eau quoi !

Je ne sais plus qui nous mettait en garde en expliquant qu'il ne fallait pas confondre internationalisme prolétarien et front unique anti-impérialiste finalement calqué sur le modèle du front unique associant des partis bourgeois aux partis ouvriers dont la plupart soutiennent leur propre bourgeoisie et marchands d'armes.

La charrette du jour.

Le président d'Aer Lingus s'est abstenu de tout commentaire sur un article de presse voulant que sa compagnie licencie 500 personnes environ sur 3.879, dans le cadre d'un plan d'économies de 130 millions d'euros.

"*Nous envisagerons une réduction des salaires, c'est certain*", a-t-il ajouté. (Reuters 28.08)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries septembre 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre

Pas le temps de causer.

Un agriculteur ne meurt jamais de faim, paraît-il. Cela se voit.

Des producteurs de fruits et légumes alsaciens ont déversé 40 tonnes de choux, tomates, courgettes, salades et pommes de terre devant la préfecture du Bas-Rhin pour attirer l'attention sur les difficultés de leur profession, a constaté Reuters.

« Les prix de vente sont largement en-dessous de nos prix de revient. Deux à trois centimes le kilo de pomme de terre, c'est vraiment lamentable », a expliqué à la presse Denis Digel, président de la section légumes au sein de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA).

Les producteurs alsaciens dénoncent, comme leurs collègues des autres régions, les marges jugées abusives des intermédiaires et de la grande distribution mais aussi les distorsions de concurrence par rapport à des pays européens.

« On a détruit plus d'un million de salades depuis le début de la campagne, en avril, parce qu'il y a des camions entiers de salades qui viennent d'Allemagne tous les jours », a dit Denis Digel, réclamant une harmonisation fiscale européenne.

Selon une étude réalisée par la profession, le coût horaire de la main-d'œuvre est de 11,04 euros en France contre 6 euros en Allemagne – grâce à une exonération de charges pour les travaux saisonniers –, 7,8 euros en Espagne et 4,47 euros aux Pays-Bas.

« C'est toute la filière qu'il faut revoir. L'exonération des charges peut être un levier mais ce ne sera pas suffisant », a estimé Fabien Metz, secrétaire général du centre départemental des jeunes agriculteurs du Bas-Rhin. (Reuters 31.08)

Quand on sait qu'à chaque fin de marché, il y a toujours de plus en plus de nos vieux ou de miséreux qui se précipitent sur les fruits et légumes abimés dont les commerçants se séparent pour se nourrir, jeter des tonnes de fruits et légumes invendus est une véritable honte.

Ils feraient mieux de les mettre gratuitement à la disposition de la population à l'entrée des hypermarchés pour leur casser la baraque ou de les proposer à un prix inférieur à celui pratiqué par les grandes surfaces. Au lieu de s'attaquer aux dirigeants des hypermarchés, par lâcheté ou ignorance ils se livrent à ce qu'on pourrait assimiler à une ignoble provocation envers les pauvres, c'est franchement intolérable, qu'ils ne se plaignent pas ensuite de ne pas inspirer le respect, encore moins la solidarité, il y a des limites à tout.

L'offensive du gouvernement contre l'Éducation nationale va se poursuivre.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, lundi matin à Paris, le ministre de l'Éducation nationale a notamment confirmé pour cette année scolaire 2009-2010 la généralisation du baccalauréat professionnel en trois ans, contre quatre années précédemment (deux ans de BEP et deux ans pour la préparation du bac).

Il a également annoncé que les grandes lignes de la réforme du lycée – remise totalement à plat après les manifestations lycéennes de la fin de l'année 2008 – seraient présentées d'ici à la fin du mois de septembre pour une mise en œuvre « à la rentrée 2010 ».

« J'ai pris le temps de l'écoute. L'écoute, l'échange, pour moi ce n'est pas une posture, a déclaré le ministre. Mais soyons clairs, a-t-il ajouté. Écouter ce n'est pas renoncer à ses convictions, ce n'est pas renoncer à l'action. Je ne serai pas le ministre du statu quo. »

« Je l'ai dit dès ma prise de fonction, je maintiendrai le cap des réformes voulues par le président de la République », a-t-il prévenu. vQuant aux suppressions de postes dénoncées par les syndicats – 13 500 en 2009, 16 000 annoncées pour 2010 –, Luc Chatel a rappelé que Nicolas Sarkozy avait annoncé avant son élection qu'il prévoyait de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. (AP 31.08)

Et qu'a répondu le cancrelat Gérard Aschieri : « Le ministre joue la prudence et la technique de l'édredon en minimisant tous les problèmes », a commenté lundi le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU). Le ministre n'a qu'à bien se tenir avec un tel endormeur ! (cancre, cancrelat, vous aviez fait le rapprochement bien sûr.)

Quand le capitalisme se fait crédit pour survivre. Mode d'emploi.

Wendel a annoncé une perte nette de près d'un milliard d'euros au premier semestre et de nouveaux accords sur ses échéances de dette.

La dette totale contractée pour sa participation dans Saint-Gobain totalise 5,5 milliards d'euros, il a également poursuivi le réaménagement de ses échéances de dettes, portant au total à 1.255 millions d'euros le montant dont le remboursement a été reporté.

Sa trésorerie a quant à elle progressé à 2.553 millions d'euros à la fin juin, contre 2.311 millions un an plus tôt.

Après un accord sur la renégociation de la dette de sa filiale Stahl (produits de finition du cuir), Wendel a annoncé lundi la signature d'un accord avec les créanciers de Deutsch (connecteurs haute performance) permettant à la société de bénéficier d'une période de neuf mois pendant laquelle ses "covenants" bancaires sont suspendus.

La capitalisation boursière de Wendel se monte 1,8 milliard d'euros.

Depuis le début de l'année, la valeur en bourse a cèdé 6,6% après une chute de 63% en 2008.

Afghanistan : après le bourbier, le constat d'un échec.

Dans un nouveau rapport sur la situation en Afghanistan, le commandant des forces américaines et de l'OTAN sur le terrain juge nécessaire une nouvelle stratégie, tout en estimant que le succès est possible, malgré la recrudescence de l'insurrection talibane. (AP 31.08)

Le 31 août

Au cours de ces deux mois d'été qui s'achèvent, j'ai écrit un article sur le NPA, un sur le Front de gauche, trois sur le POI, le PS et le PG, deux sur le syndicalisme, cela me semble équilibré, il ne manque que le PCF, ça doit sans doute provenir de mon anti-stalinisme primaire !

Quelques mots à propos du POI suite à un courriel d'un camarade.

Ils dénoncent à juste titre le rôle que jouent les multinationales et des institutions internationales comme l'ONU ou l'UE dans le financement des ONG et autres altermondialistes, alors qu'à travers la Libre Pensée le POI participe à l'Unesco, création de

l'ONU, ce qui revient en passant à reconnaître la légitimité de cette institution du capital, comme si elle pouvait être d'une quelconque utilité au combat du prolétariat contre lequel justement les représentants de l'ONU mènent une guerre acharnée sur tous les continents.

Comme dirait l'autre, qu'ils commencent par balayer devant leur porte avant de critiquer les autres partis, et qu'ils acceptent les critiques à mon sens justifiées qu'on leur adresse, au lieu de traiter leurs auteurs par le mépris.

Autre réflexion à propos du POI et la conférence des délégués des comités d'unité du 5 septembre.

Si j'ai bien lu, il y aurait à ce jours 105 inscrits dont parfois plusieurs viendraient de la même entreprise. Question : il y aurait environ 10 000 adhérents au POI, j'imagine que ces 10 000 adhérents ne travaillent pas tous au même endroit, on pouvait donc raisonnablement imaginer que chacun de ces 10 000 adhérents s'engagerait dans la bataille pour construire un comité d'unité sur son lieu de travail. On peut admettre que plusieurs adhérents du POI travaillent au même endroit, dans l'hypothèse ou un sur deux serait dans ce cas-là, ils seraient encore 5 000 disponibles pour créer un comité, sur la base des deux tiers ils ne seraient plus que 3 300 environ, et sur celle des trois quarts ils en resteraient encore 2 500. Alors comment se fait-il qu'ils ne soient qu'une centaine à l'arrivée ?

La majorité des adhérents du POI sont-ils des élus, des retraités, des chômeurs, des femmes au foyer, des travailleurs du privé qui ne peuvent pas militer sur leurs lieux de travail ce qui ne les empêcheraient pas de créer un comité au niveau d'une zone industrielle ou de bureaux en se rendant auprès de travailleurs d'autres entreprises par exemple, d'un quartier puisqu'ils en existent au niveau des communes. Sont-ils vraiment mobilisés sur cette objectif ou la direction peine-t-elle à réunir ses troupes sur sa ligne politique ? Il y a là quelque chose qui m'échappe je l'avoue.

Quelques sujets complémentaires de réflexion.

Un paradoxe qui nous complique l'existence.

Les masses, en participant à des associations directement financées par l'Etat, via les régions et les communes parfois, participent à la gestion de la société avec les représentants du capitalisme, rôle qu'un Etat ouvrier dévoluerait aux masses, sauf qu'ici cela se passe sous l'égide d'un Etat bourgeois et donc s'assimile au corporatisme qui peut également se camoufler sous le masque trompeur de la démocratie participative.

Quelle en est la conséquence sur l'état d'esprit des masses, sur leur capacité à comprendre le fonctionnement du capitalisme pour le combattre efficacement ? D'une certaine manière, on peut dire que le régime capitaliste réalise (de manière déformée et limitée) un des aspect souvent à caractère social de la gestion de la société qui reviendrait à la population dans un Etat socialiste. Alors de là à tout confondre et ne plus rien comprendre, il n'y a qu'un pas qu'un travailleur dénué de conscience de classe franchira. Il faudrait développer cette question.

A propos de la crise du capitalisme.

L'une des questions déterminantes pour qu'ils s'en sortent provisoirement, demeure le degré d'endettement de la population dans les pays où le capitalisme est le plus développé. Il faudrait savoir avec précision quelle est la nature de cet endettement, la durée sur laquelle porte les crédits qui ont été souscrits, car de ce facteur dépend la capacité de la population à souscrire de nouveaux crédits à court, moyen ou long terme, donc à consommer à nouveau à un niveau soutenu pour faire repartir la machine capitaliste et la faire sortir de l'état de quasi-paralysie dans laquelle elle se trouve.

Bien des facteurs sont susceptibles de fausser nos analyses, par exemple la gigantesque masse de consommateurs potentiels que représentent les 6,5 milliards d'habitants de la planète. Ils n'ont pas la même capacité de consommation, mais ils consomment tout de même, ne serait ce que pour survivre. La consommation quotidienne de base et incontournable de la population porte sur des milliards d'euros à l'échelle du monde. Et puis la vie ne s'arrête pas du jour au lendemain parce qu'il y a cette crise, si par exemple on est obligé de posséder une voiture pour aller travailler, on n'a pas d'autre possibilité que d'en acheter une si on n'en possède pas déjà une. Si la télévision est foutue, on en rachète une immédiatement. Bref, la vie continue malgré tout et contribue à faire marcher la machine capitaliste, même au ralenti.

La machine se grippe si par contre dans les deux exemples que j'ai pris, le travailleur qui a besoin d'acheter une voiture ou un téléviseur est déjà endetté ou ne présente pas des garanties suffisantes à son banquier pour obtenir un crédit supplémentaire.

Le capitalisme peut aussi compter sur l'inconscience de la petite-bourgeoisie qui va continuer de consommer comme si de rien n'était, assurée que la machine va redémarrer au quart de tour une fois que la crise ne sera plus qu'un mauvais souvenir, le petit-bourgeois ne supportant pas habituellement la moindre frustration ou le moindre retard dans la satisfaction de ses besoins.

Les bourgeois sont aussi tentés de profiter de la baisse des prix dans certains secteurs pour réaliser de bonnes affaires, par

exemple dans l'immobilier, d'où sans doute le redémarrage dans ce secteur en plein mois de juillet.

Quand on nous dit que le PIB a progressé de 0,3% sur un trimestre, c'est sans tenir compte de l'important destockage intervenu au cours des mois et des semestres précédents qui nécessite de produire à nouveau des marchandises, c'est l'arbre qui cache la forêt, il ne faut pas être dupe.

Je crois qu'il faut partir du constat que la consommation effrénée d'une partie de la population mondiale au cours des décennies précédentes qui a permis au capitalisme de tenir le coup, appartient au passé, tout du moins provisoirement, car il ne faut pas trop s'avancer non plus.

On doit ajouter l'endettement colossale des Etats et de très nombreuses entreprises qui vivent en état de faillite permanente, tout en dégageant des profits tout aussi faramineux pour leurs actionnaires, je pense à General Motor par exemple dont les dettes dépassaient les 70 milliards de dollars avant la crise et sa restructuration.

Le capitalisme vivait à crédit jusqu'à présent, jusqu'à l'asphyxie, la question est de savoir comment il pourrait survivre encore sans recourir au remède qui l'a précipité au bord du gouffre ?

Ne serait-on pas là en présence de la contradiction à laquelle doit faire face le capitalisme et qu'il est incapable de résoudre (définitivement), entre le niveau atteint par le développement des forces productives et les besoins croissant de la population, avec le mode de production qui les étouffe en concentrant la majorité des richesses produites entre quelques mains seulement ?

Le degré de développement des forces productives permet de satisfaire les besoins de la population mondiale, mais le mode de production capitaliste s'y oppose, par conséquence, la seule solution est de l'abolir, c'est facile à expliquer et à comprendre, non ?

On pourrait ajouter d'autres éléments, mais je n'ai plus le temps d'y réfléchir pour le moment. Bonne semaine à tous.

Des miettes pour les plus pauvres, la galette pour les plus riches.

Dans son discours de clôture de l'université d'été de La Rochelle, Martine Aubry a réclamé au gouvernement deux "*mesures d'urgence*" de soutien à la consommation, le maintien des allocations familiales pour les enfants majeurs de plus de 20 ans. et un remboursement de 200 euros de TVA pour les ménages non imposables.

La seconde mesure qu'elle propose concernerait 16 millions de ménages modestes non imposables. "*Le coût est de 3,2 milliards d'euros, c'est le même montant que la baisse de la TVA dans la restauration qui n'a même pas fait baisser les prix*", a dénoncé Martine Aubry. (Reuters 30.08)

Si ces 200 euros c'est pour empêcher que la classe prenne conscience de la nature du régime et se dresse pour l'abattre, elle peut se la garder, nous ne sommes pas des mendiants qui devraient le rester tout au long de notre vie. A bas le capitalisme !

Qui plus est, comment dans ces conditions-la voulez-vous que la classe comprenne que son sauveur n'est rien d'autre que son bourreau, qu'elle doit rompe avec lui et engager le combat pour prendre son destin en mains ?

Les meilleures intentions du monde dans la bouche de représentants des capitalistes sont forcément inspirées par de mauvaises intentions ou des mobiles qu'il faut cacher aux masses. La preuve ?

Ce n'est pas un hasard si le PS est contre le Smic, la retraite et l'allocation chômage minimum à 1 500 euros nets, contre la confiscation des dizaines de milliards d'euros de profits qui sont allés dans les poches des patrons et actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2008 (notamment), contre le reversement à la Sécu par les entreprises des dizaines de milliards d'exonérations de charges sociales dont elles ont bénéficié, etc.

L'urgence, la seule valable, c'est d'en finir une fois pour toute avec le capitalisme et d'avancer sur la voie du socialisme, le partage du travail et des richesses produites pour satisfaire les besoins de la population laborieuse, sur la base de la propriété collective des moyens de production et de distribution sous la direction et le contrôle de la classe ouvrière une fois qu'elle se sera emparée du pouvoir politique et qu'elle aura renversé le régime et liquidé les institutions de la Ve République.

C'est uniquement dans cette perspective révolutionnaire que doit s'inscrire le combat de la classe ouvrière pour oeuvrer à son émancipation du système capitaliste.

Combattre la pauvreté en avançant des revendications sans expliquer aux masses quelle en est l'origine et qu'est-ce qu'il faudrait faire sur le plan politique pour l'éradiquer, cela revient à entretenir la pauvreté au lieu de la combattre et assurer la survie

du capitalisme par la même occasion.

Les capitalistes sont des voleurs !

Les autorités françaises ont dressé une liste de 3.000 contribuables détenteurs de comptes bancaires en Suisse d'un montant de trois milliards d'euros, "*dont une partie correspond très probablement à de l'évasion fiscale*", indique le ministre du Budget Eric Woerth, qui exclut toute amnistie pour les fraudeurs. (AP 29.08)

Ils doivent en trembler !

On se souvient encore du cadeau royal de Dominique Strauss-Kahn alors ministre de l'Economie à Karl Lagarfield, qui avait détourné du fisc quelques millions de revenus.

Quand on a à l'esprit les rapports quasi incestueux qu'entretient Sarkozy avec ses amis milliardaires ou de la Jet-set ou son sens aigu de la justice sociale en faveur des classes dominantes, on est en droit de douter fortement que les "*fraudeurs*" aient grand chose à craindre de la blanchisseuse qu'ils ont installée au Palais.

L'avenir en régime capitaliste : le chômage de masse !

La montée du chômage va se poursuivre dans le monde en 2010 malgré la reprise, et peut-être encore en 2011 dans les pays développés, prévient Dominique Strauss-Kahn.

"*Nous devons continuer à travailler dur pour garantir une reprise durable au premier semestre 2010. Mais, malgré la reprise, le chômage va continuer à augmenter en 2010 et peut-être même en 2011 dans les économies les plus développés*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) dans un entretien publié dimanche par le journal grec Kathimerini.

Dominique Strauss-Kahn prévient aussi qu'il serait erroné de considérer la reprise comme acquise.

"*Le risque à court terme est de voir la reprise s'interrompre, c'est quelque chose qui pourrait être causé par une série de développements négatifs*", ajoute-t-il.

Il met notamment en garde contre le risque de considérer une croissance soutenue par des mesures fiscales comme le signe d'une reprise durable.

Le patron du FMI redoute par ailleurs que la reprise soit entravée par des prix élevés du pétrole. (Reuters 30.08)

Autrement dit, la méthode Coué à ses limites !

Quand il dit que "*malgré la reprise, le chômage va continuer à augmenter*", on pourrait croire que la "*reprise*" n'aurait pas de liens directs avec le chômage de masse, alors que la réduction des coûts des entreprises qui passait par des restructuration, devait se traduire fatalement par des dizaines de millions de chômeurs en plus dans le monde.

Il ne peut pas ouvertement expliqué que le capitalisme pour s'en sortir n'avait pas d'autres solutions que de jeter à la rue des millions de travailleurs, cela aurait donné une image trop négative du capitalisme qui reste son horizon indépassable.

Le capitalisme et sa morale.

Israël.

Un an après sa démission en septembre 2008, l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert a été inculpé dimanche à Jérusalem de trois chefs de corruption, une première dans l'histoire de l'Etat hébreu. (AP 30.08)

Grande-Bretagne.

Le gouvernement britannique a autorisé la libération d'Abdelbaset Ali al-Megrahi, l'unique personne condamnée pour l'attentat de Lockerbie, car celle-ci était dans "*le plus grand intérêt du Royaume-Uni*" en vue de la signature d'un important contrat pétrolier entre BP et la Libye, rapporte dimanche le "Sunday Times".

Selon le "Sunday Times", Jack Straw avait initialement tenté de ne pas inclure Megrahi dans un accord sur la signature d'un contrat, d'un montant de plusieurs milliards d'euros, en négociations entre British Petroleum et le gouvernement libyen.

Mais, cinq mois plus tard, les négociations semblaient dans l'impasse, et Straw écrit en décembre 2007 à MacAskill. "*Les négociations plus larges avec les Libyens atteignent un stade critique et, avec à l'esprit le plus grand intérêt du Royaume-Uni, j'ai donné mon accord pour que, dans ce cas (l'accord sur le transfert d'Abdelbaset Ali al-Megrahi) se fasse selon la forme standard, sans mentionner qui que ce soit nommément*", dit-il selon ce courrier cité par le "Sunday Times".(AP 30.08)

Le 2 septembre

Un mot sur le site.

On a dépassé les 300 articles ou dépêches consacrés à l'économie. Il y a eu autant de visites au mois d'août qu'en mai dernier.

Tiens pendant que j'y pense, si vous voulez me faire un cadeau pour mes 54 ans le 11 septembre, si l'un d'entre vous avait un exemplaire (en trop ou qui ne lui sert à rien) de la biographie de Marx par F. Mehring, cela me remplirait de bonheur, car je n'ai pas eu le temps de terminer la lecture de l'exemplaire que j'avais quand ma bibliothèque fut emportée par le tsunami. A moins qu'un camarade puisse l'acheter et me l'envoyer, il valait 7,60 euros à la Selio, il n'y a pas si longtemps, je le rembourserai.

Mon épouse est dans un tel état de santé qu'elle ne peut pas monter à Paris, son médecin a même refusé qu'elle se fasse opérérer de la cataracte à l'oeil gauche, alors que c'est une opération bénine. Notre séparation forcée la ronge la pauvre et je n'ai reçu aucune nouvelle des autorités indiennes, mieux, j'ai relancé le consul adjoint, en vain pour le moment, donc il faudra encore faire preuve de patience. Je lui ai simplement demandé d'envoyer un petit mot au collecteur, le préfet du coin, juste pour qu'il s'aperçoive que je ne suis pas seul ; en Inde cela peut suffire à faire bouger les choses, car ils ont le culte des personnalités et des titres, à côté du consul je suis une merde pour le collecteur, je n'existe même pas.

Par exemple, le collecteur se pointe dans notre village que le chef du village lui baise les pieds, il faut le voir pour le croire, oui je parle bien du voyou qui m'a menacé de mort et qui voudrait nous voler notre maison, c'est d'ailleurs pour cela que je le traite (poliment) de merde ou de gonzesse en public chaque fois que j'en ai l'occasion, il me répond alors en m'insultant copieusement, ce qui montre à l'assistance quel ignoble individu il est en réalité. Vous me direz que cela sert à rien, si, cela me soulage un peu, car j'ai horreur de l'injustice et des gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas pour tromper les autres.

Sinon, j'ai pris la décision ferme et définitive de rentrer en France dès que j'aurai réussi à me séparer de notre baraque par n'importe quel moyen, car ni l'un ni l'autre n'avons plus rien à voir avec l'Inde. Vous auriez tort de ne pas me croire, car si j'ai fait le chemin dans un sens, une fois libéré de ce titre de propriétaire qui me pourrit la vie, rien ne m'empêchera plus de le faire dans le sens inverse. J'ai même pensé à me renseigner pour rapatrier mes deux chiens, c'est pour dire que ma décision est prise. Quant à la question du fric, on sera pauvre évidemment, au moins on ne se sentira jamais seul ! Et puis, à mon âge et avec ma conception de la vie, je n'ai plus besoin de grand chose pour survivre

Au fait, le taux de change entre la roupie et l'euro est passé de 50, puis 60 et maintenant 70 roupies pour un euro, ce qui ne fait pas mon affaire, mais si je réussi à rentrer en France, nous laisserons notre argent en Inde puisqu'il est encore rémuné à 7,5%, ils appellent cela un "fixe deposit", un dépôt d'argent sur une durée allant de 3 à 36 mois ou plus, sans aucun frais s'il vous plaît, sauf un impôt passé une certaine somme, ce sera toujours mieux que le Livret A ! Cela nous fera toujours 200 ou 300 euros de plus pour vivre par mois sans risque et sans spéculer.

Je vous mets une copie du courriel que j'ai adressé aux camarades du regroupement de militants *Front syndical de classe*.

"Si je peux me permettre une remarque très rapide, ne le prenez pas comme une leçon.

Faites penser aux camarades en premier lieu de relier leurs revendications et leur combat à l'origine de la situation à laquelle ils font face, on ne mène pas un combat syndical dans le seul but de mettre du beurre dans les épinards, mais aussi (surtout) dans celui d'aider les masses à comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme, sinon chaque combat est vécu comme autant d'abstractions et ne sert pas à grand chose au bout du compte, je pense que vous partagerez ce terrible constat qui caractérise la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière aujourd'hui.

Continuons, il faut indiquer pourquoi le gouvernement ou les patrons prennent telle ou telle mesure antisociale ou refusent-ils de satisfaire nos revendications, en somme, à quelles conditions objectives précises (du capital) les revendications correspondent-elles ou sur quel obstacle butent-elles (la logique ou les contradictions du capitalisme, la question des appareils est autre chose). Le tout ensuite dans une perspective plus générale de remise en cause du capitalisme et la nécessité de l'abattre. Même quand on est fonctionnaire, car l'Etat par sa nature sociale est avant tout au service du capitalisme, il l'a toujours été depuis son avènement il y a plus de deux siècles.

Ce sera ainsi plus facile de relier le combat du secteur public au secteur privé, ce qui ne sera pas un avantage négligeable et devrait être la règle aussi souvent que les conditions le permettent. Et là pour le coup, l'unité de la classe prendra réellement tout son sens, son combat de classe prendra une toute autre dimension, sans compter qu'une telle orientation strictement sur le terrain syndical - je tiens à le préciser pour éviter tout malentendu, déboucherait logiquement sur un autre plan, le plan politique qui est (devrait être) incontournable à l'époque du capitalisme pourrissant, sur la question des moyens à mettre en oeuvre (le parti, l'auto-organisation des masses, etc) pour en finir avec le capitalisme et ses représentants, les institutions de la Ve république, sachant qu'il demeurera impossible de satisfaire la majorité de nos revendications sans remettre en cause les fondements du capitalisme, objectif qui devrait être celui d'un véritable syndicalisme de classe, tout en étant commun au combat mené sur le terrain politique.

Le combat syndical et politique se retrouvant précisément sur cet objectif - ce qui du reste aurait toujours dû être le cas, mais c'est une autre histoire, favoriserait le lien ou l'unité sur les deux plans sur lesquels nous menons notre combat, disons, aussi souvent que possible, car aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas renversé les institution politiques du capital et pris le pouvoir, l'émancipation du prolétariat demeurera en devenir.

Concevoir le syndicalisme comme un moyen permettant de favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière au stade élémentaire de son combat contre la classe des capitalistes et l'Etat capitaliste en l'orientant résolument contre le capitalisme, permettra à l'étape suivante de l'aider à poser la question du pouvoir sur le plan politique et de la résoudre par la même occasion pour peu qu'on lui en donne les moyens.

On pourrait presque dire que chaque revendication à sa propre histoire, il faudrait l'écrire à chaque fois, un peu comme chaque évènement qui est relié certes à un contexte, elle possède un présent, un passé et un futur, l'unité de temps (dialectique) sans laquelle on ne peut pas parvenir à une compréhension satisfaisante de la réalité donc encore moins se diriger dans une direction précise...

Voilà très rapidement ma ligne politique qui je pense respecte l'autonomie (et non l'indépendance) des syndicats par rapport aux partis ouvriers pour reprendre une formule de R. Luxemburg.

Bonne continuité camarades et bon courage.

Fraternellement."

Une courte citation de *Que faire ?* de Lénine pour vous mettre en forme :

"...cette définition de Marx : "*Tout pas réel du mouvement pratique importe plus qu'une douzaine de programmes.*" Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la vue d'un cortège funèbre : "*Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter !*" D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du parti, passez des accords en vue d'atteindre les buts pratiques, du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de "*concessions*" théoriques.

Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il se trouve parmi nous des gens qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie !"

Non, qui l'aurait cru, qui a osé ?

Les dépêches.

A bas la justice de classe des patrons, annulation des peines prononcées contre six ouvriers de Continental !

Six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont été condamnés à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne lors d'une manifestation en avril dernier. (Reuters 02.09)

Il faut exiger l'annulation de ce verdict inique qui n'aurait peut-être pas été rendu si les dirigeants de la CGT avaient soutenu les ouvriers de Continental pendant leur conflit. Peu importe, le communiqué des bureaucrates syndicaux est insuffisant, car ils ne condamnent pas ce qu'il faut bien appeler la justice de classe rendu par ce tribunal, mieux, ils n'exigent pas l'annulation des peines prononcées et ne proposent aucune action de solidarité avec les salariés de Continental.

Pourquoi peut-on parler de justice de classe ? Un exemple. Les dirigeants de l'entreprise Molex n'ont toujours pas respecté la décision de justice qui leur intimait l'ordre de réouvrir leur usine proche de Toulouse, sans être inquiétés le moins du monde par la même justice.

La Bourse ou la vie.

Wall Street a lourdement chuté mardi, accusant ainsi sa troisième séance de baisse d'affilée, sous le coup de nouvelles inquiétudes au sujet du secteur financier américain et malgré des indicateurs macro-économiques plutôt encourageants.

Les investisseurs commencent également à s'interroger sur la solidité du rebond observé depuis le mois de mars, marqué par une hausse de près de 50% en quelques mois, sentiment qui peut provoquer d'importants mouvements de prises de bénéfices.

"*Les problèmes des groupes financiers sont tout sauf terminés. Ils ont en quelque sorte été masqués pendant un moment par les mesures d'aide fédérales. Mais les investisseurs commencent à se rendre compte qu'il ne faut pas compter sur un soutien supplémentaire des pouvoirs publics*", a déclaré Keith Springer, président de Capital Financial Advisory Services.

L'indice de volatilité CBOE, encore nommé VIX, principal baromètre du sentiment de crainte des investisseurs, a bondi de 9,7% à 28,54, les intervenants exerçant leurs options visant à les protéger d'un nouveau repli des actions. (Reuters 01.09)

Le 3 septembre

Un mot personnel.

Mon épouse Magueswary sera hospitalisée à partir de cette après-midi proche de Marseille, en principe pour un contrôle de routine de deux ou trois jours, mais je soupçonne les médecins de ne pas lui avoir dit toute la vérité sur son état ; quand un médecin vous dit qu'il ne sait pas ce que vous avez après vous avoir osculté et fait faire des analyses, c'est souvent pour retarder l'annonce d'une mauvaise nouvelle, pourvu que ce ne soit pas le cas, car on ne pourra pas la sauver à tous les coups.

Elle m'a dit au téléphone de ne pas m'inquiéter, qu'elle avait de la fièvre en plus, qu'elle était comme une vieille bagnole qui va souvent au garage, sauf qu'il arrive un moment où on ne peut plus rien faire, le chassis est pourri et la bagnole part à la casse, je ne lui ai pas dit évidemment mais j'y ai pensé. Il faut seulement espérer qu'il n'y a aucun problème avec une de ses valves cardiaques, car je ne la vois pas supporter une nouvelle opération avec dépose du coeur, etc.

Je répondrai dans la journée aux trois derniers courriels que j'ai reçus. (à P. M. et V.). J'ai presque terminé un nouvel article où je taille en pièces la théorie de la décroissance chère à certains écologistes ou des adhérents du NPA.

Attention, embarquement immédiat pour la Lybie.

A propos de la Lybie et de l'affaire de Lockerbie, avant-hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, j'ai entendu un ancien directeur de la DST qui fait maintenant partie d'un organisme luttant contre le terrorisme, j'ai oublié de noter son nom vous m'excuserez, expliqué que la CIA, le Mossad, les services secrets égyptiens, russes et français savaient que la Lybie n'avait absolument rien à voir dans cet attentat et plusieurs autres imputés par le gouvernement américain (de l'époque et encore aujourd'hui par Obama) au régime lybien de Kadhafi.

Il l'a dit avant un bref reportage et il l'a répété après, en précisant qu'ils avaient la preuve depuis le début que c'était l'Iran et des libanais chiites qui avaient organisés ces attentats, et que si Kadhafi avait reconnu la responsabilité de la Lybie et livré Ali al-Megrahi au gouvernement britannique ou encore qu'il avait indemnisé les proches des victimes des attentats qu'on lui attribuait, c'était uniquement parce qu'il ne supportait pas de voir ainsi terni son image auprès des siens plus qu'envers la communauté internationale qu'il déteste, rappelant à plusieurs reprises que Kadhafi était resté un bédouin et qu'il n'avait jamais cessé de penser en bédouin, et que pour un bédouin l'honneur était quelque chose de sacré, que pour préserver son honneur il était prêt à consentir tous les sacrifices, ce qui expliquerait son comportement qui a été interprété à tort comme une volte-face de sa part.

Tout cela est plausible et se tient, même si cela n'explique pas tout. Qu'on se souvienne que les Américains avaient été prévenus à l'avance de l'attaque japonaise sur Pearl Harbour, ou encore de l'avion qui s'était écrasé le 11 septembre 2001 sur un batiment du Pentagone et dont on a jamais retrouvé le plus petit morceau de carlingue, sans parler des prisons secrètes en Europe ou les enlèvements pratiqués par la CIA...

Partons maintenant pour le Sénégal.

Deux réflexions entendues sur TV5 Monde Asie dans un reportage au Sénégal dans la bouche de femmes qui se battaient pour s'en sortir : "si l'on ne s'engage pas en politique, le développement est impossible, politique et développement de nos droits sont

liés", "le développement passe par la prise de conscience par les femmes de leurs droits, il faut faire de la politique, sinon le développement ne veut rien dire".

On ferait bien de l'expliquer à la classe ouvrière française dont l'immense majorité profite de droits ou acquis sociaux en totale inconscience et sans se poser la question de savoir d'où ils viennent.

Mais voilà, nos dirigeants intellectuels qui ne se sont jamais totalement libérés de leur complexe lié à leur situation privilégiées par rapport au reste du prolétariat, et qui plus est cultivent un complexe de supériorité, entretiennent par pur dogmatisme ou en contre-partie de ces complexes, un ouvriérisme qui s'oppose à une telle démarche en direction de la classe ouvrière, qui, parce qu'elle serait révolutionnaire par la place qu'elle occupe dans le processus de production face à la classe des capitalistes, ne devrait souffrir aucune espèce de critiques, alors que si elle est correctement orientée et à cette condition seulement, peut contribuer utilement à accélérer sa prise de conscience de sa condition.

Je me souviens encore de mes parents qui n'avaient aucune conscience politique, je rappelle que mon père était menuisier en batiment, quand un jour je demandais à ma mère si elle savait d'où venait la retraite, les congés payés, etc., elle m'a sorti en guise de réponse : "on y a le droit, c'est tout, qu'est-ce que tu veux que je te dise de plus, tu m'énerves avec tes questions et ta politique".

Elle y avait "droit", et qui était le gardien de ce "droit", le pouvoir en place que mes parents soutenaient logiquement pour cette raison notamment. Et mes parents étaient de la génération du début des années 30, ils étaient certes trop jeunes pour avoir connu juin 36, mais ils avaient vécu l'effervescence politique et sociale des années 47 à 58.

Alors que dire des générations qui ont suivi, des travailleurs qui ont aujourd'hui entre 25 et 55 ans, trop jeunes pour avoir connu mai 68 ou mai 81, qui ignorent l'origine des droits sociaux dont ils profitent ou qui n'en ont qu'une idée très vague pour comprendre que sans leur engagement pour les défendre, ils, nous les perdrons tous les uns après les autres, et que s'ils n'ont pas encore disparu, c'est parce qu'il y en a parmi nous qui se battent avec acharnement pour les conserver, pour eux et pour les générations à venir.

Je ne vois en quoi un tel discours porterait atteinte au respect que l'on doit à la classe ouvrière, nos dirigeants devraient revoir leur copie, car les classes dominantes et leurs médias ne se gênent pas pour la matraquer et l'accuser d'être responsable de la situation actuelle. Ils n'ont semble-t-il pas encore compris que pour aider la conscience de la classe à progresser, il fallait partir de la réalité telle qu'elle la perçoie, au lieu de grands discours politiques pour lesquels elle demeure en majorité herméthique. Peut-être que nous n'en serions pas là s'il y avait plus d'ouvriers d'usine dans les partis ouvriers pour reprendre une expression de Trotsky.

Que ce soient des femmes en pleine brousse africaine qui montrent l'exemple ou rappellent à la classe ouvrière de pays comme la France le chemin à emprunter pour défendre ses droits n'est pas le moindre des paradoxes, qui s'explique d'ailleurs facilement, il témoigne d'une part du mûrissement politique qui est en train de s'opérer à l'échelle du prolétariat mondial, et d'autre part que lorsque l'on n'a rien à perdre et que l'on n'a pas l'illusion de posséder quelque chose parce que l'on bénéficie de conditions d'existence relativement confortables, on se lève et on engage le combat contre le capitalisme et le pouvoir en place.

Un petit tour en Irlande pour dire deux fois NON au traité de Lisbonne.

On a appris que le Premier ministre irlandais, Brian Cowen, avait lancé sa campagne pour le "oui" en faveur du traité de Lisbonne, qui fera l'object d'un second référendum le 2 octobre prochain, après que le non l'a emporté lors du précédent référendum qui avait eu lieu l'année dernière.

Pour convaincre les électeurs d'adopter le traité de Lisbonne, il n'a rien trouvé de mieux que d'insister sur la protection qu'assurait l'Europe en période de récession. Tu parles d'une protection avec l'explosion du chômage dans tous les pays de l'UE, la chute du PIB, l'endettement des Etats dans des proportions colossales, etc, la colère qui gronde dans toutes les couches exploitées de la société, et dont les Irlandais peuvent voir des images quotidiennement à la télévision...

Le journaliste de l'agence Reuters explique ensuite que "la récession fait craindre à certains analystes un vote de protestation contre son gouvernement, ce qui tend à rendre le "oui" moins probable que dans des sondages récents", pas de bol décidément et quelle modestie, il aurait pu écrire que le "oui était moins présentable, moins fréquentable, moins souhaitable quoi ! N'y aurait-il pas eu l'an dernier à Dublin une manifestion qui avait rassemblé plus de 100 000 personnes contre la politique du gouvernement ?

Mensonge, duperie, chantage, psychose, tout y passe.

Le journaliste poursuit : "Pressé de dire s'il jugeait sa survie politique en jeu, il a déclaré : "Ce n'est pas moi qui suis en jeu (...) le traité concerne (...) la survie du pays..."", bref, voter oui ou c'est la fin de l'Irlande, rien de moins, les Irlandais sont prévenus ! Il ne leur reste plus qu'à voter non après de tels arguments.

Terminons par la France.

Dans sa lettre Internet du 2 septembre, Jean-Claude Mailly, visiblement agaçé par les propos d'un journaliste qui avait présenté Thibault et Chérèque "*comme les «patrons» du syndicalisme français*", rappelle dans la foulée que "*dans les statuts de Force Ouvrière, il y a la disparition du patronat et du salariat*", oui, un objectif forcément repoussé à une date indéterminée puisque rien n'a été fait pour s'en rapprocher, on devrait plutôt dire, puisque tout a été entrepris pour que la classe ouvrière ne fasse pas un pas en avant dans cette direction.

Ce qui m'a fait marrer dans sa lettre, c'est la proximité immédiate - puisque les deux phrases se succédaient, entre son coup de gueule contre "*les «patrons» du syndicalisme français*" et la disparition du patronat extrait de la Charte d'Amiens, à croire qu'il en voudrait aux "*patrons*" Thibault et Chérèque au point de souhaiter leur disparition ! On peut se demander s'il s'en est rendu compte. Quelle audace !

Tiens, je vous recopie ici les deux passages en question pour qu'il n'y ait aucun malentendu sur mon interprétation de ce que j'ai lu :

"*Il est ainsi pour le moins amusant de voir ceux qui prônent en permanence l'unité ou le rassemblement syndical s'afficher politiquement à deux (1) pour, comme le souligne un journaliste, apparaître comme les «patrons» du syndicalisme français!*

Rappelons d'abord que dans les statuts de Force Ouvrière, il y a la disparition du patronat et du salariat. " (note à la fin : (1) Les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT.)

Quand "***la disparition du patronat et du salariat***" passe... par le G20 !

Comme il l'avait fait avant le sommet de Londres au printemps, Nicolas Sarkozy a commencé la tournée des leaders syndicaux en recevant hier Bernard Thibault.

Officiellement, il s'agissait de préparer le G 20 qui doit se tenir à Pittsburgh le 24 septembre. Cela n'a pas empêché le chef de l'Etat et le secrétaire général de la CGT de faire, selon l'Elysée le tour «des principaux sujets économiques et sociaux de la rentrée». (Libération.fr 02.09)

No comment, je risquerais d'être grossier !

Les dépêches.

Molex, suite.

La direction de Molex a annoncé mercredi "*la fin des discussions*" avec le repreneur potentiel du site de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Cette annonce surprise survient quelques heures après que le ministre de l'Industrie Christian Estrosi eut dénoncé dans un communiqué l'attitude "*peu constructive*" de la direction américaine de l'équipementier automobile, lui demandant de "*négocier de bonne foi*".

Plan social = licenciements.

M. Slark, vice-président et directeur général de Molex Inc., a par ailleurs encouragé les salariés à "*s'engager dans le dialogue par le processus de médiation pour que nous puissions travailler ensemble sur un plan social dans les meilleurs délais*".

Si ma mémoire est bonne, il avait tenu exactement le même discours à la virgule près il y a un mois, mais certains avaient dû interpréter le plan social comme un plan destiné à sauvegarder les emplois, alors qu'il signifiait licenciement et rien d'autres. D'ailleurs, et là j'en suis absolument certain, la direction de Molex n'a cessé d'affirmer que sa décision de fermer cette usine était définitive et non négociable, notamment du fait qu'il emmenait avec lui les matières premières et la clientèle de Molex.

Un sourd ou un crétin.

Thierry Bonhour, délégué syndical FO, s'est en tout cas dit "*surpris*" par cette annonce. "*Le dossier évolue vite. A un moment, il avance et l'espoir revient, puis peu de temps après, c'est la surprise*", a-t-il souligné.

Qu'est-ce que tu veux foutre avec des machines sans matières premières ni clients ? Les clients, c'est Renault et PSA, alors il faut que ces deux entreprises rachètent et intègrent Molex et le tour est joué si je puis dire, elles ont reçu des milliards de l'Etat, non, alors qu'ils servent à sauver ces 288 emplois.

Que foutent sur ce coup les syndicats de Renault et PSA ? La vraie question n'est-elle pas là ? Bon je ne suis pas sur place, mais mon raisonnement se tient, non ?

On a appris que Thibault allait se rendre chez Molex. Pour quoi faire ? Pour accompagner les licenciements ? Son boulot ne devrait-il pas être de mobiliser la CGT chez Renault et PSA en solidarité avec les ouvriers de Molex et organiser le blocages des usines tant qu'ils n'auront pas intégré les 288 ouvriers de Molex ?

Ils s'en remettent au gouvernement.

"*J'attends que le gouvernement, qui dispose de fonds structurels, facilite l'intérêt d'un repreneur éventuel et l'aide à développer son activité à Villemur*", a ajouté le délégué syndical FO, précisant que les organisations syndicales devraient se rencontrer jeudi afin de "*définir une stratégie face à une direction qui garde le cap*". (AP 02.09)

Museler la presse.

La diffamation est définie à l'article 29 de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 et pour la caractériser, les allégations doivent porter atteinte à l'honneur et à la considération de la personne visée. La sanction pénale est une peine d'amende de 12 000 euros.

Le rédacteur en chef du site l'Express.fr pourrait être mis en examen pour un diaporama mis en ligne le 16 décembre 2009 sur ce site, la justice lui reprochant d'avoir fourni une liste de personnes qui se seraient rendus coupables d'un délit "*d'escroquerie*", alors que la justice ne les avait pas encore jugés ni condamnés pour un tel délit. (LePost 02.09)

Il faut préciser que la liste en question avait été retirée du Net quelques heures après avoir été mise en ligne.

Le locataire du Palais doit avoir un compte à régler avec l'Express, donc tout est bon pour s'attaquer à la liberté d'expression et celle de la presse en particulier.

Museler la jeunesse.

Brice Hortefeux a porté plainte pour diffamation contre des habitants de Bagnolet qui avaient affirmé dans les médias que la police était responsable de la mort d'un jeune le 9 août. Le rapport de l'enquête avait conclu que ce n'était pas le cas.

Il s'agissait des propos rapportés par l'AFP et Libération.fr, de deux jeunes du quartier où habitait Yakou Sanogo qui s'était tué en moto, alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle de police, le 9 août à Bagnolet. (Lexpress.fr 02.09)

Ces deux jeunes ont simplement dit ce qu'ils croyaient avoir vu ou ils avaient interprété à la hâte ou à tort ce qu'ils avaient cru voir. Ce qui est intéressant c'est que la plainte du ministre ne s'adresse pas aux journalistes qui auraient pu se donner la peine de vérifier sur place les propos rapportés par ces deux jeunes, les deux ayant affirmé que la voiture des policiers était entrée en contact avec la moto, il était alors facile d'examiner le véhicule de la police pour voir si oui ou non elle comportait une trace de choc à cet endroit précis.

La sécurité du capital en question.

A l'issue d'une réunion organisée par Brice Hortefeux au ministère de l'Interieur à laquelle étaient conviées les directeurs départementaux de la sécurité publique et commandants des régions et groupements de gendarmerie en présence de Sarkozy qui apparemment s'est invité, Brice Hortefeux a annoncé à l'issue de cette réunion la création de "*cellules anti-cambriolage*".

M. Sarkozy a demandé au ministre de l'Intérieur d'"*exiger de ses collaborateurs le même engagement, commissariat par commissariat, brigade par brigade, département par département*", parce que "*la sécurité, c'est capital pour les Français*". (AP 02.09)

La hausse de 12% des cambriolages sur un an est le résultat de l'apprauvrissement continu de pans entiers du prolétariat, de la décomposition de la société à laquelle conduit infailliblement la survie du capitalisme. Au-delà, elle conduit à l'affrontement des différentes couches du prolétariat entre elles, au pire quoi.

La "*sécurité*" n'existera pas, tant qu'on n'aura pas aboli le capitalisme et liquider les institutions de la Ve République. Ce pays ressemble de plus en plus à une camisole de force, à un Etat policier, à une dictature.

Le 4 septembre

J'ai presque bâclé la fin des trois textes que je mets en ligne aujourd'hui car la mousson a commencé avec un mois d'avance apparemment. De plus, j'ai perdu plus de deux heures au consulat de France, ils m'ont écouté, mais je ne me fais pas d'illusions, cela m'étonnerait qu'ils m'aident... Mon épouse est hospitalisée et j'ai un petit problème de santé, je suis crevé et j'ai un boulot monstre chez moi, bref, ça baigne ! A demain.

Le 5 septembre

Je sais que des camarades s'inquiètent de ma situation personnelle, donc je vous en touche un mot rapidement.

J'ai été reçu pendant une heure hier après-midi par l'assistante sociale du nouveau consul adjoint en poste à Pondichéry, apparemment il n'a pas encore de secrétaire. Je lui ai expliqué ma situation, elle m'a répondu qu'ils allaient voir ce qu'ils pourraient faire pour nous aider. Comme elle avait un autre rendez-vous, je n'ai pu aller au bout de ma démonstration, je lui ai donc précisé les choses par courriel ce matin, en voici la copie :

"Je voudrais revenir sur la fin de notre entretien d'hier et le petit papier que je vous ai remis.

Je pense que je me suis mal exprimé ou que je ne vous ai pas présenté la situation clairement, sans doute parce que je vous savais pressé et que je ne voulais pas abuser de votre temps.

Mon problème n'est pas d'ordre administratif ou uniquement d'ordre administratif, il est le produit de l'intention clairement exprimée par ces voyous de nous voler notre maison et si nécessaire de nous tuer pour y parvenir, d'où les menaces de mort proférées et qui pèsent sur nous en permanence. Elles ont été proférées contre nous parce que nous voulons vendre notre maison que ces voyous veulent nous voler tout simplement. Monsieur V. Mani, le chef de notre village, a été jusqu'à les répéter devant les inspecteurs de police de Kottakuppam sans que ceux-là bronchent et le fassent taire, cet incident est rapporté dans une des lettres que j'ai adressée entre autres au collecteur.

Autrement dit, l'affaire est beaucoup plus grave. Il serait possible selon moi de présenter ainsi les choses au collecteur, tout en respectant les principes auxquels le consulat est attaché et que je respecte.

Je dois dire au préalable que le collecteur est parfaitement au courant de notre situation dans les moindres détails, puisque je lui ai fait parvenir la plainte que j'avais adressée au superintendant de police à Villupuruam, la police des polices si vous voulez, il est au courant de ces menaces de morts, de la tentative de racket, etc.

Vous pourriez intervenir en lui disant que vous êtes préoccupés du sort d'un ressortissant français qui a reçu des menaces de morts, en mettant en relief que notre départ de ce village permettrait d'y mettre un terme.

A la limite, ce n'est même pas la peine d'évoquer devant lui la question du papier qui nous manque à l'heure actuelle et qu'il a le pouvoir de nous délivrer, je m'en chargerai lorsque j'irai le rencontrer dans 15 jours, il ne reçoit le public que le lundi m'a-t-on dit. En revanche, l'intervention du consulat l'inciterait peut-être à accélérer les choses et à nous le délivrer rapidement pour se débarrasser de cette affaire qui pourrait mal tourner.

En agissant de la sorte, le consulat ne s'immiscerait pas dans les affaires intérieures indiennes, vous seriez dans votre rôle en vous tenant informés de la sécurité d'un de vos concitoyens ayant reçu une menace de mort, ce que ferait n'importe quel diplomate de n'importe quel pays en poste dans un pays étranger.

Une chose que je ne vous ai pas dite, c'est qu'il pourrait être tenté de faire traîner les choses jusqu'à l'expiration de mon visa en 2010 pour qu'ensuite on me refuse son renouvellement et procéder ainsi à mon expulsion. Il faut aussi penser à cet aspect de la situation que je n'ai pas eu le temps d'évoquer avec vous. Après tout, je ne le connais pas et je ne connais pas ses relations avec les autorités de notre district.

Là je peux vous garantir que pour le coup vous auriez une toute autre affaire sur les bras, car compte tenu que cela signifierait la perte du seul bien que nous possédons pour nos vieux jours, c'est enchaîné qu'ils devraient me traîner à l'avion, car je résisterais par tous les moyens, je préfère ne pas vous en dire davantage sur ce que je serais capable de faire dans une telle situation, n'extrapolons pas.

Je tiens à votre disposition les récépissés des lettres recommandées que j'ai adressées au collecteur.

Je vous remercie de votre attention et je compte sur votre compréhension pour nous aider."

Je suis assez satisfait de ce courriel qui cadre bien les choses, il ne me reste plus qu'à attendre lundi.

Sinon, j'ai revu hier par hasard une autre personne qui était intéressée par notre maison, c'est un Allemand je crois, il fait partie d'une communauté d'étrangers plutôt allumés que je ne fréquente pas et qui ne manquent pas de fric, des fils à papa quoi.

C'est le genre de type qui se moque de tout, le parfait petit-bourgeois qui est en Inde pour profiter de la vie, avec un peu de chance il va se ficher aussi qu'il me manque le relevé du cadastre pour lui caser cette foutue baraque, je me demande si je dois lui en parler ou non. Je sais que deux personnes dans son genre ont déjà acheté un terrain sans ce papier. Ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! J'ai préparé plusieurs stratégies au cas où, car je dois compter aussi avec la réaction des voyous du village. Je me dis qu'avec le bordel que je suis en train de foutre, cela pourrait les dissuader de m'empêcher de quitter le village. A suivre.

Bon week-end à tous.

Passons aux choses plus sérieuses.

Je n'ai pas le temps d'aborder la situation politique au Japon, au Gabon, etc.

On est en droit de soupçonner derrière les déclarations mesurées mais optimistes de la BCE ou de l'OCDE, leur volonté d'enjoliver la situation après la période d'été propice aux vacances des travailleurs, afin de leur faire espérer un avenir meilleur à court terme auquel plus personne ne croit ou presque.

Un coup ils dramatisent la situation, le coup d'après ils se veulent rassurant, bref, moins la population saura où l'entraîne le capitalisme et mieux cela vaudra.

Deux points sur la crise.

1- S'il n'y avait qu'un argument qui nous permettrait d'affirmer qu'ils n'ont pas compris la leçon ou plutôt qu'ils n'ont pas le choix ou faire tout péter,voici ce que distraitement j'ai relevé sur le Net à propos de la Bourse : Rambus : flambe sur les rumeurs concernant Samsung ; Biogen Idec : Facet Biotech flambe de 75% !

Alors quand on entend les déclarations de Sarkozy, Merkel et Brown sur leur volonté commune d'imposer je ne sais quelle régulation ou contrôle aux marchés financiers dans la perspective du prochain G20, on a largement de quoi les contrer et montrer aux travailleurs qu'ils se foutent d'eux et que finalement le capitalisme n'a pas de solution à la crise qui le mine...

2 - Avec la crise des subprimes aux Etats-Unis il y a deux ans, les représentants du capitalisme ont découvert qu'une grande partie de la population était endettée jusqu'aux dents, pas seulement aux Etats-Unis mais dans tous les pays fortement industrialisés.

Il semble évident qu'elle ne pourra pas éponger sa dette en 24 mois, surtout qu'est venu se greffer sur cette situation des millions de licenciements, des millions de travailleurs soumis au chômage partiel avec perte de salaire, sans oublier des hausses de prix qui compensent les baisses.

Dans ces conditions-là, on voit mal comment la machine capitaliste à consommer pourrait repartir, sauf à tabler sur l'inconscience des classes moyennes qui pourraient profiter de la baisse des prix pour procéder à des achats importants, voiture ou habitation, ou tout simplement renouveler leurs biens d'équipement.

Prenons comme exemple l'Espagne.

1 - PIB : Au second trimestre, le PIB espagnol a reculé de 1,1 % par rapport à un premier trimestre déjà mauvais.

2 - Consommation : On ne peut guère s'étonner que la consommation des ménages ait été inférieure de 5,6 % à son niveau du second trimestre 2008.

3 - Chômage : le taux de chômage est passé de 11,4 % à 18,5 % de la population active entre juillet 2008 et juillet 2009.

4- Défit de l'Etat : en juillet, il représentait déjà 4,7 % du PIB et il pourrait franchir la barre des 10 % cette année.

5 - Difficile d'augmenter les impôts : Madrid a eu le bon sens de promettre qu'il ne toucherait pas aux impôts liés au revenu. Cela

ne ferait que freiner un peu plus la consommation.

6 - Difficile de taxer le capital : La dernière idée en date est de relever les taxes sur les revenus du capital, mais une telle disposition risquerait de décourager l'investissement sans pour autant réduire significativement le déficit.

7 - Difficile de comprimer les dépenses de l'Etat : la moitié de la dépense publique relève de l'autorité des provinces et, d'autre part, 30 % du budget sont consacrés à la sécurité sociale.

8 - Une seule solution : s'attaquer à la classe ouvrière : comme en Irlande par exemple en baissant la rémunération des fonctionnaires. En Espagne, on parle de "contenir" la masse salariale de l'Etat en 2010. Les montants ne sont pas négligeables. Le simple gel du salaire des fonctionnaires en 2009 aurait permis d'économiser 6 milliards d'euros, si l'on projette la progression de 5 % du premier semestre sur l'année entière.

9 - L'aveu : Ce serait là une décision parfaitement accordée au discours de M. Zapatero sur la nécessité de se montrer solidaire en cette époque de crise. Ce qui signifie que du côté du secteur privé si l'on prend comme base de comparaison la France, 25% pour le public et 75% pour le privé, on peut multiplier par trois les 6 milliards d'euros économisés par l'Etat sur le dos des fonctionnaires pour arriver aux 18 milliards d'euros que les patrons ont économisé approximativement de leur côté sur le dos des salariés du privé.

10 - Constat final : Il faut se rendre à l'évidence : la régression de l'inflation, le grand plan public de relance et la faiblesse des taux d'intérêt n'ont pas réussi à favoriser la consommation des ménages. De fait, ils doivent rembourser les dettes qu'ils ont accumulées en période d'abondance.(Le Monde 04.09)

Qu'est-ce que cela veut dire "accumuler" des dettes ? Qu'on n'a pas grand chose dans la tête, que l'on vit au-dessus de ses moyens et qu'on se prend pour ce qu'on n'est pas, cela va ensemble en général. Quand on parle d'élever le niveau de conscience des exploités, cela ne peut avoir un sens dans le comportement de la vie quotidienne qu'à partir du moment où cette démarche s'inscrit dans une perspective politique consciente.

Les Noirs d'Amérique qui se sont lancés au milieu des années 50 dans le combat contre la ségrégation raciale dont ils étaient victimes, n'ont pu remporter une victoire qu'à partir du moment où leur combat se situait dans la perspective plus générale de la lutte contre les inégalités qui ne frappaient pas que les Noirs, pour que les Noirs obtiennent les mêmes droits civiques, donc aussi ou surtout politiques, que les Blancs.

Si l'on veut lutter efficacement contre le capitalisme, il faut aussi favoriser cette prise de conscience de la part de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, ce qui doit passer impérativement au préalable par la progression de leur conscience politique, car procéder autrement reviendrait à les rendre responsables des malheurs qui les accablent et de la survie du capitalisme, ce qui serait intolérable et réactionnaire. Ce serait imiter les écologistes et autres anticapitalistes qui sont incapables de proposer aux travailleurs une issue politique en rupture avec le capitalisme, pour finalement leur faire payer leur comportement dont ils ne sont responsables qu'indirectement.

Je ne tombe pas dans ce piège, et je ne tombe pas non plus dans celui des ouvriéristes qui considèrent que parce nous serions responsables qu'indirectement de nos actes, ils seraient forcément irréprochables. Pour ne pas se comporter comme un vulgaire réactionnaire ou un opportuniste, on doit partir de la réalité et l'intégrer dans une perspective politique révolutionnaire. J'espère que je me suis bien fait comprendre.

Agir sur son comportement quotidien ou en changer ne peut se concevoir que sous cet angle-là. Pourquoi devrions-nous revoir notre consommation ou éviter de recourir au crédit, si l'on n'a pas compris au préalable que c'est par ce biais que l'on entretient la machine capitaliste qui nous tient en servitude, si l'on n'a pas l'espoir ou qu'on n'entrevoit pas comment on pourrait mettre un jour un terme à cette situation, au capitalisme ?

C'est donc en priorité l'espoir qu'un changement politique est possible, qu'il faut faire revivre au sein des classes exploitées.

Le record de la honte.

Dix-sept mille sans-papiers ont été expulsés de France entre le 1er janvier et le 31 juillet, a annoncé jeudi matin le ministre de l'Immigration Eric Besson.

"*L'objectif qui m'a été assigné est de 27.000*" pour l'année 2009, a rappelé Eric Besson. "*On respectera à peu près cet objectif*" a-t-il déclaré sur LCI. (AP 03.09)

Qui se ressemblent se rassemblent.

Après s'être imposé le silence pendant l'été, François Bayrou a approuvé la main tendue par la vice-présidente de MoDem, Marielle de Sarnez, aux socialistes.

"*Je dis que si main tendue il y a eu, on a raison de tendre les mains parce qu'on ne peut pas continuer à être, dans la démocratie française, des forces politiques qui s'ignorent et se détruisent ou se combattent tout le temps*", a-t-il déclaré à la presse.

Marielle de Sarnez avait lancé lors des ateliers d'été d'un courant socialiste à Marseille, le 22 août : "*Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise*". (Reuters 04.09)

Ce qui les rassemblent : leur combat pour la survie du capitalisme contre la classe ouvrière.

C'est reparti pour les journées d'action !

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a proposé, jeudi 3 septembre, un calendrier de manifestations. Les secteurs de la métallurgie et de la chimie ont rendez-vous le 17 septembre devant la Bourse et toute la CGT le 22 octobre pour une manifestation nationale à Paris 'pour l'avenir des emplois et de l'industrie'. (LeMonde.fr 04.09)

Il a oublié son appel à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 7 octobre ? (Reuters 04.09) Non, il ne manque rien, le 7 octobre il ne doit pas avoir prévu de manifestations !

Il ne faut pas participer à ces actions qui n'ont pour objectif que diviser et démoraliser la classe.

Plus ils en causent, plus elle est rejetée.

Les deux tiers des Français sont contre la taxe carbone que le gouvernement compte instaurer l'an prochain pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, selon un sondage TNS Sofres-Logica pour Europe 1.

Plus les sondés savent ce qu'est cette taxe, plus ils sont contre, note l'institut de sondage.(Reuters 03.09)

Une des leçons que j'avais tiré du non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, avait été que lorsqu'une question avait été largement débattu publiquement et que de ce fait la population avait pu se faire une idée un peu plus claire sur ce qu'on lui proposait malgré le matracage des médias et du pouvoir, elle était majoritairement contre un projet présenté par le gouvernement.

Là c'est plus facile à comprendre, puisque le projet du gouvernement est de nous taxer davantage, ce qui ne peut entraîner que son rejet massif.

Charrettes ou suppressions de postes.

Air France-KLM annonce proposer au personnel au sol de la compagnie Air France un plan de départ volontaires portant sur 1.500 postes. (Reuters 04.09)

La direction de l'usine General Motors de Strasbourg, qui produit des boîtes de vitesse, a annoncé la suppression de 198 emplois sur un total de 1.200, apprend-on de sources syndicales. (Reuters 04.09)

L'économie américaine a perdu 216.000 emplois en août et le taux de chômage s'est inscrit à 9,7%, une proportion inédite depuis juin 1983. (Reuters 04.09)

Afghanistan. Le cauchemar quotidien de la guerre et de l'occupation.

Une frappe de l'OTAN sur des camions-citernes détournés a fait plus de 70 morts vendredi dans le nord de l'Afghanistan, dont plusieurs dizaines de civils, ont annoncé les autorités afghanes.

Un haut responsable de la police afghane ayant requis l'anonymat a, de son côté, affirmé qu'une quarantaine de civils venus siphonner le carburant figurent parmi les victimes. (AP 05.09)

Le 6 septembre

Je ne sais pas si vous avez lu les déclarations des différents bureaucrates syndicaux, ne pas comprendre qu'il n'y a rien à en attendre ne relève plus de l'entêtement mais de la sclérose irréversible.

Je laisse à leurs devoirs les partisans du front unique et de la grève générale qui serait appelée par ces commis du gouvernement et du patronat, je parle des dirigeants syndicaux.

Comment ne pas comprendre que toutes les tactiques et stratégies qui ont été élaborées jusqu'à présent étaient erronées ? Pourquoi l'étaient-elles, telle est la question à laquelle chacun va devoir répondre devant ses militants, car il y en a plus que marre de ces dirigeants qui prétendent élaborer des lignes politiques toutes finalement plus foireuses les unes que les autres et qui discréditent auprès des travailleurs partis et organisations. Quand on pense que ce sont les mêmes qui s'émeuvent de leur décomposition, on a envie d'hurler à la manipulation et au scandale.

La question n'est pas trop de savoir pourquoi les bureaucrates sont sur cette position, c'est facile à comprendre, ce sont des parasites au service de l'ordre établi, du capitalisme, que de savoir pourquoi la classe ne se mobilise pas. On a l'habitude de nous répondre à cette question depuis 64 ans : parce que les appareils font obstacles et organisent la division. Foutaise ou manipulation, en réalité parce que la majorité de la classe n'est pas prête à se mobiliser et que personne ne veut se poser la question : pourquoi et quoi faire ?

D'après vous sur quoi repose l'assurance, l'audace, les provocations dont font preuve les dirigeants syndicaux ? Sur le manque de maturité politique de la classe et rien d'autre, sur sa subordination au capitalisme, sur son incapacité à se saisir du socialisme oserais-je dire. Alors que la contestation fait entendre sa voix à l'intérieur de la CGT à l'approche de son 49e congrès, Thibault lui propose une série de journées d'action éclatées, comme s'il n'en avait strictement rien à foutre. C'est très clair et personne ne peut le nier, reste à savoir pendant combien de temps encore n'en tirerons-nous pas les conclusions qui s'imposent.

En même temps, Thibault agit en agent de la bourgeoisie en s'appuyant sur les éléments les moins déterminés de la classe ouvrière à remettre en cause le capitalisme qu'il sait les plus nombreux, le calcul était facile à faire.

Camarades, quelque part il est moins con que nous, lui il tient compte de l'existence de cette majorité de la classe ouvrière qui demeure enchaînée au capitalisme, il s'appuie dessus, c'est son fond de commerce, et nous on continue de confondre l'aristocratie ouvrière syndicalisée avec les couches les plus aptes de la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme, c'est tragique d'en arriver à répéter la même erreur pendant plus d'un demi siècle.

Il y a quelque part une part de malhonnêteté intellectuelle à ne pas vouloir reconnaître la réalité quand elle saute aux yeux. On peut très bien prétendre être sur une ligne de lutte de classe ou le croire sincèrement, alors qu'en réalité on ne fait que reproduire les schémas éculés du passé qui ont conduit à la subordination du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière au capitalisme.

Certains imaginent qu'il suffirait du jour au lendemain de rajouter le mot anticapitaliste au contenu de leur activité syndicale (ou politique) pour que soudainement elle ait une orientation résolument anticapitaliste sans rien changer à leur tactique et stratégie, sinon de commencer à se regrouper contre les appareils. Je n'ose même pas dire qu'ainsi la conscience de la classe pourrait en tirer un quelconque bénéfice, franchement je ne vois pas par quel miracle cela pourrait se produire.

On s'est usé à combattre les appareils et à courir après chaque revendication sans leur donner un contenu et une orientation résolument anticapitaliste. Résultat : les appareils continuent de faire la pluie et le beau temps, on a l'impression d'avoir sauvé les meubles en ayant sauvé certains droits ou acquis, alors qu'en réalité on a été incapables d'aider la classe à intégrer la nécessité de rompre avec le capitalisme, bref le résultat est misérable et on a plutôt l'impression (ou la conviction en ce qui me concerne) d'avoir tout faux sur toute la ligne.

Si nous avions été en permanence en contact avec les couches du prolétariat les plus durement frappées par les politiques mises en oeuvre par les différents gouvernements depuis l'après-guerre et qui n'ont jamais eu l'impression d'avoir quelque chose à perdre ou que leurs situations s'étaient améliorées, les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui ne bénéficieront jamais ou presque des avantages ou acquis qui profiteront aux autres couches exploitées, peut-être que nous nous serions penchés plus tôt sur le contenu et la portée de notre militantisme sur le plan syndical ou politique.

Sans faire dans l'ouvriérisme que je combats inlassablement, ce n'était pas sur les ouvriers bénéficiant d'avantages sociaux importants par le biais de leurs conventions collectives, payés entre 14 et 16 mois par an en intégrant différentes primes ou sur les travailleurs qui n'avaient plus qu'à attendre la retraite dès le premier jour de leur embauche sur lesquels il fallait forcément se baser pour définir notre orientation et notre intervention dans la lutte de classe, il n'y avait peut-être pas pire guide pour finalement se fourvoyer totalement à force de confondre les apparences avec nos désirs, délaissant l'immense masse des couches les plus exploitées dont la situation ne s'est finalement pas améliorée un demi siècle plus tard, je peux vous en causer en ayant observé quotidiennement l'évolution de la portion que ma mère metttait dans notre assiette en guise de repas ou encore l'impossibilité de nous acheter une autre paire de chaussures que la moins chère en plastique du magasin André.

Bien entendu que tous les combats qui ont été menés pour conserver nos droits ou acquis valaient la peine d'être menés, le problème n'est pas là, quant au contexte, il n'explique pas tout non plus, sauf à vouloir trouver un prétexte facile pour couvrir nos propres faiblesses ou erreurs, il réside selon moi dans l'abandon pur et simple des principes de base et des objectifs du combat du mouvement ouvrier après avoir été dénaturés.

On a été incapables de lier notre combat pour l'amélioration de la condition ouvrière au combat contre le capitalisme dans la perspective de son abolition. On peut le nier, mais on ne peut pas nier que finalement les dizaines ou centaines de milliers de grèves, les dizaines de milliers de manifestations ou de mobilisations entre 1947 et 1981, n'auront finalement pas servi à grand chose puisque qu'elles n'ont pas permis à la conscience politique de la classe ouvrière de progresser d'un millimètre, ni évidemment de se doter d'une nouvelle direction.

Si j'ai pris soin de prendre pour référence la période allant de 1947 à 1981, c'est pour qu'on ne puisse pas nous rétorquer que la disparition de l'URSS y était pour beaucoup. Si je puis dire, le ver était dans le fruit depuis très longtemps. En réalité, depuis 64 ans nos dirigeants n'ont jamais changé de ligne, le constat que l'on peut dresser aujourd'hui est sans appel, il est à mettre à leur actif, il en porte en grande partie la responsabilité, chacun en tirera ensuite les conclusions qu'il voudra. (j'ai écrit "on a été incapables" avec un S, "on" ayant ici le sens de nous inclusif, je me mets dans le lot, après l'auxiliaire être au passé composé, il n'y a donc pas de faute.) (A suivre)

J'allais oublier de vous dire à propos du site, qu'on a atteint hier 176 connections en une seule journée, un record ! Bon dimanche camarades !

Préparation du prochain G20 comme si vous y étiez.

Taxation du marchés financiers : une mauvaise blague.

Réunis depuis vendredi à Londres pour préparer le sommet du G20 qui réunira les dirigeants des grandes économies de la planète à Pittsburgh, les 24 et 25 septembre, les ministres et les banquiers centraux l'ont échappé bel.

Le journal Berliner Zeitung avait écrit samedi que le ministre allemand des Finances compterait demander au sommet de Pittsburgh de mettre en place une taxe sur les transactions effectuées sur les marchés financiers, et qu'il avait l'intention de présenter une telle proposition lors de ce sommet à Londres.

Le ministère s'est empressé de rectifier en indiquant qu'il voulait seulement évoquer cette idée en termes généraux lors du sommet et savoir ce que ses homologues pensent des instruments permettant de répartir les fardeaux hérités de la crise des marchés financiers.

"*Mais il ne fera pas de proposition concrète concernant une taxe sur les marchés financiers*", a assuré le porte-parole du ministère. Ouf ! (Reuters 05.09)

L'attitude des banquiers et traders : juste un peu trop voyante.

Le directeur général du FMI a aussi jugé "*assez scandaleux que des établissements financiers, notamment qui ont été aidés par l'Etat, par l'argent des contribuables, versent des bonus aussi immenses*".

"*Le fait de dire, je prends n'importe quel risque à titre individuel, peu importe les conséquences collectives, il faut que cette attitude diminue*", a-t-il souligné par ailleurs. (AP 05.09)

Ce n'est qu'une question de mesure ou de proportion à revoir pour ce social-libéral, normal.

Augmenter le capital des banques pour accorder toujours plus de crédits : une solution d'avenir !

"*Les banques auront des contraintes plus grandes concernant leur niveau de capital*", a-t-on ajouté. "*Cela veut dire que les banques devront détenir davantage de capital, et un capital de meilleure qualité, ce qui servira d'amortisseur*". (Reuters 05.09)

Quand on sait que pour 100 euros de capital ou d'actifs, la banque peut en prêter trois à quatre fois plus, que les 100 euros de départ existent ou soient en bois, cela ne change absolument rien et ne permettra jamais de couvrir un défaut de remboursement des 300 ou 400 euros qu'elle aura prêtés.

Ils vont se mettre d'accord pour augmenter le capital ou les actifs des banques afin qu'elles puissent prêter encore davantage d'argent. Ainsi lors de la prochaine crise, il sera impossible aux différents gouvernements et aux différentes banques centrales de recourir aux recettes qu'ils ont mises en oeuvre lors de cette crise, étant donné que les montants que leur réclameront les

banques seront encore plus gigantesques qu'aujourd'hui. C'est la fuite en avant, quoi !

On peut rapprocher cette mesure de la faillite de 89 banques aux Etats-Unis depuis le début de l'année, dont les actifs et la clientèle ont été reprises par d'autres banques plus importantes avec la bénédiction de la Fed, pour arriver à une nouvelle concentration du capital et éliminer des milliardaires qui s'étaient pris un temps pour des banquiers et qui encombraient le marché.

Etats-Unis.

Les autorités américaines ont fermé cinq nouvelles banques vendredi, ce qui porte à 89 le nombre d'institutions qui ont cessé leurs activités depuis le début de l'année.

La Vantus Bank de Sioux City, dans l'Iowa, la InBank d'Oak Forest et la Platinum Community Bank de Rolling Meadows, toutes deux dans l'Illinois, la First Bank de Kansas City (Missouri) et la First State Bank de Flagstaff (Arizona) ont été fermées, a annoncé la FDIC, autorité de garantie des dépôts bancaires.

La FDIC dispose en outre d'une liste d'établissements en proie à d'importants problèmes et surveillés de près. A la fin du second semestre, 416 banques se trouvaient sur cette liste.

L'agence fédérale a provisionné 32 milliards de dollars pour l'année prochaine pour couvrir les possibles faillites bancaires.

Sa présidente Sheila Bair a prévenu que les fermetures d'établissements se poursuivraient malgré le rebond économique parce que le secteur bancaire continuait à reconnaître des pertes liées au crédit et à nettoyer ses comptes. (Reuters 05.09)

Quand Eric Woerth lave plus blanc que blanc.

"La taxe carbone n'est pas un nouvel impôt" affirme le ministre du Budget Eric Woerth dans une interview au Parisien/Aujourd'hui en France de ce dimanche.

Il précise que "*l'opération sera blanche pour les contribuables et pour l'Etat*", puisque "*la nouvelle contribution sera reversée intégralement aux Français*". (AP 06.09)

Question : lesquels ? Tout cela pour tenter de camoufler que ceux qui en profiteront ne seront pas ceux qui auront été taxés, et devinez qui sera le dindon de cette mauvaise farce ? Les plus nombreux comme toujours : le prolétariat.

Clearstream : provocation ou coups pourris au sommet de l'Etat.

Intervention d'un internaute nommé Lector sur Slate.fr, 05/09/2009.

La falsification commence au plus tard en ÉTÉ 2003. Or en mars/avril 2004 il aurait eu des scrupules à rajouter des noms ?!

Dans ses fameux cahiers le Général Rondot parle d'un 'compte couplé' Nagy/Boksa à partir de JANVIER 2004. Et ce n'est qu'en mars/avril 2004 qu'il apparaitrait ?!

JLG aurait eu besoin de l'aide de IL pour rajouter 2 noms sur un tableau Excel (!) mettant ainsi IL inutilement au parfum?!

Je note que, même si IL disait vrai, le seul à mettre DDV en cause, serait une fois de plus JLG puisque IL – tout comme le Général Rondot – ne sont informé de la 'connaissance' de DDV qu'à travers les témoignages de JLG.

Je note en outre que IL contredit ici tout ce qu'il avait affirmé dans ses déclarations (elles-mêmes incohérentes) dans le cadre de l'instruction de l'affaire Clearstream; que JLG n'a, lui aussi, cessé de se contredire tout au long de l'information judiciaire et que le seul à avoir tenu le même discours depuis sa première audition, le 21 décembre 2006, sans jamais se contredire ou se retracter est DDV.

Mais la vrai question n'est pas là. La vrai question reste pour moi celle-ci: Comment peut-on salir quelqu'un dont le nom se trouve sur un listing truqué (ce qui n'est pas le cas du nom 'NS', mais passons) en saisissant la DGSE (comme l'aurait demandé Chirac en janvier 2004), en saisissant le juge d'instruction le plus compétent de France, VR (comme l'aurait demandé DDV en mai 2004) ou encore la DST (comme l'a effectivement fait DDV en juillet 2004), bref en saisissant les instances les plus à même de déjouer le piège?!

C'EST ABSURDE.

La seule instance qui était susceptible de salir un homme (capacité dont elle a fait preuve pendant les 5 dernières années en menant une campagne de diffamation sans relâche contre DDV) c'est la presse. Or c'est précisément cette instance-là que DDV aurait totalement négligé!

La date de l'apparition - quelques jours avant l'ouverture du procès - d'une affirmation que IL a faite il y a bientôt 1 an (!) en dit long sur cette volonté de salir à tout prix DDV. Il est de plus en plus évident que DDV n'est pas l'auteur, mais la seule et unique victime d'une diffamation dans l'affaire Clearstream. (slate.fr 05.09)

La question, me semble-t-il, n'est effectivement plus de savoir à qui devait profiter cette mise en scène, mais à qui elle profite réellement : à Sarkozy !

On pourrait admettre à la limite que Jean-Louis Gergorin aurait commis une énorme erreur en faisant appel à Imad Lahoud pour truquer ce fichier et ajouter le nom de Sarkozy, Imad Lahoud pouvant monnayer ensuite cette information auprès de Sarkozy, mais cela n'explique pas pourquoi Dominique de Villepin se serait d'une certaine manière dénoncé lui-même en saisissant la DGSE, puis le juge d'instruction réputé pour être le plus compétent de France dans ce genre d'affaire ou encore la DST, cela ne tient pas debout effectivement.

Allemagne.

A Duisbourg dans la Ruhr, ville de 500 000 habitants où domine toujours la silhouette des hauts-fourneaux, fin août, cet ancien bastion social-démocrate a réélu pour un second mandat un maire chrétien-démocrate (CDU), Adolph Sauerland.

Seuls 45,7 % des électeurs s'étaient déplacés, une participation historiquement basse. (LeMonde.fr 05.09)

Une question qui me vient après avoir lu des articles incomplets sur les dernières élections en Allemagne, notamment aux parlements régionaux de Saxe, de Thuringe et de Sarre : Comment peut-on analyser les résultats d'une élection sans tenir compte du taux d'abstention ou comment peut-on prétendre traiter objectivement les résultats d'un scrutin sans analyser minutieusement le taux d'abstention ou encore, comment peut-on prétendre mettre à la disposition de ses lecteurs, des données leur permettant de se faire une libre opinion des résultats d'un vote, lorsqu'on oublie de leur communiquer le taux d'abstention ?

Réponse : impossible, forcément l'analyse de ces élections sera faussée à la base. Pratique pour manoeuvrer des militants, pratique pour justifier sa ligne politique, pratique pour camoufler une erreur d'appréciation de la situation avant les élections, pratique pour démontrer qu'on a toujours raison.

Que valent des formules dans le genre : "*renforcement des abstentions dans la base ouvrière*" ou encore "*abstention massive*" ? Rien ! Un taux d'abstention qui passe de 10 à 20% soit une augmentation de 100% peut être présenté comme un "*renforcement des abstentions*", alors qu'en réalité le taux d'abstention demeure médiocre.

Le 7 septembre

Les choses commencent à bouger ici à propos de mon problème avec les voyous de mon village au consultat de France à Pondichéry mais aussi à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, je n'ai pas le temps de vous en causer aujourd'hui, je dois envoyer un tas de documents par télécopie.

Un camarade me demande où j'ai trouvé les 1824 grandes entreprises que j'évoque parfois.

J'ai dû trouver cette donnée dans un article du journal *La Tribune*, il s'agissait bien de 1824 grandes entreprises, reste à savoir ce qu'ils entendaient par là. Il se peut qu'ils aient inclu des entreprises de moins de 1000 salariés que l'on classe habituellement dans la catégorie des entreprises moyennes, je n'en sais rien. Toutes les entreprises dont la majorité des capitaux sont étrangers présentent sur le sol français ne sont pas toutes cotées à la Bourse de Paris si je ne dis pas bêtises. Ils ont pu aussi inclure des entreprises à capitaux mixtes ou à majorité de capitaux publics ou qui appartiennent encore au secteur public, Areva par exemple.

Je suis incapable de retrouver cet article parce que je n'ai jamais trouvé le temps d'archiver les articles que je télécharge chaque jours, il y en a plus de 2500 à classer ! Mais si tu avais envie de faire un tour en Inde pour te coltiner le boulot, tu seras le bienvenu ! Tu peux aussi aller voir du côté du site de l'Insee.

L'ex-militant du PT auquel j'ai répondu a été satisfait de ma réponse qui lui remonte un peu le moral. Il m'a écrit à propos de la causerie d'hier : extra ! On fait ce qu'on peut camarade. Ce qui m'ennuie parfois, c'est de sécher sur certains sujets que je connais mal où sur lesquels je ne dispose pas du matériel nécessaire pour réfléchir et m'exprimer. On ne peut pas tout savoir et tout maîtriser, on laissera cela aux prétentieux qui ont toujours raison et réponse à tout. Quand on fouine ici ou là, on trouve toujours des camarades susceptibles de palier à nos faiblesses et qui proposent des analyses excellentes.

Quelques dépêches.

Droite gauche : "***une feuille de papier à cigarette***" les sépare !

Marielle de Sarnez, qui s'était affichée à Marseille aux côtés du socialiste Vincent Peillon, de l'écologiste Daniel Cohn-Bendit et du communiste Robert Hue, a réaffirmé dimanche sur RTL que l'heure était venue de "*faire bouger les lignes*".

"*Il faut qu'on cesse cette espèce d'hypocrisie française. Il y a comme une espèce de mur artificiel en France entre la droite et la gauche*", a-t-elle estimé. "*Mais quand on regarde les choses, il y a beaucoup de sociaux-démocrates, une très grande partie des socialistes, avec lesquels il n'y a pas une feuille de papier à cigarette. Il en va de même pour les écologistes*".

Comme en écho, le député socialiste Vincent Peillon, sur Canal+, a prôné dimanche le "*rassemblement*" de l'opposition "*parce qu'il faut une majorité alternative à Nicolas Sarkozy*". (Reuters 06.09) Pour faire la même politique, ce sera sans nous !

C'est normal puisqu'une feuille de cigarette est fine, fragile, poreuse et destinée à être réduite en cendre !

Le visage "***humain***" du capitalisme : haro sur les malades ! Scélérats !

Selon le JDD, qui précise s'être procuré une note circulant entre les ministères de l'Economie et de la Santé, le forfait hospitalier serait revalorisé dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (Plfss) qui doit être discuté à l'automne au Parlement.

La facture d'une journée d'hospitalisation pourrait ainsi passer de 16 à 20 euros, soit une hausse de 25%.

"*Parmi les hypothèses sur la table figure également une baisse du niveau de remboursement des médicaments dits 'à prescription médicale facultative'*", comme l'aspirine et le paracétamol, précise *Le Journal du Dimanche*.

Leur barème de remboursement pourrait passer de 35% à 15%.

"*Le gouvernement est en train de travailler avec les partenaires sociaux pour faire en sorte qu'on pérennise ce système de santé*" a dit Luc Chatel dans le cadre du "Grand Jury" RTL-Le Figaro-LCI. (Reuters 06.09)

Ah ces braves partenaires sociaux, ils sont dans les coups les plus ignobles !

Afghanistan. Légitimer la barbarie.

Le ministre allemand de la Défense, Franz Josef Jung défend le raid aérien de Kunduz qui a fait 54 morts dont des civils (TV5 Monde Asie), vendredi : "*Selon les informations que j'ai reçues, seuls des terroristes taliban ont été tués dans le raid.*"

Les intérêts supérieurs de la guerre justifie le massacre de civils : "*Je ne peux comprendre comment certain peuvent être aussi prompts à critiquer l'action des militaires sans connaître la situation ou disposer d'informations sur le contexte*". (Reuters 06.09)

Il y a un relent de fanatisme dans ses propos, il dit en fait que les militaires ont tous les pouvoirs, dont celui d'exécuter des civils si nécessaire.

Grande-Bretagne. Economie.

L'économie britannique devrait se contracter de 4,3% cette année, estime la Chambre de commerce de Grande-Bretagne (BCC) dans la dernière actualisation trimestrielle de ses prévisions.

Le nombre de chômeurs risque de franchir la barre des trois millions à la mi-2010, ce qui équivaudra à un taux de 9,6% de la population active, ajoute la Chambre de commerce. (Reuters 06.09)

Le 8 septembre

Un camarade m'avait demandé pourquoi je parlais de manipulation à propos des 260 milliards d'euros d'exonération de cotisations que les patrons devraient à la Sécu, je lui avais alors fourni un élément qui le démontrait, en voici un autre extrait d'un article de Reuters d'hier :

"*Le syndicat FO rappelle de son côté que l'Etat ne compense pas totalement les exonérations de cotisations, ce qui coûte selon lui deux milliards d'euros à la "Sécu". Il demande l'abandon du projet, comme l'association de handicapés FNATH.*"

Mon dernier article part de cette question : pourquoi un tel mensonge ? Un petit ne peut-il pas en cacher un plus gros ?

Je vais répondre à un camarade qui a réagi à l'article sur la décroissance. Il m'a écrit : "*L'industrialisation du tiers-monde nécessite la mort du capitalisme. Si l'on ne freine pas le capitalisme, et même si on l'accélère, les impérialismes ne laisseront jamais se développer tous les pays du monde.*". La réalité me semble plus compliquée et l'histoire nous a habitué à bien des paradoxes ou des situations que l'on imaginait impensables.

Merci Luc pour ton message, je l'ai lu sur Yahoo, car je n'ai pas de temps à consacrer à Facebook.

Quand la transparence vire à l'opacité.

Jusqu'à 150.000 personnes détiennent à l'étranger des comptes bancaires qui ne sont pas déclarés à l'administration fiscale, estime le ministre du Budget Eric Woerth, en demandant leur régularisation.

Citant diverses études, Eric Woerth a estimé que l'évasion fiscale représentait un montant compris entre 50 et 100 milliards d'euros. "*C'est très difficile de la chiffrer exactement (...), tout ce que je sais c'est qu'il faut le faire, on a besoin d'un monde plus transparent*", a-t-il affirmé. (Reuters 07.09)

Il serait très facile aux gouvernements de chaque pays de demander aux banques et organismes financiers de leur fournir les noms des étrangers détenant un compte chez eux ainsi que leurs montants, et de remonter ces informations aux différents Etats concernés, il nous prend pour des imbéciles.

Comme les travailleurs vont les trouver sympathiques les écologistes.

Nicolas Hulot dans un entretien publié lundi par le journal Libération explique "*Si on considère que le but c'est de changer les comportements et que le signal prix est un bon levier, alors il faut un niveau de départ plus élevé, à 20 euros au moins*",

"*Mais s'il n'y a pas de progressivité, ça ne sert à rien", souligne le militant écologiste. "Il faut s'engager pour 50 à 55 euros en 2020, 100 en 2030. Et on n'échappera pas à réguler aussi l'électricité.*" (Reuters 07.09)

Il y a peut-être 6 mois ou plus, j'avais écrit à sa fondation en tant que citoyen lambda en lui expliquant pourquoi j'étais contre toute taxe supplémentaire que devrait payer la classe ouvrière, et qu'une telle démarche était injuste. J'ai reçu une réponse laconique précisant qu'il me répondrait plus en détail plus tard, puis plus de nouvelles.

Venezuela. Quand Chavez vole au secours de son "ami" Mahmoud Ahmadinejad.

Le Venezuela a accepté d'exporter 20.000 barils/jour d'essence à destination de l'Iran, aidant ainsi Téhéran dans son bras de fer nucléaire avec l'Occident qui menace d'interdire les importations de carburant par l'Iran. (AP 07.09)

Afghanistan. Rectificatif.

Le raid aérien de l'Otan sur Kunduz n'aurait pas fait 54 morts comme l'avaient annoncé les autorités allemandes responsables de cette opération, mais au moins 125. (TV5 Monde Asie 07.08)

Belgique.

L'info est sérieuse et tourne en boucle sur les téléscripeurs du monde entier : depuis le week-end dernier la Belgique possède enfin un titre de champion du monde, cela se passait en Slovénie, il a récompensé une équipe de valeureux laboureurs belges qui ont battu, une fois, tous leurs concurrents, comme quoi rien n'est impossible ! (TV5 Monde Asie 07.09) Le bonjour à nos camarades belges au passage.

Le 9 septembre

Qui arme le bras de l'assassin ?

Bernard Thibault a précisé que les modalités de la mobilisation du 7 octobre - arrêts de travail, manifestations et rassemblements - seraient déterminées localement.

La journée d'action rassemblera donc en l'état la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires et l'Unsa, après le refus de FO et de la CFTC d'y participer.

Devant un millier de militants réunis salle de la Mutualité, Bernard Thibault a répondu mardi à Xavier Mathieu : "*La critique oui, pas l'insulte. Il n'y a pas de racaille à la CGT.*"

Bernard Thibault a mis en garde les salariés en lutte contre l'excès de médiatisation, estimant que "*les projecteurs peuvent se retourner comme des coups de poignard.*" (Reuters 08.09)

Une façon comme une autre de condamner les actes désespérés des travailleurs qui refusent la fatalité du chômage et dont Thibault est responsable en refusant de mobiliser la classe contre le gouvernement.

Des voeux que ne désavoueront pas les dirigeants de Total.

Nicolas Sarkozy a adressé ses "*félicitations*" et ses "*voeux de succès*" à Ali Bongo Ondimba pour son élection à la présidence du Gabon, indiquait-on mardi à Paris dans l'entourage du président français. (AP 08.09)

Le pire reste à venir... pour eux ?

La reprise économique a beau pointer le bout de son nez à la rentrée, il n'en reste pas moins que la situation des entreprises françaises reste préoccupante.

Selon une étude de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC, il y aura 70 000 défaillances d'entreprises en 2009, un chiffre en augmentation de 20 % par rapport à l'année dernière. '*Il faut s'attendre dès la rentrée à une détérioration de la situation financière de nombreuses entreprises*', ajoute Karine Berger, directrice des études chez l'assureur.

En ce qui concerne les perspectives économiques pour le reste de l'année qui vient, l'assureur est pessimiste, estimant que, malgré un rebond de la croissance lors du dernier trimestre, la France connaîtra sa pire récession depuis 1945, avec une chute de 2 % du PIB. '*Le rebond n'est pas la reprise, car la croissance de la demande n'est pas de retour*', conclut le document. (LeMonde.fr 07.09)

Tous des voyous !

Une quarantaine de personnes ayant placé leur fortune à l'étranger pour frauder le fisc français appellent chaque jour une cellule spéciale de Bercy pour négocier un redressement à l'amiable, affirme le ministre du Budget, Eric Woerth. (Reuters 08.09)

Le gouvernement octroie ainsi aux plus riches de pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les voyous qui collaborent avec la justice.

Allemagne. Traité de Lisbonne : un "***rapprochement***" suspect !

Le Bundestag a adopté des changements législatifs exigés par la Cour constitutionnelle fédérale du gouvernement d'Angela Merkel avant la ratification par l'Allemagne du traité européen de Lisbonne.

Le traité de Lisbonne "*rapproche l'Europe du peuple*", a déclaré la chancelière Angela Merkel devant les députés, qui ont adopté les changements de législation nécessaires à une très large majorité de 446 voix contre 46. (Reuters 08.09)

Le 10 septembre

Un mot personnel rapidement.

Je suis resté sans nouvelles de mon épouse pendant quatre jours, elle m'a expliqué pourquoi avant-hier. Hospitalisée vendredi dernier pour un bilan complet de santé, elle devait théoriquement ressortir samedi ou dimanche. Lundi pas de nouvelles, la sachant très faible je m'inquiète un peu. Mardi à 14h elle me téléphone en m'apprenant qu'elle va rentrer à la maison dans la matinée. Bien, puis elle m'explique ce qui lui est arrivée et la raison de son silence pendant ces quatre jours.

Hospitalisée en fait à l'hôpital public d'Aubagne et non à la clinique qui l'avait opéré du coeur comme je le pensais, je crois que c'est dimanche en fin de journée que les infirmières l'ont découverte allongée sur le sol les bras grands ouverts, les yeux exhorbités, elle ne bougeait plus, ils l'ont immédiatement transportée en salle de réanimation, pour s'apercevoir un peu plus tard qu'une infirmière lui avait donné par erreur deux comprimés dont un de morphine très fortement dosé qui était contre-indiqué avec son état cardiaque, bref, si j'ai bien compris elle était en train de faire une overdose !

Son médecin traitant est arrivé peu de temps après sur les lieux et avec Magueswary il a exigé qu'elle sorte le plus tôt possible de cet hôpital. Comme elle n'avait pas encore quitté l'hôpital quand elle m'a téléphoné, je lui ai demandé de ne pas s'en prendre au personnel qui devait être débordé, même s'il a failli la faire mourir. En pleurs elle m'a dit qu'elle n'en pouvait plus et que le mieux serait encore d'en finir, le monde est vraiment pourri, si maintenant la situation en France est pareille ou pire qu'en Inde, à quoi bon continuer à vivre, pour quoi faire ? C'est effectivement une question qu'on peut se poser. Je l'ai ensuite rassurée comme j'ai pu, non pas sur l'état du vieux monde pourri évidemment, mais sur la vie tendre et radieuse qui nous attendait si je réussissais à résoudre nos problèmes en Inde, je déconne naturellement.

Quelle galère mes amis ! Au total cela fait 7 fois qu'elle manque de mourir en comptant le tsunami, de quoi devenir dingue !

Du côté de mes démêlés avec les autorités indiennes, rien de neuf si ce n'est que le chef de la police pour tout le Tamil Nadu a eu une réunion avec l'attaché consulaire en poste à Chennai (ex-Madras) et le consul général de Pondichéry. Je ne sais pas ce qu'il en est ressorti. Ce responsable de la police aurait demandé à la secrétaire si je savais qu'un ressortissant étranger n'avait pas le droit d'acquérir un terrain en Inde, je lui ai répondu que je n'avais pas corrumpu ou torturé les autorités qui m'ont accordé ce titre de propriété apparemment parce que mon épouse était d'origine indienne, je crois qu'au premier coup d'oeil on s'aperçoit que je ne suis pas vraiment Indien (sic!), et que si une erreur avait été commise quelque part, elle n'était pas de mon fait et que c'était à ceux qui en étaient responsables de la réparer, d'autant plus qu'ils sont les seuls à en avoir le pouvoir.

C'est marrant, au départ je porte plainte parce qu'un fonctionnaire corrompu ne veut pas me délivrer un document et je susi menacé de mort, et bizarrement la situation se retourne contre moi, à l'arrivée c'est moi qui suis accusé d'avoir enfreint la loi. Pour un peu, ils vont nous foutre dehors et donner notre maison à ces voyous qui n'attendent que cela. Quand je pense que j'avais aidé l'un d'entre eux à essayer de partir en France, mon ancien élève qui est à l'origine de nos problèmes, quelle chance pour vous que vous n'ayez pas récupéré cette petite ordure.

Je vous laisse, j'attends justement un coup de fil du consulat.

Dix minutes plus tard. Je viens d'apprendre que le consul a rencontré hier le Chief Minister du Tamil Nadu qui lui assuré qu'il se chargeait de ma sécurité, donc ce problème est réglé. Quant à mon affaire relative à notre titre de propriété, c'est l'attaché consulaire de Chennai qui s'en charge personnellement auprès de la direction de l'administration concernée. J'ai téléphoné immédiatement ces bonnes nouvelles à Magueswary qui m'a souhaité longue vie, elle a le mot pour rire la pauvre femme !

Les dépêches.

Les étudiants appelés à se détendre un peu le 7 octobre.

L'UNEF appelle les étudiants à participer à la nouvelle journée de mobilisation syndicale interprofessionnelle prévue le 7 octobre, a déclaré mercredi son président Jean-Baptiste Prévost. "*Nous appelons à participer aux actions qui seront organisées dans toutes les villes*", a-t-il déclaré à l'Associated Press. (AP 09.09)

Plus qu'une médiocre ressemblance, le même complexe.

Il existe une maladie appelée le complexe de Napoléon, analysée par le psychanalyste Alfred Adler. Les hommes atteints de ce complexe compensent leur petite taille par une grande agressivité.(Slate.fr 09.09)

Pas tous et pas seulement chez les hommes, les petits chiens sont souvent hargneux et prompts à vous mordre. Sales bêtes !

La marche au chaos.

Le marché européen de la titrisation peine à se remettre des suites de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers alors que des milliards d'euros d'actifs demeurent gelés dans le cadre des multiples procédures judiciaires engagées.

Des centaines de milliards d'euros de produits de dette complexes ont été vendus au plus haut du marché avec des garanties allant d'actifs immobiliers commerciaux aux recettes attendues d'événements sportifs.

"*La titrisation reviendra, c'est un trop bon outil pour être abandonné*", estime Conor Downey, spécialiste finance du cabinet d'avocats Paul Hastings.

Avant le déclenchement de la crise du crédit, les banques ont massivement recouru aux instruments de dette complexes pour transférer des risques aux marchés financiers et dégager ainsi de nouvelles capacités de prêts, augmentant ainsi leurs profits tout en réduisant leurs besoins en capitaux imposés par la réglementation. (Reuters 09.09)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même, surtout quand on est banquier... ou un "***pas de géant***" pas plus grand que celui d'une souris ! Ou encore : tout le pouvoir aux banquiers !

L'Association des banques néerlandaises - dont font partie notamment ING, Fortis et ABN Amro - a dévoilé mercredi un nouveau code de conduite qui limite les bonus des cadres et édicte des règles visant à décourager les prises de risques superflues.

D'après les règles que les banques se sont elles-mêmes posées, les membres du directoire ne peuvent pas percevoir un bonus supérieur à leur salaire annuel. Les primes de tous les banquiers seront en outre liées à des objectifs et des performances à long terme.

Le ministre néerlandais des Finances Wouter Bos a salué ce "*pas de géant*", en annonçant que ces principes de bonne conduite allaient être inscrits dans la loi. "*C'est bien que les banques l'aient fait elles-mêmes*", a-t-il déclaré sur la radio publique NOS. "*Maintenant, nous devons les prendre au mot. Nous allons inscrire dans la loi que ce sont les nouvelles normes et que les banques qui n'y adhérerons pas devront expliquer publiquement pourquoi*".

Patrick Beijersbergen, porte-parole de l'Association des actionnaires néerlandais, estime que ce code de conduite va dans le bon sens mais n'est pas assez contraignant. Il juge trop molle l'approche "*respecte-le ou explique-toi*". "*C'est le point faible de ce code*", note-t-il. (AP 09.09) Vous croyez ?

Commentaires.

1- Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont concocté cette mauvaise farce ;

2- Pour être sûr de pouvoir bénéficier de bonus important, il leur suffira de déterminer leur salaire fixe en conséquence, puisqu'il leur servira de point de repère, et de le réajuster si nécessaire ;

3- Il est précisé que les banques n'auront aucune obligation à respecter cette loi et qu'elle n'aura aucune valeur coercitive ;

4- Ce sont les banquiers qui auront rédigé eux-mêmes cette loi et qui devront expliquer eux-mêmes pourquoi ils ne la respectent pas.

Au fait, ce sont les banquiers qui nomment le gouvernement au Pays-Bas ?

Le 11 septembre

Pas le temps de causer. J'ai reçu un courriel vantant les mérites du front unique: "*La politique de Front unique est la base même d'une politique trotskyste*". En guise de réponse je recopie ici le commentaire que j'avais ajouté à l'extrait du troisième Congrès mondial de l'Internationale communiste qui s'est tenu en 1921 et qui figure dans cette page :

Dans la tactique du front unique, Lénine faisait une distinction d'une importance cruciale entre les chefs des syndicats (et des partis), et les couches inférieures des syndicats : d'une part, disait-il, il y a les chefs des syndicats et des partis ouvriers dont il n'y a "*rien à espérer*", "on doit organiser la lutte la plus énergique" contre eux, il faut les "*attaquer*" "*de la façon la plus énergique*" répètait-il, ce qui implique évidemment une rupture avec eux, d'autre part, il y a la "*couche inférieure de la bureaucratie syndicale*" avec laquelle on doit entretenir des relations à l'inverse de leurs chefs, pour les mettre aux pieds du mur d'une certaine façon et les contraindre à engager le combat avec les ouvriers contre les obstacles dressés par leurs chefs.

C’est exactement la tactique que j’ai préconisée récemment, une version du front unique dont j’ignorais qu’elle existait déjà ; de toutes manières, avec mes problèmes de mémoire je ne risquais pas de m’en souvenir.

On voit bien ici que la tactique du front unique préconisée par Lénine n'a absolument rien à voir avec les incantations lamentables adressées par les dirigeants du POI aux appareils, aux chefs traîtres des syndicats ou des partis ouvriers. En réalité, la mise en oeuvre du front unique tel que le conçoit le POI, conduit à subordonner les masses et leur mouvement aux appareils, ce qui est inévitable puisque le POI n'a rien à voir avec le parti de masse qu'était le Parti communiste en 1921, il ne peut être que dans l'incapacité d'assurer la direction du front unique...

J'ajoute ici que je comprends que la pillule soit difficile à avaler pour un ex-militant du PCI, qu'il se rassure, parmi ces ex-collègues je suis convaincu qu'il n'y en a pas une poignée qui a compris la différence entre le front unique à la Lambert et celui préconisé par Lénine et Trotsky. Qu'ils commencent par rompre avec les appareils et les institutions, la franc-maçonnerie, etc., ensuite on pourra discuter sérieusement, dans le cas contraire, ce serait perdre son temps.

Un point sur la crise et ses conséquences.

A court terme, la situation vue par un économiste à la Société générale qui permet de comprendre qui paie la crise du capitalisme :

"*Il y a une accélération de la croissance au troisième trimestre mais après c'est un peu l'inconnu*", dit Olivier Gasnier. "*Avec la détérioration du marché du travail qui se poursuit, la remontée de l'inflation préjudiciable pour le pouvoir d'achat et le resserrement annoncé de la politique budgétaire, la consommation des ménages sera plutôt le point faible pour les mois à venir*".

Bref, serons-nous capable d'utiliser cette situation extrêmement favorable à notre combat émancipateur ? Je préfère ne pas répondre à cette question pour ne pas vous casser le moral ; à défaut de grève générale ou de révolution on pourrait construire le parti, un parti révolutionnaire, mais je crois avoir compris que ce n'était plus l'objectif d'aucun dirigeant.

Grève à France Télécom

Le mouvement de grève à France Télécom était suivi jeudi par 13,7% des personnels, selon la direction. Les syndicats avaient appelé à une journée d'action contre la dégradation des conditions de travail, après 22 suicides de salariés depuis février 2008. Des rassemblements ont eu lieu sur la plupart des sites du groupe, a-t-on indiqué de source syndicale. (AP 10.09)

Merci aux écologistes !

Nicolas Sarkozy a retenu un montant initial de 17 euros par tonne de CO2 pour la taxe carbone dont la création, prévue pour 2010, marquera l'instauration d'une véritable fiscalité écologique en France.

Dans un discours prononcé à Artemare, dans l'Ain, le chef de l'Etat a précisé qu'il se voulait ainsi fidèle aux engagements pris lors de sa campagne présidentielle de 2007, quand il a signé le pacte écologique de Nicolas Hulot.

Il en a profité pour s'en prendre violemment à ceux, coupables, par leurs critiques de la taxe carbone, de "renier (leur) parole" et de ne pas "respecter (leur) signature".

"Je ne comprends pas comment on peut avoir signé le pacte de Nicolas Hulot au printemps 2007 et aujourd'hui renier sa parole et ne pas faire ce que l'on a dit qu'on ferait (...) Je l'ai signé, je le fais. C'est une décision d'honnêteté, si on ne le fait pas, on n'est pas honnête", a-t-il dit. (Reuters 10.09)

Economie.

Etats-Unis.

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est creusé en juillet pour frôler les 32 milliards de dollars en raison d'une forte hausse des importations, annonce le département du Commerce.

Le déficit du commerce extérieur s'est ainsi creusé de 16,3%.

Le déficit commercial avec la Chine a augmenté de 10,8%.

Les importations ont augmenté pour le deuxième mois consécutif pour atteindre 159,6 milliards de dollars, tandis que les exportations ont crû pour le deuxième mois consécutif en juillet à 127,6 milliards de dollars. (Reuters 10.09)

Dans le monde.

Afghanistan. Une fraude un peu trop voyante.

La Commission des plaintes électorales, une instance soutenue par les Nations unies qui enquête sur la fraude à l'élection présidentielle en Afghanistan, a rejeté jeudi les voix provenant de 83 bureaux de vote, tous situés dans des régions où le président sortant Hamid Karzaï bénéficie d'un large soutien.

Selon Abdullah Abdullah lors d'un entretien à l'Associated Press à Kaboul "quand on mène l'enquête, on s'aperçoit que tout était orchestré par l'Etat et, malheureusement, en collaboration avec la Commission électorale afghane (différente de celle soutenue par l'ONU, NDLR), dans la plupart des cas".

Elle a rejeté les bulletins de 51 bureaux de vote à Kandahar, 27 à Ghazni et cinq à Paktika. Ces trois provinces, dominées par les Pachtouns, l'ethnie de M. Karzaï, sont considérées comme favorables à ce dernier.

Le rejet par la commission d'un nombre suffisant de voix pourrait faire passer M. Karzaï sous la barre des 50% et ainsi entraîner la tenue d'un second tour. (AP 10.09)

C'est un échec pour Obama qui avait tout misé sur ces élections. La fraude a été tellement massive qu'il n'est plus possible aux représentants des différents impérialistes de la nier.

Afrique, la tournée des dictateurs.

Côte d'Ivoire. L'élection présidentielle est prévue le 29 novembre en Côte d'Ivoire mais des inquiétudes persistent quant à la tenue d'un scrutin ajourné à plusieurs reprises depuis 2005. (Reuters 10.09) Que Laurent Gbagbo reporte d'année en année ces élections ne choquent aucun chef d'Etat, aucune institution internationale, qu'il puisse par ce biais rester au pouvoir, après tout que ce soit par ce moyen ou par les armes ou des élections truquées ou à l'issu d'un processus électoral antidémocratiques qu'est-ce que cela change pour les multinationales qui pillent le pays ? Rien !

Gabon.

Le gouvernement gabonais a interdit de quitter le territoire aux candidats malheureux de l'opposition à la récente élection présidentielle contestée du 30 août, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur. (AP 10.09)

Le 12 septembre

Un camarade m'a envoyé la pétition suivante que vous pouvez trouver à l'adresse suivante : http://www.mesopinions.com/non-au-budget-Sarkozy-Fillon-petition-petitions-afd4051f04927e9027ce2b938dad238c.html

Pour tout vous dire, je ne la signerai pas, car je considère que ce n'est pas à nous de nous adresser aux dirigeants des syndicats ou des partis mais leurs propres adhérents conformément à la résolution du troisième congrès de l'Internationale communiste.

Nous devons développer le front unique en direction des travailleurs et des militants des syndicats et des partis, de leurs cadres intermédiaires, mais c'est à ces derniers qui conservent des illusions dans leurs dirigeants de s'adresser à eux pour à la fois comprendre pourquoi ils refusent d'engager le combat unitaire contre le capitalisme et/ou les institutions, pour en tirer l'enseignement à l'étape suivante qu'ils doivent rompre avec eux.

Ainsi nous ne colporterons pas d'illusions au sein des masses dans les directions traîtres du mouvement ouvrier, tout en favorisant la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier.

Le front unique appliqué sans le moindre discernement depuis au moins 60 ans a fait largement ses preuves, il est donc tant de rompre avec cette pratique suicidaire, comme il est tant de dépasser la rupture intervenue au congrès d'Amiens de la CGT en 1906, et de réunir dans un seul et même combat syndicats et partis pour en finir avec le capitalisme. (A suivre, je n'ai plus le temps de préciser ma pensée.)

Voici le texte de cette pétition qui avait recueilli 33 signatures hier.

Collectif pour le front uni anti-Sarkozy

A l'attention de : MM Thibault, Mailly et Aschieri, secrétaires nationaux de la CGT, de la CGT-FO, et de la FSU

Non au budget Sarkozy Fillon

Le projet de budget qui va être examiné par l'Assemblée nationale à compter du 4 octobre a une importance exceptionnelle.

- Voilà bientôt un an que des dizaines de milliards d'argent public sont déversés au nom de la crise entre les mains des licencieurs et des spéculateurs. Ainsi les 68 milliards prêtés aux banques (dont la BNP qui prévoit d'en redonner 1, comme bonus, à ses traders), les 6,5 milliards aux constructeurs automobile dont les sous-traitants licencient en masse, les 2,5 milliards pour les restaurateurs (TVA), etc..

Ils viennent s'ajouter aux 50 milliards d'exonérations de « charges sociales» dont bénéficie déjà le patronat, aux plus de 40 milliards d'intérêt de la dette servis au groupes bancaires et d'assurance – dette creusée par ces mêmes exonérations !

- Ce projet de budget est entièrement profilé pour faire payer ces cascades d'euros qui baignent les grands groupes capitalistes aux travailleurs et à la jeunesse.

Ainsi la taxe carbone, qui frappera les masses populaires alors que 11 milliards (minimum) sont offerts au Medef avec la suppression de la taxe professionnelle. Sarkozy le disait le 23 juin « plus nous taxerons la pollution, moins nous taxerons le travail ». Et derrière, il y a les nouvelles attaques contre le droit à la santé (hausse du forfait hospitalier, etc.).

- En janvier et mars dernier, nous avons été des millions à manifester en affirmant « nous ne paierons pas pour leur crise ». Or, ce projet de budget entend faire payer aux travailleurs et aux jeunes les dizaines et dizaines de nouveaux milliards d'euros offerts aux licencieurs, aux spéculateurs. C'est inadmissible ! Il faut s'y opposer.

Il n'est pas d'autre voie pour s'opposer aux suppressions de postes dans la fonction publique, 35 000 au minimum, qui découlent des contre-réformes Sarkozy-Fillon (RGPP, etc.), à la marche à la liquidation des services publics (enseignement public, Poste, ...), aux salaires bloqués, etc...

Aussi dirigeants syndicaux CGT, FSU, FO, etc. , nous nous adressons solennellement à vous.

Vous allez vous réunir le 28 septembre. Votre responsabilité est de tout faire pour que ce budget ne soit pas adopté. Pour cela :

Convoquez une manifestation centrale et nationale, à l'Assemblée nationale pendant la discussion budgétaire, pour exiger:

- Non aux milliards déversés sur les licencieurs les affairistes et les spéculateurs

- Non aux suppressions de postes et aux « contre-réformes » Sarkozy

- A bas le budget Sarkozy-Fillon !

Je me demande ce que vaut la campagne engagée contre Hortefeux par ceux qui sont par ailleurs arc-boutés pour soutenir le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ?

Ne sert-elle pas à détourner la plèbe ignarde de l'essentiel, du combat contre les capitalistes et les institutions et à faire oublier par la même occasion leur trahison permanente des intérêts qu'ils prétendent défendre, ou encore qu'ils porteraient en grande partie la responsabilité de la situation sociale et politique actuelle ?

Qu'a-t-il été dit vraiment et dans quel contexte ?

Voici ce que j'ai relevé dans une dépêche/article de Reuters : Tandis qu'une femme lui dit : "*C'est notre petit Arabe*", le ministre poursuit : "*Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*". Il a prononcé ces paroles lors de l'université d'été de l'UMP samedi dernier à Seignosse (Landes). Ils étaient donc entre eux. Pourquoi ne pas reprocher la même chose à Copé qui a fait remarquer non sans arrière-pensées que cet adhérent de l'UMP était auvergnat ?

On dirait qu'il y en a qui découvrent que Sarkozy a été élu avec les voix du Front nationale ou que les représentants des classes dominantes sont majoritairement racistes.

Ces antiracistes ou humanistes de pacotille qui se servent des travailleurs d'origines étrangères à des fins purement politiciennes, me donnent encore plus la nausée qu'un raciste déclaré, ils représentent en réalité un véritable danger pour le mouvement ouvrier et la liberté d'expression, pour ses droit politiques.

En réalité, ils oublient une chose essentielle, c'est que s'il fallait traduire en justice et faire condamner toute personne prononçant des paroles portant soi-disant atteintes à la dignité humaine même sans avoir conscience de leur portée, comme tout acte portant atteinte à la propriété privée des moyens de production l'est déjà, cela aboutirait à museler le mouvement ouvrier et au totalitarisme, du fait simplement que le législateur aurait seul le pouvoir d'en décider et qu'il réprésente les intérêts des classes dominantes.

C'est un peu comme si vous vous étiez réjouis (discrèrement bien sûr) des lois concoctées par Sarkozy soi-disant pour lutter contre le terrorisme parce que vous vous sentiez menacés, et que vous vous rendiez compte un jour, trop tard évidemment, qu'elles pouvaient facilement être utilisées en cas de révolution contre l'avant-garde de la classe ouvrière pour l'éliminer.

J'ai lu dans une autre dépêche que le Cran exigeait que *Tintin au Congo* soit retiré de la vente parce qu'un journaliste blanc tenait des propos méprisants à l'encontre de la population noire. Cette BD date de 1961, donc lorsque la décolonisation de l'Afrique n'était pas achevée, c'est donc aujourd'hui la théorie raciste qui était le pendant du colonialisme qui va apparaître ridicule aux yeux des lecteurs tellement elle est décalée de la réalité en 2009.

Et puis, je vais vous dire, personnellement, je n'ai jamais rencontré autant de racistes que depuis que je vis en Inde et que j'ai été amené à fréquenter la communauté indienne installée en France. Ils sont Tamouls, noirs comme mon épouse et votent majoritairement UMP ou mieux FN, quand ils sont de retour en Inde, ils n'hésitent pas à vous faire savoir qu'ils ne sont pas comme les autres Tamouls qui sont sales, sentent mauvais, etc.

L'ouvrièrisme, le tiers-mondisme, l'écologisme, le féminisme, le pacifisme, l'anti-impérialisme de façade, l'anti-racisme de circonstance, appartiennent à la même catégorie opportuniste et obscurantiste détachée de la réalité des rapports sociaux contradictoires qui déterminent réellement la place que chacun occupe dans la société, et qui pour cette raison ne permet pas au plus garnd nombre d'en prendre conscience.

Je ne pense pas non plus que ce soit en diabolisant Sarkozy ou ses ministres qu'on aidera les masses à s'en détacher ou à les combattre, bien au contraire. Si je ne me trompe pas, c'est Chirac qui avait sorti un jour lors d'une visite des habitants d'une HLM dans une banlieue ouvrière que cela sentait mauvais, certains y avaient vu un propos raciste. Aujourd'hui, il est la personnalité politique préférée des Français selon un sondage, je serais tenté de dire : voilà à quoi aboutit l'opportunisme.

Et puis je vais vous dire, si vous tombez dans ce piège, vous devez me juger sur le champ pour les propos que j'ai déjà tenus dans ce site et m'envoyer purger ma peine en enfer !

Les dépêches.

L'abolition du capitalisme : une question de survie.

Une salariée de France Télécom est décédée vendredi soir après s'être défenestrée du cinquième étage d'un immeuble de son entreprise dans le XVIIe arrondissement de Paris, a-t-on appris de source syndicale, confirmant une information de RTL.

Une collaboratrice de 32 ans du groupe "*s'est jetée du 5e étage vers 17h15*", a déclaré à l'Associated Press Sébastien Crozier, qui travaille dans le même immeuble et qui est président de la CGC/UNSA France Télécom Orange. (AP 11.09)

La veille une grève pour dénoncer les conditions de travail à France Télécom n'avait pas rassemblé plus de 13% du personnel.

Les dirigeants de la CGT sous pression de la base.

La fédération CGT de la métallurgie appelle les salariés du secteur automobile, marqué ces derniers mois par les annonces de plans sociaux et de mesures de chômage partiel, à manifester le 17 septembre à Paris.

Le rassemblement est prévu jeudi prochain à partir de 11h à Paris place de la Bourse "*devant le symbole de la haute finance*", écrit la fédération dans un communiqué.

"*Une multitude de luttes, d'actions dures, tenaces des salariés de la filière automobile, du caoutchouc à la métallurgie, ont marqué ces six premiers mois de 2009. Par la lutte, les salariés ont imposé des négociations qui ont permis de faire reculer le patronat sur ses objectifs. Par la lutte, ils ont fait bouger, évoluer les droits, les garanties, notamment sur l'indemnisation du chômage partiel imposé*", peut-on également y lire.

Citant les salariés de Goodyear, Faurecia, Michelin ou encore Molex qui "*refusent de voir sacrifier leur avenir*", la fédération appelle à faire "*converger*" les "forces" à l'occasion de ce rassemblement.(AP 11.09)

Pour aller manifester à Paris sans appel à la grève ce jour-là, la CGT seule, les salariés du secteur automobile seulement, avec à peine 5 jours pour organiser dans toute la France une montée sur Parisn et cela dans le cadre d'un chapelet de journées d'action déjà annoncées ?

Taxe carbone.

Limites et contradictions des associations qui nient la lutte des classes.

Le principe de compensation de la taxe carbone, tel qu'il a été annoncé par Nicolas Sarkozy, est accueilli favorablement par les associations de consommateurs, qui mettent toutefois en doute son caractère incitatif.

La nouvelle contribution suscite aussi des interrogations quant à son poids sur certaines catégories de ménages -en particulier les familles modestes vivant en zones rurales ou périurbaines, utilisant leurs voitures et se chauffant au gaz ou au fioul. (AP 11.09)

Ils ne pouvaient pas y penser plus tôt.

Rien n'est parfait dans leur vieux monde ! Un aveu, à qui le dites-vous !

De son côté, vendredi la ministre de l'Economie a reconnu que la taxe carbone, qui frappera dès 2010 les énergies et modes de transport polluants, pourra produire des injustices.

"*Il va y avoir de légères injustices à la marge, il y a des situations où des gens vont devoir dépenser plus qu'ils ne recevront*", a reconnu Christine Lagarde, ministre de l'Economie, ce vendredi matin sur Canal+.

"*La compensation n'est pas parfaite et vous allez trouver plein d'exemples où les gens vont devoir payer un peu plus que ce qu'ils recevront (...) Cela ne va pas être complètement égal pour tout le monde, il y en a certains pour lesquels cela va être un petit peu plus difficile*", a commenté Christine Lagarde.

Cependant, cet impôt est nécessaire, a-t-elle conclu. "*Que l'on décide de payer pour la planète qui est en grand danger, bien sûr qu'il faut l'assumer (...) aucune taxe n'est parfaite.*" (La Tribune 11.09)

Il est vrai que rajouter une injustice supplémentaire aux inégalités et injustices déjà existantes est dans l'air du temps. Le mandat de Sarkozy, non ? Jusqu'à quand ?

La palme de l'infamie revient à la CFDT qui soutient cette taxe ou impôt nouveau injuste.

"*La décision prise par le président de la République de mettre en place une taxe carbone est un premier pas important pour assurer un avenir aux générations futures*", a estimé la CFDT dans un communiqué diffusé vendredi.(AP 11.09)

Que l'avenir des générations futures soit déjà largement hypothéqué par le crise du capitalisme et la manière de la traiter par le gouvernement pour éviter que l'ensemble du système capitaliste ne s'écroule, il est normal que la CFDT le nie puisque ce syndicat est un appendice du capitalisme au sein du mouvement ouvrier. Que la CFDT soutienne une fois de plus ouvertement le gouvernement ne choque plus personne.

Le capitalisme ne fait plus recette. Et pour cause : il rime avec misère et surexploitation.

Selon les chiffres de l'Urssaf de Paris qui recouvre un tiers des cotisations nationales, seulement 4.400 recensés ont déclaré une activité réelle comme auto-entrepreneur au deuxième trimestre.

La moyenne de chiffre d'affaires est de 4.700 euros par trimestre. (La Tribune.fr 11.09)

Il y a quelques semaines j'avais lu un article qui prévoyait que plusieurs centaines de milliers de travailleurs au chômage se lanceraient dans cette aventure, si je me souviens bien, il parlait de plus de 300.000 sur un an.

En divisant 4.700 euros par trois, on arrive à 1.566 euros, une fois déduits les frais généraux (électricité, téléphone, transport) et les frais de fonctionnement (photocopies, fournitures diverses, etc.), plus l'achat éventuel de matières premières, le remboursement

de l'investissement préalable ou un crédit, combien reste-t-il en net en tant que salaire pour des journées de travail de 10, 12, 14 heures, y compris les week-ends ?

Etats-Unis. Protectionnisme.

Le président américain Barack Obama a décidé d'imposer des droits de douane en signe de rétorsion contre les importations aux Etats-Unis de voitures et de pneus pour véhicules légers en provenance de Chine, à partir du 26 septembre.

Pékin menace de répondre en pénalisant les exportations américaines de viande de poulet.

Les droits supplémentaires perçus seront de 35% la première année, puis 30 et 25% les deux suivantes, dans la version de la Maison Blanche, moins élevés que ce que réclamait la commission. Les droits de douane actuels sur les pneus importés sont de 4%. (AP 12.09)

Ne coupons-pas la "***pompe publique***" qui alimente la spéculation.

Conseiller économique du président américain, Larry Summers craint une rechute si l'on retire trop vite le soutien de l'Etat fédéral aux banques du pays.

Ce serait une erreur de crier victoire trop vite en coupant la pompe publique qui alimente le crédit, estime le directeur du conseil économique de la Maison Blanche.

Summers s'est référé à l'exemple du Japon, dont l'économie ne s'est toujours pas relevé d'une décision comparable prise dans les années 1990, et aux Etats-Unis des années 1930, qui avaient interrompu l'aide de l'Etat trop tôt. "*Nous ne devons pas faire une telle erreur aujourd'hui*" juge l'expert en finances publiques.

Couper la respiration artificielle qui alimente les banques pourrait se traduire par un gel des crédits, et une retombée de la reprise naissante, d'après M. Summers. (AP 12.09)

Même discours avec des mots différents.

Dominique Strauss-Kahn (FMI) estime qu'il "*ne faut pas arrêter les politiques publiques de soutien de la croissance. La demande privée étant toujours extrêmement faible, on risquerait une rechute*", dit-il.

Croissance = emplois, hausse des revenues ? Pas vraiment !

Dans cette interview publiée dans Le Monde daté du 12 septembre, il a précisé que "*la poussée du chômage ne cessera pas avant la deuxième moitié de 2010*".

"*Le second semestre risque de ne pas être aussi porteur, car le restockage généralisé et les primes à la casse ne dureront pas toujours. Ne donnons pas à croire que la crise est derrière nous*", ajoute-t-il.

Surtout pas à la classe ouvrière qui pourrait y voir le moment propice pour se mobiliser sur ses revendications. Après tout, chacun à son tour de passer à la caisse, non ?

La question qui tue.

"*La question de nouvelles sources de croissance est posée*", estime en outre le directeur général du FMI, qui considère que la crise "*peut contribuer à résorber les grands déséquilibres, notamment les déficits américains et les excédents chinois*".

"*Qui remplacera le consommateur américain pour tirer la croissance mondiale?*", demande-t-il.

Deux vérités qui méritent bien un mensonge.

"*Ne donnons pas à croire que la crise est derrière nous. (...) Nous sommes encore dans la crise économique, même si l'on aperçoit le bout du tunnel. Surtout, nous sommes toujours dans la crise sociale*", a-t-il souligné.(Reuters 11.09)

Pourquoi tant de questions s'ils entrevoyaient la fin de cette crise ?

Espagne. Surtout ne dites pas que le PSOE est étranger au socialisme.

Le gouvernement espagnol a accepté d'envoyer 220 soldats supplémentaires en Afghanistan, portant à environ un millier le nombre total de ses soldats dans ce pays. (AP 11.09)

Vivement un front unique, un front anti-impérialiste avec le PSOE, la bonne vieille méthode "trotskiste" comme me l'a rappelé un ex-militant du PCI qui en redemande ! Ce sera sans nous !

Le 13 septembre

J'ai actualisé la rubrique *Quelques enseignements du marxisme*. Pas le temps de causer, je n'ai pas évoqué *Hold uPS, arnaques et trahison* qui montre apparemment à quel point le PS est pourri, on le savait déjà.

On s'étonnera cependant que ceux qui y ont adhéré ces dernières décennies, qu'ils l'aient quitté ou non, aient pu faire avec comme si de rien n'était finalement, alors que la plupart d'entre eux avaient des connaissances en histoire ou sur le mouvement ouvrier, on se demandera aussi au passage quels étaient les principes et les intentions qui les animaient en adhérant à un parti aussi malhonnête aux mains tachées de notre sang. Quand on les entend répéter qu'ils ne regrettent pas leur passage au PS, ils signifient par là qu'ils n'ont jamais rompu avec son triste héritage et qu'ils le partagent encore, et au-delà qu'ils ont conserver les mêmes illusions dans le capitalisme, d'où leur rejet de la voie révolutionnaire pour porter la classe ouvrière au pouvoir, tout se tient.

Comme nous ne sommes pas des adeptes de l'autocritique arrachée sous la torture, le seul moyen qu'il leur reste pour démontrer le contraire, consisterait pour commencer par reconnaître qu'ils se sont trompés en adhérent au PS, ensuite, par rompre avec l'idéologie réformiste qui n'est qu'une mouture de l'idéologie bourgeoise concoctée par des bourgeois à la fin du XIXe siècle pour détourner les masses du communisme de Marx et Engels.

Exerce pratique fortement déconseillé : alors que l'ensemble des médias reprennent en boucle de larges extraits de ce livre consacré au PS pour bien en montrer la pourriture, munissez-vous de votre pétition à l'adresse des dirigeants du PS et demandez aux travailleurs de la signer, si vous ne passez pas pour leur complice ou un demeuré, c'est que vous aurez à faire à un crétin qui ne comprend rien à rien ou s'en fout, ce qui revient au même.

Affaire Hortefeux, suite.

Comme il fallait s'y attendre certains sont tombés dans le piège. A qui profite le crime ?

Les chiens aboient et la caravane passe, telle on pourrait intituler l'affaire montée en épingle autour des propos d'Hortefeux. La caravane passe et poursuit son chemin comme si de rien n'était vers l'objectif qu'elle s'est fixée, en l'occurence l'application du programme de contre-réformes de Sarkozy et l'UMP.

En mettant en lumière et en faisant preuve d'outrance à l'égard de propos que ne désoueraient pas des millions de travailleurs, ceux qui prônent un puritanisme verbal digne d'ère Thatcher, Reagan ou Bush, les confortent dans leurs illusions ou leur ignorance au lieu de les combattre.

Je partage l'argument avancé par Henri Guaino, le conseiller spécial de La Talonnette, qui a déploré samedi sur France Info : "*La transparence absolue, c'est le début du totalitarisme. Il n'y a plus d'intimité, il n'y a plus de discrétion*", mais contrairement à lui, nous sommes pour la levée du secret bancaire et le contrôle par la classe ouvrière des banques, l'expropriation des banquiers sans indemnités...

Quand on en arrive à une situation où lorsque tu écris ou parles, tu dois faire attention à tes paroles qui pourraient se retourner contre toi et te mettre en danger, la situation devient insupportable, irrespirable et nauséabonde. Le moindre mot mal interprété intentionnellement peut avoir des conséquences destructrices.

Quand on écrit, si l'on doit préciser la signification lexicale de chaque mot qu'on emploie, expliquer pourquoi on en emploie un plutôt qu'un autre, ce qu'il sous-entend ou son contenu implicite, ajouter des précisions sur le contexte dans lequel on l'utilise, et pour finir indiquer les intentions de son auteur et son objectif, autant dire qu'il n'est plus possible d'écrire ou d'ouvrir la bouche.

Partant du fait que la classe ouvrière ne détient pas le pouvoir, il est facile de comprendre que si cette logique liberticide devait être menée à son terme, elle conduirait le législateur toujours animé de bonnes intentions à notre égard à museler le mouvement ouvrier et à s'attaquer particulièrement à son avant-garde qui devrait demeurer au garde-à-vous devant leurs institutions et la dictature du capital.

C'est aussi une atteinte à la liberté d'expression et d'une certaine presse qui se veut indépendante, peu importe ici les intentions de ces journalistes que l'on n'est évidemment pas obligé de partager. Par contre, la défense du principe de la liberté d'expression qui est un droit politique, ne doit souffrir aucune réserve, car chacun sait ou devrait savoir que la remise en cause de ce principe démocratique par les représentants des classes dominantes visera en premier lieu ce droit politique dont bénéficie également la classe ouvrière et ses organisations.

La dénonciation outrancière ou disproportionnée des propos tenus par Hortefeux pose encore deux questions.

En faisant feu de tout bois pour s'attaquer au gouvernement qu'ils soutiennent par ailleurs, ceux qui agissent de la sorte se ridiculisent eux-mêmes à la face de la population, si ce n'était que cela, on pourrait s'en féliciter, mais le pire c'est qu'ils jettent les travailleurs dans les bras du gouvernement qui va apparaître à la longue comme une victime innocente de gens malintentionnés et stupides, bref, ils font le lit de Sarkozy.

La deuxième chose est encore plus pernicieuse mais s'inscrit dans le même registre, ils reprochent à Hortefeux d'être ce qu'il est, ce qui signifie qu'il devrait, pire encore, qu'il pourrait changer pour devenir un humaniste embrassant la cause de tous les peuples qui souffrent de la misère dans laquelle la colonisation et l'impérialisme les a plongés, bref, entre ce qu'il est vraiment, ce qu'il n'est pas encore et ce qu'il pourrait devenir la frontière est tellement mince que tous les espoirs seraient finalement permis, si cela ne s'appelle pas cultiver des illusions dans les représentants du capital et venir à leur rescousse à un moment où ils en ont le plus besoin en raison de la crise du capitalisme...

Cette attitude est à rapprocher de celle qui consiste à reprocher à Sarkozy d'avoir aider les banquiers et les capitalistes à s'en sortir à coup de milliards d'euro au détriment des travailleurs, alors qu'en réalité il n'a fait que remplir à la lettre son rôle de représentant du capital. Qu'est-ce que la classe ouvrière était en droit d'attendre de lui ? Rien d'autre, il a été parfait, surtout qu'il ne change rien !

Sarkozy joue parfaitement son rôle, par contre ce sont nos dirigeants qui violent leur mandat quand ils jettent les masses dans ses bras en exigeant qu'il interdise les licenciements ou qu'il mette en oeuvre un plan de relance en faveur des travailleurs.

Ce sont encore nos dirigeants qui ne remplissent pas leur mandat lorsqu'ils s'adressent aux dirigeants traîtres qui se réclament de la classe ouvrière, alors qu'ils sont totalement inféodés au capitalisme et aux institutions, au lieu de les démasquer et d'expliquer patiemment aux masses qu'elles n'ont rien à en attendre et qu'elles doivent se doter des moyens politiques pour le moment venu résoudre pratiquement la question du pouvoir.

A chaque pas, quotidiennement, nos dirigeants s'emploient à colporter des illusions dans le régime et les institutions tout en prétendant les combattre, de cette contradiction qu'est-ce qui ressort au bout du compte ? Rien, sinon que le pouvoir en place n'a pas vraiment de raisons de s'inquiéter.

Quel crédit peut-on accorder à des dirigeants qui arpentent les couloirs du pouvoir, qui partagent régulièrement la table du bonaparte de service ou collaborent ouvertement à l'application de son programme anti-ouvrier tout en prétendant le combattre ?

On a abandonné le combat pour le socialisme pour se situer sur le terrain de ses ennemis en imaginant qu'on pourrait ainsi mieux les combattre, dès lors comment peut-on espérer que les travailleurs s'y retrouvent, que leur conscience de classe progresse, qu'ils finissent par renouer ou adopter le socialisme ?

Que peut valoir le combat contre le régime, contre les appareils lorsqu'on n'a pas rompu soi-même avec eux ?

Que les adeptes hystériques des vieilles formules commencent par se poser ces questions élémentaires et tentent d'y répondre, peut-être qu'ensuite ils comprendront que ce n'est pas en faisant des compromis sur les principes qu'on parviendra à aller de l'avant.

PS ou quand la décomposition d'un ***cadavre puant*** (R.Luxemburg - V.Lénine) tient lieu de refondation.

Les fraudes lors des élections internes au PS confirmées par Mélenchon samedi sur sur France Inter, ne sont rien à côté des intentions impossible à contrôler qui sont àl'origine des adhésions massives au PS à 20 euros par le biais d'Internet pour choisir leur candidat aux dernière élections présidentielles, ou encore dans la perspective de l'organisation de primaires ouvertes dans les mêmes conditions.

Samedi à la Mutualité, lors du conseil national du PS, Aubry a osé lancer : "*Je voudrais vous dire à l'occasion cette année du 150e anniversaire de Jaurès, je ne laisserai pas abîmer ce parti, je ne laisserai pas abîmer le Parti socialiste de l'intérieur, je ne laisserai pas le Parti socialiste insulté de l'extérieur. Sachez-le, mes chers camarades*". (Reuters 12.09)

Pour le coup chers lecteurs, j'aurais presque envie de vous appeler monsieur ou madame pour ne pas vous insulter !

Ce parti de grands et petits bourgeois donne envie de vomir aux travailleurs et son héritage qui baigne dans un torrent de sang et de larmes, il le partage avec les ennemis officiels de la classe ouvrière avec lesquels il serait normal qu'il partage le destin et la fin.

Au lieu de s'adresser aux dirigeants de ce parti, on ferait mieux de rappeler sans cesse les crimes qu'il a commis contre la classe ouvrière depuis le 4 août 1914, les grandes lignes pourraient tenir pour l'essentiel sur une page A4 recto verso, et à la fin de cette lecture, donc en parfaite connaissance de ses méfaits et de ses multiples trahisons, je ne pense pas qu'un seul travailleur manuel ou intellectuel aurait franchement envie d'adhérer à un tel parti.

Certains trouveront forcément cette méthode délirante, gauchiste ou je ne sais quoi encore. Pourquoi pas, vous avez raison, laissons le soin à Sarkozy et Guéant de s'en charger, vaut mieux que les travailleurs se jettent directement dans les bras de Sarkozy parce qu'ils auront l'impression que lui au moins il leur dit la vérité, alors que vous les adeptes forcenés du front unique (au sommet) vous passerez pour de vulgaires manipulateurs qui occultez ou sous-estimez à la fois la nature sociale et les intentions réelles des dirigeants du PS.

Qui ne comprend pas que la survie du PS mais aussi du PCF profite uniquement à Sarkozy, aux classes dominantes, qu'ils se servent de l'existence de ces partis corrompus par le capital pour s'attaquer à la classe ouvrière, donc à son avant-garde ?

Il y en a parmi nous qui ne sont assurément pas logés à la même enseigne que la majorité de la classe ouvrière et qui estiment que grâce au front unique et aux partis que j'ai évoqués plus haut, finalement la condition ouvrière s'était améliorée au cours des six dernières décennies. Pour un peu, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas ainsi demain, c'est ce que sous-entend leur démarche, ce qu'ils nieront évidemment. En réalité ils ont tellement régressé sur le plan théorique qu'ils en sont revenus inconsciemment à la théorie du capitalisme assurant le développement sans fin de l'humanité. Ils vont hurler à la calomnie, au scandale en lisant ces lignes, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Or que constatons-nous en 2009, que les questions les plus élémentaires que l'homme devaient affronter depuis le néolithique, se nourrir, se protéger des éléments et des aléas de la nature, ne sont toujours pas résolus pour des millions, des milliards d'hommes, femmes et enfants en France ou dans le monde. Que ce sont les plus exploités qui finalement n'ont pas bénéficié de cette aubaine, alors que ce sont ceux qui en ont bénéficié qui nous chantent les louanges du front unique avec Aubry, Buffet, Chevènement, etc. ce serait cocasse si ce n'était pas cynique.

Quand Lénine en 1915 expliquait qu'il fallait dorénavant mener le combat pour "détruire" la social-démocratie, je ne pense pas qu'il avait dans l'idée d'y parvenir par le biais du front unique tel qu'on nous le sert depuis plus de 60 ans, orientation qu'il confirmera lors des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste en appelant à ne plus s'adresser aux dirigeants des partis et des syndicats traîtres au mouvement ouvrier.

Quand il expliquait à longueur de temps aux militants de son parti qu'il fallait expliquer patiemment, inlassablement aux travailleurs les origines de leur situation, tout en sachant qu'il serait impossible d'y remédier sans un changement radical des fondements de la société, il ne faisait pas de l'amélioration temporaire de leur condition d'existence la condition indispensable à leur prise de conscience de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, il en faisait un moment de leur combat orienté dans cette perspective sans leur laisser la moindre illusion dans le régime en place, il n'en faisait pas une abstraction coupée du reste de la situation caractérisée par l'existence des rapports sociaux d'exploitation qui n'avaient pas été remise en cause, une abstraction coupée du combat pour la prise du pouvoir afin de pouvoir changer la société.

Quand le parti bolchevik s'employait minutieusement à tailler en pièces les arguments des opportunistes et des centristes pour forger la conscience politique des masses et les aider à briser l'influence qu'ils avaient sur elles, il les préparait jours après jours à la fois à forger les moyens et les conditions qui leur permettraient de vaincre le régime autocratique du tsar et toutes les combinaisons politiques de la bourgeoisie et leurs alliés socialistes-révolutionnaires et mencheviks.

Que ce travail répugne à certains, on en a compris parfaitement les raisons, c'est leur problème, mais dans la mesure où ils colportent des illusions auprès des militants, c'est notre devoir de les combattre sur le terrain politique.

On ne demandera à aucun militant de nous croire sur parole ou de nous faire confiance aveuglément, chacun est libre de comparer les arguments avancés par les uns et les autres au regard de la situation et son évolution depuis un demi siècle, en s'inspirant ou non des enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués. Souvent un simple constat ou une simple observation de la réalité, valent mieux que de longs discours. (A suivre)

Quand Darcos remercie les dirigeants syndicaux pour leur collaboration.

Extrait d'une interview de Xavier Darcos parue dans le journal *Le Monde* du 12 septembre.

Question : Vos relations avec les syndicats sont-elles plus faciles que lorsque vous étiez ministre de l'éducation nationale ?

Réponse : Nous ne sommes plus dans un affrontement entre droite antisociale et gauche progressiste : tout le monde est dans la même crise et les syndicats ont beaucoup oeuvré pour une stratégie de démarche contractuelle. Signer des accords, c'est mieux que de se fâcher, de défiler, de tout casser. On le doit notamment à la réforme de la représentativité. Tout cela crée un climat social finalement assez apaisé et propice au dialogue.

Allemagne. Ils dégainent.

Douze policiers ont été blessés et 60 personnes arrêtées lors de violents accrochages qui ont éclaté durant la nuit à Hambourg, dans le nord de l'Allemagne, au cours d'une manifestation de gauche contre l'extrême droite, rapporte la police.

La police a riposté à la matraque et un coup de semonce a été tiré lorsque des émeutiers ont attaqué un véhicule de police. (Reuters 12.09)

Chili. Ils dégainent, tirent et tuent un manifestant.

Des affrontements ont opposé vendredi à Santiago des manifestants à des policiers à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat militaire qui avait renversé le président élu Salvador Allende en 1973. Selon la télévision publique chilienne, ces incidents ont fait un mort.

D'après la télévision publique, un jeune de 23 ans, Alexis Rojas Garcia, est mort après avoir été atteint d'une balle dans la tête. On ignorait dans l'immédiat qui était l'auteur de ces tirs. (AP 12.09)

Le 14 septembre

En essayant de résorber le bordel gigantesque qui règne dans mon disque dur, j'ai retrouvé une citation intéressante destinée aux esprits bornés qui ne voient que par le sacro-saint front unique.

Où va la France - L. Trotsky, 1936

"L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie.

Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique."

On en est à plus de 5 millions de chômeurs "complets ou partiels", la population est passé de 40 à 64 millions d'habitants entre temps, certes, mais on a peut-être ici un début d'explication à la stagnation du mouvement ouvrier, non ?

Par hasard, le capitalisme arrivé au stade de putréfaction qu'on lui reconnait aujourd'hui, la réalisation du programme minimum ne coïndiderait-elle pas avec la nécessité de réaliser immédiatement la première phase de la révolution socialiste ? Je n'invente rien, je ne fais qu'actualiser le *Programme de transition*.

Une autre citation comme vous les aimez.

"Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

On voit très bien que Trotsky prenait en compte et s'appuyait sur "la misère des masses", ces couches immenses du prolétariat qui sont toujours restées à la traîne du progrès social, et qui il faut bien l'avouer, n'ont jamais intéressé nos dirigeants depuis que Trotsky n'est plus là pour les sermoner. C'est malheureux, mais on en arrive à croire qu'il faudrait que nos dirigeants et leurs disciples vivent au quotidien cette misère pour qu'ils se rendent compte vraiment de ce que cela signifie.

Une petite dernière pour enfoncer le clou, L. Trotsky, OEuvres août 1937 - *Bolchevisme ou stalinisme*.

"Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec becs et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettantes, effrayée par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une "vérité nouvelle", à revenir loin en arrière."

Très très loin en arrière puisqu'ils en sont retournés à 1789, la prochaine fois ils nous ramèneront à l'époque de Spartacus !

Vous ne pourrez pas dire que je fous rien le dimanche, en faisant le ménage dans mon disque dur, je vous aide à faire le ménage dans le mouvement ouvrier, le mot de la fin à Rosa Luxemburg

"La lutte pour les réformes sociales qui n'est pas orientée vers la prise du pouvoir politique par le prolétariat, perd tout caractère révolutionnaire. Ce n'est rien d'autre que la pratique opportuniste des thèses révisionnistes de Bernstein. L'essentiel n'est plus le but du socialisme : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais le mouvement par lequel le Parti avance pas à pas dans la voie des conquêtes sociales." D'où "l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.".

Je ne vous ferais pas l'affront de vous demander à quoi ressemble aujourd'hui le mouvement ouvrier, vous le savez aussi bien que moi, admettez-le une bonne fois pour toute au lieu de vous voiler la face, il n'y a rien d'irréversible évidemment, même si on est plutôt mal barrés, disons que ce serait une base saine et sérieuse pour envisager l'avenir avec un peu plus d'optimisme.

Un dernier mot, vous savez que j'ai une profonde aversion pour l'expression "monde du travail", préférez lui le milieu ouvrier, au moins on saura de quoi vous causer avec précision. Au fait, pourquoi ont-ils troqué cette expression qui permettait de cerner au premier coup d'oeil de qui ou de quoi ils parlaient ? Pour céder à une mode sans doute. Et à quoi un tel compromis a-t-il servi ? A strictement rien, comme la plupart du temps en pareil cas.

Le racisme a deux masques.

Celui qui sied à l'individu ignare et stupide qui pour assouvir son mal-être doit trouver un bouc émissaire plus faible que lui pour passer ses nerfs ou exprimer sa haine de la vie, la sienne, peut-être aussi la haine de la société sans qu'il en soit conscient.

Et il y a celui qui revêt un caractère politique qui recouvre des intérêts économiques, comme par exemple l'exploitation de la main d'oeuvre étrangère qui ne connait pas forcément ses droits, et qui lorsqu'elle essaie de les faire valoir se fait matraquer, emprisonner ou interner en camps, puis expulser. Il revêt les deux, ils se nourrissent des inégalités sociales, ce qui le rend encore plus hideux.

En étant moi-même un immigré blanc dans un pays de Noirs, lorsqu'un Indien me dit retourne dans ton pays on ne t'a pas sonné, tu n'as rien à foutre ici, c'est parce qu'il est à court d'arguments, une minute plus tard il n'y pense plus et de mon côté j'ai déjà oublié ses propos.

Par contre, lorsqu'un Tamoul d'origine dravidienne et noir s'en prend aux Indiens du nord de l'Inde qui sont d'origine aryienne et blancs, on sent que ce racisme est profondément incrusté dans leur histoire ; la civilisation dravidienne ayant essaimé jusqu'au bord de la méditerranée, puis chassée vers le sud de l'Inde par des hordes aryennes venues des steppes d'Asie centrale il y aurait environ 3.500 ans, les Tamouls ne l'ont toujours pas digéré et haïssent littéralement les Indiens du nord et vice versa.

Lorsque Rajiv Gandhi, alors Premier ministre à la fin des années 80, a décidé de soutenir le gouvernement cinghalais contre le LTTE, il avait signé son arrêt de mort ; en soutenant militairement le gouvernement cinghalais, il soutenait la majorité de la population de Ceylan qui n'était pas seulement bouddhiste mais aussi originaire du nord de l'Inde, contre la minorité tamoule soutenue par le Tamil Nadu du sud de l'Inde qui soutenait le LTTE. Il faudrait vérifier, mais je crois que c'est à cette occasion que s'est produit (temporairement) un renversement d'alliance entre les partis politiques qui constituaient la coalition au pouvoir dominé par le Parti du Congrès (Congress I) et qui fit perdre peu de temps après les élections générales et le pouvoir au parti de Sonia Gandhi.

Quant aux relations des Indiens du nord avec les occidentaux, généralement ils les méprisent en les rendant responsables de tous les maux qui accablent la population indienne, alors qu'en réalité ce sont les classes dominantes indiennes qui en portent la responsabilité depuis 1947. Etrangement, les Indiens les plus cultivités que j'ai rencontrés connaissaient mieux l'histoire de l'Inde d'avant l'indépendance plutôt qu'après.

Non, je ne commets pas une erreur en généralisant ce sentiment, car dans ce genre de pays la population se livre à un mimétisme pratiquement parfait dans bien des domaines, dont malheureusement celui-ci. Il faut aller à la rencontre de populations isolées des grandes villes et qui n'ont pas d'a priori, pour rencontrer des Indiens qui vous considèreront comme

leur semblable. Mais maintenant avec le développement de la télévision par satellite et Internet, il n'est pas sûr qu'elles ne soient pas contaminées aussi par ce virus épouvantable.

Les institutions et les partis qui les soutiennent ne font plus recettes.

L'élection municipale partielle de Carcassonne (Aude), organisée dimanche après l'annulation pour fraude du scrutin remporté par l'UMP en 2008, a été remporté par Jean-Claude Perez (PS) avec 54,03% des votes exprimés.

Quant aux chiffres de l'absention et des votes blancs ou nuls, il a atteint 42,11%.

(http://www.politiquemania.com/forum/elections-f18/election-municipale-partielle-2009-carcassonne-t79.html)

Quand Buffet ment ouvertement. Les preuves.

"*Je l'ai dit très clairement ce matin à Martine Aubry. Quand je vois des titres 'du PCF au Modem', vous pouvez rayer PCF, le PCF n'ira pas avec un parti de droite*", a dit la patronne du parti communiste sur France 3. (Reuters 13.09

Menteuse, à Aubagne par exemple où vit mon épouse, le maire PCF a été élu aux dernières élections municipales sur une liste, PCF-PS-PRG-Verts-MoDem. L'actualité se charge de démontrer que l'axe PS-PCF-PRG-Verts-MoDem fonctionne déjà.

Voici ce qu'on pouvait lire ce matin sur Internet à propos du second tour des municipales de Carcassonne :

"*A la tête d'une liste d'union PS-PC-Radicaux soutenue au second tour par le MoDem (officiellement) et les Verts (implicitement), la liste de Jean-Claude Perez a totalisé 54,03% des voix, contre celle de M. Larrat qui n'a rassemblé que 45,97% des suffrages.* "(http://www.aujourdhui-en-france.fr/politique/le-ps-prend-carcassonne-le-nouveau-centre-saint-cyprien-13-09-2009-637375.php)

Militants du PCF, fuyez ce parti au plus vite !

Ce qui me stupéfie le plus, ce n'est pas l'attitude de Buffet mais plutôt celle de militants qui ne réagissent même plus, qui trouvent que finalement tout cela n'a pas vraiment d'importance, qu'on peut s'accommoder de n'importe quoi au point où en est le mouvement ouvrier. Ils ne comprennent pas apparemment que de compromis en compromis, ils se renient, il ne va rien leur rester de leurs idées ou convictions, qu'ils sont déjà morts politiquement, c'est suicidaire.

On ne peut pas mener notre combat de classe un bras attaché dans le dos ou en ayant un pied dans chaque camp.

Licrasse.

Reçue à sa demande place Beauvau dimanche, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a estimé que la polémique née des propos jugés racistes de Brice Hortefeux était "*close*".

"*Pour la LICRA, l'affaire est close*", a déclaré à l'Associated Press Richard Serero, de la LICRA, à l'issue d'une rencontre d'environ une heure au ministère de l'Intérieur. "*Nous jugeons cette rencontre positive dans la mesure où le ministre a réaffirmé que ce sont des propos qu'il n'a pas tenus, et a réaffirmé son engagement républicain contre toutes les formes de discrimination.*"

M. Serero a ajouté "
Nous n'avons pas, a priori, de raison de mettre en doute la détermination du ministre (...) Nous n'avons pas l'intention de participer de cette polémique."(AP 13.09)

Et d'une, c'est beau tous ces gens qui ont leurs entrées au Palais, et de deux, c'est bien connu qu'Hortefeux aurait une tendresse toute particulière pour la population maghrébine, tout comme Le Pen d'ailleurs à qui il sert la soupe.

Entre ne pas tomber dans une provocation ou un piège qui finalement ne profiterait qu'au gouvernement, et accourir à son chevet pour couvrir sa véritable nature, vous aurez compris que les deux démarches ne sont pas vraiment commandées par les mêmes intentions.

Grâce au capitalisme nous vivons dans un monde merveilleux, en faisant un rapide tour du monde à l'aide des titres des articles des agences de presse on peut le prouver en un éclair :

Asie.

- Un missile tue 4 personnes au Pakistan
- Une cinquantaine de talibans tués en Afghanistan, selon un porte-parole de l'armée afghane
- Attentats en série en Afghanistan, vingt civils tués
- Trois morts dans un attentat au Cachemire indien
- Attaques à la seringue en Chine: trois personnes condamnées

Proche et Moyen-Orient.

- Attentats en Irak: trois morts à Bagdad, quatre dans la province de Diyala
- Tirs de roquettes contre Israël: Nétanyahou met Beyrouth en garde

Asie centrale.

- Incendie dans un centre de désintoxication au Kazakhstan: 37 morts
- Sept morts dans des violences dans le Nord-Caucase

Afrique.

- Ouganda: retour au calme dans la capitale Kampala
- Gabon : la rue désenchantée retrouve le calme
- Mogadiscio: 15 morts dans des tirs de mortier de l'insurrection

Europe.

- Nouvelles violences à Hambourg
- Les forces spéciales britanniques forment les militaires libyens, selon le "Daily Telegraph"

Bonne semaine quand même camarades.

Le 15 septembre

Un mot sur le site.

J'ai supprimé l'éditorial qui est largement remplacé par les causeries qui donnent quotidiennement matière à intervenir sur l'actualité en direction des travailleurs. Je dois trouver le moyen d'écrire des articles et de lire davantage.

Si vous trouvez ici ou là sur le Net l'adresse du site, je n'y suis pour rien, ce sont des camarades qui la diffuse un peu partout, pourquoi pas.

Un peu de politique pour alimenter notre réflexion.

Vous n'avez pas remarqué que ce sont les mêmes qui se sont montrés prompts à monter en épingle les propos à relents racistes d'Hortefeux, qui s'étaient servis des travailleurs immigrés à travers SOS racisme ou la question des sans-papiers, afin de faire mousser le FN ou de faire élire plus largement Sarkozy, consciemment ou non ?

Non, cela ne vous a pas fait tilt, ok, je n'ai rien dit, je la ferme.

Autre chose.

Il y a peu un militant me reprochait de passer trop de temps sur le PG, et voilà-t-y pas que le voilà sur le devant de la scène dans les tractations pour les régionales, entre le PS, le PCF et le NPA. Comme quoi j'ai raison de me fier à mon inspiration, ce qui ne veut pas dire que je ne me plante pas parfois aussi, comme tout le monde.

Je n'ai pas abordé les grandes manoeuvres auxquelles se livrent ces partis, je crois que les choses sont suffisamment claires. Ce qui me fait marrer c'est qu'ils s'emploient systématiquement à zapper le POI comme si c'était un gros mot de prononcer le nom de ce parti, cela en dit long sur l'état d'esprit misérable des dirigeants de ces partis. On y reviendra plus tard, le feuilleton n'est pas terminé.

Il paraît que la fête de l'Humanité a été un succès avec plus de 600.000 visiteurs, je ne suis pas certain que ce soit franchement une bonne nouvelle pour la classe ouvrière.

Coïncidence ou non, à Moscou à peine deux semaines auparavant des stations de métro rénovées datant de 1950 réouvraient au public, on pouvait y lire des hymnes écrits en hommage au bourreau du mouvement ouvrier internationale de 1924 à 1953 :"*Staline (1879-1953) nous a inspiré la foi dans le peuple, le travail et les exploits.*". La statue du "*petit père des peuples*" qui trônait jadis dans le hall n'a pas été réinstallée. "*Nous ne l'avons pas retrouvée dans nos réserves. Nous avons beaucoup de statues, mais pas ce Staline-là*", a expliqué à la presse Dmitri Gaev, le patron du métro moscovite. Quelle chance encore !

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, en 2000, la Russie s'est lancée dans une réhabilitation de son passé communiste (lire stalinien - Lutte de classe). Celle de Staline est sous-jacente. En mai 2000, la Banque centrale a émis 500 pièces de collection en argent à son effigie. Plus que jamais, en ce soixante-dixième anniversaire de la signature du pacte germano-soviétique, ses qualités sont encensées. (Le Monde 27.08)

A part son cynisme et sa médiocrité légendaire on ne lui en connait pas d'autres en ce qui nous concerne.

On a parfois l'impression qu'ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour nous jouer encore un mauvais tour, mais il existe encore des générations de militants qui conservent en mémoire ce que coûta de sacrifices à l'avant-garde du mouvement ouvrier international le combat contre le stalinisme.

Autre chose.

Bien que je ne partage pas l'orientation politique du POI et du NPA, je conseille fortement aux militants de rejoindre l'un ou l'autre de ces partis, le POI pour le sérieux de son engagement, le NPA parce qu'il pose régulièrement la question du renversement du capitalisme, tout du moins en paroles, parce que ces deux partis sont engagés dans un processus de regroupement des militants du mouvement ouvrier et parce qu'ils se tournent vers la classe ouvrière, bien que trop timidement à mon goût.

Vous aurez compris qu'après bien des tergiversations, je ne peux pas me résoudre à orienter les militants davantage vers un parti plutôt qu'un autre chacun présentant des avantages et des inconvénients, je m'excuse pour ces hésitations, mais d'ici j'avoue que c'est difficile de saisir pleinement le terrain sur lequel vous intervenez. A vous de voir comme toujours.

La confrontation des idées dans un parti vaut mieux que l'isolement qui conduit à l'abandon du combat, au sectarisme, à l'opportunisme dans sa forme gauchiste. Rien ni personne n'est parfait, pas mêmes les partis ouvriers ou leurs dirigeants, si on l'admet une fois pour toute, l'engagement dans un de ces partis ne devraient pas poser de problèmes insurmontables.

Si maintenant vous vous imaginez que vos idées seront prises en compte par leurs directions, là vous vous vous fourrez le doigt dans l'oeil, soyez patients et sereins, ne vous faites aucune illusion, défendez loyalement vos idées sans tenter de les imposer aux autres militants, sachez écouter aussi, si elles tiennent la route et que vous avez confiance en vous, la lutte de classe se chargera de les imposer aux directions, et si tel n'était pas le cas, vous auriez fait votre boulot et vous n'auriez rien à vous reprocher. Les choses sont rarement dans la vie comme on voudrait qu'elles soient, il en va ainsi également d'un parti politique.

Parfois, je me dis que nous ne devons pas être très nombreux à partager les idées que je défends, en même temps je me dis que ce n'est pas un hasard si la majeure partie des militants adhèrent à l'idée qu'il faut réduire notre programme à une peau de chagrin pour le rendre acceptable au plus grand nombre, car nous ne nous situons plus sur le même terrain.

Eux ils favorisent le combat pour les revendications immédiates en les situant dans aucune perspective politique (révolutionnaire), tandis que je m'y refuse, estimant (en m'inspirant de la méthode de Lénine) que c'est le meilleur moyen de subordonner encore davantage la classe au capitalisme et qu'une telle stratégie ne peut pas favoriser la progression de la conscience des masses puisqu'elle est coupée de l'objectif de leur combat.

Imaginer un instant que les luttes à elles seules pourraient aboutir au mûrissement de la conscience des masses est une dramatique illusion, c'est ignorer que sans les situer consciemment dans une perspective révolutionnaire, elle ne dépassera jamais le niveau de conscience du petit-bourgeois incapable d'entrevoir son avenir autrement que sous un régime capitaliste.

La question fondamentale n'est pas les luttes en soi, brasser du vent jusqu'à l'épuisement ou l'écoeurement, mais bien dans quelle orientation politique elles se situent, partant du constat que nous n'en maîtrisons ni l'organisation ni les moyens pour leur permettre de vaincre, quelle qu'en soit l'issue elles ne peuvent constituer un objectif pour nous, alors que si elles se situent dans une perspective politique clairement exprimée, les luttes ne seront plus seulement vécues par ceux qui y participent comme une fin en soi, une abstraction, mais comme un moment (d'un tout, dialectique) d'un combat qui a pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Je ne sais plus, je crois que c'était Lénine ou Luxemburg qui expliquait que c'était seulement en inscrivant chaque combat dans une perspective révolutionnaire qu'on pouvait parvenir à l'unité de la classe et lui faire prendre conscience de sa force pour ensuite aller de l'avant, que c'était cette perspective politique qui seule permettait d'assurer la cohésion de son combat et par ce fait d'en prendre conscience. Dans le cas contraire, au lieu de parvenir à briser l'isolement des luttes, on ne fait que l'entretenir, car chaque lutte apparaît comme poursuivant un objectif différent des autres, sachant qu'il y a autant de luttes différentes qu'il y a de situations spécifiques, il est alors impossible de rassembler la classe pour lutter ensemble.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, le mouvement ouvrier, ses partis et ses organisations se sont développés rapidement sur la base du combat contre le capitalisme et les différents régimes en place pour les renverser, les travailleurs adhéraient à un parti ouvrier ou un syndicat en étant conscients que leur combat quotidien était orienté dans cette direction. Et ce n'est pas un hasard si Lénine a décidé de construire le parti bolchevik sur la même base, en s'inspirant de l'expérience passé du mouvement ouvrier international, dans des conditions qui n'étaient guère meilleures ou pires que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Le "tous ensemble" ou poser la question de la grève générale sur la base de revendications économiques ou sociales sans perspective politique révolutionnaire, n'a jamais permis à la classe de faire un pas en avant vers la remise en cause du régime et ne l'a conduit finalement qu'à des échecs dans le passé.

Poser la question de la grève générale sans poser la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, donc ne pas l'organiser dans cette perspective, ou soutenir ouvertement le régime comme le font les dirigeants syndicaux ou ceux des vieux partis se réclamant de la classe ouvrière, cela revient finalement au même, puisque dans les deux cas la classe qui n'aura pas été préparée à cette situation demeurera incapable de la saisir lorsqu'elle se présentera, encore moins de déterminer les tâches qu'elle lui imposerait de réaliser.

Je sais parfaitement que c'est plus facile de convaincre des travailleurs ou des militants de la nécessité de la grève générale, que de les convaincre de la nécessité de la situer dans la perspective du renversement du régime, c'est à cette facilité-là que les dirigeants ont recours, ils se gargarisent ensuite des résultats immédiats et souvent médiocres auxquels ils sont parvenus par cette méthode, mais quand on y regarde de plus près au regard des expériences similaires du passé, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas permis à la conscience de classe du prolétariat de progresser d'un millimètre.

Le culte de la méthode objectif/résultat appartient au même registre. De la même manière que le mouvement ouvrier devrait enregistrer régulièrement des succès importants, le parti devrait connaître une progression quasi linéaire quelle que soit la situation.

Je ne pense pas que c'était vraiment la préoccupation première de Lénine, car il aurait eu de quoi plus d'une fois s'écarter de son objectif, mettre son programme dans sa poche ou pire, troquer les principes qu'ils avaient adoptés pour la construction du parti contre ceux des mencheviks, ce qui ne fut jamais le cas.

L'histoire de la fraction ou du parti bolchevik entre 1905 et 1910 avait de quoi faire douter plus d'un militant, Lénine en premier :

"*A la fin de 1905, les bolcheviks comptent 8.400 militants (dont 87 % de travailleurs) ; quatre mois plus tard, ce chiffre passe à 13.000 (18.000 pour les mencheviks) ; en octobre 1906 il y a 33.000 bolcheviks et 43.000 mencheviks.*"

"*A Moscou, le parti compte 5.320 militants au milieu de 1906, 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909. A la fin de 1910, le parti n'existe même plus sur la ville.*"

En 1917 :"*24 000 en février, 150 000 début septembre, 350 000 militants le 25 octobre*"

J'ai trouvé ces données sur un site dont je n'ai pas relevé les coordonnées, vous m'excuserez.

La fraction bolchevik du P.O.S.D.R. est ainsi passée de 33 000 membres en octobre 1906 à pratiquement zéro en 1910 à Moscou, soit à peine quatre ans plus tard. Et vous croyez que Lénine se serait dit : bon, je bazarde les "vieux" principes et on repart de zéro, pas le moins du monde, vous connaissez la suite. Vous pourrez juger à sa juste valeur l'argument fallacieux selon lequel la construction du parti aurait été plus facile à l'époque de Lénine, vous avez des éléments qui prouvent exactement le contraire.

Qu'ont fait nos dirigeants, ceux du PCI et de la LCR ? Exactement l'inverse de Lénine, comme si c'était les principes du léninisme qui les avaient empêché de construire le parti, alors que ce fut leur incapacité à comprendre et à s'inspirer des enseignements de la lutte des classes que nous avaient légués les marxistes.

Ils en sont rendus à ouvrir leurs partis à tous les vents et à faire le trottoir pour engranger des cartes, simple constat, consternant et que nous n'avons même pas besoin de juger.

Le combat pour la construction d'un parti sur la base du marxisme-léniniste serait autrement plus contraignant que la méthode qui consiste à se réfugier sans cesse derrière le front unique, ce qui ne veut pas dire forcément qu'il serait plus difficile, tout dépendrait de la situation comme l'expérience du parti bolchevik l'a prouvé, ce combat ne se caractériserait pas par des résultats ou des avancées spectaculaires ou visibles à l'oeil nu sur lequels on pourrait discourir à perdre haleine, mais au moins le bilan des combats de la classe ouvrière cesserait de s'inscrire en négatif au registre de la lutte des classes.

Un message reçu.

Le Front Syndical de Classe soutient et appelle à participer à la journée d'action du 17 septembre décidée par de nombreux secteurs et entreprises en lutte à l'initiative de la CGT Goodyear Amiens Nord.

Les CONTIS, MOLEX, CATERPILLAR, PHILIPS, VALEO, THOMSON, MICHELIN, RENAULT, PEUGEOT, et bien d'autres encore des filières chimie, caoutchouc et métallurgie, d'autres branches se préparent aussi pour cette journée.

Cette journée sera un moment important pour affirmer la solidarité des luttes et des intérêts de classe ouvrière ainsi que la solidarité de classe contre la répression patronale et étatique qui frappe tant de travailleurs, à commencer par les CONTIS scandaleusement condamnés par une justice aux ordres.

Le 17 septembre constitue la véritable rentrée sociale dans notre pays, organisée par la base en lutte, qui peut créer une dynamique et favoriser d'autres mobilisations public/privé sur l'emploi, la réindustrialisation du pays, mais aussi les retraites, la protection sociale, les services publics...

Le 17 SEPTEMBRE, face au Palais des monopoles capitalistes, donnons tous ensemble le coup d'envoi d'une mobilisation globale.

RDV à 11 heures devant la Bourse (Palais Brongniart Rue Vivienne - 75002 Paris)

Les dépêches.

Quand les partenaires du capitalisme préparent le G20 au Palais.

Les dirigeants des principales organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGT), qui ont rencontré lundi à l'Elysée Nicolas Sarkozy dans le cadre de la préparation du prochain sommet du G-20 de Pittsburgh, ont plaidé auprès du chef de l'Etat pour que des mesures concrètes sortent de cette réunion, et notamment "une régulation forte des finances mondiales".

Quelques réactions à l'issue de cette réunion.

Chérèque : il est "*absolument nécessaire qu'il y ait des décisions claires, fermes prises", notamment "pour maitriser l'enrichissement de certains dans le domaine financier par une régulation forte des finances mondiales*".

Mailly : a plaidé pour "*qu'il y ait une taxation sur les marchés financiers*" et "*pour des réformes fiscales réintroduisant la progressivité de l'impôt*".

Thibault :"*On n'a pas apporté de modification fondamentale à la manière dont les banques continuent de fonctionner, au point qu'aujourd'hui, l'accès aux moyens financiers reste difficile pour les entreprises comme pour les ménages*". (AP 14.09)

Question : ce sont des dirigeants de syndicats ouvriers ou de syndicats patronaux ? Comme ils ne rompront jamais avec le capitalisme, la seule solution est de rompre avec ces lieutenants de la bourgeoisie.

Ils partagent bien tous les mêmes préoccupations, le même combat. La preuve.

Dans un communiqué, l'Elysée a souligné que lors de cette rencontre, qui s'est tenue en présence des ministres Christine Lagarde (Economie) et Xavier Darcos (Travail), M. Sarkozy avait "*fait part de sa détermination à obtenir des résultats concrets en particulier pour conforter la reprise qui s'amorce et réguler le système financier international (rémunération des traders, renforcement de la régulation des activités spéculatives, paradis fiscaux)*".

On n'en est plus depuis des lustres à l'étape qui consistait à "*démasquer*" les chefs traîtres des syndicats, mais bien à celle de les "*attaquer de la façon la plus énergique*". Seule l'aristocratie ouvrière les soutient encore. La majeure partie des 8% de syndiqués en France doit correspondre à ces couches privilégiées qui de congrès en congrès apportent leur soutien à ces traîtres à la classe ouvrière.

Pour rappel, extrait de la résolution sur les syndicats du troisième congrès de l'Internationale communiste (1921), sans doute rédigée par Lénine :

"*Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs social-traîtres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer, et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.*"

Molex. Tout cela pour quoi ? Le chômage !

On comprend mieux pourquoi Thibault est allé faire un tour chez Molex il y a une semaine.

Christian Estrosi se dit confiant sur les chances de parvenir à un accord pour la reprise de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn (Tarn-et-Garonne) par le fonds d'investissement HIG Capital, selon l'agence Reuters (14.09)

Qu'en est-il réellement ?

Sur les 283 salariés, selon Estrosi 50 conserveraient leur emploi, 15 seulement selon le délégué syndical CGT, Denis Parize.

Le projet de reprise sera présenté mardi aux salariés, qui devront décider si le comité d'entreprise (CE) émet ou non un avis.

Parize imagine un "conflit plus dur" si les salariés refusent que le CE émette un avis.

On se souviendra que le 3 septembre dernier Sarkozy avait fait miroiter aux salariés de Molex qu'il les soutenait et qu'une solution viable serait finalisée prochainement, c'était du pipeau évidemment. C'est pour leur faire avaler cette couleuvre que dans la foulée Thibault a fait le déplacement à Molex, il était en fait l'envoyé spécial de Sarkozy et de la direction de Molex !

France Télécom : Mieux vaut encore en finir !

Lundi, c'est une cadre du service commercial de Metz qui a fait une tentative de suicide, en milieu de journée, selon France Info.

Elle a été découverte par ses collègues lors de la pause déjeuner, inconsciente dans son bureau. Elle aurait avalé des barbituriques après avoir appris "*que sa mission était terminée et qu'elle allait se retrouver en mobilité géographique*", a précisé Pierre Dubois (CFDT), sans pouvoir préciser l'état de santé de la salariée, selon Le Figaro.fr.(LePost 14.09)

Manipulation au sommet de l'Etat en faveur de la scientologie.

L'Église de scientologie pourrait échapper à la dissolution en France, et cela, grâce à une modification de la loi intervenue "*en toute discrétion*", dit-on.

Le texte a été adopté deux semaines avant l'ouverture du procès (le 12 mai 2009), mais les parties civiles n'auraient découvert son existence qu'il y a peu. Une mise à jour embarrassante puisqu'il est désormais impossible de dissoudre une personne morale pour des faits d'escroquerie.

Or, dans le procès de la scientologie, dont le verdict doit être rendu pour le mois d'octobre, l'Église de scientologie comparaissait pour "escroquerie en bande organisée", et le parquet avait requis sa dissolution.

Avec le nouveau dispositif législatif, la secte ne risque plus qu'une peine maximale de 5 ans d'interdiction d'exercer. (lepoint.fr.14.09)

On se disait aussi que c'était trop beau pour être vrai !

Les prochaines charrettes.

Le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly a annoncé la suppression de 5.500 emplois, soit 13,5% de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de restructuration. (Reuters 14.09)

La direction du constructeur automobile russe AvtoVAZ, dont Renault est actionnaire, a signé un plan de 5.000 suppressions d'emplois dont la mise en oeuvre débutera le 14 décembre. (Reuters 14.09)

L'équipementier automobile canadien Magna, qui vient de racheter Opel à l'Américain General Motors, a annoncé lundi son intention de supprimer jusqu'à 10.500 emplois chez le constructeur automobile, dont 4.500 en Allemagne, son principal lieu d'implantation. (AP 14.09)

Etats-Unis. Quand les Américains doutent de tout.

1- Sept Américains sur dix doutent que les mesures prises par le gouvernement puissent éviter une nouvelle crise économique et financière, selon un sondage Associated Press-GfK rendu public lundi.

Quatre vingt pour cent des personnes interrogées, par ailleurs, jugent préoccupant l'état de l'économie américaine, soixante-dix neuf pour cent, d'autre part, critiquent banques et établissements financiers, 68% le manque de régulation des autorités fédérales. (AP 14.09)

2- Mauvaise nouvelle pour les journalistes aux Etats-Unis : le pourcentage de leurs concitoyens qui considèrent leur travail comme partial et manquant de précision continue d'augmenter.

Presque les deux tiers (63%) des personnes interrogées par le Pew Research Center for the People & the Press estiment que les informations que leur fournissent aujourd'hui les médias contiennent souvent des erreurs.

L'enquête de l'institut Pew montre par ailleurs que 74% des sondés croient que les sujets traités sont systématiquement partiaux, les journalistes souhaitant, selon eux, favoriser un camp au détriment d'un autre. (AP 14.09)

Pakistan. La mort au ventre.

Une bousculade lors d'une distribution gratuite de farine à l'occasion du ramadan a fait 20 morts lundi à Karachi dans le sud du Pakistan, selon un bilan de la police et des hôpitaux.

Javed Hanif, un responsable de la municipalité, note que "la pauvreté grandit, les gens sont désespérés. Quand il y a ce genre d'occasions, ils essaient de prendre le maximum". (AP 14.09)

Le 16 septembre

J'ai mis trois nouveaux articles en ligne, pas le temps de faire plus. Bonne journée à tous.

Chômage + blocage des salaires + hausse des prix = cocktail explosif !

Les prix à la consommation ont progressé de 0,5% au mois d'août en France. (La tribune 15.09)

Les produits manufacturés ont augmenté de 1,4% le mois dernier : +8,8% pour l'habillement et les chaussures, +4,2% pour la maroquinerie et les articles de voyage, +2,9% pour l'horlogerie, la bijouterie et la joaillerie, +2,5% pour les meubles, +1,5% pour la parfumerie et les produits de beauté.

Ont aussi augmenté Les hébergements de vacances (+10,0%), les voyages touristiques tout compris (+5,8%) et les transports aériens (+0,4%).

Les produits frais ont diminué de 7,5%, la baisse est de 10,9% sur les fruits et de 8,5% sur les légumes. En revanche, les autres produits alimentaires renchérissent +0,2% , à l'exception du regroupement "lait, fromage et oeufs" -0,2%; et des huiles et margarines -0,5%.

Les prix des services ont augmenté de +2,2% sur un an. Augmentent notamment les hébergements de vacances +10,0%, les voyages touristiques tout compris +5,8% et les transports aériens +0,4%. En revanche, les prix diminuent légèrement dans la restauration -0,2% et dans les cafés -0,1%. Des baisses de tarifs sont enregistrées sur les services de télécommunications -0,2%, les médecins -0,3%) et les dentistes -1,2%. Dans le même temps, les tarifs de l'assurance santé complémentaire augmentent de 0,4%. (AP 15.09)

CNAF : La chasse aux plus pauvres pour remplir les caisses.

La Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) a indiqué avoir procédé en 2008 à plus de 81 millions de contrôles et détecté

9.397 fraudes, lors de sa conférence de presse de rentrée mardi.

Selon les documents de la CNAF, le nombre de fraudes détectées est en hausse sur un an (+ 3.083), hausse à mettre à l'actif d'une augmentation des contrôles de 53% entre 2007 et 2008.

Les documents précisent que "*les trois prestations les plus fraudées sont l'Allocation de logement à caractère social (ALS), le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API)*".

Selon la Caisse, "*55% des fraudes résultent de déclarations d'activités ou de ressources non à jour, 36% sont des dissimulations de concubinage*" et "*9% des escroqueries, faux et usages de faux documents*". (AP 15.09)

Ils trouvent le personnel pour faire 81 millions de contrôles quand il s'agit de contrôler les travailleurs, mais quand il s'agit de contrôler les praticiens, les laboratoires d'analyse et les cliniques privées qui détournent chaque année des centaines de millions d'euros, et qui sont évidemment moins nombreux que la population, étrangement là ils ne trouvent pas le personnel pour effectuer ces contrôles.

Au fait, les syndicats participent bien à la gestion des organismes sociaux, ils sont donc complices, non ?

Canada.

Le Canada ne veut pas étendre sa mission en Afghanistan, même si le président américain Barack Obama le demande expressément au premier ministre canadien quand ils se rencontrerons cette semaine, a précisé le bureau de Stephen Harper lundi. (AP 15.09)

Grande-Bretagne.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown reconnaît qu'il va devoir réduire les dépenses publiques pour combattre un déficit budgétaire grandissant, tout en promettant aux électeurs que les services essentiels n'en seraient pas affectés. (Reuters 15.09) Tu parles !

Les dernières charrettes.

Bosch prévoit de supprimer 10.000 emplois cette année et réduire la durée du travail de 100.000 employés dans un contexte de crise qui pourrait durer des années, a déclaré le président du directoire Franz Fehrenbach.

Après les réductions d'effectifs, le premier équipementier automobile mondial emploiera 270.000 personnes.

"*Globalement, il faudra peut-être attendre 2012 pour renouer avec les niveaux pré-récession de 2007*" a-t-il ajouté. (Reuters 15.09)

Une info confirmée.

"*Le marché ne redémarrera pas réellement avant 2015. Alors seulement nous reviendrons aux niveaux de 2007 en Europe*", a déclaré en marge du salon de l'automobile, à Francfort. , lundi soir à Reuters, le vice-président d'Hyundai Europe Allan Rushforth. (Reuters 15.09)

Le 17 septembre

Pas le temps de causer, je dois faire les courses que je n'ai pas faites hier.

Spéculation boursière et chômage de masse, les deux pendants de la crise.

Les Bourses flambent, ils parlent de la "*reprise*" à tort et à travers, en deux mots : un an de blocage des crédits pour qu'une partie de la population se désendette afin d'y avoir rapidement recours de nouveau ; après un an de destockage, avant que les entrepôts ne soient complètement vides, ils relancent la production pour que la consommation puisse suivre ; dans le monde plus de 50 millions de chômeurs en plus en deux ans ; blocage ou baisse des salaires...

En réalité, la crise est entrée dans sa phase la plus critique pour eux : la crise sociale qui s'accompagne de craquements politiques au Japon, aux Etats-Unis, en Russie et dans d'autres pays dont on parle moins souvent, l'Islande par exemple.

C'est au tour du prolétariat de prendre la main, en sera-t-il capable, en aura-t-il les moyens, sera-t-il en mesure de faire sauter les obstacles à sa mobilisation générale, autant de questions qui pourraient se résumer à une seule : y a-t-il été préparé, si oui comment et sur quelle orientation politique ? (A suivre)

Autre chose.

Je n'ai pas voulu jouer aux opportunistes et compte tenu que je suis loin du terrain, je ne me suis pas exprimé volontairement plus tôt sur le rassemblement prévu aujourd'hui devant la bourse du travail à Paris à l'appel de la CGT.

Cependant, les militants corrigeront si je me trompe, mais j'ai pensé que cela aurait été intéressant que tous les syndicats opposés à la ligne de Thibault s'y retrouvent ou envoient une délégation afin d'échanger leurs expériences et de présenter un front commun contre la politique liquidatrice de la direction de la CGT.

A bas le capitalisme responsable de tous les maux de la société, pour l'expropriation des capitalistes, pour la rupture des syndicats avec le gouvernement et le patronat, pour l'unité des syndicats et des partis ouvriers pour en finir avec le capitalisme et les institutions liées ou au service du capital, contre les licenciements, etc., voilà en gros la ligne sur laquelle je proposerais de mener le combat dans l'unité. Libre ensuite à ceux qui le désirent de s'adresser à leurs propres dirigeants, tout en sachant qu'il n'y a rien à en attendre, notre rôle sur le plan national n'étant pas de colporter des illusions dans leur direction.

Notre combat doit permettre au plus vite au prolétariat de renouer avec l'espoir qu'une société meilleure est possible, cela passera forcément par l'élévation de son niveau de conscience à la compréhension de la nécessité de rompre avec le capitalisme et de liquider la Ve République. Cet espoir ne pourra être porté que par une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme : le socialisme.

Cette orientation une fois acquise ou cet espoir renaissant, en relation avec les partis ouvriers qui sont sur la même ligne, aucun obstacle ne devrait empêcher que des syndicalistes et des partis ouvriers appellent ensemble à une manifestation nationale à Paris contre le gouvernement et le patronat, les syndicalistes se bornant à mettre en avant des mots d'ordre contre le capitalisme, alors que les partis ouvriers s'y associeraient en ajoutant le volet politique indispensable : chasser Sarkozy et liquider les institutions.

Ainsi l'autonomie entre partis et syndicats serait respectée, tout en reconstituant l'unité du mouvement ouvrier détruite lors du congrès d'Amiens de la CGT en 1906, pour mener le combat ensemble et avancer enfin vers notre objectif commun.

Si vous avez une autre orientation à proposer, n'hésitez pas à nous la communiquer, nous la diffuserons et si nécessaire nous la critiquerons, chacun demeurant libre de ses propres opinions conformément aux principes démocratiques auxquels le mouvement ouvrier demeure attaché.

Il n'y aura jamais d'unité de la classe ouvrière, temps que syndicats et partis ne seront pas réunis pour mener le combat ensemble contre le régime en place. Croire le contraire ou échaffauder des plans pour contourner cette question déterminante pour l'avenir du prolétariat sous prétexte qu'elle présenterait des difficultés en apparence insurmontables, relèverait de l'aventurisme ou de l'opportunisme, et ne pourrait conduire le mouvement ouvrier qu'à de nouveaux et dramatiques échecs.

Les dépêches.

Laissons-les exprimer ouvertement leur mépris de la classe ouvrière qui leur rendra bien un jour.

Le PDG de France Télécom Didier Lombard a présenté mercredi ses excuses pour avoir parlé de "*mode*" du suicide au sein de son entreprise, reconnaissant que "la maison a pris un choc".

"*Hier par erreur, j'ai utilisé le mot 'mode' qui était la traduction du mot 'mood' (humeur NDLR) en anglais*", s'est justifié Didier Lombard sur RTL. (AP 16.09)

Ben voyons, d'ailleurs cela ne change rien, pour lui ce serait un simple état d'âme ou d'"*humeur*" qui conduiraient tant de salariés de France Télécom à se suicider, il aurait dû se féliciter qu'ils n'y en aient pas davantage, puisque personne pas même lui ne peut être accusé d'être responsable de l'"*humeur*" suicidaire de ces salariés.

Finalement pour ce funeste personnage, ceux qui se suicident en portent l'entière responsabilité, pas besoin de chercher plus loin ou de culpabiliser pour si peu, demain plus personne n'en parlera plus.

Chaque dérapage verbal d'un représentant du capitalisme aussi insupportable soit-il est une véritable aubaine pour nous, car il

montre à la classe ouvrière le vrai visage des patrons et des représentants politiques à leur service et ne peut que renforcer le dégoût qu'ils leur inspirent, donc les aider à rompre avec le capitalisme.

D'où Sarkozy tient-il son programme antisocial ?

La France devrait connaître une nouvelle dégradation sensible de son marché du travail en 2010, avec un taux de chômage qui risque d'approcher les 11%, estime dans un rapport l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'organisation juge donc important de "*fixer des limites temporelles, claires et crédibles, à l'utilisation du chômage partiel, afin de ne pas subventionner de 'mauvais' emplois (voués à disparaître) et freiner la croissance de l'emploi lorsque la reprise sera bien engagée.*"

La soupape de sécurité du régime pour tenter d'éviter une explosion sociale.

"*De fait, le système français de redistribution (transferts sociaux et impôts) permet de réduire des deux tiers le risque de pauvreté au sein de l'ensemble de la population en âge de travailler, et de plus de trois quarts le taux de pauvreté parmi la population sans emploi, contre respectivement 47% et 54% en moyenne dans la zone OCDE*", précise le rapport.

Vive le RSA et la précarité généralisée !

Il salue la réforme du service public de l'emploi, destinée à resserrer le lien entre prestations et recherche d'emploi, et l'introduction du revenu de solidarité active (RSA) qui vise à rendre le travail plus rémunérateur pour les personnes les plus défavorisées sur le marché du travail.

Haro sur les fainéants de chômeurs !

"*Il est crucial pour la France de continuer à investir dans la mise en place d'une stratégie d'activation des chômeurs complète et efficace, où les bénéficiaires de prestations sociales sont tenus à une recherche d'emploi active et doivent participer à des programmes de formation et d'aide à l'emploi afin d'assurer leur réinsertion rapide dans le monde du travail*", conclut le chapitre sur la France. (Reuters 16.09) Avec la montée inexorable du chômage, pas de problèmes pour trouver du boulot !

Chômage de masse en prévision au cours des années à venir.

Selon l'OCDE le chômage dans les 30 pays-membres devrait frôler les 10% au second semestre 2010, frappant 57 millions de personnes.

"*Il y a une grande incertitude face à l'avenir, mais les conditions du marché du travail semblent en voie de se détériorer encore plus dans les mois à venir*", observe l'organisation internationale, prédisant "*une reprise plutôt modeste n'intervenant qu'au premier semestre 2010*".

Ce phénomène de chômage élevé, perdurant après un pic de crise, risque de mettre "*de nombreuses années*" à se résorber, estiment les experts parisiens du Château de la Muette.

Depuis la fin 2007, estime l'OCDE, près de 15 millions de personnes sont venues grossir les rangs des sans-emploi dans la zone.

Dans le cadre de ce scénario, le nombre des chômeurs dans les pays membres de l'OCDE aura augmenté de plus de 25 millions de personnes en moins de trois ans, une hausse comparable aux pertes d'emploi enregistrées sur une période de dix ans jusqu'au début des années 1980. (AP 16.09)

Afghanistan. Un pouvoir fantoche ultra minoritaire et illégitime à la botte de l'impérialisme.

Le président sortant Hamid Karzaï a recueilli 54,6% des voix au premier tour de l'élection présidentielle du 20 août en Afghanistan, selon les résultats globaux publiés par la commission électorale.

Le taux de participation a été de seulement 38,17%.

Selon la mission d'observateurs de l'Union européenne, un tiers des suffrages recueillis par le chef de l'Etat sortant - soit 1,1 million de bulletins - sont suspects, de même que 300.000 autres recueillis par Abdullah le principal concurrent de Karzaï, sur un total de 5,6 millions.

Les résultats définitifs ne seront pas annoncés avant la fin de toutes les procédures de vérification en cours, ce qui pourrait encore prendre des semaines. Et plus le temps passe, plus il semble probable qu'un éventuel second tour ne pourrait en tout état de cause pas avoir lieu avant le printemps: l'arrivée de la neige en novembre rendrait bien trop difficile l'organisation du scrutin dans ce pays montagneux.

Et ce alors que les responsables onusiens et américains s'inquiètent d'une éventuelle vacance du pouvoir pendant des mois, alors que les talibans multiplient leurs attaques. (Reuters et AP 16.09) Ils peuvent s'inquiéter !

Belgique.

Des producteurs belges ont déversé mercredi trois millions de litres de lait dans un champ à Ciney, dans le sud de la Belgique, pour protester contre des prix de vente trop bas, qui ne leur permettent plus selon eux de couvrir les prix de revient. (AP 16.09)

C'est le genre d'actions qui force le respect et mérite forcément le soutien du prolétariat !

Venezuela.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé la signature d'un accord d'investissement d'un montant de 16 milliards de dollars avec la Chine.

Hugo Chavez a indiqué qu'avec le projet récemment signé avec la Russie et ce contrat chinois, la production de brut vénézuélien augmenterait de 900.000 bpj.(Reuters 16.09)

Le 18 septembre

Le dernier article mis en ligne aujourd'hui traite du "*dîner de travail*" des ripailleurs de l'UE qui étaient réunis hier à Bruxelles, dans le cadre de la préparation du prochain G20 qui aura lieu dans une semaine.

Je n'ai pas retenu le titre de l'Associated Press : *L'Europe parlera d'une seule voix à Pittsburgh, mais doit avancer sur Copenhague, selon Sarkozy*, car à y regarder de plus près, en guise d'unité les uns et les autres ont fait savoir à Sarkonapoléon qu'ils n'avaient pas forcément les mêmes priorités et les mêmes objectifs que lui.

Pas le temps de causer, les dépêches en fin de journée ou demain matin. En préparation trois sujets d'articles :

1- sur le syndicalisme, j'en suis arrivé à la conclusion que la Charte d'Amiens avait sonné la fin de l'unité du mouvement ouvrier, qu'il était impératif de faire sauter ce carcan si on voulait repartir sur des bases correctes, cela en rapport avec la théorie de l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme qui sont foncièrement contre-révolutionnaires, car en niant la nécessité de combattre pour la construction d'un parti ouvier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier, cela revient à interdire au prolétariat de prendre un jour le pouvoir au profit du régime en place, ainsi l'anarchisme constitue un facteur permanent de division et d'éclatement du mouvement ouvrier... Ma position a évolué sur cette question et bien d'autres, je m'expliquerai ;

2- sur la question palestinienne, je remets en cause la théorie d'un seul Etat (soutenu notamment par le POI) qui ne peut conduire dans l'immédiat (je précise) qu'à perpétuer l'enfer que vit au quotidien le peuple palestinien depuis 62 ans, la priorité étant que cet enfer cesse le plus tôt possible ;

3- à propos du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°64) où finalement ils en arrivent à dire eux-mêmes que ce n'est pas vraiment le genre de journal dont a besoin la classe ouvrière, quand on sait que la formule de ce journal n'a pratiquement pas changé, je ne peux même pas dire évolué depuis 50 ans, ce qui revient au passage à me donner raison, mais on s'en fout, les militants du POI et les milliers d'autres militants qui sont passés par l'OCI, le PCI, le MPPT puis le PT, sont en droit de se poser des questions sur le sérieux et les capacités réelles de ces dirigeants, et de se demander si finalement c'est seulement la forme et le contenu du journal qu'il faut remettre en cause ou aussi la politique impulsée par Lambert puis Gluckstein. J'ai comme l'impression qu'il y a de plus en plus de militants du CCI-POI qui se posent ces questions d'après quelques témoignages que j'ai reçus, ce qui ne veut pas forcément dire que nous arrivons aux mêmes conclusion ni aux mêmes remèdes.

Le 19 septembre

Mes remerciements et mes salutations fraternelles à M. du Lot pour son dernier courriel, ainsi qu'à Luc qui semble s'amuser sur Facebook, je ne sais plus où j'ai noté mon mot de passe, bref je ne peux pas te répondre et je ne sais pas ce que tu fabriques en associant mon nom.

Autre chose.

Je tiens à rappeler aux camarades qui se connectent sur le site ou qui le découvrent, que je ne fais partie d'aucune organisation, d'aucun parti ou regroupement principalement du fait que je vis à 10.000 kilomètres de la France, et que je n'ai aucun droit de regard sur les contenus des articles qui figurent dans la tribune libre et que leurs auteurs en portent l'entière responsabilité. Je précise ce point après avoir reçu un courriel d'un cheminot syndiqué à Sud-Rail.

Contrairement à la pratique des partis ouvriers qui publient une tribune libre dans leurs publications à condition que le contenu des articles proposés correspondent à leurs positions ou ligne politique ou tout du moins qu'il ne les contredit pas ou soit absent de toute trace de polémique, comme si c'était devenu une maladie honteuse, la tribune libre qui figure dans le site *Lutte de classe* est une véritable tribune libre ouverte à tous les militants, organisations et partis du mouvement ouvrier qui évidemment expriment des idées que je ne partage pas forcément, loin s'en faut très souvent.

Cette tribune libre reflète engrande partie les différentes positions qui s'expriment dans le mouvement ouvrier, et permet d'entrevoir les accords et désaccords qui existent entre ses différentes composantes sur de nombreuses questions qui intéressent les militants.

Cette tribune libre rassemble des articles de provenance diverse et elle a pour unique objectif d'informer les militants. Il m'arrive rarement de ne pas publier un article qui m'a été adressé, cela arrive parfois quand je le reçois trop tard ou qu'il n'est pas formaté pour figurer sur le Net, autrement, il n'y a pas à proprement parlé de censure comme dans les partis ouvriers ou les syndicats qui organisent des forums sur Internet.

S'agissant maintenant des courriels que je reçois, j'en traite certains auxquels je réponds dans le site, tout dépend de l'intérêt qu'ils présentent, lorsque j'en reçois et dont le contenu n'a apparemment comme objectif de me faire perdre mon temps, je ne réponds plus, idem lorsque je reçois des courriels dans lesquels les auteurs s'emploient à me contredire systématiquement ou à me poser des questions auxquelles j'ai répondu des dizaines de fois dans des articles ou causeries ou encore lorsque ne figurent aucun argument pour étayer leurs idées, j'ai franchement autre chose à faire que de rechercher pourquoi untel a bien pu écrire ceci ou cela, d'autant plus que neuf fois sur dix j'ignore pratiquement tout sur ces correspondants.

Qui craint la polémique ou la confrontation des idées à forcément quelque chose à cacher, quelque chose que les militants ne doivent pas savoir sur leurs dirigeants ou leurs partis. On pourrait paraphraser Lénine et ajouter qu'ils craignent peut-être d'aller au socialisme.

Ces méthodes révèlent au passage les faiblesses ou les lacunes de ces dirigeants qui sont incapables de trouver les mots pour défendre leurs idées devant les militants face à des idées qu'ils ne partagent pas. De là à la pratique détestable du culte de la personnalité il n'y a pas loin.

Nous vivons à une époque où plus que jamais dans le passé, il est devenu pratiquement impossible d'empêcher un militant d'avoir accès aux informations qui présente pour lui un intérêt, donc toute idée de censure est stupide à la base et malsaine à l'arrivée. Ce n'est pas à nous de juger si cet intérêt est légitime, malsain ou non, pour l'empêcher de trouver les réponses aux questions qu'il se pose, notre rôle devrait être plutôt de l'aider dans ses recherches, ensuite à chacun de décider librement les idées auxquelles il souhaite adhérer ou non, qui répondent le mieux à ses préoccupations et d'écarter celles qui ne lui conviennent pas.

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Effet d'annonce, esbroufe, opération camouflage au G20. Décryptage.

"*C'est une Union européenne unie avec un message assez clair, assez fort, qui se présentera à Pittsburgh et à New York*", a déclaré le président français à l'issue d'un sommet européen organisé à Bruxelles pour préparer une position européenne commune en vue du sommet du G20 des 24 et 25 septembre aux Etats-Unis.

"*L'Europe est unie sur un message fort : nous ne voulons pas que cela recommence, que le scandale des bonus se poursuive*", a-t-il poursuivi. (Reuters 18.09)

"*L'Europe parlera d'une seule voix à Pittsburgh*" a-t-il dit encore.

Tu parles, en réalité, dès hier les médias en faisait leurs choux gras en annonçant qu'ils avaient renoncé à limiter les bonus des banquiers ! (journal télévisée sur TV5 Monde Asie 18.09)

Quand Sarkonapoléon fait profil bas en employant des euphémismes, c'est qu'il est en situation difficile ou d'échec. Le message de l'UE en direction de l'impérialisme américain est "*assez*" clair, "*assez*" fort, sans être fort, il est parfaitement clair : on continue comme avant ! C'était bien joué d'avoir introduit cette contradiction dans la même phrase pour embrouiller les esprits, mais un peu court et pas suffisant pour convaincre apparemment.

Pour masquer cette fuite en avant, il ne pouvait pas faire autrement qu'affirmer ensuite le contraire évidemment, ce qui n'a échappé à aucun commentateur, ce qui montre bien à quel point le malaise et l'inquiétude qui grandit au sein des institutions et dans le camp de ceux qui les soutiennent (les médias notamment), face à l'incapacité du capitalisme de se réformer pour empêcher qu'une nouvelle crise encore plus monstrueuse ne surviennent à brève échéance, alors même que la crise actuelle est loin d'être terminée, le baromètre du chômage servant d'indicateur pour en mesurer la progression à travers le monde, davantage que les discours alambiqués et intéressés des uns et des autres.

C'est à la classe ouvrière de prendre la main, l'avenir nous appartient camarades !

Le mentor de Sarkozy condamné.

La cour d'appel de Paris a confirmé vendredi la condamnation de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua à une peine de 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire du casino d'Annemasse (Haute-Savoie), a-t-on appris auprès de son avocat. (AP 18.09)

Conditions de travail : écoeuré, harcelé, épuisé, désespéré, suicidé...

La directrice départementale de la Protection judiciaire de la jeunesse de Paris a tenté de se suicider mardi par défenestration, a-t-on appris jeudi de source policière, confirmant une information de RTL. Ses jours ne sont pas en danger.

Selon RTL, cet acte désespéré serait lié à l'annonce d'une restructuration du service. Les syndicats de la PJJ dénoncent eux des fermetures de postes dans les services éducatifs et administratifs et la détérioration des conditions de travail dans cette direction dépendante du ministère de la Justice. (AP 17.09)

Ils font les fonds de tiroir... non sans intérêts ! Ou comment s'alléger pour se remplumer sur le dos des plus pauvres.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé vendredi la vente d'une quantité limitée de ses réserves d'or (403,3 tonnes) pour pouvoir accorder des prêts aux pays en développement et solidifier ses comptes. (AP 18.09)

Une idée saugrenue.

Distribuer des contraceptifs dans les pays en développement pourrait aider à lutter contre le changement climatique en ralentissant la croissance démographique mondiale, expliquent des experts dans la revue médicale britannique *The Lancet* publiée vendredi. (AP 18.09)

Le problème est avant tout économique, sans droit à la retraite, on fait un maximum d'enfants en espérant qu'il en restera bien un plus tard pour assurer les vieux jours des parents. De plus, si l'on prend un pays comme l'Inde, l'aide fourni par l'Etat et des institutions privées, les partis politiques et des associations, au famille et qui ne se limite pas aux plus pauvres, est fonction du nombre de personnes sous chaque toit, donc plus on est nombreux et plus on touchera...

Dans les pays où il n'existe aucune garantie d'aucun ordre et où le chômage de masse est une réalité quotidienne depuis toujours, la crainte du lendemain, de manquer de ce qui est nécessaire à la survie quotidienne, sont permanents, dans ces conditions, trop préoccupé à résoudre les problèmes du jour, on ne va pas penser aux problèmes futurs que rencontreront les nouvelles générations, c'est un luxe qui n'est pas à la portée de la majorité de ces populations.

Italie. Le cocktail explosif du régime Berlusconi : Sexe et poudre.

L'homme d'affaires italien Giampaolo Tarantini, impliqué dans l'affaire de moeurs de Silvio Berlusconi, a été arrêté vendredi pour une affaire de trafic de drogue, a-t-on appris auprès de son avocat. (AP 18.09)

Iran.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad déclare que son pays n'a pas besoin de la bombe atomique, mais qu'il ne renoncera jamais à son programme nucléaire.

"*Nous n'avons pas besoin de l'arme nucléaire. Nous ne voyons pas l'utilité de telles armes. Et la situation dans le monde évolue en faveur de nos idées*", a-t-il dit dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC.

"*Si vous parlez de l'enrichissement d'uranium à des fins pacifiques, ceci ne sera jamais arrêté ici en Iran*", a-t-il ajouté.(Reuters 18.09)

Hier, à Téhéran, a eu lieu une gigantesque manifestation en soutien au combat du peuple palestinien bravant la répression du régime. Une manifestante a expliqué que le peuple iranien menait le même combat que le peuple palestinien contre une dictature. (journal télévisé sur TV5Monde Asie 18.09)

Le 20 septembre

Je vous ai mis un article du *Monde* du 15 mars 1968 intitulé *Quand la France s'ennuie...*, qui montre la perspicacité de ce journal, il m'a été envoyé par un camarade qui a tenu a préciser : " *Je t'avais envoyé une petite anecdote du Monde ; ma mémoire n'est plus ce qu'elle était. Je tiens à rectifier, l'erreur est sur la forme et non sur le fond de l'article incriminé, mais quelle que soit l'erreur, il faut corriger*", signé : *Le vieux militant du Parti (quelque soit son nom actuel)*.

Bravo camarade pour cette dernière remarque, si je peux me permettre, on se comprend c'est l'essentiel ! Et porte-toi bien !

Pas le temps causer, j'ai préparé une petite suite à l'article sur la Palestine, ce sera pour demain.

Hypocrisie, mensonge d'Etat.

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer a assuré samedi qu'"aucune interférence extérieure" n'était à l'origine de la modification législative rendant impossible la dissolution d'une secte pour escroquerie. Voyez-vous cela, absolument personne ne serait rendu compte des conséquences immédiates de l'article 124 de la loi de simplification du droit du 12 mai 2009 : ces conséquences "*n'ont, hélas, été détectées par aucun des acteurs de la discussion législative ni en première lecture à l'assemblée ni en navette*". (AP 19.09)

Bref, vous aurez compris que parmi les plus de mille députés et sénateurs parmi lesquels il y a des experts en droit, pas un n'a entrevu les conséquences de cette loi, ils seraient tous nuls ou s'en foutraient complètement, à qui veut-il faire croire cela ?

La crise s'invite à l'Unesco.

L'UNESCO se cherche toujours un patron. Aucun des quatre candidats encore en lice n'a réussi samedi, au troisième tour de scrutin, à se faire élire directeur général de l'organisation onusienne basée à Paris. Un quatrième tour est prévu lundi. (AP 19.09)

Un souci de plus pour les dirigeants du POI !

Allemagne. Infidélité.

A une semaine d'élections législatives à l'issue encore incertaine, Angela Merkel a accusé samedi ses partenaires socio-démocrates de la "grande coalition" sortante (CDU-CSU-SPD) d'envisager de s'allier avec la gauche radicale de Die Linke au sein du futur Bundestag.

Le candidat social-démocrate à la chancellerie, le ministre sortant des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, a déclaré pour sa part au quotidien Süddeutsche Zeitung qu'il n'était pas question de travailler avec Die Linke pour le moment.(Reuters 19.09)

Ils ne vont pas griller toutes leurs cartouches, ils doivent en garder une pour faire barrage au cas où la dégradation de la situation sociale débouchait sur une crise politique et une mobilisation massive de la classe ouvrière allemande.

Le 22 septembre

La grève dans les bureaux de poste parisiens, à l'initiative de quatre syndicats, a été suivie lundi par 17,29% des personnels, selon la direction. (AP 21.09)

Molex. Bonne nouvelle.

Le fabricant américain de composants électroniques Molex annonce avoir revu à la hausse ses prévisions de bénéfice et de chiffre d'affaires trimestriels, évoquant une hausse des commandes sur tous ses principaux marchés.

Molex précise dans un communiqué que l'accord conclu récemment sur la fermeture de son usine française de Villemur-sur-Tarn lui permettra de comptabiliser plus rapidement certains coûts de restructuration.

Pour le premier trimestre de son exercice fiscal, Molex prévoit un bénéfice par action de 12 à 16 cents hors éléments exceptionnels, alors qu'il ne tablait jusqu'à présent que sur quatre à dix cents. Son chiffre d'affaires trimestriel devrait se situer entre 650 et 665 millions de dollars, contre 590 à 630 millions prévus auparavant. (Reuters 21.09)

Les syndicats chez Molex ont eu raison de se coucher, la situation était désespérée !

Etats-Unis. Les bons comptes font les bons amis.

Le fisc américain a décidé d'accorder un peu de répit pour les fraudeurs et devrait annoncer lundi un sursis supplémentaire aux contribuables réfugiés économiques dans des paradis fiscaux pour rapatrier leurs capitaux aux Etats-Unis, en bénéficiant de la clémence de leur contrôleur des impôts. (AP 21.09)

Afghanistan. Le bourbier.

Sans l'envoi de renforts, l'intervention en Afghanistan "se soldera probablement par un échec", prévient le commandant des forces américaines en Afghanistan, dans une note confidentielle citée par le Washington Post.(AP 21.09)

Iran.

L'Iran va passer du dollar à l'euro pour ses réserves en devises, a annoncé la radio d'Etat, lundi.

Selon les derniers chiffres disponibles de la Banque centrale iranienne et portant sur le troisième trimestre 2008, le pays disposait de quelque 54 milliards de dollars de réserves en devises. (AP 21.09)

Le 23 septembre

Un message reçu du Front syndical de classe.

Communiqué des Contis

Pour la défense des libertés publiques.

Pour l’arrêt des poursuites contre les 6 salariés de Continental.

La condamnation de 6 salariés de Continental le 1er septembre par le tribunal de Compiègne est bien sûr une vengeance à froid des responsables de l’Etat par rapport aux concessions importantes que la lutte des 1120 salariés de Clairoix leur ont arraché.

Mais ce jugement dépasse très largement la lutte des seuls salariés de Continental. En effet, la lourde condamnation, les dommages et intérêts astronomiques demandés, a été faite au nom d’une responsabilité collective qui n’existe pas dans la loi. La procureure de la république avait réclamé cette condamnation au nom de l’Etat en déclarant : «peu importe ce que les ouvriers inculpés ont fait réellement chacun, le jour de la manifestation, en y ayant participé ils sont responsables collectivement de ce qui a été fait ».

Ce sont tous les salariés qui se battent contre les licenciements et pour leurs revendications, tous ceux qui participeraient à une manifestation, qui sur cette base pourraient se retrouver condamnés demain au nom de cette « responsabilité collective » réinventée par le jugement du tribunal de Compiègne.

En fait, ce jugement, réintroduit la loi anti casseurs abrogée il y a 28 ans et qui était considérée comme une menace sur les libertés publiques par tous les syndicats, partis et associations, attachés aux libertés ouvrières et démocratiques. Et cette menace est d'autant plus pressante qu'une des hautes personnalités de l'UMP a réclamé que le jugement contre les salariés de Continental fasse jurisprudence et s'applique dans tout le pays dans toutes les situations.

En défendant les 6 salariés de Continental condamnés on défend le droit des travailleurs à se défendre et les libertés publiques menacées.

C'est pourquoi nous appelons les confédérations CGT/CFDT/FO/CFTC/CFE-CGC /Solidaire/FSU/UNSA/FSU/SUD à se joindre à nous au :

Rassemblement pour la défense des libertés publiques et l'arrêt des poursuites contre les 6 salariés de Continental

le samedi 26 septembre à 15H00 devant l'usine de Clairoix.

(Barbecue - Rafraichissements à partir de 12h30 sur place)

Intersyndicale et comité de lutte.

POUR LE SOUTIEN FINANCIER INDISPENSABLE POUR ASSURER LA DEFENSE DE NOS 6 CAMARADES, ADRESSEZ VOS DONS A L'ORDRE DE :

« SOLIDARITE CONTINENTAL » - 35 RUE DU TOUR DE VILLE – 60280 CLAIROIX

Pas le temps de causer j'ai un article sur le feu qui fait déjà 7 pages et je n'ai pas encore commencé celui sur le IO n°64.

Une nouvelle piste de réflexion : N'y aurait-il pas une confusion entre l'état d'esprit des masses et leur niveau de conscience politique ? Ne sous-estimerions-nous pas ou ne surestimerions-nous pas l'un par rapport à l'autre ? comment s'articulent les rapports entre les deux ? comment l'un peut-il nourrir l'autre ?

Evidemment pour tenter de répondre à ces questions ou y réfléchir, il faut commencer par définir précisément ce qu'on entend par l'un et par l'autre.

Quel dommage que nous ne soyons pas plus près les uns des autres, car nous organiserions des réunions qui auraient pour thème ce genre de questions très importantes pour comprendre le déroulement de la lutte des classes. Je vous ferais le coup de vache du prof : tiens au hasard, toi, tu en penses quoi ? On ne serait pas là pour se la jouer ou pour compter les points, ceux qui seraient tentés par ce comportement seraient priés d'en changer immédiatement ou de prendre la porte, mais pour que l'ensemble des militants progressent.

Si j'étais un des organisateurs de telles réunions (de militants uniquement), une fois planté notre sujet en deux minutes, je ne monopoliserais pas la parole, ce serait aux militants de s'exprimer, j'interviendrais ponctuellement à la suite si nécessaire, et c'est seulement à la fin que je vous dirais ce que je pensais en enrichissant mes propos des interventions des camarades. On pourrait enregistrer les prises de parole et reprendre une par une les plus significatives pour les commenter, je peux vous garantir qu'avec une telle méthode le niveau théorique des militants progresserait rapidement. Ce qui est intéressant de voir, c'est comment est construit une pensée, on peut facilement déceler ce que chaque militant a compris ou non de la lutte des classes, et ce n'est pas à nous de lui expliquer ce qu'il a compris ou non, c'est à lui de s'en apercevoirou de le découvrir, de trouver la bonne méthode et de la mettre en application pour y arriver, une fois qu'il a pris l'habitude de cet exercice pratique, il n'a plus besoin de nous pour le renouveler à sa guise et librement.

Quand on est prof dans une école, le plus difficile ce n'est pas d'enseigner, mais de faire en sorte que chaque élève ait envie d'apprendre quelque chose, qu'il soit convaincu qu'il en a la possibilité, il n'y parviendra jamais si on lui mache tout le boulot. Cela devrait être un peu pareil avec la formation des militants. Le parti doit être un outil au service des militants, il faut les aider à apprendre à s'en servir

Dites-moi franchement camarades, on est entre nous et on peut tout se dire, on se tape des curieux, combien parmi vous ont une idée sur une question particulière sans l'avoir testée ou sans en avoir parlé avec d'autres camarades par crainte de sortir une connerie ou d'être ridicule, comme si ignorer la réponse à une question serait une tare indélébile, à vie ? Je suis même sûr qu'il y en a parmi vous qui ne sont pas d'accord avec leurs dirigeants sans trop savoir pourquoi ou qui croient savoir pourquoi sans s'être donnés la peine de creuser plus que cela la question. Je me trompe ?

La direction d'un parti ne se situe pas au-dessus du parti, elle doit être au service du parti, donc des militants. Que chacun mérite

le respect des autres est une chose, mais les dirigeants ne méritent pas un statut ou des égards particuliers. Un dirigeant qui n'est pas capable de se mettre au niveau des militants ou qui n'est pas capable de les écouter ne mérite pas d'être dirigeant. Ah cela nécessite de consacrer plus d'attention et de temps aux militants, à leur formation, et alors, où est le problème ? Ce serait peut-être plus efficace que de cavaler partout pour atteindre des objectifs qui finalement ne présentent pas plus d'intérêts que les journées d'action des bureaucrates syndicaux, vous ne croyez pas ?

Je conseillerais aux militants de passer un tiers de leur temps consacré au militantisme aux activités du parti (diffusions, meetings, collages, etc.), un tiers à leur participation aux instances du parti(réunion de section, etc.), et le dernier tiers à leur formation théorique et politique. (A suivre)

Les dépêches.

Le PS au secours des élus corrompus.

Le député Jean-Jacques Urvoas (PS) a glissé dans la loi pénitentiaire, un amendement qui vise à supprimer l'article L.7 du code électoral, qui rend inéligibles pour cinq ans les personnes condamnées pour corruption, prise illégale d'intérêts ou trafic d'influence, en prévoyant leur radiation automatique des listes électorales. (Mediapart 22.09)

Voilà au moins des gens qui ont de la suite dans les idées. Des crapules, quoi !

Pays-Bas. L'union nationale avec les banquiers contre le prolétariat.

Les trois partis au pouvoir aux Pays-Bas (chrétien-démocrate, travailliste et protestant conservateur) veulent réduire de 20 % au total les dépenses publiques. Quarante milliards d'euros devraient être épargnés annuellement, y compris dans les domaines de la Sécurité sociale, du logement ou des allocations familiales. L'âge de la retraite serait porté à 67 ans. La fiscalité devrait être revue, l'augmentation des salaires limitée et le secteur financier "*remis en ordre*". Le gouvernement y a investi, au total, 50 milliards d'euros.(Le Monde 22.09)

La suite de cet article est disponible sur le site.

Eh oui, tous les partis de l'Internationale jaune mettent la main à pâte au plus haut sommet des Etats capitalistes pour soutenir le système économique failli. Ceux qui oeuvrent à la survie de ces partis sont leurs complices.

Bolivie. Morales n'en loupe pas une.

Le président bolivien Evo Morales a appelé mardi à la création d'un tribunal vert international habilité à juger les pays et entreprises multinationales qui nuisent à l'environnement. (AP 22.09)

Un tribunal international qui serait sans doute mis en place par les dirigeants du vieux monde à la solde des multinationales, par l'ONU. Voilà à quelle aberration on arrive quand on gouverne avec des partis bourgeois.

Chine-Etats-Unis : l'amour fou. La Chine a interjeté appel d'une décision de l'OMC qui a donné raison aux Etats-Unis dans le cadre d'un différend commercial lié aux restrictions pesant sur la vente de musiques, films, livres américains dans le pays asiatique. (AP 22.09)

France. Lagarde ou les lumières de La Palice.

Les membres du G20 ont les mêmes priorités mais pas dans le même ordre, a déclaré la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde.

"*Chacun voit - et ce n'est pas tout à fait inhabituel - midi à sa porte. Ce qui est heureux, c'est qu'on a tous le même agenda, on ne place pas les priorités nécessairement dans le même ordre*", a déclaré Christine Lagarde devant les membres de l'Association des journalistes économiques et financiers (Ajef). (Reuters 22.09)

Avec les différents fuseaux horaires, il n'est pas midi au même moment aux quatre coins du monde, en voilà une découverte !

"*Je ne sais pas sur quel point particulier on aura une démonstration éclatante de ce que le pouvoir politique peut quelque chose mais je suis convaincue qu'on est en train de changer les choses*", a-t-elle ajouté.

Donc, elle admet qu'en règle générale ce n'est pas "*le pouvoir politique*" qui gouverne les Etats mais le pouvoir économique,

les banquiers. Dans ce cas-là, pour le compte de qui "*le pouvoir politique*" Sarkozy-Fillon-Kouchner gouvernent-ils ? Pour celui des banquiers et des capitalistes. Ils le disent eux-mêmes, alors pourquoi aller inventer des arguments ou déformer la réalité pour montrer aux travailleurs la nature du gouvernement ?

Etats-Unis. Comment "***auto-entretenir***" la Bourse, la spéculation et les profits des banquiers.

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis Timothy Geithner a déclaré "*nous en sommes au tout début de cette reprise.... Il faut faire en sorte de ne pas lâcher prise pour que nous ayons une reprise qui s'auto-entretienne, emmenée par la demande privée, et un système financier qui puisse réellement fournir le crédit nécessaire.*" (Reuters 22.09)

Le 25 septembre

Je n'ai pas trop le temps de causer tellement je bosse. Un mot personnel.

Je viens de recevoir un coup de fil du consultat de France, s'il n'y a pas un problème de dernière minute, je devrais toucher le papier qu'il me manquait pour revendre notre maison d'ici quelques jours ou semaines. Le Consul est intervenu au plus haut niveau et l'attaché consulaire en poste à Chennai a rencontré l'équivalent du préfet qui nous, qui lui a assuré que nous aurions ce papier dans un délai très bref.

Comme les bonnes nouvelles ne viennent jamais seules, il y a quatre jours j'ai encore eu un accrochage sérieux avec des gens de mon village. En ouvrant la grille qui donne sur la plage, le sol était jonché d'une multitude de papiers et de sacs plastiques, une véritable décharge. Je les ai engueulés, il y en a un qui a saisi l'équivalent d'un manche de pioche et s'est approché de moi, je suis rentré chez moi et je suis ressorti avec à la main un pistolet en plastique que m'avais laissé une petite nièce et je l'ai braqué dans leur direction en leur disant de se tirer, ce qu'ils ont fait sans demander leur reste. Depuis, alors qu'il y avait tout le temps un attroupement bruyant devant chez nous pour nous emmerder, plus personne, on n'entend plus que le croassement des corneilles et le bruit des vagues. La paix complète quoi.

La veille j'étais allé au bureau qui fait office de mairie, je leur avais remis une nouvelle lettre leur demandant de bien vouloir faire procéder au nettoyage de la rue devant chez moi qui était une véritable porcherie, ce qu'ils n'avaient jamais fait auparavant car les voyous du village s'y opposait rien que pour m'emmerder. J'y suis retourné le lendemain, je leur ai demandé l'heure d'ouverture de leurs bureaux pour pouvoir venir déposer mes ordures devant le bureau du chef du district. Deux heures plus tard, la rue était nettoyée !

Bref, avec le Chief Minister et la police de mon côté, la rue qui est propre devant chez nous et ce papier qui ne va pas tarder à arriver, c'est une triple victoire sur le voyou et ses complices qui voulaient nous piquer notre maison ou nous forcer à l'abandonner en nous créant depuis 9 neuf ans un tas de problèmes.

Ce que je retire de cette expérience, c'est très simple, pas de compromis, on se borne à la vérité en toute circonstance, ça passe ou ça casse et quoi qu'il arrive je n'aurai rien à me reprocher. Autour de moi je n'ai cessé depuis plus de 30 ans de m'entendre dire que je parlais trop, que je me découvrais trop, que certes j'étais quelqu'un de bien mais invivable à cause de ce principe. A y regarder de plus près, je me rencontre que je suis bien mieux dans ma tête et sans doute plus heureux que les gens qui m'invitent à les tromper. La personne qui doit acheter la maison est parfaitement au courant de tous mes problèmes avec le village, elle a vu les traces du tsunami, je lui ai même indiqué que le toit fuyait de partout, je me devais d'agir ainsi. A quoi bon forcer le destin en étant malhonnête, cela nous retombera un jour sur le coin de la figure. Vaut mieux s'en remettre à la vérité et ensuite advienne que pourra. Cela doit être le seul domaine où je suis borné, j'espère que vous ne m'en tiendrez pas rigueur.

Du côté de mon épouse Magueswary, elle s'est inscrite à des cours de français pour étrangers et elle est contente que les Restos du coeur rouvrent leurs portes prochainement dans le même bâtiment, ce qui lui évitera trop de déplacements, car apparemment elle est toujours aussi faible, elle ne sort que le matin et reste cloîtrée chez elle le reste du temps.

Mes remerciements au camarade M. pour le livre qu'il m'a envoyé, j'ai déjà commencé à le lire.

Je n'ai pas le temps de commenter l'actualité, inutile à ce stade d'en rajouter sur le G20, sur la session de l'ONU ou encore l'affaire Clearstream.

Par contre dans mon article sur le IO n°65, j'ai oublié de faire la critique de l'article de G. Hauffamann sur la question climatique, à l'entendre toute cette histoire ne serait qu'un complot du capitalisme mondial et des scientifiques à sa solde contre la classe ouvrière, le CO^2 favoriserait le refroidissement de la planète... En substance, le seul responsable du réchauffement climatique serait finalement le soleil ou la faute à pas de chance ! Ne rigolez pas, c'est un scientifique ! Il a écrit notamment : "*toutes les études scientifiques vous démontrent que le climat change sans cesse et à toutes les échelles de temps.*", certes, mais pas

forcément en raison des mêmes causes, de plus, tout dépend quelle échelle du temps on prend en compte. Avec ce genre d'articles, je sens que le POI va attirer les jeunes qui sont sensibles à cette question.

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Etats-Unis. Echo de la crise.

"*La Fed a évoqué le retrait de plusieurs programmes destinés à soutenir le marché du crédit immobilier et d'autres instruments sur le marché de la dette, qui ont permis de maintenir le système à flot. Tout le monde s'inquiète de ce qui se passera quand la Fed retirera ses billes*", a déclaré Kurt Brunner, gérant de portefeuille chez Swarthmore Group.

"*Maintenir les taux à un niveau bas, c'est bon pour le consommateur mais, pour les banques, une telle situation ne facilite pas la génération de bénéfices. Le secteur bancaire et financier est une composante importante de l'économie*", a déclaré Dan Faretta, analyste marchés chez Lind-Waldock. (Reuters 23.09)

Russie.

Le constructeur automobile AvtoVAZ va supprimer 27.600 emplois

AvtoVAZ a réduit les salaires ainsi que la durée hebdomadaire du travail à l'usine de Togliatti, une ville située à 900 km au sud-est de Moscou, bâtie dans les années 60 autour de cette usine.

Quelque 2.000 ouvriers avaient manifesté en août à Togliatti à la suite d'une réduction des salaires de moitié.

Les autorités russes redoutent l'émergence de troubles sociaux dans les centres urbains érigés autour d'une usine unique. (Reuters 24.09)

Quand une "***maladresse***" en cache une autre, permanente celle-ci!

Nicolas Sarkozy a estimé mercredi sur TF1 et France 2 depuis New York, que le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux avait commis une "*maladresse*" en prononçant une phrase controversée sur le campus de l'UMP à Seignosse (Landes). (AP 24.09)

Il n'y a que La Talonnette qui ne commet jamais de "*maladresses*" à l'UMP, cela doit en agacer plus d'un. Cela pour dire qu'il a peut-être l'air con et la vue basse, je veux dire par là qu'il ne plane pas bien haut, mais en attendant il concentre bien tous les pouvoirs entre ses mains, ceux que ses amis banquiers lui ont donnés.

Quand on reparle de la Constitution.

Nicolas Sarkozy est critiqué par après son lapsus à propos des suspects du procès de l'affaire Clearstream, qu'il a qualifié mercredi de "coupables". (Reuters 24.09)

Un président juge et partie : c'est un dictateur !

Un président garant de la Constitution et qui la bafoue n'a plus qu'une chose à faire : démissionner ! Sarkozy : DEHORS !

Ni dieu, ni maître : tout le pouvoir aux travailleurs !

"Fillon a déclaré lors d'une réunion publique de l'UMP, au Touquet, où se tiennent jusqu'à vendredi les journées parlementaires de l'UMP : "On a besoin d'avoir un patron qui indique la voie à suivre et derrière, d'une équipe de France qui met en oeuvre une politique, qui la défend".

"La solidité de l'exécutif, la solidarité de la majorité parlementaire et la fidélité des militants de l'UMP et de la majorité présidentielle, ce sont les conditions indispensables de la réussite de la politique que nous conduisons", a affirmé François Fillon.

Evoquant la réforme des collectivités territoriales, il a lancé :"Ça va secouer!", (Reuters 24.09)

Clearstream. Sarkozy complice d'une manipulation ?

Me Metzner a mis au jour un élément troublant de l'affaire, la quinzaine de rencontres intervenues en 2004 et 2005 entre Imad Lahoud et François Pérol, proche conseiller de Nicolas Sarkozy, aujourd'hui à la tête de la banque BPCE. Coïncidence troublante, en 2005 Lahoud a effacé plus de 600.000 fichiers de son ordinateurs, alors que l'enquête était déjà en cours. Il assure que c'était "*Un accident informatique*".

L'existence de ces rencontres est attestée matériellement par les notes de frais d'Imad Lahoud. Pour la défense de Dominique de Villepin, il s'agit de démontrer que Nicolas Sarkozy a été informé très tôt de la manipulation qui se tramait et a pu jouer la "*victime consentante*" afin de piéger son rival. (Reuters 24.09)

Samedi dernier sur le site Internet Médiapart, le beau-frère de Dominique de Villepin, Michel Piloquet, a expliqué avoir eu des relations amicales avec Imad Lahoud, le falsificateur présumé des fichiers Clearstream, et il a livré une anecdote susceptible d'intéresser la justice.

Ce chef d'entreprise affirme ainsi avoir surpris dans son bureau, en mars 2004, soit à la période où le nom de Nicolas Sarkozy a été ajouté dans les listings truqués, Imad Lahoud en train de "pirater" son ordinateur.

Il se trouvait alors en compagnie d'une stagiaire, "*fille de François Casanova, un policier des RG (aujourd'hui décédé) qui était en rapports étroits avec Imad Lahoud entre 2002 et 2004*", explique Mediapart.

François Casanova était un homme de confiance du n°2 des policiers des Renseignements généraux (RG), Bernard Squarcini, lui-même proche de Nicolas Sarkozy.

Prié de dire pourquoi il n'a pas révélé cet épisode plus tôt, Michel Piloquet explique que la lecture d'un article de presse défavorable à Dominique de Villepin et la parution d'un livre l'ont incité à se manifester. (Reuters 19.09)

L'étaut se resserre autour de Sarkozy apparemment, d'où peut-être sa précipitation à désigner les coupables parmi les personnes soupçonnées d'avoir manipulé les listings Clearstream, histoire de détourner l'attention des médias versde Villepin. Reste à savoir si les listings n'avaient pas été trafiqués avant le début 2004.

Toujours plus scélérat et plus injuste.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a confirmé que le gouvernement envisageait de fiscaliser les indemnités journalières pour accident du travail.

La mesure pourrait rapporter entre 150 et 250 millions d'euros, a précisé Jean-François Copé mercredi devant la presse parlementaire. Copé a osé parler d'injustice après avoir fait cadeau de plus de 8 milliards d'euros aux plus riches, auquel il faut ajouter les largesses consenties par centaines de milliards aux banquiers et qui leur permettent de spéculer et d'engranger encore des milliards de profits, ce ne sont pas des cadeaux, mais des facilités de caisse qui leur permettent de s'enrichir encore et encore, la raison d'être du capitalisme.

Pour le Parti socialiste, "*l'UMP vient d'inventer la triple peine*".

"*Aux traumatismes liés à l'accident, à la diminution des revenus (les accidentés sont indemnisés à 80% du salaire journalier de base), s'ajoute maintenant l'imposition dès 2010*", dénonce le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, dans un communiqué intitulé "*La nausée fiscale*".

"*Le triomphalisme de M. Copé se réjouissant de 'rapporter 150 millions d'euros' est totalement indécent. Car le président du groupe UMP n'a rien trouvé à demander pour les niches fiscales, les stock-options et les retraites chapeaux des plus fortunés que le gouvernement a décidé une nouvelle fois d'épargner*", ajoute le député-maire de Nantes.

Le président de la Fédération nationale des accidentés de la vie, Arnaud de Broca, a lui aussi condamné ce projet.

"*Taxer les indemnités journalières des personnes accidentées du travail serait complètement injuste parce qu'elles touchent des indemnités au titre de la réparation d'un préjudice d'un accident souvent lié aux conditions de travail imposées par l'employeur*", a-t-il déclaré sur Europe 1. (Reuters 23.09)

S'il y a une facture à payer, c'est aux patrons de la payer, et s'ils en sont incapables, ils nous cèdent la place, c'est au tour du prolétariat de diriger le pays, à la majorité de la population de décider de son sort.

Le 26 septembre

A nouveau merci au camarade qui s'est proposé d'aller rendre visite à mon épouse, ton intention me touche beaucoup. Par les temps qui courent, chacun est plutôt en proie à une réaction purement individualiste, conformément à la pensée unique qui a submergé le mouvement ouvrier au point de lui faire perdre la tête. Pour le bouquin en question, il s'agit de la biographie de Marx par F. Mehring.

A l'adresse de celui qui me harcèle littéralement de courriel pour me dire que finalement je serais unpauvre type qui n'a absolument rien compris à la lutte des classes, dorénavant ses courriels vont directement à la poubelle sans être ouvert.

Personne n'est obligé de se connecter sur ce site, encore moins de partager mes positions ou analyses. A ceux qui ne supportent pas la polémique ou les critiques envers leur parti, je rappellerais simplement que Lénine s'y emploiera quasi quotidiennement tout au long de son combat politique. Je ne suis pas Lénine, mais à ma connaissance, chaque militant a le droit légitime de s'exprimer du moment qu'il prend la peine d'étayer ses critiques par des faits.

Qu'ensuite on ne soit pas d'accord, cela fait partie de la vie. Dans certains partis, dont l'organisation à laquelle j'ai appartenu autrefois, dès lors que vous exprimez la moindre critique vous êtes taxé immédiatement d'ennemi de la classe ouvrière, j'ai sous le coude si cela vous intéresse, un courriel abominable d'un dirigeant de l'ex-PT qui me l'avait rappelé utilement en 2005.

Personnellement, par chance je n'appartiens pas à cette catégorie d'intellectuels, de militants ou de bureaucrates qui me font horreur. Au contraire, je fustige les militants qui ne critiquent pas suffisamment mes articles, car je sais pertiennement qu'ils sont de valeur inégale, quand ils ne sont pas franchement mauvais, on n'est pas en forme tous les jours voilà tout.

On retrouve ici le même état d'esprit qui voudrait interdire par exemple à Hortefeux de dire ce qu'il pense vraiment, donc de savoir ce qu'il a vraiment dans la tête, nous le savons en tant que militants ouvriers, les travailleurs pas forcément. A vouloir se mettre à la place des autres quand on n'en est pas capable ou quand on n'est pas capable de supporter ce qu'ils sont, voilà à quoi on en arrive.

Je ne fais pas preuve de tolérance par rapport aux idées pourries d'Hortefeux que je condamne évidemment, je fais preuve de tolérance envers la faculté de chacun de pouvoir s'exprimer librement qui nous concerne tous, car il s'agit d'un droit politique.

Le POI n'est pas tombé dans le panneau contrairement au NPA notamment, qui en remettant en cause la liberté d'expression accordée à Hortefeux comme à tout citoyen, a finalement porté indirectement un coup à ce droit politique dont dispose encore aujourd'hui la classe ouvrière et ses partis ou organisations. Aucun militant n'a remis en cause mon interprétation des propos d'Hortefeux, mais je tenais à apporter cette précision pour qu'il n'y ait pas de malentendus entre nous.

Un point rapide.

Que ce soit des industriels ou des économistes, de plus en plus situent un retour de l'économie mondiale à son niveau de juillet 2007 aux alentours de 2015. L'hypothèse que le chômage pourrait encore augmenter au moins jusqu'à la fin de l'année 2010, est plus que vraisemblable.

Parallèlement, des mesures comme le RSA en France ou Hartz IV en Allemagne serviront à masquer le niveau réel du chômage et l'enracinement dans la pauvreté de couches entières du prolétariat.

Comme en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, en Hongrie par exemple, dans la plupart des pays, les gouvernements qui doivent faire face à un endettement record vont être tentés de tailler à la hache dans les droits et acquis sociaux.

L'ensemble de ces données alimentera la lutte de classe et la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme, mais ne se traduira pas forcément par la recherche d'une alternative au capitalisme, dans la mesure où dans l'esprit des masse le socialisme est toujours associé au stalinisme ou à une théorie conduisant à un échec ou une impasse.

Entre savoir ce qu'on ne veut plus et savoir ce qu'on veut vraiment, il existe actuellement un gouffre alimenté par le rejet du socialisme, dont les masses ne peuvent avoir qu'une image déformée par les partis qui s'en réclament et soutiennent le régime capitaliste. C'est l'existance de ce gouffre qui donne des ailes aux réactionnaires et leur permet d'avancer ouvertement leurs théories réactionnaires et de découvrir leurs véritables natures, autant que leurs intentions affichées de sauver le capitalisme.

Tous les combats qui ne sont pas orientés résolument vers la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République dans la perspective du socialisme, ne font que conforter les masses dans l'idée qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme.

Ces combats produisant l'effet inverse de celui recherché, autrefois on les aurait caractérisés de contre-révolutionnaires sans que cela ne choque les militants, aujourd'hui la pensée unique ayant largement pénétré les rangs du mouvement ouvrier jusqu'au

sommet des directions de ses partis, les caractériser ainsi vous vaudra d'être traité de réactionnaire. La règle n'est plus de faire preuve d'une intransigeance absolue par rapport au capitalisme, mais de s'en accommoder plus ou moins ouvertement, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie ! Toute critique des compromis passés avec le capitalisme ou ses institutions par les partis ouvriers vous exposera à être traité de calomniateur. L'adaptation au capitalisme se mesure aussi ainsi. On est passé en quelques décennies du sectarisme à l'éclectisme qui justifie ou couvre toutes les dérives opportunistes. Pire encore, il y aurait une sorte de fatalité qui à son tour justifierait cette décomposition du mouvement ouvrier dont évidemment la classe ouvrière porterait la responsabilité.

Non seulement il faudrait que tous les combats de la classe ouvrière soient orientés vers le socialisme, il faudrait également expliquer patiemment aux travailleurs et jeunes, aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, ce qu'est véritablement le socialisme et de quelle manière il se traduirait dans leur vie quotidienne, ce qu'ils ignorent forcément totalement.

Maintenant il est vrai que les contradictions du système capitaliste tendues à l'extrême conduisent fatalement à une explosion sociale qui tendra plus ou moins consciemment à remettre en cause le capitalisme, encore faudra-t-il pour qu'elle s'oriente vers le socialisme, que la classe puisse prendre conscience des tâches et des objectifs politiques qu'elle aura à accomplir ou qu'elle devra se fixer d'atteindre. Impossible sans le parti.

Or il est prouvé par deux siècles de lutte de classe que ces tâches et ces objectifs ne lui viendront jamais clairement à l'esprit au moment opportun, que le développement d'un processus révolutionnaire n'y suffira pas à lui seul, que c'est seulement à partir d'un degré de conscience élevé englobant l'ensemble de la situation, que l'on peut avoir conscience de la direction dans laquelle une situation révolutionnaire peut évoluer, afin de définir les moyens à mettre en oeuvre à chaque étape pour qu'effectivement elle s'oriente dans une direction qui la rapproche de son objectif final, la prise du pouvoir. S'il est totalement impensable que la conscience politique de la classe atteigne un jour un tel niveau, pour qu'elle s'oriente correctement, elle aura besoin d'un guide pour l'éclairer tout au long de son combat qui la conduira à la création d'un Etat ouvrier, un parti dans lequel elle se reconnaîtra et qui aura été capable de gagner sa confiance. Un tel parti n'existe pas à l'heure actuelle. Dès lors, y aurait-il une tâche plus urgente à accomplir que sa construction ? Autant dire que si le parti ne devait pas remplir cette fonction, il serait inutile de le construire. Ce n'est pas seulement le léninisme que vous balanceriez, mais le marxisme tout entier.

Les dirigeants du vieux monde réunis à Pittsburgh sont des gens heureux, ils ont réussi provisoirement à sauver le capitalisme, "ça a fonctionné", assurent-ils dans le communiqué final de leur sommet, malgré que le prolétariat en paie le prix fort avec l'explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté dans les pays les plus industrialisés, tous les partis du mouvement ouvrier sans exception qui ont plus ou moins tissé des liens de subordination envers le capitalisme, les institutions et les appareils traitres, en portent la responsabilité, et il serait grotesque de prétendre comme autrefois que ce serait encore la faute à Staline.

Le plus grave, c'est qu'à travers la méfiance légitime qu'inspirent tous les partis à la classe ouvrière, la classe porte un même regard de défiance vis-à-vis de leurs programmes ou actions auxquels elle ne croit pas davantage qu'au socialisme.

Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on constate qu'aucun parti n'ose s'en prendre directement au gouvernement, aucun n'avance le mot d'ordre qu'il faut chasser Sarkozy et liquider la Ve République, laissant un boulevard à Sarkozy aidé d'une ribambelle de laquets pour se présenter comme le sauveur suprême de la nation, il aurait tort de ne pas en profiter. Dès lors, l'issue politique qui peut naître dans l'esprit des masses ne peut se situer que dans le cadre du régime et non dans la perspective de le remettre en cause. Après, ces partis pourront toujours affirmer qu'ils oeuvrent au côté de la classe ouvrière et qu'ils ne soutiennent pas le régime, il serait absurde de s'attendre de leur part à ce qu'ils prétendent le contraire, mais sans avancer la moindre issue politique, en attendant on est bien obligé d'arriver à cette conclusion sans nous laisser impressionner par les apparences qui sont souvent trompeuses. Mille fois hélas !

Les dépêches.

G20. Des gens heureux : "***ça a fonctionné***" : plus 50 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde.

Dans le communiqué final du sommet du G20 publié vendredi, les chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe des Vingt soulignent aussi la nécessité d'opérer le retrait des mesures de relance de manière coordonnée et concertée au moment opportun, l'objectif étant d'établir sur des bases solides une croissance qui soit "*forte, durable et équilibrée*".

Un voeux pieux pour masquer qu'en la matière leurs "*mesures de relance*" n'ont été ni "*coordonnée*" ni "*concertée*", mais que chacun a tenté en priorité de sauver ses meubles. Ils voudraient nous faire oublier que la crise se traduit par une lutte à mort entre capitalistes pour conserver leurs parts de marché ou en acquérir de nouvelles en éliminant ou en absorbant leurs concurrents devenus trop fragiles avec la crise, que la crise va déboucher sur une concurrence accrue entre capitalistes à travers le monde et que la classe ouvrière en sera la principale victime.

Lors d'une conférence de presse, Barack Obama a affirmé que "*les marchés financiers sont revenus à la vie et nous avons empêché la crise de se propager un peu plus au monde en développement*".

Pure hypocrisie, la crise s'est bien propagée à travers le monde, et si elle est moins visible de l'extérieur, ses conséquences sont belles et bien visibles de l'intérieur où par dizaine de millions des travailleurs se sont retrouvés au chômage du jour au lendemain, la croissance économique de pays comme l'Inde ou la Chine qui repose en grande partie sur leur immense marché intérieur peut facilement faire illusion lorsqu'on reprend à son compte les discours rassurants de leurs dirigeants qui ne servent qu'à masquer la réalité.

Les pays du G20 ont conclu un accord définitif sur l'encadrement des bonus bancaires qui appelle les autorités nationales de régulation à sanctionner les institutions enfreignant les règles en vigueur, en leur infligeant par exemple des exigences de capitalisation plus strictes, apprend-on de source européenne du Groupe. (Reuters et AP 25.09)

Traduisons, les banquiers pourront continuer de s'octroyer des bonus à coup de millions de dollars ou d'euros, à condition qu'ils veillent à la capitalisation de leurs établissements, ils en tremblent déjà d'effroi !

La Talonnette, qui ne craint pas le ridicule décidément, a déclaré : "*Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini*". Jugez plutôt.

Selon le journaliste de l'Associated Press, il a prédit que ceux-ci feraient l'objet d'une répression accrue dans les jours à venir. Notez bien "*dans les jours à venir*".

Toujours selon la même source, Sarkonapoléon a ajouté que le G-20 s'était mis d'accord pour mettre en place des sanctions au plus tard en mars 2010, contre les paradis fiscaux qui refuseraient de souscrire aux nouvelles règles de transparence adoptées au G-20 d'avril dernier à Londres. Notez bien "*au plus tard en mars 2010*", comme il aurait dit il pleuvra dans trois jours.

Bref, des balivernes ! Laissons le mot de la fin à Obama, le chef de fil de l'impérialisme : "*Toutefois, nous savons qu'il reste beaucoup à faire*". Comptez sur nous pour vous faciliter la tâche : aux masses camarades !

France. La résistance souterraine s'organise.

Selon l'Insee, le taux d'épargne a grimpé à 16,7%, contre 16,0% au premier trimestre et une moyenne de 15,3% sur l'ensemble de 2008. Il faut remonter à 2002, quand il était à 16,9%, pour retrouver de tels niveaux.

"Ce phénomène est une vraie menace pour les mois qui viennent", avertit Alexander Law, économiste au cabinet de recherche Xerfi.

"Avec l'inflation qui va repartir à la hausse et les destructions d'emplois qui vont se poursuivre, il n'y a pas lieu de penser que la consommation puisse résister indéfiniment", prévient-il.

Sur la crise. Ils ne peuvent plus masquer leurs craintes.

"Il est possible que ce soit le premier signal qu'il y a une épargne de précaution qui est en train de se constituer suite au choc de la crise", convient Karine Berger, directrice des études chez l'assureur-crédit Euler Hermes Sfac.

"*Il faut être très prudent parce qu'on a des séries heurtées et à ce stade je suis plus préoccupée par les chiffres de baisse de la consommation en juillet-août, qui sont très nets, que par la montée trimestrielle du taux d'épargne*", nuance-t-elle.

"*Mais s'il devait rester au-delà, cela signifierait une chute de la consommation beaucoup plus forte en 2010*".

Et il y a ceux qui ne doutent de rien.

Pour les économistes d'Exane, les aides aux ménages modestes leur ont permis d'épargner davantage sans couper trop dans leur budget. "*Cela ne se transforme pas tout de suite en dépenses mais ça permet de lisser sur le moyen terme les effets de la hausse du chômage sur la consommation.*"

"*En période de chômage c'est plutôt une bonne chose que les ménages aient un certain matelas d'épargne pour continuer à soutenir la consommation*", expliquent-ils en relativisant en outre la baisse des dépenses en juillet-août.

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

"*Ces évolutions confirment que l'économie française pourra encore compter sur la résistance des dépenses des ménages. Ce sera insuffisant pour retrouver le chemin d'une croissance forte mais cela permettra tout de même d'éviter le retour de la récession*", conclut Marc Touati de chez Global Equities. (Reuters 25.09)

Les ménages en question doivent appartenir à la petite-bourgeoisie et aux couches supérieures du prolétariat qui supportent le capitalisme et le régime pour les avantages qu'il leur octroie.

On peut ajouter les dizaines de millions d'euros d'aides versées à différentes professions qui soutiennent traditionnellement le régime.

L'UMP un parti godillot, l'Assemblée nationale ou le masque du bonapartisme.

"*Notre unité et notre solidité seront l'une des conditions du redressement national*", a souligné Fillon lors d'un discours en clôture des journées parlementaires de l'UMP, au Touquet.

"*Dans notre Ve République, il ne peut y avoir l'exécutif et le législatif qui tirent à hue et à dia*", a dit le Premier ministre.

"*J'ai toujours milité pour un Parlement revalorisé et respecté, et ce n'est pas maintenant que je vous reprocherai d'assumer pleinement vos droits*", a-t-il noté.

Avant d'ajouter : Ces droits "*doivent naturellement s'exercer de façon concertée et cohérente, en synergie avec l'exécutif*". "*Entre nous, il n'y a pas de contre-pouvoirs*". (Reuters 25.09)

Le seul pouvoir : c'est le bonaparte Sarkozy et ses lieutenants qui le détient !

La charrette du jour.

La banque franco-belge Dexia annonce la suppression de 602 postes au sein de la banque sur un effectif global d'environ 35.500 salariés et confirme son objectif de réduction de coûts de 200 millions d'euros pour 2009.

En octobre 2008, le groupe Dexia avait reçu 6,4 milliards d'euros des Etats belge, français et luxembourgeois. (Reuters 25.09)

Iran. La menace d'une intervention militaire se préciserait-elle ?

Le président des Etats-Unis Barack Obama et les dirigeants français et britannique ont réclamé vendredi à l'Iran l'ouverture aux inspections de l'AIEA d'une usine secrète de production de combustible nucléaire, proche de la ville sainte de Qom, au sud-ouest de Téhéran.

L'Iran "*viole les règles que toutes les nations doivent suivre, mettant en danger le régime de la non-prolifération (...) et la sécurité du monde*", a estimé Barack Obama, lisant une déclaration commune à l'ouverture du sommet du G-20 à Pittsburgh.

"*Nous sommes maintenant face à un défi lancé à la communauté internationale*", a déclaré pour sa part le président français Nicolas Sarkozy après l'intervention de Barack Obama, avant de se faire très précis : "*si d'ici au mois de décembre, il n'y a pas un changement profond de politique de la part des dirigeants iraniens, des sanctions devront être prises*", a-t-il estimé. "*Il en va de la paix et de la stabilité*", a-t-il ajouté, accusant l'Iran d'entraîner "*la communauté internationale sur une voie dangereuse*". "Tout, absolument tout, doit être mis sur la table" a-t-il insisté.

"*Ne laissons pas les dirigeants iraniens gagner du temps pendant que les centrifugeuses tournent*", a martelé Nicolas Sarkozy, évoquant la ville de Qom, au sud-ouest de Téhéran, comme localisation de la seconde usine.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a quant à lui accusé l'Iran de "*mensonges en série*". Le "*niveau de duplicité du gouvernement iranien va choquer et irriter la communauté internationale et cela renforcera notre détermination. Il est temps de tracer la limite*".

Téhéran avait informé l'AIEA de l'existence de ce site, proche de Qom, dans une lettre envoyée à l'agence onusienne lundi. Ce que, Ali Akbar Salehi, le chef du programme nucléaire iranien, a dit être une information "*dans les temps*".

L'Iran est "*maintenant en train de construire*" une "*usine semi-industrielle pour enrichir le combustible nucléaire*", a-t-il déclaré selon l'agence de presse IRNA. Il a évoqué un "*nouveau pas*" en vue de "*préserver et de profiter de son droit reconnu à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*". "*Les activités de cette installation, comme d'autres installations nucléaires en Iran, seront dans le cadre des mesures de l'agence*", a-t-il ajouté en référence à l'AIEA.(AP 25.09)

Quelques jours plus tôt, le 21 septembre, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Gabi Ashkenazi avait déclaré que toutes les options restaient "*sur la table*" concernant le programme nucléaire iranien.

Ces propos font suite à ceux tenus la veille par le président russe Dimitri Medvedev, qui dit avoir reçu l'assurance qu'Israël n'envisageait pas d'attaquer l'Iran.

Dans un entretien accordé à CNN, il a par ailleurs confirmé que le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a effectué ce mois-ci une visite secrète à Moscou, au cours de laquelle il l'a rencontré.

Interrogé sur la réaction qu'aurait la Russie si Israël attaquait l'Iran, Dimitri Medvedev rappelle qu'aucun accord de défense ne lie Moscou et Téhéran.

"*Cela ne signifie pas qu'un tel événement nous laisserait indifférents*", déclare le président russe. "*Mais mes collègues israéliens m'ont dit qu'ils n'envisageaient pas d'agir de la sorte et je leur fais confiance*", a-t-il dit. (AP 21.09)

Le 18 septembre, Mahmoud Ahmadinejad avait précisé dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC : "*Nous n'avons pas besoin de l'arme nucléaire. Nous ne voyons pas l'utilité de telles armes. Et la situation dans le monde évolue en faveur de nos idées*".

"*Si vous parlez de l'enrichissement d'uranium à des fins pacifiques, ceci ne sera jamais arrêté ici en Iran*", a-t-il ajouté.

Le président iranien a répété son offre de dialogue avec les grandes puissances. "*Nous avons toujours cru au dialogue, à la négociation. C'est notre logique, rien n'a changé*", a dit Mahmoud Ahmadinejad.

Dans une interview au Washington Post, l'ambassadeur d'Iran auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, estimait que les entretiens prévus le 1er octobre entre l'Iran et les six puissances engagées dans les négociations sur le nucléaire iranien constitueront une véritable occasion de dialogue.

"*C'est une occasion nouvelle et véritable qui a été proposée par la nation iranienne*", dit-il.

"*Elles (les puissances) devraient immédiatement la saisir*", ajoute-t-il. (Reuters 17.09)

Le 27 septembre

Si je comprends bien, tout le monde explique que la situation est devenue réellement insupportable, que cela ne peut plus durer, tout le monde propose ses petites recettes, aucune ne fonctionne contrairement à nos ennemis de classe qui s'en tirent provisoirement mieux que nous, tout le monde est réduit à l'impuissance, mais bizarrement aucun parti ne se risque à répondre aux travailleurs : tout simplement la révolution !

Idée étrange que la révolution ? Pas tant que cela lorsqu'il s'agit de s'attaquer à un problème de fond qui touche l'ensemble de la société, quand il s'agit d'extraire le mal à la racine, non ? Vaut mieux parfois recourir à une brève intervention chirurgicale qu'à un long traitement douloureux au résultat incertain. Quand la gangrène s'empare d'un membre, il vaut mieux procéder à temps à une amputation, que d'attendre que la totalité du corps soit rongée par la maladie et en périr.

Cette idée serait devenue complètement folle, parce qu'elle ne serait pas dans l'air du temps, il faudrait éviter de la propager pour ne pas passer pour des gauchistes ou des naïfs, bref, ce serait l'idéologie dominante largement répandue dans les masses qui devrait dicter aux militants ouvriers leur conduite et ce qu'ils doivent penser. Craindre d'être parfois à contre-courant des masses, c'est comme craindre d'aller au socialisme, parce que les masses n'y seraient pas préparées. Raison de plus pour les y préparer, non ?

La situation est bloquée, il n'y a pas d'issue politique nous dit-on encore, soit, il reste une solution : la révolution !

Quelle idée saugrenue, mon pauvre, vous vous trompez de siècle ! Ah bon, êtes-vous sûr que ce n'est pas plutôt vous qui vous vous trompez de siècle, l'époque du capitalisme triomphant est belle et bien derrière nous, alors si vous voulez que l'avenir nous appartienne, existe-t-il une autre solution que de recourir à une révolution prolétarienne et socialiste, si vous ne voulez pas que votre avenir ne rime avec régression sociale sans fin, chaos et barbarie à l'échelle planétaire ?

Réfléchissez, de quelle manière a dû s'y prendre la bourgeoisie qu'on appelle aujourd'hui la classe des capitalistes, pour chasser la monarchie et la noblesse du pouvoir, pour mettre fin à leurs privilèges ? Par une révolution où elle s'est emparée du pouvoir politique les armes à la main en réprimant sévèrement ses ennemis. Elle n'a pas eu d'autres alternatives et nous n'en avons pas d'autres.

En dehors de la classe des capitalistes, de l'aristocratie financière, qui a encore intérêt au maintien du système économique actuelle ? Aucune autre classe, pas plus les petits patrons, artisans, commerçants, agriculteurs, membre des professions libérales, la petite-bourgeoisie en générale, que l'ensemble du prolétariat des villes et des campagnes, des fonctionnaires et des travailleurs manuels ou intellectuels.

Certes, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne, mais comment vivre normalement en pensant à la misère ou la précarité qui nous entoure, à la décomposition des relations sociales à laquelle nous sommes tous confrontés, à l'individualisme forcené qui guide les gestes de chacun, aux actes gratuits de violence qui se développent et frappent n'importe qui ? Impossible, la société est devenu un réel cauchemar pour chacun.

Comment peut-on encore donner un sens à notre vie dans une société pareille ? Comment avoir encore envie de travailler pour une société qui vous donne la nausée ? Quel avenir pour nos enfants et les générations futures dans une société vouée à la régression, à la décomposition, à toujours plus d'inégalités et d'injustices ? Comment envisager notre existence dans les dix ans qui viennent, lorsqu'on ne sait même plus de quoi sera fait le lendemain, quel lot de problèmes ou de souffrances il va encore nous tomber dessus et qu'il faudra encore et encore supporter, jusqu'à quand, comment en sortir une fois pour toute ?

En prenant votre destin entre vos mains, en vous préparant à livrer le combat de votre vie pour vous libérer et libérer la société du carcan dans lequel vous et elle êtes en train d'étouffer, de crever littéralement à petit feu : le capitalisme.

Donner un sens à sa vie dans le cadre du régime capitalisme entré en putréfaction revient à partager avec lui les miasmes (mauvaises odeurs) qui s'en dégagent quotidiennement, quel idéal élevé, quelle perspective alléchante, quel bonheur ! Votre bonheur ne sera que le produit du malheur qui accable votre voisin que vous ne connaissez même pas ou qui loge à l'autre bout du monde, de quoi rabaisser votre sens de la dignité et votre bonnne conscience au ras des caniveaux.

Quand bien même vous vous boucheriez les oreilles, vous fermeriez les yeux, vous ne pourriez éviter que la réalité vous rattrape au galop, c'est inévitable, alors avant qu'il ne soit trop tard pour agir, si vous voulez pouvoir continuer de vous regarder dans un miroir sans être pris de dégoût, engagez-vous dans le combat pour changer la société et le monde, vous verrez que cette démarche vous ouvrira un horizon infini, c'est la meilleure des thérapies, elle vous redonnera confiance en vous-même, cela vous permettra de redonner un sens à votre vie et d'en être fier, de conserver votre dignité en contre-balançant les humiliations quotidiennes que nous fait subir leur société...

Quand on lit la presse des différents partis ouvriers, leurs analyses et les actions qu'ils proposent, pour en comprendre le contenu et l'orientation il faut se poser un certain nombre de questions ou avoir à l'esprit en permanence un certain nombre de facteurs pour voir de quelle manière ils les traitent. J'en ai dressé une petite liste.

Front unique : quels rapports avec les appareils ? Comment s'articule-t-il ? Front unique des partis et des syndicats contre le capitalisme ou indépendance des uns par rapport aux autres qui profite au capitalisme ?

Rapport de force : est-ce réellement le problème prioritaire ? La majorité des travailleurs ne serait-elle pas contre la politique du gouvernement ? Les travailleurs porteraient-ils la responsabilité de la situation ? Les obstacles (les appareils) à la mobilisation générale de la classe suffisent-ils à expliquer la situation politique ?

La lutte : pour quel résultat, dans quelle perspective ? L'amélioration de la condition ouvrière pour mieux vivre en régime capitaliste ou avancer sur la voie qui mène à son émancipation de l'exploitation ? Les partis relient-ils les revendications transitoires aux contradictions du capitalisme tout en posant la question du pouvoir politique ?

Etat d'esprit des masses : soumises ou révoltées, dans quelle proportion ?

Niveau de conscience politique des masses : témoigne qu'un espoir les habite ou non, dans le cadre du régime ou au-delà du régime ? Les masses ont-elles commencé à rompre avec le capitalisme ? Quelles sont leurs rapports avec les partis, les institutions ? Quel est son degré de maturation ?

Les conditions objectives : la crise du capitalisme, le chômage, la précarité, la pauvreté, les couches les plus nantis, l'endettement, les inégalités croissantes, etc.

Collusion avec l'Etat, le gouvernement, les institutions, les appareils : tenir compte des liens qu'ont tissé les uns et les autres avec eux au fil des ans, avec l'idéologie de la classe dominante.

Issue ou perspective politique : que proposent les différents partis dans leur combat quotidien ? Pourquoi n'en proposent-ils pas ? Pourquoi aucun parti ne propose-t-il pas de chasser Sarkozy, de liquider les institutions ?

Le socialisme ou la barbarie : Qui explique de quelle manière se traduirait pour les différents classes la construction du

socialisme ? Est-ce que la politique des différents partis se situe ouvertement dans la perspective du socialisme ? Qui parlent encore de la construction d'un Etat ouvrier ?

Flux et reflux des masses, la réaction sur toute la ligne : à qui s'adressent les partis ouvriers, sur quelles couches de la classe ouvrière s'appuient-ils ?

L'absence d'un parti révolutionnaire : comment se fait-elle sentir, quelles sont les rapports entre les partis ? Comment caractérisent-ils le PS ?

La place du parti : l'activité des partis ouvriers est-elle oui ou non subordonnée à la construction du parti ? Quel rôle comptent-ils lui faire jouer avant, pendant et après la prise du pouvoir par la classe ouvrière ? Quel type de parti construisent-ils ?

La révolution socialiste : quels partis en parlent encore ? Dans quels termes ?

L'absence d'une Internationale : comment se fait-elle sentir ? Quel type d'Internationale ?

Sarkozy et la méthode Goebbels.

A l'issue du G20 à propos de la rémunération des banquiers et des bonus Sarkozy s'est dit "*très satisfait de ce que nous avons décidé*" ou encore la France "*a été entendue sur la question des bonus*".

Le G20 lance un appel aux banques pour "*mettre en œuvre immédiatement des pratiques de rémunération saines*". Vous pouvez compter sur les banquiers qui ont toujours considéré leurs rémunérations comme normales, donc tout à fait "*saine*". En réalité, les Etats-Unis ont accepté le principe même d'un encadrement et d'une supervision des plus fortes rémunérations sans en limiter le montant, autrement dit, on regarde mais on ne touche pas, rien de changé quoi.

Un seul fait, un seul chiffre suffit à prouver exactement le contraire de ce qu'a affirmé La Talonnette et que les banquiers ont entendu le message du G20 : 100 millions de dollars, c'est la rémunération minimum qu'Andrew Hall, courtier de Citigroup, devrait percevoir cette année. (Reuters 26.09) No comment !

Les dernières mesures annoncées par le gouvernement.

Le projet de budget 2010 précisera que les plus-values mobilières seront soumises à cotisations sociales dès le premier euro, annonce François Fillon dans une interview à paraître au *Journal du Dimanche*.

Cette mesure et l'augmentation de la fiscalité sur les "*retraites chapeaux*" dont peuvent bénéficier des dirigeants de grandes entreprises participent d'un souci d'équité, explique le Premier ministre. (Reuters 26.09)

La prime à la casse automobile sera ramenée de 1.000 à 700 euros le 1er janvier 2010 puis encore réduite à 500 euros le 1er juillet, annonce le Premier ministre François Fillon dans la même interview.

Le capitalisme synonyme de toujours davantage d'inégalités et d'injustices.

Le déficit public de la France atteindra 140 milliards d'euros en 2009, soit 8,2% du produit intérieur brut (PIB), annonce François Fillon dans une interview à paraître dans Le Journal du Dimanche.

Le chef du gouvernement précise que le déficit public sera ainsi réduit "*à environ 115 milliards en 2010*". "*Nous poursuivons la réduction des emplois publics par le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, soit une baisse de 33.000 emplois*", explique-t-il. (Reuters 26.09)

Le gouvernement français a décidé une augmentation du forfait hospitalier de 16 à 18 euros et le déremboursement de médicaments "*non indispensables*" afin de résorber une partie du déficit de la Sécurité sociale, annonce François Fillon dans l' interview déjà citée. (Reuters 26.09)

Un sondage qui n'est peut-être pas anodin.

Plus de neuf Français sur dix (92%) trouvent justifiée la grève du lait que certains producteurs français ont lancée début septembre, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France. (Reuters 26.09)

Puisque vous êtes si nombreux à soutenir les producteurs de lait, en guise de solidarité on va vous augmenter le prix du lait, vous

n'y voyez aucun inconvénient, n'est-ce pas ?

Iran. La menace d'une nouvelle guerre.

L'heure est arrivée, a souligné Benjamin Nétanyahou, qui s'est entretenu avec Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, ainsi qu'avec d'autres sénateurs, dont l'identité n'a pas été précisée. Il faut agir car, selon lui, l'objectif de la république islamique est de développer l'arme nucléaire.

"*Si ce n'est pas maintenant, alors ce sera quand*", a ajouté la source, qui a parlé sous couvert d'anonymat, sans préciser à quelles actions le Premier ministre israélien faisait référence. (AP 26.09)

Robert Gates intervenant dans l'émission «This Week» (Cette semaine) d'ABC, a affirmé sans ambages que «les Iraniens ont l'intention de se doter de l'arme nucléaire».

Vendredi 25 septembre, le président Obama était exactement sur la même ligne que son secrétaire à la Défense ce qui montre un changement de ton et d'attitude face à Téhéran. Il a refusé d'écarter un recours à la force militaire contre l'Iran et a ensuite appelé Téhéran à «prouver ses intentions pacifiques».

Pour le chef de la diplomatie d'Israël, Avigdor Lieberman, les nouvelles révélations «*prouvent sans le moindre doute que ce pays veut s'équiper de l'arme atomique, et nous espérons qu'une réponse sans équivoque sera donnée le 1er octobre*».

La Russie, disant que les sanctions pourraient finir par devenir une option, a appelé l'Iran à donner une «*preuve convaincante*» de ses intentions pacifiques en matière nucléaire. La Chine a elle aussi demandé à Téhéran de coopérer avec l'AIEA. Le président Ahmadinejad a affirmé depuis New York que le site était «*parfaitement légal*» et Téhéran a dit qu'il était en conformité avec les règles de l'AIEA. (lefigaro.fr, avec AFP)

Le président irakien Jalal Talabani pense que de nouvelles sanctions contre l'Iran ne serviraient à rien. Il a mis en garde samedi à New York sur le fait que son pays n'autoriserait jamais Israël ou tout autre pays à survoler son espace aérien pour accéder aux installations nucléaires iraniennes. (AP 26.09)

L'Iran va autoriser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à inspecter sa deuxième centrale d'enrichissement d'uranium, a annoncé samedi le chef du programme nucléaire iranien, Ali Akbar Salehi.

"*Une inspection se fera dans le cadre des règlements. Nous n'avons pas de problème avec l'inspection (du site). Nous travaillerons sur cette question avec l'agence et annoncerons la date de l'inspection plus tard, après avoir trouvé un accord avec l'AIEA*", a déclaré Ali Akbar Salehi.

Il a affirmé que l'Iran devrait être félicitée, et non condamnée, pour avoir révélé volontairement l'existence d'un site nucléaire. "*D'après les règlements, nous devons informer l'AIEA de l'existence d'une telle installation 180 jours avant d'introduire des matériaux, mais nous annonçons cela plus d'un an auparavant. Mais nous voyons qu'il y a une controverse. Nous sommes stupéfaits*", a-t-il souligné.

Il a assuré que Téhéran avait "*contrecarré un complot*" des Etats-Unis et de leurs alliés en signalant volontairement à l'AIEA l'existence de ce second site. (AP 26.09)

Afghanistan. La barbarie.

L'année 2009, bien que pas encore achevée, avec 1.500 civils morts de janvier à août, est déjà la plus meurtrière depuis le début de la guerre pour les civils : Les huit premiers mois de 2008 avaient donné un bilan de 1.145 victimes civiles, pour 2.118 sur la totalité de l'année, un record. (AP 26.09)

Le 28 septembre

Vous ne pourrez pas dire que je n'ai rien foutu au mois de septembre. En fait j'ai retranscrit ce qui devaient être au départ des causeries sous forme d'articles, en élaborant un peu les idées qui m'étaient passées par la tête en relation avec l'actualité.

Je sais que certains articles sont discutables sur la forme ou le contenu, je les laisse ainsi pour montrer que je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas et que les militants doivent porter un regard critique dessus. Je ne vais pas jusqu'à raconter des conneries exprès, c'est encore une question de mesure. Je pars tout simplement du fait que les meilleures idées l'emporteront

d'où qu'elles viennent on s'en tape au premier abord, l'essentiel c'est d'avancer, de faire le ménage parmi la multitude d'idées reçues qui nous encombrent l'esprit et troublent notre interprétation de la réalité dans la mesure où une partie est erronée ou obsolète et mérite d'être corrigées.

Tiens, à ce propos, vous avez remarqué que j'avais mis dans le site au cours des deux dernières semaines, une intervention de Xavier Mathieu de la CGT, proche ou adhérent du NPA, ouvrier de Continental, il s'agissait de son intervention à la fête de L'Humanité qu'il reprendra en grande partie le 17 septembre devant la Bourse de Paris, un article du Front syndical de classe qui faisait le point à l'issue de cette journée d'action syndicale, et un dernier article extrait du dernier numéro (65) d'Informations ouvrières, le journal du POI, dans la page que j'ai mis en ligne figurait un article critique sur cette journée du 17 et un autre article où X. Mathieu était brocardé pour avoir remercié les partis ouvriers qui en réalité supportent le régime, c'est moi qui le précise.

A mon avis, nous avons là une véritable tribune libre.

Une tribune libre ne doit pas consister uniquement à donner la parole à des travailleurs ou des militants qui sous un angle différent disent finalement la même chose ou dont l'orientation est forcément la même. Une tribune libre doit permettre de pouvoir confronter des points de vue différents dont justement l'orientation n'est pas la même, sinon cela ne sert trictement à rien ou à se faire plaisir ou encore à se faire passer pour de grands démocrates. Regardez, tous les intervenants dans la tribune libre partagent le point de vue de notre parti, c'est donc qu'on a raison. Voilà à quoi se résume généralement les tribunes libres, sauf dans ce site.

La tribune libre en proposant des orientations différentes doit permettre aux militants de les confronter librement, pour qu'ensuite chacun puisse se faire sa propre opinion. Elle présente cependant des avantages et des inconvénients pour les partis.

Si vous prenez un parti où règne généralement un bordel orchestré par ses dirigeants, au NPA par exemple, la tribune libre ou la possibilité donné à leurs différents courants de s'exprimer leur ira très bien, elle ne fera qu'amplifier le bordel déjà existant, tandis que la direction conservera les mains libres pour agir à sa guise et manoeuvrer, sans que son orientation n'en soit affectée ou son contrôle sur le parti menacé.

Dans ce cas de figure, la tribune libre sera davantage un avantage pour la direction de ce parti, alors que les militants auront du mal à s'y retrouver du fait qu'ils sont déjà incapables de définir avec précision l'orientation de leur parti, faudrait-il encore qu'il en est une qui soit suffisamment élaborée pour pouvoir se livrer à une comparaison avec une autre ligne politique figurant dans un article disons indépendant.

Si maintenant vous avez à faire à un parti sérieux qui s'est employé à analyser à fond chaque question que les militants peuvaient être amenés à se poser, ils auront les moyens de comparer la manière dont seront traités différents facteurs dans des articles qui n'ont pas été forcément rédigés par des membres de leur parti, afin de se faire une idée la plus juste possible sur la valeur des idées qu'on leur soumet. Dans ce cas-là, la tribune libre sera un avantage indéniable à la fois pour la direction du parti et les militants à partir du moment où elle aura été capable d'élaborer sa ligne politique dans les moindres détails, elle emportera l'adhésion à ses positions de la majorité des militants du parti qui seront en mesure de comparer les arguments des uns et des autres.

Pour arriver à ce résultat, la direction doit avoir un comportement irréprochable envers ses militants, elle doit les avoir préparés à tenir compte de toutes les hypothèses qui peuvent naître d'une situation et avoir porté à leur connaissance le produit de leurs analyses, les avoir fait participés à l'élaboration de la ligne politique du parti.

Une véritable tribune libre qui ne craint pas la polémique, nécessite que les dirigeants d'un tel parti aient confiance d'abord dans leurs propres capacités à assumer leurs fonctions, ensuite qu'ils aient confiance dans la capacité de leurs militants à y voir clair entre des arguments contradictoires, on pourrait ajouter la confiance dans les structures du parti qui doivent être au service des militants pour leur permettre de palier leurs carences sur le plan théorique ou politique. C'est aux différentes instances du parti que revient la responsabilité d'organiser et d'animer la discussion entre tous les militants, de façon à ce que les idées circulent et qu'aucun militant ne se retrouve isolé ou désarmé face à des arguments auxquels il n'a pas été forcément habitué à réfléchir et qui peuvent être déstabilisants.

Finalement, on se rend compte que l'existence ou non d'un tribune libre, son contenu et ses limites, dépendent entièrement de la direction du parti. Au-delà, de la nature du parti qu'ils construisent qui correspond en principe à l'objectif qu'ils se sont fixés.

Pour bien faire, une tribune libre devrait contenir au moins deux articles contradictoires publiés simultanément afin qu'on puisse comparer immédiatement leurs contenus. Ce n'est pas toujours possible, dans ce cas il faut indiquer au lecteur où il peut se procurer l'article mis en cause et publié récemment, pourquoi pas en rappeler sous forme d'extraits les passages en rapport avec l'article polémique.

Un parti (ou un site) qui prend la responsabilité de publier un article dont il ne partage pas en tout ou partie le contenu, a parfaitement le droit d'exprimer sur le champ un regard critique sur cet article, dans un article séparé évidemment.

A l'heure d'Internet où les sources d'informations foisonnent, les travailleurs ou militants ont davantage besoin d'analyses critiques ou comparatives que de faits bruts, bien que ces derniers les intéressent aussi, ne serait-ce que pour vérifier par eux-mêmes la véracité d'une information ou afin d'obtenir un complément de données pour leur réflexion personnel.

C'est la raison pour laquelle j'ai lié les deux dans le site, les trois en réalité : des infos brutes, des analyses et une tribune libre, de façon à couvrir l'essentiel de l'actualité (c'est toujours arbitraire), de proposer différentes pistes de réflexion en provenance d'horizons divers, et enfin sous forme d'analyses en proposant des réponses aux questions que les militants se posent ou qu'ils devraient se poser selon moi. En liant information et pédagogie, actualité et enseignements de notre histoire, on dispose d'un outil qui situe la réflexion dans un processus dynamique, dialectique pour les puristes, qui doit permettre de faire progresser notre niveau théorique et politique, et surtout de pouvoir s'orienter correctement dans la lutte de classe.

Elections législatives en Allemagne : Défaite historique de la coalition au pouvoir et des partis CDU-CSU et SPD.

Le taux de participation a été historiquement bas dimanche à ces élections au 17e Bundestag, 72,5% contre 77,7% en 2005, qui marquait déjà un record à la baisse. Dans les années 1980, la participation était comprise entre 84 et 90%.

La CDU/CSU essuie son deuxième plus mauvais score depuis la fondation de la République fédérale allemande, avec autour de 33,5-34% dimanche, contre 31% en 1949.

Le SPD enregistre une véritable débâcle, avec 23% d'après les dernières projections, soit de loin son pire score depuis 1949; jusqu'à dimanche, sa pire défaite remontait à 1953 avec 28,8%.

La CDU/CSU et le SPD, n'ont totalisé dimanche qu'autour de 56-57% des voix. En 2005, ils totalisaient 69,4% et en 2002, 77%. Dans les années 1980, cette proportion dépassait même les 81% en 1987, et les 87% en 1980.

Die Linke a engrangé autour de 12,5% des voix. "Nous sommes désormais le parti qui fera pression pour que l'Etat social soit reconstitué", a déclaré Oskar Lafontaine. (Reuters 27.09)

On remerciera au passage Oskar Lafontaine d'avoir rappelé les réelles intentions de son parti qui sert de "modèle" au Parti de gauche en France, selon Mélenchon à la fête de L'Humanité, qui ne sont évidemment pas de remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions. Or sans remettre en cause le régime et confronté à un déficit record, il sera impossible au gouvernement de "reconstitué" l'"Etat social", le discours de Lafontaine tient donc d'une fable pour tromper les travailleurs.

La priorité en Allemagne est de construire un parti révolutionnaire, afin de préparer la classe ouvrière à faire face à une situation qui pourrait ressembler à celle du début des années 30 à court terme si la crise reprenait de plus belle, au plus tard dans trois ou quatre ans.

Elections législatives au Portugal : 4 électeurs sur 10 n'ont pas été voter.

La participation s'est montée à 60,5%.

Selon des résultats basés sur 99% des bulletins dépouillés, les socialistes récoltent 36,5% des suffrages, contre 29% pour le principal parti d'opposition, le parti social-démocrate (PSD) de centre-droit.

Le Bloc de gauche remporterait 10% des suffrages, la coalition Verts/Communistes près de 8%, et le Parti populaire (conservateur) 10,5%. Onze partis marginaux n'ont pas assez de voix pour figurer au Parlement. (AP 27.09)

L'Etat au chevet du capitalisme. Nouvelle offensive antisociale annoncée.

La ministre de l'Economie et de l'Industrie Christine Lagarde a estimé dimanche au cours du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI : "*On a une croissance archi-fragile (...) il faut surtout la consolider, la soutenir (...) qu'on puisse réactiver la machine : personne aujourd'hui ne peut le faire, sauf les pouvoirs publics*".

Ensuite, "*et il le faut, impérativement, qu'on s'oriente vers un assainissement, une stabilisation des finances publiques*". "*Mais l'Etat sera le premier à le faire*", a-t-elle promis. (AP 27.09) On peut lui faire confiance, la liquidation des services publiques et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux le prouve.

Quand la crise va se transformer en crise politique.

La déclaration de Pittsburgh "*c'est de l'orgueil*", estime Simon Johnson, ancien chef économiste du Fonds monétaire international.

Aujourd'hui chercheur associé au Peterson Institute for International Economics de Washington, Johnson énumère les possibles pièges à venir, à commencer par le chômage obstinément élevé dans la plupart des pays développés et la nécessité de recapitaliser les banques européennes.

Ces ombres portées sur le tableau, ajoute-t-il, sont susceptibles de déclencher un sérieux revers économique, qui pourrait faire regretter amèrement aux dirigeants du G20 leur confiance.

"*Qu'y a-t-il à montrer en termes de réforme véritable de la régulation depuis avril ?*", interroge Johnson en référence aux engagements pris lors du précédent sommet du G20, le printemps dernier à Londres.

Les dirigeants reconnaissent qu'un travail considérable reste à faire pour que l'économie mondiale soit moins exposée aux crises et professent leur volonté d'agir pour "*une croissance sans cycles d'expansion et de ralentissement extrêmes et des marchés qui encouragent la responsabilité et non l'inconscience*".

Mais, de retour dans leurs capitales respectives, les dirigeants du G20 auront fort à faire pour traduire ce credo en actions politiques et législatives.

L'économiste Anil Kashyap, qui enseigne l'économie à l'Université de Chicago, trouve ainsi "*pathétique*" qu'aucun mécanisme novateur n'ait été conçu depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. "*Si une autre institution de cette taille connaissait les mêmes problèmes, les gouvernants n'auraient aucune autre option que celles qui étaient disponibles il y a un an.*"

Mais que se passera-t-il lorsque ces dispositifs de relance, véritables béquilles de l'économie mondiale, cesseront ? Que se passera-t-il lorsque les banques centrales relèveront leurs taux d'intérêt historiquement bas ? La fin de cette politique monétaire hors norme - le principal taux de la Fed est fixé entre zéro et 0,25% - conjuguée à un chômage élevé pourrait ralentir le retour à l'emploi. Et fâcher les électeurs.

"*Les problèmes de sortie de crise sont tous politiques*", souligne Anil Kashyap. (Reuters 27.09)

L'Afrique doit rester une terre d'esclaves ou de main d'oeuvre à bas coût.

Le G20 "*dans la façon dont il est structuré, les priorités des pays à faible revenu demeurent une annexe, une note en bas de page*", estime Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, dans une interview accordée samedi à Reuters.

L'Afrique a pourtant été très durement frappée par la crise économique et financière, qui a asséché la demande mondiale en matières premières et sources d'énergie, les moteurs de la croissance africaine de la décennie écoulée.

Selon les estimations, la croissance africaine ne devrait être que de 2,8% cette année, un rythme plus de deux fois inférieur aux projections d'avant la crise. (Reuters 26.09)

Honduras.

Le gouvernement du Honduras a donné samedi dix jours au Brésil pour prendre une décision sur le statut du président hondurien déchu Manuel Zelaya, qui a trouvé refuge dans l'ambassade brésilienne à Tegucigalpa.

Vendredi, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré que Zelaya pourrait rester aussi longtemps qu'il le souhaite à l'ambassade.

"*Nous exhortons le gouvernement brésilien à définir le statut de M. Zelaya dans un délai n'excédant pas dix jours*", a déclaré le gouvernement de facto dans un communiqué. "*Si rien n'est fait, nous serons dans l'obligation de prendre des mesures supplémentaires.*"

Depuis son refuge, Manuel Zelaya a affirmé vendredi que les négociations pour mettre un terme à la crise ne pourraient aboutir que si les auteurs du coup d'Etat renoncent au pouvoir.

Il a également appelé ses partisans à continuer à manifester à Tegucigalpa pour faire pression sur le gouvernement et sur le président de fait Roberto Micheletti. (Reuters 26.09)

Iran.

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a estimé dimanche que de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran pourraient être plus efficaces qu'une intervention militaire du fait des profondes divisions sociales et politiques du pays.

Les tensions politiques nées de la réélection controversée de Mahmoud Ahmadinejad sont toujours "*latentes*", et le chômage des jeunes tourne autour de 40%, a-t-il noté.

"*Il est clair qu'à la suite des élections il existe des fissures relativement profondes dans la société et la classe politique iraniennes, et probablement même au sein du pouvoir*", a affirmé Robert Gates. "*Franchement, je pense que c'est une des raisons pour lesquelles des sanctions économiques supplémentaires et spécialement sévères pourraient avoir un véritable impact, car nous savons que les sanctions déjà imposées sur le pays ont eu un impact*". (AP 26.09)

La même démarche n'avait-elle pas précédé l'attaque américaine contre l'Irak ?

Le 29 septembre

J'ai préparé un article contre le désistement en faveur du PS lors d'élections. Je reprends les arguments pour ou contre et je pense montrer clairement à partir de nombreux exemples que cette tactique ne sert et n'a servi finalement que le régime.

J'ai constaté en jetant un oeil aux statistiques du site, que la question palestienne ne vous intéressait pas plus que cela, c'est dommage car dans mon article je m'étais employé à comparer les deux stratégies, un ou deux Etats, je pensais que c'était un bon article car j'avais réussi à analyser la situation à partir de la réalité en tenant compte de l'ensemble des facteurs, disons à la façon d'un marxiste en conservant à l'esprit ou en étant guidé par l'objectif final du combat des prolétariats d'Israël et des territoires palestiniens. La méthode mise en oeuvre dans cet article était au moins aussi, sinon plus importante que son contenu.

Si vous lisez *Un rapport du Groupe Alpha sur Cégélec*, n'oubliez surtout pas le dernier paragraphe, car à lui seul il résume l'orientation de la direction de la CGT : le dialogue sociale ! Où comment lier les mains de sa victime et son destin au bon vouloir de son bourreau.

Bonne continuation à tous.

L'UMP et le PS font bien partie du même camp.

Le Parlement a voté lundi le texte sur le financement des écoles privées.

Le texte propose de préciser un article de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Cet article, introduit par un amendement du sénateur socialiste Michel Charasse, instaure l'obligation pour la commune de résidence de prendre en charge les frais de scolarité d'un enfant étudiant dans une école privée sous contrat d'une autre commune.(Reuters 28.09)

Voilà pourquoi aux régionales de 2010 il faudrait "*battre la droite*", pour que la racaille qui parle et légifère au nom du socialisme puisse continuer son oeuvre de fossoyeur de nos droits et nos valeurs au côté de l'UMP. Ce sera sans nous !

Vive la guerre !

Les ventes d'armes françaises ont fait un bond de 13% en 2008, apprend-on.

Selon le rapport annuel sur le sujet remis au Parlement, "*la France a peiné à maintenir ses positions*", avec davantage de guerres ce serait tellement plus facile, non ? (Reuters 28.09)

Entre eux, ils peuvent tout se permettre et ils se serrent les coudes.

Il tombe sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré en 1978, date à laquelle il avait fui les Etats-Unis craignant une condamnation.

Polanski (43 ans au moment des faits) s'était enfui de Los Angeles à la veille de sa comparution et après avoir plaidé coupable de relation sexuelle avec une adolescente de 13 ans, Samantha Geimer. Le réalisateur qui avait passé 42 jours en prison affirmait que la jeune fille était consentante et avait déjà eu des expériences sexuelles, avant il l'aurait "*abreuvée*" de champagne et de drogues.

"*C'est un peu sinistre cette histoire, franchement un homme d'un tel talent reconnu dans le monde entier, reconnu dans le pays qui l'arrête. Tout ça n'est pas sympathique*", a dit Bernard Kouchner qui s'est entretenu avec son homologue suisse, Micheline Calmy-Rey.(Reuters 28.09)

Comment ils nourrissent l'extrême droite.

Marine Le Pen, vice-présidente du Front national, a elle fait entendre une voix discordante, dénonçant l'"*ignoble soutien*" et la "*mobilisation abjecte*" pour un homme "*poursuivi par la justice d'un pays démocratique, pour avoir fait boire, drogué et forcé une adolescente de 13 ans à avoir des relations sexuelles avec lui*". "*Le fait d'appartenir à la caste surprotégée du show-biz exonère-t-il ses membres de respecter les lois et les autorise-t-il à se soustraire aux poursuites judiciaires durant 30 ans?*", s'interroge-t-elle.

Si la même histoire était arrivée à un pauvre type comme vous ou moi, nous serions déjà derrière les barreaux pour de nombreuses années, simple constat. Quand aux faits, il avait 43 ans, elle en avait 13, ils avaient donc 30 ans d'écart, ce n'est pas cela qui selon moi peut être condamnable, mais l'âge de cette jeune fille, un homme de 60 ans avec une femme de 30 ans ne choquera personne.

Le mélange alcool et drogue pouvant être un puissant aphrodisiaque et vous faire perdre la tête, je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose qu'un adulte entraîne une fille si jeune dans une telle aventure. Personnellement je ne m'y risquerais pas, mais ce qui est le plus révoltant, c'est encore l'attitude de Kouchner et ses semblables qui passent leur temps à se blanchir mutuellement et à interpréter la loi en fonction de leurs intérêts ou ceux de leurs amis qu'ils protègent.

Allo, France Télécom, non, la morgue !

Un nouveau salarié de France Télécom s'est donné la mort. Cet homme de 51 ans s'est suicidé lundi matin en Haute-Savoie en sautant du haut d'un viaduc surplombant l'autoroute A41. Une lettre d'adieu dénonçant "*l'ambiance au sein de son entreprise*" a été retrouvée dans sa voiture, selon la préfecture du département. (AP 28.09)

A bout de souffle : comment sauver le SPD et le capitalisme en Allemagne grâce à Die Linke.

Après les législatives de dimanche, l'aile gauche semble en position de force parce que le SPD sera invité à s'entendre au niveau national avec Die Linke, dont les dirigeants n'ont pas caché leur volonté de rapprochement.

"*J'espère que le SPD fera sa révolte interne et deviendra à nouveau de lui-même plus social démocrate, ce qui renforcera la gauche du parti*", a dit après le scrutin Gregor Gysi, qui dirige Die Linke avec Lafontaine.

"*Il faudra trouver un équilibre entre la gauche du parti et ceux qui soutiennent les politiques menées sous Schröder*", explique Hans Vorländer. (Reuters 28.09)

Tout un programme... réactionnaire ! Rappelons que pour le Parti de gauche, Die Linke est "*le modèle*".

Honduras. Après le coup d'Etat, la dictature.

Le gouvernement en place au Honduras depuis le putsch a réduit au silence deux médias dissidents clefs quelques heures après avoir suspendu les libertés civiques en vue d'empêcher tout soulèvement des partisans du président déchu Manuel Zelaya. (AP 28.09)

Japon.

Les prix à la consommation ont connu une baisse de 2,4% par rapport à l'année précédente, la plus forte dégringolade depuis que les données sont relevées, soit depuis 1971.

Pour la préfecture de Tokyo seule, les prix ont continué à baisser en septembre de 2,1%, ce qui laisse penser que la tendance est à la baisse dans tout le pays. (AP 29.09) Le 30 septembre

On va faire un peu de politique pour se changer les idées. J'ai en tête un article qui pourrait s'appeler : *Les différents masques de la social-démocratie* en fonction des différentes situations qui peuvent exister, cela permettrait de cerner au plus près quelle rôle elle joue au côté des partis officiels du capital.

Le SPD vient à peine de prendre une râclée, qu'on nous annonce son "*tournant à gauche*" dans la perspective de la mobilisation annoncée du prolétariat allemand contre le gouvernement CDU-CSU-FDP, pour mieux la dévoyer. C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que c'est la défaite du SPD que certains situent toujours à gauche comme le PS en France, qui donne des

ailes à la classe ouvrière et non l'inverse, ce qui une fois replacé dans le contexte français démontre une fois de plus l'absurdité du désistement en faveur du PS pour "*battre la droite*".

En réalité, compte tenu que Merkel n'a plus besoin du SPD au gouvernement pour appliquer son programme réactionnaire, les dirigeants du SPD et des syndicats se retrouvent déliés de leurs engagements vis-à-vis de la CDU-CSU, du coup et sans qu'ils l'aient cherché, ils se retrouvent rejetés dans le camp des masses et ne peuvent faire moins que de les soutenir tout du moins en paroles, la vie continue et il faut bien continuer à exister d'une manière ou d'une autre. Cette situation n'est guère plus avantageuse pour les masses que pour le SPD s'il avait remporté ces élections.

On voit mal le SPD dénoncer et combattre la politique antisociale de Schröder que Merkel s'est employée à appliquer minutieusement, par contre les masses peuvent se saisir de ses positions contradictoires pour ne retenir que celles qui les intéressent et engager rapidement le combat contre le gouvernement, reste ensuite à savoir si ce processus ne les conduira pas à alimenter ou faire naître de nouvelles illusions dans ce parti, ce qui serait contre productif.

Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Allemagne pour pousser plus loin mon analyse, il faudrait savoir avec précision quelle est vraiment la situation sociale des différentes couches du prolétariat, leur dégré de subordination au capitalisme, leurs rapports exacts aux différents partis.

Autre chose.

La dette colossale des Etats est due aux privilèges toujours plus importants accordés par les différents gouvernements aux banquiers et aux capitalistes qui peuvent disposer à leur guise des centaines de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont engrangés. Sans exagérer on pourrait affirmer que ce sont les banquiers qui détiennent le pouvoir.

Les prélèvements sur leurs profits n'ont cessé de diminuer tout comme les impôts qu'ils versent, du coup les Etats ne sont plus en mesure de couvrir leurs dépenses de fonctionnement.

Ils ne restent que trois solutions aux gouvernements : privatiser tout ce qui peut l'être encore, augmenter les impôts et les taxes que pait la population et réduire les dépenses de l'Etat, en taillant à la hache dans l'ensemble des budgets à caractère social, éducation, santé, logement, etc., sans oublier le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite.

L'ensemble de ces mesures a un contenu antisocial qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe et conduire à la mobilisation générale de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais il ne faudrait pas s'emballer comme au lendemain des 19 janvier et 29 mars derniers.

Si l'urgence est de redonner espoir à la classe ouvrière qu'il serait possible d'infliger une défaite au gouvernement, il faut impérativement que cet espoir soit associé à l'idée qu'il est possible de changer la société et pour cela de mettre fin aux institutions et au capitalisme, que leur mobilisation soit portée plus ou moins consciemment par une issue politique.

Dans le cas contraire, deux situations peuvent se présenter.

La première serait que cette mobilisation oblige le gouvernement à reculer et qu'il soit contraint de satisfaire certaines revendications, ce qui ne ferait qu'aggraver les problèmes économiques auxquels il est déjà incapable de faire face. Il aurait provisoirement sauver les meubles comme en 36, 47 ou 68.

Le problème pour lui, c'est qu'il se trouve dans une situation économique beaucoup plus grave qu'à ces différentes époques, maintenant pour éviter que la mobilisation n'enfle et devienne incontrôlable, il pourrait être tenté de s'en prendre de gré ou de force à l'aristocratie financière afin qu'elle lache un peu de leste pour sauver le régime et le système capitaliste qu'une révolution pourrait à terme menacer.

La seconde serait que le gouvernement refuse de plier et qu'il réprime violemment le mouvement ouvrier, ce qui pourrait avoir comme conséquence de radicaliser et généraliser la mobilisation des masses, pour ensuite déboucher sur une crise politique.

En réalité, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'a pas les moyens de faire face à ces deux cas de figure, il ne tient que grâce au manque de maturité politique des masses et au soutien que lui apportent les appareils staliniens et réformistes qui contrôlent le mouvement ouvrier. Il nous faut donc aborder ces deux questions et tenter d'y apporter des réponses.

Pour nous préparer à affronter cette situation, nous devons favoriser l'organisation indépendante de la classe en dehors des structures des partis et des organisations qui contrôlent le mouvement ouvrier, en nous adressant à l'ensemble de la classe ouvrière et ses militants.

Des comités unitaires pourraient très bien faire l'affaire, à condition de leur donner une orientation politique contre le régime. Leur fonction ne serait pas de mener des actions pour obtenir la satisfaction de revendications, mais d'unifier l'ensemble des exploités dans la perspective de la prise du pouvoir, de rassembler la classe et de la préparer aux combats décisifs à venir, de l'amener à prendre conscience qu'elle doit se donner cet objectif si elle veut en finir une fois pour toute avec tous les maux que lui impose une société dans laquelle elle ne peut plus se reconnaître, et qu'une fois créer ces conditions, il sera possible de vaincre.

A la première étape, l'objectif de ces comités seraient de rassembler des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs manuels, intellectuels ou indépendants, issus de la petite bourgeoisie, afin de les aider à élever leur niveau de conscience politique, à mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Cela ne signifierait nullement qu'ils ne seraient que des clubs de discussions, car étant donné que leur objectif serait de changer les bases économiques et politiques de la société, sachant qu'on n'y parviendra qu'à partir du moment où la majorité de la population en aura pris conscience, leur tâche sera d'aller à la rencontre des travailleurs pour les convaincre de les rejoindre, comme le font en principe les militants d'un parti ouvrier, en organisant des porte-à-porte, des diffusions, des réunions, etc.

Ces comités pourraient évidemment participer sur leur propre orientation aux actions décidées par les organisations ou les partis.

On pourrait même imaginer que ces comités pourraient remplir un rôle social limité auprès de leurs membres en difficulté, au titre de la solidarité entre exploités qui s'est perdue au fil du temps.

Notre second objectif serait évidemment de construire le parti, sachant qu'il serait stupide et impossible de demander aux participants à ces comités d'adhérer à la totalité du programme de la révolution socialiste.

Le contenu politique de ces comités serait résolument orienté vers le socialisme, dans la mesure où dès le départ ils se construiraient sur la base de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, l'essentiel étant que ce principe soit respecté ou acquis, en admettant que chacun l'aborde avec ses propres expériences et ne se situe pas forcément au même niveau de conscience. Fermeté sur les principes, mais flexibilité dans leur application, la méthode de Lénine.

Admettre qu'il faut rompre avec le capitalisme ne signifie pas pour autant qu'on aurait rompu avec lui, de la même manière qu'adhérer au socialisme ne signifie pas forcément que l'on comprenne vraiment ce que cela veut dire. A partir du moment où un travailleur rejette le capitalisme, il faudrait l'aider à donner un contenu conscient à ce rejet. Cela demande d'y consacrer du temps, il est vrai qu'on a perdu tellement de temps au cours des décennies précédentes qu'on se retrouve dans une situation où le temps presse, où l'on risque fortement de manquer de temps pour être prêt le jour où les combats décisifs seront devenus inéluctables.

La décomposition du capitalisme qui s'est accentuée au cours de la seconde moitié du XXe siècle a entraîné dans son sillage celle du mouvement ouvrier toujours plus subordonné au capital. L'existence d'une multitude de formations politiques en est le produit le plus visible qui ne peut échapper à personne. Il y en a autant qu'il y a d'interprétations possibles du cours de la lutte des classes, alors qu'en réalité il ne peut y en avoir qu'une de correcte.

Partant de ce constat, on peut affirmer que pour peu qu'un militant dispose d'un certain niveau théorique et d'une certaine expérience de la lutte de classe, il pense bien faire en s'érigeant en dirigeant pour défendre ses propres idées en perdant de vue que si chaque militant agissait de la sorte, on aboutirait non pas à l'unité du mouvement ouvrier mais à son atomisation, à sa dislocation. Ce comportement n'est pas guidé par les intérêts collectifs de la classe ouvrière, au contraire il s'y oppose comme nous venons de le voir juste avant.

On pourrait se demander pourquoi on en est arrivé là et trouver plusieurs réponses : le stalinisme sous ses différents masques s'est employé non sans une constance exemplaire, à saper la confiance que les masses pouvaient avoir dans le socialisme ; notre incapacité à analyser l'évolution de la situation depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui fut marquée par des périodes bien distinctes ; la restauration du capitalisme en URSS qui sonna le glas de la remise en cause du marxisme ou du socialisme, du léninisme ; l'inexistence de dirigeants de la trempe d'un Lénine ou Trotsky ; l'apparente toute puissance du capitalisme ; une série de défaites dans le monde de la classe ouvrière et son incapacité jusqu'à nos jours à se doter d'une nouvelle direction, y compris au niveau international ; la liquidation des services et des entreprises publiques, à laquelle il faut ajouter celle de droits et acquis collectifs favorisant la recherche de solutions individuelles à nos problèmes, attitude qui témoignait de l'emprise croissante sur toutes les classes de la société des idées des classes dominantes, etc.

Les uns et les autres s'emploient à privilégier un ou des arguments que je viens de citer aux détriments des autres, en s'accusant mutuellement de ne rien comprendre à la situation où d'en être en partie responsable. Tout ceci est à la fois vrai et faux, admettons que nous nous soyons tous fourvoyés un moment donné, cela ne suffit pas pour nous imputer la responsabilité de la situation actuelle, seules les appareils traîtres des partis traditionnels et des syndicats en portent la responsabilité.

Où je voulais en venir, c'est qu'étant donné qu'aucune formation politique n'a jamais eu les moyens d'inverser le cours des choses, en accuser une plus qu'une autre n'a pas de sens, peut-être n'est-ce pas tout à fait le cas de l'ensemble de leurs dirigeants dont certains savaient pertinemment depuis longtemps qu'ils entraînaient leurs militants dans une impasse politique ou jouaient

double jeu, laissons cela de côté ici. Comment comprendre qu'à partir d'une poignée de militants réunis autour d'un ou deux responsables, on en arrive à créer un nouvelle organisation ? Il est pourtant facile de comprendre que ces regroupements de militants ont finalement moins d'influence sur le cours des choses, qu'un puissant parti regroupant l'ensemble des tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Que ce soit sur le plan politique ou syndical on assiste à la même déchirure entre militants, on passe dorénavant plus de temps à polémiquer entre nous qu'à combattre notre ennemi commun, voilà à quelle aberration nous sommes arrivés. Il est donc indispensable que cette situation cesse au plus vite et qu'une initiative soit prise pour rassembler tous ces militants qui ne peuvent pas à la fois se conduire de la sorte et prétendre défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ces deux comportements sont incompatibles qu'ils le veuillent ou non. Si vous continuez à démontrer quotidiennement devant les militants et les travailleurs que vos désaccords politiques l'emportent sur l'objectif que vous avez fixé à votre combat et qu'en principe vous partagez, autant dire que votre crédibilité et votre légitimité ne dépasseront jamais le seuil de votre chapelle. Ne prenez pas cela comme une leçon, mais plutôt comme un conseil qui mérite réflexion.

Personnellement, je me suis refusé à rejoindre une formation politique, mais j'ai été conséquent avec les idées que je défends, je n'ai créé aucun groupe de militants, conseillant aux camarades qui suivent mon activité politique de rejoindre le POI ou le NPA, sans pour autant mettre leurs idées dans leurs poches évidemment.

Vaut mieux critiquer un parti de l'intérieur pour faire avancer ses idées, que de le critiquer de l'extérieur, car généralement cela ne sert strictement à rien. Les militants des différents groupes ou groupuscules appartiennent à la seconde catégorie. A défaut de parti, ils vous restent les comités pour l'unité dans lesquels vous retrouverez des camarades de différents partis, rien de tel pour confronter vos idées, au lieu de refaire le monde chacun dans votre coin en croyant avoir toujours raison, non ?

Le 30 septembre

On va faire un peu de politique pour se changer les idées. J'ai en tête un article qui pourrait s'appeler : *Les différents masques de la social-démocratie* en fonction des différentes situations qui peuvent exister, cela permettrait de cerner au plus près quelle rôle elle joue au côté des partis officiels du capital.

Le SPD vient à peine de prendre une râclée, qu'on nous annonce son "*tournant à gauche*" dans la perspective de la mobilisation annoncée du prolétariat allemand contre le gouvernement CDU-CSU-FDP, pour mieux la dévoyer. C'est marrant, j'ai plutôt l'impression que c'est la défaite du SPD que certains situent toujours à gauche comme le PS en France, qui donne des ailes à la classe ouvrière et non l'inverse, ce qui une fois replacé dans le contexte français démontre une fois de plus l'absurdité du désistement en faveur du PS pour "*battre la droite*".

En réalité, compte tenu que Merkel n'a plus besoin du SPD au gouvernement pour appliquer son programme réactionnaire, les dirigeants du SPD et des syndicats se retrouvent déliés de leurs engagements vis-à-vis de la CDU-CSU, du coup et sans qu'ils l'aient cherché, ils se retrouvent rejetés dans le camp des masses et ne peuvent faire moins que de les soutenir tout du moins en paroles, la vie continue et il faut bien continuer à exister d'une manière ou d'une autre. Cette situation n'est guère plus avantageuse pour les masses que pour le SPD s'il avait remporté ces élections.

On voit mal le SPD dénoncer et combattre la politique antisociale de Schröder que Merkel s'est employée à appliquer minutieusement, par contre les masses peuvent se saisir de ses positions contradictoires pour ne retenir que celles qui les intéressent et engager rapidement le combat contre le gouvernement, reste ensuite à savoir si ce processus ne les conduira pas à alimenter ou faire naître de nouvelles illusions dans ce parti, ce qui serait contre productif.

Je ne connais pas suffisamment bien la situation en Allemagne pour pousser plus loin mon analyse, il faudrait savoir avec précision quelle est vraiment la situation sociale des différentes couches du prolétariat, leur dégré de subordination au capitalisme, leurs rapports exacts aux différents partis.

Autre chose.

La dette colossale des Etats est due aux privilèges toujours plus importants accordés par les différents gouvernements aux banquiers et aux capitalistes qui peuvent disposer à leur guise des centaines de milliards de dollars ou d'euros qu'ils ont engrangés. Sans exagérer on pourrait affirmer que ce sont les banquiers qui détiennent le pouvoir.

Les prélèvements sur leurs profits n'ont cessé de diminuer tout comme les impôts qu'ils versent, du coup les Etats ne sont plus en mesure de couvrir leurs dépenses de fonctionnement.

Ils ne restent que trois solutions aux gouvernements : privatiser tout ce qui peut l'être encore, augmenter les impôts et les taxes

que pait la population et réduire les dépenses de l'Etat, en taillant à la hache dans l'ensemble des budgets à caractère social, éducation, santé, logement, etc., sans oublier le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite.

L'ensemble de ces mesures a un contenu antisocial qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe et conduire à la mobilisation générale de la classe ouvrière et sa jeunesse, mais il ne faudrait pas s'emballer comme au lendemain des 19 janvier et 29 mars derniers.

Si l'urgence est de redonner espoir à la classe ouvrière qu'il serait possible d'infliger une défaite au gouvernement, il faut impérativement que cet espoir soit associé à l'idée qu'il est possible de changer la société et pour cela de mettre fin aux institutions et au capitalisme, que leur mobilisation soit portée plus ou moins consciemment par une issue politique.

Dans le cas contraire, deux situations peuvent se présenter.

La première serait que cette mobilisation oblige le gouvernement à reculer et qu'il soit contraint de satisfaire certaines revendications, ce qui ne ferait qu'aggraver les problèmes économiques auxquels il est déjà incapable de faire face. Il aurait provisoirement sauver les meubles comme en 36, 47 ou 68.

Le problème pour lui, c'est qu'il se trouve dans une situation économique beaucoup plus grave qu'à ces différentes époques, maintenant pour éviter que la mobilisation n'enfle et devienne incontrôlable, il pourrait être tenté de s'en prendre de gré ou de force à l'aristocratie financière afin qu'elle lache un peu de leste pour sauver le régime et le système capitaliste qu'une révolution pourrait à terme menacer.

La seconde serait que le gouvernement refuse de plier et qu'il réprime violemment le mouvement ouvrier, ce qui pourrait avoir comme conséquence de radicaliser et généraliser la mobilisation des masses, pour ensuite déboucher sur une crise politique.

En réalité, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner n'a pas les moyens de faire face à ces deux cas de figure, il ne tient que grâce au manque de maturité politique des masses et au soutien que lui apportent les appareils staliniens et réformistes qui contrôlent le mouvement ouvrier. Il nous faut donc aborder ces deux questions et tenter d'y apporter des réponses.

Pour nous préparer à affronter cette situation, nous devons favoriser l'organisation indépendante de la classe en dehors des structures des partis et des organisations qui contrôlent le mouvement ouvrier, en nous adressant à l'ensemble de la classe ouvrière et ses militants.

Des comités unitaires pourraient très bien faire l'affaire, à condition de leur donner une orientation politique contre le régime. Leur fonction ne serait pas de mener des actions pour obtenir la satisfaction de revendications, mais d'unifier l'ensemble des exploités dans la perspective de la prise du pouvoir, de rassembler la classe et de la préparer aux combats décisifs à venir, de l'amener à prendre conscience qu'elle doit se donner cet objectif si elle veut en finir une fois pour toute avec tous les maux que lui impose une société dans laquelle elle ne peut plus se reconnaître, et qu'une fois créer ces conditions, il sera possible de vaincre.

A la première étape, l'objectif de ces comités seraient de rassembler des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs manuels, intellectuels ou indépendants, issus de la petite bourgeoisie, afin de les aider à élever leur niveau de conscience politique, à mieux comprendre dans quel monde nous vivons. Cela ne signifierait nullement qu'ils ne seraient que des clubs de discussions, car étant donné que leur objectif serait de changer les bases économiques et politiques de la société, sachant qu'on n'y parviendra qu'à partir du moment où la majorité de la population en aura pris conscience, leur tâche sera d'aller à la rencontre des travailleurs pour les convaincre de les rejoindre, comme le font en principe les militants d'un parti ouvrier, en organisant des porte-à-porte, des diffusions, des réunions, etc.

Ces comités pourraient évidemment participer sur leur propre orientation aux actions décidées par les organisations ou les partis.

On pourrait même imaginer que ces comités pourraient remplir un rôle social limité auprès de leurs membres en difficulté, au titre de la solidarité entre exploités qui s'est perdue au fil du temps.

Notre second objectif serait évidemment de construire le parti, sachant qu'il serait stupide et impossible de demander aux participants à ces comités d'adhérer à la totalité du programme de la révolution socialiste.

Le contenu politique de ces comités serait résolument orienté vers le socialisme, dans la mesure où dès le départ ils se construiraient sur la base de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme, l'essentiel étant que ce principe soit respecté ou acquis, en admettant que chacun l'aborde avec ses propres expériences et ne se situe pas forcément au même niveau de conscience. Fermeté sur les principes, mais flexibilité dans leur application, la méthode de Lénine.

Admettre qu'il faut rompre avec le capitalisme ne signifie pas pour autant qu'on aurait rompu avec lui, de la même manière qu'adhérer au socialisme ne signifie pas forcément que l'on comprenne vraiment ce que cela veut dire. A partir du moment où

un travailleur rejette le capitalisme, il faudrait l'aider à donner un contenu conscient à ce rejet. Cela demande d'y consacrer du temps, il est vrai qu'on a perdu tellement de temps au cours des décennies précédentes qu'on se retrouve dans une situation où le temps presse, où l'on risque fortement de manquer de temps pour être prêt le jour où les combats décisifs seront devenus inéluctables.

La décomposition du capitalisme qui s'est accentuée au cours de la seconde moitié du XXe siècle a entraîné dans son sillage celle du mouvement ouvrier toujours plus subordonné au capital. L'existence d'une multitude de formations politiques en est le produit le plus visible qui ne peut échapper à personne. Il y en a autant qu'il y a d'interprétations possibles du cours de la lutte des classes, alors qu'en réalité il ne peut y en avoir qu'une de correcte.

Partant de ce constat, on peut affirmer que pour peu qu'un militant dispose d'un certain niveau théorique et d'une certaine expérience de la lutte de classe, il pense bien faire en s'érigeant en dirigeant pour défendre ses propres idées en perdant de vue que si chaque militant agissait de la sorte, on aboutirait non pas à l'unité du mouvement ouvrier mais à son atomisation, à sa dislocation. Ce comportement n'est pas guidé par les intérêts collectifs de la classe ouvrière, au contraire il s'y oppose comme nous venons de le voir juste avant.

On pourrait se demander pourquoi on en est arrivé là et trouver plusieurs réponses : le stalinisme sous ses différents masques s'est employé non sans une constance exemplaire, à saper la confiance que les masses pouvaient avoir dans le socialisme ; notre incapacité à analyser l'évolution de la situation depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui fut marquée par des périodes bien distinctes ; la restauration du capitalisme en URSS qui sonna le glas de la remise en cause du marxisme ou du socialisme, du léninisme ; l'inexistence de dirigeants de la trempe d'un Lénine ou Trotsky ; l'apparente toute puissance du capitalisme ; une série de défaites dans le monde de la classe ouvrière et son incapacité jusqu'à nos jours à se doter d'une nouvelle direction, y compris au niveau international ; la liquidation des services et des entreprises publiques, à laquelle il faut ajouter celle de droits et acquis collectifs favorisant la recherche de solutions individuelles à nos problèmes, attitude qui témoignait de l'emprise croissante sur toutes les classes de la société des idées des classes dominantes, etc.

Les uns et les autres s'emploient à privilégier un ou des arguments que je viens de citer aux détriments des autres, en s'accusant mutuellement de ne rien comprendre à la situation où d'en être en partie responsable. Tout ceci est à la fois vrai et faux, admettons que nous nous soyons tous fourvoyés un moment donné, cela ne suffit pas pour nous imputer la responsabilité de la situation actuelle, seules les appareils traîtres des partis traditionnels et des syndicats en portent la responsabilité.

Où je voulais en venir, c'est qu'étant donné qu'aucune formation politique n'a jamais eu les moyens d'inverser le cours des choses, en accuser une plus qu'une autre n'a pas de sens, peut-être n'est-ce pas tout à fait le cas de l'ensemble de leurs dirigeants dont certains savaient pertinemment depuis longtemps qu'ils entraînaient leurs militants dans une impasse politique ou jouaient double jeu, laissons cela de côté ici. Comment comprendre qu'à partir d'une poignée de militants réunis autour d'un ou deux responsables, on en arrive à créer un nouvelle organisation ? Il est pourtant facile de comprendre que ces regroupements de militants ont finalement moins d'influence sur le cours des choses, qu'un puissant parti regroupant l'ensemble des tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Que ce soit sur le plan politique ou syndical on assiste à la même déchirure entre militants, on passe dorénavant plus de temps à polémiquer entre nous qu'à combattre notre ennemi commun, voilà à quelle aberration nous sommes arrivés. Il est donc indispensable que cette situation cesse au plus vite et qu'une initiative soit prise pour rassembler tous ces militants qui ne peuvent pas à la fois se conduire de la sorte et prétendre défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, ces deux comportements sont incompatibles qu'ils le veuillent ou non. Si vous continuez à démontrer quotidiennement devant les militants et les travailleurs que vos désaccords politiques l'emportent sur l'objectif que vous avez fixé à votre combat et qu'en principe vous partagez, autant dire que votre crédibilité et votre légitimité ne dépasseront jamais le seuil de votre chapelle. Ne prenez pas cela comme une leçon, mais plutôt comme un conseil qui mérite réflexion.

Personnellement, je me suis refusé à rejoindre une formation politique, mais j'ai été conséquent avec les idées que je défends, je n'ai créé aucun groupe de militants, conseillant aux camarades qui suivent mon activité politique de rejoindre le POI ou le NPA, sans pour autant mettre leurs idées dans leurs poches évidemment.

Vaut mieux critiquer un parti de l'intérieur pour faire avancer ses idées, que de le critiquer de l'extérieur, car généralement cela ne sert strictement à rien. Les militants des différents groupes ou groupuscules appartiennent à la seconde catégorie. A défaut de parti, ils vous restent les comités pour l'unité dans lesquels vous retrouverez des camarades de différents partis, rien de tel pour confronter vos idées, au lieu de refaire le monde chacun dans votre coin en croyant avoir toujours raison, non ?

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

affichage 800 x 600 MSIE 7 ou Mozilla Window XP Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries octobre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Deux mondes que tout oppose.

Chouette les Bourses flambent, on parle de gain de 70 à 80% au Brésil et en Inde ! Les banquiers continuent de se verser des rémunérations mirobolantes, mieux encore, ils veulent anticiper le remboursement des milliards de dollars ou d'euros que leur ont versés les différents gouvernements. Etrange ? Il y en a plus d'un qui ne va plus rien y comprendre.

Ils auraient donc tant d'argent, plus qu'il ne leur en faut ? Trop en vérité ! Alors quelle explication donner à ce revirement spectaculaire (apparent seulement) de la situation ?

La confiance camarades, la confiance rien que la confiance, qu'ils vont pouvoir continuer à s'enrichir comme avant que cette crise éclate, la garantie étant venue des Etats et des banques centrales.

Ils ont commencé par enregistrer des pertes colossales par dizaines de milliers de milliards de dollars, cela les a conduit à retirer leurs billes, ensuite les banques centrales ont couvert leurs prises de risques, autrement dit alimenter la spéculation mondiale, parallèlement ils se sont servis du prétexte de cette crise pour envoyer au chômage plus de 50 millions de travailleurs dans le monde, de leurs côtés les différents gouvernements ont engagé des politiques de guerre contre leur classe ouvrière respective sans déclencher d'explosion sociale jusqu'à présent, du coup ça baigne pour eux, les voilà rassurés, ils peuvent ressortir leur fric des coffres et engranger à nouveau des profits records... Ils ont reçu l'assurance que les banques centrales et les gouvernements ne laisseraient pas s'effondrer le système, ils y croient sans chercher plus loin.

Dans notre camp la situation est nettement moins réjouissante, car la classe ouvrière n'a pas repris confiance en ses forces, elle n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il est possible de changer la société, avec le socialisme. Si la confiance est le moteur des investisseurs sur les marchés financiers, elle est aussi le moteur de la lutte de classe du prolétariat. Confiance dans quel parti, dans quel programme, dans quelle issue politique ?

Les dépêches.

L'Etat des banquiers.

Le projet de loi de finances 2010 prévoit une augmentation du déficit public à 8,5% du produit intérieur brut après 8,2% en 2009.

"*C'est vrai que le déficit*" est important, a déclaré l'UMP Gilles Carrez, mais "*ça veut dire qu'il y a dans ce budget encore un soutien massif de l'Etat à l'économie*". (Reuters 30.09)

Leurs dettes ne sont pas les nôtres.

Pour Fabius : "*Quant à l'irresponsabilité, elle saute aux yeux, avec le niveau sans précédent des déficits et de l'endettement*", considérant que "*le niveau de notre dette publique obère fortement les réformes nécessaires dans le futur*" (AP 30.09)

Il a déjà le nouveau masque que s'apprête à porter le SPD en Allemagne.

La ligne de démarquation entre ceux qui se placent dans le camp du capital et ceux qui se placent dans celui du travail est facile à repérer : d'une côté, tous ceux qui s'inquiètent du niveau de la dette de l'Etat et entendent la réduire, tout comme l'UMP, dans le contexte actuel vouloir réduire la dette de l'Etat se résume à s'attaquer violemment aux droits ou acquis de la classe ouvrière, d'un autre côté, ceux qui se refusent à prendre en compte une dette qui est uniquement le produit de la faillite du capitalisme et qui entendent combattre pour en finir avec le capitalisme et les institutions.

Clearstream.

Selon Jean-Louis Gergorin, de Villepin a été informé dès le 1er janvier 2004 de l'existence des listings où figurait le nom de Sarkozy, une autrefois il parlera de février 2004, tandis que de son côté de Villepin a redit avoir appris l'existence de ces listings lors de la parution d'un article du "Point" début juillet 2004. Quant aux notes du général Rondot, elles font état d'un Villepin "jubilatoire" en mai 2004 à l'idée que Sarkozy apparaisse sur ces listes.(AP 30.09)

Tout tourne autour de la date à laquelle de Villepin a été au courant de l'existence de ces listings truqués. Si le tribunal était dans l'incapacité de l'établir et que de Villepin ne se contredisait pas sur ce point précis, ce procès se terminerait par un non-lieu.

Il se pourrait aussi que pour ne pas être pris, Gergorin et de Villepin qui se connaissent bien, aient choisi comme stratégie de mentir chacun de leur côté comme s'ils n'avaient pas les mêmes intérêts dans cette affaire, de façon à apparaître plutôt comme ennemi pour influencer le tribunal, qui, face à deux mensonges dont les motivations seraient contradictoires, il lui serait impossible de déterminer lequel des deux serait le vrai menteur. Il fallait y penser. Si tel était le cas, seules des déclarations contradictoires de l'un ou l'autre pourraient les perdre, tous les deux cette fois.

Social-démocratie. A chaque contexte son propre masque. Deux exemples.

Espagne.

Devant les délégués travaillistes en Grande-Bretagne, Zapatero a livré, lundi 28 septembre, sa recette pour que les socialistes européens renouent avec leur électorat : "*La meilleure manière d'obtenir le vote des citoyen est d'être fidèles et cohérents avec nos valeurs*".

Et ses "*valeurs*" on les retrouve dans son projet de loi de finances pour 2010 : réduction des dépenses publiques de 3,9 %, relèvement du taux général de TVA de 16 % à 18 %, suppression pour tous les contribuables d'une déduction de 400 euros instaurée en 2008.

Et la mobilisation du mouvement ouvrier contre la politique antisociale du gouvernement et les deux millions de chômeurs supplémentaire en un an ? Le journaliste du Monde précisait : pour les deux principales centrales syndicales, UGT et CCOO, jusque-là modérées vis-à-vis de l'exécutif socialiste malgré les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, ce projet "va à l'encontre des déclarations officielles." (Le Monde 30.09) C'est tout !

Vous avez toujours envie de "*battre la droite*" pour mieux désorienter le mouvement ouvrier et servir les intérêts du capital ?

Allemagne.

Selon une correspondante du *Monde* à Berlin, le SPD cherche désespérément les moyens de rebondir après la débâcle subie aux élections législatives.

Björn Böhning, porte-parole de la gauche du parti a exhorté "*On devrait mettre en avant ceux qui sont en mesure de développer des alternatives en termes de programme*". Lui par exemple ! Impayable !

Il sous-entendrait qu'il faudrait en finir avec l'héritage des réformes de l'ère Schröder et solder l'époque des compromis avec les chrétiens-démocrates (CDU), qui ont coûté si cher au SPD.

Allez faire croire à un travailleur allemand que le SPD va combattre contre Hartz IV qu'il a lui-même initié, ce serait franchement

le prendre pour un abruti, aucun n'y croit ! Cela tombe bien, ce n'est pas dans les intentions du SPD.

En France plus qu'en Allemagne peut-être, chacun sait que le PS de retour au pouvoir n'a aboli aucune loi scélérate adoptée par de Gaulle, Pompidou, Giscard, nous n'avons donc pas plus intérêt à avoir un gouvernement dirigé par l'UMP que par le PS.

Maintenant qu'il n'est plus au gouvernement, le SPD se retrouve délié de ses engagements envers la CDU-SCU, il va retrouver sa liberté de langage pour mieux tromper les travailleurs avec le soutien à "*gauche*" de Die Linke, changer une nouvelle fois de masque pour faire illusion, rien de plus.

Reprenons la lecture de cet article.

Depuis les élections législatives de 1998, le parti a perdu 10 millions d'électeurs. Avec 23 % des voix, il a enregistré, dimanche, son pire score depuis soixante ans. Selon les enquêtes publiées après le scrutin, une bonne partie de son électorat traditionnel s'est réfugiée dans l'abstention. Beaucoup sont partis chez les Verts, et surtout chez Die Linke, le parti de la gauche radicale.

La classe moyenne et une partie des couches de la petite-bourgeoisie qui soutenaient le SPD sont passés chez les Verts, tandis que des pans entiers de la classe ouvrière se sont réfugiés dans l'abstention ou sont passés chez Die Linke qui leur promet la lune demain.

Avides de se sortir de la crise idéologique dans laquelle ils sont plongés, nombre de sociaux-démocrates plaident pour un vrai virage à gauche.

Ils sont pieds et mains liés au capital, ils le disent eux-mêmes.

L'ancien chef stratégique des néocommunistes du PDS (fondu aujourd'hui au sein de Die Linke), Thomas Falkner, qui est connu pour entretenir de bonnes relations avec le SPD, estime «*Au-delà de la question des alliances, le SPD, tout comme Die Linke, doit répondre à un certain nombre de questions cruciales, notamment comment réagir face à la globalisation. On a vu aux élections européennes que la gauche allemande n'est pas la seule à ne pas pouvoir répondre à cette question.*». Autrement dit, travailleurs allemands, vous n'avez absolument rien à attendre de ces partis qui sont tout juste bons à poser des questions.

Bref, pas de quoi nous donner le tournis, il n'y a pas plus de "*virage à gauche*" que de beurre en branche c'est parfaitement clair, est-ce que vous avez entendu parler de la remise en cause de la nature de l'Etat par un seul dirigeant du SPD ? Non, donc inutile d'aller plus loin, à quoi bon croire qu'il serait possible à un cadavre en décomposition de former de nouvelles cellules pour redevenir ce qu'il était un siècle plus tôt ?

Etats-Unis.

Les chiffres définitifs du département du Commerce montrent une baisse de 0,7% du PIB américain sur la période avril-juin.

Le PIB américain, qui mesure la production totale de biens et de services sur le sol national, avait chuté de 6,4% sur le trimestre janvier-mars.

Le recul du PIB sur la période avril-juin marque sa quatrième baisse trimestrielle consécutive, ce qui est une première depuis le début du suivi des statistiques en la matière aux Etats-Unis en 1947.

L'enquête du cabine ADP a parallèlement fait état de 254.000 destructions d'emplois dans le secteur privé en septembre.

La consommation des ménages, qui représente plus des deux tiers de l'activité aux Etats-Unis, a finalement reculé de 0,9%. Les dépenses, soutenues par les mesures de relance de l'administration Obama, avaient augmenté de 0,6% par rapport au trimestre précédent.

L'investissement des entreprises a reculé de 9,6%

La faiblesse persistante de la demande intérieure s'est traduite par une nouvelle diminution des stocks d'invendus. Ces derniers ont chuté de 160,2 milliards sur les trois mois à fin juin. Au premier trimestre, la baisse avait été de 113,9 milliards.

Ce recul des stocks a amputé le PIB du deuxième trimestre de 1,42 point de pourcentage. En excluant les stocks, le PIB a augmenté de 0,7% sur la période après une baisse de 4,1% au premier.

La reconstitution des stocks est vue comme l'un des principaux moteurs de la reprise économique. Les économistes sont

d'accord pour dire que cette reprise, stimulée par les dépenses de l'Etat fédéral, est déjà à l'oeuvre.

Il reste cependant des interrogations sur la vigueur et la durée de la reprise en raison de l'atonie persistante de la consommation des ménages, phénomène lui-même lié au fait que l'économie américaine continue de détruire des emplois.

Le département du Commerce a également fait état d'une nette révision à la baisse du bénéfice des entreprises après impôts, qui n'ont finalement augmenté de 0,9% au deuxième trimestre.

Ces bénéfices avaient augmenté de 1,3% au premier trimestre.

Le déclin des investissements immobiliers, un secteur au coeur de la pire récession qu'aient connue les Etats-Unis depuis 70 ans, a ralenti, avec une baisse de 23,3% sur le deuxième trimestre contre -38,2% au premier.

Les exportations n'ont finalement reculé que de 4,1% au deuxième trimestre et un plongeon de 29,9% au premier. (Reuters 30.09)

La Bourse ou la vie.

"*Les fondamentaux se sont améliorés. Cela étant, ces anticipations sont tirées principalement par l'intervention des gouvernements et des banques centrales. Lorsque ceci s'estompera, la fragilité sous-jacente de l'économie mondiale sera à nouveau révélée*", a déclaré Philippe Gijsels de BNP Paribas Fortis. "*Le sentiment général est devenu beaucoup trop optimiste.*"

Les gouvernements et les banques centrales du monde entier ont injecté plusieurs milliers de milliards de dollars dans l'économie et les marchés du crédit, dans le but de relancer l'activité, et ces soutiens seront retirés peu à peu à mesure que la reprise se confirmera.

Ces interventions ont permis aux marchés actions mondiaux de progresser de plus de 17% au troisième trimestre.

"*Les perspectives pour les marchés d'actions demeurent favorables sur les prochains mois -- les prix vont continuer à augmenter, tirés par des multiples et des bénéfices plus élevés*", a déclaré Gerhard Schwarz, directeur de la stratégie actions chez UniCredit.

Les marchés d'actions dans les pays émergents devraient continuer à augmenter cette année, le Brésil et l'Inde semblant en passe d'enregistrer des gains record, de plus de 70 et 80% respectivement. La place boursière russe devrait elle aussi terminer l'année au-dessus de son niveau actuel et enregistrer un bond de plus de 100% en 2009.

D'après les anticipations, le marché d'actions brésilien devrait progresser de 20% d'ici à juin 2010.

L'Asie, qui est depuis longtemps présentée comme la région où la reprise se confirmera en premier, devrait également enregistrer des gains impressionnants. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête anticipent un gain de plus de 20% sur le principal marché de Hong Kong et de 6% à Taipei. (Reuters 30.09)

République tchèque.

Un nouveau recours contre la ratification du traité de Lisbonne a été déposé devant la Cour constitutionnelle tchèque par un groupe de sénateurs, mardi 29 septembre, à Prague.

Le recours tchèque risque, s'il est jugé recevable par la Cour constitutionnelle, de retarder encore l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. M. Klaus devrait prendre prétexte de cette saisine pour ne pas signer le texte avant la décision des gardiens de la Constitution, d'ici trois à six mois. (LeMonde.fr 30.09)

Le 3 octobre

Après ma réponse au courriel qu'un camarade m'avait adressé, il m'a écrit "*merci pour ton article en réponse à mon message, il correspond à ce que j'espérai : être un sujet de discussion, genre tribune libre que tu a préconisée ces derniers jours.*". Autrefois parmi les belles intentions (bafouées) dans la bouche des dirigeants on pouvait trouver celle-ci : dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit.

Mais camarade, tu n'avais pas à attendre que je reparle de la Tribune libre pour t'exprimer librement, la critique et la polémique tout comme les erreurs que l'on peut commettre, font partie de la vie, elles sont salutaires à plus d'un titre, car au-delà du fait

qu'elles permettent de confronter des idées différentes sur des questions précises, elles permettent aussi de cerner la personnalité de chaque intervenant, de vérifier qu'ils sont capables de se remettre en question et d'évoluer, que leurs déclarations sont bien conformes aux principes qu'ils mettent en oeuvre.

Ce qui m'inquiète souvent, c'est justement de ne pas recevoir de courriels ou d'articles critiques, car je suis absolument convaincu qu'il y a parmi les lecteurs des militants qui n'ont pas forcément compris ce qu'ils ont lu, et que par conséquence ils ne peuvent pas être d'accord avec mon point de vue, il se peut aussi qu'ils n'en aient pas. On ne porte pas seulement et éventuellement un regard critique sur un article, une analyse ou une position, on peut aussi remarquer que son rédacteur a oublié d'aborder certains aspects d'une question ou qu'il ne l'a traité que sous un seul angle.

Hier en fin de matinée, juste après avoir mis en ligne l'article sur la question climatique, je me suis demandé encore une fois si je n'avais rien oublié. J'ai donc passé en revue les facteurs présents dans mon analyse, je me suis aperçu qu'il aurait été possible de préciser certains points et d'en aborder certains autres sous un angle différent.

Par exemple, je n'ai pas précisé que les marchandises produites dans le monde et destinées à l'exportation vers les pays les plus riches devaient être conforme aux normes de qualité, de sécurité, etc. que les capitalistes des pays riches avaient élaborées, non pas pour le bien-être de la population dont ils n'ont rien à foutre, mais pour réduire la concurrence sur le marché mondial, car ces normes très strictes ont un coût et nécessitent des moyens pour être appliquées dont ne disposent pas forcément chaque capitaliste dans le monde. Le problème des capitalistes occidentaux, c'est que dorénavant dans de nombreux pays ces normes ne posent plus de problèmes, du coup ils doivent inventer de nouvelles normes toujours plus contraignantes et difficiles à mettre en oeuvre, par exemple la traçabilité dans l'agro-alimentaire.

Autre chose m'a échappé sur le coup, hier (comme aujourd'hui) les impérialistes les plus puissants exhortaient tous les gouvernements du monde à se plier à leur version de la démocratie, ils s'en servaient comme prétexte et moyen de pression politique pour que tous les pays ouvrent grandes leurs portes à leurs marchandises et à leurs multinationales, aujourd'hui c'est le respect de l'environnement qui remplit le même rôle, seuls les pays les plus riches sont en mesure de respecter les normes strictes en matière de pollution qu'ils ont eux-mêmes édictées et qu'ils voudraient imposer à la planète tout entière, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils les respectent eux-mêmes évidemment.

Chez moi le courant électrique provient d'une centrale thermique au charbon, si je voulais m'équiper en panneaux solaires, je devrais vendre ma maison pour me les payer ! Si les écologistes à la con exigeaient l'arrêt de cette centrale thermique, demain uniquement dans cette région ce seraient des millions d'Indiens qui n'auraient plus accès à l'électricité, des dizaines de milliers d'entreprises fermeraient, le chômage serait multiplié par dix, et moi je quitterais l'Inde sur le champ. Si demain ces abrutis fermaient les centrales nucléaires en France, vous vous retrouveriez exactement dans la même situation que les Indiens dans l'exemple que je viens de donner. Je ne suis pas pour autant un fanatique du charbon ou de l'uranium, je précise, mais il faut bien faire avec ce qu'on a en attendant d'en finir avec le capitalisme, pour pouvoir ensuite envisager de régler cette question conformément aux besoins de la population tout en tenant compte des exigences environnementales.

J'ai parfaitement conscience que la plupart du temps mes articles ne fournissent que des pistes de réflexions, je n'ai pas d'autres prétentions. Ce n'est pas un militant isolé qui à lui seul peut analyser à fond une question sous tous les angles, ce travail devrait être le produit d'une réflexion collective riche des expériences de chacun. Je dis "travail", car réfléchir nécessite un effort que tout le monde n'est pas prêt à fournir, travail dans le sens noble du terme, qui apporte quelque chose aux autres, qui satisfait un besoin ou marque un progrès sur l'ignorance...

Autre chose.

La culture des illusions.

Chacun sait que le POI (avant lui le PT et le PCI) soutient le SPD en Allemagne comme il soutient le Labour Party en Grande-Bretagne, il nous en a encore fourni la preuve dans le n°66 d'*Informations ouvrières* à la page 11 dans pas moins de trois articles.

Ils expliquaient hier qu'une fois chassé Schröder tout irait pour le mieux au SPD. Pas de bol, Schröder parti de la direction du SPD, il a été remplacé par la troïka Steinmeier, Steinbrück et Müntefering !

Que cela ne tienne, ils remettent cela : "*pour la masse de la classe ouvrière allemande, la question centrale demeure concentrée, aujourd'hui encore, dans la capacité qu'elle aura ou non à se ressaisir de l'instrument qui lui a été dérobé et qui reste le SPD. En s'abstenant massivement, elle a infligé une défaite à sa direction et a indiqué qu'elle avait l'intention de reconstruire un parti capable d'occuper sa place aux côtés des syndicats sur le terrain de la lutte des classes, un parti qui ne recule pas devant les nationalisations et qui ne se limite pas au strict cadre des combinaisons parlementaires.*"

Engels disait qu'un parti qui avait failli était définitivement fini, voué à la casse ou au musée de l'histoire. Le rédacteur de cet article, un "*trotskiste*", l'a tout simplement oublié ou ne veut pas en tenir compte.

Vous allez voir ce que vous allez voir, 96 ans après être passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, le SPD va redevenir le parti de F. Engels et K. Marx !

Pour tenter de légitimer cette position ils donnent la parole à des militants SPD, anciens SPD et des syndicalistes qui éditent *Soziale Politik & Demokratie* à Düsseldorf, et qui évidemment disent la même chose que le POI, c'est leur conception de la Tribune libre je le signale en passant, ils ont écrit "*Il n'y a qu'une réponse pour organiser la défense des travailleurs et de la jeunesse contre les coups : c'est de travailler à hâter le moment où l'on fera chuter ce gouvernement, et, pour cela, il faut faire partir la troïka qui règne à la tête du SPD.*" Avant ils ont expliqué : "*La chute de la troïka et l'urgente rupture avec Hartz-IV, avec la retraite à 67 ans, etc., sont une seule et même chose. C'est la seule voie pour sauver ce parti qui existe depuis 150 ans.*". C'est bien connu que lorsqu'un parti social-démocrate accède au pouvoir, il s'empresse d'abolir les lois scélérates passées par ses prédécesseurs ! Le troisième article, qui reprenait un extrait d'une déclaration de militants qui s'étaient réunis à Cologne le 12 septembre, était sur le même registre.

N'aurait-on pas mieux à faire que de vouloir sauver à tout prix un "*cadavre puant*" (R.Luxemburg) ? Cela défie les lois de la nature et de l'entendement, mais ils en ont cure.

Pas de bol encore une fois, c'est le ministre de l'environnement sortant, Sigmar Gabriel, qui va prendre la direction du SPD et Franz-Walter Steinmeier qui a été élu mardi chef du groupe parlementaire de ce parti.

Qui est Sigmar Gabriel ? Dans un article de *Rue89* on peut lire qu'il est "*écologiste convaincu, grand pourfendeur du nucléaire, Gabriel a mis très tôt ses pas dans ceux de l'ancien chancelier Gerhard Schröder. C'est à lui qu'il doit sa carrière. Ancien ministre-président du Land de Basse-Saxe, comme Schröder en son temps, il échoua cependant en 2005 au poste qui lui revient désormais.*" Dans un article du *Monde.fr* : "*âgé de 50 ans(...) réputé impatient et colérique, c'est un pragmatique qui n'appartient ni à la gauche ni à la droite du parti. Héritier de Gerhard Schröder (...) les uns critiquent son manque d'ancrage idéologique, les autres vantent sa pugnacité.*". Le Cohn-Bendit du SPD, quoi, vraiment pas de bol !

Citant l'hebdomadaire Die Zeit, *Rue89* : « *Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le parti social-démocrate, qui règle ses comptes avec l'ère Schröder et pourchasse ses derniers partisans, cherche son salut en la personne d'un homme qui a appris la politique auprès de Schröder.* ».

Chassez-le par la porte, il reviendra par la fenêtre et ainsi de suite, depuis Bernstein rien de changé, il faut être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas s'en être aperçu plus tôt.

Rue89 poursuit : "*La nouvelle secrétaire générale sera Andrea Nahles. Gabriel appartient comme Steinmeier à la ligne « droitiste », Nahles représente l'aile gauche du parti.*

Le « triumvirat » Gabriel-Nahles-Steinmeier, pour surprenant qu'il soit -personne n'aurait parié quelques mois plus tôt sur Gabriel- représente un certain équilibre entre les différentes tendances du parti."

Deux jours après la débâcle du SPD, le porte-parole de la gauche du parti, Björn Böhning, avait exhorté : "*On devrait mettre en avant ceux qui sont en mesure de développer des alternatives en termes de programme*". Sous-entendu : il faut en finir avec l'héritage des réformes de l'ère Schröder et solder l'époque des compromis avec les chrétiens-démocrates (CDU), qui ont coûté si cher au SPD. (Le Monde 30.09) Il n'a manifestement pas été entendu, désolé, pas de bol, la poisse !

Sans théorie et sans perspective politique, on ne peut s'en remettre qu'à des voeux... pieux ou de vieilles recettes foireuses. Les pleurnichards et autres bonnes consciences qui seraient en mal de repères, n'auront qu'à se rabattre sur la page (10) sacerdotale d'*Informations ouvrières* où figure encore (une fois de plus) un communiqué de la Libre Pensée, à quand un article du Grand orient de France ! La Tribune libre camarades !

Dans son édito (page 2) Gluckstein a écrit que le gouvernement voulait fermer "*des dizaines de milliers de bureaux de poste*", on se demande où il les a trouvés, il n'y en a plus que 11.000 environ !

Laurence Deleuze du bureau national du POI a écrit page 10 : "*est-il plus intéressant de combattre pour des indemnités de licenciement ou pour préserver son emploi ? Est-il plus intéressant de combattre pour l'octroi d'aides alimentaires ou pour la création d'emplois, légitime source de revenus pour la classe ouvrière ?*"

Elle mélange tout. Combattre pour préserver son emploi est un leurre depuis 60 ans au moins, comme tous ceux qui ont été un jour confronté à cette situation le savent pertinemment, sauf exceptions qui confirment la règle. Combattre pour préserver son emploi dans la perspective de l'expropriation des capitalistes présente au moins l'avantage d'indiquer aux travailleurs l'objectifs qu'ils devront se fixer. On peut espérer ainsi élever leur conscience politique au niveau de cet objectif. Ce n'est pas la ligne politique de Deleuze ou du POI.

A défaut d'emploi, en attendant il faut bien faire bouillir la marmite pour nourrir sa famille, et ce n'est pas avec des slogans politiques qu'on va se remplir le ventre, pourrait lui répondre un habitué des soupes populaires. Certes le monde serait tellement plus chouette s'il correspondait à nos désirs, si nous avions tous le même degré de conscience politique, mais tel n'est pas le cas, et devant ce constat, on comprend que des travailleurs pensent bien faire en secourant les plus pauvres. Je suis d'accord sur le fond avec ce qu'elle dit, mais pas sur la forme qui en choquera plus d'un.

L'Union européenne, l'Etat, les capitalistes, entretiennent la misère qu'ils ont contribué à créer volontairement, puis la subventionnent pour que les pauvres ne crèvent pas de faim ou ne se révoltent pas, on est bien d'accord sur ce point. Maintenant il faut se mettre à la place de ceux qui bénéficient de ces "aides" et qui ne comprendraient pas qu'on leur dise : il faut fermer les Restaurants du coeur par exemple. Disons-leur plutôt : prenez ce que ces associations vous donne puisque vous ne pouvez pas faire autrement et profitez de cette occasion pour engager le combat avec nous pour mettre un terme à cette situation digne du Moyen-Age, vous méritez mieux...

Autres choses très vite.

On attendra les résultats définitifs du vote interne au PS pour écrire quelques lignes. Vous savez quand est-ce qu'ils se retrouvent au PS et qu'ils sont heureux ? Quand ils pensent avoir trouvé la meilleure formule pour nous enfler ! A l'italienne qui s'est soldé par une débâcle ! C'est la gourde Royal, que l'on pourrait facilement confondre avec la reine des abeilles, qui doit jubiler.

Au fait, Sarkozy a chargé Jack Lang d'une "*mission d'information*" sur la Corée du Nord avec pour objectif notamment de proposer des initiatives pour contribuer au règlement de la crise provoquée par le programme nucléaire militaire de Pyongyang, annonce l'Elysée. (Reuters 02.10)

Camarades, votez PS au second tour des élections régionales et surtout ne vous demandez pas si vous n'avez pas l'impression de voter UMP !

Dans la déclaration "unitaire" FASE, GU, Alternatifs, NPA, PCF, PCOF, PG du 28 septembre, on pouvait lire :

"*Il s'agit, ensemble, non seulement de contrecarrer l'offensive politique de la droite et du libéralisme pour défendre les exigences du monde du travail, encourager les résistances mais plus fortement inverser le rapport de forces dans les urnes et dans les luttes.*"

Ne cherchez pas une référence auc combat contre les institutions, l'Etat des banquiers, il n'y en a pas. Traduisez : il faudra bien faire avec celles qui sont en place.

Bon week-end à tous.

L'Afrique pour les négriers, pas pour le développement.

L'Afrique devrait être en particulier mieux représentée au sein du G-20, a déclaré M. Strauss-Khan lors d'une conférence en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale organisées à Istanbul.

Actuellement, l'Afrique du Sud est le seul Etat membre africain du G-20. Il est difficile d'organiser l'économie mondiale en laissant un milliard de personnes en Afrique en dehors du processus, a-t-il expliqué. (AP 02.10)

Si vous avez lu mon article sur la question climatique, j'évoquais le sort de l'Afrique.

Pour 4%, faites chauffer la planche à billets.

Les banques européennes sont suffisamment solides et capitalisées pour résister à une très sévère récession, comme envisagé lors des stress tests auxquels 22 d'entre elles ont été soumises, ont estimé jeudi les ministres des Finances et les banquiers centraux de l'UE.

Le ratio Tier one mesure la partie la plus solide des capitaux propres d'une banque. Le minimum requis sur le plan international est 4%, mais il est généralement considéré qu'une banque entre dans une zone dangereuse à partir de 6%. (Reuters 01.10)

UE: la débandade.

Faute d'un accord entre eux à ce stade, les pays de l'Eurogroupe ont décidé de remettre à novembre la fixation d'un calendrier de réduction des déficits publics.

Si les membres de la zone euro, et plus largement les Vingt-Sept, s'entendent sur un programme indicatif, ils sont en revanche divisés sur la nécessité de le mettre en oeuvre à une date simultanée et d'annoncer celle-ci dès maintenant.

A l'issue de la première session de travail de l'Ecofin, le ministre suédois des Finances, Anders Borg, a admis qu'une certaine flexibilité devrait être de mise.

"*Les stratégies de sortie doivent être mises au point selon les spécificités des économies de chaque Etat membre. Si des pays estiment qu'ils peuvent commencer le plus tôt possible, c'est une bonne chose car cela aidera l'économie en général*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse, précisant que la Suède se trouvait parmi ce groupe de pays.

Interrogé sur une éventuelle coordination des politiques budgétaire et monétaire pour favoriser une sortie de crise, Jean-Claude Trichet a indiqué que les règles strictes de cloisonnement entre la BCE d'une part et les gouvernement nationaux et l'Eurogroupe d'autre part n'étaient pas modifiées par les circonstances. (Reuters 01.10)

On prend son pied comme l'on peut.

Un étudiant a lancé une chaussure, sans l'atteindre, sur le directeur du Fonds monétaire international, le Français Dominique Strauss-Kahn, jeudi au cours d'une conférence dans une université d'Istanbul. (AP 01.10)

Encore un qui n'aime pas le socialisme !

Chômage en Europe.

Le taux de chômage dans les 16 pays de la zone euro a atteint en août 9,6%, a rapporté jeudi l'agence européenne de statistiques Eurostat.

Selon les estimations d'Eurostat, 21.872 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2009 dans l'UE27, dont 15,165 millions dans la zone euro.

Les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,5%) et en Autriche (4,7%), et les plus élevés en Espagne (18,9%) et en Lettonie (18,3%). (AP 01.10)

Chômage aux Etats-Unis.

Les entreprises américaines ont supprimé 263.000 postes en septembre.

Le taux de chômage aux Etats-Unis se situe désormais à son plus haut niveau depuis juin 1983 et septembre marque le 21e mois consécutif de solde négatif pour l'emploi non agricole.

Depuis le début de la récession, daté de décembre 2007, le nombre des demandeurs d'emplois aux Etats-Unis a augmenté de 7,6 millions pour atteindre 15,1 millions, a précisé le département du Travail.

La persistance d'un chômage élevé est considérée comme le chaînon manquant de la reprise économique aux Etats-Unis, après la pire récession subie par le pays depuis 70 ans.

En septembre, le secteur manufacturier a réduit ses effectifs de 51.000 postes et les services de 147.000 alors que l'éducation et la santé ne créaient que 3.000 emplois et que la fonction publique en supprimait 53.000.

L'autre indicateur publié vendredi, celui des commandes à l'industrie en août, montre une baisse de 0,8%.

Eric Rosengren, le président de la Réserve fédérale de Boston a déclaré lors d'une conférence "La reprise économique reste fragile et elle pourrait bien décevoir aussi bien les prévisions les plus optimistes que la confiance affichée actuellement par les marchés financiers". (Reuters 02.10)

Le 4 octobre

Mes remerciements à M. et P. pour leurs courriels d'hier. Pour la première fois le site a eu plus de 200 visites en une seule

journée, hier, 206 exactement.

Question climatique, suite de la discussion.

Un camarade m'a envoyé un article du 7 juillet 2008 de Le Libre Pensée intitulé *Développement durable ou Capitalisme durable ?* signé M. Le Normand, un militant du CCI-POI sans doute puisqu'il fait référence à se revue théorique *La Vérité* qu'ils sont les seuls à lire. (http://www.fnlp.fr/spip.php?article232)

J'ai noté le passage suivant :

"*L'interdiction du DDT en 1972, a conduit à une hécatombe mondiale qui sévit toujours. La malaria, transmise par des moustiques, extermine chaque année 2,7 millions de personnes, dans les pays pauvres, surtout en Afrique (Brissonnet, 2003 sur le site AFIS). Dès son abandon, de nombreux pays comme l'Inde ou Ceylan où la malaria diminuait sous l'effet du DDT, furent confrontés à des épidémies majeures.*"

Mais l'histoire ne s'arrête en 2003. De plus, l'utilisation du DDT n'a jamais réellement cessé dans certains pays, et dès 2000 une trentaine de pays dans le monde annoncèrent officiellement y recourir à nouveau pour lutter plus efficacement contre le paludisme.

"*Dans un communiqué de février 2004, l'ONU note que « l'usage du DDT pour la lutte contre les épidémies, en conformité avec les recommandations de l'OMS, est jugé acceptable car il reste essentiel dans nombre de pays pour lutter contre la malaria, transmise par les moustiques ».*"

"*La convention de Stockholm, qui liste le DDT comme l'un des douze polluants organiques persistants dont l'usage doit être restreint, l'autorise pour des problèmes de santé publique. L'OMS le fait figurer dans sa liste d'insecticides recommandés dans la lutte contre le paludisme.*"

"*En 1996, l'Afrique du Sud doit changer d'insecticide sous la pression des écologistes. Mais les moustiques résistent au nouveau produit. En quatre ans, le nombre de morts est multiplié par huit. Le DDT est réintroduit dans ce pays comme dans d'autres (Maroc, Ethiopie, Namibie, une trentaine au total dans le monde).*"

(source : http://www.ufctogo.com/Le-DDT-insecticide-utile-a-petite-435.html ; http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/impact_local/sante/le_ddt_nouveau_utilise_contre_paludisme/103571.jsp ; http://www.actu-environnement.com/ae/news/convention_Stockholm_pop_ddt_geneve_7347.php4)

Personnellement, c'est le genre de débats qui me laisse plutôt songeur, car, que la vaporisation de DDT dans les habitations ne soit que de 2 grammes par mètre carré, les moustiques, ont les trouvent absolument partout et pas seulement dans les habitations.

A Pondichéry (Inde du Sud) où j'habite par exemple, les tout-à-l'égout se déversent dans des canaux à ciel ouvert qui traversent la ville de part en part, cette eau quasi stagnante à laquelle se mêle toutes sortes de détritus dont des centaines de milliers de sacs plastiques, dégage une odeur pestilentielle, ces eaux usées sont censées se déverser ensuite dans la mer. Du coup la ville entière et ses environs sont infestés de moustiques. Si l'on ajoute que l'on ne peut pas faire 100 mètres sans tomber sur un tas de détritus qui attendra des jours avant d'être enlevé par les employés municipaux, les décharges sauvages que l'on ne peut éviter de croiser dans presque tous les quartiers, bref, il faudrait passer la ville entière et sa banlieue au DDT ! J'allais oublier les gigantesques décharges à ciel ouvert en pleine ville ou à sa périphérie où la municipalité déverse les poubelles des habitants avant de les brûler.

Il s'agit donc d'un problème économique à la base, en relation avec le développement démographique et le manque persistant d'hygiène de la population, pour laquelle cette préoccupation passe après la survie qu'il faut assurer au quotidien. C'est du côté du développement anarchique du capitalisme et de la société qu'il faut chercher le responsable des ravages causés par le paludisme.

Je vous avouerais que c'est pénible de devoir vérifier chaque information contenue dans un article par crainte d'être trompé et d'induire en erreur les lecteurs.

Voilà que maintenant on nous explique que le climat aurait plutôt tendance à se refroidir, alors que jusqu'à présent on a plutôt entendu le contraire avec force arguments à la clé. Il va donc falloir vérifier tout cela sérieusement pour ne pas se fourvoyer, quel boulot !

Le PS, la méthode Coué et les médias.

Martine Aubry a salué samedi "*un nouveau départ*" pour le Parti socialiste à la suite du "oui" massif des militants à la rénovation et a souhaité que tous les responsables du parti prennent désormais leur part au chantier.

"*C'est un nouveau départ pour le Parti socialiste, le visage du Parti socialiste ne sera plus le même après ce 1er octobre*", s'est félicitée sur France Info le premier secrétaire du PS.

Sur les 92.310 militants qui ont voté jeudi lors de la consultation interne, 68% se sont prononcés pour des primaires ouvertes aux sympathisants de gauche en vue de la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle de 2012, et 72% ont approuvé le non-cumul d'un mandat exécutif local avec un mandat de parlementaire.

"*C'est une grande fierté d'être socialiste aujourd'hui parce que nous sommes un peu à l'avant-garde démocratique et je pense qu'on fera des petits dans les autres partis*", a-t-elle souligné.

"*Nous avons renoué des rapports de confiance, je crois, avec toute la gauche.*" a-t-elle affirmé. (Reuters 03.10)

Donc, sur 200.000 adhérents au PS seulement 92.310 ont participé à cette consultation interne, soit 46%. Avec moins de 50% de participation, les dirigeants de ce parti osent prétendre que cette consultation et ses résultats seraient légitimes. C'est un déni de démocratie.

Je ne suis pas sur place, mais j'imagine que l'ensemble des médias sont sur la même ligne que l'agence Reuters qui affirme que le "*oui massif des militants*" l'a emporté, transformant ainsi un nouvel échec de la direction du PS en victoire.

En réalité, seulement 62770 adhérents sur 200.000 se sont prononcés pour les primaires que proposaient la direction du PS, soit 31,38%, qui d'un coup de baguette magique se transforme en majorité.

Appelons les choses par leurs noms, cette véritable escoquerie orchestrée par la direction du PS et couverte gracieusement par les médias est à la hauteur de l'audace dont elle fait preuve en osant affirmer que la mise en oeuvre de "*nouveaux mécanismes (...) garantissant la sincérité et la fiabilité des votes*" internes avait été approuvée à 87% des votants, alors que la direction du PS en viole ouvertement les principes en se livrant à une interprétation frauduleuse des résultats de cette consultation. On mesurera ici le degré atteint de pourriture de ce parti et de ses dirigeants.

Le pire, c'est encore que cette saloperie se pare du socialisme qu'ils trainent constamment dans la boue. La "grande fierté d'être socialiste" d'Aubry inspirera le plus profond dégoût à tous les militants qui demeurent convaincu que le socialisme de Marx et Engels reste la seule alternative au capitaliste.

On ne s'étonnera pas qu'Aubry ait prétendu avoir "*renoué des rapports de confiance (...) avec toute la gauche*", puisque pour les dirigeants de tous les partis ouvriers ou assimilés le PS doit continuer à exister et à se revendiquer du socialisme même s'il s'emploie quotidiennement à le piétiner et le combattre.

La légitimité du PS, il la tient uniquement de ces partis et des capitalistes qui entendent bien continuer à lui faire jouer un rôle dans la lutte des classes, afin d'assurer la stabilité et la survie du régime.

Un antécédent.

En Haïti, lors de l'élection présidentielle de février 2006, René Préval avait été déclaré élu au premier tour alors qu'il n'avait obtenu que 48% des suffrages exprimés le Conseil électoral en accord avec la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) avait décidé de répartir les votes blancs entre les candidats, faisant passé Préval de 48 à 51,15%.

Dans la foulée, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait qualifié la solution adoptée par le Conseil électoral de "moyen raisonnable pour tenter de résoudre l'impasse qui aurait pu déboucher sur un conflit sérieux et des violences". Le Brésil, qui avait joué un rôle important dans le dénouement de la crise politique, avait invité le président élu. Le Chili, le Canada, les Etats-Unis et la République dominicaine, soucieuse d'améliorer ses relations avec son voisin haïtien, étaient les premiers à avoir félicité Préval. (Le Monde 17.06)

La Poste. La haine viscérale des représentants du capital envers le prolétariat.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi, a jugé «discutables» les conditions du scrutin, sans valeur juridique : «*il n'y a aucun contrôle sur ces urnes, ça rappellera les grandes heures de l'Union soviétique*», a-t-il déclaré.

Une large majorité de Français (59%) souhaite que le gouvernement organise un référendum sur le changement de statut de La Poste, selon un sondage Ifop à paraître dimanche dans Sud Ouest Dimanche.

Le comité contre la privatisation qui a organisé ce vote est composé de 62 partis de gauche, associations et syndicats opposés au changement de statut de La Poste. (lefigaro.fr avec AFP 03.10)

Balourd fait des siennes.

L'ancien Premier ministre Edouard Balladur estime, dans un entretien publié dans "Le Parisien Dimanche" et "Aujourd'hui en France Dimanche", que le projet d'emprunt national lancé par le président Nicolas Sarkozy "*peut être utile*", mais qu'"*il accroîtra l'endettement*". (AP 03.10)

Diantre, même le plus crétin l'aurait deviné !

Libertés sous surveillance.

L'Etat va doubler le budget qu'il alloue au développement de la vidéosurveillance pour le porter à 20 millions d'euros en 2010, ce qui représente un triplement du nombre de caméras afin de passer à 60.000 en 2011, a annoncé François Fillon. (AP 02.10)

Qu'on se le dise : la carotte des impuissants sera collective ou ne sera pas !

"*Ce n'est pas une carotte individuelle*", a déclaré vendredi le Haut commissaire aux Solidarités actives et à la Jeunesse Martin Hirsch, expliquant que la mise à disposition d'une allocation de plusieurs milliers d'euros à trois lycées de banlieue parisienne pour lutter contre l'absentéisme était "*un projet tout à fait sain*". (AP 02.10)

L'absentéisme qui atteint 17% dans certains lycées de banlieue est le témoignage de l'échec d'une société basée sur l'individualisme et le fric, le capitalisme, une société qui n'offre aucune perspective à la jeunesse.

Airbus ou la menace.

Gérard Arnoux, commandant de bord sur A320 et président du Syndicat des pilotes d'Air France (SPAF) qui s'est porté partie civile dans l'instruction sur le crash du vol AF447 Rio-Paris, estime qu'il n'y a pas "*une cause unique*" à ce drame survenu le 1er juin dernier, mais que "*sans la panne des sondes Pitot, il n'y aurait pas eu d'accident*".

Dans un entretien publié dans "Le Journal du Dimanche", Gérard Arnoux, qui est aussi commandant de bord sur A320, souligne que "ces tubes qui mesurent la vitesse sont conçus sur la base de standards de certification obsolètes qui ne prennent pas en compte le givrage à haute altitude". "*Très logiquement, des incidents précurseurs d'accident sont survenus régulièrement dès le début des années 1990 avec un pic en 2008, notamment chez Air France*", assure-t-il.

"VTous les acteurs ont sous-estimé le problème des sondes. Il s'agit d'un échec collectif et d'une faillite totale du processus de retour d'expérience", affirme Gérard Arnoux. Il estime ainsi que "*la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) et l'AESA (Agence européenne de la sécurité aérienne) avaient l'obligation réglementaire de traiter ces incidents graves selon des procédures bien établies, ce qu'ils n'ont pas fait*". "*Ils n'ont pas modifié les standards de certification qu'ils savaient pourtant inadaptés*", poursuit-il.

Gérard Arnoux observe aussi que "*malgré les problèmes constatés dès 2002 par Airbus sur la sonde Thales AA, l'avionneur a demandé aux équipages A330/340 de s'accommoder de cette menace pendant sept ans*". "*Les pilotes n'avaient jamais été entraînés au simulateur aux manoeuvres d'urgence correspondantes à haute altitud*e", ajoute-t-il.(AP 03.10)

Irlande. Manipulation et arnaque politique pour forcer le destin.

Le "oui" au traité de Lisbonne a cette fois remporté une large victoire en Irlande, d'après les résultats officiels, annoncés samedi à Dublin, du nouveau référendum organisé la veille: les électeurs irlandais se sont prononcés par 67,1% des voix pour ce texte réformant le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne.

Le taux de participation s'est établi à 58%. Lors du précédent référendum, en juin 2008, le "non" l'avait emporté avec 53,4% des suffrages et une participation de 51%. (AP 03.10)

La Talonnette a indiqué dans un communiqué de l'Elysée, que les Irlandais "*ont clairement fait le choix de l'Europe*", alors que le oui l'emporte avec seulement 38,91 des inscrits !

Psychose entretenue autour de la crise du capitalisme, matracage médiatique, interventions en faveur du traité de grandes entreprises comme Ryanair et Intel, soutien du gouvernement et de la quasi-totalité des partis politiques et des syndicats

irlandais, toutes les conditions étaient réunies pour que la manoeuvre fonctionne.

Cela ne change rien au fait que chaque Etat de l'UE continueront de disposer d'une constitution et d'institutions contre lesquelles il faut mener le combat pour les abolir, pour ensuite pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme. Ceux qui avaient refusé de mener le combat contre les institutions nationales dans chaque pays, vont-ils persister dans la même voie ? C'est aussi un échec pour ceux qui avaient subordonné leur politique à la rupture avec l'UE.

Italie. Manifestation pour la liberté de la presse.

Des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux journalistes, se sont rassemblées samedi dans le centre de Rome pour défendre la liberté de la presse en Italie, accusant le président du Conseil Silvio Berlusconi de vouloir museler les médias indépendants et réduire au silence les voix critiques à son égard.

A l'appel des syndicats de journalistes, le rassemblement de samedi après-midi dans une Piazza del Popolo noire de monde a réuni 60.000 manifestants selon la police, 300.000 selon les organisateurs. (AP 03.10)

Etats-Unis. Surendettement, insolvabilité : le cercle infernal.

Les autorités américaines de régulation ont fermé trois nouvelles banques vendredi, ce qui porte à 98 le nombre d'établissements financiers qui ont fait faillite depuis le début de l'année à la suite de la crise.

Les faillites de la Warren Bank, la State Jennings Bank et de la Southern Colorado National Bank, devraient coûter environ 293 millions à la FDIC, qui assure les dépôts bancaires à hauteur de 250.000 dollars par compte, dont 275 pour la seule Warren Bank.

La présidente de la FDIC, Sheila Bair, a prévenu que le nombre de faillites allait demeurer élevé malgré la reprise de l'économie, parce que les banques ont encore des pertes à enregistrer et doivent purger leurs bilans.

Les difficultés imputées durant les premiers mois de la crise aux prêts immobiliers et produits adossés ainsi qu'aux prises de positions complexes sont désormais liées aux prêts de détails et commerciaux, très affectés par la récession. (Reuters 03.10)

Iran. Obama menteur ? Mais non, mais non !

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a estimé samedi que le président américain Barack Obama avait commis un "*grave erreur*" en accusant Téhéran d'avoir caché l'existence d'une deuxième usine d'enrichissement d'uranium.

"*M. Obama a commis une grave erreur, une erreur historique, alors que, en vertu des règles, nous avions fait l'annonce un an avant la date où nous devions le faire, par respect de la loi et du directeur général de l'AIEA, et naturellement les Etats-Unis devaient le savoir. Je ne sais pas pourquoi M. Obama n'était pas au courant*", a-t-il déclaré. (AP 03.10)

Le 5 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, peut-être demain, car je dois analyser une question d'une extrême importance avant de continuer, tout en sachant que je risque de ne pas y apporter de réponse satisfaisante immédiatement, ce qui me cause un énorme problème. Je vais essayer ici de déblayer le terrain.

Cette question est relative à la manière dont nous nous forgeons une opinion à partir de différentes sources à l'issue de différents processus faisant appel à différentes méthodes d'analyse.

Si je suis toujours prêt à reconnaître mes erreurs et à les corriger publiquement, en revanche je déteste en commettre ou plutôt avoir été entraîné à en commettre, par manque de vigilance ou pour avoir négligé de vérifier suffisamment que les informations qui nous avaient été transmises, ne véhiculaient pas un parti pris contraire à la cause pour laquelle nous combattions.

Je n'ai pas suffisamment mesuré à quel point l'ensemble des médias publics ou privés étaient pourris et s'employaient à colporter jusque dans les moindres détails la propagande de ceux qu'on pourrait appeler les maîtres du monde.

Je ne suis pourtant pas naïf et disposé à croire n'importe quoi, je pense faire partie des gens qui se posent quand même pas mal de questions, pas suffisamment apparemment, je me demande donc comment j'ai pu me tromper sur telle ou telle question, alors qu'il aurait été possible d'éviter facilement cette situation fort désagréable.

Cette réflexion fait suite à ma découverte de l'existence du site www.mondialisation.ca grâce à un camarade, après la lecture d'un certain nombre d'articles d'une qualité exceptionnelle et dont le contenu fut pour moi une réelle révélation, m'obligeant à revoir complètement mes convictions sur certaines questions.

J'avais déjà eu l'occasion d'amorcer cette réflexion après la découverte du Réseau Voltaire composé de journalistes indépendants, mais emporter par mon activité quotidienne j'étais rapidement passé à autres choses sans en tirer tous les enseignements. J'attribue cette erreur au fait que le Réseau Voltaire se limitait principalement à des questions politiques et que je ne pouvais pas partager les conclusions générales auxquelles aboutissaient ces journalistes.

Je n'ai pas cherché à en savoir davantage dans d'autres domaines que la politique, pour ne prendre que la question climatique, si je pouvais aisément concevoir qu'on nous raconte quelques histoires, je ne pouvais m'imaginer que nous avions à faire à une mystification orchestrée de longue date à l'échelle mondiale à partir de Washington, qui plus est, avec la complicité d'une grande partie de la communauté scientifique internationale.

Sur cette question précise, je ne me suis pas totalement fourvoyé, mais j'étais prêt à accepter la théorie officielle parce qu'elle s'appuyait apparemment sur des tonnes de rapports allant tous dans le même sens. J'ignorais totalement l'existence de contre-rapports infirmant les conclusions du GIEC. On nous a tellement mis en garde contre la théorie du complot, que j'avais fini par croire qu'elle n'existait que dans l'esprit de gens dérangés, or il s'avère qu'elle était totalement fondée à l'échelle mondiale sous l'égide de l'impérialisme américain.

C'est le rejet de cette théorie qui m'a induit en erreur, alors qu'elle est l'expression et le produit de la lutte à mort que livre le capital contre le travail à l'échelle mondiale, contre la révolution socialiste internationale. Elle fait donc bien partie intégrante de la lutte des classes contrairement à ce qu'on m'avait enseigné autrefois.

Le plus grave et le plus irresponsable dans tout cela, c'est qu'en rejetant cette théorie, on s'est coupé des moyens mis à notre disposition pour saisir correctement sur quoi reposait exactement chaque décision prise par l'impérialisme, quel objectif particulier il recherchait et par quels moyens il comptait s'y prendre pour y parvenir, on s'est contenté des informations superficielles qu'on voulait bien mettre à notre disposition, on, notamment les agences de presse à la solde du capital, pour comprendre la réalité qui était beaucoup plus complexe que ce que voulaient bien dire les dirigeants des partis ouvriers.

Camarades, comparez la qualité et la richesse des informations sur le fonctionnement du vieux monde fournies par le POI, le NPA, LO, journaux, revues théoriques, site Internet, avec celles qui sont disponibles dans les sites du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, et vous arriverez peut-être comme moi à la conclusion consternante que pour être correctement informé, il vaut mieux encore ne pas se tourner vers les partis ouvriers qui savent à peine de quoi ils parlent.

C'est désolant et pourtant cela aurait pu être évité, si les dirigeants de ces partis au lieu de se recroqueviller derrière leurs appareils ou leur silence accusateur, avaient pris conscience de l'importance de diffuser auprès de leurs militants et sympathisants les informations collectées par ces deux organisations indépendantes. Ils préfèrent les censurer, alors qu'elles s'attaquent avec une virulence inouïe au coeur même du système capitaliste.

Personnellement, je trouve remarquable l'état d'esprit qui anime ces journalistes, même si j'admets que leur démarche puisse surprendre des militants qui n'ont pas été formés à l'exercice de la démocratie, et qui ne comprennent pas que pour débusquer les intentions réelles d'un ennemi, il faille parfois le laisser s'exprimer au risque de se voir accuser de collusion avec lui.

On vit dans un monde de psychotiques, de paranoïaques qui s'emploient à ériger des murs pour empêcher la vérité de se propager et de triompher, on ne voit pas en quoi ce comportement serait favorable à notre cause, au contraire il la dessert, et en agissant ainsi les partis ouvriers perdent toute crédibilité.

Cette attitude est d'autant plus condamnable que lorsqu'il s'agit de passer des compromis sur les principes, d'arpenter les allées du pouvoir, de se compromettre avec les institutions, de collaborer avec les appareils, etc., ils trouvent cela tout à fait normal, mais lorsqu'il s'agit simplement de transmettre une information objective en provenance d'organisations de journalistes indépendants d'investigation, ils adoptent la même attitude que les médias à leur encontre, ils pratiquent la censure.

Attention à ne pas confondre ces associations de journalistes indépendants avec des sites Internet comme Médiapart, Rue89, Agoravoice, Bakchiche, etc. qui sont liés au régime.

Je ne prétends pas non plus que ces deux organisations pourraient remplacer les partis ouvriers, au contraire, ils leur sont complémentaires en combattant contre l'impérialisme, le racisme, l'anti-sémitisme, la xénophobie, le sionisme, le capital en général sous toutes ses rapports, formes ou masques. On a autant besoin de leurs informations et analyses que des partis pour organiser la classe. Par ailleurs, si la plupart de leurs journalistes admettent être influencés par le marxisme, ils ne tirent pas forcément des faits qu'ils rapportent et de leurs analyses, toutes les conclusions qui s'imposent du point de vue du combat et des intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Depuis que la crise du capitalisme à éclater, j'ai constaté qu'ils étaient de plus en plus nombreux à poser ouvertement la question de la nécessité de remettre en cause de l'existence du capitalisme, vous pouvez le vérifier facilement vous-même. Alors au lieu de leur témoigner du mépris ou de les ignorer, on ferait mieux d'essayer de les gagner à notre combat politique. La crise du capitalisme s'approfondissant, ils peuvent très bien évoluer sur le plan politique et en arriver à la conclusion que le marxisme révolutionnaire (le léninisme) est la seule voie pour que le prolétariat renverse le régime et en finisse avec le capitalisme.

Pour le moment ils entretiennent encore l'illusion que la classe ouvrière pourrait accéder au pouvoir par ce qu'ils appellent la voie démocratique, par les urnes, à nous de les convaincre que les classes dominantes ne se laisseront jamais déposséder de leurs privilèges autrement que par la force organisée de la classe, avec à sa direction un parti pour lui ouvrir la voie vers son émancipation. Si on peut gagner les éléments les plus avancés du prolétariat à la révolution, on peut aussi y gagner les plus brillants intellectuels qui partagent déjà notre cause.

Pour conclure cette causerie, je me demande encore quel intérêt peut présenter le site que j'anime. Je ne doute pas de mes idées, je doute qu'elles soient comprises, comme je doute fortement qu'un parti ouvrier puisse évoluer dans la bonne direction dans l'avenir. Si je continuais, ce serait uniquement parce que je pense qu'on est à la veille d'une nouvelle offensive de la révolution socialiste mondiale et que je veux en être.

Bonne semaine à tous.

Le 6 octobre

J'ai ajouté les adresses des derniers articles sur le vieux monde dans la page correspondante du site. Je n'ai aucun commentaire à ajouter à la causerie d'hier, sauf que ces articles ne sont pas seulement rédigés par des journalistes, ils servent à informer et non à donner une ligne politique. Les militants qui critiqueraient ou pire condamneraient la mise en ligne de ces articles, peuvent se poser de sérieuses questions sur leur propre capacité à faire la part des choses. Personnellement, je suis le chemin que je me suis tracé, personne n'est obligé de le suivre, j'ai autant horreur de la flatterie que de l'hypocrisie, les intéressés se reconnaîtront facilement.

Je pensais faire une lecture critique du dernier numéro d'*Informations ouvrières* et j'y ai renoncé tant il y aurait à dire, par manque de temps. J'ai seulement noté l'intervention d'un militant du POI qui expliquait : "je ne sais pas utiliser le journal quand je n'ai pas affaire à des militants.", normal, il a toujours été destiné uniquement à des militants, à une élite d'intellectuels qui se sont forgés leurs propres convictions, les nourrissent, les défendent et en sont fiers, même si elles s'avèrent erronées. La plupart du temps ils n'en changeront pas car c'est comme si elles faisaient partie d'eux-mêmes, elles sont devenues au fil du temps la base sur laquelle ils ont construit toute leur réflexion politique, en changer reviendrait à remettre en cause l'intégralité de leurs certitudes, effort qui demeurera au-dessus de leurs moyens. Un minimum de psychologie permet de le comprendre facilement.

Il faut être uniquement guidé par les intérêts collectifs de la classe et par l'objectif final de son combat pour passer outre ce genre de considérations vulgaires. Je ne suis pas sûr que ce soit le cas des syndicalistes ou des militants des différents partis qui ne comprennent pas grand chose à la lutte des classes compte tenu qu'ils refusent de se placer sous la bannière du marxisme.

C'est finalement bien pratique de changer sans cesse le nom d'un parti, les nouveaux militants semblent découvrir un problème qui existe en réalité depuis 50 ans sans qu'ils s'en doutent !

Qu'ils fassent ce qu'ils veulent de leur journal.

Les dépêches.

Touchez pas à La Poste !

Quelque 2,2 millions de personnes ont participé à la consultation contre la privatisation de La Poste, a annoncé lundi le comité à l'origine de cette "*votation citoyenne*". Plus de 90% des votants disent "*non*" au changement de statut. Le gouvernement dénonce un "*vote faussé*". Il adresse une fin de non-recevoir aux demandes de référendum et de retrait de la réforme.

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a qualifié cette initiative de "*fausse démocratie*", soulignant selon lui que "*deux millions*" de personnes ne constituent pas "*une majorité de Français*". (AP 05.10)

Mais les 11% obtenu par l'UMP lors des dernières élections européennes constituaient une grande victoire de la démocratie !

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a dénoncé lui "*un vote tronqué, une tricherie*". (Reuters 05.10)

Ils ont la haine tenace et la rancune féroce les Versaillais. Et on pourrait imaginer qu'ils nous cèdent le pouvoir au détour d'une élection, quelle illusion criminelle !

Au fait, la "grève illimitée" annoncée à la poste à partir du 21 septembre, c'était une blague du facteur ?

Tout, tout, tout pour les patrons : normal !

Le ministre du Budget Eric Woerth a confirmé lundi que Nicolas Sarkozy allait annoncer deux milliards de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) à travers un plan de renforcement de leurs fonds propres, afin de "*conforter les PME françaises*".

"*il faut lutter contre les charges de fonctionnement : c'est ce qu'on fait tous les jours*", a conclu Eric Woerth. (AP 05.10)

Le taux de chômage le prouve !

Chômage où l'angoisse collective.

Trois Français sur quatre (75%) se disent préoccupés par le chômage et l'emploi, une inquiétude que partagent même 85% des ouvriers et 87% des 18-24 ans, selon le baromètre mensuel TNS-Sofres/La Croix/Covéa Finance.

52% des catégories moyennes et supérieures et 33% des ouvriers citent l'environnement parmi leur préoccupations principales. (AP 04.10)

Travailler : le châtiment fatal.

1- Un homme d'une quarantaine d'années, a tenté de mettre fin à ses jours jeudi dernier aux ex-Assedic de Bonne Source, à Narbonne, selon Midi Libre.

Il s'est pendu avant qu'une collègue, alertée par le bruit, vienne voir ce qu'il se passait.

Cet adjoint au directeur subissait un harcèlement régulier depuis des semaines, selon Midi Libre.

La récente création du Pôle Emploi avait, semble t-il, créé un climat très malsain.

La famille a signalé que la victime avait alerté la direction, dénonçant la pression dues à la politique de quotas et d'objectifs.

Il s'agirait de rencontrer un certain nombre de demandeurs d'emploi et d'en faire sortir un nombre défini du portefeuille en leur trouvant un emploi. Des objectifs qui semblent trop élevés pour être atteints. (Lepost 04.10)

2- Dimanche soir, un technicien de Clermont-Ferrand de le société des ascenseurs Otis, s'est suicidé dans une chambre d'un hôtel d'Ile-de-France. Il était âgé de 38 ans. Il avait été embauche en 2007 et qui revenait d'un arrêt maladie d'une vingtaine de jours en septembre.

Selon le délégué syndical CGT, Laurent Dalby, le technicien « *s'était plaint à plusieurs reprises d'être constamment éloigné de chez lui depuis un an, d'où le lien probable entre son suicide et des conditions de travail dégradées* ».

Marié et père de trois petites filles, le technicien avait demandé à retravailler à Clermont-Ferrand « *où il y avait de l'activité* », précise la CGT.

Selon la CGT, la direction générale d'Otis a annoncé mercredi en comité central d'entreprise un plan d'environ 140 suppressions d'emplois, réparties dans l'ensemble des services à l'exception des techniciens et des centres d'appels.

Des suppressions d'emplois qui, précise la CGT, vont alourdir « *les charges de travail de ceux qui restent* ». (L'Express et Lepost 01.10)

La laïcité en croix.

Le cardinal Jean-Pierre Ricard, vice-président du Conseil des conférences épiscopales européennes (CCEE) affirme, dans

un entretien publié lundi dans "*La Croix", que Nicolas Sarkozy avait "développé une approche positive de la laïcité*" lors d'une rencontre vendredi avec une délégation du CCEE à l'Elysée.

"*Nicolas Sarkozy a souhaité partager ses convictions, non pas à titre personnel, mais comme président de la République, à savoir que les religions ont leur place dans le débat public, qu'elles peuvent contribuer à une société plus fraternelle*", explique Jean-Pierre Ricard. "*Il a notamment eu cette expression intéressante: la République n'a pas comme mission de donner un sens à la vie; là, en revanche, réside le rôle des religions.*"

Pour l'archevêque de Bordeaux, si Nicolas Sarkozy "*n'a pas prononcé l'expression de laïcité positive, il a développé une approche positive de la laïcité*". "*C'était important par rapport à nos collègues évêques de l'Europe, qui parfois voient la laïcité à la française comme un combat violent entre deux camps. Après cette visite, ils en auront une vision plus juste*", souligne-t-il. (AP 05.10)

Kouchner aux pieds de son maître !

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a répondu à la lettre que Kouchner, et son homologue polonais lui avait adressée pour plaider la clémence envers le cinéaste, que cela "*regardait la justice*", mais c'est par le Département d'Etat "*que la demande d'extradition va passer*", a-t-il précisé lors du "Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI".

"*J'ai beaucoup d'admiration pour Roman Polanski*", mais la justice est "*la même pour tout le monde*", a déclaré Kouchner. (AP 05.10)

Il avait pris la défense de Polanski une semaine auparavant : "*C'est un peu sinistre cette histoire, franchement un homme d'un tel talent reconnu dans le monde entier, reconnu dans le pays qui l'arrête. Tout ça n'est pas sympathique*", (Reuters 28.09)

Quand la bulle verte éclate.

Au premier tour de la municipale partielle de Corbeil-Essonnes, les Verts n'ont recueilli que 7% des voix contre 16% en juin. (Reuters 04.10)

Roumanie. Mobilisation.

Plus de 800.000 employés du secteur public, selon les syndicats, sont en grève en Roumanie pour dénoncer les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI), accentuant la pression sur le gouvernement minoritaire avant l'élection présidentielle du 22 novembre. (Reuters 05.10)

Brésil. Lula confirme son attachement à l'impérialisme.

Le Brésil a commencé à prêter de l'argent au Fond monétaire international, une évolution majeure pour ce pays qui a longtemps été un gros emprunteur du FMI.

Le ministre des Finances Guido Mantega a précisé que son pays allait acheter pour 10 milliards de dollars (6,8 milliards d'euros) de bons de l'organisation, lundi en Turquie, à la réunion annuelle de l'organisation. (AP 06.10)

Le 7 octobre

Le fichier *Lettres sur la tactique - Lénine - avril 1917* est disponible, j'avais oublié de charger dans le serveur ! Je ne sais pas si vous rencontrez le même problème que moi, il m'arrive de télécharger des fichiers en pdf, une fois l'opération terminée le fichier disparaît et il est impossible de le retrouver sur le disque dur. Signalez-moi les problèmes que vous rencontriez, merci d'avance de la part de vos camarades.

Castration chimique des violeurs, suppositoires explosifs des terroristes, leur société vole décidément de plus en plus bas ! Une société d'eunuques du cerveau ! Les douaniers vont devoir se transformer en proctologues, tandis que les matons seront priés de se mettre à la psychanalyse.

Quel avenir pourrait encore avoir la jeunesse dans ce monde de dangereux dégénérés ? Aucun. Que cela ne tienne, on va lui proposer du fric pour mieux en supporter les miasmes. Chirac avait raison, le vieux monde devient un peu plus chaque jour irrespirable !

Une campagne nauséabonde.

Le gouvernement lancera lundi prochain une campagne publicitaire contre la fraude au fisc et à la Sécurité sociale, qui ferait perdre une quarantaine de milliards d'euros chaque année.

"*On a beaucoup de droits en France, on peut en être fier et être heureux de cela, il faut que ces droits soient respectés*", a déclaré mardi le ministre du Budget, Eric Woerth, lors d'une conférence de presse à Montreuil.

"*C'est vraiment un problème d'égalité et d'équité entre nous tous*", a-t-il ajouté.(Reuters 06.10)

Ils cherchent à monter les différentes classes et couches de la société les unes contre les autres pour éviter qu'elles ne s'unissent contre le régime. Pendant combien de temps encore y parviendront-ils ?

Le droit, l'égalité, tels qu'ils les entendent dans leur république démocratique bourgeoise se résument à ceci : la légitimité accordée à un patron d'empocher des millions d'euros et de licencier, tandis des millions de travailleurs et leurs familles devraient supporter en silence leurs conditions d'existence de plus en plus précaires ou misérables. Les Woert et consorts, ainsi que les bonnes consciences, ne s'étonneront pas du sort que leur réserveront les travailleurs le jour où sonnera l'heure de la revanche.

Thibault : Stalinien for ever !

Face à une situation sociale qui "*va continuer de se dégrader*", "*l'immobilisme des salariés serait suicidaire*", prévient le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" de ce mercredi.

"*Nous attendons des salariés qu'ils se mettent d'accord dans les entreprises sur les sujets revendicatifs prioritaires afin de prendre des initiatives pour les faire aboutir*" ose-t-il expliquer. (AP 06.10)

Donc, pour cette vermine les salariés seraient responsables de la division qui existerait dans leurs rangs, alors que c'est principalement le refus de la direction de la CGT d'appeler la classe à la mobilisation générale dans l'unité sur ses revendications dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, qui permet au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner d'appliquer jours après jours son programme de guerre aux profits des capitalistes.

Tandis qu'il ose parler "*d'immobilisme*" après les mobilisations massives des 19 janvier et 29 mars, il faudrait encore avoir des rapports, discuter avec cet agent du gouvernement et du patronat... Que ceux qui se prétendent anticapitalistes, indépendants du capital, révolutionnaires ou trotskistes, qu'ils le prouvent, qu'ils commencent par rompre avec les appareils pourris des syndicats.

Alors que l'approfondissement de la crise pose avec une accuité toujours plus pressante la question de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, autrement dit la question du pouvoir politique, de la nature sociale de l'Etat, que ce soit sur le plan syndical ou politique, absolument personne ne se dispose dans cette perspective inscrite pourtant dans la réalité quotidienne.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a présenté le dernier film de Nicolas Hulot en parlant d'un "*réquisitoire contre le capitalisme*", lors d'une brève interview celui-ci appelait, je cite textuellement "*à rompre avec ce système, avec la loi du profit*" qui entraîne l'humanité à la catastrophe, je n'ai pas relevé tous les qualificatifs qu'il a employés pour juger les méfaits du capitalisme, le jugement était sans appel et d'une violence extrême, le système est irrécupérable, impossible à réformer, il faut tout simplement en changer, juste après on a eu le droit à une interview de Y. Arthus Bertrand disant "*vous avez le pouvoir de changer*" le cours des choses, le destin de la terre et de la civilisation est entre vos mains, je cite de mémoire car je n'ai pris aucune note.

Au-delà de ce que peuvent penser Hulot ou Arthus Bertrand et le contenu précis de leur message qui doit être contradictoire, je n'ai pas vu ce film pour en dire davantage, les travailleurs ne retiendront que deux choses : une, il faut liquider ce système économique, il faut rompre avec le capitalisme et la loi du profit, deux, nous avons le pouvoir de changer la société. Certains diront, oui mais cela ne les engagent à rien de le dire, on se fout de leurs intentions réelles ou supposées, de leurs relations avec le régime, la question n'est pas là, l'essentiel est de reprendre à notre compte l'objectif qu'ils ont mis en avant et qu'il est possible de l'atteindre, car le plus urgent c'est de redonner espoir aux travailleurs qu'un changement radical de société est possible.

Les travailleurs ne s'attardent pas sur le contenu d'un article ou d'une déclaration, il ne faut pas les prendre pour des idiots, mais à l'opposé il ne faut pas les prendre non plus pour des intellectuels, ils ne retiennent que le titre, que l'orientation générale d'un article, un mot ou une expression leur suffit amplement pour ensuite alimenter une discussion et faire le lien avec leurs propres préoccupations ou réflexions.

Aujourd'hui, des voix se lèvent dans toutes les classes de la société à travers le monde pour expliquer que le capitalisme conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, on aurait tort de ne pas s'appuyer dessus pour aider la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et à s'organiser, à se préparer aux combats décisifs de demain, c'est tout ce que je voulais dire. Il ne s'agit

pas d'encenser Hulot ou je ne sais qui, mais de se servir de ce genre d'intervention pour aider la classe à reprendre espoir et à orienter politiquement son combat dans la bonne direction.

Sur ce plan-là justement, le gouvernement a fait savoir par la voix du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, que la "*votation*" de lundi dernier ne déboucherait pas sur un référendum d'initiative populaire dans la mesure où le texte sur le changement de statut de La Poste serait adopté par le Parlement avant celui mettant en place le référendum. Le ministre du Budget Eric Woerth sur Europe-1 a précisé que "*dans le droit constitutionnel aujourd'hui, ce n'est pas possible, ce sera possible lorsque la loi organique sera prise*". (AP et Reuters 05.10)

Qu'est-ce qui est en cause une nouvelle fois : la constitution (modifiée en juillet 2008) et les institutions de la Ve République derrière lesquelles se retranche le gouvernement, le pouvoir politique, l'obstacle à tout changement de société qu'il faut impérativement abattre pour pouvoir réellement commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Or, aucun parti ne veut orienter le combat politique dans cette direction laissant finalement le terrain libre à la réaction et à ceux qui la soutiennent, y compris à ceux qui consciemment ou non comme Hulot peuvent se servir de leur popularité pour manipuler les masses, on pourrait même concevoir qu'il serait lui-même manipulé à son insu par le pouvoir, je n'en sais rien.

Comment voudriez-vous que des intellectuels en arrivent à la conclusion qu'ils doivent se ranger sous la bannière du socialisme et rejoindre le camp du prolétariat, quand pas un seul parti ne propose une issue politique ? Par un coup de baguette magique ou un éclat de génie tombé du ciel, ils auraient soudainement la capacité de lever tous les obstacles qui les tiennent à l'écart de notre combat, c'est se leurrer.

Le parti n'a pas seulement pour objectif d'éclairer la classe ouvrière pour l'aider à avancer sur la voie de son émancipation du capital, mais aussi toutes les classes qui n'ont plus aucun avenir sous le régime capitalisme et qui sont en train de prendre conscience que leur sort est intimement lié à la majorité de la population, le prolétariat. En bradant nos principes et notre programme, on ne rend service ni à notre classe ni à la petite-bourgeoisie, on fait davantage office d'obscurantistes au lieu d'apparaître comme leur avant-garde révolutionnaire.

Ils font de la réclame pour le gouvernement.

Deux syndicats, la CGT et la CFDT-Fgaac, vont déposer un préavis de grève à la SNCF pour le 20 octobre afin d'attirer l'attention des Français sur la situation du service fret et réclamer des mesures en faveur de l'emploi et des salaires, a-t-on mardi de source syndicale. (Reuters 06.10)

Etats-Unis.

Les directeurs financiers des entreprises américaines pensent que les Etats-Unis sont toujours en récession, malgré des signes montrant que l'économie a peut-être renoué avec la croissance au troisième trimestre, selon les résultats d'une enquête publiée mardi.

L'enquête a été menée lundi auprès de quelque 1.000 directeurs financiers et directeurs de trésorerie.

Environ 69% des participants estiment que la récession, qui a commencé en décembre 2007, va perdurer jusqu'en 2010. Seuls 11% des personnes sondées sont d'avis que la récession est terminée et un cinquième pense qu'elle le sera d'ici la fin de l'année. (Reuters 06.10)

L'or valeur refuge

L'or a atteint un nouveau plus haut historique mardi, au-dessus de $1.040 l'once, en réaction d'un nouvel accès de faiblesse du dollar.

"*Dans un environnement où les taux d'intérêt sont pratiquement à zéro, le coût incrémental d'une migration vers l'or est nul. L'or est plus intéressant pour les investisseurs*", a déclaré Jack Ablin, directeur des investissements à la banque privée Harris, à Chicago. (Reuters 06.10)

Grande-Bretagne.

La compagnie aérienne British Airways annonce que l'équivalent de 1.700 postes seront supprimés au Royaume-Uni et qu'elle prévoit un gel du salaire de deux ans pour les personnels de cabine.

Le transporteur britannique a précisé que ces mesures seraient mises en oeuvre à partir de la fin novembre après que 1.000 salariés des personnels navigants ont accepté de quitter le groupe et que 3.000 autres ont choisi de passer à des horaires à

temps partiel. (Reuters 06.10)=

Charrette.

Le groupe de parfumerie Marionnaud a confirmé mardi son projet de supprimer 582 postes, sans fermer de magasins en France. (Reuters 06.10)

Chili. Une justice bien clémente.

Quatre anciens officiers de l'armée chilienne ont été condamnés lundi à des peines de prison pour le meurtre d'un colonel, tué peu après qu'il ait témoigné de l'existence d'un accord illégal d'exportation d'armes vers la Croatie.

Le trafic avait été révélé pendant les conflits dans les Balkans, alors que les Nations unies avaient interdit la vente d'armes à la Croatie. En décembre 1991, la police hongroise avait intercepté 11 tonnes d'armes dans une cargaison étiquetée "aide humanitaire". La vente avait probablement été autorisée par le général Pinochet, toujours à la tête de l'armée après la fin de sa dictature en 1990.

Le colonel Geraldo Huber, qui supervisait l'achat des armes à la fabrique, avait trouvé la mort peu après avoir révélé le scandale. Il n'avait pas écouté les avertissements. Sa tête avait été éparpillée par un tir de fusil automatique, une mort qualifiée de suicide par les enquêteurs, avant qu'un tribunal civil ne rouvre le dossier treize ans plus tard.

Un général et un colonel, tous deux retraités, ont été condamnés à deux ans de prison pour meurtre et conspiration, mais on ignore toujours le nom du tueur. (AP 06.10)

Deux ans de prison pour meurtre, cela laisse rêveur, si le contrat est bien rémunéré, on trouvera des candidats à chaque coin de rue. Une des vertus de la social-démocratie chilienne au pouvoir. (AP 06.10)

A ce propos, Stentor a écrit page 16 du IO n°66 que "*Salvador Allende (...) choisira la mort plutôt que la soumission*" à l'armée et au général Pinochet.

Rectifions, Allende a choisi délibérément de ne pas armer le peuple une fois arrivé au pouvoir laissant les mains libres à l'armée pour préparer son coup d'Etat avec l'aide de l'impérialisme américain, notamment la CIA. Il n'a pas voulu tenir compte des enseignements de la Commune de Paris en demeurant inféodé au capitalisme et ses institutions politiques, il a voulu éviter la guerre civile, en échange le mouvement ouvrier chilien fut décapité et le Chili dû subir plus de 20 ans de dictature militaire.

Le double langage permanent du POI (PT-PCI) sur le rôle de la social-démocratie au sein du mouvement ouvrier donne une idée assez précise des limites de l'indépendance de ce parti et ses dirigeants vis-à-vis du capitalisme et ses institutions.

Turquie.

La police turque a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser mardi à Istanbul plusieurs centaines de manifestants hostiles à la tenue de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

La manifestation était organisée à l'appel de plusieurs syndicats turcs. (Reuters 07.10)

Le 8 octobre

Ma diatribe d'hier contre les flatteurs ne s'adressait évidemment pas aux camarades P. et M. qui m'adressent régulièrement leurs critiques. Un salut au passage à Luc le routier, il y a une dépêche pour toi plus loin.

Je suis loin de vous, mais je peux vous assurer que je pense en permanence à la situation que vous vivez sous le régime de Sarkozy, d'ailleurs sans cela je ne pourrais rien écrire. Je dois m'imbiber le plus possible de la situation en France pour essayer de saisir l'évolution de l'état d'esprit des masses, s'agissant de leur niveau de conscience politique c'est plus facile.

Je ne vais pas partir ici dans une nouvelle discussion politique, la situation telle que je la vois se résume à peu près à ceci :

1- combattre chacun dans son coin ne permet d'aboutir à rien la plupart du temps, il en ressort un constat d'échec et d'impuissance qui accable la classe ;

2- le *tous ensemble* sur une revendication précise (licenciements, La Poste, etc.) demeure un objectif inabordable ou lointain qui divise les partis et les syndicats, et qui ne mobilise pas les masses ;

3- les masses continuent de douter qu'il serait possible de changer le cours des choses, elles n'ont pas renoué avec l'espoir qu'on pourrait changer la société parce qu'elles n'ont pas commencé à rompre avec le capitalisme, par contre elles seraient prêtes à rompre avec les institutions et ses partis politiques ;

4- les partis ouvriers sont incapables de se mettre d'accord sur un objectif politique, ils ne proposent aucune issue politique, aucun parti n'a la capacité d'entraîner les masses au combat, aucun parti n'est en mesure de revendiquer la direction du mouvement ouvrier ;

5- aucun parti ne recrute et ne se contruit dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, aucun ne veut engager le combat directement contre le gouvernement et les institutions, aucun ne fait de la propagande en faveur des idées du socialisme.

6- Les uns et les autres veulent faire reculer le gouvernement, ils veulent à tout prix obtenir des résultats immédiats "positifs", les propositions fusent de tous les côtés et se terminent toutes dans une impasse ou par un échec, ils ont tout essayé pour briser les obstacles dressés par les appareils, en vain, ils ont bradé leurs principes, mis de côté leur programme, ils se sont livrés à des marchandages de marchands de tapis, en vain...

Devant ce constat, si l'on est sérieux, on est bien obligé de se demander qu'est-ce qui cloche quelque part, on ne peut pas se satisfaire des explications fournies par les dirigeants de partis dont les intérêts correspondent manifestement avec ceux de leurs appareils, où se situe donc l'obstacle qui nous empêche d'avancer, compte tenu que la crise économique et sociale continue de s'amplifier et favoriserait en principe l'organisation de la classe et la construction du parti, pourquoi n'arrivons-nous pas à avancer ?

Je n'ai pas de réponse toute faite à cette question, encore moins de recette magique. Une fois qu'on a fait le tour de la situation, en dehors du fait que la classe ouvrière ne perçoit pas une lueur d'espoir à l'horizon, je ne vois pas d'autres explications.

On pourrait peut-être expliquer les choses ainsi : elle est prise dans une spirale infernale faite de régressions sociales successives, entraîner malgré elle dans le sillage de la faillite du capitalisme, elle n'attend plus rien de meilleur dans l'avenir, quelque part elle identifie son destin à celui du capitalisme. C'est normal puisqu'elle y est subordonnée depuis longtemps, l'amélioration progressive de ses conditions d'existence pendant la seconde moitié du XXe siècle l'ayant convaincu que le capitalisme serait toujours plus généreux à son égard et qu'il existait bien pire condition ailleurs dans le monde, elle ne comprend pas ce qui se passe aujourd'hui. Pire, elle ne peut pas se tourner instinctivement vers le socialisme comme commença à le faire le prolétariat à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, puisque depuis on l'a convaincu que cette alternative au capitalisme conduisait à un échec ou une situation pire encore, elle demeure donc désarmée théoriquement et politiquement, elle n'arrive pas à imaginer qu'on a pu la tromper et que le socialisme demeure bien la seule alternative au socialisme. L'immense majorité des militants se trouvent exactement dans la même situation, ils identifient le socialisme au stalinisme, au maoïsme ou au castrisme qui sont l'antithèse du socialisme, puisqu'ils n'ont jamais permis à la classe d'accéder réellement au pouvoir.

La situation se réduirait donc à une seule question : comment faire pour que le mouvement ouvrier et la classe ouvrière renouent avec le socialisme ? Ce n'est pas à moi à répondre en premier à cette question, mais aux militants qui se disent attachés au socialisme dans leur parti respectif. Il faudrait peut-être revoir de fond en comble notre conception du militantisme en tenant compte de l'évolution des différents facteurs qui composent la situation aujourd'hui, toujours dans la même perspective politique : la prise du pouvoir par la classe ouvrière, par la voie révolutionnaire bien entendu, puisque c'est la seule voie possible pour vaincre.

Aussi longtemps que les partis ouvriers sacrifieront l'objectif du combat du mouvement ouvrier au mouvement, qu'ils demeureront subordonnés à la spontanéité des masses, nous n'iront pas de l'avant.

Passons à autre chose.

Bravo au concepteur du site Internet du NPA, je ne plaisante pas, à l'exception de cet affreux bandeau en haut de l'écran et de cet horrible mégaphone qui fait penser à des gueulards.

Je ne sais pas si vous avez lu les trois article du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°67) de la page 2 : insupportables ! Je n'ai pas pu m'empêcher de les traiter dans un article où je les passe au vitriole de la critique, il sera en ligne demain.

Le POI propose "*une manifestation nationale, à Paris, dans l'unité*" pour exiger le retrait du projet de loi sur La Poste, encore un objectif sans lendemain dans les conditions actuelles qui laissera perplexe plus d'un militant, davantage encore les travailleurs qui ne croient pas au miracle sans perpective politique...

L'ex-numéro 2 de FO, R. Sandri : "*les organisations syndicales jettent un cri d'alarme par rapport à une situation sociale qui ne peut que s'aggraver*", alors qu'ils en sont coresponsables avec le gouvernement et le patronat, leurs partenaires contre la classe ouvrière, vous lirez plus loin de quoi il retourne vraiment. Le POI manie le double langage au profit des appareils.

Dans ma causerie d'hier j'avais écrit : "*Aujourd'hui, des voix se lèvent dans toutes les classes de la société à travers le monde pour expliquer que le capitalisme conduit l'humanité au chaos et à la barbarie, on aurait tort de ne pas s'appuyer dessus pour aider la classe ouvrière à rompre avec le capitalisme et à s'organiser, à se préparer aux combats décisifs de demain, c'est tout ce que je voulais dire. Il ne s'agit pas d'encenser Hulot ou je ne sais qui, mais de se servir de ce genre d'intervention pour aider la classe à reprendre espoir et à orienter politiquement son combat dans la bonne direction.*"

On pourrait donc au premier abord me reprocher de faire un procès d'intention à Sandri, à ceci près qui change complètement la donne, c'est que Hulot n'appartient pas au mouvement ouvrier, ensuite il n'a ni la même place ni le même poids que les dirigeants syndicaux ou les syndicats auprès de la classe ouvrière, ni même dans la société par rapport aux institutions, et pour finir j'avais bien précisé dans quelle perspective politique on pouvait s'appuyer sur les déclarations d'intellectuels, ce qui ne pouvait pas être le cas de Sandri puisque le POI ne propose aucune issue politique.

Le troisième est encore plus nauséabond, le POI vole au secours du SPD en falsifiant l'histoire de la lutte de classe : "*Pendant plus d'un siècle, pour les socialistes du monde entier, le SPD était le modèle à suivre, la référence en termes d'organisation et d'implantation dans la classe ouvrière.*"

Le même SPD (alors le Parti ouvrier social-démocrate allemand) qui a assassiné R. Luxemburg et K. Liebkneck. Quelle monstruosité ! Au passage, il a oublié le congrès de Tours de 1920 et la scission de la SFIO qui marqua la rupture justement des véritables socialistes avec son "*modèle*" infâme. Ces gens-là passent leur vie à réécrire l'histoire pour justifier leur ligne politique de soutien aux social-traîtres, et je pèse mes mots.

Les dépêches.

Le syndicalisme rassemblé pour sauver le capitalisme et les institutions.

Pour Bernard Thibault, cette journée du 7 octobre a confirmé "*un climat revendicatif*" qui s'est traduit par "*un nombre importants d'actions dans les entreprises, sous des formes diverses*". (Reuters 07.10)

De son côté François Chérèque a visiblement fait le deuil des "*grandes manifestations organisées avant l'été*", qui avaient réuni jusqu'à trois millions de personnes, selon les syndicats. Ces grands défilés faisaient partie d'un "*moment d'urgence sociale, d'indignation, avec une nécessité de crier à la face du monde ce sentiment d'injustice*", a-t-il expliqué mercredi sur France Inter.

Il a ajouté : "*on est plus sur des actions dans les entreprises (...), des actions concrètes sur les plans sociaux, sur les conditions de travail, sur les salaires*". (AP 07.10)

Voilà pour ce qui est du "*cri d'alarme*" des braves dirigeants syndicaux version POI !

Vive la lutte pour la lutte... jusqu'à épuisement et démoralisation totale !

Le mouvement de grève lancé par les syndicats de France Télécom était suivi par 10% des personnels mercredi matin, selon la direction. Mardi, la direction avait comptabilisé 15% de grévistes dans la matinée, les syndicats 20% à 30% sur l'ensemble de la journée. (AP 07.10)

Il suffit de réclamer pour être servi par le Palais.

L'Association des chaînes privées (ACP) réclame le report à la fin 2011 de l'application de la taxe destinée à compenser la suppression partielle de la publicité sur France Télévisions, déclare son président Bertrand Meheut.

Le député UMP Christian Kert, qui fut rapporteur du projet de loi audiovisuelle et est administrateur de France Télévisions, s'est déclaré mardi lors du "Buzz Média Orange-Le Figaro" favorable à un moratoire pendant un an ou deux sur cette taxe.

Il a dit soutenir la proposition en ce sens que le député UMP Patrice Martin-Lalande, rapporteur spécial au nom de la commission des finances, compte déposer à l'Assemblée nationale. (Reiters 07.10)

La dernière cagnote de l'Etat.

Le ministre du Budget, qui présente mercredi son projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet devant le parlement, précise dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" que "la loi doit suivre le chemin habituel et plus de 1.000 amendements ont été déposés". "*Nous avons pour objectif d'avoir légalisé les paris avant la Coupe du monde de foot en juin 2010*".

"*Il faut que nous soyons prêts à accorder des licences à la fin du premier trimestre*", avance Eric Woerth, qui constate que "*plus de 20.000 sites de jeux existent sur Internet*". "*Plutôt que de laisser cette activité se développer sans aucune règle, nous avons jugé préférable de l'encadrer*".

Mais "*ce ne sera pas une poule aux oeufs d'or pour l'Etat*", prévient Eric Woerth. "*Il ne faut pas croire que des centaines de millions d'euros vont tomber du ciel*". (AP 08.10)

Ca roule ma poule, non ça bloque, tant mieux !

Les routiers sont passés à l'action dans la nuit de mardi à mercredi. Comme annoncé la semaine dernière, des salariés d'entreprises de transport de marchandises ont commencé à bloquer des plates-formes logistiques pour réclamer de meilleures conditions salariales, selon l'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC. Elle a mobilisé pour la nuit quelque 3.000 routiers sur une cinquantaine de sites. Les actions débutant au moment du retour des camions sur les plate-formes et se faisant «à pied» afin d'éviter les retraits de permis de conduire. Selon RTL, les dernières opérations se sont achevées vers 5 heures mercredi matin.

Début septembre, les trois fédérations de salariés du transport routier avaient menacé leurs employeurs et le gouvernement d'une grève en octobre, en présentant à la presse une plate-forme commune de revendications établie plusieurs semaines auparavant et portant notamment sur des «*primes d'ancienneté identiques pour tous*» et un salaire de «*1.500 euros pour 152 heures mensuelles treize mois par an*». Les salariés du transport routier de marchandises sont 464.000, soit les trois quarts du total des salariés du transport routier.

De nouveaux blocages sont prévus pour mercredi soir. Les syndicats, qui parlent d'un «*premier avertissement*» qui doit être «*pris au sérieux*», ont aussi averti qu'en «*cas de refus de négocier (...) d'autres actions plus importantes, plus unitaires, moins ciblées et sans date de fin seront mises en place*».(AFP et AP 07.10)

La monarchie héréditaire s'installe.

Jean Sarkozy va succéder à Patrick Devedjian à la tête de l'Etablissement public d'aménagement de La Défense (EPAD), l'organisme qui gère l'aménagement du grand quartier d'affaires de la banlieue ouest de Paris, révèle mercredi soir lepoint.fr.

Selon le site de l'hebdomadaire "Le Point", le deuxième fils du président Nicolas Sarkozy, par ailleurs conseiller général des Hauts-de-Seine, doit être élu à ce poste lors du prochain conseil d'administration de l'EPAD prévu le 4 décembre. (AP 07.10)

La nostalgie de l'empire colonial français ou la France aux petits pieds.

L'armée française se dote d'un nouveau centre de réflexion sur les conflits.

Comment faire pour que la France, cette «*puissance majeure aux moyens limités*», comme le dit Dominique David, le directeur de l'Ifri, retrouve au moins une partie de l'influence qu'elle eut naguère ? En replaçant au premier rang l'intelligence, l'analyse et la réflexion.

Doté d'un budget de 800 000 euros, habité par 35 chercheurs, ce nouvel institut devra aider à redynamiser la réflexion stratégique française, depuis trop longtemps figée dans le passé. «*Notre pensée stratégique n'est pas au niveau de notre rayonnement, qui fait de nous l'une des quatre ou cinq puissances militaires globales du monde*», regrette le ministre de la Défense. (Le Figaro 07.10)

On a envie de répondre à ces exités de la gâchette que la France n'est plus qu'un pays en déclin qui ne peut impressionner que les quelques dictateurs de pays africains de langue française de l'ex-puissance coloniale. Ajoutons une exception avec Lula, le Lech Walesa brésilien. Ou encore un autre dictateur, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev !

Moins lourd qu'un cartable mais plus encombrant.

Le Sénat interdit l'usage du portable à l'école

«*Dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges, l'utilisation par un élève d'un téléphone portable est interdite*», stipule l'article sans autre précision.

Le vote du Sénat intervient alors qu'une étude vient de montrer que 29% des collégiens équipés d'un portable (entre la moitié et les deux tiers suivant l'âge) l'utilisent en salle de classe. Ils sont 58% à l'utiliser dans la cour ou les couloirs. (Reuters 07.10)

Si je faisais encore cours, je demanderais à mes élèves de bien vouloir couper leur portable en entrant en classe, et le premier qui sonnerait en cours serait confisqué et les parents convoqués pour le récupérer. Il y a deux ans cela m'est arrivé d'entendre à plusieurs reprises une sonnerie retentir en plein cours, mais à chaque fois les éléves se sont empressés de les couper sans répondre en s'excusant avant que j'intervienne. A Pondichéry c'est plus facile qu'à Saint-Denis, on est d'accord !

Italie.

La Cour constitutionnelle italienne a invalidé mercredi une loi accordant l'immunité pénale au président du Conseil et protégeant ainsi Silvio Berlusconi d'un procès pour corruption à Milan. Cette décision prise par les 15 juges de la cour, à l'issue de deux jours de délibérations, pourrait mettre la pression sur Silvio Berlusconi pour qu'il démissionne et que se tiennent des élections anticipées.

Berlusconi est soupçonné d'avoir ordonné l'attribution, en 1997, d'au moins 600.000 dollars (408.330 euros) à l'avocat britannique David Mills en échange du faux témoignage de ce dernier lors de deux audiences concernant d'autres affaires de corruption dans les années 1990.

En février dernier, David Mills a été reconnu coupable de corruption et condamné à quatre ans et demi de prison.

Il y a quelques jours, dans une autre affaire, un juge a condamné la holding de Silvio Berlusconi, la Fininvest, à verser 750 millions d'euros de dommages et intérêts à un concurrent, pour sa prise de contrôle controversée de l'éditeur Mondadori dans les années 90. (AP 07.10)

Grande-Bretagne.

Selon un sondage ICM pour la BBC publié mercredi, 56% des Britanniques interrogées sont contre la guerre, 37% y étant favorables.

La Grande-Bretagne, avec 9.000 hommes, est le deuxième contingent étranger en Afghanistan, après les Américains, et Londres n'exclut pas d'envoyer des renforts. Depuis 2001, 220 soldats britanniques sont morts en Afghanistan. (AP 07.10)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a triplé, pour atteindre un record de 1.400 milliards de dollars pour l'année fiscale 2009 qui s'est terminée la semaine dernière, a annoncé mercredi le Bureau du budget du congrès (CBO). (AP 08.10)

Le 9 octobre

Hier nous avons vu ce qu'il en était du "*cri d'alarme*" prêté par le POI aux organisations syndicales, entendez pas là aux dirigeants syndicaux concernant la situation sociale. Nous ajoutons aujourd'hui celui de J-C.Mailly pour FO, qui, dans son éditorial du 7 octobre demande au gouvernement "*une réforme fiscale guidée par l'égalité et l'équité*", un "*cri d'alarme*" comme vous pouvez le constater, qui porte tellement loin qu'on en vient à penser qu'il doit se pisser sur les pieds !

Pour qui roule les dirigeants du POI ? Cela est valable pour la totalité des partis politique en France sur un sujet tel que le 11 septembre 2001.

Un autre exemple, une autre contrevérité qui n'a rien à voir avec la précédente mais qui illustre la volonté délibérée du POI de tromper les militants et travailleurs ou de leur incurie intellectuelle, le résultat est le même.

A la page 16 du IO n°66 on pouvait lire :" *Un reportage diffusé sur France 3 a produit sans aucun commentaire l'attentat du 11 septembre à New York faisant quelque 3 000 victimes. Démonstration est faite que le terrorisme peut frapper à tout moment en utilisant les moyens les plus modernes pour parvenir à ses fins barbares.*"

Bush se serait réjoui de lire ces lignes, car en réalité c'est lui et le complexe militaro-financier qui ont organisé le 11 septembre 2001 à New York.

Le POI reprend à son compte la version officielle du 11 septembre servie sur un plateau par Bush et l'administration américaine,

sans se donner la peine d'examiner les éléments d'enquête et les témoignages qui ont été fournis ou recueillis depuis 8 huit ans et qui infirment cette thèse. Encore moins de les porter à l'appréciation de ses militants qui doivent croire sur parole à la fois Bush et les dirigeants de leur parti.

Quatres éléments suffiront parmi plus d'une centaine à prouver que la théorie de l'attentat terroriste a été inventée par Bush et ses compères de l'aristocratie financière.

Le commandant de bord Charles Burlingam était aux commandes du vol 77 du Boeing 757 qui s'être écrasé sur le Pentagone le 11 septembre, il figurait et figure toujours sur la liste des personnes ayant embarqué à bord de cet avion ce jour-là.

Par miracle, il est aujourd'hui pilote de ligne chez American Airlines !

Dans l'avion qui percuta la tour nord du WTC, vol AA11, figuraient cinq pirates de l'air dont leur chef Mohammed Atta. Quelques jours plus tard, alors que le WTC n'était plus qu'un tas de ruines fumantes, un agent de police y découvrit le passeport intact du pirate. Tout avait été détruit sauf la pièce à conviction providentielle.

Parmi la liste officielle des pirates de l'air kamikazes qui faisaient partie de l'équipe de Mohammed Atta figurait un certain Walid al-Asheri, il est donc mort.

Par miracle, Walid al-Asheri est bien en vie et travaille, il est pilote de ligne de Royal Air Maroc. Il vit à Casablanca où il a donné plusieurs conférences de presse jusqu'à ce que le palais royal lui demande de se montrer plus discret.

Cerise sur le gâteau, saviez-vous que tous les grands patrons du World Trade Center étaient absents le 11 septembre 2001 ? Quelle heureuse coïncidence, n'est-ce pas ?

Explication. Le financier le plus riche du monde Warren Buffett avait invité pour la première fois tous les grands patrons du World Trade Center dans son fief du Nebraska à son petit déjeuner annuel de charité. Comme le hasard fait bien les choses parfois, n'est-ce pas ?

Saviez-vous que le 11 septembre 2001 vers 7h du matin, les employés de la société israélienne Odigo spécialisée dans le renseignement militaire ont reçu un SMS les avertissant qu'un attentat aurait lieu ce jour au WTC et qu'ils ne devaient donc pas se rendre à leur bureau situé face au WTC ?

On arrête là. Si vous voulez en savoir plus ou ne pas mourir idiot ou encore colporter des contrevérités, lisez les articles sur le même sujet qui figurent dans la page Dossier vieux monde du site, c'est édifiant et sans appel. J'ai rajouté encore 6 articles ce matin dont celui où j'ai puisé ces informations.

Je ne suis pas du genre à ne croire que ce que je vois. On a là la preuve matérielle incontestable que c'est l'administration Bush qui a organisé de A à Z cette mise en scène d'une complexité telle qu'elle ne pouvait pas être orchestrée par quelqu'un d'autre sur le sol américain, pour uniquement justifier sa guerre contre tous les peuples, et pour commencer contre les peuples afghan et irakien.

Question au POI : pourquoi soutenez-vous toujours la version officielle et frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre ? Même Poutine, Chavez, des généraux, un ex-président (italien) ou des présidents (équatorien, bolivien), etc. ne la défendent plus.

Saviez-vous que la majorité des familles des victimes du 11 septembre n'y croient plus non plus ? Saviez-vous que Warren Buffett a financé la campagne d'Obama et que celui-ci a refusé de répondre favorablement aux associations des victimes qui exigaient que la vérité soit faite sur le 11 septembre, protégeant ainsi Bush, Cheney, etc ?

Comment les dirigeants du POI peuvent-ils ainsi mentir et cacher la vérité à leurs militants et aux travailleurs, et ensuite demander qu'ils aient confiance en eux et leur parti ? Sont-ils paranoïaques et malhonnêtes à ce point là ? C'est la question que je pose aux camarades du POI et que tout militant est en droit de se poser.

Mais l'aventurisme ou l'opportunisme des dirigeants du POI se répercute sur l'ensemble de leurs analyses et activités. Prenons leur version du front unique.

Les dirigeants du POI qui prétendent s'inspirer des enseignements du marxisme et de la lutte des classe ne cessent de s'adresser aux dirigeants du PS et du PCF et poussent les travailleurs à s'adresser à leurs élus. Voici maintenant comment Marx percevait ce genre de dirigeants et d'élus, après vous vous poserez la question de savoir si Marx aurait eu la même attitude que le POI.

Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 :

« *En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille.* » De la "*racaille*", camarades on ne s'adresse pas à la "*racaille*", on se contente de la combat !

Et Engels dans une lettre à Sorge du 7 décembre 1889 ne peut contenir sa colère :

« *... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire...*»

Engels condamnait cette attitude "*répugnante*", il penserait la même chose de celle du POI qui prend par la main des travailleurs pour rendre visite au député du coin.

Lénine précise dans *L'impérialisme et la scission du socialisme* :

"*Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, (ont) aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse*", il ne s'agissait donc pas d'un coup de gueule auquel Engels se serait laissé aller dans une correspondance, il faut le préciser.

Un réquisitoire en règle contre la politique du POI signé Marx et une leçon de tactique de Lénine :

"*L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.*

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !"

C'est justement cette "*majorité véritable*" qui n'intéresse aucun parti ni syndicat, bordel, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater, et cela dure depuis l'après-guerre. Ce qui était vrai "*pour l'Angleterre du XIX° siècle*" et qui était "*vraie*" plus tard pour l'Allemagne, l'est encore en 2009 dans tous les pays, on pourrait ajouter davantage encore, car les organisations ne rassemblent plus 1/5 du prolétariat mais moins d'1/10e de nos jours ! C'est mieux ou plus sérieux de dire pourquoi je partage l'avis de Marx et Engels ou encore Lénine, sinon c'est du bavardage sans intérêt.

Vous aurez noté au passage que le *Programme de transition* rédigé par Trotsky s'inscrivait en totale contradiction avec "*le fond de la tactique marxiste*" décrite par Lénine. Personnellement, j'adhère à la tactique préconisée par Lénine après avoir observé que celle de Trotsky s'était soldée par un échec sur toute la ligne. On a peut-être ici un des éléments essentiels qui nous permet de comprendre pourquoi on n'a jamais été foutu de construire le parti. Vous comprenez maintenant pourquoi je suis davantage léniniste que trotskiste. Je vais finir par être convaincu qu'une fois Lénine disparu, Trotsky avait repris ses mauvaises habitudes.

Après que Carlos Pieroni a osé écrire dans le IO n°67 à la page 2 que "*pendant plus d'un siècle, pour les socialistes du monde entier, le SPD était le modèle à suivre, la référence en termes d'organisation et d'implantation dans la classe ouvrière*", je crois bon de citer ce passage de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine :

"*C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.*"

Alors que dire quand ces tendances sont présentes dans votre propre parti ? Que le POI est aussi un parti ouvrier bourgeois !

Pieroni est un manipulateur, sa manipulation consistait entres autres à faire disparaître le parti bolchevik ni plus ni moins.

Hier, j'ai oublié de rappeler que Lénine suite à la faillite des partis de la IIe Internationale en 1914, abandonnera définitivement le type de parti composé de tendances révolutionnaires et non révolutionnaires pour construire le parti bolchevik sur la base du marxisme révolutionnaire, qui conduisit le prolétariat et la paysannerie pauvre au pouvoir en Russie en octobre 1917.

Le POI calqué sur la SFIO et que revendiquent les dirigeants du POI, n'est qu'une pâle reproduction de ce parti qui cessa de servir de modèle à l'avant-garde du mouvement ouvrier internationale se réclamant du socialisme dès le 3 août 1914 (en Allemagne, le lendemain en France).

Le type de parti que Lénine avait adopté après que la preuve avait été faite qu'un parti du type du Parti ouvrier social-démocrate allemand ou SPD ne pourrait pas conduire la classe ouvrière à la victoire, n'a pas cessé d'exister à travers le monde après la destruction du parti bolchevik par Staline, Trotsky l'avait repris à son compte lors de la fondation de la IVe Internationale, c'est un dénommé Pierre Lambert qui lui a porté le coup de grâce en 1985 en liquidant le Parti communiste internationaliste, pour le remplacer par le MPPT, puis le PT en 1991 et le POI en 2008. Ainsi était rompu le fil du marxisme qui reliait la lutte de classe de notre époque au développement du mouvement ouvrier révolutionnaire du milieu du XIXe siècle. Ce fil sera rétabli non pas par des discours sur le marxisme, mais le jour où à nouveau un parti communiste verra le jour.

J'ai envie de m'excuser sincèrement auprès des militants du POI qui se connectent sur le site, mais je ne pouvais vraiment pas faire autrement que d'apporter ces précisions importantes.

Les dépêches plus tard, je dois quand même faire des courses pour manger ! Il est 11h du matin et j'ai mis 5 heures à rédiger cette causerie, cela vous donne une idée du boulot.

Le 10 octobre

Quelques résultats d'élections partielles du mois de septembre ou du début octobre que pas grand monde n'a dû commenter, et pour cause, l'abstention bat tous les records, un mauvais coup pour les institutions de la Ve République et tous leurs partis.

Contraste.

Dans *Informations ouvrières* j'ai lu plusieurs témoignages de militants qui se plaignent que ce journal est triste à mourir, ils ont raison. A l'opposé, je ne cesse de recevoir des courriels de militants qui me disent retrouver le moral en se connectant sur le site. Avec les dirigeants du POI, on ne doit pas avoir la même conception de la lutte des classes, du militantisme ou de la vie tout simplement.

Cette causerie devrait dérider les esprits les plus crispés. Allez, c'est le week-end, on se détend un peu après une dure semaine de boulot ! Commençons par les bonnes nouvelles.

Deuxième tour de l'élection cantonale à Argenteuil-Est (95) en 2008 :

Abstentions : 8 206 (42,18%)
Blancs ou nuls : 262 (2,33%)
Total : 44,51%

Premier tour de l'élection cantonale partielle à Argenteuil-Est (95) le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 14 411 (73,56%)
Blancs ou nuls : 55 (1,06%)
Total : 74,62%

Second tour de l'élection cantonale à Moyenneville (Somme) de 2004 :

Abstentions : 1 688 (23,34%)
Blancs ou nuls : 543 (9,80%)
Total : 33,14%

Election cantonale partielle à Moyenneville, 1er tour le 4 octobre 2009 :

Abstentions : 55,4%

Election municipale partielle 2009 à Joigny 1er tour le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 2 879 (44,91%)
Blancs ou nuls : 87 (2,46%)
Total : 47,39%

Il manque les résultats du second tour.

Election cantonale à Limours-en-Hurepoix (91) 1er tour de 2008 :

Abstentions : 5 480 (32,28%)
Blancs ou nuls : 425 (3,70%)
Total : 35,98%

Election cantonale partielle 2009 à Limours-en-Hurepoix (91) 1er tour le 20 septembre 2009 :

Abstentions : 11 603 (67,81%)
Blancs ou nuls : 69 (1,25%)
Total : 69,06%

2eme tour le 27 septembre 2009 :

Abstentions : 11 593 (67,75%)
Blancs ou nuls : 354 (6,41%)
Total : 74,16%

Je vous ai mis les résultats (incomplets, désolé) que j'ai trouvés sur le Net (source : http://www.politiquemania.com.)

On dirait que les institutions ont le vent en poupe, non ? Je sens que l'on va se mobiliser pour élections régionales de mars 2010 : boycott ! Il n'y a rien à attendre des institutions et des partis politiques qui les contrôlent ou les soutiennent.

Chaque élection ne peut être dorénavant qu'une étape pour tenter de redorer leurs blasons. Ce sera sans nous puisque l'immense masse des travailleurs les rejettent, on aurait tort de s'en priver et de ne pas être à leur côté, non ? A bas les institutions de la Ve République ! La seule voie, c'est de se préparer à les renverser et à prendre le pouvoir, car il n'existe aucune autre alternative ou issue politique. Demain, un peu plus tôt, un peu plus tard, là n'est pas le problème...

J'ai reçu plusieurs courriels mais je n'ai plus le temps de vous en parler, on verra cela demain.

Bon week-end à tous, camarades, et gardez le moral !

Fin de régime ou le règne de la tête à la queue.

Frédéric Mitterrand est homosexuel, c'est son droit, il est un abonné du tourisme sexuel c'est autre chose, pire il le revendique dans son livre "*La mauvaise vie*", publiée en 2005. 2005, il y a donc quatre ans seulement.

"*, n'ont fait la moindre remarque à l'intéressé à ce propos (...) Mieux, Frédéric Mitterrand conserve toute la confiance des deux hommes*", assure encore Renaud Revel, journaliste de la rubrique média à *L'Express*. (Leposte 08.10)

Lors d'un entretien accordé cet été au *Nouvel Observateur*, le président de la République avait jugé '*courageux et talentueux*' son livre, dans lequel le ministre de la culture décrit par le menu ses expériences sexuelles tarifées avec des '*garçons*' dans les maisons closes de Thaïlande. '*J'avais trouvé son livre La Mauvaise Vie courageux et talentueux*', estimait-il. (LeMonde.fr 08.10)

Aux infos de TV5Monde Asie, il y a deux jours, ils ont lu un passage de son livre dans lequel il évoquait de "*jeunes garçons*", lors de son explication le lendemain sur TF1 il dira qu'ils avaient "*à peu près le même âge que lui*", soit une quarantaine d'années bien tassées, bien bourrées diraient les gens dans leur genre !

Il s'en tire (provisoirement) à l'aide d'un vulgaire mensonge. Ces gens-là sont plus que répugnants, ils n'ont aucune dignité.

Encore une histoire de noeud, mais dans sa forme réduite, clitoricienne : "***neuneu***" !

Quand on demande à la secrétaire nationale des Verts Cécile Duflot de réagir à vif sur le Nobel d'Obama, elle élabore rapidement un positionnement politique, après avoir réfléchi, « *ce que même une femme jeune peut faire* » : « *Et parfois je n'ai pas de réponse à vos questions, il faut être honnête.* ».

Lorsqu'on l'interroge sur ses déclarations au sujet des 4,5 milliards d'euros de la la région que les Verts gèrent avec le PS depuis dix ans, dont « *on ne sait pas à quoi ils servent* », elle se crispe :« *Regardez ce que j'ai dit : moi je sais parfaitement à quoi sert ce budget, il ne faut pas me prendre pour une neuneu, mais les gens ne savent pas.* »

Les Verts avaient en charge l'environnement, 200 millions d'euros a-t-elle rappelé, et quand on l'interroge sur leur bilan, elle répond « *Ce qui m'intéresse ce n'est pas le bilan mais ce qu'on va faire dans les cinq ans qui viennent* ». (Rue89 09.10)

Vaut mieux ne pas parler de votre bilan, alors qu'elle vient de dire "*les gens ne savent pas*" à quoi avait servi le budget de sa région. Vaut mieux continuer à leur cacher et leur mentir, CQFD.

Faites confiance aux patrons... "***sans tabou***".

Le cabinet de conseil Technologia - qui a déjà travaillé pour Renault il y a deux ans - a été mandaté pour mener un vaste audit sur le climat social chez France Télécom. Premier outil pour mesurer le malaise des employés : le questionnaire. Les 100.000 salariés français du groupe pourront y répondre à partir du lundi 19 octobre.

La confidentialité sera garantie, puisque, pendant quatre semaines, les salariés auront accès au questionnaire sur un site Web externe via un mot de passe. "*Les salariés doivent s'exprimer en toute liberté. Il faut un questionnaire sans tabou !*", souligne Sandrine Le Roy, déléguée syndicale FO. (LePoint.fr 09.10)

Ne pas remettre en cause l'existence du capitalisme, en voilà un "*tabou*" solidement ancré chez FO, et dans tous les syndicats.

Le capitalisme vous stresse, alors il faut extraire le mal à la racine !

A l'issue de la réunion du Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT), le ministre du travail, Xavier Darcos, a annoncé "un plan d'action d'urgence" pour lutter contre le stress au travail, vendredi 9 octobre.

Les entreprises de plus de 1 000 salariés devront ouvrir des négociations sur ce thème, "*avant le 1er février 2010*". Et les "*entreprises engagées dans un processus de restructuration*" devront prendre en compte les risques psychosociaux qui pourraient en découler. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), le ministre a demandé que "*des actions d'information, des outils de diagnostic et des indicateurs d'action*" soient mis en place.

Le Sénat mettra en oeuvre une mission d'information sur le mal-être au travail et le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, a annoncé la création d'un "*groupe de travail*".(Lemonde.fr 09.10)

A défaut d'issue politique ou d'espoir, ils retournent leurs armes contre eux.

Un salarié du Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, s'est suicidé mercredi à son domicile, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de l'entreprise.

Le Technocentre de Renault, cerveau du constructeur, avait connu fin 2006 et début 2007 trois suicides de salariés, un quatrième ayant eu lieu en mars 2008.(Reuters 08.10)

Un salarié de France Télécom armé d'un fusil non-chargé, mais portant une cartouche sur lui, a été désarmé par des collègues sur son lieu de travail à Evreux mardi, a confirmé la direction jeudi. (AP 08.10)

Intellectuelle, diplômée, écrivain, encore une tête bien pleine mais bien mal faite.

Françoise Bouchet-Saulnier est docteur en droit, directrice juridique de Médecins Sans Frontières, auteure notamment du *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*.

Interviewée par *Libération*, je cite le passage qui me semble le plus significatif :

"*A la fin des années 1990, quand MSF reçoit le Nobel, c'est l'apothéose d'un humanitaire indépendant, glorifié par chacun pendant la guerre froide, renforcé par le soutien de l'ONU à l'interventionnisme et aux missions de maintien de la paix. Aujourd'hui,*

la diplomatie s'exprime de manière beaucoup plus brutale sans toujours prendre les couverts de l'humanitaire. Depuis la guerre contre le terrorisme, la diplomatie internationale a relégitimé des interventions dites de sécurité. L'usage de la force se fait au nom de la sécurité, au nom de la guerre contre le terrorisme et non pas au nom des secours.

Il faut se battre pour affirmer que l'humanitaire est une valeur opérationnelle, essentielle, y compris dans les processus de paix. On ne peut pas toujours écraser son adversaire. Préserver l'humanitaire, c'est une manière de préserver un monde plus sûr. Désormais, nous sommes entrés dans un monde totalitaire où la sécurité est devenue la nouvelle idéologie qui réconcilie parfaitement l'Est, l'Ouest et le Sud, avec une souveraineté des Etats renforcée. On parle beaucoup d'humanitaire mais on fait surtout beaucoup la guerre." (Libération.fr 09.10)

Vous avez noté : jusqu'à la fin des années 90 existait selon elle un "*humanitaire indépendant*" soutenu par l'ONU dont l'objectif était le "*maintien de la paix*", des "*interventions dites de sécurité*" pour venir "*au secours*" des peuples qui évidemment étaient responsables de ces guerres ou en partageaient la responsabilité. Comment un "*humanitaire*" pouvait-il s'estimer "*indépendant*" en étant financé par l'ONU ou des multinationales qui couvraient toutes ces guerres ou les avaient directement fomentées ?

On pourrait penser qu'elle ne se rend même pas compte de la monstrosité de ses contradictions. Mais pour elle il n'y en a pas, puisqu'elle est incapable d'imaginer un monde qui ne serait pas sous la botte de l'impérialisme et ses institutions internationales. Cela ne cause apparemment pas de problème à MSF que ce soit ceux qui organisent ces guerres qui les financent. Sans s'engager sur le plan politique au côté de ceux qui combattent pour abattre le capitalisme, MSF et toutes les ONG ne sont que des appendices de l'impérialisme qu'ils soutiennent à leur manière, qu'ils le veuillent ou non.

Rappel :

Guerre civile d'Irlande du Nord (1969-1998)

Guerre en ex-Yougoslavie (1991-1999)
Guerre de Slovénie
Guerre en Croatie (1991-1995)
Guerre de Bosnie (1992-1995)
Guerre du Kosovo (1998-1999)

Guerre civile de Moldavie (1992)
Première guerre de Tchétchénie (1994-1996)
Deuxième guerre de Tchétchénie (1999-?)

Guerre civile du Mozambique (1975-1992)
Guerre civile de l'Angola (1975-2002)

Guerre du Tchad (1965-1990)
Seconde guerre du Sud-Soudan (1983-2005)
Guerre civile du Libéria (1989-2003)
Guerre civile du Rwanda (1990-1996)
Guerre civile de Sierra Leone (1991-2002)
Guerre civile de Somalie (1991-?)
Guerre civile d'Algérie (1992-2002)
Guerre civile du Burundi (1993-2001)
Première guerre du Congo (1996-1997)
Guerre civile du Congo-Brazzaville (1997-1999)
Deuxième guerre du Congo (1998-2003)
Guerre Ethiopie-Erythrée (1998-2002)

Guerre civile d'Afghanistan (1989-2001)
Guerre civile du Cachemire (1989-?)
Guerre du Golfe (1990-1991)
Guerre du Haut-Karabakh (1991-1995)
Guerre civile de Géorgie (1992-1993)
Guerre civile du Tadjikistan (1992-1997)
Guérilla maoïste du Népal (1996-?)
Guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan (1999)

(source : Wikipédia.htm)

Il en manque quelques unes dont la guerre civile à Sri Lanka, en Palestine...

Quand le PS est à court d'idées.

Le Parti socialiste a relancé le débat sur la légalisation de la consommation de cannabis, serpent de mer de la politique française depuis des années.

"*Ne faudrait-il pas prendre le pari de légaliser la consommation personnelle de cannabis à travers un contrôle de la production et de l'importation, comme c'est le cas avec l'alcool?*", s'interroge vendredi dans Le Parisien Daniel Vaillant, député-maire socialiste du XVIIIe arrondissement de Paris.

"*Le Mouvement Populaire (UMP) se déclare fermement opposé à toute tentative de légalisation du cannabis ou des drogues dites douces qui conduisent inexorablement à l'usage de drogues de type cocaïne ou ecstasy*", écrit dans un communiqué Eric Ciotti, son secrétaire national à la sécurité.

La France compte 1,2 million d'usagers réguliers de cannabis, dont 550.000 quotidiens, selon la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.

L'usage de cannabis en France est passible d'un an d'emprisonnement et de 3.750 euros d'amende. Selon l'Office français des drogues et toxicomanies, plus de 90.000 personnes ont été interpellées pour usage de cannabis en 2005. Ce chiffre est trois fois plus élevé qu'en 1995.

En 2003, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'était prononcé en faveur d'un durcissement de la loi de 1970 sur les stupéfiants. (Reuters 09.10)

Qu'on s'envoie en l'air pour oublier un moment notre vie de merde en picolant ou en fumant un joint, c'est compréhensif à défaut de mieux, le royaume de la liberté se sera pour plus tard. L'usage du cannabis est dangereux parce qu'il s'accompagne d'un affaiblissement de la volonté, je parle en connaissance de cause. Partant de là, pour les esprits déjà faibles au départ, cela peut conduire à se laisser entraîner vers d'autres drogues aux effets particulièrement destructeurs. Il faut mettre en garde les jeunes contre ce danger bien réel.

Clearstream. Sarkozy n'aura pas gain de cause.

Le parquet retient la date de juillet 2004 pour retenir contre Dominique de Villepin une "*complicité de dénonciation calomnieuse par abstention*" : il aurait commis un délit en s'abstenant de dénoncer alors la manipulation.

Ce raisonnement juridique fragile a été encore affaibli à l'audience puisqu'on y a appris qu'en juillet 2004, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, et plusieurs autres autorités savaient aussi, et n'ont rien fait non plus.(Reuters 08.10)

Intox : une hausse qui cache une baisse.

Sur les trois mois à août, la production manufacturière française a progressé de 3,1% par rapport aux trois mois précédents, mais sur un an elle reste en baisse de 12,9%. (Reuters 09.10)

Le noeud coulant. Comment couvrir la poursuite de la politique de G. Bush.

Moins de neuf mois à la Maison Blanche et déjà le Nobel de la paix : en distinguant Barack Obama, le comité norvégien a créé la surprise vendredi et aussi un peu de perplexité, certains se demandant si ce prix n'était pas prématuré.

"*Je ne pense pas mériter d'être en compagnie de tant de figures déterminantes qui ont été honorées par ce prix*",

Barack Obama avait prêté serment depuis 12 jours à peine quand les nominations pour le Nobel de la Paix ont été closes le 1er février dernier.

"*Il a reçu le prix parce qu'il a réussi à changer le climat international*", a justifié le président du Comité Nobel Thorbjoern Jagland. "*Certains diront, et je le comprends, est-ce que ce n'est pas prématuré? Trop tôt? Et bien je répondrais alors que ce pourrait être trop tard de réagir dans trois ans. C'est maintenant que nous avons une occasion de réagir, nous tous*". Cela arrive rarement qu'une personne puisse autant "*capter l'attention du monde et donne à son peuple l'espoir d'un avenir meilleur*", a-t-il insisté. (AP 09.10)

A son actif : la pousuite ou l'aggravation de la politique économique de Bush, plus de 6 millions de chômeurs supplémentaires, il

s'était engagé à fermer avant la fin de l'année le centre de détention de Guantanamo, il avait aussi promis de mettre fin à la guerre en Irak, deux promesses non tenues, par contre il a intensifié la guerre contre le peuple afghan en envoyant 10.000 soldats supplémentaires...

Grande-Bretagne. Travail, famille, patrie : A bas les pauvres !

David Cameron a clôturé jeudi la conférence du parti conservateur à Manchester.

Si les tories gagnent les élections prévues d'ici à juin 2010 - ce que tous les sondages laissent présager - "*ce sera dur*", a lancé le leader conservateur, "*il faudra réduire les dépenses publiques et ce sera douloureux. Il faudra s'attaquer à la culture d'irresponsabilité de la Grande-Bretagne et ce sera difficile pour de nombreuses personnes. Il faudra mettre à bas cette bureaucratie que le Labour nous a laissée*".

Indéniablement, son discours portait les valeurs traditionnelles des tories. Le travail doit être "*récompensé*", la famille "*soutenue*", les entrepreneurs également. Mais surtout, a affirmé l'orateur, il faut revenir à "*une société de responsabilité*", celle que les gouvernements de Tony Blair puis de Gordon Brown ont mise à mal en faisant grossir l'Etat.

"*Il y a en Grande-Bretagne 2 millions d'enfants dont aucun des parents ne travaille*", a-t-il lancé, "*il faut briser ce cercle de la dépendance à l'Etat-providence*". Et revoir le système des allocations pour inciter les gens à travailler.

"*Dans le monde de Gordon Brown,* a-t-il expliqué, *si une mère célibataire avec deux enfants gagne par son travail 150 livres par semaine, entre la perte de ses allocations et les impôts qu'elle devra payer, il ne lui restera sur chaque livre qu'elle reçoit que 4 pence.*" Il y a trente ans, "*nous avons gagné une élection en nous battant contre un taux d'imposition marginal de 98 % pour les plus riches. Aujourd'hui, je nous veux encore plus en colère sur ce taux de 96 % pour les plus pauvres*". (Le Monde 09.10)

Le 11 octobre

Soyez sympa camarades, signalez-moi quand il y a un problème d'affichage dans une page (même ancienne), par exemple lorsque l'ensemble des articles figurent en caractères gras ou en italique, c'est une erreur de frappe de ma part.

J'ai repensé à la remarque des militants du POI qui souhaitaient lire des bonnes nouvelles dans le journal de leur parti. Je ne sais pas si c'est une manière correcte d'aborder cette question, puisque pour une victoire nous devons essuyer des centaines de défaites, c'est le sort de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier expliquait Marx. Si l'inverse était vrai, cela serait trop facile, la lutte des classes seraient une balade tranquille, mais hélas cela n'est pas le cas.

Cette question abordée de la sorte dénote une incompréhension ou une méconnaissance fondamentale de la lutte des classes et plus particulièrement du marxisme. C'est très intéressant que les militants s'expriment, car cela révèle des problèmes de fond.

Quand on est guidé uniquement par l'objectif du combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, les victoires ou les échecs qui jalonnent notre combat ne prennent pas des proportions démesurées, ils présentent moins d'importance que celui que leur donnent généralement les militants.

L'activisme forcené, la théorie objectif/résultat, la recherche à tout prix de résultats immédiats, la lutte pour la lutte, se jeter sur n'importe quelle revendication sans le moindre discernement, la place démesurée pour ne pas dire exclusive accordée aux revendications économiques ou sociales par rapport aux questions politiques, témoignent manifestement qu'on s'est écarté ou qu'on a abandonné l'objectif qu'on s'était fixé, à moins qu'on ait toujours poursuivi un autre objectif que la prise du pouvoir par la classe ouvrière. On ne peut évidemment pas en vouloir aux militants, seuls leurs dirigeants sont responsables de cette situation.

Je crois qu'il faut bien prendre conscience, que ce n'est pas parce qu'on ne verra peut-être jamais la révolution triomphée de notre vivant, qu'il faut abandonner cet objectif. Certains -ceux qui se sentent particulièrement visés ici et pour cause, s'empresseront de répondre : on le sait, certes vous le savez, mais ce n'est pas du tout ce qui ressort de votre activité de militant ou de votre comportement, sinon vous cesseriez d'aller à la pêche aux résultats et d'avoir le moral qui oscille sans cesse entre une excitation fébrile et une grosse déprime.

Ce malaise est compréhensible. On nous a habitué à cavaler, soit après des objectifs à notre portée, mais qui ne présentaient pas un intérêt fondamental, soit après des objectifs hors de notre portée et pour lesquels on s'épuisait en pure perte de temps et d'énergie. Diffusion, porte-à-porte, collage, réunion, meeting, manifestation, font partie des activités normales d'un militant, mais lorsqu'elles ne sont pas axées sur la construction du parti et reliées à notre objectif, on n'en comprend pas forcément l'intérêt, on ne construit rien parce que notre parti est une véritable passoire et on n'avance pas d'un millimètre vers notre objectif, c'est frustrant à la longue, on doute, on se lasse, on se démoralise, on change de parti, on se met à la recherche de raccourcis ou on

cesse le combat ...

Cela n'arriverait pas forcément dans un parti qui subordonnerait la totalité de son activité à sa construction, puisque c'est finalement le seul objectif que l'on peut atteindre dans l'immédiat. Vous voulez organiser la classe pour faire reculer le gouvernement ou lui imposer une défaite. Avec les forces dont vous disposez, c'est un leurre, autant dire les choses franchement. Mais si vous partiez du même postulat, donc en partant de la situation objective et des rapports entre les classes et avec les appareils, et qu'au lieu d'axer votre discours sur l'objectif de faire reculer le gouvernement, vous expliquiez qu'il manque dans la situation actuelle un facteur subjectif déterminant pour y parvenir et aller encore plus loin dans notre combat, vous mettriez d'une part en lumière l'absence cruelle du parti, d'autre part vous permettriez à vos interlocuteurs de comprendre la place et le rôle irremplaçables du parti, ce qui pourrait les insiter à vous rejoindre pour le construire...

Le second objectif du parti devrait être de permettre à chaque militant d'élever son niveau théorique et politique, la formation devrait occuper une place centrale dans la construction du parti. Chaque militant devrait réussir à maîtriser le marxisme à des degrés divers. Sinon ce sont les idées dominantes qui vont continuer d'envahir leurs cerveaux, c'est inévitable.

Le troisième objectif du parti devrait être de consacrer son combat à populariser les idées du socialisme, au lieu de lui substituer le front unique avec les appareils traîtres à la classe. Le parti devrait se battre sur son programme, sous le drapeau de la révolution socialiste, sinon comment voulez-vous que les travailleurs et les militants sachent qu'ils existent. Le parti et le socialisme devraient devenir la source d'espoir pour la classe ouvrière, son étendard.

Le parti, le programme, le socialisme, voilà à quoi devrait être subordonné notre combat politique, sans passer le moindre compris avec notre ennemi, les institutions ou les appareils. Nous ne serions pas pour autant sectaires envers les autres partis, bien au contraire (à l'opposé de LO), tout en menant une guerre impitoyable contre l'opportunisme et le centrisme pour reprendre une expression de Lénine.

Il y en a qui vont penser que je suis cinglé, le contraire m'inquièterait, que combattre sur cette ligne serait encore plus difficile, ce n'est pas certain, la situation se radicalisant, ce serait plutôt l'inverse qui se vérifierait. Et puis un tel parti aurait une autre gueule que ceux que nous connaissons aujourd'hui, car c'est dès le premier jour que l'on entreprendrait de former les nouveaux militants ou les futurs militants, ils verraient ainsi que notre parti n'a rien à voir avec les autres, que l'on est résolu et que rien ni personne ne nous fera dévier de notre objectif, j'ai confiance dans la classe ouvrière et j'ai également confiance dans notre capacité à l'amener au socialisme, je n'aime pas le terme gagner qui est trompeur. On n'est pas *gagné* au socialisme, on commence par aborder le socialisme, on l'étudie, on en vérifie la validité à travers nos expériences, on continue de l'étudier, etc. (A suivre)

Nouvelle de la crise.

Certains analystes soulignent que les bonnes performances des entreprises américaine et notamment celles du géant de l'aluminium Alcoa, qui a fait état jeudi de profits inattendus, ne sont pas tant liées à la timide reprise qu'à de radicales réductions de coûts (19 000 emplois ont été supprimés depuis juin 2008) qui leur permettent d'améliorer leur situation financière. (source : Le Monde 10.10)

No comment !

La mystification Obama pour accentuer l'emprise de l'impérialisme américain sur le monde. Trois exemples tirés de l'actualité pour l'illustrer.

1- La Grande-Bretagne est le porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain, la City est largement impliquée dans la Fed.

Puisque la lutte contre terrorisme lancée par G. Bush en 2001 après qu'il a orchestré le 11 septembre ne fait plus vraiment recette auprès des peuples qui réclament le retrait des troupes d'occupation en Irak et en Afghanistan, il va leur falloir trouver d'autres prétextes pour justifier les sommes phénoménales engloutis dans l'économie d'armement et de guerre, amplifier la militarisation du monde et leur guerre contre tous les peuples. L'armada déployée dans le Golfe d'Aden pour lutter contre la piraterie en est un qu'il pourrait étendre à d'autres régions du monde, au nom de la lutte contre le trafic d'armes que les marchands de canon alimentent directement ou en sous-main. Dans la dépêche ci-dessous, vous noterez qu'il ne s'agit pas de toucher au juteux commerce des armes qui fait l'objet de commissions occultes.

Sept pays (la Grande-Bretagne, l'Argentine, l'Australie, le Costa-Rica, la Finlande, le Japon et le Kenya) ont lancé samedi aux Nations unies une campagne en faveur de l'ouverture de négociations sur un nouveau traité de contrôle des armes à feu dans le monde afin de lutter contre un trafic qui fait des milliers de morts et de blessés chaque jour.

Selon un rapport publié cette semaine par l'organisation humanitaire britannique Oxfam et onze autres organisations non gouvernementales, quelque 2,1 millions de personnes, des civils pour la très grande majorité, sont morts directement ou indirectement de la violence armée depuis décembre 2006. Soit l'équivalent plus de 2.000 morts par jour, ou plus d'une personne

à chaque minute qui passe, souligne le rapport.

Les partisans d'un nouveau traité sur le contrôle du commerce des armes assurent que cela ne changera rien au commerce légal et ne vise que le trafic clandestin.(AP 10.10)

2- C'est auréolé du prix Nobel de la paix qu'Obama va pouvoir justifier l'emploi des troupes supplémentaires en Afghanistan.

On ne savait pas combien de troupes supplémentaires avait réclamé le général Stanley McChrystal, commandant en chef des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan, dans une requête adressée au secrétaire à la Défense, Robert Gates, et au président Barack Obama. C'est 45 000 hommes que réclame l'officier américain.

D'après un proche de McChrystal, si l'US Army piétine dans sa grande offensive lancée dans le Helmand (sud) - où 4 000 Américains sont actuellement engagés, appuyés par plusieurs milliers de Britanniques -, c'est précisément parce qu'il n'y a pas assez de troupes. (Libération.fr 10.10)

3- Au diable le génocide arménien commis entre 1915 et 1917 par l'armée turque, la Turquie est un allié stratégique de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste, la paix entre les deux peuples valait bien cela.

La Turquie et l'Arménie ont signé samedi à Zurich un accord historique ouvrant la voie à la réconciliation après un siècle de conflit.

Juste avant le moment prévu de la signature samedi, à l'issue de six semaines de négociations sous l'égide de la Suisse, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton a soudain regagné son hôtel. "*Nous aidons les deux parties à trouver un accord sur les déclarations qu'elles feront après la cérémonie*", a expliqué son porte-parole, Ian Kelley.

Après trois heures d'intenses tractations et de navettes diplomatiques américaines et suisses, les ministres turc et arménien des Affaires étrangères ont paraphé l'accord. "*A plusieurs reprises, j'ai dit à toutes les parties impliquées que c'était trop important, qu'il fallait aller jusqu'au bout, que nous étions allés trop loin, qu'on ne pouvait pas tourner le dos à tout le travail réalisé pour arriver aux protocoles (d'accord)*", a déclaré Hillary Clinton.(AP 11.10)

L'UE en ordre de bataille, ça urge !

Le président polonais Lech Kaczynski a ratifié samedi le traité de Lisbonne, approuvé l'année dernière par le Parlement. La République tchèque est désormais le dernier des 27 pays de l'Union européenne à devoir ratifier le texte réformant le fonctionnement institutionnel de l'UE.

Le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a exhorté leprésident tchèque Vaclav Klaus à ratifier le texte. "*L'Europe attend cela avec impatience*", a-t-il déclaré. "*Nous n'avons pas besoin de nouveaux retards*".

"*Il est temps de régler la question institutionnelle de l'UE*", a-t-il ajouté, jugeant que "*nous avons la responsabilité de le faire arriver avant la fin de l'année*". (AP 10.10)

A quoi servent les Verts ? Deux exemples tirés de l'actualité en Irlande et en France.

1- Les Verts réunis à Dublin ont entériné à une très large majorité samedi l'accord conclu la veille par leurs dirigeants et le parti du Fianna Fail du Premier ministre pour sauver la coalition au pouvoir depuis deux ans.

Sans le petit parti des Verts, Brian Cowen ne disposerait plus de l'étroite majorité au Parlement qui devrait lui permettre de faire deux textes controversés contre le déficit budgétaire et la crise bancaire.

Le gouvernement atteint des sommets d'impopularité dans les sondages et le Premier ministre ne serait probablement pas réélu en cas d'effondrement du gouvernement et d'élections législatives anticipées. Le prochain scrutin est normalement prévu pour 2012 au plus tard.

Les Verts ont soutenu l'accord avec le Fianna Gail par 523 voix contre 99, soit largement plus que la majorité des deux tiers fixée par leur direction pour sauver la coalition. (AP 10.10)

Pas de bol.

Impliqué dans une affaire de notes de frais exorbitantes, le président du parlement irlandais, John O'Donoghue, a annoncé mardi

soir son intention de démissionner la semaine prochaine.

Il a été accusé d'avoir dépensé 90.000 euros en frais de déplacement depuis sa nomination en juin 2007. Lorsqu'il était ministre du Tourisme, entre 2002 et 2007, ses voyages avaient coûté en outre au total un million d'euros au contribuable.

On avait trouvé notamment dans ses notes de frais la location d'une limousine pour effectuer le trajet entre les terminaux de l'aéroport londonien de Heathrow, et une nuit à 1.000 euros dans un palace parisien. (Reuters 06.10)

2- Le président du MoDem, François Bayrou, se déclare ouvert à un accord avec les Verts dans certaines régions à l'occasion des élections régionales de mars 2010 en France.

"*Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Être soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières*", déclare dans un entretien au Monde daté de dimanche.

"*Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire (de celle de Sarkoey - Ldc): la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale*", ajoute le leader centriste. (Reuters 10.10)

Fillon piétine la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il a été reçu samedi par le Pape au Vatican indique Le Figaro, qui précise : "l'audience accordée à François Fillon est considérée au Saint-Siège comme un signe particulier de bienveillance. Pour l'homme qui ne cache pas sa foi catholique, mais aussi pour la politique de «*laïcité positive*» lancée par Nicolas Sarkozy et fortement appréciée dans les hautes instances de l'Église catholique."

"En fin d'après-midi, François Fillon remettra la Légion d'honneur à Mgr Dominique Mamberti, Français et actuel ministre des Affaires étrangères du Vatican. Les prélats français ont toujours eu une place de choix dans la diplomatie vaticane qui a conservé le français comme langue diplomatique officielle." (LeFigaro.fr 10.10)

Les intérêts des grands producteurs céréaliers et de la FNSEA ont été entendus. Les biocarburants de première génération produits en France répondent aux exigences européennes de réduction des gaz à effet de serre, estime l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

La France produit deux types de biocarburants : des biodiesels, fabriqués à partir de cultures oléagineuses (du colza en particulier) et des bioéthanols, dérivés du blé, de la betterave, du maïs ou de la canne à sucre.

"*Les gains en émissions de gaz à effet de serre comparés aux hydrocarbures s'échelonnent entre 60 et 80%, soit au-dessus de l'objectif d'au moins 35% de gains fixé par la nouvelle directive communautaire sur les énergies renouvelables*", précise l'Ademe. (Reuters 09.10)

Rappel : selon Don J. Easterbrookn, professeur émérite de géologie à l'Université Western Washington à Bellingham, WA., le CO2 anthropogène dans l'atmosphère n'a augmenté que de 0.008% depuis 1977. (www.meltl.com/dossier/climatfroid111108.pdf)

Lagarde : hypocrite, menteuse, cynique.

Dans un entretien à paraître dans le Journal du dimanche, elle dit vouloir favoriser un crédit "*responsable*" sans interdire le crédit revolving, ces réserves d'argent accusées de favoriser le surendettement.

"*Le crédit est utile et nécessaire*", dit-elle. "*40% des achats par correspondance à La Redoute ou aux Trois Suisses sont réglés avec des cartes de crédit revolving. Il y a des milliers d'emplois à la clé. Je préfère rendre le crédit responsable plutôt que de le supprimer.*"

Le crédit revolving ou renouvelable est une forme de crédit, souvent assorti d'une carte de crédit, consistant à mettre à disposition d'un consommateur une somme d'argent de façon quasi-permanente. Au fur et à mesure des remboursements de l'emprunteur, l'enveloppe de crédit qui lui est accordée se renouvelle.

En revanche, Mme Lagarde ne souhaite pas "*actuellement*" autoriser les "*actions de groupe*" (sur le modèle des "*class actions*" américaines) qui permettraient aux consommateurs de saisir collectivement la justice. Selon elle, les entreprises "*sont déjà durement frappées par la crise*". "*Quand la reprise se confirmera, il sera temps de réfléchir aux actions de groupe*", promet-elle.

Par ailleurs, le nombre de dossiers de surendettement a augmenté de 17% depuis le début de l'année. (Reuters et AP 10.10)

Endettez-vous pour sauver des emplois, ils ne savent plus quoi inventer, entre hypocrisie, mensonge et culpabilisation larvée, mais surtout n'attaquez pas en justice les pauvres patrons !

Le 12 octobre

J'ai retiré la suite de cette causerie qui était un complément à celles des 8 et 9 octobre, après l'avoir présentée sous la forme d'un article au format pdf. Cela afin d'alléger la page d'accueil du site.

Trois sujets pour notre causerie politique d'aujourd'hui.

Quand Trotsky semblait s'étonner à la fin des années 30 que les ouvriers américains pensaient davantage à la sortie du prochain modèle Ford qu'à leur retraite, je ne sais pas s'il voulait dire par là qu'ils se trompaient de préoccupation ou qu'ils étaient déjà totalement subordonnés au capitalisme, et qu'il imaginait ce que pourrait être l'état d'esprit général des masses après-guerre.

Quelle importance cela peut-il avoir, cela revient finalement au même, pas tout à fait selon moi, du point de vue de l'angle sous lequel il fallait s'adresser à la classe ouvrière à l'issue de la guerre.

Il y a une différence fondamentale entre un besoin que l'on exprime parce qu'on perçoit qu'on aura les moyens de le satisfaire, et un besoin que l'on exprime en sachant très bien qu'on n'aura jamais les moyens de le satisfaire.

Dans le premier cas, les conditions objectives existent pour satisfaire ce besoin, on a un emploi à durée indéterminée et un salaire convenable, on peut même économiser, on peut voir l'avenir venir tranquillement, on peut obtenir un crédit de notre banquier et le tour est joué. Dans le second, on a un salaire misérable et ce besoin demeurera pour longtemps ou toujours insatisfait, il y a des besoins quotidiens encore plus urgents à satisfaire comme par exemple payer son loyer et ses factures, se nourrir.

Entre la fin du XIXe siècle et la période qui a précédé la guerre, la majorité de la classe ouvrière dans les pays où le capitalisme était le plus développé, la classe ouvrière se trouvait confrontées à la seconde situation évoqué plus haut, à l'exception de l'aristocratie ouvrière britannique qui profitera des retombées de la colonisation et de l'aristocratie ouvrière américaine qui profitera de l'expension du capitalisme dans un pays aux ressources à l'époque pratiquement illimitées et au marché intérieur immense. Cette tendance aura tendance à s'accroître tout au long des années 45 à 75 dans les autres pays industrialisés conduisant l'ensemble de la classe ouvrière à être subordonnée au capitalisme.

Parallèlement ou par voie de conséquence, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui adoptera la même orientation, comme si le capitalisme devait conduire à un progrès social continu, sans même se poser la question de savoir si en adoptant cette orientation, la classe ouvrière s'orienterait vers le socialisme ou l'abandonnerait comme perspective politique, pour finalement en arriver à la situation où l'on attend tout du capitalisme et du gouvernement.

Le pendant du capitalisme conduisant la classe ouvrière au désespoir, qu'est-ce que c'est sinon le socialisme la conduisant à renouer avec l'espoir que c'est possible de changer la société et le monde et d'avoir une vie meilleure.

Un autre sujet.

D'après le témoignage d'un camarade les conditions de travail dans certaines usines seraient insupportables. On aimerait bien avoir des détails, que des ouvriers nous racontent ce qu'ils vivent au quotidien sur leurs lieux de travail, usines, chantiers notamment. On passe une grande partie de notre vie au boulot, mais dans la presse ouvrière on n'en parle pas ou pas suffisamment. Il faut donner la parole aux ouvriers.

Ce qui est intéressant, c'est à la fois ce que les ouvriers vivent, mais surtout de quelle manière ils le vivent, pour que l'on puisse saisir leur état d'esprit.

Mon père rencontrait des conditions de travail épouvantables sur les chantiers, je l'ai accompagné parfois, mais il trouvait cela relativement normal, tandis que d'autres ouvriers auraient trouvé ces conditions totalement scandaleuses, comme par exemple décharger un 38 tonnes de portes ou de fenêtres avant de les monter à pied en étage sur l'épaule, certaines portes d'entrée pesait jusqu'à 50 kilos.

Un dernier sujet.

J'ai lu dans une dépêche que le nombre de dossiers d'endettement avait augmenté de 17% depuis le début de l'année. Et la ministre de la faillite économique refuse d'interdire les crédits revolving qui sont en grande partie responsable du surrendettement

de nombreuses familles. Il faut bien que l'on continue de consommer pour que les capitalistes empochent leurs profits.

Ce que je trouve cynique ici, c'est qu'en rendant accessible à la population des crédits faciles à obtenir sans tenir compte déjà de leur endettement, ils poussent les familles les plus fragiles à consommer plus et à s'endetter davantage, comme si de rien n'était. Du coup, ces travailleurs qui auront l'impression de consommer comme avant ne se rendront pas forcément compte de la gravité de la crise du capitalisme, c'est toujours cela de gagner sur le plan politique, jusqu'au jour où ils seront rattrappés par leurs créanciers parce qu'ils ne pourront plus rembourser leurs crédits et qu'ils se révolteront.

Rectificatif.

J'ai répondu trop rapidement à un camarade sur la chute du mur de Berlin et la réunification allemande. Certes, cela correspondait à une revendication de la classe ouvrière de la RFA et de la RDA qui était encouragée à passer à l'action par l'expérience polonaise, et à la fois la neutralité de Moscou et le soutien que lui apportait l'impérialisme, compte tenu qu'il ne s'agissait évidemment pas de réunifier l'Allemagne sur les bases de la propriété collectives des moyens de production, mais bien sur celles de sa liquidation en RDA et dans tous les pays satellites du Kremlin.

A cette époque je ne militais plus et je ne me suis pas vraiment intéressé à cette question dont l'issue était connue d'avance.
A plusieurs reprises j'ai indiqué que je ne me serais pas opposé à la liquidation de l'URSS et ses satellites dans la mesure où ces pays étaient sous l'emprise d'une dictature depuis de nombreuses décennies, et que l'Etat ouvrier dégénéré se confondant avec un parti de type stalinien, jamais il ne serait permis à la classe ouvrière de s'organiser pour mener le combat contre la caste au pouvoir pour ensuite la renverser, et que pour cette raison, il valait mieux encore que l'Etat qui n'avait d'ouvrier que le nom disparaisse le plus tôt possible, qu'il avait même existé beaucoup trop longtemps, pour que la classe ouvrière retrouve sa liberté d'expression et se réorganise dans la perspective de reprendre le pouvoir.

C'est toujours ma position et je l'assume, ce qui n'est pas le cas des dirigeants du POI (CCI). Lors du coup d'Etat manqué de 1991 à Moscou orchestré par les nostaliques de la Russie stalinienne, le Parti communiste de l'Union soviétique, le PT tenait un meeting au même moment à Paris. Constatant que cette question importante n'avait pas été abordée lors de ce meeting, un responsable du PT dont je ne peux évidemment pas vous donner le nom, s'en était plaint auprès de Pierre Lambert, sur le champ il le virera de son parti.

Soutenir le coup d'Etat c'était prendre le risque d'apparaître comme un nostalgique du stalinisme, et le dénoncer c'était prendre celui de passer pour un complice de la restauration du capitalisme en Russie, donc Lambert choisit de se taire, alors qu'il aurait été facile d'expliquer que ni l'une ni l'autre de ces issues ne pouvaient correspondre aux intérêts de la classe ouvrière de l'URSS au prise avec une terrible contradiction, entre conserver les avantages même réduits de la révolution russe de 1917 sous un régime totalitaire ou envisager leur liquidation en échange de sa liberté d'expression et d'organisation retrouvée. Ni Lambert ni le prolétariat de l'ex-URSS n'était responsable de cette situation ou de ce mauvais tour de l'histoire. Il est alors étrange que Lambert se sentit si mal à l'aise, comme si quelque part il en portait une part de responsabilité ou bien quelque chose à cacher à ses militants.

Sachant maintenant que Lambert et ses disciples défendirent jusqu'au bout la thèse selon laquelle il fallait continuer de défendre l'Etat ouvrier de l'URSS, c'était un secret de polichinelle que son silence avait valeur de soutien à la tentative de coup d'Etat des staliniens, à moins qu'il ait changé d'avis depuis longtemps et que personne ne devrait jamais le savoir. Après tout, une grande partie du pouvoir de Lambert reposait sur son opposition au stalinisme qui lui avait servi en permanence à couvrir sa subordination au réformisme et à l'appareil de FO, il n'allait pas prendre le risque de foutre en l'air cette légende qu'il s'était forgé, alors que le sort de l'URSS était scellé.

Mon idée était que, moins longtemps ces bureaucraties parasitaires se maintiendraient au pouvoir, moins longtemps le nom du socialisme et du communisme y serait associé, mieux le mouvement ouvrier et son avant-garde se porteraient. Je le pense toujours. En 1940 Trotsky disait qu'il suffirait que Staline fasse un pas de plus à droite pour qu'on soit obligé de réviser notre appréciation sur l'URSS (Défense du marxisme). Tout de suite après l'assassinat de Trotsky, ce n'est pas un pas mais une gigantesque enjambée que Staline fera à droite, sans que les trotskistes n'en tiennent compte, toujours figés dans leurs formules jusqu'à nos jours. En lisant la causerie du 12 que j'avais commencé hier, on sait maintenant ce qu'elles recouvrent vraiment : eux aussi ils ont fait un bond à droite !

On ne peux pas se marrer tous les jours ! Bonne semaine à tous quand même.

10ème CIRCONSCRIPTION DES YVELINES

ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DES 20 ET 27 SEPTEMBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 74,9%

CANTON DU PUY-EN-VELAY-OUEST (HAUTE-LOIRE)

ELECTION CANTONALE PARTIELLE DES 27 SEPTEMBRE ET 4 OCTOBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 68,7%

COMMUNE DE PECQUENCOURT (NORD)

ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE DES 27 SEPTEMBRE ET 4 OCTOBRE 2009

Abstention, plus votes blancs et nuls: 30,6%

COMMUNE DE BROU-SUR-CHANTEREINE (SEINE-ET-MARNE)

ELECTION MUNICIPALE PARTIELLE DU 4 OCTOBRE 2009 (1er tour)

Abstention, plus votes blancs et nuls: 53,7

(source : http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/resultats)

En dehors de la commune de Pecquencourt de 6 040 habitants où ne se présentaient que des candidats "divers gauches", l'abstention et le rejet des partis institutionnels tient le cap.

Dans les Yvelines, c'est Boutin démissionnaire qui avait apparement convaincu les électeurs de ne pas aller voter.

La Talonnette et sa cours.

Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, à propos du prix Nobel de la paix : " *Il y avait d'autres personnes qui auraient pu être récompensées, comme Nicolas Sarkozy*" (LePost.fr 10.10)

Iran. Nouvelle menace américaine.

Le monde "*n'attendra pas indéfiniment*" que l'Iran se plie à ses obligations internationales vis-à-vis de son programme nucléaire, a déclaré dimanche la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton. (AP 10.10)

Le 13 octobre

A méditer, le contenu de ce passage s'applique également pour la période d'après-guerre. Trotsky oeuvres - avril 1939 :

"L'esprit et le coeur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée d'un progrès graduel continu semblait établie pour toujours, cependant que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx. Qu'en reste-t-il ?

La vie du capitalisme de monopole de notre époque n'est qu'une succession de crises. Chaque crise est une catastrophe. La nécessité d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc..., prépare le terrain pour de nouvelles crises, plus profondes et plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires. Vraiment, il n'est pas facile d'admettre avec Sombart que le capitalisme devient, avec le temps, de plus en plus « calme, posé, raisonnable » ! Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout cas, il n'y a pas de doute que la "théorie de l'effondrement" a triomphé de la théorie du développement pacifique."

Le 14 octobre

A cause du décalage horaire je n'ai pas pu mettre ce message en ligne du Collectif pour Front Syndical de Classe :

"*URGENT : besoin de soutien CGT/sans papiers encerclés par la police, Paris 18 mardi 13 octobre 2009 (18h59)*

Il faut du monde DE SUITE au CRE (Comite Régie d'Entreprise RATP) 34, rue Championnet, Paris 18ème pour aider les camarades de la CGT et sans papiers encerclés par la police ! Faites passer le message SVP !"

Rectificatif suite à un courriel reçu d'un adhérent de la Libre Pensée :

"*il faut que je te dise tout de suite : Eyschen n'est plus à l'Unesco, c'est Sam Ayache maintenant (Tk, sûr ; triangulaire, pas sûr). La LP a adhéré à une asso internationale, l'IHEU (International Humanist and Ethical Union), qui, elle, a droit à une place à l'Unesco. La LP fourni le délégué...*"

Un "*trotskiste*"(Tk) ou un autre à l'Unesco, cela ne change rien au fait que le POI entretient des relations avec une institution du capital : l'ONU. Ils doivent compter l'influencer ! En y participant, il la cautionne, on serait peut-être là plus proche de la vérité, non ? C'est bien l'argument qu'ils développent envers ceux qui sont dans cette situation, non ? Etre indépendant du capital n'est apparement pas donné à n'importe qui. Vous imaginez Lénine ou Trotsky collaborer à la Société des Nations ?

J'observe que le ciel s'obsurcit de jours en jours au-dessus de Sarkozy et son gouvernement, que la crise sociale s'amplifie avec la montée inexorable du chômage, les tensions dans les rangs de l'UMP s'accentuent, tous les sondages sont défavorables au gouvernement, et pendant ce temps-là, au lieu d'engager le combat contre lui, l'ensemble des dirigeants syndicaux commentent les mesures annoncées par Sarkozy pour savoir quelle serait la meilleure manière de les appliquer, par exemple dans l'Education nationale, partant des 16.000 suppressions de postes annoncées pour 2010, la rupture des relations avec le gouvernement s'imposait, inutile de dire qu'aucun dirigeant des organisations et des partis n'est sur cette ligne, tous collaborent avec le régime à différents niveaux.

Ensuite ne vous étonnez pas que le niveau de conscience des masses ne décolle pas.

Après la mauvaise nouvelle, la bonne.

Le Comité national contre la privatisation de La Poste, qui regroupe 62 partis, organisations ou associations, a annoncé qu'il "*met en débat dans les collectifs locaux la perspective d'une montée nationale à Paris en décembre*", en cas de vote de la loi. (AP 13.10). Cette proposition avait été avancée de son côté auparavant par le POI, qui apparemment ne fait pas partie de ce comité.

Ce serait peut-être une occasion pour dresser la classe contre Sarkozy et son gouvernement, afin de l'aider à prendre conscience de sa force, sans pour autant être obligé de partager l'ensemble des arguments des participants à ce comité, chacun conservant sa liberté d'expression et d'action. Vous voyez que je ne suis pas réfractaire au front unique.

Il y a fort à parier que les dirigeants du POI, qui sont par ailleurs réputés pour leur modestie, vont expliquer qu'ils sont à l'origine de cette proposition prise par ce comité, alors que c'est la crise du capitalisme et l'ampleur du rejet du projet de privatisation qui s'est exprimée lors de la "votation" qui en est à l'origine. Quand leur organisation ne comptait qu'une centaine de militants dans tout le pays, ces mégalomanes prétendaient déjà influencer les appareils et le cours des choses, je le rappelle pour les amnésiques.

Point nécessaire de polémiquer. Il faut juste relier le combat contre la privatisation de La Poste à la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement compte tenu qu'il ne respecte pas la volonté populaire majoritaire, la véritable démocratie, dont le respect est incompatible avec l'existence des institutions de la Ve République.

Au cas où une manifestation nationale à Paris serait appelée par ce comité, il faudrait combiner cet appel avec celui pour l'interdiction des licenciements et pourquoi pas l'étendre aux autres revendications des différentes couches du prolétariat, ainsi c'est l'ensemble de la classe et sa jeunesse qui seraient appelées à se mobiliser contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. C'est une opportunité à saisir qui pourrait faire basculer la situation politique et le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

Non seulement il faut appuyer cette proposition, comme elle est mise en débat au sein des collectifs locaux contre la privatisation, si on est logique avec nous-mêmes, il faut participer à ces collectifs pour que cette proposition ait un maximum de chance d'aboutir, tout en sachant par avance que la plupart des participants feront tout pour qu'elle n'aboutisse pas. Cependant, cette proposition n'intervient pas dans n'importe quel contexte comme je l'ai indiqué plus haut.

Les dirigeants des partis et des organisations peuvent très bien s'inspirer des journées de mobilisation des 19 janvier et du 29 mars ou de l'expérience du LKP à la Guadeloupe, en pensant qu'une petite manifestation nationale à Paris servirait d'exutoire à la colère montante des masses, en faisant en sorte qu'elle ne présente aucun danger pour le régime, en en contrôlant l'organisation

sans lui donner un contenu politique. Sauf qu'ils ne peuvent pas prévoir à l'avance quelle sera la réaction des masses. La seule chose dont ils peuvent être sûrs, c'est qu'elle sera orientée contre le gouvernement et qu'elles lui donneront inévitablement un contenu politique.

Je ne sais pas comment fonctionnent ces collectifs, mais ne cherchons pas de faux prétextes pour ne pas tenir toute notre place dans ce combat, dont la tournure a déjà surpris ses organisateurs.

Recadrage.

Dans ma causerie du 8 octobre j'avais écrit : "*Le POI propose "une manifestation nationale, à Paris, dans l'unité" pour exiger le retrait du projet de loi sur La Poste, encore un objectif sans lendemain dans les conditions actuelles qui laissera perplexe plus d'un militant, davantage encore les travailleurs qui ne croient pas au miracle sans perpective politique...*".

Je n'avais pas mesuré l'ampleur que prendrait la "votation" qui avait eu lieu quelques jours plus tôt. Je corrige donc mon appréciation. J'en étais resté à l'appel à la grève illimitée à La Poste du 19 septembre qui s'était soldé par un échec.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, les participants au collectif national contre la privatisation de La Poste vont tout faire pour que leur proposition de manifestation ne dépasse pas le stade de la bonne intention, reste à savoir de quelle manière les agents de La Poste vont la percevoir et s'en saisir.

Sans illusion à défaut de mieux, on peut soutenir cette proposition commune au POI et à ce collectif, à condition de l'étoffer (voir plus haut), car ce n'est pas la question de La Poste qui va mobiliser les foules.

Les dépêches.

Brisé le préavis de grève !

Le trafic ferroviaire était au ralenti mardi soir dans le Sud-Est en raison d'"*un arrêt de travail immédiat et sans préavis*" décidé par les contrôleurs CGT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), a-t-on appris auprès de la direction de la SNCF.

Le mouvement de grève a commencé à 16h. Il fait suite à des sanctions prises à l'encontre de deux contrôleurs.

Le 16 juillet dernier, au départ du TGV Miramas-Paris, ils avaient constaté que quatre voitures sur huit n'étaient pas climatisées. Ils avaient alors refusé d'assurer leur service aux clients. (AP 13.10)

Modernisation : un régime policier !

Selon une information de France Info, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux s'interrogerait sur la nécessité de mieux ficher les militants politiques. En cause, le système actuel des services de renseignements, "*obsolète*" selon la place Beauvau.

Prenant pour preuve que sur les 18 personnes placées en garde à vue à Poitiers, plus de la moitié n'était pas fichée, Brice Hortefeux estime qu'il faut moderniser le système et notamment créer deux nouveaux fichiers, dont une version édulcorée d'Edvige abandonnée après une levée de boucliers.(Lepoint.fr 13.10)

Quand la survie du capitalisme tient du pari... perdu d'avance bien sûr !

Les députés ont adopté mardi, par 302 voix contre 206, le projet de loi sur les jeux et les paris en ligne.

L'objectif est que ce texte, qui prévoit d'ouvrir à la concurrence les paris sportifs, les paris hippiques et le poker en 2010, puisse s'appliquer pour la Coupe du monde de football qu'organise l'Afrique du Sud durant l'été 2010.

Le texte prévoit que l'Etat prélèvera 7,5% des mises des joueurs pour les paris sportifs et hippiques et 2% des mises pour le poker, une partie de ces recettes étant affectée à la lutte contre la dépendance aux jeux.

Le secteur des jeux d'argent et de hasard est florissant. En 2008, précise un rapport de l'Assemblée, les Français ont misé 36 milliards d'euros par l'intermédiaire des deux détenteurs du monopole, la Française des jeux et le Pari mutuel urbain (PMU).

Ce chiffre, est-il souligné, ne tient pas en compte du jeu clandestin qui va des 10.000 à 40.000 machines à sous illégales aux tripots privés en passant par les sites illégaux de jeux et paris sur internet. (Reuters 13.10)

Il ne manquait qu'une chose : le paquet cadeau !

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a émis mardi un avis négatif sur le projet de fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail.

"*L'abandon de ce projet, qui aurait mérité une étude d'impact, serait le bienvenu dans l'immédiat*", écrit le président du CESE, Jacques Dermagne, au président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, dans une lettre transmise à Reuters.

Ce projet "*pourrait, en revanche, trouver sa place dans le cadre d'une remise à plat de l'ensemble de notre système de prélèvements fiscaux et sociaux*", poursuit-il.

Le CESE dit prendre également en compte "*les réactions émotionnelles que l'annonce de cette mesure a suscitées*".

"*Prise isolément, elle est susceptible d'entraîner une détérioration du climat social, disproportionnée au regard de son avantage budgétaire*", ajoute-t-il. (Reuters 13.10)

Du plomb gris, dense et aussi lourd que des illusions ! Vive Marx et Newton !

La reprise de l'économie est menacée par la hausse du chômage et la persistance de problèmes dans le système financier, a déclaré mardi Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

"*Si le creux de la récession semble derrière nous, le profil de la reprise reste cependant fortement incertain*", a-t-il déclaré.

"*Les risques de rechute ne sont pas négligeables, une fois que les stimuli liés à la reconstitution des stocks auront épuisé leurs effets*", a-t-il ajouté. (Reuters 13.10)

Les prix Nobel d'économie pour ou contre l'économie de marché, devinez ?

M. Williamson s'est attaché à comprendre les raisons pour lesquelles des firmes contrôlent leurs fournisseurs quand d'autres préfèrent des relations régies par la loi du marché. Une de ses conclusions est que fournisseurs et clients s'affranchissent de la logique de marché s'ils dépendent les uns des autres ou s'il n'existe aucune alternative évidente.

Sa pensée n'a rien à voir avec une naïve hostilité au marché. Il utilise la théorie et des exemples concrets pour montrer que le marché est le modèle le plus efficace pour structurer les relations économiques, dès lors que la concurrence y est suffisamment développée.

Pour Mme Ostrom, la gestion traditionnelle "*en commun*" des ressources serait supérieure à la fois à la logique purement privée et à un étatisme absolu. Ses travaux montrent que les autochtones ont parfois un meilleur niveau d'expertise que les bureaucrates éloignés du terrain. (Le Monde 13.10)

Le prix Nobel de la guerre !

Selon le site Internet du quotidien américain «Washington Post», le président a pris la décision, sans l'annoncer officiellement, d'envoyer 13.000 hommes supplémentaires en Afghanistan. Leur déploiement serait déjà en cours.

Ces nouvelles troupes porteraient à 34.000 le total des renforts envoyés en Afghanistan depuis mars.

Selon un décompte établi par le Washington Post pour le début octobre, quelque 65.000 soldats américains se trouvent actuellement en Afghanistan et environ 124.000 en Irak. (Libération.fr 13.10)

Il reste la Fed !

La banqueroute menace Al Qaeda. Selon la BBC, qui cite un responsable du Trésor américain, David Cohen, l'organisation islamiste est dans son pire état financier depuis de nombreuses années. Elle aurait même lancé plusieurs appels pour récolter des fonds cette année, afin de mener à bien ses efforts de recrutement et d'entraînement. (Libération.fr 13.10)

Y aurait-il un vice caché dans le plus grand "***atelier***" du monde ?

La Chine a demandé, lundi 12 octobre, à l'OMC de dire si les mesures antidumping adoptées par l'Union européenne (UE) contre les importations de vis et boulons chinois violaient les règlements de l'organisation.

En janvier, l'UE avait imposé des taxes allant de 26,5 % à 85 % sur certains éléments de fixation en fer ou en acier, estimant avoir des "*preuves claires*" que "*les producteurs chinois avaient bénéficié de prix artificiellement bas sur les matières premières*". L'augmentation rapide des échanges commerciaux entre la Chine et l'Europe ou les Etats-Unis a donné naissance à une multiplication des conflits commerciaux - des chaussures jusqu'aux pièces détachées automobiles -, les Occidentaux accusant Pékin de concurrence déloyale. (Le Monde 13.10)

Le 15 octobre

Un mot personnel.

Un scoop, il est 17h, je viens de recevoir une lettre de M. A Savari Rajan, Deputy Secretary to Government of Tamil Nadu m'informant que je n'avais plus qu'à me présenter au bureau concerné pour retirer sous huit jours le document qui entérine définitivement mon titre de propriété et va me permettre de vendre la maison. Génial ! La meilleure nouvelle depuis le tsunami et la naissance de ma petite-fille Cassie.

Je me suis battu comme un forcené pour l'obtenir, j'ai foutu un bordel monstre, j'ai rédigé cinq lettres, plus de dix pages, je les ai envoyées jusqu'au gouvernement central de Delhi, j'ai créé une page Internet, j'ai pris énormément de risques, je me suis coltiné les flics pourris du district, ils ont cherchéà m'intimider en me parlant de mon visa, j'ai failli en venir aux mains à plusieurs reprises avec les voyous du village, ils m'ont menacé de mort, je n'ai pas cédé, en dernier recours j'ai tenté le coup auprès du consultat de France, j'ai enfin frappé à la bonne porte, et coup de bol je suis tombé sur le nouveau consul qui a fait un boulot formidable, j'ai suivi jusqu'au bout mon idée, la détermination a fini par payer.

Ce que je dois avouer quand même, c'est que je peux enfin réparer l'énorme connerie que j'avais faite en achetant ce terrain sans passer par un notaire ou un avocat il y a un peu plus de neuf ans, cela m'a donné la hargne suffisante pour mener ce combat. Entre nous, la maison et le terrain, je m'en tape complètement, c'était davantage une question de principe, régler leur compte à ces voyous, je n'en fais même pas une affaire personnelle, je ne sais même pas ce que cela veut dire.

On m'a dit ne fais pas ci ne fais pas ça, on m'a traité de dingue parce que je dénonçais la corruption généralisée, exactement comme en politique ou il faudrait plier et fermer sa gueule, se fondre dans le moule du réformisme, avaler des couleuvres toujours plus grosses avec le temps, j'ai tenu bon malgré la pression, malgré que j'étais tout seul à me battre pour faire respecter mes droits, sans maîtriser suffisamment bien l'anglais et le tamoul ce fut très difficile, décidément, je ne suis jamais aussi fort que lorsque je n'écoute que mes idées, cela me rappelle lorsque j'avais foutu toute une boîte japonaise en grève, alors que j'étais le seul syndiqué, là aussi j'avais mis le paquet : grève illimitée ou rien jusqu'à satisfaction, et on avait tout gagné bordel, comme aujourd'hui !

Pourquoi plier, pourquoi renier nos principes, notre programme, notre drapeau, pourquoi faire des concessions à notre ennemi y compris lorsqu'il ne nous demande rien, un comble, on n'est pas assez faible comme cela ?

Je vous fais partager cette bonne nouvelle qu'on espérait depuis si longtemps. L'espoir fait vivre camarades, alors vive la classe ouvrière, vive le socialisme et vive nos maîtres les marxistes !

La lutte, la lutte, la lutte, oui mais pas n'importe comment et à condition de savoir exactement pour quoi on combat. Freud et Marx avaient raison chacun de leur côté, la vie n'est qu'un combat et celui qui cesse de combattre est déjà mort !

Passons à la politique.

En décernant à Obama le prix Nobel de la paix au moment où simultanément il décide l'envoie de troupes supplémentaires en Afghanistan, voilà une institution de plus qui perd toute crédibilité ! Ils ne peuvent plus cacher le visage hideux du capitalisme et leurs intentions guerrières.

Un extrait de Libération du 13 : "*Les Verts ont-ils trahi la gauche ? La Sarre était appelée à devenir le premier Land ouest-allemand à réaliser l'union de la gauche, avec un gouvernement SPD soutenu par les néocommunistes de Die Linke et les Verts. Mais les Verts sarrois ont décidé dans la soirée de dimanche de virer à droite. Le CDU Peter Müller formera le prochain gouvernement régional, soutenu par les libéraux du FDP et les Verts.*"

Ils n'ont rien "*trahi*" du tout, ils n'ont jamais changé, c'est différent. Mais comment, je ne comprends pas, ce sont des gens de gauche ? Ah parce que vous aussi vous avez cru à cette fable que le SPD était un parti de gauche ! Tout le monde le disait. Oui, tout le monde vous trompait, maintenant vous en avez la preuve matérielle, une de plus...

Vous n'aviez pas encore compris que les Verts qui n'ont jamais été des révolutionnaires ou de véritables communistes, ne pouvaient s'allier qu'avec des partis qui leur ressemblaient, qui partageaient les mêmes intérêts fondamentaux.

Et vous savez comment on appelle cette nouvelle coalition ? Je vous mets sur la piste, pensez à Bob Marley ? La coalition dite « Jamaïque », le vert pour les Verts, le jaune la couleur fétiche des libéraux et le noir pour la CDU. Et pour le même prix on a la musique qui va avec ? Survival ou une marche funèbre si vous voulez, rasta qu'à bien te tenir au lieu de déconner ou de planer, c'est ton tombeau qu'ils préparent ces enfoirés ! Souviens-toi du poème de Prévert : une cage dorée est toujours une cage, alors que tes chaînes soient fabriquées dans une matière recyclable ou non, tu t'en fous, des chaînes restent des chaînes et l'essentiel est de combattre pour les briser.

C'est chouette, avec la crise chacun découvre un peu plus chaque jour sa véritable nature sociale, cela permet de remettre les pendules à l'heure.

Vous voyez que lorsque l'on veut, on peut toujours trouver de bonnes nouvelles. En politique, c'est souvent une question de volonté dit-on.

J'ai gardé une mauvaise nouvelle pour la ***faim***.

Pour la première fois depuis 1970, le seuil historique du milliard d'affamés dans le monde a été de nouveau franchit. (Libération.fr 14.10)

Dégueulasse le capitalisme ? C'est peu dire. Parallèlement les dépenses annuelles d'armement dans le monde ont atteint 1.340 milliards de dollars. Ce n'est donc pas un accident ou dû à une erreur alors ? Pas vraiment, c'est le produit d'un choix délibéré, cynique, tout ce que tu voudras, les mots me manquent et les armes aussi pour en finir avec le capitalisme.

Les mauvaises nouvelles ne tombent jamais seules.

"*Les violences en Irak sur la période 2004-2008 ont fait 85.694 morts, selon le premier rapport officiel publié par le gouvernement de Bagdad sur le nombre de personnes tuées en Irak depuis l'invasion américaine en 2003.*" (AP 14.10)

"*Un employé de France Télécom âgé de 54 ans a tenté de se suicider mardi à son domicile marseillais.*

Xavier Darcos a osé déclaré alors qu'il reste encore deux mois et demi avant la fin de l'année : "*Je pense que nous serons à la fin de cette année en situation que ce qui arrive ne se produise plus*". (Reuters 14.10)

La suite des dépêches demain, je n'ai plus le temps.

Le 16 octobre

Demain ce sera Diwali ou Dipawali, une des plus grandes fêtes nationales en Inde. De la famille doit passer la journée chez moi, donc ce sera un jour de repos après plusieurs mois de travail sans prendre un seul jour de congé.

J'essaie de suivre l'actualité en France comme je peux. Ce qui est frappant, c'est le décalage qui existe entre la situation sociale extrêmement tendue et les discours mièvres ou soporifiques de tous les partis ou organisations qui au lieu de saisir l'occasion qui se présente et d'aider les travailleurs à comprendre l'origine et la nature des rapports sociaux, au lieu de profiter que le capitalisme a un genou à terre pour expliquer qu'il faut l'abattre, aucun n'ose s'engager sur ce terrain en dehors du NPA et de LO qui utilisent un langage plus radical, mais sans toutefois aller jusqu'à remettre en cause le gouvernement et les institutions, sans axer leur combat dans cette direction.

Sur le terrain politique, ils cèdent volontiers la place à Bayrou, M. Le Pen, à des élus de l'UMP ou des Verts par exemple, dont accessoirement ils reprennent les déclarations, bref à des réactionnaires qui n'hésitent pas à s'en prendre violemment à Sarkozy, du coup auprès des masses ils vont passer pour des opposants au régime, dans un proche avenir, il ne leur restera plus qu'à choisir entre des réactionnaires et des réactionnaires sous diverses étiquettes. Bref tout est fait pour que les masses se jettent dans les bras de la réaction.

Pas une voix pour dire Sarkozy dehors, pas une voix pour dire dissolution de l'Assemblée nationale, pas une voie pour dire abolition des institutions de la Ve République, pas une voie enfin pour dire qu'il faut abroger la Constitution, bref, le régime à le champ libre !

Par contre, quand il s'agit de commenter l'actualité, là ils répondent présents, et encore, il y en a même qui arrivent à se défiler quand une question est trop directement en rapport avec le pouvoir, le gouvernement, on en a eu un aperçu lamentable avec l'affaire du perverse sexuel F. Mitterrand. Qu'ils se rassurent au POI et au NPA, l'affaire est quasiment enterrée depuis que Sarkozy a passé des ordres aux médias.

En résumé, s'agissant du combat contre le capitalisme, personne n'ose s'aventurer sur le terrain de la nécessité d'exproprier les patrons et actionnaires des 1824 grandes entreprises, et s'agissant du combat politique, personne n'ose poser la question de l'Etat et du pouvoir politique. En conclusion, aucun n'avance une issue politique et le socialisme passe à la trappe ! Ce qui fait dire à Sarkozy que le climat social est "*apaisé*", dans un sens il a raison de le dire puisque chacun à sa mesure s'y emploie.

A propos de la bataille lancée par le POI, vous lirez qu'à l'issue de trois conférences départementales qui viennent de se tenir pour une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements, elles n'ont réunis qu'une poignée de travailleurs, j'ai noté qu'à peine une soixantaine s'étaient inscrits pour le rassemblement du 28 novembre à Paris. On en vient à se demander si les dirigeants du POI ne se sont pas une nouvelle fois fourvoyés en lançant cette bataille compte tenu qu'elle ne s'inscrit pas dans une perspective politique contre le régime.

Partant du constat, le leur, que les masses n'étaient pas prêtes à se mobiliser sur le terrain directement politique, ils ont estimé qu'il ne valait mieux pas ou que ce serait prématuré de leur proposer une issue politique sous le prétexte que cela pourrait les diviser davantages encore, pensant sans doute qu'ainsi il serait plus facile de les rassembler, en vain. Ils ont une nouvelle fois bradé leurs convictions et leurs programmes pour rien.

Il y en a d'autres qui ne vont pas tarder à déchanter. La bulle verte ne va pas tarder à éclater comme en Allemagne, tous ceux qui sont à la remorque du capitalisme vont subir le même sort que le PS et le PCF lors des dernières décennies, et l'on s'en réjouit bien sûr. Hier j'ai laissé passer une dépêche dont seul le titre suffisait à en comprendre le contenu, en substance, la conférence de Copenhague dors et déjà serait condamnée à connaître un échec, on s'y attendait évidemment, même le NPA en attendait des miracles !

On n'est pas au bout de nos peines camarades pour refonder le mouvement ouvrier sur des bases saines épurées de la vermine réformiste qui l'a gangrené, de la collaboration de classe de tous les partis avec les institutions et les appareils, en rupture totale avec toutes les politiques opportunistes qu'on a connues au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Renouer avec le marxisme révolutionnaire et les enseignements de la lutte de classe du début du XXe siècle est impératif, car sans théorie révolutionnaire pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse.

Un dernier mot à propos du journal d'un parti ouvrier.

Vous voulez faire un journal ouvrier populaire (ce n'est pas péjoratif) : rendez-vous le matin dans un bistro d'une zone industrielle, dans une cantine ou restaurant d'entreprise et écoutez de quoi les travailleurs causent, vous saurez ainsi ce qui les intéresse en premier, ce ne sera peut-être pas l'essentiel de l'actualité sociale ou politique, mais c'est un bout à partir duquel on pourra les aider à progresser pour les amener au socialisme. Si au contraire, vous partez de ce qui ne les intéressent qu'en second lieu ou pas du tout, vous aurez toujours tout faux. C'est là qu'on comprend mieux pourquoi il est indispensable qu'il y ait aussi des ouvriers dans un parti ouvrier, y compris à la rédaction du journal !

Bonapartisme.

Nicolas Sarkozy est accusé de népotisme au profit de son fils de 23 ans, conseiller général des Hauts-de-Seine et étudiant en deuxième année de droit, qui serait appelé à gérer le premier quartier d'affaires d'Europe.

Entre indignation et ironie, les attaques contre la *"méthode*" Sarkozy ne tarissent pas.

Jean-Christophe Fromantin, le maire divers droite de Neuilly, fief sarkozyste, a estimé que Jean Sarkozy n'avait pas les compétences requises pour diriger l'Epad.

"*On ne doit pas prendre le risque de ne pas prendre le meilleur*", a-t-il dit sur Europe 1.

François Bayrou a dénoncé "*un abus de pouvoir*". La légitimité de Jean Sarkozy ? "*Une vaste blague*", a dit le président du MoDem sur RMC et BFM TV. (Reuters 14.10)

Sa majesté Sarkonapoléon se croit tout permis, il gouverne comme un monarque ou un empereur, c'est la Constitution de la Ve République qui l'y autorise, personne n'y fait référence en dehors de lui-même et l'UMP, personne n'en parle, personne ne veut la combattre parce que les travailleurs auraient d'autres préoccupations et aucun parti ne le met à l'ordre du jour. Il est vrai qu'en partant de ce principe, dans 50 ans le régime sera toujours en place !

Il se rassure et gouverne comme il peut...

La Talonnette, dans une interview publiée ce vendredi par son journal préféré, *Le Figaro*, juge le front social "*apaisé*", malgré la crise financière et économique. (Reuters 15.10)

... par exemple en fabriquant l'opinion publique.

Deux spécialistes des sondages sont rémunérés respectivement 10.000 et 43.500 euros par mois par l'Elysée, qui a dépensé en 2009 plus d'un million d'euros pour des enquêtes d'opinion commandées à Ipsos et Opinionway.

Ces chiffres ont été fournis aux députés lors d'une audition du directeur de cabinet de l'Elysée, Christian Frémont, mardi dernier par la commission des Finances.

Le contrat de consultant à 10.000 euros par mois bénéficie à Patrick Buisson, ancien responsable du journal d'extrême droite *Minute*, ex-chroniqueur sur LCI, et proche de Nicolas Sarkozy, qui l'a décoré en 2007 de la Légion d'honneur.

La présidence a ainsi payé en 2008 pour un "Politoscope" 392.288 euros alors que cette enquête avait aussi été publiée par LCI et Le Figaro et pouvait donc être connue gratuitement. Au total, 15 enquêtes payées sur fonds publics étaient disponibles dans la presse.

La gauche et le Modem voient le mécanisme comme un instrument de manipulation de l'opinion, OpinionWay étant à leurs yeux subventionné pour fournir aux médias des enquêtes aux méthodes discutées - utilisant internet - et laissant penser que la politique gouvernementale a l'appui de l'opinion. (Reuters 15.10)

France Télécom : Une entreprise criminelle.

Un salarié de France Télécom s'est suicidé jeudi à son domicile à Lannion (Côtes d'Armor), a confirmé la direction du groupe. L'homme âgé de 48 ans, qui travaillait dans le centre de recherche et développement, s'est donné la mort à son domicile, selon la direction qui précise qu'il était en arrêt maladie depuis un mois.

Il avait fait part dans une lettre "*d'une déception à la suite d'un choix professionnel pour un poste sur lequel il était candidat et n'a pas été retenu*".(AP 15.10)

Je l'avais prédit hier. Souvenez-vous qu'avant-hier Darcos avait expliqué que tout cela n'était finalement pas bien grave et que les choses rentreraient dans l'ordre d'ici la fin de l'année, autrement dit que les suicides qui se produiraient entre temps il n'en avait rien à taper. Par conséquence, j'ai un décret à proposer : le tribunal populaire révolutionnaire est autorisé a prononcé autant de peines de mort d'ex-ministres ou élus, patrons ou administrateurs de société qu'il y a eu d'accidents de travail mortel ou de suicides de travailleurs depuis 1945.

Pour liquider le capitalisme, il faudra bien faire table rase du passé, non ?

Ils baladent nos vieux.

Six fédérations syndicales (CGT, CFDT, CGC, UNSA, ainsi que de la FSU et de la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP)) appellent les retraités du public et du privé à descendre vendredi dans les rues un peu partout en France pour défendre leur pouvoir d'achat et réclamer une revalorisation de leurs pensions, une initiative organisée chaque année à la même époque par les syndicats. (AP 14.10)

La seule raison d'être dans leur société : économique !

Le trafic était très perturbé jeudi matin à Rouen (Seine-Maritime) en raison d'un mouvement de grève suivi par le syndicat CGT de la TCAR (Transports en commun de l'agglomération rouennaise). (AP 14.10)

Ce mouvement de grève intervient après que la direction de la TCAR a décidé de remettre en cause "pour raison économique" son engagement pris en décembre 2007 qui visait à réduire l'amplitude des horaires de service du personnel.

Sans-papiers. Nouvelle mobilisation.

Quelque 700 travailleurs intérimaires sans-papiers ont entamé une grève depuis le 12 octobre pour obtenir leur régularisation, affirme la CGT dans un communiqué diffusé mercredi.

Le 5 octobre dernier, 11 organisations, dont les principales confédérations syndicales, ont réclamé une circulaire de régularisation nationale pour les travailleurs sans-papiers, dans une lettre adressée au Premier ministre François Fillon. (AP 14.10)

"***Etats généraux de l'industrie***", un "***nouveau pacte social***" : l'association capital-travail.

Le ministre de l'Industrie a indiqué la nécessité de "*replacer les hommes au coeur de la stratégie industrielle*", il a souhaité le développement du système de coopérative pour les entreprises de moins de 100 salariés.

"*Il ne s'agit pas de créer en France des kolkhozes*", mais de mieux motiver les salariés en les associant au capital.

"*Le 'new deal' industriel qui se prépare, la nouvelle donne industrielle que je vous propose de préparer ensemble génèrera bientôt, vous pouvez en être en sûrs, un nouveau pacte social*", a promis Christian Estrosi.

"*Cette révolution, car c'en est une, pénètrera partout, dans les foyers, dans les bureaux, dans les usines, jusque et y compris dans les classes de nos enfants.*" (Reuters 14.10)

Quand l'anarchie du capitalisme règit aussi les déchets nucléaires.

Selon les inventaires, il y aurait du n'y avoir "*que*" huits kilos de plutonium sur le site de Cadarache, ce serait près de 39 kilos qui auraient été découvert, ce qui va valoir à Marie-Claude Dupuis, Directrice de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) une convocation chez Christian Jacob, Président de la commission du Développement durable.

"Je vais la convoquer pour qu'elle vienne éclaircir les circonstances de cet incident" déclare ce dernier.(LePost 14.10)

Crise. Petite vitesse et grande lenteur.

L'économie est en train de se relever, et il est trop tôt pour arrêter de la soutenir, a déclaré jeudi le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner, craignant sinon de mettre en péril la croissance.

"*Soyons réalistes, cela sera plus lent qu'une reprise type*" a-t-il averti. (AP 15.10)

L'impérialisme américain toujours aux commandes de l'économie mondiale.

Les résultats de l'enquête trimestrielle, menée auprès de plus de 200 économistes, indiquent que les Etats-Unis devraient se placer en tête du G7 en 2010 en termes de croissance, en partie parce que ces derniers sont entrés plus tôt en récession et en sortiront donc également avec un temps d'avance.

Cela étant, d'autres enquêtes Reuters menées cette semaine montrent clairement l'écart entre le G7 et les économies asiatiques hors Japon. L'Inde et la Chine devraient croître à un rythme de 7,5% et de 9%, tandis que les prévisions pour les Etats-Unis et la zone euro sont de 2,4% et de 1%. (Reuters 15.10)

En attendant, les affaires reprennent comme si de rien n'était.

JPMorgan Chase fait état de résultats trimestriels dépassant les attentes de Wall Street, à la faveur d'une forte hausse des revenus des opérations de placement de titres en Bourse et de trading sur le marché obligataire.

JPMorgan Chase a dégagé un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars sur le troisième trimestre, soit 0,82 dollar par action, contre 527 millions, soit 0,09 dollar par action il y a un an.

L'activité banque d'investissement a vu son bénéfice net s'établir à 1,9 milliard de dollars contre 882 millions il y a un an.

Cette activité enregistre un bénéfice de 400 millions de dollars sur les prêts à effet de levier et les valeurs mobilières liées à des créances hypothécaires, un poste qui avait supporté 3,6 milliards de dollars de dépréciations un an plus tôt.

Le trading obligataire dégage un revenu de 5 milliards contre 800 millions de dollars un an auparavant, tandis que le revenu tiré du placement d'actions bondit de 31% à 681 millions de dollars.

En revanche, l'activité carte de crédit est déficitaire à hauteur de 700 millions de dollars, alors qu'elle réalisait un bénéfice de 292 millions de dollars un an plus tôt. (Reuters 14.10)

La Grande-Bretagne a deux monarques : la reine et Gordon Brown !

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé mercredi l'envoi en Afghanistan de plusieurs centaines de soldats supplémentaires (500), portant à 9.500 hommes les effectifs du contingent britannique sur place. (AP 14.10)

Espagne. Union nationale pour une bonne cause.

Le Parlement espagnol a définitivement approuvé jeudi (par 317 voix pour, cinq contres et trois abstentions) une réduction du mandat du principe de juridiction universelle, qui permet aux magistrats espagnols d'engager des poursuites contre des personnes étrangères pour certains crimes particulièrement graves commis dans d'autres pays.

Cette réforme fait suite à plusieurs critiques de pays étrangers, dont Israël, qui se sont plaints de faire l'objet de procédures initiées par l'Audience nationale, la plus haute instance judiciaire espagnole, sur la base de cette disposition.

Le principe de juridiction universelle a notamment été utilisé par Baltasar Garzon, le plus célèbre juge d'Espagne, pour ouvrir de nombreuses enquêtes ayant trait aux droits de l'Homme, comme celle qui a visé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet. (AP 15.10)

Les dictateurs en tous genres qui sont généralement richissimes vont à nouveau pouvoir investir et faire du tourisme en Espagne. Quel soulagement pour le PSOE et leurs relations !

Maroc. Un régime plus monarchique que démocratique.

Le tribunal administratif de Casablanca a rejeté mercredi une requête de la société Média 21 qui réclamait la levée de la fermeture du siège du quotidien "Akhbar Al Youm", selon l'agence de presse marocaine MAP.

Le ministère de l'Intérieur avait décidé de fermer le siège du journal, publié par Média 21, le 28 septembre et d'engager une action en justice contre "Akhbar Al Youm" pour avoir publié, dans son édition des 26-27 septembre, une "caricature en relation avec la célébration par la famille royale d'un événement à caractère strictement privé", à savoir le mariage du cousin du roi, le prince Moulay Ismaïl.(AP 14.10)

Honduras. La dictature recule.

Les représentants des parties opposées dans la crise politique au Honduras sont tombées d'accord mercredi sur un projet de retour aux affaires du président Manuel Zelaya, d'après un négociateur, ce qui marquerait la plus importante avancée depuis le putsch de juin dernier. (AP 14.10)

Inde.

Les médecins de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, ont appelé jeudi la population à renoncer aux traditionnelles pâtisseries et autres douceurs à base de lait pendant la grande Fête des Lumières (Diwali) qui commencera samedi, après la découverte de lait synthétique.

La police a arrêté 28 personnes et saisi 1.000 litres de lait synthétique mercredi lors d'une intervention dans deux usines clandestines de cet Etat, selon un responsable policier, Brij Lal.

Le lait synthétique est composé d'urée, de soude caustique, d'huile de friture bon marché et de détergents ordinaires, qui donnent à la mixture l'aspect et la texture du vrai lait. (AP 15.10)

Chine. Economie.

Les investisssements directs étrangers en Chine ont repris en septembre, avec une progression de 19% par rapport à l'an dernier d'après le ministère du Commerce.

Ils se montaient à 7,9 milliards de dollars (5,28 milliards d'euros).

Pour les neuf premiers mois de l'année, 63,8 milliards de dollars (42,6 milliards d'euros) ont été investis en Chine par des sociétés étrangères, soit un chiffre en recul de 14% par rapport à 2008.

Le nombre des compagnies ayant reçu l'autorisation de réaliser de tels investissemnts a augmenté de 11% sur le mois, ce qui

laisse penser que la reprise de la croissance chinoise attire des investisseurs. (AP 15.10)

Corée du Sud. Une autre forme de dictature (de l'esprit) légale.

De la Corée du Sud à l'Amérique du Sud, le controversé révérend Sun Myung Moon, fondateur de la puissante secte religieuse connue sous le nom d'Eglise de l'Unification, a célébré mercredi les mariages de quelque 40.000 personnes dans des villes du monde entier. (AP 14.10)

Le 17 octobre

J'ai rapidement actualisé le site ce matin.

L'édifice de la Ve République craque de toutes parts, Sarkozy est de plus en plus contesté dans son propre camp, des pans entiers de la petite-bourgeoisie sont en train de passer dans l'opposition en se prolétarisant, on est au bord de l'éclatement d'une crise politique en France et dans de très nombreux pays dans le monde sous les coups de boutoir de la crise du capitalisme.

Dehors Sarkozy, dehors le gouvernement Fillon-Sarkozy à la botte de l'Union européenne et du capital, à bas les institutions de la Ve République synonyme de chômage, précarité, pauvreté ! Que toutes les classes et couches exploitées se rassemblent, s'organisent dans chaque ville et se dotent d'organismes politiques indépendants pour préparer la relève des institutions moribondes et assumer le pouvoir. Il faut chasser du pouvoir le capital et ses représentants et avancer vers le socialisme.

Le socialisme, un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire déciderait par décret : 1- un salaire minimum de 1.600 euros net par mois garanti à tous les éleveurs, agriculteurs ou marins-pécheurs, à tout artisans, commerçants, petits-patrons, davantage en fonction de la composition de leurs familles ; 2- il déciderait par décret d'annuler la dette de tous les petits producteurs, ainsi que celle de toutes les familles de travailleurs. Etc.

Pourquoi aucun parti ne le dit ? Pourquoi aucun parti n'explique concrètement ce qu'est réellement le socialisme ? Par crainte de se voir répondre qu'on n'aurait pas d'argent pour financer ces mesures, qu'on serait des rigolos ? Balivernes !

Non seulement on trouverait une partie de cet argent en confisquant les centaines de milliards dont disposent les plus riches qui seraient immédiatement expropriés et tous leurs biens saisis, d'autre part les représentants du capitalisme savent faire fonctionner la planche à billets pour renflouer les banquiers sans que le monde s'écroulent, et bien nous ferions exactement la même chose si nécessaire pour financer la construction du socialisme dans l'attente que les prolétariats des autres pays renversent leur propre bourgeoisie...

Oui c'est possible de rallier à la cause du prolétariat des pans entiers de la petite-bourgeoisie, pour peu qu'on s'en donne la peine, pour peu qu'on ait vraiment la volonté de combattre pour le socialisme. Si nous ne sommes pas capables de mettre en avant ce programme, la petite-bourgeoisie ira voir ailleurs et se rangera au côté de l'extrême droite avec tous les risques que cela comportera pour le mouvement ouvrier, vous connaissez la suite.

Le socialisme, c'est la guerre déclarée au capital et ses institutions politiques pour l'abolir et les renverser, ce n'est pas la guerre déclarée à ceux qui produisent qu'ils soient ouvriers, employés, techniciens, cadres, artisans, commerçants, agriculteurs ou éleveurs, petits-patrons. Voilà sur quel axe politique il faudrait engager le combat.

Oui c'est possible de gagner le prolétariat et la petite-bourgeoisie au socialisme, oui c'est possible de briser la soumission au capital et d'y mettre un terme rapidement, encore faudrait-il qu'on leur explique ce qu'est le socialisme.

Dites-moi franchement, quel agriculteur, quel ouvrier ne comprendrait pas les deux décrets que j'ai rédigés plus haut avec l'explication très simple et très brève qui les accompagne ? Qui pourra ensuite nous accuser de ne pas être sérieux et cohérents ?

Ils ne s'en sortiront pas cette fois-ci camarades, s'ils ne parviennent pas à orchestrer une troisième guerre mondiale, et encore (à développer), le capitalisme est foutu, l'heure de la révolution socialisme mondiale a belle et bien sonné.

Tous les jours on a le droit à des déclarations contradictoires sur la crise qui serait terminée, pas tout à fait, pas du tout, cela pour ne pas avouer qu'ils sont dans l'incapacité de la surmonter, qu'elle va s'installer dans la durée avec tous les risques que cela va comporter de voir les exploités se soulever à l'échelle mondiale.

Ils savent que le temps jouent contre eux, ils savent que chaque jour qui passe les rapproche du chaos et que la situation sociale et politique va devenir totalement incontrolable. Ils s'y sont préparés de longue date, mais ils ne pourront pas arrêter le

gigantesque raz-de-marée qui va déferler et tout balayer sur son chemin. On vaincra !

Bon week-end à tous.

Les dépêches.

Grève chez SeaFrance.

Des salariés en grève de la société SeaFrance, filiale de la SNCF, empêchaient vendredi l'embarquement et le débarquement des ferries qui assurent la traversée entre Calais et Douvres, selon la CFDT et la capitainerie du port.

La direction de SeaFrance annonce un retour à la normale pour samedi matin.

La CFDT dénonce le plan de restructuration présenté par la compagnie et réclame la nomination d'un médiateur.

SeaFrance a annoncé au printemps un plan qui prévoit la suppression de 543 postes et le reclassement de plus de 400 autres à la SNCF, dont SeaFrance est une filiale.(Reuters 16.10)

Trop tard, le lait a commencé à tourner ?

La Commission européenne débloquera lundi environ 300 millions d'euros d'aides supplémentaires pour le secteur laitier en 2010, ont indiqué vendredi des diplomates et fonctionnaires européens. (Reuters 16.10)

Quelques milliers de retraités (1.500 selon la police) ont défilé vendredi après-midi à Paris à l'appel de six organisations syndicales pour une hausse de leurs pensions et contre toutes les mesures qui grèvent leur pouvoir d'achat.

Outre la capitale, des manifestations ont ainsi rassemblé quelques centaines de personnes à Marseille, Limoges, La Rochelle ou encore Bordeaux, selon les syndicats et la police.

Un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté tandis que 6,5 millions disposent de revenus inférieurs au SMIC. (AP 16.10)

Grèce. Le maillon faible ?

Le nouveau Premier ministre grec, George Papandreou, a déclaré vendredi que la situation économique dans son pays, maillon faible de la zone euro, était "explosive" et nécessitait des restrictions budgétaires.

"Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un déraillement fiscal sans précédent", a-t-il dit. "Le déficit doit être réduit et nous devons commencer à contenir la dette publique".

"Nous sommes dans une situation d'urgence, tout le monde doit le comprendre. Il faudra des réductions de dépenses dans chacun des ministères", a-t-il précisé. (Reuters 16.10)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire américain pour l'année fiscale achevée le 30 septembre s'est élevé à 1.420 milliards de dollars (953 milliards d'euros), un record, selon les chiffres annoncés vendredi par l'administration Obama.

Ce déficit est trois fois plus élevé que celui de l'année précédente, et représente 10% du produit intérieur brut (PIB) américain.

Selon les projections de l'administration Obama, le déficit fédéral américain pourrait atteindre 9.100 milliards de dollars (6.110 milliards d'euros) au cours de la prochaine décennie si une politique de réduction des dépenses de l'Etat n'est pas mise en place. (AP 16.10)

Le 18 octobre

En fait hier j'ai pu bosser. Un de mes beaux-frères est passé le matin avec son épouse et leurs deux filles, ils sont restés, quoi, deux heures maximum, un repas indien en prime et deux chemisettes, me voilà pourvu pour les années à venir. J'ai donné 200

roupies pour les gosses. Cela me rend malade de savoir comment ils vivent. A cette occasion, j'ai appris que Tamayendi avait changé de boîte, finis les produits chimiques, elle est payée 60 roupies par jour (8 heures) un peu moins d'un euro, une misère.

Et un autre de mes beaux-frères est passé en coup de vent en fin de journée. Pour une fois on a discuté un peu, la hausse des prix qui est insupportable. Le fait que j'ai réussi à baiser les salopards de mon village les a enthousiasmé.

Du coup j'ai passé toute l'après-midi à lire Marx et Engels. J'ai bossé, je vais faire la peau aux jauressiens qui se foutent littéralement du monde, en diagonale et en prenant des notes j'ai parcouru des centaines de pages, pour vous dire que je suis motivé.

J'ai lu un autre article de Trotsky sur Jaurès que j'avais téléchargé sans le lire il y a quelque temps (Kievskaya Mysl" ["La Pensée de Kiev"] - N° 9, 9 janvier 1909) . Ce qui en ressort, une appréciation pour le moins ambigue et peu flatteuse sur le plan politique sur le personnage qui est devenu la nouvelle égérie du POI.

Jaurès l'homme "*des compromis équivoques*". Pour entretenir des illusions chez les travailleurs, rien de mieux ! Bravo !

Jaurès "*opportuniste*". Qui l'aurait cru ?

"*Qu'est-ce que Jaurès ? Un opportuniste ? Ou bien un révolutionnaire ? L'un et l'autre – selon l'instant politique*". Aux militants de devinez avec leur niveau théorique médiocre à quel Jaurès ils ont à faire dans leurs lectures, génial !

Une "*faiblesse fatale*". Sans doute encore un exemple à suivre !

"*Il dépense une passion, une énergie et un talent avec une spontanéité si prodigue exactement comme si de chacune des questions politiques dépendait l'issue de la grand lutte entre les deux mondes.*

En cela se trouve la force mais aussi la faiblesse fatale de Jaurès. Sa politique manque de proportions, bien souvent il ne voit que les arbres et non la forêt.". Bref, il ne voit pas plus loin que le bout de son nez ! Même comme chien de chasse il serait indigne de notre confiance !

Il a un grave défaut : l'impatience.

"*De par sa nature, et l'envergure de son caractère Jaurès était né pour l'époque du grand flot. Mais il était destiné à développer son talent dans une période de profonde réaction européenne. Ce n'est pas sa faute, mais son malheur. Ce malheur a engendré à son tour sa faute. Parmi tous ses talents Jaurès n'en possède pas un : la capacité d'attendre. Non pas d'attendre passivement, sur la mer du temps, mais réunir les forces et préparer les cordages avec la certitude de la prévision d'une future tempête. Il veut immédiatement échanger la pièce sonnante du succès pratique, aux grandes traditions et aux grandes occasions. De là il tombe souvent dans des contradictions insolubles dans les bas-fonds et les désastres de la Troisième République.*

Seul un aveugle compterait Jaurès parmi les doctrinaires du compromis politique. Il a seulement apporté son talent, sa passion et sa capacité d'aller jusqu'au bout, - mais il n'en a pas fait un catéchisme. Mais à l'occasion, Jaurès serait alors le premier à déployer la grand-voile et à naviguer des rivages sablonneux à la haute mer..."

Il est impensable de considérer Jaurès comme un exemple (fiable) à suivre pour tout militant se réclamant du socialisme. Pour ceux qui se réclament du réformisme, ce sera effectivement concevable, même recommandable. Encore faut-il distinguer les deux et ne pas se livrer à un amalgame.

Qu'il ait eu des qualités, c'est indiscutable, la question n'est pas là, la question est que lorsqu'un jeune militant ou un travailleur sans expérience se retrouve avec un écrit de Jaurès entre les mains, il sera incapable de discerner si c'est le Jaurès opportuniste ou révolutionnaire qu'il est en train de lire et de boire les paroles à défaut de posséder les outils nécessaires pour faire cette distinction, donc il prendra le risque d'être trompé, de se tromper et de tromper ensuite les autres.

Ce risque n'existe pas en lisant les marxistes pour ainsi dire. Le seul risque qui existe, c'est de ne pas tenir compte du contexte qui n'est plus le même aujourd'hui, et de faire passer le marxisme pour une vérité révélée, un dogme.

De Sarkozy à Aubry en passant par le POI, tout le monde s'arrache Jaurès, pas Marx, vous ne trouvez pas cela étrange ?

La différence entre Engels et Jaurès ? La capacité d'Engels de se corriger qui demeurera impossible à Jaurès. Lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht, 24 octobre 1894 :

"*J'ai écrit à Bebel, et je lui fais comprendre que, dans les débats politiques, il fallait réfléchir posément à toutes les incidences possibles des questions et ne rien faire dans la hâte, dans le premier élan ; il m'est ainsi arrivé à moi-même de me*

brûler les doigts à plusieurs reprises.".

Cela m'arrive également par manque de temps et parce que je dois me démerder vraiment tout seul pour continuer le site, c'est d'ailleurs peut-être cela qui finalement me conduira à le fermer.

Jaurès passait son temps à se consumer littéralement, il était donc impensable qu'il change d'attitude sans cesser d'être Jaurès.

Dommage qu'on n'entende plus de voix pour défendre Jules Ferry, dans Le Socialiste, le 25 mars 1891 Engels lui avait trouvé un surnom flatteur : "le Tonkinois" !

Pour les ouvrièristes qui font souvent dans le nationalisme, j'ai trouvé un morceau choisi : "*l'Allemagne est un pays absolument infâme pour ceux qui n'ont pas une grande force de caractère.*" (Engels à Eduard Bernstein, 25 janvier 1882.)

J'ai mis en ligne la résolution du congrès de l'Association Internationale des travailleurs (AIT) qui se rapporte à l'exclusion de l'AIT de Bakounine et l'ensemble des dirigeants anarchistes à l'initiative de Marx et Engels. Ensuite les dirigeants du POI pourront toujours réhabiliter Bakounine, les militants disposeront d'un argument en béton (de plus) à leur opposer.

Passons aux dépêches.

Quand les bonnes consciences se réveillent. Fatalitas !

1- Front unique pour un partage équitable de la misère sociale.

A l'appel de 103 associations féministes, syndicats et partis de gauche, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer «*une réelle égalité hommes-femmes*», notamment dans le milieu du travail, et pour défendre le droit à l'avortement. 15.000 personnes ont défilé dans les rues, selon les organisateurs, 2.600 selon la police.

Ils en sont encore à "*réclamer*" quelque chose à Sarkozy !

Plusieurs responsables politiques nationaux étaient présents, de Martine Aubry (PS) à Marie-George Buffet (PCF) en passant par Jean-Luc Mélenchon (parti de gauche) ou Olivier Besancenot (NPA), et des syndicalistes comme Bernard Thibault (CGT) ou Gérard Aschieri (FSU).

"*Ce sont souvent les femmes qui sont les premières licenciées, les premières précarisées*" a déclaré Martine Aubry. (Lefigaro.fr - AFP) 17.10)

Si au moins c'était les hommes cela changerait tout ! Ou comment monter une partie de la classe contre une autre au lieu de la rassembler contre le gouvernement et le capitalisme, un grand merci de la part de Sarkozy. Dans le même temps ils dénoncent l'écart persistant des salaires entre hommes et femmes au détriment de ces dernières, autrement dit les patrons feraient mieux de licencier des hommes, ils feraient davantage d'économie sur les salaires qu'en licenciant des femmes. Le Medef vous remercie de ce généreux conseil madame Aubry !

Quand on ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, on a toutes les chances de se retrouver sur le même terrain que la réaction.

2- Corporatisme. La misère : un don du ciel.

A l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, l'organisation ATD-Quart monde, initiatrice de l'événement, organisait samedi plusieurs manifestations et rassemblements dans toute la France. Le Haut commissaire aux solidarités actives Martin Hirsch a participé au rassemblement sur le Parvis des droits de l'Homme, place du Trocadéro à Paris.

A l'occasion du vingtième anniversaire de la convention internationale des droits de l'enfant, ATD "*appelle le gouvernement, les élus et les citoyens à des choix politiques et citoyens pour qu'aucun enfant ne soit condamné à vivre dans la misère*".

"*Pour que tous les enfants aient un avenir, il faut s'unir contre la misère*", rappelle ATD-Quart monde dans un communiqué.

Ouvriers et patrons : mêmes responsabilités, même combat !

L'association a annoncé avoir obtenu le principe d'une rencontre avec le président Nicolas Sarkozy. Non, pas possible ?

L'association souligne aussi que "*massivement, les enfants qui échouent à l'école viennent des milieux populaires et de la grande pauvreté*" et qu'ils risquent, par conséquent, "*de vivre à leur tour la précarité*". Non, pas possible, une découverte ? (AP et Reuters 17.10)

3- Des pans entiers de la jeunesse sacrifiée.

En France, selon l'Insee, quelque 8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté (908 euros) en 2007, dont 2,4 millions de moins de 18 ans. (Reuters 17.10)

4- Le chômage, la précarité, la misère, la faim, les guerres : une fatalité !

On a appris il y a quelques jours que la faim concernait désormais plus d'un milliard de personnes dans le monde.

Soit, comme si de rien n'était, toujours à l'occasion de cette Journée internationale, dans un message le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon estime que "*le moment est venu d'amplifier la voix des plus vulnérables et de veiller à ce que la communauté mondiale tienne ses engagements*". Plus cynique tu meurs !

"*En période de récession, ceux qui sont frappés les premiers, et le plus durement, sont les pauvres. Selon des estimations récentes, la crise économique mondiale a fait disparaître au moins 50 millions d'emplois cette année. Près de 100 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté en 2009. Les changements climatiques ne font qu'aggraver les choses*" souligne Ban Ki-moon.

Il a osé dire : "*il y a encore beaucoup de chemin à faire*" pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il n'y en aura peut-être moins désormais pour abolir le capitalisme ! (AP 17.10)

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas quand on les jugera. Ils ne s'étonneront pas non plus que notre justice soit expéditive, radicale et sans appel.

5- Exercice de lévitation pour ne pas s'attaquer à l'origine de la misère : le capitalisme.

En cette année du vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, le thème retenu dans le cadre de la Journée est "*les enfants et les familles s'élèvent contre la pauvreté*". (AP 17.10)

Hortefeux pousse au crime.

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a annoncé samedi qu'il avait décidé d'interdire, toute l'année et sur tout le territoire, les mortiers de feux d'artifice, parfois détournés pour être utilisés contre les services de secours ou les forces de sécurité dans les quartiers difficiles. (AP 17.10)

Il a raison, rien ne vaut finalement un vrai calibre !

Etats-Unis. Economie.

Le bilan des défaillances bancaires se rapproche de 100 cette année aux Etats-Unis après la fermeture vendredi d'un 99e établissement, la banque californienne San Joaquin.

Les faillites de banques aux Etats-Unis n'ont plus atteint le niveau de 100 depuis 1992, en pleine crise des caisses d'épargne. Cette année-là, 181 établissements avaient été fermés. En 1989, au plus fort de la crise, 534 banques avaient mis la clé sous la porte. (Reuters 17.10)

Espagne. La réaction se mobilise.

Ils étaient plus d'un million de catholiques soutenus par l'Eglise et la droite, à manifester samedi à Madrid contre le projet de libéralisation de l'avortement du gouvernement socialiste.

L'ancien chef du gouvernement conservateur José Maria Aznar (1996-2004) et plusieurs élus de la droite, dont la présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre et la secrétaire générale du Parti populaire (PP) Maria Dolores de Cospedal, ont participé à cette marche.

Le projet de loi approuvé le 26 septembre en conseil des ministres et qui sera débattu à partir de novembre au Parlement, réforme

une loi de 1985 qui n'avait dépénalisé l'avortement que sous certaines conditions. Il s'inspire de la législation en vigueur dans la plupart des pays de l'Union européenne. (Lefigaro.fr - AFP 17.10)

Le 19 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui car je me rends chez le préfet (collector) à 45 kms de chez moi, entre le "voyage" et le temps de ce rendez-vous, cela va me prendre la moitié de la journée ; je pars à 14h pour un rendez-vous entre 17h et 18h et je ne compte pas revenir chez moi avant 21h, il faut rouler encore moins vite (en moto) la nuit en raison de l'état déplorable de la chaussée. Cela va me faire une balade, j'en ai franchement besoin, et puis entre nous, il n'y a franchement rien qui urge comte tenu de l'état du mouvement ouvrier !

Ce matin j'ai téléchargé et formaté une dizaine de nouveaux articles du Réseau Voltaire et du Centre de recherche sur la mondialisation, ils seront en ligne demain.

Bonne semaine à tous.

Le 20 octobre

Un mot personnel

Ma démarche hier chez le collector s'est soldée par un échec apparemment. (A suivre)

Sur la situation. Comme si de rien n'était.

Le dollar a perdu 18,6 % de sa valeur face à l'euro depuis mars, et s'approche du seuil de 1,50 dollar pour un euro, pendant que Wall street grimpait de 68% et que le baril de pétrole passait de 38 à 79 dollars pendant la même période.

"JPMorgan Chase a annoncé avoir gagné 3,6 milliards de dollars au troisième trimestre de cette année.

Le London Evening Standard rapporte que « *chacun des 5500 employés londoniens de Goldman Sachs peut s'attendre à déclarer une prime moyenne d'environ 500.000 livres (800.000 dollars). Chaque cadre supérieur obtiendra un bonus de plusieurs millions de livres, avec pas moins de 10 millions de livres (16 millions de dollars) pour le mieux payé.* ».

A New York, les refuges pour sans-abri ont atteint le nombre inouï de 39.000, 16.000 d'entre eux étant des enfants.

L'administration de New York City est si débordée qu'elle loue 90 dollars la nuit les appartements à louer inoccupés pour les sans-abri. Désespérée, l'administration de la ville offre gratuitement un billet d'avion en aller simple aux sans-abri pour qu'ils quittent la ville, et font payer un loyer aux sans-abri des refuges qui ont un emploi. Une mère célibataire gagnant 800 dollars par mois paye 336 dollars de loyer pour sa place dans l'abri.

Le chômage de longue durée est devenu un problème grave dans tout le pays, son taux soi-disant de 10 pour cent étant multiplié par deux à 20 pour cent. " (mondialisation.ca 16.10)

Au fait, entendez-vous encore parler de la "*régulation*" du capitalisme financier, de la "*moralisation*" des marchés, de la "*réforme*" du capitalisme ?

C'était juste du pipeau pour endormir le bon peuple. Non ? Mais si. Occupez-vous de rien, on se charge de tout, de charger la barque pour vous. La partie n'est pas terminée, ils ont facilement remporté la première manche. Grâce à qui ?

On nous dira que les appareils sont les principaux obstacles à la mobilisation des masses, certes, mais cette explication est un peu courte, elle ne peut masquer l'inexistence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire capable de revendiquer la direction du mouvement ouvrier et d'entraîner ses autres composantes.

La classe ouvrière a été incapable au cours des 60 dernières années de se doter d'une nouvelle direction, alors qu'on n'avait pas arrêté de nous expliquer que sa mobilisation pour ses revendications immédiates devait déboucher sur la construction du parti. Elle s'est mobilisée des milliers de fois, pour finalement rien, ou non, pour se retrouver toujours davantage subordonnée

au capitalisme. C'était d'ailleurs exacte qu'il fallait se battre pour l'amélioration des conditions de la classe, alors sur qui faut-il faire reporter la responsabilité de la situation actuelle ? Sur la classe ouvrière qui finalement serait atteinte d'un mal incurable, inconnu, et incapable d'accomplir ses tâches historiques ou sur les dirigeants des partis qui n'ont jamais été capables d'orienter son combat dans la bonne direction pour construire le parti ? Ne parlons même pas de l'Internationale qui a cessé d'exister avec la disparition de Trotsky le 20 août 40.

60 ans ce n'est pas rien. Tous ces partis existent toujours sous une forme ou une autre, était-ce cela l'essentiel ? On est en droit de se poser la question. Si vous avez une autre explication argumentée à nous fournir, n'hésitez pas à nous le faire savoir, on la communiquera aux militants.

Engels écrivait à Bebel le 20 juin 1873 : « *D'après notre conception confirmée par une longue pratique, la juste tactique dans la propagande n'est pas d'arracher ou de détourner çà et là à l'adversaire quelques individus, voire quelques-uns des membres de l'organisation adverse, mais d'agir sur la grande masse de ceux qui n'ont pas encore pris parti. Une seule force nouvelle que l'on tire à soi de son état brut vaut dix fois plus que dix transfuges lassalléens qui apportent toujours avec eux le germe de leur fausse orientation dans le parti.* » Et de conclure : « *Tout au long de notre vie, c'est toujours avec ceux qui criaient le plus à l'unité que nous avons eu les plus grands ennuis et reçu les plus mauvais coups.* ».

Sur ce, salut !

"***Unanimité***". Front unique UMP-Nouveau centre-Modem-PS-PCF-Verts.

Regardez Hortefeux, il vient de pondre discrètement un décret relatif à la création de deux fichiers de police qui devraient remplacer Edvige.

Pour la députée Delphine Batho (PS) "*la méthode choisie est une fois de plus celle d'un pouvoir qui veut passer en force sur tout, tout le temps, qui refuse le débat démocratique, écrase le Parlement et sa propre majorité*". "*Alors qu'un consensus s'était créé sur la nécessité de légiférer sur les fichiers de police, alors que la commission des Lois de l'Assemblée nationale avait adopté à l'unanimité un rapport parlementaire, puis une proposition de loi sur les fichiers de police, le ministère de l'Intérieur vient de décider, dans le dos du Parlement, de créer les remplaçants d'Edvige par simple décret*", s'insurge l'élue des Deux-Sèvres dans un communiqué. (LePoint.fr 18.10)

Autrement dit, "*consensus*" oblige, si débat "*démocratique*" il y avait eu, ces fichiers n'auraient posé de problèmes à personne !

Edvige bis : tous suspects, tous "***délinquants***" potentiels ! Un fichier politique ?

L'un des nouveaux fichiers de police ne porte pas sur des personnes condamnées mais sur des délinquants potentiels "susceptibles d'être impliqués dans des actions de violences collectives, en particulier en milieu urbain ou à à l'occasion de manifestations sportives".

Le champ est large. Une autre définition précise qu'entrent dans le cadre du fichier toutes les "*personnes dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique*". Et ce, dès l'âge de 13 ans, conformément à ce que prévoyait le fichier Edvige, qui avait provoqué une forte mobilisation en 2008. Seule véritable innovation : la séparation, dans une base de données à part, des personnes employées dans la sécurité (gardiens, pompiers...) et qui font l'objet d'une enquête administrative.

Dans les deux cas, pourront être relevés, après le motif de l'enregistrement, des renseignements sur l'état civil, la nationalité, la profession, l'adresse physique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne placée ainsi sous surveillance ; les signes physiques particuliers "*et objectifs*" et des photographies ; des titres d'identité. Mais là s'arrête le fichier pour les enquêtes administratives.

Dans le premier fichier, sur les personnes potentiellement délinquantes, figurent en plus "*l'immatriculation de véhicules ; des informations patrimoniales ; les activités publiques, comportements et déplacements*" ; les agissements "*susceptibles de recevoir une qualification pénale* " ; et les personnes entretenant des relations "*non fortuites*" avec l'intéressé. A ces neuf critères s'ajoutent l'origine "*géographique*" et les "*activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales*". Toutes ces données pourront être conservées dix ans, trois ans pour les mineurs. (Le Monde 19.10)

Servisair : la grève continue.

Les salariés de Servisair (groupe Derichebourg) poursuivent leur grève après avoir été reçus lundi, au sixième jour de grève, par un expert mandaté par le ministère des Transports, a-t-on appris de source syndicale et aéroportuaire. Les grévistes demandent un engagement des repreneurs à employer la totalité des salariés de Servisair (plus de 400 contrats à durée indéterminée). (LePoint.fr 19.10)

Mitterrand n'aime pas les femmes, mais il aime la police.

L'été dernier, Frédéric Mitterrand avait défendu le rappeur Orelsan, alors accusé de faire l'apologie de la violence envers les femmes dans un clip intitulé « Sale pute ».

Il avait estimé que Orelsan avait « *tout à fait le droit* » d'exprimer son dépit amoureux.

Par contre, pour le clip vidéo du rappeur Morsay « *J'ai 40 meufs* », dans un communiqué, il déclare que « *dans son clip, le rappeur Morsay tient des propos intolérables notamment à l'encontre des forces de sécurité de notre pays* ».

Le journaliste continue : Donc si je comprends bien, pour le ministre de la culture, on peut sans problème insulter, vilipender les femmes mais pas les forces de l'ordre.

Bizarre, non, cette conception de la liberté d'expression, non?

Dans le clip incriminé, Morsay chante « *J'ai 40 meufs et j'ai toujours la dalle, c'est Morsay, j'nique la police municipale* ». (Lepost 19.10)

Personnellement je trouve ce genre de rappeur provocateur, débile et dangereux. Que Mitterrand s'en foute du sort des femmes n'a rien d'étonnant, qu'il défende la police non plus, il fallait bien qu'il rende comptant la monnaie de leur pièce à ceux qui l'ont soutenu dernièrement, Sarkozy et son gouvernement.

Crise. Ils se préparent à la prochaine étape : une "***vulnérabilité***" mondiale.

Lors d'une conférence de la Fed de San Francisco sur l'Asie, le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a souligné lundi que des politiques économiques de promotion de l'exportation en Asie risquaient de faire réapparaître les déséquilibres des échanges commerciaux et financiers.

Il ajoute que les pays asiatiques dont l'économie est la plus ouverte, comme Singapour, Hong Kong et Taïwan, ont été les plus touchés par la crise, alors que la Chine, l'Inde ou l'Indonésie, qui sont parmi les économies "*les moins ouvertes financièrement*" se sont étendues tout au long de la crise.

Tout en admettant qu'une intégration économique mondiale plus grande génère une plus grande vulnérabilité à des chocs économiques d'ampleur internationale, Ben Bernanke n'en pense pas moins qu'une plus grande ouverture permettra une croissance économique plus forte sur le long terme. "*Il faut de ce fait résister absolument à l'érection de barrières aux flux de capitaux*", argue-t-il. (Reuters 19.10)

Les charrettes du jour.

1- "*L'emploi dans le groupe baissera de 15.000 à 20.000 personnes au cours de la nouvelle année fiscale via des cessions et des restructurations*", déclare Ekkehard Schulz, président du directoire du groupe industriel allemand ThyssenKrupp (198.000 personnes) dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Zeitung publié samedi. (Reuters 18.10)

La direction de ThyssenKrupp a annoncé lundi en comité d'entreprise extraordinaire l'intention de fermer son unité française d'usinage de vilebrequins pour le secteur du poids-lourd (373 salariés), située à L'Horme (Loire), dans l'agglomération stéphanoise.

Frans-Joris Espeel, le président de ThyssenKrupp Mavilor, a expliqué lundi que "*les fabricants (ndlr : de poids-lourds) sont contraints de s'approvisionner dans les pays à bas coûts de production, de limiter de manière drastique leurs recours à la sous-traitance et de prendre de plus en plus en charge, eux-mêmes, la fabrication des vilebrequins*. (AP 19.10)

2- Le *New York Times* va supprimer jusqu'à 150 postes, dont 100 de journalistes (sur 1.150), d'ici la fin de l'année, en raison de la baisse des revenus publicitaires dans le secteur de la presse, a annoncé lundi son directeur de la rédaction.

Ses employés ont par ailleurs accepté une baisse de 5% de leurs salaires cette année, décidée par la direction pour éviter de nouvelles suppressions d'emplois. (AP 20.10)

Italie. Un Etat mafieux.

Le ministre italien de la Justice, Angelino Alfano, a promis lundi de faire toute la lumière sur les conditions dans lesquelles l'Etat

a secrètement négocié avec la mafia au début des années 1990. (Reuters 19.10)

Iran. Opération déstabilisation du régime.

Washington, Londres et Islamabad se trouvent dans le collimateur de Téhéran. Le chef des Gardiens de la révolution les a accusés lundi d'entretenir des liens avec la guérilla sunnite auteur de l'attentat-suicide qui a fait 42 morts, dont cinq commandants des Gardiens de la révolution, dans le sud-est de l'Iran. (AP 19.10)

Le 21 octobre

Pas le temps de causer.

J'ai ajouté les articles suivants dans la page *Dossier vieux monde* :

- Une récession temporaire… ou la fin de la croissance ?

- Les riches ont confisqué l'économie

- La fin du dollar

- 11 mars 2004 à Madrid : était-ce vraiment un attentat islamiste ?

- La Bosnie au bord de l'effondrement

- Casques bleus : quand on a intérêt à faire durer la guerre...

- Le dessous du prix Nobel de la paix 2009 ?

- Obama et le prix Nobel : Lorsque la guerre devient la paix, lorsque le mensonge devient vérité

- Barack Obama, prix Nobel de la Paix, part en guerre contre l'ALBA

- L'ALBA abandonne le dollar et envisage une alliance militaire face aux USA

- Menace d'un nouveau conflit en Europe : Une Grande Albanie parrainée par l'Occident.

- Les armées secrètes de l'OTAN (I) Quand le juge Felice Casson a dévoilé le Gladio…

- L'avortement de la politique climatique

Interview d'Eric Besson par Libération.

Question :«*Il n'y a pas de politique alternative à la nôtre*», dites-vous. N'y aurait-il pas une politique d'immigration de gauche ?

Réponse :"*Je fais la même politique que celle que faisait Jean-Pierre Chevènement en le revendiquant haut et fort, ou que celle de Daniel Vaillant. Je suis surpris de voir qu'une partie de la gauche fait mine de ne pas comprendre que l'immigration irrégulière sape les fondements du pacte républicain et du pacte social.*" (Libération.fr 20.10)

Mensonge d'Etat, contrevérité, non-sens.

Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy rejette l'idée que la France soit surendettée et défend l'idée d'un emprunt public massif pour financer des investissements d'avenir.

"*On ne paye les dettes d'hier qu'avec les revenus de demain*", mais non avec ceux d'avant-hier ! Et quand les revenus de demain on déjà été hypothéqués, vous faites quoi ? Vous matraquer la classe ouvrière, normal !

"*Il faut toujours ouvrir un peu l'étau quand on décide d'être plus rigoureux*",autrement dit plus vous êtes opportuniste, plus vous faites preuve de rigidité sur les principes, on s'en était aperçu.

"*Nos enfants ne devront rien aux autres, ils se devront à eux-mêmes*", on en vient à se demander comment les banquiers et les capitalistes s'enrichissent. (Reuters 20.10)

La palme du cynisme.

Alors qu'une réunion sur le stress au travail avait lieu mardi au siège du groupe France Télécom-Orange à Paris, le ministre du Travail Xavier Darcos a précisé : "*Mais je voudrais dire qu'il y a pire que le stress au travail, il y a le stress au chômage, et le gouvernement reste convaincu que la première des valeurs sociales, c'est celle d'avoir droit à un travail*". (AP 20.10)

Les banksters se frottent les mains, crédits à la consommation : les "marges ont beaucoup augmenté".

"*Dans l'ensemble, on s'attend à de bons, voire très bons résultats pour les banques françaises malgré l'augmentation du coût du risque. On s'attend à ce que toutes les banques dégagent des résultats positifs, y compris le groupe BPCE et Natixis*", indique Eric Dupont dans une interview à Reuters à propos des perspectives de résultats pour le second semestre.

Interrogé sur les sources de revenus pour les banques françaises, Eric Dupont évoque la banque de financement et d'investissement (BFI), la banque de détail en France ainsi que le crédit à la consommation.

"*Il y a encore beaucoup de revenus en BFI. La banque de détail en France fonctionne plutôt bien. Il n'y a pas une demande très forte de produits mais le produit net bancaire se tient plutôt bien. Même dans le crédit à la consommation, les marges ont beaucoup augmenté*", fait-il remarquer. (Reuters 20.10)

Charrette.

Le fabricant de serveurs informatiques Sun Microsystems annonce qu'il supprimera 3.000 postes à l'échelle mondiale au cours des 12 prochains mois. (Reuters 20.10)

Algérie.

Les affrontements entre émeutiers et forces de l'ordre ont repris mardi en début de soirée dans le quartier populaire de Diar Chems, dans l'est d'Alger, a appris l'Associated Press auprès de la protection civile et d'habitants de la cité.

Les émeutes dans ce quartier populaire, situé à trois kilomètres du siège de la présidence de la République, ont éclaté lundi après l'intervention de policiers venus déloger des squatters qui avaient installé des baraques sur un stade de football de la municipalité. (AP 20.10)

Niger.

Les Nigériens se rendaient aux urnes mardi à l'occasion d'élections législatives organisées suite à la promulgation d'une nouvelle constitution au mois d'août, mais boycottées par l'opposition.

L'opposition a protesté contre ce référendum, affirmant qu'il donnait à Tandja des pouvoirs quasi-totalitaires.

Tandja a affirmé qu'il voulait seulement rester au pouvoir parce que son peuple lui avait demandé. Fin mai, il a dissous le Parlement parce qu'il s'était opposé à son projet. (AP 20.10)

Le 22 octobre

Ma réaction à la lecture de la déclaration du bureau national du POI des 17 et 18 octobre.

J'en partage en grande partie le contenu, à quelques détails près si je puis dire.

1- "*Bernard Thibault a déclaré, lorsque 268 sur 283 travailleurs de chez Molex ont été laissés sur le carreau : « Nous avons sauvé l'industrie mais pas l'emploi » ? Pour les travailleurs, sauver l'industrie mais pas l'emploi, ne veut rien dire !*"

Au contraire, cela signifie que les syndicats sont aussi pourris que les autres institutions de ce pays ! Cela signifie clairement que Thibault est un agent des capitalistes infiltré dans la CGT et qu'il est au service des exploiteurs comme ses collègues des autres syndicats.

Ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre à la direction du POI, c'est que les travailleurs s'en rendent parfaitement compte, paradoxalement, davantage ceux qui ne sont pas syndiqués, soit plus de 90% des travailleurs de ce pays. Paradoxe qui n'en est un qu'à moitié, car ceci explique peut-être en partie la faiblesse de la syndicalisation en France.

C'est délirant qu'ils ne puissent pas admettre que, lorsque l'ensemble des médias nationaux et régionaux, la presse écrite, toutes les chaînes de télévision, la majorité des sites Internet ou blog politiques reprennent en coeur que Thibault a trahi les cheminots le jour même où ils se lançaient dans une grève pour la défense de leurs régimes de retraite, que les travailleurs soient incapables de comprendre un message aussi limpide qu'ils entendent en boucle ou lisent, et d'en tirer la conclusion qu'il y a bien quelque chose de pourri dans les syndicats. Ce n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres du même genre.

Ils ne parviennent pas à comprendre ou à faire la distinction entre le fait que les travailleurs sentent instinctivement ou par expérience qu'il y a quelque chose de pourri dans les syndicats et le fait qu'ils sont incapables d'en identifier l'origine, et pour cause, pour y parvenir il faudrait que la classe ouvrière aient rompu avec le capitalisme auquel sont liés justement les dirigeants syndicaux.

Par ailleurs, la très grande majorité des syndiqués sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme, ils sont donc forcément mal placés pour remettre en cause la direction des syndicats et les dirigeants syndicaux le savent pertinemment, ceci n'expliquerait-il pas cela par hasard ?

Cette erreur d'analyse provient du fait que le POI est à la remorque des appareils et prisonnier de sa conception du front unique, dont les bienfaits nous ont toujours empêcher de construire le parti, tout en redorant le blason des partis et des directions traîtres du mouvement ouvrier.

Finalement, ils n'ont toujours pas compris qu'un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) se devait de combattre sur la base de son programme en direction de l'objectif qu'il s'était fixé et ne pas en dévier, ajoutons, quitte à apparaître sectaire à ceux qui soutiennent le régime.

2- "*Si le gouvernement Sarkozy, rejeté de tous, continue à frapper, n'est-ce pas parce que ceux qui sont censés s'opposer à lui accompagnent de fait sa politique ?*"

Certes, mais pas seulement, loin de là, c'est l'arbre qui cache la forêt. On a là la confirmation du diagnostic que je viens de fournir sur le POI.

Sachant que les appareils jouent un double jeu dans la lutte des classes, il me vient une question que ne pose pas le POI : les appareils sont à la fois inféodés au capitalisme et ils se font passés pour des représentants de la classe ouvrière, pourquoi à certains moments se placent-ils momentanément au côté du prolétariat et à d'autres moments au côté des patrons ou du gouvernement ?

Comment ou pourquoi passent-il d'une position à l'autre ? Tout dépend du rapport de forces qui existe entre les classes et du niveau de conscience politique des masses. Leur attitude dépend fondamentalement des besoins exprimés par les capitalistes et de la capacité politique du gouvernement à mettre en oeuvre des mesures pour les satisfaire sans générer une mobilisation générale du prolétariat pour en interdire l'application.

A la base, à l'origine, le comportement des dirigeants syndicaux est déterminé par les besoins du capitalisme, ensuite seulement, en fonction de la situation ils adoptent telle ou telle attitude pour que les plans du gouvernement et des patrons puissent être menés à leur terme.

Ils vont évaluer à quel niveau se situe la contestation ou la pression exercée par la base des militants ou par la classe ouvrière, quel risque ils courent à la laisser se développer, et pour conserver le contrôle de la situation, ils peuvent être amenés à décider une action allant dans le sens de ce que souhaitent leurs militants ou la classe. Laissons de côté ici les journées d'action qui ont pour seul objectif de briser la combativiter du prolétariat.

Le gouvernement et le patronat en fonction du rapport de force existant peuvent résister ou reculer, comme dans les deux cas les fondements du capitalisme ne sont pas remis en cause, le résultat aura finalement peut d'importance pour les tenants du régime qui repartiront à l'attaque à la première occasion. L'essentiel, pour les représentants des institutions et du capital, c'est que le prolétariat demeure enchaîné au capitalisme quelle que soit la situation pour qu'il ne cherche pas une issue politique.

Notre analyse de la situation est forcément faussée si on tient compte uniquement de l'attitude des appareils, sans se poser

la question de savoir ce qui conforte leur position opportuniste, quelle est réellement pas seulement l'état d'esprit des masses, mais aussi leur niveau de conscience politique.

Les masses sont durement frappées par les conséquences de la crise du capitalisme, aucun travailleur ne peut les accepter en principe, mais comme ils n'en comprennent pas l'origine, ils peuvent effectivement être tentés de se mobiliser, mais comme ils ne savent pas véritablement pourquoi ou ce que recouvre la situation, ils n'ont pas les moyens de s'en saisir, car il leur manque l'essentiel, la compréhension de l'origine de la situation qui est à la fois la première étape qui leur permettrait d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme, qui ne peut se traduire que par la remise en cause des fondements du capitalisme. Il faudrait qu'ils en arrivent à la conclusion qu'il faut rompre avec le capitalisme pour pouvoir entrevoir par quoi le remplacer, qu'ils aient commencé à rompre avec le capitalisme pour postuler au pouvoir politique, pour faire bref.

On peut être amené individuellement à rompre avec le capitalisme parce qu'on a des conditions d'existence devenues infernales, mais pour que la masse se mette en mouvement il en faut plus, il faut qu'elle sente que l'espoir existe de vaincre, il lui faut autre chose que la perspective de miettes pour se soulever, il faut qu'elle soit portée par l'espoir qu'il est possible d'en finir une fois pour toute avec les conditions de vie indignes que les capitalistes lui imposent. Or, ce n'est pas du tout le niveau de conscience actuel des masses.

Ce que je voulais dire, c'est que tout le monde s'attarde sur les conséquences de la crise du capitalisme tout en négligeant ses origines. De la même manière que tous les partis privilégient les rapports d'appareil au lieu de s'adresser au prolétariat. Or, pour envisager de changer les fondements de l'économie, il faut commencer par comprendre sur quoi repose le système économique capitaliste, on ne rompt pas avec une habitude que l'on traîne depuis notre naissance et qui régit toute notre vie, sans savoir ni pourquoi ni ce qui va lui succéder ou alors on est inconscient. Or, pour se lancer dans le combat pour la prise du pouvoir, le prolétariat a impérieusement besoin auparavant d'élever son niveau de conscience des rapports sociaux qui régissent la société.

En quelque sorte, origine et perspective se rejoignent, elles sont de plus en plus liées au fur et à mesure que se développe la crise du capitalisme, de la même manière qu'on se rend compte que le programme minimum (de transition) contenant les revendications démocratiques bourgeoises, se confond de plus en plus avec le programme de la révolution socialiste, que l'un est irréalisable sans l'autre, qu'il est dorénavant impensable de prétendre pouvoir satisfaire nos revendications économiques ou sociales sans exproprier immédiatement les capitalistes, ce qui est totalement impensables sans renverser les institutions de la Ve République et que la classe devienne la classe dominante (dictature du prolétariat)... Cette exigence n'est pas théorique mais pratique et corroborée par les faits.

Le capitalisme a préparé le terrain au passage au socialisme, à une économie planifiée en fonction des besoins de la population, au point qu'on ne saisit pas que le passage de l'un à l'autre est à portée de la main, et que par conséquence rien ne peut justifier des concessions envers les tenants du capitalisme.

On comprend pourquoi le POI ne se prononce pas assez souvent contre les institutions : il attend que le PS et le PCF se prononcent contre. L'art de se foutre du monde ou de s'en remettre à des déclarations trompeuses.

3- "*Comment comprendre qu'ils renoncent au mot d'ordre qui fut naguère celui de tous les partis de gauche dans notre pays : l'abrogation des institutions anti-démocratiques de la Ve République ?*"

Au lieu d'expliquer que ces partis sont inféodés au capitalisme et que les travailleurs doivent s'en détourner, le POI voudrait les jeter dans leurs sales pattes, il fait là le jeu de la contre-révolution.

Pourquoi ne pas expliquer aux travailleurs et militants qu'en réalité ces partis n'ont jamais combattu pour l'abrogation des institutions, qu'ils en ont toujours été les complices, puisqu'on en a des exemples sous les yeux tous les jours ?

C'est là que l'on comprend que la politique du POI n'est pas déterminée par les intérêts collectifs du prolétariat mais par les intérêts de son appareil constitué désormais de militants provenant de ces partis, mais qui finalement n'ont pas rompu avec eux ou avec leur idéologie réformiste et réactionnaire. Le POI est passé maître dans l'art du double discours, là aussi on comprend pourquoi.

Ils répètent sans cesse *comment comprendre, comment comprendre*, ce n'est pas bien compliqué finalement, non ?

Et pour finir le socialisme passe à la trappe ! Cette déclaration se termine ainsi :

4- "*Pour la reconquête de la démocratie et la République.*"

Il doit y avoir davantage de républicains et de démocrates au POI que de socialistes, comme autrefois à la SFIO, par exemple.

Alors vive le socialisme !

Les dépêches.

Victime du capitalisme.

Un employé de l'entreprise de fournitures mécaniques, Latty international, a mis fin à ses jours mardi sur son lieu de travail, à Brou, dans l'Eure-et-Loir, a-t-on appris mercredi auprès de salariés et de la direction.

Âgé d'une quarantaine d'années, l'homme s'est tranché la gorge à l'aide d'un couteau alors qu'il se trouvait dans l'usine, précise-t-on de mêmes sources. Pris en charge par les secours, la victime est décédée durant son transfert en hélicoptère vers le CHU d'Orléans. (Lepoint.fr 21.10)

Le visage hideux du régime Sarkozy.

Les "*reconduites forcées*" de trois ressortissants afghans vers Kaboul dans la nuit de mardi à mercredi ont soulevé une vague d'indignation en France.

Je vous fais grâce des déclarations des partis de l'ordre de "gauche".

Dans les rangs de l'UMP, la décision a "*stupéfait*" le député Etienne Pinte. "*Hier matin, Eric Besson a démenti le départ d'un charter dans la journée (...), il nous a donc raconté des histoires*", a-t-il déclaré sur France-Info, "*furieux*".

"*Quand le ministre nous dit qu'il n'y a pas de problème de sécurité, (...) ce sont des balivernes*", a-t-il ajouté. "*Nous allons réagir à ce que j'appellerais un déni de justice*", a promis le député, estimant qu'il y avait "une prise de conscience" des élus de tous bords "*pour dénoncer ce retour contraint et forcé des Afghans dans leur pays*". (AP 21.10)

Un constat : dans aucune déclaration il n'est fait référence au droit d'asile s'appliquant aux personnnes ayant fuit un pays en guerre. Etonnant ? Pas tant que cela, puisque tous les partis institutionnels soutiennent l'engagement militaire de l'Etat français en Afghanistan.

Dorénavant en France, toute référence au droit à l'instruction, à la santé, au logement, au travail, à la retraite, à l'asile, etc., est devenue tabou, place au droit du capitalisme à survivre par tous les moyens, y compris la guerre.

Hortefeux : Ministre de l'indignité, procureur général et dictateur en devenir.

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a déposé plainte mercredi contre un avocat du barreau de Grenoble pour "*injure envers la police*" après des propos par lesquels l'avocat se serait réjoui de la mort d'un gendarme.

Interrogé, Me Ripert s'est déclaré "*outré*" par ces "*accusations honteuses*" concédant avoir tenu hors audience des "*propos privés*" de ce type, "*sous forme de boutades*", dont il ne se souvient pas précisément. Ils "*n'avaient aucun caractère public*" et ont été "*sortis de leur contexte*", a dit l'avocat. (Lepoint.fr 21.10)

Un jour vous discuterez entre militants dans la rue ou un bistro, vous exprimerez votre haine légitime pour le régime et ses représentants, vous n'aurez pas remarqué le type ou la nana qui était à côté de vous et qui aura entendu vos propos : embarqué !

Vous l'aviez lu ? Sarkozy dans le rôle du voyou.

Le *Canard Enchaîné* avait cité la réaction de Nicolas Sarkozy après l'épisode de son voyage privé au Mexique en mars dernier, où le président avait été hébergé par un milliardaire soupçonné de blanchir de l'argent de la drogue : « *Les journalistes, ce sont des nullards, il faut leur cracher à la gueule, il faut leur marcher dessus, les écraser. Ce sont des bandits. Et encore, les bandits eux, ont une morale.* » (Slate.fr 21.10)

Qu'est-ce qu'il est lui pour tenir de pareils propos ? Un "*pauv'con*"

Toujours plus taxé.

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, qui examine le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2010, a adopté un amendement prévoyant une hausse de 6% du prix des cigarettes.

L'amendement émane du rapporteur de la commission, Yves Bur (UMP), qui propose d'augmenter les accises (taxes) sur le tabac

de 0,6%. (Reuters 21.10)

Taser: l'aveu.

La société Taser International conseille aux forces de police utilisant son pistolet à impulsion électrique de ne pas viser la poitrine des suspects. Dans un bulletin d'information publié le 12 octobre, elle explique que cela pourrait provoquer un "*événement cardiaque négatif*", même si les risques sont très faibles. (AP 21.10)

Tunisie. Un régime infréquentable ou une dictature larvée.

Accusée de "*partis pris systématiquement hostiles*", une journaliste du quotidien français "*Le Monde*", Florence Beaugé, a été refoulée à son arrivée à l'aéroport de Tunis alors qu'elle venait couvrir les élections présidentielle et législatives du 25 octobre en Tunisie.

Interrogée par téléphone par l'Associated Press, Florence Beaugé a déclaré "*Le régime tunisien ne supporte pas une seule voix discordante*". (AP 21.10)

Etats-Unis. Les temps sont durs, pas pour tout le monde !

Morgan Stanley publie un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes après trois trimestres consécutifs de pertes.

Elle n'en a pas moins mis de côté environ cinq milliards de dollars pour les primes de fin d'année durant le troisième trimestre, soit un total de $10,9 milliards depuis le début de l'année.

L'établissement new-yorkais a dégagé au troisième trimestre un bénéfice net part du groupe de 498 millions de dollars, soit 38 cents par action. (Reuters 21.10)

Le 23 octobre

Un mot personnel pour commencer.

Suite à ma visite qui s'était avérée apparemment infructueuses chez le "collector", le préfet, j'avais immédiatement repris contact avec le consulat de France à Pondichéry. J'avais téléphoné au collecteur pour lui demander ce qu'il comptait faire, son secrétaire m'avait répondu d'attendre.

Il y a dix minutes, je viens de recevoir une lettre dans laquelle il m'invite à me présenter au bureau où l'on va me préparer le document dont j'ai besoin pour vendre ma maison, donc en principe j'ai franchi tous les obstacles. J'irai lundi matin, c'est moins loin, à 25 kms seulement. Le site ne sera pas sans doute pas actualisé lundi, car je risque d'y passer encore un bon moment. lundi dernier, j'étais parti de chez moi en moto à 15h30 et je suis rentré claqué à 20h40, le bureau était à 45kms.

Le bureaucrate que je dois rencontrer est un sale type. Il a le statut de sous-préfet si l'on veut, je m'étais salement engueulé avec lui, mais avec la lettre que j'ai entre les mains, je ne me fais pas de bile, je le tiens, c'est le genre de mec qui rampe devant ses supérieurs et qui n'a aucune dignité. Je vais l'aborder avec un grand sourire histoire de me foutre de sa gueule -on se soulage comme l'on peut, il n'y verra que du feu parce qu'il est trop con, je vais savourer ce moment, car lui aussi il avait pris fait et cause pour les voyous de mon village, il me l'avait dit en face. C'est Magueswary qui va être heureuse, la pauvre femme, elle a connu tellement de misères ces dernières années. Enfin, la vie est un combat, c'est ce qui l'a maintenu en vie, c'est ce qui motive plus que jamais. Quant à la suite, nous verrons bien, chaque chose en son temps.

Un grand merci au camarade qui m'a envoyé la biographie de Marx de Franz Mehring, je ne me souvenais pas que c'était un énorme pavé de près de 700 pages, je vais avoir de quoi me défouler, encore faudra-t-il que je trouve le temps de lire. En attendant je le parcourrai en diagonale pour me détendre, j'en ai vraiment besoin.

La carte postale que tu as joint d'un petit village de ton département me réjouit, la France a entre autres particularités d'être un beau pays, à plus d'un titre.

La France c'est loin d'ici, c'est pour ainsi dire un autre monde avec des valeurs et des principes démocratiques qui n'existent pas en Inde et que Sarkozy s'emploie à détruire systématiquement pour asseoir son pouvoir et satisfaire les besoins de ses commanditaires, menant ainsi le pays au chaos et à la barbarie.

En regardant ta carte postale, je me suis dit qu'un habitant de ce village ne devait pas se poser les mêmes questions qu'un habitant d'une grande ville, ils sont certes confrontés aux mêmes problèmes engendrés par la crise et la politique antisociale du gouvernement, à ceci près que les médias nationaux s'emploient quotidiennement à traiter des faits qui surviennent dans les grandes villes, et qui, parce qu'ils sont étrangers aux habitants des campagnes leur demeureront en grande partie incompréhensibles, du coup il sera facile au gouvernement de les manipuler.

Il y a un décalage permanent entre ce que pensent les gens des villes et des campagnes. La concentration humaine facilite le mûrissement de la prise de conscience, mais elle ne constitue pas une garantie.

J'entends encore Joseph, oncle de mon ex-épouse et paysan dans un petit bourg en Bretagne, dire que les Parisiens étaient des priviligiés et que le chômage n'existait pas, les chômeurs étaient uniquement des fainéants. Jusqu'au jour où son fils en âge de travailler s'est retrouvé lui-même au chômage, là il a commencé à comprendre qu'on ne lui racontait pas des blagues, en fait il ne croyait que ce qu'il voyait de ses propres yeux. Par contre, je suis certain qu'aujourd'hui encore il pense que la seule réponse à la violence dans les banlieues ouvrières réside dans la répression.

Un sujet à vous faire froid dans le dos.

Hier soir, j'ai regardé un reportage sur le Pakistan, une émission d'1h30 sur TV5Monde Asie, Un oeil sur la planète diffusée en différé. Terrifiant ! Le Pakistan (176 millions d'habitants en 2009, 300 en 2050) est devenu pire que l'Afghanistan par bien des aspects, grâce à l'alliance de l'armée et des fondamentalistes islamiques.

Les Talibans ne sont pas les seuls dangereux barbares au Pakistan, il existe une myriade d'organisations islamiques radicales qui prônent l'établissement de la charia et l'extermination de tout les "infidèles", dont certaines comptent plusieurs millions de membres, leur objectif étant d'inflitrer la société jusqu'au sommet de l'Etat pour remplacer à terme les quelques valeurs démocratiques qui existent dans ce pays par la religion.

Ils sont sur la bonne voie d'après les témoignages que j'ai pu entendre, professeurs, médecins, avocats, etc., expliquant par exemple qu'un bon professeur ne peut être qu'un professeur respectant à la lettre le Coran, un professeur musulman, les madrasas ne désemplissent pas et se sont spécialisées dans la formation coranique des classes supérieures de la société qui en acceptent de plus en plus les règles. Le journaliste a lu dans un manuel scolaire destiné à des élèves de 12 ans un appel à haïr les étrangers et à se préparer à la guerre avec l'ennemi irréductible, l'Inde. Et ce ne sont pas des Talibans ! Ces organisations disposent de moyens financiers considérables, ils supplantent l'Etat corrompu dans bien des domaines, gagnant ainsi chaque jour de nouveaux fidèles. Ils prétendent se distinguer des Talibans, mais en réalité leur objectif est exactement le même.

Ce pays surpeuplé en pleine décomposition est dorénavant au bord de l'explosion sociale. Plus rien ne fonctionne normalement, les rues des grandes villes sont dégueulassent au possible, tout fait défaut, l'eau potable, l'électricité, l'inflation est galopante et les prix sont exhorbitants.

Karachi la capitale, 18 millions d'habitants, 40 fois plus qu'en 1947, représente à elle-seule 60% du PIB du pays, et pour fournir en électricté industrie et particuliers, il n'y a que l'unique centrale électrique qui fonctionnait déjà en 1947, pas une seule centrale n'a été construite en 62 ans ! Par contre plus de la moitié du budget de l'Etat est réservée aux dépenses militaires. Un médecin de Karaki a expliqué que pour répondre aux besoins des 3 millions d'habitants de son district, il n'existait qu'un seul hôpital, que la situation était dramatique. L'impérialisme britannique et américain ont donné naissance à un monstre qu'ils ne contrôlent plus. Bien d'autres pays dans le monde en sont pratiquement au même point de dégénérescence profonde, le Bangladesh, le Nigéria, par exemple, le Mexique dans une certaine mesure.

Dans ces conditions-là, on doit soutenir toute forme de résistance de ces peuples, y compris quand elle s'exprime à partir de certains secteurs de la bourgeoisie, sans avoir pour autant à renier nos propres convictions socialistes qui indiquent dans quelle direction le prolétariat devra mener son combat pour avancer vers son émancipation du capital et de l'obscurantisme.

Un dernier sujet.

Apparemment, l'idée d'une manifestation à Paris contre la privatisation de La Poste n'a été reprise par aucun parti à l'exception du POI. S'agissant de la mobilisation engagé contre les licenciements, le NPA continue de refuser d'envisager une manifestation unitaire et nationale à Paris, il préfère en organiser dans certaines régions. Pourquoi ne pas le prendre au mot et le rejoindre dans cette démarche, ainsi on pourrait mesurer ou dévoiler les véritables intentions de leurs dirigeants et les combattre si nécessaire.

Ce n'est qu'une idée, après tout je ne sais pas ce qui se passe exactement sur le terrain. Quand on se connecte sur le site Internet national du NPA, on a l'impression qu'il combat sur tous les fronts, alors que je présume que tel n'est pas vraiment le cas. Le combat politique ne consiste pas à se pointer devant une usine avec un calicot et des tracts et de disparaître une heure plus tard sans laisser de traces, trois petits tours et puis s'en vont, on connaît que trop bien cette façon d'agir, il consiste à organiser

la classe, puis à la former ou l'éduquer au socialisme, à tisser des liens solides avec la classe...

Quand je militais à l'OCI, on se cassait la tête pour gagner des contacts au cours de porte-à-porte ou de diffusions, mais on a toujours été incapables de les conserver, soit ils devaient entrer au parti, soit on les perdait de vue parce qu'ils en avaient marre qu'on les harcèle.

On n'a pas su organiser des réunions publiques sur des thèmes précis entrant dans la formation de la classe au socialisme capables d'attirer des travailleurs, on n'a pas trouvé la bonne formule pour inciter la classe ouvrière à s'intéresser au socialisme, on voulait à tout prix obtenir un résulat immédiat en terme d'adhésion, de vente de journaux, de signatures ou d'argent, c'était une erreur de ne pas leur proposer une sorte d'association souple à notre activité militante, et à ma connaissance les comités qui existent aujourd'hui ne remplissent pas la fonction dont que j'ai évoquée.

Les militants qui ont les oeuvres des marxistes en tête, savent à quel point ils attachaient une importance particulière à ce qu'ils appelaient l'éducation des masses, l'éducation au socialisme.

Quand on pense à l'éducation des masses, on pense immédiatement à des actions pratiques du genre grèves ou manifestations, mais lorsque vous êtes en contact avec des travailleurs, vous ne pouvez pas toujours leur proposer ce genre d'actions, vous pouvez évidemment leur proposer de participer à vos propres activités sur le plan local, mais force est de constater que la plupart refusent d'y participer, ils veulent bien discuter un moment avec vous, à la limite ils vous achètent le journal, mais ensuite ils disparaissent.

Je me souviens également qu'on trainait littéralement des travailleurs à nos réunions publiques, on les harcelait jusqu'à temps qu'ils acceptent d'y participer, mieux encore, le jour de la réunion on allait les chercher chez eux pour être certain qu'ils viennent... pour disparaître aussi vite ensuite ! Aujourd'hui je condamnerais ce genre de méthodes, car les résultats obtenus étaient faussés ou n'avaient aucune valeur du point de vue de l'objectif que nous nous étions fixés. Les travailleurs doivent venir d'eux-mêmes au socialisme, librement, à nous de nous démerder pour trouver la bonne formule pour les amener sur ce terrain-là.

On parle volontiers de la formation des militants, quoique de moins en moins dans les partis apparemment, on doit être animé par le même état d'esprit et le même objectif avec la classe, cela ne sert à rien généralement de vouloir forcer les choses ou le destin, les choses arrivent ou se produisent quand elles sont mûres, à nous de faire en sorte qu'elles arrivent ou mûrissent le plus tôt possible, en tenant compte que chacun arrivera au socialisme à partir de sa propre expérience.

Expliquer patiemment dans quelle société nous vivons à partir de l'actualité ou ce que vivent quotidiennement les travaillleurs, les aidera à avancer plus vite que de longs discours à caractère théorique ou politique auxquels ils ne comprennent pas forcément quelque chose, en tout cas dont ils ne retiennent rien comme l'expérience le prouve abondamment.

Si le socialisme n'est pas un dogme, un éventail de recettes miraculeuses, une vérité révélée, c'est avant tout une méthode pour interpréter le monde et la société sous tous leurs rapports afin de comprendre comment ils fonctionnent et les changer. Alors que l'on aborde par n'importe quel bout la société n'a pas d'importance, on y trouvera son compte, puisque c'est la même méthode que nous mettrons en oeuvre. C'est ainsi que l'on peut amener des milliers de travailleurs au socialisme sans avoir besoin de les harceler ou de les convaincre que nous avons raison, car c'est à eux de forger les outils qui les amèneront eux-mêmes à reconnaître que le socialisme est bien la seule alternative au capitalisme, notre travail de militant se bornant à les aider à avancer dans cette voie, puis à rejoindre notre combat. vJe ne propose pas de substituer quoi que ce soit aux différentes activités d'un parti qui à mon avis demeurent valables aujourd'hui, mais d'en développer une supplémentaire en direction des masses. Par exemple, pour commencer cela peut prendre la forme d'un appel à une réunion publique sur un thème précis, il faut éveiller l'intérêt de la classe, il ne suffit pas d'avoir trouvé un thème, il y a la façon de le présenter, c'est tout un art.

Si on choisit le chômage, tout a été dit ou presque sur ce sujet, pourtant presque tout le monde ignore comment il se développe et quelle est sa fonction réelle dans le fonctionnement du capitalisme, il faut donc l'aborder sous un angle susceptible d'attirer la curiosité, d'éveiller l'envie d'en savoir davantage, c'est un peu la manière qu'emploie un prof en classe.

Ensuite, il ne faut pas conduire ce genre de réunion à partir d'une longue intervention d'un des organisateurs, car les participants auront l'impression que tout a été dit et qu'il n'y a plus rien à ajouter, comment oser encore parler après quelqu'un qui s'est exprimé aussi bien, c'est le genre de réunion classique en majorité improductives. Au contraire, il faut concevoir une réunion interactive où la majorité du temps est réservée aux différents participants qui veulent s'exprimer, car c'est à partir de leurs expériences telles qu'ils les ont vécus et la conscience qu'ils en ont, que l'on pourra les aider à pousser plus loin cette prise de conscience ou la corriger, notre rôle se bornant à intervenir (le moins possible) pour les aider à utiliser les outils que nous-même maîtrisons, en les mettant à leur disposition, ou quand cela ne fonctionne pas, prendre le relais brièvement pour qu'ils prennent conscience du chaînons manquant dans leur propre analyse.

Pour finir, les organisateurs dressent rapidement un bilan de la réunion, on peut même imaginer qu'on demande avant à quelqu'un dans l'assistance de le dresser. Avant de se quitter, on essaie d'évaluer ensemble l'utilité de ce genre de réunions, on peut remettre à chaque participant un document de 4 pages ou plus sur le thème qu'on a abordé, on se donne rendez-vous pour

la prochaine réunion, on communique les différentes batailles dans lesquelles le parti est engagé en appelant chacun à y participer. Bien entendu, chaque réunion doit être précédée d'une distribution massive de tracts dans les boîtes aux lettres, lors des diffusions, et de collages.

On pourrait imaginer toutes sortes de thèmes (sociétaux, sociaux, historiques, culturels, etc.) qui n'auraient pas forcément à permière vue un caractère politique, mais qui y ramènerait infailliblement puisque l'ensemble des rapports qui existent dans la société sont le produit des rapports sociaux d'exploitation.

Un dernier point.

Questionné par des militants qui me demandaient quoi faire dans la situation actuelle, je leur avais conseillé de participer aux comités d'unité mis en place par le POI, et de préparer les conférences départementales. J'ignorais totalement que ces conférences se réduiraient à une poignée de militants autour d'une table, comme vous avez pu le constater dans le n°69 d'*Informations ouvrières*. Je pensais que ce serait davantage des meetings qui rassembleraient des centaines de travailleurs ou plus, tel n'est pas le cas apparemment, vous m'en voyez désolé. Je n'ose pas vous dire d'aller voir du côté du NPA, puisque j'ai en mémoire que la LCR n'a jamais été foutu de rassembler des travailleurs, que cela n'a jamais été son objectif, vous perdriez votre temps. Si maintenant le NPA se présentait sous un autre jour, à vous de voir en fonction des regroupements qui existent localement, je ne peux rien vous dire de plus.

Je pense qu'il ne faut pas se focaliser sur les résultats à attendre de ces comités, l'essentiel est de parvenir à engager la discussion avec des travailleurs, afin de les amener au socialisme, cela peut prendre du temps et nécessiter de multiples discussions, de participer à vos activités militantes, ce sera toujours mieux que d'engranger des signatures qui finiront à la poubelle, de vendre des journaux qui ne seront pas lus ou de collecter du fric qui ne fera qu'alimenter des appareils de bureaucrates. N'hésitez pas à vous regrouper à quelques militants de façon informelle pour mener cette activité (rédaction d'un tract, diffusion, organisation d'une réunion), si vous parvenez chacun à amener un travailleur au socialisme, vous aurez fait davantage pour notre cause que des activistes au bout d'une année.

Pour finir. Il y en a qui tentent de redorer le blason de la IIe Internationale et ses partis pourris, pas de problèmes, on va participer à la discussion qu'ils le veuillent ou non.

Parmi les oeuvres des marxistes qui figurent dans la page d'accueil du site, j'ai rajouté un texte de 20 pages de Lénine datée de 1915 *La faillite de la IIe Internationale* , à ne pas confondre avec *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale* publié en 1916 et plus court, puisqu'il ne comporte que 5 pages, ainsi que la *Présentation de l'Internationale Communiste*, une présentation des premiers développements de l'Internationale Communiste par Mathias Rakosi, publiée à la veille du IVe Congrès dans l'Annuaire du Travail en 1923. Une bonnne introduction aux quatre premiers congrès de l'IC.

Vous trouverez un passage entier dédié au front unique. Je l'ai lu attentivement, il fut rédigé à une époque ou les partis de la social-démocratie avaient une influence énorme sur le prolétariat et ses organisations de masse, ce qui n'est plus le cas depuis belle lurette en France et dans la plupart des pays, sans oublier que les partis sociaux-démocrates ont été au pouvoir pendant des décennies en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou encore en Espagne notamment, et qu'ils ont eu largement le temps de montrer à la classe ouvrière qu'ils étaient bien passés de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, et qu'il n'était plus nécessaire de passer par le front unique pour démontrer au prolétariat de quoi ils était capables et surtout de quoi ils étaient définitivement incapables : lutter au côté du prolétariat pour renverser le régime capitaliste. Il faut donc recadrer le contenu de ce passage sur le front unique en tenant compte des modifications intervenues à l'intérieur de la classe et entre les classes pour l'adapter à notre époque, sous peine de se vautrer dans le pire opportunisme qui soit

Bonne week-end à tous et bonne lecture/étude.

Les articles d'agences de presse.

Sarkozy la risée du monde ou la France un "***pays africain***" !

Jean Sarkozy a annoncé jeudi qu'il renonçait à briguer la présidence de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (Epad) pour échapper aux soupçons de népotisme qui pèsent sur cette promotion programmée.

"*Est-ce que j'en ai parlé au président ? Non. Est-ce que j'en ai parlé avec mon père ? Oui*", a-t-il dit. Voilà le niveau du rejeton de La Talonnette !

Jean Sarkozy, 23 ans, conseiller général des Hauts-de-Seine et étudiant en deuxième année de droit. (Reuters 22.10)

Dans un article du *Figaro* ils relataient qu'on "*se moque du « népotisme français » jusqu'en Chine et en Inde.*" (Figaro.fr 23.10)

Le modèle politique français fait-il encore rêver les ex-colonies ? «Je n'ose pas imaginer jusqu'où aurait été Nicolas Sarkozy s'il dirigeait un pays africain», ironise l'écrivain Serge Félix N'Piénikoua. Il ajoute « *Mais au fond, la France est peut-être déjà un pays africain. Un pays africain comme un autre* ». (Slate.fr 22.10)

La police se mobilise.

L'Union SGP-Unité police (fusion du SGP-FO et de l'UNSA-police), principal syndicat des gardiens de la paix et gradés, a annoncé jeudi des actions et des manifestations en novembre et décembre pour exiger des négociations sur les effectifs, les salaires, les retraites et les conditions de travail.

Pour le syndicat, "*la trêve est rompue*", et "*la colère de la base policière doit s'exprimer*". Et de prévenir: "*Au cours des mois de novembre et de décembre, l'Union majoritaire va organiser et canaliser par des actions et des manifestations le ressentiment d'un corps de métier qui estime avoir été trahi*". (AP 22.10)

Le mirage de l'auto-entrepreneur.

Selon l'indicateur de la Coface sur les défaillances d'entreprises, septembre a été très lourd (6.600 fermetures) avec une augmentation de 12% par rapport à septembre 2008, après une hausse de 15% en août.

Compte tenu de l'inertie du système, le redémarrage qui n'a pas commencé ne pourra être que progressif. Ce qui explique pourquoi le marché de l'emploi n'a pas encore touché le fond.

Bercy se félicite de la création de 424.200 entreprises depuis le début de l'année, en omettant de préciser que ce total comprend 230.600 auto-entrepreneurs - dont la moitié n'a encore procédé à aucune facturation ! (Slate 22.10)

Ils ont inventé un "***halo***" pour mieux cerner les chômeurs. A quand une auréole pour récompenser la connerie humaine ?

Se basant sur les chiffres de 2007, l'Insee constate que 770.000 inactifs de 16 à 64 ans en France souhaitaient alors travailler, mais n'étaient pas comptés comme chômeurs au sens du Bureau international du travail.

Le BIT ne prend pas en compte les personnes qui ne cherchent pas d'emploi et qui ne sont pas disponibles rapidement pour travailler. Elles constituent selon l'Institut nationale de la statistique et des études économiques un "*halo"* autour du chômage, par opposition aux inactifs qui ne souhaitent pas trouver de travail.

Au trimestre suivant, 14% d'entre elles occupaient un emploi, mais un quart étaient toujours au chômage, et un tiers ne souhaitaient plus travailler, d'après le bulletin Insee première d'octobre.

Les deux chercheuses qui se sont penchées sur le "*halo*" du chômage relèvent que le groupe est hétérogène et mouvant. D'après elles, au printemps 2008, 11% des personnes perdant leur emploi allaient vers le halo, hors statistiques. (AP 23.10)

C'est très sérieux camarades, un groupe (de chômeurs) "*hétérogène*" donc par nature difficile à cerner, "*mouvant*" donc difficile à saisir, serait pris dans une zone diffuse appelée "*halo*" dont les éléments se répandraient dans tous les sens (définition étymologique), tout cela pour finir par nous dire que ce serait davantage le critère de la recherche d'un emploi qui serait important, plutôt que la disponibilité. Bref, nos chercheurs ont semble-t-il découvert, qu'il y aurait plus de chômeurs que ne l'indiquent les chiffres officiels du ministère du chômage, sans être capable de se l'expliquer vraiment.

L'Union européenne : la dictature des multinationales.

La France, l'Autriche et l'Irlande enfreignent le droit communautaire en fixant le prix minimum des cigarettes à la place des fabricants et importateurs, estime l'avocate générale de la Cour européenne de justice (CEJ), saisie par la Commission européenne.

"*Ces réglementations nationales sont contraires à la directive (européenne) 95/59/CE dans la mesure où elles entravent la liberté de détermination des prix du fabricant et compromettent ainsi la libre concurrence*", a déclaré l'avocate générale, Jullianne Kokott, citée dans un communiqué du service de presse de la CEJ. (AP 22.10)

Le 24 octobre

Vous trouverez plus loin un extrait de *La faillite de la IIe Internationale* de Lénine (1915), qui peut servir de base de réflexion sur la situation en France. On remplacera la guerre par la crise pour tenir compte du changement de contexte entre 1915 et 2009.

A la lecture de ce passage, on en déduira que nous ne sommes pas en présence d'une situation révolutionnaire. Gluckstein avait avancé qu'on pouvait la qualifier de pré-révolutionnaire, je l'avais réfuté parce que j'estimais que la plupart des conditions objectives n'étaient pas réunies pour la caractériser ainsi, cela se discute.

Plusieurs mois ont passé depuis. Si l'on constate bien des fissures au sommet de l'Etat, on ne peut pas avancer qu'il y aurait une crise politique des classes dominantes à proprement parlé. Quant à l'aggravation des conditions d'existence des masses, elle ne touche pas la majorité d'entre elles qui disposent encore de réserves pour continuer à "*vivre comme avant*" la crise. Pour terminer, on ne voit pas très bien comment les masses pourraient s'engager aujourd'hui "*vers une action historique indépendante*", à ne pas confondre avec leur résistance qui correspond à leur refus de payer les conséquences de la crise du capitalisme, entre leur refus d'une certaine fatalité et le fait qu'elles seraient portées à agir plus ou moins consciemment dans l'espoir de pouvoir changer la société, ce qui n'est évidemment pas le cas.

J'ai été interpelé par le reportage sur le Pakistan dont je vous ai parlé hier. Quand le Pakistan est devenu champion du monde de cricket, le sport national dans ce pays, la foule en liesse est descendue dans la rue, on a assisté à un délire collectif où la population scandait des slogans nationalistes, pendant un bref moment les Pakistanais semblaient réconciliés avec leur pays que la plupart détestent en temps normal.

Les journalistes ont interviewé plusieurs personnes, dont des jeunes qui ont expliqué que cette coupe du monde leur redonnait espoir, qu'ils étaient prêts à se raccrocher à n'importe quoi pour reprendre espoir, car sans espoir leur vie était littéralement infernale, certains ont même précisé que ce n'était pas trop la victoire du Pakistan qu'ils célébraient, mais plutôt l'espoir que tout était à nouveau possible au Pakistan puisqu'un pays en proie à tant de problèmes pouvaient dominer les pays les plus riches comme la Grande-Bretagne, etc.

En entendant ces propos, je peux vous dire que ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, j'ai attrapé la balle au bond et je me suis fait cette remarque : c'est bien sûr, c'est ce que je n'arrête pas de me dire, c'est exactement la conclusion à laquelle j'étais arrivé à propos de la situation en France, c'est la clé qui permet de penser ou de se convaincre que tout est possible, qu'il doit bien exister un moyen de s'en sortir, qu'il existe une issue politique, du coup parmi les masses de nombreux travailleurs sont prêts à écouter notre discours révolutionnaire, les masses elles-mêmes peuvent se surpasser et se soulever...

Sur le terrain de la lutte des classes, une fois que cet espoir rejaillit, reste à lui donner un contenu politique pour l'orienter dans la bonne direction, c'est évidemment le plus difficile à réaliser tant le mouvement ouvrier est englué dans le réformisme ou l'opportunisme. D'une certaine manière, cela démontre encore une fois que les masses sont en avance sur les partis qui s'en réclament.

Populariser le socialisme, le rendre accessible aux masses, leur démontrer qu'il est la seule alternative au capitalisme, qu'on leur a menti au sujet du socialisme, c'est possible, chacun peut s'y atteler si les partis ouvriers ne veulent pas avancer dans cette direction. Ils seront forcés d'y venir un jour ou l'autre, je mets le pluriel, alors que je sais pertinemment qu'en réalité un seul parti en sera capable, car il ne peut pas y avoir deux partis sur une ligne politique correcte, auquel cas ils ne formeraient qu'un seul parti ou l'un des deux n'aurait pas une ligne politique correcte, qu'on le veuille ou non.

Réfléchissez bien à cela camarades, c'est très important. Vous me direz que c'est tout réfléchi, puisqu'aucun parti n'entend pour le moment populariser le socialisme. Vous avez raison, disons que cela vaut pour la suite, et puis vous savez, aucun parti ou dirigeant n'est parfait, pas plus que les militants dont je fais partie. Si je prends mon cas personnel, certes je polémique avec différents partis, mais c'est avant tout parce que je suis exigeant et non par intention prédéterminée de nuire à tel ou tel parti, je fais la part des choses ou tout du moins j'essaie.

Pourquoi ne pas rédiger des feuillets de 4 pages ou plus en direction de toutes les classes exploitées et de la petite-bourgeoisie, dans lesquelles on leur montrerait les bienfaits qu'ils peuvent attendre du socialisme ? Pas en des termes politiques, mais comme je l'ai fait à plusieurs reprises dans des causeries. C'est très facile à réaliser, en un mois un parti peut le proposer à toutes les catégories de producteurs, ouvriers, employés, techniciens, cadres ou ingénieurs, lycéens, étudiants, enseignants, agriculteurs, éleveurs, pécheurs, commerçants, artisans, membres des professions libérales (médecins, avocats, etc), petits-patrons, artistes ou comédiens, intellectuels, etc.

On pourrait imaginer à côté une brochure très simple mais cohérente et sérieuse qui traiterait les questions purement économiques sans entrer dans des détails techniques, il y figurerait évidemment la confiscation des centaines de milliards des capitalistes et la planche à billets, cela nécessiterait de bien cadrer notre sujet : on ne partirait plus de la logique du profit mais des besoins de la population pour produire...

On pourrait expliquer quel changement interviendrait dans la vie quotidienne de l'ensemble de la population à l'exception des classes exploiteuses. Par exemple, on mettrait fin à l'anarchie qui règne actuellement, qui fait qu'une secrétaire ou une vendeuse

qui habite dans la banlieue nord de Paris va travailler dans une entreprise située dans la banlieue sud, alors que le même genre d'entreprise existe à deux pas de chez elle.

A part, on ferait figurer l'ensemble des mesures sociales que prendraient un gouvernement socialiste et qui concerneraient la majorité de la population, sur la retraite, la Sécu, l'école, les services publics, le logement, les prix, etc.

Une fois seulement qu'on leur aurait présenté ces différentes facettes du socialisme, on pourrait leur expliquer comment on compte s'y prendre sur le plan politique : la constuction du parti, se préparer à la prise du pouvoir, ne pas leur cacher que ce ne sera pas une partie de plaisir, mais que plus on sera nombreux au départ à se lancer à l'assaut du régime et moins les risques de guerre civile seront grands, qu'il faudra en passer par une période délicate et des sacrifices pour vaincre, mais qu'on n'a pas le choix, que ce sont nos ennemis qui en sont responsables d'où la nécessité de les neutraliser et les désarmer le plus rapidement possible...

Pour le moment de quoi dispose-t-on comme matériel pour populariser le socialisme ? Rien, absolument rien, on ne peut pas prétendre les amener au socialisme à partir d'un programme politique, pourquoi pas à partir du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engel ou le *Programme de transition*, il faut être sérieux.

Nos dirigeants devraient réfléchir à ma proposition, on pourra s'étonner qu'ils n'y aient pas pensé eux-mêmes, peu importe. Au lieu de gaspiller des centaines de milliers d'euros dans des activités qui ne débouchent finalement sur rien, ils feraient bien d'investir dans la réalisation de ces brochures qui seraient distribuées en masse.

Les masses se sont détournées de la politique nous dit-on, elles n'ont confiance dans aucun parti, elles s'imaginent que le socialisme a fait faillite en URSS, elles identifient le communisme aux régimes chinois, vietnamien, cubain ou nord-coréen, le socialisme se résumeraient pour elles à une aventure ou une utopie qui aurait mal tournée : prouvons-lui le contraire et pour cela mettons-y les moyens !

Les classes dominantes conduisent leur propagande à l'aide de puissants médias, faisons la démonstration qu'on peut les battre sur ce terrain avec nos propres moyens, et puis toutes ces brochures seraient évidemment disponibles gratuitement sur Internet, cela pourrait avoir un impacte colossale.

Comment pourrait-on affirmer que cela ne marcherait pas, puisqu'on ne l'a jamais essayé ? Autre avantage, là au moins on serait sûr de s'adresser à la totalité du prolétariat. Ce serait un outil formidable pour élever sa conscience de classe. Pendant qu'on y est, traduites dans différentes langues et adaptées aux différents pays, ces brochures pourraient servir de base à de nombreux partis dans le monde pour construire l'Internationale. Je suis très sérieux en écrivant cela, ce n'est pas un truc que je balance à l'aveuglette.

Vous vous souvenez peut-être de la présentation que j'avais faite l'autre jour du socialisme en direction de plusieurs couches de travailleurs, c'était très bref il est vrai, dites-moi franchement quel travailleur dans ce pays n'aurait pas pu en comprendre le contenu tellement elle avait été écrite simplement, quel travailleur n'aurait pas envie d'y adhérer immédiatement ?

Voici l'extrait de Lénine.

"Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire.

(...)

Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir".

Telle est la conception marxiste de la révolution, conception maintes et maintes fois développée et reconnue indiscutable par tous les marxistes et qui, pour nous autres Russes, a été confirmée avec un relief tout particulier par l'expérience de 1905."

(...)

"Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et a quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, â l'action révolutionnaire le prouvera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'"illusions" en général, ni de leur effondrement, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution serait engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non par celle de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens."

L'info en bref.

Droit d'asile en France : pour les dictateurs et les complices de génocides de préférence.

Recherché par Interpol et soupçonné d'avoir participé au génocide de 1994 au Rwanda, son pays d'origine, Eugène Rwamucyo travaillait sans être inquiété à l'hôpital de Maubeuge depuis mars 2008. Il aurait bénéficié d'appuis en haut lieu pour régulariser sa présence en France.

C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre Thierry Lazaro, député UMP du Nord, qui a admis avoir intercédé en faveur de ce réfugié un peu particulier. La journaliste de Nord-Eclair qui a révélé l'étendue de ses faveurs en haut lieu explique :

« *Lazaro m'a dit avoir été jusqu'au directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur après 2005, pour obtenir des papiers pour Eugène Rwamucyo.* »

Or à cette époque, c'est bien Claude Guéant qui exerçait les fonctions de directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy.

Aujourd'hui âgé de 50 ans, l'homme n'est pourtant pas un inconnu : une instruction judiciaire a été ouverte contre lui en février 2008 concernant son rôle lors du génocide rwandais de 1994 qui fit plus de 800 000 morts, en seulement trois mois, dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lac.

Son nom est également plusieurs fois cité dans des ouvrages de référence peu susceptibles d'être accusés de partialité :

L'historien André Guichaoua, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs rappelle ainsi dans son livre « *Rwanda 1994, les politiques du génocide à Butare* » (Karthla 2005) que ce médecin installé à Butare, ville au sud du Rwanda, coordonnait le Cercle des républicains universitaires, cercle d'intellectuels « *regroupant les extrémistes hutus les plus actifs* ». Il aurait également fait « *évacuer, c'est-à-dire massacrer pour la plupart* » les Tutsis qui s'étaient réfugiés dans l'enceinte de l'hôpital universitaire de la ville, dans l'espoir d'échapper aux tueries.

Une autre enquête de référence (« Aucun témoin ne doit survivre », Alison Des Forges et Human Rights Watch/ Fidh, Karthala, 1999) l'accuse d'avoir participé à plusieurs réunions « *de planification du génocide* » et d'avoir incité ses compatriotes « *à continuer le travail* », c'est-à-dire les massacres, lors d'une réunion en présence de Jean Kambanda, Premier ministre du gouvernement intérimaire qui orchestra le génocide de 1994.

Après la chute du régime génocidaire, Rwamucyo se retrouve en Côte d'Ivoire où le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) lui refuse une première fois le statut de réfugié en raison des soupçons qui pèsent contre lui.

Même rejet en 2002, après son arrivée en France où il se retrouve débouté de sa demande par l'Ofpra puis la Commission des recours.

Parmi les raisons invoquées par cette instance pour lui refuser l'asile : « sa participation en 1994 à plusieurs réunions de planification du génocide rwandais » est clairement évoquée.

Malgré ces faits accablants, Eugène Rwamucyo a bénéficié d'une totale impunité depuis son arrivée en France. Bien plus il se révèle très actif, participant à différents colloques ou conférences qui dénoncent l'actuel régime de Kigali. Tout en militant pour une relecture du génocide rwandais.

En mai 2006, Eugène Rwamucyo aura même droit à un grand portrait dans la presse régionale où il fait figure d'« *immigré modèle* », dans lequel l'ancien médecin rwandais, interviewé au sujet des nouvelles lois sur l'immigration choisie (Nord-Eclair du 21/22 mai 2006), s'exclame :

« *Quand j'écoute les grands principes de la loi, je me dis que la carte "talents et compétences", c'est pour moi !* »

Déjà à l'époque Rwamucyo ne cachait pas les soutiens dont il avait bénéficié : « Il demandait l'asile territorial, on lui a promis plus : une carte de séjour libellée à son nom », soulignait l'article du quotidien régional.

Alors pourquoi a t-il fallu attendre qu'une infirmière découvre par hasard en octobre 2009, le passé d'Eugène Rwamucyo pour que le scandale éclate et que le directeur de l'hôpital de Maubeuge procède samedi dernier a une suspension conservatoire en attendant l'issue de l'affaire ?

L'affaire Rwamucyo et les faveurs dont il a bénéficié semblent en tout cas avoir réveillé les curiosités : dans son édition de mercredi, le quotidien Sud-Ouest évoque le cas de Sosthène Munyemana, qui ressemble fortement à celui du médecin de Maubeuge.

D'ailleurs les deux hommes se connaissent : ils sont tous les deux médecins, tous les deux ont vécu à Butare où ils ont fait partie des mêmes cercles extrémistes.

Comme Rwamucyo, Sosthène Munyemana a été débouté du droit d'asile et fait l'objet d'une instruction judiciaire en France. Et lui aussi travaille dans un hôpital, à Villeneuve-sur-Lot. Sans jamais avoir été inquiété par les autorités françaises.

Reste que pour Eugène Rwamucyo, il est peut-être déjà trop tard : mardi, on apprenait que la Belgique (où il est désormais domicilié, non loin de la frontière) venait de lui accorder une carte de séjour au nom du regroupement familial.

« *La France peut encore demander son extradition* », souligne Alain Gauthier. Un vœu pieux ? A moins qu'Eric Besson se charge du dossier de ces immigrés si encombrants… (Rue89 22.10)

Etats-Unis. La course au record continue.

Plus de 100 établissements bancaires ont disparu cette année aux Etats-Unis, après les défaillances de quatre petites banques de Floride et Géorgie, fermées vendredi par les régulateurs fédéraux. (AP 23.10)

Grande-Bretagne. Retard à l'allumage.

L'annonce vendredi d'un sixième trimestre consécutif de contraction du PIB au Royaume-Uni, du jamais vu depuis le début des statistiques en 1955.

Prenant de court tous les économistes, l'Office national de la statistique a annoncé un recul de 0,4% du produit intérieur brut, après une baisse de 0,6% les trois mois précédents.

Sur un an, la baisse de la richesse nationale atteint 5,2%.

La production industrielle a diminué de 0,7% sur la période, portant son recul sur un an à 10,4%, tandis que l'activité dans le secteur des services s'est contractée de 0,2% au troisième trimestre.

En France et en Allemagne, les économistes d'Exane BNP Paribas estiment que la reprise est alimentée à la fois par les mesures de soutien public - prime à la casse automobile, transferts sociaux -, par le cycle de stocks et par le redressement progressif du commerce international, tandis que l'endettement des ménages est contenu.

A l'inverse, le Royaume-Uni pâtit d'un endettement des ménages qui représente 170% du revenu disponible, et la crise immobilière y a été plus forte.

Face à ces chocs, le gouvernement a misé sur la consommation en abaissant la TVA tandis que la Banque d'Angleterre se lançait dans des injections massives de liquidités sur le marché.

"*L'ajustement est plus douloureux au Royaume-Uni puisque les ménages vont avoir à se désendetter et cela pénalise la consommation*", confirme Laurent Bilke, économiste chez Nomura à Londres. "*C'est un facteur qu'on ne retrouve pas dans des proportions comparables en France et en Allemagne*".

L'Allemagne au contraire risque de pâtir de l'arrêt de sa prime à la casse automobile début septembre, tandis qu'en France la consommation sera fragilisée par la montée du chômage et le retour de l'inflation.

Selon Exane BNP Paribas, le contraste actuel des deux côtés de la Manche est finalement conforme aux récessions passées.

Ses économistes ont calculé que, au pire de la récession de 1973-1975, le PIB britannique a baissé de 3,3% par rapport à son niveau d'avant-crise. La baisse du PIB a représenté 4,6% pour la récession de 1980-1981 et 2,5% pour celle de 1990-1991.

L'Allemagne avait connu davantage de récessions avant celle de 2008-2009, mais avec une intensité moindre (au maximum une baisse de 2,4% du PIB en 1974-1975).

En France, la baisse la plus forte du PIB a été de 1,0% lors du choc pétrolier de 1974-1975, et il n'y a eu alors que deux trimestres de contraction contre cinq en Allemagne et huit au Royaume-Uni. (Reuters 23.10)

Uruguay. Quand un dictateur passe par la case prison.

Le dernier dictateur uruguayen Gregorio Alvarez a été condamné à 25 ans de prison jeudi pour 37 homicides commis pendant le régime militaire de 1973 à 1985, dans le cadre d'opération menée sur tout le continent sud-américain baptisée "Opération Condor". (AP 23.10)

Le 25 octobre

Un complément.

Les titres des derniers articles de Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne dans le dossier Vieux monde.

L'info que j'ai mise dans le bandeau défilant ne provient pas de n'importe qui, Paul Craig Roberts fut ministre des Finances adjoint dans l'administration Reagan, on ne peut donc pas vraiment le cataloguer parmi les anti-impérialistes au premier abord. Cependant, force est de constater que même ce genre de personnes finissent par se poser des questions inquiétantes sur l'existence du capitalisme, c'est pour dire à quel point le vieux monde a basculé le 11 septembre 2001 vers le chaos et la barbarie généralisé à l'échelle de l'humanité.

Je vous conseille vivement de lire ces articles, vous apprendrez assurément des choses étonnantes, effrayantes en vérité.

- La reprise économique est une illusion - La BIS annonce les futures crises

- Les États-Unis rejoignent les rangs des États en faillite

- Iran, Pakistan et Baloutchistan

- Abandon du bouclier antimissiles, ou redistribution des tâches et des coûts au sein de l'OTAN ?

- Guerres « *humanitaires* », les nouvelles croisades

- L'Union européenne manifeste un haut degré de machiavélisme

Le PG dans la déclaration de son Conseil National du 24 octobre écrit tout et son contraire pour qui sait lire :

"*Nous proposerons une politique cohérente, applicable dans le champ de compétences légales des régions, changeant réellement la vie des citoyens, l'exercice de la démocratie et modifiant le rapport de force avec les mécanismes de l'économie capitaliste en région.*"

Comment peut-on prétendre "*changer réellement la vie des citoyens*" tout en respectant le "*le champ de compétences légales*

des régions", "*modifiant le rapport de force avec les mécanismes de l'économie capitaliste*", alors que le premier relève de la constitution de la Ve République et le second des fondements du capitalisme, sans liquider la Ve République et sans remettre en cause les fondements du capitalisme ? Impossible ! Une farce cynique en vérité !

La seule cohérence qui ressort de ce galimatias : le changement dans la continuité sous la Ve République et le régime capitalisme ! Ils le disent eux-mêmes :

"*Nous voulons gouverner notre pays. Pourquoi ne voudrions-nous pas diriger une région ?*", on ne peut être plus clair. La seule chose qui les intéresse, les places à prendre et les prébendes qui vont avec.

Quant à son "*indépendance*" vis-à-vis du PS, là aussi c'est sans appel :

"*Nos listes s'engageront sans ambigüité sur le principe du rassemblement contre la droite au 2ème tour. C'est ce que nous nommerons des « fusions démocratiques » composées proportionnellement aux résultats du premier tour. Elles s'opéreront autour de la liste arrivée en tête : la nôtre, celle d'Europe écologie ou celle du PS.* ".

Ils doivent bien se marrer à l'UMP, vous ne pensez pas, appeler à voter PS ou Europe écologie pour "*battre la droite*" ?

Si l'essentiel n'était pas de permettre au prolétariat d'identifier facilement ses annemis pour mieux les combattre, on se prendrait à rêver du succès du Front de gauche, car cela foutrait à coup sûr un sacré bordel au sein des institutions, le problème c'est que ce seraient les masses qui en seraient les principales victimes, avant que les réacs professionnels ne reprennent la main et matraquent le mouvement ouvrier, si ce n'est dans un bain de sang.

La causerie de ce matin.

On est le week-end, on essaie de se détendre un peu, c'est presque devenu un luxe !

Mon épouse Magueswary m'a téléphoné hier soir. Parmi les sujets de conversation qu'elle a abordés, j'en ai retenus deux.

Le premier, elle m'a expliqué que pour renouveler sa carte d'identité, on lui demandait un tas de papiers, notamment un acte de naissance, ce qui est complètement dingue puisqu'elle est de nationalité française depuis 1993, soit depuis 16 ans, document que les autorités ne demandent pas à un Français d'origine. Elle a la fâcheuse impression d'être une étrangère en France qui aurait quelque chose à cacher. Je lui ai dit que ce document n'était pas obligatoire et que son passeport suffisait.

Le second, elle m'a dit qu'elle avait été recrutée comme bénévole à mi-temps par les Resto du coeur, qu'elle était affectée à la distribution des vêtements et qu'en échange du temps qu'elle consacrait à cette association, elle avait le droit de se servir en vêtements. Jusque là, rien à dire, elle fait ce qu'elle veut, elle m'a dit qu'il fallait bien qu'elle s'occupe puisqu'avec son statut d'handicapé et sa santé précaire elle ne pouvait pas travailler. Pourquoi pas, elle a ajouté qu'elle faisait cela avec le "*coeur*" et que c'était indispensable pour continuer à vivre, elle ne manque pas d'humour quand on sait qu'elle survit grâce à deux prothèses cardiaques qui peuvent lâcher à tout moment et entraîner sa mort immédiatement. Quelle combattante ! Le plus intéressant c'est la suite.

Elle m'a dit qu'elle était scandalisée en voyant ce que les gens jettent et que l'association récupère, des vêtements et des objets en tous genres en parfait état qui valent chers. Elle m'a dit que les gens étaient encore trop riches pour faire de la politique. Bravo, elle a vu juste ! La situation ne se réduit pas à l'obstacle des appareils, il n'y a que les furieux dogmatiques pour encore nous servir ce genre de balivernes. Sa réflexion m'a interpelé, j'y ai réfléchi, je me suis demandé ce que cela recouvrait et comment cela se traduisait sur le plan politique.

La majorité de la population dispose encore de réserves pour amortir les conséquences des contre-réformes entreprises par les différents gouvernements au cours des dernières années, y compris les mesures antisociales qui ont été prises par Sarkozy depuis qu'il a été élu. Les travailleurs ou plutôt les familles pauvres ne sont encore qu'une minorité dans la société, même si leur nombre ne cesse d'augmenter. Lorsque le gouvernement décide de s'attaquer à un de nos acquis ou droit social, soit les plus pauvres ne sont pas concernés, soit ils sont concernés au même titre que le reste de la population, dans ce cas-là ils deviennent encore plus pauvres, tandis que la majorité peut encore amortir le choc, une minorité seulement va se prolétariser ou rejoindre les rangs des travailleurs pauvres. Le gouvernement et les appareils s'appuient sur la majorité silencieuse qui a encore les moyens de se payer des vacances ou de changer de bagnole tous les trois ans, et le pire ou le plus malheureux, c'est que tous les partis ouvriers leur emboîtent le pas.

Le gouvernement pas ses mesures réactionnaires vise les classes et les couches qui disposent encore de revenus confortables, il le sait pertinemment et ne frappe pas à l'aveuglette, on ne peut pas dire que cela les laisse totalement indifférente, mais on ne peut pas dire non plus qu'elles trouvent là prétexte à se mobiliser, sinon cela se verrait. Toutes les mesures qui frappent l'ensemble de la population sans distinction, par exemple la hausse des prix, enfoncent davantage les couches les plus pauvres du

prolétariat dans la misère et le désespoir, or ce sont justement les couches qui n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers, elles sont tout juste bonnes à être livrées aux religieux ou à faire la une des faits divers, ce qui est contraire à l'esprit du mouvement ouvrier et pour tout dire honteux, scandaleux.

Je n'ai adressé aucun reproche à Magueswary d'avoir rejoint cette association, de même que je n'ai rien à redire au fait qu'elle se rend à l'église chaque semaine à défaut de temple, elle prie pour que la révolution nous délivre du cauchemar du capitalisme, je ne déconne pas, ce sont ses termes. De quel droit je devrais me permettre de lui faire la leçon quand on voit de quelle manière infâme se conduisent tous les partis et syndicats, de quel droit ? Elle croit avoir compris en partie pourquoi les gens ne bougeaient pas, ce sont encore ses termes, alors qu'elle a aucune conscience politique, plus tout à fait d'ailleurs, la preuve. Elle prie sincèrement pour le salut des pauvres, c'est mieux que les traiter avec indifférence ou condescendance ou encore de leur cracher à la gueule, non ? Je ne la juge pas, je n'en ai pas le droit, même si je ne partage évidemment pas sa manière de voir les choses, l'essentiel et j'arrêterai là, c'est qu'elle a choisi son camp et qu'elle en a conscience, c'est déjà pas mal quand on sait d'où elle vient. J'aurais préféré qu'elle se rende utile auprès d'un parti ouvrier, elle n'aurait rien trouvé à y redire, elle n'a plus que le mot "*révolution*" à la bouche la malheureuse, mais comme c'est totalement impossible, en attendant elle se rend utile à sa manière, elle s'est même faite une copine de 92 ans à qui elle rend service et qui est dans une situation pire que la sienne.

Cela pour dire que je n'ai aucun mal à suivre le chemin que je me suis tracé, en me fouttant pas mal de ce que peuvent penser les uns et les autres. Il y en a qui sont fiers de leur progéniture, il y en a qui sont fiers d'être nés dans une famille de "gauche", cet amour-propre mal placé m'est étranger, je me contente de partager ma vie avec quelqu'un qui certes ne me ressemble pas sur bien des aspects, mais qui au bout du compte vaut bien autant ou mieux que ceux qui défendent uniquement les intérêts des couches supérieures du prolétariat, de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie, le fond de commerce de tous les partis et syndicats qui prétendent défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière, tout en préservant le régime.

Pour finir, elle m'a dit qu'elle était très inquiète, car elle se demandait ce que j'allais bien pouvoir faire en France, que je ne pourrais pas travailler... Les patrons ne me manquent pas, j'en ai eu suffisamment dans le passé ! Je ne suis pas encore rentré en France, cela fera bientôt 8 ans que je n'y ai pas mis les pieds, certains jours cela me manque et d'autres plus nombreux franchement non quand je vois où nous en sommes, je serais peut-être plus utile en restant en Inde ; j'ai peut-être l'inconvénient d'être détaché du terrain, mais j'ai l'avantage de ne pas subir la pression permanente de la situation, c'est plus facile de prendre du recul sur les événements pour les analyser tranquillement. Et puis je ne sais pas si j'aurais la force de supporter tous les bavards qui ont toujours raison ! On verra bien en temps utile quelle décision prendre. Je ne me suis jamais pris pour ce que je n'étais pas donc je ne vais pas commencer aujourd'hui, et je n'ai pas l'intention de me sacrifier pour des prunes, bien que je sacrifie déjà tout mon temps à tenir ce site Internet depuis plus de 5 ans.

J'ai mis en ligne la déclaration du NPA du 22 octobre, je la commenterai peut-être demain, en attendant j'ai relevé ces passages croustillants, le premier n'est pas très français :

"*Si bon nombre « d'affaires » qui se multiplient en cette rentrée ont leur fonction d'écran des problèmes réels, le népotisme, l'arbitraire et l'hyper autoritarisme du pouvoir de la droite, fonctionnent à plein, il est vrai permis par le fonctionnement des institutions de la Ve République.* "

On ne dit pas "*ont leur fonction d'écran*", mais font fonction d'écran ou remplissent une fonction d'écran, c'est difficile d'écrire deux pages correctement pour des universitaires bardés de diplômes, passons. De plus, ces affaires comme ils disent, ne remplissent pas un rôle d'écran, ce sont les médias qui s'en servent ainsi, en réalité elles sont l'expression inévitable de la décomposition du régime. Chut, c'est un sujet tabou ! Lire la suite ci-dessous.

C'est presque à regret qu'ils évoquent du bout des lèvres les institutions, on les excusera, c'est si rare ! Au fait, on appelle cela le bonapartisme, la dictature du capital à laquelle on opposera la dictature du prolétariat ou la classe élevée au rang de classe dominante et détenant tous les pouvoirs. Ils se font violence en se souvenant qu'il y a encore des institutions dans ce pays, et encore notez bien, à la marge, à la page des faits divers !

Eux aussi au NPA, ils ne doivent pas effrayer leurs partenaires ou les différentes composantes de leur parti pour le moins hétéroclite. On n'a même pas besoin de se demander "*comment comprendre*" ! On en rigolerait presque si la situation n'était pas aussi dramatique pour des millions de travailleurs et leurs familles. Leurs histoires d'élections et leurs manoeuvres d'appareils sont franchement indécentes et nous emmerdent !

Au fait, la manifestation pour la défense de La Poste : à la trappe ! ; La mobilisation unitaire et nationale contre les licenciements : à la trappe. Pourquoi ? Réponse : "*l'absence de stratégie de mobilisation de la part des principales directions syndicales pèse lourd dans la situation*", tiens donc, eux aussi ils ne sont bons qu'à commenter la situation ou dresser un constat (de façon erronée), la preuve, ils ne doutent de rien : "*Si les régionales permettaient d'avancer en ce sens, alors nous aurions fait un grand pas*", avec cela nous voilà bien avancés camarades, on baigne décidément en plein aventurisme !

Les infos en bref.

C'est un ordre !

Les enseignants sont des fonctionnaires qui doivent appliquer les circulaires. Les ministres et autres conseillers du prince sont des intellectuels, à la fois penseurs et idéologues, qui peuvent décider de ce que l'on met dans les programmes scolaires.

Telle est la vision - très hiérarchique - d'Henri Guaino, le conseiller spécial de l'Elysée. Interrogé mardi sur l'hostilité de certains enseignants à faire lire dans les lycées, chaque 22 octobre, la lettre de Guy Môquet, militant communiste fusillé par les Allemands le 22 octobre 1941, il répondit crûment sur France Info : «*Enseignant, ce n'est pas une profession libérale mais une profession de fonctionnaire. Les enseignants ont un devoir : faire leur métier, donc obéir aux directives.*». Et de marteler que la lecture de cette lettre est «*obligatoire*». (Libération 23.10)

On ne touche pas à l'opium du peuple !

Les députés français, poursuivant l'examen du budget 2010, ont finalement décidé samedi de ne pas revenir sur les avantages fiscaux dont bénéficient les sportifs professionnels, notamment les footballeurs.

A la demande du gouvernement, un amendement UMP a été retiré qui supprimait une mesure fiscale permettant aux sportifs d'atténuer la progressivité de l'impôt en "lissant" leurs revenus sur les trois ou cinq dernières années.

"*Le sport business commence à écoeurer les Français*", a défendu Philippe Meunier, l'un des 140 élus UMP signataires de l'amendement, qui avait été adopté par la commission des Finances de l'Assemblée nationale avec le soutien de l'opposition.

"*Alors que nombre de salariés de notre pays subissent de manière directe ou indirecte les effets de la crise, les rémunérations des sportifs professionnels atteignent des niveaux disproportionnés*", peut-on lire dans l'exposé des motifs de l'amendement.

"*Dans cette période de crise économique, ces niveaux de rémunération et, plus encore, ces avantages fiscaux et sociaux qui leur sont octroyés de manière injustifiée, sont choquants*", ajoutent les députés.

Mais le gouvernement s'est opposé à cet amendement et a obtenu son retrait samedi.

"*Il ne faut pas légiférer sous le coup de l'émotion*", a dit en séance Eric Woerth, ministre du Budget, en présence de la secrétaire d'Etat aux Sports, Rama Yade, venue spécialement suivre le débat.

Didier Migaud, président socialiste de la commission des Finances, est venu au secours du gouvernement, avançant un argument constitutionnel.(Reuters 24.10)

Que le PS soit encore plus réactionnaire qu'une partie des députés de l'UMP et monte au créneau pour soutenir le gouvernement n'a rien de surprenant, c'est la même boutique, il n'y a que l'enseigne qui change.

Grande-Bretagne.

Environ 5.000 personnes ont manifesté samedi dans le centre de Londres pour demander le retrait des forces britanniques d'Afghanistan.

Parmi les manifestants figurait le caporal Joe Glenton, qui doit être jugé par une cour martiale pour avoir refusé de retourner sur le front. Glenton, 27 ans, a déclaré devant la foule que la présence britannique en Afghanistan ne se justifiait pas. (AP 24.10)

Arabie saoudite. Monarchie et barbarie.

Une journaliste saoudienne a été condamnée à 60 coups de fouet par un tribunal de Djeddah pour avoir participé à une émission de télévision lors de laquelle un homme a publiquement parlé de sexe, sujet tabou dans ce royaume musulman ultraconservateur.

L'homme qui a parlé de sexe pendant cette émission, Mazen Abdul-Jawad, a, lui, été condamné par le même tribunal il y a quelques jours à cinq ans de prison et 1.000 coups de fouet pour avoir évoqué une vie sexuelle apparemment riche et montré des accessoires, floutés par la chaîne de télévision. (AP 24.10)

Le 26 octobre

Complément à la causerie de ce matin que vous trouverez plus loin.

Il y a huit jours environ dans une causerie, j'avais indiqué qu'on pouvait peut-être se servir des propos contradictoires de N. Hulot et Y. Arthus-Bertrand, et bien c'était une erreur. Pour tout vous dire, j'ignorais totalement jusqu'à dimanche après-midi quelle proportion avait pris la propagande en faveur du "*capitalisme vert*", cette nouvelle mouture du néo-capitalisme. Je m'en explique.

Vous savez que je vis en Inde à 10.000 kms de la France, je n'ai pas remis les pieds dans ce pays depuis juin 2002, je ne suis abonné à aucun journal ou magazine et je n'ai franchement pas le temps d'aller à la bibliothèque de l'Alliance française de Pondichéry pour en emprunter, d'ailleurs je n'avais pas renouvelé mon abonnement en 2009, de plus, je ne capte aucune radio française, pour tout moyen d'information, je dispose de TV5Monde Asie par l'intérmédiaire d'une parabole, quant à Internet, je vous avoue que je ne m'en suis jamais servi pour me pencher sur la question environnementale, pas le temps.

Aucun camarade ne m'a envoyé de courriel pour m'inviter à corriger mon erreur ou me pencher plus à fond cette question qui pour moi demeurait secondaire, je vais vous dire pourquoi.

Je reçois bien Informations ouvrières chaque semaine depuis 8 ans, et à ma connaissance le PT, puis le POI, n'ont jamais consacré un grand intérêt à la façon dont cette question était traitée en France, aucune page spéciale, aucun dossier particulier, bref, je n'étais pas censé deviner que cette question avait pris une telle proportion en dehors des conférences internationales et des prises de position des uns et des autres relayées par les médias.

J'en étais resté à Ushuaïa, à l'exposition de Y. Arthus-Bertrand aux abords du jardin du Luxembourg à Paris, à ses photos et son dernier Home, sans oublier le Grenelle de l'environnement de Sarkozy, le rôle qu'a joué la liste Europe écologie aux dernières élections européennes et tout dernièrement la taxe carbone.

Cependant je pensais à tort que cette question était restée marginale. Je savais bien que la fondation d'Hulot était directement ou indirectement financée par TF1, j'ignorais qu'il bénéficiait grâcieusement de financement de toute une flopée de multinationales. Je ne pouvais pas deviné qu'ils passaient leur temps dans les allées du pouvoir, qu'on les voyait toutes les semaines à la télé, qu'ils étaient omniprésents dans la presse, c'est seulement cet dimanche 25 octobre que je me suis rendu compte de l'ampleur que cette question avait prise grâce à un camarade qui m'a envoyé l'adresse d'un portail critique sur l'action d'Hulot et son équipe (http://www.pacte-contre-hulot.org). J'ai manqué de curiosité ou je n'ai pas été suffisamment vigilant.

Ils nous refont le coup du néo capitalisme, comme au début des années 90, mais cette fois le capitalisme serait "*vert*", donc plus acceptable au moment ou sévit la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, à croire qu'ils n'étaient pa capables d'inventer mieux pour tromper les masses.

Je ne comprends pas qu'on ne tire pas à boulets rouges dessus, qu'on n'y consacre pas des articles chaque semaine pour informer travailleurs et militants, je me demande comment il faut qualifier ce non-dit. Cette question est importante et la négliger relève de l'irresponsabilité, elle fait partie de la stratégie du capitalisme pour nous asservir davantage, elle s'adresse en priorité aux petits bourgeois qui voudrait bien vivre mieux en s'en foutant d'être sous un régime capitaliste, du moment qu'il peut encore satisfaire la plupart de ses besoins sans être trop exigeant. En même temps, il le ponctionne ou l'amarre plus solidement au capitalisme, c'est le revers de la médaille et le réservoir des voix du régime. Pire, ils n'hésitent pas à utiliser nos enfants pour tenter de nous culpabiliser, alors que le pourrissement de notre environnement est avant tout le produit de l'anarchie de la production capitaliste et la soif insatiable des exploiteurs de réaliser des profits par n'importe quel moyen.

Dorénavant, en plus du combat contre le régime et les institutions, contre l'opportunisme et le centrisme, il faut mener le combat contre cette tentative de redorer le blason du capitalisme en le parant d'une étiquette "écologique".

Ce devrait être le boulot d'un parti, d'un journal, je ne vois pas comment seul à animer ce site je vais m'en sortir sans commettre d'autres erreurs. Je ne me cherche pas d'excuses, je trouve normal que l'on ait un avis sur chaque question économique, sociale, politique, culturel ou de société.

Les marxistes autrefois en étaient capables, aujourd'hui (et hier) nos dirigeants ne le sont pas et préfèrent laisser s'exprimer des "spécialistes", des "professionnels", qui entre nous ne sont pas forcément impartiaux ou ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique, du coup on nous raconte là aussi un peu n'importe quoi. Puisqu'on ne peut décidément pas se fier aux mêmes personnes pour se faire une idée correcte sur tous les sujets, on continuera à recueillir des données en provenance de différentes sources, à nous ensuite de les analyser à partir de notre méthode et notre objectif politique.

J'espère que ce rectificatif vous conviendra. N'hésitez pas à me contater.

Bonne semaine à tous.

La causerie du matin.

Très vite ce matin, car j'ai un rendez-vous important.

Dans l'après-midi ou demain matin j'apporterai un rectificatif sur la question environnemental, après que j'ai pris connaissance de l'ampleur de la propagande en faveur du néo-capitalisme ou capitalisme "vert" en France, ce dont j'ignorais en grande partie du fait de mon éloignement.

Je remercie chaleureusement le camarade qui m'a adressé les éléments me permettant de me faire une idée plus précise sur le rôle joué par Hulot et Yann Arthus-Bertrand, dont finalement et contrairement à ce que j'avais pensé précédemment on ne peut utiliser aucun de leurs propos, quand bien même ils se montreraient critiques envers le capitalisme tant ils sont engagés à fond dans le camp de la réaction. D'ici, en Inde, franchement c'était impossible à deviner... même ou surtout en lisant *Informations ouvrières* chaque semaine !

Quand on commet une erreur et qu'on s'en aperçoit, on se doit de la corriger publiquement, c'est la moindre des choses, j'y reviendrai en détail.

Les infos en bref.

Travailler : un suicide !

Thales a annoncé dimanche la mise en place d'une cellule d'écoute et de soutien psychologique sur son site de Châteaubourg (Ille-et-Vilaine) après le suicide vendredi de Michelle Morellec.

Les syndicats expliquent Michelle Morellec était en proie à une dépression en raison d'une rétrogradation. "*Elle était responsable d'une ligne de production et elle a été mise sur la touche*", a expliqué sur France 3 le délégué CFDT Bernard Simon. Elle ne se voyait plus confier depuis que des petites missions. (Reuters 25.10)

La crise ? La folie des grandeurs.

Un rapport de la Cour des comptes remis au Sénat critique sévèrement les 171 millions d'euros dépensés par la France pour sa présidence de l'Union dans le second semestre 2008, l'une des plus coûteuses de l'histoire.

Les 16,6 millions d'euros consacrés au sommet de l'Union pour la Méditerranée ont servi notamment à un réaménagement complet du Grand palais pour trois heures de réunion, avec 91.500 euros de moquette éphémère, 194.900 euros de jardinières et 136.000 euros consacré au fond de scène. (Reuters 25.10)

C'est le bordel à l'UMP ! Vive les banquiers !

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, regrette le vote de vendredi à l'Assemblée instaurant une taxe additionnelle de 10% des bénéfices des banques et promet qu'il sera renversé lundi.

"*Nous sommes en période de reprise, nous n'allons pas taxer les banques au moment où elles vont mieux*" a dit Jean-François Copé. (Reuters 25.10)

Ouf !

Uruguay.

L'ancien rebelle socialiste Jose Mujica arrivait dimanche en tête de l'élection présidentielle en Uruguay, devant le candidat du Parti national (droite) Luis Alberto Lacalle, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes. (AP 26.10)

Etats-Unis. Un Etat policier.

Une enquête criminelle a été ouverte après la diffusion d'images filmés par un téléphone portable et montrant le passage à tabac d'un étudiant Vietnamien âgé de 20 ans désarmé par des policiers équipés de bâtons et d'un Taser, a annoncé un porte-parole de la police de San José, en Californie.

La police affirme que le jeune homme a résisté, mais ce dernier dément. "Ils ont pensé que j'étais dangereux, donc ils ne m'ont pas traité comme un humain. Ils m'ont traité comme un animal", a-t-il raconté au "San José Mercury News". (AP 25.10)

Russie. Un Etat mafieux.

Makcharip Aouchev, un influent opposant ingouche, a été assassiné dimanche dans cette province du sud de la Russie.

Makcharip Aouchev avait travaillé avec Magomed Ievloïev, un journaliste, avocat et opposant tué par la police en août 2008.

Après son décès, Makcharip Aouchev avait tenu le site de Ievloïev, qui critiquait les autorités régionales et dénonçant abus, enlèvements et meurtres dans la province. (AP 25.10)

Le 27 octobre

Un mot personnel.

Hier en fin d'après-midi, j'ai reçu un coup de fil du consulat de France m'informant que le Consul général de Pondichéry et l'attaché consulaire de Chennai (ex-Madras) avait une nouvelle fois rencontrés samedi le Chief secretary of Tamil Nadu government (l'équivalent d'un ministre) et qu'il avait téléphoné devant eux au Collector (le préfet) en lui initimant l'ordre de me délivrer immédiatement le document que j'attends.

Suite à ma visite chez le Collector lundi dernier et la réponse évasive qu'il m'avait donnée, j'en avais immédiatement rendu compte au consulat qui apparemment a saisi ce membre du gouvernement dans la foulée. La secrétaire du consul m'a affirmé qu'il était absolument certain que j'aurai ce document dans les jours qui viennent que personne ne pourrait désormais s'y opposer puisque l'ordre venait d'en haut. The game is over.

Faisons un peu de politique.

Je suis de loin le combat dans le cadre de la préparation du 49e congrès de la CGT, j'espère que je ne vais pas me fourvoyer.

Présenter un candidat face au bureaucrate Thibault me paraît une bonne initiative, il faudrait que tous les militants qui s'opposent au courant liquidateur du syndicalisme de classe incarné par Thibault face front uni pour soutenir cette candidature.

J'ai lu l'article d'*Où va la CGT ?* qui a annoncé cette candidature, il comporte certes des lacunes, notamment que le combat de la CGT doit être orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, dans le cas contraire on se retrouverait dans le même cas de figure qu'au cours des décennies qui ont succédé à la seconde guerre mondiale, un syndicalisme uniquement axé sur l'amélioration de la condition ouvrière sans perspective d'en finir avec le capitalisme, donc conduisant à subordonner le prolétariat au capitalisme, qu'on le veuille ou non, c'est ainsi que les choses se sont passées, il serait temps de regarder les choses en face et de profiter de la crise actuelle pour renouer avec un syndicalisme révolutionnaire remettant en cause les fondements du capitalisme et postulant à la gestion de la production au coté des travailleurs une fois expropriés les capitalistes...

Cela me semble une ligne intéressante pour rassembler nos forces et organiser la classe en vue des combats décisifs que la crise annonce compte tenu que les représentants des classes dominantes n'ont aucun autre moyen de la résoudre qu'en jetant de l'huile sur le feu de la lutte des classes, alimentant la combativité et la radicalisation des masses.

Je considère que c'est la question essentielle aujourd'hui et que ne pas la poser reviendrait à s'interdire de pouvoir lutter efficacement contre la direction actuelle de la CGT, et se priver des moyens pour lutter contre le gouvernement et les patrons.

On ne cessera de s'étonner (sic !) qu'il n'y ait jamais eu une seule candidature à opposer au candidat stalinien depuis 1948. On pourrait en dire autant de Force Ouvrière si je ne me trompe pas. C'est là que commence (et continue quotidiennement) la collaboration de classes des opportunistes et des centristes avec les appareils pourris des syndicats sans que personne n'en parle.

La candidature de Jean-Pierre Delannoy est intéressante et à la fois paradoxale puisque c'est une première à la CGT et qu'il est lui-même permanent depuis 1988. Je ne voudrais pas lui faire ici un procès d'intention, je me demandais seulement si un permanent faisant partie de l'appareil de la CGT était vraiment le mieux placé pour défendre le syndicalisme à la CGT. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur ce que les uns et les autres appellent le "syndicalisme de classe et de masse" qui masque une conception réformisme du syndicalisme, et il me semble que ce que j'ai écrit quatre paragraphes plus haut ne fasse pas partie de l'orientation et de l'objectif des partisans de ce syndicalisme. Si on analyse les propos de J-P Delannoy, sa conception du syndicalisme ne dépasse pas le niveau alimentaire de la lutte de classe, cela explique peut-être aussi pourquoi il lui sera difficile de rassembler l'ensemble des opposants à Thibault, et s'il le faisait sur la ligne qui est la sienne, on ne pourrait pas vraiment s'en félicité, on ne serait pas plus avancé, notre objectif n'étant pas que la CGT renoue avec un syndicalisme réformisme mais avec un syndicalisme révolutionnaire tourné résolument vers l'abolition du capitalisme.

On mène le combat de quel côté de la barricade ? Toute la question est là.

Thibault n'a pas choisi le bon côté, le nôtre, il n'y a donc aucune raison à ce qu'il continue de diriger et représenter ce syndicat dont il dessert la cause. Un syndicat ne sert pas à accompagner le capitalisme mais à le combattre, c'est simple à comprendre. Et le problème aujourd'hui, c'est que l'abolition du capitalisme, c'est aussi le but du socialisme, donc politique, et que le syndicalisme s'est coupé du politique au nom de l'indépendance de l'un par rapport à l'autre, vidant le syndicalisme de son contenu révolutionnaire au profit du réformisme, d'où l'accompagnement du capitalisme une fois embourgeoisée la majorité des masses. Il faut dire les choses telles qu'elles sont.

Le poste de secrétaire général qu'occupe Thibault devrait être collégial. Il est préférable que dans un collège une tête émerge, qu'une seule tête à la direction d'un syndicat ou d'un parti.

Toute candidature face à Thibault devrait se présenter sur une ligne de rupture avec le capitalisme, avec ses institutions. Il faut aller jusqu'au bout de notre analyse et rompre avec le financement du syndicat par l'Etat, sinon ce n'est que du bavardage sans réel intérêt pour la classe. Vous m'excuserez de me déterminer par rapport à notre objectif final que les uns et les autres ont perdu de vue ou qu'ils n'ont jamais eu en tête. (A suivre)

En réfléchissant au syndicalisme, il m'est revenu à l'esprit que certains expliquent que tout serait possible en 2009 sans renverser le capitalisme et quand bien même il serait en crise, en prenant comme exemple l'instauration de la Sécurité sociale ou les nationalisations après-guerre. Ce qu'ils oublient de dire, c'est que ces mesures qui ont profité à la population en France ont bien été financées d'une manière ou une autre par quelqu'un.

S'agissant de la Sécu, lorsque les profits des capitalistes ont été amputés des cotisations sociales ou salaires différés, il y a bien eu un transfert d'une part des profits au profit du travail, mais en rester à ce constat serait plutôt court, car les capitalistes dans le même temps ont bénéficié de l'aggravation de l'exploitation en France et ailleurs dans le monde pour accroître leurs profits. Du coup, on n'a pas assisté à une meilleure répartition des richesses entre capital et travail en faveur du travail mais entre prolétaires, tandis que les uns profitaient de cette mesure progressiste, les autres trimaient à l'échelle mondiale pour la financer. Rien ne se créer, rien ne se perd, tout se transforme !

Donc prendre aujourd'hui comme exemple ou argument le cas de la Sécu pour dire que ce qui était possible en 1945 -alors que le capitalisme était à genoux, l'est en 2009, relève du plus pur opportunisme, car cela signifie : messieurs les capitalistes démerdez-vous comme vous voulez pour trouver les moyens de financer les mesures qu'on vous réclame, on ne sera pas trop regardant sur leurs origines. La meilleure, c'est que ce sont des "internationalistes" qui se retranchent derrière ce genre d'arguments finalement réactionnaires. La bonne conscience des défenseurs des sans-papiers appartient pour la plupart au même registre, me semble-t-il.

Au fait, Hulot, qu'est-ce qu'il fait d'autre quand il prétend que le capitalisme pourrait se mettre au vert ? Là c'est plus visible et difficilement supportable, parce que ce sont ceux qui seraient censés en profiter qui sont mis à contribution.

Demandez-vous s'il n'y aurait pas un lien entre le milliard d'affamés dans le monde et la politique de collaboration de classe des organisations et des partis, qui de concert avec les représentants du capitalisme, a permis de maintenir un certain niveau de vie à la majorité de la population en France notamment, tout en la subordonnant au capitalisme. On pourrait appeler cela indirectement, les méfaits de la lutte de classe quand elle n'est pas orientée dans la bonne direction.

Y aurait-il un rapport de cause à effet ?

Thème phare de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, l'identité nationale est revenue lundi sur le devant de la scène à quelques mois d'élections régionales délicates pour la majorité. (Reuters 26.10)

Maintenir la population dans un état de paranoïa ou de psychose aigue pour mieux la manoeuvrer et l'exploiter.

Vive les institutions de la Ve République !

Les principaux syndicats de La Poste (CGT, CFDT, FO, CFTC et Sud) demandent aux sénateurs de rejeter le projet de loi modifiant le statut de l'entreprise publique, dans une lettre commune diffusée lundi. (AP 26.10)

Ou comment faire passer la privatisation de La Poste.

L'emploi jetable.

Caterpillar a annoncé lundi le rappel de 500 salariés licenciés d'ici la fin 2010, mais aussi le licenciement définitif d'environ

2.500 autres. Ces 3.000 personnes font partie des plus de 22.000 licenciées par le groupe américain depuis le début de l'année. (AP 26.10)

La faim justifie bien la fin du capitalisme.

Ces deux dernières années, 200 millions de personnes supplémentaires sont venus rejoindre les cohortes des affamés dans le monde: selon le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU.

Si les prix chutent sur les marchés mondiaux, "*pour 80% des prix des biens de première nécessité dans le monde en développement, les prix sont plus élevés aujourd'hui qu'il y a un an, et les prix il y a un an avaient doublé par rapport à l'année précédente*", a déclaré au cours d'une conférence de presse lundi en Australie, Josette Sheeran, directrice du PAM.

Ce que cela signifie, c'est que "*pour environ 80% du monde en développement, les gens ne peuvent plus se permettre d'acheter qu'un tiers de la nourriture qu'ils pouvaient s'acheter il y a deux ou trois ans*", a ajouté Mme Sheeran. (AP 26.10)

Arabie saoudite. Volte-face.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a annulé lundi la condamnation à 60 coups de fouet infligée à une journaliste pour avoir participé à une émission de télévision lors de laquelle un homme a publiquement parlé de sexe. (AP 26.10)

Le 28 octobre

J'ai rajouté une petite rubrique dans la page d'accueil du site que j'actualiserai chaque semaine. Pour le reste, je n'ai pas l'intention de changer la présentation du site que j'ai imaginé seul et qui ne s'inspire d'aucun site existant. Il plaît ou non, personne n'est obligé de s'y connecter encore moins de partager mes positions.

J'avoue avoir les nerfs à vif depuis pas mal de temps à cause des problèmes que m'ont causé les gens de mon village. Je suis en permanence crevé, du coup je fume plus, résultat je ne peux plus dormir et je fais des insomnies, le matin quand je me mets au clavier je suis littéralement claqué, difficile de penser dans ces conditions-là.

S'ajoute à cela la séparation forcée avec mon épouse pour raison de santé, je suis seul dans un pays qui n'est franchement pas accueillant. Vous voulez un exemple.

J'avais pris l'habitude de faire une grande partie de mes courses chez un petit commerçant proche de chez moi, cela m'évitait de devoir aller à Pondichéry. Je lui laissais plusieurs milliers de roupies par moi, j'étais assurément son meilleur client. Avant-hier en achetant des cigarettes ailleurs, je me suis rendu compte qu'il me volait de 3,50 roupies sur chaque paquet (10 cigarettes), j'en fume deux par jour, ainsi en un mois il m'a volé 210 roupies.

Ce n'est pas la somme qui compte pour moi, bien que, mais le principe, ce mec-là a pris l'habitude de m'appeler "mama", son oncle, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, je ne l'écoutais pas évidemment, mais je n'ai pas pensé qu'il serait assez con pour risquer de perdre un aussi bon client pour si peu, et pourtant. En fait le prix des cigarettes avait baissé de 3,50 roupies depuis un bon moment sans que je m'en aperçoive, tout simplement parce que je ne sors pas mes lunettes pour lire les prix chaque fois que je fais des courses chez lui.

Ceci pour dire qu'on ne peut faire confiance à absolument personne dans ce pays de merde, que dès que vous baissez la garde, vous êtes sûr de vous faire rouler. Si j'étais parano cela n'arriverait pas, simple constat. C'est fatiguant de devoir tout vérifier systématiquement, de savoir qu'il y a un menteur ou un voleur dans chaque personne avec qui vous avez à faire, cela vous mine le moral de vivre entouré de gens malhonnêtes, en 20 ans je n'ai pas rencontré une seule exception, inclus la totalité de la famille de Magueswary, je suis très sérieux, c'est la stricte vérité hélas.

J'espère maintenant que je vais pouvoir quitter rapidement ce village, ce district et l'Etat du Tamil Nadu qui m'ont littéralement pourri la vie ces dernières années. Dès que possible, c'est-à-dire dès que j'aurai vendu cette foutue maison, je vais louer une petite maison sur le Territoire de Pondichéry. Je n'ai pas le temps aujourd'hui de vous expliquer en quoi consistent les différences entre le Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, disons qu'on ne vit plus tout à fait dans le même pays, à ce point et je n'exagère rien. Le gouvernement central de Delhi n'a jamais pu intégrer ce territoire enclavé dans le Tamil Nadu à cet Etat parce que la population de Ponduchéry y est farouchement opposée, ce serait un motif de guerre civile. Par exemple, la juridiction est similaire à ce qui existe en France (mairie, juge d'instruction, etc.), en cas de problèmes il existe des recours, au Tamil Nadu vous vivez dans un Etat de non-droit livré à la corruption généralisée, vous avez plutôt l'impression de vivre dans un pays comme le Pakistan, la guerre en moins, mais où le recours à la violence est tout aussi généralisée.

Les infos en bref.

Le recours : le gaullisme "***social***".

Dominique de Villepin a présenté mardi soir les grandes lignes de son projet de "*force alternative*" pour une France "*républicaine, solidaire et indépendante*". (AP 27.10)

Moderniser : non, liquider c'est plus rentable !

La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, défend son projet de suppression des blocs opératoires les plus petits de France, estimant qu'il en va de la sécurité des patients.

La ministre de la Santé a déclaré aux députés que les blocs opératoires menacés n'étaient plus assez modernes. (Reuters 27.10)

Il soigne son électorat privilégié.

Nicolas Sarkozy a dévoilé un plan de 1,65 milliard d'euros pour aider l'agriculture à surmonter sa plus grave crise depuis 30 ans afin de préserver un secteur qu'il juge stratégique pour la France.

"*Chaque agriculteur doit pouvoir vivre du prix de son travail et de sa production,*" a-t-il dit à Poligny, dans le Jura. La visite, en milieu de matinée, d'une exploitation agricole à Rahon, dans la plaine jurassienne, lui avait permis de prendre la mesure des difficultés du secteur.

"*On est au bord du gouffre*", a déclaré Cédric Bongrain, un des trois associés qui gère cette ferme de 205 ha spécialisée dans le lait, les céréales et la viande.

"*Jusqu'ici on piochait dans notre trésorerie, mais elle est à plat. Maintenant on va piocher dans notre capital et c'est inadmissible,*" a-t-il ajouté en précisant que l'exploitation affichait une perte cumulée de 73.000 euros depuis début 2009.

Le "*plan de soutien exceptionnel*" de Sarkozy inclut 650 millions d'aides publiques sous forme d'allègements des charges d'intérêts d'emprunts pour les agriculteurs les plus en difficulté, de cotisations sociales et de taxes (foncier non bâti et carburants).

S'y ajoutera le remboursement de 75% du montant de la taxe carbone en 2010, là où les syndicats agricoles réclamaient sa prise en charge à 100%.

Le plan intègre en outre une enveloppe de prêts bancaires d'un milliard d'euros pour soulager les trésoreries et permettre les investissements nécessaires à la prochaine campagne. Ils feront l'objet d'une bonification par l'Etat et bénéficieront d'un différé de remboursement d'un an.

Nicolas Sarkozy a d'autre part annoncé une exonération des charges patronales pour les travailleurs saisonniers afin de venir en aide à un autre secteur en crise, celui des fruits et légumes, qui souffre d'une forte concurrence européenne. Il en coûtera 170 millions d'euros à l'Etat. (Reuters 27.10)

La Coordination rurale a salué mardi "*l'état d'esprit*" du plan d'aide agricole dévoilé par Nicolas Sarkozy, précisant toutefois qu'"il convient désormais de traduire en actes politiques clairs les orientations annoncées".

La Coordination rurale appelle à "*aller plus loin*", "*par exemple à travers la TVA sociale*" et en soustrayant "*l'agriculture aux contraintes de l'Organisation mondiale du commerce*". (AP 27.10)

Sarkozy ne serait-il pas par hasard le représentant de l'OMC en France ?

Allô France Télécom, Allô, merde ça ne répond pas, appels vite les urgences !

Un salarié âgé de 32 ans d'un centre d'appels de France Télécom dans le XVIIe arrondissement de Paris a tenté de se suicider sur son lieu de travail mardi matin, a-t-on appris auprès de la CGT et de l'entreprise. Secouru par ses collègues, il est hors de danger.(AP 27.10)

Ce genre d'exemples tragiques traduit mieux que de longs discours la situation sociale et désespérée dans laquelle se trouvent des millions de travailleurs et jeunes, le malaise permanent et grandissant que génère cette société entièrement vouée au profit

d'une poignée d'exploiteurs. Il est plus que temps d'en finir avec le capitalisme et les institutions politiques à son service.

Un regard sur les prud'hommes.

Le nombre d'affaires portées aux conseils de prud'hommes en 2008 montre une nette augmentation de 4,8 %, selon les 'chiffres-clés de la justice' (PDF) publiés récemment par le ministère de la justice. Toutes juridictions confondues, c'est la progression la plus importante, la moyenne se situant à 1,4 %. En 2008, 202 000 affaires ont été comptabilisées, dont 43 500 en référé.

Le rapport du ministère de la justice montre que les conflits restent difficiles à gérer : 58,7 % d'entre eux sont portés en appel. En outre, leur délai moyen de traitement est passé de 10,2 à 10,5 mois. Actuellement, plus de 163 000 affaires sont en cours.

Lors des dernières élections prud'homales la participation avait chuté à 25,5 %. (LeMonde.fr 27.10)

Le 29 octobre

J'actualise le site avec un peu de retard à cause de la mousson qui vient réellement de commencer, avec pour

conséquence un problème téléphonique. Il vient de pleuvoir pendant 10 heures pratiquement sans interruption, je pratiquement pas fermé l'oeil de la nuit à cause des bourrasques de vent.

Pour poursuivre la causerie d'hier sur la boutiquier qui m'a volé pendant un mois, je me suis allé le voir hier matin, cousine qui lui sert d'employé m'a affirmé que je faisais erreur, je lui ai alors signifié qu'à partir d'aujourd'hui j'irai faire mes courses ailleurs. Je n'ai pas eu à aller très loin puisqu'à moins de dix mètres de leur échoppe, leur voisin livre exactement à la même activité. En aparté, vous imaginez la haine qu'ils doivent entretenir, en Inde, il suffit vous montiez un commerce ou un restaurant pour que votre voisin vous imite une fois que vous avez acquis une clientèle. A Pondichéry, vous trouvez pas moins de trois pizzerias dans un rayon de 100 mètres, par exemple, alors qu'il n'en existe pas d'autres dans la ville.

Une heure plus tard le patron de ce petit commerce a débarqué chez moi carrément, il a voulu me convaincre le sérieusement du monde que je ne savais pas faire une multiplication par deux, il fallait oser ! Je l'ai reçu poliment l'ai reconduit à la grille en l'assurant que je retournerai chez lui dès demain comme il me me demandait avec insistance, il peut toujours attendre !

Passons à autre chose

J'ai passé la fin de soirée et une partie de la nuit à lire la biographie de Marx de F. Mehring, je vous en parlerai plus tard, il se peut que je scanne plusieurs passages qui devraient vous intéresser. J'ai rectifié le lien vers *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, avec mes excuses. J'ai rajouté plusieurs textes : *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* de Lénine, 1913 ; *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, 1880 ; Une courte biographie de K. Marx par Lénine, 1914 Une biographie de Lénine par Trotsky, 1924. J'ai également actualisé les pages Environnement et Agriculture et alimentaire. Défendre le marxisme concerne la théorie développée par Marx, Engels, Lénine, Trotsky notamment, mais aussi mémoire de ces "géants" (F. Mehring) qui nous ont légué des enseignements sur la lutte de classe qui demeurent irremplaçables.

Les détracteurs du marxisme, les ennemis du prolétariat ne se sont pas bornés à falsifier le marxisme, ils se sont employés à salir la mémoire de ceux qui ont sacrifié leur vie pour notre cause, il est donc de notre devoir de la défendre comme s'il s'agissait de notre propre vie. Qui mieux que F. Mehring ou V. Lénine pouvait parler de Karl Marx et Friedrich Engels, qui mieux que Léon Trotsky pouvait évoquer la vie et le combat de Vladimir Illich Oulianiov ? Personne.

Il ne s'agit évidemment pas de transformer le marxisme en vérité révélée ni de s'adonner au culte de la personnalité, mais de perpétuer le meilleur qu'a jamais produit le mouvement ouvrier depuis le milieu du XIXe siècle.

On entend dire qu'à notre époque du capitalisme pourrissant, en décomposition ou entré en putréfaction, synonyme décadence et de barbarie, travailleurs et jeunes n'auraient plus de repères, qu'il serait devenu impossible de se donner un idéal, de donner un sens à sa vie en deux mots. La vie et le combat de nos plus grands révolutionnaires ne peut qu'une source d'inspiration, un formidable exemple d'humanisme pour chacun d'entre nous, la preuve que chacun s'élever au-dessus de sa condition médiocre pour peu qu'il s'en donne la peine, au lieu de se morfondre sur les malheurs du monde ou de passer son temps à le refaire entre quatre murs.

Etudier le marxisme et la vie des marxistes est un formidable exercice pour nous aider à forger notre propre conviction et renforcer notre volonté de combattant révolutionnaire, au moment où l'on ne perçoit aucune issue politique à toute puissance du capitalisme... vacillante.

Ne nous détournons pas de notre objectif, la survie du stalinisme au-delà du début des années 50, puis du maoïsme du castrisme n'a déjà fait que trop de dégâts. Ne voyant rien venir à l'horizon, bien des militants se sont mis à douter qu'on pourrait un jour changer le monde sans se l'avouer franchement au point de se livrer à la première théorie Réformisme, anarchisme, stalinisme, maoïsme, castrisme ou guévarisme, autant d'illusions ou de théories contrerévolutionnaires auprès desquelles des générations de militants sincères se sont consumés et qui n'ont cessé de desservir notre cause.

Le capitalisme en pleine décomposition à notre époque ne laisse place à aucune réforme progressiste, tant mieux, prolétariat n'est déjà que trop embourgeoisé ; l'anarchisme qui se caractérise avant tout par son incapacité à comprendre le fonctionnement de la société et à se rallier finalement à la bourgeoisie, a élevé au niveau théorique inconsistance politique qui lui sert d'étendard ; le stalinisme a théorisé la fonction de parasite d'une bureaucratie ignorante et disciplinée sur un Etat ouvrier, au point de soumettre le prolétariat à une dictature féroce tout en le maintenant dans une condition de dépendance vis-à-vis de l'Etat et d'un parti, d'indigence permanente et privé de libertés d'expression et d'organisation, qu'il ait en grande partie disparu ou qu'il soit à l'agonie, on aurait préféré disparaisse il y a 50 ans puisqu'il était voué à céder la place au capitalisme ; on pourrait faire la même démonstration avec le maoïsme qui en est arrivé à se soumettre au capitalisme et à l'exploitation la plus effrénée depuis un siècle idem pour le castrisme qui n'a pas d'autre perspective.

Autrement dit toutes ces théories opposées au marxisme n'ont mené qu'à une impasse le prolétariat ou à la barbarie, sacrifiant au passage des générations de militants à travers le monde, portant un coup terrible à l'idée que les masses pouvaient se faire du socialisme, ce dont profite actuellement allègrement l'impérialisme pour matraquer tous les peuples.

Le temps passant, il devient plus facile de se rendre compte fonamentalement quels intérêts soutient chaque théorie, nous rapproche ou nous éloigne de notre objectif. Ne pas en tirer les enseignements serait faire preuve d'irresponsabilité, d'inconscience politique.

On peut se demander jusqu'où peut aller cette soumission aveugle à la société de consommation où l'on vit ou supporte ce qui nous arrive sans se poser trop de questions, il faut se faire matraquer durement pour réagir, c'est je constate. Il y a manifestement un défaut de prise de conscience, la pensée des travailleurs n'est pas orientée dans bonne direction. Ils sont encore incapables de faire la part des choses entre ce qui est essentiel et secondaire, l'essentiel se résumant pour eux à ce qui est alimentaire, immédiat, à ce qui est obligatoire pour survivre et c'est naturel, ils sont encore qu'au premier degré de la lecture de ce qu'ils vivent, une grande partie leur échappe et les laisse dans état d'inconscience des événements qui se déroulent dans le monde ou leur entourage.

Le premier degré, c'est quand tu prends conscience des conséquences de la survie du capitalisme qu'on t'impose tu ne les acceptes pas, tu entres en résistance sans toutefois passer à l'action, le second quand tu prends conscience origines de ce qui t'arrive dans la vie, à ce stade tu es à la recherche d'une issue politique pour régler tes problèmes, troisième quand tu penses l'avoir trouvée et que tu passes à l'acte, tu prends la décision d'engager le combat pour idées et défendre tes intérêts, de mener la guerre au capitalisme et ses institutions politiques, pour le socialisme.

Pourquoi pour le socialisme ? Pourquoi est-ce si important, déterminant ?

Dans quelle autre direction pourrait-on mener le combat une fois épuisées toutes les théories foireuses énumérées haut qui ont abouti à maintenir le prolétariat dans un état de servitude ? Il faut bien se rassembler sous un drapeau, armé théoriquement pour s'orienter et éviter de se faire manipuler, sinon on ne construit pas le parti dont on aura besoin pour vaincre, si dès qu'on est plus de deux on se divise au lieu de combattre ensemble notre ennemi commun.

Se rassembler ne signifie pas forcément se compromettre, du moment qu'on demeure intransigeant sur le principe n'accepter aucune conciliation avec l'ennemi et de ne jamais nous écarter de notre objectif final.

Ce sont les rapports ou non des uns et les autres vis-à-vis de l'Etat, des institutions et des appareils, qui permettent faire la distinction entre les marxistes révolutionnaires, les opportunistes et les centristes. Les différentes tactiques qu'ils mettent en oeuvre permettent de le cerner avec précision. Tandis que les marxistes révolutionnaires refusent compromis avec l'Etat et prônent la rupture avec les appareils traitres du mouvement ouvrier, les opportunistes s'en accommodent selon les circonstances sans jamais rompre avec eux, quant aux centristes, leur inconsistance les conduit à osciller sans cesse entre opportunisme et gauchisme. (A suivre)

Un mot sur le dernier éditorial de D. Gluckstein (IO n°70).

Une fois encore on s'endort avant d'arriver à la dernière ligne de cet article pourtant très court. Normal, il ne nous pas destiné, il s'adresse "*En bas (sic !) aux "maires et élus locaux, de toutes tendances politiques*". Passons. "*La démocratie est en crise*" écrit-il. De quelle démocratie parle-t-il ? Vaut mieux ne pas la nommer précisément,s'adressant à des élus de toutes tendances politiques y compris de l'UMP, du Nouveau Centre ou du Modem, on plus aucun doute sur la nature sociale de la démocratie que Gluckstein veut secourir : bourgeoise.

Il écrit plus loin : "*L'essence même de la démocratie, c'est que les intérêts sociaux en présence dans la société peuvent librement se confronter, au plan syndical comme au plan politique. Il y a crise de la démocratie quand le gouvernement et l'opposition décident de cogouverner et que les organisations syndicales sont sommées de s'intégrer dans ladite gouvernance.*"

Aussi longtemps que les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers ou soit-disant tels collaboraient tranquillement avec le gouvernement et les institutions en place, ce qui fut toujours le cas sous la Ve République pour ne pas remonter plus loin, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, d'autant plus qu'il y avait du grain à moudre pour camoufler cette collaboration de classes ou la rendre supportable aux yeux de "révolutionnaires", "trotskistes trop regardant sur la manière de remplir leurs assiettes, au détriment de millions de travailleurs dont les intérêts n'étaient finalement jamais pris en compte et n'intéressaient absolument personne, un détail insignifiant.

Mais voilà que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase de décomposition et de destruction ne laissant point marges de manoeuvre aux représentants du capital pour nourrir l'illusion que chaque classe y trouverait son compte dans le régime en place, du coup les uns et les autres sont amenés à dévoiler leur vraie nature sociale en montant systématiquement au créneau pour défendre l'ordre établi, intégrer davantage encore les institutions qui entre nous nourrissent depuis des lustres - partis et syndicats sont financés par le capital ne l'oublions pas.

Gluckstein est décidément un piètre pédagogue ou un manipulateur de premier ordre en traitant les rapports qu'entretiennent les syndicats et les partis avec le pouvoir comme une abstraction, tant il est vrai que l'histoire du mouvement ouvrier des 60 dernières années est aussi laide que celle du capitalisme à bien des égards, question qu'il serait préférable de ne pas creuser par crainte de découvrir quelques vérités peu à l'avantage de son courant politique.

Une fois encore il se situe sur le terrain de la démocratie en général que dénonça et combattit inlassablement Lénine au profit de la révolution prolétarienne et d'un Etat ouvrier qui était le seul garant de l'instauration d'une véritable démocratie, c'est-à-dire le pouvoir politique exercé par la majorité de la population pour satisfaire ses besoins sociaux.

En réalité, la "*crise de la démocratie* " (bourgeoise) est le produit du capitalisme en crise incapable de la résoudre autrement qu'en recourant à la destruction de tous nos acquis sociaux et nos droits politiques. Comme il est impossible d'y mettre un terme favorablement sans se situer dans la perspective de la révolution prolétarienne et que Gluckstein ne veut pas s'aventurer sur ce terrain, il est obligé de nous sortir toujours les mêmes platitudes qui assurément n'effraieront pas les élus "de toutes tendances politiques" avec lesquels sont parti n'hésite plus à s'encanailler.

Au fait, au POI qui est solidement implanté dans FO depuis des décennies, on pourrait poser une question : à quand une candidature lutte de classe contre Mailly ?

Ils ont consacré une page à la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18. Une occasion de rendre hommage en passant à "*la Ligue des droits de l'homme,(à) la Libre Pensée, de l'ARAC, (au) Grand Orient de France et d'autres associations*", libres-penseurs et franc-maçons que Lénine et Trotsky tenaient en horreur, c'est touchant En fait ces soldats ont refusé d'obéir à des ordres stupides provenant de leur hiérarchie militaire, après être partis guerre le sourire aux lèvres et l'angoisse à l'estomac, prêts à bouffer du "*boche*" en s'imaginant qu'elle ne durerait le temps d'un éclair, une balade et l'impression du devoir national bien accompli. Dites-moi où il y aurait un soupçon de conscience politique là-dedans qui nécessiterait qu'on prenne leur défense ? On est exactement dans la logique selon laquelle il y aurait des bonnes et des mauvaises guerres, mais sur le fond l'essentiel est passé à la trappe.

Rien ne nous dit, compte tenu que ces soldats n'avaient pas manifesté une conscience politique au-dessus de la masse inculte et trahie par la social-démocratie qui s'était ralliée à la guerre, qu'ils n'étaient pas animés par une autre motivation, par exemple la peur de crever comme des chiens dans les tranchées pour rien ou plutôt pour que le système économique capitaliste survive.

Quand j'ai été réformé définitif du service militaire en 1974, je me suis retrouvé aux trois jours en présence de jeunes comme moi qui ne voulaient par faire leur service militaire. Mais en discutant avec eux, nous nous sommes retrouvés (à Blois) à deux seulement sur 400 à refuser de le faire par haine de l'uniforme de soldat, de l'armée et de la guerre, devoir obéir à des ordres dégrandants, d'être sans cesse humiliés, de servir un pays et un drapeau qui n'étaient pas nôtres, je précise qu'à cette époque je n'avais aucune conscience politique et je n'avais pas encore découvert le marxisme, alors que les autres appelés soit-disant opposés au service militaire avaient une autre préoccupation, perdre une année et continuer leur petite vie tranquille, sinon pour le reste ils concevaient le service militaire comme une colonie de vacances pour grands enfants ! Avec mon pote d'infortune, dont je venais tout juste de faire la connaissance, nous avons été tellement écoeurés que nous n'avons rien fait pour tenter d'être réformés, c'est seulement lorsque j'ai été appelé à faire mon service militaire à Vélizy un an plus tard, que je me suis fait réformé au bout jours, 12 jours de trop ! Cela me fait penser à la théorie de Bernstein, le mouvement est tout, l'objectif rien. C'est une perversion de l'esprit et de notre combat qui ne sert pas notre cause.

L'histoire incombe aux hommes des sacrifices pour s'élever au-dessus de leur condition et changer de régime, il ainsi des révolutions et de toute évolution de la société dans les conditions qui nous sont imposées. Vaut mieux précise, sinon on va me taxer de prophète du martyr de la classe, ce qui n'est pas mon propos évidemment. Ceux qui se sont opposés à la hiérarchie

militaire étaient sûrs de laisser leur peau sur le champ de bataille, s'ils ont préféré tomber sous les balles de leurs généraux c'était leur problème, d'une manière ou d'une autre ils étaient condamnés à payer de leur vie leur inconscience, c'est tragique j'en conviens, mais qu'on ne nous les présente pas comme des "martyrs".

Pour qu'on se comprenne bien, dans cet article, on peut lire évoquant la correspondance d'une épouse d'un instituteur qui se touvait dans une tranchée : "après une attaque qui avait échoué sur les dix kilomètres de ligne de front, son mari ainsi que trois autres caporaux avaient été accusés de « refus de bondir hors des tranchées »", ce qui leur d'être fusillés, mais si cette "attaque" qui se serait forcément traduite par la mort d'un certain nombre d'ouvriers paysans allemands sous l'uniforme s'était bien passée pour eux si l'on peut dire, ils n'auraient pas été fusillés et on n'aurait jamais entendu parler d'eux - pour un peu ils auraient reçu une médaille, pas davantage des ouvriers ou paysans allemands sous l'uniforme qu'ils auraient tués et qui seraient morts dans l'anonymat le plus complet de cette boucherie impérialiste.

Voilà à quoi perdent leur temps nos valeureux "révolutionnaires" un siècle plus tard, comme s'il n'existait pas de plus urgente à défendre de nos jours. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Dehors Sarkozy et son gouvernement !

Selon la Fondation Abbé Pierre, au cours de l'année 2008, 102.000 jugements d'expulsions ont été prononcés. L'association cite également plusieurs autres chiffres officiels: "58.904 commandements à quitter les lieux, 41.054 décisions de préfets accordant recours à la force publique" et "11.294 interventions effectives de la force publique à déplorer" en 2008. Les expulsions locatives sont suspendues dans toute la France chaque année entre le 1er novembre et le 15 mars l'année suivante. (AP 28.10) L'offensive anti-ouvrière continue. Le député UMP Yves Bur, rapporteur du PLFSS examiné à l'Assemblée, propose dans un amendement de prolonger d'une journée le délai de carence au-delà duquel l'indemnité journalière est versée aux assurés en cas d'arrêt maladie, le faisant passer de trois à quatre jours, et cela "afin d'éviter la multiplication arrêts de travail du vendredi ou du lundi". (AP 28.10)

L'Union européenne... des banquiers ! La Commission européenne a approuvé mercredi le plan de sauvetage gouvernemental et la nationalisation de la banque britannique Northern Rock, le premier établissement de crédit victime de la crise financière en Grande- Bretagne.

"La faillite de Northern Rock aurait eu des conséquences néfastes majeures pour le marché hypothécaire britannique et la stabilité financière globale de l'économie du Royaume-Uni", a souligné la commissaire européenne chargée concurrence, Neelie Kroes. (AP 28.10)

Norvège. Il faut bien que quelqu'un paie la note.

La banque centrale norvégienne, Norges Bank, a relevé d'un quart de point mercredi son principal taux d'intérêt directeur pour le porter à 1,5%.

Ce relèvement de taux va permettre de compenser les relances budgétaires consenties par le pays au plus fort de crise, alors que l'économie norvégienne a déjà commencé à rebondir.

Le gouvernement a ainsi injecté plus de 4% du PIB du pays sous forme de mesures de relance cette année et envisage de faire la même chose encore l'an prochain.

La banque centrale norvégienne ne compte toutefois pas en rester là. Dans son communiqué, elle déclare qu'elle envisage de porter son principal taux directeur entre 1,25 et 2,25% d'ici mars 2010, quand elle rafraîchira ses prévisions économiques et monétaires. (Reuters 28.10)

Etats-Unis. Le prix Nobel de la paix à un coût. Le président américain Barack Obama a signé mercredi une loi de finances pour la défense doté d'un budget de milliards de dollars.

(AP 29.10)

Le 31 octobre

Pas possible d'actualiser le site hier, un enchaînement d'emmerdes, jugez plutôt : pluie diluvienne, pas de courant ; orages,

gros coups de vent et quelques petits dégâts que j'ai immédiatement réparés le matin même ; problème avec mon clavier, le seul en français que je possède, on fait avec en attendant ; plus d'affichage, écran noir, circuit d'affichage de la carte mère : HS, écran Samsung qui n'a que deux ans : HS ; l'onduleur du climarisuer a brûlé, il y a eu un orage et j'avais oublié de le débrancher ! ; pour finir je n'ai pas eu le temps de m'occuper de mon affaire, impossible de téléphoner les numéros étaient dans l'ordinateur ! ; pas le temps d'emmener un de mes chiens pour se faire opérer d'une oreille, alors que ça traîne depuis huit jours ; et bien entendu ma baraque et le jardin sont dans un état épouvantable, j'ai juste eu le temps d'en balayer la moitié.

J'allais oublier la meilleure. Après être revenu du magasin où j'avais déposé l'ordinateur, n'ayant pas le courage d'en faire plus du côté ménage, je me suis dit que je pourrais lire quelques pages de la biographie de Marx par F. Mehring. Je me tourne vers le petit meuble en rotin où se trouvait le livre de Mehring à deux mètres de ma table de travail, et là je crois apercevoir quelque chose de long qui avait saisi mon mouvement pour en profiter pour se planquer, aussitôt je me dis, merde un serpent. Bingo, c'était bien un petit serpent. J'ai été cherché ma machette - je suis outillé ! et l'affaire a été réglée en moins de deux, je n'avais pas le temps de faire dans le détail tout en ayant une pensée pour cet animal.

Vous aimez les histoires indiennes, en voilà une de plus.

Je porte mon ordinateur chez Indica sur le coup de 10h30. Je rentre à la maison. Une heure et quart plus tard j'appelle le patron qui me dit qu'il a besoin de plus de temps pour diagnostiquer l'origine de la panne. Bon, une heure plus tard je rappelle, même réponse. Deux heures plus tard je rappelle, il me dit qu'il faut changer la carte mère et le microprocesseur, que rien ne fonctionne. Il me propose de venir venir voir par moi-même.

J'y vais et là je m'aperçois qu'en fait il n'avait pas encore toucher à mon ordinateur. La preuve il teste la carte et elle fonctionne correctement en dehors d'un connecteur dont on peut se passer, en réalité, c'était l'écran qui était en panne. Comme il a testé ma carte avec un autre écran et que cela fonctionne, il en oublie qu'au départ j'étais venu parce que mon écran restait désespérément noir. Je rentre chez moi sur les coups de 16h30, je rebranche mon écran et évidemment cela ne fonctionne toujours pas. Je repars en moto à Pondy avec l'écran. Arrivé dans ce magasin, le patron trouve tout naturel que je revienne avec mon écran, cet abruti n'aurait pas pu me dire que par déduction c'était mon écran qui était foutu, surtout que j'avais emporté largement de quoi en acheter un quand j'étais venu la première fois dans l'après-midi. Il teste mon écran et en déduit qu'il est en panne, bravo le clown ! Bref, j'ai perdu ma journée.

Pour finir comme il faut bien continuer à bosser, j'ai acheté un écran 19" (Dell). Je lui ai donné l'autre à réparer et je dois y retourner lundi pour la carte graphique. La facture totale : 9050 (l'écran) + 2000 (la carte graphique) + 330 (M.O. et une connection) = 11.380 roupies.

Vous comprenez pourquoi je vous demande de participer au financement du site dans la mesure de vos moyens, mais ce n'est pas obligatoire. Si j'arrive à revendre ma maison, j'aurai de quoi le financer seul, je me passerai de cette contribution provisoire. A moins que je prenne la décision de fermer le site le 31 décembre et que je consacre mes analyses aux seuls militants qui se sont manifestés depuis un an, je ne supporte pas l'anonymat dans lequel se renferme les militants qui se connectent sur le site, cela dénote un état d'esprit malsain, rien que pour cette raison je ne vois pas très bien comment ils pourraient comprendre quelque chose à ce que j'écris, et s'ils se connectent sur le site que pour la tribune libre, ils peuvent trouver tous les articles ailleurs...

Je ne suis pas de mauvaise humeur, je vous dis simplement ce que je pense vraiment, on ne peut pas prétendre développer le mouvement ouvrier avec une telle mentalité, encore moins prétendre éduquer la classe ou lui servir d'exemple, et je pèse mes mots. Les uns et les autres sont plus prompts à faire confiance à des dirigeants qui passent leur temps à les tromper, plutôt que de m'accorder un minimum de confiance - je n'en demande pas davantage, dont acte.

Pendant près de 20 ans j'ai continué à entretenir des relations amicales avec mon ex-épouse et notre fille, des relations unilatérales en majeure partie à mon initiative, sinon j'aurais totalement disparu de leur vie et quelque part mon passé n'aurait eu aucun sens, quelque part je trouvais cela normal. Il y a peu, l'une et l'autre m'ont envoyé chier pour des broutilles, alors que j'avais dû avaler des couleuvres pendant ces longues années et fermer ma gueule (souffrir en silence), j'ai donc décidé de ne plus écrire ou téléphoner à mon ex car j'estimais qu'elle avait dépassé les limites de l'acceptable au bout de 30 ans de relations, depuis plus de nouvelles, et quant à notre fille, service minimum, mais pas rupture totale. J'en suis très triste, même bouleversé, mais je ne vais pas m'abaisser à mendier des relations que je saurais hypocrites ou forcées, je l'ai fait pendant des décennies sans réels profits si vous voulez tout savoir, maintenant je dis basta ! Je suis comme je suis avec mes idées et ma personnalité, on ne les supporte pas et on exige quelque part que j'en change pour un comportement et des idées misérables, eh bien c'est raté, je crèverai avec !

J'avais rédigé en grande partie cette causerie hier soir, ce matin pas de courant, donc je coupe !

Sur ce bon week-end.

Les infos en bref.

Il faudra bien en passer par là.

Un employé d'une société de transport de Toulouse a tué vendredi matin à l'aide d'un fusil de chasse son patron et le fils de ce dernier, a déclaré le procureur de la République de Toulouse, Michel Valet.

Selon plusieurs témoignages, l'employé devait effectuer vendredi son dernier jour de travail dans cette entreprise à laquelle il avait adressé sa démission la veille.

Un différend lié aux conditions financières de cette démission serait à l'origine de ce double meurtre.

Dans la soirée de jeudi, cet employé avait prévenu par téléphone un de ses collègues de sa démission en invoquant des surcharges de travail devenues insupportables. (Reuters 30.10)

Qu'attendent les syndicats et les partis soit-disant ouvriers pour soutenir cet ouvrier ? Qu'attendent-ils ces grands défenseurs de la classe ouvrière ? Travailler, c'est être humilié en permanence par des patrons et leurs hiérarchies le plus souvent constituées de loques humaines. Ce travailleur a indiqué la voie par laquelle nous serons contraints d'en passer pour liquider le capitalisme.

Engels ne cachait pas qu'il attendait l'heure où sonnera la "vengeance" qu'il estimait légitime, après toutes les souffrances que les exploiteurs avaient fait subir à la classe ouvrière. Je suis dans le même état d'esprit après avoir bossé dans plus de 45 boîtes, quand le patron te fout dehors ou qu'il te conduit à démissionner, tu n'as qu'une envie : le buter sur place et c'est légitime.

Oui face à la dictature implacable du capitalisme, c'est-à-dire la domination d'une classe sur une autre, il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, qu'il exerce tout le pouvoir et impose sa dictature aux exploiteurs.

Françafrique = Françafric.

La Cour d'appel de Paris a refusé jeudi qu'un juge d'instruction enquête sur l'affaire dite des "biens mal acquis" présumés par les présidents du Gabon, du Congo et de Guinée équatoriale et leur entourage.

La doyenne des juges du pôle financier de Paris, Françoise Desset, avait donné en mai son feu vert à l'ouverture d'une enquête mais le parquet avait fait appel de la décision, estimant que le plaignant n'avait juridiquement pas d'intérêt à agir.

D'après l'ONG, le patrimoine immobilier des trois chefs d'Etat en France s'élèverait à 160 millions d'euros. Le clan Bongo possèderait à lui seul une trentaine de luxueux appartements ou maisons. (Lexpress.fr. 30.10) Bien mal acquis ne profite jamais paraît-il, encore une connerie, la preuve !

Comment l'Etat rançonne la population...

Le marché du permis à points a pris son essor entre 2002 et 2007, période au cours de laquelle le nombre de points retirés chaque année est passé de 3,1 millions à 9,5 millions, tandis que le nombre de permis invalidé était multiplié par six, passant de 13 601 à 88 698.

Les recours juridictionnels ont quadruplé entre 2004 et 2007, passant de 2 676 à 11 090. 'Les conducteurs à l'origine de ces recours parviennent régulièrement à obtenir gain de cause', indique la note. Le Centre d'analyse stratégique évoque un 'défaut du dispositif' déjà identifié par le Conseil d'Etat en 2007.

... mais les plus riches peuvent toujours s'en sortir.

La page d'accueil d'un site Internet est formelle : 'Pour un forfait annuel de 2 990 euros TTC, vous aurez l'assurance de ne jamais craindre que votre papier rose vous soit retiré.' En échange de ce forfait - 'le meilleur moyen pour rouler serein', est-il indiqué -, cet avocat spécialisé dans le contentieux du permis à points promet d'engager 'des procédures administratives et judiciaires' qui 'rendront alors impossible l'annulation de votre permis de conduire dans 95 % des cas. (LeMonde.fr 30.10)

Prix à la production.

Les prix à la production ont reculé de 0,4% en septembre en France après une progression de 0,4% en août, selon des données publiées par l'Insee. Sur un an, les prix à la production affichent un recul de 7,5%. (Reuters 30.10)

.Etats-Unis. La réalité l'emporte sur l'intox.

Après quatre trimestres de dépression, les Etats-Unis ont indiqué, jeudi 29 octobre, que leur PIB a augmenté de 3,5 % au

dernier trimestre. Mais comme Greg Burns, éditorialiste économique au Chicago Tribune l'explique : "la bonne nouvelle a un goût de 'oui, mais'". Il faut dire que si le PIB des Etats-Unis a progressé, le taux de chômage culmine à 9,8 %, selon le Washington Post.

"Si nous n'avions pas l'aide gouvernementale, l'économie serait, au mieux, plate", commente Gus Faucher, spécialiste en macroéconomie à Moody's Economy.com, société d'analyses économiques. (LeMonde.fr 30.10)

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries novembre 2009

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

P	I	R	A	T	A	G	E	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 9 novembre

J'ai essayé de faire rapidement le tour de l'actualité des derniers jours pour rattraper le travail que je n'ai pas pu faire pendant huit jours. Je vous raconterai comment j'ai vécu cette semaine difficile. Ce matin il continue de pleuvoir. Je n'ai pas l'esprit à causer, j'ai trop de problèmes à régler sur place. Je n'ai pas pu mettre les pages IO sur les conférences départementales, parce que je n'ai pas retrouvé la version 7 d'Adobe Acrobat qui permet de réduire le volume des fichiers pdf., vous ne perdez pas grand chose en vérité.

Un camarade m'a fait part d'une discussion qu'il avait eu avec un membre de Comité Valmy (de gaullistes "historiques"). Leur site Internet avait été attaqué à plusieurs reprises, alors ils avaient décidé d'être plus "modérés" dans leurs propos. De mon côté, pas question de passer le moindre compromis sur la ligne de conduite que je me suis donné.

Vous avez pu remarquer que j'avais reconstuit à l'identique la page d'accueil. J'ai été très vite car au lieu d'utiliser des tableaux imbriqués très compliqués à réaliser et qui dévorent des octets, j'ai privilégié la balise "span" qui permet de la même manière de placer des blocs de textes ou des photos à l'endroit désiré. J'ai téléchargé Mozilla mais je n'arrive pas encore à l'utiliser hors connection pour visualiser la page d'accueil, s'il y avait des problèmes, prevenez-moi rapidement, merci d'avance.

Mes prochains textes. Des extraits de courriels reçus qui seront commentés. Un mot sur le IO 70 et 71. Le tout si j'en trouve le temps !

Je dois télécharger à nouveau les oeuvres des marxistes, des heures en perspective devant l'écran. Dans mon malheur, je m'y retrouve, le nouvel ordinateur est beaucoup plus rapide que le précédent, pour le même prix qu'il y a deux ans, j'ai un écran 19" au lieu de 17", et le modem du téléphone est trois fois plus rapide que le précedent. Entre nous, s'il n'y avait pas le site, je n'en aurais pas racheté, car je n'en ai pratiquement aucune utilité à usage personnel. Si les camarades veulent participer au financement du site, c'est l'occasion ou jamais, surtout que je dois renouveler l'abonnement au serveur à la fin de l'année, le patron de la boîte qui héberge mon site m'a dit que le site dépassait les 2 GO, donc je dois m'attendre à une augmentation importante de l'abonnement. Mon adresse figure en bas de l'écran.

Bonne semaine à tous.

Les infos en bref.

République des copains et des coquins.

Après Jean, Pierre? Suite au refus par la Société civile des producteurs phonographiques (SCPP) d'octroyer une aide à Pierre Sarkozy, producteur de rap (il a notamment produit Doc Gynéco), pour l'un de ses projets, un conseiller de l'Elysée serait intervenu auprès de cette dernière pour qu'elle revienne sur sa décision et apporte son soutien au fils du président.

Selon le site Electronlibre.info, qui a révélé cette affaire samedi, la SCPP aurait alors promis de tout arranger et que, «*lors de la prochaine commission, l'affaire serait réglée dans le sens qu'il convient*». (Lepost 07.11)

Epileptique, hystérique... et névrosé.

En fait, ce n'est pas deux fois, mais trois fois que le Président a prononcé les mêmes mots à l'occasion de trois discours "*différents*" devant des audiences composées de professionnels de l'agriculture et de l'élevage.

1. Le 11 septembre 2007, à l'occasion de l'inauguration du Salon des Productions Animales (SPACE) à Rennes, Nicolas Sarkozy a tenu les propos suivants :

"*La France a un lien charnel avec son agriculture, avec sa terre. Le mot "terre" a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Et dans cette identité nationale française, il y a le rapport des Français avec la terre, avec leurs ancêtres, avec leurs grands-parents. Toutes les familles de France ont des grands-parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à notre patrie une partie de son âme. C'est avec ses convictions à l'esprit que nous allons ensemble oeuvrer pour l'avenir*"

2. Lors de son discours du 19 février 2009 à Daumeray, on a pu entendre :

"*Vous le voyez, venir dans le Maine-et-Loire, cela m'a permis de prendre l'air, de changer d'interlocuteurs et surtout de renouveler le lien charnel que la France a avec son agriculture et avec sa terre. Le mot "terre" a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Et dans cette identité nationale française, il y a le rapport des Français avec la terre. Toutes les familles de France ont des grands-parents, des parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à notre pays une partie de son âme. C'est avec ces convictions à l'esprit que nous allons ensemble oeuvrer à la défense et à la promotion de l'agriculture française.*"

3. Et pour finir, le 27 octobre 2009, l'audience à Poligny s'est vue proposer :

La France a un lien charnel avec son agriculture, j'ose le mot : avec sa terre. Le mot "terre" a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. Ces mots ne me font pas peur, je les revendique. La France a une identité particulière qui n'est pas au-dessus des autres mais qui est la sienne et je ne comprends pas qu'on puisse hésiter à prononcer ces mots « identité nationale française ». Ils ne sont agressifs envers personne. Ils sont simplement l'expression du devoir que nous devons aux générations qui nous ont précédés et qui ont fait, au prix de leurs vies et de leur sang ce que la France est devenue. Eh bien, la terre fait partie de cette identité nationale française. Et cette identité nationale française est constituée notamment par le rapport singulier des Français avec la terre. Toutes les familles de France ont des grands-parents qui, à un moment ou un autre, ont travaillé la terre. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à la France une partie de son âme. C'est avec ces convictions que nous allons ensemble oeuvrer pour l'avenir de notre agriculture.

Heureusement, les textes ne sont pas faits que de similitudes. Ainsi, le discours du 19 février 2009 nous apprend que "*la seule réponse à cette crise alimentaire mondiale est donc de doubler la production alimentaire d'ici à 2050 tout en préservant la planète*" tandis que celui du 27 octobre 2009 laisse entendre que "*la seule réponse à cette crise alimentaire mondiale consistera d'augmenter de 70% la production d'ici à 2050 tout en préservant la planète*".

Doubler, c'est +100%, pas +70%. Voilà qui est différent... (LePost 01.11)

La Poste vendue aux capitalistes.

Le 4 novembre le Sénat a rejeté une motion proposant un référendum sur le projet de privatisation de La Poste.

Et que propose le Comité national contre le projet de privatisation de La Poste, dans un communiqué du 6 novembre, il "*appelle à une journée nationale de manifestations décentralisées et de mobilisations citoyennes le 28 novembre 2009*", autant dire une journée d'action sur le modèle des appareils, pas question d'organiser une manifestation nationale unitaire à Paris contre le gouvernement sur ce sujet comme sur tous les autres, notamment les salaires et les licenciements.

Sur les partis. L'UMP.

L'UMP compte officiellement 228 740 adhérents à jour de cotisations, loin des prévisions mégalomanes du 24 janvier de son secrétaire général, Xavier Bertrand, il avait dit « *Nous atteindrons et dépasserons les 500 000 adhérents en 2012.* ».

Le Figaro précise qu'il ne s'agit que de « chiffres officiels » et que « *certains, rue de La Boétie [siège du parti, ndlr], assurent que le nombre de militants est en deçà des 200 000* ».

Ce chiffre est sujet à caution. Le 21 mars 2008, Patrick Devedjian, alors secrétaire général, annonçait « *109 239 adhérents UMP à jour de cotisations* ». Difficile dès lors de croire qu'il avait grimpé à 270 000 à l'automne dernier.

Selon Brigitte Girardin, le Club Villepin comptait plus de 4 000 membres et s'est fixé pour objectif d'atteindre 100 000 adhérents fin 2010. (source: Rue89 03.11)

Quand on compare le nombre d'adhérents des partis de la réaction avec celui des partis se réclamant de la classe ouvrière (hors PS qui appartient à la première catégorie), on comprend que le gouffre qui existe entre les deux donne des ailes à nos ennemis.

Sur les partis. Le PS.

Selon *le Figaro* de jeudi dernier, le chiffre des adhérents du PS à jour de cotisations qui avait fait le tour des médias fin septembre, lorsque Libération écrivait qu'il était descendu à 64 000, serait depuis remonté au-dessus de 90 000 après la consultation militante du 1er octobre. (source: Rue89 03.11)

Le PS est très loin des 135.000 adhérents supposés il n'y a pas si lontemps. Il ne reste plus que les élus dans ce parti bourgeois, des petits bourgeois... et quelques égarés comme toujours.

Ils ne désarment pas.

La commission des Finances de l'Assemblée nationale a adopté un amendement UMP qui vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux victimes d'accidents du travail et de maladie professionnelle. (Reuters 06.11)

Leurs calculs.

1- La hausse du chômage n'est pas considérée comme une si mauvaise nouvelle par les investisseurs, car même si elle montre de façon spectaculaire que la crise est loin d'être finie outre-Atlantique, elle signifie aussi que les banques centrales ne vont pas relever leurs taux directeurs de sitôt. (Le Monde 07.11)

2- L'emploi temporaire aux Etats-Unis a fortement monté en octobre, avec 34.000 placements, un signe jugé positif pour l'économie. (Reuters 06.11)

3- Les résultats du troisième trimestre, qui sont actuellement publiés de part et d'autre de l'Atlantique, montrent que les sociétés ont profité de la crise pour accélérer les restructurations et abaisser leurs coûts fixes. Dans la plupart des cas, les profits publiés se révèlent supérieurs aux attentes des analystes, avec une résistance des marges nettement plus forte que prévu.

Aujourd'hui, le principal sujet de préoccupation se situe au niveau de l'évolution des chiffres d'affaires. La Bourse a bien intégré le fait que les entreprises ont su faire preuve de réactivité en coupant dans les dépenses, mais elle veut s'assurer qu'elles disposent de réelles perspectives de croissance. L'amélioration des performances opérationnelles des entreprises est telle que ces dernières n'ont pas besoin d'une forte augmentation de leur chiffre d'affaires pour faire progresser leurs bénéfices. (Le Journal des finances 07.11)

4- L'or a atteint un nouveau record absolu vendredi sur le London Bullion Market, à 1.101,42 dollars l'once.

Cette nouvelle poussée s'est faite sur fond d'un nouvel accès de faiblesse du dollar vendredi après midi, un mouvement qui soutient généralement le prix des matières premières libellées dans cette monnaie. (Lefigaro et AFP 06.11)

De quoi engraisser les banquiers.

Le déficit budgétaire de l'Etat s'établissait à 125,8 milliards d'euros au 30 septembre, contre 56,6 milliards à la même date en 2008, annonce vendredi le ministère du Budget.

Au 30 septembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 263,9 milliards d'euros contre 255,9 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de huit milliards d'euros en un an. Les recettes du budget général s'établissent à 169,7 milliards d'euros contre 221,6 milliards d'euros à la même date en 2008. (AP 06.11)

La crise.

1- "*Je dirais qu'il n'y a aucune surprise*", a commenté Robert MacIntosh, chef économiste d'Eaton Vance à Boston, à propos du communiqué de la Fed du 4 novembre. (Reuters 04.11)

2- Les ministres des Finances du G-20, réunis à St. Andrews, en Ecosse, se sont engagés samedi à poursuivre leur politique de soutien à l'économie tant qu'une reprise internationale ne sera pas assurée, et ils ont promis d'agir pour s'attaquer à la menace du changement climatique.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a déclaré "*Si on arrête trop rapidement, nous affaiblirons l'économie et le système financier, le chômage augmentera, davantage d'entreprises échoueront, les déficits budgétaires augmenteront, et le coût final de la crise sera plus élevé*". (AP 08.11)

Une nouvelle bulle dans l'air.

Chaque semaine, c'est un peu la même chose. Des indicateurs de conjoncture fournissent des perspectives plutôt encourageantes sur la sortie de crise. Et, chaque semaine, des grands symboles de l'économie réelle viennent nous rappeler que l'appareil productif a été sérieusement endommagé, au moins dans les pays développés, que le chômage continue de grimper, et que la relance par l'investissement ne suffit pas nécessairement.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage a bondi à 10,2 % au mois d'octobre. C'est là une situation qui ne s'était pas vue outre-Atlantique depuis plus d'un quart de siècle. Et rien ne permet aujourd'hui de dire quand cette face la plus sombre de la récession laissera enfin poindre les premiers rayons d'une éventuelle éclaircie.

Or, s'il n'y a pas d'éclaircie et si les économistes qui prévoyaient une reprise en forme de W finissent par avoir raison, la France comptera, elle, pas moins de 3,5 millions de chômeurs en 2011.

On comprend dans ces conditions que, la même semaine, les responsables de la Réserve fédérale américaine et ceux de la Banque centrale européenne aient affirmé très clairement qu'ils ne voyaient pas de raison de relever leurs taux directeurs avant longtemps. Cela signifie sans équivoque que, d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, on est d'accord pour mener une politique monétaire accommodante le plus longtemps possible.

Ce n'est sûrement pas un bon indicateur en termes économiques. Mais cet argent au loyer ridicule va inévitablement venir se placer en Bourse, comme c'est le cas depuis mars. Au risque même de créer une nouvelle bulle. (Lefigaro.fr. 06.11)

Si c'est le *Figaro* qui le dit, pour une fois on va les croire sur parole.

Les charrettes.

1- Johnson & Johnson (117.000 personnes) annonce qu'il supprimera 6 à 7% de ses effectifs, soit 7.000 à 8.000 emplois.

Le groupe de santé diversifié compte dégager des économies avant impôt de 1,4 à 1,7 milliard de dollars en 2011.

"*Nous annonçons une série de décisions et de mesures destinées à faire en sorte que notre société soit bien placée et structurée de manière adéquate pour une croissance durable de l'industrie de la santé*", explique le directeur général William Weldon dans un communiqué.

Le groupe confirme sa prévision d'un bénéfice par action de 4,54 à 4,59 dollars cette année, hors exceptionnels. (Reuters 03.11)

2- Nokia Siemens Networks compte supprimer jusqu'à 5.800 emplois sur 64.000 qu'en compte l'équipementier et économiser plus d'un milliard d'euros afin de pouvoir rester compétitif sur le marché des équipements de télécommunications.

"*Pour égaler la souplesse commerciale dont font preuve les Chinois, NSN (Nokia et Siemens) a dû également réduire sa production, sa recherche-développement et ses frais généraux*", explique Pal Zarandy, associé du cabinet conseil Rewheel.

"*Les changements intervenus dans l'économie mondiale et l'environnement concurrentiel rendent nécessaires de nouvelles réductions des coûts*", explique l'équipementier dans un communiqué. (Reuters 03.11)

Les représentants des salariés au comité central d'entreprise de Siemens craignent que le géant industriel allemand supprime jusqu'à 10.000 emplois dans le monde en 2010, a déclaré l'un d'eux au quotidien Die Welt. (Reuters 04.11)

3- La banque britannique Royal Bank of Scotland a annoncé qu'elle allait devoir céder davantage d'actifs que prévu et supprimer 3.700 emplois dans son activité de banques de détails.

RBS a précisé être en discussions avec le personnel et ses représentants concernant un projet de restructuration de sa banque de détails prévoyant le départ de 14% des effectifs dans ses 2.268 agences britanniques.

La banque a déjà supprimé 16.000 emplois sur un effectif mondial total de 165.000 personnes dont 10.000 en Grande-Bretagne. (Reuters 02.11)

4- Daimler (45.000 personnes en Allemagne) envisage de supprimer 1.000 postes dans sa filiale de voiture de luxe Mercedes-Benz en offrant des plans de départ volontaire à certains employés, a annoncé mercredi le constructeur automobile. (Reuters 04.11)

5- Microsoft (91.000 personnes) a annoncé mercredi 800 suppressions de poste supplémentaires, en plus des 5.000 annoncées en janvier. (AP 04.11)

Mouvements sociaux.

1- Les chemins de fer étaient paralysés par une grève d'une journée jeudi en Belgique, à l'appel des syndicats de cheminots qui dénoncent l'absence d'informations sur le projet de restructuration de la société publique NMBS-SNCB.

Le patron de la NMBS-SNCB a expliqué qu'il demandait "plus de flexibilité" de la part des syndicats, lesquels craignent que le sauvetage du fret ferroviaire ne se traduise par la perte de jusqu'à 3.000 emplois. (AP 05.11)

2- Les voyageurs circulant en train vers l'Italie risquent de subir des retards et des annulations ce week-end, en raison d'un mot d'ordre de grève de 24 h des employés des chemins de fer. (AP 07.11)

Chinafrique.

1- Le Forum Chine-Afrique, auquel participent une cinquantaine de pays, s'est ouvert dimanche pour deux jours à Charm el-Cheikh (Egypte), avec l'ambition de renforcer une coopération économique en plein essor entre le géant asiatique et le continent africain.

Selon les statistiques officielles chinoises, les investissements directs chinois sur le continent africain sont passés de 491 millions de dollars en 2003 à 7,8 milliards fin 2008.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont quant à eux décuplé depuis le début de la décennie: ils ont atteint 106,8 mds USD en 2008, une hausse de 45,1% sur un an. (Lexpress.fr 08.11)

2- La Chine va débloquer 10 milliards de dollars sous forme de nouveaux prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années, a annoncé dimanche le Premier ministre chinois Wen Jiabao.

Il a également promis d'annuler la dette de certains des pays les plus pauvres du continent. (AP 08.11)

Etats-Unis. L'avortement : pas pour les pauvres !

La réforme de la couverture santé contre une restriction du droit à l'avortement. Le texte-phare de Barack Obama n'a pu franchir sa première grande étape qu'au prix d'une concession majeure aux anti-avortements au sein même de son parti.

Il s'agit d'un amendement interdisant tout remboursement de l'intervention si l'assurance-maladie de la patiente a été obtenue grâce à une subvention quelconque de l'Etat. (Libération.fr 08.11)

Afghanistan. Dehors l'ONU et les troupes d'occupation !

L'ONU a annoncé que plusieurs centaines de ses employés, sans en préciser le nombre exact, seront temporairement retirés d'Afghanistan suite à l'attentat du 28 octobre dans lequel cinq de ses employés ont été tués. (AP 07.11)

Soudan. Les victimes oubliés de l'impérialisme.

Le Sud-Soudan pourrait être menacé de famine en conséquence de précipitations trop faibles.

Des responsables de l'Onu avaient jugé possible durant l'année qu'au moins 1,2 million d'habitants de cette région sous-développée disposent de vivres en quantité insuffisante en raison du très timide début de saison des pluies.

Dimanche, des dirigeants du Fonds de l'Onu pour l'enfance ont dit craindre une situation encore plus préoccupante face à la faible pluviosité enregistrée à la fin de la saison des pluies, en octobre et début novembre.

"*Si nous ne parvenons à pas maîtriser la situation (...) on peut s'attendre à un degré (de pénuries alimentaires) qui peut friser (...) les conditions d'urgence qui tournent à la famine.*" (Reuters 08.11)

Irak. Une parodie de démocratie.

Le parlement irakien a voté dimanche une loi électorale, dont l'adoption avait été plusieurs fois retardée, qui ouvre la voie à l'organisation d'élections nationales, en principe dans le courant de janvier 2010. (AP 08.11)

Le 10 novembre

Je me remets au boulot au même rythme qu'avant. Je n'ai pas eu le temps de remercier le camarade qui m'a envoyé une copie de mes causeries des derniers jours d'octobre, celle du 29 est coupée sur le côté droit, si tu peux me la renvoyer en te remerciant par avance.

Ce matin au réveil, j'ai téléchargé tous les textes des marxistes qui figuraient dans le serveur qui héberge le site. Je suis passé ensuite aux articles des agences de presse, j'ai commencé à bosser vers 7h30, il est 13h04, je n'ai rien fait d'autre sauf commenter l'interview de Thibault car il est intéressant.

Il a plu toute la nuit et toute la matinée, on a un léger rayon de soleil, je me grouille pour aller à 15 bornes à un bureau pour voir où en est mon foutu papier. Mon épouse Magueswary devait être admise dans la clinique qui l'a opérée il y a plus de trois ans, après être passée par les urgences. Elle a de la fièvre depuis plusieurs jours et le moindre microbe ou virus non traité à temps peut littéralement la tuer s'il remonte jusqu'au coeur où se trouvent ses deux prothèses.

Un peu de politique.

Nous avons un mur à abattre : le capitalisme !

Sarkozy le mythomane en est arrivé à inventer sa présence à Berlin le soir du 9 novembre 1989, alors qu'il est prouvé qu'il n'y était pas, pour convaincre la population qu'il a toujours été et qu'il est toujours en phase avec la réalité, bref, qu'il est l'homme de la situation, de toutes les situations.

Il a besoin de ce support pour justifier ses contre-réformes qui viendraient à point nommé pour moderniser la France et garantir sa place dans le monde, selon le discours officiel.

Omniprésent, inévitable, indispensable, providentiel, tel un monarque ou un empereur dont dépend la vie de ses sujets, voilà une partie des attributs qu'il s'est approprié pour rassembler autour de sa médiocre personne le bon peuple de France. Exercice nécessaire pour masquer le contenu réactionnaire de sa politique antisociale.

La Talonnette commence à traîner une sacrée gamellle derrière lui, que son entourage peine de plus en plus à rendre invisible et insonore. Plus il en fait, plus il va se retrouver isoler, même *Le Figaro* se retrouve dans l'obligation de se désolidariser de ses grossiers mensonges dénoncés par des journalistes sur Internet.

On n'en est pas encore à une crise politique ouverte pour autant, seule la mobilisation générale du prolétariat pourrait la provoquer, à moins d'un événement exceptionnel qui précipiterait la chute du régime comme l'histoire en a le secret. (A suivre)

Le NPA se couche devant l'appareil de la CGT, parole de Thibault.

Le Monde du 9 novembre a interviewé B. Thibault, extrait:

Question : Vous aviez critiqué le NPA et Olivier Besancenot pour leur ingérence dans le débat sur la stratégie syndicale. D'autres partis, comme le PCF, se permettent aussi des commentaires. Comment réagissez-vous ?

Réponse : (...) Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet. Le PCF respecte l'indépendance syndicale dans le dialogue nécessaire entre syndicats et partis politiques.

L'intégralité de cet article que j'ai largement commenté est dans le site. Je vous conseille de le lire, Thibault confirme à sa manière ma position sur le syndicalisme.

Guerre de classe : l'aristocratie financière contre le prolétariat.

Wall Street a clôturé en forte hausse lundi, et inscrit un pic de 13 mois, les intervenants ressentant à nouveau le goût du risque après que le G20 eut dit que les mesures de soutien demeureraient tant que la reprise ne serait pas assurée. (Reuters 10.11)

Algérie.

Des centaines de milliers d'enseignants du primaire et du secondaire se sont mis en grève lundi en Algérie pour protester contre l'inflation responsable, selon eux, de l'annulation des hausses de salaire.

Selon Meziane Meriane, secrétaire général d'un syndicat indépendant de l'enseignement secondaire, 90% environ des professeurs des collèges et lycées étaient en grève à travers le pays. La proportion de grévistes serait légèrement moindre dans le primaire.

"*Les traitements des professeurs ont été augmentés (l'an dernier) mais le problème est que l'inflation galopante a englouti toutes ces hausses*", a expliqué le syndicaliste. "*Ce que nous voulons, c'est que le niveau de vie de tous les fonctionnaires soit garanti*".

Il a ajouté que le mouvement de grève se poursuivrait jusqu'à la fin de la semaine. Au cas où les revendications ne sont pas satisfaites, les syndicats se réuniront pour décider de la suite à donner.

Pour sa part, le ministère de l'Education a contesté les chiffres des syndicats, évoquant un taux de 33% de grévistes dans le secondaire et un taux encore plus faible dans le primaire. (Reuters 10.11)

Afghanistan.

Deux soldats tchèques de la force de sécurité de l'OTAN en Afghanistan, l'ISAF, ont été suspendus avec leur commandant pour avoir porté des insignes nazis sur leurs casques, a annoncé lundi le ministère de la Défense à Prague. (AP 09.11)

Le 11 novembre

Un mot sur le site. J'ai réussi à sortir les pages des conférences départementales d'IO à partir d'Adobe Acrobat 5 en passant par le format html avant de revenir au format pdf. Une vieille astuce qui m'est revenue à l'esprit. Parfois vous voulez copier des images pour vous en resservir ensuite, mais leur format ne vous convient pas, dans ce cas-là copier-les dans un document word et enregistrez-le au format webb, vous vous retrouverez avec un dossier contenant les images au format jpg, gif ou png. Il a fallu que je me remette à l'informatique, apparemment je m'en suis bien sorti, c'est l'avantage d'être autodidacte (jusqu'en 2001).

Si je vous disais qu'il y a eu un nouveau rebondissement dans mon histoire de papier et que rien n'est réglé, à devenir dingue ! Mon épouse est tellement mal que je n'aurai pas d'autre alternative que rentrer en France sitôt cette affaire réglée, si elle est réglée un jour ! Je viens une nouvelle fois de faire appel au Consul de France, j'attends sa réponse avec impatience.

Tous ensemble.

A l'appel de la CGT, Force ouvrière et Sud les agents du RER étaient en grève à partir de lundi, celle-ci devait se poursuivre jusqu'à jeudi au grand dam du gouvernement qui doit faire face aux limites de la loi sur le service minimum votée en 2007 : "Il y a en effet un problème, c'est que la loi sur le service minimum ne fonctionne pas lorsque toute le monde est en grève", a déclaré sur RTL le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau.

Il n'a toutefois pas souhaité que soit imposé un principe de réquisition pour assurer le fonctionnement des transports en commun parisiens. (Reuters 10.11)

Le gouvernement craindrait-il une épreuve de force avec les agents de la RATP et de la SNCF ? Plus on sera en mesure d'affaiblir Thibault, plus le gouvernement se trouvera en difficulté. Dans la situation actuelle, le gouvernement peut craindre le pire à

la moindre occasion, une explosion sociale incontrôlable.

Autres points.

1- Dans son dernier éditorial Gluckstein écrit : "*“ Y a-t-il une alternative à l’interdiction des licenciements ?*".

Oui, on s'étonne même qu'il n'y ait pas pensé : l'occupation des usines avec comités de grève élus et expropriation des patrons et actionnaires.

2- Le PS compterait beaucoup moins d'adhérents que d'élus, autant dire qu'en dehors d'une infime minorité d'égarés ou de petits bourgeois entendant défendre leurs avantages, ce parti ne compte que des élus, ce que j'affirmais il n'y a pas si longtemps. Dans ces conditions, que vaut tout appel dans sa direction sinon de s'adresser exclusivement à son appareil ? C'est par cette méthode que les "trotskistes" de l'OCI-PCI, du PT puis maintenant du POI, ont conduit lentement mais sûrement leurs militants sur la voie du réformisme et à abandonner le marxisme. On ne s'étonnera pas que des militants de ce courant rejoignent ou ait rejoint le PS à un moment donné, je peux en témoigner par un courriel qu'un militant m'a adressé, et il ne devait pas être le seul dans ce cas-là.

3- Un maire PS qui a participé à une conférence départementale pose une question intéressante, mais ne chercher pas la réponse du POI : "*Mais je m’interroge : les Français ne sont-ils pas résignés ?*". Je vais lui répondre.

Les uns qui constituent la majorité peuvent encore vivre comme avant, les autres ne savent plus à quel parti faire confiance, tandis que d'autres proche des précédents se demandent à quoi bon s'engager sans perspective politique, et pour finir il y a ceux qui s'engagent dans le combat en attendant tout du gouvernement et des patrons. Voilà en gros la situation telle que je la vois.

Il est parfaitement évident qu'un appel unitaire à passer à l'action pourrait se traduire par le déferlement de millions de travailleurs sur le pavé, mais un tel objectif ne pourrait avoir de valeur à nos yeux qu'à partir du moment où une telle mobilisation orientée contre le gouvernement et les institutions serait relayée par un parti, or ce parti n'existe pas, et celui ou ceux qui pourraient avancer dans cette direction ont été incapables jusqu'à présent de s'implanter dans les couches de la classe ouvrière les plus frappées par la crise et qui se trouvent être les plus déterminées à en finir avec le capitalisme puisqu'elles ont conscience de ne rien avoir à perdre.

Faudrait-il encore que ce parti soit capable de ranimer l'espoir chez les masses qu'un monde meilleur est possible, qu'il soit porteur d'un espoir que seul le socialisme peut incarner, mais là aussi, ces partis ne peuvent pas à la fois incarner le socialisme et collaborer avec le capital ou les appareils pourris du mouvement ouvrier, et prétendre gagner la confiance des masses en ayant un pied de chaque côté de la barricade. Les travailleurs ont besoin d'un objectif politique clair.

Tout mouvement des masses comporte au départ une large part d'inconscience, c'est normal et inévitable, si maintenant aucun parti n'est en mesure de lui donner un contenu conscient et d'aider ainsi les masses à se l'approprier, il se soldera finalement par un échec, il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet. C'est la raison pour laquelle la question centrale demeure la construction du parti, son implantation dans toutes les couches du prolétariat. Tout autre objectif dans la situation actuelle est par nature opportuniste et condamné à l'échec. Cela fait 69 ans que l'on nous raconte les mêmes balivernes avec toujours le même résultat.

Prenez les articles des journaux du NPA et du POI traitant de questions sociales ou politiques et dites-moi combien vous en trouvez dans lesquels il est écrit qu'il faut mettre dehors Sarkozy et son gouvernement, qu'il faut liquider les institutions de la Ve République, que seul le socialisme constitue une alternative au capitalisme. Vous n'en trouverez pas ou alors si rarement que personne n'y a prêté attention. Ces partis commentent l'actualité politique, ils ne sont pas capables de faire autres choses. Vous en voulez une preuve.

Dans le IO n°72; à la page 6, l'article intitulé *Crise au sommet de la Ve République : le feuilleton* se termine ainsi : " *La suite au prochain numéro !*" après avoir énuméré les "*couacs*" qui ont secoué le sommet de l'Etat ces dernières semaines. C'était l'occasion rêvé d'embrayer sur la nécessité de renverser les institutions, et bien pas un mot plus haut que l'autre pour les évoquer. On a juste le droit à un copier coller d'extraits d'articles ou de déclarations sans la moindre analyse politique, sans la moindre perspective politique. Autant dire un article qu'il est inutile de lire.

Mobilisation chez Alcatel-Lucent.

Ce mardi, plus de 500 salariés d'Alcatel-Lucent ont manifesté devant la place du Parlement à Rennes, environ 500 ont scandé leurs revendications devant le siège de l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et de La Poste) à Paris et une centaine ont exigé le soutien de l'Union européenne, à Strasbourg, devant le Parlement européen. «*Il y a également eu une grève en Italie et des débrayages en Roumanie, sur le site de Timisoara, et en Allemagne, à Stuttgart*», prévient Hervé Lassalle, représentant CFDT d'Alcatel-Lucent. «*Les États-Unis et la Chine protègent bien leurs économies mais pas l'Europe, ce qui entraîne des délocalisations*», déplore Bruno Fourage, délégué CFE-CGC d'Alcatel-Lucent.

La direction d'Alcatel-Lucent met en place son quatrième plan social depuis la naissance du groupe en 2006, se traduisant par la suppression de 750 postes. (Lefigaro.fr et AFP 10.11)

La pompe à profits des banquiers.

Les ministres des Finances de l'Union européenne se sont mis d'accord mardi pour entamer en 2011 au plus tard l'assainissement de leur situation budgétaire mais ils ont refusé de fixer une date équivalente pour le début du retrait des mesures de soutien au secteur bancaire.

"*Il est pour l'instant prématuré de commencer à parler de la fin de ces mécanismes de garantie, des mécanismes d'injection de capitaux et des mécanismes concernant les actifs douteux*", a déclaré le ministre suédois Anders Borg, lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion qu'il a présidée à Bruxelles.

"*Nous devons être clairs sur la nécessité de conserver ces mécanismes pendant un certain temps.*" (Reuters 10.11)

Charrettes.

1- La banque Lloyds a annoncé qu'elle envisageait de supprimer 5.000 emplois d'ici fin 2010. (lefigaro.fr 10.11)

2- La société Adobe Systems basée à San Jose en Californie, a annoncé mardi qu'elle allait supprimer 680 emplois temps plein, soit environ 9% de sa main d'oeuvre. Lundi déjà, Sprint Nextel avait annoncé entre 2.000 et 2.500 suppressions d'emplois et Electronic Arts 1.500 suppressions d'emplois. (AP 11.11)

Le 12 novembre

Slendeur et décadence du régime. Mensonges misérables, crasse ignorance, basse vengeance...

1- L'ancien député RPR Jean-Jacques de Peretti, présent aux côtés de Nicolas Sarkozy sur la photo diffusée sur Facebook, a fini par torpiller la version présidentielle sur la présence de Sarkozy à Berlin le 9 novembre au soir.

Après avoir confirmé le récit de M. Sarkozy, il est confronté à une dépêche de l'AFP du 17 novembre 1989, qui relate son voyage à Berlin la veille. "*Si l'AFP dit que c'était le 16 novembre, c'est que ça doit être vrai*", lâche-t-il, embarrassé, au Monde.fr. Et de concéder qu'il ne s'est rendu "*qu'une seule fois à Berlin*". La photographie montrant M. Sarkozy s'attaquant au mur de Berlin ne peut donc pas avoir été prise un autre jour.

A Berlin, Frank Louvrier, conseiller du président, défend mordicus la version de M. Sarkozy. On interroge le président lui-même au sortir d'un entretien avec le président russe, Dmitri Medvedev. Haussement d'épaules dépité, le président a d'autres choses à faire. Et puis, "*le premier ministre l'a confirmé*", confie M. Sarkozy. C'est donc la preuve qu'il était à Berlin. François Fillon a corroboré l'histoire, avec moult détails. Jusqu'à en donner un de trop. La petite troupe a rencontré une équipe de TF1, emmenée par Ulysse Gosset. Interrogé par France 3, le journaliste a expliqué avoir été à Moscou le 9 novembre 1989. (Le Monde 10.11)

2- L'écrivain Marie Ndiaye récompensé le 2 novembre par le plus prestigieux prix littéraire français, le prix Goncourt 2009, vit à Berlin depuis deux ans et a dit que son départ de France tenait "*en grande partie*" à l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Elysée.

Le député UMP Eric Raoult a fustigé mardi ces propos et interpellé le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand dans une "*question écrite*", invoquant un devoir de réserve des lauréats du Goncourt.

Bernard Pivot, membre du jury du Goncourt, a qualifié d'"*erreur ou de bourde*" la prise de position d'Eric Raoult, en estimant que le député de Seine-Saint-Denis ne connaissait "*rien au milieu littéraire*".

"*Le devoir de réserve qu'il invoque n'a jamais existé, n'existe pas et n'existera jamais, pas plus pour le lauréat du prix Goncourt que pour le lauréat du prix Nobel de littérature*", a-t-il dit sur France Info. (Reuters 11.11)

3- Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, a affirmé mardi son opposition à l'organisation de retours forcés dans leur pays d'Afghans en situation irrégulière en France, comme décidé récemment par son collègue de l'Immigration, Eric Besson.

"*Je ne suis pas là pour polémiquer avec Bernard Kouchner et mes collègues du gouvernement*", a répondu le ministre

de l'Immigration, interrogé à la sortie du Conseil des ministres.

"*J'imagine que s'il avait un désaccord majeur, il a eu l'occasion de s'en expliquer avec le président de la République. La deuxième chose, son directeur a été directement associé à toutes les réunions interministérielles que nous avons eu sur le sujet. Je n'ai pas grand-chose à dire de plus*", a ajouté le ministre de l'Immigration. (AP 11.11)

4- Dans *Un bleu en politique* l'ancien secrétaire d'Etat aux Sports Bernard Laporte (UMP) se lâche sur les politiques. L'ancien entraîneur du XV de France, qui a quitté le gouvernement en juin dernier lors d'un remaniement ministériel, dénonce l'attitude de "*certains*" politiques. Ce sont des "*gens lâches, étroits d'esprits et privilégiés*" affirme-t-il. (AP 11.11)

Echo de la crise.

1- les Bourses américaine et européennes ont grimpé d'environ 5 % en moins de deux semaines.

2- la compression des coûts et des effectifs a permis aux entreprises de préserver leurs bénéfices habituels.

3- les pouvoirs publics continuent d'injecter de la monnaie en quantité dans leur économie.

4- la hausse des prix de toute une série d'actifs s'explique par le faible coût de l'argent.

5- au cours du mois qui vient de s'écouler, le cours de l'or a progressé de 5 % et celui du pétrole de 9 %.

Quand ils prennent leurs rêves pour la réalité.

La Commission européenne prévoit que le déficit budgétaire cumulé de la zone euro représentera 6,4% du produit intérieur brut (PIB) cette année et 6,9% l'an prochain, contre 2,0% en 2008. La dette publique des Seize devrait parallèlement atteindre 78,2% du PIB cette année, 84% en 2010 et 88,2% en 2011.

La Commission a donné jusqu'à 2013 à l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et le Portugal pour ramener leurs déficits sous le seuil de 3%.

"*Je suis convaincu que les délais proposés aujourd'hui sont appropriés et réalistes*", a déclaré le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia. (Reuters 10.11)

Les Verts : un parti du capital.

Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque.

Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP).

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales.

Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008. (Le Monde 11.11)

Ils avancent pendant qu'on fait du surplace.

L'Union européenne est appelée à désigner son président le 19 novembre prochain. La présidence suédoise de l'UE a convoqué un sommet extraordinaire à Bruxelles au cours duquel les Vingt-Sept nommeront également leur chef de la diplomatie. (AP 11.11)

Le 13 novembre

Les affaires et les couacs de la Ve République

1- Charles Pasqua, condamné à un an d'emprisonnement ferme dans le procès sur l'Angolagate, a annoncé jeudi sa décision de déposer une plainte contre le juge chargé de l'instruction du dossier Philippe Courroye.

Il a notamment déclaré que la présidence de la République et les ministères des Affaires étrangères et de la Défense étaient au courant en décembre 1995. Il a ensuite cité les noms de Jacques Chirac, Dominique de Villepin, Jacques Foccart, Hervé de Charette et Charles Millon.

Selon le sénateur des Hauts-de-Seine, "*aucun n'a été entendu par le juge d'instruction*". Pour lui, "*il s'agit d'un fait qui dépasse toute logique*".

"*Si la justice dit que cette vente d'armes est illégale, pourquoi n'ont-ils pas été jugés et pourquoi le juge s'est polarisé sur moi*", s'est-il interrogé.

"*L'ancien président n'a jamais assumé ses responsabilités. Je l'accuse de ne pas avoir assumé ses responsabilités*", a-t-il lancé. (AP 12.11)

2- Le président tunisien Zine el Abidine ben Ali soutenu par Sarkozy a dénoncé jeudi les "*ingérences étrangères*" dans son pays, faisant apparemment référence à des critiques de Bernard Kouchner qui s'était déclaré "*déçu*" mardi au micro d'une radio française par l'arrestation du journaliste d'opposition tunisien Taoufik ben Brik.

"*Une tel ingérence va au-delà de la souveraineté de notre pays car elle affecte la souveraineté de l'Union du Maghreb arabe et de l'Union africaine auxquelles nous appartenons*", a déclare Ben Ali devant le parlement.

"*Nous avons soumis cette question aux présidents des deux organisations en vue de prendre la position qui s'impose et de protester contre ces abus*", a-t-il ajouté. (Reuters 12.11)

Le règne de Sarkozy Ier ou travail-famille-patrie.

Jeudi Sarkozy a de nouveau pris la défense du débat sur l'identité nationale lancé par son ministre de l'Immigration Eric Besson.

Ce qui est dangereux, c'est de refuser de parler d'identité nationale et "*de faire comme si tout allait bien*", a-t-il dit.Devant un millier de personnes - élus locaux, habitants du Vercors et militants UMP - dans un gymnase de La Chapelle-en-Vercors (Drôme), il a convoqué la défense de la patrie, de la Guerre de Cent ans aux maquisards du Vercors en passant par les soldats de l'An II ; l'héritage de la chrétienté et celui des Lumières ; les valeurs du travail, du mérite et de la famille ; le TGV, Ariane, l'aéronautique et le nucléaire ...

En invoquant cette trilogie travail-famille-patrie, après avoir défendu l'idée, le 27 octobre dans le Jura, que la terre fait partie de l'identité nationale française, il a pris le risque d'être accusé par ses détracteurs de brandir des thèmes renvoyant à la France du maréchal Pétain et de Vichy. (Reuters 12.11)

Les banquiers se portent bien.

1- Natixis a dégagé un bénéfice net de 268 millions d'euros pour le troisième trimestre.

2- BNP Paribas a dégagé un bénéfice net de 1,3 milliard d'euros sur le trimestre/

3- Société générale a fait état d'un résultat net de 426 millions d'euros.

4- Crédit agricole SA a bouclé son trimestre avec un bénéfice net de 289 millions.

5- Le groupe BPCE a lui-même dégagé un bénéfice net de 447 millions d'euros au troisième trimestre

Ailleurs en Europe

1- Deutsche Bank, première banque allemande, a publié un bénéfice net de 1,4 milliard d'euros au troisième trimestre.

2- L'espagnole Banco Santander, première banque de la zone euro par la capitalisation boursière, a dégagé un bénéfice net de 2,22 milliards d'euros. (Reuters 12.11)

Où passe votre argent.

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a approuvé jeudi lors du Comité ministériel des investissements et prévue dans la loi de finances 2009 une commande de 60 avions Rafale supplémentaires pour l'armée de l'Air et la Marine a annoncé son ministère, ce qui porte à 180 le nombre d'avions de combats fabriqués par Dassault Aviation commandés par l'armée française. (Reuters 12.11)

Fusion.

Iberia et British Airways (BA) ont approuvé jeudi à Madrid un accord posant les bases d'une fusion, a annoncé la compagnie espagnole jeudi soir à Madrid.

Avec une flotte de 419 avions assurant 205 destinations se sera l'une des plus grandes compagnie du monde. (AP 13.11)

Etats-Unis.

Le déficit budgétaire américain a atteint un niveau record en octobre, à 176,4 milliards de dollars (118 milliards d'euros), a annoncé jeudi le ministère américain des Finances. (AP 13.11)

Des générations entières victimes des conséquences de leurs guerres.

Au cours des dix dernières années, plus de 2,2 millions de mines antipersonnel ont été détruites, a annoncé jeudi la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL).

Par ailleurs, 250.000 mines antivéhicules et 17 millions d'autres explosifs ont été neutralisés depuis 1999.

Dans son rapport annuel, le groupe prévient cependant que plus de 70 pays ne sont pas encore débarrassés des mines antipersonnel. (AP 12.11)

Afghanistan.

Selon un haut responsable du gouvernement américain s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, l'ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul, Karl Eikenberry, ancien général qui commanda lui-même des hommes sur le terrain en Afghanistan, s'interroge sur l'opportunité de renforcer la présence militaire américaine sur le terrain alors que la situation politique afghane est si instable et que tant d'incertitudes entourent le président Hamid Karzaï et sa bonne volonté à procéder aux réformes qu'on attend de lui.

Une inquiétude à nouveau exprimée jeudi par la secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton, qui a évoqué "la corruption, l'absence de transparence, la mauvaise gouvernance et l'absence d'Etat de droit" en Afghanistan. "Nous attendons du président Karzaï qu'il agisse pour démontrer (...) que son second mandat répondra à des besoins si manifestes". (AP 12.11)

Le 14 novembre

Un mot personnel très rapide.

Il s'est remis à pleuvoir alors que les autres années quand on avait eu notre dose de flotte pendant 8 à 12 jours d'affilées, on était tranquille jusqu'à la fin décembre ou la mi-janvier. Cela perturbe mon travail à cause des coupures de courant.

Mon épouse qui habite proche de Marseille m'a dit une chose étonnante au téléphone. Elle m'a expliqué quelle connaissait une personne qui "*préparait la guerre civile*". Interloqué, je lui ai demandé de répéter et elle m'a confirmé avoir bien entendu. Elle fréquente différentes associations caritatives, elle va à l'église, ce serait plutôt de ce côté-là qu'elle aurait rencontré sans le savoir une cinglée d'extrême-droite, cela m'inquiète car la pauvre femme pourrait se faire manipuler.

Bon week-end à tous.

Passons aux choses sérieuses.

Si vous avez lu mon article Quelques réflexions sur Informations ouvrières et le POI du 12 novembre, vous avez pu constater que le POI avait encore attaquer le NPA à propos de sa position sur La Poste, à juste titre pour ce qui est des arguments, mais

qu'ils avaient encore été pris en flagrant délit de mensonge sur les actions que proposent le NPA pour justifier de ne pas y participer. J'ai téléchargé un article du site Internet du NPA datée du 12 novembre et intitulé Privatisation de la poste : vers une épreuve de force décisive ?. En voici un extrait.

"*L'envoi de cartes postales au président de la République lui demandant le retrait du projet de loi et la tenue d'un référendum ont certes permis de poursuivre les discussions avec un large public. Mais il est aussi évident qu'à un moment ou un autre, il est indispensable d'augmenter d'un cran la mobilisation, avec l'ensemble de la population et avec les travailleurs de La Poste.*"

En 2005 le PT avait écrit une lettre à de Villepin pour lui expliquer dans quelle situation se trouvaient les travailleurs, c'était guère mieux ! Donc, un partout.

"*Il y a quelques semaines encore, la perspective d'une grève reconductible pouvait encore prêter à sourires chez beaucoup de militants. Elle est aujourd'hui en train de prendre forme. C'est le résultat conjugué à la fois d'une initiative, celles de l'intersyndicale parisienne SUD, FO, CFTC qui a pris position dès la fin octobre, et d'un climat particulier de mobilisation dans le secteur colis. Cela s'est traduit le 5 novembre par une déclaration de l'intersyndicale SUD, FO, CFTC, CGT et CFDT appelant «nationalement les postiers à la grève le 24 novembre et à débattre dès maintenant des poursuites du lendemain, de l'action, de ses formes pour gagner». En même temps, le comité national contre la privatisation de la poste a confirmé sa décision d'organiser une manifestation décentralisée dans toutes les régions ou départements, le samedi 28 novembre. Cette échéance est d'une importance cruciale: elle interviendra au moment où les postiers seront eux-mêmes dans la grève si le mouvement démarré le 24 novembre commence à prendre réellement. Ce sera également une étape décisive pour aller vers une montée nationale à Paris en décembre, à quelques jours du vote de la loi à l'Assemblée nationale, afin d'exiger tous ensemble le retrait de la loi et le refus de la privatisation.*

Nous devons par conséquent mettre toute nos forces pour que la journée du 28 soit une réussite et un tremplin pour aller plus loin dans la mobilisation."

La montée à Paris figure bien parmi les propositions du NPA, même si elle figure uniquement pour le moment comme une perpective d'action possible.

Sarkozy le phagocyte.

Maurice Barrès, nouvelle arme électorale de Nicolas Sarkozy? S'il se veut à rebours du nationalisme barrésien, le chef de l'Etat n'en utilise pas moins les ressorts pour capter un électorat d'extrême droite tenté de rejoindre son giron originel.

Jeudi, Nicolas Sarkozy, avec l'appui de son conseiller Henri Guaino, a emprunté au nationalisme de Maurice Barrès en multipliant les variations sur "*la leçon de la terre*", la "*conscience nationale*", "*a terre et les morts*" chantés par l'écrivain du XIXe siècle.

Une réminiscence de "*l'Anti-France*" de Charles Maurras, dont on a pu retrouver les accents jeudi dans l'évocation d'une "*désintégration civique et sociale*", avancent certains. Et d'un jour de 2006 quand Nicolas Sarkozy a dit devant des militants UMP: "*Si certains n'aiment pas la France, qu'ils la quittent*". (Reuters 13.11)

Sarkotique la risée.

Au lendemain des célébrations de la chute du Mur, les journaux allemands s'interrogent avec gourmandise sur la présence de Nicolas Sarkozy à Berlin le 9 novembre 1989. «*Chute du Mur : Sarkozy savait*», se moque le quotidien économique *Handelsblatt*.

Le conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) ironise sur les invraisemblances du récit présidentiel : «*Il semble que Sarkozy ait prévu ce qui allait se passer plusieurs heures avant la conférence de presse de Schabowski*», écrit le journal, en référence au fameux point de presse du 9 novembre 1989 au cours duquel le porte-parole de la RDA avait annoncé la libre-circulation.

Jamais en reste quand il s'agit de railler l'arrogance de la «*Grande Nation*», la FAZ n'a pas raté cette occasion. Sarkozy fait le fanfaron : c'est tout ce que ses lecteurs retiendront de la participation française à la commémoration du 20e anniversaire de la chute du Mur. (Libération.fr 13.11)

Les fastes de l'Etat.

Les célébrations du 60e anniversaire de l'OTAN à Strasbourg en avril ont coûté plus de 16 millions d'euros à l'Etat français, soit autant que le sommet de l'Union pour la Méditerranée, dont la Cour des comptes critique le coût élevé dans son rapport d'octobre sur la présidence française de l'Union européenne. (AP 14.11)

Cohn-Bendit, la "***passerelle***" des capitalistes au service de "***l'intérêt commun***".

Question : Le 21 novembre, avec Yves Cochet, vous organisez à l'Assemblée nationale une réunion «transpartis» sur les enjeux du sommet de Copenhague. L'UMP et le MoDem ont répondu présent. Mais au PS, Martine Aubry a décliné l'invitation. Seriez-vous prêts à inviter Ségolène Royal ?

Réponse : Visiblement, les partis de gauche ont d'énormes difficultés à accepter un débat concernant l'intérêt commun, comme celui portant sur les dangers qui menacent la planète. Cela aurait été effectivement plus facile si Martine Aubry avait accepté de venir. Pour la remplacer, nous avons pensé à différentes personnalités, comme Ségolène Royal. Finalement, ce sera Michel Rocard qui viendra.

Maintenant, pour moi, il ne s'agit pas de privilégier une tendance contre une autre au PS, mais simplement de démontrer qu'au-delà des divergences réelles entre la droite et la gauche, il y a aussi un intérêt commun à défendre ensemble à Copenhague une position forte et commune pour enrayer la dégradation climatique. (Le Journal des Finances 14.11)

«Nous sommes en train de contruire des passerelles, entre des personnalités politiques ou des mouvements politiques qui n'ont pas l'habitude de discuter ensemble» a dit Cohn-Bendit.

Il «espère d'autres étapes» pour aboutir, «*peut-être, à un rassemblement*». «*Ni gauche plurielle, ni programme commun*», exclut Cohn-Bendit, qui propose un nouvel espace dans lequel «*formuler un projet commun*» pour «*une autre France que celle de Sarkozy*» (Libération.fr 13.11)

Chômage et précarité : la seule perspective du capitalisme.

5 500 emplois détruits au troisième trimestre 2009.

Une certitude, cette faible destruction de postes de travail est en grande partie due à la reprise de l'emploi intérimaire qui enregistre une hausse de 8,6 %, soit 37 700 emplois créés au troisième trimestre.

Nicolas Bouzou, du cabinet Asterès, explique "*qu'il faut garder le sens des proportions*". La "*stabilisation tient essentiellement au rebond de l'intérim*", analyse-t-il. Mais, dit l'économiste, "*pour qu'il y ait baisse du chômage, il faut qu'il y ait des créations nettes d'emploi, ce qui signifie un bon niveau d'activité et une croissance du PIB relativement pérenne*". Pour M. Bouzou, "*on n'y est pas encore*".

Ce bon chiffre du troisième trimestre indique aussi, selon Eric Heyer que le niveau de productivité des entreprises est relativement faible parce que les entreprises ont conservé leurs effectifs au maximum. L'explosion du chômage partiel en est un signe. De quelque 30 000 salariés en chômage partiel au premier trimestre 2008, on est passé à près de 320 000 au deuxième trimestre 2009.

Pour Eric Heyer, il est probable que les entreprises cherchent à rétablir leur taux de productivité. "*Pour faire face à la concurrence, dans le cadre de la reprise économique, les entreprises vont devoir augmenter à nouveau leur productivité et leurs taux de marge*", dit-il. Cela pourrait signifier que les licenciements continuent ou que, plus probablement, les entreprises n'embauchent pas. "*Cela fera une reprise sans emploi*", pronostique M. Heyer.

Etats-Unis.

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est creusé de 18,2% en septembre pour atteindre 36,47 milliards de dollars, une baisse nettement plus forte que prévu d'une ampleur inédite depuis plus de 10 ans, annonce le département du Commerce.

Le rebond soudain de la productivité, qui s'est produit alors que le PIB était toujours en phase de régression, est peut-être un autre signe. Il est probable qu'une partie de la production est déjà en cours de délocalisation, dans la plupart des cas pour être confiée à des travailleurs étrangers moins payés.

Certains calculs estiment qu'il faudrait amputer le salaire réel des ouvriers du secteur manufacturier américain de 20 % pour rétablir les équilibres mondiaux. (Reuters13.11)

Allemagne.

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand s'est doté vendredi d'un nouveau leader, en élisant à sa tête Sigmar Gabriel, qui était ministre de l'Environnement dans le précédent gouvernement de grande coalition. (AP 13.11)

Le 15 novembre

En observant ou en entendant ce qui se passe dans le monde quotidiennement, il y aurait de quoi se mettre une balle dans la tête pour ne plus voir ni entendre les cris de souffrances et de désespoir qui proviennent de tous les peuples soumis au talon de fer du capitalisme. Il y a cependant mieux à faire quand on a acquis un minimum de conscience politique.

Il est vrai qu'on peut se retrouver à un moment donné submerger par l'ampleur des crimes commis au nom du profit, d'autant plus qu'on a l'impression d'être totalement impuissant à les stopper. C'est une réaction légitime qui ne doit pas nous faire perdre la tête, cela profiterait uniquement à nos bourreaux.

Il est vrai également qu'il est difficile dans une telle situation de se concentrer sur l'essentiel, de discerner plus précisément en quoi il consiste. Il y a quelque chose de grotesque et de cynique dans les polémiques misérables auxquelles se livrent les partis ouvriers, non pas que la polémique ne serait pas nécessaire, mais lorsqu'elle évite soigneusement de porter sur les questions déterminantes.

Allons plus loin, toute critique du gouvernement ou du régime n'a finalement aucune valeur lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans une perspective politique, il est alors impossible au prolétariat d'en tirer le moindre enseignement, de capitaliser ses propres expériences et d'en tirer des leçons pour la suite, encore moins d'entrevoir le moindre espoir de changement à ses conditions d'existence dans le futur, autrement dit, les partis ouvriers accompagnent le capitalisme dans sa descente inexorable aux enfers.

Le trait marquant du mouvement ouvrier dans la situation actuelle, c'est l'absence totale de combat politique proprement dit contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions dans la perspective de les renverser. Tous les partis ouvriers ont capitulé. Pour la suite de cette causerie je vous renvoie à la rubrique *Défense du marxisme* que je viens d'actualiser et que vous pouvez lire dans cette page.

Avant de se quitter, ce serait bien que les camarades m'écrivent plus souvent, cela m'aiderait à réfléchir à la situation, n'oubliez jamais que je suis isolé à 10.000 kms du terrain. Suite à la destruction de mon disque dur et parce que je n'avais procédé à aucune sauvegarde, je n'ai plus aucune adresse électronique des camarades qui m'avaient contacté au cours des 5 dernières années, je suis reparti la semaine dernière avec un disque dur totalement vide.

J'allais oublier le message internationaliste que le groupe CCI-T m'a adressé.

"camarades,

Une vague d'exécutions de prisonniers politiques kurdes a commencé dans la province du Kurdistan d'Iran.

Le 11 novembre, Ehsan Fattahian, 27 ans, a été exécuté à la prison centrale de Sanandaj. Il a été condamné à mort pour "morabeh" (ennemi de Dieu), en fait pour avoir été membre de Komalah, une organisation marxiste kurde. Actuellement, c'est Bahman (Shirko) Moarefi qui a été transféré en cellule d'isolement à la prison de Saghez (une autre ville du Kurdistan) et qui risque d'être exécuté dans les jours qui viennent.

Vous trouverez en pièce jointe un modèle de courrier (que vous pouvez modifier si vous le souhaitez) à envoyez à : Monsieur l'Ambassadeur, Ambassade de la République Islamique d'Iran, 4 avenue d'Inéa, 75116 Paris au nom de votre organisation, syndicat, parti ou association. (cette lettre ne figurait pas dans leur courriel - Lutte de classe)

Vous pouvez également signer une pétition en ligne à l'adresse suivante : http://www.gopetition.com/online/32085.html

Merci d'envoyez une copie de vos courriers adressés à l'ambassade d'Iran à l'adresse suivante :

- http://fr.mc266.mail.yahoo.com/mc/compose?to=azadi79.09@googlemail.com

Salutations internationalistes,

Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, Organisation à l'étranger (France),

Pour plus d'informations (en français) :

- Appel d'Amnesty International :http://www.isavelives.be/fr/node/4240

- Bahman (Shirko) Moarefi menacé d'exécution : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/11/13/urgent-bahman-shirko-moarefi-risque-detre-execute/

- Ehsa Fattahian a été exécuté : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/11/11/eshan-fattahian-a-ete-execute/

- Menaces d'exécutions de prisonniers politiques au Kurdistan : http://iranenlutte.wordpress.com/2009/10/05/menace-dexecution-de-prisonniers-politiques-au-kurdistan/_

Les infos en bref.

La guerre, le seul remède pour sortir le capitalisme de la crise.

Après le spectre de 1929, c'est maintenant celui de 1937 et de la récession Roosevelt qui hante les économistes et si cette récession à l'intérieur de la crise est relativement peu connu, c'est d'abord parce qu'il écorne quelque peu le mythe du New Deal et de son légendaire succès. Il met à mal l'idée selon laquelle la politique de relance décidée par Roosevelt en 1933 aurait suffi, comme par enchantement, à sortir l'économie américaine de la dépression.

La rechute conjoncturelle et boursière de 1937-1938 est d'une extrême violence. Elle voit l'indice Dow Jones de la Bourse de New York perdre 49 % entre mars 1937 et mars 1938, un plongeon qui efface la quasi-totalité des gains enregistrés durant les trois années précédentes. Débâcle de Wall Street, mais surtout déroute économique. En six mois, d'août 1937 à janvier 1938, la production industrielle américaine connaît un recul aussi fort (40 %) que dans les trente mois qui avaient suivi le krach boursier d'octobre 1929. Le taux de chômage bondit de 14 % à 19%, et les revenus des ménages baissent de 15 %. Au total, le PNB reculera de 4,5 % en 1938.

A l'origine de cette rechute - keynésiens et libéraux sont pour une fois à peu près d'accord -, le double tour de vis monétaire et budgétaire opéré par l'administration américaine.

Réduction des dépenses fédérales et hausses d'impôts ramènent le déficit de 5,5 milliards de dollars en 1936 à 2,5 milliards en 1937 et 100 millions en 1938. Côté monétaire, la Réserve fédérale, redoutant l'inflation et la formation de nouvelles bulles spéculatives, double le taux des réserves obligatoires des banques.

Face à la catastrophe provoquée par cette politique de rigueur, l'administration Roosevelt décide, au printemps 1938, de faire machine arrière. Le niveau des réserves bancaires est abaissé, tandis qu'un programme de 5 milliards de dollars de dépenses nouvelles est engagé pour relancer le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation. Dès l'automne, l'économie américaine redémarre. En 1939, le PNB s'envolera de 7,9 % sans qu'on sache trop précisément - c'est bien le problème - quelle est la contribution du boom des dépenses militaires à ce rebond.

De cette récession Roosevelt de 1937, plusieurs leçons peuvent être tirées. La première, c'est qu'il est essentiel de ne pas arrêter trop tôt le traitement du malade sous peine de provoquer une terrible rechute. Autrement dit, pas question de relever les taux ni de resserrer les budgets avant d'être sûr à 200 % de la solidité de la reprise. Ce qui pourrait prendre un certain temps.

La seconde, bien plus noire, explique que le New Deal n'a provoqué au fond qu'un redémarrage très artificiel et superficiel. Seule la seconde guerre mondiale a vraiment permis à l'économie américaine de surmonter sa Grande Dépression. Il est donc vain d'imaginer qu'on guérira définitivement de la crise des subprimes sans connaître de bouleversements "géo-économico-politiques" majeurs, peut-être terribles. (Le Monde 14.11)

La décroissance : une préoccupation de nantis, de réactionnaires, qui en doutait ?

Certainement pas le gouvernement des Pays-Bas qui vient d'annoncer l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru.

Le prix au kilomètre parcouru pour une voiture moyenne sera de 3 centimes d'euro en 2012. La somme augmentera progressivement jusqu'en 2018 et la taxe sera plus élevée en fonction de la taille du véhicule, de ses émissions de CO2, et des heures de pointe a précisé vendredi le gouvernement.

Chaque véhicule sera équipé d'un GPS surveillant le kilomètrage parcouru, où se trouve le véhicule et à quelle heure. Ces données seront envoyées à un bureau d'encaissement établissant la facture. En contrepartie, les taxes à l'achat d'un véhicule, représentant 25% du prix d'une voiture neuve, seront supprimées.

Le nouveau dispositif, dont seront exemptés taxis et autobus de transports publics, profitera à six conducteurs sur dix, selon le gouvernement qui table sur une réduction globale de 15% du trafic, de 10% des rejets de CO2 et de 7% du nombre de morts sur les routes. (AP 14.11)

Il faut mesurer la portée de cette nouvelle loi liberticide, donc scélérate, qui pourrait être appliquée par d'autres pays.

Tout d'abord, c'est un nouvel impôt qui frappera avant tout les travailleurs qui sont obligés d'emprunter leur véhicule pour aller travailler ou tout simplement pour se déplacer, lorsque les transports en commun font défaut ou ne sont pas adaptés à la situation. J'ai fait un rapide calcul. Sur la base de 15.000 kms par an à 3 centimes d'euro le kilomètres (0.03 € x 15.000 kms), cela donne un impôt de 450 euros par véhicule, donc c'est loin d'être négligeablen surtout qu'il s'agit d'un début selon leurs auteurs.
Le capitalisme, qui est basé sur le vol, emprunte désormais les mêmes méthodes que les voyous : le racket de la population.

Ensuite, seuls y trouveront leur compte ceux qui ont les moyens de racheter une voiture neuve régulièrement, ce qui n'est pas le cas de tous les travailleurs, loin de là.

Pour finir, cette mesure aura pour conséquence de permettre aux renseignements généraux de ce pays de pouvoir suivre en temps réel les déplacements de chaque personne fichée par ses soins.

A quand une puce GPS implantée dès la naissance dans le corps de chaque individu pour en contrôler éventuellement les déplacements et le taxer dès qu'il sortira de chez lui sous prétexte qu'il profitera des infrastructures mises à sa disposition par l'Etat... avec son argent ?

PS. Il était une fois l'histoire d'un misérable "***troupeau***" de philistins.

Vendredi, Vincent Peillon avait estimé que la venue de la présidente de Poitou-Charente, en tant que présidentiable, n'était "*pas désirée*" à la journée de réflexion sur l'éducation organisée samedi à Dijon à son initiative : "*Je n'ai pas invité Ségolène Royal et je m'étonne d'apprendre par voie de presse qu'elle s'auto-invite*" et avait parlé de "*coup médiatique*" sur Europe 1.

Royal lui a répondu : "*Je ne comprends pas que Vincent Peillon auquel j'ai accordé toute ma confiance et une place éminente dans l'organisation de ce mouvement puisse aujourd'hui déraper verbalement comme il l'a fait sur Europe 1*", ajoutant "*que tout le monde revienne dans le troupeau au sens positif du terme car on a besoin d'être chaleureux entre nous. Il a commis une faute politique et un dérapage verbal qui ne doit pas se reproduire*".

"*Je n'ai pas fait 25 ans de vie politique pour me réfréner ou pour être l'otage ou être instrumentalisée, c'est-à-dire qu'on utilise mon nom, ma capacité de mobilisation des militants et ensuite qu'on utilise tout cela pour des rapports de force*".

La journée se poursuit, et l'ambiance ne se décrispe pas. Bien au contraire. Royal multiplie les gestes fracassants pour reprendre la main sur son ancien courant : la voilà qui s'installe au premier rang d'un atelier, auprès de Pierre Bergé, à deux mètres de Vincent Peillon; ou plus tard qui tend son chèque contraception devant les caméras, puis s'en va prononcer une longue déclaration, dans une salle voisine, entourée de ses soutiens. Avec un objectif: tirer à vue sur Vincent Peillon. Elle égratigne son ex-lieutenant sans ménagement, critiquant ses "*dérapages*", parlant de ses méthodes d'animation du courant, issues du "*passé*", relevant de la "*secte*". (AP, Lepost et Lexpress.fr 14.11)

Verts. Les spécialistes du recyclage.

Augustin Legrand, président de l'association les Enfants de Don Quichotte, rejoint "Europe Ecologie" pour la campagne des élections régionales en Ile-de-France, a-t-on appris auprès du parti. (AP 14.11)

UMP. Tous des " ***lèche-culs*** " !

François Probst, conseiller politique pendant dix ans de Charles Pasqua, a dénoncé « *la cacophonie de l'orchestre Sarkozy* ». « *voisin de chambrée* » de Nicolas Sarkozy à l'armée qu'il ne porte pas dans son coeur : « *Il a moins de doigté, et pourtant ça paraissait difficile, que Frédéric Lefebvre.* »

Il trouve au président de la République un « *air fatigué* », qui gaffe parce qu'il est « *entouré d'une bande de lèche-culs* » n'osant rien lui reprocher. (Rue89 14.11)

Congrès du SPD à Dresde. Un et indivisible pour servir la même cause : le capitalisme.

Seul candidat en lice, Sigmar Gabriel, ancien ministre de l'Environnement, a été élu avec 94% des voix après avoir invité les différents courants à renoncer aux règlements de compte post-électoraux et multiplié les appels à la cohésion. Pas moins de sept personnes se sont succédé en dix ans à direction du SPD.

M. Gabriel a appelé à conduire une "*analyse impitoyable*" des causes de la débâcle électorale. Très attendu sur la question

des relations à établir avec le parti de la gauche radicale Die Linke, il a choisi de botter en touche. La question des alliances "*possibles ou impensables*" n'est pas, selon lui, à l'ordre du jour.(Le Monde 14.11)

Le nouveau tribun a surtout exhorté le parti à faire taire les divisions qui le minent. (Reuters 14.11)

On se croirait au PS, non ? Soyons "*impitoyable* envers ceux qui piétinent le socialisme au nom du socialisme !

La palme de l'ignominie.

Le Programme alimentaire mondial (Pam), qui manque de fonds en raison de la crise financière mondiale, lance un appel sur internet pour recueillir l'argent dont il aurait besoin pour nourrir plus d'un milliard de personnes souffrant de la faim à travers le monde. (Reuters 14.11)

Après que les banques centrales ont versé des milliers de milliards de dollars aux banquiers et aux capitalistes, pendant que l'ensemble des Etats consacrent des centaines de milliards de dollars aux dépenses militaires et à leurs guerres ... A vomir le capitalisme !

A qui a servi le plan de relance de Sarkozy ? A l'industrie de guerre !

Le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon, interviewé par *Le Monde.*

Quel est l'impact de la crise sur le marché de l'armement ?

Le marché mondial de l'armement est en croissance continue, à 70 milliards d'euros cette année. (...) La France reste le quatrième exportateur mondial. On retrouve les chiffres d'affaires de la "grande époque". (...)

Les commandes passées par la DGA dans l'industrie et la recherche vont atteindre les 20 milliards en 2009, grâce à l'exécution budgétaire. Le plan de relance a donné 1,4 milliard. La loi de programmation militaire permettra par exemple, dans le domaine spatial, de réaliser le programme d'observation Musis, de même qu'un satellite d'écoute CERES à l'horizon 2015, et un satellite d'alerte en 2018. Nous n'en sommes pas à la perspective d'une contraction des programmes. D'autres pays européens sont plus directement atteints.

Nous avons démontré notre aptitude à transformer les crédits publics en contrats passés à l'industrie. C'est pourquoi nous sommes prêts à participer au grand emprunt, avec des projets de technologie duale, civile et militaire : par exemple, un hélicoptère militaire de 4 à 5 tonnes à l'horizon 2020, pour plusieurs centaines de millions d'euros, à parts égales entre industrie et grand emprunt. (Le Monde 14.11) On comprend que le capitalisme ne puisse pas nourrir un milliard d'être humain en 2009, il faut choisir.

L'impérialisme américain affaibli.

Pour le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, les Etats-Unis ne peuvent pas faire grand-chose pour lutter contre la dépréciation du billet vert, si ce n'est restaurer la croissance de leur économie. "*La valeur du dollar dépendra en partie de la confiance dans les actifs libellés en dollar, cela dépend donc de la perception de la reprise américaine et de la valeur de ces actifs*", a-t-il déclaré vendredi.

Mais les Etats-Unis ont-ils la volonté de renforcer le dollar, se demandent les observateurs. "*Jusqu'où le dollar doit-il baisser pour que l'économie américaine reparte ?*", s'était interrogé Patrick Artus, directeur de la recherche et des études économiques de Natixis, dans une étude publiée au début du mois. Il en avait conclu que "*si les Etats-Unis veulent substituer les exportations à la demande intérieure, compte tenu de la faible capacité à exporter des Etats-Unis et de leur forte propension à importer, il faut qu'ils déprécient massivement et continûment le dollar. Pour obtenir 1 point de croissance par an, il faudrait, d'après nos estimations, une dépréciation du taux de change effectif du dollar de 18 % par an*". Mais, relève M. Artus, cette stratégie va se heurter à plusieurs difficultés, dont "*le lien entre le yuan chinois (ainsi que les monnaies des pays de l'OPEP) et le dollar, qui limite le potentiel de dépréciation du billet vert avec les achats de dollars par les banques centrales*". (Le Monde 14.11)

On ferme.

Les autorités américaines ont annoncé vendredi la fermeture d'Orion Bank et Century Bank FSB basées en Floride, et de la Pacific Coast National Bank basée en Californie, portant à 123 le nombre de faillites d'établissements bancaires cette année aux Etats-Unis. (Reuters 14.11)

Finlande.

Les pilotes de Finnair commenceront lundi une grève qui devrait provoquer l'annulation de la plupart des vols domestiques et internationaux de la compagnie nationale finlandaise, a annoncé samedi la direction. Leurs revendications portent sur les conditions de travail et le recours à des pilotes extérieurs à Finnair. (AP 14.11)

Grande-Bretagne. A bas la guerre !

Selon un sondage pour l'"Independent" publié samedi, 71% de Britanniques souhaitent que leurs soldats quittent l'Afghanistan dans l'année qui vient. (AP 15.11)

Le 16 novembre

Deux courriels reçus.

1- Meeting syndical de classe à Toulouse en présence de Jean-Pierre Delannoy

Responsable régional de la CGT Métallurgie Nord Pas de Calais - Candidat au poste de secrétaire général de la CGT, défenseur d'une CGT lutte de classe face à l'orientation d'accompagnement de la direction confédérale.

Mercredi 18 novembre à 19h - Université de Toulouse II - Le Mirail

Amphi 9 - 5 allées Antonio Machado - 31058 TOULOUSE Cedex 9

2- De Jacques Dominique.

Je suis au bureau de l'UL CGT de l'Uzège dans le Gard. En cessation d'activité donc ni retraité, ni pas retraité. J'ai demandé et obtenu que l'UL mette à l'ordre du jour de sa prochaine réunion, le 49e congrès.

Nous savons qu'au congrès de l'UD du Gard, au printemps prochain, nous allons avoir des propositions pour une organisation transversale (Fédérations, UL/UD) qui évacuerait le confédéralisme, l'indépendance et l'autonomie, de toutes structures de la CGT, pour en faire une pyramide. Il y a accord unanime du bureau pour garder notre indépendance, structure par structure, à commencer par l'UL.

Le syndicalisme français a été mis en coupe par les partis politiques, malgrè la Charte d'Amiens et le congrès de Toulouse. Comme le dit le FSC notre CGT en 1895, à Limoges, anarcho syndicaliste, avait dans son article 2, "notre but est l'abolition du salariat", ce n'est pas rien puisque cela fait tomber le patronat de facto.

C'est beaucoup plus qu'un pan d'histoire qui tomberait avec la ligne actuelle et "moderne", ce sont toutes les contradictions du mouvement ouvrier français, pour une pasteurisation. Vive la CGT ! Pas toujours à son honneur, mais si j'ai pu y militer pendant quarante ans, c'est qu'elle est histoire du peuple et peu ou prou sa fierté face aux patrons, au capitalisme.

Si je peux me permettre un commentaire à chaud.

Je ne sais pas si ce sont les partis politiques qui ont "mis en coupe" le syndicalisme français ou si ce ne serait pas plutôt l'idéologie bourgeoise qui ayant pénétré les partis ouvriers pour les détruire de l'intérieur, n'avait pas par la même occasion détruit l'indépendance de classe du syndicat (au singulier, puisqu'il n'en existait qu'un à l'époque de la Charte d'Amiens) par rapport à l'Etat, donc au capitalisme, en l'émancipant du socialisme, ce qui au passage devait favoriser plus tard l'emprise du stalinisme sur la CGT.

Une fois la CGT amputée du socialisme, la voie était libre pour le stalinisme, passé ensuite au réformisme, une autre forme de subordination au capital pour être bref, ne devait être qu'une formalité, à ceci près que de tous temps des syndicalistes sont restés fidèles au socialisme et à l'objectif du combat du mouvement ouvrier contre le capital, rendant la vie un peu plus compliquée à la bureaucratie syndicale pourrie en temps de crise.

Lorsque les contradictions du capitalisme s'exacerbent, cela se répercute sur l'ensemble des rapports de la société et les syndicats n'y coupent pas, pas plus que tous les partis qui sont en permanence tiraillés entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire, entre la soumission au capital, le plus souvent sans combat, et le combat contre le capital qui doit se radicaliser pour se rapprocher de son objectif, s'il ne veut pas sombrer à son tour...

Traduit en terme pratique, cela signifie engager le combat en posant la question de l'expropriation des capitalistes, de la nécessité de prendre la direction de la production et des échanges, de réorganiser, de planifier la production en fonction des besoins de l'immense masse de la population, afin de pouvoir satisfaire l'ensemble de ses revendications sociales, au détriment des capitalistes ravalés au rang de simple salarié.

Les déclarations des militants qui se proclament anticapitalistes ne nous intéressent pas, je ne dis pas cela pour Jacques Dominique, je parle en général. Ce qui nous intéresse par contre, c'est de savoir si les militants sont prêts oui ou non à saisir l'occasion de la crise actuelle du capitalisme pour engager le combat dans l'objectif de son abolition, ce qui signifie développer la propagande en direction des masses dans cette perspective, de leur expliquer simplement mais en détail en quoi consiste réellement le capitalisme, sur quels rapports sociaux il repose et par quels rapports sociaux on entend le remplacer, etc. L'émancipation du capital, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que cela implique au niveau des rapports entre les classes ? Etc.

Ce n'est certainement pas en combattant pour empêcher la fermeture d'une classe par exemple et en déclarant à huis clos que ce combat se situe dans la perspective de l'abolition du capitalisme qu'on avancera d'un millimètre. Cela explique en revanche très bien pourquoi on n'a jamais avancé en 64 ans. Au combat quotidien pour les revendications immédiates, il faut simultanément ou parallèlement mener un combat permanent contre le capitalisme, tâche qu'aucun syndicat n'a entrepris depuis 1945. Temps qu'on ne sera pas capable ou qu'on refusera de faire la distinction entre ces deux combats, qu'on ne comprendra pas qu'ils sont complémentaires et aussi indispensables l'un que l'autre pour aider la conscience des masses à progresser et à se détacher du capitalisme, le mouvement ouvrier sera condamné à piétiner.

Si on en reste aux revendications alimentaires, alors nous ne nous en sortirons pas, car Thibault sait faire aussi dans l'alimentaire quand il y est contraint par la pression de la base ou des masses, par contre, rompre avec le capital et engager un combat à mort pour l'abattre, c'est quelque chose qu'il pourra à la limite envisager, mais qu'il ne réalisera jamais, parce qu'il ne pourra jamais se défaire de l'idéologie qui l'a forgé, et sans laquelle il n'existerait pas ou plus tout simplement. Si une opposition décide de se structurer au sein de la CGT, il faut qu'elle se donne un support théorique pour rassembler l'ensemble des militants. Pourquoi est-ce déterminant ? Parce que c'est par l'intermédiaire de la théorie qu'on se fixe un objectif et que l'on peut ensuite se doter d'un plan de bataille pour s'en rapprocher, sans objectif clairement défini, évidemment pas de combat au-delà du quotidien, de l'alimentaire, cela revient à rendre impossible tout combat pour changer les bases économiques de la société, à capituler devant le capitalisme.

Il ne suffit pas de déclarer que l'on est favorable à l'abolition du capitalisme pour mener un combat efficace contre le capital, comme il ne suffit pas de dire que l'on combat dans la perspective du socialisme, alors qu'en réalité notre combat ne dépasse pas le stade du trade-unionisme. Nos ennemis savent très bien s'y prendre pour conditionner les masses, ils disposent de moyens de propagande importants pour entretenir leur idéologie dans la tête des travailleurs, ils passent leur temps à vanter les mérites des capitalistes et des banquiers, et de notre côté, non seulement nous sommes divisés, mais en plus nous ne sommes même pas foutus de nous raccrocher à une théorie, ce qui expliquerait pourquoi nous ne parvenons pas à nous organiser et à avancer comme je le suggérais précédemment.

Regardez, les communistes et les anarchistes poursuivent le même but, mais qu'est-ce qui pèche dans l'anarchisme, la théorie ou plutôt l'absence de théorie qui se traduit par l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur leurs dirigeants. Sur le plan syndical ou politique, on s'aperçoit que l'absence de théorie se traduit infailliblement par une adapation au capitalisme, on pourrait dire qu'il en va ainsi dans la vie tout court de chaque travailleur qui n'a pas développé une conscience politique de classe, c'est inévitable.

On peut très bien concevoir de ne pas pouvoir répondre à la question : qu'est-ce que tu penses de ceci ou cela, y compris ou surtout sur le plan politique, mais notre comportement nous trahit en traduisant quotidiennement les rapports que nous entretenons avec le capitalisme : soumission ou adaptation, rejet ou combat, on peut très bien avoir la tête vide, mais il n'en demeure pas moins que nos actes ont un contenu social. En poussant plus loin, on pourrait dire que puisqu'on les reproduit quotidiennement ou régulièrement, il est possible de les théoriser, de définir à quelle interprétation du monde ils correspondent, d'en préciser la nature sociale.

Le combat à la fois pour nos revendications immédiates ou transitoires doit être absolument relayé par notre combat pour abattre le capitalisme, afin de préparer les masses à cette échéance, à les aider à s'en saisir, à l'avoir toujours en tête, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui. Tout syndicaliste qui refuse de mener ce combat est en réalité un réformiste petit bourgeois qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez et qui se complaît dans le régime capitaliste. Vous pouvez retourner ma démonstration dans tous les sens, vous arriverez toujours à la même conclusion si vous êtes honnête sur le plan intellectuel.

Il va de soi et c'est la raison pour laquelle je ne l'ai pas précisé, que seule la voie révolutionnaire, la mobilisation révolutionnaire des masses permettra d'aboutir à l'abolition du capitalisme, cet argument doit donc figurer à l'ordre du jour du combat spécifique que nous livrons dans cette perspective.

Je m'excuse de ne pas avoir été plus clair plus tôt sur cette question, mais j'avance également à mon rythme. (A suivre)

Les infos en bref.

Marie la gourde au placard.

Vincent Peillon a estimé dimanche que Ségolène Royal s'était disqualifiée pour la présidentielle de 2012 en s'invitant la veille aux journées "*arc-en-ciel*" de Dijon.

Manuel Valls déplore dans le Journal du Dimanche que Royal "*continue à gâcher ce qu'elle représentait au détriment des autres*". (Reuters 15.11)

La France un pays en guerre ou lorsqu'une balle vaut un missile.

Environ 800 soldats -700 français et 100 afghans- ont lancé une offensive dimanche matin avant l'aube afin de prendre le contrôle de la vallée de Tagab, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Kaboul.

Les officiers de renseignement estimaient que 60 à 80 insurgés armés étaient postés sur le trajet des troupes alliées, selon le capitaine Vincent.

Les troupes franco-afghanes répliquaient avec des obus d'artillerie et des missiles tirés depuis les hélicoptères. Les combats s'intensifiaient dans l'après-midi. (AP 15.11)

Deux réunions internationales qui tournent au flop... en attendant la prochaine à Copenhague.

1- Dans la déclaration finale des membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (Apec) réunis à Singapour, la nécessité de maintenir "*des taux de change orientés sur les marchés*" a été supprimée.

Selon un diplomate ayant requis l'anonymat, cette référence a disparu après de vifs débats entre les Etats-Unis et la Chine

Singapour était par ailleurs le dernier grand rendez-vous international avant le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague, qui se tiendra du 7 au 18 décembre.

Or, l'engagement en faveur d'une réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, évoqué dans un projet intermédiaire, a disparu du communiqué final de l'Apec.

Dimanche, les dirigeants de l'Apec ont jugé "*irréaliste*" la conclusion d'un accord légalement contraignant sur le réchauffement climatique lors du sommet de Copenhague. (Reuters 15.11)

C'est le NPA qui en attendait quelque chose qui va être décu : "*Un des enjeux du sommet de Copenhague est de populariser des alternatives aussi bien aux mécanismes marchands qu'à cette fuite en avant technologique*", article du NPA du 5 novembre intitulé *Réchauffement climatique : ne pas céder à l'illusion technologique*, pour colporter des illusions dans le capitalisme, ils en tiennent une sacrée couche au NPA !

2- Le sommet de la FAO prévu de lundi à mercredi à Rome ne devrait pas déboucher sur de véritables avancées dans la lutte contre la faim dans le monde, qui compte aujourd'hui plus d'un milliard de personnes souffrant de ce fléau.

Sur la base du projet de déclaration finale dont Reuters a obtenu une copie, les participants se contenteront d'une promesse très générale d'injecter plus d'argent dans l'essor de l'agriculture, en passant sous silence une proposition visant à éradiquer la faim d'ici 2025.

"*Nous nous engageons à agir dans le but d'éradiquer de manière durable la faim dans les délais les plus rapides*", lit-on dans ce texte qui, sauf amendements de dernière minute, doit être adopté lors de la première journée du sommet.

Depuis la flambée des prix de 2008, les cours des denrées alimentaires de première nécessité comme le riz, le maïs et le blé ont baissé.

Mais dans les pays en développement, ils demeurent à un niveau élevé et pour plusieurs experts, de nouvelles hausses semblent inévitables.

D'après la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim cette année dans le monde a grimpé à 1,02 milliard, soit 100 millions de plus qu'en 2008, pour s'établir à un niveau jamais atteint.

Un enfant meurt de malnutrition toutes les six secondes alors même que la planète produit plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. Ainsi, les récoltes de céréales devraient être en 2009 les deuxièmes plus importantes jamais enregistrées, et ce après un millésime 2008 record. (Reuters 15.11)

Japon.

L'économie japonaise a connu une croissance de 4,8% au 3e trimestre, le second trimestre consécutif de croissance en rythme annualisé, selon le gouvernement.

Sur la periode de juillet à septembre dernier, le PIB du Japon a augmenté de 1,2% par rapport aux trois mois précedents. (AP 16.11)

Iran.

Le président américain Barack Obama et son homologue russe Dimitri Medvedev ont lancé dimanche un avertissement à l'Iran, l'exhortant à accepter le projet soutenu par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de faire enrichir son uranium à l'étranger. (AP 15.11)

Le 17 novembre

Pendant quelques heures hier, je ne sais pas au juste, le site n'a pas été disponible, sans doute encore un problème du serveur américain qui l'héberge.

Je n'ai évidemment pas eu encore le temps de télécharger dans mon nouveau disque dur les milliers de fichiers du site, d'autant qu'il me reste un problème informatique à résoudre, lorsque je télécharge des fichiers ou que j'ouvre plusieurs pages internet, au bout d'une dizaine un blocage se produit et je dois me déconnecter, puis recommencer et ainsi de suite, cela prend un temps fou parce que je dois carrément éteindre l'ordinateur, le rallumer et me reconnecter au serveur, etc.

Bref, pour récupérer tous les fichiers du site cela va me prendre des dizaines d'heures... et me coûter un maximum puisque je paie la connection à la minute. Il doit y avoir un problème d'espace disque ou de mémoire allouée à ce genre d'opérations, trop compliqué pour moi, surtout que mon système (XP) est en anglais. Si le fils du camarade Philippe a une idée...

Hier je me suis fendu d'un article sur le syndicalisme qui me plaît bien, c'est rare pour le souligner. Je vous dis pourquoi.

En lisant quelques heures plus tard, je précise, la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale communiste intitulée *L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge* (la lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam), et son programme d'action (1921), j'ai eu l'heureuse surprise de constater que les positions que j'avais défendues dans mon article correspondaient pour ainsi dire avec celle de l'IC, pour autant qu'on se borne à comparer ce qui peut l'être en tenant compte des différents contextes en présence évidemment. J'ai dû lire ce texte une ou deux fois il y a déjà quelque temps et j'aurais bien été infoutu de vous en dire deux mots avant-hier, je ne suis même pas sûr de l'avoir lu en entier, ensuite vous me croyez ou non, c'est votre problème pas le mien, souvenez-vous que j'ai une mémoire atroce, c'est la pire de mes faiblesses.

Des camarades me demandent parfois où je tire mon énergie pour mener mon combat, vous avez là une partie de la réponse, l'autre partie réside uniquement dans la confiance indéfectible en la classe ouvrière à se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir. Les deux sont intimement liés ou se confondent dans la mesure où le marxisme repose sur la capacité des masses à prendre conscience en elles-mêmes pour changer le monde...

J'ai extrait ce passage que je vous conseille de lire (et d'étudier), parce qu'il pose toutes les questions auxquelles est confronté le syndicalisme aujourd'hui, et parce que ce document fut rédigé à une époque où le capitalisme traversait également une crise profonde, vous y retrouverez tous les ingrédients de la crise actuelle : licenciements et chômage massifs, précarité extrême, baisse des salaires, surexploitation, aggravation des conditions de travail, pauvreté, etc.

Mieux encore, vous trouverez l'ensemble des arguments avancés en 2009 par le gouvernement et les dirigeants syndicaux pour justifier la collaboration de classes ou le sauvetage des banques : "la concurrence étrangère", "la concurrence entre les profiteurs des différentes nations", etc., et les réponses de l'IC qui refusait de se situer sur ce terrain-là, celui des intérêts des capitalistes.

Pour finir et cela rejoint notre discussion sur le syndicalisme, vous constaterez que les mêmes questions se posaient aux militants en 1921, la similitude est d'autant plus frappante qu'il semblerait que l'ensemble de nos dirigeants et des militants l'ignorent en 2009 : l'éclatement des luttes et la nécessité d'agir ensemble, de généraliser la lutte contre le capital, "toutes les formes de

résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale", le rôle déterminant du combat dans la fonction publique et les entreprises nationalisées parce que la classe ouvrière de ce secteur peut paralyser le pays et l'économie capitaliste, en finir avec la "foi aveugle", le "fétichisme" dans le contrat collectif de la part des dirigeants syndicaux traitres (pas seulement hélas !), sa "valeur relative", et la nécessité de "rompre ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière", il y est question "d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif" appelé "comité de fabrique", le versement par le patron de "leur salaire complet" à ses chômeurs, l'organisation des chômeurs, la solidarité ouvrière, le combat au niveau international contre les capitalistes, il y figure le "mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production", le rejet de la "participation des ouvriers aux bénéfices", le refus de participer à "des cours d'arbitrage et des commissions de conciliation obligatoires", autrement dit, aux organismes de collaboration de classes pour "protéger le Capital", etc.

Pour finir : "*Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour améliorer les conditions du travail, élever le niveau de subsistance des masses, établir le contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre du capitalisme tous ces problèmes ne sauraient être résolus ; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seul le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale.*"

Mettre "*clairement les masses ouvrières en face de ce fait*", ce que j'ai souligné dans mon article en employant d'autres termes, c'est l'une des questions déterminantes qui est posée aux militants, exactement comme en 1921. Soit vous partagez ces positions et vous êtes des révolutionnaires, soit vous les rejetez et vous êtes des réformistes, à vous de choisir, mais dépêchez-vous j'aurais envie d'ajouter, car nous n'avons pas le luxe d'attendre quand plus d'un milliard de nos frères et soeurs n'ont pas à bouffer tous les jours, assez de tergiversations, assez de bavardages, assez de discussions alimentaires qui nous font honte. Si vous vous contentez demain comme aujourd'hui ou hier de combattre uniquement pour les revendications alimentaires, vous vous comporterez comme des petits bourgeois réformistes subordonnant la classe au capitalisme, mais certainement pas en révolutionnaires.

La plupart des militants sont tellement gangrenés par le réformisme, que je me demande s'ils sont capables d'imaginer aujourd'hui ce que signifie combattre pour abattre le capitalisme, mener un combat spécifiquement sur ce terrain en parallèle au combat pour les revendications ou défendre nos acquis ou droits sociaux. Ils y viendront, j'ai confiance dans les militants, le développement de la crise du capitalisme et la radicalisation des masses finiront pas les obliger à se placer sur ce terrain. S'ils avaient tenu compte du déroulement de la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils y seraient déjà. Qu'ils n'y soient pas relève uniquement de la responsabilité des dirigeants des partis ouvriers qui se sont succédés au cours de cette période, Lambert et Krivine en tête.

Pour aller encore plus loin dans la discussion, car une analyse qui ne va pas jusqu'au bout est encore pire que pas d'analyse du tout, il faut réfléchir aussi à une "*idée bourgeoise*" unanimement adoptée par les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats, et pour cause :

"*Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens.*"

"*Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.*"

"*La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises.*"

"*La devise de la « neutralité » ou de « l'apolitisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé. (...) En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre. Par conséquent les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du parti communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus -value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le « leader ouvrier » qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.*"

"*Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.*

L'économique et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier."

Il n'y a pas un seul mot à retrancher de ces passages, j'y adhère totalement. Ils constituent en soi une condamnation sans appel de la politique menée par tous les partis ou organisations depuis 1945 ou même avant. Pour soi-disant combattre le stalinisme, nos dirigeants révolutionnaires inconscients, ignares ou traitres, ont offert sur un plateau à la bourgeoisie cette formidable concession qui a permis de pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur et de le détourner pour de longues décennies de son objectif, pour être plus précis disons particulièrement depuis que le stalinisme a perdu de sa vigueur. (A suivre)

- La résolution de l'IC au format pdf - 6 pages

Je n'ai plus le temps d'ajouter dans le site des articles d'agences de presse.

Quelques infos en bref.

Un lundi en Ve République.

1- Saviez-vous que préfets et syndicats, notamment, avaient été invités lundi par Fillon a participé à une réunion portant sur la réforme de l'administration territoriale ?

Trois syndicats de fonctionnaires (FSU, CGT, Solidaires) avaient annoncé leur intention de boycotter la réunion de lundi en soulignant leur refus de cautionner "*une réforme destructrice pour les agents et les citoyens où sont en jeu des suppressions d'emplois et de services publics*". (Reuters 16.11)

Question : les syndicats qui clament à qui veut bien les entendre qu'ils sont "*indépendants*", sont-ils devenus des institutions de l'Etat ? Question stupide puisque cela ne date pas d'hier. Que FO et la CFDT participent à ce genre de réunions est dans l'ordre des choses, ils font partie de la maison depuis le début comme dirait l'autre.

Trotsky avait raison d'affirmer que la véritable indépendance des syndicats devait se mesurer à leurs rapports avec l'Etat.

2- Saviez-vous que le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon (PS), et le maire de Paris, Bertrand Delanoë (PS), ont déjeuné lundi avec Nicolas Sarkozy avec au menu le projet du Grand Paris. (AP 16.11)

No comment : c'était un déjeuner en famille ! A bas l'UMPS !

3- La palme de l'opportunisme revient à Lang de bois. Selon cette vermine en mission en Corée du Nord pour le compte de N. Sarkozy, S. Royal " *jette sur le parti socialiste une certaine forme de discrédit*". (Lepost 16.11)

Lui non en se mettant au service de Sarkozy, la véritable vocation du PS. Merci monsieur Lang.

La seule confiance qui mérite d'exister : en nous-même et dans le socialisme !

Les Français n'ont pas confiance en l'avenir de la situation économique de leur pays: 44% pensent qu'elle va se détériorer contre seulement 12% d'un avis contraire, selon un sondage international BVA pour "Les Echos" rendu public lundi. (AP 17.11)

Transport aérien : fusion-concentration en perspective... et restructuration, donc licenciements.

L'Union européenne, les Etats-Unis et six autres pays ont signé lundi un accord de libéralisation du transport aérien qui pourrait ouvrir la voie à des fusions et à une consolidation de ce secteur durement éprouvé par la crise. (Reuters 17.11)

Le 18 novembre

Entendu hier soir aux infos sur TVMonde Asie.

1- Les chefs d'Etats des 27 pays qui composent l'Union européenne vont élire dans quelques jours son premier président. Sa

légitimité reposera uniquement sur les Constitutions des différents Etats d'où les Chefs d'Etats tirent leur légitimité et non des peuples qui les élisent au cours d'un processus anti-démocratique. Autrement dit, il n'aura pas plus de légitimité que l'ensemble des présidents des 27 pays de l'UE. Abolissez la Constitution de la Ve République et c'est l'ensemble des institutions qui disparaît, y compris le chef de l'Etat. Du même coup vous rompez les liens avec l'UE, ses directives et ses traîtés. Trop simple, n'est-ce pas ?

2- Un laboratoire parisien a mis au point un caoutchouc qui "*cicatrice*". Des pneus ou des chaussures inusables, c'est dorénavant possible, mais pas vraiment rentable pour les capitalistes. Il existe déjà un plastique qui présente les mêmes propriétés. Ce matériau est fabriqué à base d'huile végétale et d'urée.

Camarades, ne pissez plus n'importe où, demain ils organiseront des collectes d'urine moyennant une prime dans les quartiers pauvres pour soulager la misère ! Nous pourrons dire : les bourses, c'est la vie !

Pas le temps de causer, j'emmène en urgence mon chien se faire opérer et ensuite je dois aller à 25 bornes pour le papier de la maison. A force de sacrifier tout mon temps au site, je récolte de sacrés emmerdes ! Au fait, j'attends vos réactions à mes articles sur le syndicalisme ou vos contributions, un petit effort. Salut !

Les vertus du "***dialogue social***" ou de la "***concertation***" au plus haut niveau avec le gouvernement : ils sont tous sur la même longueur d'onde du PS au POI.

1- Le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, a déclaré hier au 92e Congrès des maires de France « *Nous ne sommes pas des élus fainéants. Nous demandons le respect. […] Je pense que ces réformes peuvent être réussies si nous les travaillons ensemble* ». (Reuters 17.11)

2- Autour du parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, où se déroule jusqu'à jeudi le 92e congrès des maires de France, l'ambiance est plutôt électrique. Une bonne dizaine d'élus tentent de convaincre leurs pairs de signer une pétition réclamant le retrait du projet de loi de réforme territoriale. "*Pour sauver nos 36.686 communes*", peut-on lire dans cet appel, accompagné des noms des 2.000 premiers signataires du texte.

Flanqué de son adjoint, Didier Fouché, maire de Soulitré (672 habitants), dans la Sarthe, affirme avoir recueilli le soutien de maires de gauche comme de droite. "*Sans doute parce que les projets de réforme - des collectivités territoriales et de la taxe professionnelle - ont été élaborés sans concertation avec les élus, pourtant directement concernés*", estime ce membre du Parti ouvrier indépendant de Gérard Schivardi. "*C'est comme les heures de rattrapage scolaire, quand vous avez une école pour trois villages et un système de ramassage scolaire à faire tourner, c'est parfaitement inapplicable*".

D.Fouché est généreux, il a employé le pluriel, il y a fort à parier que si "*les projets de réforme*" avaient été élaborés par le gouvernement en concertation avec les élus, ces réformes ne seraient pas franchement réactionnaires mais révolutionnaires, pardon ma langue a fourché, républicaines et démocratiques, tout irait alors dans le meilleur des mondes.

Quant à la suppression de la taxe professionnelle, pour Soulitré, c'est une perte de 70.000 euros sur un budget de 240.000... Certes, le Président a promis de compenser en 2010, mais après !, s'exclame l'édile. "*On est tout bonnement en train de supprimer progressivement le premier palier de démocratie qu'est la commune.*". Ah si son "Président" l'a promis... Drôle de parti "ouvrier" le POI, non ? (Lepoint.fr 17.11)

Une société en décomposition.

1- Quelques 577.816 gardes à vue ont été recensées en 2008 par l'Observatoire national de la délinquance, soit une augmentation de 35 % par rapport à 2003. Le phénomène coïncide avec le développement du thème de la lutte contre la délinquance par Nicolas Sarkozy, d'abord à l'Intérieur, puis à l'Elysée.

La police a vu ses pouvoirs augmenter, tandis que le code pénal s'enrichissait de nombreux délits nouveaux. (Reuters 17.11)

2- Le nombre de personnes de 18 à 75 ans se disant victimes de violences physiques et sexuelles est évalué, pour les années 2007 et 2008, à 2 175 000, soit 5,1 % de la population, selon un bilan de l'Observatoire national de la délinquance (OND), rendu public mardi 17 novembre. (LeMonde.fr 17.11)

Quand les banquiers détiennent le pouvoir.

Alors que 2009 s'annonce comme une année record pour le versement des bonus, dans un entretien publié par le quotidien Le Monde, le président de la BCE juge que les "*règles élaborées par le Conseil de stabilité financière et adoptées par le G20 doivent être appliquées rigoureusement partout dans le monde.*"

Cependant "*tout ne peut pas reposer exclusivement sur la législation, la réglementation, la régulation et la surveillance*", "*il faut qu'il y ait une convergence éthique des valeurs*", conclut-il.

A propos de la monnaie "*L'euro n'a pas été créé pour lutter contre le dollar* ", tiens donc, mais pour mieux soumettre les économies européennes aux intérêts de l'impérialisme américain. (LeMonde.fr 17.11)

Point emploi, chômage et précarité.

Les destructions d'emplois sont au nombre de 277.000 depuis le début de l'année.

Entre le troisième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, elles se montent à 371.000, soit un recul de 2,1% de l'emploi salarié qui est moindre que lors de la récession de 1993, pourtant moins sévère pour l'économie: l'emploi salarié avait alors baissé de 2,3% avec 320.000 emplois supprimés entre le troisième trimestre 1992 et le troisième trimestre 1993.

L'augmentation du chômage en France a été de 22% de janvier 2008 à septembre 2009, en comparaison + 92% au Royaume-Uni et en + 64% Espagne depuis le début de la crise.

Le chômage partiel concerne ainsi 330.000 salariés, dont 15% bénéficient du dispositif APLD (activité partielle de longue durée).

Le dispositif "*zéro charges*", annoncé le 4 décembre par le président Nicolas Sarkozy, a quant à lui contribué à 650.000 embauches au niveau du smic dans des entreprises de moins de dix salariés. Dans la moitié des cas, estime Bercy, ces embauches ont concerné des jeunes de moins de 26 ans.

Parallèlement, le nombre de contrats aidés a atteint 404.000 depuis le début de l'année. Le gouvernement en vise 480.000 en 2009, dont 380.000 dans les secteurs non marchands.

Outre le dispositif du "*zéro charges*" qui a bénéficié à 325.000 jeunes, les contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation sont repartis à la hausse en septembre, avec des progressions respectives de 4,8% et de 1% par rapport au même mois de 2008.

Le nombre de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 30,2% sur un an. Le nombre total de chômeurs en catégorie A a augmenté de 25% sur un an, selon les derniers chiffres disponibles de Pôle emploi. (Reuters 17.11)

Point entreprise ou point casse.

En hausse de 17% en 2009, le nombre de défaillances d'entreprises en France devrait encore augmenter de 2% l'année prochaine.

Le nombre d'entreprises qui mettent la clé sous la porte devrait être supérieur à 67.000 cette année en France, dépassant le record de 64.500 établi pendant la récession de 1993.

Pour 2010, Euler Hermes Sfac en prévoit encore 68.600 en France mais son indice mondial des défaillances se stabiliserait après un bond sans précédent de 33% en 2009.

"*La reprise de l'économie mondiale prévue en 2010 sera lente et fragile car les demandes intérieures des grands pays industrialisés seront affaiblies par la montée du chômage et les incertitudes sur le pouvoir d'achat des ménages*", a expliqué Karine Berger, directrice des études chez Euler Hermes Sfac, lors d'une présentation à la presse.

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, les défaillances d'entreprises augmenteraient encore de 3%, après +43% en 2009 et +30% en 2008, mais elles commenceraient à baisser aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil et dans plusieurs pays d'Asie, tout en restant à un niveau élevé.

En 2009, les faillites d'entreprises ont explosé de plus de 75% en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas et dans les pays baltes, et elles ont augmenté de plus de 35% aux Etats-Unis, en Europe du Nord et de l'Est, selon les données d'Euler Hermes.

L'assureur crédit a également présenté une étude montrant que la crise économique et le manque de profitabilité qu'elle a entraîné ont été le premier facteur de défaillance en France durant la crise, et non la crise financière et l'accès plus restreint aux financements.

La France, par rapport à d'autres pays européens, se distingue en effet par une part importante de la dette non financière dans le financement de ses entreprises, ce qui a compensé le mouvement de restriction bancaire fin 2008.

"*La part des 'autres dettes' non financières, qui couvrent notamment le crédit fournisseurs, peut atteindre 50% du bilan alors qu'elle n'est que de 30 à 40% ailleurs*", a noté Karine Berger.

Au total, selon Euler Hermes Sfac, les défauts de paiement suite à défaillance ont coûté entre 2,5 et 3,5 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises depuis un an, soit une hausse de 85%. (Reuters 17.11)

Palestine. Quand l'UE soutient l'Etat sioniste.

L'Union européenne a refusé mardi de soutenir le projet palestinien d'obtenir auprès du Conseil de sécurité de l'ONU la reconnaissance d'un Etat palestinien indépendant sans le consentement de l'Etat israélien, jugeant une telle démarche "prématurée". (AP 17.11)

Allemagne.

Des dizaines de milliers d'étudiants allemands sont descendus dans la rue, mardi 17 novembre, contre la réforme de l'université. Selon les organisateurs, ils étaient près de 85 000 à défiler dans près de 50 villes d'Allemagne. Selon eux, cette réforme, loin d'améliorer le système, va raccourcir la durée des études universitaires. (LeMonde.fr. 17.11)

Iran.

Cinq personnes ont jusqu'ici été condamnées à mort et 81 autres à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour leur implication dans les troubles en Iran après l'élection présidentielle contestée de juin, selon la chaîne publique IRIB. (AP 17.11)

Le 19 novembre

Je suis loin du terrain pour apprécier la situation avec précision, surtout pour appréhender ce qui se passe dans les différents partis, je prends toujours un risque en en parlant. Au fait, ce n'est pas vers lafin octobre que l'on devait savoir combien d'adhérents il restait au NPA ? Ok, on s'en fout, on le saura plus tard ! Le PCF a décidé de prolonger l'expérience du Front de gauche jusqu'aux élections régionales en se désolidarisant du PS au premier tour.Ce n'est évidemment pas du goût de tous les élus de ce parti, certains ont annoncé clairement qu'ils ne suivront pas leur direction. Ces élections ne sont pas ma tasse de thé évidemment, si j'aborde ce sujet ici c'est parce qu'il se passe quelque chose dans le cadre de leur préparation.

La direction du PCF a annoncé que les militants s'exprimont par un vote sur la ligne politique qu'elle a définie pour ces élections les les 19, 20 et 21 novembre. Je me demandais si la stratégie adoptée par la direction du PCF était commandée par un objectif purement électoraliste ou si plutôt elle ne se disposait pas dans la perspective d'une explosion sociale à court terme, quitte à sacrifier près d'une centaine d'élus.

Je lisais dans un article du Monde d'hier que "dans certaines régions, le PCF n'existe que grâce à ses alliances locales avec le PS. C'est ainsi qu'il a obtenu des élus qui font vivre, grâce à leurs indemnités, des fédérations moribondes". La crise du capitalisme aiguise les contradictions qui traversent les différents partis, qui pour ne pas se couper de leurs bases doivent au minimum radicaliser leurs discours, si possible apparaître au coté des travailleurs, même si finalement c'est pour ne rien leur proposer en terme de combat contre Sarkozy et les institutions.

Au-delà des apparences, ils doivent passer à la vitesse supérieure pour donner l'impression qu'ils se situent dans le bon camp, même si ce n'est pas franchement le cas, leurs militants qui ont un niveau théorique misérable n'y voient que du feu, leurs directions en sortent renforcées, c'est l'essentielles pour elles. La stratégie adoptée par la direction du PCF peut vouloir dire qu'elle accorde plus d'importance à la crise du capitalisme qu'à ces élections, parce qu'en bon défenseur de l'ordre établi, elle craint par dessus tout que le PCF soit marginalisé en cas de crise politique, puis révolutionnaire, et de ne pas pouvoir jouer son rôle habituel de casseur de mobilisation au profit des institutions, ce qui pourrait profiter à d'autres partis ouvriers.

Je peux me tromper, mais c'est la réflexion que je me suis faite. Sinon à quoi cette stratégie rimerait-elle ? A quoi bon un parti composé de centaines d'élus (185 sortants au PCF), si au moment où on en a le plus besoin pour briser la mobilisation des masses, il est impossible de compter sur ses militants pour faire le sale boulot, à leur insu le plus souvent ? Contrairement aux dirigeants du POI, je ne base pas mon analyse uniquement sur la double nature du PCF, mais sur sa nature sociale fondamentale qui l'emporte sur tout autre considération : un parti d'origine stalinienne inféodé au capitalisme et qui ne rompra jamais avec le capitalisme (le Programme de transition pour les connaisseurs).

La réflexion sur la stratégie du PCF peut aussi avoir été influencée par un objectif purement électoraliste, si l'on part du principe qu'ils envisageraient la même débâcle du PS qu'aux dernières élections européennes. En réalité, pour la majorité des électeurs ses élections ne présentent pas davantage d'intérêt que les européennes, comparativement aux municipales, aux législatives ou

aux présidentielles, qui dans leurs esprits concernent davantage l'excécutif, là où les choses se décident vraiment. C'est évidemment une grossière erreur à l'heure de la contre-réforme sur l'organisation territoriale du pays, et le POI a raison de mettre l'accent sur cette question qui n'intéresse pas les travailleurs. Dans tous les cas de figure, le PCF est certain de perdre environ la moitié de ses élus, donc dans ces conditions, inutile d'en rajouter une louche en perdant en plus la moitié de ses militants, c'est peut-être finalement la réflexion qui a décidé les dirigeants du PCF de reconduire le Front de gauche jusqu'à ces élections. (A suivre)

A part cela, j'ai apprécié le dernier éditorial de Gluckstein (IO n°73), dommage qu'encore une fois il ne s'adresse pas à la classe ouvrière. Je ne critiquerai pas la préparation du rassemblement à Paris du 28 novembre bien qu'à mon avis il lui manque une perspective politique clairement exprimée, j'ai du mal à admettre qu'ils ne concentrent pas tout leur combat contre Sarkozy et les institutions, cependant il faut reconnaître que le POI déploie beaucoup d'efforts pour organiser militants et travailleurs.

En lisant le dernier IO, je me suis fait la réflexion suivante. On y trouve des analyses, des arguments, des critiques, quelques propositions, etc., mais rien qui structure l'ensemble, rien qui pourrait donner l'impression que ce n'est pas seulement un parti de contestation, d'opposition, il n'y a pas l'once d'un programme qui serait appliqué si le POI parvenait au pouvoir, bref, c'est le socialisme qui en est absent. Aucun lecteur arrivé à la dernière page ne peut refermer ce numéro en se disant : j'ai compris ce que m'apporterait ce parti s'il était au pouvoir, qu'on soit ouvrier, cadre, intellectuel, fonctionnaire, étudiant, chômeur, retraité, commerçant, paysan, artisan ou petit-patron, etc., il est absolument impossible de s'imaginer un seul instant ce qui changerait dans leur vie quotidienne, or, c'est cela qui les intéresse en premier lieu au-delà de la politique mise en oeuvre au quotidien pour défendre droits ou acquis sociaux dans le cadre du régime actuel.

Le POI manque cruellement de perspective politique, de perspective tout court. C'est bien d'expliquer ce qu'il faut faire aujourd'hui face à une situation donnée, ce serait mieux encore en ajoutant ce qu'un gouvernement ouvrier ferait pour qu'une telle situation ne se renouvelle plus. Là pour le coup les lecteurs seraient portés à se dire : voilà le parti qu'il nous fallait, voilà le gouvernement qu'il nous faut, enfin l'espoir d'un changement renaît, on va tout faire pour qu'il se concrétise... Craignent-il d'aller au socialisme ou sont-ils au prise avec des contradictions qui les paralysent ? Un parti qui ne combat pas pour prendre le pouvoir ne présente absolument aucun intérêt pour les travailleurs et les militants révolutionnaires. Ce qui intéresse les travailleurs dans un parti, c'est de quelle manière il défend leurs intérêts immédiats, mais aussi de quelle manière il s'y prendrait demain s'il détenait la pouvoir pour régler l'ensemble de leurs revendications qui sont en souffrance depuis des lustres, les deux sont liés, on le voit bien quand ils reportent leurs votes sur les seuls partis susceptibles de constituer une majorité pour gouverner, le PS et le PCF. Qu'ils votent par dépit pour ces partis, qu'ils ne voient aucun espoir de changement avec ces partis au pouvoir, on le sait.

Au-delà ce qui est intéressant, c'est pourquoi malgré tout ils votent encore pour ces partis, certainement pas parce qu'ils les considèreraient comme des partis ouvriers contrairement à ce qu'ils prétendent au POI, mais bien plutôt parce qu'ils leur semblent être les seuls partis d'opposition à l'UMP, au Nouveau Centre ou au MoDem capables de gouverner, la seule alternative possible, et s'ils se trompent totalement sur le plan politique, sur ce point précis ils ont parfaitement raison. Pas plus le POI que le NPA ne présente la moindre crédibilité sur cette question précise qui déborde largement la question électorale, absolument personne ne pourrait dire aujourd'hui ce que feraient ces partis s'ils étaient au pouvoir, donc inutile de s'embarquer dans une aventure avec eux, d'y adhérer ou de regarder plus loin, puisque c'est le désert. Ces partis ont bien des programmes, mais en réalité, ils sont incapables de les mettre en oeuvre au-delà des questions immédiates à résoudre, leur horizon politique ne va pas plus loin. (A suivre)

Je vous ai donné de quoi cogiter pendant un moment ! Il n'y a pas à "réinventer" le socialisme, il y a juste à le proposer sous ses différents aspects aux masses, c'est tout.

Les articles d'agences de presse plus tard.

Quelques infos en bref

Tension politique à l'UMP, suite.

Le maire UMP de Bordeaux Alain Juppé a estimé mercredi que la réforme de la taxe professionnelle n'était "pas encore totalement acceptable" en l'état actuel, et qu'il fallait que le Sénat améliore encore le texte de loi.

"*Nous voulons des garanties. On ne peut pas nous demander d'investir comme nous le faisons, en faisant des tramways, (...) des stations d'épuration, (...) des logements sociaux, et nous couper les vivres. C'est ça qui n'est pas acceptable*", a relevé le maire de Bordeaux. Selon lui, la communauté urbaine de sa ville aurait en l'état actuel du texte de loi "30%" de ressources en moins, contre "40%" de moins d'après le texte initial. (AP 18.11)

La crédulité ou l'ignorance de la population fait le bonheur des banquiers.

Le « succès » de la prime à la casse a « *dépassé nos prévisions* », a indiqué,ce mardi, Patrick Devedjian, le ministre de la

Relance, lors de la remise de la 500 000e prime de 1 000 euros.

Cette mesure, à laquelle les constructeurs ont ajouté leurs propres promotions, a permis de soutenir le marché automobile français, qui progresse sur les dix premiers mois de l'année de 4,2% par rapport à 2008.

Mais si la prime favorise les constructeurs français, spécialistes des petites voitures, ces modèles sont pour la plupart fabriqués dans des pays à bas coûts. (Lefigaro.fr 18.11)

Donc lorsque Devedjian affirme que 20 000 emplois ont déjà été « *sauvés grâce au dispositif* » dans la filière, il ment tout simplement. Cette mesure n'aura profité en réalité qu'aux actionnaires des constructeurs automobiles et... aux banquiers qui auront octroyé des prêts aux particuliers pour acquérir un nouveau véhicule.

Besson la grisaille.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, veut engager la lutte contre les "*mariages gris*", ces unions contractées alors que l'un des conjoints est mu par la seule volonté d'acquérir la nationalité française.

A la différence des mariages "*blancs*", où les deux personnes savent que leur union est factice, l'un ou l'une est dans ce cas abusé sentimentalement.

"*On savait qu'Eric Besson n'aimait pas 'la France solidaire', on sait maintenant qu'il déteste aussi 'la France qui aime'*", selon le PCF dans un communiqué. (Reuters 18.11)

Le PCF champion de France toutes catégories de l'opportunisme ! Que les intentions de Besson soient détestables, nous sommes tous d'accord, qu'ils désignent indirectement et injustement les immigrés de tous les maux de la société, le chômage, la violence aveugle, etc., dans la continuité du discours infâme de Sarkozy sur l'identité nationale à quelques mois des élections régionales, cela n'a rien de surprenant, ce n'est pas une raison pour brader la lutte des classes au profit de la "*France*".

Dans tous les mariages, l'un ou les deux est "abusé sentimentalement", comment pourrait-il en être autrement lorsque l'inconscience prédomine tous les rapports dans la société ? User et abuser de cette contradiction a toujours été le sport favori de tous les gouvernements pour diviser la classe.

En aparté.

Ils ont inventé l'amour désintéressé, on n'aimerait pas l'autre pour ses qualités humaines ou son talent, son fric ou sa position sociale, son physique ou son cul, non, on aimerait l'autre comme on respire pour ne pas mourir, ce serait une fonction naturelle indéfinissable, impossible à saisir, une telle hypocrisie est à l'image de ceux qui nous gouvernent et leurs critique officiels dont fait partie le PCF.

Je ne sais même pas si on peut aborder sérieusement cette discussion avec les militants, encore moins celle sur les unions entre un Français de sexe masculin ou féminin et son pendant de l'autre sexe d'origine étrangère, car la plupart son imbibés par un humanisme béat qui suinte l'ignorance ou l'opportunisme à plein nez.

On trouvera des racistes parmi les couches les plus arriérées du prolétariat, ils sont racistes et xénophobes par ignorance, ils ne savent même pas pourquoi. Mes parents ouvriers étaient racistes, alors que mon épouse est noire, le conjoint de ma fille est encore plus noir, le mari de ma soeur cadette est Portugais d'origine, le compagnon de mon autre soeur est d'origine kabyle et le mari de la soeur de mon père était Italien, cependant cela n'a jamais fait l'objet de discussions ou de discriminations de leur part, sauf une fois, lorsqu'en 1992 ils ne pouvaient pas concevoir que je revienne vivre chez eux avec Magueswary qui est noire, ma mère m'ayant dit : qu'est-ce que vont penser les voisins ! Mon père est mort depuis, elle est vieille et vit seule, ce n'est pas facile tous les jours, elle a la place nécessaire pour nous accueillir chez elle, mais voilà, il y a toujours les voisins, je suis sûr que c'est pour cette raison qu'elle ne me l'a jamais proposé, à vrai dire je m'en tape et Magueswary aussi.

Au fait pendant que j'y suis, dans une causerie je vous avais fait part qu'elles avaient rencontré des gens étranges à Aubagne qui lui avaient dit qu'ils préparaient la "guerre civile", je m'étais dit qu'il y avait peut-être quelque chose de pourri là dessous. J'avais deviné juste, je l'ai interrogée au téléphone, elle m'a dit qu'ils n'aimaient pas les "Arabes" et les Africains" qui prennent le travail des Français, qu'il y en avait trop en France, etc. Je lui ai demandé ce qu'elle en pensait pour voir si elle avait compris ce que cela voulait dire, elle m'a répondu qu'ils étaient racistes, que c'était dégueulasse, mais qu'ils étaient vieux et "gentils". Je lui ai dit de ne plus jamais revoir ces gens, même s'ils sont gentils en apparence, car ils peuvent présenter un danger pour elle, elle a oublié qu'elle est noire la pauvre femme, de plus, quand je lui ai demandé s'ils faisaient de la politique, elle m'a répondu oui, donc raison de plus pour les fuir !

Pour revenir à notre sujet, il se trouve que j'ai expérimenté deux formes de couples.

Le premier était basé sur le principe : qui se ressemblent s'assemblent, nous avions privilégié des valeurs plutôt morales telle que la gentilesse, le respect de l'autre, la générosité, l'attention, on y avait ajouté le partage des idées dans bien des domaines, social, politique, culturel, artistique, pour parfaire le tout et pour ne pas rater notre coup, on s'était assurés que l'on partageait bien la même vision de la société, du monde, plus qu'un partage, il existait entre nous un dénominateur commun important dans tous ces domaines, au-delà des idées nous partagions largement les mêmes goûts, les mêmes centres d'intérêt. Cela n'a pas empêché notre séparation au bout de 10 ans.

Le second couple ne pouvait pas être fondé sur les mêmes valeurs et c'est facile à comprendre pourquoi : quand on a rencontré une fois dans sa vie une personne avec laquelle on avait tellement de points communs, qu'on en était arrivé à une fusion presque parfaite, après avoir vécu un tel bonheur, il est pratiquement impossible que ce genre de situation se renouvelle, la probabilité doit être d'un sur des millions, la vie est trop courte.

Ma seconde épouse, Magueswary, n'avait qu'une idée en tête lorsque je l'ai rencontrée la première fois en Inde en 1989 : quitter l'Inde et si possible sa famille avec elle, surtout ne pas faire sa vie avec un Indien dont elle aurait été l'esclave ainsi que sa famille, selon elle, mais elle avait raison de le penser. Pour le reste, elle se foutait pas mal de l'homme qui lui permettrait d'arriver à ses fins. Moi de mon côté, conscient de tout ce que j'avais perdu après le départ de ma compagne, conscient qu'il me serait pratiquement impossible de retrouver des conditions aussi favorables pour vivre heureux en couple, je me suis dit qu'en rencontrant une femme qui considérerait son compagne comme son conjoint à vie, en partant de rien ou presque nous pourrions peut-être essayer de forger avec le temps un couple équilibré et connaître un peu de bonheur ensemble, mon idée n'étant évidemment pas d'en faire mon esclave mais au contraire de la libérer de cette conception insupportable des rapports entre homme et femme qui existait en Inde (et ailleurs dans le monde).

C'est au premier abord plus facile de vivre avec quelqu'un avec qui vous partagez tout ou presque, que de partager la vie avec quelqu'un que vous ne connaissez pratiquement pas ou très peu et que vous découvrez au fil du temps, surtout qu'elle ne parlait pas un mot de français. Imaginez que vous avez vécu avec quelqu'un avec qui vous avez discuté passionnément des milliers d'heures de politique, de philosophie, d'art, etc. et que du jour au lendemain vous vous retrouviez avec quelqu'un avec qui vous ne pouvez parler d'aucun de ces sujets.

Si les aléas de la vie peuvent malheureusement mettre fin prématurément à la première expérience, la seconde expérience n'est pas sans risque, pire, elle peut se transformer en cauchemar pour peu qu'on n'ait pas la capacité de supporter les différences importantes qui existent entre les deux personnes et qui ne se manifesteront qu'après des années de vie commune, alors sachant que l'immense majorité pour ne pas dire la quasi-totalité de ce genre de couples baignent dans l'inconscience à tous les niveaux, leur bonheur n'est qu'une façade qu'ils affichent en public, le reste du temps ils se détestent ou se foutent sur la gueule. Ceux qui font l'apologie du métissage sont de dangereux apprentis sorciers, des irresponsables.

Avec Magueswary, j'ai essayé qu'on n'en arrive jamais à cette extrémité, mais elle a parfaitement conscience qu'un autre homme l'aurait quittée depuis longtemps ou l'aurait frappée, après qu'il se fut aperçu qu'elle profitait de leurs différences pour lui raconter des histoires et lui faire avaler d'énormes mensonges qui avaient des conséquences importantes sur leur couple. Par exemple, lors de son nouveau séjour en France il y a bientôt deux ans, j'ignorais totalement qu'elle avait décidé de s'installer en France pour ne plus revenir vivre en Inde. Elle me l'a appris par téléphone, et encore il a fallu que je lui pose la question. Des exemples dans ce genre, j'en ai vécus plusieurs. Au lieu de l'accabler, ce qui aurait été stupide donc inutile de ma part, je m'en suis pris à moi-même d'avoir été aussi naïf, ma confiance dans les autres m'a joué bien des tours dans la vie, mais je préfère encore que les choses soient ainsi, cela est en accord avec mes idées politiques. Les gens qui sont incapables d'avoir confiance dans les autres, sont généralement animés par des pensées sordides ou n'ont pas vraiment de scrupules à tromper les autres, et je ne tiens pas à leur rassembler, plutôt crever. J'en suis arrivé à la réflexion que nous faisions partie de la même classe, que nous étions embarqués dans la même galère, que ni l'un ni l'autre n'était supérieur à l'autre et que pour ces raisons, nous devions continuer à vivre ensemble et à se soutenir mutuellement en essayant d'avoir les meilleures relations possibles...

Avec ma première épouse, nous sommes partis d'un solide socle commun fait de ressemblances (trompeuses) et il a suffi de désaccords insignifiants pour se séparer, à l'opposé, avec ma seconde épouse, nous sommes partis de rien ou presque et nous passons notre temps à constituer ce socle commun à partir de nos différences. Si l'une des deux expériences devait être qualifiée d'illusion, ce serait bien la première. La seconde nécessite les mêmes qualités que la première et elle présente l'avantage ou l'inconvénient d'y faire appel en permanence. Dans la première expérience, on repose sur un acquis, donc comme dans bien des domaines (en politique par exemple !), on aura tendance à s'endormir sur ses lauriers, jusqu'au jour où l'on se rend compte que tout fout le camp, mais il est alors trop tard, dans la seconde on est mobilisée pour acquérir une certaine harmonie, pour l'atteindre ou la préserver, l'attention vis-à-vis de l'autre demeure permanente, c'est un défit à relever au quotidien qui évite de se laisser aller, là encore on comprendra que peu d'individus ont les capacités d'affronter une telle épreuve, c'est la raison pour laquelle je la déconseille, maintenant chacun vit sa vie à sa manière.

Personnellement, cela fait longtemps que je considère l'amour tel qu'on nous l'a toujours présenté comme une supercherie, une histoire romantique ou sentimentale que l'on s'invente dans sa tête pour masquer les véritables intérêts qui ont servi à former un couple. C'est la société telle qu'elle est qui tend à imposer qu'il soit permanent ou immuable, alors que le cours de la vie peut

nous conduire à emprunter à un moment donné des voies différentes. Si l'on reste ensemble, c'est avant tout pour se sentir plus fort pour affronter les difficultés sans nombre que nous réserve le vieux monde pourri, par habitude, l'habitude qui fait si bon ménage avec l'inconscience, qui l'entretient, et non par amour, je brise peut-être un rêve ou une illusion qui anime forcément les plus jeunes, j'en suis désolé. L'homme ou la femme parfaite, idéale, libérée, au-dessus des contingences matériels, cela n'existe pas, pas même dans les romans ou la littérature.

L'union européenne des banquiers. Suite.

La Commission européenne a donné son accord mercredi à une recapitalisation publique de la banque britannique Lloyds à hauteur de 17 milliards de livres sterling (environ 19,1 milliards d'euros; 28,6 mds dollars), en échange d'une réduction de ses activités signifiant quelque 4.300 suppressions de postes supplémentaires. (AP 18.11)

Russie.

Militant antifasciste, Ivan Khoutorskoï, 26 ans, après avoir réchappé à trois agressions depuis 2005, a été tué par balles dans la soirée du lundi 16 novembre en bas de son immeuble, à Moscou.

La victime connaissait Stanislav Markelov, un avocat assassiné le 19 janvier en plein centre de Moscou d'une balle dans la tête ainsi que la journaliste Anastasia Babourova qui était à ses côtés. Stanislav Markelov avait défendu la famille d'un militant antifasciste assassiné, selon lui, par des néonazis.

La recrudescence des groupuscules d'extrême droite, les protections dont ils jouissent ne sont pas sans inquiéter la société civile. Début novembre, des milliers de néonazis se sont rassemblés à deux pas du Kremlin pour un concert de leur groupe culte, Kolorat. '*Ils n'ont pu le faire qu'avec l'appui de personnalités très haut placées*', assure Viatcheslav Likhatchev, auteur du livre Le Nazisme en Russie. (LeMonde.fr 18.11)

Etats-Unis.Obama super menteur.

Le président Barack Obama a déclaré mercredi qu'il n'arrêterait pas une nouvelle date pour la fermeture de la prison militaire de Guantanamo, alors qu'il avait promis à ses électeurs de la fermer en janvier 2010.

Environ 220 personnes sont toujours emprisonnées sur cette prison américaine située à Cuba. (AP 18.11)

Le 20 novembre

Pas le temps de causer, ni de mettre les articles de presse dans le site.

Je continue inlassablement mes démarches pour obtenir le papier qu'il me manque pour revendre ma maison. Au fait, le consulat a décidé de me lâcher, il aurait fait le maximum pour m'aider, alors que je suis exactement dans la même situation qu'il y a 9 mois avant son intervention. Il a bien effectué des démarches auprès des autorités indiennes, mais tout a été fait de travers malheureusement, et ici à la moindre faille la corruption s'engouffre dedans. Bon, soyons patient et optimiste !

J'ai quand même quelques minutes finalement, je viens de passer plusieurs coups de téléphone, soit la personne intéressée ne décroche pas, soit la bonne personne n'est pas là, je me suis déplacé pour rien hier, maintenant on verra cela lundi.

Vous avez constaté que les uns et les autres s'accordaient pour opposer un syndicalisme de lutte de classe à un syndicalisme qu'ils appellent *rassemblé*. Bien, mais qu'est-ce que ce syndicalisme de lutte de classe si ce n'est précisément le syndicalisme des années 50 à 80 qui a conduit à subordonner le mouvement ouvrier et le prolétariat au capitalisme. Je ne peux pas cautionner cette orientation qui a certes permis à certaines couches de conserver ses acquis ou d'en obtenir d'autres, pendant que des millions de travailleurs abandonnés à leur triste sort croupissaient dans la pauvreté, je peux en parler en connaissance de cause puisque j'en faisais partie.

Cette définition du syndicalisme s'adresse en priorité à l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime et qui est donc la plus mal placée pour le combattre. Dans ces conditions, on ne voit pas comment on pourrait renouer avec un syndicalisme révolutionnaire qui non seulement consisterait à s'appuyer sur les couches les plus exploitées et les plus durement frappées par le capitalisme, et qui devrait engager toutes ses forces dans le combat pour l'abolition du salariat, du capitalisme.

Des camarades jouent sournoisement sur les mots, ils nous prennent pour des demeurés en parlant de lutter dans la "*perspective* de l'abolition du capitalisme, alors qu'en réalité quand on les observe sur le plan pratique, on se rend compte que c'est cette lutte

elle-même qu'il place en perspective, non seulement ils ne l'ont pas engagé mais ils la reportent toujours à une date indéterminée. Aujourd'hui on lutte pour nos revendications immédiates et plus tard, un jour peut-être, nous lutterons pour en finir avec le capitalisme, voilà en substance ce qu'ils entendent par poser la perspective du combat contre le capitalisme. C'est inacceptable en l'état.

Ainsi on comprend mieux pourquoi ils sont incapables d'aborder la question de la rupture du syndicat avec l'Etat et ses institutions. Sur ce plan-là, ils ne valent pas mieux que Thibault, je suis désolé de le dire mais c'est la stricte vérité que chaque militant peut vérifier. Camarades, vous voulez comprendre quelque chose à la situation, alors commencez par poser les questions déterminantes, le refus du financement du syndicat par l'Etat est la question centrale qu'il faut poser en priorité.

Vous admettez que la CGT soit financée par l'Etat ? Mais alors quelle sorte de syndicalistes êtes-vous ? Quels sont les principes qui vous animent ? Certainement pas celui de l'indépendance du syndicat (et de la classe ouvrière) vis-à-vis de l'Etat. Dès lors quelle valeur a votre combat ? Vous reprochez à juste titre à Thibault d'être lié à l'Etat, mais en acceptant le financement de la CGT par l'Etat, faites-vous autre chose que Thibault, n'êtes-vous pas sur la même longueur d'onde que lui ? En agissant de la sorte, ne vous privez-vous pas des moyens pour le combattre efficacement ?

Le syndicalisme *rassemblé* est en réalité le prolongement de votre conception du syndicalisme de lutte de classe à cette étape du développement du capitalisme mondial, ils appartiennent tous les deux à la vieille boutique réformiste qui a conduit à subordonner la classe au char du capitalisme, alors que le syndicalisme révolutionnaire intègre le combat pour les revendications immédiates tout en le situant dans la perspective du renversement du capitalisme et en combattant dans cette perspective.

On a là deux conceptions antinomiques du syndicalisme.

La vôtre qui consiste à combattre pour obtenir des améliorations de la condition ouvrière qui ne profitent pas forcément à l'ensemble de la classe sans mener de combat sur le thème de la remise en cause de l'existence du capitalisme, d'où par exemple l'absence du mot d'ordre d'expropriation des capitalistes quand ils ferment des usines, là encore vous n'avez pas été capables de dépasser le stade du syndicalisme alimentaire (prime de départ), or, si vous ne posez pas cette question à ce moment précis, autant dire que vous ne la posserez jamais, finalement les travailleurs ne pourront tirer aucun enseignement théorique ou pratique de leurs combats, au lieu d'aider leur conscience de classe à mûrir, vous les avez tenus enfermés dans le cadre du respect du régime capitalisme, voilà le service que vous leur avez rendu, on s'en serait franchement passé !

Et celle que je défends qui consiste en temps normal à mener le combat sur deux fronts, à la fois sur celui des revendications et contre le capitalisme dans la perspective de l'abattre, et en temps de crise à les réunir dans le même combat parce que se trouve directement posée la question : qui est le maître dans l'entreprise, le patron ou les producteurs, qui fait quoi, qui produit les richesses, qui doit décider de notre destin, qui doit détenir le pouvoir, organiser la production, etc. Voilà ce qu'il fallait marteler jours après jours à l'entrée des usines, voilà sur quelle orientation il fallait organiser les ouvriers : occupation, comité de grève élu, expropriation sans verser un euro...

Je vais me répéter mais c'est nécessaire, on ne peut pas se contenter d'affirmer que l'on combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, quand les mots ne se traduisent jamais sur le plan pratique, seuls les actes nous intéressent en dernière analyse.

La difficulté que rencontre les militants à comprendre les différences qui existent entre le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire, provient du fait qu'aucun militant n'a vécu à l'époque où il existait un syndicalisme révolutionnaire combattant pour le même objectif que les communistes, les bolcheviks, ils n'ont jamais connu autre chose que le syndicalisme frelaté des réformistes et des centristes. L'heure du bilan de l'opportunisme sous toutes ses formes a sonné, qu'il ait été maquillé à la sauce stalinienne, trotskiste ou encore anarchiste. Ce bilan effraie tous les appareils, tous les dirigeants qui se sont vautrés dans la collaboration de classes tout en prétendant combattre pour notre cause, tandis que l'incurie politique légendaire des autres ressurgit au grand jour avec toujours plus d'acuité.

Qui craint ce bilan craint d'aller au socialisme, voilà de quoi se poser de sérieuses questions sur le contenu politique de notre engagement militant, non ?

J'allais oublier le plus important : savez-vous pourquoi le syndicalisme révolutionnaire n'existe pas aujourd'hui ? Parce qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire qui pourrait impulser ce combat dans les syndicats, parce que ce combat ne pourrait venir que du parti, parce que le parti est le seul à combattre quotidiennement sur la base d'un programme embrassant la totalité de la situation dans la perpective du socialisme et de définir les tâches concrètes que le prolétariat a à accomplir au cours du développement de la lutte des classes, je reproduis ici en substance le constat dressé autrefois par Lénine et le IIIe congrès de l'Internationale communiste.

Mais alors, si ce syndicalisme révolutionnaire n'a jamais existé au cours des dernières décennies, cela signifierait-il qu'il n'a jamais existé de partis révolutionnaires depuis le début des années 60 ? Devinez ? Mais alors, l'OCI-PCI, la LCR, LO, c'étaient quoi au juste comme organisations ? Devinez ? Vous n'êtes pas au bout de vos découvertes et de vos peines camarades, je

pense particulièrement à mes vieux camarades de l'OCI, on a été menés en bâteau sur toute la ligne à notre insu, on était certes des militants honnêtes et sincères, mais il faut bien admettre à un moment donné qu'on s'est servi de nous pour assurer la survie du régime. Pendant que dans mon coin je scandais des mots d'ordre contre la Ve République, Lambert traficotait dans mon dos avec Mitterrand, comme je l'ai appris plusieurs décennies plus tard, vous ne voudriez quand même pas que j'efface cela de ma mémoire. A ceux qui sont restés plus longtemps que moi dans cette organisation : camarades, vous avez dû avaler bien des couleuvres avec Lambert, puis avec son clone Gluckstein, alors vous devez êtes prêts à accepter la réalité en face, aussi dure soit-elle.

Vous voyez, même lorsqu'on n'y pense pas, on aborde tranquillement la question du syndicalisme et nous en arrivons à poser la question centrale du parti qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui. Etrange ? Non, normal ! C'est le contraire qui serait franchement inquiétant. Et je peux vous garantir que cette causerie a été rédigée d'une traite et sans brouillon, je ne savais même pas de quoi j'allais parler avant d'écrire le premier mot. (A suivre)

J'attends toujours vos réactions à mes articles ou causeries sur le syndicalisme notamment, un petit effort camarades. Si vous ne voulez pas que je publie votre courriel ou même un extrait de votre courriel, il vous suffit de le préciser clairement, je respecterai à la lettre vos consignes.

Bon week-end à tous

Quelques infos en bref.

Monsieur 8%.

Le maire de Paris Bertrand Delanoë annonce une hausse des impôts parisiens en 2010, dans un entretien au quotidien "Les Echos" de vendredi. "*Tous les taux augmenteront de 8% en 2010*", explique le maire de Paris en assurant qu'il s'agira de l'ultime hausse de la fiscalité locale de toute la mandature. (AP 19.11)

Ils veulent liquider le système de retraites par répartition. Quand l'Etat brigand spécule sur nos morts.

Le Conseil d'orientation des retraites rendra début 2010 un rapport sur l'éventuelle transformation de tout le système soit en un régime par points, soit en «*comptes - notionnels*» . Dans ce dernier cas, les pensions sont calculées selon l'espérance de vie. Chaque retraité étant censé recevoir en moyenne avant son décès autant que ce qu'il a cotisé pendant sa carrière. (LeFigaro.fr 17.11)

Question : Comment peut-on prétendre verser à chaque retraité avant sa mort l'équivalent de ce qu'il aura cotisé, alors qu'il est impossible de prévoir combien d'années vivra chaque travailleur ?

Leur justice invente le blanchiment Total. Plus qu'une "***hypothèse***", une certitude.

La justice française a relaxé jeudi au bénéfice du doute la société Grande Paroisse, filiale du groupe Total, pour l'explosion de l'usine chimique AZF, qui avait fait 31 morts en 2001.

Le tribunal correctionnel a par ailleurs rejeté la citation directe délivrée par certaines victimes contre le groupe Total lui-même et son ancien dirigeant Thierry Desmarest.

Les juges ont estimé qu'il n'est pas possible de retenir un "*lien de causalité certain entre la faute et les dommages provoqués par une série de dérives organisationnelles*". "*Il demeure une inconnue concernant le processus exact d'initiation de l'explosion*", dit la décision du tribunal, qui déclare ne pouvoir "*fonder son jugement sur des hypothèses*".

Les représentants des victimes ont amèrement réagi.

"*C'est la décision judiciaire la plus extravagante, la plus incompréhensible pour des victimes et la plus improbable que j'aie jamais connue au cours de ma carrière*", a commenté Sylvie Topaloff, avocate de plusieurs victimes.

Tous les avocats de la défense avaient plaidé la relaxe.

"*Nous ne nous félicitons évidemment pas de ce jugement. Ce vocabulaire serait arrogant. Nous constatons seulement que, faute d'avoir pu retenir un lien certain et évident de la causalité, le tribunal a choisi de dire le droit*", a jugé Jean-Jacques Guilbaud, secrétaire général du groupe Total.

Cet accident, qui n'aurait jamais dû se produire, a été imputée par les experts au stockage imprudent dans le même hangar de matières chlorées et nitratées, explosives lorsqu'elles sont combinées (Reuters 19.11), donc son origine est connue, il n'y a que

les juges qui continuent de le nier.

Vivre pour manger ou manger pour vivre ? Vivre pour travailler ou travailler pour vivre ?

L'obésité et le surpoids, qui touchent plus de 20 millions de Français, doivent être considérés comme des problèmes de société à traiter au même titre que des fléaux comme le cancer, estiment les spécialistes.

Selon une enquête réalisée tous les trois ans par TNS Sofres publiée la semaine dernière, la France compte aujourd'hui 6,5 millions d'adultes obèses, soit trois millions de plus qu'il y a 12 ans, et 14 millions d'habitants en surpoids.

L'aspect psychologique est aussi essentiel dans le trouble alimentairen, cercle vicieux résumé par la psychothérapeute Catherine Dijuste : "*Plus je mange, plus je grossis, plus je me restreins, plus je me trouve nul... et plus je mange*".

La première Journée européenne de lutte contre l'obésité est prévue le 22 mai 2010. (Reuters 19.11)

Et pendant ce temps-là un enfant meurt de faim dans le monde toutes les 6 secondes, cynique, choquant non ? Voilà une des contradiction les plus sordides du capitalisme poussée à l'extrême : il fabrique par le monde des obèses par millions et millions pendant que des centaines de millions crèvent de malnutrition ou de faim.

La menace : c'est l'Etat capitaliste !

Cinquante-six pour cent des Français estiment qu'ils pourraient un jour se retrouver sans-abri, et 75% se disent solidaires des SDF, selon un sondage publié jeudi et réalisé par l'institut CSA pour le compte de l'association Emmaüs.

Quant à savoir qui est responsable du fait que des personnes soient "*contraintes de vivre à la rue*", 64% des Français répondent l'Etat, 31% "*les personnes concernées elles-mêmes*", 20% les collectivités territoriales, 18% les municipalités, 15% "tous les citoyens", et 4% les associations. (AP 19.11)

Tiens donc l'Etat bourgeois serait responsable de l'extrême pauvreté en France selon la majorité de la population, non, qui l'aurait cru ! Certainement pas ceux qui refusent d'engager le combat politique contre les institutions, l'Etat, parce que soi-disant cela n'intéresserait pas les travailleurs. Messieurs, vous êtes en réalité l'arrière-garde de la classe, vous attendez peut-être que les travailleurs prennent eux-mêmes l'initiative du combat contre l'Etat, et comme ils en sont évidemment incapables, vous en profitez pour dire que les travailleurs ne sont pas prêts pour se saisir de ce combat et la boucle de l'opportunisme est bouclée. Pour rappel, les staliniens ne tenaient pas un autre langage.

Des arguments contre l'Etat comme le scandale des SDF, il en existe des dizaines, des centaines, mais voilà camarades, ce genre de combat n'est pas mobilisateur, et comme il ne permet pas de mettre en oeuvre la seule tactique qu'ils connaissent, le front unique, du coup, ils préfèrent faire l'impasse sur ce combat politique qui aurait une haute valeur éducative auprès des masses, ensuite, étonnés que leur niveau de conscience politique soit toujours aussi misérable, il ne leur reste plus qu'à se rabattre sur des revendications alimentaires, à jouer aux trade-unionistes, à s'adapter au capitalisme, cela présente de nombreux avantages pour eux, c'est tellement plus facile grâce au front unique et cela permet au moins de sauver les apparences et de se sentir moins isolés.

La pensée unique ne sévit pas seulement dans le camp de nos ennemis de classe, elle existe dans nos propres rangs, elle n'est rien d'autre que le prolongement de la première sous un autre déguisement. En écrivant ces lignes, je pensais uniquement à la construction d'un parti révolutionnaire, ce qui devrait être notre priorité, évidemment.

Afghanistan. Kouchner plus illégitime et corrompu que jamais.

Le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, en Afghanistan jeudi pour l'investiture du président Hamid Karzaï, s'est félicité des déclarations de ce dernier, notamment sur la lutte contre la corruption.

"*Le président a toute la légitimité née des urnes quand même, quelles que soient les péripéties pour en arriver là,*" a déclaré Bernard Kouchner à l'Associated Press sur la base militaire de Tora, situé à 50 kilomètres de Kaboul.

"*Il faut se féliciter de son discours d'aujourd'hui (...) en particulier concernant la lutte contre la corruption*" et les efforts en vue d'une meilleure gouvernance, avec notamment la création d'un secrétariat général, a-t-il ajouté. "*Tout ça paraît quand même très prometteur*". (AP 19.11)

UE. Comment ils claquent notre fric ? Réponse.

Le président permanent du Conseil européen, une nouvelle institution prévue par le traité de Lisbonne, induira un surcoût de 25 millions d'euros par an.

Selon le projet de budget du Conseil, dont *L'Express* a eu connaissance, cette somme devrait se décomposer ainsi en 2010 :

- 1,5 million d'euros au titre du salaire et des émoluments divers, frais de représentation et de voyages inclus;

- 4,5 millions d'euros pour son cabinet et sa sécurité personnelle;

- 12,1 millions d'euros pour l'organisation des sommets européens et des sommets UE - Inde, Russie, Chine, etc., qui étaient jusqu'à présent payés par les Etats occupant la présidence tournante;

- 1,9 million pour les réunions - en nombre croissant - avec le Parlement européen qu'implique l'extension de la codécision;

- 5 millions d'euros de réserve, à tout hasard, parce que l'on ne sait pas très bien comment cette institution nouvelle va fonctionner.

Au total, ces 25 millions viennent s'ajouter aux 615 millions d'euros de coûts de fonctionnement du Conseil. Vous avez dit chère Europe ? (Lexpress.fr 19.11)

Iran.

1- L'Iran est en passe de posséder l'arme nucléaire mais pour autant cette arme "*ne constitue pas une menace sécuritaire*", affirment deux députés français, Jean-Michel Boucheron (PS) et Jacques Myard (UMP), dans un rapport publié jeudi "*sur les enjeux géostratégiques de la prolifération*" élaboré dans le cadre des travaux de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée. (Reuters 19.11)

2- Le président américain Barack Obama a adressé jeudi une mise en garde à l'Iran quant aux conséquences d'une absence de réponse à l'offre de compromis de l'AIEA et à l'adoption de nouvelles mesures internationales. (Reuters 19.11)

Charrettes.

1- Le groupe chimique suisse Clariant va fermer son site français de Huningue (Bas-Rhin) et supprimer 570 emplois dans le monde dans le cadre d'une optimisation du réseau de production, a annoncé jeudi l'entreprise. (AP 19.11)

2- La firme américaine AOL, filiale Internet du groupe Time Warner dont elle doit se séparer le mois prochain, a annoncé jeudi la suppression de 2.500 postes, soit près d'un tiers de ses effectifs actuels de 6.900 personnes. (AP 19.11)

Le 21 novembre

Depuis septembre le site Internet du groupe bolchevik n'a pas été actualisé, j'espère que Philippe se porte bien, je ne peux pas t'écrire ton adresse a disparu avec mon disque dur, mais je ne t'ai pas oublié.

J'ai appris que pour qualifier son équipe à la coupe du monde de football en Afrique du Sud, le capitaine de l'équipe de France, T. Henry, avait fait une main devant la cage du gardien de but irlandais pour marquer un but. Quelle honte ! Mais en même temps je trouve que c'est un geste utile, cela ridiculise un peu plus le sport de haut niveau qui dans le football rime avec la Bourse. Chasse à l'homme, salaire mirobolant, actions, sponsoring, médias et droits de retransmission, multinationales pharmaceutiques, fabricants de matériel sportif, tout ce beau monde touche, c'est une mine d'or. Pas pour nous évidemment, à notre détriment, l'opium du peuple est une pompe à fric.

Le mauvais côté de cette affaire, c'est qu'il légitime la triche, qu'il l'encourage indirectement. Dans mon entourage, on m'a souvent expliqué que tout le monde trichait dans la vie et qu'il fallait être con pour être honnête avec des gens malhonnêtes, que le mieux était de les immiter pour limiter la casse ou s'en sortir. Je n'ai jamais suivi ce mauvais conseil qui conduit à faire de la société une jungle, sans me poser pour autant en martyr. Cela coûte très cher et l'on paie comptant cette forme de résistance à la barbarie, mais au moins on a la conscience tranquille, cela n'a pas de prix.

Et puis comment prétendre vouloir changer le monde, si c'est pour reproduire ce qu'il a de plus détestable aujourd'hui ? Ne devrait-on pas montrer l'exemple, avoir un comportement exemplaire, quand on prétend vouloir éduquer politiquement les masses ?

Légitimer la malhonnêteté, voilà à quoi ils en arrivent, c'est très intéressant, car cela démontre qu'ils ne sont même plus en mesure de camoufler la décomposition des valeurs qui ont accompagné le développement de la civilisation humaine qu'ils bradent pour gagner un match de football. Misère et décadence d'un régime en bout de course qu'il nous reste à renverser.

J'écrirai plus tard quelques lignes sur l'Union européenne.

J'allais oublier de vous proposer de participer au rassemblement du 28 novembre à Paris organisé par les comités d'unité qui se sont developpés à l'initiative du POI. Des camarades inorganisés me demandent sans cesse quoi faire dans la situation actuelle, je n'ai pas d'autres réponses à leur fournir.

En 1976-77, je n'avais jamais milité, je n'avais adhéré à aucun parti ou syndicat, je venais de découvrir Marx, la lutte des classes et l'OCI, à part lire j'ai pris la décision de participer chaque fois que je le pouvais aux manifestations des étudiants. Il faut dire qu'à cette époque je bossais quand j'en avais envie ou par nécessité seulement, parce qu'il n'y avait pas de chômage, j'alternais les périodes de boulot avec les périodes de repos, ce qui me permettait d'aller aux manifs, en bus, train, puis métro, seul le plus souvent.

Si j'avais quitté le terrain de la philosophie et Hegel pour me placer sur le terrain de la lutte des classes, c'était précisément parce que la philosophie ne répondait pas et ne pouvait pas répondre à mes questions pratiques, donc je n'allais pas continuer à ruminer ma haine du vieux monde en spectateur. La monarchie comme représentation souveraine du peuple et expression politique la plus élevée de l'idée absolue, vous avouerez que c'était difficilement applicable et défendable !

Avant même d'acquérir quelques bases du marxisme, la vie de servitude que m'avait réservé leur société, m'avait enseigné que la théorie ou les plus belles idées du monde ne valaient pas grand chose lorsqu'elle ne se traduisaient pas sur le terrain pratique. C'est à partir de cette réflexion élémentaire qui s'est imposée à moi que j'ai décidé de militer. Je n'avais pas gravi tous les échelons de la philosophie pour finalement en sortir, pour me retrouver plongé en plein idéalisme ou me contenter de discourir à l'infini sur les idées des autres, et si mon développement intellectuel avait été si tardif, j'entendais bien rompre avec les paradis artificielles baudelairiens auxquels j'avais adhéré au cours de la période précédente, que je ne renie pas puisqu'ils m'ont permis d'entrevoir un autre monde, préambule à la remise en cause du vieux monde sur le plan politique. Mes potes de l'époque qui venaient d'un milieu petit-bourgeois contrairement à moi ont tous choisi une autre voie, depuis ils ont tous sombré ou sont déjà morts !

C'est marrant, en écrivant ces lignes je découvre encore des choses que j'ignorais sur moi-même. Par exemple, que ma démarche dès le début de mes études en 1974 s'inscrivait dans une perspective collective, je n'en avais pas conscience à l'époque, j'ignorais alors que mon sort était lié à celui de ma classe, et que quelques années plus tard cette perspective allait prendre forme en militant. Cela explique sans doute aussi pourquoi j'ai renoué aussi facilement avec le militantisme après une rupture de 20 ans, parce que même sans être organisé, j'avais conservé le même état d'esprit et les mêmes convictions qu'au milieu des années 70 ; j'avais dû faire des efforts gigantesques pour me sortir de l'état d'arriération complète dans laquelle je baignais encore en 1974, vous ne pouvez pas vous imaginer à quel point j'étais un crétin fini, un pauvre type à la tête complètement vide, un abruti indécrotable auriez-vous dit si vous m'aviez connu à cette époque, quand j'en pris conscience j'en fus littéralement terrorisé de honte, ce fut la pire humiliation de ma vie, en tout cas je l'ai vécu ainsi, j'avais alors 19 ans, pour ne plus jamais revenir en arrière.

Aller toujours de l'avant, c'est ce que je souhaite sincèrement à tous les militants, le reste ou nos désaccords est secondaire.

Quelques infos en bref.

Les collabos, suite. Les pauvres : de mauvais parents.

A l'occasion du 20e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, Nicolas Sarkozy a reçu vendredi à l'Elysée une dizaine d'associations et leur a promis l'organisation dans les prochains mois des Etats généraux de l'enfance.

"*Notre objectif, c'est d'améliorer tout ce qui concerne la protection de l'enfance*" a souligné Mme Morano à l'issue de la réunion.

"*Nous voyons très bien que dans notre pays, l'enfant pauvre est confronté à des situations difficiles, que ce soit à l'école, que ce soit en ce qui concerne son alimentation, son logement, sa santé*", a-t-elle rappelé.

La présidence de la République veut également "*accroître la prévention de la maltraitance par un soutien plus actif à la parentalité dans les premiers mois de l'enfant*". (AP 20.11)

Plus que la démagogue, c'est le cynisme et la méthode avec lesquels ils abordent la question des enfants maltraités qui donnent une idée plus précise sur le degré de pourriture du régime.

Témoignage. Mon père ouvrier en bâtiment me tapait dessus pratiquement tous les jours quand j'étais gosse et adolescent.

Pourquoi ? Parce qu'il était excédé en rentrant du boulot, il venait de passer une journée de merde comme les autres, il était épuisé et sur les nerfs, il ne tenait que grâce à cela, du coup il fallait qu'il se défoule sur quelqu'un, il fallait que sa rancoeur aveugle contre la société sorte ou s'exprime d'une manière ou d'une autre, alors à la moindre contrariété, à la moindre remarque, au moindre mot qu'il ne supportait pas, je prenais une baffe terrible à vous arracher la tête, c'était un minimum.

Le pauvre homme ne supportait pas que l'on puisse prendre la vie à la légère, alors qu'elle pesait d'un poids insupportable sur ses épaules, or, quand on est gosse, c'est davantage l'insouciance qui nous domine, la joie de vivre plutôt que les responsabilités, tout ce que sa condition d'esclave lui interdisait, il vivait notre liberté apparente comme une véritable provocation, au point que même les week-end ou pendant les vacances, il était incapable de se libérer du joug de l'exploitation et de goûter aux plaisirs de la vie, de penser à autre chose qu'à sa triste et injuste condition.

Leur société en avait fait un homme aigri, au point que ses sauts d'humeur pouvaient être interprétés comme les manifestations d'un homme mauvais, alors qu'il n'en était rien, c'était le désespoir dans lequel sa condition l'avait plongé qui s'exprimait ainsi maladroitement, mais malheureusement quand on est gosse on ne comprend pas ce genre de choses, c'est la raison pour laquelle nous avons toujours eu des relations conflictuelles, jusqu'au dernier jour, la dernière fois que je l'ai vu vivant. Quant à ma mère, elle en rajoutait en l'excitant contre moi et là c'était imparable, j'en prenais une.

Ils ont passé leur vie à compter jours après jours, années après années, juste pour pouvoir survivre et nourrir leurs enfants et leur donner la meilleure éducation possible pour qu'ils ne vivent pas à leur tour plus tard leur cauchemar, juste pour assumer leurs responsabilités de parents, et voilà qu'un président, une ministre, des redresseurs de tort illégitimes, je pense ici à toutes ces associations qui collaborent avec le pouvoir, voudraient leur faire la leçon, leur apprendre en quoi consistent leurs responsabilités, les culpabiliser, bref, les accuser d'être de mauvais parents : grotesque, abjecte, infâme, insupportable ! C'est votre société pourrie qui porte l'entière responsabilité de tous les maux et tous les malheurs qui nous accablent, on a vraiment envie de leur dire d'aller se faire foutre, de faire la révolution, de prendre le pouvoir pour mettre un terme aux conditions de vie épouvantables que connaissent des millions de travailleurs pauvres et leurs familles.

Vous vous demandiez peut-être pourquoi j'étais devenu révolutionnaire, vous avez ici en grande partie la réponse. On m'a reproché de ne pas faire dans la dentelle, d'être animé en permanence par une haine farouche envers le capitalisme et leur société, ceux-là ont dû oublier d'où ils venaient pour ensuite frayer avec nos ennemis de classe, à moins qu'on n'ait jamais réellement appartenu au même milieu, moi je n'oublierais jamais mes origines. Pour finir j'ai envie de dire à l'épileptique du Palais : occupe-toi uniquement de ta classe décadentes de dégénérés, de ta cour de parasites, tu as largement de quoi faire, oublie la classe ouvrière qui n'attend rien et qui n'a rien à attendre de toi et les tiens !

Collabo, suite. Front unique institutions et syndicats contre le prolétariat.

Nicolas Sarkozy a annoncé, vendredi 20 novembre, la tenue, à une date non précisée, d'une conférence nationale sur les déficits publics, qui réunirait à la fois l'Etat et les responsables de la Sécurité sociale et des collectivités locales, lors d'un échange avec près de sept cents maires à l'Elysée. (LeMonde.fr 20.11)

Les syndicats sont partie prenante dans la gestion de la Sécurité sociale et des organismes sociaux, tous les partis politiques sont partie prenante dans la gestion des communes, et si on y ajoute ce qu'il appelle l'Etat, les institutions de la Ve République dont l'Assemblée nationale et le Sénat, vous avez réuni ici l'ensemble des composantes de la réaction, j'inclus volontairement les syndicats, car lorsqu'ils acceptent de se plier au jeu de la collaboration de classes, ils franchissent une ligne, ils se situent eux-mêmes dans le camp de nos ennemis.

Il y a une question qui me tarode depuis un moment, je me demandais si avec le tournant de la crise du capitalisme il ne faudrait pas tout simplement boycotter l'ensemble des institutions de la Ve République, de la commune au président de la République, parce qu'elles n'ont plus qu'une seule fonction : assurer la survie du capitalisme en taillant à la hache dans tous nos droits ou acquis sociaux, et que le prétexte de participer à ces institutions pour défendre nos droits ne servait en réalité qu'à justifier la collaboration de classes.

La charrette du jour.

Les chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ont dévoilé vendredi matin un plan de départs volontaires concernant 351 des 2.410 salariés, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire. (AP 20.11)

Le 22 novembre

Pour alimenter la discussion sur le syndicalisme, j'ai mis en ligne les résolutions des deuxième, troisième et quatrième congrès de l'Internationale Communiste traitant du syndicalisme et des rapports des communistes avec les syndicats. Certains passages

ont vieilli ou ne sont plus forcément adaptés à notre situation, à celle des différents pays, mais l'esprit qui en ressort et les bases qui ont inspiré leurs rédacteurs demeurent largement d'actualité.

Si l'on veut aborder sérieusement la question du syndicalisme, on ne peut pas faire l'économie de la discussion sur l'indispensable indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et ses institutions. Cette question centrale pour l'ensemble du mouvement ouvrier doit servir de base à toute discussion, et il n'est pas indispensable d'avoir été syndiqué un jour ou bien longtemps pour en comprendre l'enjeu, les tenants et les aboutissants.

Faire l'économie de cette discussion revient à refuser de remettre en cause la collaboration de classe de la CGT et des syndicats en général avec l'Etat et le patronat, qui avait pris forme bien avant la seconde guerre mondiale.

Quelle est la position précise des différents rassemblements de militants sur cette question précise, Collectifs Tous Ensemble Rhône-Alpes, Continuer la CGT, Où va la CGT, Collectif national CGT Lutte de Classe, La CGT n'est-elle pas en danger ?

La question est simple et chaque militant peut y répondre : êtes-vous pour ou contre le financement de la CGT par l'Etat capitaliste ?

Le 23 novembre

L'indépendance syndicale version Force ouvrière.

Vous saviez que Force ouvrière avait reversé à la Ville de Paris les salaires du chauffeur de son dirigeant Marc Blondel qu'elle avait pris en charge lorsque Chirac était maire de Paris ? (Reuters 22.11)

Tout le monde devait le savoir, y compris à la direction du PT (sauf ses militants évidemment !), depuis Blondel dirige la Libre Pensée avec la bénédiction d'une autre paroisse : le POI ! Quel panier de crabes !

C'est beau quand même "*l'indépendance des syndicats par rapport aux partis*" ! Honte à tous ceux qui trompent sciemment les travailleurs avec ces sornettes depuis des lustres !

Que faut-il penser de ces bureaucrates syndicaux qui disposent d'un "chauffeur" ? Pourquoi pas une bonne pour les border, et plus si affinités ? Quelle horreur !

Après on s'étonnera que les travailleurs ne veulent pas se syndiquer ou adhérer à un parti !

Autre chose.

Page 6 du n°73 d'*Informations ouvrières* on pouvait lire : "*Pourquoi est-il offert comme seule perspective aux postiers, après l'envoi de cartes postales, celle de « manifestations régionales » le 28 novembre ?*". Les semaines précédentes ils avaient tenu exactement les mêmes propos que j'avais dénoncés comme une honteuse manipulation, car le « *Comité national contre la privatisation de La Poste* » (qui regroupe plus de soixante organisations, partis, syndicats et associations) avait proposé autre chose, un article de l'agence de presse Associated Press datée du 22 novembre le confime :

"*Les syndicats -CGT, Sud, CFDT, FO et CFTC- menacent d'organiser une manifestation nationale "dans la semaine du 13 décembre*", "si le gouvernement persistait dans son objectif de faire voter" le projet de loi mettant en oeuvre cette reforme. Ce projet de loi a été adopté le 9 novembre par le Sénat et doit être examiné à l'Assemblée nationale à la mi-décembre.", ces syndicats reprenant les déclarations précédentes du "comité national" dont ils font partie.

La question n'est pas ici de savoir s'il fallait ou non adhérer à ce comité, de savoir si son orientation était correcte ou non, mais simplement de rétablir les faits et rien que les faits que le POI s'emploie à falsifier semaines après semaines.

Vous allez voir à quel point ils sont tordus à la direction du POI.

Cette fois-ci pour fabriquer cette falsification, ils ont repris les propos incorrectes d'une sénatrice PCF, pour ensuite non pas les attribuer directement à ce comité, pire, pour le soupçonner de les partager : "*N'y a-t-il pas un lien direct avec le fait que le Comité national conduise dans une confusion politico-syndicale à l'impasse ?*", cela après que dans un paragraphe précédent ils sont revenus deux mois en arrière, lorsque ce comité n'avait pas encore avancé la proposition d'une manifestation nationale à Paris en décembre. Avec de tels procédés, je ne pense pas que l'on puisse contruire un parti.

Que le POI ne soit pas d'accord avec les positions défendues par ce comité, c'est parfaitement son droit évidemment, je ne les partage pas non plus, qu'il exprime ses désaccords avec ce comité, c'est parfaitement son droit également, qu'il tente par une analyse critique de faire éclater ce comité ou d'influencer ceux qui y participent en relevant ses nombreuses contradictions, c'est légitime, cela fait partie de la règle du jeu à partir du moment où l'on part des faits réels ou des arguments existants, qu'on s'y tient ou qu'on les respecte, ce qui n'est pas le cas ici.

Ce n'est certainement pas en agissant de la sorte, que le POI parviendra à convaincre les militants ou les participants de ce comité de partager ses positions. Ironie de l'histoire, le plus cocasse ou pitoyable, c'est que les positions du POI sont correctes dans l'ensemble et je les partage pour l'essentiel sur la question de la défense de La Poste. Le mot d'ordre de retrait n'est pas négociable, on est bien d'accord sur l'essentiel.

Alors pourquoi ces basses manoeuvres indignes d'un parti ouvrier ? Parce qu'une fois de plus le POI se retrouve totalement isolé ? Parce que ce sont les autres partis qui profitent finalement du travail effectué depuis des mois par les militants du POI notamment en direction des élus ? Les dirigeants du POI se sentiraient-ils frustrés comme autrefois, quand ils soutenaient que les prises de position des autres partis n'auraient jamais existé sans eux, quand ils prétendaient influer sur le cours des choses avec une poignée de militants, comme si l'ensemble des militants du mouvement ouvrier qui n'avaient pas adhéré à leur parti n'existaient pas ou étaient des demeurés passés du côte du capital ? A force de se prendre pour ce qu'on n'est pas, on en arrive à dire ou faire n'importe quoi.

Cela ne proviendrait-il pas de l'incapacité des dirigeants de ce parti à comprendre la situation et les tâches qui en résultent pour un parti révolutionnaire ? Excusez-moi, ce n'est pas le parti qu'ils sont en train de construire. Le problème ne viendrait-il pas justement de là et pas ailleurs ?

Le POI est empétré dans des contradictions inextricables. Il voudrait être un parti comme les autres tout en prétendant le contraire, tout en voulant être reconnu comme tel par les autres partis qui refusent de lui octroyer ce statut, parce que dans ce parti il existe un courant (communiste internationaliste) qui se réclame toujours de la révolution d'Octobre et que les autres partis vomissent ce que représente ce courant, la révolution socialiste. Pour que le POI deviennent un parti comme les autres, il faudrait que ses dirigeants s'engagent plus en avant dans le reniement du marxisme ou qu'ils abandonnent toutes références au marxisme qui s'expriment de façon limitée à travers la mobilisation des masses pour défendre tous nos acquis ou droits.

Ce que ne supportent pas les autres partis dans le POI, c'est qu'il se situe sur le terrain du réformisme tout en mettant en oeuvre les méthodes (traditionnelles) de la lutte de classe pour parvenir à faire reculer ou infliger des défaites au gouvernement ou au patronat. Pour tous ces partis qui n'ont d'ouvrier ou de gauche que le nom, totalement incapables de rompre avec le capital, ces méthodes ne seraient pas ou plus appropriées à notre époque ou à la situation, ils n'y recourent que contraints et forcés par la base de leurs militants ou pour répondre au mécontentement grandissant de la classe ouvrière.

On pourrait faire la distinction entre les réformistes sincères et ceux qui ne le sont pas, entre les réformistes qui reprennent à leur compte les méthode de la lutte de classe et les réformistes qui privilégient les méthodes d'appareil ou électoralistes ou encore qui vouent littéralement un culte aux institutions en place.

Ces derniers, afin d'éviter d'en arriver à la mobilisation des masses, à la grève générale, s'emploient systématiquement à mêler à des arguments corrects correspondant aux intérêts de la classe ouvrière, des arguments qui sont étrangers à ses intérêts, autrement dit, à prendre en charge au même titre les intérêts du patronat, processus qui conduira généralement à diviser syndicats et partis et qui profitera en dernière analyse aux capitalistes ou au gouvernement. A ce stade, il leur sera alors facile d'affirmer que la division ne permet pas d'aller plus loin, que les masses ne sont pas prêtes à engager le combat, qu'il faut travailler encore et encore à créer un rapport de forces plus favorable au prolétariat, etc., avant de pouvoir proposer grève ou manifestation unitaire et centrale, ainsi ils auront atteint l'objectif réel qu'ils s'étaient fixés : faire croire qu'ils se situaient au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils auront tout tenter pour l'empêcher de se mobiliser contre le gouvernement et le patronat.

Voilà ce qui distingue en gros le POI de tous les autres partis. Il faut être honnête et impartial en toute circonstance camarades. Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je critique férocement le POI (pas seulement, vous en êtes témoins), principalement ses méthodes, parce que c'est le seul parti qui défend une position correcte sur la plupart des questions auxquelles la classe ouvrière et les militants sont confrontés, et que c'est dommage qu'il se fourvoie aussi bêtement. Nos désaccords sur le parti est un autre sujet, ne mélangeons pas tout.

Un mot justement sur cette question.

Un parti révolutionnaire ne craindrait pas d'aller à contre-courant des masses et des autres partis, de se retrouver parfois totalement isolé. Un tel parti ne manifesterait aucune impatience face à la situation sociale et politique, face aux difficultés auxquelles il serait confronté pour se construire. Un tel parti se donnerait comme tâche prioritaire et objectif, non pas de peser sur l'actualité sociale ou politique, mais sa propre construction. Souvenez-vous que le mouvement doit être subordonné au but de notre combat et non l'inverse si l'on ne veut pas sombrer dans le réformisme à la Bernstein, Dühring,etc.

Un tel parti s'en tiendrait fermement aux objectifs qu'il se serait fixé, il dépendrait du développement de la lutte des classe pour se construire, sachant qu'elle est ryhtmée par des périodes de flux et de reflux du mouvement ouvrier, qu'il faudra affronter des périodes ou le prolétariat sera majoritairement réactionnaire et d'autres où il tendra à remettre en cause plus ou moins consciemment l'ordre établi.

Qu'est-ce qui exprime le mieux l'évolution de la prise de conscience par le prolétariat de sa propre condition, de ses propres intérêts de classe, sa participation épisodique à un meeting ou une manifestation, le fait de participer à une grève isolée une fois tous les six mois ou tous les dix ans, ou de participer à la construction d'un parti (révolutionnaire) pour changer la société, de se hisser à la hauteur du programme de la révolution socialiste ? Il n'y a pas de contradiction entre les deux à la base, cette contradiction surgit et devient permanente dès lors que l'on ne construit pas un parti révolutionnaire, lorsque l'on inverse l'ordre des priorités ou que l'on privilégie le mouvement spontanée des masses à notre objectif.

Bien des militants doivent penser que la question du parti, quel type de parti nous devons construire, relèverait du fétichisme, d'une nostalgie ou d'une frustration mal assumée, du léninisme transformé en dogme comme d'autres prétendent la même chose à propos du marxisme, etc., dès qu'on prend comme modèle le parti bolchevik. En réalité, on vient de constater qu'elle concentrait à elle seule toute les questions que doit résoudre la classe ouvrière pour s'émanciper du capital, l'ensemble des contradictions qui traversent toutes les classes de la société et particulièrement les partis ouvriers, à partir du moment où ils sont incapables de définir une orientation politique en rupture totale avec l'Etat et les appareils pourris du mouvement ouvrier.

Un parti à la composition hétérogène où se mêlent marxistes révolutionnaires, réformistes et anarchistes sera forcément plus sensible à ces contradictions dans la mesure où il devra composer avec ses différents courants aux origines elles-mêmes contradictoires qui ne poursuivent pas le même objectif et ne le peuvent pas, puisque les uns privilégient la voie révolutionnaire qui seule permettra au prolétariat de prendre le pouvoir, tandis que les autres prônent la voie des réformes successives pour parvenir au socialisme, voie qui ne permettra jamais d'atteindre cet objectif...

Un tel parti sera en proie à des tensions permanentes, à connaître des oscillations du même ordre, un coup à droite, un coup à gauche, par exemple entre ceux qui prôneront une unité sans principe et les autres qui préfèreront maintenir le cap quitte à demeurer isolé. Finalement ce genre de parti détermine davantage sa ligne politique et son intervention dans la lutte de classe par rapport à ses propres contradictions internes, que par rapport aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière que la construction du parti devrait exprimer au plus haut degré. (A suivre)

Les infos en bref et les articles de presse demain, je n'ai plus le temps.

Le 24 novembre

Complément.

A la fin de la *Plate-forme de l'internationale Communiste* adoptée lors de son premier congrès en 1919, on pouvait lire notamment : *A bas la conspiration impérialiste du capital !* contre la classe ouvrière internationale.

La première guerre mondiale venait de s'achever, mais surtout les deux principaux dirigeants du parti ouvrier social-démlocrate allemand qui s'étaient dressés contre cette guerre impérialiste et qui avaient rejoint les rangs de la IIIe Internationale, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, venaient d'être assassinés avec la complicité du gouvernement social-patriote qui avait procédé à leur arrestation.

Lénine avait osé employé le terme *conspiration* à la fois pour indiquer que les différents impérialistes faisaient cause commune contre le prolétariat international, mais aussi qu'il bénéficiait du soutien de la IIe Internationale pour mener à bien leur sordide besogne.

Que constatons-nous depuis cette époque, sinon que cette conspiration ne s'est jamais démenti, pire, elle a été renforcée par le soutien que lui a apporté le stalinisme, puis certains courants se réclamant du trotskisme qui en réalité avaient en réalité rejoint le camp du réformisme.

Conspiration, complot, ce sont des synonymes dont la signification est parfaitement, trop au goût de certains. Dès qu'on les emploie, nos détracteurs prétendent qu'on aurait une vision déformée et policière du monde, qu'on ne situerait pas sur le terrain de la lutte des classes... En réalité, ils ne tiennent pas à ce qu'on mette en évidence la collusion permanente qui existe entre l'UMP et le PS notamment, parce qu'ils considèrent toujours le PS comme un parti ouvrier.

Quand tous les dirigeants syndicaux sans exception acceptent de partager la table de Sarkozy, ne peut-on pas parler de complot organisé contre la classe ouvrière ? Quand tous les partis sans exception participent au bon fonctionnement des institutions de la Ve République ou à des comités réunissant les partis de tous bords politique sous des prétextes divers, la défense

de la laïcité par exemple à l'Assemblée nationale, ne peut-on pas parler de complot contre le prolétariat ? Serait-ce exagéré d'appeler les choses par leurs noms ? Quand les uns et les autres emploient les mêmes termes génériques dans leurs discours pour mieux embrouiller les travailleurs, démocratie, république, égalité, etc., devrait-on s'interdire de parler de complot ourdi contre la classe ouvrière ?

Bien sûr, il faut savoir raison garder ou faire la part des choses entre les différents partis bourgeois ou ouvriers, mon propos n'est pas ici de faire un amalgame, mais uniquement de montrer qu'il n'existe pas de tabous, de sujets qu'on ne devrait pas aborder dans le mouvement ouvrier, et que les procureurs généraux dans nos rangs qui soutiennent le contraire, sont en réalité bien mal placés pour nous donner des leçons de démocratie.

Je vous ai indiqué plusieurs fois qu'il fallait faire l'inventaire des idées reçues que l'on avait pu adopter à un moment donné pour en vérifier le contenu et la validité, afin de remettre en ordre de bataille le mouvement ouvrier, cette causerie y contribue modestement. L'idée m'en est venue en relisant cette résolution. Vous pouvez m'aider à faire ce travail en me posant simplement les questions qui vous passent par la tête, plus ces questions vous sembleront incongrues, déplacées, voire stupides, et plus il y a de chance pour que vous ayez mis le doigt sur une question intéressante qui nous a échappé mais qui mérite réflexion. Il ne s'agit évidemment pas d'inventer des problèmes là où il n'y en a pas, on a déjà largement de quoi faire avec ce qu'on a sous la main.

Je n'ai pas le temps ici, mais j'ai un autre sujet sur le feu. En relisant des textes déjà anciens, on se dit que certains passages ont forcément vieilli, certes, cependant si le contexte n'est plus le même, nous serons confrontés un jour ou l'autre aux mêmes questions qu'autrefois, par exemple, à quel type de gouvernement le parti pourrait participer, quel type de gouvernement le parti pourrait soutenir, dans quelles conditions, quelle forme pourrait prendre un gouvernement ouvrier, etc. Pesonne ne prétendra que ces questions ne nous intéresse pas, et si nos prédécesseurs les ont posées alors qu'elles n'étaient pas forcément à l'ordredu jour, je ne vois pas pourquoi on devrait hésiter à les aborder. De plus, les militants et les travailleurs sont parfaitement en droit de nous les poser, que penseraient-ils si nous sommes incapables d'y apporter des réponses cohérentes et aussi précises que possible, que nous sommes comme les autres qui leur racontent des balivernes ou des gens pas très sérieux.

J'ai lu hier dans un article de presse que le PS conservait une forte capacité à mobiliser derrière lui et à gouverner, notamment pour les élections régionales, et que pour cette raison le prochain scrutin ne se présentera pas sous le même angle que les européennes, personnellement j'avais émis une idée contraire il y a quelques jours, mais j'ai pu me tromper du fait que je suis loin du terrain. Admettons que ces journalistes politiques aient raison.

Le PS a déjà gouverné à tous les niveaux des institutions à plusieurs reprises et pendant de longues années, il a donc démontré qu'il en était capable (en dépit de sa politique réactionnaire), par contre ce n'est pas le cas de plusieurs partis, le NPA, LO ou le POI, par exemple. Les électeurs issus du milieu ouvrier votent majoritairement et traditionnellement pour les partis issus du mouvement ouvrier, tandis que les classes moyennes et la petite bourgeoisie préfèrent voter pour le PS, le PG, le MoDem ou l'UMP qui leur paraissent plus sérieux. Même parmi la classe ouvrière, ils sont une minorité à voter pour le NPA, LO ou POI. On a l'habitude de souligner que la plupart des ouvriers votent par dépit pour le PS ou le PCF, il était nécessaire de préciser pourquoi au-delà de l'absence d'un parti révolutionnaire ancré dans les masses.

Cela pour dire, non pas qu'on devrait adapter notre programme à ces classes ou couches, mais que l'absence de réponses aux questions qu'elles se posent constitue un sérieux handicap, et pas seulement en période électorale. De la même manière qu'on a toujours été incapable de leur montrer en quoi elles auraient tout intérêt à adopter le socialisme au lieu de le craindre, on n'a pas été fichu de préparer un modèle de constitution qui remplacerait la Ve République, ce qui les autorise à dire que nous sommes finalement des aventuriers en qui on ne peut pas avoir confiance, même s'ils adhèrent à certaines de nos idées et reconnaissent que nos propositions sont correctes, en cela elles n'ont pas tort, à leur place je réagirais exactement de la même manière. On n'a jamais été foutu de réagir après coup ou au coup par coup sans que la moindre cohérence ressorte de notre discours. Contrairement à ce qu'affirme le NPA, il ne suffit pas de se positionner indépendamment du PS -ce qui reste à démontrer, mais admettons-le pour notre démonstration, pour ne pas faire finalement le lit du PS, il suffit de rien à avoir à lui opposer comme cela a toujours été le cas et le tour est joué sans que personne ou presque ne s'en aperçoive. Idem pour le POI ou LO.

Vous voyez qu'il n'est pas inutile d'écouter les critiques formulées par le PS ou le PCF envers le NPA, ils ont raison sur la forme mais non sur le fond, le NPA ne combat pas pour prendre le pouvoir et il a raison de prendre ses distances avec ces partis, par contre en n'opposant que des mots d'ordre à la politique du PS qui est très bien structurée, il lui laisse le champ libre.

Je n'irai pas plus loin, car vous devinez bien que ce n'est pas un type comme moi complètement isolé ou presque qui pourrait être en mesure de réaliser ce travail, ces documents, mais qu'il revient logiquement à la direction d'un parti d'accomplir cette tâche.

Un dernier point, je n'ai toujours reçu aucune réaction à mes articles sur le syndicalisme qui tranchent radicalement avec ce qu'on peut lire partout, cela ne m'étonne pas franchement de la part de syndicalistes qui montrent ainsi qu'ils sont complètement sclérosés et jusqu'à preuve du contraire, totalement incapables de réfléchir au syndicalisme en dehors des voies tracées par leurs prédécesseurs qui avaient adopté le réformisme. Je le dis sans animosité, je dresse un constat qui inaugure mal, très mal la suite, voilà tout.

Quelques infos en bref.

L'Unsa, une CFDT bis portée par Sarkozy et les patrons.

L'Unsa ouvre son congrès aujourd'hui. Ce syndicat réformiste revendique 307 000 adhérents.

Son secrétaire générala été reçu en juin pour la première fois par Nicolas Sarkozy à l'Élysée, avec ses homologues des centrales «historiques» (Bernard Thibault, François Chérèque…), pour discuter du discours que le chef de l'État allait prononcer à l'Organisation internationale du travail, peut-on lire dans un article du Figaro.fr du 23 novembre.

Tiens donc, je ne savais pas que le but de cette réunion avait été d'aider Sarkozy à se présenter en défenseur des droits des travailleurs pour mieux les tromper, après tout il partage cette fonction avec ses partenaires Thibault, Mailly, Chérèques et consorts, normal quoi, ils étaient dans leur rôle.

«*La donne a changé,* explique Alain Olive, l'actuel secrétaire général, qui sera reconduit jeudi pour un cinquième et dernier mandat. *Les entreprises, ainsi que les syndicats déjà installés, ne nous traînent plus en justice pour nous empêcher de nous implanter.*»

Si en plus du soutien de Sarkozy l'Unsa bénéficie de la neutralité bienveillante des patrons à son égard , c'est que ces derniers ont tout à y gagner, non ?

Son confirme secrétaire général adjoint, Jean Grosset, le confirme. «*Nous commençons à nous implanter dans des secteurs où nous étions absents, comme dans l'industrie et la métallurgie*», l'Unsa a pu désigner 480 représentants de section syndicale depuis le début de l'année dans des entreprises privées.

Son objectif, mobiliser les travailleurs contre le régime, vous n'y pensez pas, dépasser 8% des voix globalement et dans quatre grosses branches professionnelles, dont la construction et la métallurgie, pour que l'Unsa puisse négocier et signer des accords interprofessionnels, puis participer à la constitution d'un «*grand pôle réformiste*» après son rapprochement raté au printemps avec la CFE-CGC. «*On garde la porte ouverte*», confirme Alain Olive, qui assure discuter avec d'autres organisations. Comme la CFDT, dont le secrétaire général, François Chérèque, sera l'un des invités du congrès. Prémices d'un rapprochement CFDT-Unsa attendu depuis longtemps ?

Négocier avant même toute mobilisation, cela s'appelle capituler sans combat, c'est pire que trahir, c'est l'antithèse du syndicalisme qui repose sur l'indépendance de classe du prolétariat, quant au rapprochement avec la CFDT : qui se ressemblent s'assemblent !

Des syndicats "***républicains***" plus réactionnaires que Fillon, c'est possible, où ? Pardi, dans la police !

Les principaux syndicats de police sont unanimes lundi pour critiquer les propos de François Fillon tenus samedi dans la Sarthe, où il avait jugé nécessaire de "*repenser*" les conditions d'utilisation et l'utilité de la garde à vue face aux "*abus*" pouvant entourer son usage.

Il avait précisé qu'il était "*apparu nécessaire, évident de repenser*" les "*conditions d'utilisation*" et l'"*utilité*" de la garde à vue, François Fillon avait toutefois estimé qu'il ne fallait "*pas confondre l'usage de la garde à vue encadrée et justifiée avec les abus qui peuvent l'entourer*".

"*Depuis ma prise de fonctions, à maintes reprises, j'ai demandé que notre législation s'aligne sur celle de nos voisins européens et se conforme à la jurisprudence de la Cour de Strasbourg: l'Espagne revenue du franquisme et les pays de l'Est libérés du stalinisme ont imposé la présence de l'avocat dès la première minute de la garde à vue*", avait-il avancé.

Exprimant le souhait que "*soit mis immédiatement un terme à la dérive de notre justice et aux excès de certains corps de policiers*", le bâtonnier de Paris, Me Charrière-Bournazel, avait renouvelé vendredi son "*exigence démocratique*" de "*rendre effective la présence de l'avocat en garde à vue pour s'assurer notamment (...) des conditions dans lesquelles sont traitées les personnes humaines dans les lieux de rétention*". (AP 23.11)

La présence d'un avocat dès la première minute pour défendre vos droits en cas d'arrestation, voilà ce qui indispose la police qui a procédé à plus de 600.000 gardes à vue depuis le début de l'année.

Leur république n'est décidément pas la nôtre, et pour cause.

"*Je suis scandalisée par la mise en cause de notre travail alors que nous sommes des policiers républicains qui appliquons des*

textes de lois et des arrêts de la Cour de cassation !", s'est indignée Sylvie Feucher, secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), majoritaire.

C'est bien ce qu'on leur reproche, d'appliquer à la lettre la batterie de lois liberticides votées au cours des dernières années quand le flic-président était ministre de l'Intérieur, avant de trôner au Palais et d'en rajouter une louche. Au moindre de soupçon d'avoir enfreint une de ces lois, ils vous placent en garde à vue, autrement dit, vous êtes arrêté et traité comme un criminel, c'est insupportable. Finalement, les flics seraient plus sarkozistes-lepénistes que Fillon !

Du fric, ils en ont... pour nous surveiller.

Le Conseil de Paris a entamé lundi l'examen d'une délibération permettant au maire de passer une convention avec la préfecture de police pour le déploiement du plan dit "1.000 caméras pour Paris".

Ce projet est soutenu par le maire socialiste de la capitale, Bertrand Delanoë, et les élus PS, ainsi que par les groupes UMP et Nouveau Centre.

Ces 1.000 caméras de surveillance supplémentaires s'ajouteraient aux 9.500 caméras dont disposent la RATP et la SNCF sur le domaine public et aux quelque 20.000 caméras privées.

La Ville de Paris doit participer financièrement à l'installation des caméras de la préfecture de police, dont le coût est estimé à 25 millions d'euros.

"*Bertrand Delanoë a organisé lundi un déjeuner avec tous les groupes et a demandé aux Verts de retirer leurs amendements en échange d'un grand débat*", a expliqué à Reuters l'un des chefs de file des écologistes, Hervé Morel.

Mais les Verts ont refusé cette proposition et réitéré leur demande d'un retrait de l'ordre du jour.

"*On demande une suspension et qu'on en reparle au prochain conseil*", a précisé Hervé Morel, déplorant que les élus socialistes "*soient à la remorque de l'UMP*" sur ce dossier.

La Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) regrette également ce projet, élaboré selon elle sans réelle concertation avec les Parisiens dans le contexte actuel de "*fichage généralisé et de tout sécuritaire*."

Bertrand Delanoë s'est justifié dimanche en soulignant que c'était un engagement de campagne. "*En général, il faut tenir parole*", a-t-il dit au Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. (Reuters 23.11)

Le PS "*tient parole*" quand il se situe sur le même terrain que l'UMP, ça c'est pour la règle, "*en général*", plus rarement quand il se situe sur le terrain des intérêts des travailleurs, ça c'est pour l'exception, merci de cette précision monsieur Delanoë. Quant aux Verts qui viennent de tenir un "*forum*" avec le MoDem sur le sommet de Copenhague, ils sont sur la même ligne que la LDH : ils regrettent de ne pas avoir été associés plus tôt à cette mesure attentatoire à la liberté de déplacement des personnes, et pour cette raison ils craignent de ne pas en retirer les bénéfices escomptés en terme de popularité auprès de la clientèle qu'ils partagent avec le PS... et l'UMP.

Un banal désacccord entre petits et grands bourgeois sur l'art et la manière de se disposer face à la classe ouvrière qu'il faut avoir à l'oeil, on ne sait jamais...

Le PCF, un parti qui ne fait pas de compromis au "***rabais***", on le savait !

Pour Marie-George Buffet qui a appelé "*à un grand rassemblement à gauche au second tour des régionales pour battre la droite*", donc avec le PS et les Verts qui s'affichent avec le MoDem : "*faire l'union, ce n'est pas faire des compromis au rabais*", quel aveu ! c'est pire parfois, trahir ouvertement les intérêts qu'on prétend défendre, après tout, le PCF est loin d'être le seul dans ce cas...

Un couac de plus, au Sénat cette fois.

La commission des finances du Sénat a adopté lundi à l'unanimité un amendement qui rétablit à 19,6 % le taux de TVA dans la restauration, apprend-on auprès de la Haute assemblée.

Les élus estiment que de trop nombreux restaurateurs n'ont pas tenu leurs engagements, qui étaient de répercuter cette baisse sur le prix des repas et de créer de nouveaux emplois dans ce secteur.

Gérard Longuet a relèvé toutefois que la commission des finances, lorsqu'elle a adopté cet amendement, était "*rassemblée à la moitié de ses membres*". (Reuters 23.11)

Selon François Trucy, l'amendement n'a aucune chance de passer le stade de la discussion en séance publique : "*À la fin, le ministre va demander courtoisement à la commission de retirer son amendement. Cela fournira l'occasion au ministre de sortir quelques statistiques...*". (LePoint.fr 23.11)

La causerie du 24 écrite hier soir.

Un scoop avant les agences de presse.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel dont voici un extrait, il précise qu'il ne garantit pas "*l'authenticité du document mais il semble vraissemblable (logo du ministère...).*" :

"*Information confidentielle à Messieurs les préfets*

Suite aux dernières délibérations il a été décidé ce qui suit :

Suppression des panneaux de signalisation des radars fixes

A compter du 1 er janvier 2010, les installations des panneaux annonçant la proximité des radars ne seront plus systématiques à la demande des associations contre la délinquance routière.

Cette nouvelle disposition devrait permettre de faire des économies substancielles quand on sait le coût du panneau et de la pose (environ 10000€) et de positionner par ce biais davantage de contrôles fixes. Je ne saurais trop vous conseiller de rester discret sur cette nouvelle disposition au moins jusqu'aux élections régionales.

Par ailleurs, dès 2010 les positionnements seront multipliés, l'objectif étant de mettre en place des points fixes de contrôle tous les 10 kilomètres sur les axes principaux de vos régions pour tendre vers un point tous les deux kilomètres d'ici 2015.

L'envoi à domicile des contraventions

Le passage en société anonyme de La Poste apporte également quelques modifications pour améliorer la rentabilité des services, ainsi l'affranchissement ne sera plus pris en charge par l'administration et les contraventions seront expédiées en port dû dès le 1er janvier 2010 ; Si le contrevenant ne veux pas acquitter la taxe d'affranchissement et qu'il refuse le courrier, l'amende sera doublée et réclamée par le Trésor public.

En cas de non paiement, ce sera alors aux gendarmes et policiers de se présenter au domicile du susnommé pour encaisser les sommes selon la procédure actuelle en vigueur.

Pour application immédiate aux dates désignées,

Le Chef de cabinet du ministre,

G. Ardeneau"

Ce n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend après les régionales.

Quelques infos en bref.

Le PS tel qu'il a toujours été. Front unique UMP-PS-Nouveau Centre une affaire qui marche.

A la question posée par Le Monde en date du 21 novembre : "*Peut-on imaginer des propositions portées par la gauche et la droite réunies ?*", Fabius (PS) a répondu : "*Je le souhaite. Quelques principes de sagesse pourraient rassembler...*".

A une autre question concernant la participation de Pierre Mauroy (PS) à la commission Balladur sur la réforme des collectivités territoriales mise en place par Sarkozy : "*Est-ce inconcevable de demander à un ancien premier ministre de participer à une telle commission ?*", il a répondu : " *C'est parfaitement concevable.*"

Merci monsieur Fabius pour ces précisions, c'est la moindre des choses, non ?

Notre vengeance sera bien pire qu'une "***fessée***".

Partagés sur la fessée, les Français sont toutefois majoritairement (82%) opposés à une proposition de loi de la députée UMP de Paris et pédiatre Edwige Antier, visant à interdire la fessée, selon un sondage TNS Sofres/Logica pour Dimanche Ouest France.

Pour 52% des personnes interrogées, la fessée est dans l'éducation d'un enfant une chose à "*éviter*", car cela "*banalise l'usage de la force et de la violence chez un enfant*". Quarante-cinq pour cinq pour cent considèrent en revanche qu'il s'agit d'un "*moyen d'éducation*" à utiliser, qui "*apprend à l'enfant le respect de l'autorité*". (AP 21.11)

En guise de réponse à la décomposition de la société dont la classe dominante au pouvoir porte l'entière responsabilité, ils n'ont rien trouvé de mieux que de culpabiliser ceux qui ne supportent plus les conséquences de la survie du capitalisme et qui en sont les principales victimes. Que dans un pays capitaliste le culte envers la classe dominante et ses méthodes barbares demeure la règle n'a rien de surprenant.

En employant la violence envers un enfant pour lui imposer le respect de l'autorité, on ne fait que reproduire au sein de la famille les rapports et les méthodes oppressives qu'impose la classe dominante à la classe dominée. Imprimer dans la tête d'un enfant dès le plus jeune âge par la force le respect absolue envers le plus puissant, servira plus tard à justifier sa servilité ou au contraire sa révolte envers leur société et ses injustices.

J'ai été un enfant battu, par contre je n'ai jamais levé le petit doigt sur ma fille ni même la voix, je m'étais promis de ne jamais faire supporter à ma fille ce que j'avais vécu et je m'y suis tenu. Mais j'admets que cela ne soit pas donner à tout le monde, surtout à ceux qui sont dépourvus d'une conscience de classe dans nos rangs.

Naïfs, jusqu'à un certain point seulement.

Les trois quarts des Français redoutent une diminution des investissements dans leur commune et une hausse des impôts locaux après la suppression de la taxe professionnelle, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche.

Même les sympathisants de l'UMP pensent majoritairement (62%) que la compensation à l'euro près promise par le gouvernement ne sera pas possible. (Reuters 21.11)

Une "***extraordinaire***" mégalo-récupération ou La Talonnette dans ses oeuvres.

Nicolas Sarkozy souhaite transférer les restes d'Albert Camus, décédé il y a cinquante ans, au Panthéon début 2010, mais il se heurte pour l'instant au refus du fils de l'écrivain, Jean Camus. Selon son entourage, Jean Camus estimerait qu'une telle décision serait un '*contresens*' sur la vie de l'auteur de l'Homme révolté. Il craindrait une '*récupération*' de son père par le chef de l'Etat, poursuit cette source.

'*Ce serait un symbole extraordinaire à mes yeux (...) un projet qui me tient extraordinairement à coeur*', avait commenté le chef de l'Etat à Bruxelles. (LeMonde.fr 21.11)

Coïncidence troublante.

Le maire de Paris Bertrand Delanoë laisse entendre qu'il pourrait retirer la constitution de partie civile de la Ville de Paris au procès de Jacques Chirac si l'UMP remboursait les fonds qui auraient été détournés, alors qu'au même moment il est menacé d'une mise en examen pour "*favoritisme*" pour un accord renouvelé en 2004 par la municipalité pour la gestion du stade Jean-Bouin avec une association devenue partenaire du groupe Lagardère, car la ville lui a donné le marché sans mise en concurrence, avec une procédure de gré à gré appelée "*convention d'occupation domaniale*". (Reuters 22.11)

Allemagne.

Le ministre allemand du Travail a décidé de prolonger le programme fédéral de chômage partiel afin d'éviter que davantage de licenciements viennent noircir les chiffres allemands du chômage, déclare un porte-parole du ministère. (Reuters 22.11)

Peut-être un complément demain matin.

Le 26 novembre

Quels dirigeants des syndicats ou des partis se réclamant de la classe ouvrière oseront-ils défendre publiquement l'indispensable rupture avec le financement des syndicats par l'Etat ? Y en aura-t-il au moins un dans le mouvement ouvrier français très largement gangrené par le réformisme, l'hypocrisie et la couardise, vous me direz qu'ils vont très bien ensemble ? Y aura-t-il au moins un cadre, un responsable syndical ou politique, qui aura le courage et la volonté de rompre avec ce qui constitue la base de la collaboration de classe des syndicats avec le capitalisme et l'Etat ?

Ensuite on s'étonne que l'ensemble des dirigeants des partis et des syndicats soient corrompus par l'idéologie dominante, leur attachement au capitalisme et à l'Etat est une question alimentaire pour eux, sonnante et trébuchante. A l'opposé, si vous avez rapidement parcouru ma fiche professionnelle, vous avez pu vous rendre compte ce qu'il en coûtait de défendre ses convictions en toute circonstance, c'est un sacrifice effectivement, c'est aussi une question de dignité, un sacrifice qu'aucun dirigeant n'est prêt à accepter. Alors que valent-ils vraiment ? Que valent leur parti, leur politique ? Les deux questions sont liées.

Un sacrifice n'a de valeur que lorsqu'il vous est imposé, lorsqu'il vous en coûte davantage qu'il ne vous rapporte. Il en va de même de la soi-disant générosité de la nature humaine très à la mode. La véritable générosité ne consiste pas à se dessaisir d'argent ou d'un bien dont on n'a pas réellement besoin ou dont on peut très bien se passer, mais bien l'inverse, sinon c'est un vulgaire calcul d'épicier pour se donner bonne conscience, en toute hypocrisie.

A une autre époque, celle glorieuse du mouvement ouvrier révolutionnaire de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe, nos dirigeants n'avaient pas hésiter à monter en première ligne pour défendre leur idéal, le socialisme, à s'exposer aux représailles ou à la répression de la part de la réaction, à connaître misère, prison ou exil ou pire encore, leur caractère était trempé comme de l'acier, on pouvait être fier d'eux, on pouvait les prendre ou les citer en exemple, ils brillaient par leurs qualités intellectuelles ou morales, à l'instar de celles de la seconde moitié du XVIIIe siècle, ils étaient les Lumières qui annonçaient les révolutions à venir qui auraient pour tâche de libérer l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. Quel contraste avec nos dirigeants dont les Lumières ne portent pas plus loin que leurs ombres !

Camarades, sortez de l'ombre ! Libérez-vous de ce carcan qui étouffe la liberté de penser. Les militants ont beaucoup de mérite parce qu'ils doivent affronter à la fois deux épreuves sans y être vraiment préparés. La première consiste à se libérer de l'obscurantisme savamment entretenu par leurs dirigeants, la seconde à combattre inlassablement sur tous les fronts le capitalisme et ses représentants sous leurs différents masques.

Bien sûr que nous ne luttons pas à armes égales avec nos ennemis de classe, raison de plus pour être irréprochables. Les classes dominantes disposent de la puissance de l'Etat, de l'argent, des médias, pour mener leur combat, alors que nous, nous de disposons que de notre capacité à nous organiser à partir du moment où nous avons pris conscience de la nécessité de regouper nos forces pour vaincre notre ennemi.

Je suis optimiste presque par nature, mais je me dis que si nous n'étions pas capables de briser le mur du silence qui obscurcit le débat sur la question de l'indépendance indispensable des organisations et des partis face à l'Etat, ce sont des jours et des années bien sombres qui nous attendent. A l'heure où l'on nous dit d'éteindre les lumières pour faire des économies d'énergie, j'ai plutôt envie de clamer : allumez-les pour éclairer notre chemin vers le socialisme !

Je vous invite vivement à lire les deux articles que j'ai mis en ligne hier, et ce n'est pas parce que j'en suis l'auteur, on s'en tape complètement, c'est le contenu qui est intéressant selon moi. Celui qui relate la position d'un militant du CCI-POI, cheminot, face à un chauffeur routier ex-PT, sur la question de l'indépendance des syndicats, montre bien à quel point le débat sur cette question est sciemment détourné par les dirigeants de ce courant. On peut y lire que l'Internationale Communiste serait aussi responsable du stalinisme pour avoir livrer les syndicats aux PC, donc à Staline et sa clique. Intéressant, non ? Déterminant pour comprendre l'oeuvre liquidatrice du tamdem Lambert-Glusktein et sa justification. Je n'ai pas tout dit dans cet article et je ne le prétends pas évidemment.

Selon notre camarade cheminot, ce sont les résolutions de l'IC qui ont (aussi) favorisé le stalinisme, donc il faut dénoncer leur contenu ou le combattre, s'en écarter ou l'oublier, alors qu'il était question du nécessaire combat commun du parti et du syndicat pour le même but, c'est ce but et cette alliance qui serait responsable de tout nos malheurs en bref.

A l'opposé, avec le camarade routier, nous prétendons que ce n'est pas parce que Staline a utilisé ces résolutions à d'autres fins que celles pour lesquelles elles avaient été rédigées, qu'elles seraient forcément erronées. S'il fallait jeter par dessus bord tous les textes des marxistes qui ont été récupérés par ses adversaires, on se retrouverait tout nu, on n'aurait plus qu'à se raccrocher à la parole divine de nos dirigeants actuels en guise de théorie.

Si vous avez saisi à quoi ce raisonnement aboutissait, vous avez saisi du même coup les intentions sournoises de ceux qui en sont à l'origine.

Dans le programme de la SFIO, le 4 août 1914, quand ses dirigeants se sont vautrés dans la fange en votant les crédits de

guerre, figurait le combat pour mettre fin à la propriété privée des moyens de production. Quand on voit à quoi cela leur a servi oul'usage qu'ils en ont fait et en suivant le raisonnement de notre camarade du CCI-POI, je propose en conséquence de supprimer ce passage du programme du parti, puisqu'il a pu induire en erreur travailleurs et militants. Des exemples du même genre il en existe des milliers.

Vous comprenez pourquoi il est impossible d'avoir une discussion sérieuse avec des militants du POI dès que vous avancez vos propres arguments ? Je ne parle même pas de leurs dirigeants. Ceci dit, je mets en ligne chaque semaine deux pages de leur hebdomadaire, la polémique n'exclut pas la fraternité dans nos rangs quand elle est loyale et honnête. Vous pouvez trouver mon ton excessif, c'est la faute à ce polémiste de génie qu'était Vladimir Illitch qui m'a refilé cet abominable virus, on devrait peut-être brûler sa momie dans une vieille machine à vapeur de la SNCF afin d'éviter de nouvelles contagions ; la vie est dure camarades, implacable même, je ne fais que traduire avec des mots la violence de la lutte des classes. Cela ne peut incommoder que des nantis par le système.

J'arrête là, il y a une coupure de courant depuis déjà 4 heures et je dois économiser la batterie de secours, pour m'éclairer bien sûr !

Les articles de presse plus tard dans la journée si le courant revient. Rassurez-vous, il fait plus de 30°C à Pondichéry et le soleil m'éclaire ! Ouf, je vais pouvoir continuer à penser librement ! Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Tous des voyous.

La Talonnette avant-hier à propos des voyous : "*Tous ceux qu'on ne prendra pas sur le fait, on les prendra par les éléments de train de vie : les voitures, les montres...*" (AP 24.11)

Il a raison, on devrait commencer par saisir les biens et mettre en tôle tous les patrons d'hier et d'aujourd'hui, toute la racaille de la Jet-set, tous les politiciens véreux, tous ceux qui se sont enrichis sur notre dos à commencer par ses amis banquiers.

Il a visé les "*voyous*" qui se "*lèvent à cinq heures de l'après-midi*" , il a oublié qu'ils faisaient peut-être les 3x8 !

Besancenot ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes.

"*Le gouvernement nous explique que pour faire ce référendum, il y a un problème technique, les décrets institutionnels ne sont pas encore arrivés. Alors (...) gelons le statut de La Poste en attendant ce référendum*" a-t-il déclaré hier. (AP 24.11)

En Sarkoland.

1- En famille. Le président de la République Nicolas Sarkozy doit recevoir, mercredi, les partenaires sociaux "*pour évoquer avec eux les priorités et les modalités de l'emprunt national*", selon l'Elysée. (AP 24.11)

2- Nicolas Sarkozy a affirmé mardi en déplacement dans le Val-de-Marne qu'il ne procéderait jamais à "*une régularisation globale de ceux qui n'ont pas de papiers*" en France. (AP 24.11)

3- Nicolas Sarkozy a déclaré mardi qu'il ne reviendrait "*jamais*" sur la réduction de la TVA à 5,5% dans la restauration. (AP 24.11)

4- Regrettant visiblement la place Beauvau -"*malheureusement je ne suis plus ministre de l'Intérieur*"- le chef de l'Etat a revêtu hier son costume favori de "*premier flic de France*", le temps d'un bref tour balisé de la banlieue. Flanqué des ministres de l'Intérieur, de la Justice et du Budget, il ne s'est pas rendu sur le terrain, restant dans des lieux placés sous haute sécurité pour l'occasion, devant un public trié sur le volet, un commissariat de la police municipale à Epinay-sur-Seine, à la direction territoriale de la sécurité de proximité à Bobigny (Seine-Saint-Denis)... (AP 24.11)

5- Nicolas Sarkozy s'est prononcé mardi en faveur d'un «*toilettage*» du décret-loi de 1935 réglementant le régime juridique des manifestations sur la voie publique. Dans l'esprit du chef de l'État, il n'est pas question de restreindre le droit à manifester consacré par la loi de 1881. (Lefigaro.fr 24.11)

6- Au tour de Sarkozy de faire son beurre (et sa com') sur le chômage partiel, estampillé "*arme anti-crise*" du gouvernement. Lors d'un discours devant les cadres de Pôle Emploi, lundi 23 novembre : "*au deuxième trimestre 2009, 320 000 salariés ont bénéficié de l'activité partielle. Tenez-vous bien, c'est dix fois plus qu'en rythme de croisière. C'est autant de licenciements qu'on a peut-être ainsi pu éviter*". C'est une grosse intox (à peine tempérée par le "*peut-être*"). (Libération.fr 25.11)

La France, un Etat policier. Confirmation.

Les députés ont adopté mardi le projet de loi sur la récidive défendu par la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie.

Parmi les dispositions les plus controversées du texte.

1- La création d'un "*répertoire des données à caractère personnel collectées dans le cadre des procédures judiciaires", destiné à évaluer la "dangerosité*" des personnes poursuivies ou condamnées. Les informations inscrites dans ce nouveau fichier seront toutefois effacées si les poursuites judiciaires ne débouchent pas sur une condamnation.

2- La majorité a étendu le placement sous surveillance de sûreté (réservé aux détenus considérés comme encore dangereux à la fin de leur peine) aux condamnations à plus de 10 ans de prison. Auparavant, ce seuil était fixé à 15 ans.

3- Quant à la période de placement sous surveillance de sûreté, elle a été portée à deux ans, soit un an de plus.

4- Le texte abaisse de dix à sept ans le seuil de peine à partir duquel une surveillance judiciaire pourra être ordonnée.

5- L'Assemblée a aussi adopté un amendement prévoyant que l'identité et l'adresse des personnes condamnées pour des faits "révélateurs d'une certaine dangerosité" soient communiquées aux services de police et de gendarmerie à leur sortie de prison. (AP 24.11)

Déficit public. La seule solution du gouvernement : tailler à la hache dans les retraites et la Sécu.

Le Premier ministre, François Fillon, a annoncé qu'il présenterait début 2010 une stratégie de finances permettant de ramener le déficit public sous les 3% du produit intérieur brut en 2014 "*au prix d'ajustements très importants*".

François Fillon n'a pas précisé quelles mesures permettront une baisse aussi rapide du déficit (8,5% en 2010), évoquant seulement la réforme des retraites de 2010 et la poursuite de la maîtrise des dépenses de l'Etat et d'assurance maladie.

Quant à la dette publique de la France, elle a atteint 1.428 milliards d'euros au deuxième trimestre, soit 73,9% du PIB, selon l'Insee. Le gouvernement prévoit qu'elle atteindra 77,1% du PIB fin 2009, 84% en 2010, 88% en 2011, 90% en 2012 et 91% en 2013. (Reuters 25.11)

Une pluie de cartes.

Le Parti socialiste a enregistré 10.535 nouveaux adhérents en 2009, portant le total à 200.299 militants, a fait savoir mardi Pascale Boistard, secrétaire nationale à l'organisation et aux adhésions du parti.

En juin 2009, le Bureau national des adhésions du PS avait annoncé avoir radié 48.000 adhérents qui n'étaient plus à jour de leur cotisation depuis fin 2006. (AP 24.11)

Quelques jours plus tôt on apprenait que le PCF avait enregistré 5.000 nouveaux adhérents (sur 135.000 militants) depuis le 1er janvier. (Lexpress.fr 23.11)

Même au MoDem.

Le président du MoDem François Bayrou a jugé nécessaire mardi à la fois de "*lutter contre les employeurs*" de clandestins et de régulariser les étrangers sans-papiers qui "*travaillent, paient leur impôts*" et leurs "*charges sociales*" depuis longtemps. (AP 24.11)

Etats-Unis. Toujours plus riche... toujours plus pauvre.

Selon un rapport publié à la mi-novembre par le département de l'Agriculture, près de 50 millions d'Américains ont eu des difficultés à se nourrir en quantité suffisante en 2008, un nombre record depuis la première étude fédérale sur l'insécurité alimentaire, il y a 14 ans.

Lors de la Grande Dépression des années 1930, le nombre de millionnaires avait diminué de 22%. L'an dernier, les 10% d'Américains les plus riches ont gagné 11,4 fois plus que les plus pauvres. En 2007, le ratio était de 11,2.

Depuis le début de cette année, les six principaux établissements bancaires américains ont provisionné 112 milliards de dollars pour les augmentations de salaires et de bonus de leurs employés.

Le montant final pour 2009 pourrait être supérieur aux 164 milliards versés en 2007, juste avant que l'éclatement de la bulle financière ne réduise à néant l'épargne et l'emploi de millions d'Américains.

Les banques et autres institutions financières ont reçu au total 700 milliards de dollars d'aide publique venant du contribuable, alors que le niveau moyen des salaires aux Etats-Unis n'a jamais été aussi bas depuis 19 ans. (Reuters 24.11)

Etats-Unis. Obama

L'administration Obama a décidé de ne pas signer le traité international interdisant les mines terrestres, leur vente et leur usage.

Plus de 150 pays ont ratifié la convention interdisant la production, l'usage, le stockage et le commerce de ces engins de destruction. Les pays réticents sont outre les Etats-Unis, la Chine, la Birmanie, l'Inde et le Pakistan, ainsi que la Russie. (AP 24.11)

Aux dernières nouvelles, il hésiterait !

Charrettes.

1- General Motors a annoncé mercredi la suppression de 9.000 emplois en Europe, principalement en Allemagne, et a laissé entendre que son usine d'Anvers, en Belgique, pourrait fermer.

2- Bmi, filiale britannique de Lufthansa, va supprimer au moins 600 emplois.

3- Deutsche Postbank annonce qu'elle réduira ses effectifs de 10% environ, soit 2.130 emplois, pour les ramener à 19.000 d'ici la fin 2012, par comparaison avec la fin 2008.

4- La Caisse d'épargne Nord France Europe (groupe BPCE) a annoncé un projet de suppression de 250 postes sur quatre ans au sein de la banque, sur un effectif de 2.357 salariés.

Eco.

La burqa de l'industrie financière.

Dominique Strauss-Kahn estime qu'il reste "*d'importantes pertes*" bancaires "*non dévoilées*" dans le monde. "*Cinquante pour cent sont peut-être encore cachées dans les bilans*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) dans un entretien au "Figaro" de mercredi.

La "*proportion*" des pertes bancaires qui n'ont pas été dévoilées "*est plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis*", affirme Dominique Strauss-Kahn. (AP 24.11)

Japon.

Les exportations japonaises ont reculé de 23,2% en octobre par rapport à l'an dernier, a indiqué le ministère des finances.

Les exportations ont chuté à 40 milliards d'euros, selon le ministère, soit le 13e mois de déclin.

Les importations ont pareillement baissé, moins 36,5%, pour un total de 34 milliards d'euros ce qui donne un excédent commercial de 60,9 milliards d'euros. (AP 24.11)

Le 27 novembre

Complément. (2)

C'est le week-end, on se détend un peu camarades, si je puis dire.

Suite au piratage du serveur du site et à la destruction de mon disque dur pratiquement au même moment il y a près d'un mois,

sans évidemment qu'il y ait un lien entre les deux, j'ai dû refaire la page d'accueil du site en catastrophe, il se peut que des liens ne fonctionnent pas comme un camarade vient de me le signaler.

Le site comportant au total plus de 3.500 fichiers, je n'ai pas eu le temps de recopier tous ces fichiers du serveur vers mon nouveau disque dur et je dois vous avouer que je me retrouve face à un beau bordel ! Je ne peux évidemment pas faire le tour de tous les liens. Voilà, vous m'excuserez pour ce petit désagrément, signalez-moi les liens qui posent problèmes. J'avais téléchargé une biographie de Marx par Lénine je crois, et je n'ai pas réussi à la retrouver, j'ai donc retiré ce lien.

Depuis un mois, je n'ai même pas trouvé le temps d'aller rechercher mon ordinateur en panne, c'est pour vous dire à quel point je n'ai vraiment pas une minute à moi. Par contre, j'ai fait une sauvegarde (partielle) du site sur un CD-ROM, je ne vais pas faire deux fois la même connerie !

Mon épouse Magueswary sera en Inde à partir du 3 décembre après une nouvelle période de séparation forcée de 6 mois, je devrai donc lui consacrer un peu de temps sur mon activité politique. Elle a réservé une chaise roulante, car elle ne peut pas se taper les longs couloirs des aéroports avec sa valise et son sac, je me demande dans quel état je vais la retrouver.

Le problème, c'est qu'elle débloque parfois, elle s'emporte violemment et se met à délirer complètement, à deux reprises j'ai réussi à la calmer au téléphone en faisant preuve d'autorité, ce qui n'est pas mon genre, mais si c'est le seul moyen pour qu'elle se calme et qu'elle m'écoute, cela promet ! C'est terrible de se retrouver face à quelqu'un qui perd pieds et devient totalement incontrôlable, c'est impressionnant comme situation, c'est là qu'on peut mesurer sa capacité à garder son sang froid et à prendre une décision immédiate, pas le temps de réfléchir, la théorie ne nous est plus d'aucune utilité, il faut passer à l'action sur le champ et ne pas se planter, prendre le dessus, sinon le pire peut se produire.

Heureusement que je ne me suis pas contenté d'étudier le marxisme, je dois remercier Freud et Reich au passage, mes autres compagnons de galère, de lutte devrais-je dire. Je vais être obligé d'analyser à quel moment elle se met à débloquer, de cerner précisément à quel moment elle bascule et se met à profèrer des paroles incohérentes, pour essayer d'en saisir la cause exacte, on verra ensuite comment elle pourrait s'en débarrasser ou la sublimer comme on dit en psychanalyse. C'est à mon avis possible étant donné l'état d'excitation dans lequel elle se trouve à ce moment-là, elle doit revivre inconsciemment une expérience traumatisante, je dois l'aider à en prendre conscience pour qu'elle s'en libère définitivement... C'est d'autant plus facile en principe que le transfert doit se réaliser avec moi et qu'elle a confiance en moi. J'en parle comme d'un cas clinique grave, mais la dernière fois, elle a failli se retrouver internée en psychiatrie à Pondichéry, ils l'ont assommée avec un puissant tranquillisant et je l'ai récupérée le lendemain.

Quand on a à l'esprit que le moindre stress agit sur sa pression sanguine et que c'est justement son point faible, il y a de quoi vraiment s'inquiéter. Elle doit subir une prise de sang tous les 10 ou 15 jours maximum pour réajuster son anticoagulant depuis la pause de ses deux prothèses cardiaques, sinon elle risque à tout moment une hémorragie fatale, l'angoisse permanente, surtout en entendant le soir le tic-tac des prothèses en guise de petite musique pour s'endormir. Je dois être au top si je veux éviter le pire, elle m'a dit au téléphone qu'elle allait tous les tuer en parlant des salopards de notre village et des autorités, je lui ai répondu que si elle venait pour cela, elle pouvait rester en France, cela fut radical, elle s'est calmée sur le champ. Ce n'est pas évident d'être aussi proche de quelqu'un et de devoir prendre ses distances avec elle pour la raisonner. Si nous avions une vie plus paisible, la plupart de ces inconvénients (sic !) nous seraient épargnés, mais voilà, nous appartenons à la classe qui doit en baver jusqu'au bout, alors oui on a de vraiment de quoi haïr le capitalisme.

Sinon, je n'ai toujours pas obtenu le papier qu'il me manque pour vendre la maison, l'Inde est un pays tellement corrompu que même avec l'intervention du gouvernement je ne suis pas arrivé à obtenir gain de cause. Là aussi, parlez-moi de l'Inde comme une démocratie et comme aurait dit Lénine : *fusillé* !

L'attaché consulaire en poste à Chennai m'a expliqué au téléphone hier que le gouvernement du Tamil Nadu n'avait pas été au bout de sa démarche, parce qu'il est lui-même corrompu, entre corrompus ils se tiennent les coudes. Par contre elle m'a mis en relation avec un ex-Collector (préfet) qui pourrait peut-être débrouiller mon histoire, à condition que je passe à la caisse. J'ai eu ce monsieur au téléphone, il m'a dit ouvertement que la corruption était la règle absolue, que toutes les autorités sont corrompues, et que sans verser du fric il était impossible de s'en sortir.

Je ne vous en parlais plus depuis un moment, mais il n'y a pas un jour ou presque où je ne passe pas des coups de fil, où je n'envoie pas un courriel ou une lettre aux autorités indiennes ou encore que je me déplace, en vain. J'ai reçu la semaine dernière une des personnes, une Française, qui voulait acheter notre maison, elle est d'accord pour patienter encore un peu, mais pas indéfiniment . Elle est prête à acheter la maison sans ce foutu papier totalement inutile si on lui consent une réduction importante (30%), je n'y suis pas opposé, mais je préfèrerais la vendre au prix normal puisque c'est en quelque sorte ma retraite, je n'ai que 55 ans. L'idéal serait quand même qu'avec Magueswary on puisse de nouveau vivre ensemble, en France ou en Inde.

Bon week-end à tous et portez-vous bien camarades. J'ai une pensée particulière pour un vieux camarade dont l'épouse est actuellement entre la vie et la mort, je lui envoie mes tendres amitiés et qu'il l'embrasse de ma part.

Complément. (1)

Au fait, j'ai manqué d'à propos en réponse à ce militant du CCI-POI qui pour se défiler avait dit que la "vraie lutte des classes" se déroulait ailleurs que sur Internet. Si j'ai bonne mémoire Marx et Engels ont passé les trois quarts de leur vie de militants ouvriers loin du terrain, en exil, Marx se plaindra même à plusieurs reprises de son isolement total, tout en reconnaissant que cela lui permettait d'avancer rapidement dans ses travaux. Engels dans les années 90 refusera l'invitation de participer au congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand en disant qu'il avait mieux à faire, quelle honte, déserteur va, t'aurait lancé un disciple de feu le grand révolutionnaire Lambert !

Suite au courriel que notre camarade chauffeur routier m'avait envoyé, qui relatait la discussion qu'il avait eu avec son cousin cheminot, et que j'ai mis en ligne avec son autorisation, il m'a fait parvenir les précisions que vous allez lire plus loin. Mais avant cela une précision. Je n'avais pas indiqué que de par les arguments avancés par ce syndicaliste FO et militant du CCI-POI, il ne devait pas s'agir d'un jeune militant ou d'un militant sans expérience, mais comme je n'en avais pas la preuve, je m'étais abstenu de le préciser, or dans ce second courriel, j'ai appris qu'il était permanent FO en 2005 sur la Gare du nord, un bureaucrate comme on les aime tant, ceci explique qu'il défende l'appareil de FO en faisant feu de tout bois.

Voici le second courriel que j'ai reçu :

"*J'ai oublié de te préciser que mon cousin avait subi l'ire des permanents quand en 2005, nous avions ensemble volé des ramettes A3 au local SNCF du syndicat FO de Paris nord et imprimé avec leur machine toner les affiches de campagne du comité contre l'Europe qui a préfiguré le POI...*

On en avait collées partout dans le canton où notre cellule militait. Le maire de notre patelin (UMP), très énervé par la déculotée du 29 mai, avait alors porté plainte pour collage illégal et avait menacé la permanente départementale du CCI qu'il connaissait depuis le lycée puisqu'elle est prof de français au lycée d'Abbeville...

Enquête faite, le permanent régional (Lucien Gauthier dans IO) avait déboulé en UB et leur avait fait voter un blâme pour le cousin, je n'y étais pas... Je n'étais pas encore titulaire (en GER) et j'avais demandé à la cellule de vite me titulariser pour refaire la réunion et contredire le blâme... On a voté tous les 4 contre et je te dis pas la gueule du permanent !!! Il aurait eu 2 kalachnikov à la place des yeux, on en aurait eu un chargeur chacun dans le buffet !

Second épisode, le cousin, alors permanent FO sur la Gare du nord, avait réussi à récupérer pas mal de cartes chez les SUGE (police ferroviaire) suite à une interpellation d'un mec qui avait mal tourné et qui avait été médiatisé en défaveur des SUGE d'autant plus que le gars était maghrébin ...

Du coup, pour un meeting du comité à la Mutualité, il avait demandé au service d'ordre de FO dans lequel pas mal de ces policiers ferroviaires étaient entrés, de venir y faire le SO alors que pas mal d'entre eux n'étaient même pas sympathisants ou de loin. C'était l'occasion, logiquement, de les faire adhérer aux idées, pourquoi pas mais, les permanents l'ayant su, et au nom de leur putain d'indépendance des syndicats, se sont rués sur lui et l'ont convoqué devant l'inquisition, Lambert et toute la clique... Il a été vilipandé bien comme il faut et je me souviens qu'il en avait même été très peiné !!!

Force est de constater qu'il a baissé la garde et que ce serait un miracle qu'il revienne à quelque chose de plus sain...

Voilà comment on broie un militant alors qu'on pense bien faire pour le parti, n'hésitant pas à se mettre soi-même en danger."

Je n'ai pas davantage envie de tirer sur notre malheureux cheminot qui a dû affronter l'appareil policier de Lambert-Gluckstein-Gauthier pour avoir cru un instant que l'indépendance du PT par rapport à FO existait réellement. C'est l'ensemble des militants du courant communiste internationaliste que Lambert et sa clique ont brisé politiquement, ceux qui ont tenté de résister ont été cassés ou se sont casser de ce parti.

Depuis l'après-guerre, ces dirigeants "trotskistes" ont toujours été à la remorque des appareils qui s'appuient sur l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie, ils partagent depuis toujours le même fond de commerce. Ils se sont servis de la double nature qu'ils prêtaient et prêtent encore au PS et au PCF, mais aussi aux syndicats, pour mettre au point et développer un double langage qui a servi pendant longtemps à masquer leurs véritables intentions et à tromper leurs militants, dont malheureusement j'ai fait partie pendant une brève période de ma vie. Ils se sont arrangés pour encourager et flatter le penchant revendicatif téinté de corporatisme des fonctionnaires et particulièrement des enseignants, pour développer leur parti et acquérir des places dans les différents appareils, dont celui de FO, faisant passer le combat contre l'Etat et le capitalisme au second plan, autrement dit, à la trappe, car c'est ainsi que cela s'est traduit concrètement, sinon on n'observerait pas aujourd'hui de telle réaction de la part de leurs militants, le cas de ce cheminot n'est d'ailleurs pas isolé, et les courriels que des militants de ce parti m'ont adressés au cours des 5 dernières années ou la politique suivie par ce parti le confirme jours après jours.

Il aura fallu attendre près de 40 ans et l'accession de Mitterrand au pouvoir pour que le voile se déchire et les langues commencent

à se délier. Et lorsque Lambert balancera à P.Broué à l'intention de son fils, je cite de tête : "*il y croit encore à la révolution, il en est encore là*", il indiquait clairement que lui, Lambert, il n'en était plus là depuis belle lurette, ce qui signifiait que la politique qu'il avait impulsée dans son parti n'avait jamais été orientée dans cette direction tout en faisant croire le contraire à ses militants, le trotskisme de Lambert n'avait servi qu'à couvrir sa capitulation politique, qu'il en avait parfaitement conscience, alors que nous, nous croyions exactement le contraire. En tant que militants de base nous ignorions absolument tout ce qui se tramait en coulisses entre les différents appareils, y compris avec l'Elysée. Nous étions jeunes et naïfs, sans expériences et faibles sur le plan théorique, et il faut bien avouer que nous nous posions peu de questions en dehors de celles qu'on nous servait sur un plateau, avec les seules bonnes réponses possible évidemment que l'on gobait comme des mouches, mais dorénavant cette époque est définitivement révolue, les masques tombent les uns après les autres et nous nous sommes armés d'un puissant esprit critique en puisant dans le marxisme, et c'est tant mieux.

Reste à ouvrir les yeux de tous ces militants, notre camarade routier pense qu'il est peut-être trop tard, personnellement je n'en sais rien. Ils peuvent continuer encore longtemps à s'illusionner sur leurs dirigeants, à ne pas comprendre que les lignes politiques successives qu'ils ont mis en avant, la défense de la démocratie, la rupture avec l'UE, puis maintenant l'interdiction des licenciements, ne pouvaient les mener qu'à une impasse politique sans jamais rien construire, pire, sans jamais favoriser l'élévation de la conscience politique de la classe ouvrière comme chacun peut l'observer quotidiennement.

La preuve que je ne délire pas ou que je ne fais pas dans le procès d'intention, je n'ai aucune boutique à défendre. Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°74), en dehors d'un encadré ridicule en page 12, vous chercherez en vain un article (et une analyse) après la nomination de Herman Van Rompuy comme président du Conseil européen et de la baronne Catherine Margaret Ashton en tant que Haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, peut-être parce que cette dernière fait partie du Labour Party que le POI soutient, comme il soutient le SPD en Allemagne. Alors qu'il y avait de quoi faire un papier sulfureux sur ce sujet, après que nombre de dirigeants européens eut contesté ces nominations a minima qui traduisaient les contradictions grandissantes auxquelles les dirigeants de l'UE doivent faire face avec la crise actuelle du capitalisme et la mobilisation croissante du prolétariat dans la plupart des 27 pays de l'UE.

Les champions de la rupture avec l'UE aux abonnés absents quand l'UE se dote pour ainsi dire d'un président et d'une ministre des Affaires étrangères, même si ce ne sont que des pantins ce n'est pas rien, plutôt étrange, non ?

Herman Van Rompuy et la baronne Catherine Margaret Ashton ont été nommés par les chefs d'Etat de l'UE, c'est peut-être cela qui chagrine le POI, car une fois de plus cela mettait en relief que la construction de l'UE ne tombait pas du ciel ou n'était pas un don de Washington, mais qu'elle partait bien (toujours et encore) des chefs d'Etat dont les prérogatives reposent sur la constitution de leur Etat respectif, et que par conséquence, pour ne prendre que la France mais la même démontration est valable pour tous les pays de l'UE, il suffirait de chasser le chef d'Etat et d'abolir la constitution pour rompre tous les liens avec l'UE, ce qui impliquerait de mener un combat politique résolu contre Sarkozy et les institutions de la Ve République, ce à quoi le POI se refuse obstinément.

Ne revenons pas sur la ligne de la défense de la démocratie qui était le summum de la décomposition politique, quant à l'interdiction des licenciements, cette ligne peut faire illusion pendant untemps comme les précédentes, elle répond au mouvement spontané des masses, mais comme elle ne s'inscrit dans aucune perspective politique, elle est vouée à connaître la même mésaventure et à se terminer dans une impasse.

Si vous observez attentivement le comportement de tous les autres partis, vous constaterez qu'il existe un mimétisme presque parfait entre eux, il y aurait même un courant trotskiste au PCF, comme hier il aurait existé un courant marxiste au PS, idem au NPA, demain au PG. Leur point commun n'est pas difficile à discerner : aucun n'avance le mot d'ordre chasser Sarkozy et son gouvernement Fillon-Kouchner, aucun ne pose clairement la question du pouvoir politique, aucun ne fait de la propagande pour le socialisme, aucun n'entend empiéter sur les prérogatives des dirigeants pourris des syndicats et remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat et... l'Union européenne, par contre ils sont tous pour la soi-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis qui profite en premier lieu au capital, comme dirait l'autre : cherchez l'erreur.

Je pourrais ajouter encore un élément qui montre à quel point le POI est à la remorque des appareils. Le dernier éditorial de Gluckstein ne s'adresse pas à la classe ouvrière, mais cela vous vous en doutiez, il commence ainsi : "*Laurent Fabius*", et plus loin on peut lire : "*Bref : les élus de « l'opposition » doivent obtempérer aux ordres du gouvernement et appliquer les mêmes plans de privatisation et de remise en cause des droits dictés par l'Union européenne…*

Que reste-t-il de la démocratie ?"

La démocratie que défend le POI, ce n'est pas la démocratie ouvrière, la démocratie s'appuyant sur le prolétariat qui constitue la majorité de la population, qui ne pourra être imposée que par une révolution prolétarienne, non, il défend une autre conception de la démocratie, la démocratie bourgeoise, la démocratie telle que Fabius et le PS peuvent uniquement la concevoir, Gluckstein se place sur le même terrain que l'appareil du PS, en posant la question "*Que reste-t-il de la démocratie ?*", il revendique la seule démocratie qui ait existé en France depuis 1789, la démocratie qui a justement permis à la bourgeoisie de rester au pouvoir pendant plus de deux siècles en enchaînant le prolétariat au capitalisme, voilà l'illusion qu'il voudrait revigorer et perpétuer et qui constitue son horizon indépassable. Remarquez bien que le petit-bourgeois en général n'en demande pas davantage. Cela

me permet d'affirmer, que l'indépendance politique du POI n'est qu'une escroquerie.

A l'opposé, toute atteinte à la démocratie devrait être utilisée pour mettre en avant la véritable nature du régime, la nécessité de rompre avec les institutions et de renverser le régime pour instituer une véritable démocratie, une démocratie ouvrière, pour éduquer le prolétariat et le préparer à mener le combat dans cette perspective politique inséparable du socialisme. Voilà quelle devrait être la ligne politique pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Passons à autre chose pour finir.

Il y a plusieurs questions sur lesquelles il faut encore se pencher, il m'en est venu une autre à l'esprit. Les comités d'entreprise qui brassent des dizaines de millions d'euros et qui sont contrôlés par les syndicats, leur rôle que j'assimile à la collaboration de classes.

Il y en a une autre qui mérite qu'on s'y arrête, elle n'est pas nouvelle, mais on peut l'enrichir en l'élargissant, je me demandais à partir de quel moment on pouvait déterminer que les syndicats étaient intégrés à l'Etat, ce qu'on nous sert habituellement provient de gens qui sont directement intéressés pour nous induire en erreur, qui nous ont déjà menti un nombre de fois incalculable, donc il est recommandé de ne pas prendre pour argent comptant ce qu'ils nous racontent. On peut répondre à cette question en observant ce qui se passe dans d'autres pays comparables.

Il ne faut pas chercher dans les institutions, car vous ne trouverez rien ou presque, c'est à l'extérieur qu'il faut chercher, et là on découvre un appendice tentaculaire des institutions qui couvre l'ensemble de la société et qui gèrent certains besoins (sociaux, culturels, etc.) de la population pour le compte du capitalisme, les syndicats sont amenés à remplir des "*missions d'intérêts générales*" . J'y reviendrai dans une autre causerie, mais je tiens à en dire deux mots ici car c'est une question importante.

Par exemple en Belgique, les syndicats prennent en charge le paiement des allocations chômage, d'où un taux de syndicalisation de 65%, en Suède ils prennent en charge la gestion de l'assurance chômage, d'où 83% de syndiqués, en Italie ils assurent l'assistance à la constitution des dossiers de demande de prestations sociales, 30% de syndiqués, en Allemagne ils prennent en charge la formation des chômeurs, 30% de syndiqués également, en Grande Bretagne ils sont chargés de la promotion de la formation professionnelle, un peu moins de 29% de syndiqués, bref, si vous êtes salariés ou chômeurs et que vous voulez bénéficier de ces droits, vous avez plutôt intérêt à vous syndiquer. Compte tenu des taux de syndicalisation, la somme des cotisations versées par les adhérents représente un montant de l'ordre d'un milliard d'euros par an et par pays. L'état participe indirectement dans le financement des syndicats, dans le cadre des missions qui viennent d'être énumérées.

Les différents Etats ont fait en sorte qu'un maximum de travailleurs se syndiquent et financent eux-mêmes les syndicats qui sont à la solde du capitalisme, elle n'est pas belle la vie ! La contribution des Etats ne représente que 10% maximum du budget des syndicats. Les victimes financent les complices de leurs bourreaux, génial, non ? Mais ces syndicats sont indépendants de l'Etat !

Je viens de lire ceci qui confirme ce qui précède (source : http://www.tripalium.com) : "*En suède le pouvoir de persuasion vient des syndicats, en effet lors de licenciement économique les syndicats peuvent modifier l'ordre de départ des salariés, de plus c'est très mal vu de ne pas être syndiqué*". Se syndiquer devient donc une obligation pour pouvoir profiter d'un certain nombre de droits sociaux, c'est la mafia ou la dictature ! Voilà sur quoi se sont mis d'accord syndicats et Etats dans le dos et sur le dos des travailleurs. Les syndicats remplissent des missions, souvent des basses besognes (liste des licenciés) pour le compte des capitalistes, n'oublions pas que ce sont tous des régimes capitalistes, alors comment peut-on prétendre qu'ils seraient indépendants de l'Etat ? Une vaste tromperie. (A suivre)

Les infos en bref plus tard ou demain.

La causerie du jour mise en ligne hier après-midi.

Hier après-midi j'ai été fouiller dans le Net pour trouver des éléments concrets sur le financement des syndicats par l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises et... l'Union européenne. Voici entre autres sur quoi je suis tombé :

Le projet de loi de finances 2008 prévoyait de la part de l'Etat 29,9 millions d'euros au titre du « *dialogue social et de la démocratie sociale* » (source : Jean-Luc Touly, ex-délégué et trésorier CGT chez Veolia Eau). On comprend notamment pourquoi les bureaucrates pourris y tiennent tant au « *dialogue social* », cela rapporte gros, très gros ! Vive la paix sociale, merci patron, merci Sarkozy !

Une de ces vermines de la CGT le justifie : « *Nous sommes de plus en plus sollicités, confirme Jean-Christophe Le Duigou, par exemple pour participer au conseil d'orientation des retraites, ou au conseil d'orientation pour l'emploi… sans compter toutes les négociations qui sont en train de s'ouvrir à la demande du chef de l'État.* ». (id)

Aller, on en rajoute une grosse louche pour vous faire vomir, vous verrez c'est salutaire :

"*des subventions (sont) accordées sur le fonds de la Réforme de l'Etat par le ministère de la Fonction Publique à hauteur de 2,5 millions d'euros pour financer les stages ouvrant droit au congé pour formation syndicale. Toutefois, nous dit le rapport, "la DGAFP (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique) n'exerce aucun contrôle sur l'emploi de ces crédits.*" (source : Ifrap 2006)

Faut-il aller plus loin, n'est-ce pas suffisamment clair ? Comme dirait Marx, ces chiens se paient sur la bête, car c'est avec notre fric que l'Etat les corrompt et qu'ils font leur sale besogne.

Toutes subventions confondues, les syndicats toucheraient environ 1 milliard d'euros par an, sans parler des centaines de millions détournés des comités d'entreprise ou provenant (en espèce) des syndicats patronaux. A ce prix-là, on comprend pourquoi les syndicats sont corrompus jusqu'à la moelle et les partis ouvriers qui en profitent avec. On se demandait comment tout ce beau monde pouvait survivre et mener grande vie, vous avez ici la réponse. Après ils osent parler d'indépendance !

Et vous voudriez en faire des syndicats ou des partis révolutionnaires, vous rêvez, vous délirez complètement, camarades, redescendez sur terre et regardez la réalité en face. Faisons table rase du passé, pourris à ce niveau-là, il faut reconstruire un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire et un nouveau parti communiste. Si vous estimez que c'est impossible, c'est parce que vous ne croyez pas en la capacité du prolétariat à séparer le bon grain de l'ivraie, à réaliser ses tâches historiques.

Et cela ne date pas d'hier :"*en juin 1936, Alfred Lambert-Ribot, délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), rencontra grâce à Léon Blum les représentants des syndicats. De ces rencontres découla un « modèle où l'État, le patronat de la grande entreprise industrielle et le syndicalisme alors ouvrier s'entendirent pour « fluidifier » au mieux le dialogue social tout en jouant, pour la galerie, le spectacle de l'accord arraché »*" (source : Wikipédia).

Et il y en a qui voudraient nous refaire le "coup" de 36 ? Ils ont sans doute oublié que 36 s'était terminé par une trahison des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers SFIO et PCF, ouvrant la voie à la boucherie de 39-45. Non merci !

Décidément, pour garder espoir, pour conserver notre dignité et les mains propres, il n'y a que le marxisme révolutionnaire et le léninisme.

Vous ne pensez pas que ces questions devraient être abordées lors de la discussion préparatoire au 49e congrès de la CGT ? Qui osera ? Qui n'a rien à perdre ? Qui en aura le courage ? On attend. Au fait, vous avez lu dans la presse ouvrière les infos que j'ai fournies plus haut ? Non, et pour cause !

Qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme et du mouvement ouvrier, du socialisme, ceux qui osent poser ces questions ou ceux qui n'en ont pas le courage ou la volonté, parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus par les appareils ou le système ?

J'invite tous les militants qui partagent mon point de vue à s'exprimer dans les différents forums de discussions sur Internet, à communiquer l'adresse du site où les internautes pourront trouver des arguments et des analyses complémentaires pour enrichir leurs réflexions sur le syndicalisme et le combat classe contre classe, ce n'est pas pour faire de la pub au site, je m'en tape complètement, mais parce que cela fait partie intégrante de notre combat d'aider le maximum de militants à rompre avec le réformisme sous toutes ses formes. Pensez-y à défaut de m'adresser vos contributions. (A suivre)

Le 28 novembre

Les médecins et l'assistante sociale d'Aubagne ont conseillé à Magueswary de quitter la France pendant l'hiver parce que ce serait un nid à virus. Ils l'ont vaccinée, mais elle ne sait pas exactement contre quoi, trois médecins dont son cardiologue lui avaient vivement conseillé. Je n'ai pas voulu la contrarier ou polémiquer, elle a cru bien faire, ce qui est fait est fait. A quelques jours de son voyage en Inde elle n'allait pas très bien, mais elle m'a dit qu'elle allait "encore vivre longtemps", ce qui veut dire qu'elle a dû souvent penser le contraire, c'était facile à deviner, je n'ai fait aucun commentaire, il vaut mieux la laisser dire ce qu'elle veut si cela lui fait du bien.

A Aubagne, les gens qui la connaissent l'aime bien, c'est un exemple de courage cette bravefemme, elle ne parle que de "se battre" y compris sur le plan politique, elle a fait de sacrés progrès, elle est capable dorénavant de défendre ses propres arguments, et si elle m'a envoyé une prière qu'elle a recopiée au verso d'un tract du PCF, qu'est-ce que je pouvais lui dire de mieux, sinon qu'elle avait trouvé le bon support et qu'il fallait encore mieux qu'elle en reste à sa prière où elle puise des forces plutôt que dans un parti qui a déjà un pied dans la tombe ! Ils noyautent au maximum le milieu associatif, ce n'est pas nouveau vous me direz. A elle non plus je n'ai rien à vendre, pas plus qu'aux militants qui se connectent sur le site, chacun demeure libre de penser ce qu'il veut. Et si je ne ménage pas les militants, c'est qu'ils sont en bonne santé je présume, c'est tout ce que je leur souhaite.

Tout à fait par hasard, en allant faire des courses elle est tombée sur un journal local où elle figurait en photo dans le cadre des Restos du coeur. Cela l'a fait marrée, au-delà elle a l'impression d'exister en France, alors qu'en Inde en tant que femme, elle est sans cesse méprisée ou humiliée, y compris dans sa propre famille. Nous détestons la société indienne autant l'un que l'autre. C'est un sujet dont il faut éviter de parler, car elle entre à chaque fois dans un état d'excitation intense qui est néfaste à sa santé, elle le paie à chaque fois comptant.

Aux infos ils ont dit que les Bourses avaient été tirées à la baisse après l'annonce de la quasi-faillite de l'émirat de Dubaï ; j'avais mis l'info dans le site quelques heures auparavant, j'avais hésité à la mettre et puis je me suis dit que 59 milliards de dollars c'était une somme derrière laquelle devait bien s'en cacher une encore plus importante. Du coup, ils parlent d'une rechute possible du système financier avec la crainte qu'il entraîne tout le système capitaliste vers l'abîme. On ne peut pas lui souhaiter mieux !

A la fin de l'année, je viderai le site de tous les articles de presse et de la tribune libre de 2009, car il devient trop volumineux et difficile à gérer seul. La gestion du site, sa mise à jour, les causeries et les articles que j'écris, plus les lectures et les courriels, nécessiterait au moins deux personnes, donc je dois faire des choix et établir des priorités. Et il y a la question du financement qui va se trouver poser d'ici quelques semaines, si ma situation le permet je le financerai pratiquement seul avec le soutien de quelques camarades, si elle ne me le permettait plus, on aviserait. Je ne me vois pas écrire dans un autre site, de toutes manières on n'accepterait pas mes causeries ou mes articles, donc la question ne se pose même pas.

Un tout petit peu de politique pour éviter une embolie cérébrale.

Existe-t-il dans ce pays un parti, une organisation, un groupe, un comité, une association de militants qui prend position pour la rupture du financement des syndicats par l'Etat ? On va la faire détendue, c'est le week-end. Le fric et bien d'autres avantages en nature sont à la base de la corruption des bureaucrates syndicaux, éviter ou rejeter cette discussion, c'est se trahir ! Dans un Etat ouvrier socialiste, le revenu de ses représentants ne dépasseraient pas le salaire moyen d'un ouvrier, cela leur en coûterait plus que cela ne pourrait leur rapporter. Quand il s'agit de faire des plans sur la comète, là ils répondent tous présents nos opportunistes professionnels, mais dès qu'on aborde la réalité, ils répondent aux abonnés absents. Seraient-ils tous complices, toucheraient-ils tous à des degrés divers ?

On n'a même pas besoin de faire de politique pour s'apercevoir à quel point le mouvement ouvrier est devenu pourri, c'est terrible ! Ils font tous dans leurs frocs ma parole, pas un n'aura la volonté et le courage de reprendre à son compte le flambeau du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, de défendre ses principes, ses valeurs. Ah pour faire de beaux et longs discours ils se posent là ! Vous me direz que cela ne leur réclame pas beaucoup d'efforts puisqu'ils passent leur temps à se répéter et à copier les uns sur les autres pour aboutir au même résultat.

Qu'est-ce que c'est qu'un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons, sinon la négation du combat classe contre classe ?

Est-ce qu'un syndicat de classe financé par l'Etat capitaliste et les patrons peut avoir une politique indépendante de l'Etat et du patronat ? Pas le moins du monde évidemment, il faut être un crétin pour imaginer le contraire. C'est ce que dit notamment le POI pour les partis politiques, la même chose est donc valable pour les syndicats, sauf que là le POI rejoint les rangs de la majorité silencieuse, et pour cause, il touche par le biais de l'appareil de FO notamment.

Est-ce qu'un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons peut combattre dans la perspective du renversement de l'Etat et du régime ? Ben voyons, il a trop à y perdre ! Pendant que vous y êtes, pourquoi ne pas envisager que les patrons luttent pour leur expropriation si tout était possible dans n'importe quelle condition. Alors dans quelle perspective combat-il ? De deuxchoses l'une, s'il ne combat pas dans la perspective de l'abolition du capitalisme parce qu'il est corrompu par l'Etat, c'est qu'il combat pour son contraire, pour assurer la pérennité du système capitaliste sous couvert de combattre pour l'amélioration des conditions de la classe ouvrière.

Les dirigeants, cadres, responsables de formations politiques sont d'éminents dialecticiens, des intellectuels ou des professeurs habitués à penser en principe, mais étrangement la dialectique ne leur sert à rien ici. Vous comprenez pourquoi parfois je vais très loin en demandant ce qu'ils valent vraiment sur le plan politique, c'est osé mais légitime de poser cette question. Ils sont plus forts quand il s'agit de pondre des syllogismes !

Je formule ma question autrement dés fois qu'elle leur semblerait trop compliquée : A quelle classe un "*syndicat de classe*" financé par l'Etat capitaliste et les patrons profite-t-il en dernière analyse ? A qui profite le crime, quoi ? Ma réponse : à la classe qui détient le pouvoir économique, aux capitalistes.

Alors quelle est la différence entre le syndicalisme dit rassemblé ou d'accompagnement et le syndicalisme dit de lutte de classe ? Autant qu'il y en a entre Sarkozy et Chirac pour combattre le prolétariat. Ces deux formes de syndicalisme telles qu'elles existent aujourd'hui ont pour fonction de subordonner le mouvement ouvrier et le prolétariat au capitalisme, puisque les deux tirent leur existence du financement de l'Etat et des patrons qu'ils sont censés combattre, c'est uniquement le niveau des

miettes que le capitalisme doit accorder de façon très inégale aux différentes couches du prolétariat qui les distingue, quant à la perspective générale elle est identique.

Et la méthode ? Elle est similaire sur bien des plans, le respect jusqu'à l'idolâtrie des négociations collectives, de ce qu'on appelle la politique contractuelle, ils privilégient tous les deux la négociation au détriment de la mobilisation qui arrive au second plan pour le syndicalisme de "*lutte de classe*", alors que le syndicalisme dit rassemblé n'y recourt que contraint et forcé, c'est la seule différence majeure qui nous fera préférer le syndicalisme de "*lutte de classe*", sans oublier de préciser que ce syndicalisme finalement capitule toujours sans aller jusqu'à poser la question de la remise en cause des fondements du capitalisme (36, 45, 68), alors que l'objectif de son combat est en principe de les abattre, le syndicalisme de "*lutte de classe*" a encore en commun avec le syndicalisme dit rassemblé de ne poursuivre officiellement aucun but politique, alors qu'en réalité en n'allant pas jusqu'à remettre en cause l'existence du capitalisme, ils permettent à ses institutions politiques de continuer à exister comme si de rien n'était, cela provient de la théorie sulfureuse de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis qu'ils partagent, et qui permet à tous les partis d'interdire aux syndicats de mener le combat de front avec le parti révolutionnaire, en devenir hélas, ou de mener leur combat dans une perspective révolutionnaire que partagent les militants révolutionnaires ravalés du coup au rôle de simples syndicalistes dans le cadre et la perspective indépassable du capitalisme, qu'ils le veuillent ou non.

Je ne veux pas vous casser le moral camarades, mais lorsque l'on voit que ceux qui mettent en avant le syndicalisme de classe font partie de l'appareil de la CGT depuis des lustres, vous m'excuserez, mais vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se lancent tête baissée dans la lutte de classe, qu'ils se tirent une balle dans le pied et qu'ils se privent du financement de l'Etat qui leur a permis de vivre sans bosser jusqu'à présent. Qu'ils nous disent qu'ils sont prêts à rompre sans conditions avec le financement des syndicats par l'Etat et l'Union européenne, et là nous reconsidèreront l'appréciation que nous portons sur eux, cela me semble raisonnable et cohérent, non ?

Ils ont déjà indiqué clairement que leur horizon indépassable c'était 36, 45 ou 68, bon. Pour moi, notre horizon indépassable c'est la révolution russe de 1917. En ne partant pas de la même base, on ne risque pas de parvenir au même objectif, or je ne vois pas pourquoi nous devrions en changer et pas eux. Après tout, ils y tiennent tant que cela à l'émancipation de la classe oui ou non ? Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. A ma connaissance, iI n'y a pas deux voies possibles pour porter le prolétariat au pouvoir.

Ils pourraient nous donner un autre gage de leurs bonnes intentions : la majorité des syndiqués se trouvent être des employés de l'Etat capitaliste, alors qu'ils nous montrent de quelle manière ils comptent s'y prendre pour les aider à rompre avec leur employeur et quels combats ils entendent mener dans la perspective de le renverser, après on recausera de tout cela tranquillement.

Quelques infos en bref.

Le chômage ou le retour de bâton. Qui allumera la mèche ?

La hausse du chômage s'est brutalement accentuée en octobre avec 52.400 demandeurs d'emplois supplémentaires en catégorie A, soit 2.627.300 en métropole.

Benoît Hamon a affirmé que plusieurs organismes de statistique considéraient qu'il y avait en France "*près de 17% de la population active qui est sans emploi*".

"*Ça, ce sont les vrais chiffres*", a-t-il dit sur RTL.

En comprenant les départements d'outre-mer, le nombre des demandeurs d'emplois en catégories A, B, C dépasse le cap des quatre millions de chômeurs dans le dernier communiqué de Pôle emploi. (Reuters 27.11)

Hausse des cotisations ou impôts en perspective.

L'assainissement des finances publiques de la France passe nécessairement par une hausse des prélèvements à brève échéance, selon Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des Finances du Sénat.

"*On peut gagner un point de PIB de déficit sur les niches fiscales*", soit une vingtaine de milliards d'euros, "*ce n'est pas facile mais c'est possible*" sans sacrifier la compétitivité des entreprises qui en ont le plus besoin, a-t-il déclaré.

"*La solution courageuse, c'est celle que le gouvernement n'a pas voulu adopter cette année, c'est l'augmentation de la CRDS*", la contribution au remboursement de la dette sociale, a-t-il déclaré. (Reuters 27.11)

Le train de vie princier du royaume de La Talonnette.

Les effectifs des cabinets ministériels français ont augmenté de plus de 11% en 2009 et les salaires versés ont progressé dans

le même temps de près de 57%, les primes de cabinet, qui s'ajoutent aux salaires, ont par ailleurs augmenté de 20,6%. Il y a un chauffeur pour deux collaborateurs de cabinet.

Les effectifs globaux des membres des cabinets gouvernementaux sont passés de 2.949 personnes à 3.277 et la rémunération moyenne des contractuels est passée de 6.343 euros à 7.157 euros. Le budget global des rémunérations (salaires et indemnités) est passé de 50,878 millions d'euros à 70,293 millions.

Jean-Louis Borloo (Ecologie) en tête dispose d'un effectif de 39 conseillers dans son cabinet, devant Roselyne Bachelot (Santé, 34), Christine Lagarde (Economie, 30), Luc Chatel (Education et porte-parole, 29) et Brice Hortefeux (Intérieur, 24).

Si l'on tient compte du personnel de service, c'est Brice Hortefeux qui arrive en tête avec 232 personnes, devant Jean-Louis Borloo (223), le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner (191), la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie (157) et le ministre de la Défense Hervé Morin (108). (Reuters 27.11)

Hypocrisie pour secourir les "***fragiles***" entreprises.

Pour Mme Parisot, ces personnes "*ne sont pas des sans-papiers, mais ce sont des 'avec faux-papiers*", a-t-elle expliqué, rappelant que chaque embauche était déclarée par l'employeur auprès de l'URSSAF.

C'est à l'Etat "*d'assumer la responsabilité de police ou de justice que tout d'un coup, il voudrait confier à certaines entreprises*" a-t-elle dit sur sur Europe-1

"*Attention de ne pas ajouter de nouvelles contraintes* sur les entreprises en ces temps de crise, car elles "*sont fragiles, les chiffres du chômage en sont vraiment le signe*", a averti la présidente du MEDEF. Les chefs d'entreprises attendent du gouvernement et de toutes les parties prenantes "*un ton d'encouragement et non pas un ton qui soit celui des menaces*", a-t-elle conclu. (AP 27.11)

Attention Mme Parisot, les patrons ne sont pas des sans titres de propriété, mais ce sont des avec des faux titres de propriété, puisque pour être patron il faut avoir volé une partie de la force de travail des ouvriers ! Légalement, oui bien sûr, d'où la nécessité de ne pas vouer un culte à la légalité.

Délogeons-les !

Interview de Christophe Robert, directeur d'études à la fondation Abbé Pierre.

Un Français sur six est concerné par la crise. On estime à 3,5 millions les "*très mal-logés*": certains dorment dans la rue, d'autres dans des caravanes, des caves, des hangars ou même des voitures. 6,5 millions de personnes sont en situation dite de fragilité par rapport au logement.

Beaucoup se débrouillent comme ils peuvent, hébergés par des amis ou la famille. D'autres ont un toit mais un loyer beaucoup trop élevé qui plombe leur budget, avec des conséquences directes sur l'alimentation, l'habillement. Ces personnes fragilisées peuvent très vite basculer dans la grande précarité. (Libération.fr 26.11)

Le ver était dans le fruit.

Après la Paca et le Languedoc-Roussillon, la Haute-Normandie est la troisième région où les adhérents de Cap 21, mouvement politique présidé par Corinne Lepage et vice présidente du MoDem, ont annoncé, mercredi 26 novembre, leur ralliement à la liste Europe Ecologie pour les régionales de mars. (Lexpress.fr 28.11)

Le 29 novembre

Vous allez peut-être penser que j'ai de la suite dans les idées, vous ne croyez pas si bien dire, quand j'ai une idée en tête, je ne la lache pas avant de l'avoir épuisée (temporairement), je suis peut-être naïf par certains côtés, mais pas au point de ne pas me rendre compte de certaines choses, par exemple qu'il y a des centaines de militants qui se connectent sur le site, alors qu'une infime minorité seulement ose me contacter.

Ce n'est pas un reproche que j'adresse à ces militants, je cherche à comprendre pourquoi, ce qui me semble être la moindre des choses, à moins de se foutre des militants qui ne sont pas forcément d'accord avec moi, ce n'est pas mon cas, je n'envoie bouler que les esprits sclérosés ou manipulés que je considère irrécupérables provisoirement ou définitivement.

Je m'adresse en priorité ici aux militants organisés. En dînant hier soir, je me suis dit que le contraste était saisissant entre l'attitude des militants qui semblent craindre pour leur sécurité personnelle, on dit aussi leur intégrité physique, s'ils étaient surpris par les dirigeants de leur parti à se connecter sur le site Lutte de classe, pire, à participer à une discussion avec son animateur, alors que Marx, Engels ou Lénine passèrent une grande partie de leur activité militante à polémiquer férocement avec d'autres dirigeants du mouvement ouvrier avec une violence extraordinaire et un acharnement quasi-thérapeutique pour terrasser leurs adversaires, à côté de laquelle mes articles font davantage penser à une cure de désintoxication forcée ou à une promenade par temps orageux.

Marx, Engels ou Lénine n'en sont pas morts pour autant, Bakounine n'a pas plastiqué l'appartement de Marx, Dühring n'a pas mis son poing dans la figure d'Engels et Martov n'a pas dévisagé Lénine, alors que craignez-vous ? Ah vos dirigeants auraient d'autres méthodes ! Mais dites-moi, vous prétendez là qu'ils se comporteraient comme des voyous, comme nos ennemis envers leurs militants dans certaines circonstances. Ce comportement était totalement étranger aux dirigeants du mouvement ouvrier à l'époque des marxistes que j'ai cités, il a bien dû y avoir des dérapages ici ou là, non pas de la part de Marx, Engels ou Lénine mais de celles d'autres dirigeants ou de militants isolés, si peu qu'on serait incapable d'en citer un, par contre, plus tard, ces méthodes se sont largement répandues avec le stalinisme, terrorisant, puis liquidant physiquement l'opposition de gauche jusqu'à Trotsky lui-même.

On en est arrivé au point 56 ans après la mort de Staline, où les militants se sentent encore obligés de s'exprimer sous le sceau de l'anonymat, du secret, sans doute à juste titre par crainte de représailles, d'excommunication ou pire, ou de préférer garder le silence. Quand on en arrive à employer de telles méthodes pour défendre ses idées, c'est qu'elles sont forcément erronées ou qu'elles comportent une face cachée qu'il ne faut surtout pas dévoiler aux militants ou aux travailleurs, voilà ce que j'en déduis logiquement. La violence en guise d'argument, c'est plutôt léger, condamnable et totalement inacceptable.

Quand on n'est pas capable de se maîtriser, que l'on ne supporte pas la confrontation des idées et qu'elle tourne à la confrontation physique, c'est qu'on est faible, que notre argumentation comporte des failles ou des contradictions sur lesquelles il n'est pas souhaitable que les militants se penchent pour en découvrir l'origine politique.

L'artifice qui consiste à se faire passer pour de grands démocrates ne résiste pas à cette épreuve, simple constatation.

Dans leur propre parti, un bon nombre de militants s'abstiennent de dire tout haut ce qu'ils pensent réellement, d'étaler leurs divergences ou tout simplement leurs doutes avec ou envers la ligne politique impulsée par leurs dirigeants, des militants dans des courriels m'ont expliqué qu'ils devaient même se méfier de leurs camarades de cellule ou section qui pourraient rapporter leurs critiques à leur responsable ou commettre une imprudence aux conséquences incalculables. C'est dans ces partis que l'on fabrique des bénis oui-oui, des zombis, tout sauf des combattants capables de penser librement par eux-mêmes et de se développer politiquement, c'est d'ailleurs l'objectif recherché par leurs dirigeants qui sont la tête, tandis que les militants devraient être les jambes qui passent leur temps à cavaler après des objectifs et qui devraient réfléchir en silence ou le moins possible de préférence.

Force est de constater que ces dirigeants sont parvenus à leurs fins et que leur méthode éprouvée est efficace, puisqu'il n'y a pas une seule tête (visible) qui dépasse les autres dans leur parti. Dans ce genre de parti, quand arrive le moment où on n'en peut plus et qu'on prend le risque d'exprimer ouvertement un désaccord important, en général c'est qu'on a déjà un pied en dehors du parti, on ne cherche pas à comprendre la nature de votre désaccord, à savoir comment vous en êtes arrivé à défendre une autre position que celle de la direction, non, on va vous demander, que dis-je, exiger que vous cherchiez quelle erreur vous avez pu commettre pour vous écarter de la ligne du parti, car l'erreur ne peut provenir que de vous, vous êtes déclaré coupable avant même que soit examiné vos arguments qui seront traités avec le plus grand mépris ou ignorés finalement, en vérité, on a à faire à une parodie de justice ou de démocratie car la direction a forcément raison et vous tort, ce postulat vous est imposé d'office et gare à vous si vous osez le mettre en doute. C'est le procédé détestable de l'auto-critique, l'antithèse d'une discussion franche, loyale et fraternelle.

Vous vous retrouvez face à un inquisiteur qui procède par syllogismes ou par prédermination, ce qui revient au même. Les dirigeants sont les mieux armés théoriquement pour définir la ligne du parti de par leur expérience, vous à côté vous êtes un nain sur le plan théorique et votre expérience n'arrive à la cheville de celle des dirigeants, donc vous êtes forcément dans l'erreur. C'est bien ainsi que les choses se présentent même si elles ne sont pas dites forcément de cette manière-là, n'est-ce pas ? En 1978 ou en 2009, la méthode est la même.

Si l'on découpe en trois partis ce syllogisme, seule la seconde est juste, mais elle ne signifie pas pour autant que les dirigeants auraient raison et que vous auriez tort, c'est la première partie qui permet de l'affirmer, dès lors vous avez le choix de contester ou non son contenu, la vérité qu'elle est censée exprimer, les dirigeants peuvent déborder de qualités, mais ils peuvent très bien se tromper totalement, c'est cela qu'on vous refuse d'envisager, qu'on ne vous autorise pas à penser, encore moins à dire, à propager, non, vous seriez viré avant. Quant à la troisième partie, il faut admettre que vous puissiez avoir tort puisque vous présentez des lacunes sur le plan théorique, mais pas forcément, prétendre que vous avez forcément tort, c'est vouloir imposer une vérité qui ne correspond pas forcément à la réalité, après tout une expérience très riche de la vie peut parfaitement combler un déficit théorique. On ne se forge pas une solide expérience de la vie en ayant en permanence un livre

de Marx sous les yeux ou en battant le pavé tous les quatre matins.

Face à des syllogismes il faut se montrer d'une extrême prudence, dites-vous bien que c'est la meilleure formule pour vous manipuler. Il est facile à des gens qui sont habitués à manier la dialectique de vous pondre des syllogismes à la pêle qui sembleront au premier abord justes ou indolores, alors qu'en réalité ils reposent sur une idée fausse ou fabriquée pour l'occasion et vous entraîner dans une voie bien déterminée.

L'auteur d'un syllogisme ne fait pas qu'énoncer une vérité, il veut vous entraîner dans une direction précise, il est animé par une intention précise au point de départ, il poursuit un objectif qu'il évitera de nommer devant vous si ses intentions sont inavouables ou s'il juge que vous n'êtes pas apte à l'entendre, notez bien que là encore, il est le seul à en juger, à votre insu s'il est animé de mauvaises intentions. Il existe plusieurs formes de syllogismes, mais pour ne prendre que celle qui est la plus répandue, pour que le troisième postulat soit juste, il faut que les deux qui le précèdent le soient également. Tous les hommes sont mortels, je suis un homme, donc je suis mortel. Il est vrai que tous les hommes sont mortels, il est exact que je suis un homme, donc forcément la conclusion sera juste, je suis mortel.

Dans l'exemple que j'avais pris plus haut, les dirigeants étaient considérés comme l'incarnation de dieux infaillibles, or c'est faux, du coup on est en droit de penser que vous pouvez avoir raison et eux torts, rien n'interdit de le penser, ce que rejettera votre procureur qui ne pense qu'à vous convaincre qu'il a raison.

Personnellement, j'apprends plus de choses et je progresse plus rapidement lorsque je discute avec des militants qui ne sont pas d'accord avec moi, plutôt qu'avec des militants qui disent partager mes positions, donc je n'ai absolument aucun intérêt à essayer de tromper les militants ou à rechercher la compagnie de camarades avec lesquels je suis en communion d'idées, je préfère délibérément la difficulté, car c'est elle qui aiguise la curiosité et facilite le questionnement indispensable pour démêler un problème et y trouver une réponse satisfaisante.

Les vérités toutes faites peuvent servir de base à la réflexion quand on est jeune ou qu'on commence à militer parce qu'on a besoin de points de repères, c'est légitime, les oeuvres des marxistes sont là pour remplir cet office notamment, mais il arrive un moment où on en a fait le tour, on finit toujours par piétiner, si alors on n'aborde pas les difficultés ou les questions qui sont demeurées dans l'ombre, on est voué à la sclérose et à régresser sur tous les plans, on se transforme en perroquet, on en viendra à répèter indéfiniment les mêmes phrases apprises par coeur, les mêmes certitudes gravées dans le marbre ou à adopter servilement le discours qu'on nous rabache quotidiennement.

Quand vous pensez que sur une question aussi simple à aborder que le financement par l'Etat des syndicats, pas un n'a osé jusqu'à présent se manifester, on a envie d'en déduire que ces militants sont morts politiquement pour la révolution, qu'ils en sont réduits à l'état de cadavre. Je sais qu'ils me méprisent ou me haïssent, entre nous cela ne m'empêche pas de dormir, vous avouerez quand même qu'un tel silence est révélateur et inquiétant à plus d'un titre.

Sur cette question précise, il se trouve que je suis absolument certain d'avoir raison, pas un militant ne peut justifier le financement des syndicats contrôlés par les appareils pourri, par l'Etat, les patrons ou l'Union européenne, et prétendre que cette pratique serait conforme aux intérêts fondamentaux du prolétariat, c'est la raison pour laquelle j'enfonce le clou.

On va arrêter là sur ce sujet pour aujourd'hui .

J'ai personnellement de l'estime pour tous les militants sans distinctions, la preuve en est que je réponds de la même manière à leurs courriels sans me préoccuper de savoir s'ils sont organisés ou non ou à quel parti ils ont adhéré, cette question est secondaire. Ma conception du parti n'est pas celle de leurs dirigeants et je ne crains pas de commettre une erreur en l'affirmant.

Ma conception du parti repose essentiellement sur les militants, leur capacité à progresser sur le plan politique et à trouver leur place dans le parti, chaque militant est important, mon idée n'est pas de partir du parti pour faire progresser les militants mais exactement l'inverse, c'est en formant les militants un à un que l'on parviendra à construire le parti, c'est d'autant plus logique que les militants ne progresseront jamais à la même vitesse, qu'ils n'auront jamais le même niveau théorique, qu'il y en aura toujours qui n'auront pas les capacités de s'élever à un niveau satisfaisant, c'est en tirant l'ensemble vers le haut que le parti progressera dans son ensemble. C'est le développement individuel de chacun qui est le garant du développement collectif du parti, de sa cohésion, de sa puissance.

Bon dimanche à tous.

Le 30 novembre

Je réagis parfois à chaud à l'actualité et d'autres fois il m'arrive d'avoir besoin de temps pour mesurer la portée d'un événement

ou d'une déclaration. Je dois avouer que la lecture hier après-midi de l'article du Nouvel Observateur m'a achevé. Je prends parfois connaissance de certains faits plusieurs mois après qu'ils aient eu lieu et par hasard, c'est l'inconvénient d'être loin de la France. Ce que j'ai lu hier a achevé de me convaincre qu'il fallait construire un nouveau syndicat ouvrier, que tous les syndicats existants étaient trop pourris pour espérer un jour les redresser de l'intérieur ou d'en faire encore des instruments au service de notre cause (au-delà des revendications alimentaires), quant à pouvoir en prendre le contrôle, cela relève de l'utopie ou de l'illusion, c'est comme la gangrène qui a un stade avancé conduit infailliblement à la mort, c'est ce qui attend le mouvement ouvrier s'il ne se décide pas à prendre une nouvelle voie ou à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat.

On pourrait me reprocher de ne pas avoir fait ce constat plus tôt et je l'accepterais.

Le mouvement ouvrier est en état de mort clinique sur le plan politique. Ce sont les lieutenants de la bourgeoisie et leurs satellites qui le dirigent depuis l'après-guerre qui sont les seuls responsables de cette situation dramatique. Pendant ce qu'ils ont appelé les Trente glorieuses, le rôle cynique, la trahison des uns et des autres s'est trouvée (en partie) masquée par les profits qu'engrangeaient les capitalistes grâce à l'augmentation de la productivité et à l'exploitation effrenée des colonies et ex-colonies qui le sont restées sur le plan économique notamment, ainsi, soit par le biais de négociations collectives, soit par le biais de la lutte de classe, les conditions d'existence du prolétariat se sont améliorées donnant l'illusion que nous étions engagés dans un processus continu et irréversible qui aboutirait finalement à un progrès social permanent qui profiterait à l'ensemble des exploités, les revendications élémentaires de larges couches du prolétariat étant ainsi satisfaites et leur niveau de vie étant en constante progression, pour les masses inconscientes le capitalisme se dotait pour un ainsi dire des vertus sociales du socialisme, tandis que pour les militants du mouvement ouvrier, la restauration du capitalisme en Russie signifiait la faillite du marxisme et du léninisme qu'ils abandonnèrent pratiquement tous les uns après les autres au cours des années qui suivirent, lorsqu'ils ne s'empressèrent pas de prendre les devants dès le début ou le milieu des années 80, comme s'il fallait se défaire au plus vite d'une maladie honteuse.

Ce n'est pas la fin de l'URSS qui a conduit à la subordination des masses au capitalisme, elles y étaient enchaînées depuis bien plus longtemps, ce sont les 40 années de collaboration de classe au nom du combat pour le socialisme qui avaient précédé et qui au cours desquelles les uns et les autres s'étaient acharnés à faire en sorte que le socialisme apparaisse comme une sorte de capitalisme réformiste, qui les avaient déjà largement préparés à lier leur sort à celui du capitalisme. Les événements de la fin des années 80 et du début des années 90 n'ont fait que parachever le long travail de sape entamé depuis longtemps par les ennemis du socialisme dans nos propres rangs pour convaincre les masses et les militants qu'en dehors du socialisme réformiste dans le cadre du capitalisme, il n'existait pas d'autre voie pour avancer vers l'émancipation de la classe ouvrière, autrement dit, que celle-ci était renvoyée aux calendes grecques ou devait être définitivement abandonnée, que le capitalisme avait définitivement triomphé du socialisme et qu'il était voué à une vie éternelle, quant au socialisme, il n'aurait été finalement qu'une utopie.

Le financement par l'Etat des syndicats ne date pas d'hier, la collaboration des appareils de tous les partis ou organisations avec les appareils pourris des syndicats (et les institutions) ne date pas d'hier non plus, c'est la raison pour laquelle j'affirme qu'ils sont tous sans exception responsables de la situation sociale et politique actuelle, en un mot ils sont tous corrompus par le capitalisme qu'ils prétendent combattre par ailleurs, continuant de tromper travailleurs et militants quotidiennement.

On peut partager ou non mon analyse, mais absolument personne ne peut nier le déroulement des faits tels que je viens de les énoncer et la situation à laquelle ils devaient aboutir infailliblement. Aucun militant ne peut nier non plus qu'il n'existe pas ou plus dans ce pays un parti ouvrier combattant pour la révolution socialiste qui seule permettra d'abattre le capitalisme, tous à des degrés divers ont rejoint le camp du réformisme bourgeois qui consiste à combattre pour des revendications immédiates sans les situer dans la perspective du renversement du capitalisme et des institutions de la Ve République, en un mot, ils ont tous capitulé sur l'essentiel en ne conservant plus que l'aspect superficiel de la lutte de classe qui malheureusement continue et va continuer de faire illusion auprès des travailleurs et des militants pendant encore pas mal de temps, mais rien n'est moins sûr et j'explique pourquoi.

Du début du XIXe siècle jusqu'environ 1830 on pensait aussi que le capitalisme allait se développer indéfiniment entraînant une amélioration continue des conditions d'existence de la population. Puis on se rendit compte que l'un n'entraînerait pas forcément l'autre, que sans la lutte de classe du prolétariat le développement du capitalisme ne profitait qu'à une minorité d''escalavagistes tandis que la classe ouvrière continuait de croupir dans une misère noire. La classe ouvrière commença à s'organiser et c'est pratiquement à la même époque que naquirent différentes théories sociales qui se donnaient pour objectif de l'aider à s'émanciper de sa condition misérable. Parmi toutes ces théories une seule passera avec succès l'épreuve des révolutions de juin 1848 et de 1871, tandis que toutes les autres se seront avérés incapables d'armer le prolétariat pour l'aider à mener son combat émancipateur, ou feront faillite lamentablement aux moments des combats décisifs, montrant ainsi leur véritable nature sociale (bourgeoise) étrangère au prolétariat, à ses intérêts fondamentaux...

Ce sont des faits, et vous allez comprendre facilement pourquoi j'ai tenu à faire ce rappel.

Il n'y a pas si longtemps, les masses pensaient pour ainsi dire la même chose qu'au début du XIXe siècle. N'avaient-elles pas profité elle aussi du développement du capitalisme ? Le réfligérateur, la télévision, la voiture, devenait petit à petit accessibles à tous ou presque, si l'on ajoutait la Sécurité sociale, la réduction du temps de travail, le plein emploi, le 13e mois et la 5e semaine

de congés payés, etc. pour un peu la vie d'un ouvrier n'avait plus grand chose à envier à celle d'un patron, toutes proportions gardées évidemement, et la sueur en moins... Sachant que l'immense majorité des masses n'a jamais été organisée dans un syndicat ou un parti, n'a jamais participé à une grève ou une manifestation, elles avaient tout lieu de penser que tout ces avantages étaient un don du capitalisme plus que de la lutte de classe, elles n'avaient aucune raison de penser que ce processsus ne continuerait pas à l'infini, donc de se mobiliser pour pérenniser ces acquis ce qui aurait signifié engager le combat politique pour renverser les institutions.

Mais voilà, la crise du capitalisme est venue remettre en cause brutalement tout ce que les capitalistes avaient dû leur concéder de grè ou de force, cette fois ce n'est pas le socialisme qu'il est question de remiser au musée de l'histoire, mais le capitalisme coupable de conduire l'humanité à l'abîme. Les détracteurs du socialisme sont bien embarrassés, car cette fois ils ne peuvent incriminer que le capitalisme comme seul responsable de la situation actuelle. Toutes ces partis font immédiatement penser aux Fourier, Owen, Saint-Simon qui avaient développé des théories utopistes avant que Marx ne découvre que le développement des forces productives et de la lutte des classes étaient les véritables forces motrices du développement de l'humanité, et qu'avec l'avènement du capitalisme, l'heure avait sonné pour l'humanité de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et que seul le prolétariat pourrait mener ce combat à son terme, pour peu qu'il prenne conscience qu'il constitue la classe majoritaire dans la société, qu'il ne peut compter que sur ses propres forces, qu'il s'organise...

Les travaux de Marx et Engels allaient aboutir à la parution du Manifeste du parti communiste en 1848. Pour l'essentiel, les conclusions qu'ils renfermaient allaient se trouver confirmées au fil de la lutte des classes internationale. Ils y rajouteront après l'expérience de La Commune de Paris, la nécessité de détruire de fond en comble l'appareil de l'Etat bourgeois, l'ensemble de ses institutions. Lénine s'en inspirera largement quand il définira les principes de son parti restant fidèle à l'enseignement déterminant des travaux de Marx et Engels : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, expression largement galvaudée, détournée de son objectif depuis par les renégats du marxisme, qui oublieront ou rejetteront l'objectif qu'elle contenait, l'émancipation des travailleurs pas seulement de la misère dans laquelle les capitalistes voulaient les maintenir, mais de l'exploitation et de l'oppression permanente qu'ils devraient subir jusqu'à leurs derniers souffles s'ils ne parvenaient pas à prendre le pouvoir.

Gageons camarades, que si le mirage du capitalisme tout puissant et éternel fit long feu au milieu du XIXe siècle au prise avec ses contradictions et face au socialisme qui conquit le mouvement ouvrier international et gagna le coeur des ouvriers jusqu'à les porter au pouvoir en 1917 en Russie, le mirage du capitalisme qui fut ranimé au cours de la seconde moitié du XXe siècle et qui vient de nouveau de s'éteindre, va se traduire par le combat du mouvement ouvrier pour se réapproprier le meilleur de son histoire, pour reconquérir le coeur des masses au socialisme de Marx et Engels. L'avant-garde du prolétariat révolutionnaire doit se regrouper pour affronter sans scrupules le réformisme et l'opportunisme sous leurs différents masques, à l'instar du combat que Marx et Engels menèrent contre les différentes formes de socialismes utopiques ou bourgeois.

J'arrête là, je n'ai plus de courant, le fil du neutre s'est décroché du poteau électrique situé devant chez moi à cause du vent ; je viens de téléphoner à l'électricien (fonctionnaire) qui m'a dit passer en fin de journée, la dernière fois je l'ai attendu deux jours, bien que je lui verse à chaque fois 100 roupies !

Bonne semaine à tous

Contact : Tardieu Jean-Claude

Haut de page Haut de page

Marxists Internet Archive
www.marxists.org

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Causeries décembre 2009

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

A propos du site.

J'ai corrigé le lien vers le fichier *Au CLAIR de la lutte n°4. Economie.* de la Tendance CLAIRE du NPA, avec mes excuses.

Hier en voulant ajouter un fichier dans le serveur j'ai eu le droit à un message en anglais : no space disc, autrement dit le site avait atteint la limite de l'espace qui lui était réservé dans le serveur. Du coup j'ai commencé à recopier du serveur vers mon disque dur un tas de fichiers que je n'avais plus après la destruction de mon disque dur, puis je les ai effacés du serveur pour disposer à nouveau d'un espace pour les nouveaux fichiers.

Je suis en train de réfléchir à la configuration du site à partir du 1er janvier 2010, date à laquelle je dois renouveler l'abonnement au serveur. Comme vous ne vous bousculez pas pour soutenir financièrement le site, un camarade m'a suggéré de lancer un appel aux dons qui serait peut-être une formule moins contraignante sur le plan politique, bon, soyons clair, je ne vais pas me mettre à mendier ou à implorer la générosité des militants, ce n'est pas mon genre, chacun est libre de déterminer à sa guise ce qu'il considère le plus important et ce qui l'est moins, je n'ai pas à intervenir dans les choix des camarades ni à les juger, par conséquence j'ai déjà décidé de supprimer plusieurs rubriques et de supprimer une grande partie des articles (fichiers) de 2009 et des années antérieures.

S'agissant des rubriques qui vont disparaître, les infos justice, internationale et société. Pour ce qui concerne les fichiers antérieurs, la totalité des infos sociale, syndicale et politique de 2009 ; concernant les infos économie, je vais supprimer les fichiers antérieurs à 2009, et si cela ne suffisait pas, l'ensemble des articles de 2009, le volume du site doit être ramené à moins d'1 GO, il dépasse aujourd'hui les 2 GO. Toutes les tribunes libres de 2009 seront également supprimées. En fait, il ne restera d'accessible que mes propres articles et mes causeries, plus les oeuvres des marxistes, les autres articles dont j'ai parlé plus haut seront accessibles sur demande seulement, ils seront toujours référencés, pour les obtenir il suffira de m'envoyer un courriel.

Récapitulons, en 2010, voici les rubriques qui seront actualisées : l'édito, la causerie, mes propres articles, la tribune libre, les infos éco, sociale, syndicale, politique, la défense du marxisme, le dossier vieux monde. Les dossiers économie, syndicalisme, POI, NPA, etc. qui servent au classement des articles (fichiers) par catégories, continueront d'exister évidemment.

Ces modifications interviendront très rapidement, au cours des 10 ou 15 qui viennent, car la réduction du volume du site doit être terminée avant que la société indienne ne me propose un nouveau contrat d'abonnement au serveur. (Rectification de dernière minute : j'ai dû ce matin continuer à retirer des fichiers, le dossier économie est vide, les articles disponibles sur demande uniquement)

J'allais oublier de préciser que les infos qui ne figureront plus sous forme d'articles de presse pourront éventuellement faire l'objet

de quelques lignes dans les infos en brefs qui suivent les causeries, car si ces infos ne figurent plus dans le site, je vais continuer de les lire et les télécharger.

Pour conclure, vous faites comme vous le sentez.

Je sais que des camarades se dispersent en se connectant sur un tas de sites, ce n'est pas mon cas, en dehors des infos des agences de presse (Reuters et Associated Press, AFP est inaccessible sans payer), du site du Réseau Voltaire et de Mondialisation.sa, de quelques sites que je visite une fois par mois en moyenne, je décroche d'Internet pour consacrer le reste de mon temps à la lecture, à l'étude et la réflexion, sinon j'aurais l'impression de ne plus penser par moi-même et de me laisser influencer par l'air du temps qui pue à plein nez la pensée unique, je sais quoi en penser et cela me suffit amplement, je préfère me concentrer sur la meilleure façon de faire avancer nos idées, de résoudre des questions théoriques qui intéressent (en principe) tous les militants, en deux mots, je me suis fixé un objectif et une voie et je m'y tiens, je n'ai absolument aucune raison de m'en écarter.

J'ai l'habitude depuis plus de 30 ans de ne jamais suivre les modes, de ne jamais faire la même chose que la majorité des gens au moment où ils le font, c'est aussi cela l'indépendance par rapport à un système qui cultive le mimétisme au point qu'on devrait se sentir obligé d'adopter le même comportement que les autres, de rentrer dans le même moule, je ne cherche pas particulièrement à me distinguer des autres, je réfléchis à chacun de mes actes, même les plus insignifiants, ensuite j'adopte le comportement qui me paraît le plus en phase avec mes convictions et l'idéal que je me suis fixé. Certes comme chacun d'entre nous je subis le système et les rapports qu'il nous impose, mais ce n'est pas une raison pour ne pas agir consciemment sur ma propre vie quand j'en ai la possibilité, c'est, si je puis dire, le peu de liberté qu'ils ne peuvent pas nous supprimer et sur lequel ils n'ont aucune emprise dès lors qu'on le décide, au bout du compte, dites-moi si je me trompe camarades, c'est bien pour la liberté que nous combattons.

Autre chose très vite.

J'ai reçu deux courriels de militants, j'essaierai d'y répondre dans les jours qui viennent. Je pense que pour aborder la question du syndicalisme comme bien d'autres questions, il ne faut pas prendre comme référence ce qui existe aujourd'hui, il faut partir de la compréhension du développement du capitalisme, de la place spécifique qu'y occupe le prolétariat et de ses intérêts distincts qui déterminent à la fois les objectifs de son combat politique et les moyens de les atteindre. Se placer sur le terrain de la lutte des classes n'a jamais signifié que les positions que l'on défendait, étaient forcément conformes aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. En réalité les choses sont plus compliquées.

La lutte des classes a été particulièrement intense au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et l'on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle n'a pas permis au prolétariat d'avancer d'un millimètre vers son émancipation du capital. On pourrait en déduire que finalement elle n'a servit à rien, sauf à assurer la pérennité du système capitaliste. Voilà un sujet qui mérite réflexion, non ? Là aussi, il existe la ou les versions officielles des différents partis. Comment s'y retrouver, qui dit la vérité et qui se fourvoie. La question n'est pas forcément celle-ci. Dites-vous bien que ceux qui vous expliquent ceci ou cela en décembre 2010, tenaient déjà les mêmes discours, 20, 30 ou 40 ans auparavant, à les entendre, on verrait ce qu'on verrait, là où les autres avaient échoué ou s'étaient fourvoyés, eux ils réussiraient à contruire un parti, etc. Que constatons-nous, 20, 30 ou 40 ans plus tard ? Ils nous reservent les mêmes arguments frelatés d'autrefois et ils n'ont rien construit du tout, ils en sont restés à la case départ et le prolétariat est plus subordonné que jamais au capitalisme. Il serait donc logique et conseillé de ne pas prendre pour argent comptant leurs arguments, de réfléchir à deux fois avant de les reprendre à son compte, cela me semble être la moindre des précautions.

Parmi eux, il y s'en trouve toujours qui paraissent avoir raison plus que les autres, mais à l'arrivée le résultat est exactement le même. Dès lors, il faut explorer d'autres pistes, se poser davantage de questions et chercher des réponses satisfaisantes. Ils ont pu sous-estimer ou surestimer certains facteurs, ils ont pu en négliger, volontairement ou non, mais c'est une autre histoire, ils ont pu accorder plus d'importance à certains événements qu'ils ne le méritaient pas en réalité, ils ont pu comparer des situations qui ne l'étaient pas vraiment, ils ont pu passer à côté de l'essentiel et privilégier ce qui était secondaire, qu'est-ce qui vous certifie qu'ils ont été capables de faire la part des choses, etc. Pourquoi n'y a-t-il qu'une infime minorité d'ouvriers du privé dans les partis dits ouvriers ? Qu'est-ce que c'est au juste des partis ouvriers sans ouvriers ? Les intérêts de quelle classe représentent-ils véritablement ? Pourquoi y a-t-il plus de 8 millions de travailleurs pauvres dans ce pays et qu'une poignée d'entre eux seulement est organisée ? Pourquoi n'intéressent-ils aucun parti ? Rmistes, chômeurs, retraités, ils sont combien, 15, 20 millions, plus encore. Pourquoi n'ont-ils jamais trouvé le moyen de s'adresser à eux ? En ont-ils eu un jour la volonté ?

La conception actuelle du militantisme - qui n'a jamais varié d'un pouce en 60 ans, est-elle valable ? Si l'on comprend bien, les pauvres sont trop pauvres pour être recrutés dans un syndicat ou un parti, ils auraient trop de problèmes immédiats auxquels penser pour envisager leur avenir au-delà et donc s'organiser, qu'ils soient manipulés par les partis bourgeois et sombrent éventuellement dans le lumpenprolétariat ne dérange personne ; les couches supérieures du prolétariat que le capitalisme et ses valets se sont employés à embourgeoiser ne voient pas vraiment quels intérêts elles auraient à renverser le régime, or depuis toujours, ce sont précisement ces couches vers lesquelles tous les syndicats et partis se tournent, avec le résultat que l'on sait et qu'il faut conserver à l'esprit sinon on perd pied et on ne peut plus rien comprendre, on part dans des extrapolations, dans des interprétations qui nous arrangent et qui rejoignent celles que l'on nous sert volontiers depuis des lustres.

Les couches du prolétariat qui ont le sentiment (à juste titre) d'avoir quelque chose à perdre se battent pour conserver leurs avantages tout en soutenant le régime capitaliste, elles font preuve de gratitude envers ceux qui les nourrissent oubliant au passage qu'ils les exploitent, tandis que les couches les plus pauvres qui se chiffrent par millions et qui n'ont rien à perdre sont abandonnées à leur triste sort, donc sont prêtes à se livrer au premier venu qui leur promettra la lune quand elles ne sombrent pas dans le désespoir. Si maintenant sur le plan théorique et historique ni les unes et ni les autres n'ont intérêt à la survie du capitalisme, force est de constater que les choses ne se présentent pas vraiment de la même manière pour chacune d'entres elles, or tous les syndicats et partis font en sorte d'ignorer cette réalité.

Beaucoup de militants se gargarisent d'idées reçues sans en vérifier systèmatiquement le bien-fondé, comme me l'a dit très justement un camarade du NPA, on n'en a pas forcément les moyens théoriques, c'est certain, d'où la nécessité de confronter les différents points de vue et de voir sur quoi ils reposent. Un autre camarade, du POI cette fois, pense qu'il y aurait non pas une vérité mais des vérités, il paraîtrait même que cette idée fait son chemin au sein du CCI-POI, cela ne date pas d'hier entre nous, c'est l'impression qu'on a lorsqu'on n'a pas été au bout de ses analyses. Je dirais plutôt qu'à partir de notre propre expérience qui est forcément différente d'un militant à un autre, on aborde la réalité sous des angles différents et c'est normal, maintenant il doit arriver un moment où l'on devient capable de discerner avec précision l'essentiel de ce qui ne l'est pas, et chacun doit parvenir aux mêmes conclusions si l'on partage bien au départ le même objectif, on parle aussi de convergence, car il est évident qu'il existe des moyens qui nous permettent d'avancer vers notre objectif et des moyens qui n'y contribuent pas, une fois qu'on est parvenu à établir cette distinction, on partage bien la même interprétation de la réalité, il n'y a plus alors des vérités mais une seule vérité qui s'impose à nous et que nous partageons. S'ils existent autant de théories que de vérités, il n'en existe qu'une seule qui nous permettra de nous armer et de vaincre.

Si je dis que le financement des syndicats par l'Etat a pourri et continue de pourrir les syndicats(et les partis), j'énonce une vérité, admettre qu'il existerait des vérités sur cette question, reviendrait finalement à justifier le financement des syndicats par l'Etat qui n'aboutirait pas forcément à corrompre la bureaucratie syndicale, or pour qu'un syndicaliste honnête au départ se transforme en lieutenant de la bourgeoisie il faut qu'il y trouve son compte, un intérêt particulier qui n'a plus rien à voir avec les intérêts collectifs de la classe, il faut le corrompre, or quelle meilleure arme que l'argent ou des avantages en nature pour corrompre un individu qui n'a pas une conscience politique aiguisée. L'argent est le nerf de la guerre, de la guerre de classe aussi pour pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur. Où y aurait-il place ici pour plusieurs vérités ? Il y a la vérité qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière qui a besoin de représentants honnêtes, et il y a la vérité qui correspond aux intérêts des classes dominantes dont l'objectif est d'acheter les meilleurs représentants de la classe ouvrière pour la trahir ou la subordonner au capitalisme.

J'ai testé pour vous une tentative de corrompre un délégué syndical. J'ai été délégué syndical, ils ont essayé de m'acheter, ils m'ont convié à leur table un nombre de fois incalculables en trois ans qu'envierait Thibault, repas gastronomique à la carte et vin à volonté, tous les midis ou presque en guise de cantine avec le directeur du personnel, en guise de réponse, vous savez ce que j'ai fait, après chaque déjeuner je m'appliquais à rendre compte aux salariés que je croisais de la discussion que je venais d'avoir avec monsieur Robert, sans oublier la liste des plats que je m'étais enfilés, cela les faisait bien marrer, car les ouvriers sont peut-être arriérés, mais ils savent reconnaître ceux qui sont de leur côté des capitulards, cette tentative de corruption a échoué lamentablement et je leur ai organisé une grève illimitée, ils ont dû capituler en quatre jours, la bôite était totalement paralysée, plus de 90% de grévistes sur toute la France, puis j'ai dû démissionner un peu plus tard. Allez-y organiser une grève illimitée par correspondance sur 17 lieus de travail, par téléphone et fax uniquement, c'est pour cela quand je lis que ceci ou cela ne serait pas possible, qu'il y aurait des problèmes matériels, je me marre camarades, c'est du baratin.

Un syndiqué et un seul foutre en grève totale et illimitée une boîte de 400 travailleurs répartis dans 17 grandes villes différentes, le tout après avoir écrit quelques tracts et être intervenus pendant à peine un an seulement au comité d'entreprise ou comme délégué du personnel, c'était possible en 1982, qu'on ne vienne pas me dire que c'était un exploit et que ce ne serait plus possible aujourd'hui, je ne vous croirais pas. Ces 400 salariés qui ont fait grève, c'était la première fois de leur vie qu'ils participaient à une grève, aucun n'était syndiqué, alors qu'on ne vienne pas nous raconter des blagues du genre que sous prétexte que la classe ouvrière s'est embourgée elle ne serait pas capable de se mobiliser, quand elle sent qu'elle peut gagner et que celui ou ceux qui dirigent son mouvement sont prêts à aller jusqu'au bout, elle est partante. Notez bien qu'elle était déjà embourgeoisée en 1982, ce n'est pas nouveau. Donc même lorsque la situation n'est pas forcément la plus favorable pour mobiliser les masses, c'est parfaitement possible. Et je peux vous dire que chez Konica peu de travailleurs avaient voté Mitterrand en mai 81, et oui, je discutais politique avec eux, je ne me bornais pas à mon mandat de délégué syndical. Quand j'ai quitté cette boîte, j'étais alors technicien, il n'y a pas eu de pot de départ comme cela se faisait habituellement, la plupart des salariés n'apprirent que plus tard que je ne faisais plus partie du personnel, je suis parti par la petite porte, discrètement et pratiquement dans l'indifférence générale, vous voyez, j'ai tout noté et je n'ai rien oublié. Je venais de perdre un boulot tranquille, bien payé, dans une grosse boîte promise à un bel avenir, la garantie d'emploi à vie pratiquement, et tenez-vous bien, dans la foulée un divorce !

Ma vérité, c'est d'avoir mis en pratique mes convictions sans me préoccuper des conséquences que j'aurais à subir le restant de mes jours, puisque je n'ai jamais retrouvé une place équivalente, ni la femme que j'aimais éperdument. Vous comprendrez que mes convictions m'ont coûté trop cher pour que je les abandonne pour le plat réchauffé et indigeste que nous servent tous les partis.

Quand on explique que la ligne droite est le moyen le plus court pour relier deux points et le seul, y aurait-il pas hasard une autre vérité ? Et s'il existe bien plusieurs tendances dans le mouvement ouvrier, jusqu'à preuve du contraire, une seule a permis au prolétariat de parvenir au pouvoir : celle du marxisme révolutionnaire, le léninisme.

Quelques infos en bref.

Les contradictions qui étranglent le capitalisme.

L'importance du développement du commerce pour la croissance et l'emploi a été mise en avant lundi à l'ouverture de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, sans qu'une avancée des négociations de Doha soient pour autant espérées. (Reuters 30.11)

Traduction : développer la production à partir de pays où le coût de la main d'oeuvre est le plus bas et garanti le maximum de profit, avec comme pendant des dizaines de millions de chômeurs dans les pays où la main d'oeuvre côute plus cher, le tout sur fond de surproduction et de pauvreté massive ne réglant pas le problème de l'écoulement des marchandises produites dans le monde.

Pour le représentant américain au Commerce Ron Kirk, la réunion de Genève sera "*une occasion importante de réaffirmer le rôle précieux de la libéralisation du commerce mondial dans la promotion de la croissance*".

Traduction : la libéralisation du commerce mondial a pour objectif l'expansion et l'amplification de l'exploitation du prolétariat dans les pays en voie de développement pour le compte des multinationales, afin de maintenir ou accroître leurs profits.

L'impérialisme chinois.

Le Premier ministre chinois a promis de garder le yuan stable, à un niveau équilibré, balayant les perspectives d'un relèvement de la monnaie.

Wen Jiabao a déclaré que "maintenir la stabilité de base du renminbi est favorable a l'économie chinoise et mondiale". Cela favorise effectivement les exportations de la Chine.

Le chef du gouvernement chinois a jugé "injustes" les demandes de relèvement de sa monnaie, venant tant de Bruxelles que de Washington, les qualifiant de "protectionnisme à l'encontre des pays en développement". (AP 29.11)

La charrette du jour.

General Motors a annoncé lundi la suppression de 354 emplois dans l'usine Vauxhall au Royaume-Uni qui emploie 1500 salariés. (AP 30.11)

Le 2 décembre

Complément.

Un mot à propos du site. Ce matin je ne peux même plus actualiser la page d'accueil du site, aux Etats-Unis, ils ont dû s'apercevoir que j'avais dépassé de loin le volume alloué au site, au départ 100 MO, on en était arrivé à 2 GO ! Du coup je supprime aussi les éditos des années antérieures, à ce rythme-là il ne restera bientôt plus grand chose, bref ce site perdra en intérêt, dans ces conditions je ne sais pas si je vais continuer, si c'est pour faire un site merdique, cela ne m'intéresse pas, là aussi il y a des limites à tout. Donc gardez votre argent, ne m'envoyez pas de chèques, je déchirerai ceux qui me parviendront. Après tout personne n'est irremplaçable et vous pourrez vous passer du site sans problèmes.

Je me suis levé un peu plus tôt pour actualiser le site. J'ai comme l'impression à la lecture de l'appel qui a été adopté à l'issue du rassemblement du 28 novembre organisé à l'initiative des comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, que cette stratégie conduit à une impasse, il n'y figure aucune décision, aucun chiffre sur le nombre de participants, attendons le prochain IO pour en savoir davantage.

Tout cela pour en arriver là, avec un parti combattant dans la perspective de la révolution socialiste, il n'y aurait aucun mal à obtenir des résultats équivalents ou meilleurs encore dans la situation actuelle, de recruter des centaines ou des milliers de travailleurs et de construire ainsi un véritable parti révolutionnaire. Lisez plus loin ce qu'ils ont concocté dans le camp de la réaction, et dites-moi franchement si c'est un parti de républicains, de démocrates ou de syndicalistes, qui ira affronter demain la nouvelle Force d'intervention de la police nationale, ils prendront leurs jambes à leur cou avant même le premier coup de feu abandonnant le prolétariat à la mitraille, ils chieront dans leurs frocs et pourront s'essuyer le cul avec leurs beaux discours sur la démocratie. Quand on a l'esprit comment les choses se sont toujours passées dans le passé, de l'Espagne en 36 au Chili en 73, on pourrait prendre aussi comme exemple les deux guerres mondiales du XXe siècle, on ne peut s'empêcher de penser qu'on est en

train de préparer les prochaines défaites de la classe ouvrière. On voudrait bien refaire l'histoire pour se rassurer, mais hélas c'est impossible !

Un camarade du POI m'a écrit que les travailleurs étaient encore loin de vouloir se battre pour le socialisme, il a raison, mais faudrait-il encore qu'ils sachent ce qu'est le socialisme, qui leur explique, dans quel journal, où, quand, comment ? Pas de réponse. Le socialisme ne se résume pas à des mots d'ordre sur des revendications transitoires du genre de l'interdiction des licenciements. Eduquer le prolétariat devrait consister notamment à lui enseigner les bases du socialisme, lui expliquer ce qu'il est en droit d'en attendre, etc. Qui fait ce travail, où, quand, comment ? Pas de réponse.

Autrefois la simple évocation du socialisme suffisait à remuer les foules, à faire naître l'espoir d'un monde meilleur, mais depuis le réformisme et le stalinisme sont passés par là et les masses ont été à l'école, elles lisent les journaux ou regardent la télévision, il faut tenir tenir compte de l'ensemble de ces éléments dans notre argumentation si l'on veut qu'elles se saisissent à nouveau du socialisme, ce n'est pas bien compliqué à faire, c'est seulement une question de volonté et d'orientation politique...

Regardez les millions de travailleurs qui rejoignent des associations, les centaines de milliers qui sont réceptifs aux messages des églises et des sectes, ils veulent se rendre utiles, ils ont besoin de croire en quelque chose, ils ne sont pas pourris ou plus débiles que vous ou moi, ils ne voient tout simplement pas ce que le mouvement ouvrier pourrait leur apporter, de quel message d'espoir il serait porteur, alors ils s'en détournent et quelque part ils ont raison, on ne peut ni les blâmer ni les juger.

Un autre camarade étudiant syndiqué à Sud-étudiant me répond dans un courriel que créer un nouveau syndicat ouvrier ne ferait qu'ajouter à la confusion actuelle, que Sud est finalement un syndicat comme les autres, qu'il faudrait peut-être mieux continuer à se battre dans la CGT. Ce qu'il oublie, c'est qu'il y en a qui se battent dans la CGT depuis 1945 sans le moindre résultat 64 ans plus tard, alors combien de temps faudra-t-il continuer encore dans la même voie manifestement erronée, pour s'apercevoir enfin qu'il faudrait peut-être envisager une autre stratégie pour que le syndicalisme redevienne une arme de guerre au côté du parti pour abattre le capital ?

Lénine et ses camarades de l'Internationale communiste qui préconisaient de rejoindre les grandes centrales syndicales n'en faisaient pas un dogme. Ils ont indiqué clairement dans quelles conditions la création de nouveaux syndicats s'imposerait. C'était des dialecticiens, ils tenaient compte de la loi de la transformation de la quantité en qualité. On peut résister, on peut s'accommoder de beaucoup de choses dans la vie, mais il arrive toujours un moment où les limites sont atteintes et où il faut passer à autre chose, sinon on capitule ou on se fait broyer, on finit sclérosé ou l'on déserte.

Expliquez-moi pourquoi aucun parti ne pose ces questions. Je ne veux pas aborder ici les intentions de leurs dirigeants, je dirais simplement qu'il faut du courage et qu'ils en manquent singulièrement. Affronter les appareils cela demande un sacré courage, rompre avec eux davantage encore, se retrouver marginalisé et à contre-courant des masses tout autant, mais ce qui requiert encore plus de courage, c'est encore de se tenir à l'objectif qu'on s'est fixé et ne jamais en dévier d'un millimètre, quelles que soient les époques et les circonstances.

Quelques infos en bref.

Entre démagogie, hypocrisie, mensonge et méthode Coué, La Talonnette dans ses oeuvres. Cherchez l'erreur.

Morceaux choisies, hier à la Seyne-sur-Mer (Var) (Reuters 01.12) :

- "On a cassé la spirale de la chute, mais c'est fragile", tomber plus bas risquerait de remettre directement en cause le régime ! Au passage : merci Thibault !

- "Quand on voit que la France aura la plus petite récession, on doit quand même honnêtement se dire que la politique économique conduite y est pour quelque chose!", ce ne sont pas les banquiers qui le contrarieront !

- "Regardez ce qui se passe ailleurs. Le pays qui s'en sort le mieux, c'est la France. Je ne dis pas ça pour me consoler ou pour être béat d'optimisme. ", pour un peu on devrait envier les ouvriers chinois !

- "On n'a pas fait d'erreurs, on n'a laissé tomber personne", il a raison, ils ont oublié personne, ils ont matraqué toutes les couches du prolétariat ! L'erreur : c'est lui ! DEHORS !

La réponse à la "révolution dans les urnes" (Mélenchon).

Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux a inauguré mardi la nouvelle Force d'intervention de la police nationale (FIPN), censée répondre aux situations de crise majeure.

La FIPN regroupe le RAID, les GIPN (Groupes d'intervention de la police nationale basés en province et dans les DOM), et la brigade anti-commando (BAC, formé autour de la brigade de recherche et d'intervention) de la préfecture de police, à Paris. En tout, 500 policiers d'élite placés sous commandement unique, ce qui, ajouté aux 407 militaires du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), hisse la France dans les premiers rangs des forces antiterroristes. (LeMonde.fr 01.12)

Vous les combattrez avec quoi le moment venu, avec des discours langoureux sur la démocratie ?

Obama : Le prix Nobel de la guerre : il a plus que doublé le contingent américain en Afghanistan depuis son élection.

Le président américain Barack Obama a donné l'ordre d'envoyer 30.000 soldats supplémentaires en Afghanistan "le plus vite possible", mardi soir dans un discours à l'Académie militaire de West Point.

A son arrivée à la Maison Blanche en janvier dernier, il y avait environ 34.000 hommes de troupe engagés dans le pays. Ils sont maintenant 71.000. (AP 02.12)

Copenhague : la foire d'empoigne.

La Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont proposé mardi un texte pour la conférence sur le climat de Copenhague (7-18 décembre) différent du projet de déclaration finale envisagé par le Danemark, pays hôte. (Reuters 01.12)

La causerie d'hier après-midi.

Comme on les aime les patrons : je n'ai pas pu ajouter un seul fichier dans le serveur cet après-midi, du coup j'ai viré tous les fichiers dont je vous ai parlé hier, j'ai mis plus de 4 heures pour les télécharger dans mon disque dur, ils sont désormais disponibles sur demande par courriel. J'ai aussi viré le dossier Kottakuppam, ici les autorités s'en tapent complètement qu'on dénonce la corruption, ils sont tous corrompus jusqu'à la moelle ! J'avais contacté des journaux indiens, des associations, etc., personne ne m'a répondu. Mais c'est vrai que l'Inde est la plus grande "démocratie" du monde ! J'en fais l'amère expérience tous les jours.

Vous comprendrez que je ne vais pas continuer indéfiniment à me sacrifier financièrement pour le site, il y a des limites à tout. Mon épouse Magueswary arrive dans la nuit de mardi à mercredi après 6 mois passés en France, du coup le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, je dois tenter de faire tout le boulot que j'aurais dû faire les derniers jours, là aussi j'ai laissé de côté ma maniaquerie, on s'habitue à tout, n'est-ce pas ?

A plus.

Le 4 décembre

Complément à mi-journée.

J'ai nettoyé le site, j'ai retiré les liens suivants du menu : liens, écrire, Fao, Franc-maçonnerie, Dossier vieux monde. Dans le bandeau latéral gauche ont disparu les liens ou les encadrés suivants : syndiquez-vous, Réseau Voltaire, Mondialisation.ca., NPA et POI.

Je n'ai plus de problèmes avec le serveur. Au total j'ai retiré du site 1099 articles plus des fichiers qui servaient à la mise en page.

Je voulais en faire un des sites Internet les plus complets pour notre combat, un outil à la disposition des militants... Je pensais que les militants auraient conscience de la valeur de cet outil qui ne demandait qu'à s'enrichir encore, mais voilà, en dehors d'une poignée, tous les autres s'en foutent éperdument, on éprouvera un certain soulagement de ne pas leur ressembler et surtout de ne pas les envier.

Il n'existe pas deux sites Internet dédiés au mouvement ouvrier qui intervient quasi-quotidiennement sur l'actualité économique, sociale ou politique et qui pose des questions sur le déroulement de la lutte des classes en proposant différentes pistes de réflexion et des réponses que chacun peut partager ou non.

Certains camarades, une infime minorité, en ont parfaitement conscience, tandis que les autres se comportent en vulgaires consommateurs anonymes animés par un mépris ou une paranoïa aigue qui n'est que le reflet de la décomposition de

la société qu'ils prétendent combattre ou de l'état d'esprit médiocre de leur chapelle respective.

Soit, dans l'état misérable dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier il ne fallait guère s'attendre à mieux, j'avais eu l'audace d'espérer un sursaut après plusieurs années passées à expliquer qu'il fallait s'employer à faire la part des choses, à faire preuve de mesure, à cultiver la modestie sans craindre de tout remettre en cause aussi souvent que nécessaire, à distinguer l'essentiel du secondaire, à ne pas se contenter de déclarations mais d'aller au bout de nos analyses, etc. force est de constater que cela n'a servi à rien ou presque. Qu'ils continuent de cultiver tranquillement leurs propres vérités, s'ils appartenaient aux couches du prolétariat les plus durement frappées par le capitalisme, peut-être porteraient-ils un autre regard sur la réalité et réfléchiraient davantage, comment ne pas comprendre qu'en réduisant leur activité à celle de syndicalistes, en réalité ils ne défendent que leurs propres intérêts et ceux de leurs semblables, il en a toujours été ainsi depuis l'après-guerre, ce qui explique que finalement tout le monde s'est facilement accommodé de la collaboration de classe et des appareils, que personne ne veuille rompre avec eux.

Entre vouloir à tout prix pérenniser l'existence des vieux partis pourris de la classe ouvrière et refuser d'engager le combat à mort contre les appareils des syndicats, la démarche est similaire, les intentions qui en sont à l'origine sont identiques, l'objectif poursuivit est exactement le même : préserver l'ordre établi, faire en sorte que rien ne change, ménager le régime et les institutions qui somme toute nous permettent encore de vivre confortablement par rapport au reste du prolétariat. Oui, c'est exact qu'aujourd'hui la pauvreté n'a rien d'extraordinaire par rapport aux six décennies précédentes, oui il est vrai qu'elle n'a pas particulièrement progressé, elle s'est maintenue pendant toutes ces longues années dans l'indifférence totale de nos valeureux militants syndicalistes ou révolutionnaires de salon.

On ne blâmera pas les ouvriers qui se détournent du mouvement ouvrier ou en pensent autant de bien que du régime, ils ont raison de s'en méfier comme de la peste, car dans l'état actuel des choses ils ne méritent pas leur confiance, c'est pénible à dire et à admettre, mais vaut mieux encore regarder la réalité en face que de se raconter des histoires. La plupart des militants préfèrent qu'on les mène en bâteau ou qu'on flatte leur ego et leur engagement, et si répéter (collectivement) une énième fois les mêmes erreurs du passé permet de se persuader qu'on a raison, pourquoi devrait-on s'en priver, on se rassure comme l'on peut dans la vie, au diable ceux qui voudraient nous en empêcher. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas l'intention de les emmerder plus longtemps, pour moi ils sont morts politiquement. Qu'ils oublient ce site Internet minable qui ne leur est pas destiné puisqu'il ne leur apportera jamais rien. A ce rythme là, la barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Je financerai seul le site en continuant sur la voie que je me suis tracé. Je vais demander au patron du serveur de ne plus me donner de statistiques sur le taux de fréquentation du site à partir du 1er janvier, cela me fera faire des économies pour payer mon avocat et je me fous de savoir qui s'y connectent, sur les 12 derniers mois il y a eu 46.000 visites.

Sur ce, salut !

La causerie de ce matin.

Je me demande si la société américaine qui est propriétaire du serveur qui abrite le site n'aurait pas décidé de me pousser à chercher un serveur ailleurs, car chaque fois que je veux ajouter un fichier je suis contrains d'en retirer, "pas d'espace sur le disque", c'est le message qui s'affiche. Si cela continue, j'ai trois semaines pour trouver un serveur en France, mais d'ici c'est compliqué... En attendant, je vais retirer tous les fichiers du dossier vieux monde. Le patron de la boîte à la Chennai m'avait demandé au téléphone si mon site ne contenait pas des articles "illégaux", je ne déconne pas, la mise en cause de l'administration américaine dans le 11 septembre 2001 et le combat contre sa politique impérialiste en Irak et en Aghanistan doivent être jugés "illégals".

Autre bonne nouvelle, j'ai appris hier que la totalité des documents en ma possession concernant notre maison n'a aucune valeur légale, je suis donc obligé de porter plainte contre le village au hight court de Chennai, à faire appel à un avocat, et au mieux notre affaire sera jugée dans deux ans, nous portons plainte pour escroquerie. Ces éléments m'ont été transmis par un ex-préfet à la retraite qui connaît parfaitement son affaire. Je vous passe les détails. Donc je reste en Inde pour encore au moins deux ans.

Sarkozy persona non grata en Grande-Bretagne pour ne pas froisser les susceptibilités de l'aristocratie financière britannique et surtout américaine, les négociations de l'OMC sont toujours dans l'impasse, Copenhague devrait se terminer de la même manière, la Grèce est en état de faillite, Dubaï est violemment ébranlé par la crise, la plus grosse mise en Bourse depuis 2 ans a été annulée en Allemagne, émeute à Mayotte pour 0,25 centime d'euro, manifestation de policiers en France, l'immigration instrumentalisée pour nourrir le racisme et la xénophobie afin d'opposer les peuples entre eux et les différentes couches du prolétariat, le chômage continue de s'amplifier de même que la pauvreté, bref, comme ils disent sans rire : la crise est derrière nous !

J'arrête là, il y a un orage, un ordinateur brûlé, ça suffit !

La causerie d'hier que je n'ai pas eu envie de mettre en ligne.

J'ai parcouru en diagonale sans le lire encore le dernier numéro d'Informations ouvrières (n°75), ce que j'ai lu pour le moment me suffit à faire une première analyse après leur rassemblement du 28 novembre à Paris. Un échec pour le POI, peut-être plus pour la classe ouvrière, je m'en expliquerais plus loin.

Il s'était donné comme objectif il n'y a pas si longtemps une marche unie sur Paris, il faudra se contenter d'un surplace aux abords de l'Assemblée nationale. Ils n'ont même pas osé chiffrer le nombre de participants, vous me direz que l'essentiel n'était pas forcément le nombre et je suis d'accord avec vous, mais connaissant leur modestie légendaire, on est en droit de penser qu'ils s'attendaient à mieux.

Ils ont réussi à réunir des délégués de 240 entreprises, bravo ! Mais ils représentent quoi au juste ? Il y a plus de 3,2 millions d'entreprises en France, en faisant un rapide calcul, ils ont réuni des délégués de 0,008% d'entreprises, impressionnant ! Si maintenant on ramène au nombre de salariés, environ 23 millions, en admettant que ces 240 entreprises comprennent en moyenne 500 salariés, en réalité beaucoup moins, par exemple, Molex 15 salariés seulement, on arrive à 0,05%, un exploit qui mérite bien l'autosatisfaction de rigueur qu'affichent les dirigeants du POI. En réalité, le POI a réuni l'équivalent de l'électorat de Schivardi ou Lambert des décennies plus tôt ! Quelle aventure camarades ! C'est sûr qu'avec un tel résultat les autres partis vont être impressionnés et vont s'empresser de répondre à l'appel du POI !

Ce rassemblement avait un caractère purement syndical, son horizon indépassable dans le cadre du régime. Pas un mot d'ordre, pas une banderole contre le gouvernement ou les institutions (dans leur journal en tout cas), vous n'y pensez pas, comme dirait Thibault ou Buffet, les travailleurs n'en sont pas encore là ! Le POI se couche devant les appareils sans en avoir l'air. L'éditorial de Gluckstein le confirme. Le POI est tout juste bon à jeter les travailleurs dans les sales pattes des appareils : "

Le 28 novembre, devant l'Assemblée nationale, nous avons dit, avec des militants de toutes tendances, que le rôle et la place des organisations qui se réclament de la classe ouvrière sont de réaliser l'unité pour l'interdiction des licenciements.". Le même discours depuis des lustres. Pour quel résultat ? Nul.

Pour Thibault, rien n'est possible parce qu'il faut créer un "rapport de force" favorable aux travailleurs, et pour le POI rien n'est possible sans les partis faillis du mouvement ouvrier, avec cela vous voilà servit camarades. Ne dites pas qu'ils sont complémentaires la plupart des militants ne comprendraient pas et vous traiteraient de calomniateurs.

Au fait, pourquoi le POI ne s'adresse-t-il qu'aux partis dits ouvriers sur la question des licenciements, cette question n'aurait-elle aucun rapport avec ce qui se passe dans les entreprises, les entreprises ne seraient-elles pas le terrain privilégié du combat syndical ? Qui craint l'unité des partis et des syndicats craint d'aller au socialisme.

J'avais invité les camarades à s'associer au combat du POI en précisant que vous n'étiez pas obligés de vous en tenir au discours de ce parti. Le POI comme d'autres partis tente d'organiser les travailleurs et les militants sans leur donner de perspective politique parce que celle-ci serait une source de division ou de rejet, c'est ce qu'on appelle se mettre au niveau du mouvement spontané des masses. Engels le caractérisait de mouvement ouvrier bourgeois et expliquait qu'il en serait ainsi aussi longtemps que le prolétariat ne se donnerait pas comme objectif politique le renversement du régime, et que pour y parvenir il fallait éduquer les masses et les organiser dans cette perspective.

Quant le POI se prend pour ce qu'il n'est pas, on aurait pu dire la même chose, du PT ou de l'OCI-PCI :

"Pour la manifestation du 5 décembre, le Parti ouvrier indépendant s'est adressé aux différents partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Aucun de ces partis n'a jugé utile de répondre à notre proposition demanifester en commun pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan." Ah ben alors, que en voilà une surprise ! Le POI fixe le cadre, le lieu, la date d'une manifestation et il s'étonne que les autres ne suivent pas, mais à part cela, il n'impose rien à personne, tout se discute ou presque.

Cela étant, ils ont raison, il faut manifester contre l'occupation de l'Afghanistan, je me demande s'il n'y a pas un blocage au niveau des personnes aussi, car lorsque le POI s'associe et participe à une manifestation appelée par d'autres partis, il n'y a pas de problèmes, ils doivent être trop rigides là où il ne faudrait pas l'être, tandis qu'ils bradent les principes quand il faudrait s'y tenir.

On se demande parfois sur quoi on peut mobiliser la classe, car il n'y a pas tous les jours des actions importantes ou de portée nationale pour l'entraîner au combat de classe, à acquérir une expérience militante, engagée, le combat contre la guerre impérialiste partout dans le monde est un excellent exercice, c'est la portée internationaliste de notre combat qu'il ne faut pas négliger, prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! C'est le meilleur moyen de lutter contre le racisme sous toutes ses formes.

S'il n'y a pas d'autres manifestations contre la guerre en Afghanistan au moment où Obama envoie 30.000 soldats supplémentaires et en réclame 10.000 de plus des pays de l'Union européenne, dont 1.500 à la France, vous pouvez participer à la manifestation du POI sans avoir honte, honte plutôt à ceux qui restent terrés chez eux par sectarisme ou dogmatisme.

Thibault, une institution du capital.

"Ainsi B. Thibault expliquait-il la semaine dernière devant une assemblée de militants de la région Centre : « si nous n'avions pas fait comme ça, ce serait pire pour les travailleurs ». Aveu d'incompétence ou satisfaction d'aider le capitalisme à reprendre pied ?" (FSC)

Pas seulement, lui et Sarkozy ont tout fait pour que la situation de certaines catégories de travailleurs frappés par la crise soient relativement épargnées, ensemble ils ont amorti les conséquences de la crise qui allaient peser sur le dos des ouvriers pour éviter qu'ils ne s'engagent dans le combat politique. Tous les deux craignaient peut-être que la situation leur échappe avec l'aggravation du chômage, ils ont pris les devants tranquillement en se partageant les rôles.

Ce n'est pas la CGT qui est devenue une institution de l'Etat, mais Thibault, il serait ministre de Sarkozy qu'il n'aurait rien à changer.

Il y a un aspect de la situation que l'on n'aborde jamais ou trop rarement. Sur qui, sur quoi Thibault s'appuie pour pouvoir ainsi cadenasser la CGT ? Sur l'aristocratie ouvrière. On compare les revenus des patrons, on devrait comparer les revenus des différentes couches du prolétariat en y ajoutant tous les avantages sociaux (conventions collectives, CE, etc.), en comparant aussi les temps de travail, on s'apercevrait sans doute que ce ne sont pas ceux qui n'ont rien à perdre ou presque qui forment le gros des troupes qui soutiennent Thibault.

Des camarades pourraient le dire mieux que moi. Ceci explique peut-être cela, les efforts consentis par Sarkozy n'ont pas profité à toutes les catégories de travailleurs et ceux qui ont été licenciés n'ont pas été logés à la même enseigne selon qu'ils travaillaient dans une grande ou une petite entreprise ; entre un solde de tout compte avec seulement les indemnités légales de licenciement et un chèque de plusieurs dizaines de milliers d'euros plus le solde de tout compte, ce n'est pas vraiment la même chose, on ne voit pas la situation tout à fait de la même manière, tout du moins pendant plusieurs mois.

Presque tous réclamaient un plan de relance en faveur des travailleurs, Sarkozy s'est débrouillé autrement avec les dirigeants syndicaux pour parvenir au même résultat recherché : la paix sociale. Si Sarkozy avait initié un plan de relance, il en aurait bénéficié sur le plan politique, ce qu'il fallait éviter à tout prix, c'est la raison pour laquelle j'étais farouchement opposé à cette revendication. Là au contraire, il se retrouve avec une grande partie du prolétariat contre lui, et il doit son salut au fait que le prolétariat n'a pas pris le chemin de la mobilisation et de l'organisation. Avec l'aide des dirigeants syndicaux il a éteint les incendies qui s'étaient déclarés et il a laissé pourrir la situation partout ailleurs, ce qui était relativement facile du fait de l'éparpillement des travailleurs dans une multitude d'entreprises de toutes tailles dispersées sur tout le territoire, les syndicats de leur côté s'employant à maintenir chaque lutte isolée.

On nous dit que la satisfaction des revendications serait interprétée par les masses comme un appel à amplifier le combat pour obtenir davantage, je n'en suis pas certain, je pense même le contraire en l'absence de perspective politique, où sont passés tous ceux qui se sont manifestés bruyamment depuis un an et qui ont obtenu partiellement satisfaction (patronspécheurs, coiffeurs, chauffeurs de taxi, étudiants en médecine, intermittents du spectacle, chercheurs, agriculteurs, etc.) ? Aurions-nous oublié les accords de Grenelles et de Matignon ?

Quelles en furent les conséquences sur le plan politique ? La démobilisation des masses et la vie a continué comme avant. En 1968, l'augmentation générale des salaires de 30% qui a profité à la majorité des travailleurs, a été annulée en quelques années par l'inflation qui dépassait les 10% par an. Entre 1978 et 1981, la hausse de mon salaire de technicien était indexée sur celle des prix, mon salaire a augmenté de plus de 30%, autrement dit, la grève générale de mai 68 nous a rapporté que des miettes aussitôt reprises. Est-ce dans cette perspective qu'il faudrait combattre ? (A suivre)

Quelques infos en bref.

Il aurait pu avoir la délicatesse de se jeter dans la Seine toute proche.

Avant-hier matin, un sans domicile fixe d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort à Neuilly-sur-Seine.

Depuis le début de l'année, 277 SDF seraient morts selon le collectif "Mort de la Rue". (LePost 02.12)

Quand Mélenchon et le PG se foutent de la lutte des classes, l'air de rien bien sûr.

Invité des "Questions du mercredi", une émission de France Inter, "Le Monde" et Dailymotion, mercredi 2 décembre, Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, a proposé en direct à Daniel Cohn-Bendit une alliance pour le second tour des régionales. Mais le député Europe Ecologie a refusé d'exclure le MoDem de tout accord préalable comme l'exige Jean-Luc Mélenchon. (LeMonde.fr 02.12)

Les privilèges de la cour.

D'après Le Canard Enchaîné, Henri Guaino aurait un salaire de plus de 290.000 euros annuel (132.856,93 euros en tant que conseiller maître de la Cour des comptes, plus "une indemnité de sujétion particulière" de 157.512euros). (Lepost 02.12)

Il n'y a pas de petites économies.

Le gouvernement appliquera à partir de 2011 la règle du "non remplacement d'un départ à la retraite" parmi les effectifs des opérateurs de l'Etat, annonce le ministre du Budget Eric Woerth dans un entretien publié jeudi dans "Les Echos". (AP 02.12)

Des croyants ou des athées ?

Près d'un Français sur deux (46%) se déclare opposé à la construction de minarets en France, selon un sondage Ifop publié jeudi dans "Le Figaro". (AP 02.12)

Un secteur très lucratif : la mort en sursis.

"Plus de 200" maisons de retraite fonctionnent "en toute irrégularité", a déploré ce mercredi la secrétaire d'Etat aux Aînés, Nora Berra, qui les a menacées de fermeture prochaine si elles ne se mettaient pas en conformité.

On compte environ 10 000 maisons de retraite en France. (Lexpress.fr 02.12)

La Talonnette dit la parano.

49 chefs d'Etat et de gouvernement se sont ainsi fait tirer le portrait pour le magazine US The New Yorker, sauf Sarkozy. Platon, le photographe de The New Yorker, raconte : "Il était si impoli et agressif. C'était un choc pour moi. Quand je lui ai tendu la main, il l'a regardée et a refusé de la serrer. Il a dit: "

Qu'est-ce que c'est?! Non! Je déteste les photos!". Et il est parti en agitant la main en l'air et en criant: "Je déteste les photos." (LePost 03.12)

Il aurait pu lever la main et tendre le bras en vociférant autre chose !

Quand Sarkozy "oublie" que la City c'est la Fed ou les contradictions de l'impérialisme.

Contrairement à ce qu'il aurait souhaité, Nicolas Sarkozy ne se rendra pas à Londres vendredi 4 décembre. Selon le Financial Times, 'Downing Street a convaincu l'Elysée qu'une telle visite pouvait être contre-productive'.

Dans une tribune mercredi dans le Times, le ministre britannique des finances Alistair Darling a mis en garde Michel Barnier contre les dangers d'une régulation trop lourde des places financières européennes, dont la City de Londres, en estimant qu'il était 'dans l'intérêt de toute l'Europe qu'elle puisse prospérer'.

L'association des banquiers britanniques (BBA) a elle aussi violemment dénoncé les propos du président français, jugeant qu'ils avaient 'ébranlé la confiance du public dans les nouvelles institutions de l'UE et soulevé de nombreuses questions sur l'impartialité' de Michel Barnier.(LeMonde.fr 03.12)

Quand 0,25 centime d'euro suffit à mettre le feu aux poudres.

Des manifestations contre la vie chère ont tourné aux affrontements avec les forces de l'ordre, mercredi matin sur Petite-Terre, île où se trouve l'aéroport de Mayotte. Des manifestants avaient érigé des barricades sur la principale route reliant l'aéroport à Dzaoudzi, où se trouve l'embarcadère de la barge reliant Petite-Terre (15 kilomètres carrés) et, à l'ouest, Grande- Terre (363 km2), l'île principale qui abrite la préfecture de Mamoudzou.

Une manifestation déclenchée très tôt mercredi à l'appel du 'collectif des citoyens perdus de Labattoir et de Pamandzi' (deux localités de Petite-Terre) est à l'origine des incidents. Les troubles ont éclaté à la veille d'une réunion du conseil général qui devait décider jeudi d'une hausse différée une première fois après des manifestations hostiles du prix d'accès aux barges assurant, toutes les demi-heures dans chaque sens, la liaison entre les deux parties de Mayotte. Le ticket devait passer de 0,75 centime à un euro. Ces protestataires, descendus pour la troisième fois dans la rue, ont occupé plusieurs ronds-points stratégiques, afin de montrer leur exaspération face au coût de la vie. Les manifestants ont aussi dénoncé la gestion du conseil général, et demandé la tête de son président, Ahamed Attoumani Douchina (UMP). (LeMonde.fr 03.12)

La pauvreté augmente.

"Depuis dix-huit mois, témoigne Didier Piard, directeur de l'action sociale de la Croix-Rouge française, le nombre de personnes accueillies a augmenté de plus de 20 %. Des populations que nous ne voyions pas autrefois viennent dans nos centres demander des aides alimentaires, des vêtements ou des aides financières directes : ce sont des retraités, des travailleurs pauvres, des smicards en contrat à durée indéterminée (CDI), qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts, des jeunes. Ils s'ajoutent aux familles monoparentales et aux précaires qui n'ont jamais cessé de venir." Une étude sur une quarantaine de sites a montré que plus de 40 % des personnes accueillies venaient demander de l'aide pour payer leurs factures d'énergie ou leur loyer. "L'intensité de la pauvreté augmente. Les pauvres sont plus pauvres qu'hier", observe M. Piard.

Les responsables d'association font tous le même constat : celui d'une augmentation de la pauvreté et d'un réel décalage entre la stabilité du taux de pauvreté officiel et la perception qu'ils ont du terrain. "Les choses se sont emballées à partir de la fin de 2008", témoigne Bruno Groues, directeur de l'action sociale à l'Union nationale interfédérale des oeuvres et des organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss). "Le nombre de bénéficiaires des banques alimentaires a augmenté de 16 % en un an. Les Restos du coeur font part d'une hausse de 13 % à 15 % de la demande d'aide, et les associations commencent à rencontrer des difficultés financières", ajoute ce responsable qui réclame, comme la majorité des associations caritatives, une revalorisation des aides au logement et des minima sociaux bien au-delà de l'inflation. (La Monde 03.12)

Les bonnes nouvelles de 2010.

C'est à partir de maintenant que la crise va faire sentir ses effets sur le pouvoir d'achat. L'année 2009, celle de la plus grave crise économique depuis l'entre-deux-guerres, aura été paradoxalement plutôt bonne dans ce domaine. D'après l'Insee, le pouvoir d'achat des ménages retrouvera cette année un rythme de progression conforme à sa tendance annuelle moyenne des dix-huit dernières années (+ 2,1 %) et augmentera plus de trois fois plus vite qu'en 2008. Rien de tel n'est prévu en 2010 : l'année de la sortie de crise pourrait même être marquée par une baisse du niveau de vie des Français.

Moins de relance et plus de hausse des prix en 2010. L'an prochain, la fin du plan de relance et de la baisse des prix aura l'effet inverse. Le prix du baril d'or noir est remonté. Les prix des produits alimentaires pourraient, eux aussi, repartir à la hausse. Les ménages modestes, les premiers touchés par la précarité de l'emploi, ne pourront plus compter sur les dispositifs ponctuels de 2009. La conjonction du redémarrage, même limité, de l'inflation (1,2 %) et de la disparition des mesures de soutien pèsera sur le pouvoir d'achat. La persistance d'un chômage élevé jouera dans le même sens. Ignorant, pour la plupart, de quoi demain sera fait, les entreprises limiteront autant qu'elles le pourront l'augmentation des rémunérations. De plus, une série de hausses est d'ores et déjà programmée, notamment dans le domaine de la santé, et les prestations sociales, indexées sur l'inflation de 2009 (0,4 %), évolueront nettement moins vite en 2010 que cette année.

Après avoir payé les dépenses contraintes (logement, eau, gaz, etc.) et ces dépenses incontournables que sont les frais d'alimentation, de transport, de santé et d'éducation, il reste moins de 300 euros à une personne qui gagne 1 500 euros par mois pour ses loisirs, pour ses vacances, pour s'habiller ou équiper son foyer. Chez les 10 % les plus pauvres, le revenu arbitrable est de 80 euros par mois. Chez les 10 % les plus riches, de 1 474 euros. (Le Monde 03.12)

Pourquoi les hommes aiment les femmes.

Les femmes assument près de 80% des tâches domestiques en France et le déséquilibre est d'autant plus prononcé qu'il y a d'enfants dans la famille et que le dernier est jeune, montre une étude publiée jeudi par l'Institut national d'études démographiques (Ined). (Reuters 03.12)

La faillite et l'impasse du système capitaliste.

1- La situation d'Athènes reste toujours aussi «préoccupante», selon les ministres des Finances de l'Union européenne, lors de leur Ecofin de mardi. Ils font référence aux trois records de la Grèce : un déficit public qui atteindra 12,7% du PIB en 2009, une dette de l'État qui représente 113% du PIB et un déficit des paiements extérieurs de près de 7% du PIB. Une position apparemment désespérée...

«Si la dégradation de la dette grecque continue, nous allons nous retrouver dans la position terrifiante de ne pouvoir obtenir de liquidités, car la BCE n'acceptera plus nos titres en collatéral», a expliqué cette semaine le gouverneur de la Banque de Grèce, George Provopoulos. Une façon technique, mais convaincante, de décrire le risque systémique pour les banques grecques, qui se retrouveraient toutes au tapis. (Lefigaro.fr 03.12)

2- La 7e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) réunie du 30 novembre au 2 décembre à Genève (Suisse) n'est pas parvenue à relancer la négociation sur la libéralisation des échanges internationaux dans le cadre du 'Cycle de Doha'.

A l'issue de ses travaux, son directeur général, le Français Pascal Lamy, a reconnu que des 'divergences subsistent sur le fond' et qu'il manquait 'd'engagement' sur les questions qui sont en suspens. L'impasse est imputable aux Etats-Unis qui sont revenus sur leurs positions de juillet 2008 en demandant, notamment, aux pays émergents de nouvelles concessions. Ils l'ont fait par la voix de Ron Kirk, le représentant américain au commerce. Les ministres réunis lors de la conférence de l'OMC ont toutefois décidé qu'ils vérifieraient, avant la fin mars 2010, si les progrès des discussions entre les hauts fonctionnaires peuvent permettre de convoquer une négociation en bonne et due forme au cours de l'année prochaine. (LeMonde.fr 03.12)

Le 5 décembre

Un dernier mot sur le site.

J'ai confondu le volume du site avec le volume (traffic) des connections. Le volume du site devait dépasser 250 MO alors que j'avais souscrit un abonnement pour 100 MO seulement, d'où l'impossibilité d'ajouter de nouveaux fichiers, tandis que le volume du traffic dépassait 2 GO. Donc la question qui était posée pour qu'il continue d'exister tel qu'il était encore les derniers jours, était bien une question de financement. Le patron de la boîte qui m'a abonné au serveur a donc pris les devants sans m'en avertir évidemment, en bloquant le site avant de me présenter la facture, sauf que je me refuse à payer le double en 2010.

J'ai provisoirement encore 300 euros par mois pour vivre en Inde, de son côté en France mon épouse n'a que son allocation d'handicapée 700 euros environ, que les camarades qui se connectent sur le site ne veulent pas comprendre dans quelle situation nous sommes et ne veulent pas contribuer même modestement au financement du site m'a mis hors de moi, je n'ai pas à leur adresser d'excuses, car ce que j'ai écrit est parfaitement justifié. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, cela ne m'intéresse pas, attention, ce n'est pas moi qui les méprise mais bien l'inverse.

Puisqu'il faut parler de fric, parlons-en. Nous nous privons déjà sur tout, je ne suis pas allé en France depuis mai 2002, je n'ai pris aucune vacance depuis août 1996, nous aidons aussi modestement la famille de mon épouse qui est pauvre, en raison du climat on doit racheter régulièrement réfrigérateur, ventilateur, etc., les prix ont considérablement augmenté, nous avons sans cesse reporté les travaux de la maison, le toit fuit de partout depuis des années, je reporte toujours le moment où je devrai aller chez le dentiste, à l'hôpital pour mon pied, idem pour une opération de la cataracte chiffrée à 12.000 roupies, une personne à mi-temps travaillait chez nous parce que je passais tout mon temps sur le site, depuis six mois on s'en passe et on s'en passera définitivement dorénavant, bref, on survit, on passe notre temps à faire des comptes.

Une multitude de fois on m'a proposé d'investir dans des entreprises, de devenir patron ou commerçant, j'aurais pu devenir pharmacien ! j'ai toujours refusé. On m'a conseillé de monter une association pour les enfants des rues, pour les veuves, pour les personnes atteintes du sida et j'en passe, j'ai toujours refusé, par principe, parce que mes pincipes ne sont pas négociables. Comme disait Trotsky et le mot est de lui, il vaut mieux encore passer pour une secte... que de vendre son âme au diable aurait ajouté Marx. Je pourrais travailler, mais dans ce cas-là j'arrêterais le site, car ce n'est pas possible de faire les deux en même temps, d'autant plus que le salaire d'un prof expérimenté à l'Alliance française de Pondichéry a été multiplié par trois, je l'ai appris récemment par la responsable des cours qui est prête à m'embaucher demain.

Les militants savent tout cela depuis des années, ils peuvent recouper tout ce que j'ai écrit à ce sujet pour vérifier que je ne leur raconte pas d'histoires. J'ai cru qu'en faisant preuve d'une transparence totale comme l'on dit, en m'adressant au meilleur d'eux-mêmes, à leur intelligence et à leur capacité de discernement, ils ne se comporteraient pas avec le site de la même manière qu'avec les autres, cela n'a pas suffi, désolé, je ne peux pas faire davantage. Cela me fait penser à ce que m'a dit mon ex-épouse quelque temps après m'avoir quitté : les femmes s'accrochent davantage à un homme qui les frappe qu'à un homme qui les respecte, par la crainte elles sont soumises, elles se sentent protégées aussi et elles restent, sinon elles se sentent faibles et elles se barrent à la première occasion. Elle me reprochait aussi de dire tout ce que je pensais, ce serait une faiblesse dont les autres pourraient profiter. Au contraire, cela me permet de voir ce que les autres ont vraiment dans le bide et dans la tête, c'est plutôt un piège qu'une provocation.

En règle générale, les gens ne sont pas tels qu'ils se présentent ou tels qu'on les perçoit au premier abord, ils ne se connaissent pas eux-mêmes ou se présentent sous un angle avantageux, c'est parfois nécessaire sur le plan psychologique, le reste du temps c'est fort malhonnête, alors si l'on s'est donné pour objectif de les aider à évoluer ou à évoluer avec eux, il n'existe pas cinquante moyens pour leur tirer les vers du nez, que de les mettre en confiance et d'attendre le moment où ils vont profiter de cette confiance pour vous tromper ou se révéler tels qu'ils sont vraiment, il arrive toujours un moment où ils franchissent le pas, c'est une question de circonstance, il faut être patient. Ce procédé fonctionne à merveille avec 100% de réussite ! Et notez bien qu'il n'y a rien d'autres à faire que d'être soi-même, de s'en tenir scrupuleusement et méthodiquement au principe d'honnêteté qu'on s'est fixé, il n'est pas nécessaire de pousser les gens dans leurs derniers retranchements, la vie ou la société s'en chargera, il y a juste à observer et attendre. Vous comprenez peut-être pourquoi je ne risque pas un jour de me prendre pour ce que je ne suis pas ou de me leurrer sur moi-même. Je peux me tromper sur le plan politique, c'est la seule chose que je vous accorde. Passons.

Comme j'ai dû retirer en catastrophe plus de 1000 fichiers du serveur pour continuer d'actualiser le site, j'ai retiré par erreur certains fichiers, il me faudra au moins une semaine pour remettre les quelques fichiers manquants. J'ai dû retirer aussi tous les éditos et je crains de devoir retirer la tribune libre de novembre, bref tout ce travail pour en arriver là, cela me dégoûte. Il n'y a plus aucun article économique disponible, sauf sur demande par courriel. Finalement j'ai viré la tribune libre et toutes les infos, elles sont disponibles sur le Net et gratuites, ce serait dommage de ne pas en profiter.

Quelques infos en bref.

Trop facile.

(l'économie américaine n'a détruit en novembre que 11.000 emplois) La nouvelle est excellente, mais les boursiers restent malgré tout sur leurs gardes, car il ne faudrait pas que le chômage baisse trop vite. Si c'était le cas, la Réserve Fédérale des Etats-Unis pourrait décider de remonter ses taux directeurs et s'en serait fini de l'argent quasiment gratuit qui se déverse tous les jours sur le marché et constitue le principal soutien de la Bourse.

Ce que redoutent le plus les boursiers, c'est que la banque centrale américaine remettent en cause sa politique monétaire très accommodante. Dans le logique des marchés, il importe donc de trouver un équilibre très subtil entre des signes de reprise de l'activité et une décrue lente du chômage qui ne force pas les banques des pays occidentaux à trop rapidement remonter leurs taux directeurs. Ce calcul ne manque pas de cynisme, mais c'est ainsi que raisonnent les professionnels sur les marchés. (Lefigaro.fr 04.12)

Les capitalistes ont reçu de l'Etat ou des banques centrales des milliards de dollars sans ou avec un intérêt très faible à verser, ce qui leur permet de faire leur marché et de se remplir les poches en spéculant, ensuite, plus tard, ils remboursent à l'Etat le capital qui leur avait été avancé en conservant les profits qu'ils ont empochés. C'est la différence entre les intérêts modiques versés à l'Etat et les profits qu'ils ont empochés avec le capital qui leur a été avancé qui constitue le véritable cadeau fait par l'Etat à l'aristocratie financière. C'est l'inverse de l'ouvrier qui avance de l'argent à son patron en commençant par travailler et en recevant son salaire à la fin du mois. C'est normal, nous sommes en régime capitaliste.

La charité publique, la bonne conscience du petit-bourgeois et des nantis.

Un Français sur 4 donne "régulièrement", c'est-à-dire au moins une fois par an aux associations. Le reste se répartit entre donateurs plus ou moins réguliers et ceux qui ne donnent jamais.

Les raisons évoquées pour ne pas mettre la main au portefeuille, les doutes sur les usages de la collecte arrivent en tête. Le manque de moyens (76 %) et le fait de préférer garder son argent pour sa famille (70 %) sont les autres arguments avancés. Par contre ils sont 21 % à faire du bénévolat. (Le Monde 04.12)

Selon Le Parisien, qui a révélé l'information, un projet de décret devrait être publié dans les prochains jours portant le montant de l'ASS de 14,96 euros à 15,14 euros par jour, soit 454,19 euros par mois. (Reuters 04.12)

A bas la guerre impérialiste contre le peuple afghan !

1- Une forte majorité de Français (82%) est opposée à un engagement supplémentaire de la France en Afghanistan, selon un sondage Ifop réalisé pour "Sud-Ouest Dimanche", alors que les Etats-Unis ont demandé à leurs alliés des renforts sur le terrain. (AP 04.12)

2- Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a affirmé vendredi qu'au moins 25 pays allaient envoyer des renforts d'environ 7.000 hommes en Afghanistan l'an prochain, qui s'ajouteront aux 30.000 soldats américains prévus par le président Obama d'ici à l'automne 2010. Hillary Clinton a insisté sur l'importance de ces troupes pour gagner la guerre en Afghanistan.

On compte actuellement environ 70.000 soldats américains et 38.000 autres soldats étrangers de l'OTAN et des pays alliés en Afghanistan. Les renforts annoncés par Barack Obama et Anders Fogh Rasmussen porteraient l'effectif total à quelque 145.000 hommes d'ici la fin 2010. L'armée afghane dispose quant à elle d'environ 97.000 soldats, chiffre qui devrait atteindre les 134.000 d'ici octobre 2010. (AP 04.12)

Venezuela.

Le ministre vénézuélien des Finances a annoncé vendredi la prise de contrôle par le gouvernement de trois nouvelles banques en raison d'opérations frauduleuses.

Ces établissements représentent 5,7% du secteur bancaire vénézuélien. Ils appartenaient à un industriel de l'agro-alimentaire,

Ricardo Fernandez, approvisionnant les marchés publics. Ces banques finançaient les sociétés du groupe de Fernandez.

Seize de leurs dirigeants ont reçu l'ordre de ne pas quitter le pays. Les autorités ont demandé à la justice des interrogations de sortie du territoire pour 19 autres dirigeants, et dix nouveaux mandats d'arrêt ont été émis vendredi dans le cadre de l'enquête. (AP 04.12)

Le 6 et 7 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

Tension au sommet, suite.

Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP et ancien premier ministre, s'en est de nouveau pris à la réforme de la taxe professionnelle (TP) samedi 5 décembre.

'Il manque un certain nombre de débats. D'abord, nous aurions voulu un débat économique. Nous allons parler de valeur ajoutée, est-ce que vraiment les investissements et la TP sont les causes des délocalisations, je n'en suis pas sûr du tout', a souligné M. Raffarin. (LeMonde.fr 05.12)

La cible : la classe ouvrière.

Interrogée, samedi 5 décembre, sur 'l'arc central' pour l'alternance suggéré par François Bayrou, Ségolène Royal (PS) a proposé publiquement au MoDem une alliance de premier tour aux régionales de mars, en lui garantissant '5 places éligibles' en Poitou-Charentes.

'Pourquoi attendre les prochaines élections ?', L'ancienne candidate à l'Elysée est 'prête à rencontrer le président [du MoDem] François Bayrou' et elle veut 'faire de sa région un laboratoire du rassemblement, des altermondialistes au MoDem'.

Elle fait valoir les points communs avec le projet de Bayrou, citant 'éducation, valeurs, développement durable, identité'. Interrogée sur de possibles divergences avec la ligne de la direction du PS, elle a répondu : 'Il faut bien qu'il y ait des pionniers.' 'Il faut se rassembler, j'ai fait cette proposition aux partenaires de gauche, aux communistes, à un certain nombre de Verts, à la société civile', a poursuivi l'actuelle présidente de la région Poitou-Charentes et candidate aux prochaines élections régionales, indiquant qu'il y aurait un ouvrier de Fabris, équipementier automobile de Châtellerault 'en place éligible dans la Vienne'. (LeMonde.fr 05.12)

Chacun sort son petit ouvrier de sa pochette surprise, ne dites pas ensuite que Marie la gourde rend ainsi service à ceux qui expliquent à qui veulent bien les entendre d'une oreille intéressée que le PS serait encore un parti ouvrier, ils n'en ont pas vraiment besoin, pour eux le mouvement ouvrier serait figé depuis un siècle.

Finalement Bayrou a rejeté l'offre de Royal, et Hamon d'embrayer : "Le risque est grand qu'on compromette les conditions du rassemblement de la gauche si on fait le choix de s'allier dès le premier tour avec une formation issue de la droite" (Reuters 06.12), ou encore Hollande sur Radio J "la bonne méthode, ça consiste (...) d'abord à rassembler la gauche et ensuite à s'élargir" (AP 06.12), au second, c'est normal. C'est cela la "gauche" de toujours du PS.

Bayrou à Arras : "Le plus grand point commun dénominateur de toutes ces forces, c'est l'humanisme (...) C'est le point de rencontre, c'est le chaînon manquant" (Reuters 06.12), l'humanisme qui permet par exemple de réunir au sein de la franc-maçonnerie des dirigeants ou militants du FN au POI en passant par le PS, l'UMP et tous les autres partis. Normal, quoi !

Quand la bonne conscience prend le frais.

Avant la présentation jeudi par le ministre de l'Education nationale Luc Chatel de la réforme des lycées, une cinquantaine d'universitaires, d'artistes et d'homme politiques signent un appel contre la proposition de rendre optionnelle l'histoire-géographie en terminale S prévue dans le projet de loi. (AP 05.12)

Quand le combat contre le chômage mobilise les foules.

A l'appel de quatre associations et syndicats (APEIS, AC !, CGT Chômeurs et Mouvement national des chômeurs et précaires), quelque 1.400 personnes ont manifesté samedi à Paris pour faire entendre la voix des chômeurs et précaires en quête d'une meilleure protection pour les près de quatre millions de demandeurs d'emploi en France. (Reuters 05.12)

Sur le front social.

1- Cinq syndicats de chauffeurs routiers (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) ont appelé à une grève illimitée et à des actions dans toute la France à compter du 13 décembre à 21h30 pour exiger une hausse des salaires ou encore un 13e mois pour tous.

"Les chefs d'entreprise privilégient le maintien de l'emploi au pouvoir d'achat", a fait savoir la fédération de transporteurs routiers, qualifiant d'"irréaliste", le "niveau des revendications salariales".

2- Lundi également, les agents des musées et monuments doivent poursuivre leur grève nationale à l'appel des syndicats. Ils dénoncent les suppressions de postes et les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Reçus le 2 décembre, premier jour de cette grève, par le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, les syndicats (CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Sud, et UNSA) sont sortis de près de trois heures d'entretien sans qu'un terrain d'entente ne soit trouvé. Depuis, la situation est bloquée.

3- Mardi, trois fédérations syndicales de la SNCF (CGT, CFDT et UNSA) appellent les cheminots à une manifestation nationale à Paris.

Ce défilé interviendra alors que ces trois fédérations et Sud-Rail ont déposé des préavis de grève reconductible pour les contrôleurs et les conducteurs de train, pour un mouvement national commençant le samedi 12 décembre à 20h contre les suppressions de postes, les mauvaises conditions de travail, les réorganisations de service et les modalités de restructuration de divers secteurs de la SNCF.

Des négociations avec la direction de la SNCF sont prévues en début de semaine, indique-t-on de sources syndicales, pour tenter d'éviter une grève nationale a partir de samedi. (AP 06.12)

Quand le syndicalisme "protestataire" ou "réformiste" est synonyme de corporatisme et soutient le régime, une vieille histoire déjà.

Au congrès de l'UNSA qui vient de se tenir, Alain Olive, secrétaire national de l'UNSA : «*Aucune organisation importante ne se réclame plus aujourd'hui du syndicalisme révolutionnaire. Il reste [cependant] dans le mouvement syndical des conceptions et des pratiques marquées par cette histoire. Il y a toujours une ligne de partage qui sépare les organisations à dominante protestataire et les organisations à dominante réformiste* ».

Pour Jean-Pierre Delannoy (CGT) hier dans la *Voix du Nord* : « *avec l'arrivée du syndicalisme rassemblé et d'une nouvelle direction confédérale à la fin des années 1990, on a senti une accélération du recentrage de la CGT. Celle-ci a tourné le dos à son identité, la lutte des classes. Elle a suivi une stratégie d'accompagnement du système, plutôt que d'être dans le combat* ». Il y a 9 ans déjà ou plutôt seulement, ce permanent de la CGT depuis 22 ans a "*senti*" que quelque chose était en train de se passer ! Quelle perspicacité !

Entre 1945 et 1990, la CGT a oscillé entre un syndicalisme dit protestataire ou de lutte de classe quand elle s'alignait sur les besoins de la bureaucratie du Kremlin, et un syndicalisme dit réformiste quand elle s'alignait directement sur ceux de sa propre bourgeoisie en France, mais dans les deux cas, à aucun moment la CGT n'a combattu pour l'émancipation des travailleurs du capital, car ce n'était ni l'intérêt du Kremlin, ni l'intérêt de la bourgeoisie française.

Le débat actuel sert à masquer cette réalité et l'absence en fait de tout syndicalisme révolutionnaire depuis bien avant la seconde guerre mondiale, depuis peut-être la charte d'Amiens qui a brisé l'unité du combat de la classe ouvrière pour le socialisme.

Stalinisme et réformisme ont prédominé à tour de rôle au sein de la CGT depuis le milieu des années 20, la disparition de l'URSS au début des années 90 devait signifier que l'époque pendant laquelle le stalinisme utilisait le syndicalisme de lutte de classe à des fins qui n'avaient rien à voir avec les intérêts collectifs fondamentaux du prolétariat était révolue, donc logiquement ou naturellement il ne devait plus demeurer qu'une ligne réformiste prenant de plus en plus en compte uniquement les besoins du capital.

Si cette orientation liquidatrice ne pouvait pas s'imposer directement parce qu'elle rencontrait une résistance de la part de nombreux militants, avec la crise du capitalisme qui a éclaté il y a deux ans et pour s'aligner sur les besoins pressants du capitalisme, la direction de la CGT a dû continuer de s'engager plus profondément encore dans cette orientation réactionnaire,

d'où notamment l'unité réalisée avec la CFDT. Cette tâche lui est grandement facilitée par l'absence de toute perspective politique pour le prolétariat.

Thibault sait parfaitement qu'il peut compter sur la neutralité des partis ouvriers qui sont aussi corrompus que lui. Ainsi, aucun parti n'osera empiéter sur les prérogatives des syndicats au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis. Thibault a donc les mains libres pour continuer sa sale besogne avec l'aval de tous les partis, qui pendant ce temps-là occupent leurs militants comme ils peuvent en leur proposant des actions qui les mènent systématiquement dans des impasses. L'essentiel pour eux, c'est de conserver les apparences. La répartition des rôles est ainsi bien assurée, l'essentiel étant que la plupart des militants n'y voient que du feu et que le cours des choses se déroule sans trop de remous. Pas de syndicat ou de parti révolutionnaire à l'horizon, ouf, les uns et les autres peuvent être satisfaits ! La discussion ne sort pas du cadre opposant syndicalisme rassemblé et syndicalisme réformisme, ouf, quelle aubaine, imaginez un peu qu'elle se serait donnée une autre perspective, révolutionnaire cette-fois, quelle horreur ! De son côté, Sarkozy distribue quelques miettes ici ou là et tout ce beau monde peut continuer à vivre tranquillement comme avant.

Il faut préciser que le syndicalisme de lutte de classe aurait pu avoir une autre portée s'il n'était pas ancré lui-même profondément dans le réformisme, mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. Il était possible de s'en saisir en avançant la nécessité de rompre tout lien avec le capital et ses institutions, c'était la seule orientation révolutionnaire possible conforme aux intérêts de la classe ouvrière, mais elle n'a été reprise par aucun regroupement de militants, ce qui témoigne au passage (si nécessaire) que les partis auxquels ses militants appartiennent également sont aussi corrompus par l'idéologie bourgeoise que l'appareil de la CGT.

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont adopté la devise : qui peut le plus peut le moins, pour en faire : qui peut le moins peut encore moins, toujours moins, la médiocrité en guise d'idéal. Le NPA s'est couché devant Thibault, c'est ce dernier qui l'affirme très justement, quant au POI, en panne d'inspiration, ils en sont rendus à faire appel à l'antithèse de Marx, Jean Jaurès, et au libre-penseur Anatole France (Gluckstein dans son dernier éditorial) ! La Bourse en tremble d'effroi !

Les banques au même régime que les oies... sauf la fin.

"Les banques se sont gavées de liquidités", indique René Defossez, responsable de la stratégie taux chez Natixis. Les prêts accordés aux banques à un an, six et trois mois et à un taux fixe de 1 %.

Lors d'une audition de son président, Ben Bernanke, devant le Sénat, les parlementaires ont estimé que la Fed "avait échoué" en faisant un "travail horrible".

Au plus fort de la tempête financière, lorsque le monde a redouté un éclatement du système, l'autorité monétaire a multiplié les politiques non conventionnelles. Allant jusqu'à racheter des titres de créances pourries qui encombraient les bilans de certaines banques. "La Fed est devenue un gros hedge fund (fonds spéculatif)", estime l'économiste Jacques Attali. Est-elle allée trop loin ou a-t-elle eu l'audace nécessaire pour éviter le chaos ?

Pour sa défense, il faut reconnaître que la Fed n'avait peut-être pas le choix et qu'elle n'a pas été la seule à faire un peu n'importe quoi. Au Royaume-Uni, David Blanchflower, ancien membre de la Banque d'Angleterre, a dévoilé fin novembre que Mervyn King, le gouverneur de la BoE, avait fourni quelque 61,6 milliards de livres (68,4 milliards d'euros) à Royal Bank of Scotland (RBS) et HBOS pour les sauver en octobre 2008. Et tout cela en cachette. Sans en informer David Blanchflower. "Ça la fiche mal", résume Nordine Naam, stratégiste chez Natixis. (Le Monde 05.12)

Subprimes, titrisation, c'est reparti !

Pour la première fois depuis de nombreux mois, d'un 'RMBS'('Residential Mortgage-Backed Security') européen : des titres adossés à des crédits hypothécaires résidentiels, passés de mode avec la crise financière.

Les Britanniques les ont ressuscités en juin, les continentaux l'ont fait vendredi 4 décembre. A la manoeuvre : Delta Lloyd. Cet assureur néerlandais n'en est pas à son coup d'essai, il s'agit de sa dixième opération de ce type, la neuvième remontant à 2007. Le véhicule utilisé pour ce qui est une opération de titrisation se nomme Arena, et 900 millions d'euros de prêts hypothécaires néerlandais y ont été logés. (LeMonde.fr 05.12)

Les sables mouvants du capital : qu'ils l'engloutissent !

Au vu des phénomènes très étranges qui pouvaient être observés dans cet émirat sans pétrole, tout financier un peu sensé ou tout superviseur un peu avisé avait pourtant mille raisons de se tenir sur ses gardes. Sans pétrole, mais plein d'idées mégalomaniaques. Un hôtel de glace par 45 degrés à l'ombre, cinq pistes de ski, le plus grand métro et le plus long pont du monde, un Opéra de 2 500 places, une cité reproduisant les quartiers les plus célèbres des villes, dont la Cité interdite, une tour Eiffel grandeur nature, un archipel d'îles artificielles représentant le système solaire et dont la construction mobiliserait plus de sable que celle d'une muraille de Chine faisant le tour de la Terre. Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que la

rationalité économique et financière avait déserté les sables de Dubaï. Et qu'avec un sixième des grues de la planète concentrées sur ce territoire de 3 900 km2, il y avait de la bulle spéculative dans l'air.

C'est le 4 janvier qu'y sera inaugurée la Burj Tower, la tour la plus haute au monde (816 mètres). Une naine, toutefois, comparée au projet de la Nakheel Tower, dévoilé en avril 2008. Une vraie tour de Babel des subprimes, 1 000 mètres de hauteur sur 200 étages.

En 1999, un analyste de la Dresdner Bank, Andrew Lawrence, avait mis au point un indice des gratte-ciel, établissant une corrélation entre la construction de tours géantes et l'éclatement des bulles financières ("Tours suspendues", Gilles Antier, L'Histoire, mai 2009).

Lauwrence avait alors remonté le temps et décelé des simultanéités troublantes. A Manhattan, en 1907, les deux plus hautes tours du monde de l'époque, le Singer Building et le Metropolitan Life Building, étaient en passe d'être terminées quand l'indice de Wall Street perdit la moitié de sa valeur lors de la "panique des banquiers". La flèche du Chrysler Building fut posée la veille du Jeudi noir d'octobre 1929. Quant aux tours jumelles du World Trade Center, elles furent inaugurées au moment où éclatait le premier choc pétrolier. Les projets de construction les plus fous furent conçus dans le Japon de la fin des années 1980, juste avant qu'explose la bulle boursière et immobilière. Plus de 2 000 mètres pour l'Aeropolis d'Obayashi Gumi, 4 000 mètres imaginés par le groupe Taisei.

A l'explication un peu café du commerce - l'illusion de richesse alimente la folie de grandeur et de pouvoir - s'en greffe une autre, plus économique et prosaïque, celle des ravages provoqués par des politiques de crédit laxistes. Qui fabriquent de mauvais investissements en perturbant la fixation des prix et en tuant toute notion de rentabilité. La hauteur des gratte-ciel est inversement proportionnelle au coût de l'argent. Une baisse d'un demi-point des taux de la Fed, et les architectes élèvent leurs édifices de 50 mètres.

L'émirat est loin d'avoir eu, au cours des dernières années, le monopole de la démesure architecturale et immobilière. A Moscou, le chantier de la Russian Tower (609 mètres) a été arrêté en novembre 2008 à cause de la crise. En Espagne, le délire de construction fut moins vertical, mais tout aussi spectaculaire, le pays consommant la moitié de tout le ciment utilisé en Europe pour bétonner avec soin des milliers de kilomètres de côte.

Même la petite Islande - élue à l'unanimité "bulle d'or" de la saison 2008-2009 - avait aussi ses rêves de grandeur immobilière : le chantier de son Palais de la musique et des congrès a été abandonné, les autorités ayant un instant songé à en faire un mémorial de l'effondrement économique et financier du pays. De Dubaï à Reykjavik, tous ces miracles économiques n'étaient en fait que des mirages, construits sur du sable et des empilements de dettes.

A qui le tour, si l'on peut dire ? Le Vietnam, hier modèle de développement économique sage et équilibré, commence à inquiéter - la construction du Hanoi City Complex, un building de 65 étages et 267 mètres, vient d'ailleurs d'y reprendre. Moins que la Chine, avec la Bionic Tower que Shanghaï rêve d'édifier : 1 228 mètres, pouvant accueillir 100 000 personnes, 163 mètres de diamètre de base, 368 ascenseurs. Du dernier étage, le 300e, on y tombera de très haut. (LeMonde.fr 05.12)

Etats-Unis. On ferme !

Les autorités américaines ont annoncé vendredi la fermeture de six nouvelles banques, portant à 130 le nombre de faillites d'établissements bancaires cette année aux Etats-Unis. (Reuters 05.12)

Italie. Berlusconi : dehors !

Par dizaines de milliers, des Italiens ont défilé samedi dans les rues de Rome pour réclamer la démission de Silvio Berlusconi et sa comparution devant les tribunaux pour corruption. (Reuters 05.12)

En réalité, ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes qui ont manifesté, 500.000 selon les infos TV5Monde Asie.

Bolivie.

Evo Morales a obtenu 62% des voix, 36% de mieux que son principal adversaire de droite, Manfred Reyes, selon les chiffres de l'institut Equipos-Mori basés sur 88% des votes.

Lors des élections législatives qui se sont déroulées simultanément, le MAS a lui aussi remporté facilement la majorité dans les deux chambres de l'Assemblée législative plurinationale (Parlement bicaméral), le Sénat et la chambre basse.

Si le MAS a bien remporté une majorité des deux tiers au Sénat, il n'a pas atteint l'objectif à la chambre basse, malgré une majorité absolue, selon l'institut Equipos-Mori, majorité des deux tiers dans les deux chambres nécessaire pour modifier

la Constitution. (AP 7.12)

Le 8 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

CGT, quelques chiffres.

...le rééquilibage public-privé n'est pas achevé avec une implantation encore majoritaire dans le secteur public, (56,6 %). Et dans le privé, la CGT pèse davantage dans les secteurs en déclin. Comme les autres organisations, elle a du mal à s'implanter dans les petites entreprises, là où le travail est plus précaire, où se retrouvent les femmes à temps partiel et les jeunes.

Au niveau national ou dans les branches professionnelles, elle paraphe 40 % des accords contre 68 % pour FO et 81 % pour la CFDT (chiffres 2008 du ministère du travail). Dans les entreprises, le pourcentage atteint cependant 54,3 %. Il est plus proche de celui de la CFDT (60,9 %) et supérieur à celui de FO (43,9 %). (Le Monde 07.12)

Le premier paragraphe confirme ce que j'ai déjà souligné ailleurs à plusieurs reprises : retirez les fonctionnaires et l'aristocratie ouvrière des grandes entreprises ou des secteurs technologiques de pointe et le syndicalisme n'existerait pratiquement plus en France. Si l'on adoptait le principe qu'avant toute négociation on devarit commencer par se mobiliser sur le terrain de la lutte de classe contre l'Etat ou le patronat, il y aurait en France dix, cent fois plus de grèves ou de mouvement sociaux qu'aujourd'hui.

La principale vertu des négociations et de la politique dite contractuelle est de réduire en amont de 90% ou plus le nombre de conflits sociaux sous couvert direct de collaboration de classes. Voilà à quel principe criminel adhèrent les dirigeants de tous les partis dits ouvriers depuis plus de 60 ans. Pour le bien de la classe ouvrière évidemment : la négociation est à la lutte de classe ce que la masturbation est à l'orgasme !

Compte tenu que le nombre d'adhérents des syndicats entre en compte pour l'attribution de certaines subventions, je crois avoir lu que c'était le cas de l'Union européenne, il est impossible de savoir exactement combien il y a réellement de syndiqués en France.

En famille.

L'ancien secrétaire national de l'UMP Jean-Luc Romero a annoncé lundi sa candidature sur la liste du socialiste Jean-Paul Huchon (PS) en Ile-de-France pour les élections régionales. Par ailleurs, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, Hervé de Charette, a décidé de quitter l'UMP jugeant le parti "trop à droite". (AP 07.12)

Le noeud coulant.

Le montant moyen des dossiers de surendettement a augmenté de 16% en un an. Il atteint 41.685 euros par foyer. En deux ans, le montant moyen des dettes par dossier a même bondi de 31%. (LeFigaro.fr 07.12)

Une contraction sans expulsion, encore un miracle de la collaboration de classes !

Le commerce mondial devrait se resserrer de plus de 10% en 2009, a prévenu Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'occasion d'un forum à Séoul. Une contraction «sans précédent». (LeFigaro.fr 07.12)

Islande.

L'Islande affiche la contraction la plus forte jamais enregistrée de son PIB au troisième trimestre (-5,7%), l'effondrement de ses banques et de sa monnaie continuant de ravager l'économie de l'île, montrent les chiffres officiels. (Reuters 07.12)

Grèce.

Pour la seconde journée consécutive, les policiers ont affronté des centaines de jeunes émeutiers lundi dans le centre d'Athènes, à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'un étudiant de 15 ans.

Lundi, les heurts ont eu lieu en marge d'une marche de quelque 5.000 étudiants, travailleurs et militants de gauche sur le Parlement. "Tout le monde dans les rues, pas aux balcons" et "Policiers, cochons, meurtriers!" scandait la foule.

A Salonique, dans le nord, la police a également affronté des dizaines d'étudiants qui s'étaient détachés d'un cortège de 2.500 personnes. (Reuters 07.12)

Iran.

Des affrontements ont opposé lundi les forces de l'ordre à des milliers de manifestants de l'opposition scandant "mort au dictateur" près de l'université de Téhéran, qui avait été encerclée par des policiers anti-émeute.

Lundi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout le pays, en différents points de la capitale et sur les campus universitaires d'au moins sept autres villes.

Sur le campus de l'université de Téhéran, des batailles rangées ont opposé étudiants extrémistes pro-gouvernementaux et manifestants arborant la couleur verte symbole de l'opposition, ainsi que des masques chirurgicaux pour se protéger des gaz lacrymogènes.

Des photos du Guide suprême y ont même été brûlées, brisant ainsi un nouveau tabou autour de la personne autrefois révérée du chef spirituel du régime islamique.

Mais la violence s'est surtout déchaînée dans les rues environnantes, où des milliers de personnes criaient leur soutien aux étudiants. Manifestants et bassidji, les miliciens supplétife du régime, déployés en force dès le matin, ont échangé des jets de pierres, alors qu'on entendait des tirs d'armes à feu non loin de là, dans la rue Enghelab. (AP 07.12)

Bolivie.

Lors de son premier mandat, Evo Morales a procédé à la nationalisation de l'industrie gazière, principale source de devises.

Il a ainsi contraint plusieurs entreprises étrangères, comme l'Espagnol Repsol et le Brésilien Petrobras à céder une bonne partie de leurs bénéfices à l'Etat bolivien.

Le gouvernement a aussi pris le contrôle des entreprises minières et de télécommunications; il a créé une compagnie aérienne nationale et lancé un quotidien.

L'Etat contrôle aujourd'hui 28% de l'économie, contre huit pour cent à l'arrivée de Morales à la présidence, et prévoit d'étendre son pouvoir à 40% de l'activité.

Morales négocie ainsi l'acquisition d'une participation majoritaire dans trois centrales électriques, dont deux sont contrôlées par le Britannique Rurelec et le Français GDF Suez.

Il s'est également engagé, pendant les cinq ans de son second mandat, à construire de grands barrages hydroélectriques, à lancer des projets industriels dans les cimenteries, les produits laitiers, le sucre et la pharmacie.

La Bolivie, dont 60% des 10 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté, dispose des plus importants gisements de gaz naturel d'Amérique du Sud derrière le Venezuela et de très importantes réserves de lithium. (Reuters 07.12)

Le 9 décembre

Causerie : rien à vous dire.

Quelques infos en bref.

NPAbstention.

Seulement 4 320 militants du NPA se sont exprimés pour choisir la stratégie nationale de leur formation aux régionales de mars.

Le texte (de la direction) défendant des listes autonomes au premier tour n'a recueilli que 36,3% des voix. Celui défendant des "listes unitaires" au sein du Front de Gauche avec le PCF et le Parti de Gauche (PG) a obtenu 31,5%. Quant à celui qui souhaite que le NPA parte tout seul, il a recueilli 28,5 % des voix exprimés. (Lexpress.fr et Libération.fr 08.12)

Ils sont combien au juste au NPA : 4 500, 7, 8, 9 000 ?

Envoyez la monnaie.

Les syndicats (CFDT, FO, CGT, CFTC, CGC et FNCR) de convoyeurs appellent les personnels chargés d'alimenter et d'assurer la maintenance des distributeurs automatiques de billets à la grève à partir du 21 décembre pour une "durée indéterminée", afin de réclamer une hausse de leur prime de risque. (AP 08.12)

L'Internationale jaune.

Les socialistes européens en congrès de Prague prônent le retour des Etats au nom de l'intérêt général. "Nous avons perdu notre vision, note Mme Gebhardt. Nous devons parler d'une seule voix en Europe. Nous recentrer dans la gauche, non pas en refusant l'économie de marché mais en socialisant la globalisation."

Lundi, la première secrétaire du PS Martine Aubry a appelé à placer "l'économie avant la finance, la coopération avant la compétition, le bien-être avant le tout-avoir". (Le Monde 08.12)

No comment !

Etats-Unis.

La pauvreté se développe d'une manière spectaculaire dans les villes américaines avec une augmentation du nombre des familles sans-abri et souffrant de la faim, révèle un rapport publié mardi. (Reuters 08.12)

Un univers carcérale en guise de société. Quel idéal !

La population carcérale aux Etats-Unis a ralenti son rythme de croissance en 2008, à 1,6 millions de détenus. En incluant les personnes en détention préventive, ce chiffre total passe à 2,3 millions de personnes à la fin 2008, selon les chiffres officiels du ministère de la Justice.

Selon ces statistiques, un habitant des Etats-Unis sur 133 est donc privé de liberté. (AP 08.12)

Sur le fond de la spéculation.

Les actifs des fonds spéculatifs (hedge funds) ont repassé la barre de 2.000 milliards de dollars (1.361 milliards d'euros) pour la première fois depuis un an, ce qui suggère que les investisseurs sont prêts à revenir vers des placements alternatifs moins d'un an après les lourdes pertes essuyées par le secteur.

Sous le coup de la crise financière, les hedge funds avaient perdu quelque 19% en 2008, certains fonds subissant même des replis de 50% ou plus.

Le niveau atteint en novembre reste toutefois inférieur de 900 milliards de dollars au pic atteint au deuxième trimestre 2008. (Reuters 09.12)

Honduras.

Le Mercosur, le bloc sud-américain de libre-échange, a annoncé mardi qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats de l'élection présidentielle au Honduras, en raison du refus de laisser le président déchu Manuel Zelaya servir la fin de son mandat. (AP 08 12)

Le 10 décembre

Par erreur j'ai effacé les causeries des 2 et 4 décembre, si vous pouvez me les envoyer, merci d'avance. L'adresse du site "meltl. com" risque de disparaître à la fin de l'année, car il n'est pas certain que je puisse transférer ce nom de domaine dans le

nouveau serveur, tout va dépendre de la bonne volonté du patron de la boîte indienne qui est propriétaire du serveur qui abrite actuellement le site. Je lui ai envoyé 3 courriels auxquels il n'a pas encore répondu.

Je remercie au passage Philippe qui m'a fourni les coordonnées d'une société informatique en France, qui gèrera le site à partir de janvier prochain. Il y a encore pas mal de choses à régler d'ici là et d'Inde ce n'est pas facile, je ne suis pas informaticien. Il se peut que pour commencer l'adresse du site soit "luttedeclasse" plus l'extension .com ou .org, je n'en sais rien encore .

Actuellement je ne peux plus ajouter un seul article, je vais devoir retirer provisoirement mes propres articles, les plus anciens. Il faut que vous sachiez que j'ai à faire à une ordure finie de patron qui m'a fait payer 7.000 roupies pour 100MO, alors que la société OVH me propose 25GO pour 2.000 roupies, donc un volume 25 fois supérieur pour un prix divisé par 3 ! La société indienne m'a vraiment donné un service de merde, c'est sa connerie qui a facilité le piratage du site (un mot de passe compliqué : 1234 !), de la non disponibilité du site à de multiples reprises sans jamais m'en informer, et voilà qu'elle m'empêche de l'actualiser pour quelques centaines d'octets supplémentaires, et je ne parle même pas des statistiques inutilisables. Elle est à l'image des relations détestables que j'ai eu depuis 20 ans avec la quasi totalité de la population indienne. Vous me direz que c'est guère mieux en France, à ce sujet vous me permettrez de ne pas vous répondre.

Comme indiqué dans le bandeau défilant, en principe le site reprendra d'ici quelques semaines la forme qu'il avait encore le mois dernier. Le menu principal, les différentes rubriques et l'ensemble des liens seront rétablis. Il sera sensiblement amélioré et il sera accessible à partir de plusieurs adresses ce qui multipliera logiquement par autant le nombre de connections. L'objectif sera que dix fois plus de militants s'y connectent par le biais d'une multitudes d'adresses (portail) qui renverront à la page d'accueil du site, il me reste à vérifier que j'ai bien compris que c'est possible pour le même tarif. Je remercie au passage les quelques camarades qui participent au financement du site, j'essaierai de ne pas les décevoir.

Les infos en bref demain.

Le 11 décembre

Je remercie le camarade qui m'a renvoyé les causeries des 2 et 4 décembre.

La Grèce et l'Espagne sont au bord de l'asphyxie tout comme la Roumanie, l'Irlande et bien d'autres pays, le chômage continue d'augmenter partout dans le monde, la spéculation est repartie de plus belle sur toutes les places boursières... Bref, le meilleur ou le pire est à venir.

Et pendant ce temps-là, le mouvement ouvrier piétine ou sombre plutôt, parce qu'il a lié son sort à celui du capitalisme. Rien d'autre à ajouter, ce drame se déroule sous nos yeux quotidiennement.

En famille, suite.

Sarkozy mardi 8 décembre, lors de son déplacement en Alsace : "*Strauss-Kahn ? A Washington ! Kouchner ? Avec nous ! Jack Lang ? Avec moi !*"

"*Je n'ai pas besoin de l'ouverture. Je l'ai fait l'ouverture parce que je pense que la France est un pays qui a besoin qu'on lui rappelle la nécessité de la tolérance. C'est un pays qui n'a pas besoin du sectarisme. C'est un pays qui doit s'ouvrir.*" (LePost 09.12)

La "tolérance"... envers le régime capitaliste !

Toute cette mascarade pour cela ?

Le 49e congrès de la CGT réuni à Nantes a approuvé jeudi 10 décembre à 78,5 % des suffrages exprimés le document d'orientation pour les trois prochaines années, présenté par la direction de Bernard Thibault. 21,5 % des militants ont voté contre. Les abstentions, non comptabilisées dans les suffrages exprimés, se sont élevées à 6,7 %. Lors du dernier congrès de la CGT, à Lille en 2006, le document d'orientation avait été approuvé à 80,4 % des suffrages exprimés. (LeMonde.fr avec AFP 10.12.)

Le "*secrétaire général de la CGT a contacté François Chérèque, mercredi soir, (...) pour lui faire part des risques de comportements hostiles de la part d'opposants à la direction confédérale de la CGT au moment de sa visite prévue ce jour au congrès de la CGT à Nantes*", écrit la direction de la CFDT dans un communiqué diffusé jeudi. (Reuters 10.12)

A l'occasion du congrès de la CGT on peut tout lire et n'importe quoi.

654.000 adhérents, cela reste à prouver, sans aucun contrôle, impossible. Entre 116.000 et 150.000 retraités parmi ces 654.000 adhérents.

- 520 221 syndiqués seulement à jour de cotisations, soit 134.000 de moins.

- 80 000 adhérents « isolés »

- 56,6 % des syndiqués appartiennent à la fonction publique

- 1 000 délégués au congrès dont 76 % assistaient à leur premier congrès, l'équivalent de ceux qui ont voté le document d'orientation présenté par la direction sortante, simple coïncidence évidemment ; les partis procèdent de la même manière.

- les 640 000 adhérents se trouvent en majorité dans la fonction publique, chez des salariés en CDI, plutôt âgés.

- seulement 7 % de moins de 30 ans parmi les militants.

Passons sur les sondages fabriqués pour l'occasion. Un exemple suffira à illustrer la manoeuvre médiocre des médias qui supportent les dirigeants pourris des syndicats : « *Plus on est jeune, moins on se syndique, mais plus on fait confiance aux syndicats* », relève Gaël Sliman, le directeur général adjoint de BVA, autrement dit, moins on sait de quoi on cause, plus on est censé en parler en connaissance de cause ! L'ignorance en guise de guide et de salut !

La grève en option.

Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC de La Poste appellent à une nouvelle journée d'actions, "*y compris par la grève partout où elle sera décidée*", le 15 décembre, jour du début d'examen du projet de loi sur l'ouverture du capital et le changement de statut de l'entreprise publique à l'Assemblée nationale. (AP 10.12)

La propriété privée des moyens de production est un "***droit***" qui "***mérite d'être sauvegardé et protégé***".

La trentaine de salariés occupant l'usine Fruprep de Saint-Yorre (Allier) depuis le 7 octobre ont reçu le renfort de la justice. Dans un arrêt rendu mardi 8 décembre, la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) a débouté la direction qui lui demandait d'ordonner, au nom du droit à la propriété privée, leur expulsion.

La cour estime que c'est la direction de cette société de préparation de fruits qui a "*elle-même*" engendré le trouble en ne respectant pas le droit du travail : "*L'employeur avait décidé l'arrêt des activités sans information ni consultation préalable des instances représentatives ni mise en oeuvre d'une procédure de licenciement collectif pour motif économique*".

En première instance, le tribunal de Cusset (Allier) avait déjà, le 23 octobre, débouté la direction et avait estimé que "*si le droit de propriété est un droit qui mérite d'être sauvegardé et protégé, le droit du travail est un droit constitutionnel qui mérite plus d'attention encore*". (Le Monde 09.12)

Hausse brutale du chômage.

La production industrielle a de nouveau diminué en octobre : - 0,8 %, après - 1,2 % en septembre, a annoncé l'Insee, jeudi 10 décembre.

Les destructions d'emplois dans les secteurs principalement marchands ont été au nombre de 93.100 au troisième trimestre en France selon l'Insee, soit sur un an 408.600 emplois détruits.

L'emploi a baissé de 1,4% dans l'industrie, le même rythme qu'au deuxième trimestre, avec 49.400 postes détruits (- 162 000 sur un an). Dans la construction, les pertes d'emplois se sont encore accélérées (-1,1% après -0,8% au deuxième trimestre, soit -16 100 postes) (- 29 800 sur un an).

Dans le tertiaire, l'emploi est toujours en baisse malgré le redémarrage de l'intérim dont les effectifs ont augmenté de 8,5% ou 36.900 postes.

L'Institut de la statistique avait annoncé à la mi-novembre 5 500 emplois détruits au troisième trimestre. La ministre de l'économie et de l'emploi s'était empressé de s'en réjouir estimant que "*l'économie française se stabilisait à l'image des chiffres de l'emploi.*" (Reuters, AP et Le Monde 10.12)

Pas de bol ! Attention, d'une source à l'autre, les chiffres varient au fil des heures !

Une peau de chagrin pour une grande vague médiatique.

Selon *Les Echos*, l'Elysée envisage de taxer les bonus bancaires à hauteur de 50% dès lors que ces derniers dépasseront 27.000 euros.

La Fédération bancaire française (FBF), l'association qui défend en France les intérêts des établissements bancaires, s'abstient à ce stade de tout commentaire sur le projet de taxe.

Sur Europe 1, le directeur général du Crédit agricole Georges Pauget a déclaré dans la soirée qu'à ses yeux la mesure "*n'a pas sa pleine cohérence*".

"*Les banques françaises ont certes bénéficié d'un appui de l'État mais elles ont aussi payé en contrepartie 2,3 milliards d'euros, en intérêts, donc nous ne devons rien*", a-t-il ajouté. (Reuters 10.12)

Chouette, l'Etat s'enrichit grâce aux banquiers, du *grain à moudre* pour l'aristocratie ouvrière, voilà une bonne nouvelle pour tous ceux qui soutiennent le régime !

Reprise. Quand le doute les mine.

"*Parce qu'on est parti de très bas et grâce au mouvement de déstockage qui touche à sa fin, les chiffres des comptes nationaux donnent l'illusion d'une reprise. Mais la demande domestique, que ce soit l'investissement ou la consommation, reste en baisse*", remarque Olivier Bizimana, économiste au Crédit agricole.

"*Faute de demande, le rebond ne sera que technique et les derniers chiffres de la production industrielle font craindre qu'il sera moins fort que ce qu'on anticipait*", ajoute-t-il en tablant sur une hausse de 0,5% du PIB au quatrième trimestre. (Reuters 10 12)

L'intox entre les lignes.

Plus de 1.700 membres de la communauté scientifique en Grande-Bretagne ont publié une déclaration dans laquelle ils réaffirment que l'homme est le principal responsable de l'effet de serre et du réchauffement de la planète.

Ils disent que le réchauffement de la planète est "*dû avant tout aux activités humaines*".

Les signataires déclarent leur soutien aux conclusions du groupe d'experts sur le climat travaillant pour les Nations unies (le GIEC), selon lequel "*le réchauffement du système climatique est sans équivoque*" et "*la plus grande partie de l'élévation des températures dans le monde depuis le milieu du XXe sicèle est très probablement due à l'augmentation observée des concentrations de gaz à effet de serre dus à l'activité humaine*". (AP 10.12)

Probablement ne signifie pas certitude.

Irlande.

Les salaires vont baisser de 5 à 15 %, jusqu'à 20 % pour le premier ministre, soit une économie de 1 milliard d'euros. Les prestations sociales seront amputées de 760 millions. Le gouvernement coupe aussi dans les dépenses courantes et les investissements. Par ailleurs, une taxe carbone est instaurée, à hauteur de 15 euros la tonne.

«*La population n'éprouve pas une grande sympathie pour la fonction publique*», remarque l'ancien ministre des Finances Alan Dukes. En effet, pendant le boom économique, il y a eu pas mal d'embauches et les salaires du public ont beaucoup augmenté, de 68 % entre 2000 et 2008. De plus, le secteur privé a déjà subi depuis le début de la crise des coupes salariales.

«*Les Irlandais sont pragmatiques, ajoute de son côté Alan Barrett, économiste à l'Institut de recherche économique et sociale. Ils savent qu'il n'y a pas d'autre issue pour s'en sortir. Le pays a besoin de restaurer la confiance des investisseurs pour pouvoir refinancer sa dette sur les marchés internationaux.*» (Lefigaro.fr 09.12)

Etats-Unis.

Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté davantage que prévu aux Etats-Unis lors de la semaine au 5 décembre, annonce le département du Travail. (Reuters 10.12)

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, annonce la prolongation jusqu'en octobre 2010 du plan "Tarp" de soutien au secteur financier en expliquant que l'économie reste confrontée à d'"*importants défis*". (Reuters 09.12)

Le 12 décembre

J'ai dû retirer provisoirement tous les textes du dossier *Défense du marxisme* pour continuer d'actualiser le site. J'ai trouvé un autre serveur, mais que c'est compliqué ! Je remercie au passage le camarade Philippe qui me l'a indiqué dans un courriel.

Sur la situation économique.

Selon Jacques Attali, si les marchés boursiers en Europe ou aux Etats-Unis ne craquent pas, c'est grâce à la surabondance de liquidités. Les Etats et les banques centrales ont inondé le monde d'argent pour soutenir les économies mais de façon artificielle.

"*Sur les marchés boursiers, les investisseurs achètent, mais savent qu'il se passe quelque chose. Ils se comportent comme des voleurs prêts à dérober ce qu'il y a dans un coffre-fort, sachant que la police va arriver*", estime M. Attali.

En Grèce, la dette publique atteint 295 milliards d'euros, soit 120 % du produit intérieur brut (PIB). Du jamais vu. Au Japon, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les déficits inquiètent aussi.

"*Il y a un moment où il faut que cet endettement s'arrête, que la consommation et la production repartent. Tous ces signes, la Grèce, l'Espagne, ne sont pas positifs pour le long terme*", s'inquiète Gregori Volokhine, gérant chez Meeschaert à New York.

Nicolas Bouzou, économiste chez Astérès, estime que "*depuis cet été, on confond croissance et niveau d'activité. Celui-ci demeure très bas car le restockagge touche à sa fin et les excédents de capacité de production demeurent importants, ce qui explique l'absence d'investissements et la persistance des suppressions d'emplois.*"

Autre raison de l'atonie de la consommation : la situation financière des ménages. "*La baisse des prix à la consommation touche à sa fin et leur situation financière commence à se détériorer sous l'effet de la poussée du chômage*", prédit-il.

Le Fonds monétaire international (FMI) ne cesse d'évoquer une reprise très fragile : "*Nous avons évité la catastrophe, (...) mais ce n'est pas la grande forme ! expliquait Olivier Blanchard chef économiste du Fonds dans Le Monde du 24 novembre. Nous savons que, dans les économies avancées, la demande des investissements résidentiels ou non résidentiels demeureront faibles un certain temps.*"

A plusieurs reprises, le FMI a ainsi mis en garde les Etats contre un arrêt trop rapide des stimuli qui pourrait faire replonger l'économie comme cela s'était produit en 1937 aux Etats-Unis. Les banques centrales en Europe et aux Etats-Unis ont, elles, clairement fait savoir qu'il était encore trop tôt pour mettre en place des politiques monétaires plus orthodoxes et pour remonter leurs taux.

Pour l'heure, l'inflation n'est pas encore une menace, même si les excès de liquidités nourrissent diverses bulles spéculatives notamment dans les matières premières comme l'or et le cuivre, ainsi que sur certaines places boursières asiatiques comme à Taïwan et à Shanghaï. (Le Monde 11.12)

Il ne peut pas y avoir d'opposition à l'intérieur de la CGT.

«*Il ne peut pas y avoir à la CGT d'opposition et de majorité, a-t-il martelé (Thibault), sous les applaudissements de la salle. Il n'y a pas de ligne de la direction, car la direction met en œuvre les orientations validées par le congrès.*» (Figaro.fr 11.12)

La nouvelle commission exécutive, composée de 54 membres, a été élue par plus de 90 % des mandats. "*Un score jamais atteint depuis de nombreux congrès*", a fait valoir la présidence du congrès.

En guise de bilan, devant la presse, M. Thibault a estimé que ce congrès traduisait "*la poursuite, l'approfondissement et même l'accélération de l'évolution de la CGT* ". (Le Monde 11.12)

Autrement dit, c'est l'ensemble des instances de la CGT qui sont pourries jusqu'à la moelle : irrécupérable ! Pas étonnant que le Figaro se félicite de la réélection de Thibault, au Palais ils ont dû sabrer le champagne.

Ce constat est valable pour tous les syndicats depuis plus d'un demi-siècle, qu'il choque les militants est normal puisqu'ils sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme. Pour l'immense majorité des militants, le combat pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière est une fin en soi, ils sont incapables de comprendre que c'est justement ce combat conduit dans le cadre du régime et non dans la perspective de le renverser qui a conduit à l'embourgeoisement du prolétariat, à sa subordination au capitalisme au lieu de l'aider à rompre avec lui.

"***Y a pas photo***"

Les 20% des syndiqués de la CGT et les syndiqués des autres syndicats qui n'acceptent pas que le syndicalisme servent à supporter le capitalisme, doivent se rassembler et créer un nouveau syndicat ayant pour objectif le renversement du capitalisme et l'émancipation de l'exploitation le prolétariat, le combat pour les revendications devant être subordonné à cet objectif.

Bernard Thibault a été réélu secrétaire général de la CGT pour un quatrième mandat de trois ans. Il a obtenu 87,48% des 520.221 voix de ce 49e congrès.

Hormis Bernard Thibault, les cinquante-trois autres membres de la Commission exécutive confédérale ont recueilli entre 86,43% et 89,32% des voix.

Bernard Thibault s'est par ailleurs également érigé vendredi contre "*la guerre des chiffres*" qui a fait rage au congrès.

"*Il y a 30% de syndiqués qui ont rejeté le bilan de la direction confédérale, a-t-on entendu dire dès le premier vote du congrès*", a-t-il déclaré à la tribune. "*77% de ceux qui s'expriment approuvent et 22% qui désapprouvent, ça semble clair. Y'a pas photo, comme on dit !*". (Reuters 11.12)

Un nouveau bureau confédéral, resserré à huit membres contre douze jusqu'alors, a été élu en même temps par le Comité confédéral national. Outre Bernard Thibault, Michel Doneddu et Agnès Naton, déjà membres du bureau confédéral, le comité comprend cinq nouveaux: Michèle Chay (fédération du commerce), Philippe Lattaud (union départementale du Val d'Oise), Agnès Le Bot (Nord), Mohammed Oussedik (verre et céramique) et Nadine Prigent (santé). (slate.fr 11.12)

Ce qui sert de point d'appui à Thibault, c'est l'absence d'une tendance rompant avec le réformisme. Les journalistes ne s'y sont pas trompés en écrivant que Thibault faisait face à une contestation de type réformiste, lui il est encore plus à droite, le programme de la direction de la CGT, c'est le programme de Sarkozy ! Vous voulez faire quoi avec un tel syndicat ? Ce 11 décembre 2009, on se serait cru 50 ans en arrière. Ce que les militants ne comprennent pas, c'est que ce n'est pas seulement un problème de direction mais de fonctionnement, de statuts, d'instances inféodées à Thibault et sa clique et qu'il est impossible de les renverser de l'intérieur, donc on doit les renverser de l'extérieur.

Nous sommes aussi des réformistes, révolutionnaires, la négation du corporatisme, de l'adaptation au capitalisme. Nous sommes des démocrates, révolutionnaires, la négation de la démocratie bourgeoise, de l'adaptation aux institutions. Dites-moi pourquoi on ne pourrait pas envisager un regroupement radical combattant le régime pour le renverser ? C'est notre objectif, alors pourquoi ne pas le mettre en avant ?

Les fossoyeurs du syndicalisme à l'oeuvre.

Un accord a été signé vendredi en début de soirée par l'organisation patronale Transport et logistique de France (TLF) et les cinq organisations syndicales qui appelaient à la grève (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), en présence du secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau, a-t-on constaté sur place au ministère des Transports à Paris.

Cet accord prévoit notamment des hausses de salaires allant de 2,9% pour les plus hauts salaires à 4% pour les plus bas. En contrepartie de cet accord salarial, le patronat va bénéficier d'allégements de charges sociales pour un montant de 100 millions d'euros.

"*C'est l'accord du bon sens, et surtout l'accord du respect des salariés*", s'est félicité le porte-parole de la CFDT Maxime Dumont.

"*On est arrivé à un compromis acceptable*", a pour sa part déclaré Richard Jaubert (CGT). (AP 11.12)

Autrement dit ces 100 millions d'euros de charges sociales seront réglés par l'Etat aux organismes sociaux à la place des patrons, donc par nos impôts et taxes. La charge correspondante à l'augmentation de salaires de quelques milliers de salariés sera répartie sur l'ensemble des travailleurs et ne coûtera absolument rien aux patrons. Ouf, une grève encombrante évitée !

Grandeur et décadence d'un régime, suite.

Un avis sur le clip promotionnel, "lipdub", réalisé par les jeunes militants de l'UMP :

"*C'est dégoulinant de bêtise, ça me fait de la peine que le show-biz le plus bête, le plus médiocre s'introduise dans la politique, c'est à vomir*", a objecté Luc Ferry, ancien ministre de l'éducation, jeudi soir au "Talk Orange-Le Figaro". Parmi les participants, Frédéric Lefebvre, Nadine Morano, Xavier Bertrand, Christine Lagarde, Rachida Dati, David Douillet, Darcos, etc. (LeMonde.fr 11.12)

Cadeau.

Les députés français ont adopté un amendement UMP qui réduit le taux de la taxation des recettes publicitaires pour les chaînes de télévision privées sur la seule année 2009. (Reuters 11.12)

Monsanto, une multinationale qui vous veut du bien.

Une étude publiée dans la revue International Journal of Biological Sciences démontre la toxicité de trois maïs génétiquement modifiés du semencier américain Monsanto, a annoncé vendredi 11 décembre le Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (Criigen, basé à Caen), qui a participé à cette étude.

"*Nous avons prouvé pour la première fois au monde que ces OGM n'étaient pas sains, ni suffisamment corrects pour être commercialisés. […] A chaque fois, pour les trois OGM, les reins et le foie, qui sont les principaux organes réagissant lors d'une intoxication alimentaire chimique, ont des problèmes*", a indiqué Gilles-Eric Séralini, expert membre de la Commission pour la réévaluation des biotechnologies, créée en 2008 par l'UE.

Universitaires de Caen et Rouen et chercheurs du Criigen se sont basés sur les relevés fournis par Monsanto aux autorités sanitaires pour obtenir le feu vert à la commercialisation, mais ils en tirent des conclusions différentes après de nouveaux calculs statistiques. Selon le Pr Séralini, les autorités sanitaires se basent sur la lecture des conclusions présentées par Monsanto et non sur celles de l'ensemble des chiffres. Les chercheurs ont, eux, pu obtenir l'intégralité des documents après décision de justice.

"*Les tests de Monsanto, réalisés sur quatre-vingt-dix jours, ne sont à l'évidence pas assez longs pour pouvoir dire si cela déclenche des maladies chroniques. C'est pourquoi nous demandons des tests d'au moins deux ans*", a expliqué un chercheur. Les scientifiques demandent en conséquence la "*ferme interdiction*" de l'importation et de la culture de ces OGM.

Ces trois OGM (MON810, MON863 et NK603) "sont approuvés pour la consommation animale et humaine dans l'UE et aux Etats-Unis" notamment, précise ke Pr Séralini. "Dans l'UE, seul le MON810 est cultivé dans certains pays (surtout en Espagne), les autres sont importés", ajoute-t-il encore. Une réunion des ministres de l'UE est prévue au sujet des MON810 et NK603 lundi. (Le Monde 11.12)

Une poubelle qui en dit plus que de longs discours...

Une étude, parue dans la revue scientifique PLOS One de novembre, démontre que, chaque année, 40 % de l'alimentation disponible aux Etats-Unis est jetée.

Une étude détaillée du contenu des poubelles en Grande-Bretagne, parue en novembre 2009, estime que 25 % des aliments achetés par les ménages sont jetés. On trouve dans les détritus, par ordre d'importance, des légumes frais et des salades, des boissons, des fruits, des produits de boulangerie, de la viande et du poisson...

Selon WRAP (Waste and resources action programme), l'organisme public qui a mené l'enquête, l'essentiel de ce gaspillage est évitable : soit les aliments n'ont pas été consommés à temps, soit ils ont été préparés en trop grande quantité. Ils représentent l'équivalent de 13 milliards d'euros par an (soit 530 euros par ménage et par an). (Le Monde 11.12)

Irlande.

La chambre basse du parlement irlandais a approuvé vendredi un projet de réduction des prestations sociales, l'une des mesures d'austérité du budget 2010 les plus risquées sur le plan politique. Sont notamment prévues des baisses des allocations chômage et des salaires du secteur public.

"*Ce qui doit être fait ne me plaît pas, mais j'en prendrai la responsabilité en étant prêt à encaisser, à devenir impopulaire et à perdre mon siège*", a déclaré le député Vert Paul Gogarty devant l'assemblée avant le vote.

Mais quand il s'agira la semaine prochaine d'approuver des dispositions budgétaires telles que les baisses de salaire dans le secteur public, ce sera sous les menaces de grève des syndicats. (Reuters 11.12)

Suède.

Entre 15 000 et 17 000 Suédois en arrêt pour longue maladie vont être exclus du système de l'assurance-maladie à compter du 1er janvier 2010. Sur l'année 2010, ce seront 54 000 Suédois qui perdront ainsi leurs droits à l'assurance-maladie.

Plusieurs médecins ont prévenu que des gens atteints de cancer ou souffrant de maladies chroniques allaient être obligés de chercher un emploi. Un autre médecin de Stockholm, Jenny Fjell, a témoigné être en relation avec de nombreux patients très inquiets, car beaucoup de gens touchant cette assurance-maladie souffrent de dépression ou de maladie psychique dans lesquelles les tendances suicidaires sont importantes.

Désormais, au-delà d'une période d'un an indemnisée à 80 % du salaire (avec un plafond de 2 000 euros par mois), prolongeable de 550 jours indemnisés à 75 %, les gens perdent le droit à l'assurance-maladie et sont versés dans le régime de l'assurance-chômage. (Le Monde 11.12)

Le 15 décembre

Ma causerie du jour pourrait se résumer à un point météo. Mousson exceptionnelle, un mois et demi de pluie et de vent, la mer déchaînée s'est arrêtée à une trentaine de mètres de mon lit, le village voisin est dévasté, pendant ce temps-là des "Blancs" font de la planche à voile comme si de rien n'était, à vomir ! Au cours des quinze dernières années, la mousson se réduisait à dix jours de pluie environ entre la mi-novembre et la mi-janvier. Magueswary me dit qu'autrefois la mousson était semblable à celle de cette année, qu'il pleuvait un peu toute l'année, davantage tous les trois mois, ce qui permettait de faire trois récoltes de riz, car à cette époque il n'y avait pas de moteurs pour pomper l'eau en profondeur et irriguer les champs. Aujourd'hui le climat est imprévisible.

Pas de courant pendant plus de 10 h, le courant revient quelques heures et nouvelle coupure, cela dure depuis trois jours, dans ces conditions je ne peux pas utiliser l'ordinateur, je garde la batterie pour l'éclairage qui me permet encore de lire, la seule activité possible... ou dormir. Je me suis surpris à dormir plus de quinze heures deux jours d'affilés réparties tout au long de la journée et de la nuit, à croire que j'étais exténué de fatigue à force de travailler, plus le paquet d'emmerdements qui se succèdent et s'accumulent. Je savais que je tenais depuis un moment sur les nerfs, c'était une erreur de ne pas se reposer un peu car notre travail devient improductif ou carrément mauvais. On y perd en patience aussi, on devient irascible, on dit et on fait des conneries évidemment. On veut toujours en faire plus, aller plus vite, alors que finalement cela ne sert à rien. Vaut mieux encore parfois se taire et ne rien faire.

Je mets en ligne un article suite au 49e congrès de la CGT qui ne me satisfait pas, mais bon. J'aurais presque envie de dire que les congrès des syndicats ne concernent plus que l'aristocratie ouvrière et les fonctionnaires qui constituent les bataillons des syndicats. Tout le monde est content, Thibault et ses opposants ! Cherchez l'erreur, elle est dans les deux camps. C'est ce que j'explique dans mon article, polémique évidemment.

Ma cure de sommeil de deux jours m'a été profitable, j'en suis sorti avec les idées plus claires sur certaines questions qui nécessitent d'être explorer plus à fond. Mes capacités sont limitées donc je dois économiser mes forces pour arriver à produire des analyses qui méritent réflexion. La lecture de *La vie de K. Marx* de F. Mehring est pleine d'enseignements précieux, non pas qu'ils renfermeraient des recettes toutes prêtes, mais grâce au développement de la pensée de Marx (et Engels), étape par étape on peut suivre comment il a construit sa théorie, pas à pas comment il a affiné sa méthode pour parvenir à l'élaboration du socialisme scientifique. On voit se dérouler sous nos yeux l'évolution de la pensée de Marx, de l'idéalisme au matérialiste dialectique et historique sur fond de lutte des classes au cours des siècles qui ont précédé son époque.

Au cours de la période qui s'étend de la fin des années 30 au début des années 40, il a consacré son temps à étudier sous tous leurs rapports les siècles qui ont précédé la révolution française de 1789. De la lutte des classes il parviendra à la nécessité de la dictature du prolétariat qui devra précéder l'extinction de la société divisée en classes et de l'Etat, à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Son analyse et les enseignements qu'il tira de la révolution de 1789 sont très précieux, Lénine s'en inspirera largement et les mettra en pratique jusqu'à leur ultime conséquence pratique en portant pour la première fois dans l'histoire le prolétariat au pouvoir en 1917, si l'on excepte les 72 jours que dura la Commune de Paris en 1871.

Gérard Bloch, qui traduisit en français et anota cet ouvrage de Mehring paru en 1984, dirigeant du PCI (Parti communiste internationaliste dont le courant communiste internationaliste du POI est censé assurer la continuité politique) depuis décédé, à la page 607 il revient sur la Convention. Ce qui est intéressant, c'est qu'il en tirait des conclusions conformes aux événements et aux analyses que Marx, Engels, puis Lénine, en avaient faites, mais totalement opposées à celles du tandem Lambert-Gluckstein qui ont servi et servent encore de modèle à l'Assemblée constituante avancée par le POI aujourd'hui :

"*Mais la Convention n'était pas le premier parlement venu. C'était une assemblée souveraine au plein sens du terme, disposant de tous les pouvoirs, législatif, exécutif, judiciaire et constituant. C'était la représentation élue au suffrage universel du*

peuple souverain, l'expression la plus poussée à ce jour de la révolution démocratique. Sa légitimité n'était pas contestée, et pas davantage contestable. Certes, un second pouvoir s'était esquissé en face d'elle, celui des plébéiens avec la Commune de l'An II, puis les sectionnaires en armes, regroupés dans les clubs. Avec ce double pouvoir, Robespierre et Saint-Just ont manoeuvré pour imposer à maintes reprises la volonté des sans-culottes parisiens à la Convention bourgeoise. Auraient-ils pu aller plus loin, résoudre l'ambiguïté du double pouvoir comme, cent vingt quatre ans plus tard, les bolcheviks le firent à Petrograd, instaurer la dictature révolutionnaires des plébéiens et dissoudre la Convention bourgeoise ? Poser la question c'est y répondre. Le capitalisme était dans toute la force des débuts de son ascension, le prolétariat encore embryonnaire ; pour cette raison, les clubs, les Cordeliers, comme les Jacobins, étaient hétérogènes ; aucun d'eux, ni tous ensemble, ne constituaient un parti révolutionnaire de l'avant-garde. Et cette dictature révolutionnaire, celle-là même dont les babouvistes rêveront, ils ne pourront qu'en rêver."

Que ce soit la Convention de 1792 en France ou l'Assemblée constituante de 1917 en Russie, elles étaient le produit institutionnel d'un processus issu de l'ancien régime dans lesquelles les masses ne pouvaient pas se reconnaître ou qu'imparfaitement, elles n'étaient pas en mesure de représenter l'évolution du rapport de forces entre les classes au cours du développement impétueux et largement imprévisible de la révolution, ainsi que le degré le plus élevé atteint par celle-ci, les décisions prises par la Convention ou l'Assemblée constituante étaient toujours en retard ou en décalage par rapport au devéloppement de la situation révolutionnaire, elles constituaient finalement un frein, puis un obstacle à la révolution, ces institutions bourgeoises devaient être éliminées pour céder la place aux propres organismes politiques indépendants créés par les plébéiens ou le prolétariat. C'est l'un des principal enseignement que tirérent Marx et Engels de la révolution bourgeoise de 1789, et que Lénine mis en pratique en abolissant l'Assemblée constituante (en janvier 1918 ?) au profit des soviets créés par le prolétariat russe et qui devaient constituer la base du nouveau pouvoir, l'Etat ouvrier.

La lutte pour le pouvoir et la révolution est un processus vivant, dialectique, ce que nos doctes théoriciens du marxismes ont depuis longtemps passé au compte des pertes et profits, c'est ce qui ressort de ces enseignements et de cette analyse.

G. Bloch poursuit : "*Le processus de révolution permanente commencé le 14 juillet 1789 et qui avait vu successivement chaque parti renversé par un plus révolutionnaire, jusqu'où pouvait-il aller ? Pour se poursuivre jusqu'au bout, jusqu'à "l'émancipation humaine", comme dira Marx, il lui fallait assurer la transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne socialiste. Mais cela, justement, exigeait des conditions historiques qui, pour l'essentiel, n'étaient pas réalisées.*"

Les différentes étapes de la révolution russe de 1917 devait reproduire le même processus dialectique : 1- renversement du tsar au début de la révolution russe de février 1917. Le régime était paralysé et devenu quasiment inexistant, il était honni des masses ; 2- le pouvoir revient à la bourgeoisie, trop faible pour assurer elle-même le pouvoir, ce sont les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui se chargeront de défendre ses intérêts contre le prolétariat et le parti bolchevik. A ce stade ils bénéficient du soutien des masses ; 3- le gouvernement Kerensky et les partis qui le composent finiront par perdre la confiance des masses pour avoir continué la guerre et mené le pays au chaos et à la misère, les masses vont s'en détourner et le renverser en portant le parti bolchevik au pouvoir.

Chacun aura compris qu'une Assemblée constituante ou tout ce qui pourrait lui ressembler ne peut constituer un objectif politique ou une étape nécessaire sur le chemin conduisant le prolétariat au pouvoir. Je n'exprime pas ici un parti pris ou une idée personnelle tirée de je ne sais quelle théorie, je me borne simplement à constater les faits, à les rapporter tels qu'ils se sont produits au cours de deux révolutions qui ont respectivement porté au pouvoir la bourgeoisie et le prolétariat.

La question du pouvoir et la réponse qu'on y apporte est déterminante à plus d'un titre, parce qu'elle conditionne à la fois le type de parti qu'il faut construire pour le conquérir et l'armement théorique dont il faut doter le prolétariat pour vaincre nos ennemis de classe, sans oublier évidemment la voie (révolutionnaire) qui permet d'avancer et d'atteindre finalement cet objectif.

Pour avancer sur la voie de son émancipation de l'exploitation, le prolétariat devra s'ériger en classe dominante et exercer tout le pouvoir aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas vaincu à l'échelle mondiale, préalable à l'extinction des classes et de l'Etat... C'est la définition de la dictature du prolétariat qui est le pendant de la dictature du capital que nous subissons quotidiennement.

Des âmes sensibles ou des esprits faibles pourraient penser que le terme de dictature est exagéré. Essayez donc demain d'exproprier un patron qui vous menace de licenciement et vous verrez que vous avez bien à faire à une dictature. Le patron a tous les droits, tout le pouvoir, vous n'en avez aucun. Comment appelez-vous cela ?

Maintenant, on nous rebat les oreilles avec la république et la démocratie, dont on vient justement de voir qu'elles ne pouvaient pas s'épanouir pleinement dans le cadre d'institutions bourgeoises (Convention ou Assemblée constituante souveraines) et donc coïncider avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. G. Bloch cite Marx et Engels à la page 608, il s'agit d'un extrait de la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* :

"*S'il y a quelque chose de certain, c'est que notre parti [la social-démocratie allemande en l'espèce] et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de*

la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française", ajoutons-y la grande Révolution russe de 1917 qui confirmera et achèvera l'expérience initiée par les plébéiens en 1792.

On reviendra sur ces questions passionnantes. Vous me direz que les situations qui viennent d'être évoquées sont bien différentes de celle que nous connaissons aujourd'hui. Tout dépend de quoi vous voulez causer. Si l'on pouvait trouver des analogies entre la Révolution française de 1789 et la révolution prolétarienne de 1917, certes, dans les deux cas le pouvoir devait (en France) ou pouvait (en l'admettant provisoirement en Russie) revenir à la même classe, la bourgeoisie, la comparaison s'arrête là, car entre ces deux révolutions ils s'étaient écoulés 128 ans, le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui avaient eu lieu au cours de la période qui séparait ces deux révolutions permettaient d'envisager sérieusement la conquête du pouvoir par le prolétariat comme le prouva la révolution russe.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui... tout en y étant toujours, car la question à l'ordre du jour est bien la même qu'en 1917 : le renversement de la classe dominante au pouvoir par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avec l'aide de son parti communiste.

Ce qui a changé ? C'est qu'on ne sait plus très bien où nous en sommes et c'est bien là tout le drame de notre époque. On est plus près de notre objectif que jamais et en même temps on en est plus éloigné qu'autrefois. On baigne en plein paradoxe, mais il nous faut aussi affronter de nouveaux défits qu'on a du mal à discerner, à admettre parfois, par exemple que la situation de la classe ouvrière a beaucoup changé en un siècle.

A l'époque où Marx et Engels rédigèrent le *Manifeste du parti communiste* et durant les décennies suivantes, le développement du syndicalisme correspondait à une question de vie ou de mort littéralement pour la classe ouvrière, il s'agissait de lutter contre la déchéance physique à laquelle elle était promise du fait de l'exploitation effrénée dont elle était victime, hommes, femmes et enfants compris. La lutte de classe du prolétariat permit par la suite d'améliorer considérablement sa condition... De la lutte de jadis pour la survie, on est passé aujourd'hui à la lutte pour conserver des avantages, qui, si nous ne ne les avions plus du jour au lendemain, ne nous empêcheraient pas de vivre pour autant, dans certaines limites évidemment, bien des peuples n'en bénéficient pas à travers le monde, par exemple, sans qu'ils soient voués à disparaître ou à crever comme crevaient nos ancêtres à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle. La concentration ouvrière a cédé la place à son atomisation croissante... Une nouvelle division du travail s'est produite à l'échelle mondiale... La paysannerie a quasiment disparu en France, l'industrie a perdu des millions d'emplois, le secteur tertiaire des services s'est développé... Avec deux bas salaires dans un ménage ouvrier, on vit cent fois mieux qu'il y a 50 ans avec un seul salaire...

Nous avons acquis des droits, le niveau intellectuel de la population n'a plus rien à voir avec ce qu'il était en 1917, ne parlons pas de 1789. Les théories qui ont porté le mouvement ouvrier et ont favorisé son développement ont été la proie de faussaires et de renégats qui les ont rendues illisibles, le réformisme et le stalinisme doivent être liquider du mouvement ouvrier, entre la construction du socialisme dans un seul pays ou le développement graduel du capitalisme aboutissant à la réalisation le socialisme, n'y aurait-il pas un lien de parenté ? c'est la même idéologie bourgeoise qui se cache sous des masques différents...

Si je ne me trompe pas, lors de l'oraison funèbre qu'il prononça à l'occasion du décès de P.Lambert, D. Gluckstein dit que les conditions objectives n'étaient pas mûres, sans expliquer évidemment ce qu'il entendait par là. Lénine avait écrit l'inverse dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* et Trotsky de même dans le *Programme de transition*. Personnellement, je m'étais rangé au côté de Lénine et Trotsky il y a 30 ans, je ne voyais pas pourquoi je devais revenir sur cette question. Puis, mon esprit critique se développant au fil de mes lectures/études, justement en analysant les transformations profondes qu'avait subit la société au cours du siècle écoulé, je me suis ravisé, mais pas en allant dans le sens de Gluckstein, en mettant au contraire l'accent sur les conditions subjectives, qui, non seulement n'étaient pas mûres mais qui exigeaient de nos jours un effort encore plus considérable qu'autrefois de la part du prolétariat pour qu'il s'élève à la compréhension des tâches qu'il a à accomplir... Je crois que c'est un document faisant partie du recueil de textes intitulé *Défense du marxisme* de Trotsky qui m'a mis sur cette piste. Il avait peut-être déjà abordé cette question ailleurs, dans les *Leçons d'Octobre* à propos de la place du parti. Peu importe, je vais y revenir plus loin.

A propos des conditions objectives, j'ai émis une idée en 2005 que je n'ai pas explorée. Je me demandais si les capitalistes ne disposeraient pas encore de suffisamment d'esclaves à travers le monde pour accroître leurs profits, aussi longtemps que le capitalisme et le niveau de vie de la population sur tous les continents n'auraient pas atteint celui des pays dits développés, ils auraient ainsi les moyens de continuer à entretenir une aristocratie ouvrière et une petite-bourgeoisie importantes qui soutiendraient leur régime politique, interdisant ainsi toute issue politique à la classe ouvrière.

Sans attendre cette échéance qui ne sera sans doute jamais réalisée par le capitalisme, dans le cas contraire, en dehors d'une guerre mondiale ou d'une gigantesque catastrophe planétaire qu'on ne peut pas prévoir aujourd'hui et qui précipiterait sa chute, on devrait encore supporter la barbarie capitaliste pendant au moins un siècle encore ou davantage, au-delà du combat quotidien pour défendre nos acquis ou droits, il faut par tous les moyens possibles élever le niveau de conscience politique du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. Peu importe que ce travail d'éducation des masses aboutissent ou non à des résultats immédiats en terme d'organisation ou de parti. Si ce travail est fait sérieusement et sans fléchir, avec persévérance, il finira pas donner des résultats pratiques, dans le cas contraire, cela signifie qu'on considére que les ouvriers sont décidément trop cons pour s'affranchir un jour du capital, il faut choisir. Il y a des dizaines de millions de travailleurs et jeunes inorganisés qui ne savent trop quoi penser de

la situation et de l'évolution de la société, du monde, c'est vers eux qu'il faut se tourner en priorité. A quoi bon perdre son temps à tenter de dissuader des militants qui ont toujours raison, qui possèdent leur propre vérité, qui sont la voix de leurs maîtres, qui ont réponse à tout, qui répètent sans cesse les mêmes truismes, qui argumentent leurs positions à coup de citations sans être capable de réfléchir, bref, comme disait le vieux Engels, autant perdre son temps. Le futur appartient à la nouvelle génération de militants.

Vaut mieux toujours se dire qu'on ne sait rien plutôt que le contraire qui ne mène à rien, à moins d'être Narcisse. Il ne faut pas craindre de se tromper, si on procède comme Marx qui remettait tout en cause à la moindre hésitation, au moindre doute. Quand je mesure le décalage qui existe entre ma vie misérable dans ce trou en Inde et ce que j'ai dans la tête et ce que je pourrais faire si j'étais en France, il y a de quoi faire des cauchemars toutes les nuits et me traiter de tous les noms chaque minute qui passe. Je n'étais pas partie en Inde en 1996 en pensant que je reviendrais un jour au combat politique, il m'a bien fallu admettre en 2001 que je m'étais totalement fourvoyé pendant près de 20 ans, c'est dur à encaisser quand on a quelque part une certaine estime de soi, comme tout un chacun, mais ce n'est pas insurmontable, la preuve.

Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir... des étapes indispensables, le travail d'une vie.

Pas le temps d'actualiser les infos en bref.

Le 16 décembre

Je suis en relation avec une société informatique française qui devrait héberger le site d'ici la fin du mois j'espère ou plus tôt, cela ne dépend pas uniquement de ma bonne volonté. Je rencontre plein de problèmes nouveaux d'affichage du jour au lendemain sans avoir modifié quoi que ce soit, signalez-moi ceux que vous auriez constatés, merci d'avance.

Quelques infos en bref suivies d'une revue de presse.

Besancenot blessé lors d'une manif devant l'Assemblée.

« *Les manifestants munis de fumigènes, appartenant au syndicat Sud PTT, ont essayé de monter sur les statues qui entourent la grille d'entrée de l'Assemblée*», rapporte l'AFP. L'objectif était d'habiller lesdites statues en postiers. Mais les choses auraient dégénéré à l'arrivée des policers, explique le NPA dans un communiqué :

« *C'est au moment où les policiers ont brutalement délogé Olivier Besancenot de la statue qu'il a été blessé . Le NPA condamne ces violences policières inadmissibles à l'égard des postiers, des militants syndicaux qui veulent défendre le service public et se réserve le droit de donner une suite à cette affaire.* » (Rue89 15.12)

Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), a fustigé «*une manifestation de propagande, une gesticulation qui s'en prend à la démocratie représentative*». Pierre Moscovici (PS) a déploré que «*l'on essaie de plus en plus de prendre l'Assemblée en otage*». Maxime Gremetz (PCF), qui avait applaudi l'action de Greenpeace, s'est désolidarisé de celle du NPA. (Lefigaro.fr 15.12)

Que l'on soit d'accord ou non avec ce type d'actions, on est solidaire de Besancenot et de ses camarades postiers. Il est vrai qu'ils auraient manifesté silencieusement devant l'Assemblée, aucun média n'en aurait parlé. Il est vrai également que de nombreux jeunes et une partie des travailleurs réagissent favorablement ou se positionnent par rapport à ce genre d'actions qui selon eux réclament plus de courage que de scander des slogans en l'air, elles ont aussi aidé des associations à se faire connaître de la population.

Personnellement je n'y suis pas défavorable, bien qu'elle puisse passer pour gauchiste par une partie des militants, mais l'essentiel est ailleurs.

Le comité national contre la privatisation de La Poste avait envisagé timidement une manifestation nationale devant l'Assemblée nationale, puis plus rien. Le NPA n'a rien fait pour que cette proposition devienne réalité. De leur côté les syndicats qui avaient appelé à la grève illimitée jusqu'au retrait du projet de privatisation, n'ont rien fait pour l'organiser sérieusement, du coup elle n'a pas dépassé 24h sauf dans certains bureaux de poste où elle est restée isolée, les dirigeants syndicaux jouant le pourrissement.

S'attaquer à l'Assemblée nationale entièrement acquise au régime n'est pas une mauvaise idée, plus que sa dissolution, c'est son abolition ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République qui devrait être avancée, sauf que ce n'est pas la position défendue par le NPA, par aucun parti d'ailleurs.

British Airways a saisi la justice mardi pour tenter d'empêcher une grève des personnels navigants.

Sa demande sera examinée par la Haute cour "*aussi rapidement que possible*", a fait savoir la compagnie, qui va contester la validité du vote de quelque 13.000 membres du syndicat Unite en faveur de la grève. Le mouvement doit commencer le 22 décembre et durer jusqu'au 2 janvier, avait annoncé mardi le syndicat.

Les employés dénoncent des licenciements et des changements des conditions de travail imposés illégalement selon eux par la compagnie britannique. BA a annoncé des modifications drastiques dans le cadre d'un plan de réduction des coûts. La compagnie argue que ce plan, qui prévoit 1.700 suppressions de postes, un gel des salaires pour les salariés actuels et une baisse de la rémunération pour les nouveaux arrivants, est nécessaire pour sa survie. (AP 15.12)

La grève reconductible entamée depuis le 10 décembre sur la ligne A du RER devrait se poursuivre mercredi, les assemblées générales ayant voté la poursuite du mouvement pour 24 heures de plus ce mardi, selon les syndicats.

Par ailleurs, un préavis de grève de 24 heures pour l'ensemble du réseau a été déposé pour jeudi par les syndicats CGT, FO, UNSA et Indépendants. (AP 15.12)

Revue de presse des 14 et 15 décembre.

Le mégalo. Sarkozy : «*Nous voulons les meilleures universités du monde*» Libération.fr -

Le flambeur.

7,5 millions d'euros pour la communication de Sarkozy en 2009 - L'Express -

L'Elysée finance le site web de Carla Bruni: "*Seulement la page 'Première dame*" -Le Post -

Le privatiseur.

Sarkozy appelle de ses voeux un partenariat public-privé pour financer les universités - AP -

L'intox.

Sarkozy appuie Woerth sur la lutte contre la fraude fiscale - Reuters

Le destructeur.

Nicolas Sarkozy veut débattre de l'équilibre des comptes publics - Reuters

L'anti-social.

Nicolas Sarkozy veut réformer l'Etat social dès 2010 - LeMonde.fr

Sarkonapoléon dit aussi La Talonnette, dans le rôle de la rosette à la conquête des pyramides.

Nicolas Sarkozy a remis à Hosni Moubarak un fragment de fresque égyptien - AP

Monseigneur, mais vous voulez notre ruine !

SMIC : quatre centimes de plus par heure (+ 0,5%) à compter du 1er janvier AP

Le comble du mauvais goût.

Balkany, Dati et Fabius nominés pour le Prix de l'humour politique - LeMonde.fr

Le comble de la sottise.

Lors d'un débat public sur l'identité nationale, la secrétaire d'Etat à la Famille a affirmé qu'elle «*voulait d'un jeune musulman qu'il*

aime son pays, qu'il trouve un travail, qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers». (Le Figaro - 15.12)

Redresseur de torts : aimer/haïr, courageux/fainéant, endroit/envers, il ne manque plus que l'uniforme de bagnard ou la peau d'un mouton qui finit à la boucherie après avoir été tondu ou à la fosse commune.

Nouveaux couacs institutionnels.

Le Sénat rejette le projet de loi sur le redécoupage électoral ; l'Union centriste dit avoir fait une erreur - AP

Taxe professionnelle : les députés revoient la copie des sénateurs - LeMonde.fr

L'humanisme version impérialisme et barbarie.

Claude Guéant confirme l'expulsion "*dans les jours qui viennent*" de sans-papiers afghans - AP

Le temps du règlement de compte approche.

1 million : le nombre de chômeurs arrivant en fin de droits en 2010 - LeMonde.fr

Le temps électoral à l'oeuvre.

Le changement de statut de La Poste est repoussé à mars 2010 - LeMonde.fr

La privatisation qui jette un froid

Le Réseau de transport de l'électricité (RTE) a mis en garde contre le risque imminent de coupures de courant et appelé les habitants de l'ouest et du sud-est à maîtriser leur consommation pendant la vague de froid. - Le Figaro

Le temps des braves.

M. Papandréou appelle à l'union nationale pour redresser l'économie grecque - LeMonde.fr -

Leur conception de la paix.

Huit morts dans un attentat à Kaboul - AP

Trois attentats font quatre morts à Bagdad - Reuters

Vingt-deux morts dans une explosion dans le centre du Pakistan - AP

Sang et à toi !

Silvio Berlusconi après son agression : '*Je suis encore là, et ils ne m'arrêteront pas*' - LeMonde.fr

Le mauvais farceur.

Côte d'Ivoire : la France était derrière la tentative de coup d'Etat de 2002, selon Laurent Gbagbo - AP

Tout le monde le savait en France dès 2002, il se fout du monde ou il cherche à faire diversion.

Un doigt dans la lune, et l'autre...

Copenhague: Ban Ki-Moon appelle les pays à cesser de se "*montrer du doigt*" - AP

Répression.

Turquie - Deux personnes tuées lors d'une manifestation pro-kurde - L'Express

"*Il y a beaucoup de Taoufik Ben Brik en Tunisie*" - L'Express

Arrestations en Iran dans l'affaire des photos déchirées de Khomeini - AP

Le 17 décembre

Plus le temps de causer, j'ai passé trop de temps sur les articles de presse.

Il va falloir écrire quelque chose sur les défections en cours au PS et au PCF dans le cadre de la préparation des listes aux élections régionales. Ca craque de partout dans tous les partis, les opportunistes et les centristes vont s'en donner à coeur joie. Matraquer Sarkozy, son gouvernement et leurs valets est un devoir quotidien pour un parti ouvrier. Mener la guerre sans merci à l'opportunisme en est un autre tout aussi impérieux. Il ne peut effrayer que le petit-bourgeois. A une autre époque où le socialisme était aussi loin qu'aujourd'hui d'avoir conquis les masses, nos dirigeants ne fléchirent pas et l'histoire leur donna raison.

"*Pendant quarante ans, de 1852 à 1892, Marx et Engels ont constamment signalé l'embourgeoisement des couches supérieures de la classe ouvrière d'Angleterre en raison de ses particularités économiques (colonies ; monopole sur le marché mondial, etc.) . Vers 1870, Marx s'est acquis la haine honorifique des vils héros de la tendance internationale « bernoise » de l'époque, des opportunistes et des réformistes, pour avoir stigmatisé nombre de leaders des trade-unions anglaises, vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour services rendus à sa classe à l'intérieur du mouvement ouvrier.*" (Lénine : *Les tâches de la III° Internationale* - juillet 1919)

"*L'unité avec les social-chauvins est une trahison de la révolution, une trahison du prolétariat, une trahison du socialisme, le passage aux côtés de la bourgeoisie, car c'est « l'unité » avec la bourgeoisie nationale de « son » pays contre l'unité du prolétariat révolutionnaire international, c'est l'unité avec la bourgeoisie contre le prolétariat.*" (idem)

"*La bourgeoisie a besoin de larbins qui jouissent de la confiance d'une partie de la classe ouvrière et qui parent, enjolivent la bourgeoisie par des propos sur la possibilité de la voie réformiste, qui bandent ainsi les yeux du peuple, qui le détournent de la révolution en étalant les charmes et les perspectives de là voie réformiste.*" (idem)

On pourrait remplacer aujourd'hui la classe ouvrière par la petite-bourgeoisie et les intellectuels qui n'ont d'yeux que pour le sommet de Copenhague ! Son échec sera à mettre au compte de tous les partis qui ont voulu peser sur ce sommet de près ou de loin, à l'exception du POI il faut le noter.

Je mettrais ce texte (7 pages) en ligne dès que le site sera hébergé par le nouveau serveur. En le replaçant dans son contexte, il était d'une violence extraordinaire mais combien juste !

La lutte de classe du prolétariat international est repartie de plus belle, l'heure du règlement de compte général et de la révolution socialiste approche. Le capitalisme mondial est à l'agonie, préparons-nous à l'achever, pas demain, mais dès maintenant !

A bas la guerre impérialiste en Afghanistan !

1- En France : A la suite du débat à l'Assemblée nationale sur l'intervention française en Afghanistan, le député socialiste et nouveau vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, Jean-Michel Boucheron, n'est pas hostile à un renfort du dispositif. (Lexpress.fr 17.12)

Commentaire d'un internaute : "*Un comble! On se croirait revenu au temps de la SFIO, de Guy MOLLET et de Robert LACOSTE ! Et vous voulez être socialiste après çà ! Rien à envier à LELLOUCHE, ce BOUCHERON là. Il est vrai qu'il officie en qualité de vice président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN.*" Non, monsieur, ces gens-là n'ont jamais été socialiste.

Le PS a ainsi des dirigeants au sein du gouvernement (Kouchner), des dirigeants à son service (Rocard, Mauroy, Lang, etc), à la direction du FMI (DSK), à la tête de l'OMC (P.Lamy)... et au sommet de l'OTAN !

On n'est revenu à rien du tout, le PS ou la SFIO n'a jamais cessé de soutenir l'impérialisme français, tout comme le PCF. Et puis, la guerre d'Indochine, celle d'Algérie, n'auraient pas débuté sous les bons auspices de la IVe République à laquelle participait le PC et la SFIO ? D'un côté la SFIO et le PC votaient la guerre contre ces peuples, de l'autre ces partis manifestataient dans les rues de Paris contre la guerre, plus opportuniste et plus cynique tu meurs ! Comme disait Lénine à juste titre : il faut liquider cette pourriture, ni unité ni compromis ! A bas le PS !

2- En France toujours. Amalgame scélérat. Mardi, le porte parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, affirmait dans un communiqué :

«*Alors que de nombreux pays du monde, dont la France, sont engagés en Afghanistan, qui pourrait comprendre que des afghans dans la force de l'âge n'assument pas leur devoir, et échappent à la formation que, notamment les forces françaises, leur proposent pour défendre leur propre liberté dans leur pays?*».

Argument repris presque mot pour mot mercredi par le député UMP Thierry Mariani: «*Des militaires français sont engagés sur le terrain en Afghanistan, la France a pris le parti de soutenir la reconstruction de ce pays et il est, dans ces conditions, difficilement concevable que la jeunesse de ce pays ne prenne pas toute sa part à cet effort*», insiste-t-il dans un communiqué, expliquant avoir plus d'«estime» pour les «*jeunes Afghans qui ont fait le choix de rester dans leur pays pour le reconstruire et lutter contre les talibans aux côtés des soldats français qu'à ceux qui le fuient*».

Comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, en France c'est bien le complexe militaro-financier qui est au pouvoir.

De quelle "*liberté*" parle Lefebvre dans un pays complètement pourri par la corruption depuis des lustres et dirigés par des clans mafieux composés des familles les plus riches du pays qui terrorisent les classes exploitées, ces familles de féodaux réputées pour compter parmi elles des assassins, des truands, des ordures de la pire espèce ? Il n'y a rien à "*défendre*" dans ce pays, sauf son indépendance contre les troupes impérialistes qui l'ont envahi et qui ajoutent quotidiennement de la terreur à la terreur.

Mariani voudrait que le peuple afghan se range au côté de Karzaï qui défend les intérêts de ces chefs de clans qui le soutiennent en retour. L'émergence des Talibans avec le soutien de l'impérialiste américain est l'expression de la décomposition du régime féodal afghan, il en est une des composantes opposée à la constitution d'une société bourgeoise qui mettrait à l'ordre du jour la démocratisation du régime et que seuls les Afghans eux-mêmes pourront réaliser, tout comme l'était hier l'armée russe d'occupation, tout comme l'est aujourd'hui l'armée impérialiste d'occupation.

Contrairement aux différents Etats européens qui emboîteront le pas à la France, à l'Angleterre et à l'Allemagne à partir de 1871 pour achever leur évolution vers la constitution de sociétés bourgeoises, l'impérialisme en entretenant la corruption et sans hésiter à recourir à des coups d'Etat ou à la guerre, entend interdire à de nombreux pays en Asie et en Afrique d'achever cette évolution, d'acquérir un véritable statut d'indépendance, afin de conserver ces pays dans un état de vassalité.

Ces infâmes représentants de l'impérialisme français ont raison, que les Afghans restent dans leur pays pour combattre contre les armées d'occupation au sein de la résistance afghane qui ne se compose pas uniquement de Talibans.

Quant à ceux qui ont fui la guerre n'importe où dans le monde, peu importe qui ils sont et d'où ils viennent, peu importe leurs motivations réelles, ils doivent bénéficier automatiquement du droit d'asile. Faudrait-il condamner tous ceux qui ont fui le régime de Vichy, toutes les dictatures monstrueuses qu'a engendré le capitalisme dans le monde au cours du XXe siècle, de Hitler à Pinochet en passant par Franco, Mussolini, Salazar, Duvalier, Videla, etc ?

On parle souvent des régimes dictatoriaux à l'instar de l'Iran, du Soudan, de la Lybie ou encore des ex-républiques asiatiques de l'URSS, on entend souvent parler des pays où les peuples sont livrés à une épouvantable misère, la Somalie, l'Ethiopie, la Corée du Nord par exemple, mais on oublie tous les pays où règnent des régimes qui s'apparentent à des dictatures, des pays où ils n'existent en réalité aucun contre-pouvoir, aucun recours possible contre l'injustice, l'arbitraire, la corruption, des régimes qui n'ont rien à envier à celui de Karzaï entre les mains de véritables gangsters, l'Inde où je vis par exemple, précisément au Tamil Nadu (60 millions d'habitants), j'en suis moi-même la victime, mais aussi le Pakistan, l'Indonésie, le Vietnam, le Maroc, le Nigéria, la Colombie, le Mexique, etc. la liste est trop longue pour les passer tous en revue, pour simplifier on pourrait dire la quasi-totalité de l'Afrique et de l'Asie.

La population de ces pays haïssent littéralement les régimes en place, la totalité ou presque des partis politiques, ils détestent leur propre vie synonyme d'humiliations permanentes, pour simplement survivre ils doivent se plier au joug de leurs maîtres, pire ils n'ont pas d'autres alternatives que leur ressembler un peu, souvent beaucoup, j'en suis le témoin quotidiennement, dans ma propre famille, c'est triste et effrayant, et si vous demandez à n'importe lequel de ces milliards d'esclaves s'il avait la possibilité de fuir cette société immonde, il serait partant, qui ne le serait pas à leur place !

J'ai pensé sérieusement abandonner mon terrain et ma maison qui sont nos seuls bien pour fuir l'Etat pourri du Tamil Nadu pour rentrer en France, sans boulot, sans retraite, tellement ma vie est un véritable cauchemar dans ce pays de merde qu'est l'Inde, qui n'est ni une république ni une démocratie pas plus que les Etats-Unis dans lequel il n'existe même pas un parti ouvrier.

3- Aux Etats-Unis : La Chambre des représentants a voté (par 395 voix pour, 34 contre) mercredi un projet de loi de finances pour la Défense, portant sur 636 milliards de dollars (437 milliards d'euros), destinés à payer la poursuite de la guerre en Afghanistan et en Irak. (AP 16.12)

Un triste record de plus à mettre à l'actif de la Ve République et du flic-président.

La France est le pays d'Europe de l'ouest où le phénomène du suicide en prison est le plus important sur la période 2002-2006,

selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Le taux de suicides dans les prisons françaises a quintuplé en 50 ans alors qu'il a dans le même peu changé dans la population générale, remarque l'institut.

Le taux de suicide en prison en France est cinq à six fois plus élevé que chez les hommes libres. Il y a eu 115 suicidés en prison en 2008. L'association non gouvernementale Ban public en a recensé 120 autres depuis le début de 2009. (Reuters 16.12)

Le règne de Sarkonapoléon est incompatible avec l'indépendance de la justice.

L'ensemble des syndicats et associations de magistrats ont dénoncé mercredi au Palais de justice de Paris les atteintes à l'indépendance de l'autorité judiciaire et la paupérisation de la justice.

"*Tous sur la même longueur d'onde*", l'Union syndicale des magistrats (USM), FO-Magistrats, le Syndicat de la magistrature, ainsi que des associations catégorielles (application des peines, jeunes magistrats, instruction) ont annoncé, lors d'une conférence de presse, des actions en 2010 pour poursuivre la contestation.

Selon l'ensemble des syndicats, le malaise est plus fort que jamais dans les juridictions. "*Le ras-le-bol est général. Ce n'est pas un débat sur la suppression du juge d'instruction, même s'il est révélateur car il passe pour le dernier bastion de résistance*", a dit M. Trévidic.

Pour les syndicats, ce projet de réforme apparaît clairement comme une volonté du pouvoir politique de contrôler les affaires sensibles ou gênantes pour l'exécutif, selon un communiqué de presse commun.

"*Il y a une opération de démantèlement de l'institution judiciaire, consciente, organisée, préparée*", a dit Naïma Rudloff, présidente de FO-Magistrats, lors d'une conférence de presse commune.

Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), est intervenu dans le même sens.

"*Nous sommes en train de crever gentiment et d'être dans l'impossibilité matérielle d'assumer nos missions*", a-t-il dit.

De plus, avec la réforme de la carte judiciaire, qui a commencé à se mettre en place, ce sont 178 tribunaux d'instance qui vont disparaître très prochainement. "*C'est une gestion plus administrative mais la qualité de la justice n'est pas accrue. Supprimer des tribunaux d'instance, c'est pire que des bureaux de Poste*", a conclu M. Trévidic.

Pour les syndicats, le système judiciaire français s'enfonce dans une véritable misère, que le pouvoir tenterait de résoudre en introduisant des procédures expéditives telles que le "*plaider-coupable*" (jugement sans procès).

Cette paupérisation a été mise en lumière dans un rapport publié en 2008 par le Conseil de l'Europe, qui a classé la France au 35e rang européen sur 43 en termes de dépenses pour ce poste.

Avec 0,19% de sa richesse nationale (PIB) consacrée à la justice en 2006, la France était derrière l'Arménie, Andorre, la Moldavie, la Roumanie et la Russie. Elle dépense deux fois moins d'argent par habitant pour la justice que l'Allemagne. (AP et Reuters 16.12)

La Ve République, un Etat corrupteur...

Six familles de victimes de l'attentat de Karachi ont déposé plainte pour "*corruption active et passive*" et "*recel agravé*" contre l'Association pour la réforme, créée par Edouard Balladur en 1995, a-t-on appris mercredi auprès d'Olivier Morice, avocat des familles. (AP 16.12)

Ils prétendent faire la guerre en Aghanistan pour établir la démocratie, alors qu'ils soutiennent des régimes mafieux et corrompus qui sont évidemment opposés à la démocratie.

Infos ou intox ?

1,4 million de fonctionnaires en plus depuis 1980. Les effectifs de l'ensemble de la fonction publique française ont augmenté de 36 % entre 1980 et 2008, alors que l'emploi total en France progressait deux fois moins vite (18 %), selon un rapport de la Cour des comptes.

Début 2008, les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) employaient au total 5,3 millions d'agents,

dont près de la moitié (2,5 millions) pour l'Etat. Cela représente un peu plus de 20 % de l'emploi total en France.

La progression de l'emploi public résulte essentiellement des collectivités territoriales (+71 %) et, dans une moindre mesure, des hôpitaux (+ 54 %).

En 1980, la fonction publique d'Etat comptait 2,1 millions d'agents et 400 000 de plus fin 2007.

Le rapport s'inquiète aussi du recours accru aux "opérateurs" pour assurer des missions de service public. En 2007, ces opérateurs ont perçu 21 milliards d'euros de subventions de l'Etat et 6,5 milliards de ressources fiscales.

Quant à la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite appliquée par l'Etat, c'est une "*récompense aux mauvais élèves*", selon M. Séguin, qui ne constitue pas une solution à long terme. Cette règle forfaitaire, en vertu de laquelle 34 000 postes seront supprimés dans la fonction publique d'Etat en 2010, "*résulte d'une démarche purement quantitative*", qui n'évalue pas la qualité des missions de service public. Cette méthode profite en outre aux "*administrations pléthoriques et sous-productives*".

Les dépenses de personnel (pensions civiles et militaires comprises) ont représenté près de 300 milliards d'euros en 2007. Des dépenses de personnel qui représentent pour l'Etat près de la moitié des dépenses nettes de son budget, a souligné le premier président de la Cour. (Le Monde et AFP 16.12)

Ces chiffres bruts méritent sans doute quelques correctifs, par exemple je ne suis pas sûr que les agents des collectivités territoriales bénéficient des mêmes statuts que ceux de la fonction publique d'Etat, ni que Seguin n'ait pas tout mélangé, par exemple au sein de La Poste les agents de l'Etat proprement dit et les salariés embauchés par La Poste qui ont un statut privé, ils font bien partie du même organisme mais n'ont pas du tout le même traitement puisque les seconds sont licenciables. Cela étant, ils remplissent bien tous la même fonction dite de service publique.

Si des services ont bien été privatisés, par exemple les cantines scolaires, si les chiffres avancés par Seguin sont corrects, c'est que sous l'effet de vases communicants le nombre de fonctionnaires n'a pas diminué dans les proportions qu'on veut bien nous faire croire. On attend les explications des uns et des autres sur cette question.

Personnellement, c'est malheureux à dire, mais je n'ai aucune raison de croire davantage les données fournies par l'Etat que celles provenant des partis ouvriers qui nous ont trop menti pour les croire sur parole, par exemple sur les centaines de milliards d'euros qui n'auraient jamais été versés à la Sécu depuis 1991 ou encore les quelques 400 milliards qui auraient été distribués en guise de cadeaux aux banquiers et aux capitalistes, alors que l'Etat a compensé à plus de 90% les exonérations de cotisations sociales dont ont bénéficié les patrons et les 400 milliards n'étaient que des avances accordées aux banquiers pour continuer à spéculer et se restructurer ou aux patrons des grandes entreprises pour licencier massivement. Certes, cela leur a permis de continuer de s'enrichir sur le dos des travailleurs, mais parler de cadeaux était abusé ou inexact, inutilement, stupidement, car à ce jeu-là vous perdez toute crédibilité et plus personne n'a plus envie de vous faire confiance.

L'UE l'intox, suite. Barnier porte-parole du G20 et de la Fed... pour contrer l'aristocratie financière !

La nouvelle Commission européenne doit avoir pour objectif de construire un capitalisme d'entrepreneur aux antipodes du capitalisme de spéculation qui a provoqué la crise actuelle, déclare Michel Barnier.

Il répète par ailleurs que sa feuille de route sera basée sur les décisions du G20 et dit compter sur les eurodéputés, qui ont un pouvoir de codécision avec les Etats membres sur les dossiers liés au Marché intérieur, notamment la régulation financière, pour apporter une "*valeur ajoutée*" au processus actuel de refonte de la supervision financière européenne.

"*Les intérêts de la City passent par une Europe forte. Et la force de l'Europe dépend aussi de la santé économique de la City*", insiste-t-il. (Reuters 16.12)

La City qui n'est qu'un appendice de la Fed, la plus grande banque privée du monde au service de l'impérialisme américain !

Comment la Fed gonfle, gonfle, gonfle la prochaine bulle... qui finira bien par éclater un jour !

Dans son communiqué, la Banque centrale déclare que la situation économique devrait autoriser le maintien des taux à ce niveau exceptionnellement bas (entre zéro et 0,25%) pendant "*une période prolongée*", une formulation clé aux yeux des investisseurs.

"*C'est la confirmation que la Fed ne relèvera pas ses taux avant la deuxième partie de l'année prochaine*", commente Melvin Harris, stratège marchés chez Easy Forex à New York. (Reuters 16.12)

Formidable, qu'ils continuent sur cette voie on ne demande pas mieux ! Ont-ils vraiment le choix ?

Le Tartuffe ou la truffe.

Jean-Pierre Jouyet qui préside l'Autorité des marchés financiers (AMF) interviewé par *Le Monde*.

Les marchés ont pris une avance considérable, dangereuse pour la régulation. Les ordres se passent en une microseconde. La moitié des transactions ne sont pas transparentes. C'est le terreau pour fabriquer la prochaine bulle. Sur le marché du pétrole, les transactions financières représentent dix fois les volumes de pétrole effectivement échangés... Un an après Lehman, on vit encore sur la spéculation. C'est pourquoi nous devons et nous allons renforcer nos moyens informatiques et nos équipes de surveillance. Il nous faut attirer à l'AMF des traders et des mathématiciens de la finance. C'est difficile : nos offres de rémunérations ne sont pas aussi attractives, bien sûr, que dans le privé. (Le Monde 16.12)

Au fait, tartuffe et ses dérivés s'écrivent avec un ou deux F au choix.

On croirait que Jouyet découvre avec quelle rapidité s'effectue les transactions sur les marchés internationaux.

En 1976 je crois, il y a donc déjà 33 ans, j'ai travaillé comme coursier à *La compagnie française du sucre, du cacao et des produits du sol*, avenue Matignon à Paris, il m'arrivait de devoir attendre debout un chèque ou un document à porter à une banque ou à un courtier à la Bourse Viarmes du commerce, dans une salle munie d'une dizaine d'écrans et trois fois plus de téléphones où s'effectuait en temps réel la vente et la revente d'un bout à l'autre de la planète de milliers de tonnes de sucre, des cargos entiers, j'écoutais ce qui se disait par téléphone, je m'en souviens encore car j'avais été surpris de voir à quelle vitesse des masses colossales de marchandises (et d'argent) pouvaient passer ainsi d'une main à l'autre sans que personne ne le sache ou presque, je n'étais plus étonné ensuite que le patron roule en Rolls et sa poignée d'employés en Jaguar !

J'étais jeune et sans conscience politique, cependant je me suis fait cette réflexion : c'est dingue que des gens puissent gagner autant de fric sans bouger leur cul, sans rien faire, alors que je me fais chier pour gagner le Smic, il y a bien quelque chose de dégueulasse dans ce monde. Quelques mois plus tard, je prenais le chemin du militantisme, pas tout à fait un hasard.

Allemagne. Le temps des records.

Le projet de budget 2010 du nouveau gouvernement de centre-droit prévoit un déficit budgétaire record de l'Etat fédéral de 86 milliards d'euros.(Lefigaro.fr 16.12)

Grande-Bretagne. Epimédie en cours.

Les appels à la grève s'étendent et se multiplient dans les transports en Grande-Bretagne. Après les navigants de British Airways, ce sont les bagagistes et les personnels d'enregistrement des aéroports de Heathrow et d'Aberdeen qui menacent de débrayer pour la période des fêtes. Sans parler du mouvement social lancé par les conducteurs britanniques d'Eurostar. (AP 16.12)

Le palmarès de la misère sociale à l'honneur.

1- Le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke a été désigné "*Personne de l'année*" 2009 par le magazine américain "Time". (AP 16.12)

2- Les membres du gouvernement Fillon ont désigné Christine Lagarde comme la meilleure ministre 2009. (Lexpress.fr 17.12)

Espagne.

La consultation populaire «*pour ou contre l'indépendance de la Catalogne*» organisée par les indépendantistes catalans dans 166 municipalités de la région a recueilli 94% des suffrages.Mais la participation n'a pas dépassé 30%. (Libération.fr 16.12)

Autrement dit, les Catalans favorables à l'indépendance de leur région ne représentent pas plus de 28% de la population.

Le 18 décembre

1- Copenhague : un défouloir pour les opportunistes et les ignorants.

Pour le PCF, le PG et une partie des adhérents du NPA d'un côté, pour le PS et Europe écologie de l'autre, l'engagement politique n'a de sens que s'il se traduit obligatoirement par l'obtention de postes aux vertus sonnantes et trébuchantes pour leurs dirigeants au sein des institutions de la Ve République, ce sont des partis ou des regroupements à vocation électoraliste qui entendent occuper toute leur place dans la gestion de la société capitaliste qu'ils prétendent plus ou moins pouvoir réformer, en réalité préserver, à défaut d'exercer leurs mandats dans la perspective de renverser l'ordre établi.

De ce point de vue-là, il est parfaitement clair que leurs préoccupations sont étrangères aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et que les défections "*soudaines*" de certains de leurs dirigeants en direction d'autres partis, précisément au moment où ces partis établissent les listes de leurs candidats aux prochaines élections, généreusement relayées par les médias, suffirait en soi à le témoigner.

Nous ne sommes pas opposés systématiquement à la participation aux différentes élections, tout dépend dans quel objectif : "*le prolétariat a besoin de l'Etat non pour la « liberté », mais pour écraser son ennemi, l'exploiteur, le capitaliste*" (Lénine : *Les tâches de la IIIe Internationale* - juillet 1919)

"*Ne refuser en aucun cas (hormis des cas de force majeure) de mettre à profit le parlementarisme et toutes les « libertés » de la démocratie bourgeoise, ne pas refuser les réformes, mais les considérer uniquement comme un résultat accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat.*" (id)

Tous ces partis ou regroupements prétendent utiliser les élections pour "*tous les jours, parler d'emploi, tous les jours, parler de logement, tous les jours, parler de santé*" (M. Aubry à Tours, le 12 décembre, lors d'une convention nationale), les travailleurs n'ont que faire de discours sur les conséquences de la survie du capitalisme qu'ils connaissent parfaitement pour les vivre de plus en plus difficilement quotidiennement.

"*Ce n'est pas une reconnaissance verbale qu'il faut, mais une rupture complète, dans les faits, avec la politique réformiste, avec les préjugés de la liberté bourgeoise et de la démocratie bourgeoise, l'application dans les faits d'une politique de lutte de classe révolutionnaire.*" (id) ce dont ces partis étaient évidemment totalement incapables hier comme aujourd'hui et le demeureront.

Ce sont des socialistes en paroles et des partisans du capitalisme en fait, "des amis de la classe ouvrière en paroles, mais en fait des laquais de « leur » bourgeoisie nationale, qu'ils aident à tromper le peuple" (id)

2- L'opposition Nord/Sud : l'antithèse de l'internationalisme prolétarien, la négation de la lutte des classes.

Dans un article du 16 décembre intitulé *Copenhague : le bras de fer Nord / Sud s'accentue*, le PG pose une question : "*Y aura-t-il un accord contraignant pour les pays développés à la sortie du Sommet de Copenhague ?*".

Pour les militants qui se positionnent sur le terrain de la lutte des classes, la société des différents pays dans le monde, les Etats, sont constitués de classes sociales aux intérêts opposés et inconciliables, et non de citoyens disposant des mêmes droits. Dans chaque pays il existe une classe dominante ou exploiteuse qui détient le pouvoir, tout le pouvoir, et une classe dominée ou exploitée qui n'en détient aucun.

Sans entrer dans les détails, il est clair qu'"*un accord contraignant pour les pays développés*" se traduirait automatiquement par de nouvelles attaques contre le prolétariat des pays capitalistes dits les plus développés dont le produit ne profiterait évidemment pas au prolétariat et à la paysannerie pauvre des pays dits en voie de développement ou des pays pauvres. Ainsi le PG au même titre que tous les partis cités plus haut qui se sont précipités au sommet de Copenhague, se fait le laquais de sa propre bourgeoisie dans la lignée de la IIe Internationale jaune. Et en réclamant un accord plus avantageux pour les pays qu'ils nomment du Sud, ils soutiennent de fait leurs régimes que le prolétariat combat dans l'ensemble de ces pays.

Les dirigeants de ces partis ne peuvent pas prétendre qu'ils ne le savent pas, et je ne suis pas le seul à le dire, il y a le POI mais aussi LO, j'ai relevé cet extrait de la conférence de presse de N. Arthaud du 7 décembre : "*que ce soit dans les pays riches ou dans les pays les plus pauvres, eh bien la crise se traduit par un sauvetage des couches les plus riches et par une aggravation catastrophique des conditions de vie des classes populaires*", et les milliards de dollars que les partis inféodés au capitalisme réclament aux capitalistes des pays dits riches à Copenhague pour soi-disant aider les autres pays à lutter aussi contre le réchauffement de la planète, iront de la même manière directement dans la poche des capitalistes de ces pays-là.

Notez bien que ce n'est pas un argument des opportunistes cités plus haut, on pourrait nous objecter que le prolétariat mondial aurait tout intérêt au développement du prolétariat dans les pays en voie de développement et que le sommet de Copenhague pourrait le favoriser d'une certaine manière... Ma démonstration répond déjà en partie à cette objection. C'est nier que ce n'est pas l'enjeu de ce sommet, il ne se situe pas sur ce terrain-là. C'est oublier que le développement de ces pays est incompatible avec les intérêts des multinationales qui dominent le marché mondial. C'est nier aussi que le pouvoir politique en place dans ces pays complètement gangrenés par la corruption n'y tient pas vraiment non plus. C'est plus facile pour quelques centaines de familles riches de gouverner une masse inculte et pauvre qu'un prolétariat puissant et organisé. C'est oublier un peu vite que

les dirigeants des classes dominantes de ces pays en ont strictement rien à foutre des questions sociales ou environnementales, qu'ils sont à la tête de régime mafieux semi féodaux, antidémocratiques. C'est baigner en pleine illusion ou faire preuve d'une crasse ignorance que de leur prêter des intentions ou des motivations qu'ils n'ont pas ou jamais eu.

C'est la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays, la solidarité internationale avec le combat engagé par le prolétariat dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, qui peut seule aboutir à une amélioration des conditions d'existence des classes exploitées à l'échelle de l'humanité et conduire à terme à renverser le capitalisme mondial...

Des pays comme l'Inde, la Chine, le Bangladesh, l'Egypte, le Nigéria, etc., ils se comptent par centaines dans le monde, sont de véritables décharges à ciel ouvert, des poubelles dans lesquelles tout le monde patauge quotidiennement sans que cela ne dérange le moins du monde ceux qui sont au pouvoir et qui sont censés être en charge des questions environnementales. J'en suis témoin tous les jours, je n'ai pas pu obtenir que la municipalité vide la décharge derrière chez moi, et pour cause, devant la somptueuse maison du chez du district c'est le même spectacle affligeant sans que cela le gêne le moins du monde, son propre niveau de développement intellectuel ou de conscience se situe au même niveau que la pourriture qui jonche le sol, il est inversement proportionnel à sa fortune. (A suivre)

Un régime aux abois.

Le ministre de l'Immigration et de l'identité nationale Eric Besson a annoncé jeudi sa décision de porter plainte contre le député PS de Paris Jean-Christophe Cambadélis qui l'a comparé au pétainiste et collaborateur Pierre Laval, chef du gouvernement sous le régime de Vichy.

Il a également décidé de porter plainte contre l'écrivain et réalisateur Gérard Mordillat qui s'était de son côté élevé contre un "*gouvernement qui a mis en place un ministère de la xénophobie et du racisme*", à savoir le ministère "*dirigé*" par Eric Besson, dénonçant un "*gouvernement qui, dans un système (...) facho-libéral, supprime au fur et à mesure un certain nombre de libertés*". (AP 17.12)

Libération, le 12 décembre, terminait un article sur le NPA en parlant d'une "***période pauvre en mouvements sociaux, les temps sont durs pour les anticapitalistes***", dont évidemment ***Libération*** ne peut pas faire partie. Les faits.

1- Les organisations syndicales de la RATP se sont prononcées pour la poursuite vendredi de la grève sur la ligne A du RER en région parisienne, a-t-on appris jeudi auprès de la CGT.

Mercredi, les organisations syndicales de la RATP ont opposé une fin de non-recevoir aux propositions de la direction pour les équipes du RER A, dont une prime de 80 euros par mois, là où les syndicats réclament un minimum fixe de 120 euros par mois. (LeMonde.fr 17.12)

2- Les syndicats (CFDT, CGT, CGC, CFTC, FO et FNCR) des personnels chargés de l'entretien et de l'alimentation des distributeurs automatiques de billets de banque, plus communément appelés les "dabistes", appellent à une grève illimitée dès vendredi matin pour exiger la revalorisation d'une prime de risque à hauteur de celle que touchent les convoyeurs de fonds, a-t-on appris ce jeudi soir de source syndicale. (AP 17.12)

3- Une centaine d'agriculteurs du syndicat Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France ont déversé jeudi matin, peu avant 7h, de la paille devant l'Elysée, à Paris, avant d'être dispersés à coups de gaz lacrymogène par la police.

Le président des JA d'Ile-de-France Damien Gressin a lu un communiqué devant l'Elysée dans lequel il a dénoncé "*le mépris du président de la République pour ses paysans*" et le plan du gouvernement qui ne satisfait pas "*les paysans d'en bas*".

"*Pourquoi M. le président êtes-vous à l'origine d'une dérégulation des marchés au niveau européen? Croyez-vous que nous sommes assez dupes pour croire à vos promesses?*", a-t-il lancé devant le palais présidentiel. (AP 17.12)

4- Des étudiants en soins infirmiers -1.200 selon la police- ont manifesté jeudi à Paris à l'appel de leur principale association, qui estime que leur réquisition dans les centres de vaccination contre la grippe A/H1N1 se fait "*au péril de leur formation*".

Dans un communiqué, l'Association des étudiants en soins infirmiers (AESI) juge "*nacceptable qu'on déloge un étudiant de son lieu de stage ou de cours (donc d'apprentissage) pour le transformer en vaccinateur à la chaîne pour la simple et bonne raison qu'il est une main-d'oeuvre bon marché, de plus sans matériel adapté et au péril de sa formation*". (AP 17.12)

5- Des perturbations dans la circulation des bus et des tramways sont à prévoir vendredi 18 décembre à Bordeaux, suite à un préavis de grève illimitée. L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC et FO) des salariés de Keolis, l'entreprise en charge des

transports publics de l'agglomération bordelaise, entend protester contre la réorganisation du réseau de transport prévue en février et peser sur les négociations salariales en cours.

Selon Bruno Danet, directeur de Keolis Bordeaux, la direction a notamment proposé 1,65 % d'augmentation des salaires de base, l'attribution d'une prime exceptionnelle de 470 euros et l'amélioration de la prime de vacances, qui sera portée à 1 922 euros. (LeMonde.fr 17.12)

6- Les syndicats CFDT, CGC, FO et UNSA des Autoroutes du Sud de la France (ASF) appellent les personnels à une journée de grève vendredi, veille des vacances de Noël, pour réclamer une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail. (AP 17.12)

7- Etc. etc.

Une nouvelle gamelle de plus en plus bruyante pour le nabot du Palais.

Me Olivier Morice, l'avocat des familles de six salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) morts dans l'attentat de Karachi en 2002 a mis en cause le président de la République Nicolas Sarkozy, jeudi, lors d'une conférence de presse à Paris. "M. Sarkozy est au coeur de la corruption. Elle a été validée quand il était ministre du Budget (en 1994) mais aussi lorsque c'est lui qui s'est occupé de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur" en 1995, a accusé l'avocat. Des propos immédiatement démentis par l'Elysée.

Pour Me Morice, "on ne peut pas étouffer, dans un Etat démocratique comme le nôtre, un tel scandale". "Le président est couvert par l'immunité mais ce n'est pas le cas de" l'ancien Premier ministre "Edouard Balladur", de l'ancien ministre de la Défense "Philippe Léotard", "Renaud Donnedieu de Vabres (qui était chargé de mission auprès de Philippe Léotard) et Nicolas Bazire", ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur, a-t-il dit.

Aux yeux de l'avocat, "Nicolas Sarkozy est au coeur de la corruption parce qu'il a parfaitement conscience, au moment où est validé le système des sociétés écran mises en place, que le montant des commissions exorbitantes est payé très rapidement et n'a d'autre objectif que de financer la campagne présidentielle de M. Balladur".

Me Morice note également que l'attentat a eu lieu en 2002, soit sept ans après la fin de l'arrêt des commissions. Et il a son hypothèse: "Je crois que nous allons découvrir un système de corruption qui va bien au-delà de l'attentat commis et de la vente de sous-marins et de rétrocommissions". (AP 17.12)

Grande-Bretagne.

La direction de British Airways a gagné jeudi une action en justice lui permettant de faire annuler une grève prévue des navigants de douze jours, sur injonction d'un tribunal. (AP 17.12)

Et les syndicats acceptent cette décision, ils se couchent. Ils fallaient passer à l'action illégale.

Encore un triste record à mettre au compte du capitalisme.

Le comité pour la protection des journalistes, un groupe indépendant de défense de la profession, estime qu'au moins 68 journalistes ont péri en 2009, soit 60% de plus qu'en 2008.

"*Ce qui apparaît, c'est que les trois-quarts ont été tués délibérément pour leur travail, et dans 85% des cas, personne n'a été poursuivi par la justice*" a pointé Robert Mahoney, directeur du comité.

Parmi les principaux pays impliqués : les Philippines, le Mexique, la Somalie, le Pakistan, la Russie, le Sri Lanka. l'Afghanistan, la Colombie, le Salvador, l'Indonésie, le Kenya, Madagascar, le Népal, le Nigeria, les territoires occupés palestiniens et le Venezuela. (AP 17.12)

Vous retrouvez ici un des arguments figurant dans ma causerie du jour et celle d'hier.

Le 19 décembre

Les mauvaises odeurs de la Ve République.

Jacques Chirac a été mis en examen vendredi pour "*prise illégale d'intérêts*" dans une affaire d'emplois présumés fictifs à la mairie de Paris dans les années 1990, annonce le service de presse de l'ancien président de la République.

Le dossier concerne la rémunération par la Ville de Paris dans les années 1990 de sept personnes travaillant en réalité comme cadres au RPR.

La justice dispose d'un élément matériel contre Jacques Chirac, une lettre signée de sa main le 16 décembre 1993 dans laquelle il demande une promotion pour une personne salariée par la ville entre 1983 et 1994, Madeleine Farard, qui a reconnu durant l'enquête avoir travaillé exclusivement pour le RPR.

L'instruction retient que la mairie de Paris a servi frauduleusement à financer le fonctionnement du RPR à travers ces emplois, ou à fournir des rémunérations de complaisance à des proches amis politiques ou aux familles de ces derniers. (Reuters 18.12)

Social.

1- Le mouvement de grève illimitée dans le RER A a été reconduit par la plupart des assemblées générales de conducteurs jusqu'à lundi, d'autres ayant voté la poursuite pour 24 heures.

Vendredi, pour le neuvième jour consécutif, le trafic était nul à l'exception des heures de pointe où circulait un train sur deux. (AP 19.12)

2- Une décision de la Cour de cassation va faire jurisprudence. Selon un arrêt rendu le 10 novembre, la chambre sociale de la Cour a décidé de reconnaître comme du harcèlement moral "*des méthodes de gestion mises en oeuvre par un supérieur hiérarchique dès lors qu'elles se manifestent pour un salarié déterminé par des agissements répétés*". (AP 18.12)

3- L'ensemble des organisations syndicales de Kéolis (transports en commun bordelais) qui avaient appelé à un mouvement de grève illimité ont signé vendredi après-midi l'accord relatif à la négociation annuelle obligatoire. Cette signature met un terme au préavis déposé.

La direction "*se félicite de la signature de cet accord qui permet à l'entreprise de sortir du conflit*".

Dominique Dubroca, délégué FO, souligne quelques avancées: "*Nous avons obtenu l'application dès janvier de l'augmentation salariale de 1,2% prévue initialement au mois de juillet. En ce qui concerne la compensation des heures de nuit, la négociation se poursuit. Même chose pour la prise en compte de l'évolution des carrières pour les techniciens de maintenance*". (AP 18.12)

En réalité, pour ceux qui savent lire, ils n'ont rien obtenu du tout ! La direction peut se féliciter.

Economie.

Estimations et approximations, risques et incertitudes, euphémismes à la pelle !

Les besoins estimés de dépréciations des banques de la zone euro ont augmenté ces six derniers mois même si le risque systémique a diminué, déclare la Banque centrale européenne (BCE).

Elle évalue à 553 milliards d'euros les dépréciations totales pour la période 2007-2010, contre 488 milliards en juin. Les dépréciations qui doivent encore être inscrites dans les comptes représentent 187 milliards d'euros selon ses estimations.

"*Au cours des prochains mois, la situation générale de bilan dans le secteur des entreprises non-financières de la zone euro devrait rester délicate*", estime-t-elle.

"*Cela signifie que les banques de la zone euro peuvent s'attendre à des dépréciations supplémentaires importantes sur des prêts aux entreprises au cours de l'année à venir.*" (Reuters 18.12)

Tartufe ou la truffe blanche du régime.

Après trois ans d'enquête, dans l'affaire du délit d'initiés présumé chez EADS la commission des sanctions de l'AMF décide de clore ce dossier par l'équivalent d'un non-lieu général. Rappelons que cette institution est présidé par Jean-Pierre Jouyet, autrement dit Sarkozy.

Sur les vingt personnes mises en cause par l'enquête, dix-sept personnes physiques, dont Noël Forgeard, ex-coprésident du groupe d'aéronautique et de défense, et trois personnes morales - EADS, les groupes Lagardère et Daimler -, aucune n'est sanctionnée.

Forgeard avait revendu des actions peu de temps avant que soit rendu public les retards de livraison de l'A380 et réalisé un profit de 3,7 millions en 2006. M. Forgeard, comme ses coaccusés, est mis hors de cause. La Commission des sanctions juge qu'il n'est pas possible de dire en droit qu'ils ont bénéficié, et utilisé, une information privilégiée.

Aucun des griefs mentionnés, qu'il s'agisse du délit d'initiés ou de la diffusion d'informations trompeuses au marché, n'est retenu. De l'acte d'accusation de l'AMF, il ne reste rien.

Selon un proche de l'AMF : "*Mais regardons la justice, 95 % des affaires financières finissent aussi par un non-lieu !*".

La procédure d'enquête reste, du point de vue de l'AMF, irréprochable. Ce point est d'ailleurs admis par la commission des sanctions. Mais alors ? La force de persuasion des bataillons d'avocats mobilisés pour la défense des puissants industriels a-t-elle été décisive ? (Le Monde 18.12)

Ouf !

Grande-Bretagne. 2010 : l'année des records, suite.

L'endettement net du secteur public britannique a atteint un plus haut record en novembre, la dette nette du pays représentant alors 60,2% de sa production économique totale, montrent les données officielles. (Reuters 18.12)

Le 20 décembre

Le début de la causerie d'hier est disponible en fichier pdf.

Comme apparemment je ne peux plus ajouter un seul fichier dans le serveur, je retire provisoirement mes propres articles de 2005.

Attention, prochainement le site ne sera plus disponible à l'adresse meltl.com parce que le patron indien refuse de me donner la clé nécessaire au transfert du nom de domaine du site vers la nouvelle société informatique qui va héberger le site. Pour trouver le site à partir du 24 janvier ou peut-être avant, il vous faudra taper luttedeclasse.org ou avec une autre extension, par exemple .fr ou . inf. Je vous tiendrai informé.

La décomposition du capitalisme.

1- Trains en panne pour quelques flocons de neige, avions en vol en perdition pour cause de gel, épidémie de retraits du marché de médicaments présentant des dangers pour les malades, retour chez les constructeurs de millions de voitures présentant des défauts graves pour la sécurité, etc.

La course folle aux profits, quoi.

2- Rien que dans la région nantaise, plus de 700 tonnes de pain sont jetés à la poubelle par les boulangers chaque année, ramené au niveau nationale, c'est plus de 20.000 tonnes de pains et viennoiseries frais ou encore consommables qui partent à la décharge. (entendu à l'émission Complément d'enquête diffusée en différé avant-hier sur TV5Monde Asie)

Certains boulangers, une infime minorité, donnent leurs invendus à des associations caritatives, les autres vont jusqu'à déverser de l'eau de javel sur les pains jetés afin que personne ne puissent les consommer, donc en plus ils dépensent de l'argent pour qu'aucun pauvre n'en profitent. Si un jour ils sont victimes d'une attaque au vitriole qu'ils ne s'étonnent pas, avec une telle mentalité, ils sont tout juste bons à brûler !

Dans ce documentaire, on a pu voir une association qui récupérait des tonnes de pain qu'elle livrait ensuite à une entreprise qui les transformaient pour en faire de l'alimentation pour animaux. Le responsable de cette association a expliqué qu'il ne faisait pas de bénéfices et que l'argent que cette entreprise lui reversait servait uniquement à payer les salaires d'une dizaines de personnes. 1- cette association récupère du pain consommable qui pourrait être distribué aux pauvres, ce qu'elle ne fait pas ; 2- cette entreprise, au lieu de recycler ce pain pour en faire un produit à destination de la consommation humaine à bas prix, y préfère le marché des aliments pour animaux où elle réalise sans doute plus de bénéfice.

On pourrait objecter que si cette association n'existait pas ce pain partirait à la poubelle, alors que là il permet à dix chômeurs de percevoir un salaire. A ce compte là, on peut aussi justifier ceux qui dépouillent les cadavres parce qu'ils n'ont rien trouver de mieux pour survivre, on peut absolument tout justifier partant de ce principe, sans limite. Cette association est une entreprise capitaliste comme une autre, voilà la vérité. Pour éviter de réaliser des bénéfices, il lui suffit d'investir dans du matériel et d'augmenter les salaires et le tour est joué. Chacun se trouve de bonnes raisons pour conserver sa bonne conscience, c'est tellement facile. Vous me direz qu'on n'est plus à un paradoxe près dans cette société, d'accord, mais de là à en faire un business, il y a une limite à ne pas franchir.

Le socialisme, c'est quoi ? Tout d'abord nous éradiquerions la pauvreté. Ensuite nous interdirions immédiatement cette pratique scandaleuse, les boulangers contrevenants seraient expropriés sans indemnité sur le champ.

Remarquez bien qu'aujourd'hui on retrouve cette misérable mentalité un peu partout, y compris dans le mouvement ouvrier.

Vous avez peur de la révolution, on ne vous en parlera pas, vous craignez la violence, on ne vous dira pas un mot de la guerre civile qui accompagne une révolution, le mot dictature vous évoque des images horribles, la dictature du prolétariat passe à la trappe, le socialisme évoque pour vous le goulag ou l'enfer stalinien, rassurez-vous il figure en dernière position dans notre catalogue, vous craignez le désordre et la désorganisation qu'entraînerait infailliblement une révolution, nous aussi on préfère la voie de la légalité, vous ne supportez pas l'idée de souffrir pour des idées, nous aussi, c'est la raison pour laquelle on préfère la voie pacifiste du réformisme à la voie révolutionnaire sanguinaire...

Vous n'êtes pas d'accord avec nous, que cela ne tienne, on va arrondir les angles, raboter tout ce qui dépasse et vous incommode, au diable les théories, les principes et les préalables, après tout nos convictions sont élastiques, aléatoires, de circonstances, on peut très bien les garder au chaud dans un tiroir qu'on ouvrira un jour peut-être, rassurez-vous, nous ne sommes pas d'horribles barbares bolcheviks, des communistes...

Ce n'est pas bien de dire : dehors Sarkozy, que cela ne tienne, on s'abstiendra de le dire le plus longtemps possible, vous craignez le vide qu'entraînerait la chute des institutions de la Ve République, vous nous entendez souvent le dire, non, alors ne vous affolez pas pour rien, elles ont encore de beaux jours devant elles, oui mais vous dites que le régime est à l'agonie, c'est une façon de parler sans conséquence, rassurez-vous, vous nous entendez dire qu'il faut exproprier les patrons, non, alors vous voyez que nous ne sommes pas de furieux irresponsables, ce qu'on vous propose c'est de venir combattre, non, excusez-moi le terme est trop violent, de participer à nos activités tout à fait légales, indolores, presque asceptisées, sans rien vous imposer nous serions des dictateurs, un accord minimum, le minimum du minimum du minimum si vous préférez, vous pouvez conserver vos propres idées, on est des démocrates, on a l'esprit large vous l'avez bien compris, vos idées ne sont pas toujours bien jolies, vous n'avez pas spécialement les mains propres non plus, peu importe, on fermera les yeux, mieux, cela ne nous intéresse pas, pas plus que vos intentions réelles remarquez bien, on se contente des apparences et cela nous suffit amplement pour l'objectif que nous nous sommes fixés, une sorte d'humanisme à cent balles fait parfaitement l'affaire, un simple engagement de votre part et vous rejoignez le club des illusionnistes professionnels, vous savez, chacun détient sa propre vérité, cela mérite le respect, après tout, ne dit-on pas que tout est relatif, qu'il faut de tout pour faire un monde, formidable, c'est exactement ce qu'on pense, ne vous formalisez pas pour quelques mots prononcés inconsidérément, tous les mots ont été tellement galvaudés que plus personne ne sait de quoi on cause de nos jours, vous ne prenez aucun risque, finalement les théories et les idées vieillissent et finissent par disparaître avec le temps, nous nous les recyclons dans une centrifugeuse borgne, à la sortie nous en conservons quelques oripeaux insignifiants pour donner un peu de consistance à notre discours, il faut bien qu'on continue d'exister quand même, et puis le plus important, n'oublions pas que c'est le système qui nous nourrit, il ne faudrait pas être ingrat avec lui : prolétaires de tous les pays, engraissez-nous ! Avec du pain ? Non, parbleu, avec des brioches !

A Copenhague le pain était congelé, pas de bol, il leur reste la brioche pour les régionales, en mars, hum, pourvu que le climat social soit clément !

A propos du fiasco de Copenhague.

Dans un communiqué, M. Aubry écrit : cet "*échec (...) ne peut qu'éroder profondément la confiance des peuples dans leurs représentants*". (AP 19.12)

On comprend qu'elle s'en inquiète. Si tel est le cas, on ne peut que s'en réjouir. D'ailleurs en France, la majorité de la population ne fait pas davantage confiance à l'UMP qu'au PS. Tous les peuples pourront aussi s'interroger sur les réelles intentions de ceux qui les ont poussés à espérer quelque chose de la part des représentants du capitalisme et parmi lesquels figuraient un bon nombre de représentants de l'Internationale jaune.

A Neuilly, ils détestent les pauvres. Ou les bienfaits du RSA.

Cette année, et pour la première fois depuis 1999, les bénéficiaires des minima sociaux ne toucheront pas de prime de Noël dans les Hauts-de-Seine.

Parce que le Conseil Général du département, présidé par Patrick Devedjian, le ministre de la Relance, a estimé vendredi que cette aide n'a plus lieu d'être. Elle "*est rendue caduque par la refonte des aides sociales effectuée par l'État autour du revenu de solidarité active (RSA)*" justifie le Conseil général du 92 sur son site Internet.

L'année dernière, 25 000 personnes en avait bénéficié dans le département, soit un budget de 3,4 millions d'euros. (LePost 19.12)

Un peu plus de liberté, mais les illusions demeurent.

C'est un tournant pour les Balkans. L'Union européenne a ouvert samedi ses frontières à plus de dix millions de Serbes, de Monténégrins et de Macédoniens, qui n'ont désormais plus besoin de visas. (AP 19.12)

Le 21 décembre

Un camarade du POI m'a signalé que l'article mis en ligne hier, http://www.meltl.com/service/copenhague191209.pdf, n'était pas disponible, le problème venait apparemment du serveur. Dans l'article d'aujourd'hui, j'aborde avec les moyens du bord les questions économiques qui sont à l'origine du fiasco de Copenhague, je reviens aussi sur l'opération en cours qui consiste à blanchir Sarkozy de toute responsabilité. J'imagine que l'on en tirera d'autres enseignements.

Je répondrai plus tard au courriel de ce militant, car il pose des questions intéressantes concernant mon positionnement. Je peux dors et déjà lui confirmer que je ne roule pour aucune formation politique en particuliers, que je ne suis adhérent à aucun parti ou groupe. Je ne suis pas "*un parti à moi tout seul*" comme il l'écrit, je n'en ai jamais eu la prétention. Par contre, j'ai la conviction d'appartenir à un courant du mouvement ouvrier qui n'est pas représenté ou dont les idées ne sont pas suffisamment exprimées donc representées, j'en ai eu confirmation à de multiples reprises au cours des 5 dernières années à travers les témoignages que j'ai reçus de militants inorganisés ou organisés dans différents partis ou groupes.

Que maintenant je n'aie pas "*bonne presse chez les militants du POI qui prennent (mes) prises de positions et (mes) critiques comme une action anti POI permanente*" ne m'étonne pas, puisque la plupart d'entre eux ne supportent pas qu'on critique leur politique ou leur parti, c'est viscéral chez eux et je n'y peux rien. Ils ne sont pas tous dans ce cas-là heureusement et ce camarade en est la preuve. S'ils étaient aussi objectifs ou impartiaux envers leur propre parti qu'ils prétendent l'être envers les autres partis qu'ils critiquent parfois à juste raison, parfois à tort et à travers, peut-être qu'une discussion sérieuse avec eux seraient possibles, mais force est de constater jusqu'à présent qu'ils n'ont jamais été capables d'opposer le moindre argument à mes critiques.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, on ne se situe pas sur le même plan, on ne partage pas la même analyse de la situation ni du développement de la lutte des classes au cours du XXe siècle, du coup on ne risque pas de s'entendre, c'est aussi simple que cela. J'ai mes propres convictions que je défends loyalement et sincérement, ensuite, personne n'est obligé d'y adhérer ou de les partager. Je ne sais pas ce que veulent dire ceux qui me traitent d'anti-POI. J'ai quand même le droit de penser en m'appuyant sur les enseignements de la lutte de classe du XIXe et du XXe siècle que nous ont légué les marxistes, que le POI ne constitue pas le type de parti dont la classe ouvrière aura besoin pour renverser le régime et prendre le pouvoir. J'ai le droit de le penser et d'expliquer pourquoi ou serait-ce illégitime ? Si c'est cela être anti-POI, je suis effectivement anti-POI. Par contre, lorsque j'appelle les militants qui se connectent sur le site à participer aux activités du POI, à y adhérer s'ils le souhaitent, là que disent-ils nos procureurs généraux ? Lorsque j'écris que le POI est encore le parti le plus sérieux du mouvement ouvrier, que disent-ils ces dictateurs en herbe du CCI-POI ? Lorsque j'écris que dans la situation actuelle, à défaut de mieux je précise, le POI est encore le parti le plus convenable dans lequel on peut s'engager sans craindre d'avoir honte ou de le regretter un jour, en toute connaissance de cause, que disent-ils mes juges ? Quand j'appelle les militants à rejoindre les comités pour l'unité mis en place par le POI, ou encore à participer au rassemblement du 28 novembre, à la manifestation du 5 décembre, que disent-ils ?

Je pourrais encore continuer longtemps cette liste, tout ce que vous venez de lire est disponible dans le site, vous pouvez le vérifier, je vous y invite chaleureusement. J'ai pu constater à plusieurs reprises que les dirigeants du CCI que j'avais présentés comme des intellectuels d'un grand talent en comparaison avec ceux des autres partis, sont aussi assez intelligents pour se présenter comme des gens acceptant la critique, alors que ce n'est pas du tout le cas, et d'embobiner ainsi les militants. Une critique acceptable pour eux doit obligatoirement se situer sur le terrain qu'ils ont choisi, c'est-à-dire le leur évidemment, sorti de là, ils vous méprisent ou vous traitent en ennemi, point barre, c'est à prendre ou à laisser.

Personnellement, j'ai horreur de ce comportement, je préfère la saine et libre confrontation des idées, je considère qu'aucune question ne doit rester dans l'ombre, qu'aucune hypothèse ne doit être rejetée avant d'avoir éte épuisée, qu'aucun argument ne doit être balayé sans avoir été étudié minutieusement auparavant, qu'aucune théorie ne doit être abandonnée avant d'avoir été analysée à fond, et surtout que personne n'est parfait et que l'erreur est humaine, qu'on a le devoir de les reconnaître publiquement et de les corriger, ce que je m'emploie à faire de mon côté lorsque cela est nécessaire sans que cela me cause le moindre problème.

Ce qu'ils ne supportent peut-être pas, c'est que je mets absolument tout sur la table, je ne me contente pas d'avancer une position, j'explique dans les moindres détails comment j'y suis parvenu et pourquoi je n'en ai pas retenu une autre, j'explique ma méthode, ainsi je permets à chaque militant vérifier librement l'ensemble du processus et du matériel, faits et méthode, qui m'ont permis d'aboutir à telle ou telle conclusion et de détecter les erreurs que j'aurais pu commettre et de les rectifier, vous avouerez qu'il est difficile de faire mieux en terme d'honnêteté intellectuelle, cherchez donc l'équivalent ailleurs, je crains que vous ne le trouviez pas, je dis cela sans prétention évidemment, je me tape complètement de savoir qui a raison ou tort, l'histoire en jugera, la seule chose qui m'intéresse c'est d'aller de l'avant et d'éviter d'être le moins possible dans l'erreur.

On pourrait continuer longtemps cette causerie, mais je crains de me répéter, j'ai déjà tout dit en ce qui me concerne dans des causeries précédentes.

Pour terminer, il y a des militants qui ont quitté le PT ou le POI après s'être connectés sur le site que j'anime, tandis que d'autres les ont rejoints, comme il y a des travailleurs qui ont rejoint le POI et d'autres qui l'ont quitté sans s'être connectés au préalable sur le site. Attention à ne pas tomber dans le piège que vous tendent sournoisement ceux qui ont intérêt à ce que vous fuyiez ce site comme la peste. Personnellement et vous le savez très bien, ce site me coûte plus qu'il ne me rapporte, à la place je pourrais consacrer mon temps à faire de la photo ou écrire un essai par exemple, posez-vous plutôt la question de savoir quels sont les intentions réelles de ceux qui souhaitent vous en écarter, alors que vous n'en voyez pas de raisons de votre côté. Je ne vous demande pas de vous la poser, je ne vous l'impose pas, mais permettez-moi encore une fois de me la poser puisque les arguments que vous avez vous-même mis sur le tapis y conduisait. Les tabous sont faits pour les porteurs de soutanes en tous genres, croyants comme athées, les tenants de l'obscurantisme, désolé, je n'en fais pas partie. Je me définis comme léniniste et j'en suis fier.

J'espère trouver le temps d'aborder plus tard la question posée par la formation du "nouveau" gouvernement afghan par Karzaï qui comprend plusieurs "*chefs de guerre*". Des types à l'allure patibulaire qui ont inspiré confiance à l'adminstration américaine, c'est tout dire.

Quelques infos en bref.

Economie

Les marchés de produits financiers dérivés représentent plus de 600 000 milliards de dollars de transactions annuelles, soit rien moins que dix fois le Pib (Produit intérieur brut) mondial ! Selon certaines estimations, le risque ultime que représentent ces marchés est compris entre 1 000 et 4 000 milliards de dollars. La plupart des «*accidents*» que la planète financière a connu depuis deux ans, à commencer par les «subprimes», ont, en effet, impliqué les marchés dérivés. (Slate.fr 20.12)

La crise, produit des contradictions du capitalisme, et les moyens de l'affronter. Les craquements de la Ve République.

1- Le débat sur l'identité nationale, se poursuivra jusqu'à la fin de l'année 2010, déclare le ministre de l'Immigration Eric Besson dans un entretien publié dans l'édition de lundi du Parisien. (Reuters 20.12)

En réponse, Alain Juppé a déclaré dans un entretien publié dans l'édition de dimanche du quotidien *Le Parisien* "*Tout ce qui peut dresser les communautés les unes contre les autres est détestable*".

Le débat lancé par Eric Besson sur l'identité nationale française est inutile, puisque l'on connaît déjà la réponse à la question "*Qu'est-ce qu'être français ?*", a-t-il dit.

La devise de la République - liberté, égalité, fraternité - est toujours selon lui d'une "*actualité totale*". "*Ajoutons-y la laïcité, et on a l'identité française*", souligne Alain Juppé. (Reuters 20.12)

2- Le comité Balladur pour la réforme territoriale auditionnait hier plusieurs présidents de conseils généraux d'Ile-de-France, dont Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis) ténor de la direction du PS.

Membre du comité, le socialiste Pierre Mauroy a piqué une grosse colère quand les élus ont expliqué, en substance, qu'en fait de réforme, les territoires avaient surtout besoin que l'Etat cesse de se «*désengager*». «*Mauroy était tout rouge, raconte un témoin, il a dit qu'il était effondré, que tout cela était lamentable, que les élus de gauche étaient en train de rater le train de l'Histoire.*».

Bartolone, stupéfait, a demandé à être auditionné à nouveau pour défendre plus calmement sa position. (Libération.fr 20.12)

Le 22 décembre

J'avais prévu d'écrire un article sur la réaction du NPA sur Copenhague, ce sera pour demain, car j'ai perdu plus de 6 heures avec des problèmes de connection qui ne sont toujours pas résolus.

Je peux vous mettre ici le début de cet article.

La méthode du NPA : tout dire et son contraire pour finalement en appeler aux représentants de l'ordre établi. Suivez le guide.

Les illusions ont la peau dure : "*L'arrivée à Copenhague des chefs d'Etat aux dernières heures du sommet de Copenhague n'y aura rien changé*", mais parallèlement le NPA s'en défend "*on savait que le sommet des Nations Unies à Copenhague ne déboucherait pas sur un nouveau traité international mais sur une simple déclaration d'intention.*"

Le NPA n'attendait rien des représentants du capitalisme mondial présent à Copenhague ? Ils disent eux-mêmes le contraire: "*aucun des objectifs qu'on pouvait attendre pour éviter que la hausse de la température ne dépasse 2°C n'a été atteint*" ou encore "*le texte adopté au terme de la rencontre est pire que tout ce qu'on pouvait imaginer*". Accablant, non ? Affligeant assurément pour ses militants.

Le même tiers-mondiste dégoulinant qu'au PG : "*Aucun accord contraignant les puissances industrielles*", et Tata steel en Inde, il ne pollue l'air que je respire tous les jours, ou la centrale au charbon de Nelvelhi située à une cinquantaine de kilomètres de chez moi qui me permet ce soir de vous écrire autrement qu'éclairé par une lampe à huile ou au kérosène ou une simple bougie comme je m'en souviens encore il y a de cela à peine vingt ans. Je ne m'en plains pas.

Dans un numéro de l'émission *Complément d'enquête* diffusée récemment, on a pu voir un maire expliqué qu'il avait décidé de plonger dans l'obscurité totale sa commune (de quelques milliers d'habitants) de minuit à six heures du matin, autrement, dit d'imposer à ses administrés de revenir un siècle en arrière. Vous m'excuserez, mais je ne suis pas nostalgique de cette époque... ni du rouet de Gandhi ! Vive le productivisme (sic!) et à bas la décroissance, concept réactionnaire parmi tant d'autres cher aux altermondialistes !

Le NPA va plus loin que le PG dans la forfaiture, il reconnaît "*des engagements, au demeurant modestes*" à l'issue de ce sommet, rassurant pour le Palais qui les a jugé "*positifs*" !

Pour revenir sur la causerie d'hier.

J'ai parfaitement conscience que certains pensent que les gesticulations des partis qui se sont rendus à Copenhague valent mieux que mes critiques, de la même manière qu'ils trouvent sans doute normal que les uns et les autres disent et fassent en permanence tout et son contraire, bref, vaut mieux encore la médiocrité que rien du tout, la majorité se satisfait de peu, à ceux-là je réponds : je vous la laisse !

On a encensé Marx parce qu'il visait un idéal au-delà de tout ce que l'homme avait pu imaginer, il visait les sommets, on a cherché à le ridiculiser, à le détruire, il fut calomnié, à son époque il fut traité de tous les noms, il fut considéré comme un rêveur, un furieux utopiste, un mythomane, un pauvre type écervelé qui prenait ses désirs pour la réalité et j'en passe, il fut jeté dans la boue pour son audace, son courage, pire encore, ses idées ne lui rapportaient rien d'autres que des désagréments matériels, il devait être fou le malheureux. Imaginez un instant, au milieu du XIXe siècle oser sortir qu'à l'avenir l'humanité devrait se passer des classes et de l'Etat, quelle connerie infinie, quel délire avait-il pu s'emparer de la tête du pauvre Marx, c'est bien cela, il devait être devenu fou, à force de penser sans doute ! C'est ce que débitaient à longueur de temps avec une violence inouïe ceux dont ils critiquaient les théories à cent balles, ceux qui tout simplement ne comprenaient pas ce qu'il disait et que son génie écrasait.

J'admets volontiers être un apprenti en formation à côté de Marx, mais cela ne suffit pas à transformer la médiocrité en vertu, certainement pas à la justifier, encore moins à y adhérer. A l'époque de Marx ses ennemis de classe le respectaient car ils étaient capables de le juger à sa juste valeur, alors que dans son propre camp il était traité comme un chien, il devait davantage se méfier de ses amis supposés que de ses ennemis, rien n'a changé depuis. Mon ex-épouse (de l'OCI) avait fait un jour devant moi une réflexion que je n'ai jamais oublié. Elle m'avait dit qu'elle préférait avoir une discussion avec une personne de droite qui assume ses idées, plutôt de discuter avec quelqu'un qui tient des propos de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche, que la première était honnête alors que l'autre ne l'était pas, et que pour cette raison, discuter avec elle était un exercice forcément désagréable, voire impossible, inutile surtout puisque la discussion était faussée dès le départ. Cela explique sans doute pourquoi Engels disait que c'était perdre son temps d'essayer de convaincre des travailleurs déjà affiliés à d'autres partis et qu'il y avait à côté largement de quoi faire avec les millions d'ouvriers qui ne savaient pas trop quoi penser et qui n'étaient pas organisés, Lénine dira, qui étaient "vierges" politiquement de toute déformation idéologique.

Au point où nous en sommes, je peux vous dire ce que je pense. Les choses arrivent quand elles doivent arriver, il en va de même de l'évolution des idées des hommes, il est inutile de tenter de les violer ou les brutaliser pour leur faire comprendre quelque

chose qu'ils n'ont pas encore compris ou qu'ils ne veulent pas comprendre, cela viendra en temps et en heure un jour ou l'autre au détours d'une expérience ou jamais, ainsi va la vie, on ne va se torturer indéfiniment l'esprit. Qu'ils réagissent bien ou mal aux idées qu'on leur propose n'a finalement pas beaucoup d'importance, et si nous ne sommes qu'une infime minorité à les partager, peu importe, nous ne sommes pas de vulgaires boutiquiers, nous n'avons rien à négocier, rien à retrancher à nos idées, laissons les choses suivre leurs cours et nous verrons bien plus tard quelles idées étaient les meilleures, quelle méthode permettait de progresser ou non. Nos idées ne nous appartiennent pas et nous n'en faisons pas commerce, elles n'appartiennent qu'à la cause que nous défendons.

Nos détracteurs nient que la diffusion de nos idées dans les masses ou auprès des militants serait un acte militant, en cela selon moi, ils prouvent qu'ils n'ont pas compris grand chose au processus qui conduisait à la maturation de leur conscience politique. Ils doivent encore ignorer que le monde organique ou vivant est sorti un jour du monde inorganique ou que la matière qui constitue l'univers est identique à celle qui nous compose ou encore que l'activité intellectuelle est le produit d'un organe bien matériel qui s'appelle le cerveau. Et si vous prenez le corail qui est à la fois minéral et organique, on a peut-être là sous les yeux la transformation inachevée d'un processus qui a commencé il y a plus de 4,5 milliards d'années et qui a donné naissance au fil du temps à l'ensemble des espéces animales ou végétales que la terre a connues en perdant les traces de leurs origines chimiques qui pouvaient être solides, liquides ou gazeuses, la composition de ces corps était forcément instable puisque la terre est passée par différents stades avant de se refroidir et de prendre la forme que lui connaissons aujourd'hui... Je me souviens avoir connu des militants, il y a plus de 30 ans, des dogmatiques, pour lesquels considérer Marx comme un penseur était pratiquement une insulte, une erreur impardonnable de petit-bourgeois, or Engels comme les marxistes de la première moitié du XXe siècle le considérèrent ainsi, pas seulement comme un penseur, un militant ouvrier... Ce sont les mêmes aujourd'hui qui ne supportent pas l'existence de ce site Internet.

Je remarque simplement que la situation actuelle du mouvement ouvrier est particulièrement complexe parce qu'elle comporte à la fois des similarités avec celle de l'époque de Marx et Engels et celle de Lénine et Trotsky qui l'a suivie, et que les uns et les autres s'emploient à rejeter systématiquement tout ce qui à fait le succès et la gloire du mouvement ouvrier de ces époques-là. Il est vrai également qu'elle comporte ses propres particularités, mais là aussi, on s'emploie systématiquement à les surestimer, les choses seraient pareilles qu'hier sans l'être vraiment pour ne retenir qu'elles ne sont plus pareilles, si on suivait leur raisonnement, demain il n'y aurait plus de corail ! Ceci explique sans doute cela, du coup on nage en plein aventurisme, pire, malgré la crise qui constitue une formidable aubaine pour nous, on ne parvient pas à avancer d'un millimètre, on n'a plus qu'à espérer qu'elle s'amplifiera pour obliger les uns et les autres à se découvrir davantage pour apparaître au grand jour tels qu'ils sont véritablement, c'est l'aspect salutaire de chaque crise qui permet au mouvement ouvrier de se recomposer sur des bases plus saines avant de se lancer une nouvelle fois à l'assaut du ciel ! Soyons optimiste, mais pas d'un optimisme béat et stupide.

Ceux qui hier ont détruit par cupidité ou ignorance la barrière de corail qui protégeait leur île, se tordent de douleur en voyant leurs côtes ravagées et grignotées chaque jour par l'assaut des vagues. Et bien j'ai l'impression que le mouvement ouvrier en est au même point, tout du moins ses dirigeants.

Mes propos vous choquent ? Alors que je fais preuve de retenu, c'est vous qui exagérez enfin ! C'est que vous n'avez jamais lu attentivement Marx, Engels ou Lénine. Venez donc vivre un peu ici, vous verrez, cela vous forge un homme en un rien de temps comme disait mon père, lui il pensait au service militaire, que je n'ai pas fait évidemment !

Allez, sans rancune, aimons-nous les uns les autres, c'est bientôt Noël !

Quelques infos en bref.

Le prince et son conseiller. Le bras d'honneur de Thibault à ses opposants.

C'est ce qui s'appelle une fausse sortie. Jean-Christophe Le Duigou a quitté le bureau confédéral et la commission exécutive (CE) de la CGT, à l'occasion du 49e congrès, qui s'est tenu début décembre à Nantes, mais il va continuer de travailler au côté de Bernard Thibault. Et même au plus près du secrétaire général de la CGT, puisqu'il en devient "*conseiller*". Une fonction que personne n'occupe actuellement.

Grand spécialiste du dossier des retraites, ce Breton de 61 ans, économiste de formation, rappelle avec humour qu'il a été régulièrement le "*plus mal élu*" des derniers congrès, pour des positions jugées trop réformatrices, voire réformistes. Il va désormais prodiguer ses conseils au 8e étage de la confédération, où se situe le bureau de M. Thibault. En 2003, au congrès de la CGT de Montpellier, en plein conflit contre la réforme des retraites de François Fillon, beaucoup lui avaient reproché de ne pas avoir défendu bec et ongles la revendication des "*37,5 années*" de cotisation et, surtout, d'avoir cosigné un ouvrage sur la question avec "*l'adversaire*" d'alors, le dirigeant de la CFDT Jean-Marie Toulisse (*L'Avenir des retraites*, éd. de l'Atelier, 1999). Bien que depuis longtemps membre du PCF - il a pris sa carte aux Jeunesses communistes à 14 ans -, M. Le Duigou était alors l'homme à abattre.

En lui rendant hommage dans son discours de clôture à Nantes, M. Thibault a présenté son futur conseiller comme "*voyant loin mais restant toujours proche des siens*". "*Jean-Christophe Le Duigou est l'homme de l'offensive sur la retraite et l'un de nos*

champions de la politique industrielle", a-t-il ajouté. Une façon de bien cadrer sa mission. Alors que l'année sera marquée par le grand rendez-vous social des retraites, l'expertise et les relations de M. Le Duigou seront d'une aide précieuse, mais son positionnement ne sera pas facile à trouver. Le dernier congrès de la CGT, où M. Chérèque n'a pas pu mettre les pieds, montre à quel point la réforme des retraites est un sujet sensible. M. Le Duigou aura la délicate mission de naviguer entre une franche opposition à la réforme et la nécessité de ne pas s'isoler dans les négociations. Les Etats généraux de l'industrie, voulus par la CGT et annoncés par Nicolas Sarkozy, lui donneront une occasion plus facile d'exercer ses compétences. (Le Monde 21.12)

La politique, un business financé par l'Etat capitaliste.

Au total, selon le rapport annuel de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) publié au Journal officiel du samedi 19 décembre, les dépenses des partis politiques se sont élevées à 177 706 387 euros en 2008, soit une moyenne de 804 101 euros, contre 259 753 260 euros l'année précédente (1 144 288 euros en moyenne).

Ces dépenses sont très inégalement réparties : cinq formations (PS, UMP, PCF, FN, MoDem) en concentrent à elles seules 80 %, et plus de 90 % ont été réalisées par douze partis, alors que 221 formations ont déposé des comptes certifiés. Pour cette douzaine de partis qui forment l'ossature du paysage politique français, le financement public (71 777 018 euros) représente 41,9 % des recettes. En réalité, au-delà de l'aide publique budgétaire, l'Etat finance indirectement la vie politique par le biais de l'avantage fiscal de 66 % des versements accordé aux donateurs et cotisants. Cette dépense fiscale représente, selon la commission, entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe.

Paradoxalement, en dépit d'une augmentation de son financement public, qui représente près de 34,5 millions, l'UMP enregistre une baisse de ses recettes (52,1 millions contre 58,6 en 2007). Ainsi, en raison de l'effondrement des effectifs du parti présidentiel d'une année sur l'autre, les ressources provenant des cotisations des adhérents chutent de 7,9 à 5,4 millions d'euros. Les dons des personnes physiques reculent également de 9,1 à 7,4 millions d'euros.

Le principal mouvement entre 2007 et 2008 est la quasi-disparition de l'UDF et l'apparition sur ses décombres du Mouvement démocrate (MoDem) et du Nouveau Centre (NC). Deux formations de natures très différentes. Avec près d'un million d'euros de cotisations des adhérents - le double de celles perçues par l'ex-UDF -, le MoDem de François Bayrou bénéficie également de 4 millions d'euros de financement public. Tandis que les cotisations des adhérents au NC d'Hervé Morin atteignent à peine 75 000 euros. Celui-ci reçoit en revanche 994 060 euros du Fetia Api polynésien, auquel se sont rattachés 23 parlementaires du Nouveau Centre pour bénéficier du financement public. (Le Monde 21.12)

Cette somme est relativement modeste comparée à celle destinée au financement public des syndicats ouvriers et assimilés.

Le visage "humain" du régime.

Douze personnes sans abri ont été retrouvées mortes depuis le 9 décembre, victimes le plus souvent de la vague de froid, annonce le collectif « Les morts de la rue ».

Ce collectif avait recensé 360 décès de SDF en 2008 et souligne que les décès surviennent toute l'année, même lorsqu'il ne fait pas froid. (Reuters 21.12)

Social.

1- Les conducteurs de la ligne A du RER ont décidé, lors d'assemblées générales, de reconduire leur mouvement pour la journée de mardi, a-t-on appris lundi auprès de la CGT-RATP.

"*Il n'y a aucune évolution. Quatre assemblées générales sur quatre ont voté la poursuite du conflit. Pour l'instant, ça continue mardi*", pour la treizième journée consécutive, a déclaré à l'Associated Press Eric Nabet, porte-parole de la CGT-RATP. (AP 21.12)

2- En grève illimitée depuis vendredi, une centaine d'employés chargés d'alimenter les distributeurs automatiques de billets (DAB) de Paris ont manifesté lundi devant l'Arche de La Défense.

Les "dabistes", environ un millier de personnes en France, chargent les distributeurs à partir des coffres des agences bancaires, en moyenne une à deux fois par semaine.

Le mouvement de protestation a été lancé par les six syndicats de convoyeurs de fonds (FGTE-CFDT, FO, CGT, CFTC, CFE-CGC, FNCR) qui souhaitent une harmonisation des primes de risques entre convoyeurs et "dabistes". (Reuters 21.12)

Economie.

Interview par le journal ***Le Monde*** de Stefano Scarpetta, chef de la division analyse et politique de l'emploi de l'OCDE.

Quel est, de façon plus générale, l'impact de la globalisation sur les salaires et l'emploi ?

Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) représentent aujourd'hui 45 % de l'offre de main-d'oeuvre mondiale contre moins de 20 % pour les trente pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'intégration rapide dans l'économie mondiale de grands pays à bas salaires comme la Chine, l'Inde et le Brésil, a accru la concurrence sur les activités à bas salaires, et donc la pression en faveur de la modération salariale, ainsi que l'incertitude sur la stabilité des emplois eux-mêmes.

Il y a deux phénomènes cumulés : les délocalisations ont rendu les postes des travailleurs faiblement qualifiés fragiles, et la concurrence internationale a favorisé la modération salariale.

Au total, au nom de la compétitivité des entreprises des pays occidentaux vis-à-vis des pays émergents, l'incitation à la modération salariale a fortement augmenté. Et la part des salaires dans la valeur ajoutée est en diminution dans beaucoup de pays de l'OCDE depuis 1980.

Cela signifie-t-il que la mondialisation tire les salaires vers le bas ?

Non. Elle améliore les échanges mondiaux et soutient la croissance. Il y a une meilleure allocation des facteurs de production dont peuvent bénéficier les travailleurs. Les politiques sociales axées sur l'emploi peuvent soutenir la sécurité des revenus des travailleurs.

En revanche, on constate une disparité croissante des niveaux de salaires à l'intérieur des pays. En effet, la mondialisation s'est accompagnée de changements technologiques importants. Dans les pays développés, les travailleurs faiblement qualifiés ont vu leur salaire augmenter très peu, tandis que les plus qualifiés ont bénéficié de la globalisation et des changements technologiques, à la fois en termes de salaire, de stabilité et de perspective d'emploi. Certains payent donc le "coût" de cette mondialisation à changements technologiques rapides. La globalisation, par le biais des délocalisations, contribue à un déplacement de la demande de main-d'oeuvre, qui joue contre les travailleurs peu qualifiés et accentue les inégalités de revenus.

Dans une récente étude, l'OCDE constate que les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté en 2009 dans les pays membres de l'organisation. S'agit-il d'une hausse du coût total du travail ?

Non. C'est un phénomène récent lié en partie aux ajustements des entreprises face à la crise : elles n'ont en effet pas entièrement répercuté la baisse de la production sur leurs effectifs. La productivité a donc baissé et le coût unitaire du travail a mécaniquement augmenté. Le coût total du travail suit quant à lui le niveau de salaire, qui a évolué différemment selon les pays depuis le début de la crise.

Quelle est l'évolution du coût du travail attendue à court terme ?

Les Etats et les entreprises ont parié sur la reprise économique. Si la reprise est lente, il y aura probablement à court terme des négociations salariales favorables à une modération, car les entreprises, pour sauvegarder l'emploi pendant la chute de la demande, ont déjà vu leur productivité baisser. (Le Monde 21.12)

Interview par ***Le Figaro*** du chef économiste de l'OCDE, Pier Carlo Padoan.

Pourquoi les marchés sont-ils si cléments avec les dettes américaine et britannique ?

C'est sans doute lié à la crédibilité passée ! Ce qui fait la différence entre les dettes européennes et américaine, c'est la magnitude de la croissance attendue aux États-Unis. Elle sera nettement supérieure à celle de la zone euro en raison de l'importance du plan de relance et de la politique monétaire très expansionniste de la Fed.

Craignez-vous l'éclatement de la zone euro ?

Non ! La zone euro va, certes, connaître une situation nouvelle, à cause de ses dettes et de sa faible croissance, ce qui la rend plus fragile. Mais les marchés feront régner la discipline, pendant que Bruxelles veillera à la bonne application du pacte de stabilité et de croissance, ce qui devrait renforcer l'Euroland.

La solidarité financière va-t-elle jouer entre les États membres ?

Si un pays a des difficultés, il existe un mécanisme de solidarité et de responsabilité. Mais cela marche dans les deux sens. Les pays qui demandent de l'aide sont censés obéir aux injonctions de ceux qui donneront de l'argent.

Comment les pays de l'OCDE vont-ils sortir de leurs montagnes de dettes ? Par l'inflation ? Par l'impôt ?

La meilleure sortie de la dette et du chômage, c'est la croissance. Mais il faut plus de 1 % de croissance dans la zone euro, ce qui n'est pas notre scénario pour 2010. Pour effacer les dettes, il faudrait une inflation très élevée dans la zone euro, un scénario peu souhaitable, car il impliquerait une explosion des prix des matières premières. Reste la diminution des dépenses publiques ou le relèvement des taxes. À mon avis, une diminution des dépenses ne suffira pas. Une hausse des impôts est inévitable. (Le Figaro 21.12)

Pour quelques dollars de plus.

Un haut dirigeant d'AIG a obtenu une augmentation de ses émoluments de 4,3 millions de dollars (3 millions d'euros), acceptée par l'actionnaire majoritaire, qui est désormais l'Etat.

Le gouvernement américain, représenté par Kenneth Feinberg, dit "le tsar des paies" a accepté la demande de l'assureur d'accorder cette augmentation à ce cadre, sous forme de stock-options, à hauteur de 3,26 millions de dollars (2,26 millions d'euros), plus une prime incitative allant jusqu'à un million de dollars (699.000 euros). Cela vient compléter un salaire de base de 450.000 dollars annuels (314.700 euros).

Feinberg explique que ce relèvement mettra le salaire de ce dirigeant au niveau de celui de 25 autres plus hauts cadres de la firme. Sinon, la personne concernée menaçait de quitter AIG.

Le Trésor a refusé comme la société de révéler le nom de ce dirigeant. AIG a obtenu 182 milliards de dollars (127 milliards d'euros) au titre du plan de sauvetage des établissements financiers.

En accordant cette généreuse enveloppe à un dirigeant, le "tsar des paies" considère qu'il "*s'assure que l'employé contribuera au succès à long terme d'AIG, donc à terme, au remboursement des contribuables*". (AP 21.12)

On n'en doute pas !

Le voile de l'illusion est déchiré.

Le président Barack Obama a promulgué lundi une loi débloquant de nouveaux crédits pour la guerre en Irak et en Afghanistan.

Ce texte comporte une enveloppe de 626 milliards de dollars (environ 437,4 milliards d'euros) pour la défense, dont 128 milliards (89,4 milliards d'euros) pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, ainsi qu'une augmentation de 3,4% de la solde. (AP 21.12)

Palestine. Après l'encerclement et l'enlisement, l'enterrement.

Des responsables égyptiens ont confirmé lundi la construction par l'Egypte d'une barrière de métal souterraine pour obstruer les tunnels de contrebande à la frontière avec la bande de Gaza.

Ces centaines de tunnels transfrontaliers alimentent toutes sortes de trafics, dont celui des armes, d'après l'Etat hébreu.

Dans une interview publiée samedi par le magazine *al Ahram al Arabi*, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a dit "*aucun Egyptien ne doit permettre que sa terre soit violée d'une façon ou d'une autre*".

L'Egypte, a-t-il ajouté, est en droit de protéger ses frontières et cette cause est plus importante que toutes les autres, y compris la cause palestinienne. (Reuters 21.12)

Italie. La mafia est toujours au pouvoir.

Un amendement du gouvernement à la loi de finances, dont l'adoption est prévue mardi 22 décembre, prévoit que les biens confisqués aux mafieux qui ne sont pas confiés à une coopérative dans un délai de six mois seront vendus aux enchères.

Dans un territoire sous l'emprise de la mafia comme celui-ci, personne n'osera tenir tête au parrain. Un homme de paille suffira

alors pour racheter le bien confisqué. (Le Monde 21.12)

Le 23 décembre

Je n'ai pas eu le temps d'écrire l'article annoncé hier.

Pas besoin de commenter les interviews des experts de l'OCDE mis en ligne hier, ils parlaient d'eux-mêmes. En 2005 j'avais mis l'accent sur la démographie comme l'un des facteurs économiques mondials déterminant, dans la mesure où mécaniquement les pays les plus peuplés comportaient la force productive la plus nombreuse et de ce fait deviendraient les pays dominants, y compris sur le plan politique...

On est en train d'assister depuis déjà quelques années à une nouvelle division internationale du travail ou son amplification à l'échelle mondiale, qui accentue la concurrence entre les différents prolétariats au détriment de celui des pays les plus industrialisés où le coût de la main d'oeuvre est le plus élevé. Si ce sont les emplois les moins qualifiés qui en pâtissent principalement, c'est parce que l'industrie qui emploie une masse importante d'ouvriers a été délocalisée ou qu'elle a tout simplement disparu dans certains pays, parce que d'autres pays s'étaient développés et s'étaient mis à produire les mêmes marchandises à un coût plus bas...

Il n'a pas été abordé un autre aspect de la situation économique, le développement de besoins et de marchandises nouvelles. Je pense aux centaines de millions de téléphones portables, de jeux vidéo, aux nouveaux téléviseurs, aux ordinateurs, etc. à tout ce qui n'existait pas encore hier ou qui du jour au lendemain avait pris un sérieux coup de vieux au point de se précipiter pour les remplacer, alors que cela n'était pas forcément nécessaire. Bref, pour survivre le capitalisme a besoin de créer sans cesse de nouveaux besoins le plus souvent superficiels, et comme l'immense majorité de la population n'y comprend rien ou n'a rien dans la tête, cela fonctionne à merveille, on fait durer le plaisir inconsciemment en quelque sorte, ce qu'on considère comme un progrès va à l'encontre de nos intérêts fondamentaux, mais on ne s'en rend pas compte, ou trop tard. Dans ce domaine-là aussi il y aurait un gros travail à faire en directions des masses dans la perspective du socialisme, mais là encore personne ne veut s'y mettre, c'est impopulaire, on est trop hypocrite ou lâche, vaut mieux que les ONG s'en charge... dans la perspective de la perpétuation du régime capitalisme.

Pour revenir et compléter les causeries des deux derniers jours.

Face à la multitude des formations politiques et des associations en tous genres qui existent aujourd'hui, face aux amalgames auxquels elles se livrent de plus en plus et aux déclarations contradictoires des uns et des autres, je me demandais une nouvelle fois quelle attitude avoir. C'est une question importante à laquelle on ne peut répondre qu'en fonction de la stratégie que nous avons définie et de l'objectif que nous nous sommes fixés.

Si je ne dis pas de bêtise, je pense avoir adopté une position proche de celle de Marx-Engels ou Lénine qui finalement n'acceptaient le dialogue qu'avec les courants du mouvement ouvrier qui ne s'opposaient pas à son développement et qui étaient censés poursuivre les mêmes objectifs qu'eux. Maintenant leur attitude n'était pas figée ou définitive. Lorsqu'un courant ou un dirigeant avec lesquels ils étaient en relation en arrivaient à abandonner cette voie ou à la combattre, évidemment ils rompaient avec eux et les combattaient sans répit.

On peut faire une distinction entre un parti ou un courant avec un dirigeant. Un parti ou un courant qui défend dans la pratique quotidiennement l'ordre établi doit être considéré comme un ennemi à abattre. S'il a été un jour au pouvoir et qu'il a géré la société pour le compte des capitalistes contre le prolétariat, la question ne se pose même pas, sa place est défitivement dans le camp de la contre-révolution, le camp qu'il a sciemment choisi. C'est le cas d'un côté du PCF, de l'autre du PS et des Verts notamment. S'agissant du POI, du NPA et de LO les choses se présentent autrement, ils combattent l'ordre établi tout en entretenant des liens avec lui par le biais d'une multitude de rapports avec les appareils des syndicats ou d'autres organisations ou associations qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, la question de leurs rapports avec le régime n'est donc pas tranchée, elle peut évoluer dans un sens ou l'autre, on peut donc entretenir des relations avec ces partis, à condition de ne jamais perdre de vue qu'elles peuvent défendre des positions correctes ou opportunistes. Il reste les associations ou ONG qui ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, qui sont financées en grande partie par l'Etat ou des institutions internationales du capital, parfois des multinationales, mais qui ont un positionnement critique par rapport au capitalisme. Du fait de leur financement et de leurs liens étroits avec le capital, il est impossible d'avoir des relations avec elles. Quant aux associations liées aux syndicats, rien n'empêche d'y participer. Est totalement exclue évidemment toute relation avec les partis officiels du capital, UMP, NC, MoDem, PRG.

S'agissant de dirigeants des partis officiels du capital (UMP, NC, MoDem, PRG) ou ceux qui ont décidé de se placer résolument dans le camp de nos ennemis (PCF, PS, MRC, Verts), nous n'avons pas à reprendre leurs déclarations, même si elles s'inscrivent apparemment dans le sens des intérêts que nous défendons, car ils trompent ainsi les travailleurs sur leur véritable nature de classe et les intérêts fondamentaux qu'ils représentent, alors que notre combat consiste justement à tout faire pour détacher les travailleurs de ces partis et les aider à acquérir une véritable indépendance de classe par rapport à la classe dominanet

et à l'Etat. Nous devons dénoncer l'hypocrisie de ces déclarations, expliquer aux travailleurs ce qu'elles recouvrent, mettre en relief les véritables intentions de leurs auteurs.

Quant aux déclarations fracassantes des dirigeants comme Chavez, Castro, Morales, etc. il faut les prendre pour ce qu'elles sont, il faut considérer ces dirigeants pour ce qu'ils sont véritablement et pas autres choses ou tels qu'on voudrait qu'ils soient en ne retenant de leurs propos que ce qui nous intéresse, tandis qu'ils mènent une politique réactionnaire dans leur propre pays. La révolution bolivarienne s'est faite jusqu'à présent en direction de l'armée et de la bourgeois ou de la caste de bureaucrates que Chavez est en train de constituer sur les traces de Castro, après plus de 10 ans au pouvoir, la pauvreté et les inégalité n'ont pas reculé au Venezuela, idem en Bolivie. Quand Chavez cite dans le même discours Jésus et Marx, vous m'excuserez, mais après un tel amalgame, dans le genre manipulateur on aura du mal à trouver mieux ou pire. Vous me direz peut-être que les premiers chrétiens étaient communistes, mais je ne pense pas que leurs disciples s'en souviennent encore et que Chavez en soi un.

Chavez et son socialisme du XXIe siècle, n'est qu'une entreprise obscure qui ne vise qu'à s'assurer le soutien du mouvement ouvrier international pour défendre la caste des officiers dont il représente les intérêts et ainsi briser l'isolement dans lequel il se trouve face à l'impérialisme américain et ses alliés. Les régimes "amis" qui le soutiennent en Amérique latine sont aussi faibles que celui du Honduras. On soutiendrait Chavez contre l'impérialisme américain s'il l'attaquait, mais qu'on ne nous demande pas davantage, car son régime est aussi éloigné du socialisme que la IVe République en France en 1946. Le socialisme de Chavez, c'est le réformisme à l'oeuvre en régime capitaliste et rien de plus, l'antithèse du socialisme en fait, il faut donc le combattre de la même manière qu'en France.

Si l'on commençait par propager les idées du socialisme au sein des masses, par défendre notre propre programme, par avancer nos propres positions, je pense qu'il nous resterait peu de temps à consacrer autres partis. Lénine n'avait pas en permanence à la bouche les mots révolution, grève, manifestation de rue, par contre il répétait sans cesse et sans cesse qu'il fallait EXPLIQUER nos politiques aux travailleurs, EX-PLI-QUER, tout simplement, c'est simple à comprendre, non. C'est ingrat, c'est moins spectaculaire qu'une bonne manif où l'on se retrouve entre nous, c'est plus risqué sans aucun doute, mais c'est aussi le meilleur moyen d'aller de l'avant. On devrait tracter aussi souvent que possible au même endroit, un tract nouveau par semaine, la suite au prochain numéro, des travailleurs les liraient, attendraient la suite, la discussion et des liens s'établiraient naturellement, le reste ne serait plus qu'une question de formalité, j'exagère, mais c'est presque cela. On ne l'a jamais fait, on ne peut pas juger. A quoi sert le fric des partis, à faire des réunions qui appellent à une réunion qui appellent à une réunion, jusqu'à épuisement des motivations des participants ?

Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, quand on saute une étape, on retourne toujours à la case départ, mieux on ne l'a jamais quitté en réalité. C'est le propre de l'activiste qui tient plus du comptable que du matématicien.

Quelques infos en bref.

Fillon en serpillière et courtisan, business oblige. François Fillon a proposé mardi à Pékin de pratiquer le "*respect mutuel*" afin de tourner la page des "*malentendus*" qui ont marqué la relation franco-chinoise autour du Tibet, renonçant à l'ingérence mais appelant en échange la Chine à comprendre la liberté de parole à la française.

La veille il avait signé 12 contrats commerciaux de premier plan avec son homologue chinois Wen Jiabao. (AP 22.12)

Le régime UMP-NC-PS de plus en plus liberticide.

1- Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a annoncé mardi 22 décembre le dépôt par son groupe d'une proposition de loi et d'une résolution visant à interdire d'avoir le visage totalement couvert dans l'espace public : une proscription de fait du port de la burqa. (LeMonde.fr 22.12)

2- Souvenons-nous qu'au XXe siècle la social-démocratie (et le stalinisme) a fait le lit de toutes les dictatures en Europe et en Amérique du Sud.

Une personne portant en France la burqa ou le niqab "*n'a pas à imposer cette tenue*", qui "*est une atteinte à la dignité de la personne humaine*", et "*pas seulement une atteinte à sa propre dignité à elle*", a déclaré la députée socialiste Aurélie Filippetti sur i>télé, estimant qu'il n'était "*pas inenvisageable*" d'instaurer une "*amende*" pour sanctionner ces tenues, qu'on voit "*de plus en plus*".

Il faudrait interdire les mini-jupes qui sont des pousse-au-viole !

Intolérance et puritanisme adjecte.

"La question du consentement, à la limite, ne se pose pas", a-t-elle poursuivi. "*Qu'elle le porte de manière choisie ou pas, cela n'interfère pas, c'est une atteinte à la dignité de tous ceux qu'elle va croiser ensuite dans la rue*", a expliqué Aurélie Filippetti.

La burqa, qui n'est pas "*une prescription coranique*", est "*une dérive fondamentaliste*", a-t-elle jugé. (AP 22.12)

En France, le fondamentalisme consiste à penser que le capitalisme est indépassable et éternel !

J'habite dans un district où se mélangent hindous et musulmans, sans problème. Il y bien une centaine de temples hindous et cinq ou six mosquées, plus deux écoles coranniques. Si l'on croise de plus en plus de femmes voilées toute de noir vêtue depuis quelques années, j'ai dû en croiser une ou deux qui portait une burqa. J'ai constaté que 90% des femmes voilées étaient des jeunes filles qui allaient à l'école, ce phénomène n'existait pas avant le 11 septembre 2001.

Il y avait une jeune fille vêtue en sari qui faisait office de vendeuse dans un petit magasin où j'avais l'habitude de l'aller. Un jour elle disparut, puis je l'ai croisée par hasard dans la rue, on s'est salué, elle était voilée toute en noir, je lui ai demandé pourquoi elle avait changé de tenue, elle m'a répondu que c'était un choix personnel, je n'ai pas cru bon d'insister pour en savoir davantage et nous nous sommes quittés amicalement.

Cela dit, je ne suis pas en mesure de savoir pourquoi ces jeunes filles s'habillent ainsi, c'est leur problème, je ne suis pas procureur général pour les juger ou leurs parents.

Depuis deux mois je ne me rase plus, dès que je sors on me demande pourquoi, il n'y a pas un commerçant qui ne m'interroge, un passant qui me connaît qui ne me regarde avec insistance comme si je portais sur moi quelque chose d'étrange, ici, un Tamoul sur 10.000 peut-être porte une barbe, c'est extrêmement rare, par contre 99% porte la moustache.

Bachelet a préparé le retour de la droite au Chili, en France Filippetti et le PS prépare la réélection de Sarkozy en 2012.

Les ONG cogestionnaires du capitalisme... et coresponsables des conséquences de sa survie. Jacques a dit : soutenez-moi, les ONG ont répondu présentes.

Nicolas Sarkozy a répété "*vouloir ne rien lâcher*" sur l'environnement, après le compromis de la conférence de Copenhague, a rapporté mardi Arnaud Gossement, porte-parole de France Nature Environnement, invité à un déjeuner de travail à l'Elysée avec la plupart des ONG écologistes.

"*Il y a une volonté évidente du président de la République de ne pas lâcher*", a renchéri Pascal Husting, directeur de Greenpeace France. "*Copenhague a été une première manche ratée, il faut maintenant aller de l'avant*", a-t-il ajouté, estimant que M. Sarkozy "était déjà dans l'après-Copenhague" et "*avait la volonté d'avancer au niveau européen*". (AP 22.12)

Revers pour Monsanto

La culture du maïs génétiquement modifié Mon810 du semencier américain Monsanto, suspendue en 2008 en France, présente plus d'inconvénients que d'avantages, estime le Haut conseil des biotechnologies (HCB) dans un avis rendu mardi à la demande du gouvernement.

Le HCB et l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) ont été saisis par le gouvernement pour expertiser l'avis rendu le 30 juin par l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) en faveur de l'autorisation de cet organisme génétiquement modifié (OGM). L'Afssa et le HCB émettent tous deux dans leurs avis des réserves sur les statistiques sur lesquelles se fonde l'avis de l'Agence européenne de sécurité des aliments.

En février 2009, l'Afssa avait conclu à l'absence de risque pour la santé dans un rapport.

Six pays de l'Union européenne ont fait valoir leur clause de sauvegarde pour interdire la commercialisation du Mon810, conçu pour résister à la pyrale du maïs: la France, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, la Grèce et la Hongrie.

S'appuyant sur les avis de l'Afssa et du HCB, le gouvernement français souhaite dans un communiqué commun des ministères concernés la mise en oeuvre rapide des conclusions du Conseil européen de décembre 2008, et un bilan d'étape d'ici un an. A l'époque, les Vingt-sept avaient notamment demandé le renforcement de l'expertise scientifique de l'EFSA par la création d'un réseau de scientifiques mis à sa disposition par les Etats-membres, et la révision des méthodes d'évaluation.

Monsanto a dénoncé mardi les conclusions du CEES du Haut conseil des biotechnologies. Elles "nous semblent complètement éloignées de toute réalité agricole", écrit le groupe agro-alimentaire américain dans un communiqué, soulignant qu'il n'a "pas été invité à présenter son dossier". (AP 22.12)

Leur liberté : celle des banquiers et des capitalistes.

Thomson annonce avoir obtenu le feu vert de l'ensemble des comités de créanciers au plan de restructuration de sa dette, qui doit encore être accepté par les actionnaires fin janvier pour pouvoir être mis en oeuvre.

La dette financière nette estimée s'établissait à 2.170 millions d'euros au 30 septembre. La position de trésorerie estimée à la fin du troisième trimestre s'élevait à 551 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de Thomson était de 803 millions d'euros accusant une chute de 19,4% du chiffre d'affaires de ses activités poursuivies au troisième trimestre à taux de change constants. (Reuters 22.12)

La Guinée propriété de l'impérialisme français. La junte militaire au pouvoir, son héritage.

Lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée Bernard Kouchner a dit "*le souhaite que monsieur Dadis Camara reste dans son lit au Maroc et non qu'il revienne car il serait capable, rien que son retour, de déclencher une guerre civile, et on n'en a pas besoin*".

Lors de sa conférence de presse, il a précisé que suite au massacre de plus de 150 opposants par les forces de sécurité guinéennes fin septembre dans un stade de Conakry, un rapport des Nations unies publié la veille "mentionne la création d'une force d'observation" (...) "*qui permettrait, après une période transitoire, de conduire à des élections générales*". "*C'est le schéma que nous avons tous souhaité voir adopté*", a-t-il souligné. (Reuters 22.12)

Roumanie.

La Roumanie supprimera l'an prochain environ 100.000 emplois dans la fonction publique afin de respecter les conditions du plan de sauvetage du FMI, a annoncé le prochain ministre roumain des Finances.

Selon des économistes, il est impératif de réduire le volume de la fonction publique pour ramener le déficit budgétaire de 7,3% du PIB cette année à 5,9% en 2010, comme le demande le FMI.

Le secteur public roumain compte 1,3 million de fonctionnaires, soit un tiers des salariés du pays, et l'ensemble de leurs salaires représente 9% du PIB, soit le double de ce que préconisent les analystes.

"*Le projet de loi budgétaire (pour 2010) prévoit la suppression d'un peu moins de 100.000 emplois. Une grande partie de cette réduction aura lieu de façon naturelle par le non-remplacement des départs*", a déclaré Vladescu lors de son audience par le parlement. (Reuters 22.12)

Haïti.

La pauvreté a conduit au moins 225.000 enfants des villes haïtiennes à travailler comme des serviteurs non rémunérés dans des familles, bien plus que le nombre précédemment estimé, révèle un rapport publié mardi par La Fondation panaméricaine pour le développement.

Les jeunes bonnes ou garçons à tout faire sont qualifiés de "*restavek*" (reste avec en créole haïtien). Leur condition est bien connue et pourtant une honte pour ce pays fondé il y a plus de 200 ans par des esclaves révoltés.

La pratique est si habituelle, selon les chercheurs, que près de la moitié des 257 enfants qu'ils ont pu interviewer dans le bidonville de Cité Soleil ont indiqué être des esclaves domestiques. D'après l'étude, 11% des familles qui accueillent ces enfants ont elles-mêmes envoyés leurs propres enfants à d'autres.

D'après les enquêteurs, aucune action en justice n'a jamais été entreprise contre ce trafic d'esclaves enfants. Le phénomène parait s'être accentué avec la migration vers la capitale, Port-au-Prince, de familles qui ne parviennent pas à vivre de la terre, d'après Glenn Smucker, un anthropologue et un des auteurs du rapport. (AP 23.12)

Inde. Un 29e État va naître le Telangana.

Qu'on ne s'y trompe pas, les revendications de certaines régions à devenir des États à part entière, avec leur propre administration et leur gouvernement, ne signifie pas pour autant que l'Union indienne est en train d'imploser. Mais, comme le souligne le professeur Haragopal, analyste politique, il est clair que les aspirations au séparatisme des habitants du Telangana sont le fruit d'injustices sociales, économiques et culturelles vieilles de plusieurs siècles. «*Au Telangana même, les dirigeants régionaux ne se sont jamais inquiétés du sort de la population*», relève Haragopal. «*Une fois élus, les députés de la région se soucient comme d'une guigne du bien-être de ceux qui les ont portés au pouvoir. Ils n'ont qu'une ambition, s'enrichir*», renchérit Madabhushi Sridhar. C'était déjà ainsi avant l'Indépendance, dit-il. L'état princier d'Hyderabad, peuplé majoritairement d'hindous, était dirigé par des souverains musulmans, les nizams. «*Les propriétaires terriens hindous des hautes castes ont fait alliance avec les nizams*

pour participer au pouvoir, mais ni les uns ni les autres n'ont développé la région», explique l'universitaire.

Il énumère les griefs des habitants du Telangana. «*Ils sont victimes de plusieurs formes de discrimination, dit-il. Ils souffrent de la sécheresse parce que l'eau des rivières est détournée au profit de l'Andhra ; ils n'ont jamais eu accès à une véritable éducation, même avant l'Indépendance ; enfin, ils sont ridiculisés par les autres régions de l'État, y compris pour leur accent…*»

Un État bien à eux résoudra-t-il le problème des habitants du Telangana ? «Tout dépend des dirigeants de ce nouvel État», raisonne le professeur Haragopal. Il est prêt à prendre le pari qu'une plus petite entité engendrera une meilleure gouvernance. (Lefigaro.fr 22.12)

Je ne peux pas commenter cet article, oui je sais, c'est un comble parce que j'habite en Inde. Reste à savoir qui est derrière la création de cet Etat, je n'ai pas pu m'en faire une idée précise en lisant cet article et d'autres d'ailleurs. Nous y reviendons plus tard.

Le 24 décembre

Le site sera accessible à l'adresse suivante dans les jours qui viennent : http://www.luttedeclasse.org. Je dois reformater la page d'accueil telle qu'elle existait il y a un mois, 3.500 fichiers à télécharger et toutes les rubriques disponibles. Par la suite, avec ce nouvel hébergement je vais créer des adresses en direction du POI, NPA, LO, PCF pour qu''il soit accessible à davantage de militants sur le webb, cela dépendra des moteurs de recherche, je dispose d'un volume de chargement considérablement supérieur au précédent (25 GO au lieu de 100 MO), on va disposer d'un puissant instrument au service de la propagande du socialisme et de la révolution prolétarienne. Si on pouvait on aurait une page destinée aux travailleurs encore "vierges", à l'éducation des masses, mais la causerie peut aussi s'adapter à cet objectif.

Il faut remercier au passage le camarade enseignant (ex-OCI) qui m'a aidé hier à enregistrer le nom de domaine et à réaliser l'hébergement du site, je n'aurais pas pu le faire d'Inde, il fallait donner un numéro de portable en France, il va essayer de récupérer l'adresse www.meltl.com pour que les camarades qui ne se sont pas connectés depuis longtemps sur le site ne soient pas perdus.

Je n'ai pas eu le temps d'écrire une causerie, j'ai répondu à un courriel d'un autre camarade du POI qui participent aussi au financement du site. Pensez aussi à contribuer à son fonctionnement, n'hésitez pas à m'envoyer des contributions, anonymat garantie depuis 2004 sans le moindre problème, je suis une tombe !

Je mettraià votre disposition de nouveaux fichiers, par exemple, en téléchargeant un seul fichier pdf vous aurez l'ensemble des causeries 2009, avec des onglets renvoyant à chaque mois de l'année, etc. En 2009, les causeries ont représenté 1.000 pages, et après il y en a qui disent que je ne fous rien ! Je présenterai aussi tous mes articles 2009 en un seul fichier. Je ne suis pas fan de la vidéo, je suis plus lecture, on peut relire, réfléchir, extraire et copier des passages, c'est plus accessible, la vidéo me semble un gadget, la culture des apparences, je dois être un vieux con !

Bon, il est 18h30, il fait déjà nuit, Magueswary (Manju) prépare un chicken byriani au poulet, on a invité un de ses frères avec sa femme et leurs deux petites filles, ils sont hindous, je suis athée et communiste, Manju a décoré la maison et ils se souhaitent happy Chrismas, c'est l'occasion pour eux de participer à une petite fête, tout le monde est de bonne humeur, c'est l'essentiel, au diable les conventions des curés en tous genres que la bonne conscience n'empêche pas de se goinfrer et de se soûler dans notre dos !

Le 27 décembre

A propos du site.

L'ancienne adresse www.meltl.com qui datait de janvier 2004, la date de démarrage du site, continuera d'exister pendant un an, on va transférer le nom de domaine dans le nouveau serveur pour que les camarades qui ne se sont pas connectés sur le site depuis longtemps puisse prendre connaissance de la nouvelle adresse. Les camarades de formations politiques qui avaient mis un lien dans leur site vers meltl.com devront remplacer cette adresse par www.luttedeclasse.org. Comme j'avais appelé le site Lutte de classe, on y gagne en cohérence. Meltl ne voulait finalement rien dire et le .com était incongru puisque le site était tout sauf commercial. Il me reste à changer d'adresse électronique, car j'en ai marre de me trimbaler milarepa13 qui ne veut rien dire non plus, ce n'est pas urgent.

J'ai dû changer les adresses de tous les liens puisque tous les fichiers ont été téléchargés dans le nouveau serveur qui se trouve

dans le nord de la France. Lors du chargement des 1822 fichiers (j'ai fait un sérieux ménage!) j'ai rencontré un énorme problème, un code erreur dont j'ignore la cause, qui m'a obligé à télécharger les fichiers par paquet de 20 ou 40, éteindre puis rallumer l'ordinateur à chaque fois, j'y ai passé 28 heures en comptant le temps que j'ai consacré à essayer de résoudre ce problème.

Je n'ai pas cédé à la mode qui consistait à refonder entièrement la page d'accueil du site, j'ai simplement modifié quelques couleurs pour rendre le site plus conviviable. Je me suis résolu à abandonner les rubriques info justice et société car je ne peux pas être partout à la fois, je vais essayer de me concentrer sur l'essentiel. Dans le cerveau cela se passe comme dans l'estomac qui ne doit jamais être rempli pour favoriser la digestion, il faut garder un petit espace libre ou vide pour pouvoir stocker le produit de nouvelles réflexions, en cas de trop plein ou de surmenage on ne peut plus penser normalement ou cela ne débouche sur aucune perspective, on a l'impression que tout est bloqué, on peut très bien maîtriser un certain nombre de facteurs sans pour autant faire preuve de perspicacité ou tirer des conclusions correctes d'analyses justes en cas de fatique extrême ou quand on a trop d'emmerdements dans la vie aussi, bref, il faut respecter la nature ! On pourrait dire aussi que pour pouvoir se poser des questions, il faut une certaine disposition d'esprit et il faut garder des cases vides pour y placer les réponses, à ne pas confondre avec une case en moins !

Je n'ai pas eu une minute pour faire autre chose les derniers jours. Je dois m'occuper de mes papiers, etc.

Un petit mot de politique, on commençait à s'ennuyer. Je ne suis pas trop au fait de l'actualité, rien ne presse en réalité. Il est en train de mûrir dans la tête de la population que le capitalisme est synonyme de faillite sociale, c'est à partir de cette prise de conscience qu'il faut mener notre combat dans la direction de la classe ouvrière, sans faire miroiter aux travailleurs et militants des objectifs que l'on est incapable d'atteindre, puisque les conditions subjectives sont trop loin d'être réunies pour qu'une mobilisation de masse débouche sur un affrontement direct contre le régime, nous sommes optimistes mais ni opportunistes ni gauchistes.

Il est vrai que l'on peut proposer la lune aux travailleurs, mais si on ne les aide pas à avancer sur la voie pour la décrocher, cela ne sert strictement à rien, c'est finalement comme formuler un voeux pieux. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faudrait pas les organiser ou intervenir dans la lutte de classe, au contraire, mais en repensant la manière de s'y prendre, il est grotesque d'envisager exactement dans les mêmes termes le militantisme qu'autrefois, sans tenir compte des importantes modifications intervenues dans la société, notamment sur le plan des moyens de communication et d'information. De nos jours chacun peut s'informer sur ce qui se passe dans le monde, mais il est très difficile de savoir quoi penser des données qui nous sont transmises, encore plus de savoir quoi en faire, rien la plupart du temps, de les traduire en terme pratique dans notre propre vie, alors qu'une fois mises en ordre on s'aperçoit que s'en dégage une certaine logique et orientation qui correspondent aux rapports entre les classes...

On dispose de données sur la réalité dans des proportions gigantesques par rapport à jadis, mais on ne comprend toujours pas davantage la situation, il faut donc trouver les moyens les plus appropriés pour résoudre ce problème que la participation à une grève ou une manifestation ne peut pas résoudre à elle toute seule, il n'y a que les furieux activistes pour penser le contraire avec le résultat lamentable que l'on sait. Il faut donc repenser l'éducation politique des masses en fonction de notre époque. Cela nécessite de consacrer plus de temps à informer la classe ouvrière, à discuter avec chaque travailleur, à les familiariser avec les idées du socialisme, sans que cela débouche forcément sur des objectifs spectaculaires. Si on n'a pas confiance dans la capacité des ouvriers (inorganisés) à comprendre ce qu'on leur explique, on s'en détournera, on prendra alors le risque de s'addresser à d'autres couches de la population qui n'ont pas forcément intérêt à un changement de régime, autrement dit, on se détournera aussi de notre objectif qui demeure la prise du pouvoir par le prolétariat, bref, on n'aura pas avancer d'un millimètre dix ou vingt ans plus tard.

C'est donc l'ensemble de notre propagande et de notre presse qui est à revoir, je parle pour un parti ouvrier. Sans rien renier de nos principes, sans rien modifier à l'objectif que nous nous sommes fixés, cela va de soi. Discuter, tisser des liens avec des travailleurs, puis parvenir à les organiser, ensuite consacrer du temps à les former tout en leur proposant de participer à des activités politiques, pour que finalement par eux-mêmes ils parviennent à situer leur propre vie au-delà du régime capitaliste, sans leur raconter d'histoires évidemment, à ce niveau c'est le socialisme qui donnera un sens à leur existence, le combat pour le socialisme, cette perspective qu'ils auront intégrée consciemment, c'est là le point essentiel, il ne faut pas qu'ils aient l'impression d'avoir adhérer à une théorie, il faut au contraire qu'ils aient rompu consciemment avec le capitalisme et ses institutions pour devenir des combattants révolutionnaires capables à leur tour de gagner d'autres travailleurs à notre cause...

Il faut consacrer au moins autant de temps à la formation des militants qu'au militantisme sur le terrain, sinon le parti se transforme en passoire et on n'avance pas. Autrefois un parti pouvait gagner puis perdre des dizaines de milliers de militants et ainsi de suite dans la foulée du flux ou du reflux de la lutte des classes, mais cette époque est révolue, on dispose désormais des moyens pour gagner et former des militants à un niveau de compréhension du socialisme bien plus élevé qu'à l'époque du parti bolchevik. Paradoxalement et contrairement à l'idée répandue, il est plus facile aujourd'hui de se projeter dans l'avenir que jadis, du fait qu'il est possible de se faire facilement une idée de la situation actuelle du monde et de son évolution probable si on ne remet pas en cause les fondements du capitalisme.

Il faut mettre à la disposition de la classe ouvrière des outils adaptés à la situation si l'on veut que sa conscience de classe progresse. Les discours politiques ou théoriques ne sont pas adaptés à cette fonction, pas dans un premier temps. Parallèllement

il faut les former au maniement du matérialisme dialectique, car c'est avec cette méthode qu'ils pourront combattre eux-mêmes les idées de la classe dominante qui ont littéralement envahi leur existence sans s'en apercevoir. Il faut commencer par les armer d'une solide méthode pour qu'ils puissent mettre en échec la propagande de la bourgeoisie qui s'infiltre partout. Engels dans Anti-Dühring a traité de la dialectique de la nature, c'est un bon exemple à mon avis. Apprendre à saisir chaque instant comme le produit de rapports en évolution et non comme une abstraction, c'est déjà un premier pas. Lors des séances de formation des militants, on peut apprendre à manier cet outil dans des domaines comme les médias, les arts (cinéma, théatre, chanson, etc) ou la culture, le sport, ou à travers des thémes de société, les relations familiales, entre homme et femme, avec les enfants, les animaux, notre environnement, le racisme, la drogue ou l'alcoolisme, etc.

Le parti n'est pas un club de discussion ou le café du commerce, mais il ne doit pas être non plus une machine à embrigader des travailleurs à formater des cerveaux ou former des militants serviles envers des dirigeants, un lieu où l'on s'ennuie, où l'on écoute les autres parler, chacun doit y avoir sa place et s'y trouver bien et évoluer en fonction de ses capacités sachant que nous partons d'expériences différentes. L'essentiel là aussi, c'est de se fixer un objectif et de s'y tenir, de se donner les moyens de l'atteindre et de vérifier en permanence que les outils disponibles permettent effectivement d'aller de l'avant. Il faut faire preuve d'un peu d'imagination et de beaucoup de détermination, de persévérance, pour y arriver. Il faut être convaincu au départ que c'est une tâche utile pour construire le parti, pour l'ensemble du prolétariat, afin de le hisser à la hauteur de notre programme et à la compréhension de ses propres tâches historiques.

Quand on repense au chemin que nous avons parcouru pour forger notre propre compréhension du monde, d'où nous sommes parti, sans forcément au départ avoir participé à une bataille politique ou avoir été syndiqué, on se dit que n'importe quel travailleur peut atteindre le même degré de compréhension à partir du moment où nous leur en donnons les moyens, ils peuvent même apprendre plus vite que nous et nous dépasser. Si nous avons cela en permanence à l'esprit, nous ne pouvons pas être gagné par le pessimisme ambiant, nous ne pouvons pas abandonner le combat, nous avons le devoir de continuer à progresser tout en mettant notre propre expérience à la disposition des autres travailleurs ou militants. (A suivre)

Mailly titrait sa courte lettre Internet du 23 décembre *2010? Tout est possible*, pour finir ainsi :

"*Dans une telle situation, il est évident que les travailleurs vont devoir se faire entendre pour échapper à l'étau capitaliste qui risque de se mettre en place et que le rôle du syndicalisme libre et indépendant sera essentiel, en France et ailleurs.*

C'est pourquoi en 2010, tout est possible." On sent spontanément le bureaucrate très concerné par la situation qu'il décrit !

Le même jour, D. Gluckstein titrait son éditorial (IO n°78) : "*No future ?"*

Il terminait son article ainsi :

"*Que cela plaise ou non, les jeunes générations n'ont aucune raison de renoncer à bénéficier des mêmes garanties collectives arrachées dans la lutte de classe par les générations précédentes. Aucune fatalité ne saurait y contraindre. L'unité des rangs ouvriers sur les mots d'ordre de défense et de reconquête des droits et garanties sera au centre des combats de classe à venir en 2010.*"

Passons sur cet étrange mimétisme.

Tout serait possible en 2010, mais Mailly le militant syndicaliste n'appelle pas à remettre en cause les fondements du capitalisme, et Gluckstein le militant politique n'appelle pas à remettre en cause les institutions politiques qui sont les piliers du régime capitaliste.

Il faut donc en déduire que tout serait possible en 2010 en régime capitaliste sous les bons auspices des institutions de la Ve République.

Alors que le développement de la crise du capitalisme conduit ses représentants à remettre en cause l'ensemble de nos acquis ou conquêtes sociales depuis des décennies, davantage encore depuis 2007, l'un et l'autre le savent mais refusent d'en tirer les leçons qui s'imposent du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ils s'en détournent, Gluckstein passe à côté de l'essentiel en disant :

"*ce serait : no future ! Qui décide cela ? Qui décrète que garantir à chacun un vrai travail, un vrai salaire, un logement décent et une Sécurité sociale couvrant les salariés contre les aléas de la vie serait aujourd'hui impossible ?*"

Il a raison quand il cite ceux qui sont responsables de la liquidation de nos acquis, mais la question n'est pas de savoir si c'est possible ou non aujourd'hui, mais de savoir dans quelle perspective politique on doit mener le combat pour conserver nos acquis, dans celle de la préservation du régime ou dans celle de sa liquidation, comme il laisse cette question en suspens et que l'immense majorité des militants ne se situent pas dans la perspective révolutionnaire du renversement du régime parce qu'ils sont gangrenés par le réformisme, cela revient à les laisser penser que toute serait possible avec Sarkozy au pouvoir, qui plus est,

à entretenir les illusions des travailleurs dans le régime puisque pour leur part ils sont à cent lieux d'imaginer qu'on pourrait y mettre un terme.

Le POI prétendrait-il être en mesure d'organiser ou de mobiliser des millions de travailleurs ? Prétendrait-il être en mesure d'imposer aux appareils des autres partis de réaliser l'unité pour dresser des millions de travailleurs contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Nous connaissons tous la réponse : non. Alors en dehors de le faire croire et de profiter ainsi de la crédulité des travailleurs et des militants, quel est son véritable objectif ? Pour répondre à cette question, demandez-vous quelle est la nature sociale du POI, quel type de parti ils contruisent.

Par manque de temps, je terminerai par l'extrait remanié d'un courriel que j'ai envoyé à un militant du POI.

Il est clair qu'il est sur la ligne de la construction d'un parti réformiste et que son horizon politique ne va pas au-delà de l'ordre établi. Pour comprendre pourquoi, une question : Les travailleurs et les militants en auraient-ils un autre, non, alors pourquoi le POI devrait-il en avoir un autre ? Pour ne pas se couper des masses, vaut mieux coller au plus près de leur mouvement (inconscient) spontané qui est guidé en grande partie par leurs illusions... au lieu de les combattre pas à pas.

A l'opposé, s'il avait été sur la ligne de la construction d'un parti révolutionnaire et qu'il situait l'action de son parti dans une perspective politique au-delà du régime, il ne ferait pas croire aux militants et travailleurs qu'il serait possible de conserver nos droits ou acquis sociaux dans le cadre du capitalisme, alors que chacun a pu constater ces dernières décennies que rien ne pouvait empêcher leur remise en cause (privatisations), c'est là qu'il découvre ses véritables intentions. Par ailleurs, s'il va de soi que chaque militant ou travailleur est concerné par la défense de nos acquis, il s'emploie à présenter cet objectif comme s'il était compatible avec le maintien en place du régime puisqu'il ne dit pas le contraire, il ne dira pas que pour parvenir à cet objectif il faut s'organiser (l'objectif de la construction du parti) dans la perspective de renverser le régime qui constitue un obstacle à nos revendications sociales (l'objectif du combat de la classe ouvrière), au lieu de combattre les illusions dans le régime, il voudrait absolument éviter que les militants et travailleurs rompent avec leurs illusions dans le capitalisme qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Dans ce sens, on peut affirmer qu'il fait oeuvre contre-révolutionnaire.

Le meilleur moyen de défendre nos acquis ne serait-il pas de préparer les travailleurs à affronter le régime en leur proposant une perspective politique, au lieu de les laisser croire qu'une autre alternative serait possible ? Quand bien même comme en 1995 les fonctionnaires se mobiliseraient et parviendraient à empêcher la remise en cause des retraites, compte tenu que l'immense majorité des travailleurs ne participeraient pas à cette mobilisation, comme chaque fois depuis des lustres, c'est le régime qui en tirerait profit sur le plan politique en l'absence de toute perspective politique pour le liquider, autrement dit, ce ne serait que partie remise, pour quel résultat en terme de construction du parti ? Nul, comme depuis plus de 60 ans !

Et puis, entre nous camarades, il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours de Gluckstein qui passe son temps à entretenir des contrevérités, car à y regarder de plus près, à l'entendre on croirait que le système des retraites aurait été préservé, ajoutons grâce à nos bons dirigeants syndicaux, or des millions de travailleurs perçoivent des retraites inférieures à 800 euros par mois et connaissent la pauvreté, ce qui n'est pas nouveau, la même situation existe depuis de nombreuses décennies, mais là c'est comme pour les salaires ou les conventions collectives, du moment que l'aristocratie ouvrières et les fonctionnaires sont servis, les générations de millions et millions de travailleurs pauvres peuvent passer au compte des pertes et profits de la lutte de classe, l'essentiel est de conserver les apparences, le régime pourvoiera au reste et personne ne se posera de questions.

Le 28 décembre

On continuera demain la causerie politique des jours précédents sur les partis.

Psychos au Palais.

Selon un indiscret de l'hebdomadaire L'Express, Nicolas Sarkozy cherche au sein de son cabinet la personne qui fournit des informations aux médias. (LePost 24.12)

Un parrain au Palais.

Mercredi dernier, un proche de l'épouse de Nicolas Sarkozy a été nommé au ministère de la Culture, dirigé par Frédéric Mitterrand.

Son nom? François Baudot. Son nouveau poste? Inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (IGAC). Il a été nommé par l'éxécutif.

Carla Bruni a-t-elle inspiré sa nomination? C'est ce que laisse entendre Le Point.fr.

Âgé de 60 ans, François Baudot est en effet... le parrain du fils de Carla Bruni, Aurélien. C'est aussi un ancien journaliste du magazine *Elle*.

Pourquoi sa nomination est-elle mal perçue? Car le 15 décembre dernier, une commission chargée d'évaluer sa candidature avait donner un avis négatif. Malgré cela, sa nomination a été "*réinscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres à la veille des fêtes*", indique Le Point.fr. (LePost 24.12)

Crédit illimité, faites sauter la banque !

1- Les Etats-Unis soutiendront les établissements de crédit immobilier Fannie Mae et Freddie Mac quelles que soient leurs pertes nettes dans les trois années à venir.

Les lignes de crédit sont ainsi ouvertes jusqu'au 31 décembre 2012, sans limite prédéfinie.

Le Trésor a également dit qu'il n'exigeait pas n'y n'attendait des deux établissements qu'ils réduisent la taille de leurs portefeuilles d'investissements liés à des créances hypothécaires l'an prochain, comme cela était exigé auparavant.

En revanche, le principe de réduire ces portefeuilles "à l'avenir" est confirmé.

Le Trésor ne pense pas que les pertes des deux prêteurs dépasseront les $400 milliards qui étaient la limite de la ligne de crédit précédente. (Reuters 24.12)

2- Les deux PDG Michael Williams (Freddie Mac) et Ed Haldeman (Fannie Mae) gagneraient entre 4 et 6 millions de dollars (2,8 à 4,1 millions d'euros) alors que leurs sociétés ont affiché des pertes comblées par le contribuable à hauteur de 111 milliards de dollars (77,4 milliards d'euros). Et comme les actions de ces compagnies n'ont quasiment plus de valeur, les dirigeants seraient rémunérés en liquide.

Haldeman avait officiellement été embauché pour un salaire de 900.000 dollars (627.750 euros), en juillet dernier, mais il a recruté en septembre un directeur financier qui serait payé 5,5 millions de dollars (3,98 millions d'euros).

Les sociétés de refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, sauvées de la faillite l'an passé, détiennent ou garantissent à elles deux environ la moitié des emprunts immobiliers aux Etats-Unis. (AP 24.12)

Un malheur n'arrive jamais seul.

Michèle Saint-Marc, conseillère de la politique monétaire de la Banque de France interviewée par Le Figaro le 23 décembre, extrait.

Il est malheureusement certain qu'il y aura d'autres faillites de géants financiers. Le renforcement des règles prudentielles ne garantit pas contre un nouveau Lehman pour au moins trois causes : le contournement des règles s'ajoute au «shadow banking system» qui subsiste ou même se développe dès maintenant dans les endroits plus subtilement protégés, et aux différences entre les normes comptables aux Etats-Unis et celles de l'Europe.

Il ne faut pas pour autant dire comme certains que la montagne du G 20 a accouché d'une souris, car les responsabilités n'auraient été dévoilées que dans la mesure où elles étaient politiquement correctes (rôle de la Fed et des contrôles aux Etats-Unis), que l'unité est de façade, que les paradis fiscaux (shadow banking system totalement hors contrôle) restent paradisiaques, que les incitations aux excès (bonus et dividendes) restent en place sauf exception.

Corée du Sud.

Un consortium de sociétés sud-coréennes et américaines, conduite par la compagnie publique Korea Electric Power Corp, a remporté dimanche un contrat de 20,4 milliards de dollars pour construire des centrales nucléaires aux Emirats arabes unis (EAU). Ces derniers deviendront ainsi le premier pays arabe du Golfe à générer de l'électricité par l'énergie atomique.

A Séoul, le ministère sud-coréen de l'Economie a affirmé que le consortium conduit par KEPCO avait remporté un contrat de 40 milliards de dollars au total, ajoutant qu'outre les 20 milliards de dollars annoncés dimanche à Abou Dhabi, un deuxième contrat de 20 milliards de dollars suivrait pour l'exploitation de ces quatre centrales, damant le pion au consortium français emmené par EDF, GDF, Areva et Total, et une alliance américano-japonaise formée de General Electric et Hitachi. (Lefigaro.fr 27.12)

Chine.

1- La Chine a réévalué son taux de croissance pour l'année 2008 à 9,6%, contre 9,0% précédemment, après avoir déterminé que l'activité du secteur tertiaire avait été plus soutenue qu'initialement calculé.

Cette annonce vient consolider l'opinion selon laquelle la Chine va ravir au Japon la place de deuxième économie mondiale en 2010.

Le secteur tertiaire chinois a contribué en 2008 à 41,8% du produit intérieur brut, contre 40,1% selon la précédente estimation. A titre de comparaison, le secteur des services représente dans les pays développés aux alentours de 70% de la création de richesses. (Reuters 25.12)

2- La Chine croit en l'industrie automobile. Après le rachat de Hummer à General Motors (vous savez, ces monstres de 4 X 4 dont raffolent certains people) par le groupe Tengzhong, puis la reprise de quelques bouts de Saab par BAIC, c'est au tour du constructeur chinois Geely de mettre la main sur une des marques emblématiques de l'industrie automobile occidentale : Volvo, jusqu'alors propriété de Ford.

Les rumeurs de rachat de Volvo, loin d'affoler les marchés, ont fait exploser le cours de Geely à Hongkong. Depuis un an, la capitalisation boursière du chinois a ainsi été multipliée par presque 7.

Le 29 décembre

Pas le temps de beaucoup causer aujourd'hui.

Magueswary vient de passer au total plus de 15 heures au bureau d'immigration afin d'obtenir le renouvellement de son visa.

C'est la quatrième fois qu'elle renouvelle son visa depuis 1994, elle a donné une copie de sa carte d'identité française, de son passeport, de sa carte d'immatriculation au consulat de France de Pondichéry, et voilà qu'elle doit retourner une énième fois à ce bureau parce qu'ils lui demandent maintenant une copie de son certificat de nationalité française (plus sans doute une traduction en anglais). Ils sont complètement dingues, je vais y aller leur dire deux mots cet après-midi. Même le consulat n'ose rien dire, ce qui est scandaleux. Elle m'a dit que tous les étrangers gueulent dans leur coin, mais personne n'ose vraiment se plaindre face à l'arbitraire de ces fonctionnaires de merde, comme d'habitude, la connerie humaine a ses limites bordel ! Il leur suffit d'ouvrir son dossier pour avoir sous la main l'intégralité des documents qu'il lui demande, c'est franchement incurable à ce niveau-là, ce n'est plus de la parano, mais de la démence ! Comment Magueswary aurait-elle pu disposer de tous ces papiers français si elle n'avait pas la nationalité française ? Elle a fait refaire sa carte d'identité juste avant de revenir en Inde. Cette question les dépasse, ils sont trop cons !

Et ce sont des Indiens qui ont fait un minimum d'études, qui sont au minimum bilingues et sont capables de manier l'outil informatique, on pourrait les croire capables de réfléchir, et bien détrompez-vous messieurs les ouvriéristes. Tiens pendant qu'on y est, je ne vous dis pas toujours tout ce que je pense pour ne pas effarouchez les âmes sensibles : avez-vous remarqué au moins que Thibault avait ouvert le 49e congrès de la CGT sur le thème de la défense des sans-papiers et qu'il l'avait refermé sur le même thème ? Vous êtes-vous seulement posés la question de savoir pourquoi ? Non, évidemment, et bien profitez-en pour combler cette lacune politique. N'y aurait-il pas par hasard un lien avec le thème de l'identité nationale remis sur le devant de la scène par Sarkozy depuis quelques mois ? Thibault, Sarkozy, même combat ? Les patrons et Le Pen se frottent les mains, l'avez-vous remarqué ? A jouer aux apprentis sorciers, il arrive qu'on se brûle les mains. Je ne vous en dis pas davantage.

Sur le sommet de Copenhague, on est loin d'avoir tout dit aussi.

On a parlé d'échec, à juste titre, mais paradoxalement quelle victoire pour le capitalisme qui est apparu une nouvelle fois tout puissant face à une cohorte d'opposants réels ou supposés au capitalisme, qui n'ont fait en réalité qu'étaler leur impuissance à la face du monde. Bref, on n'est pas plus avancé, pire, sans même avoir participé à cette mascarade, le prolétariat s'est encore pris une grande claque dans la gueule. Je parierais même que cela en a découragé plus d'un, dites-moi si je me trompe.

C'est tout le bienfait que l'on était en droit d'attendre de la participation à ce sommet de certains partis qui se réclament de la classe ouvrière et des ONG financées par les multinationales ou l'ONU, cautionner, légitimer le capitalisme au moment où les masses commencent à s'interroger sérieusement sur sa capacité future à continuer d'assurer le développement de la société, afin d'éviter qu'elles ne cherchent une issue politique et rompent avec le capitalisme...

Je m'excuse, je dois aller au bureau d'immigration, je vais essayer de ne pas me faire expulser d'Inde !

Quelques infos en bref.

Qui peut cautionner un tel régime ?

Au moins trois cent cinquante-trois personnes sans domicile fixe sont mortes en France depuis le début de l'année 2009, selon le collectif des Morts de la rue.

Barthélémy, 50 ans, '*est mort le 23 décembre à Marseille sur la banquette d'une camionnette blanche*'. Le 24 décembre, '*Robert, 40 ans, a été retrouvé par des compagnons à Paris boulevard Jean-Jaurès (19e arrondissement)*', tout comme un 'homme de 45 à 50 ans [retrouvé] dans un abribus face à la gare routière du château de Vincennes'. Le 26 décembre, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), '*un homme de 43 ans est mort dans la voiture où il vivait depuis deux mois après la séparation d'avec sa femme*'. D'autres ont péri à l'hôpital.

'*De plus, d'autres personnes sont mortes directement du mal-logement*' ajoute l'association. '*Nous ne les ajoutons pas au nombre des décès, mais dénonçons également leur mort due à la misère*'. (LeMonde.fr 28.12)

On y croit de moins en moins.

Selon une étude Ifop pour *La Croix* diffusée lundi, 64% des Français se reconnaissent comme catholiques en 2009, alors qu'ils étaient 80% en 1966. Ce repli se fait principalement au profit des "*sans religion*", qui passent de 21% à 28%.

Les protestants passent de 1% à 3% et les autres religions de 3% à 5%.

Seulement 4,5% des Français disaient, en 2006, fréquenter une église tous les dimanches, contre 27% en 1952, précise encore l'institut de sondage.

En 2009, les catholiques pratiquants sont plus âgés, selon l'Ifop : 43% d'entres eux ont 65 ans et plus alors que cette tranche d'âge ne représente que 21% de la population française totale. La peur de la mort, le fond de commerce ignoble des obscurantistes.

Autre singularité, les catholiques pratiquants votent plus à droite (38,9% pour l'UMP) que leurs concitoyens (25,1%). (Reuters 28.12) Tiens donc, qui l'aurait cru ?

En famille, suite.

Selon Bakchich, à l'été 2008, la secrétaire d'Etat à l'Economie numérique a bloqué la publication d'un livre écrit par son mari par peur de représailles politiques.

A l'été 2008, celui qui fut maire PS de Villefontaine (Isère) avant de devenir tête de liste UMP aux municipales à Longpont-sur-Orge (Essonne) s'apprête à sortir un livre de réflexions politiques *Où c kon va com ça?* aux éditions du Panama.

Mais selon Bakchich.info, le contenu de ce livre ne plaît guère à NKM. Peu avant la parution officielle de l'ouvrage, Jean-Pierre Philippe dîne avec son éditeur Marc Grinsztajn et son épouse au ministère de cette dernière, alors secrétaire d'Etat à l'Ecologie. Episode confirmé à Bakchich par Marc Grinsztajn.

Durant le dîner, d'après Bakchich, NKM menace l'éditeur: "*Si ce livre sort, je saute. Pas tout de suite, mais au prochain remaniement.*". Selon elle, le contenu du livre serait trop critique à l'égard du chef de l'Etat arguant que celui-ci "*va entrer dans une colère folle*" en le lisant.

Toujours selon Bakchich, elle aurait même posé un ultimatum à son mari : "*Si le livre sort, je divorce!*"

Des menaces qui ne font pas peur à l'éditeur. "*J'ai expliqué que je ne voyais pas le caractère subversif de ce livre, mais bien la parano qu'inspirait Nicolas Sarkozy à ses ministres*", explique Marc Grinsztajn à Bakchich.

Un sentiment partagé par Bakchich qui note : "*Sur 122 pages, Nicolas Sarkozy est cité... six fois. Les critiques, vagues, sont noyées dans une masse de propos sur la politique au sens large*".

Mais NKM obtiendra finalement gain de cause et le livre, dont la sortie avait déjà été annoncée à la presse, sera jamais publié. (Lexpress.fr 28.12)

Toujours selon Bakchich, NKM aurait déclaré : "*Nicolas Sarkozy va entrer dans une colère folle ! [...] Le Président déteste les intellectuels*". Déjà, "*la couverture du Point sur Sarkozy et les psys [mai 2008] l'avait rendu furieux[...] le chef de l'État n'a « aucun humour*".

Rien de nouveau, en fait... Sarkozy déclarait déjà sur TF1, en juin 2007, lors de sa première grande interview en tant que chef de l'Etat : "*Oh, je ne suis pas un intellectuel ! Je suis quelqu'un de concret* " (LePost 28.12)

Il est vrai qu'en s'exposant avec Jean-Marie Bigard, on savait à quoi s'en tenir sur son développement intellectuel !

Tel père, telle fille.

Dans une interview au *Parisien Dimanche*, Alain Minc, conseiller politique proche de Nicolas Sarkozy, s'est dit ami de Martine Aubry depuis "*plus de 40 ans*"... comme son père ! (LePost 28.12)

Les Verts tels qu'ils sont : un pied dedans, un pied dehors.

1- Le maire PS de Lyon a retiré sa délégation à l'élu Verts Etienne Tête. Le résultat de plusieurs mois de relations houleuses. Il avait très peu goûté son opposition au chantier OL Land.

Le projet de complexe dédié au septuple champion de France serait d'ailleurs la principale raison de cette rétrogradation. Serait, car, officiellement, c'est pour des propos virulents tenus dans la *Tribune de Lyon* à l'encontre du maire qu'il aurait été sanctionné. Etienne Tête s'était défendu, en jurant qu'ils avaient été déformés. Malgré le démenti, l'écologiste a donc été réprimandé.

Spécialiste des recours judiciaires, Etienne Tête n'a jamais hésité à s'opposer à sa propre majorité, particulièrement sur OL Land. Alors quand la cour administrative a décidé d'annuler la procédure engagée par le Grand Lyon pour entamer les travaux, Etienne Tête n'a pas caché sa satisfaction. De quoi agacer Gérard Collomb, premier soutien du projet.

Le 3 novembre, *Le Progrès* relayait une grosse colère du maire et président de l'agglomération pendant une séance du Grand Lyon. Furieux que son adjoint ait écrit une tribune dans *Le Monde*, il avait haussé la voix: "Le programme sur lequel nous avons été élus comprenait le projet de stade. S'il n'était pas d'accord, il ne fallait pas qu'il se présente sur ma liste. On ne peut pas être dedans et dehors." (Lexpress.fr et Reuters 28.12)

2- On ne sait plus à qui adresser la palme de l'opportunisme pas les temps qui courent, mais pour les Verts c'est un peu particulier, c'est leur raison d'être, la seule depuis qu'ils existent.

Pour rappel, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts : "*Le problème majeur de notre président de la République est l'écart entre son discours et ses actes.*". Un petit dernier pour se faire plaisir : Gérard Onesta, ancien vice-président (Verts) du Parlement européen : "*Strasbourg est une fabuleuse école de démocratie. On y pratique l'art du compromis permanent, mais pas de la compromission.*" (Lexpress.fr 28.12) Ben voyons !

Encore une augmentation.

Les cotisations pour les mutuelles santé devraient augmenter de 5 % en moyenne en 2010, pour tenir compte de la hausse des dépenses de santé et du budget de la Sécu, a indiqué lundi 28 décembre le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, dans le Parisien/Aujourd'hui en France. (LeMonde.fr 28.12)

Il y a un bémol.

Les immatriculations ont augmenté de 40% en France en décembre, portant le total des immatriculations de voitures particulières neuves au-dessus des 2,2 millions, selon l'édition de lundi du quotidien *Les Echos*.

Selon le quotidien, dont la première page a été transmise dimanche à Reuters, plus de 2,25 millions de voitures ont été vendues cette année, qui sera ainsi la meilleure depuis 2001.

"*Au final, ce sont les marques françaises qui ont le mieux profité de la tendance, avec une hausse de 12% de leurs ventes, le double de celle de leurs concurrentes étrangères*", écrivent *Les Echos*.

"*Seul bémol: si les usines de Renault et de PSA tournent plus que fin 2008, le marché reste tiré par des modèles fabriqués dans les pays à bas coûts*", notent *Les Echos*. (Reuters 27.12)

Italie.

La production industrielle italienne a chuté de près d'un quart depuis le début de la crise économique mondiale pour revenir au niveau qui était le sien il y a 25 ans, montre une étude publiée par la Banque d'Italie. (Reuters 28.12)

Serrer les boulons, tout fout le camp !

La Chine a riposté à la reconduction dans l'Union européenne de droits de douanes antidumping sur les chaussures importées de son territoire en renforçant des mesures semblables sur les boulons fabriqués en Europe de 16,8% à 24,6%.

Une multitude de contentieux sur les mesures antidumping oppose la Chine et l'Union européenne. L'UE a elle-même imposé en janvier des taxes supplémentaires sur les écrous et boulons chinois, décision contestée par Pékin devant l'Organisation mondiale du Commerce.

Malgré l'opposition de la commission antidumping, l'UE a reconduit mardi pour quinze mois les droits de douanes sur les chaussures importées de Chine et du Viêtnam. (Reuters 23.12)

Le 30 décembre

Akmal Shaikh de nationalité britannique, condamné pour trafic de drogue, a été exécuté en Chine, le premier ministre Wen Jiabao est resté sourd aux protestations des chefs d'Etat occidentaux. Maintenant que les autorités chinoises ont semble-t-il pris la mesure de leur puissance économique et de leur rôle incontournable au sein du capitalisme mondial, ils n'en ont plus rien à foutre des critiques des roquets genre Brown ou Sarkozy. Une confirmation éclatante, quoi !

Mieux encore, les réunions du G20 et le sommet de Copenhague ont confirmé que les pays en voie de développement n'entendaient plus se plier uniquement aux exigences de l'impérialisme américain et ses alliés, mais qu'ils entendaient bien défendre bec et ongle leurs propres intérêts économiques, quitte à s'unir s'il le fallait contre les capitalistes des pays les plus développés. Le contrat de 40 milliards de dollars que vient de remporter la Corée du Sud pour construire des centrales nucléaires aux Emirats arabes unis au détriment d'EDF en est un exemple, celui de 9,7 milliards de dollars remporté par des groupes sud-coréens, chinois et émirati portant sur les réserves de gaz du Turkménistan, confirme cette tendance qui devrait s'amplifier.

La Chine vient d'inaugurer son train à grande vitesse qui n'a rien à envier au TGV, et elle espère mettre en service en 2014, soit dans à peine 4 ans, son premier avion de ligne long courrier concurrençant directement Boeing et Airbus. Autrement dit, d'ici une décennie ou moins, les pays dits en voie de développement et les pays dits sous-développés pourront s'approvisionner en Chine, en Inde ou au Bresil, qui leur proposeront les mêmes marchandises et les mêmes services que les pays capitalistes européens, américains ou japonais à un coût plus bas, ces derniers n'auront plus rien à exporter en Chine qu'elle ne produira déjà en quantité illimitée à un coût défiant toute concurrence.

La concurrence va donc se renforcer et faire rage entre les différents impérialismes, Chine inclue. Même si les coûts de production augmentaient en Chine et que ceux pratiqués dans les pays dits les plus développés tendaient à suivre une courbe inverse, ils ne sont pas près de se retrouver au même niveau.

L'amorce d'un redémarrage de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale dans le sillage de la crise actuelle qui cependant n'a pas encore dit son dernier mot, va donc se réaliser au détriment du prolétariat mondial qui est appelé à la fois à être davantage exploité et à réduire ses besoins, tandis que ceux de la petite-bourgeoisie devraient stagner dans les pays dits riches au profit de celle des pays dits en développement qui devrait au contraire se développer fortement. Des pays comme la Chine ou l'Inde ont désormais tout intérêt à développer leur marché intérieur, soit à partir de leur énorme réserve en trésorerie pour la Chine, soit par le biais de l'endettement pour l'Inde, les autres impérialistes espérant en profiter également pour écouler sur ces marchés gigantesques une partie de leurs capitaux et de leurs marchandises.

L'inconnu dans cette perspective ou le grain de sable qui pourrait enrayer ce processus réside dans la lutte de classe du prolétariat. Nul ne sait jusqu'à quel point il acceptera de se sacrifier davantage pour que le régime capitaliste survive. A ce propos, j'ai lu dans le *Compte rendu et notes politiques du VIIe congrès mondial de la IVe Internationale* qui s'est tenu en octobre 2009, le courant communiste internationaliste (CCI) du POI en est la section française, que la survie du capitalisme était due uniquement (à défaut d'être précisé) au rôle contre-révolutionnaire des appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier ainsi qu'aux section de l'autre IVe Internationale dont les ex-militants de la LCR font partie, or c'est faux, c'est une vision purement dogmatique (pour ainsi dire sclérosée) et faussée de la situation mondiale qui ne prend pas en compte la capacité du capitalisme a trouvé de nouvelles parades pour à la fois affronter ses propres contradictions et continuer de se développer à l'échelle mondiale, quitte parallèlement à continuer de détruire de gigantesques masses de forces productives. Ce document mériterait une analyse complète, j'y reviendrai plus tard.

Comment peut-on prétendre proposer une ligne politique ou une stratégie correcte à l'avant-garde du prolétariat mondial et aux travailleurs en général, à partir d'une analyse incomplète, tronquée ou fausse de la situation, qui en réalité demeure figée 71

ans en arrière, qui est incapable d'intégrer les développements et les transformations intervenues dans le monde et la société au cours des 7 dernières décennies, qui les nie littéralement ?

La spéculation sur les places boursières, le marché des produits dérivés, la destruction de richesses estimée à 55.800 milliards de dollars depuis le début de la crise en 2007, sont une chose, mais la croissance du PIB mondial au cours des dernières décennies, l'expansion du marché mondial ou le développement des forces productives qui n'a pratiquement jamais cessé de croître, en sont une autre que l'on ne peut pas ignorer ou feindre d'ignorer dans notre analyse pour comprendre la situation et essayer de prévoir dans quelle direction va se développer le capitalisme mondial et la lutte des classes dans les années à venir, afin de définir la stratégie la plus appropriée pour construire le parti révolutionnaire et l'Internationale qui sont indispensables pour vaincre le capitalisme et assurer la vitoire de la révolution prolétarienne et le socialisme.

Que les questions économiques précises que je viens d'évoquer ne soient pas abordées dans ce document, confirme l'appréciation que je porte sur ce courant du mouvement ouvrier qui n'a pas été capable en 60 ans de produire la moindre analyse de fond sur la situation mondiale, notez bien, il se contente de reprendre à la lettre, à la virgule près, le contenu du *Programme de transition* de Trotsky datant de 1938, comme si en dehors de la disparition de l'URSS et ses satelittes, rien de nouveau ne s'était produit à travers le monde en 71 ans, c'est quand même extarordinaire de trouver encore des militants pour accepter une telle vision étriquée et bornée de la situation, plus sclérosé n'existe pas, sauf à LO peut-être !

Je ne peux même pas dire que je partage leur analyse ou leur stratégie, car ce document n'en comporte aucune en dehors de ce qui appartient au *Programme de transition* proprement dit, ce n'est qu'une suite de faits ou d'expériences triées sur le volet provenant de différents pays et que chacun a pu constater, qui mis bout à bout n'ont jamais constitué une analyse, d'autant plus qu'ils comportent de nombreuses lacunes, que certains facteurs déterminants n'y figurent pas, sont totalement ignorés ou sous-estimées, par exemple, pas un mot sur la place de la Chine ou de ce que les économistes appellent le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), qui a eux-seuls représentent 45% de la main d'oeuvre mondiale, contre 30% environ pour l'ensemble des pays de l'OCDE (30 pays dont les pays les plus industrialisés), ou encore le formidable développement démographique des 50 dernières années qui a contribué à modifier considérablement le rapport de forces entre impérialismes d'un côté, et pays en voie de développement de l'autre, et dont nous pouvons constater sous nos yeux quotidiennement les effets, etc. Vous avouerez qu'avec de telles lacunes, une analyse sérieuse de la situation mondiale est impossible. Nous y reviendrons en détail dans les jours qui viennent.

Quelques infos en bref.

Poursuite de la grève chez Pimkie.

Le mouvement de grève dans les entrepôts français de la chaîne de vêtements Pimkie (Groupe Mulliez), entamé le 16 décembre, se poursuit : selon les syndicats, quelque 200 salariés sur les 276 des entrepôts ont cessé leur travail. '*L'entreprise laisse pourrir la situation*, estime Valérie Pringuez, déléguée CGT. *On va devenir méchants.*'

Les salariés des entrepôts de Wasquehal et Neuville-en-Ferrain, situés dans le département du Nord, protestent contre les conditions d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Ce plan, annoncé en mai dernier, prévoit la suppression de 190 postes dans la société, dont 138 concernent les fonctions logistiques (préparation de commandes...) exercées en entrepôts. Dans le cadre de ce plan, la direction a proposé, les 24 et 25 novembre, en plus des indemnités légales, la somme de 10 000 euros plus 500 euros par année d'ancienneté. Mais les grévistes réclament d'obtenir immédiatement '*au moins autant que ce qu'ont eu les salariés de Xanaka*', une autre chaîne du groupe, explique Mme Pringuez. Soit 20 000 euros et 2 400 euros par année d'ancienneté.

La direction, qui a fait entre-temps des propositions intermédiaires, refuse désormais d'aller au delà. '*Des négociations sont prévues le 12 janvier. Jusque-là, c'est bloqué*', indique un porte-parole du groupe qui assure que ce mouvement n'altère pas les livraisons de magasins, effectuées par des entrepôts alternatifs. (LeMonde.fr 29.12)

Tension et contradiction au sommet de l'Etat... où partage de la sale besogne ?

Le Conseil constitutionnel a annulé mardi la taxe carbone, une mesure phare du projet de budget 2010 qui devait entrer en vigueur le 1er janvier, mais le gouvernement a aussitôt décidé de présenter un nouveau texte.

Les juges constitutionnels ont considéré que l'importance des exemptions de contribution carbone étaient "*contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique*" et créaient une "*rupture d'égalité*" devant l'impôt.

François Fillon a annoncé qu'un nouveau texte tenant "*pleinement compte*" des observations des "*Sages*" serait proposé dans le cadre de la loi de finances rectificative relative aux investissements d'avenir.

Celle-ci sera présentée au Conseil des ministres du 20 janvier, a-t-il précisé dans un communiqué.

François Fillon a souligné que la mise en place d'une contribution carbone était "*une priorité du président de la République et du gouvernement*".

"*Cette contribution est nécessaire pour orienter les comportements des entreprises et des ménages en matière de consommation d'énergie et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre*", a-t-il insisté.

Selon les juges constitutionnels, le texte prévoit trop d'exemptions, s'avère contraire à l'objectif affiché de lutte contre le réchauffement climatique et entraîne une inégalité des citoyens face à l'impôt.

"*Moins de la moitié des émissions de gaz à effet de serre aurait été soumise à la contribution carbone*" en raison de multiples exemptions, soulignent les sages du Palais Royal dans leur décision.

Ils notent que cette contribution devait porter essentiellement sur les carburants et les produits de chauffage, "*qui ne sont que l'une des sources d'émission de dioxyde de carbone*".

En étaient totalement exonérées "*les émissions des centrales thermiques produisant de l'électricité, les émissions des 1.018 sites industriels les plus polluants*" et "*les émissions du transport aérien et celles du transport public routier de voyageurs*", souligne le Conseil constitutionnel.

"*Ces exemptions auraient conduit à ce que 93 % des émissions d'origine industrielle, hors carburant, soient exonérées de contribution carbone*", écrit-il. (Reuters 29.12)

Pas de problème, les entreprises se rattraperont en exploitant davantage leurs salariés ou feront payer cette taxe à leurs clients, c'est-à-dire, nous ! Bref, au-delà des contradiction du régime, le Palais et le Conseil constitutionnel se répartissent les rôles... et les critiques pour faire passer leur taxe scélérate.

Tarif en hausse.

Les tarifs des TGV vont augmenter de 1,9 % en moyenne à compter du 5 janvier, a confirmé mardi 29 décembre la SNCF.

En 2009, les tarifs de base des TGV avaient augmenté de 3,5 %, après 2 % en 2008. (LeMonde.fr 29.12)

Quand des impérialistes dame le pion à d'autres.

Des groupes sud-coréens (LG International et Hyundai Engineering), chinois (le groupe gazier public chinois CNPC) et émirati (Petrofac Emirates) ont remporté des contrats d'une valeur totale de 9,7 milliards de dollars afin de développer et mettre en valeur les immenses réserves de gaz du Turkménistan, apprend-on de sources gouvernementales.

Ces sociétés internationales seront chargées de construire des infrastructures susceptibles d'exploiter les réserves de Iolotan-sud, qui abriterait l'un des cinq plus importants gisements mondiaux de gaz naturel.

L'année dernière, le cabinet britannique Gaffney, Cline and Associates avait évalué ces réserves entre 4.000 et 14.000 milliards de mètres cubes. (Reuters 29.12)

Le 31 décembre

Pas de causerie je ne suis pas bien, fièvre, vertiges...

Faudra-t-il bientôt sortir armé pour faire ses courses ?

Un homme de 25 ans est mort mardi 29 décembre à Lyon '*par asphyxie mécanique* après avoir été interpellé dans un supermarché Carrefour par quatre vigiles, a indiqué mercredi le parquet. Le jeune homme, retenu par les agents de sécurité pour le vol de bouteilles de bière, est '*mort d'une asphyxie mécanique par compression de la cage thoracique*' et portait des hématomes '*au bras et au front*', selon les résultats de l'autopsie communiqués par le parquet de Lyon.

Les quatre agents, dont deux salariés de Carrefour et deux employés d'une société sous-traitante, ont vu leur garde à vue prolongée mercredi pour '*violences volontaires aggravées ayant entraîné la mort sans intention de la donner*' et seront déférés jeudi matin devant un juge d'instruction. (LeMonde.fr 30.12)

Imaginez un instant qu'il s'agisse d'une méprise, que le vigile en poste devant son écran de contrôle ait cru vous voir mettre quelque chose dans votre poche et que ces chiens bondissent sur vous, si vous êtes cardiaque ou que vous êtes sujet à une déficience respiratoire : vous êtes mort !

Nouveau couac au sommet de l'Etat.

Le Conseil d'Etat a annoncé mercredi avoir partiellement invalidé le décret créant la deuxième mouture du fichier ELOI, destiné à lutter contre l'immigration clandestine.

Le fichier ELOI (pour "éloignement") prévoit un fichage automatisé des étrangers en instance d'expulsion, de ceux qui les hébergent et des personnes qui leur rendent visite en centre de rétention. Sont ainsi annulées les deux dispositions prévoyant la conservation de certaines données pendant trois ans, une durée jugée "*excessive*", ainsi que l'enregistrement du numéro d'identification AGDREF obtenu lors d'une demande d'un titre de séjour.

Le 12 mars 2007, le Conseil d'Etat avait annulé l'arrêté du ministre de l'Intérieur - Nicolas Sarkozy à l'époque- du 30 juillet 2006, visant à la création du fichier ELOI. Le 26 décembre 2007, le ministère de l'Immigration proposait un nouveau texte, sous forme de décret, le qualifiant "*d'inattaquable*" juridiquement. (AP 31.12)

Taxe carbone. Les valets du régime en redemandent.

Les Verts, la gauche et les syndicats réclament une fiscalité écologique ambitieuse et juste après l'annulation de la taxe carbone par le Conseil constitutionnel.

PS - "*Il est à craindre que cet amateurisme en matière de fiscalité écologique du gouvernement ne rende plus difficile encore l'instauration pourtant nécessaire d'une taxation des pollutions*", regrette la député socialiste Aurélie Filippetti dans un communiqué.

Pour le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, "*les Français attendent maintenant des réponses claires et opérationnelles*" du gouvernement.

Aux yeux de Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés socialistes, "*pour avoir une bonne réforme, il faut s'inspirer des autres pays qui ont instauré une fiscalité écologique et pas seulement une taxe carbone*".

Verts - Les Verts réclament que le montant de cette future contribution repasse des 17 euros de la taxe carbone aux 32 euros recommandés par la commission Rocard et que l'électricité soit taxée.

"*Les changements de comportements ne peuvent pas être le seul fait des particuliers. Les entreprises doivent aussi s'y engager*", souligne le député Vert François de Rugy dans un communiqué.

"*Alors que le sommet de Copenhague sur les changements climatiques a été un échec, il n'y aurait rien de pire que d'abandonner le principe d'une contribution climat-énergie comme levier des changements de comportement*", prévient-il.

PG - Le Parti de Gauche, par la voix de la député Martine Billard, demande la fin du "*bricolage politicien*" et réclame une "*planification écologique et démocratique qui permette de sortir de la civilisation du tout pétrole*".

FO - Pour Force ouvrière, le gouvernement doit s'accorder "*le temps de la réflexion au lieu de la précipitation avec laquelle le mauvais feuilleton de la taxe carbone est mis en oeuvre depuis l'été 2009*". En deux mots, FO préconise au gouvernement de revoir sa méthode pour finalement imposer cette nouvelle taxe, il n'est pas contre.

"*Plutôt que de créer des taxes à vocation de communication venant pénaliser les salariés et les ménages*", le syndicat prône "*une réforme globale de la fiscalité, fondée sur le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu pour garantir une politique de redistribution conforme au principe républicain d'égalité*". Revendiquer le principe d'égalité sous un régime capitaliste n'est qu'un leurre qui ne sert qu'à tromper les travailleurs et mieux les asservir au régime, dixit Lénine.

CGT - la CGT se félicite de voir "*reportée une imposition supplémentaire qui aurait pesé sur la consommation des plus modestes*". Pas annulée, surtout pas ! (Reuters 30.12)

Il convient de bien insister sur l'emploi des termes: « *rupture caractérisée du principe d'égalité* ». Lorsque le juge constitutionnel use de tels mots, cela signifie: «*loi ficelée par des nullards ignorant les bases de la première année de droit constitutionnel dispensées en faculté*»

Comment se fait-il que personne ne soit intervenu, à un moment ou un autre du processus législatif, afin de mettre en garde l'actuelle gouvernement, sa majorité, ses cabinets, ses parlementaires contre le risque de censure constitutionnelle qu'un dispositif aussi inégalitaire risquait d'encourir? Trois réponses possibles:

1/ l'incompétence générale des élites administratives promues par l'actuel pouvoir, incompétence résultant elle même de la dégénérescence du recrutement des élites politiques.

2/ Le climat de terreur entretenu par l'actuel régime dans tous les cercles d'élaboration de la loi, de l'Élysée à Matignon, de l'Assemblée au Sénat, des cabinets au Conseil d'État, autant de lieux où l'on craint de déplaire en haut lieu à celui qui exerce aujourd'hui qu'un pouvoir personnel incontrôlé.

3/ Un « mix » des deux premières solutions. Incompétence et terreur.

Tout cela est bien mauvais signe pour l'actuel pouvoir. Lorsque ceux qui le servent cachent la vérité, n'osent plus, perdent tout esprit d'initiative et entretiennent passivement toutes les illusions, foucades, lubies, du maître du moment, bien des murs que l'on pensait inébranlables peuvent s'écrouler. On en revient à ce que je disais en début de démonstration; la faiblesse de ce pouvoir naît de sa trop grande force. (LePost 30.12)

La Bourse ou la vie.

1- La Bourse de Sao Paulo a terminé en hausse mercredi, sa dernière séance de cotations de l'année, et affiche pour 2009 une progression de près de 83%, un rebond spectaculaire après la chute de 41,2% subie en 2008 favorisée par la vigueur de la reprise dans un pays qui figure parmi les destinations favorites des investisseurs internationaux.

La Bourse de Sao Paulo affiche une performance 2009 supérieure à celle d'autres grands marchés émergents comme Hong Kong, où l'indice Hang Seng a gagné un peu plus de 49% sur l'année, la bourse de Shanghaï a gagné 76,4% en un an ou même l'Inde (+80% environ). (Reuters 30.12)

2- Le DAX a terminé 2009 sur une hausse annuelle de 23,9%, sa meilleure performance depuis 2007 après avoir plongé de 40% en 2008.

La dette publique de la France a augmenté de 29,4 milliards d'euros au troisième trimestre 2009 pour atteindre un nouveau pic de 1.457,4 milliards d'euros, soit environ 75,8% du produit intérieur brut, selon des données publiées mercredi par l'Insee.

Dans la loi de finances 2010, le gouvernement prévoit que la dette atteindra 84,0% en 2010, 88% en 2011, 90% en 2012 et 91% en 2013 - estimations qui ne tiennent pas compte du grand emprunt qui sera lancé en 2010 pour financer des investissements de croissance. (Reuters 30.12)

Haut de page